ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DÉBATS

TABLES DE LÉGISLATURE

CINQUIÈME LÉGISLATURE

2 avril 1973 - 2 avril 1978

TABLE NOMINATIVE

TOME II

D à G

ABRÉVIATIONS

DÉNOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

U.D.R. ... puis R.P.R. ...	Groupe d'union des démocrates pour la République (1). Groupe du rassemblement pour la République.
P.S.R.G. ..	Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.
C.	Groupe communiste.
R.I. ..... puis R.	Groupe des républicains indépendants (2). Groupe républicain.
R.C.D.S. ..	Groupes des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.
R.D.S. ...	Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.
U.C.	Groupe union centriste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe du rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

D

DAHALANI (Mohamed)

Député des Comores
(2e circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse centrale de coopération économique [18 mai 1973] (p. 1429).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**) [17 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5187) : indique la volonté des Comores d'assumer toutes les responsabilités de leur souveraineté.

1975

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). Après déclaration d'urgence, **discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4778) : l'objectivité réside en la reconnaissance de la majorité écrasante qui s'est prononcée pour l'indépendance ; l'archipel des Comores forme un tout dont les relations avec la France resteront, après l'indépendance, étroites et amicales.

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
(1re circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 juillet 1974] (p. 3431).

Membre de la commission des affaires étrangères [9 juillet 1974] (p. 3431), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [4 juillet 1974] (p. 3292).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [29 avril 1977] (p. 2350), [2 juin 1977] (p. 3358).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 256), adoptée par le Sénat, tendant à la **reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires et anciens militaires ayant pris part aux combats en Algérie, au Maroc et en Tunisie** (n° **511**) [21 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 316 rectifiée) relative à l'**enseignement des cultures et langues vernaculaires dans les territoires d'outre-mer** (n° **545**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **prévenir et à réprimer la violation du secret des communications téléphoniques** (n° **906**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **comité central des œuvres sociales** pour le **personnel des collectivités locales** (n° **1003**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1702) autorisant l'approbation du **protocole multilatéral** sur les privilèges et immunités de l'**Organisation européenne** pour des **recherches astronomiques dans l'hémisphère austral,** fait à Paris, le 12 juillet 1974 (n° **1785**) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi** portant amélioration de la situation des assurés titulaires d'une **pension de vieillesse** du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles, liquidée antérieurement au 1er janvier 1972 (n° **1855**) [30 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1952), autorisant l'approbation de la **Convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République gabonaise,** ensemble son annexe et son protocole annexe, signés le 12 février 1974 à Paris (n° **1966**) [12 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1958), autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République gabonaise** concernant l'**assistance administrative** mutuelle en matière de douane, signée à Paris le 12 février 1974 (n° **1967**) [12 novembre 1975].

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des consommateurs** (n° **1987**) [18 novembre 1975].

— **Proposition de loi** sur la protection des candidats à la **construction** de **maisons individuelles** (n° **2324**) [26 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2299), autorisant l'approbation de la **convention d'établissement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République gabonaise,** signée à Paris le 12 février 1974 (n° **2381**) [10 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2386) autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Congo** sur les droits fondamentaux des nationaux, signé à Brazzaville le 1er janvier 1974 (n° **2626**) [18 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à l'abaissement de **l'âge de la retraite** pour tous les anciens **déportés** et **internés** (n° **2798**) [13 avril 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de **loi de finances rectificative pour 1977** (p. 2768, 2859) (n° **2867**) [11 mai 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XVI : Travail et forma-**

tion professionnelle (population) (n° **3148**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la profession d'**herboriste** (n° **3305**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Nouveau découpage des cantons** [30 mai 1973] (p. 1679, 1680).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2376**) : **Ecoutes téléphoniques** [22 juin 1973] (p. 2482, 2484, 2486, 2487) : création d'une commission d'enquête permettant au Parlement d'exercer ses fonctions normales de contrôle ; son intention de demander au général Caillaud de visiter les nouvelles installations de contrôle.

— (n° **6612**) : **Protection des candidats à la construction de logements** [14 décembre 1973] (p. 7070, 7071) : insuffisance des textes existants pour protéger les petits épargnants.

• *questions au Gouvernement :*

— **Retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre** [12 juin 1974] (p. 2613).

• *questions orales avec débat :*

— (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2790) : effondrement des cours de la viande de bœuf et de porc ; extension des interventions de l'ONIBEV à la viande de porc ; (p. 2795) : place des agriculteurs dans la société européenne.

— (n° **11797**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2976) : problème du monopole ; télédistribution ; (p. 2981, 2982) : problème de la création éventuelle d'une nouvelle chaîne privée.

— Ses observations lors de la discussion de la question orale avec débat (n° **13873**) **de M. Debré : Politique en matière de population** [9 octobre 1974] (p. 4916) : nécessité d'un débat d'orientation avant la discussion du budget.

— Retrait de sa **question orale avec débat** (n° **13843**) sur le **problème du quotient familial** [18 octobre 1974] (p. 5253).

• *questions au Gouvernement :*

— **Vote de la France à l'Unesco (Israël)** [27 novembre 1974] (p. 7097).

— **Situation de Phnom-Penh** [30 avril 1975] (p. 2271).

• *question orale sans débat :*

— (n° **20273**) : **Protection des acquéreurs de pavillons individuels** [4 juin 1975] (p. 3663, 3664) : introduction dans les contrats d'une clause de « délai de réflexion » permettant à l'acheteur d'obtenir le crédit nécessaire.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3688) : insuffisance des mesures prises par le Gouvernement face au chômage des jeunes ; développement des investissements productifs et des industries de main-d'œuvre ; expansion des équipements publics ruraux et urbains et du logement ; création d'emplois dans les administrations à caractère social ; divergences entre les services d'orientation de l'éducation nationale et l'agence nationale pour l'emploi.

• *questions au Gouvernement :*

— **Inflation** [28 avril 1976] (p. 2257) : s'inquiète des mesures envisagées par le Gouvernement pour freiner l'inflation sans porter atteinte à la reprise.

— **Instauration par les banques d'une taxe sur les comptes chèques** [2 juin 1976] (p. 3633) : son inquiétude au sujet de l'autorisation éventuelle pour les banques de frapper tous les comptes chèques d'une taxe annuelle de 30 F.

— **Sauvegarde du revenu agricole** [13 avril 1977] (p. 1759) : révision éventuelle des prix agricoles à l'automne ; règlement des montants compensatoires.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **37195**) : **Situation des maîtres d'apprentissage** [15 avril 1977] (p. 1865, 1866, 1867) : la lourdeur des procédures administratives et des charges financières et sociales, nuisible à l'embauche des apprentis ; le chômage des jeunes ; la nécessité de la prise en compte par les conseillers d'orientation des réalités socio-économiques locales ; l'urgence d'un débat.

— (n° **37373**) : **Problème de l'emploi** [22 avril 1977] (p. 2107, 2108) : l'emploi des jeunes ; l'efficacité d'une action régionale et locale pour résoudre le problème de l'emploi ; les initiatives prises par le président Edgar Faure tendant à doter la Franche-Comté d'un conseil et d'un fonds régional de l'emploi.

— (n° **37984**) : **Enseignement préprofessionnel** [13 mai 1977] (p. 2766, 2767) : préparation à la vie professionnelle et adaptation de l'éducation aux réalités économiques et sociales ; recrutement du personnel nécessaire parmi les 20.000 vacataires que l'Etat se propose d'engager.

• *questions au Gouvernement :*

— **Plafonnement des dépenses du FEOGA et extension de la taxe de coresponsabilité à**

tous les produits agricoles [9 novembre 1977] (p. 7217) : demande faite par des membres communistes de l'assemblée parlementaire européenne.

— **Participation des entreprises locales aux chantiers du département de la Manche** [14 décembre 1977] (p. 8709) : aggravation de la crise des travaux publics en Basse-Normandie ; priorité des entreprises locales pour l'aménagement de la route nationale 13 et la centrale nucléaire de Flamanville.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1013) : fragilité du compromis de Luxembourg ; (p. 1014) : dramatisation de la négociation ; estime que les progrès sont modestes ; insuffisance de l'augmentation du prix du lait ; prix agricoles européens et prix mondiaux ; agriculture et inflation ; retard des prix agricoles sur les prix des produits industriels ; désir des agriculteurs de profiter des avantages du progrès industriel ; rôle des agriculteurs dans l'entretien des terres et la préservation des sites ; demande le lancement d'emprunts pour le développement rural ; (p. 1016) : valeur sociale, écologique et économique de l'exploitation familiale ; nécessité d'une politique des revenus, d'aide à l'agriculture de montagne ; effort de rentabilité accompli par les petites et moyennes exploitations ; nécessité d'une aide directe personnelle ; objectif du salaire à 1.000 F par mois pour les agriculteurs et les salariés agricoles ; nécessité d'une meilleure répartition des subventions et des prêts ; demande de prêts bonifiés au Crédit agricole pour le remplacement d'animaux morts de maladie, une affectation plus rapide des crédits d'aide aux bâtiments d'élevage, la réforme de la péréquation entre les prix d'été et d'hiver du lait, une meilleure orientation du budget agricole européen ; évoque les problèmes du téléphone rural, de l'IVD, de l'adduction d'eau, des bourses scolaires, de l'infrastructure des régions rurales, de politique régionale européenne, la politique de l'énergie, la politique commerciale face aux Etats-Unis, la crise monétaire, avenir de l'Europe et pouvoir politique commun.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). Après déclaration d'urgence, **discussion des articles** [13 juin 1973] (p. 2080) : **Article premier** : défend l'amendement de MM. Pidjot et Sanford : prolongation de la limite d'âge d'incorporation de vingt-deux à vingt-six ans pour les jeunes gens résidant dans les TOM ; retrait après engagement du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5150) : augmentations insuffisantes du budget, conséquences sur l'évolution des populations vers l'indépendance ; sa référence au rapport de M. Renouard ; centre d'essai du Pacifique en Polynésie ; développement exclusif du tourisme de luxe et ses conséquences sur la qualité des rapports humains avec la population ; déplore que les TOM semblent constituer dans l'optique du Gouvernement un domaine réservé ; utilisation des crédits par ministère ; fin de non-recevoir opposée aux demandes de renseignements et de documents de M. Renouard, rapporteur pour avis ; indique que son groupe appuie tout particulièrement l'esprit libéral et l'action menée par le ministre.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5276) : aspect social du ministère de l'agriculture, écart entre les revenus, sa référence à la dernière étude du professeur Fel « la pauvreté dans l'agriculture française », pauvreté de nombreux petits éleveurs et des vieux ménages en milieu rural ; disparités des revenus entre régions ; revenu brut d'exploitation en Basse-Normandie ; instances européennes et politique régionale ; priorité des crédits de la CEE pour les régions en retard ; disparités entre catégories d'exploitations, difficultés des petites exploitations laitières, situation dans sa circonscription ; restructuration et problème de l'IVD ; (p. 5277) : problème des cumuls ; nécessité d'assurer un développement global du milieu rural ; disparition du petit commerce dans les campagnes ; classes maternelles en milieu rural ; adductions d'eau, électrification, réseau téléphonique ; rôle écologique de l'agriculture ; BAPSA ; sa référence au rapport de M. de Montesquiou ; conditions restrictives du régime de l'inaptitude, assurance invalidité agricole ; sa déception quant au volet social du budget ; action au niveau européen afin de diminuer les disparités. **Etat B - Titre IV** [7 novembre 1973] (p. 5343) : son amendement tendant à réduire les crédits de fonctionnement de l'enseignement agricole privé ; exigence d'une dotation nettement supérieure ; maintient son amendement.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5499) : évoque l'esprit constructif avec lequel le groupe des réformateurs démocrates sociaux critique ce budget dans lequel il voit un budget de routine ; (p. 5500) : accepte l'effort dont bénéficie l'Opéra de Paris mais s'étonne de son manque de coordination avec

les grandes scènes lyriques de province ; déplore la situation du théâtre, celle des bibliothèques et celle de la vie culturelle provinciale ; pose le problème des animateurs ; demande le sauvetage du paysage français ; s'étonne de l'interruption de l'émission télévisée « chefs-d'œuvre en péril » ; s'étonne que les architectes de Paris soient rémunérés au pourcentage des opérations qu'ils décident ; regrette la lenteur et le coût de l'inventaire du patrimoine architectural français ; évoque la situation des musées de province et les déménagements des tableaux prévus au Louvre ; (p. 5501) : rappelle les revendications de la fédération nationale des centres culturels communaux ; présente des suggestions sur la politique du cinéma et demande la réforme du centre national du cinéma et la création d'un organe consultatif ; évoque l'UGC, la réglementation professionnelle et propose une conférence européenne du cinéma et la création d'un secrétariat européen du cinéma ; demande le renforcement de la présence du ministère des affaires culturelles auprès de l'ORTF.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5535, 5536) : proteste contre l'immobilisme du budget de 1974 ; regrette que les parlementaires n'aient pas eu connaissance des rapports élaborés par les groupes de travail.

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5592) : caractère solitaire qu'a revêtu la politique extérieure de la France, sa tendance nouvelle à une plus grande solidarité ; rappel de l'objectif 1980 pour l'union européenne fait par le Président de la République dans sa conférence de presse du 21 septembre ; (p. 5593) : estime qu'une très forte accélération s'impose ; pression des faits ; urgence de l'union monétaire et de la défense européenne, nécessité d'institutions ; résultats positifs de sondages en faveur de la construction européenne ; contrôle de l'exécutif par un Parlement européen élu directement au suffrage universel ; souhaite qu'une date soit fixée avant 1980 pour l'organisation de telles élections ; accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen ; appui de la coopération politique sur un comité permanent indépendant des Gouvernements ; solidarité extérieure avec le Tiers-Monde ; ses félicitations à M. J.-F. Deniau pour l'action qu'il a menée au Sahel ; son intention de juger l'effort du ministre des affaires étrangères en faveur des pays sous-développés lors du budget pour 1975 ; (p. 5596) : se réjouit de la nouvelle orientation plus solidaire et plus européenne du Gouvernement.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] (p. 6140) : son intervention au nom de M. Rossi ; retraités civils et militaires, péréquation ; son intégration de l'indemnité de résidence au traitement ; détournement de l'esprit de la loi de 1948 ; non-augmentation des retraités ayant appartenu aux catégories revalorisées ; insuffisance et retard des revalorisations du paiement des retraites ; ses observations sur le projet de loi relatif à la reversion de la pension de la femme fonctionnaire sur son mari ; (p. 6141) : demande la représentation des retraités civils et militaires au Conseil économique et social ; débat sur les problèmes des retraités civils et militaires.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6900) : demande l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi adoptée par le Sénat (reconnaissance de la qualité d'ancien combattant aux militaires ayant servi en AFN.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7036) : voit dans le débat actuel le sujet le plus pénible sur lequel il ait eu à se prononcer; rappelle les faits lamentables qu'il a pu connaître ; estime qu'on ne peut se déclarer hostile à l'avortement si l'on ne cherche pas à assurer l'égalité des chances à lutter contre la prostitution et à promouvoir l'information sexuelle ; estime que c'est toute la société qui est en jeu si le droit de tuer un être vivant est reconnu ; demande au Gouvernement de modifier son texte et d'en proposer un autre.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques (n° 764). Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7060) : sa référence aux conclusions du rapport de la commission sénatoriale d'enquête ; affaire du *Canard enchaîné ;* propos de M. Sanguinetti sur cette affaire ; propos de M. Marette (installations d'écoute dans une ambassade de France à l'étranger); proposition de loi déposée au Sénat ; sa proposition de loi tendant notamment à la création d'une commission spéciale permanente au Parlement.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645). Première lecture. Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 2672) : soutient l'amendement n° 39 de MM. Degraeve et Falala ; les vétérinaires de fait. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1778) : compléter les dispositions relatives à l'usage des anabolisants et des œstrogènes ; les propos tenus par le docteur Ferrand ; la proposition de loi de M. Ceyrac : ne pas sacrifier à des considéra-

tions de rentabilité immédiate. **Discussion des articles. Article 2. Article 617-8 du code de la santé publique** (p. 1789) : sur l'amendement n° 38 de M. Gaillard : demande au Gouvernement par quelle voie seront consultés les consommateurs.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4742) : regrette que le Parlement européen n'ait pas profité de la crise agricole pour mettre en minorité la commission ; les raisons de la crise agricole commune.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Culture [30 octobre 1974] (p. 5632) : création d'un bureau de liaison européenne du cinéma ; rappelle l'idée lancée par M. Olivier Guichard au sommet de La Haye d'un centre européen de développement de l'éducation ; la civilisation des cassettes ne peut se faire que grâce à la concertation européenne — donner une assise européenne au cinéma pour l'aider à échapper à l'emprise des sociétés multinationales d'outre-Atlantique ; sauvegarder l'identité culturelle de l'Europe.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6016) : les disparités entre petites et grandes exploitations ; la désertion des campagnes ; l'élévation de la moyenne d'âge ; un début d'égalité des Français ; les conditions de vie des exploitants ; le dialogue entre producteurs et consommateurs ; les crédits d'équipement ; la répartition équitable des primes, subventions, prêts ; la prime à la vache et aux porcins ; (p. 6017) : la révision de la politique agricole commune ; des contacts insuffisants entre le ministre et les agriculteurs de base.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6375) : les producteurs de pétrole constituent la plus menaçante des multinationales ; établir une véritable coopération technologique et scientifique européenne.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant approbation de l'échange de lettres avec le Maroc sur l'exportation des prestations pour soins de santé,** rapporteur suppléant. **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6984) : l'échange de lettres intervenu le 13 décembre 1973 entre le Maroc et la France et approuvé par la commission des affaires étrangères tend à améliorer la protection sociale des travailleurs marocains ou français en matière d'assurance maladie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant avenant à la convention franco-marocaine sur la sécurité sociale** (n° **1270**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6984) : rapporteur suppléant : le projet tend à ratifier l'accord intervenu le 13 décembre 1973 relatif au régime de prestations familiales applicables aux travailleurs migrants.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7126) : les femmes sont la meilleure moitié de l'humanité ; la France ne doit pas se contenter de suivre passivement n'importe quelle évolution ; déplore que la France n'offre pas aux familles les meilleures conditions de vie en Europe occidentale ; place de l'enfant dans le système fiscal ; (p. 7127) : certains propagandistes veulent transformer la grossesse en maladie ; les chiffres discutables relatifs aux avortements clandestins ; l'avortement médical laisse des séquelles graves ; de ce point de vue le projet de loi n'a guère d'objet ; les conséquences juridiques du projet ; les hôpitaux de France risquent de ressembler à des officines nazies ; organiser l'accueil de la mère célibataire et enseigner les valeurs familiales permanentes.

1975

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° **1484**). **Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article 2 : Article 658-5 du code de la santé publique** (p. 2896) : son amendement n° 34 : après les mots : « avis du conseil supérieur d'hygiène publique », insérer les mots : « et de l'académie nationale de médecine » ; adopté. **Article L 658-6** (p. 2897) : son amendement n° 37 : fixation par arrêtés interministériels de la liste des substances autorisées ; aboutir à des listes catégorielles ; retiré.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3546) : les problèmes des consommateurs ; le rapport Sudreau ; le rôle des organisations de consommateurs ; les souhaits de la commission Méraud ; la nécessaire politique de la consommation ; le renouveau de la vie associative ; mener une politique rigoureuse de la consommation ; (p. 3547) : coordonner les services administratifs ; faire disparaître l'ambiguïté de l'institut national de la consommation ; faire accéder les consommateurs aux grands moyens de consommation ; le caractère irremplaçable d'un grand mouvement de consommateurs ; la faible organisation des consommateurs dans les régions rurales.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles**

[11 juin 1975]. **Article 4** (p. 4010) : son amendement n° 111 : maintenir le *statu quo* sur les irrigations ; modifie son amendement ; adopté.

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant la ratification de la convention** entre **la République française** et la **République socialiste de Roumanie, relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale,** signée à Paris le 5 novembre 1974, et de la **convention** entre la **République française** et la **République socialiste de Roumanie, relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition,** signée à Paris le 5 novembre 1974 (n°s **1700** et **1701**), rapporteur suppléant. **Discussion générale commune** [27 juin 1975] (p. 4889, 4890) : présente les conventions relatives à l'entraide judiciaire civile et à l'entraide pénale conclues entre la France et la Roumanie ; donne connaissance des points importants du rapport de M. Chamant.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole multilatéral sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne pour les recherches astronomiques dans l'hémisphère austral,** fait à Paris, le 12 juillet 1974 (n° **1702**). **Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4891, 4892) : donne connaissance de son rapport sur le protocole d'accord multilatéral ; conclut à son adoption.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 10** (p. 7287) : son amendement n° 116 : opérer sur les profits résultant de l'exploitation de la pornographie un prélèvement de 50 % ; repoussé.

Deuxième partie :

Equipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7412) : la malhonnêté de certains constructeurs de pavillons individuels ; la protection des acheteurs de pavillons.

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7559) : le besoin de sécurité collective ressenti par les Français ; le rôle joué par le Gouvernement sur la scène internationale ; l'insuffisance des moyens budgétaires ; (p. 7560) : l'entente franco-allemande ; la Communauté européenne et le Conseil européen ; le nécessaire maintien de la politique agricole commune ; (p. 7561) : l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; la possible répartition des compétences au sein des organismes européens ; les relations avec les pays en voie de développement ; la conférence mondiale sur l'énergie ; les relations avec l'URSS ; la conférence d'Helsinki ; le surarmement du monde soviétique ; (p. 7562) : les avertissements de Pékin ; le développement de l'unité européenne.

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7594) : s'élève contre les propos de M. Forni ; l'approbation des gouvernements africains en faveur de la politique de coopération française ; (p. 7595) : exemple de l'œuvre française ; conférences de Lomé, de Bangui ; la conférence Nord-Sud ; l'affaire Claustre ; l'insuffisance du budget de la coopération.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7840) : ignorance par les intéressés de leurs droits sociaux ; améliorer l'information de tous ; (p. 7841) : les crédits d'information du ministère du travail.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7938) : estime que le plan Mansholt ayant été une erreur, il faut modifier les orientations de la politique agricole commune pour ne pas sacrifier le potentiel de production accumulé au cours des siècles ; la situation grave de plusieurs établissements d'enseignement agricole dans la Manche.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8577) : la reconnaissance d'un droit au téléphone ; la possibilité d'une augmentation des tarifs ; la faiblesse des rapports qualité-prix ; la fourniture de factures détaillées ; l'association des utilisateurs de téléphone.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8704) : la situation des personnes âgées ; la non-rétroactivité des mesures nouvelles bénéficiant aux retraités ; les mesures à prendre pour améliorer le sort de ces derniers.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9025) ; son amendement n° 16 soutenu par M. Claudius-Petit : protection des acquéreurs de maisons individuelles ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 novembre 1975]. **Article 11** (p. 10104) : annonce qu'il va retirer ses amendements pour les reprendre dans une proposition de loi.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 2064) : son amendement n° 58 défendu par M. Mesmin ; son amendement n° 59 défendu par M. Mesmin.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2206) : reproche à la politique

agricole commune son manque d'inspiration sociale ; estime qu'il convient de la replacer dans son contexte mondial en songeant en particulier, aux besoins non satisfaits des populations du Tiers-Monde ; souligne l'urgente nécessité d'un nouveau plan alimentaire mondial ; indique qu'il ne faut pas, pour autant, exclure une politique régionale et d'aménagement du territoire européen ; préconise une spécialisation régionale de l'agriculture européenne ; (p. 2207) : souhaite que l'on rémunère la fonction écologique de l'agriculture.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2731) : l'insuffisance de la réponse du ministre à propos de l'affaire du Cambodge ; déplore que la France n'ait pas saisi l'Organisation des Nations unies ; la nécessité pour la diplomatie française d'accorder la priorité à l'amélioration des liens avec les pays qui lui sont chers ; (p. 2732) : l'indépendance des nations, une notion de plus en plus compensée par l'interdépendance organisée ; le manque d'explications de la politique étrangère française.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2245**). **Discussion de l'article unique** [25 juin 1976] (p. 4749) : soutient l'amendement n° 4 de M. Briane tendant à instituer des références plus précises et plus larges que la notion de demandeurs d'emploi ; (p. 4750) : le retire.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise** (n° **2299**), rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4745) : l'objet des conventions d'établissement ; leurs conséquences ; les nouveaux courants d'échange du Gabon ; l'amitié traditionnelle franco-gabonaise ; les accords du 12 février 1974 ; l'objection du ministère vis-à-vis de la convention d'établissement ; la levée de cette objection ; les dispositions qui n'ont pas changé par rapport à la convention de 1960 ; (p. 4746) : les modifications apportées : l'accès aux activités professionnelles salariées et non salariées ; leur exercice ; la clause de la nation la plus favorisée ; les formalités administratives ; les règles nouvelles concernant l'expulsion des ressortissants d'un Etat par un autre Etat : une aggravation des conditions d'expulsion ; demande à l'Assemblée d'adopter la convention.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Discussion générale [21 octobre 1976] (p. 6851) : le poids du budget annuel ordinaire ; (p. 6852) : un projet structurant s'insérant dans le plan quinquennal ; le début d'une action faisant suite au choix décidé par le Gouvernement précédent ; la consolidation du budget annuel ; une impulsion à la lutte contre la hausse des prix ; l'autorité affable et lucide d'un économiste qui n'est pas un technocrate ; les problèmes de l'emploi ; la refonte de la fiscalité ; la TVA pour les maisons de retraite ; une période difficile pas seulement pour la France ; une politique agricole commune ; le problème de la monnaie ; le caractère prématuré du retour dans le serpent.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7550) : la situation difficile de l'agriculture française ; l'effort de solidarité peut-être trop faible ; son inquiétude sur la politique agricole commune ; le maintien de certaines monnaies européennes à un taux artificiel ; les prix ; spécialisation régionale et aménagement du territoire au sein de la Communauté européenne corollaire d'un équilibre régional et monétaire ; une concertation plus large au niveau mondial ; exporter les produits alimentaires vers les pays en voie de développement ; la suspension des aides aux investissements dans le secteur laitier, une atteinte au revenu des producteurs ; le contexte économique européen du problème agricole ; (p. 7551) : les prix agricoles et leur incidence sur les prix à la consommation ; l'enseignement vétérinaire ; l'enseignement agricole privé ; les maisons familiales rurales.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7832) : les efforts de la diplomatie française et les moyens dont elle dispose ; la situation au Cambodge ; un monde cruel ; déplore l'effondrement des crédits réservés par les établissements français de télévision et de radio aux émissions vers l'étranger ; le manque d'esprit de réalisme ; les problèmes de l'Europe ; notre communauté, une communauté de problèmes ; souligne que pour être efficace, l'Europe doit être européenne ; est favorable à l'élection au suffrage direct du Parlement européen ; l'intérêt national réside dans une Europe solidaire ; le Parlement européen ; serait intéressé par une visite du Quai-d'Orsay ; une Europe solidaire du reste du monde, mais aussi sans rivage.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8117) : la nécessité pour la France de recourir à des formes d'énergie qui lui soient propres ; l'énergie nucléaire ; le Joint European Torue ; la privatisation ; la Cogema ; l'énergie nucléaire, sûre et peu polluante ; La

Hague ; (p. 8118) : regrette qu'une large campagne d'information n'ait pas été menée ; la politique française d'exportation de matériel nucléaire.

Education [17 novembre 1976] (p. 8193) : la vocation d'enseigner ; le concret ; le département de la Manche ; les maîtres et leur dignité ; (p. 8194) : l'orientation professionnelle ; la formation civique.

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° **2751**). **Discussion des articles** [21 avril 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 2041) : son amendement n° 10 soutenu par M. Briane ; retiré. **Article 3** (p. 2043) : son amendement n° 11 soutenu par M. Briane ; repoussé ; son amendement n° 12 : suppression des dispositions relatives au contrôle permanent des pharmaciens sur les préparateurs ; (p. 2044) : l'effectivité et la permanence du contrôle ; amendement n° 12 retiré.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2152) : la confiance du pays ; le concours des centristes et des réformateurs ; la nécessité de l'autorité ; créer un nouvel état d'esprit ; le freinage de la progression des prix et l'enrayement de la baisse du franc ; indique son attachement aux valeurs familiales ; (p. 2153) : la politique familiale du Gouvernement ; le caractère progressiste de l'éducation familiale ; la politique menée en faveur des personnes âgées à l'initiative du Président de la République ; l'attribution de l'allocation spéciale du fonds national de la solidarité ; le rôle de la région dans le dépistage et le traitement des maladies sociales ; le conseil régional et le front régional de l'emploi de Franche-Comté ; le pourcentage de jeunes sans emploi dans son arrondissement ; le moyen d'action des régions ; le rôle du chef de l'opposition ; l'absence de référence aux nationalisations dans l'intervention de M. Mitterrand ; (p. 2154) : la politique, art du possible.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**) : rapporteur pour avis. **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2918) : les caractéristiques du collectif ; l'adaptation des recettes nécessaires et des dépenses effectives ; le niveau de l'emploi ; le problème du chômage des jeunes ; (p. 2919) : le renouvellement qualitatif de la population active ; l'effort gouvernemental en faveur des personnes âgées et des familles ; les mesures créatrices d'emplois ; la répartition des 20.000 vacataires ; l'aide à l'emploi des jeunes : les créations de stages ; la prise en charge temporaire des cotisations patronales relative à certains jeunes de moins de vingt-cinq ans ; la prise en charge temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale des apprentis ; la nécessité d'une simplification des procédures ; l'incitation au départ à la retraite ; l'octroi d'un pécule aux travailleurs étrangers privés d'emploi ; (p. 2920) : le nombre des bénéficiaires ; la nécessité de contrôles sérieux ; le développement de l'équipement public ; l'existence de mesures d'incitation à l'emploi non directement rattachées au collectif ; les facteurs de succès de la politique de l'emploi.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). Après déclaration d'urgence, **discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3028) : les caractéristiques de la situation actuelle de la jeunesse ; respecter la dignité des jeunes ; l'allergie de l'opinion publique à l'indemnisation ; le cumul de la retraite et d'un emploi ; le travail noir ; la baisse du nombre des apprentis ; l'exclusion de l'enseignement de préapprentissage en raison de conditions d'âge ; l'expatriation temporaire de jeunes Français à l'étranger ; (p. 3029) : la conception d'une politique européenne de l'emploi ; l'allégement des cotisations sociales pesant sur les employeurs ; permettre aux établissements publics régionaux d'intervenir financièrement ; l'orientation des jeunes ; le problème de la mobilité de l'emploi ; le contrôle de l'efficacité des mesures ; la formation « sur le tas » ; la prolongation des études des jeunes jusqu'à seize ans ; l'approbation des mesures gouvernementales par le groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Discussion des articles** [26 mai 1977]. **Article 2** (p. 3093) : son amendement n° 31 soutenu par M. Boudet ; retiré ; son amendement n° 32 soutenu par M. Boudet ; retiré. **Article 4** (p. 3094) : son amendement n° 34 soutenu par M. Boudet ; repoussé. **Article 6** (p. 3100) : son amendement n° 35 soutenu par M. Boudet ; retiré. **Article 7** (p. 3102) : son amendement n° 36 soutenu par M. Boudet ; repoussé. **Article 9** (p. 3104) : son amendement n° 37 soutenu par M. Boudet ; repoussé ; son amendement n° 38 soutenu par M. Boudet ; retiré.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du**

conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920). Discussion générale [14 juin 1977] (p. 3745) : l'ambiance du débat ; le procès d'intention fait au gouvernement de la France ; la réalité européenne ; les conséquences sur la vie des Français du rejet du projet de loi ; la sécurité fondamentale qu'offre le Marché commun ; les leçons de l'histoire ; la poursuite de l'œuvre européenne ; l'existence d'une majorité européenne ; (p. 3746) : le nouveau stimulant que peut représenter l'élection au suffrage universel direct de l'assemblée parlementaire européenne ; le progrès de la démocratie en Europe ; l'attitude des élus régionaux ; ne pas faire de la « théologie » sur l'Europe.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844). **Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Article 3** (p. 3897) : son amendement n° 9 : contrôle du dépistage de l'imprégnation alcoolique par réquisition du parquet et sanctions applicables en cas d'infraction ; (p. 3898) : la suppression des dispositions relatives à l'annonce préalable du lieu et de la date des contrôles ; (p. 3899) : l'intérêt du contrôle des personnes quittant les établissements vendeurs de boissons ; amendement n° 9 retiré ; son sous-amendement à l'amendement n° 10 du Gouvernement ; application des contrôles à la sortie des établissements vendeurs de boissons ; repoussé.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article 6** (p. 4122) : l'incohérence du débat ; **titre** (p. 4134) : soutient l'amendement n° 30 de M. Ginoux : modification du titre ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° 2877). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4137) : le problème du chômage : la mise en place progressive d'une nouvelle politique pour l'emploi : la recherche empirique de solutions ponctuelles ; le champ d'application des mesures proposées ; (p. 4138) : l'élargissement des possibilités de reclassement offertes aux cadres ; l'état des modalités pratiques d'aide à la création d'entreprises annoncées par le Gouvernement ; l'atténuation de l'opposition traditionnelle entre le secteur privé et le secteur public ; les avantages d'une meilleure symbiose entre secteur public et secteur privé ; les problèmes posés par l'organisation du passage entre ces deux secteurs de la vie économique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). **Première lecture. Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5924) : les personnes mises en cause en cas de réalisation d'un crédit à la consommation; l'équilibre entre le consommateur et le producteur; le travail de la commission ; l'assistance du consommateur ; (p. 5925) : la possibilité pour le consommateur de se rétracter ; les modalités d'obtention du crédit immobilier ; le leasing ; la lisibilité des contrats. **Discussion des articles. Article 4** (p. 5943) : son amendement n° 32 : conditions dans lesquelles il ne peut être opposé de délai de renonciation aux prêts, contrats ou opérations de crédit ; réservé. **Article 6** (p. 5950) : retire son amendement n° 32 ; son opposition au sous-amendement n° 128 de M. Charles Bignon ; son sous-amendement n° 125 : non-résolution du contrat en cas de paiement comptant par l'acquéreur avant l'expiration du délai de réflexion et nullité des clauses prévoyant l'engagement préalable de payer comptant en cas de refus de prêt ; adopté. **Article 9** (p. 5954) : son amendement n° 124 : modalités de fixation de l'indemnité supplémentaire en cas de défaillance de l'emprunteur ; adopté. **Article 13** (p. 5957) : son amendement n° 33 : application des sanctions aux personnes ayant déterminé ou accepté la renonciation de l'emprunteur au bénéfice du délai de réflexion alors qu'il savait qu'il ne pouvait exercer son obligation de livraison dans le temps convenu ; retiré. **Explications de vote** (p. 5960) : l'amélioration du texte en séance publique ; le franchissement d'un pas vers une société française plus juste et plus humaine. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 2 A. Rappel au règlement** (p. 8454) : le caractère expéditif avec lequel est conduit le débat. **Explications de vote** (p. 8458) : la protection du consommateur.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 10** (*suite*) (p. 6241) : l'insuffisance du gage financier proposé pour compenser les dépenses entraînées par les dispositions de son amendement ; la taxation de l'ensemble des moyens d'hébergement à 7 % ; la taxation des hôtels qui ne sont pas classés de « tourisme » ; (p. 6242) : l'absence de statistiques précises relatives aux hôtels de cette catégorie. **Article 18** (p. 6246) : son amendement n° 113 corrigé : diminution de

l'assiette de la contribution en proportion du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ; le développement de l'implantation à l'étranger des différentes activités de services ; repoussé. **Après l'Article 28** (p. 6255) : la nature de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; le rejet par les partenaires de la France au sein de la CEE d'une régionalisation de la production laitière ; l'insuffisance de la production laitière en Europe.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6665) : l'absence de politique agricole commune ; (p. 6666) : la priorité accordée par la commission de la CEE à l'industrie ; la réalité de la surproduction agricole ; la taxe de coresponsabilité ; les disparités alimentaires internationales ; la politique régionale européenne ; le rôle écologique des agriculteurs ; l'institution d'une taxe sur les matières végétales.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7174) : l'insuffisance des crédits de la DGRCST ; les relations avec les Etats-Unis d'Amérique ; l'amenuisement de l'influence culturelle de la France.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7265) : la situation de la marine ; l'évolution des crédits de paiement consacrés aux équipements militaires ; la part du budget militaire dans le budget de l'Etat ; la décroissance des crédits affectés à l'arme nucléaire ; (p. 7266) : l'étude d'une nouvelle génération de SNLE ; le redressement des moyens conventionnels ; la situation de la marine ; l'activité des forces ; le maintien de l'armement nucléaire à un niveau de crédibilité convenable ; le développement des SNA ; l'évolution des charges et missions de la marine ; la stratégie navale ; le problème du tonnage ; réaménager les échelles de soldes des sous-officiers en fonction des grades ; la situation des retraités et des veuves de militaires de carrière ; l'appui des réformateurs à la politique gouvernementale.

Travail : rapporteur pour avis pour la population [14 novembre 1977] (p. 7335) : caractéristiques de la conjoncture démographique de la France en 1976 ; l'évolution des causes de mortalité ; l'alcoolisme ; le tabagisme ; les accidents de la circulation ; les accidents du travail ; l'évolution de la fécondité ; l'objectif démographique formulé par le conseil central de planification ; (p. 7336) : l'action gouvernementale ; politique d'aménagement du territoire ; politique familiale ; complément familial ; institution d'allocations de parents isolés ; le congé parental ; l'institution d'un statut social de la mère de famille ; l'insuffisance des moyens d'information dont dispose l'INED ; les travaux du haut comité de la population ; les conclusions de la commission ; la revalorisation biannuelle des allocations familiales ; accentuer la lutte contre la toxicomanie et les accidents du travail et de circulation ; définir une véritable politique d'information du public sur les problèmes démographiques ; l'avis unanimement favorable de la commission sur les crédits de la population.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7439) : l'impôt sur l'énergie ; les protestations contre le nucléaire ; l'attitude des écologistes ; les conclusions des journées d'études du problème du nucléaire ; la politique européenne de l'énergie.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs (n° 3154). Discussion générale [8 décembre 1977] (p. 8465 à 8467) : les conditions d'une véritable protection des consommateurs dans les démocraties libérales ; la conciliation de l'intérêt général et de l'intérêt particulier ; les amendements déposés par le groupe du RCDS ; le concept de qualification ; l'interdiction de toute publicité en cas de contravention aux dispositions relatives à la publicité mensongère ; la publicité mensongère en matière immobilière ; la justification des profits. **Discussion des articles** [9 décembre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 8553) : les conditions de travail de l'Assemblée. **Article 9** (p. 8558) : son amendement n° 71 : suppression de la liste des textes législatifs servant à déterminer le régime de récidive légale en rapport avec la loi de 1905 ; adopté. **Article 12** (p. 8559) : soutient l'amendement n° 94 de M. Boudet : rétablissement de la référence aux usages commerciaux ; les conditions d'élaboration des usages commerciaux ; adopté. **Article 13** (p. 8560) : la requête d'une autorisation judiciaire en cas de flagrant délit de falsification. **Article 19** (p. 8562, 8563) : son amendement n° 74 : substitution de l'expression « certificat de spécialisation » à celle de « certificat de qualification » ; se rallie à l'amendement n° 51 de M. Bourson ; amendement n° 74 ; retiré. **Avant l'Article 19** *(suite)* (p. 7565) : son amendement n° 72 : nouvel intitulé du chapitre III devenu sans objet ; (p. 8566) : son amendement n° 73 : modification de l'intitulé de la section I du chapitre III ; devenu sans objet ; [12 décembre 1977] : **Article 28** (p. 8590) : son amendement n° 103 : conditions d'interdiction des contrats d'adhésion ; retiré. **Article 29** (p. 8593) : son amendement n° 104 : insti-

tution et composition d'une commission consultative chargée d'examiner la régularité des contrats d'adhésion ; retiré. **Article 36** (p. 8595) : son amendement n° 75 : fixation du taux maximal de l'amende à 250.000 F et faculté offerte aux tribunaux d'interdire pendant un délai de deux ans toute publicité pour les biens et services, objets des annonces mensongères ; (p. 8596) : la nécessité de l'efficacité des sanctions ; l'efficacité de la rédaction actuelle du texte ; retrait de l'amendement. **Après l'Article 37** (p. 8597) : son amendement n° 76 : éléments devant être pris en considération dans la fixation des dommages-intérêts alloués aux associations de défense des consommateurs agréées ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8599) : la « loi Scrivener » ; le dispositif de la loi ; le vote positif du groupe des RCDS.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° **3207**). **Discussion de l'article unique** [12 décembre 1977]. **Article unique : Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8608) : la discrimination existant entre les salariés candidats aux élections. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8613) : la garantie intégrale dont bénéficient les fonctionnaires quelle que soit la durée de leur mandat. **Seconde délibération** (p. 8615) : le petit nombre d'entreprises concernées par l'application du projet de loi.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **2934**). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8622, 8624) : l'importance sociale des SCOP ; la proportion des sociétaires travailleurs par rapport à l'effectif employé total et à l'ensemble des salariés ; l'activité globale des SCOP ; les obstacles entravant leur fonctionnement ; le droit de recrutement de travailleurs non sociétaires ; le maintien par le projet de la possibilité de recourir aux travailleurs non sociétaires ; la nature des procédures d'accès au sociétariat ; le développement de la participation ; la transformation en parts sociales des excédents nets de gestion ; l'adoption du texte du Gouvernement par la commission des affaires culturelles.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n°60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**). **Discussion générale** [15 décembre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 8819) : les conditions d'examen du texte relatif aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; la nécessité de modifier le régime de sessions du Parlement ; les conditions de vote des textes.

DALBERA (Daniel)

Député de Paris
(30e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1973] (p. 730, 732), [2 avril 1974] (p. 1448, 1449), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1272), [2 avril 1977] (p. 1458).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [4 juillet 1974] (p. 3271).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [4 juillet 1974] (p. 3271), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à abroger **l'article 7 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 relative à la procédure de recouvrement de certaines amendes et condamnations pécuniaires** (n° **586**) [28 juin 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 37 : Imprimerie nationale** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **nationalisation de la Compagnie internationale pour l'informatique** (CII) et de la **Société Honeywell-Bull** (SHB) (n° **1453**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer un **statut démocratique du soldat** (n° **1458**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur la liquidation de l'**industrie informatique française, ses conséquences pour l'emploi et l'indépendance nationale** (n° **2187**) [14 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à réaliser des travaux de couverture sur le **boulevard périphérique de Paris** (n° **2736**) [20 décembre 1976] (*erratum* du 2 avril 1977) (p. 1460).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sanctions prises à l'encontre de certains militaires** [9 octobre 1974] (p. 4896).

— **Situation de la Compagnie internationale pour l'informatique** [27 novembre 1974] (p. 7100).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) **: Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7698) : l'aggravation du chômage dans la région parisienne (jeunes et femmes) ; l'importance du chômage des diplômés ; le rapport de Mme Beaujeu-Garnier devant le comité consultatif économique et social de la région parisienne.

• *questions au Gouvernement :*

— **Avenir de l'industrie française de l'informatique** [23 avril 1975] (p. 1995) : bruits faisant état d'une fusion entre la CII et Honeywell-Bull.

— **Mesures disciplinaires à l'Ecole polytechnique** [28 mai 1975] (p. 3289) : discussion devant le Parlement du statut civil de l'Ecole polytechnique.

• *ses observations sur les questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) **: Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2971) : la conception du parti communiste d'une politique de défense nationale ; l'absence de l'antimilitarisme chez la grande majorité des appelés ; le nécessaire statut démocratique du soldat ; modifier les conditions d'exercice du service militaire ; fonder la discipline sur des bases solides ; parvenir à une armée de soldats citoyens ; revaloriser la condition du soldat ; (p. 2972) : exemples concrets concernant les conditions de sécurité et de démocratie dans les casernes ; la censure pratiquée à l'encontre d'un brigadier-chef du contingent ; (p. 2973) : les sanctions prises à l'Ecole polytechnique ; le secrétaire d'Etat à la défense « tortionnaire des patriotes vietnamiens et algériens ».

— **MM. Bardet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) **: Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3254) : situation de l'entreprise Saunier-Duval, filiale de Pont-à-Mousson ; la « désindustrialisation » de la capitale ; le conflit du *Parisien libéré ;* (p. 3255) : l'appui du parti communiste à la lutte des grévistes.

• *question orale sans débat :*

— (n° **32041**) : **Ecoles maternelles de Paris** [15 octobre 1976] (p. 6711).

• *questions au Gouvernement :*

— **Jeunes molestés par la police** [1er décembre 1976] (p. 8851, 8852) : interpellation de deux jeunes cyclomotoristes, boulevard de la Chapelle, à Paris, par deux policiers de la compagnie d'intervention motocycliste ; sanctions à prendre contre les policiers coupables ; demande de dissolution des brigades d'intervention.

— **Grève des éboueurs parisiens** [27 avril 1977] (p. 2214) : amélioration des conditions de travail ; augmentation des salaires des éboueurs.

— **Attentats contre certains organismes et associations** [22 juin 1977] (p. 4052, 4053) : multiplication des attentats dirigés contre des journaux et des organisations démocratiques.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 9) [12 avril 1973] (p. 824) : évoque les problèmes de la jeunesse, ses rapports avec le régime et avec la majorité ; (p. 825) : son idéal de parvenir à un monde sans armes ni guerre ; souhaite le désarmement universel et général ; rappelle que son groupe a été le seul à ne pas voter la loi Debré ; critique la sélection sociale dans l'Université ; demande la suppression du DEUG ; réclame des discussions entre le ministère et les représentants des étudiants ; souhaite le droit de vote à dix-huit ans ; rappelle la crise morale que traversent les jeunes ; souligne la confiance que les communistes font aux jeunes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Budget annexe de l'Imprimerie nationale [26 octobre 1973] (p. 4922), rapporteur

spécial : son analyse des recettes et des dépenses ; implantation de la nouvelle usine de Douai ; création d'emplois ; stages de formation de personnels des houillères ; expose les préoccupations du personnel de direction ; problème du maintien du potentiel parisien ; maintien des salaires des personnels en recyclage ; pourcentage de sous-traitance ; création d'un organisme régulateur en matière d'impression ; maintien du statut de l'Imprimerie nationale ; suppression du travail de nuit ; (p. 4923) : recrutement de correcteurs ; retraite des ouvrières de l'Imprimerie nationale ; développement du secteur « oriental » ; prime « d'ancienneté maison » ; sa question au ministre quant au maintien à Paris d'un potentiel industriel et commercial suffisant ; demande des assurances à cet égard ; juge la réponse du Gouvernement insuffisante ; invite l'Assemblée à ne pas voter les crédits de l'Imprimerie nationale.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**) [24 juillet 1974]. **Explications de vote** (p. 3817) : déplore les conditions de travail imposées à l'Assemblée ; la réforme organise une incroyable gabegie financière ; la seule solution est la démocratisation de la radio-télévision.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6189) : le contingent ; *L'Humanité* dans les casernements ; les permissions ; le taux du prêt ; (p. 6190) : les dépenses des soldats stationnés en RFA ; les conditions de vie dans les casernes ; les accidents mortels ; les sanctions ; les propositions de la jeunesse communiste ; le statut démocratique du soldat.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**) [25 avril 1975]. **Discussion des articles. Article 4** (p. 2160) : son amendement n° 25 : nomination du directeur par le conseil d'administration ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6191) : le pillage des fonds publics au profit des monopoles que constituent les sommes versées par la CII et celles réclamées par Honeywell-Bull ; la nationalisation, seule solution pour faire cesser le gâchis.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 6** (p. 9269) : son amendement n° 149 : faire de l'Hôtel de Ville de Paris le siège exclusif du Conseil de Paris ; repoussé. **Article 42** (p. 9293) : son amendement n° 172 : mieux préserver l'autonomie de gestion de la ville de Paris en créant des corps d'administrateurs, agents supérieurs et attachés d'administration particuliers à la ville ; (p. 9294) : affirme que son amendement n° 172 répond aux vœux des syndicats ; repoussé. **Après l'Article 42** (p. 9296) : son amendement n° 173 : reconstituer le cadre spécial du Conseil de Paris ; retiré. **Article 24** *(suite)* (p. 9307) : son amendement n° 158 : supprimer la disposition selon laquelle le maire de Paris et ses adjoints sont officiers d'état civil, disposition inutile puisqu'elle relève du droit commun ; adopté ; son amendement n° 159 : permettre au maire de Paris de déléguer à des agents communaux le droit de célébrer des mariages ; (p. 9309) : faire observer que le code d'administration communale permet déjà aux maires de déléguer leurs pouvoirs à des agents municipaux ; repoussé ; son sous-amendement n° 162 à l'amendement n° 104 de M. Fanton : définir avec précision le rôle des magistrats municipaux en le limitant à la célébration des mariages ; repoussé.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 3** (p. 2657) : estime que le Gouvernement veut masquer la réalité dans le domaine de l'informatique ; rappelle la réduction du potentiel informatique français de 1964 à 1976 ; insiste sur le cadeau fait par l'Etat français à une firme américaine ; juge que la solution est celle de la nationalisation ; estime que le Gouvernement « liquide » une industrie nationale ; (p. 2658) : demande des assurances quant à l'avenir de la « mini-informatique » française ; insiste pour que soient publiées les conventions passées avec Honeywell-Bull et que soient connues les conditions imposées au personnel ; rappelle la demande de commission d'enquête déposée par le groupe communiste.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2949) : les véritables causes des accidents passées sous silence ; le patronat et le pouvoir, responsables des accidents ; le profit, finalité du système ; la collusion entre le patronat et les ministres du travail ; la conclusion du colloque syndical de Grenoble : le droit à la santé, le

droit à l'emploi du travailleur, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7753) : le statut démocratique du soldat ; le mouvement démocratique des soldats ; la situation des appelés ; les difficultés de vie accrues par une insécurité croissante et par un autoritarisme renforcé ; le prêt du soldat ; les accidents mortels ; les atteintes à la liberté d'opinion et d'expression ; *l'Humanité* dans les casernes ; l'arrestation de soldats à la veille de leur libération ; l'arrestation de trois appelés à la base 725 du Bourget-du-Lac, en Savoie ; la remise en cause des permissions ; une société cruelle envers toute la jeunesse ; les journées du 7 octobre et du 23 octobre 1976 ; les revendications du contingent et des cadres ; la lutte pour une armée moderne et démocratique ; la mission exclusive de défense du territoire national ; les conditions anachroniques dans lesquelles s'effectue le service militaire ; l'offensive en faveur de l'armée de métier ; la solde ; Dassault ; les luttes contre les parasites ; la solde, 30 % du SMIC ; (p. 7754) : une mesure d'urgence concernant la solde.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9695) : son amendement n° 69 défendu par M. Ralite ; repoussé. **Article 20** (p. 9735) : son amendement n° 83 soutenu par M. Ralite ; retiré.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6434) : le caractère anarchique des constructions réalisées à Paris ; la multiplication d'entassement systématique des tours ; l'altération et la dégradation du cadre de vie des Parisiens ; la protection contre le bruit ; la rareté des espaces naturels ; le manque d'équipements ; l'absence de prise en considération des préoccupations des jeunes ; la pénibilité des transports en commun ; la pollution de la Seine.

Education [27 octobre 1977] (p. 6744) : les problèmes de l'école maternelle à Paris ; le plan triennal du Conseil de Paris ; l'ouverture de classes maternelles ; la réalisation du programme triennal dans le vingtième arrondissement de Paris ; élever le taux de scolarisation ; débloquer les crédits pour construire des écoles maternelles ; les dispositions du contre-budget du parti communiste.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7361) : la place des cadres dans l'entreprise ; l'inquiétude des cadres ; le chômage des cadres ; la loi du 5 juillet 1977 ; le rôle des cadres ; les propositions communistes ; la rémunération des cadres ; la démocratie dans l'entreprise ; la convergence des intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs intellectuels.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes ouverte à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973 et, après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974** (n° **3201**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8953) : l'avis favorable du groupe communiste sur la ratification de la convention ; l'utilisation des stocks existants.

DAMAMME (Henri)

Député de la Seine-Maritime
(1re circonscription)
(RDS, puis RCDS).

En remplacement le 29 juin 1974 de M. Jean Lecanuet nommé membre du Gouvernement. L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [*J.O.* du 30 juin 1974] (p. 3248).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [9 juillet 1974] (p. 3431), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Formation des médecins** [10 décembre 1975] (p. 9613) : la place trop importante des programmes scientifiques.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5546) : l'hospitalisation des personnes âgées.

DAMETTE (Auguste)

Député du Nord
(13e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DARINOT (Louis)

Député de la Manche
(5e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [21 juin 1973] (p. 2406).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions de **navigation des pétroliers** (n° **2195**) [15 avril 1976].

— **Proposition de loi** relative au **droit à l'information des consommateurs** sur les sociétés de radiodiffusion et de télévision diffusant en France (n° **2491**) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** relative à l'**obligation d'information sur les biens et les services** (n° **2492**) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** relative à l'exercice de l'**action civile** par les **associations de consommateurs et d'usagers** (n° **2494**) [9 juillet 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Négociations à propos du « France »** [2 octobre 1974] (p. 4671).

— **Grève du personnel du CEA à La Hague** (usine de retraitement des combustibles irradiés) [14 mai 1975] (p. 2648).

— **Condamnation pour insoumission** [19 novembre 1975] (p. 8643, 8644) : grève de la faim de Marc Thévenet, condamné à deux ans de prison comme insoumis alors qu'il ignorait l'existence du statut d'objecteur de conscience.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24842**) : **Censure des émissions d'information des consommateurs** [12 décembre 1975] (p. 9760, 9761) : nécessité de développer réellement l'information des consommateurs ; rôle de l'institut national de la consommation ; diffusion possible des annonces publicitaires et des émissions critiques de l'institut national de la consommation ; l'émission « D'accord, pas d'accord » sur Antenne 2.

• *questions au Gouvernement :*

— **Qualité des programmes de télévision** [19 mai 1976] (p. 3194) : incompatibilité de la lettre de M. le Président de la République au Premier ministre relative à l'amélioration de la qualité des programmes de télévision et de l'article 17 de la loi du 7 août 1974.

— **Filiale du CEA** [6 octobre 1976] (p. 6382) : nécessité de mettre fin à la « filialisation » des activités du CEA ; le transfert à la COGEMA (Compagnie générale de matières nucléaires) ; le respect du droit des travailleurs, de leur sécurité et de celle de la population.

— **Voyage en France d'anciens Waffen SS** [18 mai 1977] (p. 2869) : voyage de commémoration en Normandie les 19 et 25 mai 1977.

— **Rachat de la société Préval par l'Union laitière normande** [14 décembre 1977] (p. 8703) : raisons de la demande d'expertise des biens de Préval.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3977) : absence de dispositions visant le contrôle de l'application du projet à échéances fixes ; son amendement devant la commission spéciale tendant à créer une commission centrale du commerce et de l'artisanat à composition tripartite ; sa conception d'une loi d'orientation ; ses commentaires sur l'orientation fiscale du projet, « régime fiscal » et notion de « revenu »; (p. 3978) : ses observations sur l'opposition opérée entre le régime fiscal des commerçants et celui des salariés; démystification faite par la campagne électorale menée derrière le programme commun de la gauche ; intentions du ministre quant à l'harmonisation des régimes sociaux ; déplafonnement des cotisations pour les revenus supérieurs à 60.000 F par an ; réajustement des prestations au titre de l'assurance vieillesse ; ses commentaires sur l'orientation économique du projet ; modalités d'appel des décisions des commissions départementales d'urbanisme commercial ; problèmes posés par l'évolution vers une forte concentration commerciale ; équilibre naturel à établir entre les deux formes de commerce ; mesures transitoires à prendre ; choix à effectuer à la faveur du projet de loi ; ses observations sur les mesures concernant la concurrence et la loyauté des prix ; égalité du régime fiscal et des prix de revient ; caractère électoraliste de l'aide spéciale compensatrice, risque d'opposition entre elles de certaines catégories de Français ; responsabilités de la politique gouvernementale dans les discriminations dont sont victimes les plus défavorisés des commerçants et artisans ; son hommage au ministre du commerce et de l'artisanat pour sa condamnation de l'action poursuivie par ses prédécesseurs. **Discussion des articles. Article 5** (p. 4056) : son amendement tendant à faire étudier par le conseil des impôts les moyens d'améliorer la connaissance des revenus ; [5 octobre 1973]. **Après l'Article 5** (p. 4115) : son amendement : propose les modifications des taux de la TVA. **Article 34** (p. 4148) : amendement de M. Bignon : souhaite qu'il soit fait référence au poids des produits pour éviter les emballages de contenances très voisines ; [10 octobre 1973 : **Article 7** (p. 4239) : son amendement tendant à réaliser l'harmonisation des régimes sociaux avant la fin du VI[e] plan ; l'irrecevabilité de cet amendement au titre de l'article 40 de la Constitution ; demande des assurances au ministre sur les étapes de l'harmonisation envisagée. **Après l'Article 15** (p. 4245) : son amendement tendant à supprimer le plafonnement dans le calcul des cotisations et tendant à réduire les cotisations pour les revenus les plus modestes ; [11 octobre 1973] : **Article 10** (p. 4277) : aide spéciale compensatrice et perception ou non-perception de la retraite ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4533) : son amendement tendant à la création d'un fonds de garantie de la sous-traitance; [19 octobre 1973] : **Article 10** (p. 4620) : discrimination dans l'attribution de l'aide spéciale compensatrice entre les retraités et les autres, son amendement déclaré irrecevable, sa satisfaction devant la reprise de sa proposition. **En deuxième lecture** [7 décembre 1973] (p. 6783) : explique l'abstention de son groupe sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21). — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5427) : grèves dans les arsenaux ; (p. 5429) : sa question au ministre sur l'ouverture de négociations ; conditions d'application de la loi anti-grève du 31 juillet 1963 ; déplore qu'un grand débat sur la défense nationale n'ait pas eu lieu ; réalité de la politique militaire du Gouvernement ; néo-colonialisme ; politique d'exportation d'armement au service des intérêts privés ; bulletins de renseignements sur « l'adversaire intérieur » ; demande communication de ce bulletin ; thème des manœuvres Manat 73 ; fonctions occultes du système de défense ; politique militaire de la gauche : formation de défenseurs de la France par le service militaire, réforme de la fonction militaire ; sa question au ministre sur les objectifs de l'armée.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1974] (p. 2697) : s'indigne qu'il s'agisse plus de commerce que

de santé publique ; danger de concentration au profit des grands groupes chimiques ; risque d'un marché parallèle ; (p. 2638) : contrôle préférable des denrées alimentaires ; insuffisance des crédits et de personnel du service d'inspection. **Discussion des articles. Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2647) : présente l'amendement n° 84 du groupe socialiste : ne pas donner aux aliments d'adaptation la qualification de médicament vétérinaire si délivrés à des doses inférieures aux doses curatives ; sans objet. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2651) : son amendement n° 83 proposant un critère pour la définition de groupements de producteurs ; retiré. **Article L 617-1 du code de la santé publique** (p. 2662) : son amendement n° 86 : suppression du mot « industrielle » ; adopté. **Article L 617-2 du code de la santé publique** (p. 2662) : son amendement n° 87 : activité thérapeutique ; retiré. **Article L 617-4 du code de la santé publique** : amendement n° 89 : mesures transitoires ; repoussé ; (p. 2674) : son amendement n° 90 : indemnité viagère de départ pour les colporteurs ; repoussé. **Article L 617-15 du code de la santé publique** (p. 2675) : son amendement n° 91 : modification de pure forme ; repoussé. **Article L 617-21 du code de la santé publique** (p. 2678) : son amendement n° 92 relatif au contrôle systématique des denrées alimentaires ; adopté. **Sur l'ensemble du texte** (p. 2681) : le groupe socialiste s'abstiendra. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1776) : défendre l'intérêt du consommateur ; créer un système efficace d'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ; différencier médecine vétérinaire et médecine humaine ; ne pas négliger l'intérêt des éleveurs ; contrôler les denrées importées ; laisser la fabrication des produits entre les mains de professionnels compétents ; le problème de l'autorisation de mise sur le marché ; utiliser un laboratoire national de contrôle des médicaments vétérinaires ; songer au reclassement des colporteurs ; l'anarchie qui règne sur le marché des produits vétérinaires ; complexité du problème des résidus ; (p. 1777) : insuffisance numérique des vétérinaires inspecteurs ; exemple du Danemark ; un projet qui n'atteint pas le but fixé.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**) [20 juin 1974]. **Discussion des articles. Article 13** (p. 2847) : sur l'article : irrecevabilité opposée à l'amendement n° 53 de M. Allainmat : règle du trentième indivisible.

— **Projet de loi relatif à l'amnistie** (n° **1117**). **Commission mixte paritaire** [10 juillet 1974] (p. 3484) : interroge le Gouvernement sur l'application de l'amnistie aux sanctions prises par les fédérations sportives.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**) [17 octobre 1974]. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 5201) : son amendement n° 10 : couleur des bulletins de vote ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5559) : l'Institut Pasteur.

Qualité de la vie. — I. **Environnement** [30 octobre 1974] (p. 5654) : demande un grand débat sur l'énergie nucléaire ; la dépendance technologique et énergétique à l'égard des Etats-Unis ; la pollution thermique ; les déchets radioactifs ; inconvénients de privatiser leur stockage ; les recherches sur les incidences génétiques des radiations ; établir des statistiques médicales dans les régions concernées ; créer une cour suprême de l'énergie nucléaire ; extension des moyens du service central de protection contre les radiations ionisantes auprès du ministère de la santé.

Dépenses militaires. — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6193) : le lancement du sous-marin *Agosta ;* (p. 6194) : les plans de charge, les armements auxiliaires, les salaires ouvriers et les droits syndicaux dans les arsenaux de l'Etat ; l'atlantisme ; votera contre le budget.

Transports. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6677) : hommage aux marins du *France* ; l'avenir du navire et du personnel ; l'incohérence et l'improvisation du Gouvernement ; les projets d'exploitation ; constitution d'une société nationale de voyages et de tourisme ; des croisières populaires ; (p. 6678) : les cars-ferries convertis en période creuse en navires de croisière ; la commission d'enquête sur le *France.*

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7083) : toutes les études montrent que c'est l'insuffisance de la politique familiale et sociale du Gouvernement qui conduit les jeunes ménages à retarder les naissances ; (p. 7084) : la politique familiale préconisée par les socialistes.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [13 décembre 1974] : **Article 2 :** (p. 7860) : demande un scrutin public sur le sous-amendement n° 127 rectifié de M. Mexandeau ; repoussé ; (p. 7867) : demande un scrutin public sur l'article 4 ; [18 décembre 1974] (p. 8027) : amendement n° 238 : le

maintien des droits acquis ; (p. 8028) ; retiré ; [19 décembre 1974] (p. 8110) : **Seconde délibération** : le long cheminement du projet ; la loi du 13 juillet 1971 : les résultats du VIe plan pour l'enfance inadaptée ; le coût modeste du projet, d'ailleurs largement financé hors budget ; l'absence de prévisions de crédits ; l'appel au bénévolat ; (p. 8111) : les aides au secteur industriel et faveurs fiscales aux grandes entreprises ; le risque de dénaturer les établissements d'accueil et de soins pour les handicapés profonds ; la distance entre le projet et l'ouvrage du ministre *Les Exclus*, un immense espoir qui risque d'être déçu ; le groupe socialiste votera ce projet uniquement pour ne pas décevoir les handicapés.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1499) : son amendement n° 139 : prévoir l'avis conforme des commissions consultatives pour fixer la quantité de denrées permettant d'établir le prix du fermage ; tenir compte de l'état de l'exploitation ; (p. 1500) : taux élevé des fermages dans l'Ouest et notamment dans le département de la Manche ; risque d'une majoration des prix du fermage du fait d'une libéralisation des conditions de détermination des valeurs locatives ; suppression de la référence 1939 au profit d'évaluations très vagues ; pouvoir donné à l'autorité administrative ; rétablissement par l'amendement de la prééminence de la commisson consultative ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2685) : le travail de nos chercheurs ; le problème des transports des combustibles irradiés ; le traitement des déchets radioactifs ; le cas de l'usine de La Hague ; les dangers du plutonium ; l'opposition irrémédiable des élus socialistes à la privatisation du stockage ; (p. 2686) : le problème aigu des produits très actifs ; le cas du krypton 85 et de certains autres déchets ; la gestion des déchets alpha de longue période ; le problème du démantèlement des installations nucléaires ; créer une agence de sécurité indépendante des pouvoirs publics ; (p. 2687) : le caractère insidieux de la pollution radioactive.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° 484). **Première lecture** [20 mai 1975]. **Discussion générale** (p. 2883) : un projet tardif ; le problème du secret des fabrications ; permettre au public d'avoir accès aux informations contenues dans les dossiers ; prévoir des règles aussi strictes pour les produits cosmétiques qu'en matière de produits alimentaires ; les systèmes de protection des consommateurs ; donner aux services chargés des contrôles les moyens d'accomplir leur tâche ; la dispersion des renseignements entre divers organismes ; (p. 2884) : la consultation du comité national de la consommation ; l'apparition de nouvelles allergies dues à l'emploi croissant des produits de beauté ; l'aliénation intériorisée que constitue la consommation des produits cosmétiques ; un texte complaisant qui place le consommateur sous la dépendance de l'administration et des industries ; l'absence de toute information sur la réglementation de l'étiquetage ; promouvoir le contrôle des intéressés sur leurs conditions d'existence. **Discussion des articles. Article premier : Article L 658-3 du code de la santé publique** (p. 2894) : son amendement n° 4 : la mise à la disposition du public du dossier et de la formule ; rendre accessible à chacun tous les éléments d'information sur les produits mis en vente ; repoussé. **Article L 658-5** (p. 2896) : son amendement n° 7 : après les mots « Après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France », insérer les mots « et de l'académie nationale de médecine » ; adopté ; **Article L 658-6** (p. 2898) : son amendement n° 8 : après « hygiène publique de France », insérer les mots « de l'académie nationale de médecine et du comité national de la consommation » ; adopté. **Article 3** (p. 2901) : sa réponse à M. Hamel ; l'existence de deux groupes d'étude des problèmes de la consommation. **Deuxième lecture** [24 juin 1975]. **Explications de vote** (p. 4642) : regrette que le Gouvernement ait repoussé la plupart des amendements du groupe socialiste ; l'abstention de son groupe dans le vote portant sur le projet.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Article 6** (p. 3831) : son amendement n° 18 : rendre obligatoires les emballages biodégradables ou dont le recyclage a été organisé ; retiré. **Article 9** (p. 3835) : son amendement n° 19 : fixer des modalités de collecte séparée des déchets toxiques et des solvants usés ; imprécision du projet quant aux déchets dangereux ; repoussé ; (p. 3836) : son amendement n° 20 : organiser des opérations régulières de collecte des déchets les plus toxiques ; repoussé. **Article 21** (p. 3844) : son amendement n° 23 : prévoir une nouvelle composition du conseil d'administration de l'agence nationale des déchets ; distinguer les associations de consommateurs et les autres associations ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1975].

Article 21 (p. 4991) : demande si les associations de consommateurs seront représentées au sein du conseil d'administration de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets. **Article 21 *bis*** (p. 4993) : reprend l'amendement n° 2 de M. Weisenhorn : préciser que le bilan économique, prévu à l'article, devra tenir compte de la dégradation possible de l'environnement due aux rejets thermiques ; adopté. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 4998) : regrette de ne pas avoir été informé plus tôt de la constitution de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au crédit maritime mutuel (n° 1289). Deuxième lecture. Explications de vote** [27 juin 1975] (p. 4957) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche s'abstient.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1975] (p. 5068) : proteste contre les conditions de fonctionnement des commissions mixtes paritaires dont l'exemple du texte sur les déchets fournit un bon exemple.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7632) : la situation des établissements de l'Etat ; l'insuffisance des titularisations ; la sécurité de l'emploi ; la durée du travail ; (p. 7633) : les conditions de fabrication du nouveau fusil français ; la nécessaire nationalisation des industries d'armement.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8081) : le refus d'informer les Français sur le choix opéré en faveur du nucléaire ; la localisation imprudente des centrales nucléaires ; le danger d'émission des rayons et des déchets radioactifs ; (p. 8082) : le cas du plutonium 239 ; la multiplication des leucémies dans le département de la Manche ; les risques de stockage des barres d'uranium ; la privatisation possible du CEA ; l'absence de priorité à la sécurité.

Transports. — IV. Marine marchande [14 novembre 1975] (p. 8435, 8436) : la politique du Gouvernement au service des grands armateurs ; la faible efficacité des concours de l'Etat ; le détournement de cette aide au profit des armateurs privés ; l'incapacité de la politique commerciale des armements français de résister aux concurrences étrangères ; (p. 8437) : l'attitude trop timide du Gouvernement face à la concurrence délovale de la procédure des pavillons de complaisance.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975]. **Examen des crédits : Etat B - Titres III et IV** (p. 8710) : ses amendements n°s 223 et 196 ; retirés ; (p. 8710) : ses amendements n°s 214 et 217 ; retirés ; (p. 8711) : ses amendements n°s 206 et 221 ; retirés.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1977) : conteste que le projet excède le cadre de convention d'Olso ; considère que le projet ne vise que l'immersion et non le déversement ; la gravité du danger que représentent les hydrocarbures ; faire d'abord ratifier par le Parlement la convention de Barcelone ; (p. 1978) : inapplication par l'administration de la loi du 16 décembre 1964 qui constitue la charte française de l'eau ; la timidité du projet face à l'importance que représentent les océans pour l'avenir de l'humanité ; la législation rigoureuse dont devrait se doter la France. **Discussion des articles : Article 4** (p. 1993) : son amendement n° 29 : nécessité d'une autorisation lors de l'immersion de matériaux lourds dosables et susceptibles d'accumulation trop rapide ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 juin 1976]. **Article premier** (p. 4388) : souligne l'importance du dernier alinéa de l'article premier dû à l'initiative des sénateurs socialistes. **Article 4** (p. 4389) : son amendement n° 7 proposant une nouvelle rédaction ; adopté. **Article 12** (p. 4391) : son amendement n° 8 tendant à rétablir l'article 12 qui a été supprimé par le Sénat et concernant les boues corses ; s'inquiète des conséquences de la loi que l'Italie a votée contrairement à ses engagements internationaux ; (p. 4392) : précise qu'il ne s'agit pas de rejets telluriques mais bien de pollution par immersion ; amendement n° 8 repoussé. **Seconde délibération** [18 juin 1976]. **Article 4** (p. 4392) : critique l'amendement n° 1 du Gouvernement qui fait bon marché de la santé publique.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opération d'incinération** (n° **1923**). **Explications de vote** [22 avril 1976] (p. 2035) : l'abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer et à l'habitabilité à bord des navires** (n° **1301**). **Discussion des articles** [7 mai 1976]. **Article premier** (p. 2838) : son amendement n° 1 défendu par M. Jalton. **Article 2** : son amendement n° 2 devenu sans objet.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3417) : un projet qui ne répond pas à l'attente de ceux qui ont décidé de consacrer leur carrière à la sauvegarde de l'intégrité du territoire national ; la réduction des commandes de nos industries d'armements ; (p. 3418) : la baisse du tonnage de la flotte ; l'arrêt de la construction du sixième sous-marin nucléaire lance-engins et le risque de n'avoir qu'un seul sous-marin en patrouille ; la remise en cause du plan de charge de Cherbourg ; le tassement notable du plan de charge pour les matériels de l'armée de terre ; le caractère condamnable des exportations d'armements ; leur caractère aléatoire ; l'importance des matériels livrés à l'étranger ; (p. 3419) : envisager dès maintenant, d'utiliser notre potentiel de construction navale, militaire vers d'autres constructions ; l'importance considérable que vont prendre les océans dans les prochaines décennies ; la tendance à la privatisation de plus en plus grande de l'industrie de l'armement.

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4666) : la négligence des intérêts des consommateurs ; dénonce quelques abus criants ; l'absence de politique réelle de la consommation ; la possiblité d'intervenir à la production ; la nécessité de prendre des choix, non seulement en fonction d'impératifs de rentabilité et de productivité à court terme, mais en fonction de l'environnement, des services effectivement rendus et des coûts sociaux ; une conception étroite de la défense des consommateurs ; des inégalités flagrantes dans les domaines du téléphone, du logement, des transports et des loisirs. **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4874) : demande au Gouvernement, sur l'amendement n° 20 de M. Boulloche, de se saisir du problème de la conversion des établissements d'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7200) : le régime des aides inconsidérées réservées aux chantiers et armateurs privés ; l'incertitude sur l'avenir des petits chantiers et sur l'armement public ; le rapport de la Cour des comptes accablant pour l'aide à la construction navale ; le refus de modifier les mécanismes fondamentaux d'aide à la construction navale ; le contenu de la loi Defferre de 1961 vidé ; aucun contrôle du Parlement ; changer les principes de l'aide ; les avantages de la compagnie mixte ; la surcapacité de transport pour les Antilles ; la privation de retraite de l'armement public ; la non-réduction du coût de la vie aux Antilles ; la situation des personnels navigants et sédentaires ; la CGM ; (p. 7201) : l'armement Fabre ; ses souhaits : l'effort en faveur du cabotage national et international, une politique cohérente et audacieuse de promotion des échanges maritimes extérieurs ; la réserve de la moitié du trafic en vrac au pavillon national ; la suppression de toute concurrence entre les compagnies françaises sur les lignes régulières ; la fin de la politique d'aide à guichet ouvert à l'armement et à la construction navale.

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [8 novembre 1976] (p. 7757) : la loi de programmation appelée « loi d'objectifs » ; la diminution de la part des dépenses en capital pour 1977 ; la marine ; la crise de l'industrie aérospatiale ; la situation des personnels ; les exportations ; l'industrie d'armement ; les arsenaux et les établissements d'Etat ; la construction navale en difficulté ; le giron de la finance multinationale ; le sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8115) : le conflit qui oppose des travailleurs du CEA à la Cogema ; la privatisation ; les implantations de centrales nucléaires ; l'enquête en cours à Flamanville ; Nogent-sur-Seine ; les énergies nouvelles ; (p. 8116) : les possibilités techniques des arsenaux et des établissements d'Etat pour la mise en œuvre d'une politique océanographique.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures** (n° 2200). **Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1796) : les raisons de la faiblesse des textes relatifs à la pollution marine (p. 1797) ; la répartition des sources de la pollution des mers par les hydrocarbures ; l'insuffisance des instruments répressifs au service de la lutte contre la pollution ; l'absence d'une véritable politique de lutte contre la pollution tous azimuts ; reclasse la convention du 29 novembre 1969 dans le dispositif conventionnel et législatif ; la non-adhésion de la France au fonds international d'indemnisation ; le champ d'application du projet de loi aux navires transportant plus de 2.000 tonnes d'hydrocarbures en vrac ; demande à ce que soient retenus les dommages dus en cas de pollution par hydrocarbures

dans la zone économique ; la question du plus grand accès à la justice en raison des préjudices écologiques subis ; (p. 1798) : l'absence d'un grand débat sur la mer.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° **2825**). **Discussion des articles** [12 mai 1977]. **Après l'Article 4** (p. 2710) : soutient l'amendement n° 3 de M. Eyraud : réalisation du classement et du marquage des carcasses par les techniciens des groupements de producteurs sous le contrôle de la direction de la qualité du ministère de l'agriculture ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3440) : le nombre des travailleurs victimes de la politique maritime gouvernementale ; l'éventualité de la fermeture du chantier Dubigeon-Normandie ; la vocation maritime de la France ; (p. 3441) : l'utilisation des crédits publics ; le niveau des bénéfices des armateurs ; le déficit des chantiers ; la liquidation des petits chantiers ; le caractère prévisible de la crise des activités maritimes ; la distribution de l'aide publique ; les carnets de commandes ; les coûts des navires ; les plus-values réalisées par les armateurs sur les ventes de navires ; l'octroi des aides gouvernementales aux armateurs ; assigner au pays de vastes ambitions maritimes ; soustraire l'économie à la domination des grands groupes privés ; la mise en œuvre d'une politique d'aide multiforme et sélective ; la nécessité d'un effort de coordination et d'aménagement des tarifs ; la maîtrise des frets et l'efficacité de l'appareil commercial en France et outremer ; (p. 3442) : mettre en œuvre des mesures en faveur du cabotage ; faire de la France le champion d'un nouvel ordre maritime international ; la révision de certains accords internationaux abusifs ; l'annexe maritime du « code des invisibles » de l'OCDE ; l'éveil du Tiers-Monde ; la lutte contre les pavillons de complaisance ; le contrôle des consortiums et organismes maritimes internationaux ; multiplier systématiquement les accords de coopération et de codéveloppement maritime avec les pays du Tiers-Monde ; mettre en place une véritable coordination dans le cadre du plan des programmes des armateurs et des constructeurs ; éviter par négociations avec des directions et comités d'entreprise, les ruptures de charges des différents chantiers avant 1980 ; la relance des commandes de chalutiers ; les nouvelles conditions d'activité de l'armement ; l'enjeu de la troisième conférence des Nations unies ; l'océan, sixième continent à conquérir ; (p. 3443) : la conclusion d'accords bi ou multilatéraux entre pays géographiquement avantagés et pays sans littoral ; l'exploitation des ressources des grands fonds ; la nécessité d'une politique soutenue de la recherche ; la marine de guerre ; l'opportunité de la création d'un ministère de la mer ; le CNEXO : (p. 3445) : demande au ministre si la commission chargée d'examiner les problèmes de la baie de Seine est de nature parlementaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5921) : le développement du crédit à la consommation ; (p. 5922) : les inégalités devant le crédit ; l'endettement des consommateurs ; les taux de recours au crédit ; la pression publicitaire ; le crédit, un des éléments d'érosion du pouvoir d'achat ; l'élimination du crédit à la consommation pour les biens de luxe ; remplacer le recours au crédit par des prêts personnels accordés aux familles ; l'information du consommateur ; les incidences des frais de dossier ; les clauses pénales ; protéger l'emprunteur en cas de chômage ; (p. 5923) : donner au consommateur les moyens de se défendre contre le prêteur, l'affaire Marlinge ; les conditions d'établissement des contrats types ; s'oppose à la réduction du délai de réflexion de sept jours. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5930) : soutient l'amendement n° 50 de M. Forni : caractère onéreux ou gratuit des contrats de prestation de services ; devenu sans objet. **Article premier** *bis* (p. 5931) : soutient l'amendement n° 51 de M. Forni : prêts, contrats et opérations de crédit exclus du champ d'application de la loi ; repoussé ; (p. 5932) : son amendement n° 111 : exclusion du champ d'application de la loi de certaines opérations de crédit portant sur des immeubles ; retiré. **Article 2 A** (p. 5933) : son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 73 de M. Burckel : prise en considération du taux effectif global du crédit ; retiré. **Article 2** (p. 5934) : son sous-amendement n° 122 à l'amendement n° 74 de M. Burckel : indications devant obligatoirement figurer dans les contrats et conditions d'information du consommateur ; repoussé (p. 5935) ; son sous-amendement n° 113, soutenu par M. Dupilet, à l'amendement n° 74 de M. Burckel : modification rédactionnelle ; repoussé ; son amendement n° 123 devenu sans objet. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5943) : son amendement n° 114 soutenu par M. Dupilet à l'amendement n° 81 de M. Burckel : suppression pour les emprunteurs licenciés pour cause économique du bénéfice du dégagement ou de la suspension des

obligations, repoussé. **Article 6** (p. 5950) : son sous-amendement n° 115 soutenu par M. Dupilet, à l'amendement n° 85 de M. Burckel : remboursement des sommes versées d'avance sur le prix au taux du découvert bancaire ; repoussé. **Article 11** (p. 5955) : son amendement n° 116 soutenu par M. Dupilet : extension de la déchéance du droit aux intérêts du prêteur ; repoussé ; son amendement n° 117 soutenu par M. Dupilet : extension de la déchéance du droit aux intérêts frappant le prêteur ; repoussé. **Article 12** (p. 5956) : son amendement n° 119 soutenu par M. Dupilet : modification de pure forme ; repoussé ; son amendement n° 118 par M. Dupilet : possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication du jugement et la rectification de la publicité aux frais du condamné ; adopté. **Article 14** *bis* (p. 5958) : son amendement n° 120 soutenu par M. Dupilet : point du départ du délai de prescription de l'action judiciaire ; repoussé. **Après l'Article 19** (p. 5959) : son amendement n° 121 soutenu par M. Dupilet : application de la loi dans les territoires d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7259, 7260) : l'insuffisance des crédits consacrés à la marine ; la loi de programmation militaire ; l'élargissement de la mission de la marine nationale ; la zone maritime à protéger ; l'état des livraisons et des commandes en matière d'armement naval ; le sort fait au sixième SNLE ; les crédits d'études qui lui sont dévolus ; l'insuffisante auto-défense des SNLE ; l'entretien de la flotte ; l'entraînement de la flotte ; la situation de l'emploi dans les arsenaux ; le déplacement de la chaîne de carénage des sous-marins de Toulon vers Cherbourg ; (p. 7261) : la politique d'exportation d'armements ; sa contradiction avec la politique étrangère de la France ; la nécessité de réformes de structures des arsenaux ; le malaise des personnels de marine ; l'application du plan de restructuration des grades d'officiers mariniers ; la dévalorisation du personnel de la marine ; le « repyramidage » ; les revendications des anciens militaires de carrière, des marins et des veuves ; le moral de la marine. **Examen des crédits. Après l'Article 66** (p. 7283) : soutient l'amendement n° 221 de M. Allainmat : institution d'une taxe sur l'ensemble des marchés militaires et des marchés publics ; l'affectation des ressources à l'amélioration de la condition des appelés ; repoussé.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7427) : l'application des dispositions gouvernementales au conventions passées entre EDF et les collectivités locales pour les programmes de construction en cours ; (p. 7442) : les problèmes d'industrialisation du Nord-Cotentin ; l'industrie nucléaire, la centrale de Flamanville ; l'absence de véritable débat ; la nature des contrats de retraitement passés avec les pays étrangers ; l'activité de la Cogema ; le problème posé par le retraitement des combustibles PWR ; envisager le retraitement des combustibles nucléaires comme un service public ; (p. 7451) : la non-maîtrise du problème de retraitement des combustibles irradiés et du stockage des déchets.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 8** (p. 8445) : soutient le sous-amendement n° 87 de M. Boulloche à l'amendement n° 21 du Gouvernement : conditions d'évolution au cours de l'année 1978 des revenus des capitaux mobiliers perçus par des personnes physiques domiciliées en France ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8447) : l'abstention du groupe PSRG.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8467) : le « statut des consommateurs » ; l'information des consommateurs sur les dispositions applicables dans le domaine de la consommation ; l'application des dispositions relatives à la publicité mensongère ; l'action à mener en faveur d'une meilleure information ; la nécessité d'une réflexion en profondeur sur les problèmes de la consommation ; la restauration des profits ; (p. 8468) : les propositions de loi du PSRG dans le domaine de la consommation ; le rôle des associations ; l'évolution des crédits affectés aux associations de consommateurs ; l'opération « boîte postale 5000 » ; les conditions de vote du PSRG.

DARNIS (Léon)

Député de la Vendée.
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 29 juin 1974, de M. Vincent Ansquer, membre du Gouvernement. L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 juillet 1974] (p. 3248).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [27 juillet 1974] (p. 3909), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi (n° 1774) tendant à fixer le **régime juridique des inventions des salariés** ; (n° 1937) tendant à protéger le droit moral et le droit matériel de l'inventeur salarié ; (n° 1938) relative aux inventions des salariés (n° **2419**) [24 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2430) modifiant la **loi n° 72-657** du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de **commerçants et artisans âgés** (n° **2659**) [1er décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2822), modifiant la **loi n° 72-657** du 13 juillet 1972 instituant les mesures en faveur de certaines catégories de **commerçants et artisans âgés** (n° **2840**) [28 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 3075) tendant à permettre l'adhésion des preneurs de baux à ferme à des **sociétés civiles d'exploitation agricole** (n° **3287**)]8 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7174) : marque sa préférence pour l'aménagement de la loi de 1920 lorsque la santé de la mère est altérée ou gravement menacée ; (p. 7175) : la difficile frontière de la dixième semaine tant au plan scientifique qu'au plan moral ; la libéralisation de l'avortement est la négation de la contraception.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 17** (p. 1528) : son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 92 de M. Gerbet : établissement d'une liste, par région naturelle, des travaux pouvant être effectués sans l'accord préalable du bailleur ; élargir le champ d'application de la loi ; repoussé. **Seconde délibération du projet de loi : Article premier** (p. 1541) : son observation sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Discussion générale** [15 avril 1975] (p. 1645) : un projet qui comble une lacune législative importante ; compétence et indépendance accrues des directeurs de laboratoire ; n'admettre que les sociétés civiles professionnelles ; étendre les dérogations de compétence proposées par le Gouvernement. **Discussion des articles. Article premier : Article L. 761-16 du code de la santé publique** (p. 1667) : son amendement n° 103 de forme ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Article 229 du code civil** (p. 3356, 3357) : son amendement n° 80 : supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 229 du code civil ; ne pas ruiner le devoir d'assistance qui est inséparable de la notion même de mariage.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). Après déclaration d'urgence, **discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4781) : estime qu'il n'existe ni peuple comorien ni pays comorien et que seule la prise en compte de la volonté des habitants exprimée île par île permet de rester fidèle à l'article 53 de la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7929) : rend hommage aux dirigeants de l'école vétérinaire d'Alfort ; souhaite que l'école de Nantes puisse fonctionner rapidement ; invite le Gouvernement à accentuer la lutte contre la brucellose et à prendre rapidement des mesures pour résorber les stocks de poudre de lait ; demande que les crédits pour l'équipement rural soient majorés en fonction de l'élévation du coût des travaux.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**) [20 novem-

bre 1975]. **Discussion des articles : Article premier** (p. 8801) : son amendement n° 9 : substituer aux mots : « soixante-cinq ans », les mots : « soixante-huit ans » ; retiré.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3667) : approuve le Gouvernement d'assurer plus de justice fiscale ; il eût mieux valu s'en tenir aux dispositions existantes ; (p. 3668) : redoute que le projet ne soit un obstacle au développement de l'économie, qu'il affole l'épargne et porte atteinte au dynamisme des PME, qu'il institue une inquisition et ne soit source de tracas administratifs ; l'orateur se déclare conservateur en ce sens qu'il souhaite protéger la liberté d'entreprendre.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7542) : l'enseignement supérieur ; l'école nationale vétérinaire de Maisons-Alfort ; lancer une opération de survie en 1977 pour la sauver ; (p. 7543) : l'enseignement agricole privé, ses enseignants, leurs difficultés ; les équipements, faible partie du budget ; la sécheresse ; le problème de l'eau ; une agriculture intensive, condition de sa survie ; l'importation ; les protéagineux ; le remembrement ; les travaux connexes ; associer les sociétés foncières aux travaux connexes pour les arrachages de haies.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° **2430**), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9795 et 9796) : proroger et assouplir le régime d'aide institué par la loi du 13 juillet 1972 modifiée par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973 ; le régime d'aide spéciale compensatrice ; la réalisation de la volonté sociale du Gouvernement ; le volume des aides ; le régime de retraite des commerçants et artisans fortement amélioré ; les raisons expliquant l'afflux de demande vers la période finale de ce régime ; les cinq points caractérisant le projet de loi ; (p. 9797) : les possibilités de trésorerie du régime ; sa question sur les études prévisionnelles et les possibilités de prorogation de ce régime. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9801) : son amendement n° 2 : de forme ; adopté. **Après l'Article premier** : son amendement n° 3 tendant à plafonner la taxe additionnelle sur la taxe d'entraide ; (p. 9802) : le désir de plafonner au deuxième volet des ressources correspondant à ce régime ; élargir les conditions d'admissibilité au régime ; sauvegarder l'aspect social ; repoussé. **Article 2** (p. 9803) : son amendement n° 4 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 21 allongeant la période pendant laquelle le conjoint survivant peut présenter sa demande ; adopté ; son amendement n° 5 : cumul des années d'activité du conjoint survivant ; adopté ; son amendement n° 6 : possibilité de cumul des durées d'activité pour les proches parents qui ont succédé dans la même entreprise à un de leur parent décédé, père, mère, frère ou sœur ; adopté ; (p. 9804) : son amendement n° 7 : de coordination ; adopté. **Après l'Article 2** : son amendement n° 8 : cas d'incapacité assimilables au décès ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 9 supprimant l'article 3 ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 10 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 24 fixant le montant de l'aide spéciale compensatrice ; adopté ; (p. 9805) : son amendement n° 12 : l'aide spéciale compensatrice réglée en un seul versement à la radiation de l'entreprise ; adopté ; son amendement n° 19 précisant le point de départ du délai de deux ans au cours duquel le bénéficiaire de l'aide spéciale compensatrice doit faire la déclaration de la vente de son fonds, de son entreprise ou de son droit au bail ; adopté ; son amendement n° 13 allongeant le délai dans lequel le bénéficiaire doit faire la déclaration ; adopté ; son amendement n° 22 établissant les mêmes conditions de prise en compte de la moitié du prix de vente du fonds de commerce, du droit au bail ou de l'entreprise artisanale ; un amendement de coordination ; adopté. **Article 5** (p. 9806) : son amendement n° 14 : de forme ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 16 : de forme ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 17 : de forme ; adopté ; son amendement n° 20 substituant aux mots : « sur la demande d' » les mots : « après avoir fourni sciemment des » ; aligner l'article 7 sur les dispositions en vigueur dans le code pénal ; amendement n° 20 rectifié adopté. **Article 9** (p. 9807) : son amendement n° 18 : les nouvelles modalités de calcul de l'aide spéciale compensatrice pour les commerçants et artisans âgés qui n'auraient pas suivi la procédure normale ; adopté.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants**

et artisans âgés (n° 2430). **Deuxième lecture** : rapporteur. **Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2471) : l'institution pour cinq ans d'un régime d'aide spéciale compensatrice en faveur de certains commerçants et artisans âgés ; la prorogation d'un an du régime. **Discussion des articles. Article 9** (p. 2473) : son amendement n° 1 : détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'admission au bénéfice de l'aide spéciale compensatrice des commerçants et artisans ayant cessé leur activité dans certaines conditions ; les conditions d'attribution de l'aide spéciale compensatrice aux commerçants et artisans ayant pu user à temps de la procédure d'attribution de l'aide ; la détermination des modalités fixant le montant de l'aide ; (p. 2474) : le maintien en vigueur de certaines conséquences injustes à l'égard des personnes ayant accompli des formalités en temps voulu ; la nécessité d'intervention d'une loi dressant le bilan financier du régime de l'aide ; amendement n° 1 repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6673) : le travail parlementaire lors de l'examen du budget de l'agriculture ; (p. 6674) : le déséquilibre progressif des dépenses d'équipement ; l'évolution des crédits de paiement ; l'enseignement agricole ; les crédits affectés à la restauration de l'école nationale vétérinaire d'Alfort ; l'enseignement agricole privé ; le problème de l'aide à domicile en milieu rural ; l'harmonisation du régime de protection sociale.

DARRAS (Henri)

Député du Pas-de-Calais.
(12e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Fermeture d'une entreprise à Liévin** [8 juin 1973] (p. 2001, 2002) : société industrielle et métallurgique de l'Artois.

• *question au Gouvernement :*

— **Schéma de restructuration de la chimie des engrais** [30 novembre 1977] (p. 8048) : les difficultés de CDF Chimie Nord, leurs répercussions fâcheuses sur le bassin minier.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5209) : sacrifice d'une richesse nationale pour favoriser un produit importé ; diminution de la part du charbon dans notre consommation énergétique globale ; récession charbonnière en France et dans les autres pays occidentaux ; grève des mineurs de 1963 et création d'un commissariat spécial, plan de fermeture accéléré des charbonnages, sacrifice du charbon et hausse du prix du pétrole ; sa référence à un rapport du conseil économique et social sur les moyens d'assurer la sécurité de l'approvisionnement de la France ; reconversion de la région Nord - Pas-de-Calais, situation de la zone industrielle de Douvrin ; (p. 5210) : industrialisation des régions minières, diversification des activités, structures d'accueil de l'industrie, solidarité de la collectivité nationale.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8025) : les accidents du travail auxquels sont exposés les mineurs ; la catastrophe de la fosse 3 à Liévin ; (p. 8026) : réduire les horaires de travail au fond ; prendre des mesures pour recruter du personnel jeune ; la crise charbonnière et l'exode de la population.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7428) : la nature de la politique énergétique de la France ; l'abandon de l'exploitation charbonnière ; les problèmes posés par la fission nucléaire ; développer l'exploitation charbonnière existante ; l'intérêt des études réalisées

en matière de gazéification du charbon en grande profondeur ; le jugement du directeur de l'Institut national des industries extractives de Belgique ; (p. 7429) : les conclusions de la 10e conférence mondiale de l'énergie ; les conséquences économiques de l'installation d'un vapo-craqueur à Dunkerque ; définir une nouvelle politique charbonnière pour le bassin du Nord - Pas-de-Calais.

DARY (Eugène)

Rapporteur du Conseil économique et social.

— Présente l'**avis** émis par M. Louet, rapporteur devant le Conseil économique et social, sur le projet de loi pour l'**amélioration des conditions de travail** (en qualité de rapporteur du Conseil économique et social) [22 novembre 1973] (p. 6259 et 6260).

DASSAULT (Marcel)

Député de l'Oise.
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**accession des salariés à la propriété** des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel et la **construction d'immeubles locatifs d'entreprises** (n° **1534**) [11 avril 1975].

DEBRÉ (Michel)

Député de la Réunion.
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **nationalisation de l'électricité dans le département de la Réunion** (n° **549**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **ministère de la science** (n° **1219**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à reconnaître certains **droits supplémentaires à la femme, mère de famille** (n° **1323**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** sur l'**informatique nationale** (n° **1660**) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer la condition d'affiliation à un **régime obligatoire de protection sociale** pour l'ouverture du droit et la liquidation des **avantages vieillesse** correspondant à la durée du service national (n° **1709**) [5 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à l'extension du **service national** par l'institution d'un service civil (n° **1939**) [29 octobre 1975].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **4911**) : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7190, 7191) : doctrine défendue par la France pour le rétablissement de l'ordre monétaire international ; problème de la convertibilité ; valeur du franc (p. 7196, 7197) : thèse américaine fondée sur l'or-papier ; droits de tirages spéciaux (DTS) ; parité « ajustable ».

• *question au Gouvernement :*

— **Le devenir du Plan calcul** [9 octobre 1974] (p. 4898, 4899) : son inquiétude devant la suppression de la délégation à l'informatique.

• *question orale avec débat :*

— (n° **13873**) : **Politique en matière de population** [9 octobre 1974] (p. 4907) : l'importance de la politique démographique pour l'avenir de la France ; les thèses malthusiennes des Etats-Unis contraires aux intérêts des pays d'Europe occidentale menacés de décadence démographique ; (p. 4908) : situation démographique de la France ; (p. 4909) : nécessité d'une politique sérieuse et généreuse des prestations familiales ; (p. 4910) : politique d'immigration et d'assimilation ; éducation des enfants d'immigrés ; politique familiale : logement, travail à temps partiel, information professionnelle gratuite, retraite pour les mères ; (p. 4914, 4915) : importance du budget social.

• *question au Gouvernement :*

— **Le développement de l'informatique** [18 décembre 1974] (p. 8045) : respect de l'esprit du plan-calcul ; avenir de la Compagnie internationale pour l'informatique.

• *question orale sans débat :*

— (n° **19169**) : **Perspective du Plan calcul** [30 avril 1975] (p. 2279, 2280, 2281) : nécessité de développer l'informatique pour des raisons économiques, culturelles et politiques ; les quatre supports d'une politique de l'informatique (coordination en matière d'achat, nécessité de disposer d'une industrie nationale non intégrée, l'effort de recherche scientifique et technique, maîtrise de l'informatique militaire).

• *question au Gouvernement :*

— **Politique monétaire internationale** [4 juin 1975] (p. 3658) : retour à des taux de change fixes.

• *question orale sans débat :*

— (n° **19869**) : **Statut des mères de famille** [20 juin 1975] (p. 4568, 4569) : drame de la dénatalité ; (p. 4570, 4571) : sa proposition de loi tendant à reconnaître certains droits supplémentaires à la femme mère de famille ; la diminution de la population active dès 1985 ; la politique d'assimilation des étrangers ; nécessité d'aider les mères de trois enfants au moins ; importance de la politique démographique.

• *questions au Gouvernement :*

— **Attitude de la France à l'égard des événements du Liban** [29 octobre 1975] (p. 7530) : gravité morale et politique du drame vécu par le Liban ; son désir de voir la France exercer son action pacificatrice.

— **Tarif extérieur commun et protection communautaire** [12 novembre 1975] (p. 8162, 8163) : mesures à envisager pour éviter les importations excessives en provenance de pays extérieurs à la Communauté.

— **Dommages causés à certaines industries par les importations d'Orient et d'Extrême-Orient** [26 novembre 1975] (p. 8958) : les responsabilités de la commission économique européenne.

— **Révision de la Constitution** [3 décembre 1975] (p. 9265) : préalable indispensable à la ratification du projet relatif à l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne.

— **Crise libanaise** [14 avril 1976] (p. 1717) : l'attitude trop silencieuse de la France devant les drames du Proche-Orient ; la gravité du drame libanais ; la nécessité de préparer avec nos alliés une intervention concertée et une action à la fois humanitaire et politique.

— **Obligations de la commission économique européenne** [16 juin 1976] (p. 4180, 4181) : application des traités dont elle a la charge : importations provenant de pays tiers, décisions de l'Italie et des Etats-Unis, reconstitution de cartels sidérurgiques en Allemagne.

— **Avenir du territoire français des Afars et des Issas** [13 octobre 1976] (p. 6544) : l'ambiguïté pesant sur l'avenir du territoire français des Afars et des Issas du fait des ambitions de la Somalie ; nécessité de dissuader les envies d'annexion.

— **Industries du secteur nucléaire** [1er décembre 1976] (p. 8855, 8856) : défense nécessaire des industries du secteur nucléaire contre les menées étrangères : opposition des Etats-Unis à la vente de centrales au Pakistan et à l'Irak, opposition de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne au choix du site de Cadarache pour l'implantation de la centrale thermo-nucléaire.

— **Protection de l'industrie française** [15 décembre 1976] (p. 9416) : obtenir de la commission de Bruxelles des mesures de sauvegarde contre les importations excessives de pays extra-européens ou renégocier le traité de Rome.

— **Sauvegarde du Marché commun** [6 avril 1977] (p. 1573, 1574) : les importations abusives des pays à bas salaire ; les insuffisances de la commission de Bruxelles quant aux mesures de sauvegarde qui devraient être prises.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 36996) : **Politique de la CEE à l'égard des départements d'outre-mer** [8 avril 1977] : les tendances hostiles aux DOM de la commission de Bruxelles ; les conséquences économiques qui peuvent en résulter.

— (n° 37082) : **Financement de la propagande en faveur de l'élection d'une assemblée multinationale européenne** [6 mai 1977] (p. 2546, 2547) : importance de la propagande financée par de l'argent étranger lors de la discussion du traité sur la communauté européenne ; la propagande systématique en faveur de la supranationalité faite par les institutions de Bruxelles ; suggère la création d'une commission gouvernementale chargée de contrôler l'origine des fonds destinés à la propagande.

— (n° 38078) : **Prélèvement européen sur le riz, le maïs et les aliments du bétail** [3 juin 1977] (p. 3396, 3397) : demande la suppression de ce prélèvement, élément grave de perturbation économique et sociale dans les DOM ; l'intégration économique au sein du Marché commun ne peut signifier l'uniformité des règles.

• *questions au Gouvernement :*

— **Implantation de centrales nucléaires et politique énergétique** [29 juin 1977] (p. 4418) : informer l'opinion du caractère prioritaire de l'effort du pays pour assurer son indépendance en matière d'énergie.

— **Cinquième semaine de congés payés** [26 octobre 1977] (p. 6638) : nécessité d'appeler la France à l'effort en période de guerre économique ; les congés : problème d'organisation (ne pas fermer les usines pendant la durée des congés) ; problème de qualité plus que de durée.

— **Protection du Marché commun contre les importations abusives** [7 décembre 1977] (p. 8338) : les orientations dépassées de la politique économique de la Communauté européenne face au protectionnisme des Etats-Unis et du Japon ; la nécessité pour le Gouvernement de prendre publiquement position sur les propositions de la commission de Bruxelles au sujet de la restructuration industrielle (sidérurgie, chantiers navals).

• *question orale sans débat :*

— (n° 40487) : **Suppression du prélèvement communautaire sur le riz importé à la Réunion** [16 décembre 1977] (p. 8878, 8879) : le scandale de cet impôt sur la misère ; la partialité des autorités communautaires.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4434) : son rappel au règlement ; respect de la Constitution ; ses arguments contre la recevabilité des amendements de M. Donnez ; estime qu'il s'agit d'« une véritable proposition de révision qu'il ne peut être question de lier au projet déposé par le Gouvernement ».

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4524) : pressions exercées sur les parlementaires lors du débat sur le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; sa référence à certaines déclarations publiées dans la presse ; question de leur comptabilité avec les dispositions du code pénal ; suggère au Bureau de saisir le garde des sceaux, le ministre de l'économie et des finances, le ministre du commerce et de l'artisanat et le ministre de l'intérieur ; respect de l'institution parlementaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646) :

Discussion générale [24 octobre 1973] (p. 4708) : système monétaire international ; sa question orale sans débat ; anarchie monétaire du monde occidental ; fixité des parités, convertibilité des monnaies ; droits de tirage spéciaux ; déficit de la balance américaine des paiements ; (p. 4709) : parité fixe et parité flottante ; réforme du système monétaire international ; conversations commerciales de Tokyo ; inflation et croissance, hausse des prix ; expérience Blum-Pinay et Gaillard ; action sur l'ensemble des revenus ; mesures qui s'imposent concernant l'action directe sur (p. 4801) : son amendement visant à accroîres de la hausse des prix.

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4801) : son amendement visant à accroître les droits fiscaux sur les achats d'exploitations agricoles par des ressortissants étrangers.

— **Communication du président sur les conditions d'exercice du contrôle budgétaire** [7 novembre 1973] (p. 5284) : évoque le régime d'assemblée ; risque de retour à la confusion des pouvoirs si les commissions et les rapporteurs se substituaient au Gouvernement ; pouvoirs de la commision des finances dans le cadre de la discussion budgétaire ; souhaite que le bureau applique la Constitution non seulement dans sa lettre, mais dans son esprit.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° 778) [23 novembre 1973] (p. 6334) : sa mise au point sur l'Euratom ; orientation de ses dirigeants sur la dépendance à l'égard des Etats-Unis et renoncement de l'Europe.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [22 janvier 1974] (p. 316) : l'ordre de la fatalité et l'ordre de la nécessité ; le général de Gaulle en 1965 avait proposé une doctrine mondiale qui aurait pu éviter la crise ; la décision monétaire prise le 19 janvier n'est qu'un préalable ; (p. 317) : la France n'est pas la plus atteinte ; les deux atouts de la France : une politique énergétique ; une politique extérieure ; l'effort économique doit être accompagné d'une politique sociale ; le plan doit être le moyen de cette politique économique et sociale ; (p. 318) : un plan intérimaire de trois ans ; accepter la compétition internationale et éviter le protectionnisme ; rechercher les points de convergences entre nations européennes ; un nouvel ordre monétaire fondé sur un retour à des parités monétaires fixes et un étalon commun de valeur.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3303) : apportera son soutien au programme du Gouvernement qui est à la fois réaliste et courageux ; (p. 3304) : l'effort essentiel est demandé aux entreprises ; la nécessité d'une politique d'ensemble des revenus ; (p. 3305) : une politique plus logiquement globale devrait faire l'objet d'un plan intérimaire.

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs dans les départements de la métropole et dans les départements d'outre-mer** (n° **1241**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5204) : sur l'amendement n° 4 de M. Voisin : l'importance des élections partielles.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) :

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5358) : maîtriser l'inflation dans ses causes intérieures ; le développement industriel reste la clé de notre avenir ; l'inflation est fille du progrès technique et social ; (p. 5359) : examiner avec soin l'augmentation régulière des frais généraux de la nation ; l'indexation par échelle mobile de l'épargne doit être accompagnée de l'indexation des emprunts des collectivités locales ; la nécessité d'un nouveau comité Rueff-Armand ; les réexamens et les réformes nécessaires ; les dangers d'une politique contractuelle non dirigée, non orientée et non expliquée ; (p. 5360) : la reconstitution du système monétaire international ; la discipline du parlementaire ne peut masquer l'inquiétude de l'homme politique et du citoyen.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5406) : sur l'amendement n° 19 de M. Grusenmeyer : les femmes alsaciennes sont entièrement favorables à toutes les mesures visant à faire disparaître l'alcoolisme.

Deuxième partie :

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5964) : ses observations sur la politique européenne de la France et son avenir ; la théorie de la supranationalité doit être abandonnée ; l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel va plus loin qu'un simple changement dans le mode de désignation et conduit à un changement de compétence ; la crainte d'un retour à l'intégration politique et militaire de l'Europe dans l'organisation atlantique ; prendra son bâton de pèlerin pour partir en lutte contre une politique qui mettrait un point final à l'histoire de France ; (p. 5970) : ses inquiétudes devant l'abandon de certains aspects de notre souveraineté à un Parlement où la France serait en minorité ; (p. 5975) : réplique à M. Emile Muller.

Départements d'outre-mer [12 novembre 1974] (p. 6222) : le rôle de la SAFER à la Réunion.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7103) : de grandes incertitudes dominent ce débat ; la situation législative et pénale est devenue inconvenante ; la responsabilité masculine n'est jamais recherchée ; (p. 7104) : la vie humaine existe dès qu'elle est conçue ; le projet de loi devait débuter par cette affirmation de principe ; puisque la conception est aujourd'hui volontaire, une politique d'encouragement est possible, dans l'intérêt de la famille, de la nation et de la femme ; le projet de loi eût dû prévoir la revalorisation des prestations familiales, des mesures pour favoriser la naissance du troisième et du quatrième enfant, un statut de la mère de famille ; (p. 7105) : service national d'aide au foyer ; pour un code de la maternité ; que faut-il entendre par « détresse » ; la consultation médicale ne doit pas être un alibi ; les faux-semblants du texte ; (p. 7106) : nous ne devons pas accepter le risque de vieillir ; (p. 7107) : la dénatalité est favorisée quand une société doute de l'avenir ; (p. 7108) : ce texte est une grande occasion totalement manquée. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 6** (p. 7232) :

son amendement n° 59 rectifié fixant à 25 % la limite par établissement du nombre des avortements par rapport aux autres actes opératoires ; (adopté par scrutin). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8259) : attire l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'en votant le texte proposé par la commission mixte paritaire pour l'article 6 du projet, l'Assemblée ruinerait en fait les précautions qu'elle avait adoptées en matière de limitation du nombre des avortements dans chaque établissement hospitalier.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3176) : le projet de loi, progression capitale pour les DOM ; entourer le projet de la plus large information ; la difficulté que constitue le refus d'extension complémentaire de l'allocation de logement ; (p. 3177) : prévoir que les lois sont applicables aux DOM dans un délai de six mois ; la nécessaire départementalisation sociale ; la lutte contre les bidonvilles ; la reprise d'activité du bâtiment grâce au versement de l'allocation de logement ; reconduire en 1975 l'allocation forfaitaire de remplacement versée en 1973 et 1974.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3210) : le caractère anticonstitutionnel de la non-nationalisation ; (p. 3202) : la nécessaire prise en charge des investissements par EDF et la libération du FIDOM ; l'intégration des jeunes issus des écoles professionnelles des DOM dans le personnel d'EDF ; la recherche de sources nouvelles d'énergie ; la poursuite de la départementalisation ; les chances de certaines activités industrielles dans les îles de l'océan Indien ; ne pas appliquer la loi avec retard ; (p. 3203) : le problème de la construction du barrage de la rivière de l'Est. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3205) : ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Drapier et le sous-amendement du Gouvernement ; donner des chances aux petites et moyennes entreprises.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**) [5 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 3712) : l'effort remarquable d'explication entrepris par le Gouvernement ; le désir d'une plus grande précision dans les orientations fixées ; l'importance de la défense nationale ; la faiblesse des mesures prises face à la chute de la natalité ; présenter à l'opinion des objectifs nationaux concrets ; équilibrer la balance des paiements française ; l'effort fait par le Gouvernement en matière de commerce extérieur ; réduire l'écart entre les capacités industrielles et financières de la France et celles de l'Allemagne ; (p. 3713) : le problème de la natalité ; l'absence de lien entre la natalité et le chômage ; les difficultés qui naissent d'un trop fort taux de population immigrée ; mener une politique de la famille ; le problème de la croissance, celui des investissements ; le lien entre le développement de l'épargne et une politique des revenus ; l'absence de neutralité de l'inflation ; la différence entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne dans la politique des revenus ; la politique des coûts et des revenus, seul moyen de sortir de l'inflation ; (p. 3714) : la formation professionnelle ; ne pas répandre l'idée que la diminution du temps de travail est une panacée économique ; le très faible rapport entre les actifs et l'ensemble de la population ; l'action internationale à mener ; la nécessaire présence d'un mécanisme régulateur des échanges ; la juste thèse des parités fixes ; réunir une conférence internationale ; (p. 3715) : les quasi-certitudes qui s'imposent au plan : une stricte discipline économique, la modification des termes de l'échange avec le tiers-monde, la crise démographique ; élaborer un projet net et précis ; ne pas s'éloigner de la société de l'effort ; pratiquer une plus grande égalité sociale. **Discussion de l'Article unique** (p. 3747) : apporte son soutien à l'amendement n° 2 de M. Hamel ; la défense nationale, élément important de l'action gouvernementale.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [26 juin 1975] : **Article premier** (p. 4791) : son amendement n° 34 suspendant la déclaration d'indépendance jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux conditions prévues par la présente loi ; repoussé. **Article 2** (p. 4795) : son sous-amendement n° 37 : ajouter après le mot : « personnalité », les mots : « politique et administrative » ; adopté ; son sous-amendement n° 43 : remplacer le délai de six mois par un délai de trois mois pour la seconde période d'élaboration de la Constitution ; son sous-amendement n° 42 prévoyant le cas où le comité constitutionnel n'aurait pas achevé une nouvelle rédaction de la Constitution après échec du premier référendum ; adopté. **Article 4** (p. 4799) : son amendement n° 40 relatif aux modalités de la coopération avec les différentes îles ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6155) : l'inflation, phénomène permanent aux effets pernicieux ;

(p. 6156) : l'attitude des Etats, des professions et des individus, cause de l'inflation ; l'absence de système monétaire international stable, cause essentielle de la crise ; la session du FMI ; l'adoption des positions du trésor américain : « acte nuisible de courtisanerie » ; les changes flottants, loi du plus fort, c'est-à-dire celle du dollar ; mettre en accusation l'anarchie monétaire internationale ; la suppression dans les statuts du FMI de toute référence à l'or ; appeler une conférence des gouvernements pour rétablir les bases du commerce international ; (p. 6157) : sa réponse à l'interruption de M. Mitterrand ; tenir une conférence sur le commerce international afin d'éviter le retour au protectionnisme ; la possibilité du maintien d'une certaine croissance ; le mauvais équilibre démographique de la France ; donner les instructions nécessaires aux banques et aux administrations ; les réglementations protectrices trop strictes qui nuisent à l'emploi ; envisager des réformes à moyen terme en matière d'orientation des jeunes ; (p. 6158) : faire en matière de protectionnisme une distinction entre la CEE et les pays tiers ; les disciplines nécessaires : revenir à l'équilibre des finances publiques, tenir les prix et les salaires, aboutir à une politique globale des revenus ; ne pas diminuer la production et élever les coûts par la limitation des heures de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite ; le plan de soutien, tournant politique ; (p. 6159) : faire appel à la solidarité nationale.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7617): le consensus qui existe autour de la politique militaire de la France ; l'existence de la force nationale de dissuation ; (p. 7618) : les liens entre la politique militaire, la diplomatie, les industries d'armement et le patriotisme ; le nécessaire effort financier ; la dégradation du budget de la défense ; l'abandon des lois-programmes ; (p. 7619) : ne pas souscrire à un certain renoncement ; se montrer prudent en matière de coopération d'armement ; le point critique atteint par le budget de 1976.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8254) : les résultats de la politique menée à l'égard des départements d'outre-mer ; l'avenir offert à la jeunesse de ces départements ; favoriser le développement de l'emploi ; créer des emplois en métropole pour les jeunes des DOM ; (p. 8255) : changer l'état d'esprit des services de main-d'œuvre ; le respect de la continuité territoriale.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [20 novembre 1975] (p. 8803, 8804) : discussion du projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion des articles** [21 novembre 1975] (p. 8871) : proteste contre les conditions dans lesquelles le Gouvernement impose à l'Assemblée un scrutin public et annonce son refus d'y participer.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**). **Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article 3** (p. 8988, 8989) : son amendement n° 16 subordonnant l'entrée en vigueur du nouvel âge de la retraite à la constatation que demeurerait plus de 1 % des emplois budgétaires dans la magistrature ; retiré. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10123) : fait valoir que l'application de la loi risque d'augmenter le nombre des vacances et d'aggraver les lenteurs de la justice ; préfère le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9602) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Vivien ; juge la position de ce dernier inadmissible au point de vue juridique, politique et moral ; juge nécessaire de respecter la volonté des habitants de Mayotte ; le cas particulier des archipels. **Discussion des articles. Article 5** (p. 9626) : sur la question de M. Hamel et la réponse du Gouvernement, entend faire préciser que les observateurs internationaux ne devront pas être désignés par une autorité internationale, quelle qu'elle soit. **Explications de vote** (p. 9627) : le caractère non fondé des critiques apportées au projet du Gouvernement ; (p. 9628) : assurer la sécurité des habitants de Mayotte ; définir leur statut.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [8 avril 1976] : **Article 15** (p. 1521) : sur l'intervention de M. Fanton, rappelle que la loi du 4 août 1962 a reconnu que les quartiers anciens de certaines grandes villes sont patrimoine communal ; (p. 1522) : estime qu'il faut un décret en Conseil d'Etat pour modifier un plan de sauvegarde ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1633) : retire son amendement n° 210 au profit de l'amendement n° 380 du Gouvernement ; (p. 1637) : fait observer que l'amendement n° 14 de M. Masson serait inapplicable au cas où l'architecte, auteur du plan de sauvegarde, viendrait à disparaître ; est favorable au sous-amendement n° 222 de M. Frédéric-Dupont ; [14 avril 1976] : **Article 58** (p. 1760) : son amendement n° 266 défendu par M. Fanton : non-application des dispositions relatives au permis de démolir aux secteurs sauvegardés et aux zones

de protection des monuments et des sites ; (p. 1765) : son amendement n° 267 défendu par M. Fanton : supprimer les dispositions relatives à l'application des permis de démolir aux monuments historiques, sites et secteurs sauvegardés. **Après l'Article 17** (*suite*) (p. 1772) : son amendement n° 159 défendu par M. Claudius-Petit : mesures de relogement conséquent à la destruction des bidonvilles.

— **Rappel au règlement sur l'ordre du jour** [20 avril 1976] (p. 1916) : importance du texte relatif aux modalités de l'élection présidentielle.

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** n°s **875, 877, 926). Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1918) : un texte conforme à la nature de la réforme constitutionnelle de 1962; considère que la majorité de l'assemblée devrait repousser la question préalable présentée par le groupe communiste. **Discussion de l'Article unique** [20 avril 1976] (p. 1921) : son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 2 de M. Krieg : parrainage possible par les membres du conseil de Paris ; adopté ; son amendement n° 9 : parrainage par les maires adjoints des villes de plus de trente mille habitants ; adopté après acceptation par M. Debré de certaines modifications.

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° **2135). Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article 15** (p. 2407) : son amendement n° 5 défendu par M. Cerneau ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269)** [6 mai 1976] (p. 2713) : évoque les objectifs qui doivent être ceux de la politique étrangère de la France ; le risque d'un déséquilibre des forces au Proche-Orient ; la poussée démographique des nations islamiques ; le poids de plus en plus lourd de l'Union soviétique ; (p. 2714) : l'élément d'équilibre que constituait le Liban ; définir une action face à un drame humain qui menace la paix mondiale ; rappeler nos liens avec les deux communautés de ce pays ; reprendre l'idée d'une conférence internationale; les périls qui montent dans l'océan Indien : Mayotte, Djibouti ; le rôle de la Chine dans dans l'océan Indien afin de prendre pied en Afrique ; maintenir la présence de la France grâce à la fidélité de la Réunion ; (p. 2715) : régler le problème de Mayotte et ne pas abandonner Djibouti à la fureur de ses voisins ; donner un élan nouveau à notre coopération avec Madagascar ; le lien étroit qui s'établira entre le Proche-Orient et l'océan Indien ; n'aligner la France sur aucun bloc ; la possibilité pour la France de concilier sa politique musulmane, méditerranéenne et africaine.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220). Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3197) : s'interroge sur le fond d'une politique familiale ; (p. 3198) : le destin de la France dépend de la démographie ; l'augmentation régulière du nombre des enfants permet le développement régulier de l'économie ; la natalité s'effondre ; la nuptialité diminue ; le Gouvernement n'a ni politique de la famille ni politique de l'enfance nombreuse ; éviter un suicide collectif ; les pays de l'Islam et certains pays de l'Est sont natalistes ; (p. 3199) : pas de fatalité historique ; la France se doit d'avoir une vraie politique familiale, la politique de la famille et de l'enfant ; un état d'esprit nouveau ; des équipements ; une aide particulière à la mère de trois enfants ; expliquer la fragilité économique et le chômage grandissant des pays qui n'ont pas une natalité suffisante ; le problème du financement futur des retraites au taux actuel ; la baisse de la natalité menace directement le niveau de vie ; les éléments d'une politique : une formation professionnelle évitant le chômage, la lutte contre l'inflation qui décourage les jeunes et aggrave la dénatalité ; une éducation sexuelle liée à une éducation familiale et démographique ; éviter de considérer l'interruption de grossesse comme un moyen normal de contraception ; permettre le travail et la promotion de la femme sans compromettre ses possibilités de vie familiale ; (p. 3200) : possibilité d'instructions ministérielles simples concernant le service à temps partiel ; adopter le même principe pour les crèches-garderies que celui posé par Jules Ferry pour l'enseignement ; la création d'un service civil pour les jeunes hommes ne faisant pas de service militaire et pour les jeunes filles ; des mesures en faveur des mères de trois enfants et plus ; une révision des allocations familiales ; le droit à une formation complémentaire gratuite ; le droit à se présenter à tous les concours administratifs sans condition d'âge ni de diplôme ; la baisse de la natalité est le mal le plus grave ; (p. 3201) : il ne s'agit plus d'additionner les mesures d'assistance ni de discuter de doctrine et d'idéologie, mais d'un fait humain et national.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206). Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3914) : déclare que l'amendement n° 283 de M. Bardol est irrecevable.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4641) : son discours qui sera l'un

des moins populaires de sa carrière parlementaire ; la nécessité de parler avec réalisme et sincérité ; des circonstances et des exigences ; l'excellente introduction du VII[e] Plan ; (p. 4642) : l'appréhension naissant de la lecture des vingt-cinq programmes prioritaires ; l'absence dans le projet d'une exigence de discipline, d'une grande ambition économique ; un projet qui ne répond pas à un profond consentement des partenaires sociaux ; les conditions du développement économique et social dans les dix années à venir, différentes de celles ayant soutenu les plans précédents ; les changements profonds sur trois points : la fin des importations de matières premières et d'énergie à bas prix ; l'anarchie de l'ordre monétaire international ; la baisse de la natalité ; (p. 4643) : l'absence de perception de ces trois éléments qui devraient dominer le débat ; la priorité de la lutte contre l'inflation qui découle de ces trois priorités ; l'inflation, phénomène mondial auquel s'ajoute une surinflation intérieure ; le caractère permanent de l'inflation dont les causes intérieures subsistent ; la nécessité de contrainte dans la lutte contre l'inflation ; les manifestations et les causes de la surinflation intérieure : la hausse moyenne des rémunérations supérieure à la hausse moyenne des prix ; (p. 4644) : le déficit des finances publiques ; le large développement du crédit public et privé ; les dépenses supérieures aux revenus ; deux mesures fondamentales pour lutter contre l'inflation : le retour à l'équilibre de l'ensemble des finances publiques à commencer par celles de la sécurité sociale, une politique des revenus ; la nécessité d'une politique globale et nationale en matière de revenus ; la lutte en matière familiale contre un conformisme absurde et à certains égards criminel ; la France sur la voie de la décadence ; la nécessité d'un état d'esprit nouveau de respect de la valeur familiale ; la nécessité d'une politique nataliste ; (p. 4645) : la nécessité d'économiser les matières premières et l'énergie autrement qu'en paroles ; l'hésitation gouvernementale sur le développement de l'énergie nucléaire ; le changement d'ambiance du commerce international ; le protectionnisme américain ; la réforme de l'entreprise ; (p. 4646) : le caractère indispensable d'une prise de conscience ayant un caractère de salut public national ; le courage et la tenacité dont doit faire preuve le Gouvernement.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6401) : l'incompréhension pendant trop longtemps de la gravité du phénomène de l'inflation ; le réveil dû à l'entêtement de certains membres de la commission des finances ; les conséquences de la sécheresse ; les exemptions qui auraient pu concerner la famille d'au moins trois enfants ; l'excès d'inflation nécessitant un effort de caractère national ; (p. 6402) : l'inflation, un mal aux racines profondes, se nourrissant de certains comportements extérieurs, mais aggravé par les orientations politiques, économiques et sociales propres aux Français ; l'inflation, en aucun cas, un remède au chômage ; ses conséquences fâcheuses sur l'emploi ; ses effets économiques et sociaux ; les revendications catégorielles ; l'excès du financement des équipements des collectivités locales par l'appel indéfini au crédit ; les problèmes dus à la compétition internationale ; l'anarchie monétaire créée par les Etats-Unis ; la défense de certains Etats ; l'absence de réaction de la France devant la tourmente inflationniste contrairement à la République fédérale d'Allemagne ou la Suisse ; l'inflation contre l'emploi, contre les équipements ; la politique des revenus comprise par la Grande-Bretagne, par la République fédérale d'Allemagne, par la Confédération ouvrière communiste italienne ; la globalité de la politique des revenus à envisager ; l'utilité d'un impôt sur les grosses fortunes ; d'un impôt sur le capital ; la nécessité d'un encadrement de la politique contractuelle, de la révision de la politique de sécurité sociale ; (p. 6403) : le seuil d'alerte atteint par la sécurité sociale en ce qui concerne les dépenses de santé et les familles ; le coût de l'alcoolisme ; le choix entre un taux de pension élevé et une limite d'âge basse, entre le ticket modérateur et le contrôle préventif des ordonnances médicales ; les problèmes monétaires : la destruction par les Etats-Unis du système monétaire international, des changes flottants ; la stabilité monétaire, élément clef d'une politique sociale, élément de la compétitivité ; l'équilibre des finances publiques ; la politique du crédit, la politique des revenus ; la nécessité de l'austérité pour revenir de l'excès d'inflation à la sagesse ; la lutte pour la prospérité, pour la solidarité sociale ; le respect de la souveraineté nationale ; la lutte contre l'excès d'inflation, une grande œuvre politique dépassant la lutte technique.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8378) : les départements d'outre-mer traités dans le chapitre de la politique étrangère dans le programme commun ; autodétermination, départements et départements d'outre-mer.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie**

française (n° 2809) [20 avril 1977] (p. 1959): la volonté nationale unanime de sauvegarde et de développement de la sidérurgie française : le rôle de la CECA les conditions de sa création ; rappelle que l'assemblée de la CECA a décidé de devenir une assemblée préconstituante ; les qualités du traité de 1952 ; l'ouverture des frontières ; ses contreparties ; le redémarrage fulgurant de l'industrie allemande de l'acier ; le pouvoir de la haute autorité ; la renaisance des cartels ; la protection du marché européen ; le changement du mode de scrutin français ; (p. 1960) : la nécessité d'une protection européenne ; le caractère factice des décisions prises par la commission ; l'identification de la politique d'ouverture du marché européen avec celle des grands cartels allemands ; les responsabilités et l'indifférence de la commission ; la nécessité d'une politique sidérurgique propre à la France ; les causes de la crise de la sidérurgie ; la hausse constante et forte des rémunérations ; la politique des prix ; la crise économique ; l'ouverture des frontières ; la subordination de l'aide de l'Etat aux nationalisations ; (p. 1961) : la théologie des nationalisations ; le caractère « monstrueux » des entreprises concurrentes ; le caractère non régional des problèmes de la sidérurgie française.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2222) : le contexte de son intervention ; (p. 2223) : le problème véritable, la victoire de la majorité au scrutin de mars 1978 ; le désaccord entre la majorité et le Premier ministre ; l'objet des précédents avertissements prodigués à l'intention du Gouvernement ; la nature du problème politique ; l'inefficacité électorale de la présentation du bilan de la Ve République ; la dénonciation du caractère illusoire des perspectives du programme commun ; l'interrogation de l'opinion sur l'efficacité de son commandement politique actuel ; apporter aux Français une raison de combattre et de croire à la victoire ; la question de la réforme électorale ; les conséquences de son adoption sur le renouveau de l'antiparlementarisme en France ; le caractère fondamental de la loi électorale dans la République ; (p. 2224) : les conditions du travail parlementaire en cas d'adoption de la modification de la loi électorale ; l'appropriation des modes de désignation ; la politique gouvernementale de redressement ; le caractère mondialiste du chômage; l'aggravation par l'inflation du chômage; les accompagnements d'ordre économique et social de toute politique de redressement financier et monétaire ; la volonté gouvernementale de solidarité à l'égard des familles et des personnes âgées ; l'encouragement de l'investissement: la sélectivité de l'aide à l'investissement; le refus gouvernemental du retour au protectionnisme ; les mutations intervenues à la suite de la libération du commerce ; le niveau des coûts de l'économie française ; (p. 2225) : la détérioration exceptionnelle des conditions de la compétition mondiale ; le dumping ; le retour des Etats-Unis à un protectionnisme forcené; la puissance de la Commission économique européenne à faire face à la crise; la transformation du Marché commun en une « passoire » ; la disparition depuis 1960 de l'ordre monétaire international ; la menace grandissante d'une crise économique permanente ; la politique de la trésorerie américaine ; l'absence de mesures gouvernementales de rétorsion ; le caractère partiel et temporaire du retour au protectionnisme ; les délais nécessaires au redressement économique ; les conséquences d'un vote précipité de l'élection d'une assemblée multinationale au suffrage universel ; le respect par la France de ses engagements pris lors de la signature du Traité de Rome ; (p. 2226) : la « recartellisation » du marché allemand du charbon et de l'acier ; le profit retiré par la Grande-Bretagne de la politique agricole commune ; le respect porté par l'Italie aux règlements communautaires ; l'indépendance de la commission économique européenne par rapport aux demandes des Etats-Unis ; les décisions du Conseil constitutionnel ; les conséquences politiques et électorales des réformes engagées ; indiquer aux Français que la France est soumise à une des plus graves crises de son histoire ; les données de la crise ; la mobilisation des Français ; faire de la politique ; le métier d'homme politique ; les conséquences de l'absence de visions politiques, ses conditions ; la participation du général de Gaulle aux combats électoraux ; (p. 2227) : les conséquences sur l'attitude de la majorité des doutes qu'elle exprime vis-à-vis de son commandement ; le caractère fondamental de la prochaine consultation électorale ; donner aux Français une vue d'ensemble politique des dix mois à venir.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977] (p. 3447) : la situation des orientations d'une politique de la mer dans la perspective de l'effort national entrepris depuis la Libération ; l'apparition d'une nouvelle période de difficultés ; la nécessité d'un effort d'exploitation des richesses de la mer ; les problèmes fondamentaux d'énergie ; l'alimentation ; (p. 3448) : la construction de l'usine marémotrice de la Rance ; les possibilités considérables offertes par le sol et le sous-sol marin ; la recherche scientifique et de technologie de pointe ; la mer, élément de l'indépendance nationale ; les règles à définir ; le CNEXO ; la nécessité de créer un droit nouveau ; permettre à la France d'affirmer son propre droit ; le renforcement de la marine militaire ; la protection des droits

de la France ; la façade maritime française ; la création de nouvelles structures gouvernementales ou de nouvelles structures administratives ; (p. 3449) : les rendez-vous avec l'histoire ; le nucléaire ; l'aéronautique ; l'informatique ; l'espace ; l'abandon du Plan ; le caractère indispensable de la nomination d'un délégué aux affaires de la mer ; les objectifs concrets du Gouvernement ; la nécessité d'une volonté politique et de crédits ; l'effort indispensable d'information de l'opinion publique.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des décisions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3731) : les exigences de la politique ; l'indépendance nationale ; l'entretien d'étroites relations avec nos voisins ; (p. 3732) : la fraternité franco-allemande ; la politique européenne globale ; l'aventure de la supranationalité ; les rapports de la France avec l'Union soviétique et l'ensemble des pays de l'Est ; le caractère national de la dissuasion ; l'Europe, union d'Etats souverains reposant sur des liens confédéraux ; le projet d'élection au suffrage universel direct ; l'article 138 du Traité de Rome ; son inspiration supranationale et fédérale ; le sort de la thèse française des compétences limitées ; le point de vue des partenaires européens ; le rapport Tindemans ; l'attitude du Gouvernement anglais ; (p. 3733) : le traité de CECA ; la recartellisation ; l'interprétation française du traité sur le Marché commun ; l'obligation de protection à l'égard de l'extérieur ; l'exceptionnelle grandeur du suffrage universel direct ; le mécanisme délicat de la démocratie ; l'absence de légitimité européenne ; les compétences futures de l'assemblée ; le régime d'assemblée ; le combat contre les gouvernements et les Parlements nationaux ; les garanties de l'indépendance ; la délibération du Conseil constitutionnel ; l'article 2 ; l'absence de valeur de ces garanties à l'égard des tiers ; (p. 3734) : la multiplication éventuelle des débordements en dehors du Parlement ; l'ordonnance du 24 août 1945 sur la presse ; les dangers de l'absence de maîtrise de l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée : les risques encourus par les débordements de l'Assemblée ; le refus de la France d'être alignée ou intégrée ; la tentation des partenaires européens de la France par une dilution de l'Europe : le péché de la supranationalité ; la demande d'une nouvelle négociation pour mettre fin à une ambiguïté : la création d'une institution nouvelle ; (p. 3735): la contradiction entre le principe d'un mode de scrutin uniforme et la nécessaire acceptation du mode de scrutin national ; les conditions à partir desquelles la parole de la France est donnée ; l'impossibilité de demander une nouvelle négociation ; la négociation avec le Gouvernement britannique en 1970 ; l'usage par le Gouvernement de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; l'objet de l'article ; son application ; le dessaisissement du Parlement d'une manière définitive ; le caractère abusif de l'interprétation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; les règles spéciales établies pour la ratification des traités et accords internationaux ; l'impossibilité d'accepter une expérience d'assemblée européenne élue au suffrage universel dans le cadre strict des traités existants ; la souveraineté de la République ; un texte mauvais ; un texte néfaste ; le retrait de sa question préalable ; le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; le bien de la République.

— **Rappel au règlement** [16 juin 1977] (p. 3851) : regrette d'avoir été mis en cause, pendant son absence, par MM. Bouvard et Maurice Faure, au sujet de la mise en application du traité sur le Marché commun.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes** (n° **2921**). **Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 3989) : sa question préalable ; la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976 ; l'interprétation du Gouvernement ; l'indivisibilité du territoire ; la destruction de la légitimité nationale par la supranationalité ; l'impossibilité de changement du principe de la loi sans modification préalable de la Constitution ; (p. 3990) : l'interprétation du Gouvernement; retire sa question préalable. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3994) : son amendement n° 8 rectifié : soumission de l'entrée en vigueur de la loi après présentation par le Gouvernement aux deux assemblées, des engagements internationaux garantissant le respect par l'Assemblée européenne de ses compétences ; l'ambiguïté du texte du projet de loi ; les déclarations de l'organisation patronale italienne sur la construction d'une Europe fédérale ; l'ambiguïté des compétences du Parlement européen ; les dates des élections françaises ; l'autorisation de la participation des formations et organisations étrangères aux élections électorales françaises ; aboutir à un engagement international fixant les compétences de l'Assemblée européenne ; (p. 3995) : les prises de position des pays de la Communauté sur les compétences de l'Assemblée européenne ; l'ambiguïté relative aux élections ; la tromperie de l'électorat ; l'utilisation d'un artifice de procédure ; amendement n° 8 rectifié déclaré irrecevable. **Après l'Article premier** (p. 4006) : son amendement n° 9 soutenu par M. Foyer ; premier alinéa de l'amendement n° 9 adopté ; second alinéa de l'amendement n° 9 repoussé ; ensemble de l'amendement n° 9 adopté.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° 2980). **Discussion générale** [28 juin 1977]. **Question préalable** (p. 4382) : les conditions de travail du Parlement, l'éventualité d'une session extraordinaire ; la loi de 1959 ; l'intervention de l'Etat en matière d'enseignement privé ; les thèses en présence ; la liberté de l'enseignement ; le respect des caractéristiques de certaines régions ; l'apport de la loi de 1959 ; sa nécessaire actualisation ; l'évolution sociale ; l'évolution interne de l'enseignement privé ; l'évolution pédagogique ; (p. 4383) : l'éventualité d'une intégration de l'enseignement privé ; la promotion de l'enseignement public sous la Ve République ; la paix scolaire ; les prises de position publiques de certains dirigeants de syndicat ou de présidents d'association de parents d'élèves ; le rejet de la question préalable.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Discussion générale** [13 octobre 1977] (p. 6113) : la suspension des séances de l'Assemblée nationale lors des réceptions de nouveaux membres de l'Académie française ; la nécessité du plan de redressement économique ; la mise en place d'une politique des revenus ; la politique économique gouvernementale ; la lenteur des résultats ; les éventuelles conséquences d'une relance de l'économie de la RFA ; les conséquences d'une relance de l'économie des USA ; la caducité de l'appellation de crise ; l'existence d'une guerre économique ; (p. 6114) : le désordre dont fait preuve l'économie mondiale ; l'abandon de l'ordre monétaire ; la nature de la politique monétaire des Etats-Unis ; le refus des dirigeants britanniques d'ajuster la « livre verte » ; la guerre des monnaies ; la bataille de l'énergie ; la bataille commerciale ; le surinvestissement ; le bas prix de la main-d'œuvre des pays en voie de développement ; la réapparition du protectionnisme ; le protectionnisme des Etats-Unis ; (p. 6115) : le caractère fallacieux d'une trêve commerciale ; le caractère illusoire du retour à l'ordre monétaire ; l'absence de modèle unique de redressement ; la politique des priorités ; la caducité du VIIe Plan ; la nécessité d'un plan impératif à court terme ; le développement des sources nationales d'énergie ; les conséquences d'un éventuel moratoire en matière de construction de centrales nucléaires ; le développement de tout ce qui concourt à l'enrichissement de la France ; le caractère déloyal d'un certain nombre d'importations ; la responsabilité de la commission de la Communauté économique européenne ; (p. 6116) : la nécessité d'une politique des coûts de revient ; réduire les frais généraux de la nation ; la politique des revenus ; l'exigence d'une croissance démographique ; le « sauvetage » de la France ; la confrontation de la France à une nouvelle révolution industrielle et démographique ; la voie de l'effort national ; le salut public.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 30** (*suite*) (p. 6257) : l'alcoolisme, fléau social n° 1 ; le surcoût à la charge de la sécurité sociale causé par l'alcoolisme ; les conditions de suppression du privilège des bouilleurs de cru en 1960 ; l'immensité des fraudes se produisant dans certaines régions ; la non-taxation des importations de whisky ; (p. 6258) : son accord sur l'adoucissement de certaines modalités de la réglementation actuelle ; les conséquences de l'alcoolisme.

Deuxième partie :

Equipement et aménagement du territoire. — Logement. — Examen des crédits [17 novembre 1977]. **Etat C - Titre VI** (p. 7595) : son amendement n° 235 : création au sein du chapitre 65-56 d'un article 40 intitulé Logement des populations des départements d'outre-mer ; l'adaptation pour les départements d'outre-mer de la réglementation existante et des crédits relatifs au logement ; retiré.

Articles et Articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 70** (p. 7763) : son amendement n° 249 : augmentation du taux maximum de la taxe spéciale de consommation sur les carburants ; adopté.

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 38 et après l'Article 38** (p. 7766) : le rôle de la marine en matière de sécurité du territoire ; les SNLE ; la dissuasion ; (p. 7767) : la constatation d'un tassement dans la volonté de discussion ; la bataille de l'avant ; le débat sur le sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; tendre vers la construction de huit à dix sous-marins nucléaires à l'horizon de 1990 ; le « plan bleu » ; la capacité d'une nation ; l'indépendance nationale.

DEFFERRE (Gaston)

Député des Bouches-du-Rhône
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745), [2 avril 1974] (p. 1450), [2 avril 1975] (p. 1201), [2 avril 1976] (p. 1277), [2 avril 1977] (p. 1463).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à une **indemnisation complète des rapatriés et spoliés** (n° **152**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** visant à **condamner à la peine maximum prévue par le code pénal toute personne se livrant à la production, à l'importation, à l'exportation et à l'offre de substances ou à la culture de plants classés vénéneux par voie réglementaire** (n° **201**) [25 avril 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête relative à l'utilisation des matériels militaires aériens vendus par la France à la Libye** (n° **242**) [2 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **mettre à la charge de certains employeurs un versement au bénéfice des réseaux de transports en commun de certaines villes ou communautés urbaines** (n° **294**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** relative à **l'exercice des pouvoirs de police des maires** (n° **295**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **abroger la loi du 28 juillet 1885 (art. L 47 du code des postes et télécommunications) et à soumettre les travaux des télécommunications sur les voies publiques au droit commun à l'égard des autorités municipales** (n° **296**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **modifier le titre VII de la Constitution et à créer une cour suprême constitutionnelle** (n° **414**) [29 mai 1973].

— **Proposition de loi organique** déterminant les **règles d'organisation et de fonctionnement de la cour suprême constitutionnelle** (n° **415**) [29 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **garantie et à l'extension des libertés syndicales** (n° **428**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'amnistie de certaines infractions** (n° **429**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'abrogation de la loi n° 70-480 du 8 juin 1970 dite loi « anticasseurs »** (n° **430**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne** (n° **431**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à 1.100 F le montant de la rémunération mensuelle minimale des salariés** (n° **432**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **fixer l'âge de liquidation des rentes et pensions de vieillesse du régime général à soixante ans pour les hommes et à cinquante-cinq ans pour les femmes et à leur assurer un revenu minimum** (n° **433**) [30 mai 1973].

— **Proposition de loi** sur **l'organisation régionale** (n° **651**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer la garde et l'éducation des enfants de moins de six ans par la création de maisons de l'enfance** (n° **783**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** sur **l'organisation régionale** (n° **798**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** visant à **assurer la gratuité effective des livres et fournitures scolaires à tous les degrés de l'enseignement public** (n° **879**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à fixer à 1.200 F le **montant de la rémunération mensuelle minimale des salariés** pour 40 heures de travail hebdomadaire (n° **975**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** relative au droit pour les usagers de connaître de la **gestion de leur immeuble** dans les ensembles de plus de cinquante logements (n° **976**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** instituant une **progression annuelle du pouvoir d'achat des prestations familiales** (n° **1012**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à prolonger la limite d'âge ouvrant droit aux **allocations familiales** (n° **1013**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** instituant un revenu minimum pour les **handicapés adultes** (n° **1014**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** instituant un programme de construction de **foyers de personnes âgées** (n° **1015**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant majoration de l'exonération en matière de récupération sur les biens des allocataires instituée par **l'article 146 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1016**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à porter à 20 F par jour le **minimum vieillesse** à compter du 1er juin 1974 et à le majorer en fonction de la hausse des prix afin qu'il atteigne 75 % du SMIC au 1er janvier 1977 (n° **1017**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** instituant des **sections de premier emploi** dans les bureaux de l'agence nationale pour l'emploi (n° **1018**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à permettre l'**exonération des cotisations d'assurance maladie pour les personnes âgées** (n° **1019**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** étendant le bénéfice des dispositions légales sur la **formation professionnelle** afin qu'un travailleur sur dix puisse effectuer un stage de formation chaque année (n° **1020**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative à l'**égalité de rémunération des travailleurs du sexe féminin et du sexe masculin** (n° **1021**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative aux **opérations de rénovation urbaine** (n° **1022**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative à la **révision annuelle des bases de calcul de l'allocation logement** (n° **1023**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant **majoration des allocations familiales** pour les familles nombreuses (n° **1024**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant **majoration de l'allocation de salaire unique** et augmentation du nombre de ses bénéficiaires (n° **1025**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à une réorganisation démocratique de la **région parisienne** et de la **ville de Paris** (n° **1026**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à simplifier les **procédures de liquidation des retraites** (n° **1027**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à une **indemnisation complète des rapatriés et spoliés** (n° **1028**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** instituant un **fonds national de la prévention médicale** (n° **1029**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant doublement du plafond ouvrant droit à la **pension de réversion des veuves** (n° **1030**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant **extension de l'assurance maladie maternité** et de l'ensemble des nouvelles prestations sociales **à tous les Français** (n° **1031**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative aux **bonifications pour enfants** prises en compte pour le **calcul de la retraite** (n° **1032**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant **réforme hospitalière** (n° **1033**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer le montant et les modalités de versement de l'**indemnité journalière en cas de maladie** (n° **1034**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative aux conditions des **prêts consentis par la caisse des prêts HLM** (n° **1037**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** assujettissant au taux zéro de la **taxe sur la valeur ajoutée** un certain nombre de produits de première nécessité (n° **1038**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative à la **politique de participation** pour associer les habitants à la définition de leur cadre de vie (n° **1039**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** abaissant à quatre ans l'**âge de l'obligation scolaire** (n° **1042**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** relative aux **déductions fiscales afférentes à l'habitation principale** (n° **1068**) [19 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à une réorganisation démocratique de la **région parisienne** et de la **ville de Paris** (n° **1155**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** portant **amélioration des conditions de travail** dans les entreprises et création d'un **fonds de garantie de l'emploi** (n° **1195**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la présence de parlementaires français** dans les conseils d'administration, directoires ou conseils de surveillance de firmes multinationales ou de sociétés étrangères (n° **1287**) [8 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer une **participation publique à la sauvegarde de l'environnement** (n° **1363**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** relative à **la protection des rivages de la mer** (n° **1523**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** portant réforme du **divorce**, de la séparation de corps et du paiement des pensions alimentaires (n° **1543**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **office des vins** (n° **1942**) [29 octobre 1975].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à compléter le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958 par une **« charte des libertés et des droits fondamentaux »** (n° **2131**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur le fonctionnement et les problèmes du **marché du vin** (n° **2141**) [2 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à reporter de deux ans la répartition de la **taxe d'habitation** (n° **2172**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à reporter de deux ans l'application de certaines règles de répartition de la **taxe d'habitation** (n° **2454**) [30 juin 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à instituer une **commission d'enquête parlementaire** sur **l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° **2522**) [2 octobre 1976].

— **Proposition de loi** portant statut particulier pour la **Corse** (n° **2991**) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi** portant extension aux bénéficiaires des **lois n° 50-1027** du 22 août 1950 et **n° 51-538** du 14 mai 1951 de l'ensemble des **dispositions applicables aux anciens prisonniers de guerre** (n° **3400**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** instituant un **impôt sur le capital des sociétés** (n° **3450**) [21 décembre 1977].

— **Proposition de loi** relative à **l'indemnisation des rapatriés** (n° **3451**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Centre de transit d'Arenc à Marseille** [30 avril 1975] (p. 2275) : affaire Chérif.

— **Contrats passés avec l'Algérie** [19 novembre 1975] (p. 8643) : difficulté de comprendre le succès du voyage du Président de la République en Algérie et l'annulation par l'Algérie du contrat avec Renault et le choix, par cette dernière, du procédé allemand de télévision en couleur.

— **Défense nationale** [3 décembre 1975] (p. 9261, 9262) : demande un débat avant la fin de la session sur le service militaire, le malaise dans l'armée, les missions des forces armées.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37299**) : **Cumul des mandats de président du conseil général et de président du conseil de Paris** [22 avril 1977] (p. 2094) : l'article L 208 du code électoral (impossibilité d'être membre de plusieurs conseils généraux) doit s'appliquer à M. Chirac ; le statut original de la ville de Paris se fonde sur le droit commun des conseils généraux défini par la loi de 1871 (p. 2095-2096) ; les conséquences d'un tel cumul de mandat ; M. Chirac se trouvant grand électeur pour le Sénat à la fois en Corrèze et à Paris ; M. Chirac se serait grandi en démissionnant.

• *questions au Gouvernement :*

— **Respect de la volonté des électeurs** [25 mai 1977] (p. 2998) : inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Foyer relative à la coopération intercommunale ; échec à la volonté des électeurs de la Communauté urbaine de Bordeaux.

— **de M. Barel : Affaires Klaus Barbie et Paul Touvier** [1er juin 1977] (p. 3262) : temps de parole des groupes de l'opposition.

— **Transports urbains et économies d'énergie** [26 octobre 1977] (p. 6643) : utilisation du gaz comme carburant pour les véhicules de transports en commun.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° **9**) [12 avril 1973] (p. 830) : explique le vote de son groupe sur ce débat ; les propos du Premier ministre concernant M. Mitterrand ; fait l'éloge de M. Mitterrand dont il souligne le rôle de leader national ; évoque les résultats électoraux de la majorité ; (p. 831) : les élections dans les DOM ; rappelle que le programme commun de la gauche préconise l'autodétermination ; estime que le Gouvernement n'a aucune vue d'ensemble de la société ; lui reproche de parer au plus pressé ; évoque la gestion de M. Giscard d'Estaing ; le programme commun, les propos de la plus haute autorité de l'Etat sur ce programme ; (p. 832) : évoque

le droit de propriété et la conception de la liberté ; condamne les polices parallèles ; évoque la situation professionnelle des femmes, l'avortement ; les problèmes de défense ; approuve la politique d'ouverture à l'Est ; estime que seule l'Europe peut permettre au pays d'être indépendant ; critique la position de la majorité sur l'Europe ; annonce que son groupe votera contre le Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article 3** (p. 2394) : ses arguments contre l'amendement de M. Hamel tendant à la suppression du deuxième alinéa : possibilité de porter à 1,50 % la taxe sur les salaires ; (p. 2401) : explique le vote de son groupe en faveur de l'ensemble du projet de loi.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4200) : son explication de vote ; la distinction entre un vote sur une déclaration du Gouvernement et un vote sur la motion de censure et le fait que les réformateurs n'auraient pas accordé la confiance alors qu'ils ne voteront pas la censure ; l'inflation, les neuf milliards de francs consacrés au soutien de notre monnaie ; la spéculation, le fait des sociétés multinationales ; l'élément psychologique ; l'absence de confiance de l'opinion ; le vote par le groupe socialiste de la motion de censure.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4433) : son rappel au règlement, application de l'article 98, alinéa 5, distinction entre les amendements et les sous-amendements d'une part et les articles additionnels d'autre part ; ses arguments en faveur de la recevabilité des articles additionnels de M. Donnez.

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1973] (p. 4658) : présence d'un magnétophone dans le bureau n° 9 de l'Assemblée, rappelle que les délibérations des groupes n'ont pas à être divulguées ; (p. 4659) : accepte l'enquête proposée par M. Neuwirth, demande qu'elle soit menée contradictoirement.

— **Rappel au règlement sur les conditions d'exercice du contrôle budgétaire** [8 novembre 1973] (p. 5376) : estime que le président de la commission des finances n'avait pas à écrire au Premier ministre sur son interprétation des articles du règlement relatifs aux droits des rapporteurs ; compétence exclusive du bureau de l'Assemblée ; (p. 5377) : répond aux propos tenus par MM. Debré et Icart sur le retour au régime d'assemblée.

— **Rappel au règlement** dans la discussion du projet de loi sur l'interruption volontaire de la grossesse [14 décembre 1973] (p. 7039) : déroulement des travaux.

— **Rappel au règlement** dans le même débat [14 décembre 1973] (p. 7043) : invoque l'article 91 du règlement, alinéa 7, sur la fixation du jour et de l'heure où la commission devra présenter son nouveau rapport.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° 721). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7054) : ses observations sur le départ de l'hémicycle de députés de l'UDR ; (p. 7057) : répond à M. Comiti (conditions dans lesquelles la question d'actualité de M. Frêche sur l'affaire du *Canard enchaîné* n'a pas été retenue par la conférence des présidents) ; (p. 7058) : sa proposition de demander à M. Marcellin de venir devant l'Assemblée ; sa demande de supension de séance à cet effet ; (p. 7060) : présence de M. Marcellin ; rend hommage à sa courtoisie à l'égard du Parlement.

— **Rappel au règlement** (p. 7061) : droit à la parole de M. Frêche pour répondre au Gouvernement.

— **Réponse au ministre de l'Intérieur** (p. 7063) : propos de M. Marcellin sur l'affaire du *Canard enchaîné* : « scandale de l'Observatoire » et conclusions de la justice qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre ; écoutes politiques et principes républicains ; attitude du parti socialiste dans l'après-guerre et évolution de la situation internationale ; évolution politique de M. Marcellin ; engagements formels pris par le PCF et programme commun de la gauche.

— **Réponse à l'allocution du président à la fin de la session** [20 décembre 1973] (p. 7271) : rend hommage aux efforts du président en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Assemblée ; sa question concernant l'interprétation du règlement par les vice-présidents ; estime que le budget est d'ores et déjà dépassé en raison de la hausse des prix et de l'inflation ; rappelle que les ministres doivent répondre à tous les députés ; « cavaliers budgétaires » ; retrait par le ministre des anciens combattants du projet de loi concernant les anciens combattants d'Afrique du Nord ; juge « scandaleux » que le ministre s'adresse directement aux Français et aux Françaises « en cherchant à faire endosser à l'opposition parlementaire la responsabilité du retrait » ; ses observations sur le renvoi du projet de loi sur l'interruption volontaire de la grossesse et sur ses conséquences ; ses observations sur le contrôle parlementaire et sur les droits des

rapporteurs spéciaux et des rapporteurs pour avis ; ses observations sur le bilan de la session ; (p. 7272) : s'étonne de l'attitude du Gouvernement à l'égard des groupes factieux d'extrême droite.

1974

— **Explications de vote sur la déclaration de politique gouvernementale** [6 juin 1974] (p. 2530, 2531) : retard à honorer les promesses de la campagne; en l'absence de propositions précises demande d'un blanc-seing ; politique à l'égard des sociétés multinationales ; les trente-deux propositions du groupe socialiste ; suppression de la tutelle *a priori* sur les collectivités locales ; donner aux bureaux des conseils généraux un pouvoir d'exécution ; élection des assemblées régionales au suffrage universel direct ; lutte contre la spéculation foncière et financement correct des logements sociaux ; rappelle la formule d'Edgar Faure parlant de « provincialisation de l'impôt » ; le groupe socialiste refusera la confiance.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1974] (p. 2782) : retransmission des questions au Gouvernement par la télévision.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1974] (p. 2789) : procédure utilisée pour l'inscription des questions au Gouvernement ; respect de l'ordre établi par les groupes.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Explications de vote** [28 novembre 1974] (p. 7239) : le groupe socialiste votera le projet en raison des progrès même légers qu'il marque.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7988) : la confusion du Premier ministre entre l'Assemblée nationale et le comité central de l'UDR ; les libertés prises avec la vérité de l'information ; le temps de parole accordé à l'opposition ; (p. 7989, 7990) : le droit de réponse ; la Sofirad ; les promesses de Giscard d'Estaing ; les prix ; le chômage ; les équipements publics sacrifiés ; l'aide aux entreprises privées : Citroën, Berliet ; les droits de l'opposition ; les événements de l'UDR marquent un tournant politique ; les sondages.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1450) : le sens de la motion de censure déposée en 1966 pour protester contre le retrait de la France de l'OTAN.

— **Demande de suspension de séance** [15 avril 1975] (p. 1636) : permettre au ministre de la santé d'informer le Premier ministre du rappel au règlement de M. Bayou relatif à la situation de la viticulture.

— **Demande de suspension de séance** [16 avril 1975] (p. 1737) : procédure des questions d'actualité ; manque d'égards des ministres envers le Parlement.

— **Rappel au règlement** [16 avril 1975] (p. 1737) : présence de certains ministres au banc du Gouvernement ; absence du Premier ministre à la reprise de la séance des questions au Gouvernement.

— **Demande de suspension de séance** [13 mai 1975] (p. 2543) : la décision du Président de la République de ne plus célébrer l'anniversaire du 8 mai 1945 ; ne pas laisser à un homme seul la possibilité de prendre une décision intéressant toute la nation ; la déclaration de M. Bord : le 6 mai au Sénat ; la nécessité de l'édification de l'Europe ; le combat contre l'hitlérisme ; l'acte de M. Willy Brandt au ghetto de Varsovie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873)** [10 septembre 1975]. **Explications de vote** (p. 6211) : la convocation de la session extraordinaire : échec de la politique économique et sociale du Gouvernement ; le démenti donné par les faits aux engagements de M. Giscard d'Estaing durant sa campagne électorale ; le manque de perspicacité de M. Chirac ; l'impossibilité de redresser la situation au moyen des mesures qui viennent d'être proposées ; les raisons du vote hostile du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1975] (p. 6412) : demande que l'Assemblée marque, en observant une minute de silence, son émotion après l'exécution de cinq jeunes Espagnols ; déplore que lors de la conférence des présidents les représentants des groupes UDR et RI s'y soient opposés ; réclame une suspension de séance.

— **Rappel au règlement** [8 octobre 1975] (p. 6650, 6657) : estime contraire à la logique et à la morale politique que les députés des Comores, territoire devenu indépendant, continuent à voter.

— **Rappel au règlement** [5 novembre 1975] (p. 7888), article 98, alinéa 6 du règlement : recevabilité financière des amendements tendant à inscrire au bénéfice des ministères dépensiers les crédits retirés du budget des charges communes ; son intention de saisir le Conseil constitutionnel au cas où le bureau de l'Assemblée ne serait pas appelé à se prononcer.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1975] (p. 9841) : jugement porté par la présidence sur les incidents de la séance du

5 décembre : propos désobligeants tenus par M. Chevènement.

1976

— **Rappel au règlement** [27 avril 1976] (p. 2164) : proteste contre les mauvais traitements dont quatre conseillers socialistes de Paris ont été victimes alors qu'ils manifestaient leur opinion sur la venue à Paris du dictateur du Brésil, M. Geisel.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2643) : son amendement n° 42 défendu par M. Duffaut ; repoussé.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717). **Discussion des articles** [18 mai 1976]. **Article 3** (p. 3136) : estime que l'on pourrait prévoir un délai de dix ou quinze ans au bout duquel les sociétés ne pourraient plus utiliser le numéro d'autorisation, ce qui permettrait de ne pas favoriser les sociétés par rapport aux entreprises personelles. **Explications de vote** [18 mai 1976] (p. 3137) : souhaite que les navettes permettent d'améliorer le texte ; demande que les autorisations pour les voitures de petite remise soient accordées par les maires ; indique que le groupe socialiste ne pourra voter la proposition dans son état actuel.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Explications de vote** [23 juin 1976] (p. 4537) : regrette que le VII[e] Plan ne dure que trois jours alors que la discussion sur les plus-values a duré trois semaines ; souligne que le débat a été révélateur des contradictions de la majorité, des divergences entre le Gouvernement, sa majorité et le chef de l'Etat ; critique le texte qui va être voté ; souligne l'ambition des centristes et républicains indépendants qui ont donné l'impression de vouloir casser l'UDR ; (p. 4538) : le remaniement ministériel souhaité par M. Guéna ; le retour à l'époque du régime d'assemblée et du règne du parti ; la contradiction de sa propre doctrine par l'UDR ; la manière dont le Président de la République a partiellement cédé ; souligne que l'opposition s'abstiendra de telles pratiques à son arrivée au pouvoir ; la discrétion gardée par le Premier ministre lors du débat ; la modification du titre du projet, un symptôme significatif des intentions de la majorité ; le groupe socialiste favorable à un impôt sur le capital ; (p. 4539) : la répartition de la charge fiscale ne sera pas rectifiée par le projet qui avantagera les fortunes arrivées et ne portera pas atteinte à la spéculation ; un texte incomplet et injuste auquel s'opposent socialistes et radicaux de gauche ; (p. 4541) : rappelle que durant la conférence des présidents du 22 juin il avait insisté pour que le débat s'achève dans la nuit du 22 juin et qu'il n'avait renoncé à sa proposition que sur la demande de M. Labbé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6626) : son amendement n° 74 soutenu par M. Houteer.

— **Discussion d'une motion de censure Explications de vote** [19 octobre 1976] (p. 6748) : le départ de M. Chirac ; les espoirs déçus ; les difficultés succédant à l'euphorie ; le rejet sur l'opposition des fautes commises ; la dégradation de la monnaie ; la baisse de la Bourse ; les réformes de structures du programme commun ; l'importance du soutien populaire.

— **Allocution de fin de session** (n° 2734) [20 décembre 1976] (p. 9761) : les mauvaises conditions du débat budgétaire ; regrette que le Gouvernement, maître de l'ordre du jour prioritaire, fasse voter des projets à la hâte (exemple de la taxe professionnelle) ; la réforme de l'ordonnance du 2 janvier 1959.

1977

— **Rappel au règlement** [12 avril 1977] (p. 1706, 1707) : application des articles 20 et 21 de la Constitution et des articles 152 et suivants du règlement relatifs à la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale ; protestation contre l'excès de pouvoir et le non-respect des droits du Parlement par le Président de la République dans ses décisions concernant le Zaïre.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823). **Explications de vote** [28 avril 1977] (p. 2282) : le discours de M. Debré ; le doute qui s'est installé dans la majorité ; (p. 2283) : la sous-estimation de l'importance des phénomènes sociaux ; le caractère dramatique du problème de l'emploi ; les grèves ; le caractère électoraliste des mesures proposées ; la division de la majorité ; le bilan du gouvernement Chirac ; (p. 2284) : le vote contre la confiance du groupe socialiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [14 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 3725) : la nécessité de distinguer le texte international du texte du

projet de loi ; l'article 44 de la Constitution ; la possibilité pour le Gouvernement de déposer un projet de loi avec un certain nombre d'articles sans rapport avec le traité dont il demande la ratification ; l'exercice du droit d'amendement au Sénat.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952 modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 4556) : indique qu'il a saisi le président de l'Assemblée nationale du problème du dépassement de l'heure légale de la fin de session.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Explications de vote** [30 novembre 1977] (p. 8087) : les déclarations de M. Barre ; le rejet par le Gouvernement d'un certain nombre de propositions relatives à l'indemnisation des rapatriés ; (p. 8088) : l'application des articles 40 et 44, alinéa 3, de la Constitution ; l'entrée en application du projet de loi ; les modalités de financement du projet de loi ; l'engagement du groupe socialiste de présenter un nouveau texte en cas de succès de la gauche aux élections législatives ; les principes essentiels contenus dans les propositions de loi déposées par le PSRG ; le refus de la discrimination ; le vote du groupe RPR ; le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Allocution de fin de session** (n° **3456**) [21 décembre 1977] (p. 9142) : les résultats de l'action gouvernementale et de la majorité parlementaire ; l'augmentation des prix, du chômage et du déficit budgétaire ; l'annulation de textes par le Conseil constitutionnel ; cite les extraits d'une circulaire adressée aux Français de l'étranger et relatifs à leur inscription sur la liste électorale métropolitaine ; (p. 9143) : le nombre de Français résidant en Côte-d'Ivoire inscrits dans la première circonscription de Marseille ; la fraude électorale organisée par la majorité.

DEGRAEVE (Jean)

Député de la Marne
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité consultatif du fonds national des abattoirs [29 mai 1973] (p. 1606).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à **l'exercice du droit syndical et en particulier aux modalités des élections professionnelles ainsi qu'aux conditions de représentativité des organisations syndicales sur le plan national** (n° **315**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1270** du 22 décembre 1958 et à modifier plusieurs articles du code de procédure pénale afin de **simplifier et d'accélérer la procédure pénale** (n° **1213**) [9 octobre 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Aide de l'Etat à la construction de logements à caractère locatif** [21 mai 1975] (p. 2938).

— **Représentation du personnel au sein des entreprises** [1er juin 1977] (p. 3259, 3260) : inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi n° 37 permettant à toutes les organisations syndicales de prendre part aux élections professionnelles dès le premier tour et mettant fin au monopole des syndicats représentatifs.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — II. Jeunesse, Sports et Loisirs [29 octobre 1973] (p. 4994) : situation des inspecteurs de la

jeunesse et des sports, absence de statut depuis vingt-six ans ; malaise dont souffre ce corps de fonctionnaires ; campagne d'information de ce personnel ; demande la publication du statut et l'octroi des avantages qui y sont attachés ; faiblesse de l'incidence financière de ces revendications ; revalorisation de la situation des chefs d'établissement du second degré et des personnels de l'orientation scolaire et professionnelle ; propos du secrétaire d'Etat devant le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; (p. 4995) : soutient l'amendement de MM. Corrèze et Marie tendant à une revalorisation indiciaire des traitements des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645) [13 juin 1974]. **Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 2672) : présente l'amendement n° 39 de M. Falala.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1974] (p. 5811) : demande que la CFT bénéficie des subventions accordées aux syndicats dits représentatifs pour la formation de leurs responsables ; (p. 5812) : réclame la discussion des propositions de loi permettant de faire participer toutes les organisations syndicales aux élections professionnelles dès le premier tour et demande que soit supprimé le monopole de candidature des syndicats représentatifs.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6424) : les possibilités de généraliser la procédure des flagrants délits.

— **Projet de loi,** adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à **l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° 1274) [4 décembre 1974] (p. 7397) : les dangers du projet ; distorsions ; dirigisme ; la sous-traitance ; trésorerie des entreprises.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8298) : l'intégration des fonctionnaires de l'Etat mis à la disposition des collectivités locales ; la candidature de la ville de Sainte-Menehould en matière de contrat de pays ; le rôle de la police dans la défense de la liberté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6870) : l'insuffisance des effectifs des tribunaux administratifs ; le cas de Châlons-sur-Marne ; les délais de jugement ; renforcer l'effectif des petits tribunaux ; (p. 6871) : les créations d'emplois à envisager.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7259) : la situation financière des jeunes appelés lors de leur démobilisation ; créer un pécule de démobilisation ; le report du paiement de l'impôt sur le revenu ; l'article 40 de la Constitution ; l'échelle des soldes ; l'injustice faite aux sous-officiers ayant pris leur retraite avant 1951 ; leur accorder le bénéfice de l'échelle 4 ; le problème de la seconde carrière ; le cumul de la retraite d'une activité.

DEHAINE (Arthur)

Député de l'Oise
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement de M. Quentier, décédé le 18 novembre 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [18 novembre 1976] (p. 8253 et 8300).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [23 novembre 1976] (p. 8605).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [1er décembre 1976] (p. 8887), [2 avril 1977] (p. 1464).

Cesse d'appartenir à cette commission [22 juin 1977] (p. 4079).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [22 juin 1977] (p. 4079).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 3117), relatif aux **procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat** dans

le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises (n° **3285**) [8 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commision des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 3385), relatif **aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat** dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises (n° **3433**) [21 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1965) : les caractéristiques de la crise de la sidérurgie ; l'effet bénéfique de la convention de 1966 signée entre la profession et l'Etat ; les raisons de la dégradation de la situation ; l'esprit des propositions efficaces ; les nationalisations ; tenir compte de l'inquiétude des travailleurs ; (p. 1966) : l'organisation de consultations tripartites ; les aspects sociaux de la convention.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 7** (p. 6231) : les conditions d'adhésion aux centres de gestion agréés ; la nécessité de rouvrir le délai d'adhésion et de le prolonger jusqu'au début de 1978 ; la signification de la fourniture de la situation financière des situations agricoles six mois après leur adhésion.

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. **Services financiers** [18 novembre 1977] (p. 7719) : le remboursement des frais de déplacement et de téléphone des inspecteurs des impôts ; le régime financier comparable des OPAC ; l'absence de crédits affectés aux postes comptables des OPAC.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 65** (p. 7756) : l'extension du système d'imposition du chiffre d'affaires soumis au régime du réel simplifié aux exercices de durée non annuelle. **Après l'Article 65** : soutient l'amendement n° 97 de M. Papon : conditions de revalorisation de la TVA en cas d'application du régime simplifié de liquidation des taxes sur le chiffre d'affaires ; les raisons du non-développement du régime du réel ; les problèmes d'ordre administratif soulevés par son amendement ; adopté.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1977] (p. 8792) : les risques présentés par l'amendement du Sénat quant aux intérêts de la profession des experts-comptables et comptables agréés ; le monopole des experts-comptables ; le montant des honoraires des experts-comptables ; l'utilisation de la procédure du vote bloqué.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Article premier** (p. 8114) : les problèmes posés par le maintien des planchers de déclenchement des taux majorés de la taxe sur les salaires.

— **Projet de loi relatif aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **3117**), rapporteur de la commission des finances. **Première lecture. Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8600) : l'accélération du paiement des créances de l'Etat par l'intermédiaire de la caisse nationaledes marchés de l'Etat ; le décret du 29 août 1977 ; l'aménagement de la procédure des intérêts moratoires ; la non-application des dispositions du projet aux marchés passés par les collectivités locales et les établissements publics qui en dépendent. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8602) : le rejet par la commission de l'amendement n° 3 de M. Gantier ; son amendement n° 1 : institution d'une procédure simplifiée de nantissement pour les PME titulaires de marchés de collectivités locales ou de leurs établissements publics ; adopté. **Article 3** (p. 8603) : son amendement n° 2 : fixation à 500 salariés du plafond des effectifs des PME ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9160) : le paiement accéléré des marchés contractés par les PME grâce à une intervention de la caisse des marchés ; l'application du dispositif aux créances résultant de marchés passés avec les collectivités locales et les établissements publics qui en dépendent ; (p. 9161) : la suppression de la disposition par le Sénat.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1977]. **Article premier** *bis* **A** (p. 8668) : son amendement n° 15 : extension de l'encadrement de la taxation d'office à toutes les déclarations ; les garanties d'un éventuel réexamen des dispositions de son amendement ; retiré. **Article premier** *bis* (p. 8670) : son amendement n° 16 : procédure par laquelle le contribuable peut demander l'annulation d'une rectification d'office au tribunal administratif ; l'inspiration de la procédure proposée du référé administratif ; la con-

testation de l'usage de la procédure de rectification d'office ; retiré.

DELANEAU (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
(2e circonscription)
(NI, puis RI, puis R).

En remplacement de M. Pierre Lepage, décédé le 23 septembre 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement. [*J.O.* 26 septembre 1974] (p. 9892], [2 octobre 1974] (p. 4662).

N'appartient à aucun groupe [2 octobre 1974] (p. 4675).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [18 octobre 1974] (p. 5284).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [4 octobre 1974] (p. 4838).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte partitaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur des dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1269), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la **convention pour la protection des phoques dans l'Antarctique,** faite à Londres et ouverte à la signature le 1er juin 1972, signée par la France le 19 décembre 1972 (n° **1293**) [14 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1345) autorisant l'approbation de la **convention** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République de Singapour** tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Paris le 9 septembre 1974 (n° **1423**) [18 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1485) relatif à la **situation des détenus** et de leur famille au regard des **assurances maladie et maternité** (n° **1569**) [24 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1642) relatif aux conventions entre les caisses **d'assurance maladie** et les praticiens et auxiliaires médicaux (n° **1690**) [29 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1720) modifié par le Sénat tendant à la généralisation de la **sécurité sociale** (n° **1765**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1795) relatif aux **conventions** entre les **caisses d'assurance maladie** du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les **praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1803**) [25 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2089) relatif à la **sécurité sociale des artistes auteurs** d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques (n° **2097**) [29 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 2629) relative aux **greffes d'organes** (n° **2654**) [1er décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifer les articles L 259-II, L 261, L 265 et L 613-6 du **code de la sécurité sociale** afin de supprimer la faculté laissée aux **chirurgiens-dentistes de recourir** à défaut de convention nationale à des conventions types et aux adhésions individuelles (n° **2671**) [8 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2751) modifiant certaines dispositions du **livre V du code de la santé publique** relatives aux **préparateurs en pharmacie** et aux règles générales de la **pharmacie d'officine** (n° **2806**) [14 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2878) modifiant certaines dispositions du **livre V** du **code de la santé publique** relatives aux **préparateurs en pharmacie** et aux règles générales de la

pharmacie d'officine (n° **2926**) [26 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier certaines dispositions du **livre V** du **code de la santé publique** (n° **2976**) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi tendant** à modifier le titre III du **livre IV** du **code de la santé publique** et relative à la création d'une profession d'auxiliaire médical, le **psychorééducateur** (n° **2988**) [15 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, modifiant certaines dispositions du **livre V du code de la santé publique** relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la **pharmacie d'officine** (n° **3046**) [28 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 2671) tendant à modifier les articles L 259-11, L 261, L 265 et L 613-6 du **code de la sécurité sociale** afin de supprimer la faculté laissée aux **chirurgiens-dentistes** de recourir, à défaut de convention nationale, à des conventions types et aux adhésions individuelles (n° **3052**) [29 juin 1977].

— **Proposition de loi** relative aux modalités d'attribution de la **carte d'invalidité** (n° **3091**) [30 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XII : Santé et sécurité sociale - Santé** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3228) relatif à la **généralisation de la sécurité sociale** (n° **3272**) [30 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 3227) relatif aux **régimes d'assurance maladie,** invalidité et vieillesse applicables aux **ministres des cultes** et **membres des congrégations religieuses** ; sur la proposition de loi (n° 3128) relative à la **protection sociale des ministres des cultes et des membres des congrégations religieuses** (n° **3274**) [1er décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux **régimes d'assurance maladie,** invalidité, vieillesse applicables aux **ministres des cultes** et membres des congrégations et collectivités religieuses (n° **3425**) [20 décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la **généralisation de la sécurité sociale** (n° **3426**) [20 décembre 1977].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la **mission effectuée au Canada** du 16 juillet au 2 août 1977 (n° **3445**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **18144**) : **Rapatriés d'Algérie** [7 mai 1975] (p. 2462, 2463) : recherches relatives aux disparus d'Afrique du Nord ; négociations tendant à permettre aux anciens harkis, devenus citoyens français, de se rendre en Algérie ; règlement des dossiers retraite et indemnisation ; établissement d'une charte de l'indemnisation des rapatriés et spoliés d'Afrique du Nord.

• *question au Gouvernement :*

— **Vente de boissons alcoolisées sur les autoroutes** [15 juin 1977] (p. 3795) : conséquences d'un décret réglementant cette vente ; nécessité de prévoir des dérogations pour les produits régionaux.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **943**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6915) : s'associe à la proposition de M. Plantier visant à attribuer la qualité d'ancien combattant aux titulaires de la croix de guerre ou de la croix de la valeur militaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat** (n° **1269**), **autorisant la ratification de la convention pour la protection des phoques dans l'Antarctique. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6918) : rapporteur ; la convention est complémentaire du traité sur l'Antarctique de 1959 ; limite le droit de pêche et de chasse ; création éventuelle d'un système d'inspection ; pas d'exploitation commerciale française de phoques ; la commission s'est inquiétée de l'exploitation commerciale de la chasse par des navires battant pavillon de complaisance ; elle souhaite l'élaboration d'une convention analogue dans les zones arctiques.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7209) : s'oppose à ce que

le délai d'avortement soit porté de dix à douze semaines. **Article 7** (p. 7235) : son amendement n° 80 interdisant tout versement d'honoraires au médecin intervenant ; retiré. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8129) : informer les parents du risque de malformation de l'enfant.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7859) : demande que la notion de quotient intellectuel soit remplacée par des coefficients d'aptitude à la vie, à la société, au travail, ce qui exclut de remettre tous les problèmes éducatifs à l'éducation nationale.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Discussion des articles** [15 avril 1975]. **Article premier : Après l'Article 761-15 du code de la santé publique** (p. 1667) : sur l'amendement n° 71 de M. Legrand : existence du tiers payant dans un certain nombre de cas ; frais élevés de certains examens ; nécessité d'examiner la question de façon globale et non à l'occasion d'un projet sur les laboratoires d'analyses médicales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1797) : 12.000 établissements concernés par le texte ; l'initiative privée, expression efficace de la solidarité naturelle ; nécessité de coordonner les diverses actions engagées dans le domaine des institutions médico-sociales ; mettre en place une société libérale avancée ; (p. 1798) : poser la question de la finalité de certains établissements ; réfléchir à une utilisation souple et polyvalente ; préparer les personnels à cette polyvalence.

— **Projet de loi relatif à l'assurance maladie et maternité des détenus et de leur famille** (n° **1485**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3087) : améliorer la protection sociale des détenus et de leur famille ; le bénéfice des soins gratuits au titre de l'article D 380 du code de procédure pénale ; le revirement de jurisprudence apporté par l'arrêté de la cour de cassation du 5 mai 1966 ; la perte de tous droits aux prestations passé un délai de trois mois ; le très faible nombre des familles couvertes par une assurance volontaire ; le rôle de l'aide sociale ; (p. 3088) : les dispositions des décrets du 11 avril 1969 et 11 décembre 1970 ; le régime de la semi-liberté prévu par la loi du 7 juillet 1970 ; la prolongation de la durée d'application du régime d'assurance maladie prévue par le texte en discussion ; le relai assuré par le régime général de la sécurité sociale ; le cas des jeunes délinquants ne bénéficiant pas d'une prestation de l'assurance maladie ; l'organisation financière du nouveau système ; l'application du régime de droit commun pour les détenus exécutant un travail pénal ; la prise en charge par l'Etat des cotisations des détenus ne travaillant pas ; la nécessaire réorganisation du travail pénal ; (p. 3089) : l'utilisation insuffisante du régime de la semi-liberté ; mettre à la disposition de l'administration pénitentiaire les moyens matériels suffisants. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3092) : son amendement n° 2 : rémunération du travail du détenu soumise à la cotisation partonale et ouvrière ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 4 : substituer aux mots « fixé par décret en Conseil d'Etat » les mots « d'un mois » ; repoussé. **Article 4** : son amendement n° 6 : aménagements nécessaires pour l'application aux départements d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurances maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1642**). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4188) : la réticence du corps médical au régime conventionnel ; l'évolution des esprits ; la possibilité d'adhésions individuelles reconnue en 1960 ; l'apport par le projet de loi d'améliorations au mécanisme conventionnel ; la signature de la convention nationale le 28 octobre 1971 ; le bilan de son application ; l'assouplissement résultant du projet de loi déposé à la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 février 1975 ; l'extension aux conventions départementales du système institué pour les conventions nationales ; (p. 4189) : la validation de la convention du 28 octobre 1971 ; l'attachement des professions et des assurés à l'exercice libéral des professions médicales ; développer de façon massive les actions de prévention ; engager un débat sur les grandes lignes d'une politique globale de santé ; prévoir la signature de la convention par une des deux caisses nationales autre que celle du régime général ; faire procéder à une enquête de représentativité des associations ; le problème particulier des tarifs de « responsabilité » ; (p. 4190) : le problème de l'éventuelle création d'une convention pour les laboratoires de biologie. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4197) : s'oppose à l'amendement n° 11 de MM. Ralite et Millet car il exigerait un déplaisant classement des organisations syndicales ; (p. 4198) : son amendement n° 4 : permettre la conclusion des conventions dès lors qu'une caisse nationale s'est jointe à la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ; repoussé. **Article 2** (p. 4199, 4201) : soutient l'amendement n° 25 de M. Millet. **Après l'Article 4** (p. 4203) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Gau : paiement direct des honoraires

par le malade ; (p. 4204) : son amendement n° 8 : faire procéder avant chaque échéance conventionnelle à une enquête de représentativité sur les organisations syndicales ; adopté. **Article 5** (p. 4204) : son amendement n° 9 : proroge la validité de la convention du 28 octobre 1971 jusqu'à la signature d'une nouvelle convention nationale sans que ce délai puisse excéder six mois ; adopté. **Sur le titre** (p. 4205) : son amendement n° 10.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1974] (p. 4643) : le problème posé par les dispositions de l'article 3 relatif aux veuves et aux divorcées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 15** (p. 6568, 6569) : son amendement n° 51 : nouvelle rédaction du paragraphe I de l'article 15 ; coopération de toute entreprise à l'obligation nationale instituée à l'article premier ; aménagement des horaires en faveur de tout salarié pratiquant un sport de façon contrôlée et régulière ; délibération du comité d'entreprise quant aux aménagements d'horaires ; propose de retirer la première phrase de l'amendement ; adopté après rectification. **Explications de vote** (p. 6574) : le soutien des républicains indépendants au projet ; le nécessaire complément apporté par le budget au projet qui témoigne de la volonté de réforme de la majorité présidentielle.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7458) : mieux coordonner les financements en matière d'hôpitaux ; mieux utiliser les installations existantes ; réforme du système des prix de journée ; développement de la prévention.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7835) : l'influence du budget du ministère du travail sur la politique sociale ; l'insuffisance numérique des fonctionnaires de ce ministère ; la question capitale de la sécurité des travailleurs ; (p. 7836) : le problème des immigrés ; l'amélioration du système de protection sociale français ; conserver un caractère humain à la sécurité sociale ; la nécessaire simplification des formalités ; le problème du financement de la sécurité sociale ; (p. 7837) : le problème d'une grande politique sociale ; les liens entre justice sociale et justice fiscale.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8907) : son amendement n° 15 assurant l'autonomie du régime de sécurité sociale des artistes ; adopté. **Explications de vote** (p. 8918) : malgré les manœuvres du parti communiste, les républicains indépendants voteront le projet de loi. **Deuxième lecture,** rapporteur [19 décembre 1975] (p. 10137, 10138) : annonce qu'il interviendra dans la discussion des articles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 10138) : son amendement n° 2 : supprimer les mots : « à condition qu'ils exercent leur activité de création à titre principal » ; éviter ainsi de laisser des artistes en dehors du régime ; adopté ; (p. 10139) : son amendement n° 3 : ne prévoir l'intervention des commissions professionnelles qu'en cas de litige ; adopté. **Article 7** (p. 10139) : s'oppose à l'amendement n° 1 défendu par M. de Bénouville.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8978) : observe à l'attention de M. Jean-Pierre Cot que le texte en discussion n'a rien à voir avec une politique d'ensemble d'abaissement de l'âge de la retraite.

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de la formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Discussion des articles** [28 novembre 1975]. **Article premier** : son amendement n° 37 : rémunération des membres des comités départementaux et régionaux de formation professionnelle ; adopté ; (p. 9126) : son amendement n° 38 : prévoir le reversement au fonds d'assurance formation à défaut de reversement au Trésor ; retiré.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article premier** (p. 1991) : fait valoir que certaines informations de presse font état de rejets de déchets radio-actifs par les sous-marins soviétiques : demande si en l'occurrence, l'amendement n° 17 présenté par M. Barel s'appliquerait.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6658) : critique l'exploitation systématique du malheur faite par les élus communistes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7293) : l'hospitalisation publique ;

les centres hospitaliers régionaux ; des établissements hautement sophistiqués ; les diverses catégories d'établissements ; la gestion quotidienne ; la disparition des salles communes ; la carrière des médecins hospitaliers.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7902) : le progrès apporté par la loi du 27 décembre 1973 ; les objectifs essentiels du PAP consacré au développement de l'artisanat ; les cotisations aux chambres de métiers ; la fiscalité ; les mesures actuelles peu satisfaisantes ; le progrès du « réel simplifié » ; harmoniser les régimes fiscaux des salariés et des non-salariés ; les cotisations et prestations sociales ; la CANAM ; les améliorations apportées ; harmoniser les régimes sociaux ; l'aide compensatrice ; exonérer complètement les commerçants et artisans retraités ; l'apprentissage ; l'appareil de formation et le préapprentissage ; les CFA ; alléger les charges des maîtres d'apprentissage.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8008) : un ministère concernant chacun des Français ; l'attribution de l'allocation d'attente ; (p. 8009) : l'allocation différentielle ; la sécurité sociale ; le problème de l'équilibre de la sécurité sociale et les problèmes sociaux ; le programme commun ; développer des relations plus confiantes et plus authentiques entre Français et immigrés ; la quinzaine de rencontres Français-immigrés ; la « dénationalisation » des immigrés.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 60** (p. 8531) : maintenir la déduction supplémentaire de 10 % ; les médecins exclus du bénéfice éventuel de la mesure ; (p. 8532) : sa question au ministre restée sans réponse. **Article 62** (p. 8531) : le rapport Guichard non diffusé ; conserver aux établissements publics régionaux une marge de manœuvre ; les possibilités d'intervention des assemblées régionales ; s'oppose aux amendements n° 174 de M. Papon et n° 228 de M. Duffaut.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° 2298). **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8663) : n'est pas choqué par le sous-amendement n° 20 de M. Fillioud qui permet de reposer le problème en 1980.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 21** (p. 8804) : son amendement n° 15 tendant à valider un certain nombre d'arrêtés annulés par le Conseil d'Etat pour des raisons de forme et non de fond ; concours de psychorééducateurs et admission en deuxième année d'études de pédicure ; adopté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relative à l'exercice des professions médicales** (n° 2602). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 2** (p. 8935) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Tissandier ; un examen pouvant ouvrir une porte à un contrôle opposé à l'esprit du traité de Rome.

— **Proposition de loi adoptée par le Sénat relative aux greffes d'organes** (n° 2629), rapporteur. **Discussion générale** [8 décembre 1976] (p. 9089) : les prélèvements d'organes dès la constatation du décès ; les auditions de personnalités ; la loi du 15 novembre 1887 ; les examens ou prélèvements *post mortem* ; le décret libéral du 30 octobre 1947 ; la circulaire ministérielle du 27 janvier 1955 vis-à-vis des musulmans ; la jurisprudence favorable aux responsabilités pénales des médecins ; les besoins ; les travaux de Jean Dausset ; le nombre insuffisant de donneurs ; les propositions de loi à l'Assemblée nationale ; la novation de la proposition de M. Caillavet ; un renversement du principe habituel ; la confirmation dans la loi de la solution jurisprudentielle actuelle ; les dons d'organes par un mineur ou un incapable majeur ; le problème moral ; (p. 9090) : les jumeaux ; les garanties ; les différents prélèvements. **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9091 et 9092) : son amendement n° 1 tendant à préciser que la personne vivant doit être majeure et jouir de son intégrité mentale ; réservé ; son amendement n° 2 supprimant le second alinéa de l'article premier ; réservé ; son amendement n° 4 : le cas des jumeaux ; les garanties de son amendement ; à titre personnel est favorable au sous-amendement n° 9 du Gouvernement ; (p. 9093) : les dangers du texte adopté par le Sénat dans le second alinéa de l'article premier ; la régression par rapport à la situation actuelle si on ne prévoit aucune disposition concernant les jumeaux ; remarque que M. Noal est d'accord avec son amendement n° 4 sur le fond ; la position de M. Foyer en régression par rapport aux possibilités actuelles ; la condamnation éventuelle d'un jumeau ; son amendement n° 2 précédemment réservé ; adopté ; son amendement n° 4 modifié par le sous-amendement n° 9 du Gouvernement ; adopté ; son amendement n° 1 précédemment réservé ; adopté. **Article 2** (p. 9095) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Foyer ; les prélèvements nécessaires. **Article 4** (p. 9096) : son amendement n° 3 devenu sans objet. **Titre** : son amendement n° 5 proposant le titre de « Proposition de loi relative au prélèvement d'organe » ; adopté.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° 2221). **Discussion des articles** [5 avril 1977]. **Article premier : Article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1553) : les dangers contenus par l'amendement n° 11 de la commission et par le sous-amendement n° 31 rectifié de M. Besson [6 avril 1977]. **Seconde délibération. Article 2 : Article L 773-3 du code du travail** (p. 1597) : l'étude par les services administratifs de l'appréciation des cotisations en particulier pour les périodes de vacances.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° 2693). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2035) : l'irresponsabilité de l'attitude qui consiste à faire admettre une entrée illimitée d'étudiants dans les UER de médecine.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° 2751), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2036) : l'adaptation des conditions de formation et d'exercice de la profession de préparateur en pharmacie ; les travaux préparatoires au projet de loi ; l'évolution du rôle du préparateur dans une officine pharmaceutique ; sa fonction de distribution des médicaments ; (p. 2037) : l'importance de l'acte de délivrance des médicaments ; le problème des conditions d'accès à la profession de préparateur ; l'avis d'une commission représentative sur les projets de décrets ; l'harmonisation des réglementations relatives aux préparateurs hospitaliers et aux préparateurs en officine ; la représentativité syndicale ; permettre aux vendeurs de s'engager vers l'obtention du brevet de préparateur en pharmacie ; les lignes du cycle de formation professionnelle ; l'avenir des personnels vendeurs ; l'insuffisance du corps des inspecteurs des pharmacies ; la « pharmaco-vigilance ». **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2041) : le rejet par la commission de l'amendement n° 10 de M. Daillet. **Article 2** (p. 2042) : demande la réserve de son amendement n° 1 : composition de la commission paritaire, et des sous-amendements n° 14 de M. Gissinger, n° 7 de M. Claude Weber et n° 15 de M. Gissinger ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 19 rectifié du Gouvernement ; amendement n° 1 retiré. **Article 3** (p. 2043) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Daillet ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Caillaud ; son amendement n° 2 : effectivité du contrôle et de la responsabilité du pharmacien sur les préparateurs ; (p. 2044) : le rejet par la commission de l'amendement n° 12 de M. Daillet ; amendement n° 2 adopté. **Après l'Article 3** : son amendement n° 3 de coordination ; adopté après adoption des sous-amendements n° 17 et n° 18 du Gouvernement. **Article 4** (p. 2045) : son amendement n° 4 : exécution par les étudiants inscrits en quatrième année des fonctions de préparateurs en pharmacie dans un but exclusif de perfectionnement ; adopté. **Avant l'Article 5** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Claude Weber. **Article 5** (p. 2046) : son amendement n° 5 : limitation du port de l'insigne aux personnes légalement autorisées à délivrer des médicaments ; l'aggravation du risque de confusion en cas de port d'un insigne unique ; amendement n° 5 adopté. **Article 6** : son amendement n° 6 : droits des personnes autorisées à exercer la fonction de préparateur en pharmacie et dispositions relatives aux personnes s'apprêtant à entrer dans les filières de formation ; adopté après adoption du sous-amendement n° 20 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3293) : les amendements votés par le Sénat ; l'avis favorable de la commission sur ces amendements ; la demande unanime par la commission de la suppression des dispositions tendant à habiliter les personnes titulaires du certificat d'aptitude professionnelle de préparateur ainsi que les vendeurs, dans certaines conditions, à seconder les pharmaciens dans la délivrance des médicaments au public. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3295) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Weber. **Article 6** : son amendement n° 1 : suppression des dispositons relatives à l'exercice d'activités de vente des médicaments par les préparateurs ; adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4537) : la limitation par la commission mixte paritaire de l'extension de l'assistance du pharmacien dans la délivrance des médicaments aux seules personnes titulaires du certificat d'aptitude professionnelle d'aide-préparateur en pharmacie.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823). **Explications de vote** [28 avril 1977] (p. 2282) : le soutien de la majorité à l'action du Gouvernement et du Président de la République ; les relations entre le parti communiste et le parti socialiste ; les conditions de réalisation d'un consensus réel entre la France profonde et le pouvoir

politique ; le vote de confiance des républicains indépendants.

— **Fixation de l'ordre du jour** [24 mai 1977] (p. 2930) : appréciation portée par M. Rigout sur la proposition de loi de M. Gerbet (utilisation abusive du droit de parole sur ordre du jour complémentaire).

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article 2** (p. 3275) : son amendement n° 2 : fixation par le Parlement à l'occasion du vote de la loi de finances du montant du plafond et de l'évolution du complément familial ; la nécessité de la solidarité ; ne pas financer les prestations familiales sur une cotisation prélevée sur le salaire différé ; le financement des prestations familiales par un prélèvement sur l'impôt ; la nécessité d'une réflexion ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° **2376**). **Explication de vote** [1er juin 1977] (p. 3292) : l'effort financier réalisé en faveur des familles et des femmes ; (p. 3293) : les conditions de travail des femmes en URSS.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (nos **267, 2790, 2791, 2854, 2896**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 4363) : son vote hostile sur l'amendement n° 2 de M. Lauriol.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Explications de vote** [5 octobre 1977] (p. 5889) : l'attitude du groupe communiste ; les écoutes téléphoniques ; le vote positif du groupe des Républicains.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur pour avis pour la santé [3 novembre 1977] (p. 6953, 6954) : le rattachement de la sécurité sociale au ministère de la santé ; la redéfinition d'une véritable politique de santé ; le caractère prioritaire de la santé ; les déclarations du Président de la République sur la politique de santé ; l'amélioration du système de soins ; l'effort de restructuration de l'administration ; la fusion des directions régionales de la sécurité sociale et de l'action sanitaire et sociale ; la formation des personnels de santé ; la formation des professions médicales ; les infirmiers et infirmières ; l'évolution des personnels sociaux ; les crédits affectés aux établissements ; l'humanisation des hôpitaux ; la recherche bio-médicale ; l'INSERM ; l'Institut Pasteur ; la prévention ; (p. 6955) : l'action sociale en faveur des personnes âgées ; l'information ; la lutte contre le tabagisme ; l'avis favorable unanime de la commission ; (p. 6975) : son intervention à titre personnel : l'alcoolisme en URSS ; le problème des charges sociales des entreprises et leur incidence dans la constitution des prix et sur le mécanisme de l'inflation ; (p. 6976) : le rapport Rippert ; ne pas faire supporter à l'appareil productif les charges de solidarité. **Examen des crédits. Article 80** (p. 6988) : l'inopportunité de l'adoption de l'amendement n° 165 de M. Legrand.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° **3227**), rapporteur. **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8292) : les problèmes posés par la création d'un nouveau régime obligatoire applicable aux ministres des cultes et aux membres des congrégations religieuses ; les conséquences de l'application de la loi du 9 décembre 1905 « concernant la séparation des églises et de l'Etat » ; la garantie du libre exercice de tous les cultes ; les lois de 1974 et de 1975 sur la généralisation et l'harmonisation en matière de sécurité sociale ; (p. 8293) : l'absence de définition juridique du culte et des ministres du culte ; le statut juridique de certains ministres du culte ; la loi « Viatte » de 1950 ; la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation ; l'extrême diversité des cultes et de leurs ministres ; la neutralité nécessaire à l'égard des diverses organisations et de leurs problèmes internes ; le cas de l'église catholique ; la protection des minorités religieuses ; la création d'une commission consultative ; l'amélioration du sort des ministre des cultes auxquels le célibat n'est pas imposé ; le montant de la pension de vieillesse ; la proposition de loi de M. Foyer relative à la mise en place d'un droit d'option ; l'évolution du texte ; (p. 8294) : le vote favorable de la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8301) : son amendement n° 10 : extension du champ d'application du projet aux collectivités religieuses ; adopté ; son amendement n° 11 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 12 : modalités d'affiliation après consultation d'une commission consultative et modalités de composition de la commission ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 34 de M. Andrieux à son amendement n° 12 ; (p. 8302) : l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 31 du Gouvernement à son amendement n° 12 ; amendement n° 12 adopté après adoption du sous-amendement n° 31 du Gouvernement. **Article 2** : son amendement n° 13 de coordi-

nation ; adopté. **Article L 613-16 du Code de la sécurité sociale** : son amendement n° 14 de coordination ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Andrieux ; (p. 8303) : son amendement n° 15 : application de l'ouverture du droit aux ascendants ; retiré ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 38 du Gouvernement ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Foyer ; la discrimination faite entre les différentes formes d'existence religieuse ; l'atteinte au principe de généralisation de la sécurité sociale et au principe de la solidarité nationale ; la neutralité de la loi à l'égard des cultes et des formes de leur existence ; (p. 8304) : le dispositif d'une lettre du secrétariat général de l'épiscopat signée par l'évêque de Saint-Dié. **Article L 613-17 du code de la sécurité sociale** (p. 8305) : son amendement n° 16 : caractère obligatoire de la cotisation à la charge des associations, congrégations ou collectivités religieuses dont relèvent les assurés ; adopté. **Article L 613-18 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 17 : intitulé de la caisse chargée du versement des prestations et du recouvrement des cotisations ; adopté ; son amendement n° 18 : fixation par décret en Conseil d'Etat des adaptations aux règles de gestion des organismes mutualistes, de la composition et du mode de désignation du conseil d'administration de la caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes ; (p. 8306) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Andrieux ; amendement n° 18 adopté. **Article 4** : son amendement n° 19 : modalités de calcul de la pension ; adopté ; (p. 8307) : son amendement n° 20 : valeur plancher de la pension ; repoussé ; son amendement n° 21 : fixation par décret des mesures transitoires ; repoussé ; l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 9 et n° 30 du Gouvernement. **Article 5** : son amendement n° 22 corrigé : suppression des dispositions relatives à la fixation des conditions de substitution de la pension aux allocations dues en application des régimes de prévoyance antérieurs ; devenu sans objet. **Article 8** (p. 8308) : son amendement n° 23 : dénomination de la caisse nationale d'assurance vieillesse ; adopté ; son amendement n° 24 : prise en considération dans la composition du conseil d'administration de la pluralité des cultes ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Andrieux ; amendement n° 24 adopté. **Article 9** : son amendement n° 25 de coordination ; adopté. **Article 10** (p. 8309) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 32 du Gouvernement ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Andrieux. **Article 14** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Andrieux. **Article 16** (p. 8310) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 33 du Gouvernement. **Avant l'Article 17** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 35 de M. Legrand. **Article 17** : le caractère sans objet de l'amendement n° 8 de M. Andrieux ; son amendement n° 26 de coordination ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 8311) : son amendement n° 27 : conditions d'application des dispositions de la loi dans les DOM et à Mayotte ; adopté. **Après l'Article 19** : son amendement n° 28 : incorporation, par décret en Conseil d'Etat, de la loi dans le code de la sécurité sociale ; adopté. **Titre** : son amendement n° 29 de coordination ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9109) : le rétablissement du régime optionnel exercé en faveur des membres de la congrégation.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° 3228), rapporteur. **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8311) : la généralisation de la sécurité sociale; le principe de solidarité ; le principe de la généralisation; les progrès réalisés par le régime d'assurance personnelle ; la protection des personnels sociaux en cours de formation ; (p. 8312) : les autres dispositions du texte ; ne pas assimiler généralisation et unification ; la poursuite de l'harmonisation des prestations et de la simplification des réglementations ; l'avis favorable de la commission sur le projet de loi. **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8344) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Legrand ; (p. 8345) : son amendement n° 21 : caractère national et interprofessionnel de la solidarité sur laquelle repose l'organisation de la sécurité sociale ; le développement comparé des systèmes de sécurité sociale ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur les amendements n^{os} 2 de M. Legrand, 11 et 12 de M. Gau ; (p. 8347) : son amendement n° 22 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 2** (p. 8348) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Legrand. **Article 3** : son amendement n° 23 : obligation faite à l'organisme d'affiliation d'informer l'assuré en vue de l'exercice de son droit de refus d'adhésion au nouveau régime de l'assurance personnelle ; adopté. **Article 4** (p. 8349) : son amendement n° 24 : de pure forme ; adopté. **Article 5** (p. 8350) : son amendement n° 26 : de pure forme ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Gau ; son amendement n° 27 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 28 ; réduction du nombre des personnes dont les cotisations pourraient être prises en charge par l'aide sociale aux seuls titulaires de l'allocation spéciale ; l'inquiétude des collectivités locales devant l'augmentation

constante des charges d'aide sociale imputées sur le budget des communes et des départements ; repoussé. **Article 6** (p. 8351) : son amendement n° 31 : clé de répartition entre les différents régimes du solde des opérations de recettes et de dépenses de l'assurance personnelle ; adopté. **Article 7** (p. 8352) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Gau. **Article 8** : son amendement n° 32 : modification rédactionnelle ; adopté ; demande la réserve de l'amendement n° 19 de M. Gau ; son amendement n° 33 : distinction des deux parts de la cotisation ; adopté ; son amendement n° 34 : application des dispositions de l'article aux prestations en nature ; adopté ; son amendement n° 35 : modalités des transferts des cotisations au régime d'assurance personnelle ; adopté. **Article 10** (p. 8253) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 39 du Gouvernement. **Article 12** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Gau. **Article 15** (p. 8354) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 40 du Gouvernement. **Article 16** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 10 de M. Ibéné. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9134) : les modifications apportées par la CMP au texte adopté initialement par l'Assemblée.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Après l'Article 6** (p. 8723) : se déclare défavorable à l'article additionnel proposé par le Gouvernement sous la forme de l'amendement n° 37.

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
(10e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DELEHEDDE (André)

Député du Pas-de-Calais
(1re circonscription)
(PSRG).

En remplacement de M. Guy Mollet, décédé le 3 octobre 1975.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 octobre 1975] (p. 6548, 6574).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [10 octobre 1975] (p. 6800).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [17 octobre 1975] (p. 7115), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p 4020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Fonctionnement de la direction générale des impôts** [5 novembre 1975] (p. 7882) :

création nécessaire de postes à la suite de la réorganisation des services.

— **Grève à l'usine Beghin-Say de Corbehem (Pas-de-Calais)** [14 avril 1976] (p. 1713) : demande au ministre du travail de hâter la solution de ce conflit.

— **Désectorisation des études de droit à l'université de Nanterre** [23 juin 1976] (p. 4544) : demande du débat sur l'éducation et les universités pendant la session extraordinaire.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **30017**) : **Instituts universitaires de technologie** [25 juin 1976] (p. 4720, 4721) : en qualité de suppléant de M. Pignion ; s'inquiète des mesures prises (gel de 108 postes d'enseignants vacants, réduction de la durée hebdomadaire de l'enseignement).

— (n° **34170**) : **Activité économique de la région d'Arras** [8 avril 1977] (p. 1680, 1681) : l'emploi ; l'éventualité d'une aide au développement des villes moyennes ; ne pas privilégier d'autres villes au détriment d'Arras.

— (n° **37524**) : **Déviation d'une route nationale à Arras** [29 avril 1977] (p. 2349, 2350) : nécessité de réaliser rapidement la déviation de la route nationale 39 à Arras.

• *question au Gouvernement :*

— **Carte scolaire et enseignement de certaines disciplines (histoire, philosophie, économie)** [11 mai 1977] (p. 2641) : les atteintes portées à la laïcité.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7378) : les difficultés des élus locaux pour rénover le cœur des villes ; (p. 7379) : le frein que pourra constituer la nouvelle taxe d'habitation en matière de rénovation urbaine.

Education [12 novembre 1975] (p. 8199) : la lenteur avec laquelle sont institués les groupements d'aide psycho-pédagogiques ; le faible nombre des conseillers pédagogiques dans le second cycle ; le nécessaire développement des équipes éducatives ; la volonté de ségrégation que traduit le budget.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Universités [10 décembre 1976] (p. 7872) : un budget illisible ; les glissements d'articles ; les IUT et la Cour des comptes ; les heures complémentaires ; l'IUT de Béthune ; le transfert à Malakoff ; l'UER de Nanterre ; le démantèlement de l'université. **Examen des crédits. Après l'Article 72** (p. 7888) : les propos diffamatoires de Mme Saunier-Seïté vis-à-vis de l'opposition ; l'amendement n° 256 de M. Guermeur remettant en cause la nature du service public ; l'opposition du PSRG à cet amendement n° 256.

Education [17 novembre 1976] (p. 8190) : les protestations des associations de parents d'élèves et des syndicats d'enseignants ; les insuffisances du budget ; la diminution des autorisations de programme d'équipement ; le cas du Pas-de-Calais ; le problème des nationalisations des établissements du premier cycle du second degré ; (p. 8191) : des pseudo-nationalisations massives et hâtives réalisées sans moyens suffisants ; le district d'Arras ; l'insuffisance du nombre d'agents ; l'orientation et le chômage des jeunes ; les conseillers d'orientation ; radioscopie des demandeurs d'emploi.

1977

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 mai 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3017, 3018) : l'article 3 du projet de loi ; l'application des dispositions législatives ou réglementaires du code du travail se référant à une condition d'effectif du personnel ; la participation financière à la formation ; l'exercice de la responsabilité des travailleurs par l'intermédiaire de leurs délégués du personnel et leurs délégués syndicaux ; les blocages à la création d'emplois ; les problèmes des petites et moyennes entreprises ; les risques courus par la fixation de seuils pour le bénéfice des droits sociaux ; la limitation de la représentation des travailleurs ; le caractère artificiel, électoral et précaire de l'embauche des jeunes ; leur assimilation à des « sous-travailleurs » ; la suppression de comités d'entreprise dans certains cas ; les dispositions des préambules des Constitutions du 27 octobre 1946 et du 4 octobre 1958 relatives à la participation des travailleurs ; son accord sur des mesures pour l'emploi ; son désaccord sur des mesures contre les droits des travailleurs ; (p. 3019) : exception d'irrecevabilité repoussée par scrutin public. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3031) : son amendement n° 24 : substitution du mot « entreprise » au mot « établissement » ; repoussé ; (p. 3032) : son amendement n° 25 : inapplication des dispositions de l'article aux employeurs ayant embauché des salariés pour

une durée d'emploi inférieure à un an ou à six mois pour les professions saisonnières ; réservé ; son amendement n° 26 : suppression de la fixation par décret de la durée minimale d'emploi des salariés embauchés ; (p. 3033) : accepte de retirer son amendement n° 25 ; retiré ; amendement n° 26 devenu sans objet. **Article 2** : son amendement n° 27 : prise en charge des cotisations par l'Etat sous condition d'une augmentation à compter du 1er mai 1977 du niveau moyen de l'effectif employé ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 3034) : son amendement n° 28 soutenu par M. Besson ; retiré. **Article 3** (p. 3036) : la précarité de l'emploi des jeunes et la menace des droits fondamentaux des travailleurs ; le sort des amendements de M. Caille relatifs à la restauration de l'intégralité des droits sociaux des travailleurs et à l'exonération des PME de certains financements obligatoires ; le vote par le groupe du PSRG de l'amendement n° 17 de M. Le Meur. **Article 4** : son amendement n° 30 soutenu par M. Besson ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [21 juin 1977] (p. 4004) : le maintien de l'abstention par le groupe du PSRG ; l'absence totale de mesures structurelles ; la création d'une nouvelle catégorie de travailleurs non prise en compte dans l'effectif des entreprises pour l'exercice de certains droits sociaux.

— **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2431**). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 2 : Article 76-1 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4016) : soutient l'amendement n° 9 de M. Forni : suppression de la règle relative à la détermination du nombre de voix du salarié par rapport au montant de son salaire ; repoussé.

— **Demande de suspension de séance** [28 juin 1977] (p. 4335). **Rappel au règlement** : les modalités de discussion et l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Guermeur ; l'article 81 du règlement.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° **2980**). **Discussion générale** [28 juin 1977]. **Question préalable** (p. 4384) : demande au nom du groupe du PSRG un scrutin public sur la question préalable.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Education [27 octobre 1977] (p. 6739) : les rapports budgétaires sur le fonctionnement des établissements et l'insuffisance des crédits d'équipement ; les problèmes de la rentrée ; le cas du Pas-de-Calais ; la résorption de l'auxiliariat ; l'examen des crédits de fonctionnement des collèges et des lycées ; les dépenses de chauffage ; (p. 6740) : les mesures nouvelles ; l'évolution des autres mesures de fonctionnement ; l'évolution des crédits d'équipement ; l'amélioration de l'équilibre entre autorisations de programme et crédits de paiement ; le manque d'orthodoxie de la gestion budgétaire ; l'évolution des crédits d'équipement ; la réalisation du VIIe Plan ; la création des ateliers de collèges ; le transfert des charges au détriment des collectivités locales ; les constructions scolaires du premier et du second degrés ; l'évolution démographique ; l'inexistence de subvention pour les grosses réparations ; la publication du rapport RCB sur l'entretien des bâtiments ; le vote hostile du groupe du PSRG.

Universités [8 novembre 1977] (p. 7139) : la situation des personnels hors statut ; les créations d'emplois ; le cas du CNRS ; (p. 7140) : l'intégration des personnels gérés par une association de la loi de 1901 ; le nombre élevé des personnels hors statut dans les disciplines d'anthropologie et d'ethnologie ; la promotion des titulaires ; les transformations d'emplois d'assistants en emplois de maître-assistant ; la situation de l'université des sciences et techniques de Lille.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8816) : les conditions d'examen des propositions de la loi Guermeur ; (p. 8817) : le caractère électoraliste du texte ; le rejet par le parti socialiste de l'accusation d'hostilité au pluralisme ; le respect par les socialistes des lois de la famille ; les droits des enfants ; l'abandon pratique de l'application de la loi du 2 août 1960 ; la diminution constante des moyens budgétaires consentis à l'enseignement agricole ; le refus de tout moyen supplémentaire à l'enseignement public ; la faiblesse des rémunérations des personnels des établissements privés par rapport aux autres enseignants ; la liberté d'usage des fonds publics laissée aux organismes privés ; les promesses gouvernementales relatives à l'établissement de la carte scolaire ; la non-consultation des personnels ; le principe de parité retenu par le mode de calcul des aides de l'Etat ; (p. 8818) : le caractère illusoire de la parité entre les établissements privés et les établissements publics ; le maintien des classes de quatrième et de troisième ; le maintien de filières de formation relevant de la compétence du ministre de l'éducation et du ministre de la santé ; le caractère fallacieux de l'alignement sur le secteur public ; le développement d'un système éducatif parallèle et indépendant ; le financement de la création et du fonctionnement d'une école de formation des personnels de l'enseignement privé à Angers ; le financement d'un organisme de recherche et d'ani-

mation pédagogique privé ; le financement de structures administratives privées investies de pouvoirs d'organisation et de contrôle ; la dépossession croissante de l'Etat de ses responsabilités fondamentales ; la mise en place d'une taxe spéciale. **Rappel au règlement** [16 décembre 1977] (p. 8819) : la suspension de la procédure législative ; le non-respect de l'article 92, alinéa 3, du règlement. **Rappel au règlement** (p. 8897) : l'article 39 de la Constitution relatif aux droits d'initiative du Parlement ; l'interprétation stricte de l'article 40 ; (p. 8898) : la création de charges publiques nouvelles en cas de contrôle des établissements privés d'enseignement agricole ; la renonciation du bureau de la commission des finances à appliquer l'article 40 de la Constitution à l'article premier de la proposition de loi relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; l'application, par division, de l'article 40 de la Constitution ; l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi ; le rôle joué par les amendements du Gouvernement ; la violation de l'article premier, alinéa 1, de l'instruction générale du bureau ; la divisibilité des propositions au sens de l'article 92 du règlement ; demande à prendre connaissance de la liste des membres présents à la réunion du bureau de la commission des finances.

DELELIS (André)

Député du Pas-de-Calais (13e circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Cesse d'appartenir à cette commission [19 juin 1973] (p. 2290).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Crise de l'industrie textile** [14 avril 1976] (p. 1713) : mesures envisagées par le Gouvernement pour y remédier.

— **Mineurs de Courrières** [26 mai 1976] (p. 3497) : la grève de trois puits à l'unité de Courrières, dans le Pas-de-Calais, à la suite d'un lockt-out décrété par la direction.

— **Sécurité des engins assurant les transports de personnes** [9 juin 1976] (p. 3903) : la catastrophe survenue à une vedette de plaisance ; l'application des mesures de sécurité et de contrôle.

— **Engrais industriels** [13 octobre 1976] (p. 6550) : les importations abusives d'engrais ; le maintien de l'emploi dans les entreprises chimiques fabriquant des engrais.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6021) : critiques de son groupe de l'insuffisance des effectifs de police et de la façon de les utiliser ; répond au ministre de l'intérieur sur la mission des renseignements généraux, sur le groupement interministériel pour l'exploitation du renseignement, sur l'action des gouvernements postérieurs à la guerre de 1914-1918 en matière de réformes fiscales ; non-réalisation des réformes promises depuis quinze ans ; dénonce l'action de répression de caractère politique ; effectifs de police ; groupes d'auto-défense ; (p. 6022) : revendications des fonctionnaires de police ; situation du personnel communal ; souhaite l'augmentation des crédits de rénovation des équipements des cités minières. **Etat B - Titre III** (p. 6032) : son amendement tendant à la réduction des crédits de la police. **Etat C - Titre V** : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre.

1974

— **Proposition de loi relative à l'article L 495 du code de la sécurité sociale (silicose)** (n° **419**). **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2751) : le groupe socialiste s'associe à la proposition de loi ; nécessité d'aller plus loin pour rendre justice aux mineurs : revalorisation des rentes, amélioration de la condition des mineurs.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6742) : les effectifs de la police ; le découragement des policiers ; (p. 6743) : les opérations « coup de poing » ; les milices privées.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3734) : le VII^e plan : plan du nucléaire ; les imprévoyances du Gouvernement ; l'absence de consultation parlementaire ; une population qui a peur du nucléaire ; exploiter le charbon au maximum ; créer des emplois suffisants dans les bassins miniers ; les promesses faites par le Premier ministre lors de sa visite à la région Nord et Pas-de-Calais ; la rénovation des cités minières ; les équipements hospitaliers ; la volonté de favoriser le secteur hospitalier privé ; l'échec du Gouvernement sur le plan de la santé publique.

— **Proposition de loi tendant à étendre au corps des identificateurs de l'institut médico-légal le bénéfice des dispositions de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension** (n° **1010**). **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4722, 4723) : regrette que la proposition ne soit pas étendue aux garçons d'amphithéâtre et aux agents des morgues municipales et hospitalières.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur. Examen des crédits [13 novembre 1975]. **Etat B** (p. 8315) : l'insuffisance des crédits inscrits au titre III ; les nécessaires mesures en faveur de la police ; l'utilisation des CRS à des fins politiques ; le lien entre délinquance et chômage ; le caractère antidémocratique des contrats de pays ; l'attaque dont a été victime M. Mermaz de la part du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8295) : la restructuration des zones minières ; le bassin minier du Pas-de-Calais ; la rénovation des logements ; la silicose.

1977

Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° **1688**). **Première lecture. Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1716) : le destin du projet de loi sur le code minier ; la relance de l'extraction charbonnière en surface ; l'explosion d'un terril à Calonne-Ricouart ; les problèmes posés par les retombées de poussières dues à l'exploitation des terrils ; évoque son amendement relatif à l'interdiction d'exploitation des terrils situés à moins de cinq cents mètres des habitations ; les problèmes posés par l'exploitation intensive des terrils ; soumettre ces exploitations aux prescriptions du code minier ; la question de la redevance versée par les mines aux communes ; (p. 1717) : la sécurité des mineurs. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2699) : la capacité du service minéralogique de l'Etat à surveiller l'application des dispositions du code minier ; l'opportunité pour les parlementaires de critiquer l'administration ; l'application des dispositions du code minier ; les risques encourus par les populations en raison de la proximité des terrils ; Callone-Ricouart.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7444) : l'industrie chimique minière ; la région Nord - Pas-de-Calais ; les déclarations de l'intersyndicale de la société Huiles, Goudrons et dérivés de Loison-Vendin ; (p. 7445) : la politique charbonnière du Gouvernement ; la perte d'emplois du bassin du Nord et du Pas-de-Calais ; la rénovation des cités minières.

DELHALLE (Jacques)

Député de l'Aube
(2^e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 6 mai 1973, de M. Galley (Robert), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2259) portant institution d'un **repos compensateur** en matière d'**heures supplémentaires de travail** (n° **2347**) [2 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2602) modifiant certaines dispositions du **code de la santé publique** relatives à l'**exercice des professions médicales** (n° **2637**) [24 novembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du **code de la santé publique** relatives à l'**exercice des professions médicales** (n° **2698**) [16 décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier de l'aide de l'Etat en matière de **formation professionnelle** et de **promotion sociale** les dirigeants et animateurs des associations ayant pour objet l'exercice d'une action sociale (n° **2786**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 2830) instituant un **congé de mère** (n° **2968**) [9 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un **congé parental d'éducation** (n° **3047**) [28 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **fonds de garantie** destiné à indemniser les **victimes d'accidents corporels occasionnés par une activité médicale** (n° **3193**) [3 novembre 1977].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° **937**) [28 juin 1974] (p. 3187) : se félicite du remboursement par la sécurité sociale des médicaments contraceptifs et souhaite que cette décision soit étendue à d'autres formes de prévention.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 607 du code de la santé publique :** son amendement n° 7 : médicaments destinés aux petits animaux de compagnie ; repoussé.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2947) : constate que de nombreux accidents graves pourraient être évités ; incrimine le travail au rendement, les négligences de l'utilisateur ; (p. 2948) : approuve l'étiquetage ; estime dangereuse la suppression de la mise en demeure ; demande que les entreprises employant des travailleurs handicapés ne soient pas pénalisées ; estime qu'en cas d'accident le salaire doit bénéficier du concours de l'ensemble de la collectivité. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2972) : son amendement n° 144 concernant la période d'adaptation après des modifications apportées au poste de travail ; adopté.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**), rapporteur **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4298) : précise l'objet du texte instituant un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail ; une disposition originale qui réduit la durée globale du travail et augmente indirectement le coût des heures supplémentaires ; la diminution de la durée du travail ; les inégalités ; les conditions dans lesquelles la durée pourrait être réduite ; la portée du projet ; l'importance pour les salariés du repos compensateur ; (p. 4929) ; la durée moyenne du repos compensateur ; le repos dans les branches où la durée du travail est la plus longue ; le coût du repos ; son effet sur l'emploi ; l'avis des syndicats ; (p. 4930) : la complexité du système des seuils qui augmentera les charges administratives des entreprises; les problèmes spécifiques des représentations agricoles. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 4936) : repousse l'amendement n° 47 de M. Laurent qu'il juge trop excessif. **Article premier** (p. 4938) : repousse les amendements n°s 35, 36 et 49 ; indique que la commission avait repoussé l'amendement n° 43 de M. Gantier mais que ce dernier a modifié ses chiffres à la suite des remarques ; son amendement n° 1 simplifiant le projet ; indique que la commission a adopté le sous-amendement n° 44 contre sa volonté propre ; adopté ; (p. 4939) : repousse l'amendement n° 52 de M. Pignion et l'amendement n° 30 de M. Boudet ; (p. 4940) : repousse l'amendement n° 37 de M. Carlier ; son amendement n° 2 évitant que le repos compensateur soit accolé aux congés annuels ; estime la réponse de M. Stoleru sur son amendement n° 2 insuffisante ; (p. 4941) : retire son amendement n° 2 ; son amendement n° 34 corrigé permettant de prendre le repos par demi-journées dans certains secteurs comme les transports de voyageurs ; adopté ; son amendement n° 3 assimilant le repos à une période de travail effective pour le calcul de tous les droits des salariés ; adopté ; son amendement n° 4 corrigé permettant la conclusion d'un accord même non signé par toutes les organisations syndicales ; adopté ; son amendement n° 5 obligeant l'employeur à informer le salarié des droits qu'il a acquis ; adopté ; son amendement n° 6 requérant l'avis des délégués du personnel dans le cas où le repos est différé ; repoussé ; son amendement n° 7 soutenu par M. Brocard ; adopté ; (p. 4963) : son amendement n° 8 visant le cas du salarié dont le contrat de travail est résilié avant qu'il ait acquis huit heures de repos compensateur ; adopté ; son amendement n° 9 considérant que la faute lourde du salarié ne doit avoir aucune incidence sur les droits en matière de repos compensateur ; adopté ; son amendement n° 24 concernant le paiement de l'indemnité aux ayants droit ; adopté ; repousse l'amendement n° 31 de M. Boudet. **Après l'Article premier** : son amendement n° 10 prenant en compte le régime spécifique du travail dans les ports ; (p. 4964) : souligne que le risque soulevé par M. Hamel n'existe pas ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 11 tendant à supprimer l'article 2 ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 25 : de conséquence ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 26 : de conséquence ; adopté. **Article 5** (p. 4965) : son amendement n° 12 : de pure forme ; adopté ; son amendement n° 13 tendant à établir un régime particulier pour l'agriculture ; indique que son amendement n'a plus d'objet et qu'il se rallie à l'amendement n° 61 du Gouvernement ; (p. 4966) : repousse l'amendement n° 58 de M. Pignion ; est favorable à l'amendement n° 60 de M. Brocard ; retire son amendement n° 14 ; son amendement n° 15 reprenant pour l'agriculture une disposition déjà votée ; adopté ; son amendement n° 16 ; adopté ; son amendement n° 17 ; adopté ; (p. 4967) : retire son amendement n° 18 ; son amendement n° 19 ; adopté ; ses amendement n°s 20, 21 et 27 sont adoptés. **Après l'Article 5** : son amendement n° 22 concernant l'extension de la loi aux entreprises publiques n'entrant pas dans le champ d'application des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail et au régime des heures supplémentaires ; adopté. **Article 6** (p. 4968) : son amendement n° 23 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi ; retiré ; sur l'amendement n° 32 de M. Boudet, considère qu'il faut laisser au Sénat le soin de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Travail [15 novembre 1976] (p. 8019) : la médecine du travail ; la convention collective pour les services inter-entreprises ; le budget de la sécurité sociale ; l'évolution des dépenses sociales ; l'assurance maladie ; la branche maladie et les frais d'hospitalisation ; la prise en charge des investissements hospitaliers par l'Etat ; la révision de la tarification hospitalière.

Education [17 novembre 1976] (p. 8205) : les écoles maternelles ; les groupes d'aide psychopédagogique ; la formation préscolaire ; les inquiétudes devant le doublement des effectifs des enfants de deux ans ; les problèmes de garderie ; le pis-aller de l'accueil des enfants de deux ans dans les maternelles ; les crèches ; les handicapés ; les soins ; l'égalité

des chances ; l'enseignement privé ; (p. 8206) : l'accès à l'enseignement secondaire des fils d'ouvriers.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **2602**), rapporteur. **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8924) : l'introduction en droit français des dispositions nécessaires pour l'application des directives signées le 16 juin 1975 par le conseil des Communautés européennes ; (p. 8925) : une mise en œuvre par voie législative plutôt que par voie d'ordonnance ; les directives ; les principes de la non-discrimination, de la libre circulation des travailleurs ; la suppression des restrictions à la liberté d'établissement ; à la limite de ces principes une réserve d'ordre public ; les emplois dans l'administration publique ; les exceptions particulières ; l'entrée en vigueur des directives ; les textes concernant les professions médicales ; le champ d'application des directives ; les risques démographiques ; l'absence de définition précise de la prestation de service ; (p. 8926) : deux garde-fous ; la densité médicale ; les revenus ; l'organisation de la médecine ; les conditions scientifiques d'exercice de la profession ; les facteurs défavorables à l'émigration ; le cas particulier des zones frontalières et des zones attractives ; l'exigence de qualifications, de la coordination des formations, de la reconnaissance mutuelle des diplômes ; (p. 8927) : pas de formation clinique obligatoire faisant suite aux études universitaires ; la coordination plus poussée pour les socialistes ; la préservation des droits acquis ; le problème des garanties de qualification ; le *numerus clausus ;* les sanctions professionnelles ; les prestations de services ; la notion d'urgence ; les citoyens de la principauté d'Andorre ; les pharmaciens ; (p. 8928) : le respect de la non-discrimination en raison de la nationalité. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article premier** (p. 8934) : son amendement n° 1 : de coordination ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 concernant le renouvellement périodique de la déclaration préalable ; repoussé ; son amendement n° 3 substituant aux mots « d'une attestation de l'Etat membre » les mots « d'une attestation de l'autorité compétente de l'Etat membre » ; adopté ; son amendement n° 4 sur le régime de la prestation de service ; adopté ; (p. 8935) : son sous-amendement n° 9 prévoyant une connaissance minimale de la langue française. **Après l'Article 4** (p. 8936) : son amendement n° 5 permettant d'informer le patient sur les études du médecin auquel il s'adresse ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 6 clarifiant le texte de l'article 10 ; (p. 8937) : retire son amendement n° 6 ; son amendement n° 7 prévoyant la déclaration sur l'honneur attestant qu'aucune instance pouvant donner lieu à condamnation susceptible d'avoir des conséquences sur l'inscription au tableau de l'ordre n'est en cours à l'encontre du médecin ; son sous-amendement n° 9 tendant à ce que l'intéressé fasse la preuve devant le conseil départemental de l'ordre d'une connaissance minimale de la langue française ; ne retire pas son amendement n° 7 qui est repoussé ; sous-amendement n° 9 adopté ; son amendement n° 8 : de coordination ; adopté. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9688, 9689) : le régime de la prestation de services ; la connaissance minimale de la langue française ; un rapport faisant le point sur l'application de la loi ; l'appareil statistique ; les capacités linguistiques ; le contrôle de la langue française par le médecin inspecteur départemental de la santé.

1977

— **Proposition de loi relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlée « Coteaux champenois »** (n° **2542**). **Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2385) : l'association du département de l'Aube à la proposition de loi.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° **2830**), rapporteur. **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3854) : donner la possibilité à la mère de famille d'un congé de deux ans sans rupture du contrat de travail ; la proposition de loi Engérand de 1906 ; l'action gouvernementale ; la compatibilité du droit au travail des femmes et de leurs occupations familiales ; le développement des crèches ; l'assouplissement des horaires de travail ; le congé d'éducation ; les inconvénients du congé d'éducation ; (p. 3855) : la non-rupture du contrat de travail ; le handicap constitué par le congé dans la carrière professionnelle de la salariée ; les mesures proposées par la commission ; la rémunération du congé ; l'attribution de prestations équivalentes aux allocations de chômage ; l'amélioration de l'efficacité sociale de la loi ; le sondage SOFRES ; la couverture sociale nécessaire ; la prolongation de l'assurance maladie ; le caractère non nécessaire de la validation de la période de congé pour le calcul de la pension de vieillesse ; le caractère illusoire de l'imposition aux petites et moyennes entreprises de la réintégration obligatoire ; la neutralisation de la période consécutive à la naissance ou à l'adoption d'un enfant ; l'ouverture du droit aux allocations de chômage ; la priorité d'accès aux stages de reconversion et de formation ; la durée du congé ; (p. 3856) : les modalités de réintégration ; la prise en compte du droit à l'ancienneté ; l'extension du congé aux pères ; les

autres mesures à envisager. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-28-1 du code du travail** (p. 3865) : la suppression du seuil de 200 salariés pour les amendements n° 33, deuxième rectification de Mme Moreau et n° 1 de M. Andrieu ; son amendement n° 9 : inclusion du père de famille dans le champ d'application de la loi ; l'évolution des mœurs ; l'obligation de remplir par le demandeur du congé parental les conditions posées par le texte ; adopté ; (p. 3866) : son amendement n° 10 rédactionnel ; adopté, son amendement n° 11 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 12 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 13 : caractère non rémunéré du congé ; laisser aux partenaires sociaux et au Gouvernement la possibilité de décider de la rémunération du congé ; adopté ; son amendement n° 14 : fixation de la durée du congé à deux ans maximum ; les inconvénients de la reconduction du congé de six mois en six mois ; (p. 3867) : laisser au salarié la liberté de fixer la période pendant laquelle il souhaite interrompre son activité ; réservé ; son amendement n° 15 de coordination ; adopté ; son amendement n° 16 : modalités d'information de l'employeur de la durée du congé dont le salarié entend bénéficier et faculté d'écourter le congé en cas de décès de l'enfant ou de diminution importante des revenus des ménages ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 44 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 16 ; amendement n° 16 adopté après adoption du sous-amendement n° 44 de M. Bertrand Denis ; (p. 3768) : amendement n° 14 adopté ; son amendement n° 17 : interdiction d'aucune activité professionnelle par le salarié pendant son congé à l'exception de celle d'assistante maternelle exercée à son domicile ; ne pas détourner de son objet le congé parental d'éducation ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 17 ; amendement n° 17 repoussé ; son amendement n° 18 : modalités de réintégration du salarié ayant bénéficié d'un congé parental ; (p. 3869) : prévoir la non-diminution du salaire réel du bénéficiaire ; adopté. **Article L 122-28-2 du code du travail** : son amendement n° 19 : prise en compte de la durée du congé parental pour moitié dans la détermination des avantages liés à l'ancienneté et observation par le salarié du bénéfice des avantages acquis avant le début du congé ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 34 rectifié de Mme Moreau et sur l'amendement n° 4 de M. Andrieu ; l'extension au secteur privé des règles déjà applicables en matière d'ancienneté dans la fonction publique ; amendement n° 19 adopté. **Article L 122-28-3 du code du travail** (p. 3870) : son amendement n° 20 rectifié : modification rédactionnelle ; l'avis défavorable de la commission sur les amendements n° 35 et n° 36 de Mme Moreau ; l'adoption par l'Assemblée de la formule « congé parental d'éducation » ; amendement n° 20 rectifié adopté. **Après l'Article L 122-28-3 du code du travail** : son amendement n° 23 : bénéfice offert au salarié réembauché d'une réadaptation professionnelle en cas de changement de techniques ou de méthodes de travail ; adopté. **Article L 122-28-4 du code du travail** (p. 3871) : son amendement n° 21 de suppression ; adopté. **Article L 122-28-5 du code du travail** : son amendement n° 22 de suppression ; adopté. **Après l'Article premier** : son amendement n° 24 : extension au père de famille des dispositions actuellement en vigueur ; adopté ; (p. 3872) : son amendement n° 25 : conditions du bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs sans emploi et assimilation à une période de travail du congé de maternité ou d'adoption pour la détermination de la durée d'activité préalable ; l'opposition de l'article 40 et de l'article 41 de la Constitution ; l'examen du projet par le Sénat ; amendement n° 25 retiré ; son amendement n° 26 : priorité d'accès aux cycles et stages de formation professionnels des salariés n'ayant pu être réembauchés ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 27 de coordination ; adopté ; (p. 3873) : son amendement n° 28 : modalités d'attribution de dommages-intérêts au profit du bénéficiaire du congé en cas d'inobservation par l'employeur des dispositions des articles L 122-25 à L 122-28-5 du code du travail; adopté. **Après l'Article 3** : le dépôt par la commission d'un amendement similaire ; les conséquences pour les familles de la fixation du seuil des ressources à un niveau trop bas. **Article 4** (p. 3874) : son amendement n° 30 de suppression ; donner au législateur la possibilité de décider de l'extension éventuelle du congé parental d'éducation ; les inconvénients représentés par l'abaissement du seuil sans modification des autres dispositions du projet ; amendement n° 30 adopté. **Après l'Article 4** : son amendement n° 31 rectifié : nouveau titre ; adopté. **Titre** : son amendement n° 32 : nouveau titre ; adopté. **Commission mixte paritaire**, rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4538) : la fixation du seuil d'application du projet à 100 salariés ; l'institution d'un congé maximum de deux ans.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7269): l'augmentation du nombre des gendarmes blessés ; la situation des personnels de gendarmerie ; leur accession à la propriété ; la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie ; la situation des sapeurs-pompiers de la ville de Paris ; le problème des effectifs ;

l'abondance des tâches dévolues à la gendarmerie ; l'augmentation du taux de la pension de réversion aux veuves.

DELIAUNE (Gérard)

Député de la Gironde
(10e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **interdire la vente des produits de la pêche effectuée par les pêcheurs de plaisance ou les pêcheurs amateurs, aux filets et engins ou à la ligne, du domaine maritime et du domaine fluvial** (n° **127**) [12 avril 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° 8), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2013) : le malaise des producteurs de vins d'appelation contrôlée ; (p. 2014) : discussion de la proposition de loi sur la réorganisation du comité interprofessionnel des vins de Bordeaux.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [8 avril 1975]. **Article 6** (p. 1413) : son amendement n° 141 : dans les cas exceptionnels et après décision de la commission départementale des baux ruraux, possibilité de conclure des baux d'une durée inférieure à neuf ans ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**). **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7080) : approuve les dispositions du projet sauf celle relative au grade de major et de major principal ; le problème des retraités ; une mesure qui risque de nuire à la carrière des adjudants ; (p. 7081) : l'incidence de la revalorisation des indices des sous-officiers.

DELONG (Jacques)

Député de la Haute-Marne
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1454).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la formation professionnelle [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la formation professionnelle [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatif à la pharmacie** (n° **144**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 1017 du code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole** (n° **145**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 241), adopté par le Sénat, relatif à l'**hébergement collectif** (n° **276**) [3 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1933), portant modification des titres II et V du livre IX du **code du travail** et relative au contrôle du financement des actions de **formation professionnelle continue** (n° **1997**) [20 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2093), portant modification des titres II et V du livre IX du **code du travail** et relative au contrôle du financement des actions de **formation professionnelle continue** (n° **2096**) [19 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du **code du travail** relative au contrôle du financement des actions de **formation professionnelle continue** (n° **2122**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative à l'exercice de la profession de **podologue** (n° **2332**) [26 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi n° 2245 modifiant l'article L 950-2 du **code du travail** relatif à la participation des employeurs au financement de la **formation professionnelle continue** (n° **2378**) [10 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2440), modifiant l'article L 950-2 du **code du travail,** relatif à la participation des employeurs au **financement des actions de formation** en faveur des demandeurs d'emploi (n° **2442**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** relative à l'**enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie** et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques (n° **2855**) [4 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2855 rectifiée) relative à l'**enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie** et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques (n° **3145**) [5 octobre 1977].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2855 rectifiée) relative à l'**enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie** et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques (n° **3271**) [30 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Conséquences de la sécheresse sur l'agriculture** [23 juin 1976] (p. 4547) : mesures d'urgence à prendre pour pallier le préjudice causé à l'agriculture par la sécheresse.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**), rapporteur. **Discussion générale** [9 mai 1973] (p. 1084) : problèmes des migrants, nombre des ressortissants étrangers, moyens de contrôle des migrations ; emploi des travailleurs étrangers et politique d'industrialisation ; circulaire ministérielle du 23 février 1972 et les limites de son application ; nécessité d'assurer l'hébergement des nouveaux immigrants ; (p. 1085) : situation des travailleurs africains entrés comme touristes ; difficultés de ces travailleurs ; évaluations de la commission « habitation » du Plan ; résorption des bidonvilles ; situation en province ; habitat insalubre ; foyers-taudis ; exploitation des marchands de sommeil ; dispositions du projet ; obligation de déclaration ; risques de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité ; amendement de la commission tendant au relogement ; crédits du fonds d'action sociale. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1091) : son amendement sur le champ d'application de la loi ; ses observations sur la notion de cadre familial. **Article 2** (p. 1092) : son amendement, caractère annuel de la déclaration d'hébergement. **Article 3** : son amendement. **Article 4** : ses observations, constatation des infractions, pouvoir de contrôle des autorités. **Article 5** (p. 1093, 1095) : son amendement sur les pouvoirs du préfet. **Article 6** : son amendement sur les mesures en faveur du relogement ; ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement ; ses observations sur l'amendement de M. Gau. **Article 7** (p. 1096) : ses amendements de formes. **Après l'Article 7** (p. 1097) : ses observations sur l'amendement de M. Fillioud, ses réserves. **Après l'Article 8** (p. 1098) : son opposition à l'amendement de Mme Chonavel.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2547) : rang d'inscription à l'ordre du jour des propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens combattants.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4310) : explique son vote contre l'article 23.

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code du travail relatives à la formation professionnelle continue** (n° **1106**). **Discussion des articles** [18 octobre 1974]. **Après l'Article 6** (p. 5262) : son amendement n° 5 : prise en compte pour moitié des stages de formation à l'initiative de l'employeur ; retiré pour permettre l'adoption de l'amendement n° 8 de M. Gissinger.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6122) : les maisons familiales ; la carte scolaire ; la pénurie du sucre ; la betterave en Haute-Marne ; implantation d'une sucrerie.

1975

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1975] (p. 9114) : le contrôle administratif ne peut être la seule forme de contrôle de la formation continue ; le projet relatif à la réforme de l'entreprise devra perfectionner ce qui existe déjà en matière de contrôle qualitatif ; (p. 9115) : le projet tend à éliminer les risques de déviation et d'abus ; à titre de sanction principale, l'organisme de formation devra restituer à l'entreprise les fonds versés en cas de formation annulée ou inexécutée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8120) : son amendement n° 8 : laisser au pouvoir réglementaire le soin de déterminer les éléments du contrôle ; adopté ; (p. 9121) : son amendement n° 10 : transmission aux comités régionaux et départementaux des déclarations reçues chaque année ; retiré ; (p. 9122) : son amendement n° 12 : même objet que le précédent ; retiré ; (p. 9123) : son amendement n° 15 : fixer les sanctions pénales en matière d'infractions à l'interdiction du démarchage ; adopté. **Article 3** (p. 9130) : son amendement n° 30 : prévoir le contrôle des recettes et des dépenses des fonds d'assurance formation ; adopté ; son amendement n° 20 : obliger le dispensateur de formation à rembourser le montant des sommes en cas de justifications insuffisantes ; adopté ; son amendement n° 21 : prévoir que l'autorité administrative rende compte chaque année aux comités régionaux et départementaux de la formation professionnelle de l'activité des services de contrôle ; adopté. **Article 4** (p. 9131) : son amendement n° 22 : non-souscription de la déclaration des peines visées à l'article L 927 du code du travail ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10139) : rappelle le sens et la portée du texte ; analyse les modifications apportées par le Sénat ; (p. 10140) : demande à l'Assemblée nationale de voter le texte du Sénat sous réserve de certaines modifications appor-

tées par amendements. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 10141) : son amendement n° 1 : éviter toute ambiguïté relative à la rémunération des membres des comités régionaux ou départementaux ; réservé. **Article premier** (p. 10142) : son amendement n° 2 : joindre aux documents prévus à l'article L. 940-3 un système des rapports ; sa réponse aux propos de M. Gissinger ; adopté ; (p. 10143) : ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Hamel ; son amendement n° 3 : conséquence de la modification des pénalités apportées par le Sénat ; adopté ; son amendement n° 4 : conséquence de la modification des sanctions ; adopté ; son amendement n° 1 précédemment réservé ; adopté ; devient un nouvel article 4 *bis*. **Article 3** (p. 10143) : son amendement n° 5 : conséquence de l'amendement n° 1 ; adopté. **Titre** (p. 10144) : son amendement n° 6 : de forme ; adopté. **Commission mixte paritiare** [20 décembre 1975] (p. 10173) : indique les positions de la commission mixte paritaire quant à la modulation des peines et à la rétribution des membres non fonctionnaires des comités régionaux de la formation professionnelle.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 5** (p. 1834) : son sous-amendement n° 110 à l'amendement n° 43 de M. Bignon : délais d'autorisations d'ouverture. **Article 6** (p. 1837) : retire ses amendements portant sur la suppression de la consultation des conseils généraux et des conseils régionaux. **Article 8** *bis* (p. 1839) : son amendement n° 4 : supprimer l'article 8 *bis* ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 1840) : est favorable à l'amendement n° 47 de M. Garcin et au sous-amendement n° 68 de M. Bayou. **Article 13** (p. 1844) : son amendement n° 6 : conditions de préservation des installations agricoles existantes au moment de la demande de permis de construire ; repoussé. **Article 17** (p. 1847) : son amendement n° 7 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 30 de M. Bignon ; (p. 1848) : son amendement n° 8 devenu sans objet ; (p. 1849) : ses observations sur la portée de la taxe unique.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2245**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4747) : l'essor de la politique de formation professionnelle continue depuis 1970 ; la différence de conjoncture ; la nécessité de restructuration et de transformation importante ; une politique de formation prospective ; les problèmes de l'inertie naturelle des qualifications ; le problème de l'écart entre les qualifications recherchées par l'entreprise et les qualifications choisies par les jeunes ; la nécessité de s'attaquer aux causes structurelles du sous-emploi ; les opérations de rattrapage, de reformation concernant les jeunes sortant du système scolaire sans débouché pratique ; la dérive entre le système de formation initial et les besoins ; le mérite du projet de loi qui propose une solution pratique ; une étude objective du texte du projet ; la nécessité d'une publicité insistante auprès des entreprises qui reversent le 1 % au Trésor. **Discussion de l'Article unique** [25 juin 1976] (p. 4750) : souhaite que l'amendement n° 4 de M. Briane défendu par M. Daillet soit retiré ; son amendement n° 1 limitant la contribution des entreprises pour la formation des demandeurs d'emploi aux seules actions organisées dans les centres conventionnés par l'Etat ; adopté. **Après l'Article unique** : son amendement n° 2 précisant les conditions du contrôle du financement des actions prévues à l'article premier et concernant l'emploi des fonds non employés à l'issue de ces actions ; (p. 4751) : premier alinéa de l'amendement n° 2 adopté ; ensemble de l'amendement n° 2 adopté. **Titre** : son amendement n° 3 purement rédactionnel ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4969) : les modifications apportées au texte par le Sénat ; indique que la commission a adopté conforme le texte voté par le Sénat ; (p. 4970) : fait remarquer à M. Hamel qu'il n'y a pas eu de commission mixte paritaire ; indique que ce projet résulte d'une collaboration efficace entre le Gouvernement, les deux Assemblées et leurs commissions.

1977

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4496) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de l'article 39 du code rural ; non soutenu. **Article 4** (p. 4505) : son amendement n° 3 : substitution de la décision des juridictions administratives de la décision de l'autorité administrative ; non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6817) : les dispositions adoptées dans la législature en faveur des anciens combattants ; le problème du rapport constant ; le sort des veuves ; la situation des ascendants ; l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés ; le cas des personnes

ayant cessé toute activité professionnelle avant l'âge de soixante ans ; (p. 6218) : la transformation des mentions portées sur la carte du combattant d'Afrique du Nord ; le rétablissement du 8 mai 1945 parmi les jours fériés.

— **Proposition de loi relative à l'enseignement hospitalier des étudiants en pharmacie et aux liaisons hospitalo-universitaires pharmaceutiques** (n° 2855 *rectifié*), rapporteur. **Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8684) : la place de l'enseignement pharmaceutique en France ; la présence hospitalière des enseignants et des étudiants ; les liaisons hospitalo-universitaires ; la pratique des stages hospitaliers ; la régulation des diplômes ; la vérification des aptitudes des étudiants par les stages ; la spécificité des professions de santé ; la sélection ; (p. 8685) : l'unification des critères d'appréciation des UER ; le rejet des dossiers de l'enseignement secondaire comme élément d'appréciation ; l'élimination des mathématiques comme matière sélective ; le nombre de diplômes délivrés annuellement ; développer les associations de pharmaciens ; l'application stricte de la loi sur l'assistanat ; la réforme du système des retraites ; l'alignement de la profession pharmaceutique sur les autres professions de santé ; la définition du doctorat d'exercice par voie réglementaire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8687) : son amendement n° 2 : accomplissement particulier des stages dans certaines disciplines ; adopté ; son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 3 de M. Pons : limitation dans le temps des dispositions de l'amendement n° 3 ; la biologie ; (p. 8688) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 3 de M. Pons et de son sous-amendement n° 4 ; la remise en cause de la philosophie de la proposition de loi en cas d'adoption de l'amendement n° 3 ; adopté. **Article 5** : le rejet par la commission de l'amendement n° 1 rectifié de M. Claude Weber ; les débouchés des professions pharmaceutiques.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2888). **Commission mixte paritaire** [13 décembre 1977]. **Question préalable de M. Pidjot** (p. 8690) : demande, au nom du groupe du rassemblement pour la République, un scrutin public sur la question préalable de M. Pidjot.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion des articles** [16 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8902) : son amendement n° 12 ; caractère technique du contrôle exercé par l'Etat sur l'enseignement ; non soutenu.

DELORME (Claude)

Député des Alpes-de-Haute-Provence (2e circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [8 juin 1973] (p. 2009).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [8 juin 1973] (p. 2009), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L 454 du code de la sécurité sociale relatif à la pension du conjoint survivant de certains accidentés du travail** (n° 669) [2 octobre 1973].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Arrêt des expériences nucléaires** [2 mai 1973] (p. 963, 964).

• *questions au Gouvernement :*

— **Dénomination de la Provence - Côte d'Azur** [19 décembre 1975] (p. 8642, 8643) : publication du décret modifiant le titre de la région Côte d'Azur en région « Provence-Alpes - Côte d'Azur ».

— **Installations sportives universitaires** [15 décembre 1976] (p. 9413) : les difficultés financières des clubs universitaires.

INTERVENTIONS

1975

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'indivision** (n° 262). **Discussion des articles** [23 mai 1975]. **Article premier : Après l'Article 710-1 du code civil** (p. 3188) : apporte son soutien à l'amendement n° 7 de M. Foyer.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7571) : la modicité des crédits du ministère des affaires étrangères ; l'absence de moyens modernes pour défendre la langue française ; la création de la grande commission franco-brésilienne ; donner une meilleure information sur les réalisations européennes.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3435) : un projet de loi qui n'assigne pas à notre défense des orientations claires ; les conséquences de lignes directrices en matière de problèmes de réserves ; l'absence de missions définies pour les unités issues de la mobilisation ; l'aggravation en pratique de l'inégalité devant le service militaire ; l'absence d'indications quant aux procédures nouvelles mises en place pour améliorer le recours aux réserves ; les matériels périmés dont sont dotées les unités de réserve ; le rapport de l'orateur déposé à l'assemblée de l'UEO ; organiser les forces de défense intérieure sur une base territoriale en y affectant la fraction du contingent nécessaire ; l'efficacité qui résulterait d'une utilisation et d'un entraînement sur place des réserves ; la valeur du fait nucléaire, stratégique et tactique pour maintenir notre indépendance ; la valeur non moins grande des forces de mobilisation populaire qui matérialise la volonté de défense de la population ; le renfort appréciable que peuvent apporter les réserves aux forces conventionnelles d'appuis et d'interventions ; faire en sorte que dans un département ou une région, il puisse être fait appel à une riposte appropriée aux nouvelles conditions de conflits ; la nécessaire collaboration entre l'armée démocratique et les réservistes ; les réserves et le service militaire, universel et obligatoire, institutions au sein desquelles l'adhésion populaire au patrimoine démocratique peut le mieux s'exprimer ; l'absence de toute évocation de la dimension populaire de la dissuasion dans le projet de loi.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1976] (p. 9378) : méthodes de travail de l'Assemblée nationale ; discussion du projet de loi sur l'architecture dans la hâte d'une fin de session.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7538) : l'institution d'un comité de programme du val de Durance ; la préparation d'un PAP ; les contrats de « pays » ; la transformation d'un PAPIR en PAPIN ; la proposition d'un schéma de massif ; la nationale 100 ; la situation de l'emploi à Manosque.

DÉMONTÉ (Jean-Claude)

Député de Meurthe-et-Moselle
(2e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement, le 21 janvier 1977, de M. Claude Coulais nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée nationale prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 22 janvier 1977] (p. 543), [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [*J.O.* du 28 janvier 1977] (p. 638), [2 avril 1977] (p. 1463).

NOMINATIONS

Membre de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Travail [14 novembre 1977] (p. 7365) : les statistiques relatives au chômage ; les conditions d'inscription à l'ANPE ; la notion de demandeur d'emploi ; les cas de personnes n'ayant pas la qualité de demandeur d'emploi ; la lutte contre les « faux chômeurs » ; favoriser l'action de l'ANPE en matière de placement des vrais demandeurs d'emploi.

DENIAU (Jean-François)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture du 31 janvier 1975 au 12 janvier 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères du 26 septembre 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture et du développement rural (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (Gouvernement Chirac). Décret du 31 janvier 1975 [*J.O.* du 1er février 1975] (p. 1420).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 26 septembre 1977 (p. 4707).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Barrot : Famine en Afrique noire** [30 mai 1973] (p. 1681, 1682) : rapidité de l'action de la France pour secourir les populations africaines menacées par la sécheresse.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. J.-C. Simon** (n° **19209**) : **Revitalisation des campagnes** [30 avril 1975] (p. 2288) : décret du 8 juin 1970 relatif aux plans d'aménagement rural ; la volonté du Gouvernement de mener une politique en faveur des petites villes et de leur région.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Pierre Joxe : Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme** [4 juin 1975] (p. 3654) : révision des listes électorales des chambres d'agriculture.

— **M. Antagnac : Relance du marché du vin** [11 juin 1975] (p. 3978) : nécessité de refaire les règlements communautaires dans la perspective d'un excédent structurel de la production et de contrôler l'application des règles par l'ensemble de nos partenaires ; distillation « à guichets ouverts » ; réduction des importations ; augmentation du stockage.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. d'Aillières** (n° **17753**) : **Calcul des bénéfices agricoles** [10 octobre 1975] (p. 6793) : les correctifs apportés au revenu cadastral pour le calcul de certaines cotisations sociales ; l'attribution de bourses scolaires en fonction des déclarations de revenus de l'exploitation ; inscription de ce problème à l'ordre du jour de la conférence annuelle.

— **M. Alain Bonnet** (n° **22477**) : **Plan de relance pour l'agriculture** [10 octobre 1975] (p. 6794, 6795) : les mesures sociales et économiques intéressant directement l'agriculture ; inscription à l'ordre du jour de la conférence annuelle des problèmes relatifs aux producteurs sinistrés et à l'installation des jeunes agriculteurs.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bolo : Construction d'une école nationale vétérinaire à Nantes** [10 décembre 1975] (p. 9612) : choix des architectes.

— **M. Antagnac : Revendications des viticulteurs** [10 décembre 1975] (p. 9619-9620) : action du Gouvernement sur le plan européen (révision du règlement viticole) et sur le plan national (création d'un organisme permettant une meilleure maîtrise du marché du vin) ; désignation d'un commissaire à la rénovation du vignoble languedocien.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Destremau** (n° **42862**) : **Election de l'Assemblée européenne au suffrage universel** [9 décembre 1977] (p. 8531, 8532) : l'obligation de différer cette élection jusqu'à l'adoption d'une loi électorale par le Parlement britannique.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Destremau : Indemnisation des Français d'outre-mer dépossédés** [14 décembre 1977] (p. 8707) : les négociations entreprises ; les accords conclus avec le Maroc et la Guinée ; dépôt au Sénat d'un amendement sur l'indemnisation des Français rapatriés de Tunisie.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Hamel** (n° **42970**) : **Travaux de la conférence de Belgrade** [16 décembre 1977] (p. 8893, 8894) : bilan positif de la conférence de Belgrade ; le respect des droits de l'homme constitue un élément essentiel de la détente.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1972 sur le cacao** (n° **519**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2617) : opportunité de l'accord ; ses regrets quant à la non-participation des Etats-Unis ; caractère positif de la position américaine à l'égard de l'accord ; garanties accordées quant au fonctionnement de l'accord ; renonciation à tirer des avantages commerciaux de la non-participation ; condition de mise en œuvre du stock régulateur et du contingentement des exportations ; soutien de la France à la stabilisation des cours ; valeur de test de l'approbation demandée.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5602) : poursuite et amplification de notre effort d'aide au développement envers les pays avec lesquels nous avons des liens particuliers ; (p. 5603) : meilleure efficacité de cet effort ; caractère sélectif de cette croissance ; valeur politique de l'augmentation du budget de la coopération : 14,7 % par rapport à 12 % pour le budget général ; réduction des dépenses de fonctionnement ; augmentation des crédits d'équipement ; profonde évolution de l'assistance technique ; formation des formateurs, part de plus en plus grande dans l'enseignement secondaire et supérieur ; problème de la mobilité des personnels de coopération et des garanties qui leur sont accordées ; effort de recrutement ; priorité accordée à l'aide aux pays du Sahel ; action à long terme ; plan de financement multilatéral ; crédit pour les actions éducatives de masse par les moyens audio-visuels ; effort accru en faveur des volontaires du progrès ; adaptation et évolution de nos rapports avec nos partenaires ; coûts des transports de nos agents ; possibilité de programmer ces voyages ; dotation du F.A.C. et aide au Sahel ; dette des Etats africains et malgache à l'égard du FIDES ; nécessité d'une approbation du Parlement dans le cadre du projet de loi de règlement pour 1972 ; simplicité de cette procédure ; (p. 5604) : position du Gouvernement français vis-à-vis du renouvellement de la Convention de Yaoundé ; différentes conceptions en présence ; mission des accords de coopération ; estime souhaitable cette révision compte tenu de la transformation de l'Afrique ; passage d'une vocation générale de l'aide à ces pays à un système plus moderne qui corresponde à leur évolution ; réunion à Paris de chefs d'Etat et de gouvernement africains ; politique positive et concrète en faveur de ces pays.

1975

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

— **Proposition de loi relative à la réglementation de l'usage du mot « crémant »** (n° **1362**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3093) : poursuivre une politique de qualité en matière des vins mousseux ; forte demande de ce type de produit ; une mesure satisfaisante pour les consommateurs. **Sa réponse aux orateurs** (p. 3095) : n'appliquer la qualification de « crémant » qu'aux vins de qualité ; ne pas se désintéresser des autres vins ; la production de la Loire-Atlantique

— **Proposition de loi complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage** (n° **282**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3099) : la restructuration de l'industrie de l'équarrissage ; (p. 3100) : nombre considérable de cadavres d'animaux à enlever ; les avantages que présente l'industrie de l'équarrissage ; la nécessaire accélération des réformes : destruction des cadavres, abaissement du poids des animaux livrés à l'équarrissage ; extension des prescriptions concernant la destruction des viandes saisies ; surveillance des investissements ; éviter de créer de nouvelles dépenses à la charge des

collectivités locales. **Discussion des articles Article premier** (p. 3101) : son amendement n° 18 : prévenir l'équarrisseur pour tout animal mort de plus de 40 kilogrammes ; prévoir un délai de 24 heures pour l'enlèvement ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 3 : assurer la destruction de tout animal mort non soumis à l'enlèvement par un équarisseur ; adopté. **Article 6** (p. 3102) : son amendement n° 7 : délai d'enlèvement dans les abattoirs ; adopté. **Après l'Article 6** : son amendement n° 11 : incompatibilité entre les fonctions d'équarrisseur et d'inspecteur d'atelier d'équarrissage ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 8 : aux mots « ministres chargés de l'industrie et de la protection de la nature » substituer les mots « ministre de la qualité de la vie ». **Article 8** (p. 3103) : son amendement n° 10 : supprimer la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 274 du code rural ; adopté. **Article 3** (*suite*) (p. 3104) : son amendement n° 4 : supprimer le premier alinéa du texte proposé pour l'article 266 du code rural ; adopté ; son amendement n° 5 : après les mots « sous produits d'abattage » insérer les mots « non récupérés » ; adopté ; son amendement n° 6 : supprimer les deux derniers alinéas du texte proposé ; adopté. **Deuxième lecture** [17 décembre 1975] (p. 9945) : souhaite l'adoption de la proposition de loi. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9946) : son amendement n° 7 : en cas d'autopsie sur place d'un animal, obligation pour le propriétaire du cadavre de remettre à l'équarrisseur l'animal en un seul tenant ; adopté après adoption du sous-amendement n° 9 de M. Chambon. **Article 6** (p. 9947) : son amendement n° 8 rédactionnel ; adopté.

1977

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7178) : les problèmes du Liban ; les émissions de radio à l'étranger ; les droits de scolarité ; (p. 7179) : le statut et les conditions de fonctionnement des établissements français à l'étranger ; la substitution de l'intervention systématique au système d'assistance sur le plan social ; le problème des contractuels de l'administration ; l'évolution des effectifs de catégorie A du ministère : les besoins en matière de construction ou réparations d'immeubles diplomatiques ; les relations entre la France et l'Amérique latine ; les crédits affectés à ces relations ; les problèmes budgétaires du Conseil de l'Europe ; l'augmentation du budget ; les différentes présentations du taux de progression du budget du ministère des affaires étrangères ; (p. 7180) : le taux réel de progression moyen du budget des affaires étrangères ; les moyens de l'action culturelle scientifique et technique ; l'évolution du budget de la DGRCST ; le renforcement des moyens prévus pour améliorer les conditions de fonctionnement et d'installation du service culturel scientifique et de coopération à l'étranger ; la réorientation de la politique linguistique ; le recours aux moyens de diffusion modernes ; l'insertion des programmes d'aide et de coopération dans les objectifs du VII[e] plan ; la priorité qui sera donnée l'année prochaine à la DGRCST ; les moyens consacrés à la condition diplomatique ; l'évolution des services centraux de la DGRCST ; ses effectifs ; (p. 7181) : les priorités internes à définir au sein de la DGRCST ; la place du budget du ministère des affaires étrangères à l'intérieur du budget de l'Etat.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971** (n° **2750**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8429) : l'intérêt de la convention portant création du fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures ; la convention de Bruxelles ; la localisation du fonds ; l'entrée en vigueur de la convention ; le plan Cristal ; les conditions de concurrence internationale pour la flotte française ; le règlement intérieur du fonds.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds international de développement agricole, ensemble deux annexes, ouvert à la signature à New York le 20 décembre 1976** (n° **3211**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8426) : les objectifs de la convention ; l'aide des pays en voie de développement à l'amélioration de leurs propres possibilités de productions agricoles ; le soutien des pays non solvables ; le problème des excédents laitiers ; l'association des pays industriels occidentaux et des pays producteurs de pétrole au financement du fonds ; la contribution française.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc** (n[os] **3323, 3324, 3325**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8944) : la politique menée par la CEE à l'égard de l'ensemble des pays méditerranéens ; la nature des accords passés ; l'identité du

contenu et de la structure des trois accords passés avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ; le dépassement du stade des relations strictement commerciales.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie** (n°s **3326, 3327, 3328, 3329**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8947) : la contribution financière prévue en faveur du Liban ; le caractère de catalyseur de l'aide publique.

— **Projets de loi autorisant la ratification des protocoles financiers entre la Communauté économique européenne et la Turquie, Malte et la Grèce** (n°s **3331, 3332, 3334**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8949) : l'objet du protocole financier conclu entre la CEE et la Grèce.

— **Projets de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels aux accords entre la Communauté économique européenne et Israël et le Portugal** (n° **3330, 3333**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8951) : l'importance du développement des relations du Portugal avec la CEE ; la signification politique de la signature du protocole financier conclu entre Israël et la CEE.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes, ouverte à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974** (n° **3201**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8952) : la participation de la France à la protection des espèces en voie de disparition ; les difficultés éventuelles de plusieurs branches professionnelles ; le problème posé par certaines espèces de reptiles ; la demande de l'exemption géographique de ces espèces ; (p. 8953) : l'émission d'une réserve au moment du dépôt des instruments d'approbation relative à la protection de la tortue Caret ; l'importance de la Convention de Washington ; (p. 8954) : le maintien de la situation en l'état jusqu'au dépôt des instruments de ratification ; la négociation des exceptions géographiques ; la possibilité, en cas de ratification de la convention, de négocier la poursuite de l'activité des professionnels français.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, ensemble deux protocoles, faite à Barcelone le 16 février 1976** (n° **3055**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8956) : l'utilité de la Convention de Barcelone.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à l'accord portant création du fonds africain de développement, ensemble deux annexes, fait à Abidjan le 29 novembre 1972** (n° **3056**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8957) : les souhaits de la conférence franco-africaine de Paris relative à l'adhésion de la France au fonds africain de développement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des investissements, signée à Paris le 16 décembre 1976** (n° **2911**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8959) : le renforcement des relations économiques entre la France et la Roumanie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord général, ensemble quatre annexes, entre le Gouvernement français et le Gouvernement portugais concernant l'utilisation par la France de certaines facilités dans les îles Açores, signé à Lisbonne le 24 février 1977** (n° **3336**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8960) : la nécessité de procéder rapidement à la ratification de l'accord franco-portugais.

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
(4e circonscription)
(app. UDR, puis app. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [15 juin 1973] (p. 2238), [19 juin 1973] (p. 2257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1081) autorisant l'approbation de la **convention** générale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Niger** en matière de **sécurité sociale,** signée à Niamey le 28 mars 1973 et complétée par trois protocoles (n° **1096**) [27 juin 1974].

— **Proposition de loi** visant à modifier l'article 5 de la loi n° 73-1194 du 27 décembre 1973 tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, **le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **1935**) [29 octobre 1975].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères, sur une **mission à Singapour, en Indonésie et en Malaisie** effectuée du 4 au 21 février 1974 (n° **2306**) [18 mai 1976].

— **Proposition de loi** relative au fonctionnement des **sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER)** (n° **2464**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à l'attribution de la **carte du combattant** aux **anciens prisonniers de guerre** (n° **2889**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2876) autorisant l'approbation de l'accord portant création du **fonds de solidarité africain,** ensemble une annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976 (n° **2962**) [8 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3056), autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à l'**accord** portant **création du fonds africain de développement,** ensemble deux annexes, fait à Abidjan le 29 novembre 1972 (n° **3257**) [24 novembre 1977].

— **Proposition de loi** prévoyant la **nomination d'inspecteurs des métiers** chargés de la **lutte contre le travail clandestin** (n° **3312**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Création des régions** [7 décembre 1973] (p. 6786, 6787) : mise en œuvre de la loi du 5 juillet 1972 ; nature du contrôle financier opéré sur les régions ; réforme de la patente ; séparation promise des fonctions de préfet de région et de préfet de département.

• *questions au Gouvernement :*

— **Salaires et indemnités des personnels de direction des sociétés publiques ou parapubliques** [13 novembre 1974] (p. 6280).

— **Recherche de la paix au Vietnam et au Cambodge** [16 avril 1975] (p. 1734).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2977) : la nécessaire entente entre la France et son armée ; confier les responsabilités à des hommes plus jeunes ; aligner les limites d'âge des armées de terre et de mer sur celles de l'armée de l'air ; l'emploi des réservistes ; l'insuffisance du nombre des officiers et sous-officiers de réserve ; (p. 2978) : le décalage affligeant entre les responsabilités attribuées aux cadres de la nation pendant leur service et celles qu'ils exécutent ensuite ; le pourcentage trop important des dispenses pour motifs sociaux et d'exemptés pour motifs médicaux ; la compétition vers l'exemption ; établir des règles plus précises pour le service militaire effectué en coopération — imposer un service de coopération plus long que celui effectué dans l'armée.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3256) : abaissement de l'âge de la retraite ; déplafonnement des durées d'activité prises en cause ; modification de la progressivité des taux de pension.

• *question au Gouvernement :*

— **Ratification de la convention de Lomé** [18 juin 1975] (p. 4366).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2441**) : **Liquidation des pensions de vieillesse,** en qualité de suppléant de M. Fala-

la, [10 octobre 1975] (p. 6788) : nécessité d'accélérer l'instruction des demandes de liquidation des pensions de vieillesse de la sécurité sociale.

— (n° **21789**) : **Paiement des créances salariales** [10 octobre 1975] (p. 6792) : application de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1973 tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire, le paiement des créances résultant du contrat de travail ; son intention de déposer une proposition de loi tendant au même but.

— (n° **24396**) : **Services de santé scolaire** [28 novembre 1975] (p. 9143) : en qualité de suppléant de M. Lacombe, organisation des services de santé scolaire plus efficace ; les postes de médecin de santé scolaire vacants.

— (n° **24395**) : **Revendications de l'UNAF** [28 novembre 1975] (p. 9143, 9144) : application de l'article 137 du règlement ; demande le report de sa question en raison de l'absence du ministre intéressé.

— (n° **24395**) : **Revendications de l'UNAF** [19 décembre 1975] (p. 10082, 10083, 10084) : intentions du Gouvernement à l'égard des suggestions et revendications présentées au nom des familles par l'Union nationale des associations familiales ; souhaite que l'ensemble des responsabilités concernant la famille soient réunies dans les mains d'un même ministre.

— (n° **29283**) : **Garantie contre les calamités agricoles** [4 juin 1976] (p. 3823, 3824, 3825) : la faiblesse de la dotation accordée par le décret du 20 décembre 1975 ; son renouvellement en 1976 ; la situation du Loiret ; la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour indemniser les agriculteurs frappés par la sécheresse de cette année.

• *question au Gouvernement :*

— **Aide humanitaire de la France au Liban** [23 juin 1976] (p. 4548) : envoi d'une unité de santé au Liban.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **30016**) : **Usage des nappes d'eaux souterraines** [25 juin 1976] (p. 4727, 4728) : insuffisance de la législation et de la réglementation de l'usage des nappes d'eaux souterraines ; nécessité de soumettre les captages à autorisation préalable ; application à l'eau des dispositions concernant l'exploitation des autres richesses souterraines.

— (n° **37544**) : **Retraite de certains travailleurs manuels** [13 mai 1977] (p. 2760, 2761, 2762) : le nombre de personnes et catégories socio-professionnelles ayant bénéficié des dispositions de la loi du 30 décembre 1975 ; l'étroitesse du champ d'application de cette loi ; la nécessité d'assouplir la loi sur les travailleurs manuels.

— (n° **38483**) : **Politique familiale et médaille de la famille française** [3 juin 1977] (p. 3394, 3395) : problème soulevé par la remise de médailles de la famille française dans le Loiret ; nécessité de définir une politique globale de la famille et un véritable statut de la mère de famille ; le plan d'ensemble présenté par son groupe dans ce domaine.

— (n° **38935**) : **Opération « boîte postale 5000 »** [17 juin 1977] (p. 3970, 3971) : extension de l'opération « boîte postale 5000 » à tous les départements pour permettre aux Français de formuler leurs réclamations ou suggestions sur les problèmes des consommateurs.

• *question au Gouvernement :*

— **Prêts complémentaires aux départements et aux communes** [29 juin 1977] (p. 4419) : prêts nécessaires pour l'achèvement des travaux subventionnés et présentant un intérêt direct pour l'emploi.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42604**) : **Doctrine du ministère du travail en matière de licenciements** [9 décembre 1977] (p. 8522, 8523, 8524) : application du droit du travail aux filiales françaises des sociétés multinationales ; nécessité d'infléchir la politique des sociétés multinationales en fonction des intérêts locaux.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [10 octobre 1973]. **Article 7** (p. 4237) : harmonisation des régimes sociaux ; protection sociale de base unique ; textes votés par l'Assemblée dans ce sens ; déclarations ministérielles ; revendication de l'ensemble des Français sur l'unicité des prestations de base en matière de sécurité sociale ; souhaiterait savoir quelles seront les étapes de l'alignement de base ; opportunité des mesures sectorielles proposées ; égalité des Français devant la maladie, la vieillesse et les incapacités diverses ; souhaite que le Gouvernement mette à l'étude un système programmé, véritable loi d'orientation ; demande des précisions au ministre de la santé publique sur la réforme de la sécurité sociale ; erreur consistant à maintenir des régimes différents ; demande au ministre que soit précisé un calendrier des mesures envisagées ; (p. 4240) : rappelle à M. Bardol qu'il n'a pas le monopole de la défense des salariés ; sa demande de précision sur le concours du budget qui viendrait compléter la solidarité nationale qui doit s'établir au niveau des régimes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5535) : rappelle à M. Bayou son opposition au projet de sociétés agricoles d'aménagement foncier ; texte repoussé grâce à la majorité, crédits destinés au remembrement ; financement du FEOGA ; crédits du fonds d'action rurale ; prix minimum garanti du lait ; organisation interprofessionnelle du lait ; ONIBEV ; non-application des textes actuels sur les cumuls ; jurisprudences différentes suivant les régions ; achat systématique de fermes dans sa région et leurs conséquences sur la vie communale et rurale ; (p. 5336) : souhaite l'interdiction des cumuls à longue distance ; nécessité de l'unicité légale et réglementaire ; groupe de travail sur le statut du fermage ; politique de revalorisation de l'agriculture familiale rurale.

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5595) : déclaration du Président de la République sur la langue française le 25 mai 1971 à Bruxelles ; développement de la langue et de la civilisation françaises ; propos tenus par M. Marette ; l'erreur de penser que l'on peut laisser disparaître notre langue dans des pays où elle est en usage depuis des centaines d'années ; estime qu'il est impossible d'abandonner le français en Louisiane et à Haïti et prétendre l'enseigner au Texas et dans les Caraïbes ; impossibilité de diviser l'avenir d'une langue ; expression de certains peuples en français à l'intérieur même de leurs frontières ; leur formation aux disciplines modernes à travers notre langue ; directives d'orientation du plan quinquennal d'expansion culturelle et technique dit Plan Basdevant ; priorité pour les pays où le français est la langue d'expression internationale et souvent d'expression interne ; usage du français à l'ONU, à l'OUA et à l'UNESCO ; maintien de la francophonie ; appui du gouvernement américain au développement du français en Louisiane ; volonté du nationalisme haïtien de maintenir la langue française ; accord conclu avec le le gouvernement indien sur la place du français à Pondichéry ; opérations tournées vers l'avenir ; propos du président Senghor sur la langue française, véhicule d'une « symbiose créatrice » ; part accrue prise par la France dans le mouvement de la francophonie ; solidarité entre les peuples partageant l'usage de notre langue.

Commission mixte paritaire. Discussion générale [18 décembre 1973] (p. 7118) : exonération des droits de mutation en cas de baux agricoles de longue durée ; annulation de la circulaire ministérielle du 2 mars 1971 ; état de la procédure ; ses réserves sur les amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire ; regrette l'abandon par la commission mixte de l'exonération fiscale autorisée jusqu'à une fois et demie la surface minimale d'installation ; évasion fiscale ; fiscalité des mutations et discriminations ; propose un texte au Gouvernement ; (p. 7119) : ses arguments en faveur de ce texte ; situation des exploitants familiaux au regard des conditions d'inaptitude. **Discussion des articles. Article 2 h** (p. 7135) : ses arguments contre l'amendement du Gouvernement concernant les biens ruraux loués par bail à long terme.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 781). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6658) : ses observations sur l'augmentation du plafond de récupération des allocations du FNS.

— **Projet de loi, autorisant l'approbation d'un accord entre la France et l'agence de coopération culturelle et technique** (n° 445). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6909) : réalisations de l'agence ; renforcement des pouvoirs du secrétariat ; nécessité pour l'agence de resserrer ses activités ; son rôle d'animation ; (p. 6910) : de l'ensemble des associations sectorielles francophones, relations publiques de l'agence, coopération internationale, travaux de la conférence de l'agence à Liège.

1974

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° 937). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3182) : attire l'attention du Gouvernement sur les inconvénients de confier aux centres de planification et d'éducation familiale la distribution des médicaments contraceptifs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention avec le Niger en matière de sécurité sociale** (n° 1081), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3191) : souligne l'importance de cette convention pour favoriser le développement des mouvements de main-d'œuvre entre la France et le Niger ; le protocole annexe relatif aux étudiants.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3338) : son amendement n° 30 fixant la contribution exceptionnelle des entreprises à 1 millième de la part du chiffre d'affaires qui excède 500.000 F ; repoussé.

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs dans les départements de la métropole et dans les départements**

d'outre-mer (n° **1241**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5204) : son sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 4 de M. Voisin : durée du mandat des sénateurs élus selon les nouvelles dispositions ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5651) : la création de ce ministère est un signe des temps ; se réjouit de l'augmentation des crédits pour les barrages de la Loire ; les crédits stationnaires du FIANE ; la reconversion des déchets et les gains d'énergie : cas de l'aluminium ; la protection des forêts par la récupération des vieux papiers ; la récupération des plastiques ; (p. 5652) : le recyclage des pneumatiques ; régulariser les cours des matières récupérables ; rationaliser la collecte des déchets par un tri préalable ; réétudier la fabrication de composts à partir des ordures ménagères ; la responsabilité du producteur sur ses déchets ; les agences de la pollution atmosphérique ; les problèmes de l'énergie nucléaire ; l'information de l'opinion ; la récupération des calories ; l'énergie géothermique ; l'énergie solaire ; la fabrication des pompes solaires à Montargis ; l'accord franco-mexicain sur l'utilisation de l'énergie solaire ; (p. 5653) : vaincre les réticences et les routines administratives.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5875) : améliorer le taux de scolarisation des enfants de moins de cinq ans ; ses observations relatives aux procédures de créations de maternelles ; ses observations relatives à la situation du personnel de l'enseignement préélémentaire ; orientation préscolaire et scolaire.

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5976) : défend et illustre la notion de francophonie ; demande qu'en ce domaine les instruments administratifs soient réformés.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6031) : dotations essentiellement sociales ; renvoyer aux charges communes les dépenses de transfert ; les les prêts du Crédit agricole ; la destination effective des bonifications ; la réalisation du Plan ; le remembrement ; le fonctionnement des SAFER ; (p. 6032) : un budget de programmes ; la réorganisation foncière ; la recherche agronomique ; le prix des engrais ; les protéines végétales ; le remboursement de la TVA ; les subventions à l'habitat rural ; le lycée agricole du Chesnoy ; les normes d'attribution des aides communautaires ; [8 novembre 1974] (p. 6138) : son amendement n° 137 relatif à la modernisation des exploitations ; retiré.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7166) : renonce à son intervention qui s'adressait au garde des sceaux absent du banc du Gouvernement.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 12** (p. 1513) : son amendement n° 73 : supprimer toute référence à une indemnisation éventuelle ; (p. 1514) : est prêt à se rallier à un amendement intermédiaire ; son souci de voir respecter arbres et clôtures ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 147 de M. Méhaignerie. **Après l'Article 13** (p. 1518) : s'oppose aux amendements n° 35 de M. Bizet et n° 89 de M. Gerbet ; trop grand laxisme dans l'application de la législation sur les cumuls. **Après l'Article 15** (p. 1520) : son amendement n° 74 : à l'article 845-1 du code rural remplacer les mots : « ayant atteint à la date prévue pour la reprise l'âge de la retraite », les mots : « se trouvant à la date prévue pour la reprise à moins de neuf ans de l'âge de la retraite » ; caractère anormal d'une reprise à l'âge de soixante-cinq ans ; repoussé. **Article 16** (p. 1522) : s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Lavielle ; la création d'une carte professionnelle agricole ; la nécessaire définition de la profession agricole. **Article 17** (p. 1527) : son amendement n° 75 : extention par arrêté préfectoral des dispositions de l'article 870-28 relatives aux baux à long terme à l'ensemble des baux régis par le présent titre ; (p. 1528) : rendre plus faciles les améliorations culturales voulues par le preneur ; aller vers des méthodes plus simples ; repoussé. **Article 22** (p. 1536) : son amendement n° 45 : entrée en vigueur de la loi le jour de la publication des arrêtés préfectoraux pris en application de l'article 812, alinéa 6, du code rural ; (p. 1537) : nécessité d'un délai supérieur à huit mois pour l'entrée en vigueur de la loi ; son application à la parution des arrêtés préfectoraux ; retiré au profit de l'amendement n° 69 de M. Gerbet.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : avant l'Article 237 du code civil** (p. 3377) : son amendement n° 238 : divorce en cas d'aliénation mentale ; réservé. **Article 237 du code civil ;** (p. 3379) : son amendement n° 239 : supprimer l'article ; réservé ; son amendement n° 239 : supprimer l'article ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [15 octo-

bre 1975]. **Article 20** (p. 6933) : s'oppose au sous-amendement n° 413 de M. Dubedout, à l'amendement n° 180 de M. Fanton.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 12** (p. 7291) : évoque le problème de la contribution forfaitaire des sociétés ne déclarant pas de bénéfices ; demande au Gouvernement de mettre fin à la prolifération des sociétés fantômes. **Article 20** (p. 7308) : ses observations sur le compte spécial du Trésor prévu à l'article 20 ; demande si l'aide à l'exportation du livre fait partie des actions du compte.

Deuxième partie :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7569) : les pays de langue française ; le Liban ; l'accueil des réfugiés du Vietnam ; l'affaire Claustre ; la coopération de la France et du Québec ; (p. 7570) : la coopération avec la Louisiane en matière d'enseignement.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8970) : souhaite que le projet bénéficie aux jeunes délinquants primaires et non aux oisifs, professionnels de la délinquance.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9463, 9464) : souligne le rôle joué dans l'économie par les entreprises de sous-traitance ; la valeur de la proposition de loi dans la lutte contre le chômage et l'insécurité.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2568, 2569) : demande quand se déroulera le débat sur la réforme des finances locales.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2720) : ne pas rester dans l'expectative face au drame du Liban ; mener dans l'immédiat une action humanitaire d'envergure ; la francophonie et la récente réunion des parlementaires francophones ; le lien que constitue l'usage de la langue française ; (p. 2721) : donner l'exemple de l'indépendance, condition d'une coopération efficace ; adapter les moyens matériels ; l'insuffisance du budget des affaires étrangères.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 17** (p. 3232) : relève que les critères retenus par les différentes commissions régionales pour juger de la qualité de soutien de famille sont extrêmement divers ; préfère avoir à dispenser des pères plutôt que des personnes affligées d'un handicap plus ou moins évident.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 13** *bis* (p. 4068) : s'interroge sur les amendements n° 10 de M. Mesmin et n° 18 du Gouvernement qui introduisent une excessive complication en parlant des collectivités locales ; soutient l'amendement n° 11 défendant les droits des non-chasseurs ; retiré ; (p. 4068) : interroge le secrétaire d'Etat sur l'esprit dans lequel il compte aborder le problème.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p 4843) : les schémas régionaux de transports collectifs ne devraient pas rester purement indicatifs ; (p. 4844) : le rétablissement de certaines lignes de chemin de fer, notamment de celles assurant la liaison Est-Ouest et de la ligne Montargis-Orléans ; les crédits votés par le conseil régional ; la mauvaise volonté des instances parisiennes de la SNCF. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4885) : son amendement n° 15 précisant que le projet de liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée ne doit pas être réalisé au détriment des autres voies navigables ; (p. 4886) : indique qu'il serait souhaitable que l'Etat participe au financement des programmes d'actions prioritaires d'initiative locale auxquels il aurait donné son accord ; demande d'inscrire dans le Plan certains aménagements du canal du Loing et du canal de Briare ; (p. 4887) : craint que la priorité donnée à la liaison Rhin-Rhône n'épuise la quasi-totalité des crédits d'entretien de l'ensemble des voies d'eau françaises ; souhaite que l'opération Rhin-Rhône ne soit pas financée sur la même enveloppe ; amendement n° 15 réservé.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion de l'article unique** [7 juillet 1976] (p. 5143) : sur l'amendement n° 6 de M. Foyer demande quels seront les critères retenus par les autorités pour décider de la nationalité française ;

s'inquiète de la procédure de déclarations prévue dans le projet ; (p. 5144) : demande quelles seront les preuves à fournir pour les déclarations.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6633) : critique la nouvelle rédaction de l'article 2 proposée par le Gouvernement qui n'atteint pas la justice et qui ne tient pas compte de la loi sur les calamités agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 10** (p. 6982, 6983) : l'exonération de la taxe forfaitaire annuelle de 1.000 F concernant les sociétés nouvelles pendant les trois premières années de leurs activités ; les sociétés ne déclarant pas de bénéfices ; le refus de l'administration des finances de communiquer aux services de l'Assemblée les derniers éléments à leur disposition ; les sociétés effectives ; l'absence de contrôle de plusieurs sociétés ; les grosses fortunes camouflées ; les promesses du Gouvernement ; demande à l'Assemblée de ne pas approuver l'article 10 ; les difficultés d'appliquer la loi dans le cas de comptabilités complexes et dans des situations géographiques variées ; l'importance de la justice fiscale ; (p. 6985) : l'absence d'exécution des engagements pris par le ministre des finances en juillet 1974 et en octobre 1975 ; ses propositions du 23 octobre 1975 ; le caractère inadmissible des sociétés perpétuellement en déficit ; les promesses gouvernementales non tenues ; (p. 6986) : fait remarquer à M. Ginoux que le débat porte sur les sociétés « bidon ».

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7609) : les difficultés de négociation de la France avec ses partenaires européens ; le marché du lait ; le cheptel ; le décret pris à propos du plan de développement ; la nécessité de la solidarité nationale ; les quanta, les aides directes à l'installation et à la production devant se substituer aux aides aux produits.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7839) : les liens unissant l'ensemble des peuples de langue et de culture françaises dans un cercle commun de solidarité ; la diplomatie française ; des moyens insuffisants ; un budget misérable ; impossibilité de continuer à fonder notre expansion culturelle sur le système du détachement d'enseignants des corps métropolitains ; une charge budgétaire de plus en plus lourde ; l'évolution des méthodes d'enseignement du français ; la solidarité francophone.

1977

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes** (n° **2921**). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 3** (p. 4008) : son amendement n° 3 : élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes par groupe de départements et modalités de constitution des groupes de départements ; retiré. **Avant l'Article 4** (p. 4008) : son amendement n° 4 : élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes parmi les députés et les sénateurs ; retiré. **Article 4** (p. 4008) : son amendement n° 6 de suppression ; devenu sans objet. **Article 5** (p. 4008) : son amendement n° 7 de suppression ; devenu sans objet. **Après l'Article 14** (p. 4009) : son amendement n° 5 : réservation de la propagande aux partis nationaux ; (p. 4010) : aux partis supranationaux et aux partis étrangers ; l'action de la fédération patronale italienne ; l'application des dispositions de la Constitution, de la loi et de la jurisprudence s'appliquant aux élections à l'échelon national ; l'impossibilité pour les syncats de participer à la campagne électorale ; amendement n° 5 adopté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds de solidarité africain, ensemble une annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976** (n° **2876**), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4099) : la création du fonds de solidarité africain ; les réunions au sommet des Etats africains et de la France ; la composition du groupe d'Etats signataires ; l'accord du 20 décembre 1976 ; l'idée de la solidarité francophone ; l'accès des Etats africains aux investissements internationaux ; l'attribution de garanties d'emprunt, de bonification des taux d'intérêt et de financement de l'allongement de la durée de certains prêts ; la gestion du fonds ; son siège ; la grille de répartition des contributions ; le souhait unanime de la commission des affaires étrangères de la ratification par l'Assemblée de cet accord.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4497) : l'exclusion de l'intervention des SAFER des problèmes qui se poseront dans les zones où les agriculteurs sont nombreux à rechercher des terres. **Article 2** (p. 4501) : la définition de l'état d'inculture ; la mise en

valeur cynégétique des terres ; (p. 4502) : la difficulté de distinguer les terres consacrées à la chasse et celles qui ne le sont pas ; la vocation des terres incultes à être mises en valeur. **Explications de vote** (p. 4513) : indique qu'il votera le projet de loi ; l'esprit de son vote ; l'application de la loi ; améliorer la cohérence du texte.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n°s 261, 1532). Troisième lecture. Rappel au règlement** [30 juin 1977] (p. 4552) : l'enregistrement des abstentions.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7174) : le vote négatif de la commission des affaires étrangères sur les crédits des relations culturelles et de la coopération technique ; la communication au Parlement du plan de redressement du ministère des affaires étrangères ; la coopération avec les pays de langue française ; la francophonie ; l'association internationale des parlementaires de langue française ; (p. 7175) : le rôle de l'agence de coopération ; l'accueil du premier ministre québécois ; le caractère fraternel des rapports entretenus par la France avec le Québec ; la création d'un organe de coopération interparlementaire entre le bureau de l'Assemblée nationale et le bureau de l'Assemblée nationale du Québec ; le groupe d'amitié France-Québec.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 8381) : son amendement n° 65 : redéfinition des missions des SAFER ; non soutenu. **Article premier** (p. 8398) : la notion de large publicité des décisions de préemption et de rétrocession des SAFER ; les formes de la publicité réalisée par les SAFER ; la nature réglementaire des modalités de publicité. **Article 2** (p. 8395) : soutient l'amendement n° 37 de M. de Poulpiquet : droit de retrait de la vente des vendeurs ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 8396) : son amendement n° 66 : exercice du droit de préemption par les SAFER en vue de favoriser la réalisation des équipements publics et des opérations d'aménagement en zone rurale ; retiré ; son amendement n° 67 : conditions de surface des exploitations rétrocédées ; retiré. **Article 4** (p. 8398) : soutient l'amendement n° 38 de M. de Poulpiquet : non-application du droit de préemption aux acquisitions réalisées par les petits exploitants ou leur épouse ayant une double activité ; repoussé. **Après l'Article 4** (p. 8403) : soutient l'amendement n° 40 rectifié de M. de Poulpiquet : délai de recevabilité des actions en justice contestant les décisions de préemption et de rétrocession prises par les SAFER ; retiré ; (p. 8404) : son amendement n° 68 : consultation préalable à l'usage du droit de préemption et des décisions de rétrocession du maire du lieu de la situation des biens ; retiré. **Article 5** : son amendement n° 69 : publicité des offres de rétrocession et des délais de présentation des candidatures à la mairie de la commune du lieu de la situation du bien ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 8406) : soutient l'amendement n° 41 de M. de Poulpiquet : biens pouvant être cédés par les bénéficiaires d'une attribution de terres par les SAFER ; repoussé ; soutient l'amendement n° 42 de M. de Poulpiquet : confirmation du motif « de prix excessif » par l'administration des domaines ; repoussé ; soutient l'amendement n° 43 de M. de Poulpiquet : statut et conditions de rémunération des personnels et agents fonciers travaillant pour le compte des SAFER ; repoussé ; soutient l'amendement n° 44 de M. de Poulpiquet : responsabilité du président et du directeur des SAFER en cas d'infraction à l'esprit et à la lettre de la loi ; retiré ; son amendement n° 70 : nécessité de l'avis conforme du service des domaines en cas de proposition de prix supérieur au dixième de la valeur vénale de la même catégorie dans la région considérée ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à l'accord portant création du fonds africain de développement, ensemble deux annexes, fait à Abidjan le 29 novembre 1972** (n° 3056), rapporteur de la commission des affaires étrangères. **Discussion générale** [17 décembre 1977] : son rapport présenté par M. Michel Boscher.

DENIS (Bertrand)

Député de la Mayenne
(3e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Président de cette commission [10 mai 1973] (p. 1172).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [29 mai 1973] (p. 1642).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Président de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3365).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Président de cette commission [24 octobre 1974] (p. 5442).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Président de cette commission [23 novembre 1976] (p. 8605).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3043).

Président de cette commission [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [2 décembre 1977] (p. 8233).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les règles de priorité édictées par le code de la route** (n° **285**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer l'égalité entre tous les étudiants qui préparent des diplômes nationaux d'enseignement supérieur** (n° **286**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'honorariat est conféré aux anciens maires et adjoints** (n° **384**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi instituant un régime d'épargne foncière agricole** (n° **567**) [28 juin 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). III. **FORMA** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). III. FORMA (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à modifier les **articles 39, 142 et 143 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1494**) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'**ordonnance n° 58-1100** du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des Assemblées parlementaires** (n° **1532**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser le **vote par procuration pour les députés** et les **conseillers généraux** lors des **élections sénatoriales** (n° **1533**) [11 avril 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). **Tome III : Organisation des marchés agricoles** (FORMA, ONIBEV, etc.) (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi : 1° (n° 1546) relative à l'organisation des **jardins familiaux** ; 2° (n° 1714) relative à la création et à la protection des **jardins familiaux** (n° **2052**) [11 décembre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 2342) relative à la création et à la protection des **jardins familiaux** (n° **2424**) [24 juin 1976].

— **Rapport d'information**, déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur l'**agriculture américaine**, à la suite d'une **mission** effectuée aux **Etats-Unis** du 7 au 22 mars 1975 (n° **2435**) [29 juin 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome I : Agriculture** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome I : Agriculture** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **161**) : **Aide aux pays en voie de développement** [2 mai 1973] (p. 967).

— (n° **299**) : **Situation du téléphone** [11 mai 1973] (p. 1219).

• *questions d'actualité :*

— **Aide aux commerçants et artisans âgés** [30 mai 1973] (p. 1678).

— **Ravitaillement en produits pétroliers** [26 octobre 1973] (p. 4879, 4880) : situation angoissante pour le fuel domestique et le gas-oil.

— **Cours de la viande bovine** [28 novembre 1973] (p. 6426, 6427).

• *question orale avec débat :*

— (n° **11466**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2790) : nécessité de réserver les scories de déphosphoration aux agriculteurs français ; versement de la prime de trois centimes d'augmentation du prix du lait ; difficultés du marché de la viande ; (p. 2794, 2795) : reprise des négociations avec l'Italie sur les exportations de veaux.

• *questions au Gouvernement :*

— **Importations de viande porcine** [26 juin 1974] (p. 2973).

— **Fonds national de solidarité** [9 octobre 1974] (p. 4898).

— **Allocation du fonds national de solidarité** [20 novembre 1974] (p. 6792).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8067, 8068) : le travail considérable accompli par la commission d'enquête ; la traduction des auditions de la sous-commission Church sur les liens entre les sociétés multinationales et la politique étrangère des Etats-Unis ; amélioration de la procédure des commissions d'enquête ; (p. 8070) : la publication des bénéfices des sociétés pétrolières françaises.

— **Lutte contre la criminalité** [16 avril 1975] (p. 1732) : multiplication des prises d'otages particulièrement en zone rurale.

— **Rénovation de l'habitat ancien** [28 mai 1975] (p. 3286).

— **Stock de poudre de lait** [25 juin 1975] (p. 4714) : résorption des excédents sans destruction ni gaspillage.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24326**) : **Restitution de la TVA en cas de vol** [5 décembre 1975] (p. 9442) : assimilation des marchandises volées aux marchandises endommagées par une inondation.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation d'anciens élèves de l'école nationale de l'aviation civile** [10 décembre 1975] (p. 9614) : situation de cinquante jeunes gens reçus au concours d'Air France comme pilotes mais non engagés.

• *question orale sans débat :*

— (n° **27786**) : **Lutte contre la brucellose** [9 avril 1976] (p. 1606, 1607) : l'insuffisance des résultats obtenus et du système d'indemnisation ; l'élimination des foyers d'infection.

• *question au Gouvernement :*

— **Transports de paille** [20 avril 1977] (p. 1952) : versement de la subvention aux transporteurs de paille.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **36532**) : **Régime fiscal des provisions pour congés payés** [22 avril 1977] (p. 2102, 2103) : demande la déductibilité fiscale de ces provisions ; tient à la disposition du Gouvernement un texte permettant de résoudre cette question de façon échelonnée.

— (n° **36631**) : **Importations de textiles** [13 mai 1977] (p. 2762, 2763) : situation dramatique de l'industrie textile française ; concurrence déloyale de pays ne respectant pas les lois sociales élémentaires ; application des clauses de sauvegarde communautaire.

• *question au Gouvernement :*

— **Logement des déshérités** [18 mai 1977] (p. 2864) : crédits mis à la disposition des déshérités pour réhabiliter leur logement.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38025**) : **Allocation de logement de certaines personnes âgées** [3 juin 1977] (p. 3400, 3401) : situation au regard de l'allocation logement des personnes âgées habitant dans un immeuble appartenant à leurs descendants.

• *question au Gouvernement :*

— **Contrôle des restrictions apportées aux importations de textile** [22 juin 1977] (p. 4055) : nécessité de prendre des mesures pour éviter toute importation clandestine.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **38934**) : **Cadastres ruraux** [24 juin 1977] (p. 4213, 4214) : retard pris dans la mise à jour des cadastres ruraux ; insuffisance des effectifs des agents des cadastres ; souhaite des révisions cadastrales plus fréquentes.

— (n° **42034**) : **Réglementation des débits de boissons** [25 novembre 1977] (p. 7957, 7958) : conséquences de la fermeture des débits dans les petites communes rurales ; maintien des cafés, restaurants et hôtels dans les petites agglomérations.

• *question au Gouvernement :*

— **Lutte contre les maladies du bétail** [30 novembre 1977] (p. 8054) : les nouvelles maladies transmises par des bêtes importées et des semences achetées à l'étranger.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42969**) : **Régime d'attribution de l'aide à la tierce personne** [16 décembre 1977] (p. 8891) : l'économie résultant de la possibilité pour les caisses de sécurité sociale de moduler l'aide à la tierce personne ; maintien à domicile des personnes handicapées.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° 9) [11 avril 1973] (p. 807) : évoque les problèmes de l'agriculture ; souhaite un rattrapage des revenus des agriculteurs ; souhaite pour l'agriculture une prime de risque face aux aléas ; une revalorisation des prix agricoles européens ; évoque le problème foncier ; rappelle la proposition de son groupe de créer une épargne foncière ; souhaite un aménagement de l'IVD ; une aide accrue aux régions de montagne ; évoque la situation des commerçants et des artisans ; souhaite que des mesures soient prises en leur faveur ; (p. 808) : rappelle la concurrence des grandes surfaces ; approuve le projet de budgétisation d'une partie des charges de la sécurité sociale.

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1019) : rappelle l'attachement des républicains indépendants à l'Europe ; position des socialistes dans le débat ; demande la réduction du prix du beurre au détail ; rappelle les efforts du Gouvernement en faveur de la petite production ; demande une politique des aliments du bétail ; le versement plus rapide des subventions pour les bâtiments d'élevage ; le respect du prix du lait ; des précisions sur les primes d'élevage à l'hectare ; (p. 1020) : l'encouragement à la consommation du vrai lait par les veaux ; la révision du système des zones de rénovation rurale ; l'aide aux épargnants ; le réexamen de l'IVD ; la suppression

de l'indemnité complémentaire de restructuration et de la prime en capital.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [17 mai 1973] (p. 1353) : conditions dans lesquelles se déroulent les débats ; souhaite une modification complète des dispositions du règlement.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° 510). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2554) : avenir de l'élevage ; difficultés des producteurs ; utilisation du maïs et ses conséquences ; importance de la baisse sur la viande de luxe ; ses observations sur les arguments présentés par M. Lelong ; autorisation pour le FORMA d'effectuer des achats pour enrayer la baisse ; inquiétude des producteurs ; modulation de la TVA sur les ventes de viande bovine.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Article 6** (p. 4118) : souhaite que le problème de la patente soit traité au fond ; ses réserves sur les amendements traitant de cette question ; **Article 29** (p. 4124) : ses arguments en faveur du texte du Gouvernement ; **après l'Article 33** (p. 4137) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; estime qu'il serait bon que le texte reprenne l'article de la loi concernant les soldes et les articles défraîchis ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4357) : son rappel au règlement (droits au dépôt d'amendements) ; **Après l'Article 22** (p. 4359) : ses observations sur l'amendement de M. Boinvilliers ; **Article 28** (p. 4371) : ses arguments en faveur de l'adoption de l'amendement de M. Briane (priorité des prêts de la CAECL pour les communes de moins de 100.000 habitants) ; [19 octobre 1973] (p. 4634, 4635) : explique le vote de son groupe en faveur du projet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [7 décembre 1973]. **Article 41** *bis* (p. 6778) : son désaccord avec l'amendement de M. Bignon (formation préprofessionnelle seulement dans les entreprises artisanales; (p. 6784) : explique le vote favorable de son groupe sur l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles. Après l'Article 6 [25 octobre 1973] (p. 4788) : ses observations sur l'amendement de M. Brochard ; injustice consistant à imposer à un taux de T.V.A. élevé les activités de tourisme populaire ; regrette par ailleurs que soit proposée l'imposition d'activités hôtelières d'importance internationale ; [26 octobre 1973] : **Article 15** (p. 4895) : explique le vote de son groupe en faveur de l'article.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, rapporteur pour avis [6 novembre 1973] (p. 5234) : budget du FORMA et politique d'orientation ; suggère sans changer le total de la dotation du FORMA, d'accroître les dépenses de subvention et les crédits destinés au financement des mesures sociales pour les produits laitiers et la collecte du lait dans les zones de montagne ; intervention du FEOGA ; possibilité donnée au FORMA d'emprunter à court terme ; modalités de financement de la participation de la France au budget du FEOGA ; fonds perçus du FEOGA en contrepartie ; sa critique des versements compensatoires ; souhaite la création d'une monnaie européenne ; problème du lait ; stock de beurre ; poudre de lait ; estime que la situation de la production laitière sera plus favorable dans les mois qui viennent que pendant l'hiver 1972-1973 ; importance qu'attache la commission au prix du lait ; regrette que la solidarité européenne des Neuf ne joue pas en matière de prix du lait ; (p. 5235) : concurrence en matière de fromages ; difficultés des pays de montagne ; marché de l'emmenthal ; accroissement de la production et de l'exportation de fromages ; problèmes de la viande ; situation de la production porcine ; difficultés des producteurs de viande bovine ; intervention permanente ONIBEV ; situation des petits fermiers ; esclavage du lait ; nécessité d'encourager la production de viande ; prix de la viande au détail ; exportation régulière et stabilisation des cours ; prix des aliments du bétail, pénurie d'aliments végétaux protéinés ; nécessité de définir une politique des aliments protéinés, craintes de l'INRA pour son avenir ; problèmes de pollution agricole et de nuisance qu'entraînent les méthodes modernes d'élevage ; marché des fruits et légumes ; distributions gratuites des produits : interventions du FORMA dans les DOM ; prix du vin, ravitaillement en pétrole ; stabilisation des cours de la monnaie dans la CEE ; hausse du coût de la vie et revenus des agriculteurs ; (p. 5313) : son rappel au règlement ; application de l'article 55 du règlement ; limitation du temps de parole. **Etat B - Titre III** [7 novembre 1973) (p. 5342) : intervient dans la discussion de l'amendement de M. Bonhomme : suppression de la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; estime nécessaire d'accroître les prêts aux jeunes, en plus du foncier.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5655) : transports scolaires ; (p. 5656) : règle de la distance, ses observations sur les cartes scolaires, transports hebdomadaires, transports organisés par les associations fami

liales ; champ d'application des bourses, ses réserves sur le barème et sur le système d'attribution des bourses ; aide aux élèves infirmières.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5776) : effort des gouvernements de la Ve République en faveur du logement, PACT ; action menée par les centres d'amélioration du logement et de lutte contre le taudis ; (p. 5777) : insuffisance des moyens de ces centres, aide de l'ANAH du crédit mutuel, du crédit agricole et du crédit immobilier ; souhaite une caisse spéciale affectée aux réparations, une prime de restauration à la ville et à la campagne ; demande une aide du Gouvernement en faveur des PACT.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6057) : pollution des lacs alpins, pollution marine et protection des plages ; (p. 6058) : eau des rivières et pollution industrielle, centres de recherches ; agences de bassin ; éducation des touristes ; agriculture moderne et pollution, protection des sites ; indemnisation des propriétaires de terrains classés *non aedificandi ;* contrôle des carrières ; protection des forêts ; ordures ménagères ; lutte contre le bruit ; publicité sur les routes ; environnement et éducation des Français.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6125) : son amendement tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973]. **Etat B - Titre IV** (p. 6142) : son amendement tendant à permettre le financement de l'ONIBEV.

— Rappel au règlement [26 octobre 1973] (p. 4884) : ouverture d'un débat sur la Villette.

— Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés (n° 642). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Après l'Article 13** (p. 6467) : soutient l'amendement de M. Bernard Marie (émission d'obligations convertibles en actions destinées à être souscrites par les salariés).

— Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'honorariat est conféré aux anciens maires et adjoints (n° 604). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 6543) : texte destiné à réparer l'injustice dont peuvent être victimes des maires qui méritent l'honorariat.

— Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 637). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 2** (p. 6612) : situation des logements répondant aux normes HLM en zone rurale.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6658) : plafond de ressources au-dessus duquel sont récupérées les allocations du FNS ; situation des ménages.

— Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et aménagement du régime des cumuls (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6872) : travaux de la commission spéciale, IVD et libéralisation en faveur des fermiers, promesse de rétroactivité de M. Duhamel. **Discussion des articles. Article premier B** (p. 6885) : ses observations sur le sous-amendement de M. Bernard : affectation des terres, pouvoirs de la commission départementale. **Article 2** (p. 6892) : son amendement de suppression.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme (n° 743). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7257) : répond aux propos de M. Chandernagor sur l'attribution des rapports en commission.

1974

— Discussion d'une motion de censure [25 janvier 1974] (p. 431) : ses observations relatives aux difficultés des agriculteurs et particulièrement des éleveurs.

— Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière (n° 952). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3107) : attire l'attention du Gouvernement sur la situation des petits producteurs de lait ; demande la suppression de la TVA sur les produits laitiers.

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972 (n° 851). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3010) : ses observations relatives à l'utilisation des crédits du FORMA.

— Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles (n° 809) [11 juin 1974]. **Discussion générale** (p. 2587) : rappelle le texte proposé à Toulouse par certains députés indépendants et relatifs à l'épargne foncière ; inquiétude sur l'évolution des prix agricoles ; situation du marché des veaux.

— Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645). **Première lecture. Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article I 683 du code de la santé publique** (p. 2648) : ses observations sur les amendements nos 40, 51, 84 ; situation des petits éleveurs en cas

de modification du régime UVA des aliments d'adaptation. **Article L 617-1 du code de la santé publique** (p. 2661) : soutient l'amendement n° 45 de M. Boudet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 614 du code de la santé publique** (p. 1783) : son amendement n° 9 : prescription par un vétérinaire de médicaments préparés pour l'usage humain ; adopté.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4731) : nécessité d'élever les taux de remboursement forfaitaire.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 5** (p. 5111) : sur l'article : souligne l'intérêt de la politique du Gouvernement pour une meilleure protection sociale des agriculteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 7** (p. 5409) : demande le dégrèvement de l'impôt foncier pour les personnes âgées. **Article 10** (p. 5421) : sur l'amendement n° 37 de M. Alduy : prime de déplacement en zone rurale. **Article 20** (p. 5438) : félicite le Gouvernement pour l'ensemble du projet de budget.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [7 novembre 1974] (p. 6004) : le caractère indicatif des crédits du FORMA ; le montant des aides économiques à l'agriculture ; les bénéficiaires de ces aides ; (p. 6005) : les crédits aux porcheries, les étables et enclos ; la baisse de la production laitière ; le prix des aliments du bétail ; la culture de produits protéinés ; les stocks de beurre ; la poudre de lait ; les exportations de fromages ; les fruits et légumes ; les distilleries pour les pommes à cidre ; l'aide aux producteurs de cannes à sucre, au stockage et à la distillation du vin ; la production de sucre ; l'ONIBEV ; les exportations de viande vers le Proche-Orient et les pays de l'Est ; le classement et le traitement de la viande ; les achats de viande ; (p. 6006) : la France agricole à l'intérieur du Marché commun ; la commission souhaite une parité des produits et s'inquiète de la diversité des cotations ; demande des règles communes pour la culture de la vigne ; donne un avis favorable à l'adoption des crédits du FORMA et de l'ONIBEV ; [8 novembre 1974] (p. 6145) : à propos de l'amendement n° 48 de M. Rigout, rappelle son opposition à ce que le revenu cadastral serve de référence pour le calcul des cotisations.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7867) : insiste pour un placement rapide des enfants ; votera l'article 4. **Discussion des articles** [17 décembre 1974]. **Après l'Article 15 :** (p. 7947) : l'institution d'une procédure dans des emplois et d'indemnisation ; n'estime pas judicieux de revoir tout le code du travail ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 17.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Première lecture. Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1393) : les progrès accomplis par l'agriculture depuis 1945 ; (p. 1394) : le problème de l'habitat ; faiblesse et longueur d'attribution des subventions ; le coût des installations modernes ; harmoniser les législations européennes ; la diminution considérable du nombre des agriculteurs locataires ; la charge importante imposée aux nouveaux propriétaires ; ne pas tourner les dispositions du statut de fermage par la vente de la nue-propriété ; la position du congrès des républicains indépendants à Toulouse. **Discussion des articles.** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1500) : ses observations sur l'amendement n° 55 de M. Villon et l'amendement n° 39 de M. Darinot ; sensibilité des préfets aux avis des commissions ; leur faire confiance. **Article 8 :** (p. 1508) : son amendement n° 137 ; maintenir l'indemnisation du preneur pour perte de jouissance en cas de vente d'une parcelle comprise dans un plan d'urbanisme ; adopté. **Article 12** (p. 1513) : son sous-amendement n° 151 ; l'amendement n° 147 de M. Méhaignerie ; retiré. **Article 2** (*suite*) (p. 1540) : demande le report de la suite de la discussion au lendemain matin. **Seconde délibération. Article premier** (p. 1542) : son observation sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. Explications de vote ; la concertation entre les membres de la profession, l'adaptation nécessaire à l'évolution ; le vote positif du groupe des républicains indépendants. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 juin 1975]. **Article 7** (p. 4268) : demande au Gouvernement s'il compte déclarer l'urgence afin de provoquer la réunion très rapide d'une commission mixte paritaire.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1975] (p. 1598) : la taille des machines agricoles rend le remembrement indispensable ; protéger les arbres ; regrouper les bâtiments d'exploitation ; prendre

les mesures de protection de la nature ; éviter la spéculation ; favoriser les échanges amiables. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4354) : le retard dans la mise à jour des cadastres ; le caractère insuffisant de l'alternative remembrement-échanges amiables ; officialiser la procédure de la réorganisation foncière.

— **Rappel au règlement** [17 avril 1975] (p. 1773) : indique qu'une proposition de résolution et une proposition de loi relatives aux moyens et aux pouvoirs des commissions d'enquête ont été déposées ; demande à la commission des lois d'étudier ces deux textes.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [3 juin 1975]. **Article premier** (*suite*) : **article 241 du code civil** (p. 3523) : apporte son soutien au Gouvernement dans sa volonté de rendre le texte plus compréhensible.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**). **Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3825) : lutter contre la prolifération des ordures ménagères ; la disparition des chiffonniers ; faire entrer rapidement en application le projet de loi ; le caractère peu excusable des dépôts sauvages d'ordures ; apprendre aux Français, notamment aux enfants, à respecter la nature ; organiser la collecte des produits récupérables ; les ordures qui jalonnent la ligne Paris-Marseille.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3985) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Burckel ; demande que le Gouvernement ne revienne pas sur ce qui a été accordé aux exploitations agricoles ; (p. 3995) : sur les amendements en discussion, demande que l'Assemblée pense aux régions qui sont dépeuplées. **Article 3** (p. 4003) : fait observer sur l'amendement n° 29 de M. Glon qu'il y a un contrôle de l'inspection du travail pour l'embauche des handicapés ; (p. 4004) : fait valoir que la proposition de M. Glon évite la création de centres spéciaux pour handicapés ; (p. 4007) : remercie le Gouvernement d'avoir repris par son amendement n° 150 les dispositions de son amendement n° 31, irrecevable par application de l'article 40 de la Constitution ; son amendement n° 32 : non prise en compte au nombre des salariés des apprentis sous contrat ; adopté. **Article 4** (p. 4012) : son amendement n° 36 : réévaluation des limites prévues lors du vote de chaque loi de fiances ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 146 de M. Bardol.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [25 juin 1975]. **Article 4** (p. 4741) : suggère à M. Boulin de déposer un sous-amendement à l'amendement n° 9 de M. Valleix. **Explication de vote** (p. 4743) : l'amélioration du sort des agriculteurs grâce aux accords inter-professionnels ; le vote positif du groupe des républicains indépendants.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6121) : les malheurs qu'a connus l'agriculture ; envisager d'autres mesures en faveur de l'agriculture ; le problème de l'enseignement agricole ; (p. 6122) : le problème de la viticulture.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s **1588** et **1881**). **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 8** (p. 6827) : insiste sur la nécessité de dégager des fonds pour la « réhabilitation » des habitats anciens ; [15 octobre 1975] : **Après l'Article 8** (p. 6898) : est favorable à l'amendement n° 401 de M. Lauriol ; souhaite qu'une distinction soit faite entre les forêts privées ouvertes et celles qui ne le sont pas. **Article 13** (p. 6903) : son amendement n° 376 : restitution de plein droit au constructeur du montant du versement effectué en cas d'annulation du permis de construire ; repoussé. **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6942) : ses observations sur l'amendement n° 36 de M. Dubedout. **Article L 211-3 du code de l'urbanisme** (p. 6943) ; son amendement n° 472 : protéger les propriétaires d'exploitations agricoles touchés par l'urbanisation ; retiré ; [16 octobre 1975] : **Article 20** (*suite*) : **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6973) : estime que les amendements n°s 198 de M. Fanton et 465 de M. Claudius-Petit tendent à faire obstacle à la libre initiative des maires ; [17 octobre 1975] : **Article 85** (p. 7044 et 7045) : son amendement n° 473 : versement séparé et direct de l'indemnisation du fermier par l'expropriant ; accepte que son amendement soit introduit au 2° de l'article 85 et non au 1° ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 8** (p. 7276) : craint que l'augmentation des droits indirects sur les boissons alcoolisées n'encourage le trafic clandestin. **Article 10** (p. 7283) : le vote favorable des républicains indépendants sur l'article 10 ; proteste

contre l'affichage des films pornographiques ; demande des mesures plus sévères.

Deuxième partie :

Equipement, logement [24 octobre 1975] (p. 7389) : l'importance de ce qui a été accompli en matière de logements ; veiller à une meilleure répartition des crédits ; régler la question de l'intégration des charges dans le calcul de l'allocation-logement ; favoriser la construction de petits immeubles d'H.L.M. ; (p. 7390) : l'amélioration de l'habitat ancien ; le vote favorable du groupe des républicains indépendants.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [5 novembre 1975] (p. 7876) : analyse les crédits destinés au FORMA, à l'ONIBEV, à l'ONIC et à la SIDO ; (p. 7877) : le problème posé par la poudre de lait ; souhaite rectifier des inexactitudes en matière de retraits ; l'intervention du FORMA dans le domaine du vin et de la distillation.

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8550) : l'exploitation éhontée des travailleurs dans certains pays lointains ; la concurrence faite aux industries textiles nationales.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8568) : la nette augmentation du budget des P et T ; ne pas supprimer les centres ruraux ; le problème des auxiliaires ; la suppression de l'avance remboursable ; les conditions de travail dans les centres de tri ; l'utilisation des codes postaux.

— **Rappel au règlement** [24 octobre 1975] (p. 7385) : organisation des travaux parlementaires.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° **1981**). **Discussion des articles** [4 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9379, 9380) : souligne les difficultés du vote par procuration pour les malades et infirmes, en particulier dans les zones rurales.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9459) : souhaite la réforme du régime d'adjudication des marchés publics ; l'effort fait par le Gouvernement pour défendre les petites entreprises. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9468) : craint que le sous-amendement n° 71 de M. Hamel à l'amendement n° 56 du Gouvernement n'empêche les interventions en cours de marché.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9645) : un projet qui marque une étape ; prendre comme référence le trimestre civil et non douze semaines ; assimiler les salariés agricoles aux autres salariés ; tenir compte de la longue durée du travail des petits agriculteurs en augmentant le prix des denrées alimentaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article 6** (p. 10101) : souhaite que l'amendement n° 10 de M. Fanton soit soigneusement étudié afin de ne pas compliquer la tâche des associations qui « réhabilitent » les logements anciens.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1975] (p. 10167, 10168) : composition et procédure des commissions spéciales.

1976

— **Rappel au règlement** [6 avril 1976] (p. 1369) : intervention débordant le cadre des rappels au règlement.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Avant l'Article 5** (p. 1456) : son amendement n° 217 : association des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture à l'élaboration des POS ; adopté après adjonction du terme « à leur demande ». **Article 5** (p. 1460) : rappelle que l'amendement n° 330 défendu par M. Masson fait l'accord des organisations qui s'intéressent aux jardins familiaux ; [8 avril 1976] : **Après l'Article 17** (p. 1512, 1513) : défend l'amendement n° 355 de M. Baudouin : ajouter à la liste des cas prévus par l'article celui de la réalisation de parcs de stationnement à usage privatif par la collectivité publique ou son concessionnaire ; adopté. **Article 18** (p. 1515) : son sous-amendement n° 309 à l'amendement n° 182 du Gouvernement : étendre la disposition d'autorisation préalable aux coupes normales de taillis et aux taillis sous futaie ; (p. 1516) : demande au Gouvernement que celui-ci retienne au moins une partie de son amendement ; repoussé ; [13 avril 1976] : **Après l'Article 25** (p. 1648) : fait observer à M. Gouhier que l'Assemblée a déjà voté une disposition sur les jardins familiaux à l'article 5 du projet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 53** *bis* (p. 8586) : son sous-amendement n° 104 rectifié : acceptation par le pétitionnaire des nuisances préexistantes en cas de demande de permis de construire ; le problème des servitudes ; (p. 8588) : la non-limitation de la disposition aux activités agricoles ; souhaite que M. Richomme retire son amen-

dement n° 76 ; sous-amendement n° 104 retiré. **Article 62** (p. 8599) : estime que l'amendement n° 55 de M. Fanton n'est pas bon. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9681) : partage les inquiétudes et les réserves de M. Fanton ; sa remarque au sujet de l'article 53 *bis* relatif aux nuisances à l'environnement ; (p. 9682) : ruraux et citadins.

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n°s **875, 7, 926**). **Discussion de l'Article unique** [20 avril 1976] (p. 1923) : s'étonne que le garde des sceaux envisage une limitation de la publicité des parrains.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2065) : à propos de l'amendement n° 111 de M. Corrèze, demande que soit diminuée la charge fiscale pesant sur les forêts privées ouvertes au public. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5** (p. 4061) : propose de retirer son amendement n° 24 : modification rédactionnelle ; amendement n° 24 ; adopté. **Article 5** *octies* (p. 4063) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement, estime qu'il ne faut pas surcharger les maires d'obligations. **Article 5** *nonies* (p. 4066) : sur l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre parle du chasseur qui tue son chien par maladresse.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2196) : préconise en matière viticole l'application d'une politique de qualité ; suggère d'intégrer de la poudre de lait au lieu de soja dans les aliments du bétail ; (p. 2197) : estime qu'en ce qui concerne la lutte contre la brucellose, les dispositions prises en matière d'indemnisation nuisent à l'efficacité des efforts ; déplore l'insuffisance de l'aide à l'habitat rural ; mieux coordonner l'IVD avec la retraite.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 2** (p. 3214) : les conséquences douloureuses de la mise en faillite ou en liquidation judiciaire sur le paiement des allocations familiales.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3911) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Gosnat défendu par M. Duroméa qui ruinerait la plupart des entreprises industrielles et commerciales de France. **Article premier** (p. 3917) : sur l'amendement n° 121 de M. Papon, voudrait être assuré que l'on tiendra compte des travaux effectués par les propriétaires en personne ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4131) : rappelle que les porteurs d'obligations ont subi des pertes importantes du fait de l'érosion monétaire ; estime l'amendement n° 135 justifié ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4197) : soutient l'amendement n° 103 de M. d'Aillières concernant certains échanges ; adopté ; (p. 4198) : juge l'amendement n° 276 de M. Dousset utile pour régler un cas de remembrement qui, sans cela, donnerait lieu à contentieux ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4269) : souhaite que sur les feuilles de déclaration d'impôt sur les revenus une ligne spéciale soit réservée aux plus-values. **Article 8** (p. 4284) : son amendement n° 108 défendu par M. d'Aillières ; retiré ; son amendement n° 109 défendu par M. d'Aillières ; retiré.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4574) : l'absence de votes des trois premiers plans faute d'une majorité courageuse ; les questions agricoles ; l'angoisse des agriculteurs devant la sécheresse ; trois mesures immédiates ; les moyens de l'ONIBEV ; la mobilisation des ressources en fourrage ; l'intervention dans le secteur des céréales pour alimenter le bétail ; le caractère plus réaliste du VII^e^ plan ; l'amélioration de l'habitat ; son financement ; l'effort de M. Lenoir en faveur des exclus ; (p. 4575) : l'amélioration du travail manuel ; la réduction des inégalités concernant les agriculteurs ; la désertion des campagnes ; l'amélioration des relations entre la recherche et la production ; une politique du vin ; une politique d'hygiène des animaux ; l'insuffisance des programmes d'adduction d'eau, d'électrification, des équipements téléphoniques ; nécessité de veiller à l'installation d'industries en zone rurale ; le manque d'énergie dans l'ouest de la France ; l'insuffisance de liaisons routières sur la façade atlantique.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6562 et 6563) : la sécheresse ; les secours à l'agriculture ; le problème des prix agricoles ; les montants compensatoires ; la taxe foncière ; les difficultés d'application des textes ; le problème de l'eau : un texte trop compliqué ; la décapitalisation du cheptel ; les emprunts aux jeunes ; la suppression des zones ; le problème des subventions aux agriculteurs ; le paiement des agents remembreurs ; le remboursement forfaitaire de TVA ; la brucellose ; le manque de fourrage. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 9** (p. 6659) : son amendement n° 12 défendu par M. Henri Baudouin.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 6930) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Vizet et à la méthode consistant à tout remettre en question en déposant des amendements qui n'ont pas été présentés précédemment à la commission des finances ; question sur les monographies et sur les sacrifices des petits commerçants.

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme. Examen de crédits [27 octobre 1976]. **Après l'Article 70** (p. 7115) : le péage, condition à l'accroissement de notre réseau autoroutier ; demande à M. Plantier de retirer son amendement n° 213 rectifié.

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7126) : son expérience en matière d'HLM ; conteste les critiques de M. Dubedout sur les HLM ; un budget de transition ; quatre questions : la liaison de l'actualisation annuelle des barèmes de l'aide à l'évolution du niveau de vie, le handicap constitué par l'apport initial, le problème des charges, le problème des conventions ; les rapports entre propriétaires et locataires ; la politique de la qualité ; le retard dans la construction de maisons individuelles ; les familles ; (p. 7127) : les personnes âgées, les handicapés ; la réhabilitation des logements anciens ; des aides autres que celles de l'ANAH ; augmenter dans le collectif les dotations de crédits immobiliers ; les exclus ; les PACT ; le problème des immigrés ; l'habitat rural ; l'inoccupation de plusieurs milliers de logements HLM.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour l'agriculture [4 novembre 1976] (p. 7504) : un budget record ; le marché commun : l'équilibre des prix ; le FEOGA ; les montants compensatoires ; l'enseignement agricole ; l'ANDA ; les aliments du bétail ; la brucellose ; produire des denrées de qualité ; l'équipement des campagnes ; l'hydraulique ; les montants compensatoires ; recommande d'adopter les crédits ; [5 novembre 1976] (p. 7612) : les bois utilisables en papeterie ; l'organisation de la production dans certains départements ; soigner la forêt. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** [5 novembre 1976] (p. 7617) : son amendement n° 233 de réduction ; les difficultés de l'enseignement agricole ; retire son amendement n° 233.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, rapporteur pour avis. Débat du 4 novembre 1976 (*J.O.* Débats du 5 novembre 1976) (p. 7625) : quatre points inquiétants ; l'association nationale pour le développement agricole (ANDA) ; la suppression des montants compensatoires ; (p. 7626) : le sort de la forêt ; l'enseignement agricole ; (p. 7628) : l'amendement voté par la commission de la production.

Intérieur. — Examen des crédits [19 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8351) : l'aide de l'Etat aux petites communes rurales.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8417) : le courrier administratif non timbré, partie du déficit ; (p. 8418) : le téléphone ; l'augmentation sensible des raccordements ; les besoins ruraux ; les zones « non automatisées » ; conteste le délai de raccordement de dix mois ; les dettes des PTT ; les poteaux téléphoniques ; le nombre des communications ; la qualité de transmission des messages ; la francisation de certaines industries ; le veillissement des bâtiments ; maintenir des bureaux de poste dans les petites communes ; les préposés nommés à Paris ; le problème du conjoint ; la diminution du nombre des auxiliaires ; accélérer les titularisations.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9362) : l'intérêt des Français pour le logement ; le souhait des Français de posséder une maison individuelle ; (p. 9363) : souhaite que la nouvelle législation n'entraîne pas une hausse des loyers ; les sociétés de crédit immobilier et les prêts favorisés ; ne souhaite pas l'absence de différence entre l'habitat ancien urbain et l'habitat ancien rural ; les mesures souhaitables en faveur des petits propriétaires, des personnes âgées et des handicapés ; (p. 9374) : ses propos sur les hommes de la IV^e^ République. **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9485) : souhaite la fin de la discrimination entre le milieu rural et le milieu urbain ; (p. 9487) : demande pourquoi le mot « acquis » a été supprimé dans l'amendement n° 113 du Gouvernement. **Article 3** (p. 9490) : souhaite que le Gouvernement sous-amende l'amendement n° 58 de M. Bécam en y insérant le mot « notamment » ; (p. 9497) : souhaite l'adoption du sous-amendement de M. Claudius-Petit à l'amendement n° 151 de M. Bécam. **Après l'article 16** (p. 9523) : son inquiétude devant la procédure d'insalubrité ; ses questions aux auteurs des amendements n° 129 et n° 107 ; ne pas procéder à une extension « léonine » du texte proposé. **Article 27** (p. 9538) : souhaiterait une définition des compétences au niveau du texte de la CMP ; faire un texte compris par toute personne ; la juridiction administrative non

forcément compétente. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9793) : souhaiterait des garanties pour les interprètes des offices d'HLM ; à titre personnel est favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Rappel au règlement** [17 décembre 1976] (p. 9630) : article 48 du règlement ; ordre du jour prioritaire ; organisation des débats. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9677) : souhaite la poursuite de la discussion du projet de loi sur l'architecture. **Article 3** (p. 9695) : ne pas aller trop loin en matière de délivrance de permis de construire.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° **2221**). **Discussion des articles** [6 avril 1977]. **Après l'Article 4** (p. 1594) : son amendement n° 38 défendu par M. Louis Joanne ; retiré.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° **2825**). **Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2707) : le retard du dépôt du texte en raison d'un problème de forme ; l'identification pérenne du cheptel ; la nécessité pour le développement de l'élevage et des exportations de la double identification ; la brucellose ; le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les problèmes de la viande ; la non-discussion d'une proposition de loi et d'une proposition de résolution sur la réforme des commissions d'enquête ; le caractère indispensable de l'identification de la provenance et de la qualité des viandes.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion des articles** [17 mai 1977]. **Article premier** (p. 2819) : le report de certaines atténuations de la taxe professionnelle ; la taxation des activités saisonnières ; les conséquences de la suppression de l'exonération dont bénéficient les matériels servant temporairement ; la taxation des matériels des entrepreneurs de travaux agricoles ; la taxation des activités de remonte-pentes dans les stations de sports d'hiver ; (p. 2820) : le montant considérable des sommes investies par les entrepreneurs de travaux agricoles.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 mai 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3019) : l'attitude du parti socialiste sur le projet de loi ; l'effet d'entraînement pour l'emploi des PME ; la nécessité d'accroître le fonds de roulement des entreprises ; l'ouverture de nouvelles sections dans les collèges d'enseignement technique.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** (n^{os} **261, 1532**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3344) : les origines de la proposition de loi ; le travail de la commission des lois ; la fusion d'une proposition de résolution et d'une proposition de loi ; la durée des commissions d'enquête ; (p. 3345) : l'insuffisance de leurs pouvoirs d'investigation ; la prise de connaissance du procès-verbal de séance ; la publicité des auditions ; la publication du nom des commissaires présents. **Discusion de l'article unique. Avant l'Article unique** (p. 3347) : son sous-amendement n° 9 à l'amendement n° 1 de M. Gerbet : prolongation à six mois de la durée de la commission lorsque le mois d'août est compris dans les délais ; l'audition des témoins durant les mois d'été ; se déclare favorable à la fixation à six mois du délai des commissions d'enquête ; sous-amendement n° 9 devenu sans objet. **Après l'Article unique** (p. 3355) : la possibilité offerte aux membres de la commission, n'ayant pu assister à l'audition d'un témoin, de consulter le témoignage.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° **2830**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3862) : le progrès constitué par le texte du projet de loi ; la durée du congé ; le seuil d'application de ses dispositions ; la procédure ; l'envoi d'une lettre recommandée ; les problèmes de réintégration de la mère de famille ; prévoir la non-pénalisation de la personne ayant remplacé le bénéficiaire du droit au congé ; le délai de reprise du travail ; les charges sociales qui pèsent sur les entreprises. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-28-1 du code du travail** (p. 3867) : son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 16 de M. Delhalle : possibilité d'accord amiable ; adopté ; (p. 3868) : le problème de la garde des enfants.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° **2686**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4239) : le dépôt tardif du rapport de la commission des affaires culturelles ; l'orientation insuffisante des élèves vers l'artisanat ;

l'insuffisance en nombre des maîtres d'apprentissage ; leurs conditions d'agrément ; l'obligation de la possession d'un brevet professionnel ou d'un CAP ; l'allégement des charges des employeurs ; l'aide à apporter aux apprentis ; les frais de transport ; les frais de séjour ; l'adoption d'un véritable statut de l'apprentissage ; l'effort consenti en faveur des étudiants ; le vote favorable du groupe républicain. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4246) : la prise en compte des critères d'agrément des conditions de travail dans l'entreprise.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4532) : l'engagement du Gouvernement ; l'intérêt de l'inscription d'une mesure dans un texte de loi ; la pollution thermique ; le gaspillage d'énergie.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Article 13** (p. 6142) : les conséquences de la suppression de l'avoir fiscal pour les petits porteurs. **Après l'Article 30** (p. 6151) : son amendement n° 123 : conditions de bénéfice pour les bouilleurs de cru d'une allocation d'alcool en franchise de droits ; réservé [18 octobre 1977]. **Article 2** *(suite)* (p. 6207) : **Rappel au règlement** : la non-distribution des amendements discutés en séance. **Article 10** *(suite)* (p. 6242) : son amendement n° 112 soutenu par M. Brocard : application à toutes les formes d'hébergement du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée et soumission des produits de toilette à base d'alcool au taux majoré de la TVA ; adopté après adoption du sous-amendement n° 143 de M. Mario Bénard. **Après l'Article 30** *(suite)* (p. 6259) : son amendement n° 123 précédemment réservé soutenu par M. Tissandier ; réservé.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur pour avis pour les dépenses ordinaires [26 octobre 1977] (p. 6619) : les différentes manières d'étudier le budget ; des choix intéressant dans un contexte de grande rigueur budgétaire ; le respect des PAP ; la priorité donnée aux investissements intellectuels ; la protection sanitaire du cheptel ; l'augmentation des crédits de paiement et des dépenses d'équipement ; l'utilisation du FAC en 1977 ; le problème des montants compensatoires ; les conditions posées à l'application de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; l'insuffisance du stock de poudre de lait de la France ; l'insuffisance du stock de viande bovine ; l'inutilité de certaines importations ; le problème des aliments protéinés ; (p. 6620) : le problème des chevaux de trait ; le problème posé par les menus bois ; développer l'exportation de vin de qualité moyenne ; l'effort législatif en matière agricole.

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7429) : la faiblesse des investissements ; la dispersion des installations industrielles ; le manque d'emplois tertiaires de nombreuses régions ; la concurrence étrangère ; le problème du textile ; l'incidence de différences de salaires entre pays ; les autres secteurs menacés ; le développement de l'industrie agro-alimentaire ; (p. 7430) : l'exploitation des forêts ; (p. 7436) : l'acte d'investir.

Equipement et aménagement du territoire. — **Logement** [17 novembre 1977] (p. 7577) : l'effort exceptionnel accompli par la Ve République en faveur du logement ; l'aide à la pierre ; l'accroissement du nombre des logements mis annuellement en service ; (p. 7578) : l'amélioration des logements construits ; prévoir de meilleures dimensions et une construction plus soignée des logements neufs ; la réhabilitation de l'habitat ancien ; le logement des « exclus » ; augmenter le nombre des fonds spéciaux obtenus par le secrétariat d'Etat à l'action sociale ; l'aide aux personnes âgées ; le régime de l'aide personnalisée au logement ; le problème de la prise en compte des revenus dans le cas de veuves ou d'orphelins ; le choix par les comités d'HLM de l'ancien ou du nouveau système d'aide ; la construction de maisons individuelles: **Examen des crédits. Article 56** (p. 7597) : son amendement n° 231 : mesures transitoires relatives à l'application de la réforme de l'aide au logement ; la possibilité offerte aux comités départementaux de HLM de déterminer la proportion des crédits utilisés selon l'ancien ou le nouveau système d'aide au logement ; retiré.

— **Rappel au règlement** [22 novembre 1977] (p. 7801) : l'intérêt d'un débat public relatif aux importations sauvages.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8389) : son sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : amélioration par les SAFER du remembrement amiable ou collectif des exploitations ; retiré ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : intégration dans les objectifs du droit de préemption de l'amélioration des exploitations existantes ; adopté ; (p. 8390) : son sous-

amendement n° 46 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : intégration dans les objectifs du droit de préemption de la préservation de l'équilibre des exploitations existantes lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt général ; (p. 8391) : adopter le sous-amendement n° 80 de M. Limouzy à l'amendement n° 9 de M. Bizet en première lecture ; sous-amendement n° 46 retiré ; son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : respect en cas de préemption ayant pour objectif la mise en valeur des terres incultes, de la législation applicable en la matière ; retiré ; son amendement n° 1 devenu sans objet ; (p. 8394) : son amendement n° 2 : consultation des chambres d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière lors de la délimitation des zones d'application du droit de préemption ; demande la transformation de son amendement n° 2 en un sous-amendement et la réserve de ce sous-amendement ; retiré ; (p. 8395) : son amendement n° 3 : conditions de défrichement des surfaces boisées préemptées par les SAFER ; devenu sans objet. **Article 4** (p. 8397) : son amendement n° 21 : non-application du droit de préemption en cas d'acquisitions réalisées par les aides familiaux et les associés d'exploitations sous réserve de conditions d'expérience et de capacité professionnelles ; la notion de salarié agricole ; amendement n° 21 adopté ; (p. 8399) : son amendement n° 22, deuxième rectification : non-application du droit de préemption aux acquisitions de terrains destinées aux aménagements industriels ou à l'extraction des substances minérales, à la construction ou à la constitution de jardins familiaux et vergers ; adopté ; (p. 8402) : son sous-amendement n° 84 à l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet : consultation des centres régionaux de la propriété forestière ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds international de développement agricole, ensemble deux annexes, ouvert à la signature à New York le 20 décembre 1976** (n° 3211), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8426) : la contribution française aux ressources du fonds ; les déséquilibres agricoles de la CEE ; la division internationale de la production agricole.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° 3210). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8715) : demande au ministre de répondre aux critiques formulées par l'opposition sur la politique hospitalière du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres inclutes** (n° 2847). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [15 décembre 1977]. **Article 2** (p. 8772) : l'écologie ; la valeur particulière des « lentilles géologiques » ; la prise en considération de la protection de la flore dans les décrets d'application du texte.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8812) : la conception de l'enseignement privé agricole du parti socialiste ; les crédits budgétaires ; le nombre élevé de signataires de la proposition de loi Gueurmeur ; l'importance de l'enseignement agricole privé ; l'aide financière de l'Etat à l'enseignement agricole sition de loi Guermeur ; l'importance de privé ; l'objet des subventions de fonctionnement ; les conventions passées avec les maisons familiales ; (p. 8813) : le montant moyen des subventions accordées par élève aux maisons familiales ; la proportion des établissements agricoles privés déficitaires ; les estimations du CNEAP ; la situation de l'enseignement agricole féminin ; offrir aux établissements privés la possibilité d'obtenir une aide ; la garantie de la communauté éducative ; la procédure d'agrément ; prévoir le retrait de l'agrément, en cas de non-respect par un établissement des conventions cvollectives.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9104) : le problème du prix de l'eau ; le refus par les préfets de l'autorisation de l'augmentation du prix de l'eau décidée par les SIVOM ; le déficit éventuel des services de distribution d'eau.

DENVERS (Albert)

Député du Nord
(11e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

— **Proposition de loi foncière** (n° **298**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi tendant à rétablir les sociétés coopératives d'HLM de location-attribution parmi les organismes d'HLM** (n° **300**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi relative à l'application aux offices publics d'HLM des dispositions de l'article 72 de la loi n° 5380 du 7 février 1953** (n° **491**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi relative aux charges locatives** (n° **672**) [2 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 11 : Commerce** (crédits du ministère du commerce et de l'artisanat) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi relative aux sociétés anonymes coopératives d'HLM** (n° **709**) [16 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 5 :** Commerce (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur la **gestion du paquebot « France »** et sur les conditions dans lesquelles s'effectue l'étude des solutions possibles d'exploitation pour le pavillon français des trafics maritimes avec l'Extrême-Orient (n° **1238**) [15 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le **projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — Commerce et artisanat. — **Annexe n° 5 : Commerce** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — Commerce et artisanat. — **Anexe n° 7 : Commerce** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). Budgets civils. — **Annexe n° 24 : Industrie, commerce et artisanat - commerce** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de la Néogravure** [13 novembre 1974] (p. 6283).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1339) : approuve certains aspects des directives du ministre ; manque de moyens pour assurer leur mise en œuvre ; s'interroge sur ces moyens ; constructions du secteur public et du secteur privé ; consultation des collectivités publiques locales ; universalité des problèmes de l'urbanisme ; conséquences de la civilisation technologique ; société de mutation et rigidité des structures urbaines ; causes spécifiques à la France ; développement démographique et phénomène d'industrialisation ; faible niveau de la construction de logements de 1914 à 1944 ; pression des besoins après la dernière guerre ; problème foncier ; maîtrise des sols préalable indispensable à toute politique du logement ; nécessité de libérer l'urbanisme du facteur foncier ; proposition foncière déposée par son groupe ; dresse le constat de la situation actuelle ; caractère anarchique du développement urbain ; nécessité de définir d'urgence une doctrine ; (p. 1340) : part des dépenses publiques consacrée à l'urbanisme ; intervention des collectivités locales ; ses observations sur la politique fon-

cière ; conséquences du système de taxation des plus-values ; sa référence au rapport de la commission des villes du VIe Plan ; dispositions utilisables actuellement ; recommandations du groupe de travail présidé par le conseiller d'Etat Barton ; distorsions entre la construction des logements et la mise en place des équipements collectifs ; architecture et cadre de vie ; association des habitants à la définition et à la gestion de leur cadre de vie ; sa référence à des propos tenus par M. Querrien, en tant que directeur de l'architecture ; développement économique à fonction capitaliste et ses conséquences sur le développement urbain ; (p. 1341) ; sa référence à une phrase de Montesquieu sur les conflits et la liberté.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [10 octobre 1973]. **Article 9** (p. 4260) : situation des commerçants installés dans des villages inclus dans le périmètre de zones industrielles importantes, villages auxquels on interdit ainsi toute expansion résidentielle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 5003) : insuffisance des crédits notamment ceux de l'article 10 du chapitre 34-55, problème de la rémunération des collectivités locales qui mettent leurs équipements sportifs à la disposition des établissements du second degré.

Commerce et artisanat, rapporteur spécial [29 octobre 1973] (p. 5006) : répartition des crédits du commerce et de l'artisanat, crédits d'encouragements aux études d'équipement commercial, crédits relatifs à l'assistance technique et à la formation de personnel du secteur commercial, inopportunité de procéder à un large tour d'horizon sur ce secteur des activités commerciales après le débat sur la loi d'orientation, modicité des moyens budgétaires consacrés au secteur du commerce, problème de l'évolution de l'appareil commercial français, importance des actions de formation du personnel commercial, détournement au profit du commerce concentré de nombreux assistants techniques du commerce, s'interroge sur l'efficacité que pourra avoir le ministère compte tenu des crédits et des moyens en personnel, souhait de la commission des finances d'être informée des efforts engagés pour mettre en place la loi d'orientation, nécessité d'un renforcement des moyens actuels d'une plus grande personnalisation de ce secteur, insuffisance des moyens budgétaires pour faire face aux objectifs, se prononce pour l'adoption du budget sous réserve de ces observations.

Transports. — IV. Marine marchande [30 octobre 1973] (p. 5082) : naufrage de la drague Cap de la Hague, s'associe au deuil des familles, rend hommage aux sauveteurs ; demande un renforcement de la réglementation, avenir de nos flottes de commerce et de pêche, volume des ventes de navires français à des armateurs étrangers, affaire du Korrigan ; souhaite une politique de forte expansion navale, situation de la marine marchande ; son inquiétude quant à un démantèlement éventuel du secrétariat général de la marine marchande, situation des armements trans-Manche, accroissement du nombre des navires étrangers, rumeurs concernant la vente d'unités à l'étranger par la Transatlantique et les Messageries maritimes ; (p. 5083) : sort des pensionnés de la marine, rattrapage Forner, conditions d'application du décret du 7 octobre 1968 (surclassements catégoriels), difficultés des retraités de la marine et des veuves de marins, difficultés des caisses de crédit maritime mutuel pour accorder des prêts, recours de la commission de Bruxelles contre la législation française en matière de main-d'œuvre en vue de permettre l'embarquement de ressortissants de la CEE sur des navires français ; budget ne répondant pas à son attente.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat, rapporteur spécial [29 octobre 1974] (p. 5512) : son rapport est présenté par M. Alain Bonnet, rapporteur suppléant.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6579) : le logement social ne profite pas de l'expansion ; (p. 6580) : la France élude le problème foncier ; le logement social est laminé entre la spéculation et l'attention portée aux équipements collectifs ; quels sont les bénéficiaires du logement social ? Revoir de fond en comble l'ensemble des mécanismes et des modalités de financement. **Etat B - Titre III** (p. 6600) : insuffisance des moyens de directions départementales. **Article 43** : décrets d'application de la loi du 16 juillet 1971 ; taux d'intérêt des prêts de la Caisse des dépôts. **Article 52** (p. 6604) : son amendement n° 86 : priorité au logement des immigrés (adopté).

Transports. — IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6666) : le malaise de la flotte marchande ; la crise de l'emploi ; les aides de l'Etat aux secteurs public et privé ; le plan de croissance ; les aides aux groupes bancaires ; (p. 6667) : une politique de l'armement ; bilan du plan de relance : couverture de nos échanges sous pavillon national ; l'hémorragie d'emplois ; l'aide à l'armement

pétrolier ; l'acquisition de navires de ligne et de transport en vrac ; les bonifications d'intérêt ; l'aide aux sociétés privées ; leurs revendications : exonération des plus-values et amortissement des « quirats » ; la flotte de navires de ligne ; l'affaire du *Korrigan ;* la place du pavillon national ; une politique plus sélective ; un code des conférences maritimes ; la restructuration de l'armement ; la redistribution des trafics entre secteur privé et public ; (p. 6668) : les obligations de l'Etat envers les Messageries maritimes ; la concertation avec les représentants des gens de mer ; le groupe des socialistes et radicaux de gauche rejette les crédits de la marine marchande.

1975

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion générale commune** [9 octobre 1975] (p. 6700) : dans la situation actuelle, les collectivités locales sont impuisantes à maîtriser l'évolution de la cité ; il faudrait qu'elles puissent déterminer l'utilisation des sols dans les territoires urbains dans la mesure où elle a financé l'urbanisation et les équipements publics ; (p. 6701) ; le recours au système de la concession d'usage des sols permet aux collectivités locales de changer éventuellement l'affectation des terrains ; le rapport Barton ; les ressources fiscales dont doivent disposer les collectivités locales doivent frapper l'ensemble des bénéfices tirés des équipements collectifs et de l'aménagement urbain. **Discussion des articles** [15 octobre 1975]. **Article 20** (p. 6933) : demande quelle différence existe entre un plan d'occupation des sols public et un plan approuvé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7373, 7374) : la modification de la nomenclature budgétaire des dépenses de recherche ; l'accroissement des dépenses d'entretien ; la modicité des crédits prévus pour les routes, les ports et les voies navigables ; le sacrifice de l'aménagement foncier ; (p. 7375) : l'absence de toute indication en valeur en ce qui concerne le logement ; le vote négatif des socialistes.

Commerce et artisanat, rapporteur spécial [29 octobre 1975] (p. 7508) : les insuffisances que présente le projet de budget ; le développement des grandes surfaces ; la progression des chiffres d'affaires et l'activité plus faible mesurée en termes réels ; la régression qui atteint les détaillants ; l'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; (p. 7509) : les opérations Mercure ; les pratiques des grandes surfaces ; le nombre des centres de gestion agréés ; le renouvellement des baux commerciaux ; le problème de la sous-traitance ; la réforme de la taxe professionnelle.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Article 45** (p. 1730, 1731) : son amendement n° 233 défendu par M. Dubedout. **Article 45** (*suite*) (p. 1740) : son amendement n° 214 défendu par M. Dubedout. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 42** (p. 8574) : le problème des enquêtes publiques ; la longueur de la procédure. **Après l'Article 45** (p. 8578) : l'action et la nature des sociétés d'HLM.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7131) : le logement social ; un recul global de l'aide à la construction ; les chances de mise en œuvre des crédits votés par le Parlement ; les coûts de financement trop élevés pour nombre de ménages modestes ; la dégradation de la situation financière des organismes d'HLM ; ne pas perdre les crédits non consommés de l'exercice 1976 ; le FAC ; (p. 7132) : l'amélioration de l'habitat existant ; une attente générale ; reconsidérer les données des aides financières ; les propositions du PSRG concernant les HLM.

Commerce et artisanat, rapporteur spécial pour le commerce [10 novembre 1976] (p. 7890) : le commerce de détail ; le commerce de gros la population active du commerce ; l'appareil commercial ; les grandes surfaces ; la répartition des chiffres d'affaires entre les différentes formes de commerce de détail ; les crédits budgétaires pour 1977 ; les régimes d'aide ; l'aide spéciale compensatrice ; l'aide spéciale compensatrice dégressive ; l'aide sur fonds sociaux ; l'article 52 de la loi d'orientation ; les problèmes fiscaux ; les commissions départementales ; la commission nationale d'urbanisme commercial ; (p. 7891) : mieux préciser les compétences des commissions départementales d'urbanisme commercial ; rétablir l'équilibre financier du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés ; les cotisations sociales et les majorations pour paiement tardif ; le transfert des subventions d'investissement ; le nouveau régime des BIC au 1er janvier 1977 ; les conséquences du plan de lutte contre l'inflation ; les organisations syndicales et professionnelles. **Examen des crédits** [10 novembre 1976]. **Après l'Article 62** (p. 7908) :

indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement de M. Guermeur ; ne pas laisser au Gouvernement le soin de fixer l'impôt ou les taxes ; (p. 7909) : un amendement qui augmente les charges des artisans ; s'y oppose ; aurait souhaité qu'une fourchette soit fixée ; accepterait l'amendement dans la mesure où le Gouvernement s'engagerait à faire une autre proposition chiffrée relevant du domaine législatif et concernant l'ensemble des chambres de métiers.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9380) : les sociétés coopératives qui participent à l'accession à la propriété ; les prêts ; l'apport personnel. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 9458) : son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 47 de M. Bécam s'opposant à l'expression « tout en laissant subsister un effort de leur part » ; retiré ; (p. 9460) : son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 48 de M. Bécam reprenant l'expression « mobilité résidentielle » ; réservé ; les aides en capital dont devraient bénéficier les candidats à l'accession à la propriété ; (p. 9461) : des solutions ne reposant pas uniquement sur la quotité des prêts ; [16 décembre 1976] : **Article 2** (p. 9486) : les formes nouvelles d'aide et d'aide personnalisée ; (p. 9488) : son amendement n° 43 tendant à faire bénéficier de l'APL les occupants futurs de logements-foyers actuellement en construction ; retiré. **Article 3** (p. 9490) : souhaite que soient retenus les critères appliqués pour le calcul des plafonds de ressources jouant pour l'attribution d'une HLM dans le cas de l'amendement n° 58 de M. Bécam ; (p. 9493) : son sous-amendement n° 137 rectifié soutenu par M. Dubedout ; (p. 9495) : le problème de la crédibilité du débat ; aller aussi loin que possible dans le sens de la contrainte ; s'approcher de l'indexation ; (p. 9497) : souhaite la garantie du pouvoir d'achat du barème établi ; sous-amendement n° 137 rectifié devenu sans objet ; (p. 9498) : son amendement n° 128 rectifié ; retiré. **Après l'Article 3** (p. 9503) : son sous-amendement n° 148 soutenu par M. Dubedout ; repoussé. **Article 6** (p. 9506) : son amendement n° 138 défendu par M. Dubedout ; repoussé. **Après l'Article 28** (p. 9541) : son amendement n° 123 soutenu par M. Claudius-Petit ; adopté après adoption du sous-amendement du Gouvernement.

1977

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° **2928**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3326) : une proposition de la loi qui remet fondamentalement en cause le texte voté en décembre 1966 ; le rejet par l'opposition de l'obligation faite à un certain nombre de communes de se regrouper sous forme communautaire ; l'existence des abus dénoncés par la proposition de loi ; les éléments de contradiction de la proposition de loi avec la loi du 31 décembre 1966 ; le caractère institutionnel des communautés urbaines créées par voie législative de manière autoritaire ; les conséquences de la proposition de loi sur les communautés volontaires ; les règles de formation et de dissolution des syndicats intercommunaux ; les conséquences du retrait de la principale commune d'une communauté urbaine ; la négation de l'effort de solidarité intercommunale ; (p. 3327) : le rapport Guichard ; la destruction du pouvoir des grandes agglomérations communautaires ; la non-remise en question de la représentativité des communes au sein du conseil communautaire ; l'insuffisance des possibilités financières et des compétences des communautés urbaines en matière d'urbanisme ; la signification du vote de la proposition de loi de M. Foyer. **Discussion des articles. Après l'Article 3** (p. 3329) : son amendement n° 5 : en application de la loi aux syndicats de communes, aux communautés urbaines et aux districts se créant après sa promulgation ; repoussé. **Article 5** (p. 3331) : son amendement n° 6 : application différenciée de l'article selon l'origine législative ou volontaire des communautés urbaines ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 3332) : la remise en question d'accords amiables intervenus au sein de certaines communautés urbaines.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat,** rapporteur spécial pour le commerce [19 octobre 1977] (p. 6360) : l'évolution du commerce de détail ; l'activité des magasins à succursales et des grands magasins ; l'évolution du commerce de gros ; l'évolution de la population active des différentes catégories de commerces ; l'accroissement de l'appareil commercial ; l'augmentation du nombre des magasins à grande surface ; la répartition du chiffre d'affaires entre les différentes formes de commerces ; la croissance de la consommation des ménages ; la croissance en volume des achats de biens durables ; la situation du commerce par correspondance ; l'augmentation des crédits de fonctionnement ; le montant des dépenses en capital pour le commerce et l'artisanat ; (p. 6361) : l'évolution des crédits relatifs à certaines actions spécifiques ; le retard avec lequel l'administration répond aux questions de la Commission ; l'insuffisance

des dispositions relatives à la réalisation de l'unification des conditions d'imposition des salariés et des entrepreneurs commerciaux ; le bénéfice de l'abattement de 20 % en cas d'adhésion aux centres de gestion agréés ; les observations de la commission ; l'amélioration des méthodes statistiques utilisées pour apprécier l'évolution de l'emploi dans le domaine du commerce ; la cessation des pratiques discriminatoires dans les rapports entre fabricants et distributeurs ; le statut des femmes d'artisans et de commerçants ; le rôle des commissions départementales d'urbanisme commercial ; l'étude en cours au sujet des circuits commerciaux.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7578) : le « livre blanc » des organismes d'HLM ; (p. 7579) : la réforme de l'APL ; accentuer son caractère social ; réexaminer les financements et les barèmes ; l'accession à la propriété ; l'effort financier des accédants ; le problème de l'apport personnel ; les inquiétudes des constructeurs de logements sociaux ; le problème de la construction locative neuve ; les aléas que risque de subir le secteur locatif à finalité sociale ; le conventionnement du parc de logements existants ; expérimenter la réforme avant d'en généraliser l'application ; les enjeux sociaux de la réforme. **Examen des crédits. Article 56** (p. 7597) : son amendement n° 232 : mesures transitoires relatives à l'application de la loi portant réforme de l'aide au logement ; les mesures compensatoires au blocage du loyer des logements HLM ; la perte de recettes résultant du blocage des loyers pour les organismes d'HLM ; retiré. **Article 57** (p. 7600) : l'inscription dans la loi de finances du nombre de logements bénéficiant de l'aide personnalisée au logement. **Après l'Article 57** : son amendement n° 233 : institution et composition d'une caisse du financement du logement ; les sources de financement dont dispose le Gouvernement ; l'autonomie de la caisse ; (p. 7601) : la nécessité d'une caisse unique ; le soutien financier des caisses du Crédit agricole et du crédit foncier ; retiré.

DEPIETRI (César)

Député de la Moselle
(3e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **membres des forces françaises libres, les engagés volontaires de la guerre de 1939-1945** et les **combattants volontaires de la Résistance,** de l'assimilation de leurs périodes de services effectifs à des trimestres d'assurance pour la détermination des **pensions de vieillesse de la sécurité sociale** (n° **1041**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1338), adopté par le Sénat, relatif à la **lutte contre la rage** (n° **1380**) [10 décembre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur les **pratiques des grandes sociétés sidérurgiques** et l'utilisation des fonds publics qui leur sont accordés (n° **1928**) [21 octobre 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée de faire toute la lumière et de situer les responsabilités sur la **catastrophe** qui fit seize morts au puits V, **à Merlebach,** le 30 septembre 1976 (n° **2565**) [28 octobre 1976].

— **Proposition de loi portant nationalisation des mines de fer** et des principales **entreprises sidérurgiques françaises** (n° **2616**) [17 novembre 1976].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Manifestation de soutien au personnel de la société Lip** [22 juin 1973] (p. 2470, 2471) : pourrissement de la situation dans les usines Lip ; soutien communiste.

— **Négociations avec les syndicats de Lip** [26 octobre 1973] (p. 4880, 4881).

• *questions au Gouvernement :*

— **Economies de chauffage et production charbonnière** [2 octobre 1974] (p. 4669).

— **Convention entre les médecins et la sécurité sociale** [7 mai 1975] (p. 2458).

• *question orale sans débat :*

— (n° **22808**) : **Situation de l'emploi dans la sidérurgie lorraine** [10 octobre 1975] (p. 6795, 6796, 6797) : critique la politique des pouvoirs publics à l'égard de la sidérurgie ; les mesures du programme commun propres à remédier à la situation présente ; les 10 milliards de fonds publics versés aux patrons de la sidérurgie et la suppression de milliers d'emplois ; les autorisations d'emprunts nécessaires aux houillères de Lorraine.

• *question au Gouvernement :*

— **Catastrophe de Merlebach** [6 octobre 1976] (p. 6383) : la responsabilité de la direction des mines ; la constitution d'une commission d'enquête parlementaire.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **34271**) : **Crise de la sidérurgie** [8 avril 1977] (p. 1681, 1682, 1683, 1684, 1685) : proposition communiste de nationalisation de la sidérurgie et des mines de fer ;

— (n° **38901**) : **Conséquences de la construction d'une centrale nucléaire en Moselle** [17 juin 1977] (p. 3965, 3966) : les conséquences de la construction d'une centrale nucléaire à Cattenom, près de Thionville, du point de vue de l'utilisation du charbon lorrain ; construction d'une centrale thermique à Carling ; politique énergétique du Gouvernement contraire au développement de la production charbonnière ;

• *questions au Gouvernement :*

— **Vente de matériel sidérurgique à des industriels étrangers** [29 juin 1977] (p. 4421) : crédits accordés à Usinor pour construire l'aciérie OBM ; vente du matériel de l'usine Saint-Jacques du groupe Sacilor, à Hayange, en Moselle ;

— **Situation de la centrale thermique de Richemont** [19 octobre 1977] (p. 6339) : modernisation nécessaire de cette centrale ; il ne serait pas justifié de la sacrifier à une centrale nucléaire ;

— **Attentats contre les travailleurs algériens** [7 décembre 1977] (p. 8340) : les menées racistes dont sont victimes les travailleurs immigrés ; le devoir du Gouvernement de les protéger.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5206) : incapacité du pouvoir à résoudre les problèmes que connaît actuellement la politique énergétique ; campagne de diminution du chauffage et d'économie du carburant ; mécontentement de la population orienté vers les pays producteurs de pétrole ; responsabilité du pouvoir depuis 1958 ; crise énergétique et crise profonde de la société française ; potentiel naturel industriel et humain de la France en 1958 ; (p. 5207) : aide du gaullisme aux monopoles capitalistes ; politique de profit maximum et immédiat ; mise à l'écart des entreprises nationalisées ; recul systématique de l'indépendance nationale ; pétrole saharien et politique de classe ; remise en cause des accords conclus par les pays producteurs ; marge de taxes dont jouit l'Etat ; ses observations sur l'augmentation du prix des carburants ; plan de liquidation des houillères nationales : réserves et déficit des houillères ; subventions aux houillères ; révision des plans charbonniers en RFA et aux Etats-Unis ; déclaration de M. Messmer sur la production charbonnière ; énergie hydraulique, gaz naturel, filière française de l'électronucléaire ; participations du trust Westinghouse ; subvention pour le commissariat à l'énergie atomique ; politique de classe menée par le pouvoir ; (p. 5208) : diminution du budget en francs constants ; politique du Gouvernement à l'égard des mineurs de charbons ; estime nécessaire un changement radical de politique ; programme commun de la gauche ; contrôle des besoins énergétiques du pays enlevé aux trusts nationaux et multinationaux ; plan d'urgence proposé par le parti communiste ; réorientation de la politique pétrolière ; préservation de l'apport du charbon ; politique nucléaire et reconversion du secteur militaire ; politique de coopération.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4823) : inquiétudes à l'égard du budget de l'Institut français du pétrole ; revalorisation du métier de mineur ; l'utilisation des ressources nationales.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6835) : ses inquiétudes devant la montée du chômage ; (p. 6386) : la situation médiocre faite aux mineurs ; les accords entre les Charbonnages de France et la société américaine Hawley.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la lutte contre la rage** (n° **1338**), rap-

porteur [16 décembre 1974] (p. 7892) : les nouvelles formes d'une épizootie redoutable ; son extension géographique ; encouragement à la vaccination ; abattage systématique des animaux suspects ; la vaccination pourra être rendue obligatoire ; déclaration au maire des animaux suspects ; abattage des animaux domestiques errants.

1975

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Article premier** (p. 9645, 9646) : son amendement n° 1 : limitation de la durée du travail à quarante heures par semaine sur une période de quatre semaines et à quarante-cinq heures maximum par semaine ; repoussé.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8119) : le chômage pour 70.000 sidérurgistes et mineurs de fer ; les suppressions d'emplois ; la situation dramatique de la Lorraine ; les aides de l'Etat à la sidérurgie et leur concordance avec des destructions d'installations et de mines de fer ; les fonds publics distribués sans aucun contrôle du Parlement ; Sacilor ; Fos-sur-Mer, Dunkerque ; la modernisation ; les suppressions d'emplois ; les accidents mortels ; le chômage ; une politique antinationale et antisociale ; la stagnation de la production française d'acier et de minerai de fer ; l'augmentation des importations ; élever la production d'acier pour faire face aux besoins français ; nationaliser la sidérurgie ; améliorer les conditions de travail dans le cadre d'un statut du sidérurgiste. **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1976 (p. 9430) : les problèmes des sidérurgistes du Nord et de la Lorraine ; les décisions prises par le comité des forges ; la crise de la sidérurgie ; la Lorraine ; la proposition de loi communiste tendant à la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie ; les propositions communistes ; la manifestation du 21 décembre 1976 à Metz.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1963) : le comportement des parlementaires et des élus locaux lorrains de la majorité ; fait l'historique des propositions du parti communiste ; « le plan d'urgence pour sauver la Lorraine » d'octobre 1971 à l'initiative de M. Marchais ; la proposition de résolution demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics attribués à la sidérurgie ; la proposition de loi communiste demandant la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie ; (p. 1964) : la manifestation de Thionville ; la réalisation par le Gouvernement des exigences des « barons de l'acier » ; les promesses faites aux collectivités locales ; les charges supplémentaires entraînées par la situation de crise ; l'augmentation des charges de logement des mineurs du fait du rachat de leur logement ; les licenciements réalisés par les petites et moyennes entreprises ; la suspension de l'embauche des jeunes ; l'importance du chômage en Lorraine ; (p. 1965) : l'action des travailleurs lorrains ; (p. 1970) : le problème de la construction de hauts-fourneaux à Moyeuvre.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7430) : l'aggravation de la crise dans tous les domaines ; le gaspillage de matériel ; le secteur sidérurgique ; l'arrêt du haut-fourneau d'Usinor-Thionville ; la situation en Lorraine ; les licenciements prévus ; l'évolution des charbonnages ; le secteur de la machine-outil ; la diminution du nombre des filatures ; la situation de la centrale de Richemont, en Moselle ; le gâchis des hommes ; l'évolution du chômage ; (p. 7431) : les aides publiques à la sidérurgie ; le projet de contre-budget proposé par Georges Marchais ; l'installation d'une unité de véhicules SAVIEM en Lorraine ; l'installation d'une unité de production de moteurs à Thionville ; les besoins d'emplois de la Lorraine ; les déclarations gouvernementales dans la région lorraine ; la nationalisation démocratique et complète de la sidérurgie ; les propositions des communistes relatives à la mise en place d'un plan acier ; (p. 7432) : le programme commun.

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
(5e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756),

[2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Représentant des élus locaux au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial [11 juin 1974] (p. 2584).

Membre de la commission d'enquêtes sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre de la commission nationale d'urbanisme commercial [23 juin 1977] (p. 4155), [24 juin 1977] (p. 4202).

QUESTIONS

• *question orale avec débat de :*

— **M. Bertrand Denis** (n° **299**) : **Situation du téléphone,** en qualité de suppléant [11 mai 1973] (p. 1219) : la situation de la ville de Courbevoie ; les difficultés d'obtenir les communications internationales ; la pénurie d'installateurs qualifiés (p. 1221, 1222).

INTERVENTIONS

1975

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Première lecture. Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6679) : tient à nuancer les propos relatifs à la spéculation immobilière en indiquant que toute opération de construction n'est pas pour autant spéculative ; le poids des directions départementales de l'équipement lors des opérations d'aménagement concerté ; (p. 6680) : étudie un système qui incite les propriétaires à vendre ; la loi risque de bloquer les transactions sur les terrains où sont bâtis de très vieux immeubles au coefficient d'occupation des sols élevés ; demande la réglementation de l'activité de rénovation des immeubles anciens. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9030) : souhaite une nouvelle étude de la taxe foncière et de la plus-value des terrains à bâtir ; craint que ne s'institue un phénomène de rareté si une taxation plus complète des plus-values n'est pas envisagée ; (p. 9031) : dénonce les pratiques relatives aux achats d'appartements dans les immeubles rénovés ; demande que le Gouvernement prenne les mesures transitoires nécessaires. **Discussion des articles. Article 15** (p. 9046) : retire son amendement n° 26 sensiblement identique à l'amendement n° 36 du Gouvernement.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1818) : un projet qui aurait pu être inclus dans le texte sur l'urbanisme ; la position de la commission de la production sur les amendements de la commission des lois dans le domaine de la simplification du système des « classes » ; la notion de protection de la beauté d'un site ; le problème d'insuffisance des moyens de contrôle mis à la disposition de l'administration ; (p. 1819) : s'interroge sur la sagesse du Gouvernement qui demande au Parlement le vote d'une loi que l'administration n'a pas les moyens pratiques de faire respecter ; l'avis favorable de la commission de la production. **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article premier** (p. 1830) : son amendement n° 52 : prise en compte de la protection de la nature dans les critères de classement des établissements ; retiré. **Article 5** (p. 1834) : son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 13 de M. Charles Bignon : subordination de la délivrance du permis de construire à l'octroi de l'autorisation ; repoussé ; son sous-amendement n° 53 devenu sans objet par rejet du sous-amendement n° 99. **Article 6** (p. 1837) : son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 14 de M. Charles Bignon : délai de transmission du rapport d'enquête ; repoussé ; son sous-amendement n° 56 : conditions de renouvellement du délai pour statuer ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 1839) : son amendement n° 57 : supprimer l'article 8 *bis* ;

adopté. **Article 14** (p. 1846) : son amendement n° 59 à l'amendement n° 26 de M. Bignon ; retiré ; son sous-amendement n° 60 : nature des dangers pouvant motiver la suppression d'une installation ; adopté ; son amendement n° 58 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 26 défendu par M. Bignon. **Article 17** (p. 1848) : demande au Gouvernement de reprendre un sous-amendement à l'amendement n° 31 de M. Bignon déclaré irrecevable. **Article 24** (p. 1850) : son amendement n° 80 : rendre plus clair dans le premier alinéa la situation des exploitants de bonne foi ; retiré ; (p. 1851) : ses amendements n^{os} 81 et 82 ; retirés. **Article 25** : est défavorable à l'amendement n° 39 de M. Charles Bignon ; condamne la sévérité de cet amendement. **Article 29** (p. 1854) : son amendement n° 83 : date d'entrée en vigueur des dispositions de la nouvelle loi ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : fonction publique et formation professionnelle. — Services divers [15 novembre 1976] (p. 7969) : le dispositif de la loi du 16 juillet 1971 ; l'augmentation des crédits publics à la formation professionnelle ; une redéfinition des priorités ; les dificultés d'emploi ; la revalorisation du travail manuel ; les demandeurs d'emploi ; les jeunes ; les stages de la FPA ; les contrats emploi-formation ; le contrôle et l'inspection de l'apprentissage ; la nécessité d'une meilleure coordination et d'une plus grande efficacité des efforts entrepris ; l'ANPE ; les crédits en augmentation pour 1977 ; une meilleure utilisation qualitative et quantitative des movens ; les crédits de fonctionnement ; (p. 7970) : les actions de conversion ; la participation des entreprises.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7529) : l'opération d'aménagement du quartier de la Défense ; le stock de bureaux vides ; (p. 7530) : les problèmes financiers de l'EPAD ; les licenciements ; le remboursement des dépenses effectuées pour le compte de tiers ; l'achèvement du système de desserte de la Défense ; l'autoroute A 14 ; faciliter l'implantation de bureaux à la Défense ; l'évolution de la redevance pour création de bureaux.

DESANLIS (Jean)

Député du Loir-et-Cher
(3^{e} circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1404).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1085), adopté par le Sénat, relatif à la constatation et à la **répression des infractions en matière de transports publics et privés** (n° **1393**) [12 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à affecter des **appelés du contingent** dans le corps des **sapeurs-pompiers communaux** (n° **2366**) [9 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2825) portant création d'une **taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes** et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage (n° **2868**) [11 mai 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Indemnisation du chômage partiel** [7 mai 1975] (p. 2460).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **28188**) : **Importation de gants** [23 avril 1976] (p. 2136, 2137) : les importations en provenance de pays extérieurs au Marché commun, la limitation à 25 % de la consommation des quotas d'importation dans la ganterie, la chaussure et la confection, nécessité d'assurer la sécurité et le développement des entreprises de main-d'œuvre.

— (n° **33572**) : **Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** [26 novembre 1976] (p. 8776).

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements à l'entreprise Rollet de Vendôme** [8 décembre 1976] (p. 9069) : dégradation de la situation dans le secteur de la machine-outil ; commande à l'Italie de trois machines spéciales destinées à conditionner les éléments d'échangeurs nécessaires à notre industrie nucléaire et pouvant être construites par l'entreprise Rollet.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38523**) : **Régime fiscal et protection sociale des commerçants et des artisans** [3 juin 1977] (p. 3399, 3400) : harmonisation nécessaire du régime fiscal et social des commerçants et des artisans avec celui des salariés ; humanisation des contrôles.

• *question au Gouvernement :*

— **Equipement des villes nouvelles** [16 novembre 1977] (p. 7501) : la nécessité de poursuivre une politique des villes nouvelles.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et dévelopement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5297) : productivité des exploitations, aide aux agriculteurs dont la surface d'exploitation est insuffisante ; crédit à l'encouragement de la sélection animale, recherche zootechnique, crise de protéïnes, usines de déshydratation de fromages, prophylaxie, enseignement vétérinaire, enseignement agricole, difficultés du complexe d'enseignement agricole de Vendôme, retards dans les dossiers de demande de subventions dans son département, faiblesse des crédits pour les remembrements, agriculteurs retraités, réforme de l'IVD ; demande le relèvement du plafond de ressources au-dessus duquel l'Etat récupère sur les héritiers les sommes versées au titre de la solidarité nationale.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5662) : créations de crèches, aide au budget familial, allocation de rentrée scolaire, gratuité et bourses, égalité des chances, médecine scolaire, politique d'aide aux familles.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5927) : difficultés de la médecine scolaire ; postes dépourvus de médecins ; situation des invalides et des handicapés ; établissements spécialisés ; subventions aux associations ; sa question écrite relative à la situation des victimes d'accident au regard de la sécurité sociale (p. 5928) : demande que le partage de responsabilité soit appliqué aux caisses et que le remboursement des frais engagés par la sécurité sociale ne puisse être imputé sur la compensation financière du *pretium doloris* subi par la victime.

1974

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4745) : nécessité de développer l'information des agriculteurs sur la TVA pour que

le plus grand nombre puisse bénéficier du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5837) : ses observations relatives à la nationalisation des établissements secondaires ; (p. 5838) : la réduction du nombre de classes dans les CET ; félicite le Gouvernement pour les efforts développés dans l'aménagement des classes maternelles.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6046) : l'enseignement agricole ; le manque d'ingénieurs agronomes ; les besoins en enseignants ; les maisons familiales rurales ; les frais d'alternance ; (p. 6047) : l'ONIBEV ; création de centres de stockage et de fabrication de conserves alimentaires ; aide aux industries alimentaires ; réseaux de commercialisation à l'étranger ; la production laitière.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6747) : l'aménagement du territoire ; la croissance de la région parisienne ; les services publics ruraux ; la délimitation des zones pour les aides à la décentralisation : exemple du Perche ; (p. 6748) : l'aménagement de l'espace rural ; la qualité de la vie.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7021) : la dangereuse inversion des valeurs conduit certains à parler de la grossesse comme d'une maladie ; les espoirs qui résident dans l'adoption ; il est du devoir de l'Etat de faire disparaître les indications sociales de l'avortement ; (p. 7022) : pilule du lendemain.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7847) : demande que les personnes handicapées puissent bénéficier de l'exonération de la redevance annuelle versée à la radiodiffusion-télévision française ; souhaite que la mère d'un ou plusieurs enfants handicapés puisse bénéficier d'une majoration de sa retraite ; (p. 7848) : demande que soient subventionnés les transports des handicapés vers leur lieu de travail. **Discussion des articles** [17 décembre 1974] : **Article 7** (p. 7935) : demande si la majoration de la retraite pour les mères de famille aura un effet rétroactif ; [19 décembre 1974] : **Avant l'Article 43** (p. 8104) : son amendement n° 2 : inscription des handicapés majeurs en tutelle sur les listes électorales ; obligations civiques accomplies par leur tuteur munis d'une procuration délivrée par l'autorité judiciaire ; retiré.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Après l'Article 6** (p. 4017) : son amendement n° 96 : répartition de la taxe professionnelle entre les diverses communes où ont lieu les activités d'une entreprise de transformation des produits agricoles exerçant en même temps une activité de production ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7436) : les établissements accueillant les handicapés adultes ; les adolescents handicapés et les débiles profonds ; le service de la santé scolaire ; les difficultés des foyers de jeunes travailleurs.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7909) : préconise le développement de la production de fourrage déshydraté ; recommande une majoration des indemnités d'abattage, seul moyen de parvenir à une éradication définitive de la brucellose ; souhaite que le report d'une annuité de leurs emprunts soit consenti aux agriculteurs en difficulté.

Education [12 novembre 1975] (p. 8203) : les dispositions prises en faveur des maîtres auxiliaires ; l'état d'abandon dans lequel se trouve l'enseignement de la musique ; l'enseignement de la lecture ; intensifier l'effort de l'Etat en matière de transports et de constructions scolaires ; ne pas fermer les écoles rurales.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8308) : la dépopulation des campagnes ; le logement social ; (p. 8309) : la politique de l'emploi ; redéployer notre population dans l'espace rural.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la constatation et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés** (n° **1085**), rapporteur. **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9787) : l'accroissement du nombre des accidents, la nécessité de renforcer les contrôles et les sanctions, notamment en matière de transport de marchandises dangereuses ; l'augmentation du nombre des fonctionnaires chargés des constats ; la possibilité donnée à certains d'entre eux d'effectuer des contrôles polyvalents ; (p. 9788) : l'unification des sanctions pénales applicables aux infractions à la réglementation sur le transport des matières dangereuses. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9790) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Gerbet ; rappelle les compétences et les moyens des agents des

douanes pour la constatation et la répression des infractions. **Article 2** (p. 9790, 9791) : son amendement n° 1 : ne sanctionner l'employeur que s'il a effectivement commis une faute ; retiré ; (p. 9791) : son amendement n° 2 : rédactionnel ; adopté. **Article 4** (p. 9792) : son amendement n° 3 : ramener de 3.000 à 1.000 F le montant minimum de l'amende ; donner ainsi aux tribunaux une plus large part d'appréciation ; adopté ; (p. 9793) : son amendement n° 4 : ne sanctionner que les personnes ayant sciemment contrevenu à l'article 4 ; retiré ; son amendement n° 5 : supprimer le troisième alinéa de l'article 4 ; considérer que le fait de ne pas satisfaire aux prescriptions de sécurité concernant l'obligation d'étiquetage et les limitations de poids ne constitue pas un délit mais une contravention ; adopté. **Article 5** (p. 9794) : son amendement n° 7 : de forme ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — **Equipement et urbanisme** [27 octobre 1976] (p. 7104) : les effets de la concurrence entre routes et autoroutes ; (p. 7105) : le péage ; les poids lourds ; l'augmentation des accidents ; préférence envers la construction de deux voies express parallèles ; les travaux de renversement ; les problèmes de Chartres et de Vendôme ; le permis de construire à la carte.

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [3 novembre 1976] (p. 7450) : « Bravo Saint-Etienne » ; les centres d'animation sportive ; (p. 7451) : le coût d'un élève de CAS et d'un élève d'EPS ; le sport optionnel et ses avantages.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 (*J.O.* Débats du 5 novembre 1976) (p. 7635) : le lait ; le stockage de poudre de lait ; l'abattage des animaux ; la brucellose ; l'ANDA ; les betteraves ; le vin.

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [8 novembre 1976] (p. 7750) : l'armée de métier ; les besoins en effectifs ; la transformation du service militaire en service national ; le service national étendu aux problèmes de défense civile ; affecter des jeunes du contingent dans le corps des sapeurs-pompiers ; les incendies de forêts ; les risques résultant des transports ou des grandes migrations estivales.

1977

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° **2825**), rapporteur. **Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2705) : la déclaration non conforme par le Conseil constitutionnel de l'article 16 de la loi de finances pour 1977 ; la substitution aux taxes sanitaire et de visite et de poinçonnage, de la taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes ; les avantages techniques de la fusion des deux taxes antérieures en une taxe unique ; l'indexation de la taxe sur l'évolution des prix agricoles ; les personnes assujetties à la taxe ; l'insuffisance des garanties de l'affectation de la taxe à l'identification du cheptel bovin et au classement et au marquage des carcasses ; l'affectation budgétaire des crédits destinés à l'identification pérenne ; l'éventualité de report de crédits ; (p. 2706) : les recommandations de la commission d'enquête parlementaire sur la commercialisation de viandes ; la décision de la mise en place de l'identification pérenne des bovins ; la création d'un fichier départemental des animaux de l'espèce bovine ; les expériences départementales d'identification ; le problème de financement soulevé par les départements ; les conséquences du marquage des carcasses sur la clarification des transactions sur le marché de la viande ; la création au sein de l'ONIBEV d'un corps de cent agents de contrôle. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 2710) : la non-saisie par la commission de l'amendement n° 3 de M. Eyraud ; l'absence de l'existence de groupements de producteurs sur l'ensemble du territoire ; la position de juges et parties des techniciens des groupements de producteurs ; l'existence d'un corps de techniciens des services vétérinaires.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6373) : le vote par le Parlement de la modification de la loi sur l'aide spéciale compensatrice ; l'harmonisation des prestations sociales des commerçants et artisans avec le régime général ; le relèvement du plafond des cotisations d'assurance maladie des retraités ; la concurrence exercée par les grandes surfaces sur certains articles.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6658) : la revalorisation de la retraite des agriculteurs ; le bénéfice du fonds national de solidarité ; les difficultés éprouvées par l'épouse d'un agriculteur retraité ; la création d'une allocation spéciale et d'une pension de réversion en cas de décès du mari ; (p. 6659) : la réversion de l'indemnité viagère de départ en faveur des veuves d'agri-

culteurs décédés avant le 1er janvier 1977 ; l'élaboration d'un statut juridique de l'épouse d'exploitant agricole ; le financement du plan de restructuration de l'école vétérinaire d'Alfort.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6969) : le complément familial ; la non-intégration des femmes mères de famille dans les régimes d'assurance sociale ; la situation des veuves civiles ; l'assurance-vie ; l'indemnisation des invalides de catégories 2 et 3 ; l'extension de la législation sur les accidents du travail aux accidents survenus en rapport avec la cessation de l'activité professionnelle ; les services d'aide ménagère à domicile.

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977] (p. 7410) : la création d'emplois ; le maintien des services publics en milieu rural ; l'automatisation ; les délais d'attente ; le problème des postes téléphoniques publics ; la facturation des communications ; (p. 7411) : l'importance du budget des PTT.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7535) : prolonger la durée des aides spéciales rurales ; améliorer le financement des programmes de construction HLM des communes ; l'emploi féminin ; la décentralisation des services administratifs vers la province.

— Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° 3210). Discussion des articles [14 décembre 1977]. **Article 2** (p. 8718) : l'érection en établissements publics des dernières maisons de retraite construites ; la titularisation des personnels.

DESCHAMPS (Henri)

Député de la Gironde (3e circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973 (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1404).

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **29779**) : **Situation de l'entreprise Bordeaux-Sud** [18 juin 1976] (p. 4383, 4384) : nécessité de prendre des mesures pour maintenir l'activité de cette entreprise ; la situation dans le Sud-Ouest (salaires les plus bas, réductions d'emplois plus nombreuses) ; le marasme de la région bordelaise.

— (n° **39119**) : **Situation de l'usine Bordeaux-Sud** [24 juin 1977] (p. 4205, 4206) : mesures envisagées pour permettre la reprise rapide du travail à l'usine Bordeaux-Sud ; le plan de relance promis par le Gouvernement ; la crise en Aquitaine.

INTERVENTIONS

1975

— Proposition de loi organique relative au statut de la magistrature (n° 1511). Deuxième lecture. Discussion générale [28 juin 1975] (p. 4986) : rappelle que le groupe socialiste considère le projet comme dangereux ; considère que par la voie du recrutement latéral, le Gouvernement pourra exercer des pressions sur les magistrats.

— Communication relative à la désignation de la commission mixte paritaire portant sur l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 4998) : regrette de ne pas avoir été informé plus tôt de la constitution de la commission mixte paritaire.

— Projet de loi relatif à l'éducation (n° 1736). Commission mixte paritaire. Discussion générale [30 juin 1975] (p. 5059) : rappelle l'hostilité du groupe socialiste à un projet insuffisant et dangereux.

1976

— Rappel au règlement [23 novembre 1976] (p. 8569) : rectification de vote sur le budget.

— Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale

(n° **2928**). **Discussion générale** [2 juin 1977]. **Question préalable** (p. 3322) : l'application de la loi du 31 décembre 1966 par l'opposition ; (p. 3324) : la non-dénaturation de la loi du 31 décembre 1966.

DESMULLIEZ (André)

Député du Nord
(7e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 octobre 1973] (p. 4206).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [9 octobre 1973] (p. 4206), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **407**) : relative à la **Société Stein-Industrie-Iter** [29 juin 1973] (p. 2718, 2719).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7705) : la crise sévissant dans les textiles du Nord ; les avantages offerts par la Belgique pour l'implantation de ses zones industrielles ; le licenciement des délégués syndicaux trop actifs (p. 7706).

• *question au Gouvernement :*

— **Présentation nouvelle des timbres-poste** [18 décembre 1974] (p. 8044).

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Education [17 novembre 1976] (p. 8198) : l'enseignement technologique ; une véritable éducation nationale ; les CET ; les CES ; la réforme Capelle ; les PEGC ; les CET du Nord-Pas-de-Calais ; (p. 8199) : faciliter le passage des bons élèves en lycées techniques.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 71** (p. 7765) : soutient l'amendement n° 180 de M. Gilbert Faure : suppression des avantages fiscaux consentis aux revenus du capital par l'avoir fiscal et divers prélèvements libératoires ; le financement des dépenses entraînées par la mise en œuvre du plan quadriennal de l'UFAC ; le coût pour le Trésor des privilèges fiscaux ; repoussé par scrutin public.

DESTREMAU (Bernard)

Député des Yvelines
(5e circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

Puis député des Yvelines
(5e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (Gouvernement Chirac). Décret du 25 du 25 août 1976. [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Elu le 21 novembre 1976 en remplacement de M. Riquin, démissionnaire ; l'Assemblée prend acte de son élection [23 novembre 1976] (p. 8568, 8605).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [24 novembre 1976] (p. 8671).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Donne sa démission de membre suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 juin 1974] (p. 2909).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant **à fixer à dix-neuf ans l'âge de la majorité civile et de la majorité politique** (n° **20**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'organisation de concours de pronostics basés sur les résultats de certaines épreuves sportives** (n° **472**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une caisse d'aide à l'équipement sportif** (n° **473**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création de sociétés d'expansion sportive ayant pour objet le financement par des investissements privés de fonds d'équipements sportifs et d'activités de plein air** (n° **547**) [28 juin 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — Tome III : **Coopération - Crédits du ministère des affaires étrangères, coopération** (n° **683**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à maintenir le droit aux **prestations familiales pour les enfants** qui font leurs **études à l'étranger** (n° **998**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** portant **organisation et statut des gens de lettres** et des créateurs littéraires (n° **1035**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la **loi n° 48-1360** du 1er septembre 1948 modifiée portant modification et codification de la législation relative aux **rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel** et **instituant des allocations de logement,** afin d'obtenir une **protection** plus efficace **des locataires âgés de plus de soixante-cinq ans** (n° **2800**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 29 : Jeunesse et sports** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à organiser des **concours de pronostics** basés sur les résultats de certaines **épreuves sportives** (n° **3254**) [24 novembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à la **création de sociétés d'expansion sportive** ayant pour objet le financement par des investissements privés de fonds d'aide au sport (n° **3303**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale avec débat :*

— (n° **5273**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4476) : nécessité pour la France de s'abstenir de toute livraison d'armes ; nécessité de circonscrire le

conflit ; corps expéditionnaires envoyés par le Maroc et la Tunisie ; (p. 4480, 4481, 4507) : influence regagnée par l'Union soviétique en « Méditerranée arabe » ; devoir des grandes puissances : « risquer » la paix en assurant la sécurité de l'Etat d'Israël dans les « frontières sûres et reconnues » ; reconnaissance du fait palestinien ; liberté de navigation dans le canal de Suez ; (p. 4480, 4481) : fournitures d'armes ; distinction entre « pays du champ de bataille » et « pays hors champ de bataille » (p. 4507).

• *question d'actualité :*

— **Problème de l'énergie** [9 novembre 1973] (p. 5484) : nécessité de mettre sur pied un organe de prévision ; répartition des moyens énergétiques en étroite coopération avec nos voisins (p. 5486).

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du du ministre des affaires étrangères :

• *Réponses aux questions du Gouvernement de :*

— **M. Chandernagor : Dette du Chili envers la France** [20 novembre 1974] (p. 6788).

— **M. Soustelle : Déclarations de M. Arafat devant l'assemblée générale des Nations unies** [20 novembre 1974] (p. 6792).

— **M. Frédéric-Dupont : Vote de la France à l'ONU au sujet du Cambodge** [4 décembre 1974] (p. 7379).

— **M. Marcus : Accueil des réfugiés du Viet-Nam** [14 mai 1975] (p. 2644).

— **M. Jean Fontaine : Exclusion de la France d'un comité régional pour l'Afrique de l'OMS** [18 juin 1975] (p. 4367 et 4368) : dévouement des médecins français en Afrique.

— **M. Soustelle : Ouverture à Paris d'un bureau d'information et de liaison de l'OLP** [5 novembre 1975] (p. 7885, 7886) : nécessité d'un dialogue avec les Palestiniens et l'OLP ; la politique de la France à l'égard du conflit israélo-arabe.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Zeller** (n° 24993) : **Participation de la CEE au fonds international de développement agricole** [19 décembre 1975] (p. 10078) : les incertitudes entourant la création d'un fonds international de développement agricole ; le souci du Gouvernement d'y participer.

— **M. Chandernagor** (n° 29385) : **Coopération avec le Viet-Nam** [4 juin 1976] (p. 3822, 3823) : les grandes lignes de la coopération entre la France et le Viet-Nam réunifié, mises au point par une mission présidée par M. de Courcel ; la signature d'un protocole financier ; les perspectives prometteuses de la coopération en ce qui concerne la médecine ; l'agronomie ; l'enseignement du français et les transports.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Debré : Obligations de la commission économique européenne** [16 juin 1976] (p. 4181) : la commission de la CEE examinera l'ensemble des projets d'association des industries sidérurgiques européennes et le problème posé par les concurrences favorisées par l'évolution des taux de change ; les mesures prises par le Gouvernement français pour protéger les producteurs de vin.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gabriel** (n° 29899) : **Extension de 200 milles de la zone économique exclusive** [18 juin 1976] (p. 4377) : le projet de loi sur la zone économique exclusive permet de délimiter une telle zone au large des départements et territoires d'outre-mer ; étude des problèmes de la surveillance.

— **M. Ralite** (n° 29908) : **Création artistique et littéraire** [18 juin 1976] (p. 4377) : le rôle social irremplaçable joué dans notre pays par la création artistique et littéraire ; l'ampleur des efforts consentis en faveur de la création ; le prestige culturel de notre pays à l'étranger ; la sécurité sociale des artistes.

— **M. Maurice Andrieu** (n° 29658) : **Enseignement de l'architecture** [18 juin 1976] (p. 4379) : la réunion du conseil supérieur de l'enseignement de l'architecture ; la situation préoccupante de l'unité pédagogique d'architecture de Toulouse.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Feït : Comité international de la Croix-Rouge** [23 juin 1976] (p. 4547) : la participation de la France à de nombreuses actions d'assistance sur le plan bilatéral.

— **M. Xavier Deniau : Aide humanitaire de la France au Liban** [23 juin 1976] (p. 4548) : le Gouvernement français a répondu à toutes les demandes d'aide sanitaires et humanitaires des Libanais.

En qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (n° 37795) : **Mesures en faveur de la natalité** [6 mai 1977] (p. 2555, 2556, 2557) : la baisse de la natalité française conséquence des lois sur la contraception et l'interruption de la grossesse ; nécessité d'un grand débat sur la politique familiale.

• *questions au Gouvernement :*

— **Importations d'origine extracommunautaire** [11 mai 1977] (p. 2646) : nécessité d'user de certaines dispositions du protocole du 25 mars 1957 sur le commerce inter-allemand pour pallier la carence des organes de Bruxelles ; défendre l'industrie française contre une concurrence déloyale.

— **Remise des dossiers d'examens aux malades par les hôpitaux** [26 octobre 1977] (p. 6640).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **42464**) : **Eclairage des tribunes de Longchamp** [25 novembre 1977] (p. 7962) : les économies d'énergie réalisables ; contraste existant entre la situation florissante des organisations hippiques et le dénuement de nombreuses associations sportives ;

— (n° **42862**) : **Election de l'Assemblée européenne au suffrage universel** [9 décembre 1977] (p. 5831, 5832) : le principe de la solidarité entre les pays signataires du Traité de Rome ; l'étape représentée par cette élection.

• *question au Gouvernement :*

— **Indemnisation des Français d'outre-mer dépossédés** [14 décembre 1977] (p. 8707) : droit des ressortissants français des anciens pays de l'Union française à être indemnisés comme les rapatriés d'Algérie.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur sa politique générale** (n° 9) [12 avril 1973] (p. 837) : souligne la nécessité de gouverner sans attendre ; évoque le problème des relations entre le Parlement et le Gouvernement ; le rôle législatif du Parlement, les décrets d'application ; souhaite des rapports étroits entre le Parlement et l'administration ; approuve la limitation à cinq ans du mandat présidentiel ; estime impossible la poursuite de l'essor du pays dans le désordre économique ou l'anarchie scolaire ; rappelle que son groupe est ouvert à tout débat de nature à améliorer la vie des Français ; évoque les problèmes posés par la loi Debré sur le service national ; (p. 838) : rappelle le choix des républicains indépendants : une société libérale et libérée faite pour l'homme ; demande un effort accru pour les équipements collectifs ; critique le discours de M. Mitterrand ; évoque les mesures annoncées par le Premier ministre ; demande un aménagement du régime fiscal des cadres et des professions libérales ; évoque la politique extérieure ; la construction de l'Europe ; souligne la nécessité de protéger l'individu, sa liberté et sa dignité ; estime qu'il faut concevoir un modèle français de croissance.

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1144) : sa mise au point sur le scrutin du 28 novembre 1972 : adoption de l'ordre du jour complémentaire.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [20 juin 1973] (p. 2328) : l'aspiration de l'opinion à dépasser les considérations économiques ; la volonté d'aboutir à une union européenne ; la coopération de la France avec les pays défavorisés ; la coopération, aspect le plus stable de notre politique extérieure ; l'avantage qui doit être accordé aux pays non spoliateurs ; l'action du Gouvernement français en faveur de l'indemnisation par les gouvernements intéressés ; la nécessité de diversifier notre coopération, de favoriser les concours privés ; (p. 2329) : d'établir un code d'investissement assorti d'une couverture des risques politiques ; rappelle le devoir international de solidarité, la position américaine sur la vocation régionale de l'Europe, la volonté des Etats-Unis de désengagement militaire en Europe, leur indifférence à l'égard de l'Europe dans le domaine de la monnaie, le caractère excédentaire de la balance commerciale américaine avec la Communauté économique européenne, le problème essentiel : confrontation entre pays développés et pays en voie de développement ; l'orientation prévisible de la Communauté des Neuf vers l'Europe méditerranéenne ; le caractère secondaire des plaintes des Etats-Unis contre l'Europe agricole ; estime dangereux que la sécurité du monde occidental dépende de tractations commerciales : la contradiction de la position américaine ; l'engagement des Etats-Unis d'assurer la protection du continent européen ; les dangers pour l'Europe des accords dits SALT II ; estime justifiée l'absence de la France aux conversations de Vienne sur la réduction équilibrée des forces en Europe ; la nécessité pour l'Europe de prévoir ses propres moyens de défense ; le cadre juridique que constitue le traité de l'union de l'Europe occidentale ; l'indifférence actuelle des opinions publiques aux problèmes de défense ; la liberté d'action que constitue pour la France l'existence de moyens de défense propres ; les résultats à attendre de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; (p. 2330) : ses craintes de voir se perpétuer la politique de satellisation des pays d'Europe centrale par l'URSS ; la position de l'URSS sur la proposition américaine de nouvelle charte atlantique ; la situation de l'union européenne ; estime que l'Europe ne progresse guère, qu'un nouvel élan est nécessaire pour la mise en place d'institutions européennes ; l'inopportunité actuelle de l'élection d'un parlement européen au suffrage universel ; se prononce pour la mise en place dès à présent d'une assemblée sénatoriale, pour la coordination des

actions législatives, pour la constitution d'un secrétariat permanent européen composé d'hommes politiques ; souhaite le remplacement de la règle de l'unanimité par celle de la majorité qualifiée ou des deux tiers, l'incompatibilité des principes de l'indépendance absolue avec une entité politique européenne ; les résultats de la politique étrangère du Gouvernement ; les problèmes de l'adaptation des relations entre l'Europe et les Etats-Unis et des progrès de la construction politique européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — II. **Jeunesse, sports et loisirs** [29 octobre 1973] (p. 4999) : insuffisance des crédits ; ses réserves au sujet des dépenses ; juge excessif le montant des crédits affectés à la première tranche de l'école nationale d'équitation ; sa question écrite du 7 août 1973 restée sans réponse ; estime que cette dépense devrait incomber aux sociétés d'encouragement à la race chevaline ; ses réserves sur le contrôle des dépenses ; subventions aux fédérations et aux associations ; gaspillage dans l'utilisation de ces fonds ; souhaite un contrôle plus sévère sur l'usage qui est fait des subventions ; non-exécution de la loi de programme d'équipement sportif ; propos de M. Flornoy, rapporteur de la loi ; ressources qui proviendraient des concours de pronostics ; affectation des fonds du PMU ; demande au secrétaire d'Etat s'il acceptera que soit présentée en séance publique une proposition de loi autorisant l'institution de ces concours ; caractère complexe et délicat de cette affaire ; souhaite la communication aux députés d'un rapport établi par le secrétaire d'Etat ; amateurisme et sport professionnel ; coût des équipements de football professionnel pour les municipalités ; règlement par les concours du problème financier du football et dégagement de ressources complémentaires au profit de tous les sports ; (p. 5000) : gravité de la non-application de la loi de programme ; (p. 5003) : remercie le secrétaire d'Etat de ses propos sur la loi de 1901 ; nécessité d'un contrôle sur le sport professionnel comme sur les sociétés ; prend acte de sa réponse sur l'éventuelle discussion d'une proposition de loi relative aux concours de pronostics ; amendement tendant à obtenir que le produit éventuel des concours de pronostics soit affecté aux collectivités locales signé par le secrétaire d'Etat.

Dépenses militaires (Articles 20 et 21). — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5411) : nécessité de la défense nationale ; (p. 5412) : hypothèses de conflagration mondiale ; conflit du Proche-Orient et mise en alerte nucléaire de l'île de Guam ; l'indépendance d'action ; fondement de notre politique de défense ; valeur et limites de cette doctrine ; limites apportées par les traités (OTAN et UEO) et limites découlant d'événements imprévus ; problème du désarmement, conversations de Vienne ; non-participation de la France ; notion d'équilibre des forces ; impérieuse nécessité d'une solidarité européenne en matière de défense ; défense européenne et union politique de l'Europe ; propose la remise en vigueur du traité de l'UEO et la constitution d'un organisme permanent de consultation et de décision (conseil européen de sécurité dans le cadre de l'UEO) ; (p. 5413) : défense européenne commune et politique des super-puissances.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5508) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances tendant à protester contre la distribution d'eau potable par le service des eaux et fontaines de Versailles.

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [12 novembre 1973] (p. 5565) : caractéristiques du budget de la coopération, son taux d'augmentation supérieur à celui du budget de l'Etat, caractère sélectif de cette augmentation ; analyse les mesures nouvelles ; actions audio-visuelles de masse ; scolarisation des jeunes Français en Afrique et à Madagascar ; aide au Sahel ; situation de la coopération en 1973 ; adaptation et révision des accords de coopération ; structures de la coopération et pluralité administrative ; caractère excessif de cette fragmentation ; urgence de mettre en place un organisme interministériel de coopération ; gestion du fonds d'aide et de coopération ; moyens en personnel et déflation des effectifs ; accroissement de la proportion des enseignants ; problème du recrutement des coopérants ; coopération et aide au développement ; maintien du caractère bilatéral de l'aide française ; caractéristiques des aides publiques et privées ; difficultés commerciales tenant à l'écoulement des produits sur le marché français ; investissements privés et système de garanties ; politique étrangère et coopération ; (p. 5566) : diversification et « désétatisation » de l'aide, comportement des coopérants de l'armée.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° **778**) [23 novembre 1973] (p. 6338) : sa question écrite restée sans réponse sur la politique énergétique ; politique du Gouvernement à l'égard des approvisionnements ; (p. 6339) : dirigeants du Moyen-Orient et transporteurs internationaux ; surenchères ; cas des Pays-Bas ; attitude des Etats-Unis ; fragilité de nos sources d'approvisionnement et prévision de la crise ; caractère préoccupant de la situation ; fuel domestique ; interventions souhaitables ; loi de 1928 et période de

crise ; pari de l'optimisme du Gouvernement ; politique pétrolière et politique européenne.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention fiscale franco-malienne,** rapporteur suppléant (n° **692**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6912) : analyse la convention, ses questions relatives à l'octroi de l'avoir fiscal aux résidents maliens et au montant global de cet avoir.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

1974

— **Projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales** (n° **749**). **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2728) : la ratification de l'acte additionnel à la convention internationale pour la protection des obtentions végétales permettra l'adhésion de certains pays en voie de développement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant approbation de l'accord instituant le laboratoire européen de biologie moléculaire** (n° **1090**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3190) : souligne l'activité du laboratoire européen, complémentaire de celle des laboratoires nationaux.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention avec le Niger en matière de sécurité sociale** (n° **1081**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3192) : indique que l'approbation de cette convention permettra le transfert des droits à pension entre les deux pays.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la légitimation par mariage** (n° **717**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3193) : rappelle que la loi n° 70-589 du 9 juillet 1970 étend de plein droit aux territoires d'outre-mer les lois métropolitaines relatives à l'état et à la capacité des personnes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention pour la protection des phoques dans l'Antarctique** (n° **1269**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6918) : rappelle l'interdiction prise par arrêté du 22 juillet 1969 et qui frappe les entreprises de chasse dans la zone couverte par la convention.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention sur les substances psychotropes** (n° **1091**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6920) : la convention tend à limiter aux seules fins médicale et scientifique le commerce de ces drogues ; (p. 6921) : une commission interministérielle créée le 26 février 1974 étudie la révision de la réglementation des substances vénéneuses ; le Gouvernement français formulera une réserve sur l'article 31 de la convention.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord avec l'Espagne relatif à l'abornement et à l'entretien de la frontière** (n° **1082**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6921) : la servitude *non aeficandi* prévue par la convention ; (p. 6922) : donne l'assurance que les élus locaux seront consultés par la commission à titre d'expert chaque fois que les circonstances le permettront.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention relative à la constitution de l'organisation mondiale de la santé** (n° **1089**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6922) : la convention se présente comme un aménagement technique destiné à permettre à l'OMS la planification à long terme des programmes de l'organisation.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de la convention d'ordre judiciaire entre la France et Madagascar** (n° **953**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6923) : souligne que les Français auront la faculté, dans les affaires pénales, de faire assurer leur défense par un avocat de leur nationalité ; (p. 6925) : en réponse à M. Jean-Pierre Cot souligne combien les incertitudes dans l'application de l'article 53 de la Constitution sont devenues plus rares.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de la convention d'assistance technique entre la France et Madagascar** (n° **954**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6926) : ses précisions relatives à la charge des rémunérations des coopérants.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention fiscale franco-iranienne** (n° **1104**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6928) : les perspectives d'expansion des rapports avec l'Iran seront favorisées par la mise en application de cette convention.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention fiscale franco-espagnole** (n° **1103**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6981) : analyse la portée de la convention fiscale signée avec l'Espagne, tendant à éviter la double imposition des revenus.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de la convention fiscale franco-tchécoslovaque** (n° **853**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6983) : analyse le sens de la convention fiscale signée avec la Tchécoslovaquie.

— **Projet de loi, autorisant la ratification de l'avenant à la convention franco-marocaine sur la sécurité sociale** (n° **1270**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6984) : cet accord vise à privilégier l'insertion des travailleurs immigrés et de leur famille dans notre pays.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres avec le Maroc sur l'exportation des prestations pour soins de santé** (n° **1271**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6985) : note le système spécifique de soins en vigueur au Maroc.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, protocole additionnel à la convention pour la navigation du Rhin** (n° **1272**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6987) : souligne le respect des délais de ratification de ce protocole.

1975

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant l'approbation d'accords de coopération et d'une convention consulaire entre la France et le Cameroun** (n°s **1578, 1579, 1580, 1581**). **Accord de coopération franco-camerounaise en matière de justice. Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2399) : le transfert des condamnés ; l'opportunité des poursuites ; l'exclusion de l'extradition pour infraction politique. **Convention consulaire franco-camerounaise. Discussion générale** (p. 2399) : l'importance de la colonie française au Cameroun ; rendre plus efficaces les services consulaires des deux pays.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention de coopération en matière judiciaire entre la France et le Congo** (n° **1583**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2403) : un texte adapté à l'évolution du droit moderne.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel,** adopté par la conférence générale de l'UNESCO (n° **1577**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2395) : la contribution de la France pour la mise au point de la convention ; l'option en faveur du versement de contributions volontaires ; l'intérêt à figurer parmi les vingt premiers Etats parties à la convention ; (p. 2396) : le problème des sites naturels ; le maintien d'Israël à l'UNESCO ; sa non-appartenance à la commission européenne.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles portant prorogation de la convention sur le commerce du blé et de l'accord international sur le blé de 1971** (n° **1477**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2394) : le caractère positif mais limité de la prorogation des deux conventions; l'accord sur le blé et sur l'aide alimentaire.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française et la République de Singapour** (n° **1345**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2392) : le solde débiteur de notre balance commerciale avec Singapour ; le succès de l'exposition de la technique française à Singapour ; (p. 2393) : l'essor rapide de nos échanges.

— **Projet de loi relatif à l'adhésion de la France à la convention établissant une commission interaméricaine du thon tropical** (n° **1599**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3112) : l'attachement des pouvoirs publics à une exploitation rationnelle des ressources biologiques de la mer ; l'extension de notre flotte thonière et l'intérêt qu'elle porte à la région du Pacifique ; prendre rang parmi les pays habilités à exploiter le stock de thons du Pacifique.

— **Projet de loi relatif au protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants** (n° **1510**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3110) : la convention de 1961 sur les stupéfiants ; l'importance du trafic illicite ; l'élargissement des pouvoirs de l'organe international des stupéfiants ; l'extension des obligations incombant aux gouvernements ; le renforcement des dispositions relatives à l'extradition des personnes ; la loi du 31 décembre 1970 ; la lutte contre l'abus de la drogue chez les jeunes ; (p. 3111) : **Sa réponse à M. Radius** relative à la coopération entre la France et le Conseil de l'Europe.

— **Projet de loi relatif à la convention portant création du centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme** (n° **1576**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3108) : le premier texte mis au point dans le cadre de la coopération européenne scientifique et technique ; l'activité prévisible du centre ; l'intérêt attaché à la convention par les pays signataires.

— **Projet de loi relatif au protocole France-République fédérale d'Allemagne sur le régime fiscal applicable aux institutions culturelles** (n° **1476**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3105) : l'indispensable réorganisation de notre dispositif culturel en Allemagne ; la concentration des moyens permise par la fermeture du centre de Mannheim et de l'institut de Tübingen ; l'allégement nécessaire des charges financières des institutions culturelles ; l'effort d'harmonisation en matière fiscale et douanière.

— **Projet de loi relatif à la convention fiscale avec la Yougoslavie** (n° **1582**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3106) : la conclusion d'accords fiscaux sur le modèle proposé par l'OCDE ; l'accord fiscal du 1er juin 1973 avec la Tchécoslovaquie ; les traits marquants de la convention franco-yougoslave ; le déficit de la balance du commerce franco-yougoslave ; la visite du ministre des affaires étrangères à Belgrade ; les possibilités nouvelles offertes au commerce franco-yougoslave ; (p. 3107) : **Sa**

réponse à M. Hamel relative à la profanation d'un cimetière de soldats français en Yougoslavie.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention franco-égyptienne sur les investissements** (n° **1636**). **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4238) : la loi de 1971 et l'existence de deux régimes pour les investissements français à l'étranger ; le caractère exemplaire de la convention franco-égyptienne.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la Roumanie** (n° **1635**). **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4240) : son intervention sur la convention.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre la France et la Thaïlande** (n° **1637**). **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4240) : la volonté de développer nos exportations dans cette partie du monde.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification** de la **convention entre la République française et la République socialiste de Roumanie**, relative à **l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale**, signée à Paris le 5 novembre 1974, et de la **convention entre la République française et la République socialiste de Roumanie**, relative à **l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition**, signée à Paris le 5 novembre 1974 (n° **1700** et n° **1701**). **Discussion générale commune** [27 juin 1975] (p. 4890) : expose que les conventions respectent le droit français et le droit international ; rappelle que ce sont les premières conclues avec la Roumanie dans le domaine judiciaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation du protocole multilatéral sur les privilèges et immunités de l'organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral**, fait à Paris le 12 juillet 1974 (n° **1702**). **Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4892, 4893) : indique les pays qui ont signé le protocole ainsi que ceux qui l'ont ratifié ; la participation de la France aux études menées sur les structures de l'organisme ; le rôle joué par la technique française dans la construction du grand télescope.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guatemala**, signé à Paris le 17 décembre 1974 (n° **1703**). **Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4894) : en réponse à M. Soustelle, rapporteur, manifeste la réserve du Gouvernement sur l'envoi de professeurs au Guatemala ; l'arrestation de deux savants français dans ce pays ; l'amélioration du statut donné aux coopérants grâce à cette convention.

— **Projets de loi autorisant la ratification de conventions conclues avec la République gabonaise** (n° **1958** et n° **1952**). **Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9252) : rappelle les raisons qui ont rendu nécessaire une actualisation des conventions franco-gabonaises ; les accords conclus en 1974 et ceux en cours de négociation ; précise les modifications apportées à l'état de choses antérieur par les deux conventions dont l'approbation est demandée.

— **Projets de loi portant approbation de neuf conventions conclues entre la France et la République du Sénégal** (n^{os} **1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890**). **Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9255) : les raisons qui ont rendu nécessaire l'actualisation des accords franco-sénégalais, les innovations apportées par les neuf conventions.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté** (Bruxelles, 11 juillet 1975) (n° **1990**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9797) : la difficulté des négociations due à la nécessaire conciliation entre l'esprit de la convention de Yaoundé et les liens entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth ; la part active qu'a prise la France à la négociation ; le champ très large de la convention de Lomé ; (p. 9798) : l'aide financière au développement et à la stabilisation des recettes d'exportation ; l'équilibre entre les pays qui résulte de la convention ; la clause de sauvegarde reconnue à la Communauté européenne ; la coopération industrielle ; la satisfaction du Gouvernement français face à l'aboutissement de la négociation.

1976

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° **2217**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [25 juin 1976] (p. 4744) : l'analyse complète et fouillée de M. Frédéric-Dupont ; la faiblesse des investissements de la France à Singapour ; une progression lente ; la position internationale de Singapour ; demande à l'Assemblée d'adopter le projet de loi ; sur l'accord avec le Maroc, souligne la part prépondérante occupée par la France dans les échanges extérieurs du Maroc ; la nécessité d'une adaptation ; le traitement équitable des investissements réalisés antérieurement ; le résultat d'un compromis, conforme dans l'ensemble aux précédents internationaux ; la notion d'investissements productifs ; des garanties analogues à

celles des autres accords ; le climat de relation confiante entre la France et le Maroc ; demande d'adopter le projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4956) : souligne l'importance de cette convention ; demande à l'Assemblée de l'approuver.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise (n° 2299). Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4746) : la qualité de l'analyse de M. Daillet ; l'adaptation dans le domaine du droit d'établissement des rapports entre la France et le Gabon ; le développement du Gabon ; les responsabilités de l'élite gabonaise ; le régime d'exception qui existait jusqu'à présent ; demande à l'Assemblée d'autoriser l'approbation de cette convention.

En qualité de député :

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial (n° 2829). Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3231) : le caractère parfois trop ponctuel des textes soumis au Parlement ; les raisons des choix auxquels le Gouvernement s'est arrêté ; le bilan de l'action du Gouvernement en faveur de la famille ; l'évolution des dépenses consacrées aux prestations familiales ; la part relative des allocations familiales par rapport aux allocations spécialisées ; le maintien de l'avance de la France en comparaison avec d'autres pays de niveau similaire ; les mesures prises ; l'éducation ; le travail féminin ; (p. 3232) : le congé postnatal ; le statut social des mères ; la construction de crèches ; l'édification de nouveaux centres sociaux en 1978 ; les actions menées pour la revalorisation des prestations ; les objectifs du projet de loi ; la réduction de l'éventail des prestations ; la suppression de la notion de conditions d'activité professionnelle ; l'extension du bénéfice de l'allocation de complément familial à 1.400.000 familles supplémentaires ; les amendements déposés par la majorité ; l'orientation future des prestations familiales ; l'antinomie constituée par la superposition d'une aide indirecte consentie par le biais de la fiscalité et d'une aide par le biais des prestations soumises à des conditions de ressources; le rapport de l'IGAS ; la mise au point de meilleurs systèmes de redistribution ; la justification de l'effort national en faveur de la famille ; les méthodes de calcul de cet effort.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920). Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3740) : la construction européenne ; le traité de Rome ; l'article 138 du traité ; les institutions européennes ; le plan Fouchet ; la mise à l'étude de l'élection de l'assemblée européenne au suffrage universel direct ; l'action du Président Pompidou ; la nature confédérale de la future Europe ; l'engagement pris par le Gouvernement français le 16 décembre 1974 ; le choix de l'Europe ; la participation des peuples à la construction de l'Europe ; les caractéristiques de la fédération des républicains indépendants ; l'élaboration par la communauté de ses propres structures de travail ; (p. 3741) : les arguments invoqués contre l'élection ; son éventuelle érection en assemblée constituante ; l'atlantisme ; la perte de l'autonomie en matière de politique étrangère ; l'hostilité des Anglais et des Allemands au nouveau mode de scrutin ; la position des négociateurs français ; les conséquences de l'existence de la nouvelle assemblée ; les conséquences sur la construction européenne du rejet du projet par la France ; les éléments à attendre de la nouvelle assemblée ; la lutte contre la technocratie envahissante ; l'élargissement du rôle de l'Europe face aux superpuissances ; le rapprochement en profondeur des peuples européens.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes (n° 2921). Explications de vote** [21 juin 1977] (p. 4012) : la prise en considération des territoires d'outre-mer ; l'indivisibilité de la République ; les observations du ministre de l'intérieur relative à la propagande ; le vote favorable du groupe républicain.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).** *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports, rapporteur spécial [7 novembre 1977] (p. 7060) : les subventions à la jeunesse ; la relance du programme de recrutement des enseignants ; les ressources d'équipement ; le non-dépôt du rapport prévu à l'article 86 de la loi de finances pour 1977 ; la progression du budget ; les mesures nouvelles ; les créations d'emplois ; les missions du secrétariat d'Etat ; l'action éducative ; les horaires minima d'éducation physique dans le secondaire ; l'inégalité de la situation des élèves face à la pratique sportive ; les équipements des établissements ; le sport optionnel ; le soutien pédagogique ; le sport à l'université ; les tâches d'animation ; (p. 7061) : les subventions aux associations de jeunesse ; l'action d'information ; les crédits de fonctionnement destinés à l'école nationale d'équitation ; les subventions aux mouvements sportifs ; le fléchissement du budget d'équipement ; l'adoption du projet de budget par la commission ; la nécessité de passer à un niveau de ressources supérieur ; le dégagement de moyens extrabudgétaires ; le prélè-

vement sur les ressources existantes ; les arguments en faveur de l'institution de concours de pronostics. **Examen des crédits : Etat B - Titre III** (p. 7094) : son amendement n° 127 : réduction de crédits ; la réduction des crédits alloués à l'école nationale d'équitation ; l'augmentation de la contribution du secrétariat d'Etat au fonctionnement de l'école ; (p. 7095) : le caractère impressionnant des augmentations de dépenses de l'école nationale d'équitation ; amendement n° 127 retiré ; (p. 7096) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 200 de M. Sainte-Marie ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 127 de M. Hage. **Avant l'Article 61 et Après l'Article 78** (p. 7097) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 195 de M. Hage ; la contradiction du paragraphe I de l'amendement avec l'article 86 de la loi de finances pour 1977 ; (p. 7098) : son amendement n° 159 : modalités d'organisation d'un concours de pronostics sur les compétitions du championnat national de football et modalités de répartition par le comité mixte paritaire créé en application de la loi du 29 octobre 1975 du prélèvement effectué au profit de l'Etat ; (p. 7099) : le caractère dissuasif de l'amendement n° 158 de M. Neuwirth ; l'adoption de cet amendement par la commission ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 203 de M. Corrèze ; (p. 7101, 7102) : la genèse de l'idée de la mise en place des concours de pronostics en France ; les positions du Gouvernement à ce sujet ; les exemples étrangers ; retire son amendement n° 159. **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1977] (p. 8793) : le budget de la jeunesse et des sports ; le nombre de créations de postes ; les problèmes posés par l'aide au sport ; les concours de pronostics ; l'adoption du concours de pronostics par la plupart des pays européens ; l'engagement du Gouvernement de réunir une commission d'étude du problème.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Commission mixte paritaire. Explication de vote** [20 décembre 1977] (p. 9096) : la prise en considération de la dépossession lorsque la gestion des biens par un mandataire a été imposée ; assimiler les comptes bloqués à cette situation.

DEVAUD (Mme Marcelle)

Rapporteur du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° 2346), rapporteur du Conseil économique et social. **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4557) : souligne que le texte soumis à l'Assemblée n'est pas identique à celui dont le Conseil économique et social a eu à connaître ; rappelle la très haute qualité des travaux du commissariat général au plan ; indique que l'avis du Conseil a été émis à une très forte majorité ; les aspects positifs du projet : l'institution des programmes d'action prioritaire, la politique de réduction des inégalités ; un plan courageux ; (p. 4558) : la fragilité des hypothèses de départ, et notamment du rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements, de la lutte contre l'inflation, du taux de croissance retenu ; les problèmes de l'emploi ; l'inadéquation des moyens à la politique ; les lacunes que recèle le plan concernant la lutte contre l'inflation, la politique monétaire ; l'absence d'une définition explicite d'une politique industrielle dynamique ; l'absence d'orientation précise sur les stratégies à adopter, sur les critères de sélectivité qui devraient conduire les investissements productifs ; l'absence de recherche sur la taille optimale des entreprises, sur la sécurité de l'emploi accordée aux Français qui partent pour l'étranger ; l'absence de contraintes concernant les 25 programmes d'action prioritaire ; (p. 4559) : l'inquiétude du Conseil devant le financement des programmes d'action prioritaire, notamment quand il est assuré partie par l'Etat, partie par les collectivités locales et établissements publics ; la nécessité d'un échéancier pour ce financement, pour la réduction des inégalités, pour la politique de l'emploi ; l'absence totale d'une politique rajeunie de la sécurité sociale ; la nécessité de mieux affirmer la politique démographique ; l'absence de moyens pour mettre en œuvre la politique familiale ; ne pas abandonner la refonte des classifications dépassées ; définition du plan comme une ligne de marche devant comporter des garde-fous, des signalisations ; les moyens doivent être précisés.

DHINNIN (Claude)

Député du Nord
(3^e^ circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Billecocq, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminis-

tration générale de la République [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre suppléant d la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait en application de l'article 148 alinéas 3 et 6 du règlement, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la **pétition n° 9 du 9 mai 1973** (n° 500) [19 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 498), adopté par le Sénat, portant **ratification des ordonnances prises en vertu de l'article premier de la loi n° 69-1169 du 26 décembre 1969 relative à l'application de certains traités internationaux** (n° 536) [27 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 647) **modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** (n° 839) [13 décembre 1973].

— **Proposition de loi** portant réglementation du **crédit à la consommation des particuliers par l'institution de « ratios d'engagements » et la création d'un « carnet de crédits »** (n° 909) [20 décembre 1973].

— **Rapports sur des pétitions** [10 décembre 1974] (p. 7642, 7643, 7644).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1330), modifié par le Sénat, modifiant et complétant certaines disposition de la **loi n° 64-1360** du 31 décembre 1964 sur les **marques de fabrique, de commerce ou de service** (n° 1395) [13 décembre 1974].

— **Rapports sur des pétitions** [13 novembre 1975] (p. 8339, 8340, 8341).

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 584 du code de l'administration communale** afin de faciliter le reclassement par priorité des **agents communaux** licenciés par suite de suppression d'emploi (n° **2580**) [3 novembre 1976].

— **Rapports sur des pétitions** [26 avril 1977] (p. 2167, 2168, 2169).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 148, alinéas 3 et 6 du règlement, sur la **pétition n° 321** du 10 mai 1977 (n° **3104**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 148, alinéas 3 et 6 du règlement, sur la **pétition n° 326** du 4 juin 1977 (n° **3105**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 149, alinéas 2 et 4 du règlement, sur la **pétition n° 304** du 28 janvier 1977 (n° **3169**) [19 octobre 1977].

— **Rapports sur des pétitions** [2 novembre 1977] (p. 6886, 6887, 6888, 6889).

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24444**) : **Garde des enfants d'âge préscolaire** [5 décembre 1975] (p. 9443) : position du Gouvernement à l'égard des crèches familiales ; consultation des associations familiales.

— (n° **37382**) : **Affiliation des gardiennes d'enfants aux assurances sociales** [29 avril 1977] (p. 2340, 2341) : augmentation des charges imposées aux familles ; versement des cotisations demandées avec un rappel de trois ans et des majorations de retard.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des entreprises d'imprimerie** [2 novembre 1977] (p. 6839) : difficultés de ces entreprises dues à l'exécution à l'étranger de nombreux travaux d'imprimerie.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6869) : rectification d'un vote de M. Pujol (anciens combattants d'AFN).

1974

— **Projet de loi relatif au dépôt des marques de fabrique** (n° **647**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2753) : l'imperfection de la procédure d'examen du dépôt des marques organisée par la loi du 31 décembre 1964 ; alignement souhaitable sur la législation relative aux brevets ; unification du contentieux des marques sous le contrôle du juge judiciaire ; mesures conservatoires pour les déposants : autorité de la copie de la demande d'enregistrement. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 2756) : présente un amendement n° 3 relatif à l'application de la loi dans les territoires d'outre-mer. **Deuxième lecture,** rapporteur. **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3007) : l'adoption par le Sénat d'un projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1964 ; le problème des groupements de vente et des sociétés coopératives. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 3007) : son amendement n° 1 : application du premier alinéa de l'article aux groupements agissant comme mandataires ou prestataires de service de leurs membres ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Après l'Article 19** (p. 7616) : son amendement n° 43 : le remboursement du versement de transport à la charge des employeurs des villes nouvelles : appréciation des collectivités locales ; rejeté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8116) : l'industrie textile ; l'effondrement de notre balance des échanges ; les importations excessives ; les pertes d'emplois dans le Nord ; les efforts d'adaptation des structures des industriels du textile face à la concurrence étrangère ; la nécessité d'une concurrence à armes égales et la régularisation, condition *sine qua non* pour freiner l'hémorragie de l'emploi ; l'accord « multifibres » ; (p. 8117) : freiner les importations.

1977

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 23 A** (p. 2428) : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 19 de M. Foyer : la non-application de sanctions pénales en cas de réalisation de faits conformes à des directives du Gouvernement ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie commerce et artisanat. — I. **Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7447) : les problèmes de l'industrie textile ; le cas du département du Nord ; le colloque de Roubaix consacré aux problèmes de l'industrie textile ; les propositions communistes ; l'amenuisement des fonds propres des entreprises ; les causes de la progression des importations ; (p. 7448) : l'encouragement des exportations des pays tiers ; l'accord multifibres ; la convention de Lomé ; adopter une politique claire à l'égard des pays de l'Europe de l'Est ; le partage au sein de la CEE de contingents globaux ouverts aux pays exportateurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Après l'Article 16** (p. 8122) : son amendement n° 19 : modalités d'acquisition par les salariés d'actions émises par l'entreprise ou par ses filiales ; la participation des salariés aux fruits de l'entreprise ; l'achat d'actions par les salariés d'une société cotée en bourse ; le développement de l'actionnariat dans les entreprises ; (p. 8123) : l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi n° 2501 modifiant les dispositions législatives applicables aux sociétés ; adopté.

DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine)

Député des Côtes-du-Nord
(3e circonscription)
(App. UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale du 12 avril 1973 au 27 février 1974 et du 2 mars 1974 au 28 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1276).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de sécurité sociale (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Martin** (n° **2070**) : **Relative au financement des équipements socio-culturels** [15 juin 1973] (p. 2231, 2232) : participation des caisses d'allocations familiales.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Ralite : relative à la construction d'une caserne à Aubervilliers** [29 juin 1973] (p. 2710) : construction d'un CHU sur l'emplacement du fort d'Aubervilliers.

— **M. Aubert : relative à l'Union générale de la mutualité des Alpes-Maritimes** [29 juin 1973] (p. 2711, 2712).

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974.**

Deuxième partie :

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] ; (p. 5920) : ses observations sur les conceptions de l'action sociale ; promotion, réinsertion et promotion des hommes ; promotion périnatale et programme finalisé ; progression des crédits budgétaires ; vaccination contre la rubéole ; surveillance de la grossesse et de l'accouchement ; dépistage des handicaps ; cer-

tificats de santé ; (p. 5921) : centres d'action médico-sociale précoce ; décret relatif à un nouveau type d'établissements de dépistage et de soins ; obstétriciens et pédiatres ; centres sociaux ; aides aux apprentis et aux jeunes travailleurs ; enfance et adolescence en danger ; mères et futures mères célibataires ; travailleuses familiales ; éducation sexuelle familiale, sociale et régulation des naissances ; établissement d'éducation conjugale ; éducation sanitaire et sociale ; projet de décret relatif à la création d'un conseil national d'éducation sanitaire et sociale ; promotion et personnes âgées ; universités du troisième âge ; (p. 5922) : projet de lois cadre concernant les handicapés et les personnes âgées ; contrat de progrès annoncé par le Président de la République ; son analyse de la politique menée en faveur des handicapés ; progrès accomplis ; allocations aux handicapés : augmentation des taux et effort de simplification ; (p. 5923) : projet de loi sociale et médico-sociale ; crédits de l'enveloppe « action sociale » ; ses observations sur le taux d'exécution des objectifs du VI[e] Plan et sur les propositions des régions ; souhaite une meilleure synchronisation des efforts dans le cadre de la régionalisation ; part consacrée aux investissements d'action sociale ; équipements traditionnels et équipements industrialisés ; subventions aux associations ; nationalisation des instituts départementaux d'Asnières et de Saint-Mandé ; crédits de contrôle des établissements ; insertion professionnelles et sociale des handicapés ; association des paralysés de France ; association pour le logement des grands infirmes ; rappelle les axes essentiels de la loi d'orientation ; gratuité de l'éducation et compensation des charges supportées par la famille ; garantie de ressources des handicapés adultes ; travailleurs et non-travailleurs ; (p. 5924) : aides personnelles ; régime de prestations sociales harmonisé pour tous les handicapés ; dispositif amélioré pour la mise au travail et l'accueil des handicapés adultes ; coordination et harmonisation des actions en faveur des handicapés ; commissions départementales de l'éducation spéciale et commissions techniques d'orientation ; participation des handicapés et création d'un conseil consultatif ; politique à l'égard des personnes âgées ; respect et maintien de l'autonomie de la personne ; programme finalisé de maintien à domicile des personnes âgées ; aide ménagère ; centres de jour ; crédits d'hébergement ; comités départementaux d'information des personnes âgées ; travaux de la commission Prigent ; crédits des maisons de santé pour personnes âgées ; emprunt destiné à l'équipement hospitalier ; mesures en faveur des familles ; (p. 5925) : crèches ; formation des personnels des crèches familiales ; gratuité des études pour les infirmières et les travailleurs sociaux ; puéricultrices ; rémunérations et possibilité du travail ; responsabilités des infirmières ; conseil supérieur des professions para-médicales ; travailleurs sociaux ; bourses de formation ; fonds d'assurance formation ; instituts régionaux de formation des travailleurs sociaux ; caractère fondamental de l'action sociale.

DIJOUD (Paul)

Député des Hautes-Alpes
(2[e] circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires culturelles et de l'environnement, chargé de l'environnement du 1[er] mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés), du 22 juillet 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (aménagement du territoire) du 1[er] avril 1977 au 8 juin 1977.

Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du 8 juin 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires culturelles et de l'environnement, chargé de l'environnement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1[er] mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de

secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires culturelles et de l'environnement, chargé de l'environnement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) (Gouvernement Chirac). En remplacement de M. André Postel-Vinay dont la démission est acceptée. Décret du 22 juillet 1974 [*J.O.* du 23 juillet 1974] (p. 7715).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) (gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (travailleurs immigrés) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (aménagement du territoire) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (aménagement du territoire) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 8 juin 1977 [*J.O.* du 9 juin 1977] (p. 3175).

Est nommé secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 8 juin 1977 [*J.O.* du 9 juin 1977] (p. 3175).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (Deuxième gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [3 mai 1973] (p. 1037).

QUESTIONS

Réponse en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Longequeue** (n° **1591**) : **Déclarations de hauts fonctionnaires** [30 mai 1973] (p. 1696, 1697) ;

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bertrand Denis : Allocation du fonds national de solidarité** [20 novembre 1974] (p. 6792).

— **M. Gilbert Faure : Retraite anticipée d'anciens combattants, résistants et prisonniers de guerre** [4 juin 1975] (p. 3654) : situation des adhérents à certains régimes complémentaires.

— **M. Legrand : Conditions de vie et de travail des mineurs** [4 juin 1975] (p. 3656) : rôle des délégués mineurs en matière de sécurité.

• *aux questions orales avec débats de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3685) : importance du débat : (p. 3700) : informations complémentaires sur les orientations fondamentales de l'effort de relance économique du Gouvernement ; le chômage des jeunes ; son étude par le comité permanent de l'emploi à Bruxelles ; recherche d'une stratégie européenne d'ensemble ; mesures prises par le Gouvernement : stages de formation rémunérés ; primes de création d'emplois ; contrats emploi-formation ; situation des travailleurs immigrés : octroi de la carte de travail, réinsertion, formation ; situation dans les Bouches-du-Rhône et le Var ; (p. 3701) : maintien de l'industrie textile (usine de Vaulx-en-Vexin) ; problème de Fos-sur-Mer ; rôle de l'agence nationale de l'emploi ; réorganisation et régionalisation de ses services ; situation de l'Ariège ; la SNIAS ; nécessité des investissements productifs dans les industries de pointe et de main-d'œuvre ; la solution coopérative proposée pour la société Tepaz ; instruction du dossier de la Société européenne d'équipement urbain et rural ; (p. 3702) : recherche de solutions complémentaires au niveau européen ; nécessité de promouvoir une croissance rapide plus organisée et tournée vers les problèmes humains ; gravité des problèmes de l'emploi dans l'Hérault ; revalorisation du travail manuel ; recherche par le Gouvernement de la voie du progrès économique et social.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Berthelot** (n° **18862**) : **mesures en faveur des personnes âgées** [4 juin 1975] (p. 3680, 3681) : mesures prises pour la protection de la santé des personnes âgées (assurance

maladie, examens médicaux gratuits) ; montant des taux et des plafonds des allocations d'aide sociale ; les contraintes résultant de la prise en compte des vocations contributives des enfants.

— **M. Gaudin** (n° **22850**) : **Gestion de la commune de Brignolles** [28 novembre 1975] (p. 9141) : aucune irrégularité n'a été relevée à l'encontre des gestionnaires de la commune de Brignolles au cours de l'enquête administrative.

— **M. Pierre Weber** (n° **23745**) : **Utilisation des contraceptifs par les mineurs** [28 novembre 1975] (p. 9141) : importance du rôle dévolu au corps médical ; suppression de l'autorisation écrite des parents pour une prescription médicale faite à des mineurs.

— **M. Lacombe** (n° **24396**) : **Services de santé scolaire** [28 novembre 1975] (p. 9143) : nécessité de réorganiser le service de santé scolaire ; création d'un groupe de travail présidé par M. Grégoire.

— **M. Ginoux** (n° **24394**) : **Mouvements rassemblant d'anciens buveurs guéris** [28 novembre 1975] (p. 9144, 9145) : lutte contre l'alcoolisme ; intérêt des mouvements de buveurs guéris ; création de commissions départementales de lutte contre l'alcoolisme ; augmentation de l'aide accordée par le ministre ; possibilité pour ces mouvements de bénéficier d'un temps d'antenne sur FR 3.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Montdargent : Expulsion de travailleurs immigrés** [21 avril 1976] (p. 1960) : la politique libérale du Gouvernement ; à l'égalité des droits doit s'ajouter l'égalité des devoirs.

— **M. Nilès : Accident mortel chez Bendix** [30 juin 1976] (p. 4952) : l'enquête en cours sur les causes de l'accident ; développement de la lutte contre les accidents du travail.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Delehedde** (n° **34170**) : **Activité économique de la région d'Arras** [8 avril 1977] (p. 1680, 1681) : l'implantation à Arras de deux nouvelles entreprises en raison de la qualité des infrastructures ; le rôle important des collectivités locales ; l'augmentation des demandes d'emploi en raison des variations saisonnières et de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail ; les aides au développement régional accordées à cette région.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Brugnon : Politique d'aménagement du territoire** [4 mai 1977] (p. 2426, 2427) : mise en place d'un aménagement du territoire plus harmonieux tenant compte des difficultés de l'emploi et des possibilités de chaque région ; développement de Paris suivant sa vocation de capitale.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Poutissou : Fermeture d'un centre sportif à Villefranche-sur-Saône** [5 octobre 1977] (p. 5840) : nécessité pour les collectivités locales de faire face à leurs responsabilités ; le système du « franc-élève » ne saurait couvrir tous les frais.

— **M. Hage : UER d'éducation physique et sportive** [26 octobre 1977] (p. 6643) : priorité accordée à l'éducation physique dans le budget de 1978 ; la mise en place du nouveau dispositif de préparation aux fonctions de professeur d'éducation physique.

— **M. Dupuy : Jeunes motocyclistes de Rungis** [7 décembre 1977] (p. 8341) : la recherche par le Gouvernement d'un emplacement susceptible de recevoir un circuit motocycliste.

— **M. Dronne : Défectuosité des piscines industrialisées** [14 décembre 1977] (p. 8707) : les problèmes techniques posés par les piscines « Tournesol » ; le programme des piscines industrialisées n'a pas apporté que des mécomptes.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale, Services divers, Journaux officiels, Conseil économique et social, Secrétariat général de la défense nationale [29 octobre 1973] (p. 4965) : portée considérable de la politique de formation professionnelle engagée par la loi du 16 juillet 1971 ; élévation du niveau global des qualifications ; réduction des distorsions affectant le marché de l'emploi ; compromis entre les besoins des travailleurs et ceux de l'entreprise ; besoins relatifs au monde du travail et aspirations plus larges auxquelles entend répondre la formation professionnelle ; transformation de l'atmosphère des relations sociales dans l'entreprise et dans la cité ; société inédite pouvant résulter de la formation

professionnelle continue ; rend hommage à l'exposé de M. Gissinger ; rappelle les grands axes de la formation professionnelle ; rôle des partenaires sociaux et de l'Etat ; accord du 9 juillet 1970 ; son inquiétude à l'égard des propos du rapporteur de la commission des affaires culturelles ; son opposition à un système qui tiendrait à unifier et à centraliser les actions de formation ; (p. 4966) : action du Gouvernement reposant sur la participation résolue des partenaires sociaux ; mise en place par le Gouvernement d'un système décentralisé, souple, pluraliste et essentiellement fondé sur la concertation ; libre choix des moyens par l'employeur après consultation du comité d'entreprise ; les comités d'entreprise, lieu privilégié de la concertation ; fonds d'assurance formation ; juge encourageants les résultats obtenus en 1972 ; taxe sur les salaires ; taux de 1,15 % de la masse salariale consacré en 1972 par les entreprises à des dépenses de formation ; répartition de cette masse de dépenses ; effort de formation touchant toutes les catégories socio-professionnelles ; ses observations sur l'élévation du taux de la contribution des entreprises ; engagement du Gouvernement d'atteindre le taux de 2 % en 1976 ; adaptation des petites et moyennes entreprises ; propose le maintien du taux à 1 % ; concertation dans les entreprises ; comités d'entreprise ; fonds d'assurance formation des salariés ; esprit nouveau chez les représentants du patronat des diverses tendances syndicales ; (p. 4967) : nécessité de franchir une nouvelle étape ; prudence à observer en ce qui concerne la majoration de l'obligation de participation ; rôle capital de l'Etat ; mobilisation du potentiel considérable que représente l'éducation nationale et adaptation nécessaire ; stages de l'AFPA ; effort prioritaire d'équipement pour cet organisme ; sa réponse à Mme Moreau concernant le travail féminin ; centre de Créteil ; nécessité de redéploiement de l'action au profit des catégories les plus défavorisées ; de multiplication des actions de caractère interprofessionnel ; cas des petites entreprises du commerce et de l'agriculture ; objectifs prioritaires de l'Etat ; son rôle incitateur ; accent mis sur la formation professionnelle ; formation professionnelle et culture générale ; rôle de l'éducation permanente ; (p. 4968) : formation économique et sociale des travailleurs ; marche vers une plus grande autonomie des hommes ; fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; rend hommage à l'action du conseil paritaire de gestion ; regroupement des crédits concernant la formation professionnelle ; partage des responsabilités entre les professions et l'Etat ; importance de l'accroissement des crédits ; répartition entre les différents postes de l'enveloppe ; efforts portant sur la rémunération des stagiaires, le secteur de l'apprentissage ; établissement d'un inventaire des moyens consacrés ou susceptibles d'être consacrés à la formation professionnelle ; encadrement et contrôle par l'Etat de la politique de formation professionnelle ; coordination interministérielle ; rôle du comité interministériel, du groupe permanent et du secrétaire d'Etat ; (p. 4969) : souci du Gouvernement de laisser aux administrations compétentes les responsabilités qui sont les leurs ; volonté de décentralisation et de pluralisme ; coordination et concertation au niveau régional ; régionalisation de la formation professionnelle depuis le 1er janvier 1969 ; progression des conventions déconcentrées ; centres de formation d'apprentis ; volonté du Gouvernement d'élargir la déconcentration des conventions ; responsabilités nouvelles des régions ; contrôle de la formation professionnelle continue et organisation mise en place à cet effet ; caractère libéral du système établi ; modalités de gestion des organismes de contrôle ; instances de concertation ; contrôle de l'efficacité et des résultats de la formation professionnelle ; (p. 4970) : politique optimale de formation professionnelle ; répond aux questions des orateurs sur le budget des services du Premier ministre ; donne l'assurance qu'un accroissement des moyens de la Documentation française sera envisagé ; son caractère de service public et le problème de la fixation des tarifs de la Direction des Journaux officiels ; moyens de diffusion des textes réglementaires aux élus locaux ; reports de crédits du fonds de la formation professionnelle continue ; motifs de ces reports ; réduction progressive de leur importance ; ses observations sur la modulation du taux de la participation des employeurs ; risque de pénalisation des salariés des petites entreprises ; passage du taux de 0,8 à 1 % ; droit au congé-formation et possibilités de rémunération ; rémunération des stagiaires ; priorité que revêt pour la politique de formation professionnelle la mobilisation des moyens publics ; rôle des établissements d'enseignement public, de l'AFPA et de l'Agence pour le développement de l'éducation permanente (ADEP) ; (p. 4971) : sa réponse à M. Besson sur une reconnaissance des qualifications acquises par la formation continue ; commission d'homologation prévue par la loi de 1971 ; stages à l'étranger ; formation continue des agents de l'Etat ; l'administration, lieu d'expérimentation ; sa réponse à M. Gissinger sur la couverture sociale des stagiaires ; importance que le Gouvernement attache à la bonne application de la politique de formation professionnelle continue ; moyens de bâtir une société différente ; prend, au nom du Premier ministre, l'engagement que cette orientation prioritaire sera fermement maintenue ; donne des assurances à M. Hamel en ce qui concerne les crédits destinés aux actions de formation professionnelle en faveur de l'artisanat.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1974] (p. 5793) : modifier en quelques années la situation de l'immigration ; un budget de solidarité ; (p. 5794) : le renforcement de l'administration permettra de contrôler les mouvements migratoires : faire appliquer la réglementation ; création d'une mission judiciaire chargée de la répression des trafics de main-d'œuvre ; l'aide au rapatriement ; la simplification du régime des titres de travail ; mise en place d'une administration locale de la population immigrée auprès des préfets ; la subvention de l'Etat au fonds d'action sociale, à la Sonacotra pour le logement, au service social d'aide aux émigrants et aux associations d'accueil ; ressources budgétaires et extra-budgétaires ; les ressources nouvelles prélevées sur les entreprises : la contribution de 0,2 % permettra de doubler l'effort pour le logement ; (p. 5795) : la redevance complémentaire d'introduction des travailleurs étrangers stabilisera progressivement leur nombre en décourageant les entreprises de faire appel trop facilement à la main-d'œuvre immigrée ; l'augmentation considérable des dotations du fonds d'action sociale financée par la subvention budgétaire, la redevance complémentaire de recrutement et la contribution des régimes de prestations familiales ; mener une politique d'ensemble ; l'accueil grâce à un réseau national d'accueil et d'information ; l'adaptation par un stage d'un mois dès l'arrivée des travailleurs immigrés ; un logement décent pour les travailleurs et leur famille ; (p. 5796) : le rôle des associations ; établissement de liens contractuels avec l'Etat ; la promotion professionnelle par le développement de stages dans l'entreprise et le doublement des immigrés dans les stages de l'AFPA, l'adaptation des méthodes pédagogiques et une mobilisation plus importante des fonds d'assurance-formation ; permettre le choix entre une assimilation durable et un retour au pays ; pratique plus libérale des naturalisations ; sauvegarde des liens avec la culture d'origine ; facilités de retour ; aligner les droits sociaux sur ceux des Français et faciliter l'accès aux fonctions représentatives dans les entreprises : un projet de loi sera discuté lors de la prochaine session ; carte de priorité étendue aux femmes étrangères sur les transports en commun ; élaboration d'une charte des droits et obligations des étrangers ; un budget de déblocage ; les difficultés d'hébergement du fait du prix et de la faible disponibilité des terrains ; les risques de ségrégation ; (p. 5797) : constitution de réserves foncières ; régulariser l'arrivée clandestine des familles étrangères ; améliorer la scolarisation des enfants par des classes d'initiation, d'adaptation et de rattrapage ; atténuer les tensions entre parents et enfants ; risques de chômage et de délinquance ; les femmes étrangères oubliées de la promotion sociale ; accroissement des travailleuses sociales en milieu étranger et création d'un réseau de centres d'accueil pour les familles ; combattre la dispersion des actions engagées ; rédaction d'un livre blanc sur l'immigration ; engagements mutuels entre le secrétariat d'Etat et les collectivités locales par des contrats de programme ; (p. 5798) : un effort d'accueil, de tolérance et d'amitié ; vaincre les derniers relents du racisme ; son amendement n° 113 rectifié. **Après l'Article 54** (p. 5815) : imposer une contribution forfaitaire à tout employeur faisant appel à l'office national d'immigration ; adopté à l'unanimité.

1975

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **678**). **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4241) : l'égalité reconnue par la France aux étrangers résidants ; (p. 4242) : améliorer le statut des travailleurs étrangers ; permettre aux travailleurs étrangers d'accéder aux fonctions de délégués syndicaux ; la possibilité donnée à ces travailleurs d'accéder aux fonctions d'administration ou de direction d'un syndicat ; (p. 4243) : les précautions qui doivent accompagner cette mesure ; les modifications relatives à la condition du primo-émigrant ; la modification de l'article L. 432-1 du code du travail relatif aux comités d'entreprise. **Discussion des articles : Après l'article 2** (p. 4244) : son amendement n° 5. **Après l'Article 2,** insérer le nouvel article suivant : « Les articles L. 341-7 et L. 831-4 du code du travail sont abrogés » ; adopté ; (p. 4245) : son amendement n° 4 : conditions requises pour être chargé de l'administration ou de la direction d'un syndicat ; cas particulier de syndicalistes de nationalité étrangère ; adopté ; accepte le sous-amendement n° 16 de M. Gissinger ; s'oppose au sous-amendement n° 10 de M. Franceschi ; son sous-amendement n° 6 : consultation sur les conditions de logement des travailleurs étrangers que l'entreprise se propose de recruter ; adopté ; (p. 4246) : sur l'amendement n° 8 de M. Franceschi : souhaite que l'élection des conseillers prud'hommes soit tranchée dans le cadre d'une réforme d'ensemble ; met en doute l'utilité de l'amendement n° 7 présenté par M. Berthelot.

— **Projet de loi modifiant et complétant le code du travail en ce qui concerne les règles**

particulières au travail des femmes (n° **1486**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4248) : les modifications apportées par le Sénat. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4249) : estime que l'amendement n° 3 de M. Carpentier n'apportera pas de protection supplémentaire.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'âge d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **1412**). **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4250) : la mise en harmonie des dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel avec celles de la loi fixant à dix-huit ans la majorité civile ; la possibilité donnée aux jeunes de faire l'apprentissage de l'exercice des responsabilités au sein des entreprises. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 4251) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Berthelot, la question de l'éligibilité au conseil de Prud'hommes à l'âge de vingt et un ans devant être réglée par un autre projet de loi.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisse d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux. Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5070) : marque l'accord du gouvernement pour le texte voté par la commission mixte paritaire et remercie l'assemblée de sa collaboration.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

— **Travail** [4 novembre 1975] (p. 7830) : les progrès accomplis depuis un an ; la maîtrise de l'immigration ; le ralentissement de l'immigration clandestine ; la définition d'une politique de l'immigration familiale ; (p. 7831) : la répression du trafic de main-d'œuvre ; la coopération avec les principaux pays de départ ; offrir des possibilités de promotion aux immigrés ; l'amélioration du climat en faveur des immigrants ; (p. 7832) : le renforcement des moyens budgétaires ; les objectifs du secrétaire d'Etat en matière d'accueil et d'action sociale ; l'effort en matière de logement ; (p. 7833) : sa réponse à M. Franceschi sur le décret relatif au financement des logements sociaux en faveur des familles étrangères ; les programmes d'action proposés aux collectivités locales en cette matière ; (p. 7846) : sa réponse à M. Baillot relative aux crédits mis à la disposition des municipalités dans le cadre de l'action en faveur du logement des immigrés ; déclare mettre trois milliards à la disposition de la Seine-Saint-Denis pour le logement des immigrés.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L. 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion de l'Article unique** [9 décembre 1975] (p. 9507) : retrait de l'amendement n° 4 du Gouvernement et ralliement à l'amendement n° 8 de M. Foyer.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Deuxième lecture. Discussion générale** : [19 décembre 1975] (p. 10138) : adresse, en son nom personnel et en celui du Gouvernement, ses vœux de prompt rétablissement à M. Simon-Lorière, rapporteur du projet lors de la première lecture, et qui vient d'être victime d'un grave accident d'automobile.

1976

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° **2132**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2388) : la nécessité de renforcer la répression des abus des « marchands de sommeil » ; son inscription dans une politique de logement des travailleurs immigrés ; donner toute sa valeur à la loi de 1973 grâce au complément apporté par le projet de loi de nouvelles procédures qui s'inscrivent dans le cadre d'une politique plus souple et plus diversifiée ; (p. 2389) : les cinq articles du projet de loi ; (p. 2391) : fait valoir qu'en trois ans, 150.000 lits seront réhabilités ; se déclare favorable à un dialogue entre comités de résidents et organismes gestionnaires ; retient les observations de M. Brocard. **Discussion de l'Article unique** ; (p. 2394) : sur l'amendement n° 12 de M. Foyer, estime que l'on comprendrait mal que l'on accorde un préjugé favorable à quelqu'un dont l'infraction a déjà été établie ; (p. 2395) : considère que l'adoption de l'amendement n° 12 défendu par M. Foyer serait remettre en cause une partie du dispositif du projet de loi ; (p. 2396) : remercie l'Assemblée pour le concours qu'elle a apporté au Gouvernement dans sa lutte contre les « marchands de sommeil ».

— **Aménagement de l'ordre du jour** [29 avril 1976] (p. 2396) : discussion du projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafic et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2375) : les progrès sensibles réalisés dans le domaine de la politique relative aux travailleurs immigrés ; le perfectionnement de l'appareil de contrôle de l'immigration : le but du projet de loi : compléter la législation applicable en matière de trafic de main-d'œuvre étrangère ; l'activité des passeurs dont traite l'article premier ; (p. 2376) : le complément apporté par les ar-

ticles 2 et 3 aux dispositions opposables aux employeurs qui ne se conforment pas à la législation en matière d'emploi des étrangers ; les orientations de l'action gouvernementale dans le domaine de la lutte contre les trafics de main-d'œuvre ; le recouvrement sur les employeurs occupant de la main-d'œuvre clandestine d'une contribution spéciale ; l'affectation des sommes ainsi recouvrées au financement des rapatriements volontaires ; (p. 2381) : précise que depuis la suspension de l'immigration il y a eu mille régularisations en moyenne par mois ; rappelle le nombre des infractions relevées ; précise que des dérogations seront accordées dorénavant par le secrétariat d'Etat lui-même ; considère qu'il est des actes commis par les travailleurs immigrés que nul pays ne saurait tolérer ; la volonté du Gouvernement de mettre en place, en profondeur, un dispositif qui fera de plus en plus sentir ses effets au bénéfice des travailleurs immigrés ; (p. 2382) : estime que MM. Brocard et Hamel ont manifesté un enthousiasme certain pour servir la cause des travailleurs immigrés. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2383) : attire l'attention sur les difficultés d'application de l'amendement n° 7 de M. Charles Bignon défendu par M. Foyer. **Article 3** (p. 2384) : en réponse à M. Foyer, estime qu'on ne peut remettre en cause la politique poursuivie depuis 1974 ; (p. 2385) : rappelle que c'est aux tribunaux d'apprécier les situations particulières ; considère qu'il faut persévérer dans la politique de lutte contre l'immigration irrégulière ; (p. 2386) : sur l'amendement n° 9 de M. Charles Bignon défendu par M. Foyer, estime indispensable d'en rester au dispositif prévu par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Travail [15 novembre 1976] (p. 8002) : le nombre des personnes de nationalité étrangère ; la nécessité d'une politique globale et à long terme ; les mesures de suspension de toute immigration ; (p. 8003) : l'amélioration de la situation juridique des travailleurs ; la réforme du régime des titres de travail ; l'organisation de la lutte contre les trafics et contre l'emploi irrégulier de la main-d'œuvre étrangère ; la la création d'une mission de liaison interministérielle ; l'amélioration de l'arsenal juridique permettant l'organisation des poursuites ; l'intégration harmonieuse des étrangers dans la communauté française ; la sécurité physique ; la répression du racisme et de la xénophobie ; les droits sociaux des étrangers ; le problème du logement ; le logement des travailleurs isolés ; le logement des familles ; (p. 8004) : l'étude en cours de programmes départementaux de logement; faire porter un effort particulier sur Paris; la promotion sociale et professionnelle; l'étude de programmes pluriannuels de formation et de promotion pour les étrangers; l'initiation linguistique et l'alphabétisation; l'amélioration de la communication entre les communautés étrangères et la communauté française ; le centre d'études et de documentation sur l'immigration (CEDIM) ; l'organisation d'une quinzaine de l'immigration » ; la connaissance insuffisante de la langue française ; les classes d'initiation ; l'affirmation de la liberté du choix de leur destin par les immigrés ; l'accueil des familles ; la mise à leur disposition de travailleuses familiales ; le maintien des liens du travailleur et de sa famille avec les pays d'origine ; (p. 8005) : la mission de l'office national pour la promotion culturelle des immigrés ; le FAS ; la promotion des travailleurs immigrés ; (p. 8026) : la quinzaine d'information sur les problèmes des immigrés ; (p. 8027) : l'insertion des immigrés dans la communauté française ; les programmes contractuels d'agglomération ; la grève des loyers dans les foyers ; la participation dans la gestion des foyers ; le niveau des loyers ; les foyers actuellement en grève ; les cartes de travail ; le respect du droit des immigrés à la sécurité ; l'égalité des devoirs ; l'immigration clandestine ; (p. 8028) : l'immigration familiale ; les actions conduites par l'office culturel pour les travailleurs immigrés ; la faiblesse du budget de l'immigration ; l'alphabétisation ; la concentration des immigrés dans certaines communes ; (p. 8029) : les ressources financières destinées aux acquisitions foncières.

En qualité de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports :

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7063) : le budget de la jeunesse et des sports ; établir la politique de la jeunesse ; le problème des moyens ; les cinquante-huit directions de recherches proposées par le secrétariat d'Etat ; la mission du secrétaire d'Etat ; (p. 7064) : la consultation nationale des jeunes ; l'information des jeunes ; la création des commissions départementales des loisirs, des activités socio-éducatives et du plein air ; le développement des centres d'information jeunesse ; l'information du public en zone rurale ; l'organisation d'un colloque sur les rapports entre les *mass media* et les jeunes ; l'accès des jeunes aux activités de loisirs ; l'action en faveur de l'école ; l'aide aux associations de jeunesse ; (p. 7065) : l'effort accompli par les collectivités locales ; le renforcement de la formation des animateurs ; la création du diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative (DAPASSE) ; l'étude du statut des animateurs professionnels

employés par les collectivités locales ; les problèmes fiscaux des associations ; les vacances des jeunes Français ; la révision du mécanisme des aides apportées aux familles ; la rénovation expérimentale d'un certain nombre de centres de vacances ; l'effort consenti en faveur des cadres et des animateurs ; l'ouverture de la jeunesse sur le monde ; l'augmentation des crédits de l'office franco-québécois pour la jeunesse, de l'office franco-allemand pour la jeunesse et des associations inscrites au COGEDEP ; l'insertion des jeunes dans le monde du travail ; la création d'une association « stages-loisirs jeunes » ; l'initiation des jeunes à l'écologie ; rendre la ville accueillante aux enfants ; (p. 7066) : les chantiers de jeunes ; les activités de pleine nature ; l'UCPA ; la mise en place au sein du secrétariat d'Etat d'une mission des activités de plein air et de pleine nature ; la création d'une commission de plein air ; le sport dans la vie scolaire ; les créations d'emplois ; la progression du « franc-élève » ; le sport optionnel ; l'augmentation des crédits d'heures supplémentaires affectées aux professeurs ; le sport populaire ; (p. 7067) : la contractualisation du processus de démocratisation du sport réalisé dans le cadre des fédérations sportives ; l'ouverture des installations sportives au plus grand nombre ; l'idée d'une « carte orange » du sport ; donner une priorité aux petits équipements sportifs ; l'augmentation des investissements des collectivités locales au détriment de ceux de l'Etat ; le sport de compétition ; la fixation d'objectifs élevés ; les jeux Olympiques de Moscou ; la proposition d'un plan de carrière aux athlètes de valeur internationale ; les moyens de cette politique ; (p. 7068) : l'élaboration d'une politique gouvernementale en faveur de la jeunesse et du sport ; le dégagement de moyens financiers dans le budget pour 1979 ; (p. 7091) : les caractéristiques du budget du secrétariat d'Etat ; le pessismisme qui se dégage du débat ; situer le secrétariat d'Etat dans le cadre du budget général de la nation ; les mesures nouvelles ; un budget volontariste ; la continuité des responsables de la jeunesse et des sports ; l'action de MM. Roland Nungesser et Maurice Herzog ; les amendements déposés par le gouvernement relatifs aux heures supplémentaires, au « franc-élève » et aux subventions attribuées aux associations de jeunesse ; la situation des équipements sportif ; la progression du nombre des stades, gymnases, piscines, maisons et clubs de jeunes ; le rôle des collectivités locales en matière d'équipements sportifs ; (p. 7092) : la progression des crédits destinés aux collectivités locales ; l'action en faveur des jeunes ; la proposition de cinquante-huit directions de recherche ; le dialogue et la concertation ; le financement de la nouvelle politique sportive ; le projet de budget pour 1979 ; les besoins financiers des clubs ; l'action sportive en milieu rural ; le développement des salles polyvalentes en milieu rural ; (p. 7093) : la nécessité d'un programme à long terme pour les centres de vacances ; l'encouragement de la fondation française du sport international ; les jeux régionaux ; les jeux de l'océan Indien ; la mobilité inter-établissements des professeurs ; le sport de haut niveau ; les résultats du PAP relatif à l'éducation physique ; le problème des assurances des sportifs ; les amendements déposés par le gouvernement ; l'utilisation des locaux existants ; le bénévolat ; le problème universités ; (p. 7094) : le déséquilibre entre les établissements du second degré en matière d'enseignement d'éducation physique ; le sport en tant que culture et moyen de formation ; la création d'un poste de conseiller technique de rugby dans les Yvelines ; l'activité sportive des handicapés physiques ; les diplômes d'animateurs. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 7095) : l'attachement du gouvernement aux actions conduites par l'école nationale d'équitation ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 127 de M.Destremau ; (p. 7096) : le sport optionnel ; sa progression ; l'insuffisance de ses moyens ; sa promotion. **Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7097) : l'importance du système associatif ; (p. 7098) : la nécessité d'établissement d'une politique de la jeunesse et des sports ; le financement des activités sportives par les moyens extra-budgétaires ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 195 de M. Hage ; (p. 7099) ; la nécessité de nouveaux moyens financiers pour le mouvement sportif ; le rapport sur les moyens de financement extra-budgétaire ; l'examen du rapport par une commision de travail ; l'opposition du gouvernement au sous-amendement n° 203 de M. Corrèze ; (p. 7100) : ne pas anticiper sur les décisions que le gouvernement aura à prendre en matière sportive ; propose de reprendre à son compte l'amendement n° 158 de M. Neuwitrh ; la création de la commission de travail ; amendement n° 158 adopté ; (p. 7102) : la mise en place du groupe de travail ; l'examen des propositions du Parlement.

DOMINATI (Jacques)

Député de Paris
(2e circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 1er mai, de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978. [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif **à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer** dépossédés de leurs biens (n° **3179**) [2 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponse en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Sénès : Situation des rapatriés** [25 mai 1977] (p. 2998) : grand nombre de dossiers réglés par l'Anifom (agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer) ; étude d'une indemnisation marquée par la solidarité nationale.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) :

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5363) : le redéploiement de la croissance ; l'essentiel du dispositif anti-inflationniste se situe hors budget ; limitation des dépenses publiques et l'alourdissement de la fiscalité directe ; (p. 5365) : préparer dès maintenant le nouveau départ de l'économie française.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche) :

1977

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 7994) : les accords d'Evian ; (p. 7995) : les conditions du rapatriement des Français d'Algérie ; la législation relative à l'indemnisation des rapatriés ; le dispositif du projet de loi ; la reconnaissance du droit à l'indemnisation des rapatriés ;

l'abandon de la dégressivité de l'indemnisation dans la limite d'un plafond ; les raisons motivant l'opposition du Gouvernement à la réévaluation des indemnités ; les modalités de calcul de l'indemnisation ; son plafonnement ; la déduction des prêts consentis aux rapatriés ; la mise en place de commissions régionales paritaires chargées d'aménager les prêts ; (p. 7996) : la mise en relation de la durée du paiement avec l'âge du bénéficiaire ; la négociabilité du titre ; le maintien du bénéfice du moratoire ; les incidences financières d'éventuelles modifications ; l'effort financier proposé par le Gouvernement. **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article premier** (p. 8063) : la coopération du Gouvernement et de la commission des finances ; le champ d'application de l'indemnisation ; la loi du 26 décembre 1961 ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 27 de M. Tissandier. **Après l'Article premier** (p. 8064) : les règlements des litiges entre l'administration et les citoyens par les tribunaux administratifs. **Article 2** (p. 8065) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de M. Tissandier ; la remise en question des barèmes établis en application de la loi de 1970 ; les nouvelles dispositions proposées par le Gouvernement relatives à l'évaluation des biens ; son amendement n° 101 : plafond d'indemnisation des ménages ou des personnes dépossédées ; la prise en considération de la situation des enfants des couples divorcés et des orphelins ; (p. 8066) : la prise en considération lors de l'examen du texte par le Sénat du sort des enfants des disparus ; amendement n° 101 réservé. **Article 3** (p. 8067) : la nature rédactionnelle de l'amendement n° 35 de M. Tissandier ; le problème du moratoire des prêts de réinstallation ; la justification du système. **Article 4** (p. 8068) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de M. Tissandier. **Après l'Article 4** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de M. Tissandier. **Article 5** (p. 8069) : son amendement n° 102 : modification de l'appellation de titre prioritaire, réservé ; (p. 8070) : son amendement n° 103 : modification rédactionnelle et accélération du remboursement des titres prioritaires pour les personnes âgées de plus de quatre-vingts ans ; le nombre des rapatriés de plus de quatre-vingts ans ; amendement n° 103 réservé ; **Article 6** (p. 8071) : son amendement n° 104 : substitution à l'expression « certificat d'indemnisation » des mots « titre d'indemnisation » ; le refus par le Gouvernement du fractionnement des titres ; amendement n° 104 réservé. **Après l'Article 6** : l'attribution de licences d'exploitation aux chauffeurs de taxi rapatriés ; l'aide accordée par le Gouvernement aux chauffeurs de taxi rapatriés lors de la cessation de leur activité professionnelle ; (p. 8072) : l'intégration des licences des rapatriés dans le droit commun. **Article 7** : son amendement n° 105 : modification de pure forme ; réservé ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de M. Tissandier ; son amendement n° 106 : délivrance de titres d'indemnisation prioritaires aux personnes âgées ayant un revenu brut inférieur à celui du SMIC ; réservé. **Après l'Article 7** : son amendement n° 107 : règlement en espèce de leur liquidation des titres d'indemnisation d'un montant inférieur à 10.000 F ; le nombre des dossiers portant sur les montants inférieurs à 20.000 F ; l'incidence financière proposée par le Gouvernement ; amendement n° 107 réservé. **Article 8** (p. 8076) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 54 de M. Tissandier. **Article 9** (p. 8077) : la cessibilité des titres de créance ; la nature des titres d'indemnisation ; les atténuations des inconvénients résultant de l'incessibilité ; le rejet par le Gouvernement du principe de la cessibilité ; le problème des cas de faillite ; (p. 8078) : son amendement n° 109 : nominativité et incessibilité des titres d'indemnisation prioritaires et des titres d'indemnisation et modification rédactionnelle ; réservé ; (p. 8079) : l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 90 de M. Baudis et n° 100 de M. Mario Bénard ; les injustices auxquelles pourrait conduire l'application de ces amendements ; son amendement n° 110 : conditions de délivrance des titres d'indemnisation prioritaires aux conjoints survivants en cas de décès de l'époux de plus de soixante-dix ans ; réservé. **Article 10** (p. 8081) : son amendement n° 111 : acceptation des titres prioritaires et des titres d'indemnisation en nantissement ; réservé ; les amendements relatifs à l'admission des titres en garantie d'emprunts à venir ; les dispositions relatives à l'entraînement par la garantie d'une cession des titres ; les dispositions proposées relatives à l'affectation des titres d'indemnisation au remboursement des créances antérieures ; les dispositions de l'amendement n° 111 du Gouvernement ; (p. 8082) : la subrogation de l'Etat français dans les créances des personnes décédées vis-à-vis d'Etats étrangers en cas d'adoption de l'amendement n° 73 de M. Schloesing ; le coût financier d'une éventuelle adoption de l'amendement n° 73. **Après l'Article 11** (p. 8083) : son amendement n° 112 : modification des conditions d'évaluation des biens immobiliers non agricoles ; la prise en considération des aménagements et travaux de rénovation effectués par les propriétaires ; réservé ; son amendement n° 113 : conditions d'évaluation forfaitaire des valeurs des entreprises par une instance arbitrale ; l'accord du Gouvernement sur l'extension des dispositions de l'amendement n° 113 aux professions libérales ; le recours des décisions de l'instance arbitrale

devant le Conseil d'Etat ; amendement n° 113 réservé ; (p. 8084) : indique qu'il n'est pas en état de répondre aux questions relatives à la position du Gouvernement sur le problème des dettes outre-mer ; (p. 8085) : son amendement n° 114 corrigé : conditions d'indemnisation des arriérés légaux des personnes dépossédées ; réservé. **Article 12** : les règles fondamentales du droit français ; l'impossibilité de soumettre des décisions administratives aux juges de l'ordre judiciaire ; le recours aux barèmes forfaitaires ; l'opposition du Gouvernement aux amendements n° 51 de M. Tissandier et n° 20 de M. Savary. **Article 13** (p. 8086) : les organes administratifs ayant pouvoir de décision gracieuse institués par le décret du 7 septembre 1977 ; les conséquences d'une éventuelle non invalidation du décret. **Après l'Article 13** : son amendement n° 115 : conditions de levée de la forclusion pour le dépôt des demandes d'indemnisation des biens perdus en Algérie par les Français de souche islamique rapatriés tardivement ; réservé. **Article 14** (p. 8087) : les conditions d'élaboration des textes d'application ; demande, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Consitution, à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique au scrutin public sur l'ensemble du projet de loi modifié par les amendements acceptés par le Gouvernement ; le droit à l'indemnisation des rapatriés. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9094) : le droit des rapatriés à l'indemnisation ; les observations de la CMP ; l'affectation des titres ; la dépossession des rapatriés de Tunisie ; les conditions de dépôt des dossiers ; (p. 9095) : l'indemnisation des rapatriés âgés ; le rôle du Parlement ; (p. 9096) : son amendement n° 1 : conditions de règlement des compléments d'indemnisation d'un montant inférieur ou égal à 10.000 F par personne dépossédée ; la prise en considération de l'ensemble du droit des héritiers ; le dépôt des dossiers des rapatriés de Tunisie ; amendement n° 1 adopté. **Explications de vote** : la poursuite avec le Gouvernement tunisien des discussions relatives aux comptes bloqués.

DOMON (Marcel)

Député du Doubs
(2e circonscription)
(S).

En remplacement, le 17 mars 1978, de M. André Boulloche, décédé [19 mars 1978] (p. 1216).

DONNADIEU (Louis)

Député du Tarn
(2e circonscription)
(UDR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Limouzy, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Se démet de son mandat de député : l'Assemblée prend acte de cette démission [10 avril 1975] (p. 1522, 1544).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (n° 220 et n° 562) titres II, III, III-I, IV et V du **code de la santé publique** et relative aux **profesions d'auxiliaires médicaux** (n° **1077**) [20 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (nw 220 et n° 562) tendant à modifier l'article L. 10-1 du **code de la santé publique** afin de faire supporter par l'Etat la **réparation de tout dommage imputable directement à une vaccination obligatoire** (n° **1513**) [10 avril 1975].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7142) : le projet paraît vouloir élargir les indications de l'avortement thérapeutique ; pourquoi renouveler l'erreur des pays qui avaient choisi la liberté de l'avortement ; les retards inexplicables mis à définir une politique de la famille hardie et positive ; votera contre le projet.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [13 décembre 1974]. **Article 5** (p. 7868) : son amendement n° 217 prévoyant la possibilité d'une hospitalisation à domicile ;

adopté ; son amendement n° 218 : soins sans hospitalisation ; retiré.

DONNEZ (Georges)

Député du Nord
(19e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [25 novembre 1975] (p. 8892, 8926).

Donne sa démission de membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [23 avril 1976] (p. 2148), [27 avril 1976] (p. 2164).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX, du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussio ndu projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite en vue de reconnaître un droit à pension de réversion au conjoint survivant de la femme fonctionnaire décédée** (n° **569**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **favoriser l'évolution des structures industrielles et commerciales et à assurer une meilleure protection des salariés et des ayants droit d'une entreprise ou d'un établissement en difficulté** (n° **706**) [16 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 318 tendant à **organiser un contrôle parlementaire de l'application des lois** (n° **834**) [13 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à insérer dans le **code pénal** un article 317-1 relatif à **l'avortement** (n° **962**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux députés et sénateurs de se faire remplacer par leurs **suppléants** dans les **réunions du conseil régional** (n° **972**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 2 de la **loi n° 66-535** du 24 juillet 1966 modifiée **sur les sociétés commerciales** (n° **1154**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à **l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n° **1163**) [23 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1179) portant **révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1191**) [3 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle (n° 1245), modifié par le Sénat, portant **révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1248**) [17 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi constitutionnelle** (n° 1256), modifié par le Sénat en deuxième lecture, portant **révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1257**) [17 octobre 1974].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier les articles LO 119, LO 336, LO 176, LO 177 et LO 178 du **code électoral** relatifs au **nombre des députés** et à leur **remplacement** (n° **1308**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **scrutin uninominal à deux tours** moralisé avec **répartition proportionnelle d'une partie des sièges dans chaque région** (n° **1320**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à insérer dans le **code pénal** les articles 401-1 et 401-2 nouveaux relatifs à la **détention irrégulière de marchandises dans les grandes surfaces de vente,** au vol de l'employé au préjudice de son employeur, et à abroger l'article 386-3 du code pénal (n° **1438**) [18 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1401) tendant à modifier l'article 5 de **l'ordonnance n° 58-1065** du 7 novembre 1958, portant loi organique relative à la **composition** et à la **durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1520**) [10 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : I. — Le projet de loi (n° 1560) portant réforme du **divorce** ; II. — Les propositions de loi : 1° (n° 98) portant modification de l'article 303 du code civil relatif au droit de garde et de visite ; 2° (n° 160) tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand l'un des époux est atteint de maladie mentale ; 3° (n° 292) tendant à modifier les articles 336 à 339 du code pénal en vue d'établir l'égalité entre les époux et de préserver la dignité du foyer familial ; 4° (n° 1222) tendant à instaurer une nouvelle législation du divorce ; 5° (n° 1321) relative à la réforme du divorce ; 6° (n° 1543) portant réforme du divorce, de la séparation de corps et du paiement des pensions alimentaires (n° **1681**) [23 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1767) portant réforme du **divorce** (n° **1794**) [24 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du **divorce** (n° **1865**) [30 juin 1975].

— **Proposition de loi** relative au **financement des partis politiques et des élections en France** (n° **2281**) [12 mai 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles le groupe Marcel-Dassault et ses filiales ont utilisé les fonds publics et parapublics qui leur ont été alloués et de rechercher si à l'occasion des activités du **groupe Marcel-Dassault** ou de ses filiales des évasions fiscales ont existé (n° **2555**) [20 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2708), modifiant la loi du 15 juin 1907 réglementant le **jeu** dans les **casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques** (n° **2842**) [28 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2921) relatif **à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **2999**) [16 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat (n° 2975), tendant à compléter les **articles LO 319 et LO 320 du code électoral** (n° **3010**) [22 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à **l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **3066**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Incidents relatifs à l'affaire Goldman** [18 décembre 1974] (p. 8045).

— **Responsabilité pénale en matière d'accidents du travail** [8 octobre 1975] (p. 6655) : le mandat délivré à l'encontre de M. Chapron par M. de Charette ; protection des travailleurs des risques des accidents du travail ; respect de la liberté individuelle.

— **Affectation des fonctionnaires dans le département du Nord** [26 mai 1976] (p. 3501) : le refus par un magistrat d'un poste à Hazebrouck ressenti comme une offense par les habitants du Nord qui craignent de devenir sous-administrés.

— **Ressources en charbon du bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais** [10 novembre 1976] (p. 7880) : possibilité d'extraction ; créations d'emplois.

— **Dégradation de l'économie dans l'arrondissement de Valenciennes** [18 mai 1977] (p. 2863) : nécessité d'attribuer à l'ensemble de l'arrondissement la prime de développement régional au taux maximum de 25 %.

— **Bilan économique de la dernière grève au port de Dunkerque** [1er juin 1977] (p. 3259) : mesures prévues pour relancer l'activité portuaire ; enjoindre à Usinor de pratiquer une politique de concertation ; aménagement éventuel du droit de grève.

• *question orale sans débat :*

— (n° **43006**) : **Versement d'une indemnité due à la commune d'Hasnon** [16 décembre 1977] (p. 8879) : non-reconstruction d'un pont détruit pendant la guerre.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1411) : aménagement des cités ; nécessité d'un changement radical de méthodes ; catastrophe de Saint-Amand-les-Eaux ; pouvoir de décision des maires et rôle des municipalités dans l'implantation des équipements collectifs ; coordination des travaux d'équipement ; conditions d'obtention du permis de construire ; (p. 1412) : suggère que les houillères nationales soient incitées à céder aux municipalités certaines de leurs propriétés immobilières ; souhaite une délégation par l'Etat d'une partie de ses pouvoirs aux autorités locales ; respect des « droits de la ville » ; centralisation et parisianisme.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4413) : ses observations sur le départ de certains de ses collègues de la salle des séances ; ses réflexions sur l'accueil qui lui est réservé ; caractère déplacé du débat compte tenu des événements du Proche-Orient ; estime que la réforme constitutionnelle n'a aucun caractère immédiat ; regrette que n'ait pas été constituée une commission parlementaire qui aurait eu pour mission de se rendre auprès des gouvernements belligérants ; son accord pour instaurer le quinquennat à la place du septennat ; estime cependant que cette réforme doit faire partie d'un ensemble ; (p. 4414) : histoire du septennat ; préoccupation de l'opinion publique ; n'admet pas que cette réforme puisse être votée dans la précipitation ; convocation du congrès pour une simple opération d'arithmétique ; nécessité d'amender la Constitution de 1958, de tenir compte de l'état des mœurs et des esprits ; caractère incomplet de la révision proposée ; risque d'aggraver le déséquilibre entre les pouvoirs, problème psychologique autant que juridique ; mérite de la Constitution de 1958 d'avoir mis fin au régime d'Assemblée ; estime que l'Assemblée est devenue plus une instance de soutien qu'une instance de contrôle ; ses réserves sur la nature de l'article 5 de la Constitution ; aggravation du déséquilibre par la réduction de la durée du mandat présidentiel ; estime qu'une telle réduction ne devrait être que le corollaire d'une réforme plus profonde ayant pour objet l'équilibre des pouvoirs ; se prononce pour un véritable régime présidentiel. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4431) : son amendement tendant à limiter à deux le nombre des mandats consécutifs du Président de la République. **Après l'Article 2** (p. 4433) : réfute les arguments de M. Foyer quant à

l'irrecevabilité de ses amendements, interprétation trop restrictive de l'article 98, alinéa 5 du règlement de l'Assemblée ; interpénétration entre les articles de la Constitution ; estime recevable sa proposition tendant au remodelage d'autres articles de la Constitution ; (p. 4435, 4437) : irrecevabilité de ses amendements déclarée par l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5135) : malaise de notre système judiciaire ; réformes entreprises nécessitant un accroissement de la charge publique destinée au service de la justice ; progression du budget pour 1974 par rapport à celui de 1973 ; ses observations sur l'éducation suveillée ; statistiques concernant les mineurs délinquants ; problème de prévention ; insuffisance du nombre de postes d'éducateurs ; méthodes de l'éducation surveillée, structures légères d'hébergement ; souhaite l'allégement des services administratifs de l'éducation surveillée ; situation des services judiciaires et des magistrats ; (p. 5136) : rôle des magistrats ; nécessité d'une réforme des méthodes de travail ; stages des auditeurs de justice, rémunération et formation professionnelle des secrétaires-greffiers ; rationalisation des méthodes de travail dans les greffes ; ses remarques sur la proposition de M. Foyer concernant la possibilité pour certains greffiers de devenir magistrats sans même la licence en droit ; ses remarques concernant les chèques sans provision ; les vacances judiciaires ; l'accueil et l'orientation du public dans les palais de justice ; ses réserves sur l'attribution de cette tâche à des magistrats ; ses observations sur les propos du garde des sceaux relatifs au caractère payant de la consultation chez l'avocat ; rôle d'auxiliaire de la justice de l'avocat ; votera le budget malgré ses imperfections.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5940) : situation des hôpitaux de moyenne importance ; CHU et grands hôpitaux et hospitalisations classiques ; prix de journée ; humanisation des hôpitaux ; modernisation des hôpitaux existants et pouvoirs de l'administration de tutelle ; circulaire ministérielle du 26 octobre 1973 maintenant le blocage du prix de revient ; subventions aux établissements hospitaliers et emprunts ; sa demande de dérogations au principe d'intangibilité du prix de revient.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail. Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6219) : améliorations apportées par le projet de loi au sort des salariés victimes du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens de leur entreprise ; remboursement intégral de leurs créances et règlement rapide ; sa proposition relative à une majoration des honoraires des syndics liquidateurs ; suggère l'institution de droits complémentaires spéciaux.

— **Proposition de loi,** adoptée par le Sénat, relative à **l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers** (n° **258**). **Discussion des articles** [18 décembre 1973] (p. 7158, 7159) : **Article premier** : son sous-amendement tendant à substituer aux mots « pretium doloris » les mots « à la souffrance morale », se rallie au sous-amendement de M. Gerbet (notion de « préjudice moral »). **Après l'Article 2** (p. 7161) : son amendement relatif au champ d'application de la présente loi.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 471) : les exigences des potentats pétroliers ne peuvent justifier le vote d'une motion de censure.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2822) : sauvegarder les droits des tiers et de la victime des infractions ; (p. 2863) : extension souhaitable de l'amnistie aux petits commerçants. **Discussion des articles : Article 4** (p. 2836) : son amendement n° 8 ; retiré. **Article 20** (p. 2856) : amendement n° 1, publication des jugements en matière de diffamation ; adopté. **Article 22** (p. 2858) : amendement n° 13 : infraction en matière de changes ; repoussé ; (p. 2860) : amendement n° 14 : amnistie des petites infractions au code de l'urbanisme ; repoussé ; (p. 2862) : amendements n° 11 et n° 44 : exclure de l'amnistie l'abandon de famille ; adoptés ; amendement n° 76 : exclure de l'amnistie les peines infligées à la suite d'accident mortel d'automobile ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3706) : défense du téléspectateur moyen, nécessité du contrôle *a priori* pour éviter les gaspillages ; (p. 3707) : le projet établit la suppression entre diffusion et programmation ; analyse des exemples étrangers ; (p. 3708) : les postes périphériques montrent que le contrôle de l'Etat n'appelle pas nécessairement la bureaucratie ; recréer l'enthousiasme parmi les personnels. **Discussion des articles : Article 9** (p. 3773) : son amendement n° 152 : permettre la production de films, satisfait par l'adoption de l'amendement n° 100 de M. Le Tac. **Article 11** (p. 3779) : son amendement n° 104 : favo-

riser la promotion régionale ; adopté. **Article 20** (p. 3800) : amendement n° 107 : désignation des personnels chargés d'assurer le service minimum par le président ; adopté.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [10 octobre 1974] : les textes de 1958 créent des liens entre l'incompatibilité des fonctions parlementaire et gouvernementale et le système de la suppléance ; les inconvénients apparus en pratique qui peuvent conduire à trouver l'organisation actuelle illogique et injuste ; (p. 4959) : le projet apporte au principe général une dérogation limitée ; les grandes lignes probables de la loi organique qui devra intervenir ; la controverse sur l'entrée en vigueur de la révision ; (p. 4960) : présentation de l'amendement de la commission des lois quant à la date d'effet de la révision ; le statut juridique du suppléant ne se trouve pas réglé. **Discussion des articles : Article premier** (p. 4965) : suppression de l'article ; repoussé. **Après l'Article unique** (p. 4966) : sous-amendement n° 4 ; entrée en vigueur de la révision pour le Sénat ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974] (p. 5161) : indique à l'Assemblée que la commission propose de reprendre le texte adopté en première lecture pour l'article 2 nouveau. **Troisième lecture. Discussion des articles. Article 2** (p. 5191) : manque de clarté du texte adopté par le Sénat ; son amendement n° 1 : prochain renouvellement partiel du Sénat ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6125) : le problème de la betterave sucrière ; (p. 6126) : la hausse des cours mondiaux ; l'alignement sur les prix européens ; la taxe du BAPSA supportée par les betteraviers et les céréaliers.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6422) : le système judiciaire est d'une pauvreté consternante ; son inadaptation à l'évolution de la société ; propose la création de juges itinérants ; (p. 6423) : l'attitude de la justice à l'égard des épouses abandonnées et de la famille des prévenus ; le mouvement vers la dépénalisation.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7751) : favoriser l'évolution des structures industrielles en ancrant l'entreprise dans la vie sociale; le contrôle de la gestion des entreprises en difficulté subventionnées par l'Etat; les actions préventives dans le cadre régional; (p. 7752) : la contribution des ASSEDIC à l'évolution de structures économiques ; la création de commissions régionales de l'évolution industrielle ou commerciale ; la prévention des crises sociales ; l'extension du champ d'application de la loi à tous les salariés ; les problèmes posés par les cessions d'entreprises, règlements judiciaires et liquidations des biens ; les licenciements écologiques ; approuve sans réserve ce projet.

1975

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2207) : importance de la généralisation de la sécurité sociale ; les sensibles améliorations qu'a connues en un an la protection sociale des Français ; l'élimination des « poches de pauvreté » ; le passage du régime d'assistance au régime de droit commun ; (p. 2208) : le douloureux problème du chômage des jeunes ; le problème des femmes seules ; faire un large effort d'information au profit des intéressés ; élaborer une politique d'ensemble de la famille ; informer l'Assemblée des contrats de progrès conclus avec les familles.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3294) : les dates qui ont marqué l'histoire du divorce ; (p. 3295) : la loi du 27 juillet 1884 rétablissant le divorce ; l'ordonnance du 12 avril 1945 ; l'augmentation du nombre des divorces ; l'adhésion massive au principe du divorce par accord ; le consensus très large en faveur de la séparation de fait prolongée et de l'internement de l'un des conjoints dans un hôpital psychiatrique en tant que causes de divorce ; sauvegarder l'avenir des époux et des enfants et non punir le coupable ; la législation des pays voisins : Allemagne fédérale, Belgique, Italie, Pays-Bas, Suisse ; (p. 3296) : Suède, Grande-Bretagne, Etats-Unis ; la consécration du divorce, faillite en Union soviétique ; l'inadaptation de la législation actuelle ; le caractère primordial de l'intérêt des enfants ; inciter les conjoints à aménager eux-mêmes les conséquences du divorce ; les propositions de loi déposées à l'Assemblée et au Sénat ; le projet du Gouvernement : un texte réaliste et protecteur visant à dédramatiser le divorce ; l'admission de nouvelles causes de divorce : consentement mutuel, rupture en cas de suppression ou d'altération des facultés mentales de l'un des époux ; l'introduction de la notion de juge matrimonial spécialisé ; la notion de prestation compensatoire ; (p. 3297) : le débat engagé sur l'introduction du divorce pour rupture de vie commune ; l'admission dans la pratique judiciaire du divorce par consentement mutuel ; la reprise de l'exposé des motifs

de la loi du 20 septembre 1792 ; l'opposition au divorce pour rupture de vie commune fondée sur l'idée de répudiation ; protéger l'époux malade ou délaissé ; la substitution par la commission des lois de la notion d'aliénation mentale à celle d'altération grave des facultés mentales ; le maintien au profit de la femme divorcée des prestations sociales dont elle bénéficiait ; rendre sa dignité à l'époux délaissé en l'incitant à retrouver la plénitude de sa personnalité ; (p. 3298) : les objections soulevées par la suppression du divorce-sanction ; retenir les fautes qui sont à l'origine du divorce ; meilleur moyen de souligner les devoirs du mariage ; les souhaits de la commission des lois en ce qui concerne la procédure et les conséquences du divorce ; le nécessaire maintien de la séparation de corps ; les effets de la nullité du mariage ; (p. 3299) : maintenir l'excuse prévue à l'article 324 du code pénal ; le divorce constat d'une rupture ; porter remède à ses causes profondes lorsqu'elles ont pour origine le cadre social ; rechercher toutes solutions permettant la protection de la famille. **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Avant l'Article 229 du code civil** (p. 3355) : son amendement n° 101 : les cas de divorce ; adopté. **Article 229 du code civil** (p. 3355) : son amendement n° 102 : « l'une des cause spécifiées par la loi ou pour consentement mutuel » ; adopté. **Article 230 du code civil** (p. 3358) : son amendement n° 103 : la demande conjointe n'a pas à indiquer les causes ; adopté ; (p. 3362) : son amendement n° 104 : supprimer la possibilité de demander conseil au juge dans la rédaction de la convention ; adopté. **Article 231 du code civil** (p. 3363) : son amendement n° 285 : prévoir un délai de réflexion de trois mois ; adopté ; (p. 3364) : son amendement n° 106 : caducité de la demande si elle n'a pas été renouvelée à l'issue du délai de réflexion ; adopté. **Article 232 du code civil** (p. 3372) : son amendement n° 107 : appréciation par le juge de la volonté réelle des époux ; adopté. **Avant l'Article 233 du code civil** (p. 3374) : son amendement n° 108 : modification de l'intitulé du paragraphe 2, section I, chapitre I « Du divorce demandé par l'un des époux » ; adopté. **Article 233 du code civil** (p. 3375) : son amendement n° 109 : supprimer l'expression « selon lui » ; adopté. **Article 234 du code civil** (p. 3375) : son amendement n° 110 : prévoir l'assistance d'un avocat ; adopté. **Article 235 du code civil** (p. 3377) : son amendement n° 111, premier alinéa : « si l'autre époux ne reconnaît pas les faits, le juge ne prononce pas le divorce » ; adopté. **Avant l'Article 237 du code civil ;** son amendement n° 112 : intitulé de la section II du chapitre I ; adopté. **Article 244 du code civil** (p. 3383) : son amendement n° 119 de forme ; adopté ; son amendement n° 120 de forme ; retiré ; son amendement n° 121 de forme ; adopté ; son amendement n° 122 : non assimilation d'une reprise de vie commune à une réconciliation ; repoussé. **Après l'Article 246 du code civil** (p. 3385) : son amendement n° 123 : établir une passerelle entre divorce pour faute et divorce par consentement mutuel ; réservé. **Article 247 du code civil** (p. 3386) : son amendement n° 124 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 267 du Gouvernement. **Article 248 du code civil** (p. 3387) : son amendement n° 125 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. **Article 249-1 du code civil** (p. 3388) : son amendement n° 126 : de forme ; adopté. **Article 252 du code civil** (p. 3388) : son amendement n° 129 : entretien séparé obligatoire ; adopté ; (p. 3389) : son amendement n° 130 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 268 du Gouvernement. **Article 252-1 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 132 : supprimer le renouvellement du délai de réflexion ; adopté. **Article 252-2 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 133 : supprimer l'article ; adopté. **Article 253 du code civil** (p. 3390) : son amendement n° 134 : référence à **l'Article 233 ;** adopté ; (p. 3391) : son amendement n° 135 : de forme ; adopté. **Article 256 du code civil** (p. 3392) : son amendement n° 136 : mesures d'urgence et de sauvegarde dès la requête initiale ; adopté. **Article 259 du code civil** (p. 3393) : son amendement n° 137 : de forme ; adopté. **Article 259-2 du code civil** (p. 3394) : son amendement n° 138 : suppression de la référence à la vie privée ; repoussé. **Article 260 du code civil** (p. 3394) : son amendement n° 139 : de forme ; adopté. **Article 261 du code civil :** son amendement n° 140 : supprimer l'article ; adopté. **Article 262-3 du code civil** (p. 3395) : son amendement n° 141 : de forme ; adopté. **Article 262-6 du code civil** (p. 3396) : son amendement n° 142 : limitation aux seuls biens communs ; adopté. **Article 287 du code civil** (p. 3397) : son amendement n° 153 : retiré au profit de l'amendement n° 228 de M. Chandernagor. **Après l'Article 287 du code civil** : son amendement n° 15[illegible] quête sociale ; adopté. **Article 289 du code civil** (p. 3398) : son amendement n° 296 : modalités d'exercice de l'autorité parentale ; adopté. **Article 290 du code civil** (p. 3399) : son amendement n° 156 de forme ; adopté. **Article 292 du code civil** : son amendement n° 157 : de forme ; adopté. **Article 293 du code civil** : son amendement n° 158 : de forme ; adopté. **Article 294 du code civil** : son amendement n° 159 : supprimer l'article ; adopté. **Article 295 du code civil** (p. 3400) :

son amendement n° 161 : supprimer l'article ; repoussé ; [30 mai 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 297 du code civil** (p. 3456) : son amendement n° 163 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 298 du code civil** (p. 3459) : son amendement n° 297 : rejet de la demande principale en divorce et accueil d'une demande reconventionnelle en séparation ; adopté. **Article 300 du code civil :** son amendement n° 164 : de forme ; adopté. **Article 302 du code civil :** son amendement n° 165 : de forme ; adopté. **Article 306 du code civil** (p. 3460) : son amendement n° 300 : de forme ; adopté. **Article 308 du code civil :** son amendement n° 166 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 2 : Article 108 du code civil** (p. 3462) : son amendement n° 168 : clarification du texte et de l'article 215 du code civil ; adopté. **Article 108-2 du code civil** (p. 3463) : son amendement n° 169 : résidence du mineur non confondue avec la garde ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 3464) : son amendement n° 170 : résidence de la famille ; adopté. **Article 4** (p. 3464) : son amendement n° 171 : supprimer l'article ; adopté. **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article 246 du code civil** (p. 3474) : son amendement n° 123 : permettre aux époux de faire constater leur accord ou si le divorce a été intenté pour faute ; adopté. **Article 251 du code civil** (p. 3476) : son amendement n° 128 : de coordination ; adopté. **Article 252 du code civil** (p. 3477) : son amendement n° 131 : de forme ; adopté. **Article 266 du code civil** (p. 3478) : son amendement n° 143 : demande en divorce et notion de faute ; repoussé ; (p. 3479) : son amendement n° 144 : supprimer toute action en dommages-intérêts après le divorce ; repoussé. **Article 267 du code civil** (p. 3480) : son amendement n° 145 : de forme ; adopté. **Article 267-1 du code civil :** son amendement n° 146 : supprimer le recours obligatoire au juge ; adopté. **Article 268-1 du code civil :** son amendement n° 147 : de forme ; adopté. **Article 271 du code civil** (p. 3481) : son amendement n° 148 : notions de « prestations compensatoires » ; adopté. **Article 272 du code civil** prise en compte de la durée du mariage ; repoussé ; [3 juin 1975] : **Article 279 du code civil** (p. 3495) : son amendement n° 151 : de forme ; adopté. **Article 280 du code civil :** son amendement n° 152 : de forme ; adopté. **Article 238 du code civil** (p. 3506) : son amendement n° 298 : le conjoint malade ne devra subir aucun préjudice ; adopté. **Article 240 du code civil** (p. 3520) : son sous-amendement n° 291 à l'amendement n° 282 de Mme Fritsch, remplacer le mot « dureté » par le mot « gravité » ; retiré ; (p. 3521) : son amendement n° 115 : substituer au mot « dureté » le mot « gravité » ; retiré ; (p. 3522) : son observation sur l'amendement n° 283 de Mme Fritsch ; l'alinéa 2 de l'article permet au juge de se saisir d'office. **Article 241 du code civil** (p. 3523) : ses amendements n^{os} 117 et 118 : revenir au langage juridique habituel ; repoussé ; [4 juin 1975] : **Après l'Article 8** (p. 3639) : son amendement n° 172 : réinsertion professionnelle des femmes divorcées ; déclaré irrecevable. **Article 9** (p. 3640) : ses amendements n^{os} 173 et 174 : maintien de l'excuse du meurtre en cas d'adultère au domicile conjugal ; repoussés. **Article 15** (p. 3642) : son amendement n° 175 : révision des pensions alimentaires attribuées selon la loi ancienne ; repoussé. **Article 16** (p. 3643) : son amendement n° 176 : entrée en vigueur le 1er janvier 1976 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4681) : expose les modifications essentielles apportées par le Sénat au texte voté par l'Assemblée nationale ; la commission propose de revenir à la notion d'altération des facultés mentales et d'adopter en ce domaine une mesure de protection plus efficace que la clause de dureté. **Discussion des articles. Article 229 du code civil** (p. 4682) : son amendement n° 5 : reconnaître quatre cas de divorce ; adopté. **Article 232 du code civil** (p. 4683) : son amendement n° 9 : revenir au texte de l'Assemblée ; adopté. **Article 233 du code civil** (p. 4684) : son amendement n° 12 relatif à la présentation des faits qui rendent intolérable le maintien de la vie commune ; adopté. **Article 238 du code civil** (p. 4685) : ses observations relatives à l'amendement n° 2 de M. Alfonsi sur la notion de préjudice. **Après l'Article 289 du code civil** (p. 4691) : son amendement n° 33 : collaboration effective des parents en matière d'entretien et d'éducation ; retiré. **Article 351-2 du code de la sécurité sociale** (p. 4694) : son amendement n° 42 : l'hypothèse selon laquelle il y aurait plusieurs précédents conjoints divorcés ; adopté. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5073) : présente le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4089) : l'acuité du problème du versement des pensions alimentaires ; (p. 4090) : le recouvrement public, étape décisive de la résolution du problème ; le problème des créances du fait de l'insolvabilité du débiteur ; le refus par l'opinion d'une subrogation de la solidarité nationale à la solidarité familiale ; le peu d'efficacité réelle d'un fonds de garantie ; le problème de ses ressources ; habiliter les caisses d'allocations familiales à utiliser leurs fonds d'action sanitaire et sociale au profit des créanciers d'aliments.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1975] (p. 6413) : s'associe à la demande de suspension de séance relative aux condamnations prononcées en Espagne ; le non-respect des droits de l'homme en ce qui concerne ces condamnations ; aura une pensée pendant la suspension de séance pour les victimes de tous les régimes totalitaires.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Justice [17 novembre 1975] (p. 8475) : souhaite la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat : le juge doit appliquer la loi et non la refaire à sa façon ; le problème de la formation des jeunes magistrats ; les abus dans le comportement des jeunes auditeurs au cours de leur scolarité à l'école nationale de la magistrature ; marque sa préférence pour un stage en juridiction immédiatement après le succès au concours.

Radiodiffusion et télévision [8 novembre 1975] (p. 8591) : rappelle l'esprit dans lequel les réformateurs ont voté la loi du 7 août 1974 ; l'indépendance totale des sociétés et l'émulation qui s'est créée ; l'ignorance par les sociétés de l'existence des réformateurs ; (p. 8592) : l'ostracisme contre les réformateurs, notamment à Antenne 2 ; préférence donnée au profit de certains syndicalismes au détriment du syndicalisme libre ; l'irrespect des critères d'objectivité et d'indépendance.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**). **Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article 6** (p. 8991) : son amendement n° 17 pour éviter que des magistrats ne soient nommés à la Cour de cassation trop radpidement propose de maintenir la règle des cinq ans en matière de détachement[e]; adopté. **Article 9** (p. 8992) : son amendement n° 18 de supression de l'article ; adopté.

1976

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° **2134**). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1967) : rappelle les dispositions du texte proposé ; regrette l'amendement de la commission des lois supprimant la notion d'empêchement définitif ; déclare s'en tenir au texte gouvernemental.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2951) : les accidents du travail, parfois des accidents de la route ; les intentions généreuses du projet ; approuve les dispositions concernant la formation, la protection, l'intervention plus pragmatique des inspecteurs, le principe de la réparation en cas de faute inexcusable ; est circonspect sur les mesures répressives en vigueur ; la nécessité de clairement établir le principe de la responsabilité ; la présomption de responsabilité pesant sur le chef d'entreprise ; les risques encourus par la liberté individuelle si l'on ne distingue pas assez responsabilité pénale et civile ; le fait personnel ; (p. 2952) : l'accident du travail, inhérent au travail même dans une société affamée de sécurité.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 5078) : souhaite soutenir son amendement n° 30 après le vote sur l'amendement n° 1 de M. Villa défendu par M. Garcin ; soutient son amendement n° 30 modulant le système majoritaire par le système proportionnel ; une proposition calquée sur le droit constitutionnel allemand ; (p. 5079) : ne considère pas son amendement comme irrecevable ; a prévu que dans un paragraphe 2, le Gouvernement déposerait avant le 1[er] janvier 1977, deux projets de loi dont un ayant un caractère organique fixant les modalités d'application de son amendement ; maintient son amendement ; amendement n° 30 déclaré irrecevable.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6742) : un acte politique ; refuse de voter la défiance au Gouvernement ; ses réserves sur certains aspects de la politique économique et sociale ; le refus de la politique du pire ; les difficultés internationales ; le maintien des inégalités sociales ; la nécessité de réformes structurelles ; l'inflation causée par les coûts et les revenus ; l'insuffisance de la baisse de la TVA ; critique des dépenses de prestige ; (p. 6743) : des charges sociales trop lourdes ; la réforme structurelle de la sécurité sociale ; la richesse du système bancaire ; la confiance des chefs d'entreprises ; le manque de sérieux du vote d'un impôt sur le capital par voie d'amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7333) : les travers de nos sociétés avancées ; la bureaucratisation ; la dégradation du système ; le coût de la formation ; le coût de la justice ; le gaspillage des deniers publics ; (p. 7334) : repenser notre système judiciaire.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 60** (p. 8530, 8531) : son amendement n° 273 rectifié soutenu par M. Ginoux ; retiré.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds**

publics alloués aux sociétés du groupe Marcel-Dassault (n° **2522**). **Discussion de l'Article unique** [3 novembre 1976] (p. 7430) : indique que rien ne le lie personnellement à M. Dassault ; son attitude dans le cas de la culpabilité éventuelle de M. Dassault ; sa proposition de résolution prévoyant des investigations dans le domaine d'évasion fiscale ; savoir où passe l'argent public.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2183**). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8702) : le code des douanes ; le code des impôts ; ne veut pas suivre M. Forni.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 15 juin 1907 réglementant le jeu dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques** (n° **2708**), rapporteur. **Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2470) : la mise en harmonie des dispositions de la loi du 15 juin 1907 avec les dispositions juridiques et jurisprudentielles émanant des Communautés européennes ; l'application du traité de Rome aux personnels des casinos ; l'extension d'autorisation d'exploitation des jeux en fonction de la ou des périodes d'activité de la station. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2471) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1401**), rapporteur. **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3114) : la révision de l'article 25 de la Constitution ; l'article 23 relatif à l'incompatibilité des fonctions de membre du Gouvernement avec l'exercice d'un mandat parlementaire ; (p. 3115) : les conséquences de cette incompatibilité ; la mise à l'écart des assemblées parlementaires de certains de leurs membres ayant exercé des responsabilités importantes ; la différence de situa- des membres du gouvernement d'origine parlementaire ou non parlementaire ; la démission des remplaçants ; le principe d'un droit rémanent du premier titulaire sur son mandat ; les avantages de la solution proposée ; la modification de la loi organique ; le remplacement par le premier titulaire du siège du suppléant en cas de démission ou de décès de celui-ci ; l'avantage de la solution proposée par la proposition par rapport au projet de loi débattu en octobre 1974, l'absence de révision du texte constitutionnel ; le respect de l'article 25 de la Constitution ; la vocation et le droit des suppléants ; les inconvénients de la proposition ; la différence de solution en cas de démission donnée par le titulaire ou le suppléant devenu député ; la nature de ces inconvénients. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3118) : la conformité de la proposition de loi organique à l'esprit de la Constitution ; la non- remise en question des intérêts légitimes des suppléants ; l'avis obligatoire du Conseil constitutionnel ; éviter la réunion du Parlement à Versailles. **Discussion de l'Article unique** (p. 3120) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 1 de M. Bolo ; la remise en question du texte par cet amendement ; (p. 3121) : l'ordre du jour des travaux de la commission. **Après l'Article unique** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° **2928**). **Discussion des articles** [2 juin 1977]. **Article 5** (p. 3332) : l'application du texte à la communauté urbaine de Lille ; la fixation du rapport au sixième.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **2921**), rapporteur. **Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 3987) : le choix du mode de scrutin ; la représentation proportionnelle sans panachage ni vote préférentiel ; l'adaptation du mode de scrutin ; son adoption par la quasi-totalité des pays membres de la Communauté ; le cas de la Grande-Bretagne ; l'exclusion de la répartition des sièges des listes n'ayant pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ; l'application de la procédure électorale ; le maintien au-delà de la période transitoire de la représentation proportionnelle dans le cadre national ; l'ambiguïté de l'article 7 des dispositions annexes à la décision du Conseil des Communautés ; l'article 138 du traité de Rome ; le problème de la saisine obligatoire du Parlement ; les pouvoirs dont il disposera à l'occasion de l'adoption définitive du mode de scrutin par l'Assemblée des Communautés européennes ; (p. 3988) : la volonté du Parlement de maintenir la primauté de l'ordre juridique interne ; l'adoption d'un article additionnel ; l'élection des représentants français à l'Assemblée européenne conformément aux règles du code électoral relatives aux conditions requises pour être électeur à la tenue des listes électorales, aux opérations de vote et aux sanctions pénales ; les cas d'inéligilibité et d'incompatibilité ; les règles en matière de déclarations de candidature ; l'institution de commissions *ad hoc* en matière de propagande ; la répartition des temps d'antenne à la radio et à la télévision ; le remplacement des représentants ; l'institution d'une commission nationale de recensement ; l'intervention du Conseil d'Etat en

matière de contestations de l'élection ; les règles dérogatoires applicables aux territoires d'outre-mer ; propose à l'Assemblée d'adopter le projet de loi. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3993) : son amendement n° 2 : compétences exclusives du Parlement français à l'égard du mode d'élection des représentants de la France à l'Assemblée des Communautés européennes ; l'avis du Parlement sur le mode d'élection du Parlement européen ; l'ambiguïté de l'article 7 des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes ; (p. 3994) : amendement n° 2 adopté par scrutin public ; (p. 3995) : le rejet par la commission de l'amendement n° 8 rectifié de M. Debré ; le caractère restreint de l'objet du projet de loi ; (p. 3997) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 16 de M. Ducoloné. **Après l'Article premier** (p. 4005) : la non-saisine par la commission de l'amendement n° 15 de M. Ducoloné ; (p. 4006) : l'avis favorable de la commission sur le premier paragraphe de l'amendement n° 9 de M. Debré soutenu par M. Foyer ; le caractère réglementaire du second paragraphe de cet amendement n° 9 ; demande un vote par division sur l'amendement n° 9 de M. Debré. **Article 2** (p. 4007) : la justice et la normalité du seuil de 5 % des suffrages exprimés, l'absence de liens entre la mesure et l'apparentement connu sous la Ve République ; les conséquences du système de l'apparentement ; la représentation proportionnelle, l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 10 de M. Max Lejeune. **Après l'Article 14** (p. 4010) : le caractère restrictif de l'amendement n° 5 de M. Xavier Deniau ; l'avis défavorable de la commission sur cet amendement. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4541) : les dispositions adoptées par la commission mixte paritaire ; l'exclusivité de la compétence du Parlement français en matière de définition du mode d'élection des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes ; la suppression de l'article premier *bis* relatif au régime fiscal applicable aux traitements et indemnités des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes ; les modalités de déclaration de candidature, les conditions d'exercice de leur propagande électorale ; la composition de la commission chargée du recensement général des votes ; les dispositions relatives aux suppléants ; la procédure de contestation des élections ; l'application de la loi au département de Saint-Pierre et à la collectivité territoriale de Mayotte.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les articles L O 319 et L O 320 du code électoral** (n° **2975**), rapporteur de la commission des lois. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4101) : le texte relatif aux suppléants des députés ; la proposition de loi de M. Cluzel ; les différences entre le texte relatif au Sénat et celui adopté par l'Assemblée nationale ; la distinction entre les sénateurs élus au scrutin majoritaire et ceux élus à la représentation proportionnelle ; les modalités d'application du texte ; (p. 4102) : les différences d'ordre rédactionnel ; le remplacement du remplaçant jusqu'à l'expiration de la liste en cas d'élection de sénateurs à la proportionnelle.

DORLHAC (Mme Hélène)

Secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (condition pénitentiaire) du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (condition pénitentiaire) (Gouvernement Chirac), décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice (condition pénitentiaire) (Gouvernement Chirac), décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. La Combe** (n° **20086**) : **Personnels pénitentiaires** [4 juin 1975] (p. 3674) : hommage au dévouement et à la conscience professionnelle des gardiens de prison ; amélioration de la sécurité des gardiens et de leurs conditions de travail grâce à la réforme pénitentiaire.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **Mme Aliette Crépin : Catastrophe ferroviaire de Vierzy** [18 juin 1975] (p. 4367) : défense des intérêts des ayants droit des victimes.

— **M. Frédéric-Dupont : Fréquence des évasions d'établissements pénitentiaires** [29 octobre 1975] (p. 7532) : les enquêtes confiées à l'inspection générale de l'administration pénitentiaire au sujet des évasions ; renforcement de l'effectif du personnel pénitentiaire ; application du principe de diversification des régimes de détention.

— **M. Foyer : Permissions accordées aux détenus** [10 décembre 1975] (p. 9615, 9616) : caractère illégal des permissions accordées au détenu Moscone.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Justice [17 novembre 1975] (p. 8467) : rend compte de ce qui a été fait pour renforcer l'utilité sociale des peines privatives de liberté ; les deux nouveaux régimes de détention fixés par le décret de mai 1975 ; la modification du régime des permissions de sortie ; le problème posé par le travail pénal en période de récession ; ce qui reste à faire en matière de médecine pénitentiaire ; la revalorisation de de la fonction de surveillant ; la formation professionnelle des détenus ; la prison ne doit pas continuer à former les moniteurs de la délinquance de demain.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8965) : rappelle les mesures qui ont été prises pour faire des prisons des instruments de réinsertion sociale ; si 25 % des détenus récidivent l'année qui suit leur libération, c'est souvent faute de pouvoir assurer normalement leur subsistance ; le bénéfice de l'aide publique aura pour avantage d'inciter les libérés à travailler.

DOUSSET (Maurice)

Député d'Eure-et-Loir
(3e *circonscription*)
(*NI, puis app. RI, puis app. R*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des républicains indépendants (*J.O.* du 5 septembre 1975) [9 septembre 1975] (p. 6074).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aménagement rural [14 avril 1977] (p. 1817), [15 avril 1977] (p. 1876).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Obtention du permis de chasser** [5 mai 1976] (p. 2624) : modalités d'organisation de l'examen imposé.

— **Crise libanaise** [26 mai 1976] (p. 3500, 3501) : possibilité d'organiser à Paris une rencontre des responsables libanais pour mettre fin à l'agonie du Liban.

— **Protection des producteurs français de tomates** [2 juin 1976] (p. 3633) : les pertubations provoquées par la dévaluation de la lire sur le marché de la tomate.

— **Situation de l'emploi aux ateliers GSP de Châteaudun** [10 novembre 1976] (p. 7881) : dégradation de l'emploi dans la branche des machines-outils.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 687). **Discussion générale** [11 octobre 1973] (p. 4290) : défend l'amendement de M. Chassagne tendant à la fixation d'un seuil de deux cents logements pour les ensembles immobiliers.

1974

— **Proposition de loi relative à la durée du travail en agriculture** (n° 540). **Discussion des articles** [18 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5272) : son amendement n° 21 tendant à exclure du champ d'application du texte les exploitations ne comptant qu'un salarié ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5845) : ses observations sur l'aide de l'Etat aux transports scolaires ; les crédits prévus pour le fonctionnement des CET sont insuffisants ; quelles sont les intentions du Gouvernement relatives à l'enseignement technique court ?

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6038) : la progression du budget : l'enseignement agricole ; les maisons familiales ; la carte scolaire ; les crédits d'équipement ; le remembrement ; la diminution du revenu des éleveurs et des producteurs de fruits ; le logement ; la prime à la vache ; les services départementaux ; l'inventaire permanent du cheptel ; les exportations.

1975

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° 946). **Discussion des articles** [11 avril 1975]. **Article 10** (p. 1615) : ses observations sur l'article.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion des articles** [15 octobre 1975]. **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6938) : son amendement n° 495 : possibilité d'exercer le droit de préemption en cas d'adjudication forcée ; adopté. **Article L 211-3 du code de l'urbanisme** (p. 6943) : ses observations sur l'amendement n° 472 de M. Bertrand Denis.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8113) : l'insuffisance des postes d'enseignants d'éducation physique ; (p. 8114) : les inégalités dans l'accès aux activités sportives du fait de la pénurie d'enseignants ; créer un centre régional de la jeunesse et des sports dans chaque académie.

Education [12 novembre 1975] (p. 8193) : le problème de l'éducation des jeunes ruraux ; le problème du ramassage scolaire notamment dans les régions à habitat dispersé ; l'attribution des bourses ; aider les communes ayant procédé à des regroupements pédagogiques.

Intérieur : commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République (réunion ouverte à tous les membres de l'Assemblée nationale) ; débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits budgétaires [6 novembre 1975]. Annexe à la troisième séance [13 novembre 1975] (p. 8329) : le régime des aides au développement régional ; la création de villes nouvelles dans la région parisienne (p. 8330).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé** (n° 1934). **Discussion des articles** [17 décembre 1975]. **Article premier** (p. 9931) : appelle l'attention du Gouvernement sur l'indemnisation de certains dommages matériels subis par les sapeurs-pompiers volontaires.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Discussion des articles** [13 avril 1976]. **Après l'Article 18** (p. 1640) : défend l'amendement n° 201 de M. Mesmin : prévoir des mesures restrictives pour que des constructions à usage d'habitation ne soient pas édifiées dans des conditions d'endigage ; repoussé. **Article 19** (p. 1642) : défend l'amendement n° 202 de M. Mesmin ; substitution du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres au département dans l'exercice du droit de préemption ; retiré.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [16 juin 1976]. **Article 5** (*suite*) (p. 4198) : son amendement n° 276 relatif aux terrains provenant de lots remembrés ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports. Examen des crédits [3 novembre 1976]. **Après l'Article 72** (p. 7461) : son amendement n° 235 prévoyant le dépôt d'un rapport sur la recherche de moyens budgétaires et extra-budgétaires en faveur du sport ; la modestie

des moyens ; la nécessité de sortir du cadre budgétaire ; l'aide accordée aux associations sportives par les entreprises ; les avantages fiscaux possibles ; les dérogations ; adopté.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 59** (p. 8529) : l'assujettissement d'un certain nombre d'agriculteurs au système du bénéfice réel ; la date d'application du texte ; (p. 8530) : les tracasseries de la comptabilité.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1721) : les lacunes de la réglementation des sablières et des gravières ; la diminution constante de la surface agricole utile ; la nécessité de réglementer l'ouverture des carrières en zones agricoles ; mettre en place un dispositif efficace s'appuyant sur le zonage des POS et les zones d'environnement protégé ; les conditions de remise en état des carrières pour l'exploitation agricole. **Discussion des articles. Article 17 : Article 83 du code minier** (p. 1730) : son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 15 de M. Frédéric-Dupont : prise en compte lors de l'abandon de l'extraction des intérêts de l'activité agricole ; son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 15 de M. Frédéric-Dupont : remise en état des lieux à des fins agricoles dans des conditions définies par décret ; sous-amendements n° 48 et n° 49 adoptés ; (p. 1731) : son amendement n° 53 : prise en compte des activités agricoles en cas d'abandon de l'extraction ; devenu sans objet. **Article 84 du code minier** (p. 1732) : son amendement n° 21 : prise en compte de la densification excessive des gravières ou sablières ; retiré ; le « mitage » de l'espace rural. **Article 85 du code minier** (p. 1733) : son amendement n° 52 : prise en compte de la sauvegarde de l'activité agricole lors de l'exploitation de carrières et de sablières ; adopté. **Article 18** (p. 1734) : son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 22 du Gouvernement : date à partir de laquelle pourra courir le délai ouvrant droit aux sanctions ; indique qu'il souhaite que le délai de cinq ans puisse partir du jour où expire le délai imposé à l'exploitant carrier par le préfet ; adopté. **Avant l'Article 21** (p. 1736) : son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 35 du Gouvernement : consultation de certains organismes avant autorisation d'exploitation de carrières ; retiré ; (p. 1737) : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 44 du Gouvernement : prise en compte des activités agricoles lors de la remise en état des sols après exploitation ; adopté ; son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 44 du Gouvernement : organismes consultés lors de l'établissement du schéma d'exploitation coordonnée des carrières; retiré; [13 avril 1977] : **Article 24 : Article 134 du code minier** (p. 1762) : son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 24 du Gouvernement : réduction ou annulation du délai de communication des documents et renseignements relatifs aux recherches ayant pour objet l'exploitation des sables et graviers.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2256) : les graves répercussions de la crise sur l'emploi ; l'absence de construction par la majorité d'un modèle de société précis ; l'ampleur du programme en faveur de l'emploi ; les insuffisances du programme d'action gouvernemental ; l'importance du secteur agricole ; le niveau du revenu agricole ; les prix communautaires ; l'inquiétude suscitée par la politique d'élargissement de la Communauté européenne ; élaborer un projet susceptible de recueillir un large assentiment sur l'essentiel.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8379) : les lois d'orientation de 1960 et de 1962 ; l'action satisfaisante des SAFER ; (p. 8380) : les objectifs des SAFER ; la rétrocession des terres ; l'absence de dispositions précisant l'attitude des SAFER au moment de l'exercice du droit de préemption ; la constitution des GFA ; la soumission des démembrements importants à la commission départementale des structures ; la publicité et la motivation des décisions des SAFER ; améliorer la gestion des SAFER ; (p. 8381) : le pouvoir de décision du conseil d'administration des SAFER ; la représentation des élus locaux et des professionnels ; l'harmonisation des dispositions législatives ; la politique d'aménagement des structures agricoles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8393) : souhaite que son sous-amendement n° 60 se rapportant à l'amendement n° 10 de M. Bizet qui vient d'être retiré soit rattaché à l'amendement n° 76 de M. Maurice Cornette ; son sous-amendement n° 60 rectifié à l'amendement n° 76 de M. Maurice Cornette : extension de la publicité aux acquisitions à l'amiable ; les motifs de cette disposition ; repoussé ; (p. 8394) : son amendement n° 61 : conditions de définition par le préfet des conditions d'exercice du droit de préemption ; la préemption des terrains à vocation agricole quelle que soit leur dimension ; (p. 8395) : prendre en considération l'ensemble des critères de la politique des structures et de modernisation des exploitations ; amendement n° 61 repoussé. **Article 4** (p. 8400) : souhaite que son sous-amendement n° 62 se rapportant

à l'amendement n° 14 de M. Bizet qui vient d'être retiré soit rattaché à l'amendement n° 22, deuxième rectification de M. Bertrand Denis ; son sous-amendement n° 62 rectifié à l'amendement n° 22, deuxième rectification de M. Bertrand Denis : non-application du droit de préemption aux zones destinées à la construction en application des dispositions du document d'urbanisme public ou approuvé ; la nature du critère représenté par les documents d'urbanisme ; l'impossibilité pour les SAFER de préempter en présence d'un document d'urbanisme ; sous-amendement n° 62 rectifié retiré.

DRAPIER (Robert)

Député de Meurthe-et-Moselle
(7e circonscription)
(NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1974] (p. 735).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1639) relatif à la nationalisation de l'**électricité** dans les départements d'outre-mer (n° **1672**) [21 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1170) modifiant certaines dispositions du titre VIII du livre premier du **code rural** (n° **1673**) [21 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1761), relatif à la **nationalisation** de l'**électricité** dans les **départements d'outre-mer** (n° **1783**) [19 juin 1975].

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**), rapporteur. **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3195) : l'annonce faite par le Président de la République le 13 décembre 1974 de la nationalisation de l'électricité dans les DOM ; un texte qui répond à la nécessaire départementalisation économique ; le problème du financement des investissements et du coût excessif de l'électricité dans les DOM ; la nationalisation totale, seule solution au problème du financement des investissements ; l'alignement progressif des tarifs de l'électricité sur ceux de la métropole ; l'augmentation prévisible des tarifs métropolitains du fait de la nationalisation ; la possibilité de ramener le délai de sept à cinq ans ; le souhait de la commission de la production d'une étude sur les possibilités existantes en matière énergétique dans les DOM. **Discussion des articles** (p. 3204). **Après l'Article 4** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. C. Wéber ; son amendement n° 3 : prévoir l'alignement des tarifs sur la métropole dans un délai de cinq ans ; accepte le sous-amendement du Gouvernement portant le délai à sept ans ; adopté.

DRONNE (Raymond)

Député de la Sarthe
(3e circonscription)
(App. RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'apparente au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe des réformateurs démocrates sociaux [28 juin 1974] (p. 3212).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [28 juin 1974] (p. 3212).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278). [2 avril 1977] (p. 1464).

Président de cette commission [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **instituer le sursis-contrat** (n° **172**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 188-8 du code rural et relative à certaines créations et extensions d'exploitations agricoles** (n° **293**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** portant **réforme du régime des bouilleurs de cru** (n° **336**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les membres des forces françaises libres, les engagés volontaires de la guerre 1939-1945 et les combattants volontaires de la Résistance de l'assimilation de leurs périodes de services effectifs à des trimestres d'assurance pour la détermination des pensions de vieillesse de la sécurité sociale** (n° **650**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **conférer à titre posthume la dignité de maréchal de France au général d'armée Pierre Kœnig** (n° **737**) [31 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier et à compléter la **loi n° 72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** (n° **1130**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 3 de la **loi n° 72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** (n° **1134**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à préciser l'interprétation de l'article L. 18 du code des pensions civiles et militaires de retraite, relatif aux **majorations de pensions pour enfants** (n° **1137**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les articles L. 588 et L. 602 du **code de la sécurité sociale** (n° **1139**) [10 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 756), tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par l'application aux **fonctionnaires militaires** d'une **indemnité familiale d'expatriation** (n° **1651**) [16 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 66-500** du 11 juillet 1966 portant **réforme de l'adoption** (n° **2330**) [26 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 2157), tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été supprimée aux **militaires en service en Allemagne** entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963 l'**indemnité familiale d'expatriation** (n° **2428**) [24 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 2, II (paragraphe a) de la **loi n° 75-678** du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une **taxe professionnelle** (n° **2546**) [13 octobre 1976].

— **Rapport** supplémentaire au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur les propositions de loi :

— (n° 756) tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par l'application aux fonctionnaires militaires d'une **indemnité familiale d'expatriation ;**

— (n° 2157) tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été supprimée aux militaires en service en Allemagne entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963 l'**indemnité familiale d'expatriation ;**

— (n° 2853) tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été supprimée aux militaires en service en Allemagne entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963 l'**indemnité familiale d'expatriation ;**

(n° **2904**) [18 mai 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **2090**) : **Réorganisation des services extérieurs de la direction générale des impôts** [29 juin 1973] (p. 2722, 2723, 2724) : centralisation des services extérieurs de la direction générale des impôts ; inconvénients pour l'établissement des « titres de mouvement ».

— (n° **2161**) : **Crise de l'apprentissage** [7 décembre 1973] (p. 6802, 6803) : préapprentissage ; réduction des interdictions destinées à protéger les apprentis.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2963) : les épreuves subies par l'armée française depuis trente-cinq ans ; l'insuffisance de la vocation face aux difficultés matérielles ; l'élaboration des nouveaux statuts : le sentiment de

déclassement des militaires par rapport à la fonction publique ; la majoration du prêt du soldat ; l'indemnité d'expatriation en Allemagne ; le problème du syndicalisme dans l'armée ; la crise morale d'une partie du contingent ; l'absence de menaces qui conduit au laxisme général ; une armée qui doit reprendre contact avec la nation ; (p. 2964) : les vrais responsables : ceux qui laissent le contingent dans l'inactivité ; le problème de la protection civile.

• *question orale sans débat :*

— (n° 20722) : **Travaux de décoration des constructions scolaires** [20 juin 1975] (p. 4584, 4585) : conditions d'utilisation des sommes provenant de l'affectation de 1 % des crédits de construction scolaire à la réalisation de travaux de décoration ; choix des artistes.

• *question au Gouvernement :*

— **Sort des anciens harkis** [25 juin 1975] (p. 4713) : les camps de harkis ; l'incident de la mairie de Saint-Laurent-des-Arbes, dans le Gard.

• *question orale sans débat :*

— (n° 22742) : **Violence et pornographie** [10 octobre 1975] (p. 6786) : souhait de la majorité des Français de voir le Gouvernement agir rapidement pour arrêter le déferlement de la violence et le développement de la pornographie ; (p. 6787) : nécessité d'un fonctionnement plus rapide de la justice ; importance du rôle de la police ; désire une réaction plus ferme contre les films violents et pornographiques.

• *questions au Gouvernement :*

— **Légion étrangère** [13 octobre 1976] (p. 6545) : les titres de la Légion à la reconnaissance du pays.

— **Complément de prestations d'alcool vinique** [11 mai 1977] (p. 2644) : nécessité d'adapter la décision de distillation prise par la Communauté à la situation des régions de petite viticulture.

• *questions orales sans débat :*

— (n° 38635) : **Œuvres de l'enfance française d'Indochine** [17 juin 1977] (p. 3968) : suppression de l'aide financière de l'Etat à la fédération des œuvres de l'enfance française de l'Indochine (FOEFI).

— (n° 38776) : **Revalorisation de la condition militaire** [24 juin 1977] (p. 4211, 4212, 4213) : nécessité de mettre fin au contentieux concernant l'indemnité d'expatriation en Allemagne, les échelons pour les sous-officiers, les problèmes des retraités.

— (n° 42381) : **Répartition des aides au développement régional** [25 novembre 1977] (p. 7960) : injustice de cette répartition ; situation du département de la Sarthe, son classement en zone C.

• *question au Gouvernement :*

— **Défectuosités des piscines industrialisées** [14 décembre 1977] (p. 8707) : défectuosités des piscines du type « Tournesol » réalisées dans l'opération « mille piscines ».

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [11 mai 1973] (p. 1203) : rappelle la subsistance du contentieux entre les anciens combattants et le Gouvernement ; (p. 1204) : en souligne les éléments les plus importants ; évoque le cas des survivants de Rawa-Ruska et des camps installés en Indochine, la situation injuste faite à des volontaires de la dernière guerre pour le calcul de la retraite, la non-prise en compte de leurs années de combat ; annonce le prochain dépôt d'une proposition de loi sur ce sujet, les mesures de cristallisation des pensions résultant de l'article 170 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 qui lèse les anciens combattants de l'Union française ; souhaite que le Gouvernement établisse un plan triennal applicable à partir de 1974 ; souhaite des mesures législatives ; rappelle que le rôle d'un vrai Parlement est de légiférer et de contrôler le Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2051) : a voté contre la loi du 9 juillet 1970, injustices du régime antérieur à ce texte, nouvelles inégalités instituées par cette loi, maintien de catégories privilégiées, acceptation par le Gouvernement d'un aménagement des dispositions relatives au sursis, insuffisance des mesures proposées, solution partielle, prétexte d'agitation, ses propositions de loi préconisant l'institution d'un sursis-contrat, mise à la disposition de l'armée de cadres et de techniciens de valeur ; (p. 2052) : son amendement tendant à permettre l'institution du sursis-contrat à titre expérimental dans certaines écoles, avantages du sursis, difficultés psychologiques de la reprise des études après l'accomplissement du service, intérêt de l'armée à recruter dans le contingent des cadres et techniciens, caractère indispensable de ce recrutement pour une armée de conscription, ses réserves sur l'armée de métier. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Après l'Article 2** (p. 2098) : son amen-

dement tendant à permettre une expérimentation du sursis-contrat ; répond aux arguments du Gouvernement ; maintient son amendement ; ses arguments contre l'amendement de M. Chinaud.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5411) : situation morale et matérielle des militaires de carrière ; déclassement au regard des parités établies en 1945 ; demande l'établissement d'un calendrier en vue de parvenir à la parité avec les fonctionnaires civils ; échelles de solde des sous-officiers, pensions, retraites ; condition morale des militaires ; soutien moral de la nation. **Article 46** (p. 5435) : son amendement de suppression ; n'estime pas justifiée la distinction entre les fonctionnaires en activité et ceux qui sont à la retraite ; refus de remboursement du 1 % de cotisation supplémentaire versé par les retraités ; caractère illégal de cette mesure ; intervention de l'exécutif dans le fonctionnement de la justice.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7037) : propose une consultation de l'ensemble du corps électoral sur ce sujet et demande que l'opinion des femmes soit connue à part de celle des hommes ; estime qu'une telle procédure n'est pas prévue mais n'est pas interdite, mais qu'il faut innover ; rappelle que la motion de renvoi en commission qu'il a déposée permettrait de procéder à une consultation pendant l'intersession ; devant l'opposition du ministre à la consultation qu'il propose, il retire sa motion de renvoi.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Après l'Article 7** (p. 5115) : son amendement n° 26 : plafonnement des cotisations des militaires de carrière ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [8 novembre 1974] (p. 6111) : les maisons familiales rurales ; la production des taurillons ; l'ONIBEV ; l'expérimentation du chanvre à papier ; la concertation ; le soutien par les prix préférable aux aides.

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6185) : la loi de programme et la condition militaire ; (p. 6186) : le malaise ; les rémunérations ; les départs ; l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne ; les syndicats professionnels ; les indemnités catégorielles ; la retraite ; le statut des officiers et des sous-officiers. **Avant l'Article 50 :** son amendement n° 123 demande au conseil supérieur de la fonction militaire un rapport sur la situation indiciaire des militaires ; rejeté.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6308) : ses observations relatives aux différentes revendications restant en suspens.

Economie et finances. — **I. Charges communes** [20 novembre 1974] (p. 6865) : défend son amendement n° 181 demandant au Gouvernement une étude sur l'évolution des pensions de retraite des militaires de carrière, notamment celles des sous-officiers ; rappelle que de nombreux sous-officiers qui ont de magnifiques états de service, mais peu de brevets, ont été mis à la retraite à des échelles inférieures à l'échelle 3 ou à l'échelle 2 ; demande une étude précise sur ce problème.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 943). **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6915) : ses observations relatives aux supplétifs abominablement suppliciés ; leur hébergement à la cité d'accueil de Saint-Maurice-l'Ardoise.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7197) : présente une motion de renvoi à la commission ; [illegible].

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° 1907). **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7080) : déplore les conditions du débat ; relève les innovations du projet : création de deux nouveaux grades de sous-officiers et système de créneaux d'avancement pour les officiers ; souhaite des précisions quant au sort réservé aux retraités ; (p. 7091, 7092) : son rappel au règlement ; se plaint que ses amendements aient été déclarés irrecevables par la commission des finances alors qu'il les avait assortis de compensations financières. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7095) : ses observations sur les propos du ministre de la défense relatifs à l'amendement n° 26 de M. Mourot ; (p. 7100) : son amendement n° 28 : donner la qualité de militaire de carrière à tous les retraités ; repoussé. **Après l'Article 4** (p. 7108) : son amendement n° 47 :

favoriser le départ volontaire des cadres après quinze ans de services en facilitant leur accès à la fonction publique ou leur entrée dans le secteur privé ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 7108) : son amendement n° 32 : ne pas écarter du droit au travail les retraités militaires bénéficiant d'une pension de retraite rémunérant moins de trente-sept années et demie de service effectif ; repoussé. **Explications de vote** (p. 7115) : le vote positif du groupe des réformateurs.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7619) : la revalorisation de la condition militaire ; (p. 7620) : la persistance du malaise au sein du contingent ; le choix qui s'impose en faveur de l'Europe ; l'absence de protection contre une attaque atomique.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7693) : l'effort fait en matière d'appareillage des mutilés ; l'absence de loi programme ; accorder un supplément de crédits pour les veuves et les ascendants à la mise à parité. **Examen des crédits. Après l'Article 67** (p. 7710) : ses amendements n^{os} 167, 168 et 169 : situation des orphelins de guerre handicapés majeurs ; rappelle les inconvénients de la législation en vigueur ; (p. 7711) : le maintien de l'handicapé en tutelle de sa mère ; l'interdiction de tout travail ; la complexité de la procédure d'attribution des pensions et la non-affiliation à la sécurité sociale ; la nécessité de revenir sur ces dispositions ; retire son amendement n° 169 ; amendements n^{os} 167 et 168 ; adoptés.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7930) : observe que le montant de l'aide aux agriculteurs dont le bétail est atteint de brucellose n'est pas suffisant ; demande l'actualisation des barèmes d'indemnisation, la généralisation de l'aide du FORMA et l'octroi de prêts spéciaux à 4 % ; réclame l'application d'un coefficient d'adaptation qui tiendrait compte du revenu d'exploitation pour corriger le calcul des cotisations sociales effectué en fonction du seul revenu cadastral ; exemption du versement des cotisations sociales pour les aides familiaux en service national fractionné.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3281) : les affrontements qui se succèdent de par le monde malgré la détente ; l'accroissement à une cadence inquiétante des moyens militaires considérables de la Russie ; l'importance des forces massées face à l'Est de l'Europe occidentale ; les conditions de la guerre future : guerre nucléaire, guerre des gaz, guerre menée à l'intérieur du pays par des auxiliaires de l'envahisseur ; le problème du choix de notre système de défense ; les risques d'un choix unique ; la nécessité d'une défense fondée sur la dissuasion nucléaire et les forces conventionnelles ; (p. 3282) : les graves déficiences de notre système de défense ; les raisons de cette déficience : la décroissance constante du budget de la défense, l'incohérence des décisions ; l'absence de défense valable en 1982 même si la programmation est réalisée : la chute du tonnage de la flotte malgré les risques de conflits indirects, la situation de l'armée de l'air qui ne recevra ses Mirage 2000 qu'en 1982, l'absence de résolution du problème de la défense antiaérienne de l'armée de terre ; les choix méritoires qu'opère néanmoins la programmation ; (p. 3283) : la disposition par la France d'un personnel compétent mais dont le moral est atteint ; l'effort non négligeable que représente malgré ses lacunes le projet de loi. **Explications de vote** [25 mai 1976] (p. 3464) : le vote positif du groupe des réformateurs, des centristes et démocrates sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7732) : une nouvelle étape dans la politique de la défense de la France ; l'armement nucléaire ; une force nucléaire stratégique crédible ; l'importance des crédits affectés à la revalorisation de la condition militaire ; la modernisation de nos forces classiques ; la revalorisation du prêt des appelés ; les retraités ; les veuves dites allocataires ; le droit à la majoration pour enfants et le droit à pension d'invalidité au taux du grade ; le complément en autorisations de programme ; la confusion entre les autorisations de programme et les crédits de paiement ; le laxisme et l'incohérence dans l'usage des autorisations de programme au ministère de la défense ; (p. 7733) : la création d'une commission administrative pour étudier les plans de charge des arsenaux ; l'exécution du budget de 1976 ; l'échéancier ; les pays étrangers ; les choix ; les inégalités dans le service national tel qu'il est effectué actuellement ; l'aide apportée au monde rural pendant la sécheresse ; la lutte difficile contre les assauts de la marée noire. **Examen des crédits. Crédits militaires. Article 28** (p. 7763) : l'échéancier de la loi de programmation ; une commission administrative pour étudier les plans de charge des arsenaux.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Après l'Article 62** (p. 8536) : son amendement n° 29 ; l'exonération des exploitations agricoles n'ayant pas un caractère industriel et de certains organismes agricoles ; mettre fin à une iniquité fiscale ; résoudre tout de suite le problème ; adopté.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9431) : la soumission à la taxe professionnelle de grandes entreprises industrielles jusqu'ici exonérées ; la nécessité d'apaiser les appréhensions dans les milieux agricoles ; (p. 9433) : demande si les communes pourront inscrire dans leur budget une recette correspondant à la taxe professionnelle.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8915) : son amendement n° 15 indiquant que l'adoption peut être demandée conjointement après deux ans de mariage par deux époux non séparés de corps dont l'un au moins est âgé de plus de vingt-cinq ans ; repoussé ; (p. 8916) : son amendement n° 16 ; retiré.

1977

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2418**). **Discussion générale** [20 avril 1977]. **Question préalable** (p. 1986) : les raisons politiques qui militaient en faveur d'une demande préalable de l'avis de l'assemblée territoriale.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion des articles** [17 mai 1977]. **Après l'Article 4** (p. 2825) : son amendement n° 1 : non-attribution du bénéfice de l'exonération aux grandes entreprises industrielles telles que les entreprises d'accouvage ; les conséquences sur les finances locales des exonérations ; (p. 2826) : la réserve de l'objet de son amendement n° 1 aux grandes entreprises industrielles ; les critères à utiliser pour déterminer le caractère industriel des grandes entreprises ; le problème de l'équilibre des finances communales ; (p. 2827) : le caractère illégitime de l'exonération dont bénéficient certaines entreprises importantes (p. 2828) ; amendement n° 1 repoussé.

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix** (n° **1526**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 4** (p. 4377) : la détermination des mesures d'application par voie réglementaire.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6921) : le service militaire adapté (SMA) ; les recommandations de la commission de la défense nationale à propos du SMA ; la nécessité de la création d'une compagnie supplémentaire ; l'insuffisance du nombre des moniteurs ; le manque à la Réunion de professionnels qualifiés ; les crédits affectés aux travaux ; (p. 6922) : les travaux réalisés par la légion à Mayotte ; les besoins d'équipement de l'île de Mayotte ; l'extension du SMA à Mayotte.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, président de la commission de la défense nationale [9 novembre 1977] (p. 7236) : la part représentée par le budget de la défense nationale dans le budget général et le PNB ; la comparaison internationale de la proportion des dépenses militaires par rapport au PNB ; (p. 7237) : les dépenses militaires de l'Union soviétique ; la loi de programmation militaire ; la situation des personnels ; le problème de la marine ; la situation des retraités ; les mesures à prendre ; les dépenses de matériels ; le problème de la dissuasion ; la mise en chantier du sixième SNLE ; la réalisation de travaux de protection contre les assauts nucléaires ; (p. 7238) : la thèse de la crise préalable ; la conception soviétique de la détente ; le projet de budget pour 1978. **Examen des crédits. Article 37** (p. 7274) : son amendement n° 204 : réduction des mesures nouvelles du titre III ; la réduction des crédits affectés aux missions à l'étranger et à des frais de déplacement ; le problème des retraités militaires et des veuves de militaires ; repoussé ; (p. 7275) : son amendement n° 205 : réduction des mesures nouvelles du titre III ; les crédits du chapitre réservé aux services communs « frais de déplacement » ; l'octroi de l'échelle 4 aux adjudants-chefs, adjudants et assimilés retraités avant 1951 ; la lenteur de la concertation mise en place pour régler le problème de l'octroi de l'échelle 4 à certains militaires ; retiré.

DROUET (Maurice)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(3e circonscription)
(RCDS).

En remplacement, le 13 février 1976, de M. Méhaignerie nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* du 14 février 1976, p. 1063) [2 avril 1976] (p. 1272).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux (*J.O.* du 28 février 1976, p. 1358) [2 avril 1976] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges (*J.O.* du 4 mars 1976, p. 1450) [2 avril 1976] (p. 1277), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Après l'Article 5** (p. 8117) : son amendement n° 4 rectifié : transfert d'assiette de la taxe perçue au profit du BAPSA sur les blés tendres destinés à la consommation humaine, l'exonération de la taxe au profit du BAPSA sur les blés destinés à l'alimentation humaine ; adopté.

DRUON (Maurice)

Ministre des affaires culturelles du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Est nommé ministre des affaires culturelles (deuxième gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministres des affaires culturelles (deuxième gouvernement Messmer). — Décret du 27 février 1974. [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des affaires culturelles :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Claudius-Petit : Protection des œuvres d'art** [11 mai 1973] (p. 1215, 1216) : la multiplication des vols d'œuvres d'art ; les dispositions de la loi du 31 décembre 1913 et de la loi du 25 décembre 1970 ; le classement d'un grand nombre d'objets d'art et l'inscription à l'inventaire supplémentaire ; la création de « trésors » locaux.

— **M. Ralite : Création artistique** [11 mai 1973] (p. 1216).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. de Poulpiquet** (n° 773) : **Constructions dans les sites classés** [11 mai 1973] (p. 1230, 1231) : les dispositions prises par le Gouvernement pour faciliter la délivrance des permis et autorisations de construire.

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Fillioud** (n° **900**), **Leroy** (n° **1188**), **de Broglie** (n° **1242**), **Flornoy** (n° **1243**), **Michel Durafour** (n° **1262**), **Claudius-Petit** (n° **1265**) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1493 à 1497, 1501) : intervention sur le sens et l'usage des libertés publiques ; mise au point définitive sur le communiqué donné à l'agence France-Presse ; les grandes lignes de sa politique ; son étonnement devant le vacarme soulevé par ses propos ; l'impossibilité de faire croire que l'auteur du « Chant des partisans » pourrait être devenu un adversaire de la liberté ; les limites fixées à la liberté par les règles de la société démocratique (déclaration adoptée le 16 septembre 1946 à l'unanimité par les Nations unies) ; contrôle des films ; les missions du ministère des affaires culturelles : préserver le patrimoine et favoriser sa diffusion, former les conservateurs et les interprètes, simplifier la création littéraire et artistique ; rénovation de Paris ; lutte contre les opérations immobilières purement spéculatives risquant de défigurer la ville ; augmentation nécessaire des crédits du fonds d'intervention culturelle ; moyens dont dispose l'Etat pour aider la création ; subventions à l'art dramatique ; nécessité de donner aux créateurs le statut social qui doit être le leur ; création d'un fonds d'aide national de la musique, d'un fonds d'aide aux jeunes virtuoses ; aide aux écrivains : protection sociale, régime fiscal, définition et protection de la propriété littéraire ; (p. 1507) : sa volonté d'assumer les missions de son ministère au service de la liberté.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des affaires culturelles :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5489) : évoque la différence entre l'œuvre d'art et la tâche du Gouvernement ; (p. 5490) : ainsi que la lenteur des procédures administratives ; la disparité entre les missions et les moyens de son ministère ; « Les 50 millions de Français » ; la politique suivie en faveur du théâtre ; l'augmentation

du budget ; (p. 5491 à 5494) : le sauvetage du plus grand nombre possible de monuments ; l'importance du service des archives ; (p. 5492) : l'orientation nouvelle du patrimoine artistique ; les efforts consentis en faveur des musées de province ; la musique de l'Opéra de Paris ; la rénovation de la Comédie française ; la décentralisation dramatique ; (p. 5493) : l'aide au théâtre privé ; (p. 5493, 5494) : le cinéma, la gestion du fonds de soutien, le centre national des lettres, le centre Beaubourg ; (p. 5506) : le cirque ; (p. 5508) : la décentralisation dramatique ; la suppression de l'émission « Chefs-d'œuvre en péril » antérieure à l'arrivée du ministre ; l'inventaire du patrimoine architectural de la Bretagne ; Avignon ; la presse filmée ; l'équilibre à maintenir entre Paris et les régions ; le sauvetage de la maison dorée (celle des grands boulevards) ; la musique sacrée ; la débudgétisation des eaux et fontaines de Versailles, Marly et Saint-Cloud ; l'alimentation en eau potable du palais de Versailles puis des vingt-six communes de la banlieue de Paris ; la solution envisagée par la création d'un syndicat intercommunal ; parle sur les amendements de la commission des finances et des affaires culturelles tendant à réduire les crédits du titre III de l'état B (entretien des fontaines du château de Versailles) ; parle sur l'amendement de la commission des finances tendant à réduire les crédits du titre III (entretien des bâtiments civils), le regroupement nécessaire de tous les travaux importants à exécuter par le service du bâtiment civil ; (p. 5509) : entretien assuré par des architectes fonctionnaires ; parle sur l'amendement de la commission des finances tendant à réduire les crédits du titre III (augmentation des crédits demandée pour l'Opéra de Paris), la défense de l'Opéra qui doit être maintenu à Paris, la décision prise l'année dernière de rajeunir l'Opéra.

DUBEDOUT (Hubert)

Député de l'Isère
(2e *circonscription*)
(*App. FSRG, puis PSRG*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [3 décembre 1974] (p. 7327).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [3 décembre 1974] (p. 7327).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Donne sa démission du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [6 avril 1976] (p. 1368).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi relative à l'action civile des associations représentatives de consommateurs devant les juridictions répressives** (n° **370**) [24 mai 1973] ;

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 34 : Travail et santé publique.** I. - Section commune. — III. - Santé publique (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 29 : Santé** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Bubgets civils. — **Annexe 29 : Santé** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** relative à la composition des **conseils municipaux** des communes de plus de 60.000 habitants (n° **2458**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** sur **l'architecture** et le **cadre de vie** (n° **2780**) [13 avril 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 889) : interruption des orateurs de gauche par les membres de la majorité.

— **M. Debré** (n° **13873**) : **Politique en matière de population** [9 octobre 1974] (p. 4914, 4915) : prestations familiales ; éducation des enfants d'immigrés ; politique du troisième et du quatrième âges ; budget de la santé et de l'action sociale.

• *questions au Gouvernement :*

— **Capacité d'accueil des collèges d'enseignement technique de la région Rhônes-Alpes** [18 décembre 1974] (p 8041).

— **Estimation de certaines recettes prévues par le projet de loi foncière** [21 mai 1975] (p. 2934).

— **Maintien d'industries de haute technologie** [12 mai 1976] (p. 2925) : menaces de rachat pesant sur l'usine Ugine - Carbone et sur la firme Richer.

— **Taxe professionnelle** [17 novembre 1976] (p. 8156) : proteste contre l'interprétation faite par M. Boulin dans *Sud-Ouest* de son amendement relatif à la taxe d'habitation et non à la taxe professionnelle, devenu l'article 11-4 de la loi du 29 juillet 1975, alors que l'article 11-3, source de difficultés, est d'origine gouvernementale.

— **Attentats commis à la Bourse du travail de Grenoble** [27 avril 1977] (p. 2212) : prise en charge de la remise en état des locaux de la Bourse du travail de Grenoble.

— **Expulsion d'un travailleur immigré** [23 novembre 1977] (p. 7838) : situation de Mohamed Zerouki, condamnation par les socialistes de la prise d'otages civils pour des motifs politiques ; respect de la déclaration des droits de l'homme.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion des articles** [9 mai 1973]. **Article 4** (p. 1092) : ses observations, interventions des inspecteurs de la salubrité.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1345) : ses réflexions sur l'objectif du débat ; estime que ce débat doit se placer au niveau de la politique quotidienne ; expérience des maires ; situation dans les HLM ; vie dans les cités urbaines ; travailleurs immigrés ; question orale avec débat posée au Premier ministre pour traiter à son niveau des problèmes des travailleurs migrants ; ses observations sur le fonctionnement des institutions ; rend hommage aux fonctionnaires du ministère de l'équipement ; (p. 1346) : ses observations sur les intentions exprimées par le ministre de l'équipement ; rappelle que l'urbanisme dépend de plusieurs ministres ; ses observations sur l'attitude de la majorité en matière d'urbanisation ; opposition de la majorité et du Président de la République à l'établissement d'une taxe d'urbanisation ; son accord avec un certain nombre de textes élaborés ; suite d'impulsions ne constituant pas une politique conduite en fonction d'une vision de la société ; ses observations sur la directive du ministre de l'équipement ; procédures relatives aux ZUP et aux ZAC ; équilibre entre HLM et autres bâtiments en accession à la propriété ; caractère interministériel de l'action en matière d'urbanisme ; contrats de plan ; s'interroge sur l'efficacité des comités interministériels relatifs à l'urbanisme ; rôle du représentant du ministère de l'économie et des finances ; manque de cohérence dans les équipements ; politique menée par le ministre de l'économie et des finances ; décollage industriel et contrôle des crédits d'équipement collectif ; (p. 1347) : sa réponse à M. Hamel ; sa volonté d'être constructif, souhaite que l'action soit définie en termes politiques, que la population soit associée à tous les niveaux à l'expression des besoins ; ses critiques sur les conditions d'élaboration du Plan ; son expérience au niveau départemental ; ses observations sur le rôle du ministre ; attitude des municipalités à l'égard des HLM ; ses observations sur la conception qu'ont les maires de leur cité ; complexité des démarches qu'ils doivent entreprendre ; sujétions qui sont les leurs ; temps consacré à la pratique de la démocratie dans la cité ; statut des élus locaux réclamé par les maires ; situation du personnel communal ; ses réserves sur les dispositions prises dans ce domaine ; (p. 1348) : situation des maires dans les villes nouvelles ; cas de l'Angleterre ; ses observations sur le rôle des conseils généraux ; action des technostructures sur les territoires en cours d'urbanisation ; organisation des villes ; sa référence au rapport sur la Grande Borne, à l'architecte Aillaud ; sa conception de la ville privilégiant les quartiers bien organisés et bien structurés ; ses critiques à l'égard des zones de villas collectives ; conception anglaise et ses conséquences sur le plan économique ; localisation actuelle des quartiers dépendant en fait de la spéculation ; besoin de reconsidérer la vocation des centres villes ; loi Malraux de 1962 ; loi d'orientation foncière ; association foncière urbaine des propriétaires privés ; mesures à prendre pour lutter contre

la spéculation dans les secteurs privilégiés de la ville ; maîtrise des sols par les collectivités locales ; rôle des organismes HLM ; estime que le centre des villes doit être un véritable service public de la collectivité locale ; (p. 1349) : restructuration des centres villes ; contrat entre le Gouvernement et les municipalités ; innovation et qualité architecturale ; politique de l'urbanisme menée par la direction générale des impôts ; cas des CES, des complexes sportifs évolutifs, vie des quartiers ; coût des équipements et de l'animation ; rend hommage aux fonctionnaires des services de l'aménagement du territoire ; disproportion du développement entre l'Est et l'Ouest ; estime que l'action menée n'a pas été à la dimension de l'objectif ; choix de son groupe d'une politique qui privilégie la vie sociale dans la ville autour des équipements collectifs ; ville au service de l'homme, du travailleur, de la famille.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1825) : changement de nature de l'éducation nationale, mai 1968, réforme des différents cycles d'enseignement, propos de Jaurès sur la finalité de l'école ; (p. 1826) : expression politique de la nation au niveau du Président de la République et de ses conseillers, regrette que le Parlement ne puisse pas dialoguer avec ces derniers, nécessité de soutien sur le plan financier, appui du Président de la République à la réforme.

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° **344**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2375) : compétence de plusieurs ministères vis-à-vis des travailleurs immigrés, problèmes posés aux maires ; (p. 2376) : accroissement du nombre des travailleurs immigrés, caractère européen du problème, nécessité d'un débat au niveau du Premier ministre, participation du Premier ministre aux séances de l'Assemblée.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° **448**). **Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article premier** (p. 2624) : son opposition à l'amendement de M. Fanton risque d'affecter *a priori* à ces espaces une valeur de construction, conséquences pour les collectivités locales, intérêt du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche pour ce problème, sa demande de suspension de séance, taxation de plus-value foncière au bénéfice du Trésor, perception d'une soulte au profit de la collectivité locale, nécessité d'un examen au fond, la signification d'un renvoi que prendra son vote en faveur de l'amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Equipement et logement [15 novembre 1973]. **Article 37** (p. 5805) : ses observations sur les amendements : redistribution des crédits HLM, renchérissement des loyers HLM, besoins en logements sociaux ; regrette les conditions de la discussion.

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur spécial [16 novembre 1973] (p. 5901) : aspects financiers de la politique de la santé et de l'action sociale ; son analyse des crédits ; ses observations sur les crédits d'aide médicale et sociale, les crédits d'investissement et les crédits de paiement ; insuffisance des crédits de l'action sociale et du taux de réalisation du VI[e] plan dans ce domaine ; (p. 5902) : taux d'exécution du plan sanitaire et social dans les DOM ; diminution des crédits consacrés à la construction d'hôpitaux ; ses observations sur le lancement éventuel d'un emprunt ; ses réserves sur les emprunts à taux élevé ; modalités de financement des constructions d'hôpitaux et participation financière complémentaire de la sécurité sociale et de la caisse des dépôts et consignations ; idée d'emprunt et compression des crédits d'équipement; nécessité d'appeler l'attention du pays sur la valeur des carrières de l'action sanitaire et sociale et d'engager les jeunes à s'y diriger par priorité ; efforts réalisés pour la formation du personnel ; formation et rémunération des infirmières ; problèmes du personnel médical ; (p. 5903) : omnipraticiens ; sa référence à un document relatif à la rationalisation des choix budgétaires ; problème des directeurs d'hôpitaux ; insuffisance des crédits de financement des programmes d'action sociale ; foyers des jeunes travailleurs et travailleuses familiales ; débudgétisation ; fonds d'action sociale des caisses d'allocations familiales et d'assurance maladie ; rapport de l'inspection générale de la sécurité sociale sur les fonctions « santé » et « sécurité sociale » ; demande que le Parlement soit informé en priorité sur les orientations du ministère de la santé publique ; politique de la famille ; ses observations sur l'action menée en faveur des personnes âgées ; régulation des naissances ; (p. 5904) : Institut Pasteur ; rapports entre l'Etat et les collectivités locales ; crédits destinés aux constructions de crèches et garderies ; effort de restructuration du ministère et des directions départementales en personnels ; insuffisance d'exécution du VI[e] plan, en particulier pour l'action sociale ; son amendement relatif au déblocage du crédit de 100 millions inscrit au FAC ; adoption du budget recommandée par la commission des finances qu'à la

condition d'avoir l'assurance formelle du déblocage de ce crédit ; (p. 5918) : sa question au ministre de la santé publique sur le prêt proposé par la caisse nationale d'assurance maladie ; (p. 5923) : sa réponse au secrétaire d'Etat à la santé publique sur les propositions des élus des régions eu égard à celles de l'administration ; sa réponse au ministre et à Mme Chonavel sur la participation financière des communes au fonctionnement des crèches. **Etat C - Titre VI** (p. 5955) : défend l'amendement de la commission des finances tendant à réduire les crédits de ce titre ; souhait de la commission que le Gouvernement prenne l'engagement de débloquer les crédits du FAC.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973]. **Après l'Article 39** (p. 7144) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement : blocage des loyers ; grève des loyers ; demande des subventions compensatrices pour permettre l'exécution des travaux d'amélioration ; ressources des offices d'HLM.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6552) : répond au Gouvernement sur l'attitude de la majorité et de l'opposition à l'égard de la réforme des finances locales ; ordonnance de 1959 ; sa satisfaction quant à l'application du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; échec de la commission Mondon ; engagements de M. Pompidou lors de la campagne pour l'élection présidentielle en 1969 ; promesse du Gouvernement quant à la réforme de la patente ; crise de confiance parmi les élus communaux ; (p. 6553) : portée limitée de la réforme proposée ; nécessité de nouvelles recettes ; recul du projet sur le plan de l'égalité fiscale ; égalité fiscale ou conservatisme ; textes en vigueur permettant de corriger l'inégalité fiscale et mauvaise répartition entre communes des principaux fictifs ; fixité du « repartement » des principaux fictifs de cote mobilière ; structure des impôts locaux et création de privilèges ; son inquiétude quant aux raisons invoquées par le Gouvernement pour l'organisation d'une période transitoire ; souci de ne pas accroître les transferts de charges au sein de chaque taxe ; maintiens fictifs et ordonnance de 1959 ; charges de la patente et charges de la cote mobilière pesant sur les familles des travailleurs ; départementalisation de la patente et modalités de fixation du taux de la taxe professionnelle ; transferts du contribuable économique sur le contribuable ménage ; (p. 6554) : répond au Gouvernement ; fixation d'un taux départemental de la taxe professionnelle et impossibilité pour la commune de moduler ses autres impôts ; bases des taxes d'habitation et bases de la taxe professionnelle ; coût des équipements collectifs et produit des taxes d'habitation ; financement de la politique familiale ; allégements d'impôts pour les établissements industriels de recherche ; allégements de la taxe foncière ; ses observations sur le conservatisme et sur la présentation de réformes par le Gouvernement ; lettres de M. Marcellin aux maires ; crainte d'un allégement de la charge des assujettis à la taxe professionnelle au détriment de l'impôt sur les ménages ; son total désaccord sur la politique proposée ; (p. 6569) : répond à M. Foyer, président de la commission des lois ; opposition et conservatisme. **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 8** (p. 6626) : son amendement : mesures modifiant l'équilibre actuel entre les quatre contributions ; ordonnance de 1959 ; taxe professionnelle ; souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant aux transferts de charges.

1974

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la mise en cause pénale des maires** (n° 1112). **Discussion générale** [9 juillet 1974] (p. 3422) : évoque l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont ; souligne l'extrême imbrication entre l'autorité du préfet et celle du maire ; rappelle combien la position des maires est inconfortable.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale, rapporteur spécial [29 octobre 1974] (p. 5535) : note l'augmentation du budget par rapport aux autres départements ministériels ; aide sociale et médicale obligatoire ; assurance maladie volontaire des malades mentaux ; constate les répercussions sur les collectivités locales et note la réponse du ministre sur la majoration du versement représentatif de la taxe sur les salaires en juillet prochain ; le financement par emprunts ; demande des précisions sur les 235 millions de francs d'emprunt pour 1975 ; (p. 5536) : cas de l'hôpital de Grenoble ; crise de trésorerie pour les centres hospitaliers ; qui financera l'humanisation des hôpitaux ? ; exécution du Plan en matière d'investissements hospitaliers ; politique sanitaire ; fausse déconcentration des crédits vers les régions ; saupoudrage des investissements ; orientation de la politique hospitalière ; cohérence des implantations des établissements de soins ; l'aide à la famille ; le blocage des crédits au fonds d'action conjoncturelle ; le recrutement du personnel notamment dans les services extérieurs ; les problèmes du personnel paramédical : conditions de vie et de travail des infirmières ; (p. 5537) : les crédits d'action sociale ; la prévention sanitaire ; risque de « surmédicalisation » ; la médecine omnipraticienne ; les crédits aux établissements

d'aide à l'enfance, à l'adolescence et à la famille ; les frais de fonctionnement des crèches qui pèsent sur les familles et les collectivités locales ; l'éducation sexuelle ; la natalité ; l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ; l'Institut Pasteur ; cinq observations de la commission des finances : le nouvel emprunt de 235 millions de francs ; la ventilation des crédits entre les différentes catégories d'hôpitaux ; (p. 5538) : le saupoudrage des prestations sociales ; la natalité ; le partage des charges relatives à l'aide médicale et sociale obligatoire ; la majorité de la commission des finances propose d'adopter le budget.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 3** (p. 7602) : la lenteur de la réforme de la fiscalité locale. **Après l'Article 4** (p. 7604) : son amendement n° 15 : répartement du contingent de taxe d'habitation par le conseil général ; (p. 7605) : des inégalités fiscales insupportables ; la surtaxation des HLM ; rejeté. **Article 21** (p. 7623) : suggère de transformer en espaces verts les casernes des centres des villes de province.

1975

— **Discusion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1456) ; les difficiles problèmes qu'affrontent les élus locaux ; l'audience accordée par le Premier ministre à l'association des maires de France ; les conditions d'élaboration des budgets communaux ; le bond « prodigieux » des impôts demandés aux contribuables locaux ; les résultats de la politique conservatrice du Gouvernement ; l'interview du Président de la République à l'hebdomadaire *Le Point ;* la conservation des beaux quartiers et les horizons affectés aux logements sociaux ; la sauvegarde des centres villes ; la résorption des îlots insalubres ; la protection des immeubles ; le bilan de l'action de M. Giscard d'Estaing en faveur des équipements collectifs ; la baisse des subventions de l'Etat en faveur des ces équipements ; la proposition des socialistes en faveur d'un collectif budgétaire permettant la relance des équipements collectifs ; la rentabilité de ces investissements ; le programme de Provins ; (p. 1457) : les crédits bloqués depuis 1963 pour le financement des écoles ; le montant des subventions accordées aux collectivités locales et celui de la TVA ; le découragement de tous les élus locaux ; l'insuffisance des collèges d'enseignement technique dans la région Rhône-Alpes ; les problèmes des transports en commun ; la suppression de la patente ; l'application de l'ordonnance du 5 janvier 1959 ; la taxe d'habitation ; la nouvelle taxe foncière ; redéfinir la politique de l'habitat social ; la commission Barre ; le rapport Consigny de 1970 ; l'augmentation du taux d'intérêt des emprunts nécessaires à la réalisation des HLM ; (p. 1458) : la politique des « petits pas » ; la complication de la tâche des élus locaux ; la difficile coordination des subventions ; la promesse d'extension de la procédure de la subvention globale d'équipement ; la nécessaire réforme des finances et des structures locales ; les solutions proposées par les socialistes en faveur d'une véritable autonomie locale.

— **Rappel au règlement** [6 mai 1975] (p. 2359) : opposition à une demande de constitution de commission spéciale ; la non-constitutionnalité de la décision du président de l'Assemblée nationale relative au renvoi d'un même projet de loi à deux commissions.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale** pour l'examen du projet de loi (n° 1588) **portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** [7 mai 1975] (p. 2462) : au nom du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche et du groupe communiste, demande la constitution de cette commission spéciale (application de l'article 43 de la Constitution et de l'article 85, alinéa 2, du règlement)) ; critique l'interprétation du règlement par le président de l'Assemblée nationale.

— **Rappel au règlement** [7 mai 1975] (p. 2462, 2463) : question de compétence ; application de l'article 85 du règlement, alinéa 2.

— **Rappel au règlement** [14 mai 1975] (p. 2542) : s'élève contre le refus de constituer une commission spéciale en vue de l'examen du projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3914) : un projet qui satisfait une certaine clientèle et notamment les professions libérales ; la situation très grave des communes périphériques ; le cas de Saint-Martin-d'Hères ; le problème de la justice fiscale ; la méfiance pratiquée à l'égard des collectivités locales ; la taxe d'habitation et les sérieux problèmes que pose son application ; le problème des communes de montagne ; (p. 3915) : la taxe foncière ; l'insuffisance de réformes par rapport à l'accroissement des besoins. **Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article 11** (p. 4046, 4047) : son amendement n° 143 : atténuer pendant la période intermédiaire 1976-1978 certaines opérations de répartition entre les quatre vieilles ; (p. 4047) : précise le sens de son amendement ; adopté. **Article 12** (p. 4051) : son sous-amendement n° 124 à l'amendement

n° 98 du Gouvernement : remplacer la date de 1979 par la date de 1983 ; devenu sans objet ; (p. 4054) : sur l'amendement n° 58 de M. Papon sous-amendé par M. Foyer, souhaite que soit adopté l'amendement n° 58 de M. Papon et non son amendement n° 153 nouvellement présenté.

— **Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours** (n° **1587**). **Deuxième lecture** [28 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4994) : son amendement n° 1 : laisser aux associations régies par la loi de 1901 le droit d'organiser des voyages et des séjours individuels ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5008) : souligne l'insuffisance du projet.

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1975] (p. 6414-6415) : approuve le Gouvernement d'avoir repris dans un projet spécial le titre III du projet de réforme foncière ; déplore que les objections soulevées par l'opposition n'aient pas été plus tôt entendues.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Première lecture. Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6604) : soutient la question préalable déposée par les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche; proteste contre le calendrier imposé aux interventions dans la mesure où il favorise les commentaires dans la presse des seules interventions de la majorité ; rappelle le refus de la majorité d'accepter la constitution d'une commission spéciale ; le dépôt de la question préalable correspond à la volonté de ne pas esquiver un débat politique ; déjà en 1967, pour refuser l'impôt foncier institué par un amendement Triboulet-Pisani, l'administration avait repris le pas sur les ministres ; le projet permettra sans doute une municipalisation progressive des sols par voie de préemption ; la majorité n'a pas le droit sur ce thème de lancer des anathèmes de nature à déconsidérer l'opposition ; les socialistes considèrent de leur devoir de défendre le droit à la propriété à usage personnel et familial ; (p. 6605) : rappel des propositions du programme commun en matière d'urbanisme ; l'importance accordée au système de la concession des sols qui interdit la revente des biens acquis par la collectivité ; (p. 6606) : par le jeu du plafond légal de densité, des recettes seront fournies paradoxalement aux maires des villes-centres qui jusqu'alors ont refusé l'urbanisme volontaire ; dénonce les dangers de l'uniformisation des densités : une ville est une sculpture avec des points forts et des points doux ; marque son accord avec la démonstration de M. Fanton indiquant que le projet facilitera des opérations spéculatives de la nature de celles de la rénovation du Marais ; (p. 6607) : craint la caducité des plans d'occupation des sols mis au point avant l'intervention du plafond légal de densité ; livre foncier et impôt foncier ; en bonne logique, il apparaît que le problème de l'impôt foncier, c'est-à-dire des ressources nécessaires, devrait être discuté avant que soient abordées les techniques de maîtrise des sols ; (p. 6608) : si l'adoption d'un impôt foncier nécessite des changements gouvernementaux, ce n'est pas l'affaire de l'opposition ; émet des doutes sur la possibilité de mobiliser l'énergie morale de la jeunesse dans un pays qui laisserait par laxisme le sol livré aux manœuvres des spéculateurs. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6719) : son intervention sur l'article ; demande que le débat sur la municipalisation ait lieu en toute clarté ; la perplexité des socialistes face à l'article premier compte tenu des contradictions de la majorité face à l'impôt foncier ; l'inefficacité du système proposé ; (p. 6720) : l'opposition du groupe socialiste à l'article premier ; (p. 6726) : ne pas mélanger la volonté de contrôler la densité et le souci d'enrichir les communes. **Article 2** (p. 6730-6731) : ses observations sur l'amendement n° 365 de M. Bas ; [14 octobre 1975] : **Article 4** (p. 6814) : sur l'amendement n° 418 de M. Claudius-Petit, insiste sur les inconvénients de la technique fiscale proposée par le projet. **Après l'Article 4** (p. 6816) : veut s'assurer que la servitude prévue dans le texte en discussion sera enregistrée au bureau des hypothèques. **Article 5** (p. 6817) : incertitude quant au résultat à attendre de l'application du plafond légal de densité. **Article 6** (p. 6820) : pense que la rénovation des quartiers insalubres passe par la mise à la disposition de la collectivité de ressources satisfaisantes ; (p. 6820-6821) : sur l'amendement n° 373 de M. Ligot, estime que le système prévu par cet amendement n'est pas applicable aux communes d'une certaine importance. **Article 8** (p. 6824) : partage le souci exprimé par M. Mesmin dans son amendement n° 476 ; se demande si le mécanisme prévu est approprié ; (p. 6826) : ne pas traiter les collectivités locales en irresponsables ; (p. 6827) : son amendement n° 410 : nouvelle rédaction de l'alinéa « d » ; retiré au profit de l'amendement n° 422 de M. Claudius-Petit ; (p. 6828) : son amendement n° 359 : ajouter un nouvel alinéa « e » : mise en œuvre d'une politique sociale de l'habitat ; repoussé ; (p. 6836-6837) : son amendement n° 119 : affirmer l'obligation de concession des sols et

interdire la rétrocession des terrains ; repoussé ; (p. 6841-6842) : son amendement n° 411 ; reporté. **Article 2** (*suite*) (p. 6846) : son amenment n° 32 ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 513 du Gouvernement ; (p. 6847) : ses observations sur les propos de M. Longequeue ; [15 octobre 1975] : **Article 9** (p. 6891) : les raisons pour lesquelles les chiffres du rendement de la taxe donnés par le ministre ne correspondent pas à ceux de l'orateur ; l'exclusion du champ d'application du PLD des villes ayant pratiqué une politique de maîtrise des sols ; (p. 6892-6893) : estime que le projet est fondé sur une notion de densité complètement dépassée ; (p. 6894) : son amendement n° 130 : nouvelle rédaction de l'article 9 ; retiré. **Après l'Article 8** (p. 6898) : sur l'amendement n° 52 de M. Masson et la proposition du ministre de l'équipement, estime que 1,5 % constitue du gaspillage. **Article 10** (p. 6900) : son sous-amendement n° 412 à l'amendement n° 160 de M. Fanton : ne pas restituer au constructeur les frais de recouvrement et d'assiette en cas de démolition d'immeuble construit en infraction ; adopté. **Article 13** (p. 6904) : est hostile à l'amendement n° 166 de M. Fanton. **Article 16** (p. 6920) : ses observations sur l'article. **Article 18** (p. 6922) : proteste contre la trop grande technicité du débat ; demande certaines précisions. **Article 20** (p. 6924) : ses observations sur l'article ; proteste contre les conditions dans lesquelles se déroule le débat ; (p. 6929) : son sous-amendement n° 413 à l'amendement n° 180 de M. Fanton : inclure dans la zone d'intervention foncière l'ensemble des terrains concernés par le plan d'occupation des sols prescrit à défaut d'un plan public ou approuvé ; (p. 6933) : estime que le projet ne prend pas assez en compte le comportement des juges de l'expropriation ; repoussé. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6939) : pense que l'amendement n° 385 de M. Mesmin rendrait très difficiles les opérations de réhabilitation ; (p. 6942) : son amendement n° 36 : impossibilité de rétrocéder en propriété les terrains acquis par exercice du droit de préemption ; reporté après l'article L 211-8. **Article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 6944) : demande au ministre de l'équipement ce qu'il en est du droit de préemption de l'article 668 du code des impôts. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6948) : craint que le problème des délais ne soulève des difficultés dans la pratique ; (p. 6951-6952) : son amendement n° 112 : substituer de nouvelles dispositions aux deuxième, troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article L 211-5 du code de l'urbanisme ; critique la position des membres de la majorité qui ont abordé le débat en défenseur du droit traditionnel des propriétaires ; retiré ; [16 octobre 1975] : **Article 20** (*suite*). **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6972) : salue l'amendement n° 198 défendu par M. Fanton qui tend à favoriser la maîtrise du sol par la commune ; annonce le vote positif des socialistes et radicaux de gauche ; considère néanmoins que cet amendement ne pourra être appliqué compte tenu des conditions actuelles. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (*suite*) (p. 6977) : fait observer que l'amendement n° 520 du Gouvernement enlève tout intérêt aux zones d'intervention foncière. **Après l'Article 24** (p. 6980) : se rallie à la proposition de M. Fanton relative au soutien préalable des quatre amendements concernant l'impôt foncier mais demande que soient appelés d'abord les amendements qui ont le caractère le plus large. **Après l'Article 25** (p. 6988) : l'impôt foncier, élément essentiel du débat — la politisation du problème grâce à l'amendement de M. Fanton ; (p. 6989) : l'absence d'apport de ressources nouvelles aux communes du fait de l'inefficacité des procédures votées, la valeur de l'amendement de M. Fanton ainsi que des amendements de M. Claudius-Petit et de l'orateur ; l'établissement d'un livre foncier ; le refus par le Gouvernement de l'impôt foncier ; (p. 7005) : souligne l'importance du vote qui va intervenir sur l'amendement n° 514 de M. Foyer ; estime qu'il est ainsi procédé à l'enterrement de l'impôt foncier ; [17 octobre 1975] : **Article 85** (p. 7044) : marque son intérêt pour les arguments présentés par M. Bertrand Denis pour soutenir son amendement n° 473 ; se demande si cet amendement a bien sa place à l'article 85. **Article 87** (p. 7056) : demande à M. Gerbet de retirer son amendement n° 405. **Article 93** (p. 7060) : son amendement n° 116 : supprimer l'article 93 ; insiste sur les dangers que recèle cet article ; repoussé. **Deuxième lecture** [27 novembre 1975]. **Discussion des articles : Article 8 : Article L 333-3 du code de l'urbanisme** (p. 9038) : en réponse à M. Claudius-Petit, juge délicate l'adoption de l'amendement n° 45 de M. Fanton. **Article 9** (p. 9042) : ses observations sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. **Article 20 : Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 9055) : sur l'amendement n° 14 du Gouvernement et en réponse aux observations de M. Fanton, trouve dangereux d'instituer un délai de six mois qui risque d'être insuffisant. **Article L 211-8 *bis* du code de l'urbanisme** (p. 9057) : ses observations sur l'amendement n° 94 de M. Canacos. **Avant l'Article 24 *bis*** (p. 9060) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement et le sous-amendement n° 96 de M. Fanton, appelle l'attention de l'Assemblée sur le danger qu'il y a à fixer des dates limites strictes. **Article 87** (p. 9065) : sur l'amendement n° 75 de M. Fanton, juge préférable de retenir le texte adopté par le Sénat.

— **Rappel au règlement** [14 octobre 1975] (p. 6835) : sur la fixation de l'ordre du jour ; discussion éventuelle du projet relatif au statut des militaires.

— **Rappel au règlement** [24 octobre 1975] (p. 7363) : organisation des travaux parlementaires ; distribution tardive des rapports ; qualité des services de l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7366) : le déficit des autoroutes privées et la chèreté de la politique autoroutière ; s'orienter vers un service national des autoroutes ; le dépérissement du patrimoine routier ; l'insuffisance des crédits pour l'urbanisme ; (p. 7367) : la rénovation de l'habitat insalubre ; majorer les crédits pour les plans d'urbanisme.

Equipement. — Logement [28 octobre 1975]. **Examen des crédits : Etat C - Titre V** (p. 7424) : son amendement n° 129 : obtenir un réaménagement des crédits d'études du chapitre 55-41 ; retiré. **Article 70** (p. 7427) : son amendement n° 54 : supprimer l'avantage accordé aux sociétés immobilières d'investissements ; repoussé.

Santé publique et action sociale, rapporteur spécial [28 octobre 1975] (p. 7428) : le rythme d'augmentation du budget de la santé ; les crédits de fonctionnement ; la faible augmentation des investissements ; les crédits pour l'action sociale; la situation des personnels; le cas des directeurs départementaux et des médecins inspecteurs ; celui des assistants et des chefs de clinique ; (p. 7429) : l'aide sociale et médicale ; le problème de l'implantation des hôpitaux ; mettre l'accent sur l'information sanitaire et la prévention ; la subvention donnée à l'institut Pasteur ; la majoration des crédits d'action sociale.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] (p. 8328) : la dégradation des villes à travers leur situation financière ; (p. 8329) : tenir en la matière un langage de vérité ; l'urbanisation trop rapide des grandes agglomérations.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9015) : interroge le ministre de l'équipement sur les promesses faites en matière de réhabilitation des HLM anciennes.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant modification du code de l'administration communale** (n° **1649**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9915) : insiste sur une nécessaire décentralisation du centre de formation des personnels communaux ; souhaite que ce centre dispose de plus de fonds et bénéficie d'une plus grande autonomie.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1384) : le développement de la spéculation et le refus de l'impôt foncier ; les opérations spéculatives dans les villes anciennes ; le caractère très dangereux de la procédure du transfert des COS ; (p. 1385) : approuve le droit des associations de se porter partie civile ; le manque de coordination entre le présent projet et celui portant protection de la nature ; l'insuffisance des moyens permettant d'appliquer la loi. **Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Après l'Article 2** (p. 1452) : demande des explications sur l'article R 211-21 du décret pris en application de la loi foncière qui restreint l'article L 211-8 de cette loi. **Article 3** (p. 1454) : regrette que M. Galley ait accepté de ramener à trois ans la durée maximale du sursis à statuer. **Avant l'Article 5** (p. 1456) : serait favorable à l'amendement n° 220 de M. Mesmin si le mot « associations » était substitué aux mots « associations de sauvegarde ». **Article 5** (p. 1459) : n'est pas favorable à l'amendement n° 281 du Gouvernement. **Article 6** (p. 1463) : retire ses amendements n°s 327 et 56 ; (p. 1467) : demande quand les amendements après l'article 6 et l'article 7 viendront en discussion. **Article 11** (p. 1476) : souhaite que les délais de délaissement ne soient pas raccourcis au-delà des capacités administratives et financières des communes ; son amendement n° 71 : supprimer le paragraphe 1 de l'article 11 ; adopté ; (p. 1477) : se déclare très sceptique sur la valeur des amendements n°s 335 défendu par M. Mesmin et 353 de M. de Poulpiquet ; souhaite le report du vote les concernant ; [8 avril 1976] : **Article 11** (p. 1489) : sur l'amendement n° 134 de M. Lauriol, préfère en rester au texte du Gouvernement ; ses observations sur l'attitude de la majorité face à l'opposition ; (p. 1490) : donne les raisons de l'opposition du groupe socialiste au raccourcissement de la durée des réserves. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1494) : insiste sur la nécessité de maîtriser les prix des terres agricoles pour maintenir l'exploitation familiale ; (p. 1495) : cite un exemple caractéristique à l'appui de sa thèse ; (p. 1502) : **rappel au**

règlement : reproche au président de ne pas lui donner la parole quand il la demande. **Article 7** (p. 1506) : son amendement n° 57 : supprimer le quatrième alinéa de l'article ; ne pas favoriser les combinaisons entre voisins comportant des cessions de densité sans cessions de terrains à l'ensemble immobilier ; adopté ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1634) : est favorable à l'amendement n° 380 du Gouvernement ; voudrait que la sauvegarde des vieilles pierres s'étende aux vieilles gens démunies de moyens. **Article 20** (p. 1643) : exprime ses doutes sur l'efficacité de l'article 20. **Article 29** (p. 1650) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Palewski. **Après l'Article 38** (p. 1663) : son amendement n° 323 : institution d'une servitude de passage public sur les parcelles situées le long du littoral ; (p. 1664) : constate combien son point de vue est éloigné de celui de M. Hector Rolland ; amendement n° 323 ; adopté. **Article 40** (p. 1666) : est hostile à l'amendement n° 296 du Gouvernement. **Article 41** (p. 1667) : défend l'amendement n° 61 de M. Andrieu : étendre la possibilité de constituer des réserves foncières ; amendement n° 61 sous-amendé par l'amendement n° 271 de M. Masson ; repoussé. **Article 43** (p. 1669) : son amendement n° 63 : suppression du droit de délaissement ; retiré ; [14 avril 1976] : **Article 34** (*suite*) (p. 1721) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 205 de M. de Poulpiquet ; (p. 1723, 1724) : insiste sur l'importance des associations en matière d'urbanisme ; trouve normal qu'elles puissent avoir un recours devant les tribunaux judiciaires ; (p. 1724) : pense que la formule de l'agrément n'est pas viable et que le critère de l'utilité publique est trop restrictif ; son sous-amendement n° 215 à l'amendement n° 30 de M. Masson : introduction du délai d'un an pour la reconnaissance d'associations ; son sous-amendement n° 216 : suppression de l'agrément ; sous-amendements n° 215 et n° 216 devenus sans objet après adoption de l'amendement n° 390 de M. Fanton. **Article 45** (p. 1730) : soutient l'amendement n° 233 de M. Denvers : rassembler des textes épars dans le code de l'urbanisme ; (p. 1731) : indique qu'il faut faire en sorte que les organismes d'HLM deviennent réellement le fer de lance de l'habitat social ; retiré. **Article 45** (*suite*) (p. 1740) : annonce qu'il retire l'amendement n° 214 de M. Denvers. **Article 51** (*suite*) (p. 1751) : estime que le problème relève du domaine réglementaire. **Article 52** (*suite*) (p. 1753) : son amendement de suppression n° 65 ; adopté. **Article 53** (*suite*) (p. 1755) : retire son amendement n° 68 qui a le même objet que l'amendement n° 247 de M. Claudius-Petit. **Article 57** (p. 1758) : son amendement n° 66 : ne pas abandonner les dispositions de la servitude pour une cause qui serait due à la juridiction ; retiré. **Article 58** (p. 1760) : propose dans son amendement n° 67 d'étendre au périmètre sensible la procédure du permis de démolir ; (p. 1761) : retire son amendement n° 67. **Après l'Article 59** (p. 1768) : s'inquiète de la responsabilité encourue par les maires au cas où des désordres surviendraient dans l'immeuble après les travaux qu'ils auraient fait exécuter d'office ; (p. 1771) : appelle l'attention sur le danger qu'il y aurait à modifier trop rapidement les dispositions relatives à l'indemnité d'expropriation. **Seconde délibération** [14 avril 1976]. **Article 11** (p. 1773) : son amendement n° 3 : suppression de l'indemnité de remploi ; adopté. **Article 45** (p. 1777) : critique l'usage qui est fait de la procédure de deuxième délibération. **Explications de vote** [14 avril 1976] (p. 1778) : ne votera pas une loi qui ne retient aucune des suggestions de l'opposition et dont la qualité lui paraît fort discutable. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 juin 1976] (p. 4404) : souhaite que l'Assemblée ne revienne pas sur l'article 5 A, adopté par le Sénat, permettant aux associations de participer à l'élaboration des POS ; souhaite que les usagers puissent se porter partie civile et siéger dans les conseils d'administration des HLM. **Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 3** (p. 4406) : préfère s'en tenir au délai de quatre ans prévu par le Sénat pour la procédure du sursis à statuer. **Article 5 A** *bis* (p. 4409) : estime qu'il est possible de consulter toutes les associations ; (p. 4410) : la responsabilité finale incombant aux élus locaux ; s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Fanton ; estime inutile l'amendement n° 61 du Gouvernement ; reproche à M. Bénard de limiter la concertation à un stade formel de l'élaboration. **Article 6** *bis* (p. 4412) : son amendement n° 4 tendant à supprimer l'article 6 *bis* ; estime que le transfert du COS est pernicieux et qu'il permettrait une construction diffuse au mépris de la protection des sites ; repoussé. **Article 7** (p. 4414) : son amendement n° 5 tendant à supprimer le quatrième alinéa (*b*) du paragraphe premier de l'article 7 qui est une application du principe de transfert du COS pour les terrains voisins ; repoussé ; son amendement n° 6 devenu sans objet. **Article 11** (p. 4415) : son amendement n° 7 supprimant l'inclusion de l'indemnité de réemploi dans le prix des terrains ; repoussé. **Article 17** (p. 4421) : demande si le fonds d'aménagement urbain résoudra le problème des résoptions immobilières. **Article 17** *ter* (p. 4422) : sur l'amen-

dement n° 42 de M. Masson préférerait l'envoi d'une lettre recommandée à l'affichage. **Article 34** (p. 4435) : ne comprend pas que M. Fanton s'obstine à défendre les maires qui ne sont pas en cause ; déclare qu'il ne faut pas craindre les associations dès lors que le conseil municipal aura su discerner l'ivraie du bon grain ; (p. 4436) : soutient le sous-amendement n° 98 de M. Masson ; (p. 4437) : son amendement n° 8 ; adopté. **Article 38** *bis* (p. 4440) : son amendement n° 94 remplaçant le mot « plages » par les mots « rivages de la mer » ; (p. 4441) : maintient son amendement n° 94 ; repoussé ; son amendement n° 95 supprimant la fin du dernier alinéa ; repoussé. **Article 40** (p. 4444) : demande des explications sur l'amendement n° 25 de M. Masson ; [23 novembre 1976] : **Article 41** *ter* (p. 8571) : son amendement n° 9 : généralisation de la concession des sols dans les zones acquises par des personnes publiques ; ses questions sur la loi portant réforme de l'aide au logement ; repoussé. **Article 45** (p. 8576) revenir à une conception plus saine de l'article 45. **Article 58** (p. 8593) : son amendement n° 10 qu'il retire; (p. 8594) : soutient l'amendement n° 54 de M. Fanton défendu par M. Claudius-Petit ; (p. 8595) : est favorable au renforcement des pouvoirs des collectivités locales.

— **Industries de l'informatique et du nucléaire.** Réunion élargie de la commission de la production et des échanges [8 avril 1976] (p. 1534) : souhaite que les villes de province puissent accueillir les unités de décision et les états-majors des sociétés informatiques ; (p. 1535) : demande si la décision de la construction de Super-Phénix est prise.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2640) : pense que le problème des finances locales dépasse celui des 500 millions répartis au titre du fonds d'équipement des collectivités locales ; s'inquiète de l'aggravation de la fiscalité locale au cours du VII[e] Plan.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1976] (p. 4898, 4899) : discussion du projet de loi sur l'urbanisme.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7089) : une stagnation des crédits en francs courants et une diminution en francs constants ; les infrastructures routières et fluviales ; la crise pétrolière ; (p. 7090) : la liaison Rhin-Rhône ; l'accentuation de certains déséquilibres régionaux ; insatisfaction devant les crédits affectés aux routes ; la condamnation des péages ; le doublement de l'autoroute le long de la vallée du Rhône ; un budget de récession pour les routes ; les espaces verts ; les acquisitions foncières ; La Villette ; la maîtrise foncière ; le choix entre l'achat de terrains pour la construction d'HLM et la réalisation d'espaces verts mirifiques ; la réhabilitation de l'habitat vieilli ; la conservation d'un tissu urbain et culturel de qualité ; le maintien des petits commerces ; la loi Royer, une profonde déception pour la majorité ; (p. 7091) : les collectivités locales ; ne croit pas aux ressources provenant de l'application de la loi foncière ; l'industrie du bâtiment et des travaux publics ; l'endettement des collectivités locales ; l'étendue des frais de fonctionnement des équipements existants ; la planification, un véritable instrument au service de l'aménagement du territoire au-delà de la simple élaboration de PAP. **Examen des crédits. Après l'Article 70** (p. 7115) : la menace ressentie par les commerçants d'une ville moyenne ; convertir les commerçants aux rues piétonnes ; la nécessaire décentralisation des recettes non prévue par l'amendement n° 213 rectifié de M. Plantier.

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7125) : un budget mauvais ; le logement social défavorisé ; les conditions générales du logement ; le marché parisien de l'immobilier ; les inégalités dans l'accès aux logements HLM ; les charges supportées par les étrangers ; ne pas trop insister sur une vision béate du logement individuel ; les propositions aux plus humbles ; la propriété individuelle, un leurre dans le cas des grosses agglomérations ; (p. 7126) : la condition des locataires ; l'information ; l'aide personnalisée devant être indexée.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 26** (p. 8511) : son amendement n° 215 soutenu par M. Boulloche ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [23 novembre 1976] (p. 8569) : réunion concomitante de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant réforme de l'aide au logement et de la séance relative à la réforme de l'urbanisme.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9371) : oppose la question préalable ; l'absence d'un véritable débat sur la place de l'habitat dans le cadre de vie ; la loi foncière ; la loi sur l'urbanisme ; prendre en compte l'ensemble des problèmes fonciers ; (p. 9372) : son accord sur certaines phrases de l'exposé des motifs, sur l'analyse de la situation ; le rapprochement possible des points de vue sur la situation des organismes d'HLM ;

les objectifs louables du projet de loi ; ses doutes sur l'efficacité des mesures proposées ; le problème du maintien du pouvoir d'achat de l'aide personnalisée ; conteste le réalisme des barèmes ; la ségrégation ; l'accession des plus défavorisés à la propriété ; la mobilité des populations ; le devenir de la démographie ; l'habitat ancien ; les opérations de rénovation ; la mise à contribution des organismes d'HLM ; le conventionnement de leur patrimoine ; (p. 9373) : les péréquations majeures ; les prix plafonds ; le problème des méthodes de financement ; le fonctionnement de l'aide personnalisée ; l'adéquation des moyens proposés aux finalités ; l'opportunité de discuter de la réforme ; une réforme tronquée ; la répartition de l'aide publique au logement ; une réforme ne touchant pas aux privilèges ; une autre distribution possible et non voulue ; le refus d'attendre l'expérimentation ; les avis recueillis ; (p. 9374) : la mise en cause par M. Bertrand Denis de la dynamique de la IVe République ; le logement sous la IVe République ; le débat sur la taxe professionnelle ; souhaite le vote de la question préalable pour obtenir du Gouvernement qu'il propose dans les quatre mois à venir un texte plus simple permettant une expérimentation sur une ou deux années ; question préalable repoussée. **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 9458) : l'accession à la propriété ; la lutte contre la ségrégation ; (p. 9463) : la confusion du débat ; pas de politique d'urbanisme sans maîtrise du foncier et du marché immobilier ; l'amendement « catastrophique » de M. Mesmin lors de la discussion du projet de loi foncière, faisant sortir tous les logements gérés en copropriété des ZIF ; le droit de préemption ; la concession des sols ; l'impôt foncier ; les trois volets essentiels ; une politique cohérente de l'urbanisme ; souhaite un droit de préemption généralisé au profit des collectivités locales ; souhaite une politique globale ; se rallie à l'amendement n° 50 de M. Bécam ; (p. 9466) ; l'abandon de la priorité sociale ; l'absence d'une véritable politique sociale du logement ; défend l'amendement n° 2 deuxième rectification de M. Andrieu ; plafond des ressources au-delà duquel il ne sera plus possible de bénéficier d'aides publiques ; défend l'amendement n° 131 de M. Andrieu limitant les exonérations fiscales ne permettant pas aux propriétaires une déduction sans plafond des intérêts de prêts obtenus pour l'acquisition ou la réparation des logements donnés en location réduisant l'abattement pour frais de gestion et d'assurance accordé aux propriétaires d'immeubles à usage locatif ; amendement n° 2 deuxième rectification et n° 131 repoussés ; [16 décembre 1976] : **Article 2** (p. 9487) : critique du sous-amendement n° 112 ; souhaite le conventionnement d'appartements isolés pour pouvoir conduire une politique de réhabilitation. **Article 3** (p. 9493) : défend le sous-amendement n° 137 rectifié de M. Denvers tendant à préciser que le barème sera revisé après consultation du conseil national d'aide au logement ; (p. 9495) : le réquisitoire de M. Fourcade contre l'indexation ; (p. 9596) : critique la politique actuelle de lutte contre l'inflation ; l'expérience peu encourageante des allocations familiales ; souhaite une large conciliation du Gouvernement ; (p. 9498) : aurait souhaité le renvoi en commission ; souligne que la demande de scrutin public de M. Canacos a été contournée ; regrette que le sous-amendement n° 137 rectifié de M. Denvers ne puisse être discuté ; un procédé exceptionnel ; devenu sans objet. **Après l'Article 3** (p. 9503) : défend le sous-amendement n° 148 de M. Denvers à l'amendement n° 48 de M. Bécam ; référence à la mobilité résidentielle ; la différence de fond très marquée entre les amendements n° 48 de M. Bécam et n° 150 du Gouvernement ; repoussé. **Article 6** (p. 9506) : le pouvoir du conseil de gestion ; défend l'amendement n° 138 de M. Denvers visant à démocratiser le conseil de gestion ; (p. 9407) : indique qu'il n'a pas proposé la représentation du Parlement à ce fonds ; repoussé. **Article 9** (p. 9514) : défend l'amendement n° 74 de M. Bécam indiquant que l'aide personnalisée au logement est versée en cas d'allocations soit au locataire, soit au bailleur du logement, et dans les autres cas, soit au propriétaire du logement, soit à l'établissement prêteur habilité à cette fin ; sur la voie de l'autogestion, marquer la volonté d'inciter les familles à assumer leurs responsabilités ; laisser au Gouvernement le soin de faire évoluer la procédure de façon pragmatique ; le tiers-payant ; amendement n° 74 repoussé. **Article 16** (p. 9521) : l'incohérence du dispositif retenu par M. Fourcade. **Après l'Article 16** : défend l'amendement n° 129 de M. Andrieu soulignant que les collectivités locales peuvent faire procéder à des travaux dans certains cas et faire supporter les frais par les propriétaires concernés ; les possibilités d'amélioration de l'habitat ancien ; les interventions possibles des collectivités locales ; (p. 9522) : le cas d'insalubrité ; les effets d'un mauvais entretien de la toiture ; une législation complexe et inefficace ; la copropriété n'étant plus exercée ; la situation très difficile quand un droit de propriété n'est plus exercé ; donner aux collectivités locales des moyens d'intervention beaucoup plus importants au niveau de la prévention ; retire l'amendement n° 129 de M. Andrieu au profit de l'amendement n° 107 de M. Bécam ; (p. 9525) : une démission de la propriété ; la législation sur l'insalubrité ; la vocation des élus communaux ; la dénonciation publique ; insalubrité et expulsion ; préfère l'adoption de l'amendement n° 107 de M. Bécam. **Après**

l'Article 17 (p. 9532) : défend l'amendement n° 10 de M. Andrieu ; retiré. **Article 28** (p. 9541) : défend l'amendement n° 45 de M. Andrieu : limitation de la loi à une application expérimentale portant sur 25.000 logements d'ici le 31 décembre 1978 ; retiré. **Explications de vote** [16 décembre 1976] (p. 9547) : souhaite un refus de discussion de la loi sur l'architecture dans des conditions inacceptables ; les procédures de travail parlementaire inadmissibles ; la préemption refusée ; le dispositif de bonification d'intérêt écarté ; le problème des exonérations ; une mauvaise indexation ; les inquiétudes des professionnels de la construction et des représentants des usagers ; le vote opposé du PSRG.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2228) : le caractère irréel du débat ; l'écho des propos de M. Debré parmi les Républicains indépendants ; (p. 2229) : les multiples plans présentés à la tribune par les différents ministres des finances ; la facilité de construction des programmes économiques ; l'ampleur du chômage des jeunes ; l'impact des dispositions de la loi foncière ; le prix des terrains agricoles ; les ressources des communes ; la maîtrise foncière ; l'exclusion des appartements gérés en copropriété du champ d'application des dispositions relatives aux ZIF ; l'impact de la loi sur l'urbanisme ; la décentralisation de l'urbanisme ; l'encouragement donné à la propriété individuelle ; l'impact de la réforme de l'aide au logement ; la paupérisation des HLM ; le non-déblocage des financements du fonds d'aménagement urbain ; les conséquences futures de la crise de l'énergie ; (p. 2230) : la nécessité d'une politique de solidarité nationale ; les dispositions du rapport de l'Agence internationale de l'énergie ; l'insuffisance de la politique d'économie de l'énergie.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2805) : la paternité de la proposition d'une expérience d'une année à blanc ; les conséquences de la prolongation indéfinie des périodes transitoires ; la responsabilité du Gouvernement dans l'élaboration du texte de 1975 ; l'incapacité des conseils municipaux de voter une augmentation des impôts. **Discussion des articles. Article 4** (p. 2825) : le maintien en vigueur de la disposition relative à la fixation par une loi du mode définitif de détermination des taux de la taxe professionnelle avant le 1er juillet 1977.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7586) : l'importance du problème du logement ; le problème de l'habitat social ; la réhabilitation de l'habitat ancien ; la diversité des financements nécessaires ; l'ANAH ; l'exclusion des immeubles construits et gérés en copropriété des zones d'intervention foncière ; le rôle des associations de citoyens ; les expulsions réalisées dans le quartier de Vandamme-Plaisance, à Paris ; l'évolution du logement contemporain ; la cohabitation des immigrés et des nationaux ; (p. 7587) : le blocage des loyers ; le problème du logement neuf ; le désengagement de l'Etat ; permettre aux usagers d'être associés à la gestion des organismes d'HLM ; la généralisation de la réforme de l'aide au logement ; les exonérations fiscales en matière de logements ; le vote hostile du groupe du PSRG. **Examen des crédits : Etats B, C, D** (p. 7594) : le vote hostile du groupe du PSRG.

DUCOLONÉ (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
(11e circonscription)
(C).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion institué par la loi relative à la radio-diffusion et à la télévision [17 novembre 1976] (p. 8154).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion [15 décembre 1977] (p. 8823) ; [16 décembre 1977] (p. 8878).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale** (n° 77) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **supprimer l'article L. 230 (3°) du code électoral en vue de permettre à ceux qui sont dispensés de subvenir aux charges communales et à ceux qui sont secourus par les bureaux d'aide sociale d'être conseillers municipaux** (n° **323**) [10 mai 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale pour permettre l'inscription à l'ordre du jour de propositions de loi et de propositions de résolution visant à créer des commissions d'enquête ou de contrôle, proportionnellement à l'importance numérique de chaque groupe** (n° **538**) [27 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **améliorer la loi du 3 janvier 1972 sur la filiation** (n° **588**) [28 juin 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la **situation de la presse et de l'imprimerie en France** (n° **1351**) (4 décembre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la réforme du **règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1397**) [12 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à ce qu'en matière de **protection sociale** chacun bénéficie de plein droit des dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations (n° **2461**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi organique** tendant à renforcer les **incompatibilités parlementaires** avec la direction des entreprises privées (n° **2552**) [19 octobre 1976].

— **Proposition de loi** instituant des mesures en faveur des **retraités, des veuves et des personnes âgées** (n° **2676**) [8 décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à accorder **aux élus locaux et régionaux** les droits et les moyens de remplir leur mandat (n° **3250**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Ouverture des négociations chez Renault** [2 mai 1973] (p. 966).

— **Situation du personnel de la SNIAS** [12 juin 1974] (p. 2612).

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'aviation civile** [9 octobre 1974] (p. 4896) : avenir de la SNIAS.

— **Solution des conflits en cours** [20 novembre 1974] (p. 6789) : PTT, journée de grève nationale.

— **Revendications des travailleurs des entreprises nationales** [16 avril 1975] (p. 1735) : absence du Premier ministre ; droit de pétition à la convention ; (p. 1736) : victoire remportée par les ouvriers des usines Renault.

— **Revendications des travailleurs de l'usine Chausson** [21 mai 1975] (p. 2936).

• *question orale avec débat :*

— (n° **19428**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3239) : nombre réel des chômeurs ; le mode de calcul utilisé par l'INSEE ; progression du nombre des chômeurs partiels ; (p. 3240) : droit au travail des Français, particulièrement des jeunes ; plan de relance gouvernemental : « dopant » pour entreprises bien portantes ; augmentation du nombre des faillites ; la politique préconisée dans le Programme commun.

• *question au Gouvernement :*

— **Révision des listes électorales** [12 novembre 1975] (p. 8165) : intérêt d'une campagne incitant les électeurs à s'inscrire avant les élections cantonales.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24154**) : **Régie Renault** [28 novembre 1975] (p. 9135-9136) : protestations contre l'absence du ministre compétent ; respect de l'ordonnance de nationalisation du 16 janvier 1975 ; critique du projet de réorganisation des structures de la régie Renault sans consultation du comité central d'entreprise et du conseil d'administration ; la création de filiales ne bénéficiant pas du statut de nationalisation ; accord avec la société Peugeot ; le silence du projet sur les entreprises de diversification (machines-outils, machinisme agricole, engins de travaux publics) ; l'intégration des filiales dans l'entreprise nationalisée.

— (n° **24980**) : **Revalorisation des ressources de certaines catégories sociales** [19 décembre 1975] (p. 10074-10075) : demande la discussion d'urgence de propositions de loi du groupe communiste tendant à l'octroi d'allocations supplémentaires aux chômeurs, aux personnes âgées, aux familles.

• *question au Gouvernement :*

— **Accident à la poudrerie de Clérieux** [28 avril 1976] (p. 2252, 2253) : les mesures à prendre pour que la sécurité soit respectée dans les poudreries ; la nécessité d'associer les syndicats à la commission d'enquête sur l'accident de Clérieux.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27921**) : **Minimum vieillesse** [30 avril 1976] (p. 2516).

— (n° 33637) : **Situation des personnes âgées** [10 décembre 1976] (p. 9239, 9240) : nécessité d'accorder avant la fin de l'année une aide spéciale de 900 F aux titulaires du fonds national de solidarité ; les dispositions de la loi cadre sur les personnes âgées proposée par le groupe communiste.

• *questions au Gouvernement :*

— **Déclaration du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur** [15 décembre 1976] (p. 9414) : demande au ministre le nom des officines menant une campagne contre le Président de la République.

— **Grève générale du 24 mai** [25 mai 1977] (p. 2999) : unanimité des travailleurs contre la politique d'austérité du Gouvernement ; nécessité de l'ouverture de négociations patronat-syndicats.

• *question orale sans débat :*

— (n° 41040) : **Transfert du centre national de télé-enseignement de Vanves** [7 octobre 1977] (p. 6015, 6016) : l'implantation à Vanves du Centre de documentation pédagogique ne compenserait pas ce transfert ; la nécessité d'obtenir du ministre une assurance claire sur la décision de maintenir le CNTE.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1976

— **Réponse au rappel au règlement de M. Hamel** [7 mai 1976] (p. 2814) : réquisitoire du procureur de la cour algérienne de sûreté contre des ingénieurs français.

— **Application de l'article 136 du règlement** : l'indulgence de la présidence en ce qui concerne le temps de parole [7 mai 1976] (p. 2822).

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717). **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3104) : indique que, contrairement à l'article 94 du règlement, l'Assemblée nationale sera appelée à se prononcer sur le rejet de la proposition de loi à la fin de la discussion générale.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Maujoüan du Gasset** [20 mai 1976] (p. 3268) : possibilité pour M. Maujoüan du Gasset de développer son argumentation pendant la discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° 2220). **Première lecture. Discussion des articles** [20 mai 1976]. **Après l'Article 22** (p. 3268) : déclare l'amendement n° 57 de Mme Missoffe irrecevable au titre de l'article 41 de la Constitution. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4791) : indique que la commission des finances et son président ne font qu'appliquer la Constitution et le règlement ; déclare qu'il transmettra l'observation de M. Fontaine au bureau de l'Assemblée. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Après l'Article 2** (p. 4794) : ne considère pas que l'amendement n° 8 du Gouvernement tombe après l'adoption de l'article 2. **Article 13** (p. 4795) : fait observer à M. Pinte que le règlement de l'Assemblée ne peut être plus draconien que celui du Sénat ; transmettra au bureau de l'Assemblée nationale l'observation de M. Pinte ; n'entre pas dans la polémique sur le règlement des deux Assemblées.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3951) : demande si l'amendement du Gouvernement concernant l'application de l'article 35 A remplace l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard ; [22 juin 1976] : **Seconde délibération** (p. 4480) : rappelle à l'Assemblée que les explications de vote sont prévues pour le lendemain matin 23 juin ; indique que l'orateur d'un groupe se trouve absent ce soir alors qu'il avait vainement proposé la prolongation du débat lors de la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Glon** [18 juin 1976] (p. 4380) : mise à la discussion des parlementaires d'une récapitulation générale des textes votés du projet de loi portant imposition des plus-values.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Neuwirth** [18 juin 1976] (p. 4380) : liaisons téléphoniques de l'Assemblée nationale.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Gau** [28 juin 1976] (p. 4799) : raisons des modifications de l'ordre du jour prioritaire.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 13 A** (p. 4817) : indique à M. Limouzy que le règlement n'impose pas que la commission saisie pour avis soit automatiquement consultée sur chaque amendement. **Article 13** (p. 4818) : déclare qu'une modification de la Constitution permet aux parlementaires de saisir le Conseil constitutionnel.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation du Parlement de l'Union indienne [8 octobre 1976] (p. 6487).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Bécam, Fanton et Lamps** [21 octobre 1976] (p. 6846) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 5** (p. 6945) : indique à M. Bécam que le règlement dispose que les amendements de suppression doivent être appelés en premier ; (p. 6946) : indique à M. Durafour qu'il demande la réserve de l'article 5 en demandant la réserve de l'amendement n° 39 de M. Papon. **Article 8** (p. 6952) : indique que les amendements seront mis aux voix les uns après les autres si M. Durafour ne demande pas le vote groupé ; indique qu'un député ne peut demander la réserve d'un amendement ; indique que l'amendement n° 15 de M. Combrisson qui est un amendement de supression ne peut être réservé sauf à la demande du Gouvernement ; indique à M. Chinaud que le règlement est formel sur ce point ; rappelle le cinquième alinéa de l'article 95 du règlement concernant la réserve ; estime qu'il convient d'examiner les amendements ; n'accepte pas la réserve à moins que le Gouvernement ou le président de la commission saisie au fond ne le demandent ; demande à M. Durafour ce qu'il souhaite ; déclare que seront examinés d'abord sans les voter les amendements autres que l'amendement de suppression qui sera mis aux voix le premier ; une interprétation un peu élastique du Gouvernement ; ne perçoit pas l'intérêt d'une telle procédure ; souligne que seront soumis à la discussion commune les amendements qui n'ont aucun lien entre eux ; (p. 6957) : fait observer à M. Krieg que le débat a lieu en séance publique et non en commission ; souligne la confusion du débat.

Deuxième partie :

Travail. — Réponse au rappel au règlement de M. Franceschi [15 novembre 1976] (p. 8030) : demande l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à réparer les injustices de la loi Boulin.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation des commissions des affaires étrangères du Soviet suprême de l'URSS [8 décembre 1976] (p. 9069).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ehrmann** [8 décembre 1976] (p. 9076) : interruption de la discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Delorme** [14 décembre 1976] (p. 9378) : méthodes de travail de l'Assemblée nationale ; discussion du projet de loi sur l'architecture.

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**). **Discussion des articles** [10 mai 1973] (p. 1144) : sa mise au point sur le scrutin du 26 novembre 1972 (adoption de l'ordre du jour complémentaire).

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **198**). **Explications de vote** [15 mai 1973] (p. 1272) : annonce l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1617) : après l'article 24 m du code du travail, soutient l'amendement de M. Schwartz : modalités de suspension de la mesure de licenciement jusu'à ce que la juridiction compétente se soit prononcée ; article 24 s (p. 1635) : ses arguments contre l'amendement de MM. Rolland et Voisin tendant à porter de 11 à 51 le seuil prévu dans l'article.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1973] (p. 1756) : application de l'article 48, possibilité pour l'Assemblée de se prononcer sur l'ordre du jour, motivation de la demande de scrutin public faite par son groupe.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Article premier** (p. 1873) : vote de son groupe contre l'article premier et contre les articles suivants.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° **347**). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1940) : ses observations sur les propos de M. Bustin au sujet de la profession notariale.

— **Projet de loi relatif au service national** (n° **360**). **Discussion générale** [13 juin 1973] (p. 2074) : sa question au ministre sur l'interdiction de *l'Humanité* dans les casernes.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au code du travail** (n° **499**). **Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 9** (p. 2512) : son amendement tendant à ce que la réforme du corps de l'inspection du travail soit effectuée par la voie législative.

— **Rappel au règlement en réponse à M. Robert-André Vivien** [26 juin 1973] (p. 2519) : état du rapport de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à abaisser l'âge de la majorité civique.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement** (n° 502). **Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 2** (p. 2612) : son opposition à l'amendement du Gouvernement ; risque d'impossibilité de renouvellement de la réquisition par le préfet ; crise du logement ; garanties de relogement pour les familles ; attributions d'office de logements ; (p. 2613) : ses observations sur l'argumentation du président de la commission, extension à tous les bénéficiaires du maintien des attributions d'office de logements, sa réponse au Gouvernement ; crise du logement dans la région parisienne, insuffisance du nombre des logements sociaux ; conséquences du rejet de l'amendement sur l'attitude des propriétaires des logements réquisitionnés.

— **Proposition de loi tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° 523). **Discussion des articles** [28 juin 1973]. **Article 2** (p. 2615) : ses observations sur la procédure d'adoption des amendements.

— **Rappel au règlement** [28 juin 1973] (p. 2616) : non-appel en séance publique des amendements de M. Millet adoptés par la commission, responsabilités de la commission.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (nos 137, 164, 381, 410). **Explications de vote** [28 juin 1973] (p. 2641) : explique le vote favorable de son groupe.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4310) : sa question au Gouvernement : associations de consommateurs et liberté de tendance idéologique.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4414) : opposition du parti communiste à un plan dans lequel la modification de la durée du mandat du Président de la République n'est qu'un prétexte, ses réserves sur la valeur d'un récent sondage ; (p. 4415) : estime que le projet aboutira au renforcement de l'autoritarisme, que le résultat des élections de mars 1973 n'est pas étranger à cette précipitation, volonté des travailleurs et de la population de s'opposer à toutes les limitations de leurs libertés, rôle de chef d'état-major du Premier ministre et contenu de l'article 20 de la Constitution ; ses observations sur l'article 5 de la Constitution ; renforcement des pouvoirs du Président de la République ; renforcement des prérogatives du cabinet présidentiel ; coïncidence proposée entre l'élection du Président de la République et l'accomplissement des plans ; montée du mécontement populaire ; possibilité d'une orientation démocratique ; volonté du pouvoir de renforcer encore les moyens tendant à faire payer aux travailleurs les frais de la crise du système capitaliste ; en appelle à l'Assemblée pour qu'elle refuse la détention par le Président de la République de tous les pouvoirs de l'exécutif ; ses observations sur la situation faite au Parlement ; refus opposé à l'inscription de huit propositions de création de commissions de contrôle ; politique au service du grand capital monopoliste ; évolution du régime, propos de MM. Chirac, Galley, Marcellin, Druon ; (p. 4416) : Royer ; application de l'article 6 de la Constitution par le Président de la République ; application abusive du règlement de l'Assemblée ; refus de tout amendement au projet, propositions institutionnelles du programme commun de la gauche ; sa conception du rôle du Président de la République ; débat pour ou contre le pouvoir personnel ; aménagements démocratiques proposés par le programme commun, vote de son groupe contre le projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4432) : vote de son groupe en faveur de l'amendement de M. Donnez tendant à limiter à deux le nombre de mandats consécutifs du Président de la République ; hostilité de son groupe au projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 6** (p. 4789) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Brochard : allégement de la taxation du tourisme populaire ; (p. 4799) : abaissement de 17,6 % à 7,5 % du taux de TVA appliqué aux terrains de camping, incidence qu'aurait cette mesure sur le prix de journée ; décision de l'Assemblée pour ou contre le tourisme populaire. **Rappel au règlement** [26 octobre 1973] (p. 4871) : suspension de séance et temps de parole des orateurs.

Deuxième partie :

Transports. — Section commune [30 octobre 1973] (p. 5055) : **Etat C**, vote de son groupe contre les titres III, V et VI ; **Transports terrestres : Etat C** : vote de son groupe contre le titre III.

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5215) : attitude liquidatrice du Gouvernement vis-à-vis de l'entreprise Lip et à l'égard de notre industrie charbonnière, politique où les intérêts des grandes sociétés sont seuls pris en compte ; emplois industriels dans la région parisienne ; (p. 5216) : lutte des

travailleurs de l'imprimerie Larousse ; suppression d'emplois à l'imprimerie Desfossés et achat de terrains par le groupe d'assurances Drouot ; situation des entreprises de la métallurgie ; liquidation du potentiel industriel de Paris et des départements avoisinants ; diminution de l'emploi à la filiale Renault - Machines-Outils, pourcentage de commandes de la Régie à Renault - Machines-Outils ; défense de ce secteur essentiel de la Régie par les ingénieurs et les ouvriers ; sa question au ministre du 10 octobre 1973, attribution de crédits par l'IDI à la société Ratier-Forest ; sa référence à un article de *l'Usine nouvelle* du 12 juillet 1973 ; rééquilibrage du secteur secondaire dans la région parisienne ; augmentation du nombre des emplois industriels à Paris et dans sa banlieue immédiate ; maintien du potentiel industriel et technique de la Régie Renault à Billancourt ; propositions de la section du parti communiste de la Régie Renault.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5540) : s'étonne du changement d'attitude de certains membres de la majorité au moment du vote sur le budget des anciens combattants.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6868) : proteste contre les conditions du retrait d'un projet de loi par le ministre des anciens combattants.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 466) : les questions monétaires ne peuvent être isolées de l'ensemble de la politique économique du Gouvernement et de la concurrence à outrance que se livrent entre eux les pays capitalistes ; (p. 467) : substituer la logique des besoins à celle des profits.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2815) : proteste contre la divulgation par la presse d'un rapport d'une commission de contrôle.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Après l'Article 6** (p. 2838) : sur l'amendement n° 84 de M. Villa : demande l'aménagement des règles d'expulsion des travailleurs étrangers. **Article 13** (p. 2848) : sur l'article : extension de l'amnistie aux cheminots et aux fonctionnaires d'outre-mer. **Article 14** (p. 2854) : amnistie et paiement de l'amende.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2919) : les nombreuses initiatives du groupe communiste ; historique de ses propositions de loi depuis la proposition Péron du 20 mars 1947 ; position des quatre-vingts mouvements de jeunesse ; la dissociation des deux majorités rendrait inopérant le nouvel âge électoral ; les textes qui reconnaissent des droits aux moins de vingt et un ans ; la nécessité d'une large campagne d'information pour faciliter aux jeunes l'accès à leurs nouvelles responsabilités.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**) [16 octobre 1974]. **Seconde délibération. Article premier** (p. 5119) : estime que la demande d'une seconde délibération traduit le mépris du Premier ministre à l'égard du Parlement.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Commission mixte paritaire** [17 octobre 1974] (p. 5184) : le groupe communiste votera contre le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice [14 novembre 1974] (p. 6464) : les moyens du ministre ne concordent pas avec les engagements du candidat député ; (p. 6465) : antinomie entre une justice indépendante et l'autoritarisme croissant du régime ; l'aide judiciaire ; la scolarité à l'école nationale de la magistrature ; juridiction prud'homale ; situation difficile des avocats stagiaires ; (p. 6466) : réprimer le racisme ; adapter le code pénal aux objectifs de prévention et d'aide ; les propositions communistes de réforme du conseil supérieur de la magistrature.

Seconde délibération [20 novembre 1974] (p. 6886) : son opposition à l'amendement n° 8 du Gouvernement à la seconde délibération de la loi de finances relatif aux crédits destinés à l'enseignement privé.

— **Rappel au règlement** [20 novembre 1974] (p. 6785) : proteste contre la retransmission en direct du discours des membres du Gouvernement et demande que la suite du débat sur le budget des PTT soit retransmise par la télévision.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7990) : les promesses électorales ; le procès d'une politique ; la progression des demandes d'emploi ; la fermeture des entreprises petites et moyennes ; le programme commun élaboré en fonction de la crise ; la hausse des prix ; la diminution du pouvoir d'achat ; (p. 7991) : la crise présente dans tous les pays capitalistes mais absente des pays socialistes ; les abandons de souveraineté ; les réponses et les silences du Premier ministre justifient le vote de la motion de censure ; la bataille pour le programme commun.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° 950). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8270) : le groupe communiste s'abstiendra.

1975

— **Rappel au règlement** [4 avril 1975] (p. 1322) : la demande d'inscription à l'ordre du jour de la séance du 4 avril des questions au Gouvernement et des questions orales.

— **Projet de loi portant modifications de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Discussion des articles** [16 mai 1975]. **Article 15** (p. 2829) : sur l'amendement n° 20 de M. Gerbet, demande selon quel critère la gravité du motif sera déterminée par le tribunal. **Article 19 : Article 43-6 du code pénal** (p. 2836) : son amendement n° 89 : supprimer l'article 43-6 du code pénal ; l'aggravation de la peine et de la répression qu'entraîne cet article ; repoussé. **Article 20** (p. 2837) : son amendement n° 90 : créer une peine d'avertissement non inscrite sur le bulletin n° 1 du casier judiciaire ; repoussé. **Article 39** (p. 2843) : son amendement n° 92 : supprimer du code pénal les articles relatifs à l'interdiction de séjour ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3353) : la caricature faite par le ministre des propositions du groupe communiste ; l'alimentation du fonds des pensions proposée par ce groupe. **Discussion des articles. Article premier : Article 229 du code civil** (p. 3356) : ses amendements n°s 2 et 3 : devenus sans objet. **Article 230 du code civil** (p. 3358) : son amendement n° 4 : procédure de présentation de la demande de divorce ; repoussé. **Article 232 du code civil** (p. 3372) : son amendement n° 7 ; retiré ; son amendement n° 276 ; retiré. **Avant l'Article 242 du code civil** (p. 3381) : son amendement n° 13 : modification de l'intitulé de la section III du chapitre I ; repoussé. **Article 242 du code civil** (p. 3382) : son amendement n° 14 : atténuer le caractère de la faute ; repoussé. **Article 243 du code civil** : son amendement n° 15 : devenu sans objet. **Article 244 du code civil** (p. 3383) : son amendement n° 16 : devenu sans objet. **Article 245 du code civil** (p. 3364) : son amendement n° 17 : supprimer l'article ; devenu sans objet. **Article 252-1 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 22 : supprimer le renouvellement du délai de réflexion ; adopté. **Article 265-5 du code civil (p. 3396)** : son amendement n° 32 ; retiré ; [30 mai 1975] : **Article 308 du code civil** (p. 3462) : son amendement n° 55 : supprimer le deuxième alinéa de l'article, repoussé. **Explication de vote** : [4 juin 1975] le groupe communiste votera le projet malgré les réserves qu'il lui inspire.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article 8** (p. 4101) : regrette que l'article 40 de la Constitution ait été opposé à un amendement n° 8 prévoyant que dès que la demande de recouvrement public était admise, le comptable du Trésor était tenu de verser les pensions alimentaires. **Après l'Article 14** (p. 4104) : sur l'amendement n° 11 de M. Krieg, juge que faire supporter certaines charges par les caisses d'allocations familiales et non par le Trésor démontre la volonté du Gouvernement de faire payer les travailleurs. **Seconde délibération. Article premier A** nouveau (p. 4106, 4107) : considère que la demande du Gouvernement tendant à un même vote sur la suppression de l'article premier A nouveau et sur l'ensemble du projet de loi constitue une « manœuvre ».

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Discussion des articles** [26 juin 1975]. **Article premier** (p. 4791) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 34 de M. Debré qui n'accorde qu'une indépendance sous condition ; son amendement n° 20 : supprimer la seconde phrase de l'article premier ; adopté. **Article 2** (p. 4792) : son amendement n° 21 prévoit l'élection dans un délai de trois mois d'une assemblée constituante après réunion d'une conférence constitutionnelle ; (p. 4795) : repoussé ; (p. 4792) : déplore que la majorité persite à vouloir mener dans cette affaire une politique néo-colonialiste. **Après l'Article 2** (p. 4798) : ses amendements n°s 19, 22, 23 et 24 ; retirés. **Article 4** (p. 4799) : son amendement n° 26, retiré ; le groupe communiste votera contre l'article. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5078) : la faculté d'options individuelles reconnues aux comoriens démontre que le Gouvernement n'entendait accorder qu'une indépendance sous condition. **Explications de vote** (p. 5078) : le groupe communiste votera contre.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1975] (p. 5068) : fait observer que le Parlement ne pourra réformer ses méthodes de travail tant que le Gouvernement le maintiendra dans un corset.

— **Rappel au règlement** [9 septembre 1975] (p. 6057) : donne les raisons de son retard dû à la fermeture des portes de l'Assemblée.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 13** (p. 6205) :

son amendement n° 16 : supprimer l'article ; le danger qu'il présente ; possibilité pour l'Assemblée qui sera en session de décider de l'utilisation des crédits ; (p. 6206) : ne voit pas en quoi il sera plus rapide de consulter la commission des finances plutôt que l'Assemblée toute entière ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6255) : se réjouit du texte adopté par le Sénat à l'article 13 qui respecte les droits de l'assemblée ; regrette que la majorité s'oppose automatiquement aux propositions de l'opposition ; exprime son doute quant à l'engagement réel des crédits débloqués par le projet ; déclare voter contre l'article 13 et contre l'ensemble du projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 10** (p. 6560) : sur l'amendement n° 68 de M. Bernard Marie, estime qu'on ne saurait institutionnaliser un détournement des fonds destinés à la formation permanente ; financer le développement du sport sur le budget de l'Etat.

— **Rappel au règlement de M. Gaudin** [17 octobre 1975] (p. 7054) : ordre du jour prioritaire.

— **Rappel au règlement** [24 octobre 1975] (p. 7385) : organisation des travaux parlementaires ; distribution tardive des rapports.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7403) : s'interroge sur la qualité de la vie pour les mal-logés ; (p. 7404) : la politique du Gouvernement commandée par les profits des sociétés immobilières ; le refus d'une politique sociale du logement ; l'augmentation des loyers ; (p. 7405) : la multiplication des saisies et des expulsions ; la proposition de loi du groupe communiste ; le nécessaire blocage des loyers ; le programme commun de la gauche ; (p. 7406) : le vote hostile du groupe communiste.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7838) : les origines de la sécurité sociale ; la remise en cause des avantages acquis par le Gouvernement et le grand patronat ; (p. 7839) : la possibilité d'un équilibre de la sécurité sociale ; la nécessaire nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; la diminution du pouvoir d'achat des allocations familiales ; l'insuffisancc des retraites ; le nécessaire abaissement de l'âge de la retraite ; (p. 7840) : la politique sociale préconisée par le programme commun de la gauche.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] (p. 8321) : s'élève contre la nouvelle méthode de travail employée ; (p. 8322) : estime que le problème essentiel réside dans les pouvoirs donnés au Parlement ; (p. 8329) : le problème des subventions exceptionnelles accordées aux personnes et aux collectivités victimes de calamités.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8972) : rappelle que le groupe communiste demande que l'ensemble des jeunes puisse bénéficier de l'aide publique. **Discussion de l'article unique** [27 novembre 1975] (p. 9006) : rappelle que le groupe communiste désirait déposer un amendement accordant le bénéfice de l'aide publique aux jeunes dès lors qu'ils sont inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 43** (p. 9302) : suggère que l'information des personnels concernés par le texte en discussion, faite à la demande de M. Fanton, se limite au simple envoi des débats rapportés par le *Journal officiel*.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1975] (p. 9455) : conditions de discussion des conclusions d'un rapport sur la proposition de loi relative à la protection de la sous-traitance.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 9623) : fait observer que l'amendement n° 11 de M. Kalinsky reprend les termes employés par M. Stirn en 1974 ; (p. 9627) : sa question sur le sort des îlots rattachés à Mayotte au cas où ces îlots se prononceraient pour le rattachement aux Comores.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1975] (p. 9855) : modification de l'ordre du jour ; discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles ; manœuvres dilatoires du Gouvernement.

— **Projet de loi portant organisation judiciaire de la cour d'appel de Versailles** (n° **2002**). **Discussion générale** [17 décembre

1975] (p. 9941) : l'autoritarisme du pouvoir qui s'est manifesté dans la volonté de créer une cour d'appel à Versailles ; les raisons qui s'opposent à cette création ; le rôle de régulation préalable joué par la cour d'appel de Paris ; (p. 9942) : la nécessité d'affecter des crédits aux services pénitentiaires et à l'éducation surveillée ; la nécessaire modification de la procédure civile ; l'extension de l'aide judiciaire.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 25** (p. 1852) : ne peut suivre le raisonnement de M. Claudius-Petit sur la trop grande générosité de l'article ; rappelle que les travailleurs font grève pour obtenir l'amélioration de la sécurité dans leur entreprise.

— **Rappel au règlement** [27 avril 1976] (p. 2166) : conteste la régularité du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2879) : faire croire aux travailleurs que l'on s'intéresse à leur sort ; le résultat de l'expérience d'actionnariat à la régie Renault ; les revendications des syndicats de la régie Renault concernant leur information et leur consultation en matière économique et financière ; (p. 2880) : l'absence d'information des syndicats de l'intention de réorganisation de l'entreprise par la direction en octobre 1975.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 2** (p. 3214) : sur l'amendement n° 10 de Mme Missoffe fait observer que le SMIC suit le coût de la vie ; le retard des allocations familiales sur le coût de la vie. **Article 4** (p. 3221) : sur l'amendement n° 70 de M. Legrand défendu par Mme Chonavel insiste sur la nécessité de donner à la mère adoptive le temps de se consacrer à l'accueil de l'enfant adoptif. **Article 5** (p. 3222) : s'étonne de la position de Mme Veil sur l'amendement n° 20 de Mme Missoffe, demande à Mme Veil de préciser que l'article 5 bénéficiera à toutes les ressortissantes étrangères résidant en France.

— **Rappel au règlement** [3 juin 1976] (p. 3701, 3702) : organisation du débat sur la proposition de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu ; adjonctions au drapeau tricolore de l'Elysée.

— **Rappel au règlement** [9 juin 1976] (p. 3908) : l'attitude du Gouvernement à l'égard de toute question posée par un député communiste ; l'intolérance des députés de la majorité dite « présidentielle ».

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976]. **Explications de vote** (p. 6749) : l'astuce politicienne de M. Barre ; la critique de M. Barre vis-à-vis de l'impôt sur le capital ; Démocratie française ; la spéculation contre le franc ; le déficit du commerce extérieur ; la crise de l'aéronautique ; les problèmes de l'industrie de la machine-outil ; les intérêts de la nation ; (p. 6750) : la stagnation du pouvoir d'achat des ouvriers ; la lutte pour le plein emploi.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 6927) : estime que l'adoption de l'amendement n° 9 de M. Combrisson serait une œuvre de justice ; le caractère indispensable de la déductibilité des frais de garde lorsque les deux parents travaillent ; les réserves de la commission des finances dues au mode de financement. **Mise au point au sujet d'un vote** : indique que M. Robert Ballanger a voté pour.

Deuxième partie :

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8293) : les missions de la police ; (p. 8294) : la proposition communiste « Vivre libre » ; la sécurité des Français ; le problème de la délinquance et de la criminalité ; la délinquance juvénile ; le sentiment d'insécurité ; les centres médico-psycho-pédagogiques ; l'insécurité ; les problèmes économiques et sociaux à l'origine de la violence et de la criminalité ; critique la manière d'agir du ministre ; le rassemblement à la porte de Pantin le 18 octobre 1976 ; les problèmes financiers et les problèmes de formation professionnelle de la police ; (p. 8295) : les effectifs ; la crainte des fonctionnaires de voir une militarisation de la police ; la régionalisation de la police ; le problème des droits syndicaux.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8361) : les manifestations de policiers ; la parité entre la police et la gendarmerie ; les revendications particulières à certaines catégories de personnels ; le problème du déroulement de carrières.

— **Rappel au règlement** [26 octobre 1976] (p. 7006) : libertés syndicales du personnel de l'Assemblée nationale.

— **Fait personnel** [26 octobre 1976] (p. 7006) : affirme défendre le personnel de l'Assemblée nationale aussi bien en réunion de bureau qu'en séance publique.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel-Dassault** (n° 2522). **Discussion de l'article unique** [3 novembre 1976] (p. 7433) : indique que les présidents de groupe doivent s'engager à ce que la proposition de résolution de M. Bertrand Denis vienne à l'ordre du jour de l'Assemblée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° 2197). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 8917) : souhaite la consultation de l'enfant. **Après l'Article 3 :** retire l'amendement n° 9 de M. Kalinsky. **Article 4** (p. 8920) : donner une famille à l'enfant abandonné, ne rien négliger pour maintenir l'enfant dans sa famille naturelle ; ne votera pas l'amendement n° 17 de M. Forni ; la misère ; soutient l'amendement n° 12 de Mme Constans proposant que pendant l'année qui précède l'introduction de la demande de déclaration d'abandon, les parents soient tenus informés par les services compétents des conséquences que pourrait avoir leur attitude pour l'avenir de l'enfant ; une mesure de réflexion ; (p. 8921) : les parents qui souhaitent récupérer leur enfant ; propose l'expression « les parents sont tenus informés » ; suggère un rappel d'information plutôt qu'une information au moment du recueil temporaire ; retire l'amendement n° 12. **Article 5** (p. 8922) : soutient l'amendement n° 13 de M. Kalinsky tendant à supprimer l'article 5 ; la connaissance par le juge de tous les éléments ; les moyens d'appréciation du juge ; repoussé. **Article 7** (p. 8923) : demande si les enfants adoptés seront considérés comme des enfants à part entière y compris au regard du code des pensions civiles et militaires.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° 2183). **Deuxième lecture. Explication de vote** [20 décembre 1976] (p. 9769) : indique que le groupe communiste vote contre le projet de loi.

— **Réponse à l'allocution de fin de session** (n° 2134) [20 décembre 1976] (p. 9761) : proteste contre l'emploi fait par le Gouvernement de la procédure d'urgence et des scrutins publics.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823). **Explications de vote** [28 avril 1977] (p. 2281) : la nature du débat ; l'action du Premier ministre depuis six mois ; le souci électoraliste de la majorité ; la solidarité du groupe communiste vis-à-vis des travailleurs en lutte ; l'application des mesures relatives à la sidérurgie ; l'absence de propositions en vue de développer les branches importantes de l'économie ; les conditions de succès « du pacte national pour l'emploi » ; (p. 2282) : la situation des personnes âgées ; l'efficacité des solutions contenues dans le Programme commun.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la radiation des cadres et aux droits en matière de pension de retraite des militaires de statut civil de droit local, originaires des îles de la Grande-Comore, Anjouan et Mohéli** (n° 2613). **Explications de vote** [26 mai 1977] (p. 3078) : l'abstention du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° 2928). **Explications de vote** [2 juin 1977] (p. 3333) : le vote négatif du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° 2921). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 3993) : manifester la volonté politique de garantir les droits de l'Assemblée nationale ; l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Donnez ; l'application de l'article 138 du Traité de Rome ; (p. 3994) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 2 de M. Donnez ; (p. 3996) : son amendement n° 16 : caractère inaliénable de la souveraineté nationale et non-participation de l'Assemblée des Communautés européennes à l'exercice de la souveraineté nationale ; le vote favorable du groupe communiste à l'amendement n° 8 rectifié de M. Debré ; l'article 3 de la Constitution ; (p. 3997) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 16 ; amendement n° 16 repoussé par scrutin public. **Après l'Article premier** (p. 4005) : son amendement n° 15 : présentation par la délégation nationale des représentants de la France à l'Assemblée des Communautés européennes d'un rapport annuel à l'Assemblée nationale et au Sénat ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4012) : le refus fait par le Gouvernement aux députés d'amender le projet de ratification ; l'opposition du Gouvernement aux amendements du groupe communiste ; les décisions prises par M. Chirac en tant que Premier ministre ; les articles 20 et 21 de la Constitution ; le dévelop-

pement de l'Europe et de ses institutions dans l'intérêt et au service des travailleurs ; la garantie de l'indépendance et de la souveraineté nationales ; le vote du projet de loi électorale par le groupe communiste. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4542) : l'adoption par l'Assemblée nationale d'un article premier A ; la compétence du Parlement français sur la définition du mode d'élection des représentants français à l'Assemblée des Communautés européennes ; les conditions du vote du groupe communiste ; (p. 4543) : l'abstention du groupe communiste.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les articles LO 319 et LO 320 du code électoral** (n° **2975**). **Discussion de l'article unique** [23 juin 1977] (p. 4103) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n°s **2845, 1223, 1863, 2282, 2328**). **Discussion des articles.** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4147) : l'abaissement du taux d'invalidité à 60 % ; l'examen des demandes de réduction des pensions.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative n° 2754. Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4522) : son amendement relatif à la suppression de l'article 59 *bis* introduit par la commission mixte paritaire ; la nature de l'article 59 *bis* ; le support des peines par les entreprises ; le classement de plusieurs affaires importantes. **Explications de vote** (p. 4525) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1977] (p. 4536) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à faciliter le vote des Français établis hors de France** (n° **3011**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4543) : le vote hostile du groupe communiste. **Explications de vote** : le vote hostile du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n°s 267, 2790, 2791, 2854, 2896). **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1977] ; (p. 4551) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 4556) : les conditions de reprise de la séance.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [5 octobre 1977]. **Après l'article 11** (p. 5848) ; l'autorisation par la loi de la création des traitements automatisés. **Après l'Article 12** (p. 5850) : demande la réserve de l'amendement n° 11 de M. Kalinsky. **Après l'Article 15** (p. 5852) : soutient l'amendement n° 15 de M. Maisonnat : conditions d'inclusion dans le champ d'application de la loi des fichiers nominatifs non automatisés ; l'extension du pouvoir d'investigation de la commission nationale de l'informatique par une mesure législative ; (p. 5853) : la mise en question de l'indépendance de la commission en cas d'adoption de l'amendement n° 114 ; amendement n° 15 ; repoussé. **Article 17** (p. 5854) : le vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 116 de M. Foyer. **Article 18** (p. 5856) : les motivations de la suppression des dispositions relatives à la fixation par la commission des catégories de traitements ne comportant manifestement pas de risques d'atteinte à la vie privée. **Après l'Article 18** : soutient l'amendement n° 18 de M. Maisonnat : consultation de la commission nationale de l'informatique en cas de transfert et de communication des fichiers publics automatisés d'informations nominatives ; retiré. **Après l'Article 13** (*suite*) (p. 5870) : propose une nouvelle rédaction de la première phrase de l'amendement n° 14 de M. Maisonnat : la vocation des comités d'entreprise à être informés ; la violation des dispositions du code du travail en matière d'information des comités d'entreprise. **Article 21** (p. 5871) : soutient l'amendement n° 20 de M. Maisonnat : soumission à autorisation préalable de la Commission nationale de l'informatique des traitements automatisés des informations nominatives faisant l'objet d'une transmission vers un pays étranger ; (p. 5872) : la possibilité donnée au Gouvernement de passer outre aux avis de la commission ; l'absence de garanties données par l'article 22 du projet de loi ; repoussé. **Article 23** (p. 5875) : la similitude des dispositions contenues dans le texte du projet de loi et des amendements proposés. **Article 25** (p. 5878) : l'exclusion du champ d'application de l'amendement n° 16 des affaires en cours d'instruction.

— **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre**

1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (territoires d'outre-mer) (n° **3118**). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5912) : l'évolution démographique de certaines circonscriptions métropolitaines ; l'expression démocratique de la population de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie ; l'organisation de l'information ; l'entretien délibéré par le pouvoir d'une tension sociale et politique ; l'instauration d'une sorte d'apartheid électoral ; (p. 5913) : les conditions d'une amélioration du caractère démocratique de la représentation de la population des territoires.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Article 13** (p. 6141) : le vote hostile du groupe communiste à l'article 13. **Après l'Article 18** (p. 6144) : son amendement n° 63 : augmentation de 10 % de l'impôt sur les bénéfices des sociétés versé par les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense nationale ; le respect du rapport constant en matière de calcul des pensions militaires d'invalidité des anciens combattants, des veuves et ascendants ; la revalorisation des pensions des anciens combattants ; (p. 6145) : la déclaration d'irrecevabilité de l'amendement en cas d'affectation de la recette dégagée par l'amendement n° 63 ; les différences existant entre les dispositions de l'amendement n° 63 et l'impôt institué par l'article 235 *ter* du CGI ; amendement n° 63 ; repoussé par scrutin public.

Deuxième partie :

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6825) : le droit à réparation ; l'examen par une commission tripartite de l'application du rapport constant et de la promotion des pensions ; demande une suspension de séance en vue de permettre au secrétaire d'Etat de rédiger les amendements relatifs au rattrapage du rapport constant.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7346) : les déclarations gouvernementales sur l'emploi ; l'accroissement du nombre des demandeurs d'emploi ; les perspectives des entreprises en matière d'emploi ; le cas d'Issy-les-Moulineaux ; la conséquence de la lutte contre l'inflation ; la politique de rationalisation menée par les entreprises monopolistes ; le sort des femmes ; la stratégie de redéploiement des firmes ; (p. 7347) : le caractère démagogique de la politique de l'emploi en faveur des jeunes ; le sort fait aux travailleurs immigrés ; le rôle des PME ; les solutions au chômage ; le contre-projet de budget présenté par le groupe communiste ; la relance de la demande ; l'amélioration des conditions de travail et de la qualification du travail ; parvenir à une croissance d'un type nouveau ; les nationalisations ; les créations d'emploi ; mettre un terme aux importations excessives ; refuser du potentiel économique aux intérêts des grands groupes industriels ; le vote hostile du groupe communiste au projet de budget. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV. Etat C - Titres V et VI** (p. 7371) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant l'article L. 167-1 du code électoral** (n° **3115**). **Discussion des articles** [23 novembre 1977]. **Article 4** (p. 7843) : donner la possibilité aux représentants des groupements politiques locaux des TOM et DOM d'utiliser les antennes de la radio-télévision française.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Article premier** (p. 8116) : le vote hostile du groupe communiste sur l'article premier. **Après l'Article 5** (p. 8117) : son amendement n° 16 : instauration d'un impôt de 2 % sur l'actif net des établissements bancaires et financiers ; l'attribution d'une prime exceptionnelle de fin d'année de 500 F à certaines catégories sociales ; l'amélioration des conditions d'existence des plus défavorisés ; la proposition du parti communiste préalable à la décision du Gouvernement de l'affectation d'une prime exceptionnelle aux travailleurs les plus défavorisés ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **2417**). **Lettre rectificative** (n° **2779**). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8234) : l'absence de consultation de l'Assemblée territoriale sur les dispositions relatives à la modification du régime communal en Polynésie française.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° **3207**). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8605) : l'accès au Parlement des salariés ; le nombre élevé de salariés parmi les candidats communistes ; la forte proportion d'ouvriers parmi les députés communistes ; l'insuffisance du délai de dix jours de congé pour mener une campagne électorale ; les amendements du groupe communiste ; porter l'autorisation d'absence à vingt jours ouvrables ; la garantie de réembauchage en cas de réélection ; étendre la possibilité d'absence à l'ensemble des élections ; (p. 8606) : rendre obligatoires les autorisations d'absence. **Discussion de l'article unique. Article unique : Article L. 122-24-1 du code du travail** (p. 8606) : l'absence de relations entre les dis-

positions de l'amendement n° 13 de M. Briane et le mode de scrutin retenu pour l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes ; (p. 8607) : propose la suppression dans l'amendement n° 1 de M. Le Meur de la référence au conseil régional ; (p. 8608) : soutient l'amendement n° 2 de M. Berthelot : fixation à vingt du nombre de jours d'absence en cas de participation à une campagne électorale ; adopté ; (p. 8609) : soutient l'amendement n° 3 de M. Berthelot : conditions de rémunération de la durée des absences ; retiré ; le choix des salariés entre l'imputation de l'absence sur la durée de son congé annuel et le congé sans solde. **Article 122-24-2 du code du travail** (p. 8612) : le danger d'introduire dans la loi la possibilité pour les employeurs de licencier les salariés élus ; son amendement n° 5 soutenu par M. Villa : extension aux salariés élus durant l'exercice de leur mandat de tous les avantages acquis par les salariés de sa catégorie ; (p. 8613) : ne pas introduire de discrimination entre la situation des salariés du secteur public et ceux du secteur privé ; amendement n° 5 ; adopté ; soutient l'amendement n° 6 de M. Berthelot : application des dispositions relatives au bénéfice par le salarié des avantages acquis par les salariés de sa catégorie durant l'exercice de son mandat lorsque le mandat a été renouvelé ; adopté. **Après l'Article unique** (p. 8614) : son amendement n° 8 : conditions de participation des élus locaux et régionaux à des stages de formation ; devenu sans objet ; son amendement n° 9 : autorisation d'absence des salariés membres d'un conseil municipal, d'un conseil régional ou d'un conseil général ; devenu sans objet. **Titre** : son amendement n° 10 : modification du titre ; devenu sans objet.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° **3203**). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article 2** (p. 8622) : la portée réelle de l'amendement n° 1 de M. Caille en raison du rejet de l'article premier du projet de loi.

DUCRAY (Gérard)

Député du Rhône
(10e circonscription)
(RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) du 8 juin 1974 au 12 janvier 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1973] (p. 730, 732), [2 avril 1974] (p. 1448).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [8 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre suppléant du conseil national de la statistique [4 mai 1973] (p. 1051).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [4 mai 1973] (p. 1051).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Président de cette commission [6 novembre 1973] (p. 5246).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

DÉPOTS :

— **Proposition de loi tendant à** préserver **les aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée contre les pollutions industrielles** (n° **390**) [24 mai 1973] ;

— **Proposition de loi relative à** l'attribution **de la médaille d'honneur du travail** (n° **391**) [24 mai 1973] ;

— **Proposition de loi tendant à** abroger **le décret-loi du 1er avril 1939 instaurant une procédure d'urgence pour l'instruction des demandes de construction de dépôts d'hydrocarbures** (n° **392**) [24 mai 1973] ;

— **Proposition de loi tendant à** permettre **aux mères de famille qui exercent un emploi salarié de déduire de leurs revenus imposables les frais exposés à l'occasion de la garde de leurs enfants** (n° **393**) [24 mai 1973] ;

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° **646**). — **Annexe n° 18 : Services financiers** (Crédits du ministère de l'économie et des finances. — II. — Services financiers). — **Annexe n° 41 : Prestations sociales agricoles** (n° **681**) [10 octobre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Crépeau** (n° **12134**) : **Pollution des plages** [7 mai 1975] (p. 2471) : aide financière accordée aux communes du littoral par les agences de bassin et le fonds d'intervention d'action pour la nature et l'environnement ; (p. 2472) : mise en place d'un réseau d'observation de la qualité du milieu marin — le rapport de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen.

— **M. Briane** (n° **19436**) : **Emballages plastiques** [7 mai 1975] (p. 2473).

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Cabanel : Développement du thermalisme** [17 décembre 1975] (p. 9911) : importance du thermalisme ; création d'un groupe interministériel qui donnera un élan nouveau au thermalisme en 1976.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° **197**). **Seconde délibération** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1637) : Article 24 i du code du travail : s'oppose à l'amendement du Gouvernement tendant à la reprise de son texte initial.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1745) : décalage entre la politique de l'éducation nationale et les problèmes de l'éducation au niveau des circonscriptions ; problèmes quantitatifs ; insuffisance des équipements ; revendications des personnels ; traitement des instituteurs débutants ; gratuité de l'enseignement obligatoire ; aspects tionale ; désarroi des familles ; évolution des mœurs ; enquête dans les lycées de Paris sur l'activité sexuelle ; politisation de certains enseignants ; groupuscules extrémistes ; différentes attitudes face à la crise ; son caractère de crise de croissance ; adaptation de l'enseignement, ses observations sur l'application de la loi d'orientation ; (p. 1746) : formation des maîtres ; problème des maîtres auxiliaires ; demande de l'adoption des conclusions du rapport Joxe ; travail par petits groupes ; adaptation des programmes ; ses observations sur le contenu de l'enseignement de l'histoire ; information sur les problèmes sociologiques ; caractère de formation générale de l'éducation ; tâches et responsabilités des enseignants ; réforme du système de l'inspection.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'Article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4418) : large consensus qui s'est dégagé sur la réduction du mandat présidentiel ; sa surprise devant les propos de M. Ducoloné ; contenu du Programme commun en ce qui concerne la durée du mandat présidentiel ; ressemblance avec ce que propose le Gouvernement ; ne comprend pas le procès d'intention qui est fait au Gouvernement à ce sujet, habitude fréquente de l'opposition dans notre pays ; sa référence à une chanson de Gavroche ; ses observations sur la Constitution de 1958 modifiée en 1962 ; (p. 4419) : et sur la Constitution préconisée par l'opposition, caractère miparlementaire et mi-présidentiel de cette Constitution ; ne croit pas que la réduction du mandat présidentiel puisse amoindrir l'autorité du chef de l'Etat ; nécessité de procéder périodiquement à des révisions ponctuelles ; dispositions de la Constitution à revoir ; préférence du groupe des républicains indépendants pour un mandat de six ans ; son ralliement à l'argumentation du Premier ministre ; examen d'autres amendements ; choix de la voie parlementaire ; estime opportun de s'en tenir à l'article 6.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1973] (p. 4475, 4476) : dégradations commises à son domicile.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4759) : son sous-amendement à l'article 2 f proposé par l'amendement du Gouvernement : propose que la majoration du prix d'acquisition des immeubles pour chaque année au-delà de la cinquième soit égale à la variation de l'indice national du coût de la construction ; se rallie au taux de 5 % proposé par le ministre de l'économie et des finances ; (p. 4774) : à l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement, propose le critère de la date de déclaration d'ouverture du chantier comme date certaine du début de la construction. **Après l'Article 6** (p. 4793) : ses observations sur l'amendement de M. Vizet, inopportunité de modifier le mode de financement de l'INAO ; (p. 4798) : son sous-amendement tendant à appliquer un taux de T.V.A. de 7,5 % aux hôtels non classés et aux meublés de tourisme.

Deuxième partie :

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [6 novembre 1973] (p. 5235) : taux de progression des crédits du BAPSA ; (p. 5236) : sources de financement ; cotisations professionnelles ; cotisations cadastrales et règles de répartition ; progressivité de la charge et coefficients correcteurs appliqués au revenu cadastral départemental ; modalités de fixation du taux d'augmentation des cotisations ; cotisation individuelle vieillesse, cotisation AMEXA, cotisation d'assurance volontaire et cotisation additionnelle à l'impôt foncier ; non-publication du décret d'application fixant le taux de certaines cotisations et ses conséquences ; taxes mises à la charge de la profession : taxe sur les céréales et taxe sur les betteraves, charges incombant à la collectivité nationale : taxes affectées et subvention du budget général ; versement du fonds national de solidarité, dépenses de l'AMEXA (assurance maladie, invalidité, maternité) ; observe que les dépenses de santé du régime général de sécurité sociale et celles de la mutualité sociale agricole approchent de la parité ; dotation relative à l'invalidité ; augmentation du nombre des titulaires de prestations vieillesse ; (p. 5237) ; prestations familiales et évolution démographique : diminution du nombre de familles bénéficiaires ; sa demande de précision sur l'augmentation des crédits destinés au fonds spécial et au régime spécial étudiant ; moyens des services ; frais de gestion de la MSA ; progression des cotisations et évolution du revenu agricole ; conséquences de l'évolution démographique, de la venue à maturité du régime agricole et de la politique volontariste du Gouvernement en faveur de la famille et des personnes âgées ; le BAPSA budget de solidarité et de justice sociale.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6092) : demande une augmentation de la taxe parafiscale destinée aux comités professionnels viticoles (p. 6093) : recettes des exportations de vins français ; ses amendements. **Article 33 : Etat E** (p. 6111, 6112) : son amendement tendant à supprimer la cotisation destinée au financement du conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (p. 6113, 6114) ; ses amendements tendant à supprimer l'ensemble des taxes parafiscales destinées à financer les comités interprofessionnels viticoles.

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur spécial [20 novembre 1973] (p. 6150) : son analyse des crédits, réforme des structures des services, centres des impôts, mécanisation, recrutement des personnels, appareil administratif du commerce extérieur, INSEE ; observations de la commission, paiement mensuel des pensions, réseau des postes comptables, publication des comptes des collectivités locales, équipement des services des impôts, dates de recouvrement des impôts, recettes locales des impôts, aide aux organisations de consommateurs, postes de l'expansion économique à l'étranger, investissements français à l'étranger, INSEE et libertés individuelles ; **Etat B - Titre III** (p. 6157) : son amendement de réduction des crédits de ce titre tendant à obtenir que la restructuration du réseau des recettes des impôts soit précédée par l'extension et la généralisation des procédures simplifiées pour le recouvrement des droits spécifiques dans les régions viticoles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° 725). **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6490) : son intervention contre la motion de renvoi ; ses arguments en faveur de la discussion du texte ; **Discussion des articles. Article 2** (p. 6493) : son amendement tendant à inclure la référence aux « usages loyaux et constants » ; (p. 6494) ; retrait.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5659) : le rapport sur la lutte contre le gaspillage ; la construc-

tion des centrales nucléaires ; la lutte contre les nuisances industrielles ; financer l'insonorisation des bâtiments riverains par les taxes d'aéroport ; les normes internationales en matière de bruit des avions ; (p. 5660) : les élus locaux seront associés aux implantations des centrales nucléaires ; concertation avec la RFA au sein de la commission internationale du Rhin ; le procédé de refroidissement par eau vive ne sera plus utilisé sur le Rhin ; une nouvelle enquête sur l'usine de Marckolsheim ; le contrôle des stations d'épuration ; les inspecteurs d'établissements classés et l'application de la loi de 1917 ; réforme de la loi sur les établissements classés ; (p. 5661) : collaboration des ministères de l'agriculture et de la qualité de la vie en matière de remembrement ; distinguer abattage et défrichement des arbres. — III. **Tourisme** [31 octobre 1974] (p. 5710) : la vocation interministérielle du tourisme ; la concertation : exemple de l'hôtellerie ; la coordination : commissariat au tourisme et conseil supérieur du tourisme, établissements publics et comités régionaux du tourisme ; promotion à l'étranger ; tourisme social ; « produits touristiques », promotion sur les pays à devises fortes ; (p. 5711) : campagnes aux Etats-Unis ; les opérations « châteaux en Bourgogne ou en Auvergne » ; l'hébergement ; le camping et les villages de vacances ; la TVA sur le camping ; les chambres d'hôte ; le tourisme en espace rural ; l'aménagement de la montagne ; le plan neige ; les sentiers de randonnée ; les itinéraires de ski nordique ; les cours d'eau ; les formes traditionnelles d'accueil ; l'aide à la personne ; le rattachement au ministère de la qualité de la vie.

1975

— **Projet de loi fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation de voyages ou de séjours (n° 1587). Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4160) : l'adoption du texte à l'unanimité par le Sénat ; le renforcement des garanties et la plus grande protection de l'utilisateur des agences de voyage ; l'exigence de garanties financières ; l'unification du statut des agences ; la souplesse du projet de loi ; (p. 4162) : les aspects sociaux et économiques du tourisme ; la part du tourisme dans la balance commerciale ; le sens de l'article 7 du projet ; l'exclusion d'un certain nombre de décisions du champ d'application du projet de loi ; le projet de Villefranche-sur-Mer. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4164) : estime que les hôteliers ne peuvent être tenus aux mêmes obligations que les agences ; s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Crépin ; est favorable à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Cot. **Article 6** (p. 4165) : sa réponse à la question de M. Jean-Pierre Cot. **Article 7** (p. 4167) : juge évident que l'article 2 donne satisfaction à M. Jean-Pierre Cot ; rappelle la définition du tourisme social ; s'oppose à toute suppression du deuxième alinéa de l'article 7. **Article 11 *bis*** (p. 4168) : estime que l'amendement n° 5 de Mme Crépin est de nature réglementaire. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4993) : demande à l'Assemblée nationale de voter l'article 2 qui reste en discussion dans les termes qui ont été adoptés par le Sénat. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4994) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Dubedout.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — III. Tourisme [12 novembre 1975] (p. 8150) : l'importance du nombre des Français partis en vacances en 1975 ; la modicité du budget du tourisme ; (p. 8151) : le rôle de pilote que doit jouer le secrétariat d'Etat au tourisme ; le déséquilibre entre régions ; le renforcement des services du tourisme et du réseau des délégations régionales au tourisme et la réforme des comités régionaux de tourisme ; la réserve des crédits inscrits au budget des charges communes au profit d'opérations incitatrices exemplaires ; la promotion du tourisme français ; la création d'un service de l'action touristique et des relations internationales ; (p. 8152) : le problème de l'hôtellerie ; l'effort de rénovation fait par les pouvoirs publics ; rendre cette politique d'aide plus sélective ; la priorité donnée à la petite et à la moyenne hôtellerie ; les conditions d'attribution des prêts du FDES ; les prêts à la modernisation ; l'aide spéciale aux jeunes professionnels ; un budget du tourisme qui se veut résolument offensif ; (p. 8158) : ses réponses aux orateurs ; un budget qui permettra de poursuivre des actions importantes ; le rôle d'incitation qui doit être celui de l'Etat ; le nombre des Français qui partent en vacances ; l'action en faveur du tourisme social et de l'hôtellerie non classée ; la création de nouvelles places de camping ; l'aide de l'Etat pour les villages-vacances ; (p. 8159) : le caractère peu satisfaisant de la formule des chèques-vacances ; la modernisation du parc hôtelier français ; la redéfinition d'une politique du thermalisme ; la réorganisation du service de la promotion du tourisme ; attirer davantage de touristes étrangers ; la création de délégués régionaux au tourisme ; l'amélioration de l'accueil.

DUFFAUT (Henri)

Député du Vaucluse
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Cesse d'appartenir à cette commission [21 juin 1973] (p. 2406).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Difficultés de trésorerie des collectivités locales** [16 octobre 1974] (p. 5039).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1558) : évoque la hausse des prix, la diminution du pouvoir d'achat des épargnants, l'utilisation de l'épargne comme aide à la concentration des entreprises, le ralentissement de la progression des revenus ; évoque l'emprunt 3,5 % ; s'interroge sur le sort des plus-values réalisées grâce à cet emprunt ; regrette l'inexistence d'une unité monétaire européenne ; estime que les exportations allemandes se sont accrues beaucoup plus que les nôtres en valeur absolue ; rappelle la dévaluation du franc et les trois réévaluations du mark, l'insuffisance des biens d'équipement dans la composition de nos exportations ; (p. 1559) : reproche au Gouvernement son absence de programme ; évoque ses décisions en matière de chiffre d'affaires, la protection des revenus du capital ; cite l'exemple de l'avoir fiscal, la lourde imposition des petits et moyens contribuables, la sévérité des consignes données aux agents de l'administration, la progression des profits des sociétés, l'insuffisance des investissements publics et des investissements des entreprises privées ; évoque la baisse du dollar, les conséquences qu'aurait une dévaluation profonde de la monnaie américaine.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**).

Discussion générale [23 octobre 1973] (p. 4681) : ses observations sur les propos de M. Giscard d'Estaing ; (p. 4682) : montant des réserves de changes, situation du commerce extérieur, industrie de l'automobile, armements ; ses réserves sur le calcul des crédits sous la IVe et sous la Ve République ; hausse des prix et inflation ; insuffisances dans les doinvestissements ; masse monétaire ; critique le maines de la formation professionnelle et des de programmes ; investissements téléphoniques retard pris pour l'application des mesures antiinflation, sous-évaluation des recettes ; (p. 4683) : impôt sur les sociétés, TVA, amendements de justice fiscale, rapatriés.

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4785) : son intervention, charges que fait peser sur les classes moyennes l'impôt sur les personnes physiques ; approuve l'amendement de M. Icart tendant à modifier le barème de l'impôt sur le revenu. **Article 5** (p. 4786) : son amendement tendant à affecter aux communes le produit de la majoration des taux de la taxe sur la publicité. **Après l'Article 6** (p. 4788) : ses observations sur l'amendement de M. Brochard, taux de TVA frappant l'exploitation des terrains de camping, surtaxation dont souffre le tourisme populaire ; (p. 4789) : caractère anormal de la taxation à 7,50 % des industries de luxe et de la taxation à 17,60 % des industries populaires.

Deuxième partie :

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5498) : évoque le rôle culturel que devrait jouer l'ORTF ; le caractère insuffisant du budget, les secteurs privilégiés, Opéra et Comédie-Française ; évoque le festival d'Avignon, souhaite la formation d'animateurs par les établissements d'enseignement, demande le sauvetage du patrimoine architectural ; (p. 5510) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances tendant à réduire les crédits destinés à l'Opéra de Paris.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] (p. 6137) : ses réflexions en tant que maire au sujet des rapatriés ; implantation des rapatriés dans les communes du Midi et charges occasionnées aux métropolitains ; équipements et aide sociale ; délai d'adoption de la loi de 1970 ; difficultés de l'évaluation des biens, loi d'assistance, lenteur de liquidation des dossiers et érosion monétaire ; (p. 6138) : dégradation de l'indemnité revenant aux rapatriés ; demande une véritable loi de réparation. **Etat B - Titre IV** (p. 6144) : ses observations sur le retrait de l'amendement de M. Mario Bénard, sens de son vote contre les crédits des rapatriés.

— **Projet de loi relatif à la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6552) : répond au Gouvernement ; taxe locale et V R T S ; sa mise au point sur l'action de M. Pic au secrétariat d'Etat à l'intérieur ; (p. 6563) : juge le projet de loi « imparfait et prématuré » ; crise du système fiscal ; (p. 6564) : défaut des principaux fictifs ; contribution des patentes et variation de la valeur locative ; élargissement des attributions des collectivités locales et ses conséquences ; caractère global de la réforme des finances locales ; ressources des collectivités locales ; redistribution des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; réforme de la législation ; exclusion de la patente de la réforme proposée ; critique le maintien de la clé de répartition des principaux fictifs ; absence de mesures nouvelles ; cristallisation des inégalités ; ses réserves sur les nouvelles bases d'imposition ; déclarations des entreprises industrielles ; répartition fiscale en 1974 ; impositions des locataires de HLM ; charges des assujettis à la contribution mobilière ; (p. 6565) : allégement de la charge fiscale des grandes entreprises ; transfert dans certaines communes des grandes entreprises vers les petites ; transferts intercatégories ; problème du calcul par les maires des incidences des variations fiscales ; opportunité de renvoyer l'application de la loi à 1975. **Discussion des articles** [5 décembre 1978]. **Avant l'Article 8** (p. 6624) : soutient l'amendement de M. Kalinsky (maintien de la taxe foncière sur les outillages). **Après l'Article 11** (p. 6635) : son amendement : rapport du Gouvernement au Parlement sur l'application de la réforme et sur les transferts de charges constatés ; (p. 6636) : explique le vote de son groupe contre le projet.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 462) ; évoque les politiques économiques comparées de la France et de l'Allemagne ; sort des profits excessifs des sociétés pétrolières.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5316) : la majorité reprend les propositions du programme commun ; l'inflation crée un impôt sur le capital qui frappe les petits épargnants ; l'aggravation de la pression fiscale ; (p. 5317) : les insuffisances du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; les centres de gestion agréés permettront-ils une lutte contre la fraude fiscale ? ses observations sur le produit de la TVA ; les problèmes posés par le taux d'escompte et l'encadrement du crédit ; (p. 5318) : évoque l'or détenu par les particuliers.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Après l'Article 5** (p. 5425) : sur l'amendement n° 96 de M. Boulloche : évolution des prix et versement représentatif de la taxe sur les salaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7389) : les causes de l'inflation ; la hausse des prix ; la politique anti-inflationniste de l'Allemagne ; le diagnostic du Gouvernement ; les mesures prises depuis un an ; les résultats de cette politique ; (p. 7390) : la stagflation ; opportunité du projet inapplicable ; possibilités de fuite ; les acomptes ; le groupe des socialistes et des radicaux de gauche ne votera pas le projet ; (p. 7400) : les salaires du secteur public.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7145) : l'illusion que constitue le dogme gouvernemental de l'équilibre budgétaire ; l'équilibre de la balance des comptes, résultat de la récession économique ; l'impossible espoir d'une baisse des prix ; (p. 7146) : la situation financière critique des collectivités locales ; le caractère insatisfaisant des impôts locaux ; le transfert des charges au détriment des collectivités locales ; l'oubli par le plan de relance des rapatriés ; l'exaspération de ces derniers.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs, peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article 4** (p. 8916) : interroge le ministre du travail sur l'ampleur du transfert des réserves matérielles des régimes complémentaires.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** rectifié). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Article premier** (p. 1375) : considère que l'article n'avantagera que les entreprises qui font des bénéfices. **Article 2** (p. 1380) : fait observer que l'article premier bénéficiera aux sociétés de service et non aux entreprises industrielles.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974** (n° **2063**). **Discussion générale** [28 avril 1976] (p. 2284) : rappelle les conditions dans lesquelles a été présenté le budget de 1974 ; (p. 2285) : affirme que l'inflation a débuté avant l'augmentation du prix du pétrole ; voit dans le « laxisme » du Gouvernement en matière monétaire une des causes de cette inflation ; considère les effets des lois de finances rectificatives dans le domaine du chômage ; l'augmentation de la dette de l'Etat résultant de l'indexation de l'emprunt 1973 ; la désapprobation du groupe socialiste au projet de loi de règlement. **Discussion des articles** [28 avril 1976]. **Après l'article 17** (p. 2354) : son amendement n° 6 défendu par M. Jean-Pierre Cot ; (p. 2355) : son amendement n° 7 défendu par M. Jean-Pierre Cot ; son amendement n° 8 défendu par M. Jean-Pierre Cot ; rappelle que par l'amendement n° 8, le groupe socialiste a voulu attirer l'attention du Gouvernement sur certaines irrégularités ; retire l'amendement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2573) : la certitude de la reprise mais qui est fondée essentiellement sur la consommation ; une économie qui progresse moins vite que l'économie allemande ou américaine ; la régression des investissements qui risque de se poursuivre en 1976 ; (p. 2574) : le niveau atteint par la hausse des prix ; le niveau beaucoup plus faible de l'inflation aux Etats-Unis et en Allemagne ; la dégradation de la balance des paiements ; l'évasion des capitaux ; l'abandon de la règle de l'équilibre budgétaire et l'importance des déficits; (p. 2575) : la contradiction entre les déclarations de responsables de la sidérurgie sur la valeur de l'économie libérale et l'assistance apportée à cette industrie ; les difficultés grandissantes des collectivités locales ; la nécessité de surseoir à l'application de la réforme de la taxe d'habitation ; la modification clandestine de la répartition du VRTS ; l'insuffisante dotation du fonds d'équipement des collectivités locales ; le vote négatif du groupe socialiste. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2639) : considère que la répartition des ressources du fonds d'équipement des collectivités locales va être illogique ; estime que la répartition des sommes affectées au fonds d'équipement des collectivités locales aurait pu être faite suivant les règles de l'année précédente ; (p. 2640) : son amendement n° 15 ; réservé ; son amendement n° 16 : prévoir que les 500 millions du fonds d'équipement des collectivités locales seront attribués non à la section d'investissement du budget communal, mais au budget communal en son ensemble ; repoussé ; (p. 2643) : son amendement n° 15 : substituer aux mots « fonds d'équipement des collectivités locales » les mots « fonds des collectivités locales » ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 2643) : défend l'amendement n° 42 présenté par M. Defferre : surseoir aux majorations imputables à la réforme de la taxe d'habitation; (p. 2645): estime que son amendement n° 42 et que l'amendement n° 36 de M. Frelaut sont clairs car ils permettent d'appliquer la loi tandis que l'amendement n° 21 défendu par M. Le Theule est totalement inapplicable ; repoussé ; son amendement n° 17 défendu par M. J.-P. Cot ; repoussé. **Article 6** (p. 2663) : son amendement n° 26 : rédactionnel; repoussé; (p. 2664): son amendement n° 18 : assurer l'automaticité du contrôle de la Cour des comptes sur les entreprises publiques ; retiré ; (p. 2665) : son amendement n° 19 : prévoir que l'article 10 de la loi du 22 juin 1967 permettant aux commissions des finances du Parlement de demander à la Cour des comptes des enquêtes s'appliquera également aux entreprises soumises au contrôle en vertu de l'article 6 du projet ; adopté ; son amendement n° 28 : prévoir qu'en dehors de son rapport annuel sur la gestion des entreprises, la Cour des comptes élabore des rapports particuliers sur chacune des entreprises contrôlées ; adopté ; son amendement n° 29 : relatif à l'harmonisation des textes ; adopté ; son amendement n° 20 : mise à la disposition des membres du Parlement des rapports particuliers de la Cour des comptes afférents aux entreprises et organismes contrôlés ; adopté ; (p. 2666) : son amendement n° 30 : retiré.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3655) : le projet a été alourdi lors des réunions successives de la majorité ; (p. 3656) : l'incidence de l'impôt est défavorable aux contribuables modestes ; le faible rendement de l'impôt ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche est partisan d'un impôt sur le capital qui existe même en Suisse et aux Etats-Unis ; dénonce les différents illogismes du projet : les durées de détention, la distinction entre les actions et les obligations ; (p. 3657) : le privilège accordé aux 4,5 % 1973, l'exonération abusive de la ces-

sion de la résidence principale ; le projet est nocif pour l'économie ; son groupe ne votera pas ce faux-semblant inéquitable. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3916) : son amendement n° 85 ; réservé à la demande de M. Boulloche. **Article 2** (p. 3920) : son amendement n° 86 ; réservé. **Article 3** (p. 3935) : son amendement n° 87 dont la réserve est demandée par M. Cot ; discussion au sujet de cette réserve ; retiré ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4105) : son amendement n° 89 : se référant à une seule exonération à la base de 150.000 F par part de revenu; (p. 4109) : sur l'amendement n° 330 souhaite que l'exonération ne joue que jusqu'à un certain plafond ; repoussé ; (p. 4119) : critique l'amendement n° 330 du Gouvernement car il pourrait créer des injustices ; son sous-amendement n° 335 : tendant à établir une exonération de 200.000 F par part ; repoussé ; (p. 4121) : son sous-amendement n° 336 défendu par M. Cot ; repoussé ; (p. 4125) : retire son amendement n° 90 de coordination ; (p. 4131) : constate que la discussion met en lumière les imperfections du texte du Gouvernement qui avantage ceux qui possèdent des titres de l'emprunt 4,5 % ou de la caisse nationale de l'énergie ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4198) : son amendement n° 91 défendu par M. Jean-Pierre Cot. **Article 6** (p. 4202) : déclare que son amendement n° 93 tout comme son amendement n° 91 n'a plus d'objet ; son amendement n° 94 permettant au contribuable de choisir de bénéficier ou non d'une exonération concernant les cessions effectuées lorsque le montant n'excède pas 10.000 F dans l'année ; retire son amendement n° 94 au profit de l'amendement n° 142 ; (p. 4203) : défend l'amendement n° 142 ; (p. 4213) : son amendement n° 95 deuxième rectification proposant que la compensation entre plus-value et moins-value s'effectue à l'intérieur de chaque élément du patrimoine ; adopté ; (p. 4115) : s'oppose au sous-amendement n° 344 du Gouvernement qui constitue une nouvelle spoliation des rapatriés ; (p. 4216) : son amendement n° 96 défendu par M. Jean-Pierre Cot ; (p. 4222) : son amendement n° 97 défendu par M. Jean-Pierre Cot ; (p. 4227) : son amendement n° 98 dont la réserve est demandée par M. Jean-Pierre Cot ; [17 juin 1976] : **Article 9** (p. 4292) : son amendement n° 99 défendu par M. Leenhardt ; repoussé. **Article 11** (p. 4312) : son amendement n° 100 soutenu par M. J.-P. Cot ; repoussé ; (p. 4313) : son amendement n° 101 soutenu par M. Boulloche ; repoussé ; [22 juin 1976] **Article premier** (*suite*) (p. 4462) : son amendement n° 84 tendant à apporter quelque clarté dans le texte en supprimant les distinctions concernant la durée de détention et les délais ; signale l'illogisme auquel on a abouti en matière de résidences secondaires ; repoussé ; son amendement n° 85 tendant à insérer un article additionnel après l'article premier ; devenu sans objet. **Après l'Article premier** (*suite*) (p. 4467) : retire son amendement n° 85 par suite du rejet de l'amendement n° 84. **Titre** (p. 4468) : estime qu'aucun amendement n'a tendu à taxer la spéculation et que les modifications proposées maintenant au titre sont tardives.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6571) : regrette que le débat de politique générale n'ait pas été conclu par un vote ; (p. 6572) : les plans de lutte contre l'inflation depuis treize ans ; les causes structurelles de l'inflation : un certain désordre financier, une croissance de la masse monétaire beaucoup trop rapide ; le coup d'envoi de l'inflation en 1972, dû à la progression de la masse monétaire trop importante ; le laxisme de la politique gouvernementale déterminée en fonction d'échéances électorales ; la lutte contre l'inflation en RFA, au Japon, aux Etats-Unis ; critique du collectif ; l'augmentation du déficit ; l'aide à l'agriculture ; l'aide aux rapatriés d'Algérie ; l'aggravation de la pression fiscale sur les petits et moyens contribuables et sur les salariés ; les problèmes de l'automobile ; (p. 6573) : la taxe différentielle sur les automobiles ; l'augmentation des charges des offices de HLM ; la trop faible augmentation du prix de l'eau ; les problèmes des collectivités locales ; le manque de confiance du pays. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6614) : son amendement n° 85 défendu par M. Leenhardt. **Article 3** (p. 6643) : son amendement n° 55 défendu par M. Josselin. **Article 6** (p. 6649) : son amendement n° 56 défendu par M. Jean-Pierre Cot. **Article 7** (p. 6651) : son amendement n° 57 défendu par M. Gaudin ; son amendement n° 86 défendu par M. Gaudin. **Article 11** (p. 6666) : son amendement n° 58 défendu par M. Pierre Joxe. **Après l'Article 11** (p. 6667) : son amendement n° 59 défendu par M. Pierre Joxe ; (p. 6668) : son amendement n° 79 défendu par M. Jean-Pierre Cot.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6856) : son amendement n° 98 soutenu par M. Savary. **Article 2** (p. 6874) : son amendement n° 131 défendu par M. J.-P. Cot ; repoussé ; (p. 6878) : son amendement n° 100 soutenu par M. J.-P. Cot ; adopté ; (p. 6885) : son sous-amendement n° 138 soutenu par M. J.-P. Cot ; adopté ; (p. 6887) : son sous-amendement n° 139 soutenu par M. J.-P. Cot ; retiré ; [22 octobre 1976] : **Article 3** (p. 6931) : son amendement

n° 101 défendu par M. J.-P. Cot ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution en ce qui concerne l'article 3 modifié par l'amendement n° 111 de M. Goulet ; [26 octobre 1976] : **Article 11** (p. 6990) : son amendement n° 102 rectifié soutenu par M. Henri Michel ; retiré. **Article 15** (p. 7022) : son amendement n° 103 soutenu par M. Boulay ; repoussé. **Article 17** (p. 7027) : son amendement n° 104, soutenu par M. J.-P. Cot ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 7030) : son amendement n° 106 soutenu par M. Boulloche ; adopté. **Article 20** (p. 7034) : son amendement n° 107 ; adopté.

Deuxième partie :

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [16 novembre 1976]. **Après l'Article 70** (p. 8090) : son amendement n° 225 soutenu par M. Fillioud ; repoussé.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [20 novembre 1976]. **Après l'Article 70** (p. 8477) : son amendement n° 224 soutenu par M. Boulloche ; adopté.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 26** (p. 8509) : son amendement n° 223 soutenu par M. Boulloche ; repoussé. **Article 53** (p. 8519) : son amendement n° 226 soutenu par M. Boulloche ; repoussé. **Article 60** (p. 8530) : son amendement n° 227 soutenu par M. Boulloche ; repoussé. **Article 62** (p. 8535) : son amendement n° 228 soutenu par M. Boulloche ; adopté.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 13** (p. 8796) : son amendement n° 33 supprimant l'article 13 ; la dérogation au principe selon lequel la loi fixe les règles concernant le régime d'émission de la monnaie et des emprunts ; le danger d'une troisième catégorie d'emprunts ; repoussé. **Article 14** (p. 8797) : son amendement n° 34 tendant à supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 14 ; le recrutement des fonctionnaires par concours ; (p. 8798) : la disparité dans le corps des inspecteurs du travail ; repoussé. **Article 23** (p. 8811) : son amendement n° 35 soutenu par M. Jean Bernard ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9129) : indique que le PSRG a décidé d'opposer la question préalable du fait de l'absence d'apaisement souhaitable en matière de taxe professionnelle ; les motifs de la question préalable ; la taxe professionnelle ; (p. 9130) : l'expérience à « blanc » proposée par M. Boulloche en 1975 ; les distorsions fiscales ; ses sondages parmi certaines familles professionnelles ; la perturbation de l'assiette de la taxe professionnelle ; les allégements des centrales d'EDF ; les reports de délai envisagés pour les paiements ; critique de l'amendement n° 42 du Gouvernement ; (p. 9131) : ne prévoit aucune disposition relative à la taxe d'habitation ; le vote constitutionnel sur l'équilibre budgétaire; l'évolution préoccupante de la dette extérieure ; le vote de l'impôt sur les plus-values ; la situation de la Bourse ; les titres transférés hors de France ; le niveau des prix ; les salaires ; la détérioration du marché de l'emploi ; question préalable repoussée. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9152) : la réparation d'un oubli du législateur ; souhaite la rétroactivité de la loi au 1er janvier 1976. **Article 3** (p. 9155) : son amendement n° 21 soutenu par M. J.-P. Cot ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 9158) : est d'accord avec l'amendement n° 42 du Gouvernement ; un pourcentage de 70 % encore très élevé ; le caractère dangereux de la forfaitisation ; votera cet amendement ; (p. 9160) : reprend le sous-amendement n° 57 de M. Chauvet au nom du PSRG ; repoussé ; (p. 9161) : son amendement n° 52 soutenu par M. Alex Raymond ; (p. 9162) : s'étonne de l'évaluation relative de M. Durafour du report de paiement de la taxe d'habitation ; repoussé. **Article 6 et Etat A - Titre III** (p. 9176) : son amendement n° 15 de réduction défendu par M. Josselin ; repoussé. **Titre IV** : son amendement n° 16 défendu par M. Josselin ; repoussé. **Article 11** (p. 9181) : son amendement n° 17 soutenu par M. Josselin ; repoussé. **Après l'Article 11** : son amendement n° 18 soutenu par M. Cot ; retiré.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2796) : l'appréciation gouvernementale du texte de la loi du 29 juillet 1975 ; la réforme des finances locales ; le développement croissant du rôle des collectivités locales ; le sort des différents projets de loi relatifs à la taxe professionnelle ; la non-modification de l'assiette des impôts locaux ; la demande du groupe du PSRG d'une expérience à blanc, la non-réalisation des prévisions relatives aux distorsions ; l'appréciation par le président de la commission des lois de la proposition d'institution d'une expérience à blanc ; la perte de recettes entraînée par la compensation par l'Etat des distorsions ; (p. 2797) : le dispositif du projet de loi n° 2778 ; l'appréciation du dépôt des questions préalables ; la concertation ; la création de subventions pour payer des dégrèvements ; l'égalité des Français devant la loi et devant l'impôt ; le report de la liberté donnée aux collectivités locales de moduler les impositions et la répartition entre les différentes taxes ; le

dépôt d'une motion de renvoi en commission ; mettre à la disposition des collectivités locales des ressources qui soient liées à l'évolution de l'économie.

DUGOUJON (Frédéric)

Député du Rhône
(7e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DUHAMEL (Jacques)

Député du Jura
(2e circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe union centriste [26 avril 1973] (p. 946), [2 avril 1974] (p. 1451).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Décédé le 8 juillet 1977 (*J.O.* du 9 juillet 1977) (p. 3625).

Son éloge funèbre est prononcé [18 octobre 1977] (p. 6198, 6199, 6200, 6201).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission de la production et des échanges [18 décembre 1973] (p. 7163), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° **380**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** portant **modification de l'article 35 de la Constitution** (n° **940**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier les articles LO 176, LO 319 et LO 320 du **code électoral** et l'article 5 de l'**ordonnance n° 58-1099** du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution (n° **941**) [30 mai 1974].

DUMAS-LAIROLLE (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(3e circonscription)
(R).

En remplacement, le 27 octobre 1977, de M. Fernand Icart, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [26 octobre 1977] (p. 6682, 6688).

S'inscrit au groupe républicain [2 novembre 1977] (p. 6882).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 novembre 1977] (p. 6882).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 2** (p. 8065) : son amendement n° 94 : assouplissement des règles relatives à la détermination de l'existence des biens et des droits sur les biens ; réservé. **Article 10** (p. 8081) : son amendement n° 2 : affectation des titres et certificats à la garantie et au remboursement des emprunts contractés par leurs détenteurs même postérieurement à la promulgation de la loi ; l'application de la procédure du vote bloqué ; amendement n° 2 réservé.

DUPILET (Dominique)

Député du Pas-de-Calais
(6e circonscription)
(PSRG).

En remplacement de M. Louis Le Sénéchal décédé le 2 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* du 4 mars 1977) (p. 1221), [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

S'inscrit au groupe du Parti socialiste et des Radicaux de gauche (*J.O.* du 29 mars 1977) (p. 1725) ; [2 avril 1977] (p. 1462).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1977] (p. 1458).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des aciéries de Paris-Outreau près de Boulogne-sur-Mer** [19 octobre 1977] (p. 6338, 6339) : ses investissements à l'étranger et les licenciements dans la région de Boulogne.

INTERVENTIONS

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [8 juin 1977] (p. 3505) : le problème des marins et des marins-pêcheurs ; l'évolution de leur nombre ; la difficulté du recrutement ; la situation des écoles d'apprentissage maritime ; la réforme de la formation des marins ; l'absence de formation permanente dans le monde maritime ; l'instabilité et la pénibilité de la situation du marin ; le niveau des salaires ; les conditions de travail ; la reconnaissance du droit syndical ; la couverture des risques sociaux ; (p. 3506) : l'application aux travailleurs de la mer de toutes les lois votées pour les travailleurs à terre ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; le statut des veuves de marin ; l'application du décret du 8 octobre 1968.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article 2** (p. 5935) : soutient le sous-amendement n° 113 de M. Darinot à l'amendement n° 74 de M. Burckel : modification rédactionnelle ; repoussé. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5943) : soutient le sous-amendement n° 114 de M. Darinot à l'amendement n° 81 de M. Burckel : suppression pour les emprunteurs licenciés pour cause économique du bénéfice du dégagement ou de la suspension des obligations ; (p. 5946) : l'introduction de la notion de licenciement dans l'article ; sous-amendement n° 114 repoussé. **Article 6** (p. 5950) : soutient le sous-amendement n° 115 de M. Darinot à l'amendement n° 85 de M. Burckel : remboursement des sommes versées d'avance sur le prix au taux du découvert bancaire ; repoussé. **Article 7** (p. 5952) : soutient l'amendement n° 58 de M. Forni : nullité des clauses obligeant l'emprunteur à verser une indemnité au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement ; repoussé. **Article 8** (p. 5953) : soutient l'amendement n° 59 de M. Forni : application du taux légal à la fixation du montant de la pénalité de retard ; soutient l'amendement n° 60 de M. Forni : suppression du paiement d'une indemnité supplémentaire en cas de défaillance de l'emprunteur ; soutient l'amendement n° 61 de M. Forni : modalités d'attribution d'une suspension de paiement en cas de perte d'emploi du débiteur ou de son conjoint ; amendements n°s 59, 60 et 61 repoussés par scrutin public. **Article 9** (p. 5954) : soutient l'amendement n° 62 de M. Forni : conditions de paiement d'une indemnité supplémentaire au prêteur en cas de défaillance dans l'exécution par l'em-

prunteur d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente ou d'un contrat de location-vente ; repoussé par scrutin public. **Article 11** (p. 5955) : soutient l'amendement n° 116 de M. Darinot : extension de la déchéance du droit aux intérêts du prêteur ; repoussé ; soutien l'amendement n° 117 de M. Darinot : extension de la déchéance du droit aux intérêts frappant le prêteur ; repoussé. **Article 12** (p. 5956) : soutient l'amendement n° 119 de M. Darinot ; modification de pure forme ; repoussé ; soutient l'amendement n° 118 de M. Darinot : possibilité pour le tribunal d'ordonner la publication du jugement et la rectification de la publicité aux frais du condamné ; adopté. **Article 14** (p. 5957) : soutient l'amendement n° 63 de M. Forni : agents qualifiés pour procéder aux constatations des infractions aux dispositions de la loi ; repoussé. **Article 14 *bis*** (p. 5958) : soutient l'amendement n° 64 de M. Forni : compétences du tribunal du domicile de l'emprunteur en cas de litige ; retiré ; soutient l'amendement n° 120 de M. Darinot : point de départ du délai de prescription de l'action judiciaire ; repoussé. **Article 16** : soutient l'amendement n° 65 de M. Forni ; dispositions de coordination ; retiré. **Après l'Article 19** (p. 5959) : soutient l'amendement n° 121 de M. Darinot : application de la loi dans les territoires d'outre-mer ; adopté. **Explications de vote** (p. 5960) : la protection des consommateurs ; le vote favorable du groupe du PSRG. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8451) : son amendement n° 10 : champ d'application de la loi ; l'amendement n° 2 de M. Burckel ; l'exclusion des prêts personnels ; devenu sans objet. **Article premier *bis*** (p. 8453) : son amendement n° 11 : suppression des dispositions relatives à l'exclusion du champ d'application de la loi des contrats dont le montant est supérieur à une somme fixée par décret ; adopté. **Article 2 A** (p. 8454) : son amendement n° 12 ; publicité du taux effectif global calculé dans les conditions indiquées à l'article 2 ; adopté. **Article 2** (p. 8455) : son amendement n° 13 : mention dans l'offre préalable du taux effectif global ; repoussé. **Article 6** (p. 8456) : la faculté de rédaction d'un seul contrat en cas d'opérations de crédit et de vente démarchées à domicile ; l'unicité du formulaire relatif aux contrats de vente et aux contrats de crédit ; la fixation à sept jours du délai de rétractation en cas de vente à domicile. **Seconde délibération. Article 2 A** (p. 8458) : demande au nom du groupe du PSRG un scrutin public sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Explications de vote** : le vote favorable à l'issue de la discussion de la première lecture émis par le groupe du PSRG ; l'abstention du groupe du PSRG lors du vote du texte en deuxième lecture.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 27 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 2 novembre 1977] (p. 6853) : les créations d'emplois de magistrats dans les tribunaux administratifs ; la publicité des conclusions de la commission Racine ; les pouvoirs du préfet en matière d'internement psychiatrique.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6876) : l'absence de mesures nouvelles en matière de création d'emplois et sur le plan du régime indemnitaire ; la situation matérielle et morale des personnels de préfecture ; la situation des collectivités locales ; la faiblesse des crédits affectés aux employés communaux ; (p. 6877) : le statut de ces personnels ; la mise en place d'un comité national de gestion des œuvres sociales du personnel communal ; la titularisation des auxiliaires ; la situation des tribunaux administratifs.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7639) : l'absence d'une véritable politique maritime nationale ; la crise de la construction navale ; la restructuration des chantiers ; la solidarité des agents économiques du secteur maritime ; nécessité d'initiatives internationales ; les pavillons de complaisance ; l'activité maritime des pays du Tiers-Monde ; interdire l'escale aux navires battant pavillons de complaisance ; l'avenir de la flotte de commerce sur la Manche ; (p. 7640) ; la situation de l'armement du cabotage ; prévoir une budgétisation des charges sociales et l'aide à l'investissement ; l'évolution des emplois dépendant directement ou indirectement des pêches maritimes ; mettre en place un plan progressif de reconstitution de la flotte de pêche ; l'aide à l'achat des bateaux ; les conséquences de la différence entre salaires réels et salaires forfaitaires ; l'état de la pêche française.

— **Projet de loi portant intégration des fonctionnaires du cadre de complément de la police de Nouvelle-Calédonie dans la police nationale** (n° **3218**). **Explications de vote** [8 décembre 1977] (p. 8448) : les délais d'élaboration du texte ; le vote favorable du groupe PSRG.

DUPUY (Fernand)

Député du Val-de-Marne
(*2e circonscription*)
(*C*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **nationalisation des collèges d'enseignement général et des collèges d'enseignement secondaire** (n° 993) [6 juin 1974].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **868**) : **personnels non titulaires de l'éducation nationale** [16 mai 1973] (p. 1305, 1306, 1307) : pourcentage d'auxiliaires dans les CEG et les CET ; mesures préconisées par le syndicat national de l'enseignement secondaire.

— (n° **4608**) : **Gratuité des fournitures scolaires** [9 octobre 1974] (p. 4903, 4904, 4905).

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de la télévision et de la radiodiffusion** [16 octobre 1974] (p. 5087).

— **Découpage cantonal** [8 octobre 1975] (p. 6652) : découpage du Val-de-Marne ; comparaison du nombre d'électeurs représentés par MM. Griotteray et Fiterman.

— **Examens dans les universités** [19 mai 1976] (p. 3192) : la volonté des étudiants de travailler et de passer leurs examens normalement.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **32373**) : **Circuit motocycliste prévu à Montlhéry** [15 octobre 1976] (p. 6710, 6711) : nécessité de prendre des mesures de sécurité à Rungis ; date d'ouverture du circuit de Montlhéry ; gratuité de son accès.

— (n° **42456**) : **Pressions exercées sur les inspecteurs du travail** [25 novembre 1977] (p. 7964, 7965) : détournement des services du ministère du travail au profit du patronat ; les menaces à l'encontre de Mme Reverdy, chargée du contrôle des établissements Citroën.

• *question au Gouvernement :*

— **Jeunes motocyclistes de Rungis** [7 décembre 1977] (p. 8340, 8341) : les dangers que présente le circuit de Rungis ; la nécessité pour le Gouvernement de construire un véritable circuit motocycliste dans la région parisienne.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5625) : contribution des collectivités locales aux dépenses d'enseignement ; accroissement du transfert des charges de l'Etat ; montant des subventions et TVA ; subvention de la commune à l'Etat ; demande la révision du décret de décembre 1963 sur le montant des subventions ; mesures prises à la suite du drame du collège Edouard-Pailleron ; enseignements spéciaux ; aide aux collectivités locales ; sa question écrite relative au paiement de l'indemnité compensatrice de loyer pour les instituteurs non logés ; nationalisation des CES ; charges pesant sur les communes ; gratuité ; bourses ; (p. 5626) : charges pesant sur les familles.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5843) : les inquiétudes nées de la réforme de l'horaire dans les écoles maternelles ; (p. 5844) : l'école maternelle doit demeurer une école à part entière ; la situation mauvaise de l'enseignement technique ; l'application des articles 56 et 57 de la loi Royer risque de détourner des CET de nombreux jeunes qui y auraient leur place.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4381) : la résolution du problème des redoublements en RDA ; le caractère systématique de l'offensive contre l'école maternelle ; les buts poursuivis par le Gouvernement en la matière ; la volonté de « mise au pas » des personnels ; les propositions du groupe communiste ; reconnaissance de la valeur éducative de l'école maternelle ; reconnaître une grande marge d'initiative aux institutrices ; la prévision de l'implantation des écoles maternelles. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4413) : son amendement n° 7 : formation des maîtres et revalorisation de la fonction enseignante ; juge inconcevable qu'un projet de réforme de l'éducation nationale soit muet sur le personnel enseignant. **Article 2** (p. 4425) : son amendement n° 8 : définition du contenu de l'école maternelle, des conditions de son fonctionnement et du recrutement de ses maîtres ; (p. 4426) : demande si le Gouvernement a l'intention de créer un corps d'aides éducatrices ; repoussé.

Après l'Article 11 (p. 4465) : son amendement n° 19 : associer les collectivités locales à l'étude des problèmes intéressant l'enseignement ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6188) : la trop grande faiblesse du crédit réservé aux classes maternelles ; construire huit mille classes pour ramener le nombre des enfants à 35 par classe.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8191) : l'inégalité des chances dans la société actuelle ; l'absence de développement d'enseignement préscolaire ; la mise en place de plusieurs vitesses en ce qui concerne la progression des élèves ; prendre les mesures aptes à diminuer les effectifs des classes de l'enseignement élémentaire.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Education [17 novembre 1976] (p. 8192) : enseignants et ministère ; la rentrée ; les conditions de travail des personnels ; le manque de formation ; les concours ; le recrutement des maîtres ; les maîtres auxiliaires ; (p. 8193) : l'insuffisance des créations d'emplois ; le remplacement des maîtres en congé ; les effectifs ; les surveillants ; la médecine scolaire ; les psychologues scolaires ; les personnels de service et administratifs ; les mutations arbitraires ; l'auxiliariat ; la politique de nationalisation ; les conditions de travail.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 21** (p. 9736) : son amendement n° 84 soutenu par M. Baillot ; repoussé. **Article 32** (p. 9742) : son amendement n° 86 soutenu par M. Ralite ; retiré. **Article 34** (p. 9743) : son amendement n° 87 retiré.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Education [27 octobre 1977] (p. 6741) : l'angoisse des parents dont les enfants quittent l'enseignement sans formation professionnelle ; les résultats scolaires ; (p. 6742) : le cas du département du Val-de-Marne ; la responsabilité du Gouvernement, cause du chômage ; la qualité de l'enseignement ; les propositions communistes ; l'extension de la gratuité ; la coordination entre la formation et l'emploi ; le soutien des enseignements généraux de base dans les CET.

DURAFFOUR (Paul)

Député de Saône-et-Loire
(2e circonscription)
(PSRG).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 746, 749).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [17 octobre 1975] (p. 7115).

Membre de la commission des affaires étrangères [17 octobre 1975] (p. 7115), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Est élu juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Donne sa démission de cette commission [21 novembre 1973] (p. 6220).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2198), autorisant l'approbation de la **convention** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement du Canada** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 2 mai 1975 (n° **2248**) [29 avril 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Vente d'avions de combat à l'étranger** [23 octobre 1974] (p. 5348).

— **Compétence du Premier ministre en matière économique** [14 mai 1975] (p. 2647) : propos tenus par M. Fourcade sur le Premier ministre.

— **Mesures de protection contre les accidents du travail** [8 octobre 1975] (p. 6650) : mandat délivré à l'encontre de M. Chapron par M. de Charette ; problème de l'indépendance de la magistrature.

— **Syndicats de magistrats** [3 décembre 1975] (p. 9261) : les droits des magistrats syndiqués ; attitude du Gouvernement au sujet d'une éventuelle proposition de loi organique tendant à interdire aux magistrats l'exercice du droit syndical.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [6 juin 1973] (p. 1824) : conditions de nationalisation des CES et CEG, critères officiels et complaisance politique.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5951) : situation des mutilés du travail ; lacunes de la législation et de la réglementation ; sa référence à une étude de la Documentation française ; revendications des mutilés ; revalorisation des rentes et des pensions ; allocation d'aide immédiate aux familles des victimes d'accidents mortels ; rente de conjoint survivant, cumul de la rente de veuve au taux spécial et de toute pension ; amélioration des conditions du travail ; problèmes du reclassement des mutilés ; insuffisance de notre hospitalisation ; incapacité du régime actuel à mettre en œuvre une grande politique de la santé.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1973] (p. 4234) : fait une mise au point au sujet de son vote : amendement de M. Bardol après l'article 15 du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1974] (p. 5811) : les accidents du travail et maladies professionnelles ; les revendications des mutilés du travail exprimées dans une brochure de la fédération nationale des mutilés du travail ; l'échelle mobile des retraites, pensions et rentes ; l'aide sociale aux infirmes civils ; la réforme du contentieux technique ; le paiement du salaire pendant l'arrêt de travail et le montant de la rente ; l'amputation des crédits affectés à l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; le reclassement des handicapés ; souhaite que soit voté au cours de la présente session le projet de loi d'orientation en faveur des handicapés.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [8 novembre 1974] (p. 6137) : son amendement n° 127 relatif au fonds d'action rurale, à la sélection animale, aux travaux d'adduction d'eau, à l'électrification et à la voirie rurale ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 37** (p. 8097) : son amendement n° 195, prix de journée ou autres modalités de financement ; adopté.

1976

— **Rappel au règlement** [11 juin 1976] (p. 4059) : report du débat sur la sécurité sociale.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2948) : rappelle que rien n'a été fait jusqu'ici pour enrayer les accidents du travail ; la pression de l'opposition, de l'opinion publique et des événements ; un projet bien timoré mentionnant à peine les CHS, diluant la responsabilité ; le rôle du capitalisme sauvage ; l'approfondissement de la notion de faute inexcusable.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7904) : les faillites du second trimestre 1976 ; la dévitalisation du monde rural ; les zones sensibles ; la taxe professionnelle ; le lourd tribut au plan Barre ; le blocage des prix ; la fiscalité ; les cotisations aux régimes sociaux ; les femmes des commerçants et artisans « oubliées silencieuses » ; (p. 7905) : un budget qui n'est pas digne de la cause trop souvent sacrifiée des commerçants et artisans.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2246) : l'absence de propos gouvernementaux relatifs au petit commerce indépendant et à l'artisanat ; l'importance quantitative et qualitative des secteurs du commerce et de l'artisanat ; les difficultés de ces secteurs ; le nombre des faillites ; l'intensification de l'implantation des grandes surfaces ; la restauration

du pouvoir d'achat des agriculteurs ; la nécessité de mesures en matière fiscale et dans le domaine des charges sociales ; pratiquer une politique du crédit plus sélective ; l'allégement des charges sociales ; l'état de l'étude du statut juridique des femmes de commerçants et d'artisans ; les caractéristiques du programme d'action gouvernementale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6375) : la gravité des problèmes posés aux commerçants et aux artisans par les mutations techniques, économiques et sociales ; la progression des règlements judiciaires ; l'essor du grand commerce ; les effets du plan Barre et de l'austérité sur le commerce de détail ; les conditions d'adhésion aux centres de gestion agréés ; le relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint ; le problème du statut des femmes d'artisans et de commerçants ; la non-traduction dans un texte réglementaire ou législatif du rapport Claudé ; le caractère défavorable du régime social des commerçants et des artisans ; le rôle et l'utilité de la petite et moyenne entreprise.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6969) : les revendications de la fédération des mutilés du travail ; la situation de ces derniers ; la loi du 6 décembre 1976 sur la prévention des accidents du travail ; (p. 6970) : le relèvement du taux de l'allocation aux adultes des indemnités journalières ; le critère de ressources du complément familial ; la consultation et l'association aux décisions des organisations familiales ; l'amélioration de la condition des veuves ; la proposition de loi du PSRG tendant à favoriser la réinsertion des veuves ; l'humanisation de l'hospitalisation ; le contrôle sur place des mesures relatives à la charte du malade.

DURAFOUR (Michel)

Député de la Loire
(1re circonscription)
(RDS).

Ministre du travail du 28 mai 1974 au 25 août 1976.

Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745), [2 avril 1974] (p. 1451).

Est nommé ministre du travail (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 (*J.O.* du 29 mai 1974, p. 5851).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 28 juin 1974 de son mandat de député [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre du travail (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 (*J.O.* du 26 août 1976, p. 5116).

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances (premier Gouvernement Barre). Décret du 25 août 1976 (*J.O.* du 26 août 1976, p. 5116).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 (*J.O.* du 30 mars 1977, p. 1741).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi organique** modifiant les **articles 32 et 36 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances afin d'assurer la publicité des aides de l'Etat aux entreprises** (n° **350**) [16 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les articles L 161-1 du code de la santé publique et 317 du code pénal, relatifs à l'avortement** (n° **372**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à dix-huit ans la majorité électorale et civile** (n° **382**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** portant **création et organisation des régions** (n° **383**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **revalorisation des rentes allouées à des personnes de nationalité française à raison d'accidents du travail survenus dans les pays autrefois placés sous la souveraineté, la tutelle ou le protecto-**

rat français, avant la date d'accession de ces pays à l'indépendance (n° 385) [24 mai1973].

— Proposition de loi tendant à modifier l'article L 90 du code des pensions civiles et militaires de retraite, en vue de permettre le paiement mensuel de la pension et de la rente viagère d'invalidité (n° 394) [24 mai 1973].

— Proposition de loi relative à la couverture du risque maladie pour les enfants poursuivant leurs études au-delà de vingt ans (n° 395) [24 mai 1973].

— Proposition de loi relative à la journée nationale du souvenir des Français rapatriés d'outre-mer (n° 396) [24 mai 1973].

— Proposition de loi relative à l'indemnité des maires et des adjoints (n° 702) [16 octobre 1973].

— Proposition de loi tendant à compléter l'article 681 du code de procédure pénale afin d'étendre aux maires l'application des dispositions relatives aux crimes et délits commis par des magistrats et certains fonctionnaires (n° 703) [16 octobre 1973].

En qualité de ministre du travail :

— Projet de loi relatif à la protection sociale commune à tous les Français et instituant une compensation entre régimes de base de sécurité sociale obligatoire (n° 1177) [2 octobre 1974].

— Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique (n° 1346) [3 décembre 1974] (p. 7325).

— Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale (n° 1480) [2 avril 1975].

— Projet de loi relatif à la situation des détenus et de leur famille au regard des assurances maladie et maternité (n° 1485) [2 avril 1975].

— Projet de loi modifiant et complétant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486) [2 avril 1975].

— Projet de loi portant extension de l'allocation de logement aux départements d'outremer (n° 1600) [29 avril 1975].

— Projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie et les praticiens et auxiliaires médicaux (n° 1642) [14 mai 1975].

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, sculpteurs, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733) [10 juin 1975].

— Projet de loi relatif à la durée maximale du travail (n° 2005) [21 novembre 1975].

— Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels (n° 2017) [27 novembre 1975].

— Projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens (n° 2047) [5 décembre 1975].

— Projet de loi complétant la loi n° 73-548 du 27 juin 1973 relative à l'hébergement collectif (n° 2132) [2 avril 1976].

— Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère (n° 2133) [2 avril 1976].

— Projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française (n° 2179) [13 avril 1976].

— Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (n° 2209) [22 avril 1976].

— Déclaration sur la réforme de l'entreprise (n° 2275) [11 mai 1976].

En qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances :

— Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523) [2 octobre 1976].

— Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524) [2 octobre 1976].

— Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'Accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement, signé à Washington le 8 avril 1959 (n° 2590) [3 novembre 1976].

— Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630) [19 novembre 1976].

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 (n° 2688) [13 décembre 1976].

— Projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 2768) [2 avril 1977].

— Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (n° 2769) [2 avril 1977].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (n° 603) Situation du téléphone [11 mai 1973] (p. 1219).

• *question orale avec débat :*

— (n° **1262**) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1484) : caractère exclusif de l'interview de M. le ministre des affaires culturelles ; son rôle de défense de la liberté contre tous les empiètements du pouvoir ; modicité du budget des affaires culturelles ; nécessité de la doubler rapidement et de mettre au point une loi-cadre sur l'équipement culturel ; (p. 1491) : lutte nécessaire pour le cadre de vie, pour l'amélioration des transports et de l'environnement.

• Interventions lors de la discussion sur les questions orales avec débat de **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremeau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4510) : déroulement du débat.

En qualité de ministre du travail, réponses :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Poperen : Garantie de l'emploi** [12 juin 1974] (p. 2609, 2610) : dépôt de textes relatifs à la garantie, la sécurité et la qualité de l'emploi.

— **M. Jean-Jacques Barthe : Sécurité du personnel d'Usinor-Dunkerque** [12 juin 1974] (p. 2610).

— **M. Daillet : Retraite anticipée des anciens combattants et personnels de guerre** [12 juin 1974] (p. 2613).

— **M. Maton : Situation des usines H. K. Porter à Marpent et à Haillicourt** [19 juin 1974] (p. 2788).

— **M. Max Lejeune : Anciens combattants et anciens prisonniers de guerre** [2 octobre 1974] (p. 4666).

— **M. Lassère : Récupération après décès de l'allocation du fonds national de solidarité** [9 octobre 1974] (p. 4895).

— **M. Bertrand Denis : Fonds national de solidarité** [9 octobre 1974] (p. 4898).

— **M. Jean-Claude Simon : Veuves civiles** [9 octobre 1974] (p. 4899).

• *aux questions orales sans débat :*

— (n° **13891**) **de M. Guy Cabanel : Vaccinations** [9 octobre 1974] (p. 4902, 4903) : remboursement par la sécurité sociale des contraceptifs oraux ; prise en charge des actes de médecine préventive par les organismes de sécurité sociale ; vaccin contre la grippe.

— (n° **10241**) **de M. Carpentier : Dégradation de l'emploi** [9 octobre 1974] (p.4905, 4906) : problème préoccupant de l'emploi des jeunes (création d'un contrat d'emploi-formation) ; développement d'une politique contractuelle ; création d'une indemnité d'attente ; versement d'une indemnité de recherche d'un second emploi.

• *à la question orale avec débat :*

— (n° **13873**) **de M. Debré : Politique en matière de population** [9 octobre 1974] (p. 4911, 4912) : diminution régulière du taux de natalité en France depuis 1965 ; modernisation de la législation familiale ; « contrat de progrès » promis aux familles ; intégration des immigrés ; éducation de leurs enfants ; travail professionnel des mères de famille ; (p. 4915, 4916) : situation dans les DOM décrite par M. Fontaine ; l'impossibilité de trouver une solution universelle ; exigence de la liberté d'information ; problème des immigrés.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Maujoüan du Gasset : Retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre** [16 octobre 1974] (p. 5086).

— **M. Le Douarec : Licenciements aux usines Citroën** [16 octobre 1974] (p. 5086).

— **M. Poperen : Fermeture d'une usine de biscottes** (usine Gringoire à Mantes-la-Ville) [16 octobre 1974] (p. 5090).

— **M. Fiszbin : Difficultés dans l'industrie automobile** [13 novembre 1974] (p. 6282).

— **M. Lauriol : Licenciements à la société des automobiles Citroën** [27 novembre 1974] (p. 7096).

— **M. Falala : Majoration forfaitaire des retraites de vieillesse des salariés** [11 décembre 1974] (p. 7672, 7673).

— **M. Jean Bastide : Manque de personnel dans les hôpitaux** [11 décembre 1974] (p. 7677) : situation des chefs de clinique dans les CHU.

• *aux questions orales avec débats de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Begault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7689) : l'importance prioritaire accordée par le Gouvernement à la sauvegarde de l'emploi ; (p. 7690) : le nombre de demandes d'emploi non satisfaites ; l'inscription des jeunes à la recherche du premier emploi ; les causes de la dégradation du marché de l'emploi ; la politique de défense de l'emploi définie par le Gouvernement ; (p. 7691) : l'assainissement de l'économie (lutte contre l'inflation, rétablissement de l'équilibre de nos échanges) ; le risque de chômage, sa prévention et son indemnisation ; le relèvement de 20 % du taux des allocations de chômage ; accord conclu pour la protection et l'indemnisation des travailleurs licenciés ; la normalisation de la durée du tra-

vail ; les contrats d'emploi-formation ; (p. 7716) : la constitution du comité de restructuration industrielle et du conseil central de planification ; la volonté du Gouvernement de défendre le travail, symbole de la liberté ; (p. 7717) : sa réponse à Mme Constans relative à la situation de l'emploi en Haute-Vienne ; le renforcement des moyens de l'agence de l'emploi ; l'aide aux petites et moyennes entreprises ; le problème de l'allocation-logement ; la condition féminine ; le développement de la formation permanente ; la situation dans la région Rhône-Alpes ; l'affaire Salamander ; (p. 7718) : la situation des établissements Oberthur dépendant du groupe de la Néogravure ; l'emploi dans le Nord, la Thiérache et la Meurthe-et-Moselle ; la relance dans le bâtiment et les travaux publics ; les problèmes de la région de Béziers ; le dépôt du bilan de la société Astre.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Brochard** relative au **paiement des salaires en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens** [18 décembre 1974] (p. 8047).

— **M. Daniel Benoist : L'indemnisation du chômage** [23 avril 1975] (p. 1993).

— **M. Porelli : Ralentissement de l'activité à Fos-sur-Mer** [23 avril 1975] (p. 1996).

— **M. Le Meur : Règlement de certaines prestations de sécurité sociale** [23 avril 1975] (p. 1996).

— **M. Bouvard : Recherche d'un premier emploi par les jeunes** [23 avril 1975] (p. 1997) : stage et allocations de formation.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gau** (n° **19359**) **: Pensions de vieillesse** [30 avril 1975] (p. 2284) : applications de la loi du 3 janvier 1975 relative à la situation des veuves des pensionnés ; (p. 2285) : minimum vieillesse porté à 20 F par jour.

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **11323**) **: Pensions de reversion des femmes cadres** [30 avril 1975] (p. 2285, 2286) : situation des femmes divorcées ; législation en vigueur dans ce domaine ; allocations vieillesse propres à la mère de famille ; (p. 2287) : substitution des droits propres aux droits dérivés de la femme.

— **M. Zeller** (n° **19220**) **: Départ à la retraite et au travail à temps partiel** [30 avril 1975] (p. 2287) : les mesures envisagées par le Gouvernement pour améliorer la situation du travail.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Boulloche : Situation de l'emploi** [7 mai 1975] (p. 2457).

— **M. Depietri : Convention entre les médecins et la sécurité sociale** [7 mai 1975] (p. 2458).

— **M. Hamel : Allocation aux travailleurs licenciés pour causes économiques** [7 mai 1975] (p. 2460).

— **M. Desanlis : Indemnisation du chômage partiel** [7 mai 1975] (p. 2461).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Aubert** (n° **18494**) **: Retraite de vieillesse des salariés** [7 mai 1975] (p. 2473, 2475) : souci du Gouvernement d'améliorer le sort des personnes âgées.

— **M. Legrand** (n° **18671**) **: Prévention des accidents du travail** [7 mai 1975] (p. 2474, 2475) : action menée pour l'amélioration de la sécurité des travailleurs ; diminution du nombre des accidents du travail depuis vingt ans ; extension du nombre des maladies professionnelles indemnisables.

— **M. Aubert** (n° **19450**) **: Allocation temporaire aux veuves recherchant un premier emploi** [7 mai 1975] (p. 2475) : mesures prises en faveur des veuves : capital-décès ; formation professionnelle.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **Mme Fritsch : Sécurité sociale minière** (grève des sociétés de secours minières) [14 mai 1975] (p. 2644, 2645).

— **M. Legrand : Sécurité sociale minière** (grève des sociétés de secours minières) [14 mai 1975] (p. 2647).

— **M. Huguet : Sécurité sociale minière** (grève des sociétés de secours minières) [14 mai 1975] (p. 2648).

— **M. Alfonsi : Salaire de la mère au foyer** [21 mai 1975] (p. 2935).

— **M. Ducoloné : Revendications des travailleurs de l'usine Chausson** [21 mai 1975] (p. 2936).

— **M. Renard : Situation de l'emploi dans le Tarn** [21 mai 1975] (p. 2936) : opinion de M. Limouzy sur cette situation.

— **M. Briane : Instruction et liquidation des dossiers de retraite** [21 mai 1975] (p. 2938) : amélioration de la coordination entre les diverses caisses ; simplifications apportées par la loi du 3 janvier 1975.

— **M. Bas : Situation du** *Parisien libéré* [21 mai 1975] (p. 2940).

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) **: Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3248) : la garantie du droit au travail et de la liberté du choix du

travail ; augmentation du nombre des demandes d'emploi ; diminution des offres ; les secteurs particulièrement touchés (industrie du bâtiment, travaux publics) ; chômage partiel ; (p. 3249) : arrivée sur le marché du travail d'une génération nombreuse de jeunes actifs ; rétablissement des grands équilibres économiques (réduction du taux d'inflation, équilibre du commerce extérieur) ; (p. 3250) : volonté du Gouvernement de soutenir l'emploi ; programme-incitation à l'investissement productif ; revalorisation du travail manuel ; réduction de la durée du travail ; aménagement des conditions d'accès à la retraite ; politique de protection de l'emploi ; protection juridique des travailleurs contre le licenciement pour cause économique ; indemnisation du chômage total ou partiel ; (p. 3251) : aide à l'insertion des demandeurs d'emploi ; augmentation du nombre des agences de l'ANPE ; (p. 3252) : modernisation et adaptation des moyens de la politique de l'emploi ; sa décentralisation ; (p. 3253) : les données du conflit du *Parisien libéré*; déclaration de M. Séguy au sujet du conflit du journal portugais *Republica ;* (p. 3261) : difficulté de maintenir le plein emploi en luttant contre la hausse des prix ; étude par le Gouvernement des mesures favorisant l'insertion des jeunes sur le marché du travail ; problème des références retenues pour l'attribution de l'allocation logement ; recherche d'une meilleure connaissance du marché de l'emploi ; sa régionalisation ; l'âge de la retraite ; la durée de l'activité professionnelle ; (p. 3262) : le système des chantiers de chômage à la Réunion ; les problèmes des bassins miniers ; revalorisation du travail manuel.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Pierre Weber : Prévention des accidents du travail** [28 mai 1975] (p. 3288).

— **M. Barthe : Grève à Usinor-Dunkerque** [28 mai 1975] (p. 3289).

— **M. Maurice Andrieux : Réduction du nombre des délégués à la sécurité dans les mines** [28 mai 1975] (p. 3290) : nombre de délégués nécessaire au siège n° 6 de Bruay-en-Artois.

— **M. Charles Bignon : Congés payés des chômeurs partiels** [11 juin 1975] (p. 3974, 3975) : mode de calcul des congés payés ; meilleure indemnisation du chômage partiel.

— **M. Jans : Exercice des libertés syndicales** [11 juin 1975] (p. 3975) : défense par le Gouvernement du droit au travail et du droit syndical ; droits fondamentaux et complémentaires ; recherche de compromis négociés.

— **M. Planeix : Situation sociale en Auvergne** [18 juin 1975] (p. 4363) : situation de l'emploi en Auvergne ; études en cours pour revitaliser l'économie régionale.

— **M. Maisonnat : Politique familiale et revalorisation des prestations** [18 juin 1975] (p. 4364) : indexation des allocations familiales sur les prix ; majoration exceptionnelle intervenue en vertu du contrat de progrès ; nouvelle majoration prochaine des prestations ; l'actualisation de l'allocation logement.

— **M. Claude Weber : Grève du personnel de l'ACMA** [18 juin 1975] (p. 4365) : reprise de cette société par le groupe Renault.

— **M. Ligot : Aide aux chômeurs** [25 juin 1975] (p. 4713) : augmentation des moyens en personnel de l'agence pour l'emploi.

— **M. Ballanger : Provocations patronales** [25 juin 1975] (p. 4717) : la volonté du Gouvernement de faciliter les négociations entre partenaires sociaux ; les atteintes portées à la liberté du travail.

— **M. Paul Duraffour : Mesures de protection contre les accidents du travail** [8 octobre 1975] (p. 6650, 6651) : possibilité d'une modulation des cotisations d'accidents du travail en fonction du nombre d'accidents survenus ; inspection du travail ; prévention.

— **M. Henri Lucas : Renforcement de la prévention des accidents du travail** [8 octobre 1975] (p. 6652) : rôle de l'inspection du travail.

— **M. Rieubon : Contrôle des aides publiques accordées aux grandes sociétés** [8 octobre 1975] (p. 6653) : situation de l'emploi dans la région de Fos-Etang de Berre ; les accords récemment conclus avec la sidérurgie.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Falala** (n° **2441**) : **Liquidation des pensions de vieillesse** [10 octobre 1975] (p. 6788) : application de la loi du 3 janvier 1975 ; simplification et accélération de la liquidation des pensions de vieillesse.

— **M. Carpentier** (n° **22972**) : **Emploi des jeunes** [10 octobre 1975] (p. 6788, 6789, 6790) : mesures prises par le Gouvernement (extension du bénéfice de l'allocation de chômage à certaines catégories de jeunes ; contrats emploi-formation, primes d'incitation à la création d'emplois) ; les offres d'emplois non satisfaites dues à l'absence de qualification des travailleurs.

— **M. J.-P. Cot** (n° **22919**) : **Droits syndicaux dans l'entreprise** [10 octobre 1975] (p. 6790, 6791) : les raisons de la décision du directeur départemental du travail relatives à la demande de licenciement collectif provenant des comptoirs pharmaceutiques de Savoie.

— **M. Xavier Deniau** (n° **21789**) : **Paiement des créances salariales** [10 octobre 1975]

(p. 6792, 6793) : application de l'article 5 de la loi du 27 décembre 1973 tendant à assurer en cas de règlement judiciaire le paiement des créances résultant du contrat de travail ; dépôt d'une proposition de loi de M. Xavier Deniau tendant au même but.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Grussenmeyer : Exclusion des travailleurs frontaliers de l'attribution d'une prime exceptionnelle** [15 octobre 1975] (p. 6912) : extension aux frontaliers du bénéfice de l'allocation exceptionnelle de 250 francs par enfant à charge.

— **M. Falala : Majoration forfaitaire des retraites de vieillesse des salariés** [15 octobre 1975] (p. 6913) : mesures envisagées en faveur des intéressés n'ayant pas bénéficié des dispositions résultant de la loi du 31 décembre 1971 (loi Boulin).

— **M. Montdargent : Elections chez Simca-Chrysler-France** [15 octobre 1975] (p. 6915, 6916) : élection des délégués du personnel.

— **M. Andrieu : Licenciement de deux médecins du travail à Toulouse** [15 octobre 1975] (p. 6917) : protection des médecins du travail.

— **M. Aumont : Situation des personnels des services extérieurs du ministère du travail** [22 octobre 1975] (p. 7214) : renforcement des moyens du ministère du travail au niveau de l'inspection et du personnel d'accompagnement ; problème de la formation du personnel.

— **M. Madrelle : Problème de l'emploi chez Lesieur** [22 octobre 1975] (p. 7215) : situation dans les deux usines de Bordeaux affectées par la rétention des oléagineux par les pays africains ; le projet de restructuration mis au point.

— **M. Max Lejeune : Retraite anticipée des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre** [22 octobre 1975] (p. 7217, 7218) : pourcentage des bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1973.

— **M. Aubert : Application de la loi du 3 janvier 1975 en faveur des commerçants et des artisans** [29 octobre 1975] (p. 7532) : publication du décret d'application ; les difficultés nées de l'application de la réforme du 3 juillet 1972.

— **M. Zeller : Allocation en faveur des handicapés** [29 octobre 1975] (p. 7533) : publication prochaine des décrets d'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 relatifs à l'allocation d'éducation spéciale.

— **M. Pranchère : Situation de l'entreprise Poutrex, à Argentat** [5 novembre 1975] (p. 7883, 7884) : mesures envisagées pour régler l'essentiel du problème de l'emploi se posant à Argentat du fait de la liquidation de Poutrex.

— **Mme Chonavel : Abaissement de l'âge de la retraite des femmes** [5 novembre 1975] (p. 7884) : préparation d'un projet de loi sur l'avancement de l'âge de la retraite.

— **M. Pierre Weber : Situation des cadres dans les entreprises** [5 novembre 1975] (p. 7887, 7888) : opposition du ministère à l'écrasement de la hiérarchie ; condamnation des séquestrations et des actes de violence.

— **M. Partrat : Garantie de salaire aux travailleurs privés d'emploi** [12 novembre 1975] (p. 8163) : nombre des bénéficiaires de cette garantie ; durée moyenne de chômage des salariés couverts par cet accord ; situation des salariés n'ayant pas retrouvé d'emploi au terme de la période de couverture ; leurs droits à l'égard de l'ASSEDIC.

— **M. Legrand : Situation financière de la sécurité sociale** [12 novembre 1975] (p. 8165) : causes du déficit de la sécurité sociale ; réduction de la masse salariale ; diminution du nombre des actifs ; alourdissement des dépenses de santé ; études préparatoires à une réforme du financement ; dépôt d'un projet de loi concernant l'assiette des cotisations de la sécurité sociale.

— **M. Villon : Rappel des règles de sécurité sur les lieux de travail** [19 novembre 1975] (p. 8644) : importance attachée par le Gouvernement à la prévention des accidents du travail ; les dispositions L. 263 et suivantes du code du travail.

— **M. Berthelot : Sécurité des travailleurs** [19 novembre 1975] (p. 8645) : création de postes d'inspecteur du travail annoncée dans la discussion budgétaire.

— **M. Bégault : Exonération des cotisations de sécurité sociale pour les jeunes travailleurs** [19 novembre 1975] (p. 8648) : mesures proposées par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes ; primes forfaitaires, contrats emploi-formation ; cas des handicapés.

— **M. Goulet : Prêt aux jeunes ménages** [26 novembre 1975] (p. 8960) : le déblocage des crédits ; publication prochaine du décret d'application.

— **M. Labarrère : Accidents du travail** [26 novembre 1975] (p. 8963) : la circulaire relative aux rapports administratifs des inspecteurs du travail ayant trait à la prévention ; l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Baillot (n° 24525) : Financement de la sécurité sociale** [5 décembre 1975] (p. 9453) : l'analyse et les avis des partenaires sociaux et des experts demandés par le Gouvernement sur le financement de la sécurité sociale.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. André-Georges Voisin : Choix d'un matériel spécialisé de renseignement téléphonique** [10 décembre 1975] (p. 9614) : étude de l'aspect industriel de ce choix et de ses conséquences sur l'emploi.

— **M. Méhaignerie : Mise en œuvre des réformes suggérées par le rapport de l'inspection générale des affaires sociales** [10 décembre 1975] (p. 9615) : paiement des prestations et amélioration du minimum vieillesse ; aide aux travailleurs privés d'emploi.

— **Mme Chonavel : Situation des usines Triton** [10 décembre 1975] (p. 9616, 9617) : mauvaise gestion de ces usines ; recherche de solutions industrielles permettant le sauvetage de l'entreprise.

— **M. Gau : Politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale** [10 décembre 1975] (p. 9618, 9619) : le déficit de la sécurité sociale pour 1976 ; les mesures proposées pour y remédier en maintenant les prestations actuelles (diminution de 13 points du taux de la TVA sur les produits pharmaceutiques, léger relèvement des cotisations à part égale pour les entreprises et pour les salariés).

— **M. Gravelle : Situation de la société Lebocey** [10 décembre 1975] (p. 9619) : recherche par le Gouvernement d'une nouvelle solution industrielle.

— **M. Josselin : Charges sociales des industries de main-d'œuvre** [17 décembre 1975] (p. 9907, 9908) : dépôt à la prochaine session d'un projet de loi instituant un mécanisme tendant à opérer une réfaction des charges par comparaison avec la moyenne nationale au profit des industries de main-d'œuvre.

— **M. Andrieux : Aide aux chômeurs** [17 décembre 1975] (p. 9909) : nombre de chômeurs sans travail depuis plus d'un an ; les allocations spéciales de l'ASSEDIC.

— **M. Ansart : Menace de licenciements à Usinor** [17 décembre 1975] (p. 9910) : établissement d'un avant-projet de reclassement (régime de préretraite, mesures de conversion, implantation d'entreprises nouvelles).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Ducoloné** (n° **24980**) **: Revalorisation des ressources de certaines catégories sociales** [19 décembre 1975] (p. 10074, 10075) : les mesures prises par le Gouvernement en faveur des chômeurs ; l'augmentation des prestations pour les familles et du minimum de ressources pour les personnes âgées.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Jans : Atteintes aux libertés chez Citroën** [7 avril 1976] (p. 1446) : la condamnation de toutes les violences.

— **M. Delehedde : Grève à l'usine de Beghin-Say de Corbehem (Pas-de-Calais)** [14 avril 1976] (p. 1713) : l'action du directeur départemental du travail s'efforçant de faciliter les négociations.

— **M. Beucler : Indemnisation du chômage pour cause économique** [14 avril 1976] (p. 1719) : l'application des accords d'octobre 1974 ; le rôle des ASSEDIC et de l'UNEDIC ; le problème du travail noir.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gosnat** (n° **28060**) **: Financement de partis politiques par des compagnies pétrolières** [23 avril 1976] (p. 2145) : le versement, en Italie, par un groupe français, de contributions proportionnelles à celles des autres compagnies étrangères ; l'abandon de ces versements depuis deux ans à la suite de la nouvelle législation italienne.

— **M. La Combe** (n° **28063**) **: Lutte contre le chômage** [23 avril 1976] (p. 2146, 2147) : la volonté du Gouvernement d'assurer le retour au plein emploi, les mesures prises pour favoriser la création d'emplois dans les petites et moyennes entreprises et dans l'artisanat ; la diminution des licenciements pour cause économique et du chômage partiel ; le problème du chômage en milieu rural.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Michel : Accès des chantiers aux responsables syndicaux** [28 avril 1976] (p. 2250).

— **M. Pignion : Grève à la céramique de Beugin-la-Comté (Pas-de-Calais)** [28 avril 1976] (p. 2250, 2251) : étude du problème par une commission paritaire réunie par le directeur départemental du travail.

— **M. Ducoloné : Accident à la poudrerie de Clérieux** [28 avril 1976] (p. 2253) : l'enquête sur l'accident de Clérieux ; l'organisation de visites systématiques ; la consultation des organisations syndicales en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement.

— **M. Pujol : Allocation différentielle aux chômeurs** [5 mai 1976] (p. 2625, 2626) : le patronat et les organisations syndicales ont vocation pour déterminer la mise en place d'une telle allocation.

— **M. Simon : Démission collective de représentants des commerçants et des artisans de certains organismes gestionnaires** [5 mai 1976] (p. 2626, 2627) : le mot d'ordre de démission donné par le CID-UNATI ; l'effort de solidarité nationale en faveur des commerçants ou artisans ; les inconvénients de la société unipersonnelle.

— **M. Baillot : Conflits du travail dans la métallurgie à La Rochelle** [26 mai 1976] (p. 3498) : les principales entreprises concer-

nées par la grève (Alsthom à La Rochelle, les chantiers navals et CIT-Alcatel) ; condamnation de la violence.

— **M. Andrieux : Ressources des personnes âgées** [2 juin 1976] (p. 3635, 3636) : les engagements pris et tenus à l'égard des personnes âgées ; la simplification des formalités relatives au versement du minimum vieillesse ; l'importance de la place accordée aux problèmes des personnes âgées dans le VII[e] Plan.

— **M. Vauclair : Charges sociales des industries de main-d'œuvre** [16 juin 1976] (p. 4183) : étude de ce problème par la commission Granger ; le Gouvernement présentera la solution envisagée à l'Assemblée lors du débat portant sur le financement de la sécurité sociale.

— **M. Andrieux : Allocation supplémentaire d'attente** [23 juin 1976] (p. 4546).

En qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, réponses :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Porelli : Exonération de la taxe d'habitation** [13 octobre 1976] (p. 6547) : exonération des personnes âgées les plus défavorisées ; possibilité de dégrèvements partiels.

— **M. Jans : Paiement échelonné de la taxe d'habitation** [13 octobre 1976] (p. 6548) : étude par le Gouvernement de la possibilité d'un certain échelonnement.

— **M. Forni : Situation fiscale du groupe Dassault** [20 octobre 1976] (p. 6775) : vérification régulière des principales entreprises du groupe Dassault ; dépôt d'une plainte en diffamation par les fonctionnaires mis en cause par M. de Vathaire.

— **M. Gouhier : Grève des détaillants en fruits et légumes** [20 octobre 1976] (p. 6776) : maintien du blocage des prix ; possibilité de prendre en considération les difficultés résultant d'une hausse des prix à la production.

— **M. Villa : Grève du personnel des caisses d'épargne** [20 octobre 1976] (p. 6777) : impossibilité de verser la prime de bilan prévue par le statut au personnel à la suite des résultats de la gestion de la caisse.

— **M. Krieg : Grève à la caisse d'épargne de Paris** [20 octobre 1976] (p. 6780, 6781) : la volonté du Gouvernement de hâter la conclusion d'un accord entre la direction et le personnel ; le respect du droit des épargnants.

— **MM. de la Verpillière et de Poulpiquet : Taxe professionnelle** [27 octobre 1976] (p. 7098, 7099) : les injustices provoquées par l'application de la loi du 29 juillet 1975 ; l'étude relative à l'opportunité d'une modification des dispositions en vigueur ; possibilité pour les entreprises d'obtenir des délais de paiement et des dégrèvements.

— **M. Pianta : Difficultés de la Banque Baud à Evian** [10 novembre 1976] (p. 7878) : la mise sur pied par le système bancaire français d'un mode d'indemnisation de la clientèle modeste.

— **M. Pons : Conséquences de l'institution de la taxe professionnelle** [10 novembre 1976] (p. 7879) : la taxe professionnelle est un impôt de répartition ; l'octroi de délais de paiement ou de dégrèvement pour les entreprises en difficulté ; le sondage auprès de 40.000 entreprises pour savoir s'il faut modifier le système actuel.

— **M. Lejeune : Importation des produits de jute** [17 novembre 1976] (p. 8160) : le régime d'importation des produits de jute dans la CEE ; instructions de vigilance données au service des douanes.

— **M. Papon : Taxe professionnelle** [1[er] décembre 1976] (p. 8855) : aucune pénalité ne sera exigée des contribuables avant examen de leur dossier.

— **M. Debré : Protection de l'industrie française** [15 décembre 1976] (p. 9416, 9417) : les mesures prises et les négociations engagées dans les secteurs de l'industrie textile, la construction navale et la sidérurgie ; organisation du cadre du commerce international ; recherche de l'équilibre des protections.

— **M. Bécam : Exonération fiscale des commerçants sinistrés de Quimper à la suite de l'incendie des halles** [15 décembre 1976] (p. 9419) : les forfaits des commerçants sinistrés tiendront compte des conséquences de l'incendie.

— **M. Julia : Transfert d'économies entre la France et l'Algérie** [15 décembre 1976] (p. 9419) : application de la réglementation des changes française ; étude avec le ministre des affaires étrangères des possibilités de clauses de réciprocité.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Rappel au règlement** sur les réunions des commissions [5 avril 1973] (p. 754).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° 9) [11 avril 1973] (p. 796) : évoque les dernières élections et la volonté de changement des Français ; critique la composition du cabinet ; rappelle les douze propositions de son groupe pour la réforme du travail parlementaire, en particulier l'institution d'un débat d'orientation pour préparer le

projet de loi de finances ; (p. 797) : demande une collaboration du Parlement et du Gouvernement dans le domaine de la loi de finances ; donne acte au Gouvernement de ses bonnes intentions ; juge cependant imprécis les propos du Premier ministre ; souhaite des éclaircissements quant au mode de financement des mesures proposées ; regrette l'absence d'une politique d'ensemble ; rappelle le mécontentement des Français ; évoque la révolte des jeunes ; demande des réformes de structure, l'application réelle des lois votées ; critique l'injustice du système fiscal ; demande une meilleure utilisation de l'argent public, l'accroissement des responsabilités au niveau des régions, des départements et des communes ; (p. 798) : demande une réforme des finances locales, une redistribution des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; évoque la composition du Conseil régional ; demande que la région soit une collectivité territoriale disposant de ressources propres ; s'étonne de la discrétion du Premier ministre sur la construction de l'Europe ; souhaite la mise en place d'une communauté économique, sociale et politique, l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel ; affirme la volonté de collaboration de son groupe sur le plan parlementaire au développement d'une société de responsabilité.

— **Rappel au règlement** [2 mai 1973] (p. 964) : possibilité pour M. Sanford de répondre en fin de séance pour un fait personnel.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [5 juin 1973] (p. 1755) : non-inscription de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux anciens d'AFN ; compétence exclusive de l'Assemblée pour la reconnaissance de la qualité de combattant ; possibilité d'en délibérer ; imprécision quant à la date du dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement ; vote contre l'ordre du jour complémentaire.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion des articles** [8 juin 1973]. **Après l'Article 20** (p. 1933) : son amendement tendant à la création d'une commission spécialisée du Parlement ; contrôle de l'utilisation effective des fonds publics.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2549) : application de l'article 29 de la Constitution, article 89, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée, représentativité des présidents de groupe à la conférence des présidents.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture. Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Après l'Article 5** (p. 4116) : ses réserves sur le retrait de l'amendement de la commission par le rapporteur ; s'oppose à de telles méthodes de travail. **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6700) : absence de débat après la déclaration du ministre de l'économie et des finances du 5 décembre 1973.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4181) : s'interroge sur la finalité de ce débat que le Gouvernement subit pour ne pas avoir eu la sagesse de le provoquer ; l'affaire Lip ; phénomène de profonde mutation de société ; (p. 4182) : la hausse des prix ; les conflits sociaux ; le blocage du système et nécessité d'offrir une alternative de changement démocratique aux Français ; les objectifs à atteindre en matière de politique sociale ; sécurité de l'emploi, doublement de l'allocation vieillesse, augmentation des prestations familiales, instauration d'un salaire de la mère au foyer; ses inquiétudes sur la politique étrangère de la France, la gravité de la situation de l'Etat d'Israël ; la déclaration du ministre des affaires étrangères, justification de toute agression : celle des Allemands occupant la Rhénanie comme celle des deux millions de « pieds noirs » qui décideraient de rentrer en Algérie ; si cette déclaration n'est pas un écart de langage, quelles sont les intentions de ce propos délibéré ; la proposition du Gouvernement italien de se concerter dans le cadre de l'Europe des Neuf ; la construction européenne, solution logique aux problèmes monétaire et financier, aux problèmes de sécurité, d'industrialisation et d'agriculture ; la demande par le mouvement réformateur de la mise en place du Parlement européen élu au suffrage universel ; la conception de l'Etat vu par la majorité, vu par l'opposition et vu par les réformateurs pour qui l'Etat est le moyen donné pour faire le bonheur des Français ; la région, rapprochement du pouvoir des citoyens ; le refus du groupe réformateur de voter la motion de censure parce qu'elle se réfère au programme de la gauche ; le refus des réformateurs d'accorder la confiance au Gouvernement s'il l'avait sollicitée.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4431) : défend l'amendement de M. Donnez tendant à limiter à deux le nombre des mandats consécutifs du Président de la République ; répond aux arguments du Premier ministre ; (p. 4432) : maintient l'amendement. **Après l'Article 2** (p. 4433) : sa demande de scrutin public sur la recevabilité de l'amendement de M. Donnez : remplacement de l'article 5 de la Constitution, pouvoirs du Président de la République.

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1973] (p. 4659) : demande une communication du Gouvernement devant l'Assemblée à la suite des changements intervenus dans la composition du Gouvernement, destitution du président-directeur général de l'ORTF.

— **Rappel au règlement** [26 octobre 1973] (p. 4865) : respect par les groupes de la durée des suspensions de séance.

— **Rappel au règlement** [26 octobre 1973] (p. 4883) : sur la question d'actualité de M. Stehlin relative à la fermeture de La Villette.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section I. **Information** [26 octobre 1973] (p. 4902) : sa question sur le rôle du ministre de l'information ; (p. 4903) : ses observations sur le terme « tuteur de la presse », aide à la presse, crise de la diffusion de la presse française à l'étranger, fonds culturel, s'inquiète de la modicité des crédits de l'information, ses observations sur la double mission de porte-parole du Gouvernement et du ministre de l'information, défense de la liberté de la presse.

Office de radiodiffusion télévision française [26 octobre 1973] (p. 4910) : explique pourquoi il ne votera pas le budget de l'ORTF, lettre et esprit de la loi du 3 juillet 1972 ; (p. 4911) : sa référence aux déclarations de MM. Chaban-Delmas et Malaud devant l'Assemblée nationale le 15 juin 1972 ; sa proposition de loi relative à un nouveau statut de l'office ; insuffisance de la loi de 1972 ; décentralisation au niveau de la direction parisienne et au niveau des directions régionales ; budget de l'ORTF et redevance ; problème de la gestion et de l'informatique à l'ORTF ; absence de la France sur les ondes internationales ; émissions destinées aux étrangers résidant en France, problème de la télédistribution ; (p. 4912) : souhaite un conseil d'administration doté de pouvoirs réels et désignant lui-même son président-directeur général.

Economie et finances. — **1. Charges communes** [20 novembre 1973]. **Etat B - Titre IV** (p. 6144) : son amendement de réduction des crédits de ce titre ; demande un nouveau texte sur l'indemnisation des rapatriés ; sa demande de scrutin public au nom de son groupe ; critique les méthodes de travail de l'Assemblée ; abus de la parole par les ministres. **II. Services financiers. Après l'Article 46** (p. 6166) : son amendement tendant à la publication des aides accordées par les pouvoirs publics aux entreprises publiques, semi-publiques ou privées ; ses observations sur les amendements de MM. Lelong et Lamps ; contrôle de l'emploi des fonds publics et droit d'information du Parlement.

Services du Premier ministre. — Section II. **Jeunesse, sports et loisirs : Etat B - Titre III** [20 novembre 1973] (p. 6168) : son amendement tendant à la réduction des crédits de ce titre, mécontentement de son groupe devant la modicité des crédits ; ses observations sur les déclarations du secrétaire d'Etat ; (p. 6169) : ses observations sur le recours au PMU ; retrait de son amendement.

Seconde délibération [20 novembre 1973] (p. 6178) : propositions de son groupe relatives à un prédébat budgétaire et au contrôle de l'exécution du budget ; ses observations sur le principe de l'annualité budgétaire, sur l'équilibre du budget, budget et inflation, équipements collectifs, injustices sociales, difficultés des collectivités locales, région, réforme de la fiscalité, ressources procurées par la TVA, choix du Gouvernement ; vote de la grande majorité de son groupe contre le projet de loi de finances ; nécessité d'une autre politique.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1973] (p. 6361) : conditions de travail de l'Assemblée ; réunion de commissions pendant la discussion d'un texte important en séance publique.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6365) : soutient l'amendement de M. Zeller relatif aux modifications des cadences et des normes de travail ; soutient l'amendement de M. Zeller : consultation du comité d'entreprise sur tout projet d'aménagement affectant la sécurité du travail ; retrait, compte tenu des observations du secrétaire d'Etat.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6868) : situation créée par le retrait d'un projet de loi par le ministre des anciens combattants.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 464) : le groupe des réformateurs démocrates sociaux votera dans sa très grande majorité la motion de censure ; ils attendaient du Gouvernement face à la montée des périls un grand dessein social ; l'infaillibilité technique du ministre ne peut tenir lieu de politique.

En qualité de ministre du travail :

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**) [11 octobre 1974]. **Discussion générale**

(p. 5013) : le précédent vote de l'Assemblée nationale en faveur des veuves d'ouvriers mineurs décédés par suite de silicose professionnelle ; article L 95 du code de sécurité sociale ; l'harmonisation réalisée par le Sénat ; (p. 5014) : la gravité des accidents du travail régresse ; l'indemnisation des victimes d'intoxication par l'oxyde de carbone ; accord du Gouvernement sur l'amendement de la commission relatif à la situation de la « tierce personne » ; la durée minime de mariage fixée à deux ans constituerait un plafond ; aménagement par décret. **Discussion des articles : Article premier** (p. 5017) : l'amendement n° 8 de M. Legrand n'apporte rien au texte.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5044) : replace le projet dans l'ensemble des projets sociaux du Gouvernement ; instaurer un système de compensation inter-régimes procurant le financement complémentaire aux régimes en difficulté ; (p. 5045) : le mécanisme retenu : compléter les recettes de chaque régime sur une base de référence pour annuler l'effet des disparités contributives ; les bénéficiaires de la compensation : exploitants agricoles, artisans et commerçants ; la garantie de resources de l'Etat ; jusqu'en 1978 le Gouvernement soumettra au Parlement les moyens budgétaires d'équilibre ; (p. 5046) : éviter de prélever sur les « actifs » des régimes en difficulté des charges insupportables ; le principe de compensation a déjà été appliqué dans le domaine des prestations familiales ; substituer la solidarité nationale à celle initialement prévue du régime général ; choix de la prestation de référence ; le régime général conservera sa dynamique propre ; les études pour modifier l'assiette des cotisations ; généralisation de la sécurité sociale et solidarité nationale ; les cadres ne subiront aucun déplafonnement durant les trois années à venir. **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5096) : amendement n° 24 du Gouvernement : réalisation de l'extension de la sécurité sociale à tous les salariés avant le 1er janvier 1978 ; (p. 5098) : s'oppose aux amendements n° 32 de M. Boscher et n° 2 de M. Gau dans l'impossibilité où l'on se trouve de connaître avec exactitude les revenus réels des non-salariés. **Article 2** (p. 5186) : amendement n° 29 du Gouvernement : création d'une commission d'examen inter-régimes ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 5107) : sur l'amendement n° 21 de M. Peyret : réforme des cotisations des industries de main-d'œuvre. **Article 6** (p. 5113) : sous-amendement n° 30 du Gouvernement à l'amendement n° 18 de M. Boulin : pour 1975 aide de l'Etat limitée au montant des droits sur l'alcool ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 5115) : sur l'amendement n° 19 de M. Boulin : le Gouvernement propose la constitution d'un groupe de travail sur le budget des prestations sociales. **Après l'Article 7** (p. 5117) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Dronne : danger d'une sectorialisation du débat. **Seconde délibération. Article premier** (p. 5120) : amendement n° 1 du Gouvernement : suppression du deuxième alinéa de l'article premier voté en première délibération ; pas de confusion entre harmonisation et alignement. **Sur l'ensemble** (p. 5123) : le régime général n'est pas menacé par le projet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7744) : les dispositions votées par le Sénat permettront un meilleur contrôle parlementaire ; groupe de travail sur le budget annexe de prestations sociales.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1974] (p. 5777) : analyse et progression des crédits particulièrement pour la partie « travail » et caractère prioritaire de la politique sociale ; (p. 5778) : l'amélioration des moyens des services du travail et de la main-d'œuvre ; le nouveau statut de l'inspection du travail et la formation des inspecteurs ; le centre de formation professionnelle transformé en institut national du travail décentralisé à Lyon ; le renforcement des effectifs des directions régionales ; le projet de fusion des directions régionales de la sécurité sociale et des services régionaux d'action sanitaire et sociale ; une expérience en cours dans la région « Pays de Loire » ; le renforcement des moyens facilitant le placement et la mobilité des travailleurs ; l'agence nationale pour l'emploi ; la révision des grilles indiciaires et de la formation de son personnel ; l'aide aux travailleurs privés d'emploi est financée sur les crédits du fonds de chômage et du fonds national pour l'emploi ; la stabilisation des investissements de l'AFPA (association pour la formation professionnelle des adultes) ; (p. 5779) : efforts de régionalisation : mise en place progressive des délégations régionales et des centres pédagogiques et techniques ; le reclassement des handicapés ; l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; liaison étroite avec l'institut national de recherche pour la sécurité de Nancy ; les aides de l'Etat à différents régimes de sécurité sociale ; majoration des rentes mutualistes des anciens combattants ; régime de retraite des mineurs ; l'annexe au projet de loi de finances sur les comptes provisionnels des régimes de sécurité sociale obligatoires présentée pour la première fois cette année au Parlement ; la situation de l'emploi est préoccupante ; les demandes non satisfaites émanant principalement des jeunes et des femmes ; chute continue des offres et

des placements ; la poussée du chômage partiel ; épargner au travailleur le traumatisme de la privation d'emploi ; la simplification et le renforcement des régimes d'aide ; la prévention des licenciements collectifs ; (p. 5780) : la responsabilité des partenaires sociaux ; l'arrivée de jeunes sans qualification professionnelle sur le marché du travail ; création d'un contrat d'emploi-formation ; l'accord du 14 octobre 1974 garantissant à tout travailleur licencié pour cause économique le maintien à 90 % de son salaire pendant un an ; fusion des régimes d'aides actuelles au sein d'un fonds de garantie des ressources afin de supprimer la notion d'assistance ; alignement du régime actuel sur le régime de l'UNEDIC et revalorisation ; sécurité de l'emploi et droit des licenciements collectifs ; la prévention du risque et l'accroissement des pouvoirs économiques des représentants du personnel ; révision de l'accord du 10 février 1969 sur la sécurité de l'emploi ; le projet de loi portant réforme des procédures de licenciements collectifs sera examiné avant la fin de l'année ; les observatoires régionaux de l'emploi ; (p. 5781) : le conseil central de planification ; le maintien de l'emploi, préoccupation majeure du Gouvernement ; la conférence intergouvernementale de Bucarest sur la population ; l'indispensable souveraineté des Etats quant à leur politique démographique ; le droit des couples à décider du nombre de leurs enfants et de l'espacement des naissances ; la position satisfaisante de notre pays en matière de mortalité ; la baisse de la natalité et de la fécondité ; la politique démographique et familiale ; la sécurité sociale ; généralisation du champ d'application de l'assurance maladie ; le projet de loi sera déposé avant la fin de la session ; assurer une protection de base commune à tous les Français ; la revalorisation des différents avantages de sécurité sociale ; prestations familiales : notion de contrat de progrès avec les familles ; la double revalorisation annuelle des avantages de vieillesse, invalidité, accidents du travail ; (p. 5782) : augmentation du minimum vieillesse ; liquidation des pensions des anciens combattants et prisonniers de guerre ; projets de loi n° 949 améliorant la situation des familles et n° 776 relatif aux pensions ou allocations des veuves, des mères de famille et des personnes âgées ; l'allocation de rentrée scolaire ; projet de loi sur la prévention des accidents du travail ; la prise en compte des dix meilleures années pour le calcul des pensions ; revoir la réglementation des examens de santé gratuits ; le projet de loi n° 1106 sur la protection des stagiaires en formation professionnelle ; le projet de loi d'orientation en faveur des handicapés ; la détermination des tarifs de santé ; pour une politique contractuelle ; la progression des dépenses de sécurité sociale ; la recherche d'une meilleure répartition des charges de la sécurité sociale ; le rapport sur les charges indues déposé avant le 1er janvier 1976 ; aménagement des charges sociales assumées par les entreprises sans augmentation de cotisations ni déplafonnement ; l'égalisation des efforts contributifs des différents groupes socio-professionnels ; la recherche de l'équilibre des régimes par une compensation interprofessionnelle et une contribution de l'Etat ; simplifier le fonctionnement administratif et les relations avec les assurés ; alléger la tutelle ; dans un contexte économique et social préoccupant, l'esquisse d'une politique du plein emploi ; (p. 5786) : indique que la loi du 21 novembre 1973 s'appliquera à partir du 1er janvier 1975, notamment au bénéfice des artisans et commerçants ; (p. 5812) : le souci de la sécurité en matière d'emploi, de santé ou d'évolution démographique ; les zones homogènes d'emploi étudiées par le centre d'études de l'emploi et par la revue des affaires sociales ; le conseil de planification entend donner la priorité à la revalorisation du travail manuel ; la création de postes d'inspecteurs du travail et l'élaboration concertée du statut de l'inspection ; l'ouverture de sections de l'AFPA ; les aides aux chômeurs ; (p. 5813) : l'Institut national du travail transféré à Lyon ; simplification et unification des aides aux travailleurs sans emploi ; le nombre des chômeurs ; la lutte contre les accidents du travail ; les comités d'hygiène et de sécurité ; répondra par écrit sur la situation des frontaliers ; la réforme du contentieux de la sécurité sociale ; l'augmentation des dépenses d'hospitalisation et la dispersion des régimes légaux d'assurance vieillesse ; souhaite la discussion du projet de loi n° 776 relatif au cumul de la pension de reversion et des avantages de vieillesse ; le plafond de la rente mutualiste des anciens combattants ; les crédits de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail ; une politique ambitieuse qui a pour finalité le maintien et même le développement de l'emploi.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations (n° 776). Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7435) : l'amélioration de la protection sociale ; (p. 7436) : l'évolution du régime général ; le développement des retraites servies aux personnes âgées et aux veuves ; après le développement des régimes complémentaires entre 1948 et 1971, une impulsion nouvelle a été donnée au régime général depuis cette date ; le texte prévoit un nouvel assouplissement des conditions d'ouverture du droit à pension de reversion et offre la possibilité de cumuler pension de reversion et droit propre ; possibilité de cumul intégral jusqu'à concurrence du minimum vieillesse ; les droits dérivés ; deuxième volet ; l'amélioration des prestations servies aux mères de fa-

mille ; (p. 7437) : le dispositif actuel en matière de vieillesse ; l'instauration d'un statut social de la mère de famille ; le doublement des annuités gratuites ; l'extension du champ d'application de l'assurance volontaire ; l'extension des dispositions aux exploitants agricoles ; troisième volet : la simplification des procédures d'attribution des pensions de vieillesse ; l'harmonisation des régimes ; la fusion de la rente et de la pension ; la proratisation des avantages à la durée d'assurance du régime général ; la généralisation de l'informatique dans la liquidation des pensions ; la proratisation de la majoration pour conjoint à charge et du minimum de pension ; la non-proratisation de la majoration pour tierce personne ; la suppression du système des rentes ; la concertation entre le Gouvernement et les partenaires sociaux et entre le Parlement et le Gouvernement ; (p. 7438) : l'humanisation et la simplification de la législation sociale ; le devoir de solidarité nationale ; (p. 7443) : l'harmonisation progressive des législations métropolitaine et d'outre-mer ; le problème des jeunes veuves ; le bénéfice de l'allocation d'aide publique ; les étapes vers le cumul intégral dépendront de la conjoncture économique ; la situation des veufs et veuves invalides ; la date d'application sera fixée au 1er janvier 1974 ; les régimes particuliers sont quelquefois plus favorables ; la situation des veuves face à l'emploi ; l'inégalité entre salaires masculins et féminins ; l'accès à la fonction publique ; un projet cohérent fruit d'une coopération efficace entre le Gouvernement et la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7444) : son amendement n° 29 : cumul intégral de la pension de reversion et des droits personnels jusqu'à concurrence du minimum vieillesse ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 7444) : son amendement n° 30 : liquidation provisoire des droits en cas de disparition du conjoint ; adopté ; (p. 7445) : son amendement n° 31 à l'article 2 : cumul intégral du secours viager et des droits personnels jusqu'à concurrence du minimum vieillesse ; adopté ; fixation par décret des conditions de ressources, de durée de mariage et d'âge ouvrant droit à un secours viager ; son amendement n° 32 : liquidation provisoire du secours viager au profit du conjoint d'un bénéficiaire disparu de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; adopté ; (p. 7446) : son amendement n° 33 : extension aux veuves et veufs invalides du cumul de la pension de reversion ou du secours viager et des avantages personnels ; adopté ; (p. 7446) : son amendement n° 34 : cumul des avantages de reversion et des avantages personnels applicables à tous les conjoints survivants ; adopté ; (p. 7447) : sur les amendements nos 11, 20 et 21 : ne pas empiéter, en matière d'embauche, sur les prérogatives du chef d'entreprise ; des instructions seront données à l'agence nationale pour l'emploi et à l'AFPA pour donner aux veuves une priorité de réemploi ou d'accès aux stages de formation professionnelle ; insistera auprès du ministre de la défense pour faciliter les libérations anticipées d'appelés nécessaires à la marche de l'exploitation familiale ; (p. 7448) : sur l'amendement n° 28 : les risques de créer une catégorie de personnes prioritaires pour le logement ; (p. 7449) : son amendement n° 35 rectifié ; (p. 7450) : intitulé du titre II : réforme de l'assurance vieillesse de la mère de famille ; adopté ; son amendement n° 36 après l'article 3 du régime d'assurance vieillesse de la mère de famille ; adopté ; (p. 7451) : son amendement n° 37 : extension au régime d'assurance vieillesse des non-salariés des professions agricoles ; adopté ; son amendement n° 38 : suppression de la proratisation pour la majoration pour tierce personne ; (p. 7452) : adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1974] (p. 8254) : les propositions de la commission reprises sous forme d'amendements gouvernementaux ; le principe de l'allocation d'attente pour les jeunes veuves retenu par le conseil des ministres du 2 octobre 1974 ; (p. 8255, 8256) : les modifications apportées par le Sénat : rentes d'accident du travail antérieures au 1er juillet 1930, information des assurés ; ce projet de loi est le fruit d'une concertation heureuse entre le Parlement et le Gouvernement.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° 949). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7454) : l'amélioration des conditions de vie nécessaires à l'épanouissement des familles est la préoccupation constante du Gouvernement ; la France se situe au premier rang européen pour les prestations familiales ; l'action du Gouvernement tend à privilégier la compensation des charges familiales ; la nécessité de redéfinir les aides à caractère nataliste et d'en étendre le champ d'application ; (p. 7455) : deux dispositions déjà adoptées : l'allocation de rentrée scolaire, l'amélioration du régime d'assurance vieillesse de la mère de famille ; la baisse de la natalité conduit le Gouvernement à reviser certaines aides familiales ; un prochain conseil central de la planification sera saisi des problèmes démographiques ; la réforme de l'allocation de maternité : suppression de la condition de délai après le mariage ou d'âge de la mère et de l'obligation de nationalité française de l'enfant ; les objectifs de l'allocation postnatale : dédommager les parents des frais de premier équipement, favoriser les naissances et participer à la politique assimilatrice d'immigration, accroître la surveillance sanitaire des enfants et faciliter le dépistage précoce des

handicaps ; le renforcement du régime des prêts aux jeunes ménages ; (p. 7456) : extension des autres régimes : agriculteurs, salariés du secteur public ; l'assouplissement des conditions d'attribution de l'allocation pour frais de garde, son extension aux ménages d'étudiants ou dont le conjoint est appelé sous les drapeaux ; l'allégement de la condition de présence quotidienne de l'enfant au foyer sous réserve d'une enquête sociale favorable ; l'extension de l'allocation d'orphelin et la révision de la notion d'absence : maintien de l'allocation pour les enfants dont la filiation maternelle n'est pas établie ou dont le parent survivant ne peut assumer l'obligation alimentaire ; ce projet ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire des prestations familiales ; [6 décembre 1974] (p. 7524) : ce projet ne prétend pas résoudre tous les problèmes de la famille ; le coût des dépenses proposées ; la France au premier rang européen pour le pourcentage du revenu national consacré aux familles ; l'harmonisation progressive des régimes des prestations sociales en métropole et dans les départements d'outre-mer ; (p. 7525) : maintien des prestations familiales en cas de chômage ; extension aux DOM de la notion d'enfant à charge ; la parité globale, le niveau de vie dans les DOM ; le dialogue avec les associations familiales pour l'établissement du contrat de progrès ; le contrôle médical du jeune enfant ; les responsabilités largement partagées dans le retard accumulé ; ce projet est indépendant du vote de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse ; il accorde la priorité aux plus déshérités. **Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Article 2** (p. 7526) : son amendement n° 11 : versement de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer ; création d'un système souple et efficace de sanctions en cas de manquement aux obligations de surveillance médicale ; caractère facultatif du système de sanctions ; (p. 7527) : adopté. **Après l'Article 16** : s'oppose à l'amendement n° 9 : les instances consultatives existant en matière de politique familiale ; la création d'une telle commission relève du domaine réglementaire ; (p. 7531) : le Gouvernement souhaite faire le maximum en faveur des familles ; sa déclaration solennelle au congrès de l'UNAF. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1974] (p. 8258) : des mesures attendues par les familles, même si elles ne règlent pas tous leurs problèmes ; a pris bonne note des idées et suggestions exprimées par les députés.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique (n° 1346). Après déclaration d'urgence, discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7747 : le projet doit contribuer à la sauvegarde de l'emploi ; le nombre des licenciements collectifs ; la restructuration industrielle ; l'interpénétration des accords contractuels et des dispositions législatives et réglementaires ; l'accord de 1969 sur la sécurité de l'emploi ; la création de commissions paritaires de l'emploi ; la consultation du comité d'entreprise ; les garanties données aux travailleurs ; (p. 7748) : les difficultés d'application de cet accord ; l'avenant du 21 novembre 1974 ; l'accord du 14 octobre 1974 créant une indemnité supplémentaire d'un an ; des dispositions plus correctives que préventives ; les mécanismes juridiques de protection préalable au licenciement ; la loi de 1945 ; le rôle de l'inspection du travail ; la loi de 1966 sur les comités d'entreprise ; la loi de 1973 sur les licenciements individuels ; (p. 7749) : le projet de directive de la Communauté économique européenne ; le projet de loi concerne principalement la prévention du risque de licenciement, s'applique aux entreprises de plus de dix salariés, pour les licenciements collectifs d'au moins dix personnes survenus dans une même période de trente jours ; la consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel sur la base d'une information sérieuse ; les rapports entre les syndics et les administrateurs judiciaires et le personnel ; la phase administrative : demande d'autorisation de licenciement ; enquête de l'inspecteur du travail dans un délai de trente jours ; élargissement des attributions du comité d'entreprise en matière d'emploi ; l'incitation au reclassement ; la contribution de l'employeur au fonds national de l'emploi au titre des licenciements pour cause économique ; le caractère suspensif de la procédure ; les infractions ; (p. 7750) : ce projet marque un nouveau progrès du droit du travail ; (p. 7757) : la protection de l'emploi ; le comportement des organisations syndicales ; (p. 7758) : la création de structures locales d'intervention ; la nature des ASSEDIC ; le licenciement du personnel des entreprises en liquidation ; le reclassement préalable ; les difficultés de réintégration ; le licenciement collectif à partir de dix salariés ; les difficultés des petites et moyennes entreprises ; le délai de trente jours est un maximum ; la prévention ; les conventions de chômage partiel passées avec le fonds national de l'emploi pour éviter les licenciements. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7758) : contre l'amendement n° 1 : la nécessaire mobilité de nos structures industrielles. **Article premier** (p. 7760) : contre l'amendement n° 50 : le procès-verbal de carence ne joue que pour le comité d'entreprise et non pour les délégués du personnel ; dans ce dernier cas l'appréciation est faite par l'inspecteur du travail ; contre l'amendement n° 21 : le risque de conflit entre le service administratif et l'autorité de la chose jugée ; la nécessité de l'autorisation administrative en cas de règle-

ment judiciaire ou de liquidation de biens serait contraire à l'intérêt bien compris des salariés ; son amendement n° 55 : formalités en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ; adopté ; contre l'amendement n° 49 : le délai de trente jours laissé à l'autorité administrative résulte d'une directive européenne ; il s'agit d'un délai maximum ; (p. 7765) : contre l'amendement n° 26 : la liberté de négociations des partenaires sociaux ; contre l'amendement n° 28 : la difficulté de prévoir des sanctions pénales pour non-respect de fournir des informations ; son amendement n° 57 : dommages et intérêts lorsque l'employeur n'a pas présenté de demande d'autorisation préalable ; (p. 7767) : rejeté. **Après l'Article 4** (p. 7769) : son amendement n° 47 : actions de prévention ; conventions du fonds national de l'emploi ; (p. 7770) : adopté. **Seconde délibération :** son amendement n° 1 de forme à l'article 19 (p. 7771) ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8253) : accepte le délai de réunion de quinze jours entre la réunion des représentants du personnel et la demande d'autorisation de licenciement ; son amendement n° 1 : suppression de l'assistance d'un expert-comptable ; adopté.

1975

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° **1486**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1931) : renforcer les règles protectrices des catégories vulnérables de la population ; lutter contre les discriminations ; améliorer la protection des femmes au travail ; apporter des solutions aux cas individuels ; limiter les pouvoirs de l'employeur ; les lois du 27 novembre 1909 et du 30 décembre 1966 ; l'interdiction de licencier une femme avant et après son accouchement ; (p. 1932) : le versement des indemnités journalières de sécurité sociale ; la possibilité de ne pas reprendre son emploi à l'expiration de son congé de maternité ; l'attribution de dommages et intérêts en cas d'inobservation des dispositions par l'employeur ; les principes posés par le projet de loi : interdiction de toutes discriminations à l'embauche, impossibilité de résilier le contrat au cours d'une période d'essai, possibilité donnée à la salariée de demander sa mutation dans un emploi moins pénible ; le rôle du médecin du travail. **Discussion des articles : Article premier** (p. 1935) : s'oppose aux amendements n° 1 de Mme Missoffe et n° 12 de Mme Constans ; le droit actuel est suffisamment dissuasif ; le délai de douze semaines après accouchement suffit. **Article 2** (p. 1937) : demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Hamel. **Article 3** (p. 1938) : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 3 de Mme Missoffe : substituer au mot « poste » le mot « emploi » ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 3 ; son sous-amendement ; adopté ; (p. 1939) : son amendement n° 21 : l'affectation temporaire ne peut excéder la durée de la grossesse ; elle ne peut entraîner de diminution de rémunération; adopté. **Avant l'Article 4** (p. 1940) : son amendement n° 26 : attribution de l'indemnité journalière pendant une période supplémentaire ; adopté ; (p. 1941) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Chonavel ; (p. 1942) : son amendement n° 19 sur le titre : modification du titre ; adopté. **Seconde délibération. Article premier** : (p. 1943) : son amendement n° 1 : rétablir l'article premier dans la rédaction de l'amendement n° 23 de M. Jacques Blanc ; adopté.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Première lecture. Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2204) : l'inquiétude de certaines catégories professionnelles : agriculteurs, artisans, commerçants ; des craintes vaines en ce qui concerne la stagnation des prestations du régime général et l'autonomie de ce régime ; l'allégement de la tutelle sur les organismes de la sécurité sociale ; coût du projet évalué à 190 millions de francs ; 1.250.000 personnes non encore couvertes par un régime légal de sécurité sociale ; importance des bénéficiaires d'une autre protection sociale : mutuelle Saint-Martin, pour le clergé catholique ; aide sociale concernant 950.000 bénéficiaires ; les différents titres du projet : titre I : étendre gratuitement le bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie ; (p. 2205) : titre II : étendre le bénéfice des assurances vieillesse obligatoire à toutes les personnes exerçant une activité professionnelle ; titre III : relatif aux prestations familiales ; un projet conforme à l'inspiration du plan français de sécurité sociale de 1945 ; (p. 2211) : ses apaisements sur le problème de la convention liant les médecins et les organismes de sécurité sociale ; le dépôt avant le 1er juin 1975 d'un projet modifiant l'assiette des cotisations de sécurité sociale ; la commission présidée par M. Granger ; les dispositions relatives à une simplification de la sécurité sociale ; le comité des usagers présidé par M. Alloncle ; le problème familial, une des préoccupations majeures du Gouvernement ; (p. 2212) : le vote du projet de loi sur la compensation ; assurer une garantie de sécurité sociale à 200.000 Français : objectif du texte en discussion ; le délai qu'exige le passage à la seconde étape dû au problème de financement ; la concertation entre les pays d'Europe au sujet des charges sociales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2215) : demande qu'à

l'amendement n° 9 de M. Peyret soient ajoutés les mots « suivant les conditions déterminées par décret » ; adopté. **Article 2** (p. 2216) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Eloy ; régime de sécurité sociale militaire adapté aux particularités professionnelles des militaires de carrière. **Article 3** (p. 2216) : son amendement n° 69 : prolongation de la durée des ayants droit jusqu'à ce que le dernier enfant à charge ait atteint l'âge de trois ans ; (p. 2217) : assurer une meilleure protection sociale des femmes seules ayant des enfants à charge ; adopté ; son amendement n° 70 : étendre aux divorcées les mesures prévues par l'amendement n° 69 au profit des veuves ; adopté. **Article 5** (p. 2218) : son amendement n° 71 : après le mot « immatriculation », insérer les mots « ou d'affiliation » ; supprimer toute période minimale d'affiliation ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 2219) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Peyret ; ne pas bouleverser le système cohérent mis en place par l'ordonnance du 21 août 1967 ; irréalité d'une procédure de recouvrement forcé des cotisations ; (p. 2220) : son amendement n° 72 : jeunes de moins de vingt ans poursuivant leurs études ; recul de la limite d'âge pour les enfants ayant dû interrompre leurs études pour cause de maladie ; adopté ; (p. 2221) : ses obsevations sur les amendements n°s 66 de M. Peyret et 74 de M. J. Blanc. **Après l'Article 10** (p. 2221) : son amendement n° 73 : abroger les deuxièmes alinéas des articles 1091 et 1092 du code rural ; supprimer la référence de l'activité professionnelle en agriculture comme pour les autres activités ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 2223) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Legrand ; remise en cause des mécanismes de solidarité ; pas de rapport réel avec le sujet traité ; introduction d'un élément hétérogène dans la politique fiscale du Gouvernement ; augmentation à attendre des prix des produits pharmaceutiques ; (p. 2224) : sur les amendements n°s 47, 48, 50, 51 de M. Peyret ; rappelle la communication prévue en juin en conseil des ministres sur la politique familiale du Gouvernement ; (p. 2225) : titre : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Andrieu ; une première phase vers la généralisation ; concerne 200.000 bénéficiaires. **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4643) : l'amélioration apportée au texte gouvernemental ; les préoccupations relatives à la protection sociale des personnes divorcées.

— **Projet de loi relatif à l'assurance maladie et maternité des détenus et de leur famille** (n° **1485**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3089) : un projet qui s'inscrit dans le cadre de la réforme de la condition pénitentiaire ; améliorer la protection sociale des familles des détenus ; essayer de faciliter la réinsertion des détenus libérés ; étendre le champ d'application des régimes obligatoires d'assurance maladie et maternité pendant la première année suivant l'incarcération ; affilier le détenu au régime général au bout d'un an ; l'harmonisation du régime des détenus libérés avec celle des anciens salariés en situation de chômage involontaire ; la modestie des incidences financières du projet ; (p. 3091) : s'engage à transposer dans les départements d'outre-mer les mesures prises en métropole ; un texte d'un coût modeste mais assurant une couverture de plein droit et à taux normal des familles ; l'absence de toute proposition relative au texte dans le programme commun. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3091) : son amendement n° 7 : aux mots « du régime obligatoire dont ils relevaient au moment de leur incarcération », substituer les mots « d'un régime obligatoire » ; adopté. **Article 3** (p. 3092) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Delaneau ; caractère réglementaire de l'amendement.

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**) [23 mai 1975]. **Discussion générale** (p. 3170) : une mesure qui s'inscrit dans le cadre d'une harmonisation des régimes des prestations familiales ; la volonté du Gouvernement d'améliorer la situation des départements d'outre-mer ; la relance de la construction par la création d'une demande solvable ; assortir l'extension de l'allocation de logement de mesures d'adaptation dans l'intérêt même des bénéficiaires; (p. 3171) : la nécessité d'études approfondies au plan local ; les orientations retenues : conditions de salubrité, conditions de logements, le calcul de l'allocation, la durée minimum de travail exigible des bénéficiaires ; (p. 3177) : le souci du Gouvernement d'accorder l'allocation de logement à caractère familial de la manière la plus large possible ; l'extension nécessaire aux DOM des textes adoptés pour la métropole ; la rapidité avec laquelle seront pris les décrets d'application ; l'obligation de consulter les conseils généraux ; l'allocation de logement aux chômeurs ; (p. 3178) : le 1 % au logement et l'absence de prélèvement au profit du fonds national d'aide au logement dans les DOM ; l'aide au déménagement ; l'effort très important consenti par la France ; le maintien de l'allocation forfaitaire accordée par les caisses. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3179) : sur l'amendement n° 7 de M. Ibéné : caractère réglementaire de l'amendement ; s'engage à prendre des dispositions allant dans ce sens. **Après l'Article 2** : son amendement n° 9 : entrée en application de la loi fixée par le décret visé à l'article premier ; volonté du Gouvernement de préparer le décret pour le 1er octobre 1975 ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurances maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1642**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4190) : le projet de loi vise à régulariser la situation créée par l'annulation en Conseil d'Etat le 10 avril 1975 de la convention signée en octobre 1971 ; la possibilité d'étendre le système aux conventions départementales ; (p. 4191) : les interventions du Gouvernement et les travaux conduits par les caisses nationales témoignent du souci de préserver l'existence d'un secteur libéral, en particulier en matière de chirurgie ; une « médecine au noir » serait le complément détestable d'une médecine fonctionnarisée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4198) : s'oppose à l'amendement n° 11 de MM. Ralite et Millet dont l'adoption bloquerait la mise en œuvre du système conventionnel ; (p. 4198) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission et lui préfère l'amendement n° 23 de M. Jacques Blanc ; (p. 4200) : indique que le Gouvernement se propose de déposer devant le Sénat un amendement relatif au régime conventionnel des laboratoires de biologie. **Après l'Article 4** (p. 4204) : juge sans objet l'amendement n° 20 de M. Gau relatif à l'établissement d'une convention nationale type pour les soins donnés dans les dispensaires. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4962) : demande à l'Assemblée de suivre sa commission dans sa position qui permet aux actes de biologie d'entrer dans le système conventionnel. **Discussion des articles. Article 4** (p. 4963) : sur l'amendement n° 4 de M. Bichat s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Après l'Article 4** *bis* (p. 4963, 4964) : son amendement n° 2 : de coordination ; adopté. **Article 4** *ter* (p. 4964, 4965) : manifeste son accord sur l'amendement n° 1 défendu par M. Briane ; s'oppose au sous-amendement n° 3 à l'amendement n° 1 ; (p. 4965) : ses réponses aux observations de MM. Bichat et Briane.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ plan** (n° **1685**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4960) : souligne que les modifications apportées par la lettre rectificative du Gouvernement répondent aux préoccupations exprimées par les députés; (p. 4961) : confirme que le problème de la recherche dans le domaine des fonds marins est un objectif prioritaire pour le Gouvernement ; conteste les propos tenus par M. Boulloche ; confirme à M. Hamel qu'une politique globale de la famille sera conduite.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1975] (p. 7820) : la nette augmentation du budget du ministère du travail ; les domaines d'action du ministère ; l'écoute des aspirations des travailleurs ; (p. 7821) : la direction des relations du travail ; permettre à l'inspection du travail de mieux contrôler l'application de la législation ; la réforme de l'entreprise ; la revalorisation du travail manuel ; les directions dans lesquelles le Gouvernement a engagé les études relatives aux problèmes ; les accidents du travail ; la crise de l'emploi et la difficulté dans les années à venir de retrouver le plein emploi ; (p. 7822) : les mesures propres à améliorer la protection contre les risques du chômage ; l'action menée en vue de résoudre les difficultés des entreprises ; les aspects d'une politique dynamique de l'emploi ; le fonctionnement de l'agence nationale pour l'emploi ; le développement de la formation professionnelle et le rôle de l'AFPA ; (p. 7823) : le système des contrats emploi-formation ; le problème démographique ; revenir à une natalité assurant une croissance de la population ; préserver la liberté de choix des Français ; les engagements tenus par le Gouvernement en matière de sécurité sociale ; la poursuite de la politique contractuelle et les prévisions de santé ; les travaux de la commission Ordonneau ; les conclusions du rapport Granger ; (p. 7824) : les aspects financiers du problème de sécurité sociale ; le lien entre la réforme de l'assiette des cotisations et la réforme du financement ; mieux maîtriser les dépenses de santé ; les orientations retenues par le Gouvernement ; demander à chacun l'effort nécessaire ; (p. 7825) : sa réponse relative à l'aide publique en matière de chômage et à la situation de l'UNEDIC ; (p. 7856) : ses réponses aux orateurs ; les difficultés des PME et leurs relations avec les URSSAF ; le recours à la force, prérogative exclusive des autorités constituées ; les aides à la formation ; l'augmentation du potentiel de l'AFPA ; l'effort fait en faveur des SETMO ; le problème de la participation ; la généralisation de la sécurité sociale ; l'accélération de certaines procédures ; l'information donnée par les caisses de sécurité sociale ; l'impossible fusion des services du travail et de la santé ; l'alignement des départements d'outre-mer sur la législation de la métropole ; la politique de régionalisation et les particularités du milieu rural ; le problème de la sécurité ; les chiffres fournis par l'agence nationale pour l'emploi ; le problème des accidents du travail ; la modification des méthodes de placement ; la valeur du contrat d'emploi-formation ; le centre de formation professionnelle du Theil ; (p. 7858) : la condition des femmes au travail ; la préoccupation du Gouvernement pour les mères de famille. **Discussion des articles : Etat B - Titre III** (p. 7858) : son amendement n° 192 : majorer les crédits du titre III ; permettre par cette majoration

l'augmentation du nombre des postes créés dans les services extérieurs du ministère du travail ; ses réponses aux interventions de MM. Frelaut et Simon-Lorière ; adopté ; **Etat B - Titre IV** : (p. 7859) : son amendement n° 193 : réduire les crédits du titre IV ; adopté. **Après l'Article 73** : (p. 7859-7860) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. Gau : impossibilité d'établir deux fascicules budgétaires distincts pour chacun des ministères du travail et de la santé ; (p. 7860) : s'oppose à la première partie de l'amendement n° 205 de M. Gau ; est favorable à la seconde partie.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes (n° 1733). Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8894) : l'intégration des auteurs et artistes créateurs au régime général répond au vœu des intéressés et constitue un nouveau pas vers la généralisation de la sécurité sociale ; le financement du système ; les cotisation à la charge des personnes physiques ou morales qui diffusent les œuvres ; (p. 8895) : les règles de coordination du droit commun seront appliquées si l'artiste créateur exerce par ailleurs une activité non salariée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8901) : accepte l'amendement n° 2 de la commission favorable aux artistes momentanément sans ressources ; (p. 8904) : amendement n° 58 du Gouvernement relatif à l'assiette des cotisations des diffuseurs d'art ; adopté ; (p. 8906) : confirme que le Gouvernement a bien l'intention de faire appel aux cotisations des sociétés de radiodiffusion et de télévision ; (p. 8911) : confirme à M. Ralite qu'il entre bien dans les intentions du Gouvernement de procéder à la consultation des organisations syndicales et professionnelles.

— **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse des détenus (n° 872). Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8920) : ce texte est conforme à la volonté exprimée par le Président de la République de limiter l'effet de la peine à la seule privation de liberté ; maintien en faveur des détenus et de leur conjoint du bénéfice de l'assurance vieillesse ; (p. 8921) : les mesures proposées devraient avoir pour effet de généraliser le travail pénal. **Discussion des articles. Article 5** : le Gouvernement demande que le texte soit applicable au plus tard le 1er janvier 1977.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1482). Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8965) : fait observer que le projet intéresse essentiellement les jeunes détenus; justifie l'exigence d'une durée minimum de détention ; (p. 8970) : la mesure proposée représentera au maximum une dépense de 25 millions ; elle profitera essentiellement aux jeunes détenus sans emploi au moment de leur condamnation ; précise à M. Aubert que des études sont en cours pour octroyer l'aide publique aux jeunes veuves ; à M. Fontaine que la non-application du projet dans les DOM tient à l'absence d'agence de l'emloi sur place. **Discussion de l'article unique. Sur l'Article unique** (p. 8970) : en réponse à l'amendement n° 2 de M. Icart, suggère de modifier le projet afin de fixer à la fois un plancher et un plafond à la durée de la détention ; [27 novembre 1975] (p. 9005) : amendement n° 4 du Gouvernement : prendre en compte la durée de la détention pour le calcul des 150 jours de travail ; (p. 9007) : éviter toute distorsion entre la situation du jeune demandeur d'emploi et celle du jeune qui sort de prison. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1975] (p. 10170) : souhaite que l'Assemblée adopte ce texte.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail (n° 2005). Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9641) : les risques particuliers d'accident du travail auxquels sont soumis les travailleurs manuels ; l'action en profondeur nécessaire pour renverser le courant qui tend à ne faire du travailleur manuel qu'un exécutant ; la nécessité d'une action des pouvoirs publics ; réduire la durée des trajets et favoriser l'épanouissement culturel des travailleurs ; (p. 9642) : un projet qui tend à diminuer la fatigue des travailleurs et qui s'inscrit dans la législation mise en place depuis 1936 ; la nécessité de ne pas supprimer des postes de travail qui imposeraient des investissements trop lourds ; le caractère peu satisfaisant du système des équipes successives ; (p. 9643) : l'impact réel qu'auront les mesures proposées par le projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9646) : sur les amendements n° 1 de M. Depiétri et n° 11 de M. Carpentier ; rappelle le double souci du Gouvernement : faire bénéficier les travailleurs manuels d'une meilleure justice sociale et ne pas mettre en difficulté les entreprises ; s'oppose aux amendements. **Article 2** (p. 9647) : sur l'amendement n° 2 de M. Duroméa, estime que la suppression des dérogations serait incompatible avec les contraintes inhérentes aux entreprises ; affirme qu'aucune organisation syndicale n'a demandé d'interdiction absolue de dérogations ; (p. 9648) : confirme à M. Gau que des instructions seront données pour que les dérogations ne soient accordées que dans des cas exceptionnels. **Article 3** (p. 9649) : juge délicate l'application d'un plafonnement de la durée du travail des salariés agricoles compte tenu du cycle saisonnier ; juge indispensables

des études préliminaires. **Après l'Article 3** (p. 9650) : juge l'amendement n° 15 de M. Gau sur les heures supplémentaires peu compatible avec la conjoncture économique ; affirme que le Gouvernement fait étudier le problème des heures supplémentaires dans le cadre de la revalorisation du travail manuel ; (p. 9651) : sur l'amendement n° 7 de M. Gau, estime que les équivalences relèvent du domaine réglementaire.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels (n° 2017). Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9671) : rappelle que le projet concerne un tiers des ouvriers et deux millions de personnes ; le progrès qu'il représente en matière sociale ; la série d'actions que le Gouvernement a décidé d'entreprendre pour revaloriser le travail manuel ; l'abaissement de l'âge de la retraite prévu par le projet ; la mise en place d'une politique globale ; la politique suivie à l'égard du régime d'assurances vieillesse ; (p. 9672) : l'assouplissement des conditions d'accès à la retraite pour des travailleurs dignes d'intérêt notamment les mères de famille et les veuves ; les efforts accomplis au cours des dernières années ; le coût considérable d'un abaissement généralisé de l'âge de la retraite ; les contraintes démographiques qui pèsent sur notre pays ; les cinq catégories de travaux qui permettront de bénéficier de la retraite à soixante ans ; (p. 9673) : la nécessité d'avoir été assuré pendant quarante-deux ans au régime général ; l'amendement déposé par le Gouvernement au sujet des salariés agricoles ; les dispositions proposées au profit des ouvrières mères de trois enfants ; l'absence d'interdiction de cumul entre la retraite et une rémunération d'activité ; (p. 9674) : la limitation du taux de revalorisation forfaitaire dont bénéficie un certain nombre de pensions anciennes ; le montant du coût de la réforme ; (p. 9683) : ses réponses aux orateurs ; considère que le problème général de l'âge de la retraite sera débattu lors de l'examen du plan ; un projet qui s'insère dans le cadre de la revalorisation du travail manuel et qui s'appliquera à certains ouvriers agricoles ; (p. 9684) : le nombre non négligeable des bénéficiaires en 1976 ; la nécessité d'une politique globale de la famille ; un projet qui s'insère dans la politique de réduction des inégalités sociales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9685) : son amendement n° 24 : après les mots « dans le régime général » ajouter les mots « et dans celui des salariés agricoles » ; adopté ; son amendement n° 25 : après les mots « dans le régime général » ajouter les mots « et celui des salariés agricoles » à l'alinéa relatif aux mères de famille ; adopté. **Article 2** (p. 9685) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Caro ; (p. 9686) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Missoffe ; précise que les salariés ayant liquidé leur retraite pourront exercer une activité dans l'entreprise où ils étaient employés à condition d'exercer un autre emploi. **Avant l'Article 4** (p. 9687) : estime inutiles les amendements n° 4 de M. Andrieux, n° 13 de M. Bernard-Reymond et n° 22 de M. Gau ; possibilité d'appliquer aux salariés agricoles la présente loi par application des dispositions de la loi de finances du 22 décembre 1962 ; (p. 9687) : sa réponse à M. Gau : ses observations sont relatives aux travailleurs agricoles qui remplissent les mêmes conditions que les travailleurs du secteur industriel. **Article 4** (p. 9688) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Bernard-Reymond ; insiste sur la nécessité d'étaler l'application du projet dans le temps pour des raisons financières. **Après l'Article 4** (p. 9688) : son amendement n° 26 : majoration forfaitaire des pensions de vieillesse liquidées à un taux inférieur à celui qui était normalement applicable à soixante-cinq ans ; adopté ; (p. 9690) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Charles Bignon dont les implications sont considérables et ne peuvent être acceptées sans étude approfondie ; souhaite également le retrait de l'amendement n° 16 de M. Zeller ; (p. 9692) : rappelle les améliorations qui ont été apportées au projet ; remercie l'Assemblée de sa coopération. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10169) : se déclare d'accord avec le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés (n° 2047). Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9808) : la lacune qui a été comblée par le vote de la loi du 27 décembre 1973 ; la constitution de l'association patronale connue sous le sigle AGS ; le déséquilibre du budget de cette association ; la proposition du Gouvernement tendant à limiter la garantie instituée par la loi ; prévoir le recouvrement des créances des salariés dépassant le plafond au moyen des règles de droit commun. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9810) : n'est pas favorable à l'amendement n° 1 de M. Bolo ; (p. 9811) : affirme que le droit de la faillite en serait bouleversé ; (p. 9812) : rappelle que l'AGS a toujours pris des dispositions favorables aux travailleurs. **Article 2** (p. 9812) : fait remarquer que la première partie de l'amendement n° 3 de M. Bolo est de nature réglementaire ; (p. 9813) : juge que la seconde partie remet en cause le dispositif du projet ; s'oppose à l'amendement ; (p. 9814) : juge que le plafond qu'il entend retenir est conforme aux intérêts des salariés ; affirme que le Gouvernement n'est pas hostile aux cadres ; invite l'Assemblée à repousser

l'amendement n° 3 de M. Bolo. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10172) : demande à l'Assemblée de voter le texte adopté par la commission mixte paritaire.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [20 décembre 1975] (p. 10170) : discussion du texte relatif à l'intervention des travailleuses familiales dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2849) : un projet qui tend à engager la France sur la voie de l'imagination et du progrès ; le caractère nécessairement hiérarchique de l'organisation des entreprises ; (p. 2850) : la tradition dialectique et pluraliste des syndicats français ; la consultation à plusieurs reprises des organisations syndicales ; le fait contractuel, mécanisme fondamental de l'organisation de la société française ; le dessein du Gouvernement de fixer des règles impératives, de proposer et d'inciter ; la nécessité d'améliorer des conditions concrètes du travail ; le renforcement de la sécurité des travailleurs, impératif pour tous les partenaires ; revaloriser le travail manuel ; (p. 2851) : permettre aux travailleurs de s'exprimer directement sur les conditions du travail ; mettre à la disposition des différents partenaires de l'entreprise une meilleure information sur les efforts qu'elle engage pour le bien-être de ses salariés ; mieux faire circuler l'information économique dans l'entreprise ; associer d'abord sous forme d'expériences des représentants des salariés et notamment des cadres aux délibérations des conseils de surveillance ; la proposition de nouvelles formules de société : la société à gestion participative, la société sans but lucratif ; (p. 2872) : rappelle qu'il confie à M. Stoléru les missions dont il est seul juge ; (p. 2887) : en réponse aux orateurs, précise que la reprise doit s'adapter à son temps ; indique que l'amélioration des conditions de travail et de sécurité constitue l'un des thèmes forts de la réforme par le Gouvernement ; se déclare déçu que la revalorisation de la condition des travailleurs manuels laisse certains indifférents ; juge inqualifiable l'agression d'un salarié syndiqué ; souligne que la réforme proposée mérite, en accord avec l'Assemblée, une réflexion ; rappelle qu'il représente le Gouvernement ; se demande si le parti communiste est devenu autogestionnaire ; rappelle l'inspiration réaliste et progressiste, libérale et sociale de la réforme.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Première lecture. Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2934) : un projet s'inscrivant dans la perspective de la réforme de l'entreprise ; (p. 2935) : une action indispensable non seulement en raison du coût, mais surtout du drame humain ; le développement de la formation en matière de sécurité dans les entreprises et dans l'enseignement ; une meilleure intégration de la sécurité dans la conception des immeubles, des machines et des produits ; l'extension à l'agriculture ; les nouveaux pouvoirs des inspecteurs du travail ; l'ensemble du programme gouvernemental d'action à plus long terme et les orientations du VII[e] Plan ; (p. 2936) : la réfutation des critiques adressées à la médecine du travail ; le renforcement de l'inspection médicale du travail ; les comités d'hygiène et de sécurité ; le régime actuel de responsabilité pénale ; le nouveau régime : le juge pourra condamner l'entreprise comme personne morale ; (p. 2937) : l'obligation de consacrer une partie des investissements à la prévention ; le report sur l'entreprise d'amendes ; l'interdiction d'exercer certaines fonctions ; l'aggravation du coût de l'accident pour l'entreprise ; la procédure de la faute inexcusable ; le régime des cotisations ; la notion de risque professionnel ; une étape décisive ; accélérer la prise de conscience des Français ; le refus de contraintes excessives ; (p. 2953) : rassure M. Limouzy quant aux magistrats municipaux auxquels ne s'appliquent pas les dispositions du code du travail ; rappelle à MM. Gau et Delhalle le caractère réglementaire des mesures concernant la médecine du travail ; (p. 2954) : indique que les problèmes des cadences et de la durée du travail sont étudiés à la suite du rapport Giraudet ; à MM. Richomme, Briane, Gissinger, souligne l'effort concernant les moyens de l'inspection du travail ; à M. Andrieux, précise qu'il n'y a pas besoin de lui pour créer un CHS sur un chantier ; à MM. Brocard et Donnez, expose que le juge doit avoir les moyens de répondre à des situations diverses en matière de responsabilité ; conclut que le texte élaboré en concertation constitue un ensemble cohérent, qu'il permettra d'enrayer un grave fléau social. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2969) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Briane ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée en ce qui concerne l'amendement n° 148 de M. Vauclair ; accepte l'amendement n° 4 de M. Caille en demandant la suppression des mots : « de technique ou de produits » ; observe que si l'amendement n° 4 est adopté, la rédaction de l'amendement n° 148 devrait être modifiée ; (p. 2970) : son sous-amendement tendant à supprimer les mots : « de technique ou de produits » ; repoussé ; s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Vauclair ; son amendement n° 160 par lequel le CHS ou, à défaut, les délégués

du personnel seraient obligatoirement consultés ; (p. 2971) : s'oppose au sous-amendement n° 165 de Mme Moreau ; l'amendement n° 160 tombe ; son amendement n° 159 ; demande la réserve de l'amendement n° 6 jusqu'après la discussion de l'article 8 ; amendement n° 159 réservé ; (p. 2972) : repousse l'amendement n° 117 de M. Gau ; accepte l'amendement n° 7 de M. Caille ; s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Delhalle. **Avant l'Article 2** (p. 2973) : accepte l'amendement n° 120 rectifié de M. Fillioud ; s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Berthelot ; indique qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la règle proposée dans cet amendement aux établissements commerciaux ni aux établissements du secteur public ; souligne que l'extension des pouvoirs des délégués aurait pour eux-mêmes quelques inconvénients ; (p. 2973) : son amendement n° 161 différent de l'amendement n° 8 de M. Caille par sa rédaction ; devenu sans objet. **Article 2** (p. 2975) : repousse l'amendement n° 121 de M. Gau ; accepte l'amendement n° 9 de M. Caille ; repousse l'amendement n° 122 de M. Gau ; précise que le Gouvernement dressera une liste des produits dangereux qui sera susceptible d'évolution ; (p. 2976) : repousse l'amendement n° 93 de M. Gilbert Schwartz ; accepte l'amendement n° 10 de M. Caille. **Article 3** (p. 2976) : accepte l'amendement n° 12 de M. Caille soutenu par M. Gau ; (p. 2977) : accepte l'amendement n° 13 d'harmonisation de M. Caille ; accepte l'amendement n° 14 de M. Caille. **Article 4** (p. 2977) : accepte l'amendement n° 15 et le sous-amendement n° 84 de M. Caille. **Article 5** (p. 2978) : repousse les amendements n° 95 de M. Lucas et n° 149 de M. Pujol ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n^os^ 16 et 17 de la commission soutenus par M. Brocard ; (p. 2980) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Pujol soutenu par M. Glon car il est du domaine réglementaire. **Après l'Article 5** (p. 2981) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Limouzy ; estime que les juges ont jusqu'à présent considéré qu'il s'agissait d'une possibilité. **Article 6** (p. 2982) : accepte l'amendement n° 18 de M. Caille ; accepte les amendements n^os^ 19 et 20 de M. Caille ; (p. 2983) : repousse l'amendement n° 97 de M. Gouhier trop général et prématuré ; repousse l'amendement n° 98 de M. Gouhier ; est favorable à l'amendement n° 23 ; demande à M. Glon de retirer son amendement n° 151 ; accepte l'amendement n° 21 de M. Caille ; est opposé à l'amendement n° 99 de M. Gouhier qu'il juge inutile ; (p. 2984) : est favorable à l'amendement n° 78 de M. Limouzy ; est favorable à l'amendement n° 22 de M. Caille ; soutient l'amendement n° 23 de M. Caille. **Après l'Article 7** : est favorable à l'amendement n° 24 rectifié de M. Caille. **Article 8** : défend l'article 8 ; attache une grande importance à la création d'organismes professionnels d'hygiène et de sécurité qui tiendront lieu de CHS dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; (p. 2985) : définit les attributions de ces organismes ; accepte l'amendement n° 85 de M. Caille ; s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Andrieux ; soutient l'amendement n° 86 de M. Caille ; est favorable à l'amendement n° 87 de M. Caille. **Article premier** (p. 2985) : indique que l'amendement n° 6 devient sans objet ; son amendement n° 159 adopté. **Article 9** (p. 2986) : repousse l'amendement n° 101 de M. Porelli soutenu par M. Andrieux car la mise en demeure est nécessaire dans certains cas ; indique à M. Lauriol que la juridiction compétente sera libre d'apprécier si l'infraction a été ou non commise ; accepte l'amendement n° 26 de M. Caille. **Article 10** (p. 2987) : accepte l'amendement n° 27 de M. Caille ; s'oppose aux amendements n^os^ 28 de M. Caille et 102 de M. Porelli ; (p. 2988) : accepte l'amendement n° 29 de M. Caille. **Article 11** (p. 2988) : repousse l'amendement n° 103 de M. Porelli défendu par M. Andrieux ; accepte l'amendement n° 30 de M. Caille ; s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Caille ; est favorable à l'amendement n° 32 de M. Caille ; laisse l'Assemblée juge sur le sous-amendement n° 73 de M. Limouzy. **Après l'Article 12** (p. 2990) : accepte l'amendement n° 34 de M. Caille. **Avant l'Article 13** (p. 2990) : repousse les amendements n^os^ 104 de M. Lucas et 125 de M. Gau ; (p. 2991) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée pour l'amendement n° 35 de M. Caille ; s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Gau. **Article 13** (p. 2998) : s'oppose aux amendements n^os^ 74, 105 et 128 ; s'efforce de démontrer que l'article 13 constitue une solution équilibrée. **Article 14** (p. 2999) : s'oppose aux amendements n^os^ 106 et 129 ; (p. 3000) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Caille ; estime que le texte du Gouvernement est moins contraignant ; repousse l'amendement n° 130 de M. Gau ; repousse l'amendement n° 152 ; accepte l'amendement n° 39 de M. Caille ; (p. 3001) : est hostile à l'amendement n° 153 mais accepte l'amendement n° 40 ; s'oppose à l'amendement n° 75 ; s'oppose à l'amendement n° 41 car il lui semble essentiel de maintenir un garde-fou contre une sanction excessive ; (p. 3002) : s'oppose aux amendements n^os^ 145 et 154 ; s'oppose à l'amendement n° 131 ; répond à M. Fanton que son appréciation de la gravité des textes s'explique par le fait que le chiffre d'affaires est plus élevé ; (p. 3003) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 89 de M. Caille ; accepte l'amendement n° 42 ; accepte l'amendement n° 43. **Article 16**

(p. 3003) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Lucas ; indique que la disposition innovatrice évoquée par M. Fanton dans l'article 16 figure déjà dans la loi du 11 juillet 1975 ; (p. 3004) : est favorable à l'amendement n° 76 de M. Limouzy ; s'oppose aux amendements n[os] 108 et 132 ; repousse l'amendement n° 155 de M. Vauclair ; (p. 3005) : souhaite le retrait de l'amendement n° 77 de M. Limouzy ; confirme que le code du travail n'est pas applicable aux agences publiques ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 44 de M. Caille. **Article 18** (p. 3006) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Legrand ; (p. 3007) : trouve l'amendement n° 162 de M. Glon restrictif ; demande à ce dernier de le retirer. **Article 19** (p. 3007) : accepte l'amendement n° 45 de M. Bonhomme. **Article 20** : accepte l'amendement n° 46 de M. Bonhomme ; (p. 3008) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Bonhomme qui risquerait de paralyser l'action de prévention ; s'oppose à l'amendement n° 156 de M. Vauclair ; accepte l'amendement n° 48. **Article 21** (p. 3009) : s'oppose à l'amendement n° 49. **Article 23** (p. 3010) : repousse l'amendement n° 136 ; accepte l'amendement n° 52 de M. Bonhomme ; accepte l'amendement n° 53 ; repousse l'amendement n° 138 de M. Gau ; (p. 3011) : est favorable à l'amendement n° 54 de M. Bonhomme sous réserve que l'expression : « ascendants et descendants directs » signifie : « ascendants et descendants en ligne directe » ; s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Puiol ; accepte les amendements n[os] 56 et 57 de M. Bonhomme ; s'oppose à l'amendement n° 158 de M Vauclair qui risquerait d'endormir la vigilance des chefs d'entreprise ; indique que les compagnies d'assurance exigeraient des primes d'un montant considérable ; (p. 3012) : conteste le bienfondé de l'exemple de M. Vauclair l'avant amené à proposer son amendement n° 158 ; à M. Bonhomme, indique que l'employeur a de toute façon un recours contre ses préposés ; s'oppose à nouveau à l'amendement n° 158 qui ne pourrait être utilisé que par les entreprises les plus riches ; accepte l'amendement n° 58 de M. Bonhomme. **Article 24** (p. 3013) : accepte l'amendement n° 59 de M. Bonhomme. **Article 25** (p. 3013) : accepte l'amendement n° 60 de M. Bonhomme ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement n° 61 ; accepte l'amendement n° 62 de M. Bonhomme. **Article 26** (p. 3015) : s'oppose aux amendements n[os] 63 et 112 car la fonction publique est soumise à un régime particulier ; confirme que l'intention du Gouvernement est que la loi soit applicable à l'ensemble du secteur agricole ; souhaite que l'amendement n° 80 soit retiré ; précise que la nouvelle rédaction de l'article est due à des travaux interministériels et à un avis du Conseil d'Etat ; accepte l'amendement n° 64 de M. Bonhomme. **Après l'Article 27** (p. 3016) : demande à M. Bonhomme de retirer son amendement n° 65. **Article 29** (p. 3016) : repousse l'amendement n° 83 de M. Joxe. **Article 30** (p. 3016) : accepte l'amendement n° 66 de M. Bonhomme. **Article 32** (p. 3017) : son amendement n° 163 corrigeant une erreur du texte ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 68 de M. Bonhomme. **Après l'Article 32** (p. 3017) : est hostile aux amendements n[os] 69 et 147 ; (p. 3018) : repousse l'amendement n° 142 de M. Gau ; repousse l'amendement n° 143 rectifié de M. Gau. **Article 33** (p. 3018) : repousse l'amendement n° 113 de M. Berthelot ; s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Gau ; accepte l'amendement n° 70 de M. Bonhomme. **Article 34** (p. 3019) : s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Berthelot ; accepte l'amendement n° 71 de M. Bonhomme. **Après l'Article 34** (p. 3019) : accepte l'amendement n° 115 de M. Caille. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4806) : estime que la plupart des divergences séparant le Sénat de l'Assemblée sont d'importance mineure ; appuiera la commission en matière de substances dangereuses ; sa position en ce qui concerne la responsabilité des personnes physiques et morales ; souhaite que l'Assemblée suive le Sénat en ce qui concerne l'article 13 et la commission en ce qui concerne l'article 5 ; (p. 4807) : explique que le texte a été déposé dans des délais normaux ; explique les raisons qui ont retardé sa discussion et empêcheront son adoption dès cette session. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article premier** (p. 4807) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 6 de M. Caille ; (p. 4808) : accepte l'amendement n° 7 de M. Caille ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 8 de M. Caille. **Article 28** (p. 4808) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 9 de M. Caille ; est défavorable à l'amendement n° 10 de M. Caille. **Article 2 C** (p. 4809) : accepte l'amendement n° 11 de M. Caille. **Article 2** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement n° 12 de M. Caille ; (p. 4810) : accepte les amendements n[os] 13 de M. Caille et 27 de M. Vauclair ; ne conteste pas la valeur des études de l'INRS mais souhaite que cet organisme ne bénéficie pas d'un monopole ; accepte l'amendement n° 23 de M. Caille. **Article 3** (p. 4811) : accepte l'amendement n° 14 de M. Caille ; souligne le rôle de la commission des machines dangereuses ; se déclare persuadé que le ministre de l'Agriculture sera bientôt en mesure de faire des propositions. **Article 5** (p. 4812) : accepte l'amen-

dement n° 15 de M. Caille ; expose les raisons pour lesquelles le Gouvernement approuve l'amendement n° 15. **Article 6** (p. 4813) : accepte l'amendement n° 16 de M. Caille. **Article 9** : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Limouzy ; (p. 4814) : rappelle la position du Gouvernement quant aux problèmes soulevés par l'amendement n° 30 ; propose de garder l'adverbe « gravement » en en précisant le sens ; exprime des doutes sur la précision de la nouvelle rédaction de l'amendement n° 30 ; (p. 4815) : accepte l'amendement n° 28 de M. Glon ; accepte la modification de l'amendement n° 28. **Article 10** : accepte l'amendement n° 29 de M. Vauclair si le mot : « réglementaires » est remplacé par le mot : « législatives » ; défend le mot « législatives » ; (p. 4816) : accepte l'amendement n° 17 de M. Caille. **Article 11** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 18 de M. Caille. **Article 13 A** (p. 4817) : accepte l'amendement n° 19 de M. Caille. **Article 13** : est hostile à l'amendement n° 1 de M. Gau ; (p. 4818) : repousse l'amendement n° 31 de M. Limouzy. **Article 14** : repousse l'amendement n° 2 de M. Gau ; est opposé à l'amendement n° 3 de M. Gau ; est favorable à l'amendement n° 32 de M. Limouzy ; (p. 4819) : est opposé à l'amendement n° 4 de M. Gau ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 20 de M. Caille ; accepte l'amendement n° 21 de M. Caille ; accepte l'amendement n° 22 de M. Gau. **Article 23** (p. 4820, 4821) : est opposé aux amendements n^{os} 24 de M. Bonhomme et 33 de M. Limouzy ; (p. 4822) : craint les conséquences des amendements n^{os} 24 et 33 rectifié ; les rejette. **Article 29** : accepte l'amendement n° 25 de M. Bonhomme. **Article 32** *bis* : approuve l'amendement n° 26 de M. Bonhomme. **Article 33** (p. 4823) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Gau.

— **Projet de loi portant approbation du VII^{e} plan de développement économique et social** (n° 2346). **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4865) : les problèmes de l'emploi alliés à ceux de l'économie ; l'aménagement du territoire ; la sécurité sociale ; la situation démographique de la France ; la baisse du taux de fécondité ; l'augmentation de la population ; l'excédent des naissances sur les décès ; refus d'une politique nataliste qui ne viserait aucun autre objectif que l'accroissement de la population ; sa croyance en une politique familiale fondée sur le libre choix du couple ; le problème de la progression de la population âgée de vingt à soixante-cinq ans ; l'augmentation des ressources de main-d'œuvre disponible ; les projections économiques concernant le nombre des chômeurs ; (p. 4866) : la volonté d'assurer le plein emploi, de lutter contre l'inflation ; la nécessité d'une croissance forte et différente ; la diminution de la durée hebdomadaire du travail en dessous de quarante heures au terme du VII^{e} plan ; l'aménagement des conditions de départ à la retraite ; la politique d'aménagement du territoire, un des volets de la politique de l'emploi ; ses objectifs ; le caractère global de la politique d'aménagement du territoire inscrite dans le VII^{e} plan ; le contenu des PAP relatifs à la réalisation d'infrastructures de communications ; la volonté de sélectivité du Gouvernement ; l'évolution des dépenses sociales ; (p. 4867) : l'évolution de la couverture des dépenses par la sécurité sociale ; un quart du revenu national consacré au budget social de la nation ; la maîtrise de la croissance des dépenses de santé afin de rétablir l'équilibre de la sécurité sociale ; l'impossibilité de majorer indéfiniment les cotisations et de fiscaliser la sécurité sociale ; la possibilité d'envisager une nouvelle répartition des responsabilités entre l'Etat et les caisses ; le futur projet de loi visant à aménager l'assiette des cotisations pour décharger les entreprises utilisatrices de main-d'œuvre ; la politique de la vieillesse : favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, améliorer substantiellement leurs ressources grâce à la revalorisation des pensions et au relèvement continu du minimum vieillesse, aménager les conditions du départ à la retraite en accroissant les libertés de choix réels quant à l'âge de cessation de l'activité ; la politique familiale définie par le Président de la République ; (p. 4868) : demande aux députés de voter le plan. **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4868) : demande à l'Assemblée de se prononcer sur le projet de loi du VII^{e} plan par un vote unique en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; demande la réserve du vote des amendements après leur discussion ; (p. 4869) : sur l'amendement n° 2 de M. Fouchier, observe que les caractéristiques des gisements français ne permettent pas de maintenir le montant de la production à vingt-deux millions de tonnes ; juge l'amendement n° 3 de M. Fouchier inopportun ; note que le ministère de l'industrie procède à des recherches propres à revaloriser le secteur du machinisme agricole ; (p. 4871) : approuve l'amendement n° 4 de M. Fouchier ; reconnaît que des restructurations s'imposent dans le secteur de la machine-outil ; (p. 4872) : souligne que la procédure de discussion du plan n'est pas une novation ; s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Boulloche ; considère l'orientation de l'amendement n° 19 de M. Josselin comme inefficace et dangereuse ; (p. 4873) : déclare que le Gouvernement est décidé à remédier à l'insuffisance des fonds propres des petites et moyennes entreprises ; s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Josselin

qui n'est que répétition ; (p. 4874) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Boulloche car les ventes d'armement à l'étranger répondent à une pnécessité industrielle ; (p. 4875) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Boulloche ; (p. 4876) : accepte le principe de l'amendement n° 5 de M. Fouchier mais considère comme prématuré de fixer, dès maintenant, le taux de progression des normes réglementaires ; demande à M. Fouchier de retirer son amendement ; s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Le Pensec défendu par M. Jean-Pierre Cot car on ne peut modifier aussi profondément la loi de 1972 par le biais de cet amendement ; (p. 4877) : réaffirme que la loi votée par l'Assemblée doit être respectée ; est favorable à l'amendement n° 14 de M. Fouchier sous réserve d'une légère modification ; (p. 4883) : sur l'amendement n° 16 de M. Glon, rectifié, explique qu'une modification des tarifs ne permet pas de désenclaver les régions défavorisées ; indique que certaines mesures seront prises en attendant de procéder aux investissements nécessaires ; (p. 4884) : accepte l'amendement n° 1 de M. Papon sous certaines conditions ; s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Partrat défendu par M. Papon ; sur l'amendement n° 17 de M. Hamel, indique que le programme d'action prioritaire n° 2 ne vise pas à promouvoir des entreprises gigantesques mais à diversifier les activités des petites et moyennes entreprises du bâtiment ; indique que la lettre rectificative prévoit un changement du titre du programme d'action prioritaire n° 2 ; (p. 4885) : est favorable à l'amendement n° 12 de M. Sprauer défendu par M. Grussenmeyer ; indique à M. Hamel qu'il posera sa question au ministre de l'équipement ; (p. 4887) : sur l'amendement n° 15 de M. Xavier Deniau, observe que le débat sur le plan ne peut être l'occasion pour le Gouvernement de se rallier à des priorités régionales ; (p. 4888) : n'accepte l'amendement n° 7 de M. Fouchier que sous réserve d'une modification car des recherches sont encore nécessaires dans la réalisation des centrales électro-calogènes ; n'accepte pas le sous-amendement n° 28 de M. Mesmin défendu par M. Montagne ; (p. 4889) : est défavorable à l'amendement n° 8 de M. Fouchier car une nouvelle loi sur l'élimination des déchets devrait permettre de résoudre ce problème ; sur l'amendement n° 26 de M. Hamel, indique que le Gouvernement considère le problème de la famille comme fondamental ; s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Hamel mais indique que la lettre rectificative tient compte du souci de M. Hamel ; (p. 4892) : observe que l'amendement n° 27 de M. Briane pourrait se révéler moins contraignant que le programme d'action prioritaire n° 14 ; indique que la création d'un revenu familial garanti serait d'un coût difficilement supportable et pourrait heurter le sens de l'équité ; rappelle qu'une étude globale doit être entreprise ; indique que la lettre rectificative retient les deux premiers alinéas de l'amendement n° 27 ; redoute que l'on ne s'enferme dans un programme trop précis, nécessitant d'importantes réformes fiscales ; (p. 4893) : accepte l'amendement n° 9 de M. Fouchier ; (p. 4894) : ne retient pas l'amendement n° 10 de M. Fouchier ; souligne que le Gouvernement est favorable au plan de circulation mais qu'il faut faire un choix. **Deuxième lecture. Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5129) : les modifications du VII[e] plan qui vont dans le sens de certaines préoccupations des orateurs de l'Assemblée ; le jeu de la solidarité nationale envers les agriculteurs victimes de calamités naturelles ; le montant des subventions d'équipement aux collectivités locales ; (p. 5130) : les crédits pour les programmes d'action prioritaire ; un plan ambitieux marqué par le souci de traduire dans les actes la solidarité des Français.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [7 juillet 1976] (p. 5126) : discussion en deuxième lecture du projet de loi portant approbation du VII[e] plan.

En qualité de ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances :

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976] : **Article premier** (p. 6623) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Mesmin d'application complexe ; demande aux auteurs de l'amendement n° 73 de le retirer ; (p. 6624) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 20 de M. Papon défendu par M. Chauvet ; s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Papon ; ses inconvénients d'ordre budgétaire ; (p. 6625) : la perfectibilité de l'administration française ; le problème des retraités qui disposent de revenus importants ; s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Papon ; (p. 6626) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Papon défendu par M. Mario Bénard ; repousse l'amendement n° 74 de M. Defferre défendu par M. Houteer ; l'absence de liens entre les revenus importants en 1975 et l'antécédent des contribuables ; (p. 6627) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Jalton ; (p. 6628) : indique à M. Papon que le sous-amendement du Gouvernement ne comporte pas d'erreur matérielle ; indique dans quelles conditions pourra être sollicité le dégrèvement ; indique que les contribuables ne seront pas obligés de

faire l'avance de fonds à une période difficile et qu'ils pourront demander un sursis de paiement. **Après l'Article premier** (p. 6629) : s'oppose à l'amendement n° 39 rectifié de M. Frelaut défendu par M. Vizet qui va à l'encontre de l'harmonisation européenne et entraînerait des demandes d'extension à d'autres produits et des pertes de recette considérables. **Article 2** (p. 6632) : son amendement n° 67 : contribution exceptionnelle de solidarité frappant certains exploitants agricoles ; souligne que l'instauration d'une taxe de solidarité au sein d'une profession n'est pas une innovation ; dépose un nouveau texte indiquant que l'assiette de la contribution devrait être les bénéfices ; (p. 6633) : demande aux auteurs des amendements n° 53, n° 8 et n° 23 de les retirer ; s'excuse de n'avoir pas cité l'amendement n° 15 de M. Maurice Cornette défendu par M. de Poulpiquet ; demande une nouvelle fois aux auteurs des amendements n° 53, n° 8, n° 15 et n° 23 de les retirer ; demande la réserve de l'article 2 jusqu'au vote sur l'ensemble du texte en application de l'article 95 du règlement ; son amendement n° 67 réservé. **Article 3** (p. 6643) : s'oppose aux amendements n° 40 de M. Vizet et n° 55 de M. Duffaut défendu par M. Josselin ; s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Vizet ; s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Vizet. **Article 4** (p. 6645) : demande à M. Vauclair de retirer l'amendement n° 34 ; (p. 6646) : son amendement n° 9 : application du tarif des voitures de plus de 17 chevaux fiscaux à partir de la troisième année d'âge ; adopté ; son amendement n° 10 : indication, sur les véhicules, de la raison sociale et de l'adresse des sociétés utilisatrices ; sur le sous-amendement n° 24 de M. Ginoux, préfère la rédaction proposée par M. Icart ; son amendement n° 10 sous-amendé est adopté ; (p. 6648) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 89 de M. Crépeau. **Article 5** (p. 6648) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Gosnat défendu par M. Lamps. **Après l'Article 5** (p. 6649) : demande à M. Mesmin de retirer l'amendement n° 26 du fait de ses implications juridiques. **Article 7** (p. 6651) : s'oppose aux amendements n° 45 de M. Rieubon défendu par M. Frelaut et n° 57 de M. Duffaut défendu par M. Gaudin ; souhaite le maintien des dépenses du FSIR ; s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Duffaut défendu par M. Gaudin. **Article 8** (p. 6656) : indique à M. Foyer qu'un amendement de M. Briane va dans le sens d'un redressement des erreurs qu'il signalait ; s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Magaud ; indique qu'il n'y a pas d'équivoque sur le texte avant donné lieu à l'amendement n° 80 de M. Magaud : souhaiterait que les amendements n° 28 de M. Papon et n° 69 de M. Briane soient soumis à une discussion commune ; (p. 6658) : est opposé à l'amendement n° 81 de M. Magaud ; (p. 6659) : est opposé à l'amendement n° 51 de M. Canacos. **Article 9** : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Fouchier à moins qu'il ne soit retiré au profit de son amendement n° 91 : conditions dans lesquelles il pourra être dérogé aux dispositions du plafonnement du prix de l'eau ; indique que l'augmentation de la taxe d'assainissement ne sera pas bloquée ; (p. 6661) : souligne que la loi s'impose aux collectivités locales ; son amendement n° 91 ; adopté ; accepte l'amendement n° 6 de M. Charles Bignon. **Article 10** (p. 6662) : l'obligation de la hausse de 4 % accordée aux transports scolaires ; l'absence de nouvelles hausses d'ici la fin de l'année ; accepte l'amendement n° 30 de M. Papon ; accepte l'amendement n° 31 de M. Papon défendu par M. de Rocca Serra ; les problèmes soulevés par cet amendement sur le plan international ; demande à M. de Rocca Serra de retirer son amendement n° 31 sous le bénéfice de l'engagement pris par les compagnies maritimes de ne pas augmenter leurs tarifs d'ici la fin de l'année ; (p. 6663) : accepte l'amendement n° 32 de M. Papon. **Après l'Article 10** (p. 6664) : son amendement n° 11 : plafonnement et encadrement des rémunérations versées par les employeurs ; accepte le sous-amendement n° 33 de M. Papon défendu par M. Marette ; (p. 6665) : s'oppose au sous-amendement n° 84 de M. Zeller ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 35 de M. Chauvet ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 13 de M. Marette ; amendement n° 11 sous-amendé est adopté. **Article 11** : les crédits débloqués en faveur des Guadeloupéens victimes de l'activité du volcan de la Soufrière ; l'étendue de l'aide à l'ensemble des départements français et aux DOM ; indique que ce crédit est accordé globalement aux Guadeloupéens touchés par l'activité de la Soufrière ; (p. 6666) : une aide allant non aux entreprises mais aux personnes ; les aides spécifiques apportées aux agriculteurs et aux victimes de l'éruption de la Soufrière ; repousse l'amendement n° 58 de M. Duffaut défendu par M. Pierre Joxe. **Après l'Article 11** (p. 6667) : estime que l'amendement n° 59 de M. Duffaut défendu par M. Pierre Joxe est sans objet ; les problèmes posés par l'application de la nouvelle taxe locale ; les instructions à ses services ; le refus d'accrocher un tel cavalier au collectif ; repousse l'amendement n° 64 de M. Frelaut ; (p. 6668) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Duffaut défendu par M. Jean-Pierre Cot. **Article 12** (p. 6669) : indique à M. Hamel que M. Bonnet lui répondra par écrit au sujet des indemnités prévues pour les communes de montagne. **Commission mixte paritaire** [26 octobre 1976] (p. 7021) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524) :

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6785) : le budget, élément essentiel du programme de lutte contre l'inflation ; la création d'un contexte favorable à une décélération des prix et des rémunérations ; la création monétaire ; la discipline de l'équilibre des finances publiques ; la réduction des prélèvements obligatoires ; la limitation du rythme de création d'emplois ; la simple reconduction des dépenses courantes de fonctionnement des administrations ; la stabilisation des autorisations de programme du budget général ; la limitation de la progression des crédits de paiement ; le refus du laxisme de la part de l'Etat ; les mesures d'urgence prévues pour la sécurité sociale ; la rupture dans l'évolution des prix ; la règle fixée en matière de pouvoir d'achat ; (p. 6786) : les engagements de modération que souscriront les branches ayant recouvré la libre fixation de leurs tarifs ; le maintien du contrôle pour les marges commerciales et les prestations de service ; les réglementations en matière de produits alimentaires frais ; l'évolution du prix des prestations de service, des salaires ; les commerçants ; les trois dispositions législatives contenues dans le projet de loi de finances ; la baisse du taux normal de la TVA, l'application du prélèvement conjoncturel, la fixation du barème de l'impôt applicable aux revenus de 1977 ; le soutien de la croissance et de l'emploi ; les préoccupations du Gouvernement en matière de rémunérations, d'exportations, de recul des investissements, de revenu réel des entreprises industrielles ; la recherche de moyens de financement les plus sains ; l'encouragement des souscriptions d'actions ; l'amortissement dégressif ; les mesures prévues pour favoriser la création d'entreprises ; marché financier et inflation ; (p. 6787) : la difficulté de prévoir exactement les évolutions économiques ; les résultats attendus : le ralentissement de l'inflation, une croissance relativement élevée conditionnée par le maintien du taux d'augmentation de la consommation, la poursuite du développement de nos exportations, l'augmentation des investissements des entreprises ; le rétablissement des équilibres en 1977 ; les dangers de la politique de *stop and go* ; les deux changements apportés à la présentation de la loi de finances : la remise en ordre des crédits de rémunération du personnel, l'allégement du budget des charges communes ; le réexamen des dépenses ; la mise en œuvre des PAP ; trois priorités : la défense, les collectivités locales, les infrastructures économiques ; (p. 6788) : le fonds d'équipement des collectivités locales ; l'évolution du VRTS ; les infrastructures ; le FAC ; le problème des crédits du ministère des affaires étrangères ; une plus grande justice sociale ; la réduction de l'éventail des rémunérations ; la santé ; le minimum vieillesse ; la fiscalité ; les mesures de moralisation ; la taxe exceptionnelle sur certains éléments du train de vie ; éviter l'imputation de déficits fonciers sur le revenu global ; la taxation des signes extérieurs de richesse ; les facturations de complaisance ; la publicité de l'impôt sur le revenu ; [21 octobre 1976] (p. 6853) : le problème du financement de la sécurité sociale ; la croissance des dépenses supérieures à la masse salariale ; l'épuisement des réserves constituées des années précédentes ; le danger de la croissance des dépenses sociales ; les contraintes quant aux effectifs et les dépenses de fonctionnement ; la crise, ses effets, ses remèdes ; critique des chiffres de M. Jean-Pierre Cot ; le travail noir ; la réflexion du Gouvernement sur la politique et les activités des ministères des affaires étrangères et de la coopération ; l'apport de 1,2 milliard de francs à la sécurité sociale ; le canal Rhin-Rhône ; le TGV ; (p. 6854) : équilibre du budget et faible croissance ; acceptation du déficit par le Gouvernement pour soutenir la croissance en cas de nécessité ; les garanties accordées par le code des impôts en matière de publicité du montant de l'impôt sur le revenu ; le pouvoir d'achat et l'inflation ; les rentes viagères ; le prélèvement conjoncturel ; le plafond de 6,5 % pour les dividendes ; les encouragements de l'épargne ; l'indexation de l'épargne, source de l'inflation ; évolution du rapport entre fiscalité directe et fiscalité indirecte grâce à l'abaissement du taux normal de TVA ; poursuite de la politique de rapprochement des régimes d'imposition des salariés et des non-salariés ; le contrôle de l'entreprise publique ; les collectivités locales ; une loi de finances conçue en fonction d'une situation économique donnée.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'article premier** (p. 6857) : son avis sans passion sur les amendements n° 52 rectifié de M. Combrisson, n° 98 de M. Duffaut, n° 23 rectifié de M. Bonhomme et n° 53 rectifié de M. Combrisson ; les moyens permettant actuellement d'imposer le capital ; l'objet d'un impôt spécifique sur le capital ; (p. 6858) : l'objectif d'un tel impôt ; la photographie et son contrôle ; d'autres moyens permettant d'obtenir le même résultat : l'impôt sur les successions, la lourdeur de la taxation des successions entre collatéraux, la reconsidération de l'impôt sur les successions, les dangers réels d'invoquer l'impôt sur le capital dans la conjoncture actuelle ; la motivation d'un impôt sur le capital ; dégager une recette nouvelle ; « photographier la fortune

pour mieux apprécier le revenu » ; le travail des commissions des finances qui se saisiront de la question ; demande à M. Fanton de retirer son amendement n° 23 rectifié ; (p. 6860) : les relations de cause à effet entre capital et revenu ; s'en remettre à la réflexion de la commission des finances des deux assemblées ; la position claire du Premier ministre ; la saisine prochaine des commissions des finances des deux assemblées ; une étude qui devra être conduite le plus rapidement possible ; (p. 6869) : critique la rapidité avec laquelle est déposé l'amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Cot défendu par M. Lamps ; les problèmes nombreux et variés qu'il n'est pas possible d'aborder ensemble ; s'oppose à cet amendement n° 183. **Article 2** (p. 6872) : une présentation traditionnelle en termes d'allégement du coût de la modification du barème ; le calcul des recettes spontanées ; (p. 6873) ; 6,5 %, une norme et non un objectif ; le respect de la convention de Genève sur l'usage du chèque ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Lamps ; (p. 6875) : ne peut dire si l'équilibre est réalisé ou non dans l'amendement n° 131 de M. Duffaut ; le refus d'alourdir les taux ; la volonté d'élargir l'assiette de l'impôt ; s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Duffaut ; (p. 6876) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Rieubon et n° 184 de M. Zeller ; (p. 6877) : la diminution des frais professionnels des retraités ; l'apparition d'autres frais ; étudiera le problème ; inopportunité de la suppression de l'avoir fiscal ; repousse l'amendement n° 5 ; (p. 6878) : les précédents expliquant la fixation d'un barème de l'impôt sur le revenu pour l'exercice 1978 sur la base des revenus de 1977 ; les raisons politiques et psychologiques motivant le Gouvernement ; la volonté de ramener le taux d'inflation à un taux inférieur à la norme de 6,5 % ; s'oppose à l'adoption des amendments n°s 37, 6 et 100 ; (p. 6879) : une disposition réservée aux invalides isolés sur l'amendement n° 77 ; le cas résolu des invalides de condition modeste ; s'oppose à l'amendement n° 77 ; son amendement n° 110 : la publicité des impositions ; les textes existant actuellement ; les garanties prévues par l'article 243 du CGI ; (p. 6880) : l'absence de novation apportée par son amendement n° 110 ; un droit reconnu à des citoyens qui n'ont pas toujours la possibilité de l'exercer ; permettre aux intéressés de prendre connaissance des revenus dans les mairies et non uniquement dans les centres départementaux des impôts ; (p. 6882) : permettre à chacun l'exercice de la consultation des listes des contribuables imposés ; un droit donné aux citoyens afin qu'ils l'exercent effectivement ; la nécessité d'avoir un système qui soit utilisable ; (p. 6883) : rendre applicable une législation existante ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 180 de M. Mario Bénard ; indique à M. Bizet que les bases de la taxe professionnelle, de la taxe d'habitation et les impôts fonciers sont publics et peuvent être consultés à tout moment dans les mairies ; approuve le sous-amendement n° 113 de M. Mario Bénard ; (p. 6884) : demande la réserve du sous-amendement n° 181 de M. Commenay jusqu'à la discussion du sous-amendement n° 179 de M. Partrat ; n'est pas favorable au sous-amendement n° 114 de M. Mario Bénard ; est opposé au sous-amendement n° 115 de M. Mario Bénard ; sur le sous-amendement n° 189 de M. Schloesing : la décentralisation souhaitée par le Gouvernement ; accepte ce sous-amendement ; indique à M. Mario Bénard que le sous-amendement n° 116 ne peut s'appliquer aux contribuables soumis au régime du forfait ; lui demande de retirer le sous-amendement n° 116 ; (p. 6885) : est favorable au sous-amendement n° 191 de M. Bizet ; n'est pas favorable au sous-amendement n° 178 de M. Ferretti ; s'oppose au sous-amendement n° 138 de M. Duffaut ; (p. 6886) : son désir que les contribuables aient la possibilité d'obtenir la communication au lieu de leur résidence des renseignements concernant les autres contribuables du département ou de la commune ; défend son amendement n° 110 ; est conscient des difficultés des plus petites communes ; accepterait le sous-amendement n° 179 de M. Partrat ; (p. 6887) : indique qu'il avait choisi les mairies afin de rapprocher le plus possible le contribuable du lieu de consultation du document ; approuve le sous-amendement n° 195 de M. Jean-Pierre Cot ; demande à l'Assemblée de s'en tenir au texte de M. Jean-Pierre Cot ; (p. 6888) : s'oppose au sous-amendement n° 139 ; amendement n° 110 adopté ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6926) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Combrisson ; (p. 6927) : l'origine sénatoriale des dispositions prévoyant la déduction des honoraires versés aux avocats et aux conseillers fiscaux ; les différentes déductions pour frais de garde ; s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Combrisson ; indique que les honoraires des conseillers fiscaux peuvent être déduits en matière d'impôt sur les BIC du revenu imposable ; (p. 6928) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Zeller ; critique le gage ; (p. 6929) : indique qu'il y aura lieu de revoir la liste des bénéficiaires de déduction supplémentaire, des avantages réduits chaque année ; s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Zeller ; analyse de l'amendement n° 49 de M. Vizet ; (p. 6930) : l'importance de la politique de rapprochement des conditions d'imposition des régimes fiscaux des artisans

et des commerçants avec celui des salariés ; la nécessaire liaison avec l'amélioration de la connaissance des revenus ; le refus de l'abattement de 20 % ; la procédure actuelle de fixation des forfaits ; l'absence de raisons d'une modification de la procédure en vigueur ; les avantages indéniables des régimes réels d'imposition par rapport aux forfaits ; l'inopportunité du relèvement de limite du forfait ; la réserve du régime de la franchise et de la décote aux très petites entreprises ; l'inacceptabilité de la suppression de l'avoir fiscal ; indique que les monographies tiennent compte des frais professionnels des commerçants et artisans. **Article 3** (p. 6931) : les arguments invoqués par les personnes voulant supprimer l'article 3 ; l'importance capitale de l'article 3 en matière de moralisation fiscale ; demande la réserve des votes sur les amendements à l'article 3, notamment sur l'amendement n° 38 de M. Papon en application de l'article 96 du règlement ; demandera un vote unique sur l'article 3 ; (p. 6933) : l'article 3, élément de justice fiscale ; s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Duffaut faisant un parallèle injustifiable entre le régime agricole et celui des revenus fonciers manquant d'équilibre ; s'oppose à à l'amendement n° 94 de M. Zeller ; s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Charles Bignon et à l'amendement n° 31 de M. Bernard Marie ; accepte l'amendement n° 111 de M. Goulet afin de maintenir le régime en vigueur dans les secteurs sauvegardés ; (p. 6934) : demande un vote unique sur l'article 3 modifié par l'amendement n° 111 de M. Goulet ; le témoignage du souci gouvernemental de la justice fiscale ; la fin des scandales ; l'impossibilité de comparer raisonnablement celui qui a un métier d'agriculteur et celui qui possède un bien ; le régime fiscal des revenus fonciers plus libéral que celui des bénéfices agricoles ; ne retient pas l'amendement n° 101 de M. Duffaut ; l'effort important de réunir en justice fiscale constituée par un article 3 ; un texte mettant fin à des scandales et une équité fiscale. **Après l'Article 3** (p. 6935) : indique que l'amendement n° 95 de M. Zeller est contraire au principe général en vertu duquel les déductions fiscales s'appliquent sur le revenu imposable et non sur le montant de l'impôt ; demande à M. Zeller de retirer son amendement n° 95 ; indique qu'une étude est en cours sur les dispositions du rapport Barre. **Article 4** (p. 6936) : l'aide à apporter aux entreprises à capital personnel. **Après l'Article 4** (p. 6942) : les mesures tendant à limiter directement ou indirectement les rémunérations de dirigeants de sociétés ; demande à M. Zeller de retirer son amendement n° 96. **Article 5** (p. 6943) : accepte l'amendement n° 109 rectifié de M. Icart et les sous-amendements qui l'accompagnent ; (p. 6945) : l'utilité du Parlement ; l'intention du Gouvernement : aller dans la voie de la justice fiscale ; la détermination des éléments du train de vie, une approche réaliste du problème ; accepte l'amendement déposé par MM. Papon et Icart assorti de deux sous-amendements ; les moyens de déceler les fraudes liées aux pavillons de complaisance ; les éléments du train de vie figurant à l'article 168 du code général des impôts ; ne voit pas l'utilité de l'amendement n° 39 de M. Papon ; (p. 6946) : demande la réserve de l'amendement n° 39 de M. Papon jusqu'à l'examen de l'amendement n° 109 rectifié de M. Icart en application de l'article 95 du règlement ; rappelle que le Gouvernement a accepté l'amendement n° 109 rectifié ; souligne l'importance que l'article 5 *bis* soit clair et simple ; n'entend pas transgresser le règlement de l'Assemblée ; ne maintient pas sa demande de réserve de l'amendement n° 39. **Après l'Article 5** : accepte le sous-amendement n° 196 de M. Zeller qui permet effectivement de résoudre de manière partielle le problème des pavillons de complai sance ; (p. 6947) : accepte le sous-amendement n° 192 de M. Turco ; s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Vizet. **Avant l'Article 6** (p. 6948) : le taux zéro de TVA véritable perversion de cet impôt ; son caractère dangereux ; les cas de pays européens ; la réduction du taux de TVA pour plusieurs produits ; s'oppose à la fixation réglementaire des taux d'amortissement linéaire par profession et par nature d'équipements ; s'oppose à l'amendement n° 12 rectifié de M. Combrisson. **Après l'Article 6** (p. 6949) : n'accepte pas l'amendement n° 13 de M. Frelaut ; l'objet du fonds d'équipement des collectivités locales ; l'objectif du Gouvernement : doter le fonds d'un montant de ressources équivalentes au montant de la TVA payée par les collectivités locales sur leurs équipements ; l'échelonnement de l'effort de l'Etat sur plusieurs exercices budgétaires ; les mesures proposées par M. Frelaut : suppression de l'avoir fiscal et des prélèvements libératoires, doublement du taux d'imposition des plus-values à long terme ; leurs conséquences néfastes. **Article 7** (p. 6950) : est défavorable à l'amendement n° 14 rectifié de M. Pranchère. **Article 8** (p. 6951) : considère que le prélèvement conjoncturel constitue une pièce essentielle du dispositif gouvernemental de lutte contre l'inflation ; s'oppose à la suppression de l'article 8 ; (p. 6952) : ne voit pas d'inconvénients à un vote groupé sur l'article 8 ; indique que le Gouvernement demandera éventuellement un vote groupé ; estime que l'on peut procéder à une discussion commune des amendements et que c'est une décision qui est de la compétence des assemblées ; demande la réserve des amendements à l'article 8 ; demande la réserve de l'amendement de suppres-

sion jusqu'à la discussion des autres amendements ; (p. 6954) : une bonne méthode de travail; (p. 6955) : indique que le Gouvernement est prêt à aller dans le sens de l'amendement n° 40 de M. Papon ; un problème pour les deux acomptes d'avril et de juillet ; propose de retenir l'ensemble des cinq premiers mois de l'année pour juger de l'évolution ; nouvelle rédaction de l'amendement n° 40 de M. Papon ; demande à M. Papon d'accepter cette nouvelle rédaction ; considère que l'amendement n° 41 de M. Papon est de pure forme ; l'incidence sur le fond de l'amendement n° 42 de M. Papon ; la modification des pourcentages par l'amendement n° 43 de M. Papon ; souhaite qu'on retienne un pourcentage un peu plus rigoureux que celui proposé par la commission ; le caractère suspensif du recours rétabli par l'amendement n° 44 de la commission : un dispositif fort ingénieux ne permettant cependant pas d'atteindre l'objectif fixé ; accepte l'amendement n° 44 de la commission sous réserve de deux modifications ; indique à MM. Hamel et Gantier qu'ils ont satisfaction ; leur demande de retirer leurs amendements ; (p. 6956) : indique que le taux de 1,7 % tiendra compte de la baisse de la TVA ; indique que le calcul n'est pas fait par semestre ; indique que les remarques de M. Gantier, au sujet du calcul par semestre, n'ont plus d'objet ; (p. 6957) : indique à M. Hamel qu'il n'y aura pas paiement du prélèvement si l'évolution réelle des prix est inférieure aux normes ; indique dans quelles mesures aura lieu le paiement de fin d'année ; souhaite savoir sur quoi les députés seront appelés à se prononcer ; souhaite que le vote ait lieu en début d'après-midi ; demande que le vote ait lieu au début de la séance du 26 octobre, ce qui ne veut pas dire à la fin de la première partie de la loi de finances ; demande, en application de l'article 44 de la Constitution, un vote unique sur l'article 8 modifié par l'amendement n° 197 du Gouvernement qui se substitue à l'amendement n° 40 de la commission, par les amendements n° 41, n° 42 et n° 43 de la commission modifiés par le sous-amendement n° 199, et par l'amendement n° 44 de la commission modifié par le sous amendement n° 198 du Gouvernement ; n'accepte pas le sous-amendement n° 200 de M. Icart ; [26 octobre 1976] : **Article 10** (p. 6984) : les origines multiples du déficit fiscal ; le problème délicat des sociétés déficitaires ; des situations très diverses : cas de la sidérurgie ; le prochain rapport du CGI ; la création d'entreprises nouvelles, facteur irremplacable d'innovations, facteur de concurrence ; les mesures d'allégement en faveur des sociétés nouvelles, un avantage de trésorerie ; (p. 6985, 6986) : le bénéfice de la mesure réservée aux sociétés dont le capital est constitué pour la moitié au moins par des apports en numéraire ; les difficultés auxquelles font face les créateurs de sociétés ; s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Mario Bénard. **Article 11** (p. 6991) : le bien-fondé des droits sur les alcools incontesté ; la lutte contre l'alcoolisme ; le plaidoyer en faveur du rhum ; sur les amendements n° 27, n° 102 rectifié et n° 28, partage leurs inquiétudes en ce qui concerne le marché du cognac ; comprend leur souci de favoriser les vins de liqueur et eaux-de vie d'appellation d'origine contrôlée ; les conséquences très graves à Bruxelles de l'adoption de ces amendements ; (p. 6992) : s'oppose aux amendements n° 27 et n° 102 rectifié : le contentieux bruxellois des différences de traitement entre les eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée et les autres boissons alcoolisées de nature industrielle ; la solution souhaitée par le Gouvernement ; déclare qu'il n'y a pas pénalisation par les règles communautaires des eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée ; les mesures intervenues en faveur du cognac ; demande que soient retirés les amendements n° 27, n° 28 et n° 102 rectifié du fait des problèmes qu'ils occasionneraient au Gouvernement français ; (p. 6993) : s'oppose aux amendements n° 86 et n° 87 de M. Balmigère ; indique à M. Hardy que le Gouvernement adopte la même position sur les plans national et communautaire ; ne retient pas ses arguments extra-communautaires ; repousse l'argument concernant l'Italie ; craint des mesures de rétorsion de la part de la Communauté ; s'oppose aux amendements n° 27, n° 28 et n° 102 rectifié ; (p. 6994, 6995) : la suppression des privilèges des bouilleurs de cru en 1960 ; l'amendement n° 34 de M. Grussenmeyer aboutissant au rétablissement partiel du privilège ; les incidences budgétaires importantes ; demande à son auteur de retirer l'amendement n° 34 ; indique que l'article 40 de la Constitution est bien opposable à l'amendement n° 34 ; l'avantage fiscal conféré aux propriétaires de vergers et de jardins. **Article 12** (p. 6996) : examinera comment pourra être assouplie la condition de la cohabitation constante pendant les cinq années ayant précédé le décès. **Après l'Article 12** : son amendement n° 201 augmentant les tarifs du droit de timbre de dimension ; adopté. **Article 13** (p. 6997) : s'oppose à l'amendement n° 74 rectifié de M. Frelaut ; souligne que les navires appartenant à des écoles de voile sont exonérés des droits de francisation et de navigation ; (p. 6998) : l'absence de relèvement du barème du droit annuel sur les moteurs depuis 1968 ; demande à M. Neuwirth de retirer son amendement n° 194 ; indique que la réalité est en deçà des chiffres avancés par M. Neuwirth dans son amendement n° 194 ; ne pas confondre puissance administrative et puissance réelle ; demande à M. Neuwirth s'il a pris en compte l'abattement de cinq CV prévu

dans le barème ; (p. 6999) : son amendement n° 204 : le visa annuel auquel est soumis le passeport délivré aux navires de plaisance ou de sport appartenant aux personnes ayant leur résidence principale ou leur siège social en France ; indique que les modalités d'application de l'amendement n° 45 de M. Papon ne sont pas satisfaisantes ; les dangers d'une double imposition ; ses observations au sujet des modalités d'imposition envisagées par l'amendement n° 45 ; (p. 7000) : les calculs de simulation sur le sous-amendement n° 205 ; l'existence du contrôle fiscal suggéré ; n'est pas favorable à l'amendement n° 45 ; demande qu'il soit retiré ; (p. 7001) : les moyens dont dispose le Gouvernement vis-à-vis des navires de plaisance battant pavillon étranger ; la TVA sur la valeur du navire ; les contrôles ; l'arsenal de textes existant pouvant être utilisés ; souhaite le vote de l'amendement n° 204 ; souhaite que ses services traquent avec vigueur les pavillons de complaisance ; (p. 7007) : propose de mener jusqu'au vote la discussion sur l'article 13 puis d'aborder le vote sur l'article 8 ; (p. 7008) : son amendement n° 204 rectifié correspondant aux vœux de la commission majorant substantiellement le droit de pavillon dans le cas de pavillon de complaisance ; le droit de passeport égal au droit de francisation ; la rédaction de son amendement fort précise ; un champ d'application plus large que celui des sous-amendements n° 207 et n° 208 ; demande à M. Jean-Pierre Cot de retirer son amendement ; (p. 7009) : accepte le sous-amendement n° 210 ; demande à M. Boscher de retirer son sous-amendement n° 211 ; amendement n° 204 rectifié adopté. **Article 8** *(suite)* (p. 7010) : le prélèvement conjoncturel, moyen de lutte contre l'inflation ; rappelle les amendements ; dans quelles conditions faire payer les accords ; la hausse des prix à retenir ; le caractère suspensif des recours ; demande un vote unique, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; (p. 7012) : indique que la mise en place du prélèvement conjoncturel ne se justifie qu'autant que le blocage des prix sera levé et la liberté des prix rétablie ; le prélèvement conjoncturel garde-fou ; le prélèvement conjoncturel, objet d'une disposition spéciale du Parlement chaque année ; indique que le taux de TVA est compris dans le seuil d'enclenchement ; le prélèvement conjoncturel, une mesure de sécurité indispensable quand les prix retrouveront leur liberté. **Article 15** (p. 7023) : s'oppose aux amendements n° 19 et 103 ; la nécessaire modération des dépenses de l'Etat. **Article 16** (p. 7026) : le développement des actions en faveur de la musique ; les magnétophones, matériel d'importation ; accepte la suppression de l'article 16 ; ne s'opposera pas à la suppression de l'article 33 ; la satisfaction donnée par le Gouvernement à la commission des finances ; le préjudice subi par la profession en raison du développement des procédés de reproduction sonore ; le problème de l'indemnisation. **Article 17** (p. 7028) : le prélèvement institué au profit de la sécurité sociale ; accepte la suppression de l'article 17 ; prévoit l'inscription d'un crédit supplémentaire de subvention pour la sécurité sociale ; la ventilation prévue du supplément de recettes. **Article 18** (p. 7029) : l'étude menée avec M. Mario Bénard sur la situation particulière de certains exploitants agricoles ; l'importance de la provision pour fluctuation des cours ; le taux zéro de TVA contraire aux engagements européens de la France ; refuse l'amendement n° 20 de M. Pranchère. **Après l'Article 18** (p. 7031) : l'étalement dans le temps ; l'expérimentation à blanc souhaitée par le groupe socialiste ne concernant que la taxe professionnelle ; le pouvoir des services de dégrèvement gracieux au profit des contribuables modestes ; une question qui ne sera réglée utilement qu'au printemps 1977 ; demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Duffaut. **Article 20** (p. 7035) : commentaire des amendements n° 48 et n° 107 ; son amendement n° 202 renforçant l'effort de solidarité qui sera consenti en 1977 par la nation en faveur des rentiers-viagers ; l'augmentation de 6,5 % des rentes ; la revalorisation des rentes nées en 1973 ; les rentes constituées avant le 1er août 1914 ; la majoration à un taux exceptionnel des arrérages des rentes constituées entre le 1er août 1914 et le 31 août 1940 ; les conditions d'âge ; le changement de caractère des rentes viagères ; son amendement n° 203 mentionnant les régimes de prévoyance collective ; demande le retrait des amendements n° 48 et n° 107 au bénéfice des amendements n° 202, n° 203 et n° 209 du Gouvernement ; (p. 7036) : les taux d'augmentation des rentes dans le passé ; la revalorisation des rentes viagères par un secours ; le problème des conditions d'âge ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 48 de M. Papon qui tend à supprimer toute mesure favorable aux rentiers-viagers ; amendements n° 202, n° 203 et n° 209 deviennent sans objet. **Article 21** (p. 7037) : ne pas imposer aux entreprises de doublement de leurs efforts ; s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Juquin. **Avant l'Article 22** (p. 7037) : les indemnités de chômage, prestations de caractère social de nature différente de celles des traitements et salaires ; le coût de la mesure ; s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Lamps. **Article 22** (p. 7047) : ne partage pas entièrement l'analyse faite par M. Fanton du système fiscal français ; les simplifications à apporter ; les moyens qu'apportera le Gouvernement aux commissions chargées de la réflexion de l'impôt sur le capital ; la réponse aux questions par le ministère des

finances, la réponse aux besoins des commissions ; les délais fixés par les commissions parlementaires ; le système fiscal français perfectible ; indique que les commissions des finances des deux assemblées disposeront des mêmes moyens et devront faire des propositions en ce qui concerne les délais ; (p. 7048) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Vizet ; son amendement n° 212 traduisant dans l'article d'équilibre les votes intervenus sur les articles de la première partie de la loi de finances ; adopté.

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1976] (p. 8482) : les crédits des services financiers ; les effectifs budgétaires ; respecter les engagements pris concernant les actions prioritaires ; le PAP n° 9 ; le PAP n° 18 ; (p. 8483) : le PAP n° 10 ; l'INSEE ; la recherche de la justice fiscale ; l'assiette de l'impôt ; les centres fusionnés des impôts ; les garanties des contribuables ; l'utilisation optimale de la ressource disponible ; l'accroissement des tâches ; les services extérieurs du trésor ; la direction générale des impôts ; la Cour des comptes ; la commission de vérification des comptes des entreprises publiques ; le problème des moyens ; les moyens en personnel ; (p. 8484) : les progrès réalisés quant aux relations entre ministère et usagers. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 8487) : les personnels de l'administration des finances ; le travail fourni par les spécialistes de la prévision ; le bilan positif de l'action de ces personnels.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1976] (p. 8491) : la progression rapide du budget ; l'allégement du budget des charges communes ; le réexamen systématique des crédits inscrits aux charges communes ; les transferts ; les orientations de la politique gouvernementale dans quelques secteurs essentiels ; la dette publique ; son coût ; les crédits de rémunération et de pension des fonctionnaires ; (p. 8492) : poursuivre la politique contractuelle ; les conditions budgétaires du soutien aux exportations ; l'assurance-foire ; l'assurance prospection ; l'assurance-crédit ; la garantie du risque économique ; les entreprises nationales ; les huit entreprises dont les investissements sont examinés chaque année par le conseil de direction du FDES ; l'évolution des tarifs ; l'autofinancement ; les concours budgétaires de l'Etat ; la situation des rapatriés ; l'indemnisation ; l'ANIFOM ; (p. 8493) : la priorité aux rapatriés âgés ; les améliorations techniques à la loi de 1970 ; l'endettement des rapatriés ; la signification de l'aide aux rapatriés ; (p. 8496) : les salaires et pensions ; pensions et minimum de rémunération ; (p. 8497) : la politique contractuelle ; l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ; la situation des rapatriés d'Afrique du Nord ; l'effort amorcé ; l'indemnisation des rapatriés ; une amélioration ; majoration substantielle de la grille d'indemnisation ; réévaluation annuelle de la valeur des biens ; achèvement de la liquidation des dossiers de rapatriés en 1981 ; le passé et les solutions actuelles ; les Hauts-de-Seine ; les rapatriés âgés de soixante-dix ans ou plus ; les dossiers bloqués ou retardés ; les dossiers détenus par les centres régionaux de l'ANIFOM ; (p. 8498) : la fin des poursuites contre les rapatriés quant à leurs prêts de réinstallation. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Etat B - Titre IV** (p. 8499) : les crédits d'indemnisation ; le moratoire ; les dépenses prévisibles ; les négociations avec les associations ; solution lors d'une loi de finances rectificative ; (p. 8500) : l'endettement ; la liquidation des dossiers ; son amendement n° 280 majorant le montant des mesures nouvelles ; un amendement de coordination ; la fin des conditions d'âge ; adopté. **Après l'Article 72** (p. 8501) : son amendement n° 278 rectifié modifiant l'article 4 et le deuxième alinéa de l'article 64 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 ; la transmission des droits à l'indemnisation des rapatriés ; une application normale des règles successorales de droit commun ; le paiement immédiat de l'indemnité calculé par l'ANIFOM dans le cas du recours contentieux ; indique que le droit commun inclut les légataires ; adopté ; son amendement n° 279 rectifié : modification du deuxième alinéa de l'article L 693 du code de la sécurité sociale ; (p. 8502) : indique que l'intégralité du produit de l'ajustement de la taxe différentielle sera versée à la sécurité sociale ; adopté.

Comptes spéciaux du trésor [20 novembre 1976] (p. 8503) : une vue d'ensemble du budget des comptes spéciaux ; le fonds spécial d'investissement routier ; la redevance de la radiodiffusion-télévision ; le soutien à l'industrie cinématographique ; le fonds national de développement des adductions d'eau ; les prêts du Trésor à l'étranger ; le FDES, le FNAFU ; le crédit à long terme à l'exportation ; la méthode de classement des crédits ; la dotation du FDES ; (p. 8504) : le problème de l'information du Parlement en particulier sur le FDES ; l'activité du CIASI ; l'aéronautique ; les crédits demandés au titre de la ligne industrie ; la politique suivie par le Gouvernement dans les domaines de l'informatique et de l'aéronautique ; l'autofinancement des entreprises nationales ; les prêts extérieurs ; l'impact des prêts du Trésor sur nos exportations ; leur coût ; la consolidation des

dettes commerciales ; (p. 8505) : sa volonté d'informer la commission des finances. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Article 34** (p. 8505) : son amendement n° 276 de coordination ; adopté.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 26** (p. 8510) : l'amendement n° 223 vidant de sa signification l'article 26 ; la suppression *de facto* du FAC ; s'y oppose ; la consultation des commissions des finances et le Conseil constitutionnel ; la question de fond posée par l'amendement n° 223 ; l'intérêt du FAC ; (p. 8511) : s'oppose à l'amendement n° 223 ; accepte la suppression de la dernière phrase de l'article 26 ; son amendement n° 292 supprimant la dernière phrase de l'article 26 ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Dubedout. **Avant l'Article 53** (p. 8516) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Frelaut ; le dispositif du contrôle des changes en France ; (p. 8517) : conteste les deux arguments de M. Brugnon à l'amendement n° 266 ; l'appréciation possible par le Parlement de la portée du régime du bénéfice consolidé ; les fondements juridiques du régime. **Article 53** (p. 8519) : demande à M. Marette de retirer son amendement n° 128 ; estime en effet qu'il est trop tôt pour apprécier l'effet des mesures proposées sur les cours de la Bourse ; le souci de la commission des finances de donner un caractère social à un dispositif conçu pour stimuler le marché financier ; sa solution de compromis sur l'amendement n° 165 ; s'oppose à l'amendement n° 226 de M. Duffaut ; (p. 8520) : son sous-amendement à l'amendement n° 165 remplaçant le chiffre « 3.000 » par le chiffre « 1.500 » et les mots « huitième tranche » par les mots « dixième tranche » ; son sous-amendement devient l'amendement n° 294 ; repoussé. **Article 54** : accepte l'amendement n° 166 de M. Papon à condition de modifier la date du délai. **Article 55** (p. 8521) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Bardol et à la fixation élémentaire des taux d'amortissements linéaires par profession et par nature d'équipement ; amendement n° 167 de M. Papon et article 40 de la Constitution ; s'oppose à l'amendement n° 167 ; le problème des délais. **Article 56** (p. 8522) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Vizet ; s'oppose à l'amendement n° 261 de M. Ribes. **Article 57** (p. 8523) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 168 de M. Papon ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 169 de M. Papon ; accepte l'amendement n° 170 de M. Papon ; (p. 8525) : la gravité de l'amendement n° 85 de M. Ginoux ; s'y oppose ; s'oppose au sous-amendement n° 290 de M. Icart ; l'enquête sur la taxe professionnelle ; amendement n° 85 et article 41 de la Constitution ; une technique comptable préjugeant des solutions pouvant être apportées ; les études actuellement menées ; réévaluation et amortissement dégressif ; demande à M. Ginoux de ne pas contrecarrer l'action menée par le Gouvernement ; (p. 8526) : demande à M. Ginoux de retirer l'amendement n° 85. **Article 58** (p. 8529) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Bardol ; souhaite repousser la date du décret pris en Conseil d'Etat ; demande à M. Papon de modifier en conséquence son amendement n° 171. **Article 59** (p. 8530) : indique à M. Dousset que la nouvelle règle posée à l'article 59 s'appliquera à compter des revenus de l'année 1977. **Article 60** (p. 8532) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Duffaut ; les centres de gestion agréés et leur cadre d'origine ; l'article 5 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973 ; le danger des amendements n^{os} 273 rectifié de M. Donnez et 174 de M. Bonhomme ; une séparation entre deux catégories distinctes de centres de gestion ne correspondant pas à la réalité ; le parfait fonctionnement des centres de gestion agréés ; les abattements forfaitaires dont bénéficient les médecins ; souhaite le retrait de l'amendement n° 272 de M. Ferretti ; les raisons prévoyant pour les professions libérales un type de centres de gestion agréés ; indique à M. Ferretti qu'au premier semestre de 1977 les professions libérales bénéficieront des centres de gestion agréés. **Article 61** (p. 8533) : la limitation des frais généraux en 1977 ; s'oppose à l'amendement n° 173 de M. Papon ; (p. 8534) : les services sur place ; le risque de relance de l'inflation ; les contraintes nécessaires ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le troisième alinéa de l'amendement n° 173 ; les difficultés de la lutte contre l'inflation ; s'oppose à l'amendement n° 66 rectifié de M. Gosnat. **Article 62** : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Combrisson ; (p. 8535) : le caractère non obligatoire du relèvement proposé ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 8536) : indique que le rapport Guichard est sous presse. **Après l'Article 62** (p. 8536) : le caractère prématuré de l'amendement n° 29 de M. Dronne ; la mesure prévue ; l'imprécision de la notion « d'élevage industriel » ; demande à M. Dronne de retirer son amendement. **Article 63** (p. 8536) : le caractère d'exception de l'article 63 (p. 8537) : la possibilité de relever plus fréquemment le montant des sommes mentionnées à l'article 168 du CGI ; éviter de recourir trop souvent à l'article 168 ; la volonté de dialogue ; préfère la procédure des articles 176 et 179 qui permet le dialogue. **Après l'Article 65** (p. 8538) : la soumission systématique aux tribunaux des cas de faute importante ; les objections sur le plan de l'égalité des citoyens devant la loi fiscale

et devant la loi pénale ; le problème de l'efficacité de l'amendement n° 175 de M. Papon ; le pouvoir considérable qui serait donné aux inspecteurs des impôts ; l'étude des pénalités fiscales et douanières ; souhaite que M. Marette retire l'amendement n° 175 ; (p. 8539) : regrette le maintien de l'amendement n° 175 ; (p. 8540) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Marette ; le texte de la convention de Genève du 19 mars 1931 portant loi uniforme sur les chèques ; la limitation de la pratique de l'endossement des chèques ; s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Lamps ; (p. 8541) : est prêt à se rallier à l'amendement n° 117 de M. de Rocca Serra modifié par le sous-amendement n° 287 de M. Cerneau ; propose de substituer à la date du 31 décembre 1978 celle du 31 décembre 1979 ; (p. 8542) : n'est pas certain du caractère satisfaisant de l'amendement n° 262 de M. Mario Bénard du point de vue de l'équité fiscale et de l'existence des collectivités locales ; les sondages prévus sur tout le territoire et sur toutes les professions ; les conséquences néfastes de l'amendement n° 262 au regard de la taxe professionnelle ; demande le retrait de l'amendement n° 262. **Article 70** (p. 8543) : la limite d'âge proposée ; la capitalisation des fonds et intérêts pendant cinq à huit ans ; résoudra le problème des primes dans une réponse écrite. **Après l'Article 72** (p. 8544) : l'opposition du Gouvernement à la levée du secret fiscal au profit des commissions d'enquête parlementaires ; une garantie essentielle des contribuables ; s'oppose à l'amendement n° 231 de M. J.-P. Cot ; (p. 8545) : la nécessité de régimes indemnitaires de complément dans la fonction publique ; les deux risques d'une publicité : ignorer la spécificité des tâches et les mérites de chaque agent, le déchaînement des revendications catégorielles ; s'oppose à l'amendement n° 286 de M. Bouvard ; des procédures très lourdes ; des moyens considérables ; l'information de l'Assemblée ; les questionnaires ; demande à M. Bouvard de retirer son amendement. **Seconde délibération** [20 novembre 1976] (p. 8548) : les objectifs de ses amendements : traduire les engagements de majoration de crédits, rétablir l'article de majoration des rentes viagères, améliorer l'article relatif à la publicité de l'impôt sur le revenu, rétablir les crédits destinés à l'indemnisation des rapatriés ; la majoration des crédits des budgets des affaires étrangères, de l'agriculture, des anciens combattants, de la jeunesse et des sports, de la marine marchande, des services du Premier ministre ; (p. 8549) : l'aide aux personnes réinstallées ; demande la réserve du vote sur chacun des amendements et sous-amendements en discussion ; demandera, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, le vote bloqué. **Article 2** (p. 8550) : son amendement n° 1. **Après l'Article 19** : son amendement n° 12. **Article 22** (p. 8553) : son amendement n° 13. **Article 24** (p. 8554) : ses amendements n^{os} 3, 4, 5, 6, 7, 14, 8, 9, 10, 11. **Après l'Article 72** : son amendement n° 2. **Explications de vote** [20 novembre 1976] (p. 8556, 8557) : ses remerciements : l'apport du Sénat ; amendements n^{os} 1 à 14 adoptés.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9432) : l'attitude de la CMP sur la publicité de l'impôt sur le revenu ; le prélèvement conjoncturel ; (p. 9433) : l'utilisation de tous les instruments contre la hausse des prix ; le droit d'amendement devant le Sénat ; l'étude à engager par la présidence de l'Assemblée nationale sur le droit d'amendement devant le Sénat ; l'imposition à la taxe professionnelle des exploitations agricoles à caractère industriel ; la nouvelle délibération de la loi de juillet 1975 sur la taxe professionnelle devant le Parlement ; la taxation des eaux minérales ; la taxe pour frais de chambre de métier ; (p. 9434) : les crédits de la culture ; (p. 9443) : demande un vote bloqué en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 1 : modification de pourcentage ; réservé ; son amendement n° 2, traduisant l'incidence sur l'équilibre budgétaire du vote par l'Assemblée des amendements du Gouvernement rétablissant 7,5 millions de francs de crédits au budget de la culture ; réservé ; son amendement n° 3 majorant les crédits du ministère de la culture ; réservé ; son amendement n° 4 majorant les crédits de la culture ; réservé ; son amendement n° 5 : l'augmentation des moyens financiers nécessaires aux chambres de métiers ; réservé.

— **Réponse au rappel au règlement** de M. Cressard [22 octobre 1976] (p. 6926) : condamnation par le Gouvernement de toutes les violences ; protection des personnes et des biens.

— **Associe le Gouvernement** à l'éloge funèbre de M. de Montesquiou [26 octobre 1976] (p. 7005).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9126) : un texte de constatation ; (p. 9127) : analyse du dispositif proposé ; la situation financière de l'Etat inquiétante ; l'effort de redressement déjà entrepris ; les causes du dépassement du 27 milliards des ouvertures de la loi de finances initiale ; le déficit préoccupant de 1976 ; modérer la dépense publique ; (p. 9128) : n'accepte pas l'abattement linéaire de 5 % proposé par la commission des finances ; le réexamen du contenu et de l'opportunité des dépenses ; maîtriser l'évolution de la dépense ; le transfert vers le FNAL ; le dispositif gou-

vernemental de surveillance de l'utilisation des autorisations de programme ; l'extension de la surveillance aux crédits de paiement ; les concours aux entreprises nationales ; la situation des entreprises publiques ; les tarifs domestiques ; l'évolution des masses salariales; les prélèvements des entreprises publiques sur le budget de l'Etat ; une action de redressement des entreprises publiques ; la taxe professionnelle ; historique des mesures prises ; (p. 9129) : l'amendement du Gouvernement sur le collectif budgétaire quant à la taxe professionnelle ; le coût pour l'Etat de cet amendement ; une situation budgétaire difficile et un redressement nécessaire ; (p. 9149) : les problèmes de l'agriculture ; l'action culturelle et éducative ; l'équilibre des finances publiques ; le coût des dégrèvements afférents à la taxe professionnelle ; (p. 9150) ; les entreprises nationales ; un effort massif d'économie ; la Cour des comptes ; les interventions économiques de l'Etat ; les créations nettes d'emplois en vue de titularisation ; l'affectation de plus-values de la redevance de radiodiffusion-télévision ; la taxe d'habitation ; la taxe professionnelle ; le plafonnement ; la loi de finances rectificative, un document de constatation. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9151) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Vizet ; son opposition à l'instauration du taux zéro de TVA. **Article premier** (p. 9151) : est hostile à l'amendement n° 6 de M. Millet. **Après l'Article 2** (p. 9153) : ses sous-amendements n° 47, n° 48 et n° 49 ; (p. 9154) : le régime du réel simplifié pour l'imposition des bénéfices agricoles ; demande à M. Hamel de retirer l'amendement n° 50 de M. Mayoud ; indique à M. Montagne que le décret sera pris d'ici le 30 avril 1977 ; accepte l'amendement n° 19 de M. Chauvet sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 47, n° 48 et n° 49 ; son sous-amendement n° 47 n'incluant que les matières premières achetées ; son sous-amendement n° 48 supprimant la constitution de provisions ; son sous-amendement n° 49 substituant aux mots « les délais et modalités » les mots « les conditions d'exercice et la durée de validité » ; indemnité pour expropriation et indemnité pour perte de récolte ; adoptés. **Article 3** (p. 9155) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Duffaut ; les procédures d'agrément constitutionnelles ; (p. 9156) : les emprunts à l'étranger des entreprises nationales ; l'évolution de l'endettement extérieur de la France. **Après l'Article 3** (p. 9156) : son amendement n° 41 indiquant que la cotisation de taxe professionnelle d'un contribuable pour 1976 ne peut excéder de 70 % la cotisation de patente de ce même contribuable pour 1975 ; adopté après adoption du sous-amendement n° 43 de M. Limouzy ; (p. 9158) : la situation créée par l'application de la loi du 29 juillet 1975 ; les possibilités de délai et de dégrèvement ; le sous-amendement n° 44 de M. Limouzy sous le coup de l'article 41 de la Constitution ; s'oppose à l'amalgame de deux problèmes fait par le sous-amendement n° 53 de M. Frelaut ; la lettre et l'esprit du sous-amendement n° 57 de M. Chauvet ; la difficulté d'apprécier le seuil de 70 % à potentiel fiscal égal ; (p. 9159) : indique que le Gouvernement prendra des dispositions pour le remboursement rapide des sommes indûment versées par les contribuables ; (p. 9160) : est conscient des difficultés liées aux demandes de délai de règlement ; l'acompte de 50 % ; les procédures gracieuses ; est hostile au sous-amendement n° 53 de M. Frelaut ; (p. 9161) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Duffaut et à l'amendement n° 30 rectifié de M. Ballanger ; (p. 9162) : est opposé à l'amendement n° 38 rectifié de M. Frelaut ; ne juge pas utile de rendre systématique le dégrèvement des chômeurs ; (p. 9163) : est opposé à l'amendement n° 39 rectifié de M. Combrisson, à l'amendement n° 41 rectifié de M. Frelaut et à l'amendement n° 36 de M. Vizet ; (p. 9164) : son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 23 de M. Papon : extension de la possibilité d'imputation à des cotisations d'impôt direct dues avant le 1er juillet 1977 ; l'exclusion de ce dispositif des prélèvements mensuels d'impôt sur le revenu ; un remboursement dans le délai de six mois à défaut d'imputation ; les réductions auxquelles a droit la veuve ; l'examen des demandes présentées par des personnes ayant subi des pertes de revenus ; adopté ; (p. 9166) : la protection des contribuables et des agents des impôts ; la simplification et l'aménagement des règles existantes ; l'amendement n° 32 de M. Neuwirth sous le coup de l'article 41 de la Constitution ; la poursuite des études du Gouvernement. **Avant l'Article 4** (p. 9167) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Gosnat défendu par M. Lamps. **Après l'Article 4** (p. 9169) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Gosnat ; l'inexactitude des prix de vente des fournitures d'électricité à haute-tension, cités par les auteurs de l'amendement n° 3. **Après l'Article 5** (p. 9170) : les dispositions prévues par le Gouvernement pour permettre la meilleure exploitation du charbon national ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Legrand ; demande à M. Chauvet de retirer son amendement n° 20 ; (p. 9171) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Porelli ; estime que cet amendement tombe sous le coup de l'article 18 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances ; (p. 9172) : les préoccupations humanitaires de M. Guilliod ; les conséquences sérieuses d'un moratoire général ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée

pour l'amendement n° 35 de M. Guilliod ; accepte l'amendement n° 54 de M. Cerneau ; son amendement n° 55 rendant applicable au département de la Guyane la loi n° 46-3172 du 30 septembre 1946 instituant un fonds forestier national ; adopté. **Article 11** (p. 9181) : une opération n'affectant en rien les possibilités d'engagement d'opérations de voirie ; s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Duffaut ; rappelle à M. Josselin que les crédits de paiement pourraient être engagés si le rythme des opérations l'exigeait. **Après l'Article 11** (p. 9182) : la communication existante des documents statistiques relatifs au recouvrement des recettes fiscales et non fiscales ; la nécessité que ces documents restent à l'intérieur de la commission, ce qui n'empêche pas que ces documents soient communiqués aux membres de la commission des finances. **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9617) : le problème des attachés d'administration de la ville de Paris soumis à l'arbitrage du Premier ministre ; (p. 9619) : le ralliement du Gouvernement au texte de la CMP ; a indiqué devant le Sénat qu'il n'était pas favorable à l'amendement n° 35 reprenant la proposition de loi n° 55 du Sénat ; (p. 9620) : indique que ce n'est pas au Gouvernement de veiller au respect des règles de procédure entre les deux assemblées ; indique qu'il est opposé à l'amendement n° 35 de caractère fiscal ; demande si le droit d'amender est nié au Sénat ; l'article 5 *quater* A résultant d'un amendement d'origine sénatoriale auquel le Gouvernement s'était opposé ; (p. 9621) : dépose un amendement de suppression de l'article 5 *quater* A ; son amendement n° 1 de suppression de l'article 5 *quater* A ; adopté.

DURAND (Emile)

Député de la Gironde
(7e circonscription)
(App. RI, puis App. R).

En remplacement de M. Cazenave décédé le 10 août 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* 11 août 1974, p. 8484) [2 octobre 1974] (p. 4662).

N'appartient à aucun groupe (*J.O.* 11 août 1974, p. 8484) [2 octobre 1974] (p. 4675).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [8 octobre 1974] (p. 4871).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [9 octobre 1974] (p. 4920).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 31 : Fonction publique** (crédits des services du Premier ministre - I. Services généraux) (crédits du ministère de l'économie et des finances. Charges communes) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Economie et finances : Fonction publique, rapporteur spécial [15 novembre 1974] (p. 6476) : se déclare surpris de l'approximation des statistiques en matière d'effectifs ; les textes promis par le Gouvernement pour régler la condition des non-titulaires ; les difficultés de la catégorie des attachés d'administration centrale ; la commission souhaite l'incorporation au calcul des pensions de l'indemnité de résidence ; les stages des énarques dans les collectivités locales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion des articles** [5 décembre 1974]. **Après l'Article 20** (p. 7478) : son amendement n° 8 : réglementation fiscale ; prélèvement exceptionnel ; retiré.

DURIEUX (Jean)

Député du Nord
(17e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [3 octobre 1974] (p. 4759).

Membre de la commission des affaires étrangères [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 692), adopté par le Sénat, autorisant **l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Paris le 22 septembre 1972** (n° **821**) [5 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à préciser le caractère interprétatif de la **loi n° 73-486** du 21 mai 1973 relative à la situation des **agents d'assurances** et des mandataires non patentés des sociétés d'assurances au regard de la **sécurité sociale** (n° **2171**) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Permissions exceptionnelles aux fils d'agriculteurs des départements sinistrés** [27 novembre 1974] (p. 7098).

— **Manifestation de parents d'élèves dans les établissements scolaires à l'occasion de la présentation du budget de l'éducation nationale** [19 novembre 1975] (p. 8648).

— **Prime de développement régional dans le Cambrésis** [20 avril 1977] (p. 1951) : dégradation de l'emploi dans cette région ; porter la prime de développement régional à son taux maximum.

— **Délai d'obtention des permis de construire** [25 mai 1977] (p. 3003) : lenteur de la délivrance des permis de construire dans le Nord ; nécessité d'une décentralisation des services de l'équipement et de l'installation d'une subdivision à Cambrai.

— **Importations d'articles textiles et négocation de l'accord multifibres** [19 octobre 1977] (p. 6343) : insuffisance des mesures de protection du textile ; les réglementations plus souples conservées par d'autres pays de la Communauté (République fédérale d'Allemagne).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4759) : son sous-amendement à l'article 2 f proposé par l'amendement du Gouvernement, fixation à 6 % du taux de réévaluation annuel du prix de revient des immeubles acquis depuis moins de cinq ans.

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5533) : évoque le texte sur la retraite anticipée des anciens prisonniers de guerre et des anciens combattants ; s'inquiète du décret d'application de la loi votée ainsi que du décret d'application qui conditionnera l'octroi de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; (p. 5534) : demande la revalorisation des pensions de veuves et de la retraite du combattant.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6115) : les prix agricoles à la production et au détail ; les cours de la viande bovine ; organiser la production selon des quotas révisables ; mécanismes européens et mesures nationales ; les dépenses de protection sociale ; (p. 6116) : les équipements ; le remembrement dans le Nord ; l'assainissement ; l'habitat rural et les bâtiments d'élevage ; les industries agro-alimentaires ; le stockage de la viande, des fruits et des légumes ; les calamités agricoles ; le concours de l'armée ; exempter les planteurs de betteraves de la taxe du BAPSA ; le cours des betteraves.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6302) : insiste sur la nécessité d'assurer à tous les combattants, à quelque conflit qu'ils aient participé, une égalité de traitement ; le retard apporté à la mise en œuvre de la

retraite anticipée ; les jeunes combattants d'Afrique du Nord ; les différents aspects de l'indexation qui reste en suspens.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6738) : la situation économique de la zone est du Cambrésis ; favoriser les implantations industrielles ; (p. 6739) : l'étatisation des polices municipales : l'exemple de la ville du Cateau.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7222) : son amendement n° 44 : clause de conscience des auxiliaires médicaux ; adopté.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7369) : répondre aux exigences de la qualité de la vie ; le problème des transports dans le Nord ; (p. 7370) : l'autoroute A 26 Calais-Dijon ; la mise à grand gabarit du canal de Saint-Quentin ; la nomination d'un ingénieur d'arrondissement à Cambrai.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7915) : s'inquiète de la trop faible progression des crédits d'équipement qui risque de paralyser les opérations de remembrement et d'assainissement dans le Nord ; déplore la stagnation des revenus agricoles ; insiste sur les difficultés rencontrées par les planteurs de betteraves du Cambrésis.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8304, 8305) : aménagement du territoire et qualité de la vie ; la nécessité d'un contrat de pays pour l'est du Cambrésis ; les difficultés que connaît cette région ; commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République (réunion ouverte à tous les membres de l'Assemblée nationale) ; débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits budgétaires ; [6 novembre 1975] : Annexe à la troisième séance du 13 novembre 1975. **Collectivités locales** (p. 8326) : demande que le temps consacré à chaque question ne dépasse pas une minute. **Sécurité** (p. 8334) : l'étatisation de la police municipale de la ville du Cateau.

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8544) : les chiffres encourageants du commerce extérieur pour 1975 ; (p. 8545) : les problèmes du Nord liés aux importations textiles confectionnées dans le Sud-Est asiatique ; la situation difficile des entreprises familiales de broderies et de dentelles.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8573) : l'augmentation des crédits des PTT et la priorité donnée au secteur des télécommunications ; la situation du téléphone dans le Cambrésis ; (p. 8574) : le sort des techniciens d'installation des télécommunications.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p. 2199) : les menaces que fait peser sur la politique agricole commune le projet de plafonnement des dépenses du FEOGA ; l'insuffisante augmentation des prix agricoles ; (p. 2200) : l'évolution des revenus agricoles ; s'orienter résolument vers une politique d'exportation des produits agricoles ; appelle à une plus grande résistance contre les ingérences et pressions américaines ; les agriculteurs doivent bénéficier du soutien actif de la nation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7835) : la faiblesse des moyens du ministère des affaires étrangères ; le budget des autres ministères ; un budget dont la progression, inférieure à celle du budget général de l'Etat, accentue une dégradation devenue coutumière ; la contribution de la France au fonds international de développement agricole ; les attaques portées à la France dans les instances internationales ; les échanges commerciaux avec l'île Maurice ; l'aide aux pays en voie de développement considérée pour les RI comme l'une des grandes priorités de notre politique étrangère ; (p. 7836) : le dialogue Nord-Sud ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; l'opinion publique placée en face d'un certain nombre de choix qu'il convient d'effectuer ; les problèmes monétaires.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7874) : les idées ; la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ; les missions de l'université ; les différentes universités ; la recherche ; la répartition des moyens ; le problème des débouchés ; la formation permanente et l'université ; le centre universitaire de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis ; (p. 7875) : les formations pluridisciplinaires à finalité professionnelle ; la répartition des crédits ; l'IUT de Valenciennes ; le rapport de la Cour des comptes ; Nanterre ; demande à Mme Saunier-Seïté d'être ferme.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. - I. Services généraux : Aménagement du territoire [18 novembre

1976] (p. 8265) : la zone est du Cambrésis ; (p. 8266) : les migrations ; les espoirs de décollage économique ; la révision de la carte des aides ; une politique d'aménagement du territoire, cohérente et suivie ; la politique des villes moyennes et des petites villes ; le contrat de pays de l'est du Cambrésis ; la décentralisation des administrations ; le FIAT.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes (n° 2571). Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9028) : le bon usage de l'argent public ; le contrôle parlementaire ; le pouvoir de contrôle du Parlement européen ; la Cour des comptes européenne; les douzièmes provisoires ; le contrôle parlementaire en matière budgétaire ; le rejet global du budget ; le conflit possible entre le Conseil et l'Assemblée ; (p. 9029) : indique que le groupe des républicains indépendants votera ce projet de loi ; l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631). Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 9** (p. 9516) : son amendement n° 109 soutenu par M. Coulais ; retiré.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° 2920). Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3747) : le risque qu'il y a à jouer avec la souveraineté nationale de la France ; le projet de ratification ; les sondages d'opinion ; l'utilité qui peut se dégager de la ratification du projet ; les éléments qui plaident pour l'achèvement de l'Europe ; la nature des garde-fous constitutionnels ; (p. 3748) : le constat quotidien du délabrement de l'équilibre international ; le défi économique et les conséquences de l'expression de la méfiance de l'Assemblée à l'égard du suffrage universel ; les vertus du retour au verdict populaire ; son estime pour le suffrage direct ; la constitutionnalité du principe de l'élection ; les prérogatives des parlementaires nationaux ; l'éventualité de l'émergence d'une Europe supranationale ; l'Europe confédérale ; l'Europe, affaire de tous ; l'inscription du projet européen dans un processus d'indépendance ; l'alignement atlantique ; (p. 3749) : entraîner le débat européen hors des petitesses de l'alignement ; l'instruction du procès des partenaires de la France ; l'abdication morale que représenterait un repli ; la capacité d'influence d'une nation ; l'Europe, moyen de l'ambition de la France ; la contribution de la France ; l'appui de l'opinion publique ; l'indépendance, véritable enjeu du texte ; l'idée de l'Europe ; la contribution de la France à la construction de l'Europe.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat [19 octobre 1977] (p. 6368) : les dispositions à adopter par le Parlement en faveur des commerçants et artisans ; (p. 6369) : l'amendement de M. Mayoud sur l'augmentation du droit fixe de la taxe pour frais de chambre de métiers ; la situation des épouses de commerçants et d'artisans ; l'instauration de sociétés de type familial ; la reconnaissance du « statut de collaborateur » ; la remise en cause du principe de plafonnement de déduction des rémunérations des conjoints ; la décote spéciale accordée en matière de TVA ; le maintien des artisans et commerçants en zones rurales ; le renforcement de la politique des primes à l'installation.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6688) : le problème de la production laitière ; la demande de la France de réduction des montants compensatoires monétaires ; les conditions préalables à l'application de la taxe de coresponsabilité financière ; le caractère excédentaire de la production de betteraves ; la fragilité financière de la production sucrière ; la situation du marché mondial du sucre ; l'abandon du principe de spécialisation ; l'introduction des quotas A, B et C ; (p. 6669) : les solutions envisageables ; la dégradation des cours de la pomme de terre ; les mesures possibles du soutien du cours de la pomme de terre de consommation ; la diminution des crédits affectés au Nord - Pas-de-Calais en matière d'hydraulique, d'assainissement et de remembrement.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6801) : la mise à parité des retraites des combattants ; l'amélioration de la retraite mutualiste des anciens combattants ; le rattrapage des pensions de retraite des anciens combattants et des veuves de guerre ; le problème de la retraite anticipée ; le retour à la proportionalité des pensions d'invalidité ; les critères d'attribution de la carte du combattant aux militaires capturés sous uniformes français ; la situation des internés politiques de la guerre 1914-1918 ; les conditions du vote positif du groupe RPR.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8391) : son amendement n° 58 devenu sans objet. **Article 4** (p. 8401) : son amendement n° 59 : conditions d'exercice du droit de préemption sur les acquisitions de terrains d'une surface inférieure à 5.000 mètres carrés ; devenu sans objet.

DUROMÉA (André)

Député de la Seine-Maritime (7e circonscription) (C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant création d'un « **comité national de gestion des œuvres du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux** » (n° **2225**) [28 avril 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XX : Marine marchande** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XXII : Marine marchande** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Désarmement du « France »** [2 octobre 1974] (p. 4668).

• *intervention lors de la discussion sur les questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7701) : rapidité de la dégradation de la situation de l'emploi dans les départements de l'Ouest ; le chômage partiel ; (p. 7702) : la situation des travailleurs d'Oberthur à Rennes ; le droit des travailleurs à l'emploi ; l'aide aux petites et moyennes entreprises ; le plan routier breton.

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8077, 8078) : le secret fiscal opposé à la commission ; le régime fiscal des compagnies pétrolières (provision pour reconstitution de gisement, pour fluctuation des cours, régime du bénéfice consolidé).

• *questions au Gouvernement :*

— **Coopération dans le domaine pétrolier entre la France et l'Algérie** [19 novembre 1975] (p. 8644, 8645) : la coopération entre la Compagnie française des pétroles et la Sonatrach ; la récente décision d'Elf-Erap accentuant le déséquilibre commercial au détriment de l'Algérie.

— **Opportunité de certaines émissions de télévision** [28 avril 1976] (p. 2251, 2252) : célébration de la journée nationale de la déportation le 25 avril ; diffusion sur TF 1 d'une émission sur le nazisme ; tribune libre consacrée à Pétain (sur FR 3) ; application de la loi du 5 janvier 1951 réprimant l'apologie des crimes de collaboration ; commémoration du 8 mai.

— **Pollution du littoral par les hydrocarbures** [27 octobre 1976] (p. 7101) : insuffisance des moyens pour éviter ou réparer les dommages causés aux côtes par les hydrocarbures.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [12 avril 1973] (p. 824) : le problème des sursis ; la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi déposée sur ce sujet par le groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [13 juin 1973]. **Après l'Article 2** (p. 2097) : son amendement : droit pour les jeunes gens à un report d'incorporation jusqu'au 31 décembre de l'année civile au cours de laquelle ils atteignent l'âge de vingt-cinq ans. **Article 4** (p. 2102) : son amendement tendant à l'abrogation de l'article L 12 du code du service national ; (p. 2106) : explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5088) : sa référence à l'interview du Premier ministre au journal *Ouest-France* du 12 octobre 1973 sur les problèmes de la mer, situation de notre flotte de commerce, accélération de la vente de nos navires, contrôle étranger sur les liaisons trans-Manche, difficulté d'exploitation du Korrigan, absence de politique cohérente de développement des transports essentiels du pays, investissement du capitalisme privé dans les secteurs jugés les plus rentables à court terme, primes de modernisation et bonification d'intérêt, ses possibilités de développement du secteur des croisières, statut de la CGT et des messageries maritimes, sécurité des marins, sinistres qui se sont produits au cours des derniers mois, respect des règlements, ses réserves sur les dispositifs d'alerte et de sauvetage dans les ports, insuffisance des crédits pour faire respecter la réglementation existante, absence de crédits de recherche, problème de l'embarquement de ressortissants de la CEE sur des navires français ; ses observations sur les dispositions du traité de Rome, préservation de la situation des officiers et marins français.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6022) : problèmes de la police, contingents de police dans les communes et refus des maires du doublement de la participation aux frais de police ; critique l'utilisation qui est faite de la police et de ses effectifs, rôle et missions de la police, « Compagnies d'intervention », maintien de l'ordre et protection du régime ; pénurie des corps urbains ; situation des matériels militaires des corps urbains ; polices parallèles ; demande la répartition exacte des effectifs ; (p. 6023) : utilisation d'éléments détachés ; suggère un grand débat et l'adoption d'une loi-cadre ; revendications des policiers ; recrutement et scandales de Lyon et de Nice ; formation professionnelle et propositions des organisations syndicales CGT ou autonome ; police démocratique.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6669) : le désarmement du paquebot *France* ; le mépris des institutions parlementaires ; la sauvegarde de l'emploi ; le maintien provisoire du paquebot jusqu'à remplacement ; le marché des croisières ; la situation de la flotte ; la part du commerce maritime sous pavillon français ; (p. 6670) : le respect de la législation par les compagnies pétrolières ; le déficit de la balance des frets ; les pavillons de complaisance ; le plan de croissance ; le trafic trans-Manche ; l'achat de navires sur cales ou d'occasion ; le contrôle de l'application du plan de relance par le conseil supérieur de la marine marchande ; la flotte de cinquante caboteurs ; les navires à passagers et le marché des croisières ; le remplacement du *France* ; le matériel portuaire ; la formation professionnelle et la promotion sociale ; l'association pour la gérance des écoles d'apprentissage maritime ; les pensions liquidées avant 1968 ; le groupe communiste votera contre le budget.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 4** (p. 7230) : soutient l'amendement n° 35 relatif à la santé mentale de la mère ; repoussé.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3993) : s'élève contre l'exonération des ports autonomes proposée par l'amendement n° 48 de M. Papon. **Article 3** (p. 3998, 3999) : appelle l'attention sur les difficultés des travailleurs indépendants ; considère que la taxe professionnelle sera pour eux aussi lourde que la patente ; demande que la base et le montant de la taxe soient réduits de 50 % pour les artisans soumis au régime du forfait ou du réel simplifié ; demande la progressivité de la taxe.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6189) : la crise qui frappe les ports de commerce ; l'insuffisance des crédits pour l'équipement du Havre ; organiser de façon cohérente la réparation navale dans l'ensemble des ports français.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7616): l'importante augmentation du budget de la défense ; l'ampleur du mécontentement qui a secoué l'armée ; les revendications des appelés et des militaires de carrière ; la crise de l'armée et la crise de la société capitaliste ; la reprise en main idéologique voulue par le Gouvernement ; (p. 7617) : la priorité donnée à l'arme nucléaire ; la volonté d'une stratégie agressive que dénote l'existence de l'armement nucléaire tactique ; l'affaire des Pluton et l'attitude de l'Allemagne ; l'abandon de la stratégie tous azimuts ; les réformes préconisées par le programme commun.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9647) : son amendement n° 2 : supprimer toute dérogation à la durée maximum du travail ; les dérogations, cause importante de trop nombreux accidents du travail ; conteste l'affirmation selon laquelle les organisations syndicales n'auraient pas demandé la suppression des dérogations ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3910) : défend l'amendement n° 10 de M. Gosnat : la réintégration dans le bénéfice imposable des provisions ; (p. 3911) : estime que le Gouvernement veut épargner les privilèges des « gros » ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande**, rapporteur pour avis [28 octobre 1976] (p. 7195) : les crédits destinés à la desserte maritime de la Corse ; un budget en régression et un budget de désinvestissement ; (p. 7196) : la stagnation des dotations de crédits affectés aux trois groupes de programmes les plus importants ; la diminution des autorisations de programmes pour les pêches maritimes ; la baisse des crédits garantissant les emplois liés à la mer ; la baisse de la production des chantiers français ; la stratégie des trusts pétroliers ; le chômage ; la nouvelle société ; le *France* ; la lutte contre les pavillons de complaisance ; les garanties de sécurité ; la pollution ; l'emploi lié à la pêche ; (p. 7197) : ses propositions pour sortir les pêches maritimes de la crise.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures** (n° **2200**). **Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1795) : l'objet du projet de loi ; les raisons du retard pris dans l'inclusion dans le droit interne des dispositions de la convention du 29 novembre 1969 ; l'insuffisance du projet de loi ; (p. 1796) : le risque représenté par le pétrolier libérien *Andros Antares* ; la nécessité de s'attaquer aux causes, et notamment aux pavillons de complaisance ; le statut juridique de la compagnie navale des pétroles dépendant de la CFP ; l'insuffisance des moyens pour limiter les dommages et pour empêcher la dispersion du pétrole ; évoque des extraits d'une lettre de la fédération CGT d'officiers de la marine marchande « Pont-machines-radio » ; les incidences de l'industrie pétrolière sur l'environnement telles qu'elles ressortent des études d'un séminaire organisé par le PNUE ; le blocus du port du Havre ; la non-régression des pollutions d'origine industrielle ; le programme commun, meilleur programme de défense de l'environnement et du cadre de vie.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3430) : les caractéristiques de la crise du capitalisme mondial ; la crise du commerce maritime international ; la situation de la réparation navale ; la crise de la construction navale ; le niveau des commandes nouvelles ; la place de la France ; le tonnage de la flotte francaise ; (p. 3431) : le rôle du pavillon francais ; la place de la France dans le classement mondial de la réparation navale ; les difficultés rencontrées par les ports de réparation navale ; la construction d'un centre moderne de réparation navale au Havre ; la part de la France dans la construction navale ; le nombre des chantiers français ; les structures industrielles de la construction navale ; l'annonce par M. Cavaillé de réduction d'emplois ; l'importance de l'aide publique accordée à la construction et à la réparation navales ; la réapparition des aides publiques nationales interdites par la Communauté

économique ; (p. 3432) : l'objet du contrat professionnel du 6 août 1968 ; la productivité des travailleurs des cinq grands chantiers français ; les crédits publics affectés aux Chantiers de l'Atlantique ; le refus par un chantier du Havre de réaliser des travaux de construction et de réparation navales pour la RDA ; affirme son soutien à la lutte des travailleurs contre les licenciements ; le retour aux quarante heures ; l'élaboration d'une convention collective nationale ; le programme commun.

— **Rappel au règlement** [7 juin 1977] (p. 3440) : référence à la déclaration de M. Cavaillé, secrétaire d'Etat, relative aux emplois dans la construction navale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6417) : l'insuffisance des crédits affectés à la culture ; la situation des maisons de la culture ; l'augmentation des crédits de fonctionnement ; l'insuffisance des subventions aux théâtres nationaux ; l'expérience de la maison de la culture du Havre ; l'insuffisance des crédits de fonctionnement affectés aux maisons de la culture ; le bilan de l'action des maisons de la culture ; la remise en cause de la parité des subventions entre l'Etat et les collectivités locales ; le blocage de la masse salariale des personnels des maisons de la culture ; l'engagement du Gouvernement de majorer la subvention des centres dramatiques ; les conditions d'une véritable politique culturelle ; (p. 6418) : la fonction irremplaçable de la création artistique et littéraire dans la société ; le vote hostile du groupe communiste ; (p. 6422) : les conditions expliquant le retard de la construction de la maison de la culture du Havre.

Equipement et aménagement du territoire. — Transport - V. **Marine marchande,** rapporteur pour avis [17 novembre 1977] (p. 7631) : l'évolution des crédits ; les dépenses ordinaires ; les autorisations de programme ; les crédits affectés à la flotte de commerce ; les désarmements ; l'abandon du marché des croisières ; le trafic trans-Manche ; la part du pavillon français dans le trafic maritime ; le problème des pavillons de complaisance ; la situation des pêches maritimes ; la situation des armements ; le développement de l'aquaculture ; l'équipement naval ; la faiblesse du nombre des commandes nouvelles ; (p. 7632) : la situation des travailleurs de la construction et de la réparation navale ; le plan européen de la construction navale ; l'aide aux armateurs français ; les subventions à la SNSM ; la réduction des effectifs des marins et des officiers ; l'avis défavorable de la commission à l'adoption des crédits de la marine marchande.

DUROURE (Roger)

Député des Landes
(1re circonscription)
(PSRG).

A été proclamé élu le 16 septembre 1973.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 octobre 1973] (p. 3958).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [23 octobre 1973] (p. 4688).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 octobre 1973] (p. 3992), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 944) autorisant des **nominations dans le corps des contrôleurs divisionnaires** des transmissions du ministère des armées au titre des années 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973 (n° 1062) [13 juin 1974].

QUESTIONS

• *intervention lors de la discussion sur les questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° 19568), **Le Theule** (n° 19715), **Villon** (n° 19718), **Max Lejeune** (n° 19761), **Chevènement** (n° 19796) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2961) : le drame national que constitue le fossé entre l'armée et la nation ; réconcilier les Français et l'armée ; le service militaire lien privilégié ; la progression de l'idée de l'armée de métier ; le danger d'une telle évolution ; le nécessaire esprit de défense ; l'inoccupation des appelés ; créer une véritable force de mobilisation populaire ; prévoir une meilleure intégration des appelés ; le rôle de la préparation militaire et les périodes de réserve ; la rapidité de la mobilisation qu'autoriserait une véritable organisa-

tion des réserves ; la possible réduction de la durée du service militaire ; donner une place accrue au contingent dans l'encadrement de l'armée ; (p. 2962) : recruter les engagés à l'issue du service militaire ; reconnaître aux appelés les libertés fondamentales ; leur donner des responsabilités de gestion ; prévoir des hommes de confiance ; la réorganisation du service militaire, clé d'une réorganisation générale de l'armée.

• *question au Gouvernement :*

— **Recrutement de hauts fonctionnaires par des entreprises privées** [8 juin 1977] (p. 3495) : engagement comme directeur adjoint de la société Dassault d'un ancien haut fonctionnaire avant le délai de cinq ans exigé par la loi ; faire respecter l'article 175-1 du code pénal.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38952**) : **Enseignement agricole** [17 juin 1977] (p. 3974) : la mise en place d'une importante réforme des structures administratives et pédagogiques de l'enseignement technique agricole public ; le projet de réforme existant sous la forme d'un document dénommé « plan global d'aménagement » ; la carte scolaire réalisant une répartition géographique du territoire entre le secteur public et le secteur privé.

• *question au Gouvernement :*

— **Utilisation des moyens de transport officiels** [16 novembre 1977] (p. 7496) : la présence du candidat du rassemblement pour la République aux prochaines élections législatives au côté de M. Rufenacht lors de son voyage officiel dans les Landes.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Après l'Article premier** (p. 6492) : son amendement tendant à préserver l'appellation des vins AOS.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [4 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6573) : *rappel au règlement :* conteste l'irrecevabilité de l'amendement de M. Bernard-Reymond.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [6 décembre 1973] (p. 6705) : prend note des propos du ministre du commerce et de l'artisanat. **Discussion des articles. Article 5** (p. 6714) : ses observations sur l'expression « égalité devant l'impôt ».

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article L 617-21 du code de la santé publique** (p. 2679) : sur les amendements n° 92 de M. Darinot, n° 101 de M. Morellon : la possibilité pour le Gouvernement de contrôler.

— **Projet de loi relatif aux secrétaires administratifs des armées** (n° **810**). **Discussion des articles** [14 juin 1974]. **Article premier** (p. 2723) : pour l'amendement n° 3 de M. Crespin prévoyant les reconstitutions de carrière.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs divisionnaires des transmissions** (n° **944**), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2724) : présente le projet de loi ; parallélisme avec les préoccupations qui ont fait l'objet du projet de loi relatif aux secrétaires administratifs des armées. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2725) : présente l'amendement n° 2 de la commission relatif aux reconstitutions de carrière ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5657) : les menaces sur les parcs naturels régionaux ; risques de gaspillage des deniers publics ; les frais de fonctionnement à la charge des collectivités locales ; (p. 5658) : l'intérêt national des parcs régionaux justifie le maintien des subventions de fonctionnement de l'Etat au-delà de trois ans ; son amendement déclaré irrecevable ; (p. 5661) : son amendement n° 109 : proteste contre les détournements opérés sur le budget de l'environnement : réseau téléphonique de Chambord et musée du Creusot ; (p. 5662) : son amendement est retiré.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6135) : son amendement n° 133 relatif à l'enseignement agricole privé ; rejeté par scrutin public ; (p. 6136) : son amendement n° 146 relatif aux eaux et forêts ; (p. 6140) : rejeté.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6802) : les mécanismes de contrôle qui garantissent un meilleur emploi des crédits d'investissement de l'Etat ; (p. 6803) : le contrôle technique

et le contrôle des prix opérés par le Centre national d'études des télécommunications (CNET) ; le démantèlement du CNET ; l'affectation de seulement 300 millions de francs aux crédits d'équipement ; la création de sociétés de financement supplantant la CNT (Caisse nationale des télécommunications) ; la nationalisation de la CGE et ITT-France prévue par le programme commun ; le refus des socialistes et des radicaux de gauche de voter le budget ; (p. 6815) : le chiffre réel des investissements du CNET ; l'insuffisance des investissements pour le téléphone ; le refus de voter les crédits de paiement.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4422) : son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière : la formation permanente, mission de l'éducation nationale ; son sous-amendement n° 134 : la laïcité, règle dans tous les établissements, conformément aux dispositions des constitutions républicaines ; devenus sans objet par adoption du sous-amendement n° 132 du Gouvernement. **Article 2** (p. 4424) : rappel au règlement ; stigmatise la confusion dans laquelle se déroule le débat ; s'élève au nom des députés socialistes contre l'irrespect du principe de la laïcité voté à l'article premier.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [30 octobre 1975]. **Article 29** (p. 7639, 7640) : un budget inadapté aux missions et aux effectifs des armées ; le malaise des jeunes du contingent et des cadres ; le projet d'armée nouvelle élaboré par le groupe socialiste ; son vote hostile sur le budget.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8096) : l'insuffisance des crédits consacrés aux parcs régionaux ; le transfert des charges au détriment des régions ; l'intérêt des parcs régionaux. **Examen des crédits. Après les Articles 28 et 61** (p. 8106, 8107) : est favorable à l'amendement n° 216 de M. Corrèze ; maintenir la liberté de circuler dans la nature.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8570) : la grève des PTT de 1974 ; les insuffisances graves du budget en matière de télécommunications ; (p. 8571) : la réduction des crédits d'études ; les contrats passés avec les entreprises privées ; les sociétés de financement privées ; possibilité de hausses de tarifs ; un budget qui est la poursuite du processus de privatisation et est générateur de gaspillage.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° 1174). **Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article 3** (p. 8988) : propose de supprimer la limite d'âge pour résoudre le problème de l'insuffisance du nombre des magistrats.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7476) : les parcs naturels régionaux ; le FIANE réservé à des investissements ; des besoins accrus ; le budget de fonctionnement d'un parc naturel régional ; l'aide de l'Etat inférieure aux besoins ; la loi du 5 juillet 1972 ; le décret ne déterminant pas les ressources ; l'effort de l'établissement public régional d'Aquitaine pour le parc des Landes de Gascogne ; la poursuite de la participation de l'Etat aux parcs naturels régionaux.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7524) : un budget soumis à l'impératif du freinage général des dépenses publiques ; la formation des hommes ; le déficit des postes d'enseignants ; les équipements ; la compression des autorisations de programme ; les services publics ruraux ; l'amputation des crédits destinés à l'amélioration des structures ; les SAFER ; un budget d'abandon ; le revenu agricole inférieur au SMIC ; les aliments du bétail ; la concurrence américaine ; (p. 7525) : son groupe refuse les orientations néfastes de la politique gouvernementale.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7751) : un budget d'application du statut et un budget de régularisation comptable ; les retards dans le domaine de la condition militaire ; l'amélioration de la condition des sous-officiers ; le prêt ; la révision annuelle, une mesure de justice sociale ; le projet de loi sur les cumuls ; (p. 7752) : le blocage de l'avancement ; le droit au travail ; le taux élevé des exemptions ; une armée de conscription inégalitaire, mais gravement sous-équipée et sous-entraînée ; les retraités ; les veuves de militaires ; le malaise du contingent et des cadres de carrière ; une réduction significative de la durée du service militaire ; la réduction des cadres de carrière ; le développement de la préparation ; un entraînement intensif ; les contrats de carrière courte ; une armée dont le coût des personnels serait compatible avec un budget d'équipement et d'entraînement modernes ; l'armée nouvelle ; une autre armée ; les deux amendements du parti socialiste relatifs à l'ajustement annuel de la solde du contingent et à la satisfaction des revendications des retraités et des veuves de militaires ; le service national.

Intérieur. Examen des crédits. Etat B - Titre IV [19 novembre 1976] (p. 8350) : les parcs naturels régionaux et leur régime particulier d'aide financière ; les crédits d'aide à la démoustication ; le montant de la subvention ; le chapitre d'imputation de ce crédit.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8422) : ses doutes au sujet de la correspondance entre les objectifs et les échéances ; la priorité des lignes rurales ; les lignes longues ; (p. 8423) : le cas d'Aquitaine ; les petits bureaux ; les « boutiques du téléphone » ; les services sociaux particuliers aux télécommunications ; l'utilisation de la caisse d'épargne et des chèques postaux ; cesser le recours aux sociétés de financement ; l'insuffisance de l'effectif des personnels ; la sous-traitance ; la formation du personnel ; la formation électronique ; Transpac ; TIT et TRT ; Télésystème ; la politique industrielle des télécommunications ; (p. 8424) : la restructuration de l'industrie des commutateurs ; Thomson ; la CGE ; la francisation ; Métaconta 11 F ; la concurrence d'ITT.

— **Fait personnel** [8 novembre 1976] (p. 7765) : précise qu'il n'a jamais parlé d'un dégagement des cadres de l'armée.

1977

— **Projet de loi relatif aux bois et forêts du département de la Réunion** (n° **2260**). **Discussion des articles** [14 avril 1977]. **Article premier** (p. 1803) : l'assimilation de la Réunion à un département français. **Article 2** (p. 1804) : le rendement de la taxe sur les défrichements. **Article 6** (p. 1806) : la légalité des méthodes d'exécution des expulsions par les agents de l'Office national des forêts ; la subordination des agents d'exécution de l'ONF au préfet. **Après l'Article 8** (p. 1807) : conditions de délivrance de l'autorisation des défrichements. **Article 28** (p. 1815) : le retard abusif apporté à l'application de nombreuses lois ; demande au ministre des assurances concernant la date de parution des décrets d'application.

— **Rappel au règlement** [16 juin 1977] (p. 3884) : la modification de l'ordre du jour par les présidents de commission ; la nécessité de s'en tenir aux décisions de la conférence des présidents.

— **Proposition de loi tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du code civil relatif à l'indivision conventionnelle** (n° **2953**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3885) : le respect de l'ordre établi par la conférence des présidents ; le caractère intolérable des procédés employés par le ministre et le président de la commission des lois.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° **2844**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3891) : son rappel au règlement ; l'alinéa 3 de l'article 89 du règlement ; la souveraineté de l'Assemblée ; l'inscription à l'ordre du jour de projets de loi importants : le projet de loi portant réforme des conseils de prud'hommes, le projet de loi sur le crédit à la consommation, le projet de loi sur l'informatique et les libertés ; (p. 3892) : l'examen par la commission des lois de textes mineurs ; la substitution à l'annulation définitive du permis de conduire d'une annulation automatique sur laquelle le juge devra se prononcer ; la position favorable au texte du groupe PSRG ; l'arsenal juridique existant en matière de répression de l'ivresse ; la nécessité d'une véritable action de prévention des accidents de la route ; l'atteinte à la liberté fondamentale de tout citoyen d'aller et venir ; l'efficacité de la proposition de loi ; prendre en compte la dimension humaine du problème ; (p. 3893) : l'utilisation par le président de la commission des lois de l'article 48 de la Constitution et de l'article 89-3 du règlement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6439) : l'inscription d'une ligne spéciale budgétaire relative aux parcs naturels régionaux ; la poursuite de la politique de désengagement progressif de l'Etat en faveur des établissements publics régionaux ; le partage des charges de fonctionnement ; (p. 6440) : le maintien de la subvention de l'Etat au tiers des dépenses de fonctionnement ; le montant exact des subventions d'équipement destinés aux parcs naturels régionaux. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** [20 octobre 1977] (p. 6444) : la stagnation des crédits affectés aux parcs naturels régionaux ; les conditions d'attribution des crédits du FIANE.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6663) : le budget de l'INRA ; le niveau des créations d'emplois ; le problème de la parité des indices des chargés de recherche et des maîtres assistants de l'enseignement supérieur ; le niveau des autorisations de programme ; l'enseignement agricole ; la carte scolaire ; la réorientation de l'enseignement technique agricole professionnel ; (p. 6664) : la création par M. Chirac d'une commission profession-ministère ; le plan global d'aménagement ; la formation des agriculteurs ; la dégradation des programmes de l'enseignement agricole ; l'insuffisance des créations d'emplois.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8809) : soutient la question préalable de M. Mexandeau ; le report de la discussion du texte ; la nécessité d'un débat sur l'enseignement agricole en général ; la non-publication de la carte scolaire agricole ; la non-consultation des organisations concernées ; (p. 8810) : question préalable repoussée par scrutin public. **Rappel au règlement** (p. 8818) : les dispositions de l'article 40 ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'ensemble du rapport n° 3299 ; l'imposition d'obligations supplémentaires aux services de l'Etat ; la création d'une charge publique supplémentaire au sens de l'article 40 de la Constitution ; la nature fallacieuse des recettes instituées en compensation ; l'irrecevabilité du texte.

DUTARD (Lucien)

Député de la Dordogne
(4e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Cesse d'appartenir à cette commission [26 juin 1973] (p. 2522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à aider les coopératives d'utilisation du matériel agricole à favoriser la modernisation et le développement des exploitations agricoles familiales** (n° 374) [24 mai 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat :*

— (n° 790) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2002, 2003) : efforts faits par les producteurs pour améliorer les techniques de production du tabac ; mise en place d'une politique contractuelle avec le SEITA.

• *intervention lors de la discussion sur les questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7710, 7711) : la crise frappant la Dordogne, les départements d'Aquitaine, la région Charente-Poitou et la région Midi-Pyrénées.

— **MM. Bayou** (n° 8), **Millet** (n° 18986), **Mayoud** (n° 18988), **Antoune** (n° 19001), **Maurice Cornette** (n° 19006) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2026) : situation catastrophique de la production des fruits ; nécessité de déclarer la Dordogne zone sinitrée ; problème des productions spécialisées (noix, fraise et truffe).

• *questions orales sans débat :*

— (n° 33726) : **Augmentation des fermages** [3 décembre 1976] (p. 8995) : les inconvénients de la loi de 1975 pour les preneurs modestes face aux exigences des bailleurs propriétaires non exploitants ; la situation de l'Eure-et-Loir.

— (n° **38614**) : **Equipement des communes rurales** [24 juin 1977] (p. 4220, 42221, 4222) : insuffisance des crédits d'équipement pour les communes rurales ; le dilemme des élus locaux : ne rien entreprendre ou augmenter la fiscalité locale.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **198**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 mai 1973]. **Article 2** (p. 1257) : son amendement tendant à définir un critère de représentativité des organisations professionnelles agricoles. **Article 6** (p. 1266) : son amendement : allocation des associés d'exploitations. **Article 8** (p. 1270) : son amendement tendant à faciliter le remplacement du chef d'exploitation par l'associé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2562) : abstention du groupe communiste en première lecture ; transformation de l'allocation de vieillesse en véritable retraite, généralisation du congé de formation professionnelle, son amendement tendant à l'octroi d'une subvention de l'ANDA, absence de critères de choix des organisations représentatives, cours professionnels polyvalents ruraux, centres d'information et de vulgarisation agricole, situation de ces centres en Dordogne ; (p. 2563) : son inquiétude quant à leur maintien, formation des aides familiaux, reclassement des maîtres, son opposition à la suppression de ces centres, décision du groupe communiste de s'abstenir.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5295) : insuffisance des crédits de l'enseignement agricole ; exprime ses sérieuses réserves sur l'équilibre budgétaire du BAPSA ; charge que l'on veut faire supporter par le régime général, déséquilibre démographique, déclaration du ministre de l'agriculture sur l'équilibre comptable du BAPSA en cas de rejet de l'article 11 de la loi de finances ; ses observations sur les utilisations, taxes de solidarité ; rappelle la controverse entre le secrétaire d'Etat aux finances et M. Vizet sur la transformation de cette taxe parafiscale en une véritable taxe fiscale ; ses observations sur la politique fiscale ; mesures à prendre en faveur des veuves et des veufs restant seuls sur l'exploitation ; rappelle les engagements de Provins : retraite vieillesse et retraite à soixante ans ; relèvement du plafond de recouvrement en faveur des agriculteurs les plus modestes ; conditions d'attribution de l'IVD ; conditions d'invalidité ouvrant droit à pension ; proposition de loi de son groupe relative au régime d'invalidité agricole.

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural et à la retraite de réversion des conjoints survivants des membres de la famille des chefs d'exploitations agricoles** (n° **449**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 novembre 1973]. **Article 4** (p. 6482) : opposition de son groupe à l'amendement du Gouvernement fixant au 1er juillet 1973 la rétroactivité de la retraite de réversion des conjoints survivants des aides familiaux.

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles** (n° **809**). **Discussion des articles** [11 juin 1974]. **Article premier** (p. 2591) : présente un amendement n° 5 signé de MM. Pranchère, Rigout et Villon : suppression de la limitation à cinq ans de la durée d'intervention des SAFER ; amendement repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6117) : les crédits d'équipement inutilisés ; le tabac, la noix et la fraise ; l'indemnisation des calamités agricoles ; les prêts bonifiés ; l'indexation des prix ; le classement de la Dordogne en zone de rénovation rurale ; l'abattoir de Sarlat ; les transferts de charges ; (p. 6118) : les industries agro-alimentaires ; les capacités de stockage ; l'hydraulique ; l'aménagement des grandes régions agricoles ; les investissements forestiers ; les SAFER ; les plans d'aménagement rural ; le FASASA ; le remembrement ; les bâtiments d'élevage ; une autre politique agricole définie par le programme commun ; ne votera pas le budget ; (p. 6144) : défend l'amendement n° 48 de M. Rigout relatif à l'assujettissement des gros agriculteurs au paiement des cotisations d'assurance maladie des exploitants.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1974] (p. 6863) : évoque les pensions de retraite et la nécessité d'examiner le rapport n° 831 de M. Tourné concernant la situation des retraites proportionnelles civiles ou militaires ; rappelle les dispositions d'aide à la profession agricole figurant dans le programme commun de la gauche.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Première lecture. Discussion des articles** [8 avril 1975] : **Article 6** (p. 1412) : son amendement n° 53 : substituer aux mots « un ou plusieurs descendants » les mots « un descendant » ; formulation imprécise de l'article 6 conduisant à certains abus ; repoussé ; [10 avril 1975] : **Article 10** (p. 1512) : son amendement n° 61 : supprimer tout reversement au bailleur du produit d'une sous-location à usage de vacances ; repoussé. **Article 12** (p. 1513) : son amendement n° 62 : autoriser le preneur à retourner les parcelles ou les mettre en herbe sans l'accord du bailleur et sans perte du droit à indemnité ; repoussé. **Article 18** (p. 1530) : son amendement n° 66 : supprimer l'article 18 ; encouragement donné par l'article « au pas-de-porte » ; repoussé. **Article 19** (p. 1532) : son amendement n° 67 : à la fin du texte substituer aux mots « un cinquième » les mots « un sixième » ; repoussé. **Article 22** (p. 1536) : son amendement n° 68 : entrée en vigueur de la loi le premier jour du mois qui suivra sa publication au *Journal officiel* ; (p. 1537) : danger que présente le texte du Gouvernement ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 juin 1975]. **Article 17** (p. 4276) : son amendement n° 12 : supprimer l'article 17 ; repoussé. **Article 18** (p. 4277) : son amendement n° 13 : supprimer l'article 18 ; repoussé.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**). **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1975] (p. 1595) : tendance générale à rejeter les propositions de loi communistes ; le projet marque un progrès par rapport aux textes antérieurs ; un problème complexe, évolutif ; ses principales étapes ; urgence dramatique de certains problèmes ; caractère transitoire du texte proposé ; le manque de démocratie des procédures envisagées, l'insuffisance des moyens financiers, les avantages de la proposition du groupe communiste ; (p. 1596) : la nécessité du remembrement. **Discussion des articles. Article 8** (p. 1614) : son amendement n° 12 : amélioration des crédits mis à la disposition des collectivités locales pour l'entretien de la voirie ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4354) : le recul dû aux modifications apportées par le Sénat en ce qui concerne l'élection démocratique des représentants des catégories sociales agricoles au sein de la commission communale de réorganisation foncière ; obtenir que les représentants des exploitants ou des propriétaires détiennent la majorité dans la commission communale. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 4356) : son amendement n° 8 : augmenter le nombre des représentants des agriculteurs à la commission communale de réorganisation foncière et de remembrement ; rendre son élection démocratique ; repoussé. **Article 11** (p. 4359) : considère que l'article 11 ne constitue qu'un engagement de principe et non un engagement chiffré.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 6** (p. 4459) : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction de l'article 6 ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [25 juin 1975]. **Article 3** (p. 4739) : son amendement n° 12 : mentionner les subventions du FORMA parmi les ressources dont peuvent bénéficier les organisations interprofessionnelles ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6438) : craint que le projet n'entraîne un nouveau transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales ; appelle l'attention sur les difficultés que connaissent les petits clubs ; insiste pour qu'ils soient exonérés de la TVA et voient leurs subventions doublées ; un projet qui n'est pas de nature à résoudre les problèmes du sport en France. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 10** (p. 6558, 6559) : s'étonne que l'article 40 ait été opposé à un amendement de son groupe tendant à assurer l'indépendance du mouvement sportif sans proposer de dépenses nouvelles.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7922) : ses observations relatives à la nécessaire réforme de l'indemnisation des calamités agricoles dans le sens d'une véritable solidarité professionnelle et nationale ; l'indemnisation rapide des agriculteurs de la Dordogne victimes des gelées.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Article 60** (p. 8731) : la crise de l'emploi en Dordogne ; la situation de la région de Sarlat.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2052) : la nécessaire protection des cours d'eau, lacs, étangs et nappes phréatiques ; la pollution de nos bel-

les rivières ; l'exploitation inconsidérée des gravières de la Dordogne ; regrette que le projet ne fasse explicitement référence à la sauvegarde des cours d'eau. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2062) : défend l'amendement n° 115 de M. Porelli : protection des sites d'intérêt géologique ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 2063) : soutient l'amendement n° 1 de M. Porelli : création d'un conseil scientifique de protection de la nature ; repoussé. **Avant l'Article 3** (p. 2073) : soutient l'amendement n° 116 de M. Porelli : prise en compte de la protection du patrimoine géologique national ; repoussé. **Article 3** (p. 2074) : défend l'amendement n° 117 de M. Porelli : introduire le mot « géologique » ; repoussé. **Article 4** (p. 2075) : son amendement n° 3 : fixation de la durée des interdictions relatives à la protection des espèces animales ; retiré ; son amendement n° 119 : précision relative à la fixation de l'étendue du territoire national ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 2076) : son amendement n° 120 : réglementation de la vente, de l'exportation, de l'échange de fossiles minéraux ; repoussé. **Article 8** (p. 2083) : défend l'amendement n° 5 de M. Porelli : caractère dérogatoire des prescriptions ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [29 avril 1976] (p. 2416) : modification de l'ordre du jour ; discussion du projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3931) : défend l'amendement n° 16 de M. Rigout : allègement de l'imposition en cas d'aliénation par force majeure ; repoussé ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4100) : propose d'exonérer de taxation sur les plus-values les petits et moyens propriétaires de terres agricoles, les petits exploitants agricoles étant contraints de vendre leurs terres au moment de la retraite ; leurs difficultés présentes du fait de la sécheresse [16 juin 1976]. **Article 6** (p. 4226) : soutient l'amendement n° 25 de M. Pranchère donnant le choix au contribuable de retenir pour l'année de l'imposition soit celle de la réalisation de l'expropriation, soit celle du paiement de l'indemnité ; adopté ; (p. 4228) : soutient l'amendement n° 26 de M. Pranchère ; se rallie à l'amendement n° 150 de M. Papon ; amendement n° 26 retiré [17 juin 1976]. **Article 7** (p. 4267) : estime que le paragraphe 3 de l'article 7 favorise à l'excès les non-résidents les plus fortunés ; le vote hostile du groupe communiste. **Article 8** (p. 4284) : défend l'amendement n° 17 de M. Pranchère tendant à dissocier les produits issus des terrains forestiers de ces terrains eux-mêmes ; retiré. **Article 10** (p. 4307) : soutient l'amendement n° 27 de M. Rigout ayant pour objet d'étendre à des familles de condition modeste l'exonération prévue au paragraphe 2 de l'article 10 ; précise que la disposition proposée vise exclusivement les terrains agricoles et forestiers et les personnes qui n'exerceraient pas une activité agricole comme activité p r i n c i p a l e ; réservé ; (p. 4309) : retire l'amendement n° 27.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Deuxième lecture. Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5128) : la gravité des conséquences de la sécheresse ; les i n t e r v e n t i o n s des communistes ; (p. 5129) : l'absence d'un débat sur la sécheresse ; les mesures d'urgence qui ont fait l'objet d'un vote du conseil général de la Dordogne ; l'avenir de l'agriculture en cause ; la refonte totale du VII^e Plan demandée par le comité de Guéret.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 7** (p. 6950) : défend l'amendement n° 14 rectifié de M. Pranchère fixant à 8 % le taux des remboursements forfaitaires afférents aux ventes de l'ensemble de la production agricole ; la taxation des grandes surfaces ; amendement n° 14 rectifié repoussé.

Deuxième partie :

Education [17 novembre 1976] (p. 8206) : l'enseignement pré-élémentaire ; la circulaire du 14 mai 1976 ; la règle des 35 inscrits ; le sous-équipement des départements à prédominance rurale ; l'insuffisance de la médecine préventive ; le personnel enseignant en congé de maladie et de maternité ; les charges imposées aux collectivités locales ; la TVA ; les dépenses de construction.

1977

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° 2871). **Discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3027) : la situation dramatique de l'emploi en Aquitaine ; la situation des entreprises Bordeaux-Sud et des vêtements Saint-Joseph ; l'emploi en Dordogne ; les conséquences du redéploiement industriel ; les fermetures d'entreprises ; les difficultés financières des collectivités locales ; la situation de l'emploi à Boulazac ; les difficultés financières des familles ; le développement du tourisme ; la nécessité de la transformation des structures économiques.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes (n° 2847). Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article premier** (p. 4497) : son amendement n° 29 : possibilité pour les SAFER de demander l'autorisation d'exploiter un fonds susceptible d'une mise en valeur agricole ; le renforcement du rôle des SAFER ; devenu sans objet. **Après l'Article 6** (p. 4508) : son avis favorable sur l'amendement n° 27 rectifié de M. Brocard ; les mérites de cet amendement.

— **Rappel au règlement** [27 octobre 1977] (p. 6710) : l'impossibilité pour l'Assemblée de se prononcer par scrutin public sur l'amendement n° 162 déposé par le groupe communiste dans le budget de l'agriculture, relatif à l'augmentation de la taxe des huiles et corps gras d'origine végétale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6679) : l'enseignement agricole ; la baisse des crédits d'équipement ; l'insuffisance des créations d'emplois ; les problèmes soulevés par les parents d'élèves du lycée agricole de Périgueux-Coulounieix ; l'absence de tout établissement public d'enseignement agricole dans l'arrondissement de Sarlat ; le pouvoir d'achat des bourses ; (p. 6680) : la suppression de l'enseignement général dans les programmes d'enseignement agricole ; la remise en question de la sécurité de l'emploi dans de nombreux secteurs paraagricoles.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8369) : les résultats de la politique foncière agricole ; la flambée du prix des terres ; l'éliminaion des petits exploitants ; les inégalités du revenu des exploitants agricoles ; la politique de financement du foncier ; l'aggravation des inégalités par les conditions d'attribution des prêts bonifiés ; le statut des baux ruraux ; la législation sur les cumuls ; l'action des SAFER ; l'insuffisance de la représentation démocratique des agriculteurs ; l'exercice du droit de préemption ; la nécessité d'une autre politique agricole ; le revenu des exploitants familiaux ; la politique du crédit ; réduire la pression de la demande sur le marché foncier ; la réforme des SAFER ; leur décentralisation ; la démocratisation de leur gestion ; la rétrocession des biens acquis soit en propriété, soit à bail ; (p. 8370) : le caractère électoraliste du projet de loi. **Commission mixte paritaire. Explication de vote** [21 décembre 1977] (p. 9168) : l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 8** (p. 8446) : son amendement n° 18 soutenu par M. Jarosz : interdiction de l'augmentation des prix des produits pesticides et phytosanitaires destinés à un usage agricole durant l'année 1978 et réintégration de certaines provisions et des amortissements dans le bénéfice imposable des sociétés dont l'activité principale est la fabrication et la fourniture des produits nécessaires à l'agriculture ; repoussé ; (p. 8447) : son amendement n° 19 soutenu par M. Canacos : interdiction de toute augmentation du prix des engrais à usage agricole durant l'année 1978 et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; repoussé.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8815) : la résurgence d'un faux débat sur l'enseignement privé ou public ; le caractère électoraliste du texte ; la diminution catastrophique du revenu des travailleurs ; le délabrement de l'activité économique dans les campagnes ; la misère de l'enseignement agricole public ; la non-publication de la carte scolaire ; la suppression progressive de l'enseignement général dans les programmes ; la sélection ; la suppression de certaines filières jugées non directement rentables ; la fermeture progressive des portes d'accès conduisant à l'enseignement supérieur ; les problèmes de fonctionnement des établissements ; la pauvreté des crédits affectés à l'enseignement agricole public ; l'absence de création de postes nouveaux ; le licenciement des professeurs non titulaires ; (p. 8816) : la position du groupe communiste ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [21 décembre 1977] (p. 9152) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Troisième lecture.**

Explications de vote [21 décembre 1977] (p. 9179) : le vote hostile du groupe communiste.

DUVILLARD (Henri)

Député du Loiret
(1re circonscription)
(UDR, puis NI, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe de l'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'appartenir au groupe d'union des démocrates pour la République [30 mai 1974] (p. 2342).

S'apparente au groupe du rassemblement pour la République (*J.O.* du 16 février 1977) (p. 942) [2 avril 1977] (p. 1462).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [30 mai 1974] (p. 2342).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494).

Cesse d'appartenir à cette commission [30 mai 1974] (p. 2342).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Barrages de régularisation du cours de la Loire** [23 juin 1976] (p. 4550) : les dommages causés par la sécheresse dans le Loiret ; situation des horticulteurs et arboriculteurs ; le retard apporté à l'exécution des travaux destinés à régulariser le débit du fleuve.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4525) : pressions exercées sur les parlementaires (discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat), demande que le président élève une protestation solennelle.

E

EHM (Albert)

Député du Bas-Rhin
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

A donné sa démission de membre de cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1510) autorisant la ratification du **protocole** portant amendement de la **convention unique sur les stupéfiants** de 1961 (n° **1632**) [13 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1955), autorisant l'approbation de la **convention consulaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire, signée à Paris le 24 mai 1974 (n° **2013**) [27 novembre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XIV : Travail et formation professionnelle (travail)** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5668) : professeurs d'éducation générale des CEG et des CES; situation des personnels non titulaires ; (p. 5669) : circulaire ministérielle du 27 mars 1973 ; rénovation pédagogique ; moyens financiers des familles ; aide de l'Etat à l'enseignement privé ; classes maternelles en Alsace ; enseignement de la langue allemande ; autonomie du CET industriel de Sélestat.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5947) : importance des hôpitaux de deuxième catégorie et des hôpitaux ruraux ; réforme budgétaire de 1970 ; insuffisance numérique des cadres hospitaliers ; temps de travail et conditions de travail ; carte hospitalière ; secteur du centre hospitalier de Sélestat ; création d'une école d'infirmières et d'un centre de santé ; ses observations sur l'équipe médicale et le service de chirurgie.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5565) : le projet de loi sociale ; inquiétude des cadres des établissements de soins et d'hébergement des personnes âgées ; risques d'une scission entre l'hôpital et la maison de retraite surtout dans les hôpitaux ruraux et certains centres hospitaliers de deuxième catégorie ; création d'écoles de cadres pour la formation d'infirmiers et d'infirmières ; la situation des internes des hôpitaux des régions sanitaires ; (p. 5566) : la carte sanitaire ; le centre hospitalier de Sélestat.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5863) : ses observations relatives à l'enseignement technique ; la situation dans le Bas-Rhin et plus généralement en Alsace ; les difficultés liées à la question linguistique en Alsace dans les classes maternelles ; ses observations sur les 10 % pédagogiques.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5943) : la promotion industrielle des régions suppose un rôle actif des universités ; la dimension européenne de l'enseignement universitaire ; le rôle d'avant-garde que pourrait prendre l'université de Strasbourg.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6056) : la sélection animale ; l'encadrement du crédit ; l'enseignement et la formation ; la situation betteravière en Alsace.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6377) : créer un ministère de la science ; ses observations sur les orientations de toute politique de recherche scientifique et d'industrialisation ; les rapports entre l'industrialisation et la qualité de la vie ; (p. 6378) : la garantie de l'emploi reste une priorité fondamentale ; situation de l'Alsace ; la politique d'industrialisation est aussi une affaire régionale.

Equipement et urbanisme (crédits du ministère de l'équipement) [16 novembre 1974] (p. 6554) : demande que l'on assure à la région Alsace de meilleures communications ; (p. 6555) : les collectivités locales ne peuvent accroître leur effort en ce domaine et la région ne peut se substituer à l'Etat ; une nouvelle politique de l'urbanisme suppose une autre politique de financement.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6752) : promouvoir les villes moyennes et les grands centres ruraux ; l'équilibre entre villes et campagnes ; les services publics ruraux ; la démocratie locale ; les finances locales ; les personnels communaux ; (p. 6753) : l'inquiétude des fonctionnaires de police ; la taxe de 4,25 % sur les sociétés mutualistes ; l'aménagement de la région d'Alsace.

1975

— **Projet de loi relatif au protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants** (n° **1510**), rapporteur. **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3108) : la convention unique sur les stupéfiants de 1961 ; les détournements d'opium sur les zones de culture du pavot ; l'apparition de drogues psychotropes ; (p. 3109) : l'ancienneté de la réglementation sur la production des drogues ; les dispositions prévues par le protocole ; les conséquences du protocole sur le plan interne ; les lois du 31 décembre 1975 et du 10 mars 1927 ; la fidélité de la France à la convention de 1936 ; la production française de pavot à œillette ; les problèmes posés par les évaluations relatives aux établissements fabriquant des stupéfiants scientifiques ; les limites du nouveau système conventionnel ; le lien entre la production de drogue et les difficultés du développement de certains pays ; le caractère restreint des sanctions prévues ; l'abandon de l'idée d'une inspection internationale ; (p. 3110) : les réserves qu'appelle le protocole ; la lenteur de la ratification française ; le nombre important d'Etats n'ayant pas adhéré à la convention unique ; le rôle du Conseil de l'Europe ; utiliser de façon plus efficace les traités en vigueur.

— **Projet de loi relatif à l'adhésion de la France à la convention établissant une commission interaméricaine du thon tropical** (n° **1599**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3112) : la création de la commission interaméricaine du thon tropical en 1949 ; l'existence en Californie d'un laboratoire dépendant de la commission ; l'importance de l'adhésion de la France pour l'industrie thonière.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Culture [3 novembre 1975] (p. 7747) : les objectifs d'une politique culturelle efficace ; le manque de moyens de l'action culturelle ; s'orienter vers la régionalisation ; (p. 7748) : le rôle de la décentralisation culturelle ; créer des relais culturels dans les villes moyennes ; l'effort nécessaire à l'égard des bibliothèques municipales.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7910) : rappelle la nécessité de poursuivre les opérations de remembrement et d'équipement pour lesquelles les crédits budgétaires risquent d'être insuffisants ; juge inéquitables les conditions de remboursement de la TVA aux agriculteurs ; réclame pour la viande

et le vin une politique audacieuse de relèvement des prix ; souhaite qu'en Alsace des mesures soient prises pour éviter la transformation des terres agricoles en terrains industrialisés ou urbanisés ; les difficultés du régime de protection sociale agricole particulier à l'Alsace.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8094) : le refus par l'Etat du prix de la qualité de la vie ; l'accroissement des charges des collectivités locales ; l'importance d'un changement des mentalités ; (p. 8095) : réconcilier économie et écologie ; la définition des schémas globaux d'aménagement ; l'exemple de l'Alsace.

Education [12 novembre 1975] (p. 8200) : l'absence de construction en Alsace de tout nouvel établissement d'enseignement technique ; la lourdeur de la tâche des directeurs de CET ; (p. 8201) : la faiblesse de recrutement des apprentis et l'avenir de l'artisanat alsacien ; ouvrir en Alsace des classes pour les déficients intellectuels légers ; donner une aide accrue aux familles ; la non-application du décret relatif aux forfaits d'externat.

1976

— Projet de loi de finances pour 1977 (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7295) : l'humanisation des hôpitaux ; la création d'écoles d'infirmières ne résolvant pas tout ; la carte sanitaire ; le prix de journée.

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7474) : la réduction des moyens d'intervention de l'Etat dans le domaine de l'environnement ; la faiblesse des structures de l'administration difficilement conciliable avec les tâches à accomplir ; promouvoir une action économique et sociale au service de l'homme ; un problème d'information ; (p. 7475) : une tâche grande et passionnante ; la nécessité de textes législatifs et réglementaires ; la qualité de la vie liée aux problèmes de santé, d'hospitalisation, d'éducation, de culture ; la pollution des rivières ; l'Alsace ; la nappe phréatique du Rhin ; la mort des poissons.

Agriculture. — FORMA, BAPSA (4 novembre 1976] (p. 7544) : la région d'Alsace ; l'austérité de certains secteurs masquée par la faible augmentation du budget pour 1977 ; la diminution des crédits d'équipement ; le remembrement ; les SAFER ; la région Alsace plus particulièrement touchée ; (p. 7545) : le transfert des charges de l'Etat aux collectivités locales ; la faible augmentation des crédits de l'enseignement ; le BEPA ; formation professionnelle souhaitée pour tous les enfants d'agriculteurs ; l'indemnisation spéciale de montagne ; le Bas-Rhin ; les montants compensatoires ; les exportations alsaciennes vers l'Allemagne ; l'aide de l'Etat au régime d'assurance agricole dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle ; son institutionnalisation demandée par les caisses d'assurance accidents agricoles.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7871) : la situation des étudiants ; l'orientation et l'aide sociale ; les bourses ; la revalorisation du travail manuel ; (p. 7872) : l'ouverture de l'université sur l'extérieur ; le CESA ; la région ; une société sans obligation ni sanction.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8020) : l'agence nationale pour l'emploi ; le chômage des jeunes ; les modalités du départ à la retraite ; la situation des femmes, des mutilés du travail, de ceux qui accomplissent des travaux insalubres et pénibles ; le montant des retraites ; les pensions de réversion des veuves âgées de soixante-cinq ans ; (p. 8021) : les accidents du travail et les maladies professionnelles ; le grave problème du déficit de la sécurité sociale ; le décret du 21 novembre 1975 fixant le nouveau régime applicable en matière de délivrance et de renouvellement des permis de travail ; votera le budget.

Education [17 novembre 1976] (p. 8199) : la pédagogie de l'enseignement technique ; la résorption de l'auxiliariat ; l'amélioration des conditions de travail, du nombre d'élèves par classe ; les équipements ; une formation continue sérieuse et obligatoire ; les CET ; le personnel des lycées techniques ; les bourses ; les écoles maternelles ; les difficultés financières des petites et moyennes communes ; la qualité des constructions scolaires ; leur architecture ; le choix de leur implantation.

1977

— Projet de loi de finances pour 1978 (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat [19 octobre 1977] (p. 6373) : l'augmentation des crédits du département ministériel de l'artisanat et du commerce ; l'entrée des jeunes dans le secteur artisanal et commercial ; la nécessité de relever la limite de déduction du salaire du conjoint ; l'urgence de l'harmonisation des régimes de sécurité sociale des salariés et des non-salariés ; (p. 6374) : la nécessité de la création d'un régime de retraite complémentaire et d'une amélioration de la couverture d'assurance maladie ; l'alignement des impositions des artisans et des commerçants sur celles des salariés ; l'égalité fiscale ; rendre plus attractifs les centres de gestion agréés ; le financement

de la formation continue dans les entreprises artisanales occupant moins de dix salariés ; dégager les moyens financiers nécessaires.

Education [27 octobre 1977] (p. 6742) : l'évolution des crédits d'équipement et les critères d'attribution des bourses ; la réduction des dotations pour le premier degré ; (p. 6743) : les difficultés financières des petites et moyennes communes ; la situation du personnel enseignant ; la réduction des crédits de l'IREM ; la situation des proviseurs des lycées d'enseignement professionnel.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6977) : le projet de budget ; l'insuffisance de l'accroissement des effectifs dans le secteur hospitalier ; l'humanisation des hôpitaux ; la carte hospitalière ; la création d'hôpitaux de deuxième catégorie ou d'hôpitaux ruraux ; l'inscription du secteur de Sélestat dans la carte sanitaire d'Alsace ; la nécessité de la présence des chefs de service d'hôpitaux ; le développement de la médecine scolaire ; le recrutement des assistantes sociales dans le secteur public ; la création d'un SAMU dans le département du Bas-Rhin.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7085) : l'absence de moyens pour la promotion du développement naturel du sport ; l'éducation physique à l'école ; le retard de la région Alsace en matière de postes d'enseignants d'éducation physique et sportive ; l'évolution des crédits budgétaires affectés aux installations sportives ; la récupération de la TVA par l'Etat ; le rôle capital joué par les clubs sportifs en milieu rural ; les difficultés des collectivités locales pour assurer le fonctionnement des équipements sportifs, scolaires ou extrascolaires ; (p. 7086) : créer un corps de moniteurs et d'entraîneurs de sport ; le vœu du comité d'action pour le développement de la pratique sportive relatif à la création d'un fonds spécial pour le développement du sport.

Travail, rapporteur pour avis [14 novembre 1977] (p. 7331) : la gravité de la situation de l'emploi ; la nature sociologique des chômeurs ; l'évolution internationale du chômage ; (p. 7332) : l'effet des mesures en faveur de l'emploi ; l'inclusion de l'action du ministère du travail dans le cadre d'une politique d'ensemble du Gouvernement ; l'effort de solidarité en faveur des chômeurs ; le fonds national de chômage ; le système d'indemnisation ; l'aide aux catégories défavorisées ; les handicapés ; promouvoir une politique de l'emploi ; l'agence nationale pour l'emploi ; l'AFPA ; le fonds national de l'emploi ; l'adoption des offres et demandes d'emploi ; développer la capacité de formation de l'AFPA ; les aides à la mobilité ; (p. 7333) : politique du travail ; le contrôle de la réglementation du travail ; l'amélioration de la justice prud'homale ; l'avis favorable de la commission sur les crédits du ministère du travail.

EHRMANN (Charles)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement, le 13 février 1976, de M. Médecin nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 14 février 1976] (p. 1063) [2 avril 1976] (p. 1272).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants (*J.O.* du 24 mars 1976) (p. 1786) [2 avril 1976] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1976] (p. 1278).

Donne sa démission de membre de cette commission [14 avril 1976] (p. 1779).

Membre de la commission de la production et des échanges [14 avril 1976] (p. 1779) [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la délivrance du certificat de conformité au **permis de construire** (n° **2168**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser le paiement de l'**impôt sur le revenu** par la remise d'œuvres d'art, de livres, d'objets de collection ou de documents de haute valeur artistique ou historique (n° **2284**) [12 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2611) relatif à l'application de la **Convention sur la délivrance de brevets européens,** faite à Munich le 5 octobre 1973 (n° **2801**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2609) relatif à l'application du **traité de coopération en matière de brevets** fait à Washington le 19 juin 1970 (n° **2802**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 2767) concernant l'application de la **convention** relative au **brevet européen** pour le Marché commun **(convention sur le brevet communautaire)** faite à Luxembourg le 15 décembre 1975 (n° **2811**) [20 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à aggraver les peines encourues par les trafiquants de **drogue** (n° **3185**) [3 novembre 1977].

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [3 novembre 1976] (p. 7439) : la municipalité de Nice ; son stade d'athlétisme du parc des sports ; (p. 7440) : le complexe Gorbella ; les 23.000 professeurs d'éducation physique ; la section sport-étude ; les clubs amateurs ; le problème de la relève ; la fédération française d'athlétisme ; le club de handball et ses frais.

— **Rappel au règlement** [8 décembre 1976] (p. 9076) : non-inscription à l'ordre du jour du projet de loi complétant et modifiant le code minier.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1715) : les conditions de discussion du texte du projet de loi ; les problèmes posés par l'augmentation du prix de l'énergie ; le sacrifice trop rapide des ressources intérieures ; l'installation de la métallurgie sur l'eau ; le ralentissement de la production charbonnière française ; les problèmes écologiques ; le département des Alpes-Maritimes ; le tissu d'entreprises industrielles du département ; l'inquiétude de la profession de production de granulats ; la suffisance des protections législatives existantes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application du traité de coopération en matière de brevets fait à Washington le 19 juin 1970** (n° **2609**), rapporteur. **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2439) : la gravité de la situation des brevets en France ; la facilité d'obtention de brevets français ; la répartition par nationalité des brevets ; le dépôt de brevets en France par les sociétés multinationales ; leur exploitation au détriment des PMI ; le projet de loi relatif à l'application du traité de Washington ; l'extension du bénéfice de la loi d'application aux TOM. **Discussion des articles. Article 10** (p. 2441) : son amendement n° 1 : liste des territoires d'outre-mer auxquels est applicable la loi ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application de la convention sur la délivrance des brevets européens faite à Munich le 5 octobre 1973** (n° **2611**), rapporteur. **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Après l'Article premier** (p. 2442) : son amendement n° 4 : conditions de délai de mise à charge de l'institut national de la propriété industrielle, de la traduction et de la publicité en français des abrégés ; adopté. **Article 5** (p. 2443) : son amendement n° 2 : modalités de dépôt des demandes de brevets européens auprès des centres régionaux de l'INPI ; la procédure de dépôt de demandes de brevets européens ; les textes gouvernementaux relatifs au dépôt du brevet européen dans les préfectures ; les services régionaux de l'INPI ; adopté ; les inconvénients du dépôt de demandes de brevets européens auprès des préfectures. **Article 16** (p. 2444) : son amendement n° 3 : liste des TOM auxquels la loi est applicable ; adopté.

— **Projet de loi concernant l'application de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire) faite à Luxembourg le 15 décembre 1975** (n° **2767**), rapporteur. **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Après l'Article premier** (p. 2445) : son amendement n° 1 : modalités de mise à charge de l'institut national de la propriété industrielle de la traduction et de la publicité en français des abrégés ; adopté. **Après l'Article 4** : son amendement n° 2 : liste des TOM auxquels la loi est applicable ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3457) : l'étendue du sujet ; (p. 3458) : la description du Français par Kayserling ; l'enjeu des problèmes maritimes ; le nombre des Français habitant le littoral ; la gravité de la situation de la pêche ; le développement de la navigation de plaisance ; ses conséquences sur les fonds marins ; les conséquences de l'urbanisation et de l'industrialisation ; les transports des produits pétroliers ; la pollution marine ; l'analyse du CERBOM ; la poursuite de l'industrialisation ; la complexité des problèmes posés par l'aménagement du littoral et par la préservation du milieu maritime ; la nécessité

d'un meilleur contrôle ; l'arbitrage des collectivités locales ; la lutte contre la pollution ; l'exploitation du pétrole ; la réouverture et l'approfondissement du canal de Suez ; la reconstitution des zones de pêche ; substituer l'élevage à l'exploitation systématique ; donner des compensations aux travailleurs de la mer ; (p. 3459) : le dépôt d'une proposition de loi prévoyant l'institution d'un permis de pêche et l'imposition d'une redevance aux plaisanciers ; la qualité de l'eau ; la propreté des eaux du lac d'Annecy ; l'augmentation des coûts de l'entreprise Montedison ; le problème des rejets ; l'urbanisation ; la mission du conservatoire national du littoral ; réaliser un plan d'occupation du littoral ; la nécessité de l'information des citoyens ; créer un plan d'aménagement du littoral français ; le projet de Valborne, Sophia, Antipolis.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6865) : le projet d'indemnisation des rapatriés ; (p. 6866) : les Alpes-Maritimes, département d'accueil de rapatriés ; les difficultés sociales et psychologiques rencontrées par les rapatriés ; l'intégration des israléites et des harkis ; l'apport démographique, intellectuel et économique des rapatriés.

Commerce extérieur [4 novembre 1977] (p. 7037) : l'importance du commerce extérieur de la France ; sa fragilité ; (p. 7038) : la suppression de la possibilité d'une compensation du déficit commercial par les revenus du tourisme ou ceux des capitaux placés à l'étranger ; la diminution des importations ; les importations d'énergie et de matières premières ; l'obligation d'une monnaie solide ; arrêter les importations provenant des firmes installées pour bénéficier de conditions avantageuses de main-d'œuvre ; la lutte contre le dumping ; les conséquences d'un éventuel élargissement du Marché commun ; le reconquête du marché intérieur ; s'adresser en priorité aux pays exportateurs de pétrole à forte capacité importatrice ; le déficit commercial vis-à-vis de l'Allemagne et des Etats-Unis ; l'endettement des pays de l'Est.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p.7074) : les créations de postes d'enseignants; le cas de la ville de Nice ; les problèmes de création de terrains de sport ; la création d'un centre d'accueil de sportifs étrangers ; la création d'une banque facilitant l'achat du foncier par les collectivités locales ; la priorité du sport à l'école ; l'utilisation des installations sportives scolaires par les clubs ; la situation des clubs ; le soutien des clubs par les professeurs d'éducation physique ; les conditions de nomination des professeurs moniteurs d'éducation physique dans les clubs de la côte d'Azur ; (p. 7075) : la nécessité de trouver des ressources extra-budgétaires.

Universités [8 novembre 1977] (p. 7140) : la part des crédits réservée à l'Université dans le budget national ; l'évolution des moyens ; l'évolution des crédits affectés à la recherche ; les crédits d'équipement ; la position du Gouvernement sur l'autonomie de l'Université ; l'adaptation de la carte universitaire au développement des régions ; l'adéquation du système des GARACES ; les problèmes spécifiques de l'université de Nice ; ses problèmes d'équipement.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 5** (p. 8069) : sa demande d'une indemnisation complète et d'une amnistie totale en faveur des rapatriés ; l'application des dispositions de l'article 5 aux personnes dont un des descendants ou descendants est mort pour la France.

ELOY (Didier)

Député du Nord
(23e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 30 juin 1977 [*J.O.* du 1er juillet 1977] (p. 3492).

Son éloge funèbre est prononcé [11 octobre 1977] (p. 6038).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **femmes salariées** d'une **réduction de l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite** de l'assurance vieillesse à raison d'un an par enfant légitime, naturel, reconnu, adoptif ou issu d'un premier mariage du mari et élevé pendant sa minorité (n° **1209**) [9 octobre 1974].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Récolte des pommes de terre et des betteraves dans le Nord et le Pas-de-Calais** [11 décembre 1974] (p. 7674).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à la retraite de réversion en agriculture** (n° **449**). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2559) : non prise en compte par le Gouvernement de la proposition de loi n° 416 présentée par le groupe communiste ; bénéfice des prestations d'invalidité accordé au conjoint du chef d'exploitation ; proposition de loi n° 409 du groupe communiste sur l'attribution de l'IVD, réforme de l'IVD.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6041) : l'enseignement agricole ; (p. 6042) : les bourses ; la formation professionnelle ; l'INRA ; les établissements agricoles de Dijon-Quetigny, de Saint-Affrique, de Saint-Flour, de Rennes-Trois-Croix et de Rennes-Coëtlogon ; l'asphyxie dénoncée par le syndicat national de l'enseignement agricole public ; la carte scolaire ; pour une loi-programme de l'enseignement agricole et de la recherche agronomique.

1975

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Discussion des articles** [29 avril 1975]. **Article 2** (p. 2216) : son amendement n° 2 : substituer aux mots « régime général des assurances sociales », les mots « régime de la sécurité sociale militaire » ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, sur le développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6526) : conteste le caractère novateur du projet ; les propositions de progrès faite par les communistes en matière sportive ; l'impasse dans laquelle se trouve l'éducation physique et l'impossibilité pour le projet actuel de remédier à cet état de choses ; le recrutement des sportifs dans les classes aisées ; l'exclusion des femmes des activités sportives ; le manque de moyens, élément essentiel de cette situation de carence ; la pénalisation des amateurs de sport par le jeu de la taxe additionnelle ; l'insuffisance « ridicule » des crédits consacrés à la formation des athlètes de compétition ; un projet qui n'apporte que l'illusion du changement et est mal accueilli par les intéressés.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés : Article 60 [19 novembre 1975] (p. 8730) : l'article 60, dispositif qui vise à satisfaire les appétits des grands monopoles et à favoriser le « pillage » des fonds publics ; les méfaits de la politique du Gouvernement que subissent les travailleurs de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe et du bassin de la Sambre ; (p. 8731) : le développement considérable du chômage partiel ; un budget qui entérine les avances consenties par le plan de relance ; la répression, seule réponse du Gouvernement aux mouvements revendicatifs.

EYRAUD (Louis)

Député de la Haute-Loire
(2e circonscription)
(PSRG).

Elu le 14 novembre 1976 en remplacement de M. Jean-Claude Simon, décédé ; le suppléant de ce dernier étant lui-même décédé.

L'Assemblée prend acte de son élection [16 novembre 1976] (p. 8078, 8123).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [17 novembre 1976] (p. 8207).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Indexation de l'épargne populaire** [17 novembre 1976] (p. 8157, 8158) : de-

mande si la suggestion faite par le Président de la République d'une forme d'indexation relève de l'opportunité électorale.

• *question orale sans débat :*

— (n° **33766**) : **Situation de l'emploi dans la Haute-Loire** [3 décembre 1976] (p. 8997, 8998) : la Haute-Loire enregistre le pourcentage le plus élevé de jeunes parmi les demandeurs d'emploi ; les 600 licenciements annoncés par les Tanneries françaises du Puy.

• *questions au Gouvernement :*

— **Fermeture de la tuilerie IPB de Paulhaguet (Haute-Loire)** [1er juin 1977] (p. 3263, 3264) : mesures prévues pour développer l'industrie dans le Massif central.

— **Licenciements à l'entreprise Soleillant-Distribution** [30 novembre 1977] (p. 8050) : l'utilisation de la législation pour obtenir des primes à l'emploi (création fictive d'emplois dans une entreprise, licenciements dans une autre juridiquement distincte).

— **Installation du téléphone dans les zones rurales** [14 décembre 1977] (p. 8704) : les longs délais nécessaires pour le raccordement des lignes rurales en Haute-Loire ; installation de postes d'abonnement public.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9390) : un projet présenté à grand renfort de publicité ; un chef-d'œuvre de technocratie ; les réactions des professionnels aux résultats des calculs effectués par les technocrates ; les décrets précisant les conditions d'application de la loi ; l'aide personnalisée au logement, une belle affirmation ; son caractère efficace et social pouvant être battu en brèche par des textes réglementaires ; la possibilité de procéder à une expérimentation ; une réforme de l'aide au logement et non pas du financement du logement ; l'absence de remise en cause des privilèges fiscaux ; (p. 9391) : la baisse du programme physique ; le caractère véritablement social de la réforme ; les hypothèses irréalistes des prix et des loyers d'équilibre, des mensualités d'accession ; l'indexation de l'APL ; les conséquences de la volonté de pratiquer une politique de vérité des prix ; le caractère peu social de cette loi ; aucune mesure de mise à niveau des organismes d'H.L.M. ; le décalage entre les mots et les faits.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1976] (p. 9427) : la réforme de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage des viandes ; les problèmes de forme et de fond du dispositif de l'article 13 *bis* ; le droit d'amendement des membres du Parlement ; ses quatre exceptions ; aucun amendement parlementaire recevable sur le rapport de la CMP ; une privation du droit normal d'amendement ; commentaires sur les articles 44, 45 et 47 de la Constitution ; une anomalie de la procédure parlementaire ; le Conseil constitutionnel non saisi sur ce point ; (p. 9428) : la saisine du Conseil constitutionnel par le PSRG ; le remplacement de la taxe sanitaire, de la taxe de visite et de poinçonnage des viandes ; l'ONIBEV ; le produit de cette taxe ; une procédure antidémocratique ; avantages et inconvénients de cette taxe.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2148) : le rôle stratégique joué par l'agriculture dans l'économie française ; l'exode rural en Auvergne ; la crise de l'agriculture dans le département de la Haute-Loire ; le niveau plancher de la population agricole ; l'organisation méthodique de la mort d'une profession ; le revenu agricole ; les inégalités au sein du monde agricole ; la politique des prix gouvernementale ; le marché de la viande ; le marché laitier ; la situation du secteur viticole ; le problème de la terre ; le prix de la terre ; (p. 2149) : l'inadaptation des SAFER ; les groupements fonciers agricoles ; le bilan négatif de la politique agricole gouvernementale ; les mesures proposées par le parti socialiste ; l'application de l'article 39 du traité de Rome ; la réunion d'une nouvelle conférence de Stresa ; le relèvement des prix agricoles ; la prise en compte des coûts réels de production ; la création d'offices par produit.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° **2825**). **Discussion des articles** [12 mai 1977]. **Après l'Article 4** (p. 2710) : son amendement n° 3 soutenu par M. Darinot ; retiré.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'adoption de mesures obligatoires de prophylaxie collective des maladies des animaux** (n° **2865**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3318) : le refus par des minorités d'entreprendre l'organisation de campagnes prophylactiques ; le cas d'éleveurs du Massif central ; l'agriculture biologique ; la nécessité de réorganiser et de doter de moyens supplémentaires la recherche vétérinaire ; la liste des maladies contagieuses visées par la proposition

de loi ; la stagnation de la dotation budgétaire concernant la prophylaxie ; le déblocage d'un crédit pour l'abattage des bovins atteints de brucellose latente ; la stabilité du taux de la subvention d'abattage pour tuberculose bovine ; les conditions du vote du groupe du PSRG.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° **2872**). **Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Après l'Article 4** (p. 3883) : soutient l'amendement n° 6 de M. Franceschi : application des dispositions prévues par les articles 1, 2, 3 et 4 à tous les conjoints survivants ; les avantages de l'amendement n° 6 ; l'application du principe de non-rétroactivité des lois en matière de pension et de retraite ; (p. 3884) : l'opposition passée du Gouvernement au principe de la non-rétroactivité des lois ; l'application de la loi à tous les retraités existants ; amendement n° 6 retiré.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4327) : soutient l'amendement n° 3 de M. Gau : prise en compte de la situation du personnel des entreprises temporaire, extérieur ou sous-traitant travaillant habituellement dans l'entreprise ; retiré ; (p. 4328) : donner aux conseils d'entreprise la faculté de se faire assister. **Article 3** (p. 4329) : soutient l'amendement n° 5 de M. Gau de suppression ; repoussé. **Article 4** (p. 4331) : soutient l'amendement n° 6 de M. Gau : extension du champ d'application du projet de loi aux services de l'Etat ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6667) : l'importance du débat ; la qualité alimentaire des produits distribués aux consommateurs ; les dotations affectées à la prophylaxie des maladies des animaux ; le pourcentage des animaux infectés de tuberculose ; le montant des indemnités d'abattage des animaux touchés par la brucellose ; le mode de répartition géographique de l'indemnité spéciale « montagne » ; le refus de l'ISM aux paysans travaillant à mi-temps dans l'artisanat ; (p. 6668) : les délais d'attribution des prêts d'élevage ; l'action des collectivités locales ; la protection contre la rage ; la protection des consommateurs ; les décrets d'application sur les lois sur la pharmacie vétérinaire et sur l'usage des œstrogènes ; le budget de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ; la mission de l'inspection sanitaire de la restauration collective ; l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8371) : les conditions de la discussion du projet de loi ; le retrait du projet de l'ordre du jour ; la dénaturation de l'application des lois d'orientation agricole ; la référence au critère de la surface de l'exploitation ; le rôle négatif de la jurisprudence relative au droit de préemption des SAFER ; les arrêts relatifs aux SAFER de Bretagne et de Gascogne-Haut-Languedoc ; (p. 8372) : la paralysie de l'action des SAFER ; l'élaboration de la réglementation sur les cumuls ; l'action du FASASA ; la politique des structures ; le statut juridique des SAFER ; les objectifs de la politique foncière agricole proposée par les socialistes ; le contrôle au niveau cantonal et départemental des ventes et locations foncières ; la défense de la propriété privée ; les conditions de location des terres ; le renforcement de la réglementation des cumuls ; l'établissement d'un plan d'amélioration des sols agricoles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8387) : son amendement n° 71 : finalité d'exercice du droit de préemption ; donner la priorité à l'installation des jeunes agriculteurs ; l'acquisition immédiate d'une exploitation dont la superficie soit au moins égale à la SMI ; la participation des SAFER aux discussions concernant les structures suburbaines ; (p. 8388) : indique que l'équilibre économique des installations puisse se faire à terme ; amendement n° 71 repoussé ; (p. 8390) : son sous-amendement n° 82 soutenu par M. Besson à l'amendement n° 9 de M. Bizet : caractère contraignant immédiatement ou à terme du développement de l'équilibre économique des installations ; l'échec de la politique menée en faveur des zones de montagne ; repoussé ; (p. 8392) : son amendement n° 72 : obligation faite aux SAFER de la publicité de leurs décisions de préemption ; repoussé. **Article 4** (p. 8398) : son amendement n° 73 : priorité donnée à l'attribution des terres par les SAFER aux fermiers et aux métayers évincés ; retiré ; (p. 8401) : son amendement n° 79 : modalités de fixation des conditions d'exercice du droit de préemption par les commissions départementales des structures ; devenu sans objet. **Après l'Article 5** (p. 8405) : son amendement n° 75 : possibilité par les SAFER de donner à bail les exploitations acquises par les jeunes agriculteurs ; l'application des dispositions de l'amendement n° 75 aux zones défavorisées ; (p. 8406) : le développement des groupements fonciers agricoles ; amendement n° 75 repoussé. **Explications de vote** (p. 8407) : l'amélioration du fonctionnement des SAFER ; la limitation de la discussion du droit de préemption ; l'abstention du groupe du PSRG.

F

FABRE (Robert)

Député de l'Aveyron
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la **loi de finances rectificative n° 73-1128** du 21 décembre 1973 à l'ensemble des **agents des Houillères** ayant fait l'objet d'une mesure de conversion (n° **1597**) [29 avril 1975].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **3**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 870, 873 à 875) : causes profondes de l'agitation actuelle ; menace de suppression des allocations familiales ; abaissement de l'âge électoral ; dépôt par le groupe socialiste et les radicaux de gauche d'une proposition de loi tendant à instituer un service militaire « à la carte » ; nécessité d'un débat approfondi sur l'organisation de la défense nationale.

• *questions au Gouvernement :*

— **Extension du camp militaire du Larzac** [14 mai 1975] (p. 2648).

— **Grève des personnels de la radiodiffusion et de la télévision** [10 décembre 1975] (p. 9618) : report de l'échéance de trois mois pour la signature des conventions collectives.

— **Situation en Argentine** [2 juin 1976] (p. 3637) : les dispositions envisagées par le Gouvernement auprès de notre ambassade à Buenos Aires pour que la France contribue à la protection des droits de l'homme en Argentine ; l'accueil des réfugiés demandant asile dans les ambassades.

— **Restructuration de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine** [16 juin 1976] (p. 4187) : nécessité d'établir un plan de sauvegarde et de développement de l'industrie dans la région du Béarn.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [5 avril 1973] (p. 754) : s'étonne que la conférence des présidents n'ait pas inscrit à l'ordre du jour sa question orale avec débat relative au sursis des étudiants ; demande l'inscription de la proposition de loi déposée par son groupe et tendant à la révision de la loi de juillet 1970 sur le service militaire.

— **Déclaration sur la politique générale du Gouvernement** (n° **9**) [11 avril 1973] (p. 808) : ne croit pas aux promesses du Gouvernement ; critique la composition incomplète du Gouvernement ; (p. 809) : polémique avec M. Jean Lecanuet sur la position de ce dernier vis-à-vis de la majorité ; se réjouit du départ de M. Michel Debré ; souligne le rôle d'aiguil-

lon de l'opposition ; demande que des mesures sociales soient immédiatement appliquées : SMIC à 1.100 F par mois, retraite à soixante ans, pensions des anciens combattants, aide aux handicapés ; (p. 810) : rapatriés ; demande l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la sécurité sociale ; souhaite une réforme de la patente, des allégements fiscaux, la suppression de l'avoir fiscal, un transfert des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; dénonce l'incohérence de l'urbanisme, demande que soit jugulée la spéculation foncière ; critique l'insuffisance des logements sociaux ; demande le développement de l'élevage ; évoque les problèmes de l'enseignement et de la jeunesse ; (p. 811) : souligne le déphasage entre la vie parlementaire et la vie réelle ; annonce son intention de renforcer les contacts avec les forces vives de la nation ; indique que les partis de gauche doivent se tenir prêts à assurer la relève.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4197) : la nécessité pour l'Assemblée d'être informée autrement que par la conférence de presse du chef de l'Etat ou par des propos tenus devant l'UDR ; la hausse des prix et l'inflation ; le renchérissement du crédit et le ralentissement des investissements industriels, la construction ; le spectre du chômage ; le loyer de l'argent et les agriculteurs ; la baisse de la viande de bœuf sur pied et la diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs ; la chute des cours agricoles ; ses interrogations sur les importations de viande de pays situés hors du marché commun ; efforts faits par le Gouvernement en matière sociale ; les mesures à prendre dans certains secteurs ; la situation de l'hospice de vieillards Saint-Roch à Lyon ; le mécontentement des rapatriés et des anciens combattants ; le choix par la compagnie Air France du Boeing 737 au lieu de l'appareil Mercure pour desservir la ligne des Antilles ; la démission du conseil culturel présidé par Pierre Emmanuel ; (p. 4198) : la manifestation de ce soir avec Isabel Allende ; le regret du silence du Gouvernement à propos du Chili ; les petites phrases du Premier ministre et sa conception un peu militaire de ses fonctions ; la nomination de M. Sanguinetti à la tête de l'UDR et sa conception du dialogue ; les naufrages électoraux et les découpages au moment des élections cantonales en Corse notamment ; le sauvetage non plus du gaullisme mais du pompidolisme ; les affaires Aranda et Rives Henrys ; la réponse que vient de lui faire le Premier ministre ; les paroles de M. Christian Fouchet sur la prospérité qui porte en elle « les germes des convulsions à venir » ; la nécessité de donner à la jeunesse et au peuple de nouveaux objectifs que seule la gauche peut donner.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [12 octobre 1973]. **Article 22** (p. 4348) : ses observations (modalités de délivrance du permis de construire en cas de modifications du projet) ; répond à M. Fanton.

— **Rappel au règlement** [19 octobre 1973] (p. 4619) : information du Parlement sur la décision prise par le Gouvernement en ce qui concerne la convocation d'un congrès à Versailles.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

— **Rappel au règlement** [20 novembre 1973] (p. 6180) : s'élève contre les conditions de retransmission télévisée du débat.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 424) : le Gouvernement a fui ses responsabilités en ne demandant pas un vote au Parlement; (p. 425) : c'était la faute de l'Allemagne c'est aujourd'hui la faute du pétrole; la panacée de l'exportation; (p. 426) : travailleurs, ouvriers, fonctionnaires sont les éternelles victimes ; selon un rapport de l'ONU nous détenons le triste ruban bleu de l'inégalité sociale ; une véritable planification suppose la maîtrise de la spéculation, le contrôle des banques d'affaires ; ce que serait une politique de gauche ; (p. 427) : le civisme exige la foi et l'enthousiasme.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7980) : l'optimisme gouvernemental constamment démenti par les faits ; l'aggravation de la situation économique : les prix, le déficit de la balance extérieure, le chômage ; l'inquiétude des Français ; le volant de chômage ; (p. 7981) : le prix des matières premières ; les entreprises régionales ou nationalisées sacrifiées ; le renforcement des moyens de répression : Draguignan, Guyane ; les dépôts de bilan et les faillites ; la crise de la construction ; les logements sociaux et les équipements collectifs sacrifiés ; la relance en République fédérale allemande ; le sort des travailleurs des campagnes ; l'organisation des marchés ; le commerce et l'artisanat ; le déficit du commerce extérieur ; absence d'organisation commerciale extérieure ; un plan de développement pour la machine-outil ; (p. 7982) : l'octroi d'un prêt sans garantie à Peugeot ; l'actualité du programme commun ; le contrôle du crédit et des grands moyens de production ; le mépris pour les petites et moyennes entreprises ; l'exécution du VI[e] Plan et la préparation du VII[e] ; nécessité d'un débat démocratique ; la baisse du taux de croissance ; des

sacrifices acceptables ; la lutte contre la récession et le chômage ; l'incohérence et les contradictions du Gouvernement ; le capitalisme sauvage ; la nécessité d'un changement profond.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** (n° **1641**) [14 mai 1975] (p. 2667) : l'absence de consultation de la nation ; le caractère irréversible du choix ; (p. 2668) : le problème d'un bilan complet des ressources énergétiques ; les mesures à prendre devant les dangers de l'énergie nucléaire ; la trop rapide condamnation du charbon et de l'électricité d'origine hydraulique ; la solution de facilité du « tout pétrole » ; l'échec de la conférence sur l'énergie ; le cas des énergies nouvelles ; la contestation venant de l'ampleur donnée au programme nucléaire ; (p. 2669) : l'impossibilité de supprimer les risques inhérents au traitement des déchets radio-actifs ; le risque financier dû à une rentabilité douteuse ; limiter le nombre de nos centrales afin de tenir compte de l'évolution des techniques ; créer une agence de l'énergie à l'échelle européenne ; l'accentuation des inégalités dues au capitalisme sauvage ; la société socialiste qui sera construite sur la base du programme commun.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6130) : le plan du Gouvernement, fragment d'une option politique globale ; l'absence de recherche en faveur d'une meilleure utilisation de la croissance ; (p. 6131) : un plan tardif et qui ne répond pas aux besoins de la conjoncture ; le drame de la Corse ; l'oubli de l'artisanat, de l'agriculture et de la viticulture ; l'insuffisance du volet social ; (p. 6132) : la non-insertion des propositions du Gouvernement dans un plan d'ensemble cohérent ; la dégradation continue de l'esprit civique et la montée de la violence.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Culture [3 novembre 1975] (p. 7738) : l'impossibilité d'une politique culturelle, populaire et de qualité, compte tenu des options du Gouvernement ; la préférence donnée aux artistes consacrés qui ont l'heur de plaire au Secrétaire d'Etat ; (p. 7739) : un budget de la culture en régression ; le sacrifice de la province au profit de Paris ; l'exemple du Centre Pompidou et de l'Opéra ; la politique alarmante au niveau des équipements ; les aides du FIC ; l'insignifiance des subventions aux associations culturelles ; (p. 7740) : l'absence de fossé entre création et animation ; opérer une véritable régionalisation ; la nécessaire application du programme commun de la gauche.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6397) : rappelle l'euphorie du printemps dernier, dénuée de tout fondement ; les contraintes auxquelles doit faire face M. Barre, venant des hommes qui l'entourent ; la gravité de la situation actuelle ; le mécontentement de toutes les catégories sociales et professionnelles y compris les petites et moyennes entreprises et les cadres ; la situation financière difficile des PME, des collectivités locales, du bâtiment ; le chômage ; la chute du franc ; l'industrie pharmaceutique ; la gravité des inégalités sociales révélées par le rapport de l'OCDE ; (p. 6398) : l'accroissement de l'imposition des salariés, des retraités ; une crise économique grave ; une crise sociale latente ; une crise politique ouverte ; la sincérité d'un Premier ministre dépourvu de moyens qui n'a pu instaurer un timide impôt sur le capital ; les lacunes du plan Barre en matière d'emploi, de réforme fiscale, d'amélioration de la protection sociale ; les fautes commises dans l'aide aux agriculteurs basée sur l'assistance ; les réformes qui s'imposent : l'impôt sur les grandes fortunes, la libération des héritages modestes, la progressivité de l'impôt sur les successions importantes, la réforme des finances locales, l'impôt négatif ; la réalisation de l'égalité des chances au niveau de l'éducation nationale ; la nationalisation du crédit ; le contrôle des grands moyens de production ; la planification démocratique ; (p. 6399) : l'amertume des centristes de la majorité ; l'impression de trahison ressentie par les gaullistes ; un système où l'argent pourrit tout même le sport.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1976] (p. 9502) : déroulement des séances consacrées aux questions au Gouvernement ; proteste contre l'atteinte portée à l'honneur de la profession pharmaceutique et l'offense faite aux parlementaires par le ministre de l'intérieur dans sa réponse à une question posée par M. Ducoloné.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [19 avril 1977] (p. 1914) : le plan de redressement élaboré en 1966 ; le plan de reconversion industrielle de la région de Decazeville élaboré en 1960 ; l'expérience manquée de Decazeville ; le caractère académique du débat ; la recherche de solutions humaines ; les solutions économiques ; la situation de la sidérurgie ; (p. 1915) : le renouvellement des aides de l'Etat ; l'effort de modernisation qui a porté sur Dunkerque et sur Fos ; le nombre de suppressions d'emplois ; les causes de la situation de la sidé-

rurgie ; l'invocation de la crise mondiale ; la concurrence des pays récemment industrialisés ; l'endettement croissant des entreprises ; le coût de l'énergie ; le problème de la vétusté des installations ; l'endettement de la sidérurgie ; le cas des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville ; la sollicitation par Creusot-Loire d'un nouveau prêt du FDES ; la réalisation de premiers licenciements à Decazeville ; (p. 1916) : s'interroge sur la définition par le Gouvernement d'une politique de la sidérurgie ; le caractère tripartite des négociations à mener ; les caractéristiques de la mesure de prise de participation dans le capital des entreprises ; s'orienter vers des productions qui satisfassent les besoins ; la mobilité de l'emploi ; la relance des investissements ; la sauvegarde de l'outil-travail et la préservation de l'emploi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 25** (p. 6250) : son amendement n° 142 soutenu par M. Boulloche : majoration du tarif des droits de consommation et de fabrication sur les alcools et majoration du montant des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat en faveur du régime général de la sécurité sociale minière ; repoussé.

FAGET (Jean)

Député du Gers
(2e circonscription)
(RCDS).

En remplacement de M. Pierre de Montesquiou, décédé le 15 octobre 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [19 octobre 1976] (p. 6725, 6758).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [21 octobre 1976] (p. 6888).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [22 octobre 1976] (p. 6958), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Aide aux entreprises du Gers victimes des inondations** [11 octobre 1977] (p. 6039, 6040) : la nécessité d'apporter une aide spécifique aux entreprises du Gers, dévastées par les inondations de juillet.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6676) : l'évolution des crédits de paiement pour l'ensemble des dépenses d'équipement ; la progression des crédits affectés à la prophylaxie animale ; l'évolution de la tuberculose et de la brucellose ; l'équipement des laboratoires et leur modernisation ; les calamités agricoles ; la situation du département du Gers ; l'effort d'installation en faveur des jeunes agriculteurs ; l'importance de l'agriculture dans le Gers ; la nécessité d'une dotation supplémentaire du fonds national de calamités ; les ressources du fonds spécial de la caisse nationale de crédit agricole.

FAJON (Etienne)

Député de la Seine-Saint-Denis
(1re circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Licenciements dans l'imprimerie** [16 octobre 1974] (p. 5087) : inquiétude des travailleurs du groupe Néogravure-Chaix, Desfossés-Crété.

— **Situation de l'imprimerie Chaix** [26 novembre 1975] (p. 8961).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [20 juin 1973] (p. 2326) : les trois critères d'appréciation de la politique extérieure du Gouvernement : indépendance nationale, coexistence pacifique, coopération avec tous les pays sans discrimination ; les conditions propices à une

action de la France dans ces directions ; la tendance nouvelle à la détente ; la menace qui a tenu à l'opposition des grandes puissances capitalistes à la formation d'un secteur socialiste du monde ; l'impossibilité pour ces puissances de se passer du marché formé par les pays socialistes ; le changement récent dans l'arène internationale ; l'accord de Paris sur la paix au Vietnam ; les traités conclus entre l'Allemagne fédérale d'une part, l'URSS, la Pologne et la RDA de l'autre ; la possibilité pour notre pays d'accélérer le processus de détente, de développer la coopération avec les autres pays sans distinction de régime économique et social ; la nécessité d'une politique extérieure indépendante ; volonté d'hégémonie des Etats-Unis ; solidarité de classe avec leurs alliés, dont le Gouvernement français ; la vocation régionale de l'Europe souhaitée par les Etats-Unis ; les retards de notre politique extérieure : non-reconnaissance de la RDA, de la République populaire de Corée, du Gouvernement réel du Cambodge, le statut diplomatique accordé à l'administration de Saigon et refusé au GRP ; le soutien du Gouvernement aux régimes fascistes d'Espagne, du Portugal, de Grèce et au régime raciste d'Afrique du Sud ; l'absence de la France à la négociation de Vienne sur la réduction mutuelle des forces ; la poursuite des essais nucléaires ; (p. 2327) : la lenteur et les réticences de la France à l'égard de la coopération avec l'URSS, le rapprochement sur les questions essentielles des positions de la France de celles des Etats-Unis ; le résultat des conversations Nixon-Pompidou en Islande et aux Açores ; la position de la France sur la présence des troupes américaines en Europe ; l'exigence américaine d'une intégration plus poussée de la France au bloc atlantique ; le refus du carcan du système capitaliste mondial condition d'une politique d'indépendance ; la nécessité d'une politique intérieure libérée de la mainmise des monopoles ; les propositions du programme commun de Gouvernement de la gauche ; (p. 2328) : l'action d'un gouvernement démocratique face aux problèmes de la sécurité en Europe ; rappelle que le parti communiste se prononce pour une modification radicale des caractéristiques principales de la Communauté ; la domination de la Communauté par le grand capital cosmopolite ; l'action des représentants communistes appelés à siéger dans les institutions européennes ; souhaite que l'Europe des monopoles cède la place à l'Europe des travailleurs ; l'action d'un gouvernement démocratique en matière de coopération avec tous les pays sans discrimination.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4194) : la terreur qui règne au Chili, l'absence de participation du Gouvernement français ; les causes de l'échec de l'expérience française au Chili ; (p. 4195) : la manifestation des députés de gauche le 2 octobre en faveur du Chili ; le vote de la motion de censure.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme - Logement [15 novembre 1973] (p. 5778) : prévisions du VI[e] Plan ; répartition entre les immeubles à vocation sociale et les immeubles de grand standing, coût des logements sociaux, hausse du prix des loyers ; conditions de financement des HLM, taux d'intérêt des prêts accordés aux organismes d'HLM ; logements aidés hors du secteur HLM ; augmentation de la part des charges locatives, commission technique nationale et absence d'allégement des charges locatives ; pourcentage du loyer et des charges dans l'indice du coût de la vie ; coût de l'accession à la propriété, congrès de l'union des organismes d'HLM ; (p. 5779) : « aide à la personne » et allocation de logement ; sa référence à une étude des caisses d'allocations familiales ; juge notoirement insuffisante l'allocation de logement, politique du logement dans les pays socialistes : sa référence à un article sur l'urbanisme et la construction en URSS (*Le moniteur des travaux publics et du bâtiment,* septembre 1972) ; ses critiques de la politique actuelle, désengagement de l'Etat en matière de logement social et spéculation foncière, crise du logement et crise du régime ; politique proposée par le programme commun de gouvernement des partis de gauche, objectif immédiat de 700.000 logements par an, soutien de l'action engagée à l'initiative de la confédération nationale du logement ; mesures immédiates à prendre et développement des équipements collectifs.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 439) : tient à souligner la curieuse coïncidence entre l'analyse économique du CNPF et le programme gouvernemental ; (p. 441) : les perspectives tracées par le programme commun de gouvernement.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7820) : la responsabilité du Président de la République ; le problème des relations internationales ; les répercussions de la politique étrangère sur la politique économique et sociale ; la détente internationale ; le traité de l'Atlantique Nord et le traité de Varsovie ;

l'article du journal américain *U.S. News and World report* sur la réintégration de la France dans l'OTAN ; la politique concernant l'Europe ; le rapport Tindemans ; (p. 7821) : l'indépendance de l'Europe ; l'impérialisme ouest-allemand ; la conception gaulliste de la défense tous azimuts ; l'affaire des enquêtes policières menées dans les organismes du Marché commun ; le comportement du Gouvernement à l'égard des pays en développement ; l'indépendance nationale ; le programme commun ; le retard de la politique française en matière de désarmement ; l'Union soviétique : un traité de non-agression ; développer la coopération internationale ; (p. 7822) : l'Europe des Neuf ; la coopération avec les pays en développement.

FALALA (Jean)

Député de la Marne
(2e circonscription)
(UDR puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** sur la **réforme de l'entreprise** tendant à accorder aux salariés des droits à **retraite suplpémentaire** (n° **2228**) [28 avril 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Majoration forfaitaire des retraites de vieillesse des salariés** [11 décembre 1974] (p. 7672).

• *question orale sans débat :*

— (n° **18494**) : **Retraite de vieillesse des salariés** [7 mai 1975] (p. 2473).

• *question orale avec débat :*

— (n° **19360**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3237 et 3238) : lutte contre le chômage ; création de nouveaux emplois ; rôle de l'Agence pour l'emploi et de l'INSEE ; simplification des aides accordées aux chômeurs ; adoption de dispositions propres à relancer la consommation ; baisse du taux de la TVA ; abaissement de l'âge de la retraite ; intensification du recrutement de certaines administrations ; les contrats de formation ; mobilité de la main-d'œuvre ; (p. 3239) : rôle des inspecteurs du travail.

• *question orale sans débat :*

—(n° **2441**) : **Liquidation des pensions de vieillesse** [10 octobre 1975] (p. 6788).

• *questions au Gouvernement :*

— **Majoration forfaitaire des retraites de vieillesse des salariés** [15 octobre 1975] (p. 6913) : mesures envisagées en faveur des intéressés n'ayant pu bénéficier des dispositions résultant de la loi du 31 décembre 1971 (loi Boulin).

— **Anciens combattants d'Afrique du Nord** [2 juin 1976] (p. 3630) : l'égalité entre les combattants d'Afrique du Nord et ceux des conflits antérieurs, en application de l'article premier de la loi du 9 décembre 1974.

— **Application de la loi Royer et situation des détaillants en carburant** [23 novembre 1977] (p. 7834) : application aux artisans imposés au forfait de l'abattement de 20 % prévu par la loi de finances ; reprise des discussions entre les représentants des détaillants en carburant et les sociétés pétrolières ; interdiction de la pratique des prix d'appel sur les carburants.

— **Dégrèvement d'impôts locaux** [14 décembre 1977] (p. 8707, 8708) : éviter d'adresser le rôle de la taxe d'habitation aux bénéficiaires du FNS.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Première lecture** [13 juin 1974]. **Discussion des articles : Article L 616**

du code de la santé publique (p. 2660) : son amendement n° 37 tendant à remplacer l'autorisation par une déclaration ; repoussé. **Article L 617-1 du code de la santé publique** : son amendement n° 38 : dispense pour les aliments préfabriqués ; repoussé. **Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 2672) : son amendement n° 39 relatif aux mesures transitoires ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 1786) : son amendement n° 2 : porter de cinq à dix ans le délai accordé aux laboratoires et colporteurs pour continuer à exercer leur profession ; repoussé ; (p. 1788) : son amendement n° 3 : prévoir l'avis d'une commission représentative pour l'établissement des listes prévues par l'article ; repoussé ; son amendement n° 5 : suppimer l'obligation de visa pour les médicaments existant avant la promulgation de la loi ; coût très élevé des demandes d'autorisation de mise sur le marché retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) :

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5315) : souligne la nécessité de créer un choc psychologique nécessaire à la mobilisation des citoyens ; l'impopularité du projet de taxe conjoncturelle, populariser la lutte contre le gaspillage ; (p. 5316) : accorder la retraite à soixante ans aux femmes salariées.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5702) : les députés de la majorité vous apporteront leur soutien ; ce n'est pas un budget exemplaire ; insuffisance et inégalité des subventions aux associations qui s'occupent de l'encadrement des jeunes ; suggère l'établissement de concours de pronostics.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6017) : les difficultés des agriculteurs ; le problème de la betterave et du sucre ; (p. 6018) : l'élevage bovin ; l'ONIBEV et l'organisation du marché de la viande ; une politique d'exportation ; l'encadrement du crédit ; la diversité de l'agriculture.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Explications de vote** [10 septembre 1975] (p. 6215) : la nécessité pour le Gouvernement de suivre avec vigilance l'évolution de la situation ; la paix sociale dont a besoin le pays ; tout mettre en œuvre pour assurer l'autorité de l'Etat face au déferlement de la violence ; le vote favorable du groupe UDR.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1975] (p. 7833) : la crise économique et la difficulté de la tâche du ministre du travail ; simplifier le système des aides aux chômeurs ; le problème de la formation professionnelle ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; (p. 7834) : la réduction de la durée hebdomadaire du travail ; la revalorisation du travail manuel ; la sécurité des travailleurs.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2862) : l'importance respective des différents volets du plan gouvernemental ; la nécessité du franchissement de plusieurs étapes et d'une mise en œuvre rapide des mesures envisagées ; (p. 2863) : la réforme de l'entreprise, intention louable mais œuvre ambitieuse ; dépasser la notion de lutte des classes dans l'entreprise ; adapter celle-ci aux conditions de notre temps ; les améliorations considérables apportées par la politique menée et inspirée par le général de Gaulle; l'originalité du choix d'une troisième voie ; le problème de la communication au sein des entreprises ; donner la parole à l'individu ; (p. 2864) : permettre au salarié de faire connaître directement son point de vue sur les conditions d'exercice et le contenu de son travail ; la mise en place de mécanismes qui permettront au personnel d'être loyalement et correctement informé sur la vie de l'entreprise ; l'absence actuelle de dispositifs d'alerte donnant une information sur la situation de l'entreprise ; le pouvoir d'investigation reconnu au comité d'entreprise ; l'imprécise définition de la notion de bilan social ; la participation, voie la plus sûre pour accéder à une société plus juste, plus forte et plus unie ; (p. 2865) : la nécessité de faire respecter la démocratie dans l'entreprise ; l'extension de la participation au partage des responsabilités ; les accidents du travail, conséquences de la négligence ou de l'inconséquence de certains chefs d'entreprise et aussi des victimes ; la sécurité dans l'entreprise, affaire de tous ; la multiplicité des situations vécues par les entreprises ; (p. 2866) : préparer dès l'école les jeunes à affronter les réalités du travail et les futurs retraités à une vie moins agitée ; donner la possibilité aux travailleuses manuelles de quitter la vie active dès soixante ans.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6626) : les insuffisances du pro-

jet de budget pour l'agriculture ; (p. 6627) : les conséquences de l'encadrement du crédit sur le financement de l'agriculture ; le rôle du ministre lors du débat sur l'élargissement de la Communauté et les conditions d'intervention sur le marché de la viande bovine ; le problème des montants compensatoires ; les échanges agricoles franco-allemands ; la nécessité d'une dévaluation du franc vert ; l'aide aux productions exportables ; la vente de luzerne et de betteraves à l'étranger ; les orientations à donner au budget de l'agriculture ; la fixation des impositions forfaitaires pour les vignerons champenois en 1976.

FANTON (André)

Député de Paris
(9e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 64-707** du 10 juillet 1964 portant **réorganisation de la région parisienne** (n° **70**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à instituer des mesures destinées à lutter contre **la spéculation foncière** (n° **341**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à limiter les possibilités de **déduction des revenus fonciers** prévues à l'article 31 (1er d) du **code général des impôts** et à relever les plafonds de déduction du revenu global prévus à l'article 156-II-1 *bis* du même code (n° **733**) [31 octobre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 259 adoptée par le Sénat tendant à modifier l'**article 27**, alinéa premier, du **code de l'administration communale**, et à compléter l'article 30 de la **loi du 10 août 1871** relative aux **conseils généraux** (n° **799**) [29 novembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et

de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 700) tendant à assurer la **simultanéité des élections cantonales et des élections municipales** (n° **836**) [13 décembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 113) tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'**élection des conseillers municipaux** (n° **837**) [13 décembre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1332) adoptée par le Sénat, tendant à autoriser les **délégations de vote dans les conseils généraux** (n° **1396**) [12 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions de l'article 3-1 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les **rapports entre bailleurs et locataires** de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (n° **1460**) [19 décembre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1588) portant réforme de l'**urbanisme** et de la **politique foncière** (n° **1828**) [27 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 1989) portant réforme de la **politique foncière** (n° **2009**) [25 novembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : I. le projet de loi (n° 1869) portant réforme du régime administratif de la ville de Paris ; II. les propositions de loi : 1° (n° 70) portant réforme du statut de la ville de Paris (loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne) ; 2° (n° 72) tendant à modifier le régime administratif de la ville de Paris, notamment par la création de vingt communes d'arrondissement ; 3° (n° 471) tendant à doter Paris d'un statut démocratique de « ville-capitale » ; 4° (n° 483) tendant à libéraliser et à décentraliser l'administration de la ville de Paris ; 5° (n° 568) portant réforme du **statut de la ville de Paris** ; 6° (n° 1005) relative au statut de la ville de Paris ; 7° (n° 1155) tendant à une réorganisation démocratique de la région parisienne et de la ville de Paris (n° **2001**) [21 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1868) modifiant les dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des membres du conseil de Paris** et des **conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **2018**) [27 novembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de **Paris** (n° **2081**) [17 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la **politique foncière** (n° **2085**) [18 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2071), modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du **Conseil de Paris** et des **conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **2099**) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi (n° 2257) modifiant certaines dispositions du **code électoral** (n° **2427**) [24 juin 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifié par le Sénat (n° 2507) modifiant certaines dispositions du **code électoral** (n° **2509**) [9 juillet 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3011), tendant à faciliter le **vote des Français établis hors de France** (n° **3042**) [28 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à créer un grade de **directeur d'école** (n° **3074**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi, adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture (n° 3099), tendant à faciliter le **vote des Français établis hors de France** (n° **3100**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 3301), tendant à adapter les **limites des circonscriptions électorales** aux limites des départements (n° **3391**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **1722**) : **Réforme du langage judiciaire** [15 juin 1973] (p. 2222, 2223, 2224).

• *question d'actualité :*

— **Défilés dans le XI^e arrondissement** [22 juin 1973] (p. 2469, 2470).

— **Rappels au règlement lors des questions d'actualité de MM. Frêche et Péronnet : Installation de micros dans les locaux d'un journal** *Le Canard enchaîné* [7 décembre 1973] (p. 6788) : écoutes téléphoniques sous la IV^e République ; (p. 6790, 6791) : inscription à l'ordre du jour de deux questions d'actualité.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2966) : l'idée fondamentale de la dissuasion nucléaire ; une dissuasion anti-cités; l'ouverture du débat en 1957 par Henry Kissinger ; les déclarations du général Hublot en 1972 ; la théorie de la réponse flexible ; les propos du général Maxwell Taylor ; la gigantesque mutation intellectuelle due à la politique du général de Gaulle ; les causes du malaise de l'armée ; le rôle imparti au corps de bataille ; (p. 2967) : la faiblesse de nos cinq divisions ; envisager d'une façon nouvelle l'engagement de nos forces ; l'idée de « non-bataille » du commandant Brossollet ; les déclarations du général Gallois sur l'arme atomique tactique ; engager un large débat sur l'emploi de cette arme.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des attachés d'administration de la ville de Paris** [6 octobre 1976] (p. 6384) : application de la loi du 31 décembre 1975 portant réforme du statut de Paris (art. 27) ; intégration dans le corps des attachés d'administration centrale du ministère de l'intérieur.

— **Aide à domicile pour les personnes âgées** [29 juin 1977] (p. 4419) : fixation du plafond des ressources donnant droit à l'aide à domicile.

— **Exonération de la taxe de raccordement au réseau téléphonique pour les personnes âgées** [26 octobre 1977] (p. 6640).

• *question orale sans débat :*

— (n° **42051**) : **Alimentation en eau de la région parisienne** [25 novembre 1977] (p. 7965, 7966, 7967) : désignation du ministre compétent pour répondre à sa question ; existence sous la région parisienne d'une importante réserve d'eau pure d'origine albienne ; supprimer l'usage industriel et favoriser l'usage alimentaire de cette eau ; multiplication des fontaines ; square Lamartine à Neuilly.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion des articles** [9 mai 1973). **Article premier** (p. 1091) : ses observations sur la notion du cadre familial. **Article 4** (p. 1092) : ses observations, constatation des infractions, pénétration dans les lieux, contrôle des marchands de sommeil. **Après l'Article 6** (p. 1095) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 2 i du code du travail** (p. 1613) : ses arguments contre l'amendement de M. Gerbet s'opposant à la fixation de l'indemnité de licenciement par voie réglementaire.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Après l'Article 20** (p. 1936) : estime que l'amendement de MM. Durafour et Servan-Schreiber (création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics) est contraire à l'article 43 de la Constitution.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° **347**). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Article 15 A** (p. 1949) : approuve la proposition de M. Massot : délai fixé au notaire pour la signature de l'acte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** (n° **357**). **Discussion des articles** [14 juin 1973]. **Article premier** (p. 2153) : accepte l'amendement de M. Garcin, attitude de l'administration face à la jurisprudence, lenteur des juridictions administratives.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat**, pris en application de l'article 25 de la Constitution et concernant l'**exercice des fonctions de médiateur** (n° **497**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2370) : possibilité du médiateur de se présenter aux élections législatives ou sénatoriales après démission la veille de l'ouverture de la campagne électorale, d'être candidat à la présidence de la République, absence de délai entre démission et candidature.

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° **448**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [28 juin 1973]

(p. 2620) : opportunité du projet de loi, caractère superflu de la modification de l'article 19, paragraphe II, proposera au nom de la commission la suppression du nouveau texte. **Discussion des articles. Article premier** : son amendement tendant à rendre obligatoire l'autorisation préalable pour les coupes et abattages même pour les communes n'ayant pas de plan d'occupation des sols ; son amendement tendant à supprimer le paragraphe II du texte proposé pour l'article 19 du code de l'urbanisme ; conditions d'échange de terrains boisés entre une collectivité publique et un particulier ; possibilité de versement d'une indemnité à la collectivité ; portée de cette innovation, rappel du débat de 1967 ; problèmes des espaces boisés entourant les agglomérations ; (p. 2621) : motivation de la rédaction proposée par le Gouvernement ; ses inquiétudes sur les accords que pourraient conclure les administrateurs locaux et certains promoteurs immobiliers ; (p. 2622) : sa demande de report de la discussion de ces dispositions ; risques d'aboutir à un système mettant en danger les domaines forestiers à la périphérie des grandes villes ; but recherché par le Gouvernement en introduisant le paragraphe II ; mise au point d'un décret ; (p. 2623) : réponse du ministre de l'équipement à la question écrite d'un sénateur ; propos du ministre de l'équipement lors du débat de 1967 ; dispositions encourageant la spéculation sur les terrains boisés ; rapports entre collectivités publiques et promoteurs immobiliers ; ses réponses à MM. Chauvel et Wagner.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1973] (p. 2713) : non-respect des dispositions du règlement sur les questions d'actualité.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Première lecture : Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4051) : ses observations sur le déroulement du débat, communication des amendements en séance ; [5 octobre 1973] : **Après l'Article 6** (p. 4120) : interroge M. Brocard sur le sens de son amendement ; estime que cet amendement n'a rien à voir avec les problèmes des commerçants et des artisans. **Article 34** (p. 4152) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; propose un sous-amendement faisant obligation aux tribunaux d'ordonner la diffusion des annonces rectificatives ; (p. 4153) : ses observations sur les propos du secrétaire d'Etat ; estime que la déclaration du Gouvernement lui paraît contraire à l'orientation que l'Assemblée prend sur la publicité mensongère ; ses arguments en faveur de l'obligation d'insertion des rectificatifs ; souhaite que l'annonceur mensonger sache qu'il court un risque financier considérable ; demande que soit rendue obligatoire, aux frais du condamné, la publication des annonces rectificatives ; [10 octobre 1973] : **Après l'Article 3** (p. 4253) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Article 9** (p. 4260) : ses observations sur le financement des mesures d'aide aux commerçants et artisans touchés par des opérations de rénovation urbaine ; [11 octobre 1973] : **Article 16** (p. 4285) : répond au Gouvernement sur l'obligation de consultation des organisations ; (p. 4287) : ses observations sur la rédaction du texte du projet de loi. **Article 18** (p. 4290) : répond au Gouvernement ; ses réserves sur le nombre des dispositions que l'on veut introduire dans la loi ; (p. 4292) : action des promoteurs privés ; appelle l'attention de l'Assemblée sur le danger que représente le texte de l'article. **Article 23** (p. 4300) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Bignon : suppression du droit de vote des préfets à la commission départementale d'urbanisme commercial ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4349) : ses observations sur l'organisation du débat ; (p. 4350, 4351) : ses observations sur les surfaces de référence et sur les extensions de magasins existants, demande des précisions au ministre sur la portée des dispositions du projet de loi ; (p. 4354) : ses réserves sur la notion d'agglomération de moins de 5.000 habitants ; (p. 4356) : ses observations sur les modalités de délivrance du permis de construire en cas de modification du projet ; (p. 4360) : répond au Gouvernement, ses réserves sur le caractère réglementaire des dispositions visant l'implantation de grandes surfaces à la périphérie d'un département voisin de la ville-marché (amendements de MM. Boinvilliers et Julia), ses observations sur le secrétariat de la commission départementale d'urbanisme. **Article 24** (p. 4364) : ses observations contre l'amendement de M. Bignon : motivation des décisions de la commission départementale. **Article 28** (p. 4371) : sa question au ministre de l'économie et des finances quant à l'augmentation de la dotation de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4531) : appuie la question de M. Lauriol concernant le financement des crédits destinés à l'installation et à la reconversion des artisans. **Avant l'Article 41** (p. 4548) : ses observations sur le déroulement de la discussion, demande que l'Assemblée se prononce d'abord sur les amendements de suppression de l'article 41 ; [19 octobre 1973] : **Article 43** (p. 4592) : sa proposition de modification à l'amendement de M. Brocard : date d'application des stages d'initiation. **Avant l'Article 49** (p. 4607) : demande l'inscription à l'ordre du jour dès la fin de

la discussion budgétaire des conclusions de la commission mixte paritaire sur les baux commerciaux. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973] : **Article 5 *bis* A** (p. 6717) : ses réserves sur l'opportunité de la demande de vote bloqué faite par le Gouvernement ; possibilité de demander une deuxième délibération. **Article 31** (p. 6721) : ventes à prime ; sa demande de précisions au Gouvernement. **Article 34** (p. 6726) : ses arguments en faveur du rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : moyens de répression de la publicité mensongère, ou de l'adoption de l'amendement de M. Guermeur : publicité télévisée ; [7 décembre 1973] : **Article 22** (p. 6768) : ses observations sur l'amendement de M. Besson.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4434) : son rappel au règlement ; répond aux arguments de M. le président concernant le précédent du vote de la loi de 1963 modifiant l'article 28 de la Constitution ; indique que « jamais un article additionnel n'a été adopté au cours d'une révision constitutionnelle proposée par le Gouvernement et soumise au Congrès ».

— **Fixation de l'ordre du jour** [17 octobre 1973] (p. 4497) : temps nécessaire à la discussion des conclusions de la commission sur la proposition de loi de M. Boscher.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Discussion générale [25 octobre 1973] (p. 4752) : déplore que l'Assemblée siège un jeudi matin alors que des commissions poursuivent leurs travaux ; travaux du bureau de l'Assemblée concernant une éventuelle réforme du règlement ; estime que l'effectif des députés présents n'est pas convenable pour délibérer du budget de la France.

Première partie :

Discussion des articles. Article 2 (p. 4754) : ses observations sur l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement ; interrogation du Conseil national des impôts sur l'utilité de maintenir certains abattements de caractère professionnel ; sa surprise que l'on ne parle pas en l'occurrence des abattements supplémentaires ; souhaite avoir le sentiment du Gouvernement sur ce point, situation des salariés des professions qui bénéficient d'abattements supplémentaires ; (p. 4762) : ses observations sur l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement ; s'interroge sur la conciliation entre les conditions imposées pour l'exonération des droits de mutation ; sens à donner à l'expression « acquisition » pour ce qui concerne les constructions individuelles ; (p. 4780) : intervient dans la discussion de l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement ; ses observations sur les propos du ministre de l'économie et des finances concernant la participation ; juge son appréciation optimiste ; attitude des organisations patronales et syndicales à l'égard de la participation, pénalisation des entreprises qui font des bénéfices et qui en font profiter les salariés ; (p. 4783) : regrette que par le biais de cet article on ait semblé remettre en cause la politique de participation ; souhaite que le Gouvernement montre, par des textes, qu'il reste attaché à la politique de participation. **Après l'Article 6** (p. 4795) : intervient dans la discussion de l'amendement de MM. Mario Bénard et Salle : création d'une taxe forfaitaire sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; estime que l'impôt sur les sociétés et la taxe professionnelle n'ont pas la même nature ; ses observations sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices et sur la situation des entrepreneurs individuels, caractère symbolique de l'amendement ; souhaite le maintien de l'amendement, le reprendre à son compte en cas de retrait. **Rappel au règlement** (p. 4801) : amendement de M. Destremau sur les concours de pronostics ; « cavaliers budgétaires » ; dispositions de l'article 119 du règlement ; juge trop large l'interprétation de l'article 42 de la loi organique ; (p. 4802) : sa demande au président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de rappeler l'affaire du concours des pronostics devant sa commission. **Rappel au règlement** [26 octobre 1973] (p. 4865) : déroulement des travaux de l'Assemblée. **Article 11** (p. 4869) : expose les préoccupations de son groupe au sujet de l'article ; transfert de charges ; danger du système proposé ; charge proportionnellement plus forte pour les petits salariés que pour les salariés importants ; inégalité existant dans les autres régimes ; commerçants et artisans, exploitants agricoles ; souhaite que la solidarité passe avant tout par la contribution de l'Etat ; ne votera pas l'article 11 dans sa rédaction actuelle ; amendement de M. Guermeur. **Article 15** (p. 4895) : explique le vote de son groupe en faveur de l'article.

Deuxième partie :

Justice [31 octobre 1973]. **Etat B - Titre III** (p. 5141) : son intervention, problème du langage judiciaire et de sa codification ; demande que la Chancellerie publie un formulaire dans un délai rapproché.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Equipement et logement [15 novembre 1973]. **Article 37** (p. 5804) : sa réponse au président de la commission des finances sur la recevabilité

des amendements ; exposé des motifs et texte de l'amendement ; souhaite que la commission des finances applique rigoureusement sa jurisprudence au seul texte des amendements.

Economie et finances. — I. **Charges communes** [20 novembre 1973]. **Etat B - Titre IV** (p. 6145) : s'oppose à l'interruption du débat budgétaire en raison des délais constitutionnels. **Rappel au règlement** : attire l'attention de l'Assemblée sur la gravité de la décision qu'elle pourrait prendre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6657) : ses observations sur l'éventuelle extension par décret aux agents des collectivités locales des dispositions en discussion.

— **Projet de loi relatif aux combattants d'Afrique du Nord, après déclaration d'urgence** (n° **723**). **Discussion des articles** [11 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6845) : sa réponse à MM. Gilbert Faure et Tourné ; décision du Conseil constitutionnel et propositions de loi déposées au Sénat ; admission du principe des décrets pris par le Gouvernement ; jugement du Conseil constitutionnel sur la recevabilité de ces propositions de loi.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1973] (p. 7110) : conditions de distribution d'amendements du Gouvernement à la loi de finances pour 1974.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 27, alinéa premier, du code de l'administration communale, et à compléter l'article 30 de la loi du 10 août 1971 relative aux conseils généraux** (n° **259**). **Discussion générale** [19 décembre 1973] (p. 7204) : modification du mode de votation dans les conseils généraux ; simplicité du texte ; se prononce pour son adoption. **Discussion des articles. Article premier** : son amendement de suppression. **Article 2** : son amendement : modification du titre.

1974

— **Rappel au règlement de M. Pierre Weber** [12 juin 1974] (p. 2616) : enregistrement et retransmission de la séance de questions au Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2817) : publication dans la presse d'un rapport écrit d'une commission d'enquête.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 2** (p. 2831) : soutient l'amendement n° 19 de M. Gerbet : ne pas encourager les manifestants à se grouper ; (p. 2833) : s'étonne de l'irrevabilité opposée à l'amendement n° 20 relatif aux infractions à l'ordonnance du 30 juin 1945. **Article premier** (p. 2834) : tente de reprendre le texte de l'amendement n° 20 ; irrecevabilité. **Article 4** (p. 2835) : présente le sous-amendement n° 62 de M. Burckel : suppression du décompte du temps de présence dans l'amendement n° 46 de la Lagorce ; sous-amendement adopté mais amendement n° 46 repoussé. **Article 10** (p. 2841) : amendement n° 29 : amnistie individuelle en matière de faits contraires à la probité, etc. ; adopté ; (p. 2842) : amendement n° 87 : délai d'un an pour demander le bénéfice de l'amnistie individuelle ; adopté. **Article 11** (p. 2843) : sur l'amendement n° 30 : difficulté de la réintégration dans les grandes écoles. **Article 14** (p. 2851) : contre l'amendement n° 39 de M. Voisin relatif à l'amnistie en matière de retrait du permis de conduire ; (p. 2852) : demande au Gouvernement de reprendre son amendement n° 89 ; (p. 2854) : propose à l'Assemblée de repousser l'article 14. **Article 17** (p. 2855) : amnistie et droit à pension des fonctionnaires et des militaires en fonction de la durée des services. **Article 22** (p. 2860) : amendement n° 91 : amnistie des infractions à l'ordonnance sur les prix si le montant de la transaction a été inférieur à 1.000 F ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 juillet 1974]. **Article 14** (p. 3415) : son amendement n° 10 prévoyant que l'amnistie ne dispense pas du paiement de l'amende ; adopté. **Commission mixte paritaire** [10 juillet 1974] (p. 3484) : déplore que les prévenus condamnés pour des délits économiques soient amnistiés sans que l'amende reste à leur charge.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1974] (p. 2975) : questions au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3339) : interroge le Gouvernement sur la situation des 90.000 SARL qui déclarent ne pas faire de bénéfices. **Article 5** (p. 3350) : son amendement n° 1 corrigé relatif à la possibilité pour le contribuable de déduire de sa déclaration les revenus des intérêts payés pour l'acquisition d'un appartement ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 2** (p. 3746) : les explications du Gouvernement contre l'amendement n° 148 de M. Le Tac sont fort inquiétantes. **Article 5** (p. 3761) : craint la concurrence sauvage entre les deux chaînes. **Article 9** (p. 3774) : application de la législation sur les sociétés à la société de production. **Article 16** (p. 3787) : amendement n° 141 : perception de la taxe radio sur

les seuls postes installés dans les automobiles ; repoussé. **Article 26** (p. 3811) : sur l'article : sort réservé à l'immeuble appelé « Maison de la Radio ».

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [10 octobre 1974]. **Après l'Article unique** (p. 4967) : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement : sort du suppléant d'un sénateur suivant de liste d'un sénateur devenu membre du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5163) : votera l'amendement n° 1 de la commission des lois présenté par M. Donnez.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Après l'Article 2** (p. 5109) : son sous-amendement à l'amendement n° 21 de M. Peyret « avant le 1er janvier 1975 » ; adopté. **Article 8** (p. 5116) : indique son inquiétude quant à la portée exacte de la consolidation des avances pour 1974. **Seconde délibération. Article premier** (p. 5120) : souligne les ambiguïtés qui résultent de l'affirmation « la sécurité sociale est étendue à tous les Français ».

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5358). **Rappel au règlement** : les réunions répétées de commissions interdisent l'assiduité en séance publique.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5397) : sur l'amendement n° 57 de M. Boulloche : interroge le Gouvernement sur ses intentions en matière de déduction de frais de garde. **Article 5** (p. 5407) : contre l'amendement n° 99 du Gouvernement : le doublement du droit de passeport ne peut être accepté. **Article 8** (p. 5412) : félicite le Gouvernement de son initiative en matière de déductibilité des intérêts d'emprunt.

— **Rappel au règlement** [4 décembre 1974] (p. 7380) : procédure des questions au Gouvernement ; publication par un éditeur du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des sociétés pétrolières en France ; la nature de « domaine public » des travaux parlementaires ne donnant pas lieu à des droits d'auteur.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Article 5** (p. 7549) : article 73 du décret-loi du 30 octobre 1935 ; amendement n° 15 : garantie de paiement des chèques inférieurs à 100 F ; adopté. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] : **Article 5** (p. 8166) : amendement n° 12 : garantie de paiement des chèques de moins de 100 F ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8262) : défend à nouveau l'obligation de garantir les chèques de moins de 100 F.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 16** (p. 7609) : droit d'initiative et d'opposition des collectivités locales pour l'étatisation de leur police.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974]. **Rappel au règlement** (p. 7827, 7829) : proteste contre l'application de l'article 91, alinéa 4, du règlement.

1975

— **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** (n° **1416**). **Discussion de l'Article unique** [3 avril 1975]. **Après l'Article unique** (p. 1263) : sur le sous-amendement de M. de Rocca Serra à l'amendement n° 1 de M. Gerbet : demander aux deux sénateurs de la Corse de choisir leur département dans un délai raisonnable.

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 8** (p. 1507) : sur l'amendement n° 36 de M. Gerbet ses observations sur la notion de « zone d'urbanisation future ».

— **Proposition de loi portant droit de reprise** (n° **1374**). **Discussion générale** [18 avril 1975] (p. 1893) : l'installation du « confort » dans les immeubles vétustes par certaines sociétés de promotion ; mettre fin à ces opérations qui sont purement spéculatives.

— **Rappel au règlement** [6 mai 1975] (p. 2358) : son insistance pour que le Gouvernement réponde aux questions qui lui sont posées ; le problème de l'interprétation de l'article 138 du règlement et du secret fiscal.

— **Projet de loi portant modifications de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2754) : juge peu raisonnable l'organisation des débats arrêtés par la conférence des présidents. **Discussion des articles : Article 2 : Article 335-1 du code pénal** (p. 2755) : son amendement n° 4 : dans le deuxième alinéa du texte proposé, substituer aux mots « dans la totalité de l'établissement ou des parties de celui-ci utilisées », les mots « de l'établissement utilisé » ; adopté ; [16 mai 1975] : **Article 24** (p. 2839) : apporte

son soutien à l'amendement n° 60 de M. J.-P. Cot ; estime que la législation actuelle est plus souple que celle prévue dans le texte en discussion. **Article 32** (p. 2841) : pense que le projet complète utilement la procédure en matière d'amendes et de retrait du permis de conduire. **Article 39** (p. 2844) : son amendement n° 76 : étendre la liste des professions à propos desquelles l'interdiction de séjour pourra être prononcée ; critique les propositions du Gouvernement en la matière ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 2** (p. 4905) : apporte son appui à l'amendement n° 2 de M. Gerbet ; fait valoir qu'une fermeture partielle n'est jamais applicable dans le type d'hôtels dont il est débattu.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article 231 du code civil** (p. 3372) : ses observations sur l'irrecevabilité de l'amendement n° 205 défendu par M. Alfonsi. **Article 232 du code civil** (p. 3373) : sa question au garde des sceaux relative à l'amendement n° 287 de M. Donnez ; (p. 3374) : propose une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 232 du code civil. **Article 234 du code civil** (p. 3376) : soulève le cas où l'époux qui ne demande pas le divorce ne se présente pas devant le juge. **Article 237 du code civil** (p. 3380) : soulève le cas de la femme qui, craignant d'être abandonnée, pouvait jusqu'à présent refuser le divorce ; demande au Gouvernement s'il n'a pas accepté, dans leurs principes, les amendements déposés. **Article 252-2 du code civil** (p. 3390) : juge dangereux le texte proposé pour l'article 252-2. **Article 259-2 du code civil** (p. 3394) : n'entend pas justifier les atteintes à l'intimité de la vie privée qui sembleraient résulter du texte du Gouvernement. **Article 293 du code civil** (p. 3399) : sa question portant sur les avantages de l'amendement n° 194 défendu par Mme Missoffe. **Article 294 du code civil** (p. 3400) : juge que le dispositif prévu par l'article est quelque peu « trompeur » sur les réalités ; [30 mai 1975] : **Après l'Article 7** (p. 3466) : ses sous-amendements n^{os} 312 et 313 à l'amendement n° 95 de Mme Missoffe : ajouter un article L 351-2 du code de la sécurité sociale ; adopté ; (p. 3471) : son sous-amendement n° 315 à l'amendement n° 97 de Mme Missoffe : modification de l'article L 44 du code des pensions civiles et militaires ; adopté ; (p. 3473) : ses sous-amendements n^{os} 316, 317 et 318 à l'amendement n° 98 de Mme Missoffe : suppression de la référence à la femme divorcée à son profit exclusif ; adoptés ; [3 juin 1975] : **Article 237 du code civil** (p. 3502) : son amendement n° 288 ; retiré. **Article 240 du code civil** : reprend l'amendement n° 283 de Mme Fritsch : supprimer le deuxième alinéa de l'article ; adopté ; [4 juin 1975] : **Après l'Article 12** (p. 3641) : son sous-amendement n° 321 à l'amendement n° 275 du Gouvernement : notification du changement de domicile pour permettre l'exercice du droit de garde ; adopté. **Explications de vote** (p. 3652) : vote favorable des députés UDR. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975]. **Article 238 du code civil** (p. 4686) : sur l'amendement n° 2 de M. Alfonsi ; répond au garde des sceaux que le juge ne peut se borner à enregistrer des rapports d'expert, mais doit apprécier personnellement la situation. **Article 294 du code civil** (p. 4692) : soutient l'amendement n° 35 de la commission des lois : supprimer l'article. **Article 351-2 du code de la sécurité sociale** (p. 4694, 4695) : soutient les amendements n^{os} 41 et 42 : conditions de versement des pensions de réversion et à leur partage au prorata de la durée respective de chaque mariage ; adoptés.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3995) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Papon. **Article 4** (p. 4014) : s'étonne que le Gouvernement demande au Parlement de légiférer en fonction d'une situation économique qui est elle-même évolutive. **Article 5** (p. 4016) : sa question relative aux aéroports ; insiste pour que la situation des aéroports soit réglée dès la première délibération ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4068) : ses observations sur l'amendement n° 61 de M. Icart. **Article 18** (p. 4072) : apporte son soutien à l'amendement n° 108 de M. Burckel.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion des articles. Article 2** [12 juin 1975] (p. 4097) : demande des explications complémentaires sur le système proposé par le Gouvernement en matière de saisine ; (p. 4098) : ses observations sur les amendements n^{os} 5 et 6 de M. Krieg ; souhaite que puisse être déposé et soit voté un amendement supprimant le dernier alinéa de l'article 2. **Article 15** (p. 4104) : sa question relative aux personnes divorcées ne bénéficiant à aucun titre des prestations en nature de l'assurance maladie et couvertes précédemment par leur ancien conjoint.

— **Rappel au règlement** [12 juin 1975] (p. 4063) : soulève le problème des amendements « devenus sans objet » par l'adoption d'un amendement ayant entraîné une nouvelle rédaction du texte en discussion.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [19 juin 1975] (p. 4409, 4410) : regrette les modifications réitérées apportées à l'ordre du jour par la conférence des présidents sur la demande du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4416) : se félicite que M. Mexandeau et le groupe socialiste se joignent aux efforts de la majorité en faveur de l'utilisation maximale des installations scolaires. **Après l'Article 3** (p. 4447) : son intervention sur l'amendement n° 11 de M. Hage. **Article 5** (p. 4453) : demande au Gouvernement ce qui subsiste dans l'article 5 de ce que l'on appelle « le descriptif ». **Article 7** (p. 4460) : sa question au Gouvernement sur la réduction de la durée des heures de classe. **Article 13** (p. 4468) : souligne l'importance du rôle des directeurs dans le bon fonctionnement des écoles.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion générale** [24 juin 1975] : **rappel au règlement** (p. 4651) : demande que l'Assemblée n'engage pas la discussion sur un texte qui doit être en tout état de cause renvoyé en commission ; [26 novembre 1975] (p. 8977) : s'interroge sur les raisons qui ont pu amener le Conseil d'Etat à considérer successivement que les dispositions relatives à la limite d'âge des fonctionnaires étaient du domaine réglementaire puis législatif.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^{os} **1588** et **1881**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6591) : souligne le caractère urgent et préoccupant des problèmes fonciers ; les Français ont de plus en plus le goût et la capacité d'être propriétaires et la terre apparaît de plus en plus comme une valeur refuge contre l'instabilité monétaire ; les besoins en terrains sont accrus du fait de la concentration urbaine et de certains achats étrangers ; historique des tentatives faites depuis quinze ans pour maîtriser le processus de spéculation sur les terrains ; (p. 6592) : le système du seuil de densité pour la construction ; la commission s'est efforcée de rendre plus claire la rédaction du texte mais s'est avouée vaincue devant les obscurités du titre III ; droit de préemption et zones d'intervention foncière ; le texte crée un risque de rétention et de hausse des terrains comportant des immeubles anciens ; il recèle une contradiction fondamentale, car si la « dédensification » réussit, les collectivités locales ne percevront aucune ressource ; (p. 6593) : la défense du droit de propriété a déjà connu, depuis le code civil, de nombreuses alertes ; la commission a proposé l'institution du livre foncier imité de celui d'Alsace-Lorraine ; elle a proposé, d'autre part, d'établir un impôt foncier déclaratif annuel en mesure de rétablir l'égalité des charges foncières entre patentés, locataires et propriétaires ; cet impôt introduirait plus de justice dans le système actuel de taxation des plus-values ; (p. 6594) : en ce domaine, le Gouvernement ne peut que constater l'inefficacité et l'injustice qui résultent de l'application du texte de 1963 ; l'exemple des Etats-Unis montre qu'un impôt foncier ne signifie pas nécessairement la fin du droit de propriété ; l'impôt proposé ne frappera pas les immeubles ni les agriculteurs ni les personnes âgées aux ressources insuffisantes ; l'expérience de la TLU (taxe locale d'urbanisation) n'a même pas été tentée ; il faut aller plus loin ; [9 octobre 1975] (p. 6712) : commente les chiffres publiés par l'association des maires de France qui tendent à démontrer le caractère tout à fait supportable d'un éventuel impôt foncier. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Avant l'Article premier** (p. 6713) : s'oppose à l'amendement n° 415 de M. Claudius-Petit : ne pas refondre le code civil à propos de la réforme de l'urbanisme et de politique foncière ; (p. 6714) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Canacos ; le renchérissement du coût des logements qui serait la conséquence de l'amendement ; le refus du groupe communiste de prendre ses responsabilités au sujet du plafond légal de densité. **Article premier** (p. 6720) : s'oppose à l'amendement n° 416 de M. Claudius-Petit : système trop compliqué prévu par l'amendement ; (p. 6721) : son amendement n° 138 : rédactionnel ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 369 de M. Ligot ; (p. 6722) : son amendement n° 139 : nouvelle rédaction du texte du Gouvernement ; adopté ; (p. 6723) : s'oppose à l'amendement n° 311 de M. Montagne : ne pas substituer au plafond légal de densité la notion de surdensité qui existe déjà et fait obstacle à toute réforme foncière ; (p. 6724) : s'oppose à l'amendement n° 370 de M. Ligot ; (p. 6725) : s'oppose à l'amendement n° 396 de M. Simon-Lorière et au sous-amendement n° 491 de M. Masson ; l'opposition de la commission des lois à un coefficient de 0,75 ; la simplicité plus grande du système du Gouvernement et l'absence de différence disproportionnée entre Paris et la province ; (p. 6725, 6726) : estime que le coefficient 1 constituant une atteinte au droit de propriété pour ceux qui ont un plafond légal de densité supérieur, il convient de ne pas descendre au coefficient 0,75 ; (p. 6727) : son amendement n° 140 : nouvelle rédaction du droit de construire au-delà du plafond légal de densité ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 141 : nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article ; adopté ;

(p. 6729) : son amendement n° 142 : absence de versement de la taxe pour les constructions à usage locatif édifiées par les offices publics, les sociétés d'HLM ou les organismes construisant des logements pour les travailleurs immigrés ; réservé par suite de la réserve de l'article 2 ; (p. 6730) : ses observations à la suite des propos de M. de La Malène ; (p. 6731) : propose d'ajouter au sous-amendement n° 487 de M. Pierre Bas les mots : « et les écoles » ; (p. 6732) : demande la réserve de l'amendement n° 365 de M. Bas jusqu'au débat sur le sous-amendement n° 487 ; s'oppose à l'amendement n° 365 de M. Bas : possibilité pour des associations réalisant des affaires immobilières de se camoufler derrière des associations à but non lucratif ; accepte néanmoins l'amendement sous réserve qu'il se limite aux constructions d'écoles et d'édifices destinés au culte ; s'oppose au sous-amendement n° 400 de M. Boscher à son amendement n° 142 qui faciliterait la spéculation ; accepte le sous-amendement n° 487 rectifié de M. Bas ; [14 octobre 1975] : **Article 14** (p. 6814) : son amendement n° 145 : rédactionnel ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 418 de M. Claudius-Petit. **Après l'Article 4** (p. 6815) : son amendement n° 490 : insérer un nouvel article : parer à une fraude résultant d'une nouvelle division du terrain intervenant une fois que le calcul de la densité d'un immeuble a été fait ; adopté ; (p. 6816) : s'oppose au sous-amendement n° 492 du Gouvernement ; n'apporte qu'une garantie trop modeste ; impossibilité de frapper une décision judiciaire de nullité ; demande au Gouvernement de tenir compte, au cours des navettes, des préoccupations exprimées par l'Assemblée nationale. **Article 5** (p. 6817) : son amendement n° 147 : suprimer l'alinéa 1 de l'article 5 : conséquence des modifications apportées aux articles précédents ; adopté ; (p. 6818) : s'oppose à l'amendement n° 420 de M. Claudius-Petit ; ne pas léser les droits acquis ; (p. 6819) : son amendement n° 148 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 5 ; adopté après adoption du sous-amendement n° 498 du Gouvernement ; s'oppose à ce sous-amendement. **Article 6** (p. 6819) : son amendement n° 149 : nouvelle rédaction de l'alinéa 1 de l'article 6 ; adopté ; (p. 6820) : s'oppose à l'amendement n° 372 de M. Ligot ; (p. 6821) : s'oppose à l'amendement n° 373 de M. Ligot ; (p. 6822) : est favorable à l'amendement n° 314 de M. Montagne ; s'oppose au sous-amendement n° 499 du Gouvernement ; demande que les amendements n° 46 de M. Masson et n° 4, défendu par M. Canacos, soient renvoyés à l'article 7. **Article 7** (p. 6823) : demande la réserve de l'article. **Article 8** (p. 6824) : s'oppose aux amendements n° 6 de M. Jans et n° 476 de M. Mesmin ; son amendement n° 152 : rédactionnel ; adopté ; (p. 6825) : s'oppose à l'amendement n° 477 de M. Mesmin ; (p. 6826) : s'oppose à l'amendement n° 500 du Gouvernement ; accepte l'amendement n° 480 de M. Boscher ; (p. 6827) : s'oppose à l'amendement n° 366 de M. Frédéric-Dupont ; son amendement n° 153 : réservé ; (p. 6828) : propose une modification de forme à l'amendement n° 203 de M. Palewski ; ses observations sur l'amendement n° 326 du Gouvernement ; (p. 6835) : s'oppose à l'amendement n° 375 de M. Ligot ; (p. 6836) : s'oppose à l'amendement n° 384 de M. Mesmin ; (p. 6837) : estime inapplicable l'amendement n° 119 de M. Dubedout ; son amendement n° 154 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 155 : supprimer la deuxième phrase du sixième alinéa ; laisser à la région de Paris ses responsabilités ; repoussé ; (p. 6839) : estime inutile l'amendement n° 8 de M. Canacos ; accepte l'amendement n° 423 de M. Claudius-Petit ; (p. 6840) : son amendement n° 156 : de forme ; adopté ; (p. 6841) : observe que la portée des amendements n° 401 de M. Voisin et n° 52 de M. Masson est assez imprécise ; les reporter après l'article 8 ; accepte l'amendement n° 317 de M. Montagne ; son amendement n° 157 : supprimer le dernier alinéa de l'article 8 et le reporter dans les dispositions transitoires ; adopté. **Article 2** *(suite)* (p. 6843) : son amendement n° 142 : exonérer du versement les offices d'HLM pour les constructions à usage locatif ou destinées aux travailleurs immigrés ; (p. 6846) : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 513 du Gouvernement. **Après l'Article 8** : rappelle les propos de M. Claudius-Petit en commission sur l'amendement n° 513 du Gouvernement ; est favorable à l'adoption de l'amendement ; son amendement n° 143 : nouvelle rédaction du début du second alinéa de l'article : « l'attribution expresse ou tacite du permis... » ; adopté ; (p. 6847) : ses observations sur la proposition de M. Longequeue relative au renvoi de son amendement n° 143 ; s'oppose à l'amendement n° 371 de M. Ligot ; danger que présenterait l'amendement pour les ensembles architecturaux. **Article 3** *(suite)* (p. 6848) : son amendement n° 144 : supprimer l'article 3 ; adopté. **Article 7** (*suite*) : son amendement n° 151 : de coordination ; adopté ; (p. 6849) : manifeste son accord avec l'amendement n° 510 du Gouvernement ; (p. 6850) : accepte l'amendement n° 316 de M. Montagne sous réserve de son sous-amendement n° 485 : rejeter tout délai imposé au juge de l'expropriation ; repoussé ; [15 octobre 1975] : **Article 9** (p. 6891, 6892) : son amendement n° 159 : supprimer l'article 9 ; l'interrogation de la commission des lois sur l'utilité et l'opportunité des dispositions dérogatoires prévues par cet article ; repoussé ; (p. 6894) : s'interroge

sur la signification de la deuxième phrase de l'amendement n° 360 du Gouvernement ; (p. 6895) : ses observations sur la signification des mots : « le cadre du parti d'aménagement choisi ». **Après l'Article 9** : est favorable aux amendements n^os^ 361 et 362 du Gouvernement. **Article 8** (*suite*) (p. 6896) : retire son amendement n° 153 ; souhaite une rectification de l'article 8 pour tenir compte des décisions précédentes de l'Assemblée. **Après l'Article 8** (p. 6897) : son amendement n° 158 : de forme ; adopté, est favorable à l'amendement n° 401 de M. Lauriol ; (p. 6899) : estime qu'il faut maintenir les termes « espaces boisés classés à conserver » dans l'amendement n° 52 de M. Masson ; demande des précisions sur la procédure qui sera suivie pour la répartition des fonds. **Article 10** : son amendement n° 160 : démolition d'immeubles construits en infraction aux règles concernant la densité ; adopté ; (p. 6900) : son amendement n° 161 : renforcer les sanctions ; adopté ; son amendement n° 162 : nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 10 ; adopté. **Article 11** (p. 6901) : son amendement n° 489 : privilège du Trésor et hypothèques légales ; adopté ; (p. 6902) : pense que l'amendement n° 57 de M. Masson est satisfait par son amendement n° 489 ; son amendement n° 164 : nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 11 ; adopté. **Article 12** : estime abusive l'application du code général des impôts prévue par le Gouvernement ; (p. 6903) : son amendement n° 165 : décroissance du prélèvement avec l'augmentation de la valeur à laquelle il s'applique sans pouvoir excéder 2 % de celle-ci ; ne pas suivre le texte du Gouvernement qui aboutirait à renchérir le prix des terrains ; prévoir un barème dégressif ; adopté. **Article 13** : est favorable à l'amendement n° 376 défendu par M. Bertrand-Denis ; (p. 6904) : son amendement n° 166 : substituer aux mots : « à l'exception de », les mots : « y compris le » ; comprendre dans le remboursement du prélèvement le prélèvement pour frais d'assiette et d'impôt ; repoussé ; son amendement n° 167 : supprimer la dernière phrase du premier alinéa de l'article 13 ; retiré ; (p. 6905) : son amendement n° 168 : nouvelle rédaction de la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 13 : restitution du versement en cas d'expropriation ; indexer le montant de cette restitution sur les variations du coût de la construction ; repoussé : sur les amendements n° 168 et n° 58 observe que le taux légal d'intérêt risque d'être très faible et ne dissuadera pas l'administration de garder le versement. **Article 14** (p. 6906) : son amendement n° 170 : rendre compétente pour statuer sur les réclamations et instruire les recours contentieux autres que ceux relatifs à la valeur vénale du terrain et au recouvrement l'administration de l'équipement ; adopté. **Article 15** son amendement n° 172 : étendre le texte aux opérations tendant à résorber les bidonvilles et l'habitat insalubre ; retiré au profit de l'amendement n° 327 du Gouvernement ; (p. 6907) : pense qu'il n'y aurait aucun inconvénient à viser expressément dans le texte les bidonvilles ; (p. 6908) : son amendement n° 171 : rédactionnel ; adopté. **Article 16** (p. 6919) : son amendement n° 173 : de forme ; adopté ; son amendement n° 174 : supprimer le second alinéa de l'article 16 ; appliquer immédiatement le P.L.D. ; adopté. **Avant l'Article 17** (p. 6920) : son amendement n° 175 : préciser la notion de surface de plancher afin d'éviter des contestations ; adopté. **Article 17** : son amendement n° 176 : rédactionnel ; adopté ; (p. 6921) : est favorable à l'amendement n° 425 de M. Claudius-Petit. **Article 18** (p. 6922) : son amendement n° 177 : nouvelle rédaction de l'article 18 ; retiré au profit de l'amendement n° 502 du Gouvernement. **Article 19** (p. 6923): son amendement n° 178 : rédactionnel ; adopté ; (p. 6924) : son amendement n° 179 : rédactionnel ; adopté. **Article 20** (p. 6927, 6928) : s'étonne de l'intervention de M. Foyer ; s'élève contre les propositions faites par celui-ci en matière de droit de préemption ; (p. 6929) : son amendement n° 180 : les zones urbaines délimitées par les plans d'occupation des sols publics ou approuvés constituent des zones d'intervention foncière sans décision spécifique du conseil municipal ; (p. 6932) : n'est pas favorable à l'amendement n° 16 de M. Masson ; (p. 6933) : s'oppose au sous-amendement n° 413 de M. Dubedout à son amendement n° 180 ; (p. 6931) : insiste sur la nécessité de voter son amendement n° 180 ; donner la possibilité politique aux communes de décider de la constitution d'une zone d'intervention foncière ; repoussé. **Article 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6936) : suggère à M. Claudius-Petit de retirer son amendement n° 462 ; (p. 6937) : son amendement n° 182 : possibilité d'utiliser le droit de préemption à l'égard de tout immeuble situé dans une zone d'intervention foncière aliéné volontairement à titre onéreux ; adopté ; fait observer sur l'amendement n° 132 de M. Masson que son amendement n° 183 donnera toute satisfaction ; (p. 6938) : sur l'amendement n° 385 de M. Mesmin, craint que ce texte n'ouvre la porte à des fraudes ; (p. 6939): formule toutes réserves sur l'amendement n° 520 du Gouvernement ; (p. 6940) : son amendement n° 183 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 211-2 du code de l'urbanisme ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 380 de M. Ligot ; (p. 6941) : s'oppose à l'amendement n° 388 défendu par M. Hamelin ; ne pas faire obstacle à la constitution

de réserves foncières ; souligne qu'il ne s'agit pas d'une expropriation, mais d'une préemption au prix du marché ; son amendement n° 184 : compléter le sixième alinéa de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme par les mots : « conformément à l'article L 221-1 » ; adopté ; son amendement n° 185 : supprimer de la liste des immeubles qui ne peuvent être préemptés les immeubles bâtis et non bâtis appartenant à l'Etat ; adopté ; (p. 6942) : critique les propos tenus par le ministre sur son amendement n° 185 ; estime que l'amendement n° 36 de M. Dubedout doit être discuté après l'article L 211-8 du code de l'urbanisme. **Article L 211-3 du code de l'urbanisme** (p. 6943) : ses observations sur l'amendement n° 472 de M. Bertrand Denis. **Article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 6944) : s'oppose à l'amendement n° 389 de M. Hamelin ; retire son amendement n° 187 et se rallie à l'amendement n° 330 du Gouvernement. **Après l'Article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 6945) : demande le renvoi de l'examen de l'amendement n° 386 de M. Mesmin à l'article L 211-5 du code de l'urbanisme. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6946) : son amendement n° 188 : éviter que la préemption ne soit une expropriation déguisée ; s'oppose à l'amendement n° 382 de M. Ligot satisfait par le texte de l'amendement n° 188 ; s'oppose à l'amendement n° 464 de M. Claudius-Petit ; (p. 6947, 6948) : sa réponse à la demande de M. Masson ; s'oppose à l'amendement n° 331 du Gouvernement qui supprime tout délai ; juge que les problèmes de délai sont d'ordre législatif ; indique que le second délai de deux mois relatif au paiement prévu par l'amendement n° 386 de M. Mesmin n'a pas sa place à l'article L 211-5 du code de l'urbanisme ; (p. 6949) : est favorable au sous-amendement n° 505 de M. Lauriol à son amendement n° 188 ; maintenir la notion de prix même « manifestement exagéré » ; demande une suspension de séance ; (p. 6950) : indique les points d'accord et de désaccord existant entre le Gouvernement et la commission des lois ; le maintien de ce désaccord lorsque le prix dépasse le prix du marché ; la volonté de la commission des lois de conserver l'expression « manifestement exagéré » ; son refus d'aller jusqu'à l'expropriation ; (p. 6951) : insiste pour écarter le plus possible le recours au juge de l'expropriation ; repoussé ; (p. 6952) : son amendement n° 189 : substituer aux mots « cinq ans » les mots « un an » ; adopté. **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6953) : son amendement n° 190 : substituer de nouvelles dispositions au premier alinéa du texte proposé pour l'article L 211-6 du code de l'urbanisme ; (p. 6954) : regrette que l'Assemblée se soit engagée dans la voie d'une procédure d'expropriation ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; première partie de l'amendement n° 190 repoussée ; deuxième partie retirée ; (p. 6955) : son amendement n° 191 : impossibilité pendant dix ans pour le titulaire du droit de préemption d'exercer ce droit sur un immeuble qu'il aurait renoncé préalablement à acquérir ; retiré ; s'oppose à l'amendement n° 481 de M. Aubert ; (p. 6956) : son sous-amendement oral : porter la période de cinq à dix ans ; adopté ; [16 octobre 1975] : **Article 20** (*suite*) : **Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 6969) : ses amendements n° 192 et n° 193 : rédactionnels ; adoptés ; son amendement n° 194 : exiger du nouveau propriétaire qu'il reloge les locataires avant le commencement des travaux ; (p. 6970) : répond aux observations de M. Bernard Marie et de M. Canacos ; adopté ; (p. 6971) : son amendement n° 195 : conséquence de l'amendement n° 194 ; adopté. **Article L 211-8 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 196 : permettre à l'ancien propriétaire de récupérer son bien si l'objet de la préemption n'a pas été réalisé ; adopté ; son amendement n° 197 : rédactionnel ; adopté. **Après l'article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6972) : son amendement n° 198 : ajouter un article L 211-8 *bis* : éviter l'opération immorale que constituerait la revente d'un terrain acheté en faisant jouer le droit de préemption ; laisse l'Assemblée libre de choisir entre son amendement et l'amendement n° 465 de M. Claudius-Petit ; (p. 6973) : rappelle que son amendement vise uniquement les immeubles ayant fait l'objet d'un droit de préemption ; repoussé. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** *(suite)* (p. 6976) : est favorable à l'amendement n° 520 du Gouvernement. **Article 23** (p. 6978) : son amendement n° 200 : rédactionnel ; adopté ; retire l'amendement n° 201 au profit de l'amendement n° 333 du Gouvernement ; sa question au Gouvernement relative à l'articulation entre les zones d'intervention foncière et les zones d'aménagement différé. **Après l'Article 24** (p. 6979) : explique les raisons pour lesquelles la commission des lois demande que soient préalablement soutenus les quatre amendements concernant l'impôt foncier ; (p. 6980) : en réponse à M. Dubedout, rappelle que la commission des lois a décidé que le vote commencerait par l'amendement n° 514 ; (p. 6981) : proteste contre les propos de M. Max Lejeune ; répète que la commission des lois a considéré qu'il était de l'intérêt de la discussion qu'un débat général s'instaure sur les quatre amendements concernant l'impôt foncier. **Après l'Article 25** (p. 6984) : le problème du livre foncier ; le caractère peu satisfaisant du système actuel ; (p. 6985) : le fichier immobilier ; le travail que demanderait l'institution de l'impôt foncier ; le taux peu élevé de celui-ci ; les propos du ministre sur l'alliance des promoteurs et des défenseurs de l'impôt foncier ; son refus

des procès d'intention ; conteste que l'impôt foncier risque de provoquer la disparition des espaces verts ; l'impôt foncier et le montant des ressources des collectivités locales ; (p. 6986) : l'absence de difficulté quant à la distinction du prix du terrain et du prix de l'immeuble ; le contrôle des déclarations des propriétaires par des commissions arbitrales d'évaluation ; le taux peu élevé de l'impôt foncier ; (p. 6987) : l'irréalité de la notion du revenu cadastral ; l'irréalité des bases de la fiscalité immobilière actuelle ; la mauvaise application de la taxation des plus-values ; les raisons de l'hostilité du ministre des finances à l'impôt foncier ; les études conduites par l'association des maires de France ; (p. 6988) : le vaste débat qui s'est ouvert sur les problèmes fonciers ; (p. 7001) : en réponse à M. Galley, rappelle que ses amendements relatifs à l'impôt foncier lui ont été adressés dès le 7 mai 1975 ; (p. 7003) : son sous-amendement n° 521 à l'amendement n° 514 de M. Foyer : prévoir que le nombre de parlementaires désignés par l'Assemblée nationale sera égal à dix ; (p. 7004) : expose les raisons pour lesquelles la commission des lois a adopté le sous-amendement n° 522 de M. Bignon ; (p. 7005) : s'oppose au sous-amendement n° 523 défendu par M. Charles Bignon ; caractère trop proche de la date du 31 mars 1976 prévue par ce sous-amendement indique que la commission des lois a accepté l'amendement n° 514 de M. Foyer ; [17 octobre 1975] : **Avant l'Article 85** (p. 7040) : présente l'amendement n° 527 déposé par M. Aubert ; intervention de l'acte déclarant l'utilité publique au plus tard un an après la clôture de l'enquête ; adopté. **Article 85** (p. 7042) : son amendement n° 392 : lier l'emprise totale à la notification des offres ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 483 de M. Cornette ; les règles applicables couvrent les hypothèques envisagées par l'amendement ; (p. 7043) : est favorable à l'amendement de séance du Gouvernement tendant à modifier la première phrase du 1° du paragraphe 2 de l'article 85 ; s'oppose à l'amendement n° 393 de M. Wagner ; (p. 7044) : rappelle que la commission des lois a donné un avis défavorable à l'amendement n° 473 de M. Bertrand Denis ; (p. 7045) : son amendement n° 302 : remplacer la période de neuf ans au cours de laquelle plusieurs expropriations sont réalisées par une période de dix ans ; adopté ; son amendement n° 303 : ajouter aux termes « ses descendants », les mots « son conjoint » ; adopté. **Article 87** : son amendement n° 304 : de forme ; adopté ; (p. 7046) : son amendement n° 305 : définition des terrains à bâtir ; (p. 7048) : s'oppose aux sous-amendements n° 517 et n° 519 de M. Masson et au sous-amendement n° 404 de M. Gerbet ; (p. 7050) : accepte la rédaction proposée par l'amendement n° 528 du Gouvernement ; (p. 7051) : son sous-amendement n° 305 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 528 du Gouvernement ; (p. 7054, 7055) : à propos de l'amendement n° 405 de M. Gerbet, demande au Gouvernement de s'expliquer sur le problème de l'indemnisation des servitudes et en particulier des servitudes publiques ; (p. 7057) : ses objections aux propos tenus par M. Dubedout et M. Canacos portant sur les servitudes publiques ; estime raisonnable la proposition de M. Foyer tendant à prévoir un certain délai de convenance. **Article 88** (p. 7058) : son amendement n° 306 : de forme ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 29 de M. Masson. **Article 89** (p. 7059) : son amendement n 307 : rédactionnel ; adopté. **Article 90 : son** amendement n° 308 : ajouter à la liste des immeubles énumérés au 2° du paragraphe 2 de l'article 90 ceux qui sont expropriés en vue d'opérations financées au titre des lois des 14 décembre 1964, 12 juillet 1966 et 10 juillet 1970 (résorption de l'habitat insalubre) ; retiré au profit de l'amendement n° 334 du Gouvernement. **Article 93** (p. 7060, 7061) : l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 116 de M. Dubedout ; la volonté de la commission de voir évoquer les problèmes financiers des collectivités locales ; demande au Gouvernement de réfléchir aux problèmes de l'indemnisation tels qu'ils ont été posés par MM. de la Malène et de Poulpiquet. **Après l'Article 94** (p. 7062) : approuve l'amendement n° 30 de M. Masson malgré son caractère réglementaire. **Avant l'Article 95** (p. 7064) : est favorable à l'amendement n° 395 de M. de Poulpiquet. **Article 95** (p. 7066, 7067) : est favorable à l'amendement n° 486 de M. Bécam ; souhaite que le comité d'études créé par le projet de loi en discussion se penche sur la question évoquée par cet amendement ; insiste pour que l'amendement n° 486 de M. Bécam soit adopté ; (p. 7068) : se prononce en faveur de l'amendement n° 508 de M. Claudius-Petit. **Article 96** (p. 7069) : son amendement n° 524 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 309 : retiré au profit de l'amendement n° 337 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article premier** (p. 9031) : sa réponse au rappel au règlement de M. Gissinger ; (p. 9032) : déplore les modifications de l'ordre du jour décidées par le Gouvernement. **Article 2** : son amendement n° 39 : reprendre le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; (p. 9033) : s'étonne de l'opposition du Gouvernement à son amendement n° 39 ; adopté. **Article 4** (p. 9034) : son amendement n° 80 : de forme ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 40 : intitulé du chapitre III ; adopté. **Ar-**

ticle 6 : son amendement n° 41 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 42 : insérer, après le troisième alinéa de l'article, un nouvel alinéa adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 7** (p. 9035) : rappelle que la commission des lois a adopté une position de principe opposée à celle contenue dans l'amendement n° 89 de M. Canacos ; sur l'amendement n° 2 du Gouvernement, se déclare favorable au texte adopté par le Sénat. **Article 8 : Article L 333-3 du code l'urbanisme** (p. 9036) : son amendement n° 43 : conséquence de l'amendement n° 40 ; adopté ; son amendement n° 44 : conséquence de l'introduction par le Sénat d'un nouvel article 95 *quater* prévoyant l'acquisition en viagers de biens fonciers ; repoussé ; (p. 9037) : son amendement n° 45 : reprise du texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 78 de M. Masson. **Article L 333-4 du code de l'urbanisme** (p. 9038) : son amendement n° 46 : de forme ; adopté ; son amendement n° 47 : rétablir le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; affecter par moitié le quart du produit attribué au district de la région parisienne à des actions concourant à la mise en œuvre d'une politique sociale de l'habitat et à la constitution d'espaces verts publics ; (p. 9039) : considère que le problème des espaces verts ne se pose pas partout de la même façon dans la région parisienne ; estime nécessaire de laisser au district la possibilité d'utiliser certaines sommes pour financer une politique sociale de l'habitat ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 9040) : s'oppose à l'amendement n° 4 du Gouvernement ; son amendement n° 48 : restitution sans délai des sommes aux organismes qui les ont versées ; adopté ; son amendement n° 49 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 333-5 du code de l'urbanisme ; adopté ; (p. 9041) : son amendement n° 85 ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 91 de M. Canacos. **Article 9** (p. 9042) : s'oppose à l'amendement n° 5 du Gouvernement ; insiste sur la complexité introduite dans le texte. **Article 14** (p. 9045) : ses observations sur l'amendement n° 8 du Gouvernement. **Article 15** (p. 9046) : ses sous-amendements n° 81 et n° 82 à l'amendement n° 36 du Gouvernement : faire référence aux lois antérieures à celles du 10 juillet 1970 ; repoussés ; son sous-amendement n° 83 : de forme ; adopté. **Article 16** (p. 9047) : son amendement n° 55 : prévoir que les dispositions du chapitre II du présent titre ne sont pas applicables aux demandes de permis de construire et aux déclaration préalables déposées avant le 1er juillet 1976 ; rappelle que l'examen du titre III, complément du titre II, n'est plus inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; (p. 9049) : souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant à la discussion du projet de loi sur l'urbanisme ; dans son amendement n° 55 : substituer aux mots « avant le 1er juillet 1976 » les mots « dès la publication de la présente loi au *Journal officiel* » ; (p. 9050) : insiste à nouveau pour que soit repris le texte adopté en première lecture ; adopté. **Article 17** (p. 9051) : son amendement n° 56 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 57 : assurer une meilleure information des intéressés ; adopté. **Article 18** : son amendement n° 58 : apport d'une précision au texte proposé ; adopté. **Article 19** : son amendement n° 59 : conséquence des dispositions adoptées antérieurement ; adopté. **Article 20 : Article L 211-1 du code de l'urbanisme** (p. 9052) : son amendement n° 60 : rétablir le texte voté en première lecture ; retiré au profit de l'amendement n° 12 du Gouvernement ; son amendement n° 61 : préciser que la création de la ZIF n'entraîne pas la disparition de la ZAD ; accepte de retirer son amendement. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 62 : rétablir le texte voté en première lecture ; retiré. **Article L 211-2** *bis* **du code de l'urbanisme** (p. 9053) : son amendement n° 63: rétablir le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Frédéric-Dupont ; juge dangereux d'exercer le droit de préemption pour le maintien d'activités privées. **Article L 211-2** *ter* **du code de l'urbanisme** : son amendement n° 64 : reprendre pour partie le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale et pour partie le texte adopté par le Sénat ; adopté. **Article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 9054) : son amendement n° 65 : compléter le texte adopté par le Sénat en ajoutant les établissements publics ; adopté. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 84 : prévoir l'institution d'une commission départementale de conciliation ; repoussé ; (p. 9055) : s'oppose à l'amendement n° 14 du Gouvernement ; protéger les propriétaires contre les préemptions abusives en instituant un délai après lequel la préemption deviendra caduque ; en réponse aux observations de M. Dubedout, précise que la commission des lois propose de porter le délai à dix mois. **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 68 : reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 9056) : son amendement n° 69 : reprendre les dispositions votées en première lecture afin de mieux protéger les locataires, preneurs ou occupants de bonne foi ; accepte la modification rédactionnelle de son amendement proposée par M. Masson ; n'accepte pas de retirer son amendement n° 69 au profit de l'amendement n° 15 du Gouvernement ; insiste pour que l'Assemblée reprenne le texte voté en

première lecture ; adopté. **Article L 211-8 *bis* du code de l'urbanisme** (p. 9057) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Canacos ; son amendement n° 70 : rejeter les exceptions prévues par le texte en supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 211-8 *bis* du code de l'urbanisme ; repoussé. **Article L 211-9 du code de l'urbanisme** (p. 9058) : son amendement n° 71 : de forme ; adopté. **Article 23** : son amendement n° 72 : reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Avant l'article 24 *bis*** (p. 9059) : son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 17 du Gouvernement : supprimer le délai de six mois accordé par l'amendement n° 17 ; retire son sous-amendement n° 86 après modification de l'amendement n° 17 du Gouvernement. **Article 20** *(suite)* : **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** *(suite)* (p. 9060) : s'oppose à l'amendement n° 14 du Gouvernement ; ses amendements n° 66 et n° 67 ; devenus sans objet par adoption de l'amendement n° 14 du Gouvernement. **Article 24 *bis*** (p. 9061) : demande comment seront désignés les parlementaires appelés à siéger au comité d'étude chargé de proposer les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales. **Article 85 A** : son amendement n° 73 : de forme ; adopté. **Article 85 B** : son amendement n° 74 : obtention du paiement d'un acompte ; (p. 9062) : apporte son soutien aux observations de M. Claudius-Petit portant sur le problème de la consignation de l'acompte ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 99 du Gouvernement. **Article 87** (p. 9064) : son amendement n° 75 : revenir au texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale; repoussé. **Article 94** (p. 9066) : son amendement n° 76 : de forme; adopté. **Article 95** : son amendement n° 77 : maintenir en vigueur l'article 61 de la loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967; repoussé. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10092) : l'acceptation par la commission des amendements du Sénat ; le compromis auquel elle a abouti en matière d'espaces verts ; (p. 10093) : l'adoption du système du Sénat à l'article 16 en ce qui concerne les modalités d'entrée en application de la loi ; les craintes de l'orateur quant à l'application effective de ce système ; l'adoption à l'article 20 de la décision du Sénat quant à la création de zones d'intervention foncière ; ses craintes portant sur cette décision ; (p. 10097) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement qui enferme l'action du district dans un cadre contraignant ; sa remarque sur une erreur d'impression qui s'est produite dans le texte de l'article 8 que l'Assemblée avait adopté en seconde lecture ; s'oppose à l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [14 octobre 1975] (p. 6834, 6835) : sur la fixation de l'ordre du jour : impossibilité matérielle de discuter le projet de loi n° 1881 portant réforme de l'urbanisme.

— **Rappel au règlement** [15 octobre 1975] (p. 6890) : fait observer que la faible participation des députés au débat est la conséquence du chevauchement de la séance publique et de réunions de commissions.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [30 octobre 1975]. **Après l'Article 64** (p. 7641) : sur l'amendement n° 174 du Gouvernement, estime qu'une loi-programme qui a valeur d'engagement financier est préférable au document prévu par l'amendement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 6** (p. 9020) : son amendement n° 9 prévoyant une autorisation expresse du maire lorsque les travaux ne sont pas soumis à l'obligation du permis de construire ; adopté. **Article 7** (p. 9022) : s'oppose à l'amendement n° 20 du Gouvernement qui inclut les immeubles classés en catégorie III B dans l'interdiction de revendre avant une période de cinq ans. **Après l'Article 8** (p. 9026) : demande au Gouvernement de reconsidérer sa position en ce domaine au cours des navettes. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article 6** (p. 10099) : son amendement n° 10 : soumettre à l'autorisation du maire certaines opérations de rénovation donnant trop souvent lieu à des abus ; dénonce la lenteur de toute procédure judiciaire ; (p. 10101) : juge préférable l'autorisation du maire ; repoussé ; (p. 10102) : craint que l'on ne vide, par le jeu d'amendements, le projet de loi de son contenu.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Gissinger** [27 novembre 1975] (p. 9031) : discussion en deuxième lecture du projet de loi relatif à la réforme de la politique foncière; article premier modifié par le Sénat.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**), rapporteur. **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9178) : l'attitude des hommes qui ont gouverné la France face à Paris ; la situation de minorité dans laquelle a été maintenue la capitale ; les caractéristiques du projet : institution d'un maire et maintien du rôle de capitale de la France ; (p. 9179) : le maintien du préfet de Paris et du préfet de police ; le problème de la réunion du conseil de Paris au cours de deux sessions annuelles ;

le problème de la commission permanente et celui du nombre des adjoints ; (p. 9180) : la volonté de la commission des lois de s'en tenir au droit commun : convocation du conseil par le maire, absence de commissions permanentes, nombre des adjoints porté à dix-huit ; la nécessité d'élus responsables et de Parisiens concernés par les décisions de leurs élus ; les propositions de la commission tendant à l'établissement de commissions représentatives dans les arrondissements ; (p. 9181) : relancer la déconcentration administrative ; maintenir le département de Paris avec un maire présidant le conseil général ; le système budgétaire particulier à Paris ; la situation des personnels de la ville ; faire en sorte que les personnels de l'assistance publique ne soient aucunement concernés par la mutation en cours ; (p. 9182) : le problème de l'intégration des administrateurs et des attachés d'administration centrale ; donner au maire une véritable autorité ; la fonction absorbante qui sera la sienne ; supprimer la limitation du nombre de ses mandats ; (p. 9183) : le désir de participation des populations ; poser à travers le cas de Paris le problème général des grandes villes ; (p. 9185) : sa question au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, portant sur le personnel de la caisse des écoles ; (p. 9207) : suite aux questions posées par M. Fiszbin au ministre de l'intérieur, portant sur la situation du personnel de l'assistance publique, accuse M. Fiszbin de provoquer une agitation sans fondement dans les rangs du personnel intéressé. **Discussion des articles : Avant l'Article premier** (p. 9209) : se prononce contre l'amendement n° 138 de M. Clérambeaux ; (p. 9210) : son amendement n° 80 de clarification ; estime que cet amendement ne met pas en cause les principes de la loi ; explique les raisons de la commission des lois quant aux suppressions des articles 4 et 5 et des articles 2 et 3 ; estime qu'il n'est pas nécessaire d'écrire dans la loi ce qui est évident ; adopté. **Article 2** (p. 9211) : son amendement n° 81, conséquence de l'amendement n° 80 adopté ; son amendement n° 83 : supprimer l'article 2 ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 84 : supprimer l'article 3 ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 85 : supprimer l'article 4 ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 86 : supprimer l'article ; adopté ; [3 décembre 1975] (p. 9268) : demande une suspension de séance. **Avant l'Article 6** (p. 9269) : son amendement n° 87 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 88 : le conseil municipal de Paris est dénommé : « conseil de Paris » ; adopté. **Après l'Article 6** : considère que l'amendement n° 149 de M. Dalbera est de nature réglementaire. **Article 7** : son amendement n° 89 : supprimer l'article 7 ; suggère que l'Assemblée vote d'abord sur les amendements visant à supprimer le système des sessions du conseil de Paris et de la commission permanente ; adopté ; (p. 9270) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Fiszbin ; rendre possible l'application du droit commun en supprimant l'article 7 ; l'impossibilité pour le maire de convoquer le conseil de Paris en dehors des sessions ordinaires si l'amendement n° 150 de M. Fiszbin était voté. **Article 8** : son amendement n° 90 : supprimer l'article ; adopté. **Article 9** (p. 9271) : son amendement n° 91 : supprimer l'article ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 92 : supprimer l'article qui est dérogatoire au droit commun ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 93 : supprimer l'article 11 ; adopté. **Article 12** (p. 9272) : son amendement n° 94 : supprimer l'article 12 ; laisser aux élus parisiens le soin de décider de publier leurs débats ; considère qu'il ne s'agit pas en la matière d'interdire au conseil de Paris de publier un bulletin mais de lui laisser la liberté de le faire ou pas ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 95 : supprimer l'article 13 ; adopté. **Article 14** : accepte l'amendement n° 29 de M. Clérambeaux ; son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 29 : substituer aux mots : « en cas de dissolution », les mots : « à la dissolution » ; adopté. **Article 15** (p. 9273) : son amendement n° 55 : supprimer l'article 15 ; adopté. **Article 16** : son amendement n° 56 : supprimer l'article 16 ; adopté. **Article 17** : son amendement n° 57 : supprimer l'article 17 ; adopté. **Article 18** : son amendement n° 58 : supprimer l'article 18 ; adopté. **Article 19** : son amendement n° 59 : supprimer l'article 19 ; adopté. **Article 20** : son amendement n° 60 : supprimer l'article 20 ; adopté. **Article 21** (p. 9274) : son amendement n° 97 : supprimer l'article 21 ; adopté. **Avant l'Article 22** : son amendement n° 98, conséquence du plan, des titres, chapitres et articles adoptés par l'Assemblée nationale ; adopté. **Articles 22, 23, 24** : estime que la réserve de l'article 22 demandée par le Gouvernement est inopportune ; insiste sur la nécessité de donner au maire un nombre d'adjoints suffisant ; (p. 9275) : demande la réserve des articles 23 et 24. **Après l'Article 24** : son amendement n° 107 : insérer un nouvel intitulé : « Chapitre III : le préfet de Paris » ; adopté ; défend l'amendement n° 61 de Mme de Hauteclocque : conservation par le préfet de police des pouvoirs fixés par l'article 10, alinéa premier, de la loi du 10 juillet 1964 et par l'article 11 de la même loi ; (p. 9276) : s'oppose au sous-amendement n° 163 de M. Fiszbin qui remet en cause le système mis au point dans le projet de loi et le sous-amendement n° 147 de M. Mesmin ; appelle néanmoins l'attention du Gouverne-

ment sur la nécessité de régler les conflits entre le préfet de police et le préfet de Paris ; (p. 9277) : son amendement n° 62 : le préfet de police est chargé, dans le domaine de sa compétence, de l'exécution des délibérations du conseil de Paris ; adopté ; son amendement n° 63 : prévoir que le préfet de police a entrée au conseil de Paris et que le maire réunisse le conseil à la demande du préfet de police pour délibérer des affaires relevant de la compétence de celui-ci ; adopté. **Avant l'Article 25** : son amendement n° 108 : Chapitre III : les commissions d'arrondissements ; demande la réserve des articles 25, 26 et 27 et de son amendement n° 108. **Avant l'Article 28** : son amendement n° 113 : substituer à l'intitulé : « Titre III », l'intitulé : « Titre II » ; adopté. **Article 28** : précise dans quel esprit la commission a adopté cet article. **Après l'Article 28** (p. 9278) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Fiszbin. **Article 29** : son amendement n° 114 : préciser que le conseil de Paris exerce pour le département les attributions dévolues aux conseils généraux par le droit commun ; adopté. **Article 30** : son amendement n° 115 : supprimer l'article 30 ; adopté. **Article 31** : son amendement n° 116 : supprimer l'article 31 ; adopté. **Après l'Article 31** : son amendement n° 117 : insérer un nouvel intitulé : « Titre III : la représentation de l'Etat » ; adopté ; (p. 9279) : son amendement n° 118 : le préfet de Paris et le préfet de police sont les représentants de l'Etat sur le territoire de Paris ; adopté ; son amendement n° 141 : le préfet de Paris exerce les fonctions de préfet de la région Ile-de-France ; garantir aux futurs préfets de Paris une certaine envergure ; (p. 9280) : retire son amendement ; demande ce que deviendront les syndicats intercommunaux et les syndicats interdépartementaux dont la ville de Paris est membre. **Article 32** (p. 9281) : apporte son soutien à l'amendement n° 36 de M. Clérambeaux ; son sous-amendement n° 119 : remplacer le terme « ville » par les termes : « commune de Paris » ; adopté ; demande la réserve de l'amendement n° 176 de M. de La Malène. **Après l'Article 32** : juge inutiles les amendements n°s 37 et 38 de M. Clérambeaux. **Article 33** (p. 9282) : ses amendements n°s 120 et 40 rédactionnels ; adoptés ; sur l'amendement n° 41 de M. Clérambeaux : rappelle que la commission des lois a estimé que le régime financier de Paris devrait être étendu aux autres grandes villes de France ; s'oppose à l'amendement. **Article 34** (p. 9283) : ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Clérambeaux : pense que le retour au droit commun marquerait un recul par rapport aux dispositions actuelles ; son amendement n° 121 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 122 de conséquence ; adopté. **Article 35** : son amendement n° 123 de conséquence ; adopté ; (p. 9284) : son amendement n° 124 de conséquence ; adopté. **Article 37** : sur l'amendement n° 168 de M. Kalinsky : juge qu'un contrôle financier particulier se justifie, compte tenu de l'importance des investissements réalisés par la ville de Paris ; s'oppose à l'amendement n° 168 mais estime que le contrôle financier devrait se limiter au budget d'investissement ; (p. 9285) : son amendement n° 125 : limiter le contrôle financier de la ville de Paris au budget d'investissement ; ne pas instituer de contrôle sur le budget de fonctionnement qui est identique à celui des autres communes ; adopté. **Article 38** (p. 9286) : son amendement n° 126 : supprimer l'article 38 ; adopté. **Avant l'Article 40** (p. 9288) : son amendement n° 127 de forme ; adopté. **Article 40** (p. 9289) : juge que M. Fiszbin se livre, dans le domaine du statut du personnel de l'assistance publique, à des attaques non fondées qui tendent à « tromper » le personnel ; (p. 9290) : fait observer qu'un amendement de la commission des lois consacre les droits du personnel de l'assistance publique et que cet amendement a été voté par les membres du groupe communiste ; donne lecture de la page 49 de son rapport ainsi que de la liste des syndicats qu'il a entendus ; (p. 9291) : reproche à M. Fiszbin d'avoir lu d'une façon inexacte la page 93 de son rapport ; s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Villa qui ferait perdre au personnel de l'assistance publique son statut actuel ; son amendement n° 128 : statut des personnels de la ville de Paris et mise à la disposition de la commune et du département de fonctionnaires de l'Etat détachés ; adopté ; (p. 9292) : pense que l'amendement n° 180 de M. de la Malène est de caractère réglementaire. **Article 41** : demande le report après l'article 43 de l'amendement n° 171 de M. Villa ; (p. 9293) : ses amendements de forme n°s 129 et 130 ; adoptés. **Après l'Article 41** : son amendement n° 131 de forme ; adopté. **Article 42** : affirme que la commission des lois attache une grande importance au problème posé par la situation des administrateurs, agents supérieurs et attachés d'administration de la ville de Paris ; (p. 9294) : met en évidence les inconvénients que présenterait la procédure d'intégration en surnombre des attachés d'administration ; objecte à M. Dalbera que son amendement n° 172 placerait les agents de la ville de Paris en situation de corps d'extinction ; (p. 9295) : son amendement n° 66 : dans le premier alinéa de l'article 42 : supprimer les mots : « en surnombre » ; adopté ; son amendement n° 67 : compléter le premier alinéa de l'article 42 par les mots : « les emplois nécessaires à leur intégration sont maintenus dans le budget du ministère de

l'intérieur » ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 68 de M. de La Malène ; son amendement n° 69 : sauvegarder les droits acquis des fonctionnaires et leur offrir la possibilité de faire connaître leurs souhaits personnels ; adopté. **Après l'Article 42** (p. 9296) : estime que l'amendement n° 173 de M. Dalbera est devenu sans objet. **Article 43** (p. 9297) : sur l'amendement n° 174 de Mme Moreau : rappelle que l'amendement n° 72, adopté par la commission des lois, préserve totalement les droits du personnel de la ville de Paris et qu'en conséquence, l'amendement n° 174 est sans objet ; en réponse à M. Fiszbin : ne voit pas les garanties qu'apporte aux personnels intéressés l'amendement n° 174 de Mme Moreau ; son amendement n° 70 : substituer au terme « répartition » le terme « affectation » ; adopté ; son amendement n° 71 : tenir compte dans les affectations des désirs exprimés par les intéressés ; adopté ; (p. 9298) : son amendement n° 72 : maintien des droits acquis des personnels de la ville de Paris ; considère, en réponse au Gouvernement, qu'il est nécessaire de respecter les engagements pris envers les fonctionnaires de la ville de Paris et souhaite que l'amendement n° 72 soit voté dans son intégralité ; (p. 9299) : en réponse à M. Villa, est d'accord pour que toutes garanties soient données au personnel par un vote global portant sur l'amendement n° 72 ; adopté. **Après l'Article 43** (p. 9300) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Clérambeaux qui opère une réforme générale de l'assistance publique qui n'a pas sa place dans le projet de loi ; s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Villa ; apporte son soutien à l'amendement n° 73 de M. Marcus qui offre des garanties solides au personnel de l'assistance publique ; (p. 9301) : demande au ministre de l'intérieur de faire en sorte qu'une lettre soit adressée aux personnels intéressés pour les informer des décisions qui ont été prises par l'Assemblée nationale et faire ainsi obstacle à certaines manœuvres. **Article 46** (p. 9302) : ses amendements n°s 133 et 134 : réservés. **Après l'Article 46** (p. 9303) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Clérambeaux ; son amendement n° 135 : liste des textes abrogés ; adopté. **Article 6** (*suite*) (p. 9304) : confirme que la commission des lois a adopté les amendements n° 3 de M. Bas et n° 148 de M. Fiszbin. **Article 22** (*suite*) (p. 9305) : son amendement n° 99 : supprimer la disposition qui prévoit que le maire de Paris ne peut être élu qu'une seule fois ; adopté ; (p. 9306) : son amendement n° 100 : supprimer les mots : « le mandat d'un adjoint a la même durée que celui du maire » qui ne fait que reprendre le droit commun ; adopté ; est favorable aux amendements n°s 78 et 79 de M. Bas. **Article 23** (*suite*) (p. 9307) : son amendement n° 101 : supprimer les mots : « en l'absence ou en cas d'empêchement », adopté. **Article 24** (*suite*) : son amendement n° 102 : supprimer la disposition selon laquelle le maire de Paris et ses adjoints sont officiers d'état civil, disposition inutile puisqu'elle relève du droit commun ; adopté ; (p. 9308) : son amendement n° 103 : permettre au maire de Paris de déléguer ses pouvoirs en matière d'état civil aux élus d'un groupe d'arrondissement ; adopté ; se prononce contre l'amendement n° 11 de M. Bas et les amendements n° 159 de M. Dalbera et n° 75 et M. Frédéric-Dupont ; (p. 9309) : son amendement n° 104 : nomination par le maire de Paris des officiers municipaux ; adopté ; (p. 9310) : son amendement n° 24 : supprimer l'alinéa concernant l'inéligibilité au conseil de Paris pendant la durée de leur mandat et pendant un an après la cessation de leurs fonctions des officiers municipaux ; adopté ; son amendement n° 106 : supprimer le dernier alinéa de l'article 24 : faire en sorte que l'on n'instaure pas une véritable carrière d'officier municipal ; adopté ; [4 décembre 1975] : **Avant l'Article 25** (*suite*) (p. 9346) : son amendement n° 108 : intitulé du chapitre IV ; adopté. **Article 25** (p. 9347) : son amendement n° 139 déposé à titre personnel : élire au suffrage direct les conseils municipaux d'arrondissement ; indique que la commission des lois s'est opposée à cet amendement ; repoussé ; (p. 9348) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Baillot ; (p. 9349) : souhaite que les amendements n° 12 de M. Bas et n° 76 de M. Frédéric-Dupont soient reportés à l'article 25 *bis* ; estime que l'amendement n° 24 de M. Bas est de nature réglementaire ; (p. 9350) : son amendement n° 110 : réunions de la commission d'arrondissement à la mairie d'arrondissement qui prend le nom de mairie-annexe ; adopté. **Après l'Article 25** (p. 9352) : rappelle que les magistrats municipaux appartiennent de droit à la commission d'arrondissement ; juge inopportun d'y faire siéger les députés ; est favorable à l'amendement n° 65 de M. Bas mais défavorable au sous-amendement n° 76 de M. Frédéric-Dupont ainsi qu'à l'amendement n° 165 de Mme Moreau ; (p. 9353) : estime que l'amendement n° 65 de M. Bas doit être soumis au vote avant l'amendement n° 165 de Mme Moreau. **Article 26** (*suite*) (p. 9354, 9355) : son amendement n° 74 : attributions de la commission d'arrondissement ; adopté ; estime que les amendements n° 166 de Mme Moreau et n° 34 de M. Clérambeaux sont devenus sans objet par l'adoption de l'amendement n° 74, sous-amendé par le sous-amendement n° 111 de M. Clérambeaux. **Article 27** (*suite*) : son amendement n° 112 : supprimer l'article 27 ; adopté. **Article 46** (*suite*) (p. 9356) : son

amendement n° 134 : supprimer les fonctions de maire et de maire adjoint d'arrondissement à compter de l'entrée en vigueur de la loi ; invite le Gouvernement à faire en sorte que les maires et maires adjoints d'arrondissement bénéficient d'une retraite ; adopté ; entend que les services passés des maires et maires adjoints d'arrondissement soient pris en considération. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10084) : donne connaissance des décisions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° 1981). **Discussion des articles** [4 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9382, 9383) : sur l'amendement n° 13 de M. Limouzy, estime que la suppression du mot « impérieuse » est très utile pour éviter des contestations judiciaires ; (p. 9384) : apporte son soutien à l'amendement n° 15 de M. Limouzy et au sous-amendement n° 25 de M. de Rocca Serra ; souhaite que l'on s'en tienne aux seuls officiers de police judiciaire. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10087) : son amendement n° 1 : dans le texte proposé pour l'article L 11 du code électoral supprimer « ainsi que leurs enfants » ; adopté.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° 1868).

Première lecture. Discussion générale, rapporteur [4 décembre 1975] (p. 9360) : le dépôt par le Gouvernement d'un texte tendant à organiser une répartition des 109 conseillers de Paris prévus par le texte relatif à la réforme du régime administratif de la ville de Paris ; la reprise par la commission d'une disposition tendant à établir une incompatibilité entre les fonctions d'officier municipal et de conseiller de Paris. **Discussion des articles. Articles premier et 2 : tableau n° 2 : Répartition par arrondissement ou groupe d'arrondissements des membres du conseil de Paris ;** (p. 9362) : n'est pas favorable au sous-amendement n° 13 de M. Fiszbin à l'amendement n° 12 du Gouvernement. **Tableau n° 3 : Répartition par arrondissement des conseillers municipaux de Lyon ;** (p. 9364) : indique que la commission des lois a repoussé tous les amendements relatifs au tableau n° 3. **Après l'Article 2** (p. 9365) : son amendement n° 3 : incompatibilité entre les fonctions de magistrat municipal et celles de conseiller de Paris ; adopté ; (p. 9366) : inéligibilité des magistrats municipaux au conseil de Paris pendant la durée de leur mandat et un an après la cessation de leurs fonctions ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 6 de M. Fiszbin à son amendement n° 4. **Deuxième lecture** [19 décembre 1975] (p. 10085) : donne connaissance de la modification apportée par le Sénat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 6** (p. 9532) : regrette que ne figurent pas parmi les bénéficiaires de la déduction de 10 % sur la TVA les fabricants de mobiliers industriel et commercial et de systèmes d'organisation.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° 1867). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Après l'Article 6** (p. 9991) : demande que l'amendement n° 4 de M. Boscher soit repoussé ; rappelle qu'à l'occasion du vote sur le statut de la ville de Paris, l'Assemblée nationale a décidé que le statut de l'assistance publique ne serait pas modifié. **Article 26** (p. 10003) : en réponse aux arguments avancés par M. Foyer, rappelle qu'une exception au droit commun a déjà été faite en refusant que le préfet de Paris soit en même temps préfet de région.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [7 avril 1976] (p. 1448) : remercie le Gouvernement d'avoir fait paraître rapidement les décrets d'application de la loi foncière. **Discussion des articles : Article premier** (p. 1449) : son amendement n° 79 : rédactionnel ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 1450) : déclare mal comprendre la portée de l'amendement n° 279 de M. Galley. **Article 2** (p. 1451) : son amendement n° 81 : de forme ; adopté. **Après l'Article 2 :** s'étonne du dépôt de l'amendement n° 345 de M. Besson ; (p. 1452) : comme M. Besson, auteur de l'amendement n° 346, a le sentiment que l'existence de plusieurs systèmes de calcul des surfaces créera des difficultés. **Article 3** (p. 1454) : son amendement n° 82 : insérer dans le code de l'urbanisme des articles L 111-7 à L 111-10 : possibilité de sursis à statuer sur toute demande d'autorisation concernant les travaux, constructions ou installations, motivation du sursis à statuer qui ne peut excéder deux ans ; possibilité pour les propriétaires de terrains concernés de mettre en demeure la collectivité de procéder à l'acquisition de leurs terrains ; juge qu'il y a une divergence entre cet amendement et l'amendement n° 258 présenté par le Gouvernement ; considère que supprimer dans son amendement n° 82 la fin automatique du sursis à statuer serait lui faire perdre tout intérêt ; adopté après adoption du sous-amen-

dement n° 169 défendu par M. Masson, rapporteur. **Avant l'Article 5** (p. 1457) : sur les amendements en discussion, suggère de se rallier à l'amendement n° 284 du Gouvernement qui viendra en discussion après l'article 8. **Article 5** (p. 1458) : son amendement n° 84 : de forme ; adopté ; (p. 1459) : conteste la simplification qu'apporterait l'amendement n° 281 du Gouvernement ; déclare ne pas saisir ce qu'apporte l'amendement n° 282 défendu par le Gouvernement. **Article 9** (p. 1470) : son amendement n° 88 défendu par M. Lauriol. **Article 10** (p. 1473) : son amendement n° 89 : cessation de l'application des dispositions du plan d'occupation des sols des zones d'aménagement concerté à compter de la publication de l'acte portant approbation du plan d'aménagement de zones ; conteste l'argumentation de M. Claudius-Petit ; adopté ; (p. 1474) : son amendement n° 91 : nouvelles dispositions de l'article L 311-1 du code de l'urbanisme : périmètre de la zone fixé par décision administrative prise sur la demande ou après délibération des organes délibérant des communes ou des établissements publics ; (p. 1475) : suggère la réserve de l'article 10 ; amendement n° 91 réservé ; [8 avril 1976] : **Article 11** (p. 1490) : sur l'amendement n° 314 de M. Lauriol, rappelle la position des tribunaux sur l'indemnité de remploi ; estime que certains parlementaires voteront cet amendement parce que l'Assemblée n'a pas suivi le Gouvernement dans le domaine de la prolongation de la durée des réserves ; (p. 1492) : son amendement n° 93 : rétrocession à l'ancien propriétaire du terrain acquis par la collectivité publique si la réserve dont a été grevé ce bien par un POS a cessé d'être opposable aux tiers en application des dispositions de l'article L 123-5 ; devenu sans objet par le rejet de l'amendement n° 235 de M. Claudius-Petit. **Article 10** (*suite*) (p. 1493) : ses observations sur la manière dont s'est engagée la discussion de l'article 10 et des amendements déposés sur cet article ; (p. 1494) : son sous-amendement n° 373 à l'amendement n° 180 du Gouvernement : éviter que ne se produise un pullulement des zones d'aménagement concerté pendant l'élaboration des POS ; repoussé. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1496) : son amendement n° 86 : nouvelle rédaction plus claire du chapitre relatif au transfert des COS ; explique que les transferts de COS sont destinés à mieux aider les conseils municipaux à protéger les sites ; repoussé. **Rappel au règlement** (p. 1502) : demande que les amendements soient distribués dans l'ordre des articles. **Article 7** (p. 1506) : son amendement n° 350 de coordination ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 94 : régler les problèmes dans le temps en ce qui concerne les plans d'urbanisme qui ont été approuvés avant le 1er juillet 1971 ; adopté. **Article 13** (p. 1507) : son amendement n° 95 de forme ; adopté. **Article 14** (p. 1509) : ses amendements nos 96, 97 et 98 de forme ; adoptés. **Article 17** (p. 1510) : son amendement n° 104 rédactionnel ; adopté. **Article 18** (p. 1515) : son amendement n° 105 : ajouter deux nouveaux cas à la liste de ceux pour lesquels une autorisation spéciale n'est pas requise pour la coupe des arbres ; défend le sous-amendement n° 212 de M. d'Aillières à l'amendement n° 105 ; (p. 1516) : face à l'amendement n° 182 du Gouvernement, maintient sa préférence pour l'amendement n° 105 ; retire le quatrième alinéa de cet amendement ; amendement n° 105 adopté. **Article 15** (p. 1521) : souhaite que le Gouvernement apporte des éclaircissements sur l'article ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1637) : sur l'amendement n° 14 et le sous-amendement n° 222 de M. Frédéric-Dupont, souhaite que la loi ne soit pas trop compliquée ; (p. 1638) : son amendement n° 102 : application du droit commun aux délais de validité du sursis à statuer ; (p. 1639) : se prononce contre l'amendement n° 181 du Gouvernement qui permettra de reconduire indéfiniment les sursis à statuer ; repoussé ; son amendement n° 103 : entrée en vigueur immédiate des dispositions de l'article ; repoussé. **Article 19** (p. 1641) : son amendement n° 108 : consultation des conseils municipaux des communes concernées ; adopté ; son amendement n° 109 : conditions de la rétrocession des biens préemptés dans les périmètres sensibles ; adopté après adoption du sous-amendement n° 289 du Gouvernement. **Article 20** (p. 1642) : son amendement n° 110 : précision relative aux bâtiments inclus dans le champ d'application de la taxe ; adopté. **Article 23** (p. 1645) : son amendement n° 111 : modification d'un article du code de l'urbanisme ; adopté. **Article 24** (p. 1646) : son amendement n° 112 : intitulé du chapitre II du titre VI ; repoussé ; son amendement n° 113 : rédactionnel ; repoussé. **Article 25** (p. 1648) : souhaite que l'article 25 soit réservé. **Article 27** (p. 1649) : son amendement n° 116 : extension du champ d'application de l'obligation du secret professionnel ; adopté. **Article 29** (p. 1650) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Palewski ; ne pas reconnaître à l'administration un droit à l'irresponsabilité et à l'erreur ; son amendement n° 117 : obligation pour les POS de comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol ; adopté. **Article 30** (p. 1657) : son amendement n° 118 : rédactionnel ; sa réponse aux observations de M. Galley ; repoussé ; son amendement n° 119 : retiré. **Article 31** (p. 1658) : son amendement n° 162 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. **Article 32** (p.

1659) : son amendement n° 120 : supprimer l'article 32 ; rappelle que l'allongement des délais revient à accroître la période d'incertitude dans laquelle se trouve le constructeur ; retiré ; (p. 1660) : sur les propos de M. Claudius-Petit et de M. Galley, juge que le certificat de conformité doit d'abord être un certificat de conformité avec le permis de construire. **Article 36** (p. 1661) : son amendement n° 163 : de forme ; adopté. **Article 38** (p. 1662) : son amendement n° 125 : supprimer les mots « par un tribunal judiciaire » ; repoussé. **Avant l'Article 39** (p. 1665) : ses observations sur l'amendement n° 343 de M. Claudius-Petit. **Article 39** : son amendement n° 126 : prévoir que le droit de rétrocession s'appliquera dans les conditions prévues par l'article L 211-11 du code de l'urbanisme ; repoussé. **Article 42** (p. 1669) : son amendement de suppression n° 155 ; adopté. **Article 43** : s'oppose à l'amendement n° 244 de M. Claudius-Petit ; (p. 1670) : estime que son amendement n° 129 : allongement du délai de rachat des terrains, pourrait donner satisfaction aux préoccupations de M. Dubedout ; apporte de nouveaux arguments à la défense de son amendement ; repoussé. [14 avril 1976] : **Article 43** (*suite*) (p. 1719) : son amendement n° 130 : supprimer le texte proposé pour l'article L 311-3 du code de l'urbanisme ; inutilité de l'article ; repoussé. **Article 34** (*suite*) (p. 1722, 1723) : son amendement n° 390 : définition des conditions dans lesquelles les associations reconnues d'utilité publique auront la possibilité de se porter partie civile quand l'infraction porte un préjudice direct aux intérêts collectifs qu'elles défendent ; le caractère trop large du texte du Gouvernement qui risque de favoriser le développement d'actions destinées à soutenir des intérêts privés ; (p. 1725) : en réponse à M. Dubedout et à M. Canacos, insiste sur le fait que son amendement n° 390 ne restreint pas le rôle des associations locales ; considère qu'il faut définir les rôles respectifs des associations et des élus ; (p. 1726) : accepte la suggestion de M. Palewski tendant à introduire la notion de préjudice direct dans son amendement n° 390 ; amendement n° 390 adopté. **Article 46** (p. 1740) : son amendement n° 132 : suppression des dispositions relatives à la vente de groupement de parcelles aux sociétés civiles constituées en vue de la vente d'immeubles ; estime indispensable une réforme générale des dispositions relatives aux syndicats de propriétaires ; (p. 1741) : insiste pour que soit mise en œuvre une réforme des dispositions relatives aux associations foncières ; repoussé ; sur son amendement n° 133 : suppression des dispositions relatives à la constitution des associations foncières en vue de la construction de bâtiments ; adopté. **Article 47** (p. 1742) : son amendement n° 134 : conditions de majorité exigées pour la création d'associations foncières autorisées ; repoussé. **Article 49** (p. 1743) : son amendement n° 135 : harmonisation de l'article avec les annonce qu'il retire ses amendements n° 136 et n° 137. **Article 50** (p. 1744) : son amendement n° 138 : élargissement de la liste des associations pouvant bénéficier d'un concours du FNAFU ; adopté. **Après l'Article 54** : sur l'amendement n° 158 de M. Peretti : prescription spéciale en matière d'édification de clôtures, appelle l'attention du Gouvernement sur le problème posé par l'édification de clôtures qui peuvent parfois être très fâcheuses dans les zones protégées. **Article 55** (p. 1746) : son amendement n° 145 : application des dispositions de l'article 55 aux départements d'outre-mer ; adopté ; (p. 1747) : son amendement n° 146 : suppression des sanctions pénales relatives au régime de la déclaration préalable ; repoussé ; soutient l'amendement n° 324 de M. Piot : application stricte des textes d'urbanisme aux pétitionnaires et aux bénéficiaires du permis de construire ; retiré. **Article 37** (*suite*) (p. 1748) : juge normal que la démolition des bâtiments construits sans permis de construire puisse être ordonnée d'office par le juge ; (p. 1749) : son amendement n° 124 : publicité des jugements de condamnation ; adopté. **Article 51** (*suite*) (p. 1750) : son amendement n° 139 : exigibilité du permis de construire dans le cas des opérations de réhabilitation et de restauration des immeubles anciens ; (p. 1751) : demande au Gouvernement, si l'amendement ne lui convient pas, de lui en proposer un autre qui mettrait un terme à des opérations qui se multiplient scandaleusement ; adopté ; son amendement n° 140 : maintien de la procédure de déclaration préalable de certaines communes ; repoussé. **Article 52** (*suite*) (p. 1753) : son amendement de suppression n° 141 : adopté ; (p. 1754) : son amendement de suppression n° 156 : souhaiterait obtenir du Gouvernement l'assurance que les règles de sécurité s'appliquent à tous les établissements ; retiré. **Article 53** (*suite*) (p. 1756) : s'il accepte le premier paragraphe de l'amendement n° 382 de M. Masson, se déclare favorable au second paragraphe car il institue une sorte de droit d'expropriation au profit des particuliers. **Article 54** (*suite*) (p. 1757) : son amendement n° 144 : sort des arrêtés d'exemption ; adopté. **Article 56** : son amendement n° 147 : suppression des cas où l'obtention du certificat de conformité n'est pas exigé ; repoussé. **Article 57** (p. 1758) : son amendement n° 164 : de pure forme ; adopté. **Article 58** (p. 1760) : soutient l'amendement n° 266 de M. Debré : non-application des dispositions relatives au permis de démolir aux secteurs

sauvegardés et aux zones de protection des monuments et des sites ; repoussé ; son amendement n° 148 défendu par M. Claudius-Petit ; retiré ; (p. 1761) : son amendement n° 149 : extension du champ d'application des dispositions relatives au permis de démolir aux bâtiments édifiés depuis cent ans au moins ; repoussé ; son amendement n° 150 devenu sans objet ; (p. 1762) : son amendement n° 151 : dispenser de la procédure de démolir des bâtiments faisant l'objet d'une rénovation urbaine ou entrant dans le cadre de la résorption de l'habitat insalubre ; retiré ; (p. 1763) : son amendement n° 152 : nécessité de l'avis du ministre chargé des monuments historiques et des sites ; devenu sans objet ; son amendement n° 165 : harmonisation du code de l'urbanisme avec les dispositions adoptées ; adopté ; (p. 1764) : son amendement n° 153 : relogement des locataires preneurs ou occupants de bonne foi ; retiré ; (p. 1765) : soutient l'amendement n° 267 de M. Debré : supprimer les dispositions relatives à l'application du permis de démolir aux monuments historiques, sites et secteurs sauvegardés ; retiré. **Après l'Article 59** (p. 1767) : son amendement n° 325 : en vue de résoudre les difficultés de certaines villes à faire respecter l'obligation de ravalement des immeubles ; (p. 1768) : indique qu'il n'est pas nécessaire que les tribunaux interviennent pour l'exécution ; amendement n° 325 adopté ; (p. 1769) : soutient son amendement n° 364 qui propose que soit repoussé au 31 décembre 1976 le dépôt d'une conclusion du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976] : **Article 2** *bis* (p. 4404) : s'interroge sur les raisons de l'exclusion des terrasses du calcul du COS ; demande si les promoteurs ne feront pas payer deux fois la terrasse. **Article 3** (p. 4406) : son amendement n° 44 ayant le même objet que l'amendement n° 12 de M. Masson ; adopté. **Article 5 A** *bis* (p. 4408) : son amendement n° 45 ayant pour but de supprimer l'article 5 A *bis* ; craint que l'association obligatoire des associations légales « agréées » à l'élaboration des POS compliquerait une procédure déjà longue ; fait valoir que les intéressés sont toujours consultés par les élus ; (p. 4409) : est prêt à se rallier à l'amendement n° 61 du Gouvernement ; (p. 4410) : indique que la procédure sera fortement alourdie par la consultation obligatoire de multiples associations ; soutient que les véritables représentants des usagers sont les élus ; (p. 4411) : souligne que la consultation n'est pas aussi compliquée que ne l'indique M. Galley ; retire son amendement n° 45 et soutient l'amendement n° 97 de M. Bécam. **Article 11** (p. 4415) : demande s'il pourra y avoir réemploi en cas d'acquisition amiable. **Article 17** (p. 4420) : son amendement n° 46 tendant à ce que la loi de finances détermine chaque année des conditions de financement des opérations ayant trait à la restauration immobilière et aux secteurs sauvegardés ; (p. 4421) : souligne qu'il vaut mieux conserver la procédure budgétaire tant que le fonds d'aménagement urbain n'existe pas ; adopté. **Article 18** (p. 4423) : son amendement n° 47 tendant à supprimer le paragraphe 1 (*b*) de l'article 18 : ce paragraphe n'offrant aucune garantie sérieuse en ce qui concerne la remise en état des sites détruits par l'exploitation des gisements alors qu'ils constituent une brèche importante dans le régime applicable aux espaces boisés classés ; leur reconstitution à l'identique ; (p. 4425) : maintient son amendement n° 47 car la rédaction du Sénat est extrêmement extensive ; indique qu'il existe un texte non appliqué tendant à obliger les carriers à reconstituer les paysages ; le texte commun des amendements n° 47 et n° 65 est adopté ; (p. 4426) : son amendement n° 48 identique à l'amendement n° 66 du Gouvernement ; soutient les amendements n^{os} 66 du Gouvernement et 48 ; (p. 4427) : amendement n° 48 adopté ; remarque à titre personnel que la disposition du projet ne lui paraît pas morale. **Article 32** (p. 4432) : sur l'amendement n° 16 de M. Masson, estime que deux années suffiront pour constater les infractions. **Article 34** (p. 4433) : son amendement n° 49 identique à l'amendement n° 17 de M. Masson ; indique que le droit de déposer une plainte avec constitution de partie civile ne saurait être confiée à n'importe quelle association ; (p. 4434) : s'oppose au sous-amendement n° 98 de M. Masson ; indique que mieux vaut réserver le droit de se constituer partie civile aux six associations reconnues d'utilité publique ; (p. 4435) : donne un exemple concret des torts qui peuvent être portés à un maire ; (p. 4436, 4437) : critique le système du Sénat selon lequel n'importe quelle association pourrait défendre n'importe quel intérêt, n'importe où ; amendement n° 49 repoussé ; (p. 4438) : défend l'amendement n° 73 de M. Burckel prévoyant d'appliquer la procédure d'agrément aux associations inscrites depuis un an au moins ; adopté. **Article 37** : son amendement n° 50 identique à l'amendement n° 18 de M. Masson; adopté. **Article 38** *bis* : sur l'amendement n° 68 du Gouvernement, juge absurde d'imaginer que le propriétaire pourrait assumer ces responsabilités ; s'inquiète de savoir qui doit payer dans les stations non classées. **Article 40** (p. 4444) : est opposé à l'amendement n° 24 qu'il ne comprend pas ; (p. 4445) : craint que les votes émis alors que très peu de dépu-

tés sont présents ne perdent une partie de leur valeur ; [23 novembre 1976] : **Article 41 *bis*** (p. 8570) : les serres de production ; demande des précisions sur l'interprétation de l'article L 212-7 du code de l'urbanisme. **Article 51** (p. 8579) : son amendement n° 51 : conditions de soumission à autorisation préalable de certains travaux exécutés sur les immeubles d'habitation ; les opérations extravagantes des promoteurs ; la défense contre les « requins de la rénovation » et contre les expulsions ; (p. 8580) : son sous-amendement n° 113 : saisine obligatoire par le ministère public du tribunal de grande instance territorialement compétent ; (p. 8581) : les traditions du droit et la défense des plus malheureux ; la difficulté d'imposer de nouvelles obligations aux maires ; se substituer au plaideur car la justice est chère et difficile d'accès ; (p. 8582) : l'importance de la justice ; le problème des actions dans les délais requis ; son sous-amendement n° 113 retiré au profit de l'amendement n° 114 de M. Foyer ; son amendement n° 51 retiré. **Article 52** (p. 8583) : son amendement n° 52 de suppression ; s'oppose à l'article 52 qui n'a nullement sa place dans le code de l'urbanisme ; amendement n° 52 adopté. **Article 53 *bis*** (p. 8586) : son amendement n° 53 : renonciation du pétitionnaire à réparation du préjudice causé par les nuisances préexistantes en cas de demande de permis de construire ; mettre fin au sans-gêne des citadins à la campagne ; (p. 8587) : les inconvénients de l'amendement n° 76 de M. Richomme ; activités agricoles et activités industrielles ; les vertus supplémentaires de son amendement n° 53 ; (p. 8588) : amendement n° 53 modifié par le sous-amendement oral de M. Claudius-Petit ; adopté. **Article 58** (p. 8594) : son amendement n° 54 soutenu par M. Claudius-Petit ; (p. 8596) : adopté. **Article 62** (p. 8598) : son amendement n° 55 soutenu par M. Claudius-Petit ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9680) : critique de l'indemnité de remploi ; critique de la disposition relative à l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale ; souhaite que le décret d'application oblige au respect des espaces boisés ; son regret sur l'article 51 : la restauration sauvage ; (p. 9681) : son regret concernant l'article 53 *bis* relatif aux nuisances de l'environnement ; les vicissitudes de la loi portant réforme de l'urbanisme ; les différents procès ; votera le texte avec quelques regrets.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2642) : **rappel au règlement** : fait des propositions pour que le débat soit simplifié.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2978) : indique qu'il aurait d'abord fallu voter sur les amendements n^{os} 16 et 17 avant de voter sur les amendements 95 et 149. **Article 14** (p. 3002) : sur l'amendement n° 131 s'interroge sur l'appréciation de la gravité des textes faite par le Gouvernement. **Article 16** (p. 3003) : pense que l'article 16 introduit une innovation ; (p. 3004) : indique que la rédaction de l'amendement n° 132 est vicieuse. **Article 23** (p. 3012) : sur l'amendement n° 158, juge excessive la position du Gouvernement ; invoque le cas des entreprises publiques qui sont leur propre assureur. **Après l'Article 34** (p. 3019) : considère qu'il n'y a pas de lien entre rapport et commission d'enquête.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion de l'Article unique** [25 mai 1976] (p. 3458) : sur l'amendement n° 5 de M. Le Theule ne souhaite pas que le Gouvernement bénéficie d'une trop grande souplesse dans la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés ; (p. 3459) : relève le caractère confus de la discussion sur la prévision d'augmentation des effectifs de la gendarmerie ; ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Le Theule.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3720) : suite à l'intervention de M. J.-P. Cot, fait observer que les socialistes n'ont pas voté la taxe sur les plus-values foncières ; est pour sa part favorable à l'impôt foncier, contrairement au parti socialiste. **Rappel au règlement** [8 juin 1976] (p. 3846) : discussion des articles du projet de loi portant imposition des ressources provenant des plus-values assimilables à un revenu ; demande la distribution des amendements article par article. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3856) : sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Bonhomme, considère que l'impôt proposé n'oblige pas à un inventaire général des patrimoines, mais concerne uniquement les grosses fortunes ; ce n'est pas un impôt général sur le capital ; faire participer ainsi les grands privilégiés au développement économique et social de la nation ; [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3920) : ne comprend pas à quel texte s'applique l'amendement n° 76 de M. Pinte ; [10 juin 1976] : **Article 4** (p. 3975) : **rappel au règlement** : soutient le point de vue de M. Fourcade quant au scrutin public sur les amendement de suppression ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4109) : sur l'amendement n° 330 du Gouvernement,

souligne les difficultés de trouver une résidence principale ou secondaire ; la nécessité d'une définition précise ; [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4221) : ne voit pas l'utilité de l'amendement n° 107 de M. d'Aillières qui repose sur un malentendu ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4280) : considère que l'amendement n° 156 de M. Papon ainsi que le texte du Gouvernement à l'article 8 sont d'une complexité telle que l'actionnaire moyen n'y comprendra rien. **Article 11** (p. 4312) : s'étonne du revirement du Gouvernement par l'amendement n° 349 ; demande ce que l'application de l'article 92 du code général des impôts a jusqu'ici rapporté. **Commission mixte paritaire** [9 juillet 1976] (p. 5239) : demande ce qu'est une « modification de la famille ».

— **Rappel au règlement** de M. Dubedout [29 juin 1976] (p. 4899) : discussion du projet de loi sur l'urbanisme.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Discussion des articles** [30 juin 1976] : **Article premier** (p. 4942) : sur l'amendement n° 7 de M. Delhalle cite le cas des entreprises qui ont un marché urgent qui nécessite des heures supplémentaires ; demande au Gouvernement d'accepter l'amendement n° 7.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**), rapporteur. **Discussion générale** [6 juillet 1976] (p. 5070) : le double objectif du projet : étendre à Toulouse et à Nice le système de la sectorisation, moraliser le second tour des élections municipales, cantonales et législatives ; la législation en vigueur ; la législation applicable aux élections législatives ; (p. 5071) : les règles concernant les élections cantonales et les élections municipales ; le projet du Gouvernement : appliquer le même régime en ce qui concerne les candidatures au second tour pour les élections législatives, cantonales et municipales dans les communes de 30.000 habitants et plus, fixer dans tous les cas à 15 % du nombre des électeurs inscrits, le nombre des suffrages exigés pour se présenter au deuxième tour ; les problèmes posés par l'abstention ; les conséquences de cette mesure ; (p. 5072) : le maintien par la commission du pourcentage de 8 % ; l'absence de candidatures nouvelles au deuxième tour pour les élections cantonales précisée par la commission ; l'augmentation, par la commission, du nombre des conseillers municipaux dans les communes supérieures à 60.000 habitants ; la modification du nombre des conseillers forains ; (p. 5075) : indique que la commission s'oppose au vote de la question préalable de Mme Constans ; l'absence de la représentation proportionnelle dans les pays auxquels se réfère habituellement M. Kalinsky ; l'acceptation par M. Guy Mollet du scrutin uninominal majoritaire à deux tours ; indique que le rejet de la question préalable permettra à l'Assemblée de se prononcer sur l'amendement n° 1 de M. Kalinsky tendant à rétablir la représentation proportionnelle ; considère que l'Assemblée doit se prononcer sur les mérites mêmes du projet ; l'Assemblée nationale décide de ne pas opposer la question préalable. **Discussion des articles** [6 juillet 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 5078) : rejette l'amendement n° 1 de M. Villa défendu par M. Garcin car il n'est pas favorable à la représentation proportionnelle ; cet amendement est une proposition de résolution irrecevable ; demande à M. Donnez de retirer son amendement n° 30 qui est irrecevable en vertu de l'article 127 du règlement du fait de son caractère organique alors que le projet ne l'est pas ; (p. 5079) : estime qu'on ne peut pas augmenter le nombre des députés sans une nouvelle loi organique ; considère que le paragraphe 2 de l'amendement n° 30 de M. Donnez est une proposition de résolution irrecevable en vertu de l'article 82. **Article premier** : son amendement n° 29 tendant à supprimer l'article premier afin d'éviter que restent en présence au deuxième tour, deux candidats de l'opposition ou deux candidats de la majorité ; (p. 5080) : souhaite le maintien du principe du choix au premier tour et de l'élimination au second. **Avant l'Article 2** (p. 5085) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Bustin défendu par M. Garcin. **Article 2** (p. 5086) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Kalinsky ; approuve le principe de l'article 2 qui tend à éliminer les candidatures nouvelles au second tour pour les élections cantonales ; son amendement n° 9 ramenant à 10 % le seuil de 15 % ; observe que la commission demande le maintien du pourcentage de 10 % pour toutes les élections ; amendement n° 9 adopté ; rejette l'amendement n° 22 de M. Kalinsky ainsi que l'amendement n° 23 qui lui est complémentaire, engendrant de multiples complications. **Après l'Article 2** (p. 5087) : repousse l'amendement n° 5 de M. Waldeck L'Huillier ; est favorable à l'amendement n° 25 de M. Aubert ; (p. 5088) : propose une modification de forme à l'amendement n° 25 de M. Aubert. **Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Barel défendu par M. Garcin ; (p. 5089) : son amendement n° 10 donnant un suppléant personnel à chaque candidat pour éviter qu'un élu ne soit remplacé par un suppléant de tendance politique différente ; adopté. **Article 5** (p. 5090) : repousse l'amendement n° 7 de M. Villa défendu par M. Kalinsky ; son amendement n° 11 tendant à supprimer le deuxième alinéa

de l'article 5 ; amendement n° 11 réservé. **Article 6** : son amendement n° 12 concernant le siège devenu vacant à Paris, Marseille, Lyon, Toulouse et Nice ; propose de modifier le texte de son amendement n° 12 en remplaçant les mots « de la moitié » par les mots « du tiers » ; amendement n° 12 adopté. **Après l'Article 7** (p. 5091) : son amendement n° 13 concernant le nombre des conseillers municipaux dans les communes de plus de 60.000 habitants ; retire son amendement n° 13 ; soutient l'amendement n° 26 de M. Aubert qui, au-delà de 100.000 habitants, prévoit d'ajouter deux membres au conseil municipal par tranche de 50.000 habitants ; déclare que la commission aurait néanmoins accepté l'amendement n° 26 de M. Aubert même si elle avait eu à connaître de l'amendement du Gouvernement ; amendement n° 26 adopté. **Article 4** (*suite*) (p. 5092) : rejette l'amendement n° 24 de M. Lazzarino défendu par M. Garcin ; (p. 5093) : approuve les amendements n° 27 et n° 28 de M. Aubert ; [7 juillet 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 5133) : est opposé à l'amendement n° 20 de M. Kalinsky. **Article 5** (*suite*) : retire son amendement n° 11. **Article 8** (p. 5134) : indique que son amendement n° 14 est devenu sans objet ; son amendement n° 15 de forme ; adopté. **Titre** : son amendement n° 18 de forme ; adopté. **Commission mixte paritaire** [9 juillet 1976] (p. 5232) : indique que la commission mixte paritaire a, à la majorité, adopté pour l'article premier le texte voté par l'Assemblée nationale sur la barre à 12,5 % ; les décisions prises par la commission mixte paritaire sur les innovations du Sénat et de l'Assemblée nationale ; (p. 5233) : ses observations sur l'article 7 *ter* : observe qu'un amendement adopté par celle des assemblées qui a été saisie en second lieu ne peut pas en fait être librement discuté par l'autre assemblée quand l'urgence est déclarée ; indique que l'Assemblée a augmenté le nombre des adjoints et a refusé d'augmenter le nombre des membres des commissions administratives.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6625) : soutient l'amendement n° 21 de M. Papon.

— **Rappel au règlement** [21 octobre 1976] (p. 6846) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6856) : soutient l'amendement n° 23 rectifié de M. Bonhomme : impôt annuel à compter du 1er janvier 1978 sur les fortunes supérieures à deux millions de francs détenues par les personnes physiques ; critique des déclarations de M. Barre sur l'impôt sur le capital ; les positions de MM. Chirac, Chaban-Delmas et Servan-Schreiber, Stasi, Soisson, Duhamel, Barrot et Durafour ; la baisse de la Bourse et du franc ; la baisse de l'indice des valeurs mobilières ; la Bourse, le 20 avril 1976 ; demander des sacrifices à tous les Français ; la fortune des capitalistes ; les moyens de l'administration fiscale ; son imagination ; (p. 6857) : les grosses fortunes visées ; les possibilités de connaissance de la valeur des immeubles, de la valeur des portefeuilles boursiers ; l'aménagement du régime de la taxation des plus-values ; les déclarations de M. Fourcade lors du débat sur les plus-values ; l'imposition des grosses fortunes simple, juste, économiquement saine ; (p. 6860) : M. Foyer et le projet de loi foncière ; la lecture discrète par M. Foyer de l'amendement n° 23 rectifié de M. Bonhomme ; souhaite que M. Foyer prenne connaissance avec une attention plus soutenue des amendements allant dans le sens de la justice fiscale ; amendement n° 23 rectifié repoussé. **Article 2** (p. 6877) : le manque d'imagination des services des finances ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6927) : l'importance des frais de garde d'un enfant dans une crèche ; la déduction prévue ne répondant à aucune réalité ; propose de gager la mesure prévue par M. Combrisson en supprimant l'article de loi relatif à la taxation des plus-values prévoyant la déduction des honoraires versés aux avocats et aux conseillers fiscaux. **Article 5** (p. 6946) : indique que le Gouvernement ne peut pas demander la réserve d'un amendement de suppression. **Après l'Article 5** : défend le sous-amendement n° 192 de M. Turco précisant la rédaction de l'amendement n° 109 de M. Icart concernant la puissance des voitures ; adopté. **Article 8** (p. 6952) : souligne que seul le Gouvernement a possibilité de demander un vote bloqué ; estime que l'on ne peut procéder à une discussion commune des amendements quand il y a un amendement de suppression ; indique qu'il est partisan du vote bloqué ; indique qu'il n'est pas possible que la réserve ne porte que sur les amendements ; souligne que le Gouvernement ne veut pas du vote bloqué ; estime que la procédure suivie par M. Ducoloné ne doit pas constituer un précédent ; s'étonne que le Gouvernement ne veuille pas appliquer la Constitution ; (p. 6957) : souligne l'importance de la réserve du vote et le peu d'importance de la date à laquelle il interviendra ; indique que l'on peut considérer que la discussion sur l'article 8 est close ; déclare que cette discussion n'a que trop duré ; demande au Gouvernement qu'il réclame un vote bloqué en application de l'article 44 de la

Constitution ; [26 octobre 1976] (p. 6982) : indique à M. Gantier qu'il n'y a pas d'explications de vote individuelles. **Article 10** (p. 6986) : la responsabilité de ceux qui entreprennent ; demande si le nombre de ceux qui ont payé la taxe prévue est un secret d'Etat ; souhaite être plus amplement informé ; le problème de la constitution en société de certaines entreprises pour des raisons fiscales non économiques ; l'éventuelle réforme du droit des sociétés ; les possibilités d'évasion fiscale ; l'efficacité des rapports du CGI ; s'abstiendra sur l'amendement n° 36. **Article 22** (p. 7046, 7047) : un système fiscal inadapté à la réalité actuelle, l'impôt sur la fortune, les impôts locaux ; l'acceptation par les Français de la TVA ; l'incompréhension du système fiscal ; les moyens dont disposerait la commission des finances pour entreprendre une étude exhaustive des problèmes d'imposition de la fortune, les délais de l'étude ; les conséquences ; la nécessité d'étudier une réforme fiscale d'ensemble ; souligne que les commissions des finances des deux assemblées travailleront chacune de leur côté.

Deuxième partie :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [8 novembre 1976]. **Crédits militaires : Article 27** (p. 7761) : souligne l'irrecevabilité de l'amendement n° 243 de M. Planeix ; **rappel au règlement** : indique que le vote sur l'amendement n° 243 ne saurait constituer un précédent.

Intérieur [19 novembre 1976] (p. 8349) : le statut des attachés d'administration de la ville de Paris ; les engagements pris par le Gouvernement lors du vote de la réforme du statut de Paris.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9433) : souhaite la saisine du Conseil constitutionnel sur le droit d'amendement devant le Sénat.

— **Rappel au règlement** [23 novembre 1976] (p. 8569, 8570) : proteste contre les méthodes de travail imposées par le Gouvernement à l'Assemblée ; organisation de la discussion du budget ; vote du budget de la nation un dimanche à 4 heures du matin.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Première lecture. Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 20** *bis* (p. 8801) : soutient l'amendement n° 29 de M. Foyer : régime administratif de la ville de Paris ; des engagements non tenus ; la détérioration de la situation ; l'arbitrage attendu ; (p. 8802) : les dispositions concernant les attachés d'administration de la ville de Paris ; ne souhaite pas la création d'un corps d'extinction ; adopté. **Article 23** (p. 8811) : le problème de l'encombrement de la justice ; (p. 8812) : la prise de responsabilité de l'Etat. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977] : **Article 11** *bis* (p. 2365) : les conséquences de l'absence de domicile fixe des forains sur les modalités de paiement de leurs fournisseurs ; (p. 2366) : les dispositions de la loi du 3 janvier 1969 ; le découpage de factures « bidons ». **Article 20** *bis* (p. 2369) : la célérité du Gouvernement lors de la publication du décret d'application des dispositions relatives à la situation des attachés d'administration de la ville de Paris ; le statut des attachés d'administration de la ville de Paris. **Article 23** (p. 2373) : l'exécution par l'Etat des décisions de justice ; souhaite que l'article 23 soit supprimé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631). **Discussion des articles** [15 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9463) : les regrets de M. Dubedout sur la loi foncière ; (p. 9464) : ne pas décourager les personnes dignes d'intérêt ; s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Bécam ; le droit de préemption fixé par les domaines ; un droit de préemption dans les zones d'intervention foncière ; s'oppose aux sous-amendements n° 111 et n° 112 du Gouvernement, à l'amendement n° 50 de M. Bécam ; le choix de l'aide personnalisée au logement ; ne pas pénaliser les bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement ; (p. 9465) : souhaite un impôt foncier déclaratif ; (p. 9468) : ses craintes sur le système de bonification d'intérêt ; (p. 9469) : les arguments techniques de M. Fourcade sur l'amendement n° 52 de M. Bécam ; (p. 9470) : le problème de la situation des bénéficiaires de prêt ; le pas en arrière réalisé par le sous-amendement n° 153 de M. Bécam ; [16 décembre 1976] : **Article 27** (p. 9539) : le problème de la question préjudicielle ; ne comprend pas pourquoi le Gouvernement tient absolument à retenir la compétence des tribunaux administratifs ; les raisons du Sénat ; sa confiance vis-à-vis des tribunaux de l'ordre judiciaire ; combat l'amendement n° 100 de M. Bécam ; le souhait du Gouvernement vis-à-vis de la résiliation de la convention par l'Etat. **Seconde délibération. Article 17** *bis* (p. 9543) : le manque de valeur de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; s'oppose à cet amendement ainsi qu'à l'amendement n° 2 du Gouvernement qui sont inacceptables; souhaite que l'Etat puisse résilier aux torts du bailleur ; indique qu'il est d'accord pour que les conventions puissent être résiliées par l'Etat et non par le juge ; son amendement n° 3 indiquant que les conventions de la présente loi sont, en ce qui concerne les règles

de résiliation, des contrats de droit public et qu'elles peuvent être résiliées unilatéralement par l'Etat ; adopté. **Article 27** (p. 9544) : souhaite que les tribunaux judiciaires soient compétents pour les litiges entre bailleurs et locataires ; combat l'amendement n° 2 du Gouvernement ; ne souhaite pas le recours au tribunal des conflits ; son amendement verbal proposant les tribunaux de l'ordre judiciaire ; (p. 9545) : ne votera pas l'amendement n° 4 du Gouvernement ; s'y oppose sur le fond ; réclame la compétence des tribunaux judiciaires pour les problèmes des bailleurs vis-à-vis de l'Etat ; la navette.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9617) : le problème des attachés d'administration centrale en fonction à la ville de Paris ; (p. 9618) : ne comprend pas que le Gouvernement accepte l'article 5 *quater* A nouveau ; une irrégularité de procédure ; la différence de traitement entre l'Assemblée et le Sénat ; souligne que le Gouvernement ne peut accorder à une assemblée ce qu'il refuse à une autre ; ne laissera pas s'instaurer un système où le Sénat aura l'initiative des textes financiers avec l'accord tacite du Gouvernement ; la présentation par le Sénat sous forme d'amendement d'une proposition de loi ; (p. 9619) : la priorité de l'Assemblée pour l'examen des lois de finances et pour les textes d'ordre financier ; (p. 9621) : souhaite un arbitrage le plus tôt possible sur les problèmes des attachés d'administration centrale en fonction à la ville de Paris.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 4** (p. 9698) : les travaux concernant exclusivement l'aménagement et l'équipement des espaces intérieurs des constructions ou n'entraînant pas de modifications dans leur aspect extérieur ; (p. 9700) : sa motion d'ordre ; l'amendement n° 15 global de M. Valleix ; souhaite la discussion de l'article 4 alinéa par alinéa ; (p. 9701) : se rapprocher de la législation existante ; l'absence de la notion de volume maximum dans le code de l'urbanisme ; le cas des maisons en hauteur ; (p. 9703) : comprend mal la portée de l'amendement n° 32 de M. Bolo ; l'obligation ou le caractère facultatif de la consultation ; (p. 9704) : la position du Sénat : l'avis doit figurer dans le dossier du permis de construire, la réduction à néant de l'obligation de consultation ; s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Bolo ; l'importance de la notion de permis de construire et d'autorisation ; (p. 9705) : souligne la gravité du terme « réhabilitation » ; demande la signification de l'expression « façades de magasin ». **Article 5** (p. 9707) : propose par un sous-amendement à l'amendement n° 38 de M. Bolo la collaboration des personnes qualifiées, choisies notamment en raison de leurs activités au sein d'associations locales ; adopté ; (p. 9709) : le rôle de la loi de 1964 sur la tutelle assumée par le préfet.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° 2183). **Deuxième lecture. Discussion de l'Article unique** [20 décembre 1976] (p. 9766) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; (p. 9767) : demande à M. Gerbet s'il veut laisser impunis les vols, les délits et crimes ; l'amendement n° 1 inapplicable ; trouve ridicule de limiter ainsi les pouvoirs de la police ou de la gendarmerie.

1977

— **Application du règlement** relatif aux questions écrites et aux questions au Gouvernement [25 mai 1977] (p. 3001).

— **Rappel au règlement** [25 mai 1977] (p. 3004) : application de l'article 139 du règlement ; protestation contre la mise en cause nominale dans les questions d'actualité d'un tiers ne pouvant se défendre ; modification nécessaire de l'article 138.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 3272) : la publication dans le rapport de la commission des amendements déclarés irrecevables ; (p. 3273) : le problème de la déduction fiscale des frais de garde ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution aux initiatives parlementaires ; indique qu'il déposera une proposition de loi. **Article 2** (p. 3276) : le versement de l'allocation d'orphelin à une personne n'étant pas « orphelin ».

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** (nos 261, 1532). **Discussion de l'Article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3351) : la dis-

tinction des fonctionnaires faite par le Gouvernement selon la place qu'ils occupent dans la hiérarchie administrative ; la possibilité pour les commissions d'enquête de convoquer certains fonctionnaires et pas d'autres ; la solitude du témoin devant la commission ; (p. 3354) : le caractère illogique d'un vote tendant à autoriser la publicité des auditions des commissions d'enquête et de contrôle ; les conséquences de la publicité des séances ; la retransmission des débats à la radio et à la télévision ; la nécessité pour l'Assemblée nationale de réagir aux publicités faites par les groupes d'intérêts ayant le sentiment d'être mis en cause par le rapport d'une commission d'enquête ; le problème de l'audition du rapport des commissions d'enquête.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **2921**). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 2** (p. 4007) : le système des apparentements ; le dispositif prévu par le projet de loi fixant le seuil d'obtention d'élus à 5 % des suffrages exprimés ; l'objectif des regroupements des listes ; l'apparentement des grandes listes.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter les articles L O 319 et L O 320 du code électoral** (n° **2975**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4102) : son hostilité fondamentale à toute modification du statut des suppléants ; les problèmes de suppléance en cas d'élection de sénateurs élus à la proportionnelle ; (p. 4103) : les difficultés que suscitera l'interprétation donnée par le Gouvernement en cas de déclaration conforme à la Constitution des deux propositions de loi ; les difficultés d'application du texte du Sénat ; son vote hostile au texte relatif aux sénateurs. **Discussion de l'Article unique** : son vote hostile.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° **2877**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4140) : la possibilité pour les cadres de pouvoir justifier de quinze ans de cotisations et de s'adresser à des caisses complémentaires de retraite ; les difficultés de passer des examens à cinquante ans ; le cas de M. Edgar Faure ; (p. 4141) : l'application des règles de la fonction publique ; la fixation à cinquante ans de la limite d'âge.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Après l'Article 2** (p. 4314) : le vote hostile du RPR à l'amendement n° 23 de M. Guermeur.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à faciliter le vote des Français établis hors de France** (n° **3011**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4345) : les caractéristiques du projet de loi ; l'extension de la faculté d'inscription sur les listes électorales des Français installés à l'étranger ; l'amélioration de l'exercice du vote par procuration ; le problème posé par la définition du secteur législatif de rattachement ; l'objectif du Gouvernement d'organiser la consultation électorale des Français de l'étranger directement et sur place ; (p. 4346) : la limitation de l'expérience aux pays ayant un nombre minimum de consulats ; le problème de l'égalité entre les Français ; le champ d'application du projet de loi ; les conditions matérielles d'organisation du vote ; l'envoi des documents électoraux ; l'insuffisance des effectifs des consulats ; le transport des urnes par avion ; le stockage des urnes ; les problèmes posés par la consultation du second tour ; (p. 4347) : les conséquences de ces dispositions sur l'élection des députés ; la sincérité du scrutin se déroulant à l'étranger ; les garanties à apporter. **Discussion des articles : Article premier** (p. 4348) : son amendement n° 1 ; suppression des dispositions relatives à la proportion limite de rattachement aux communes ; les conditions d'inscription sur les listes électorales communales ; la répartition des inscriptions à l'intérieur des différentes circonscriptions ; les conséquences du dépassement de la proportion de 2 % pendant la période d'ouverture des listes électorales ; (p. 4349) : le problème de l'inscription des électeurs sans demande précise d'affectation dans une circonscription ; la connaissance du découpage des circonscriptions ; la répartition des inscriptions à égalité entre les différentes circonscriptions ; dépose à titre personnel un sous-amendement relatif à la répartition égale des demandes de rattachement au sein des différentes circonscriptions ; les avantages d'une répartition égale des demandes d'inscription ; la complexité du système proposé par le Gouvernement ; (p. 4350) : l'objet de son sous-amendement ; amendement n° 1 et sous-amendement devenus sans objet. **Article 3** : son amendement n° 2 de suppression ; l'organisation du scrutin dans les circonscriptions ; la sincérité des opérations électorales ; le principe de l'égalité entre tous les Français établis à l'étranger ; amendement n° 2 adopté. **Article 4** (p. 4351) : son amendement n° 3 de suppression; adopté. **Article 5:** son amendement n° 4 de suppression ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 5 de suppression ; adopté.

Article 7 : son amendement n° 6 de suppression ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 7 de suppression ; adopté. **Article 9** : son amendement n° 8 de suppression ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 9 de suppression ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 10 de suppression ; adopté. **Article 12** (p. 4352) : son amendement n° 11 de suppression ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 12 de suppression ; adopté. **Article 14** : son amendement n° 13 de suppression ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 14 de suppression ; adopté. **Article 16** : son amendement n° 15 : modification de pure forme ; adopté. **Après l'Article 17** : son amendement n° 16 : extension des dispositions de la loi du 31 janvier 1976 à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes ; retiré. **Article 18** : son amendement n° 17 de suppression ; adopté. **Deuxième lecture**, rapporteur. **Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4543) : les dispositions adoptées par le Sénat ; le problème de l'inscription dans les communes de plus de 30.000 habitants ; les difficultés d'application du texte en cas de pourcentages voisins de 2 %.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinions en période électorale** (n°s **267, 2790, 2791, 2854, 2896**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 4368) : la diffusion des mises au point de la commission des sondages par les sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision ; la nécessité de faire référence à l'article 16 de la loi du 7 août 1974.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977] : **Article 2** (p. 6208) : le dépôt par le groupe communiste d'un amendement dont la véritable place se trouve à l'article 3. **Article 3** (p. 6228) : la modification par le sous-amendement n° 141 du Gouvernement à l'amendement n° 12 de M. Papon du gage financier proposé à l'amendement n° 12 ; la nécessité d'un véritable débat sur l'opportunité de ce gage financier et de l'éventualité de son affectation à un autre secteur économique ; (p. 6231) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'ensemble de l'amendement n° 12 de M. Papon. **Article 10** (*suite*) (p. 6243) : l'absence de réponse à sa question écrite relative à la disparité fiscale frappant les camions de camping-caravaning ; la taxation au taux majoré des véhicules de camping-caravaning ; la définition des véhicules de camping-caravaning.

Deuxième partie :

Education [27 octobre 1977] (p. 6712) : la création du grade de directeur d'école ; la proposition de loi déposée par le RPR.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 27 octobre 1977 [*J.O.*, Débats du 2 novembre 1977] (p. 6850) : l'évolution de la délinquance ; (p. 6851) : l'évolution de la délinquance astucieuse ; les missions de la police à Paris ; décharger la police des tâches administratives ; réformer la préfecture de police ; disposer de personnels de police dans la rue ; le recrutement de personnel administratif ; les rapports entre la police, les CRS et l'armée ; la supériorité des DC 6 sur les Canadairs ; (p. 6855) : les tâches réalisées par la police.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6876) : l'évolution de la délinquance ; l'augmentation de la délinquance urbaine ; la faible présence de la police dans la rue ; les moyens en personnel nécessaire pour assurer une présence permanente ; les gardiens de la paix ; les effectifs opérationnels dans les commissariats parisiens ; la réforme de la police votée en 1964 ; donner des structures nouvelles à la police de Paris en banlieue ; l'évolution des tâches des gardiens de la paix et des inspecteurs de police.

Jeunesse et sports. — Examen des crédits [7 novembre 1977]. **Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7101). **Rappel au règlement** : le caractère sans objet de l'amendement n° 159 de M. Destremau et du sous-amendement n° 202 de M. Masson.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences. Examen des crédits [9 novembre 1977]. **Après l'Article 38** (p. 7281) : les conditions de la décision de construction du sixième SNLE ; la confirmation par le ministre de la création d'un sixième SNLE ; les arguments présentés par le ministre relatifs au report de la construction de ce sixième SNLE ; (p. 7282) : le projet de budget ; l'incompatibilité entre le sixième SNLE et l'armement qu'il devra recevoir ; la demande systématique de la part du Gouvernement de la réserve sur les votes des amendements.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 5** (p. 8436) : l'ignorance des locataires sur le statut juridique de leur bail ; la loi de 1948 ; (p. 8437) : son abstention sur le vote de l'amendement n° 69 rectifié du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs**

(n° 3154). **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Article 19** (p. 8563) : les raisons du recours à la terminologie proposée par la commission des lois ; la notion de certificat descriptif de caractéristiques ; (p. 8564) : la notion de « produits agricoles non alimentaires transformés » ; le caractère superfétatoire de l'amendement n° 29 rectifié de Mme Crépin ; (p. 8565) : la suspicion jetée sur l'organisme certificateur en cas d'adoption de l'amendement n° 30 de Mme Crépin. **Après l'Article 23** *ter* (p. 8568) : la nature des dispositions des amendements n° 1 de M. Charles Bignon et n° 36 de Mme Crépin au regard du droit de la concurrence ; la valorisation d'un produit par l'utilisation d'un autre plus prestigieux ; le maintien et le développement de la concurrence ; (p. 9569) : l'objet de l'amendement n° 36 ; l'hostilité des membres de l'Assemblée au retour de la pratique des prix imposés ; l'utilisation des marques par les sociétés à des fins publicitaires ; l'inapplication de nombreuses dispositions de la loi Royer ; donner aux fabricants la possibilité de s'exprimer lorsque l'on utilise contre leur gré les produits qu'ils fabriquent ; (p. 8570) : demande au Gouvernement d'accepter l'amendement n° 1 de M. Bignon. **Titre** [12 décembre 1977] (p. 8598) : l'application du texte aux compagnies d'assurances.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3207), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8604) : les facilités accordées aux salariés candidats pour mener leur campagne électorale ; le problème de la récupération des congés ; la garantie de réembauchage ; sa limitation dans le temps ; les problèmes liés à son application ; (p. 8605) : l'éventuel remplacement, par l'employeur, du salarié exerçant un mandat ; l'avis favorable de la commission des lois par résignation sur le projet de loi ; la situation des suppléants. **Discussion de l'Article unique. Article unique : Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8606) : l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 13 de M. Briane ; (p. 8607) : les conditions d'élection au conseil régional et aux élections municipales ; le dépôt, par le groupe du PSRG, d'amendements après réunion de la commission ; (p. 8608) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Berthelot ; l'insuffisance du délai de dix jours ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Briane ; faire en sorte que l'autorisation d'absence couvre la durée de la période électorale ; (p. 8609) : le double intérêt pour le salarié de l'adoption des dispositions prévues par l'amendement n° 25 de M. Laurissergues ; (p. 8610) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 26 de M. Laurissergues. **Article L 122-24-2 du code du travail** (p. 8611) : l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 17 de M. Briane ; l'information des salariés ; le problème posé en cas de refus par l'employeur de réintégration du salarié ; le sort du salarié qui aura remplacé celui qui aura été élu ; (p. 8612) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Ducoloné ; (p. 8613) : l'objet du texte relatif à l'attribution aux salariés des mêmes avantages qu'aux autres candidats ; l'application des dispositions de l'amendement n° 5 de M. Ducoloné ; l'avis initialement défavorable de la commission sur l'amendement n° 18 de M. Briane. **Seconde délibération** (p. 8614) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement du Gouvernement ; (p. 8615) : ne pas obliger l'employeur à supporter toutes les conséquences d'une élection éventuelle.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter les limites des circonscriptions électorales aux limites des départements** (n° 3301), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9062) : la rectification des limites des circonscriptions électorales en cas de regroupement ou de fusion de communes ; la prise en considération du transfert de population ; l'adoption du texte par la commission des lois.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1977] (p. 9089) : la nécessité d'une suspension de séance jusqu'à l'arrivée du Gouvernement en vue de lui faire part du sentiment de l'Assemblée sur les conditions de déroulement du travail législatif.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1977] (p. 9090) : la modification de l'ordre du jour prioritaire ; le report de l'examen du texte portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ; les conditions du vote du projet sur l'indemnisation des rapatriés.

FAURE (Edgar)

Député du Doubs
(3e circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).

Président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu président de l'Assemblée nationale [2 avril 1973] (p. 731).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10183).

DÉPOTS

— **Allocution** (n° **2**) [2 avril 1973].

— **Allocution** (n° **628**) [30 juin 1973].

— **Allocution** (n° **924**) [20 décembre 1973].

— **Allocution : Hommage à la mémoire de Georges Pompidou,** Président de la République (n° **939**) [4 avril 1974].

— **Allocution** (n° **1475**) [20 décembre 1974].

— **Allocution** (n° **1870**) [30 juin 1975].

— **Allocution** (n° **2120**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** sur des **statuts nouveaux de l'entreprise** (n° **2467**) [30 juin 1976].

— **Allocution** (n° **2477**) [8 juillet 1976].

— **Allocution** (n° **2734**) [20 décembre 1976].

— **Allocution** (n° **3095**) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier l'**ordonnance n° 59-2** du 2 janvier 1959 modifiée, portant loi organique relative aux lois de finances, en vue d'instaurer un **contrôle parlementaire sur le budget des organismes de sécurité sociale** (n° **3395**) [20 décembre 1977].

— **Propositoin de loi** tendant à assurer la participation du budget de l'Etat au financement du régime général de **sécurité sociale** (n° **3419**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi cadre** pour la défense et la promotion de la **ruralité** (n° **3420**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** instituant un **dégrèvement d'impôt sur le revenu** en faveur de certains **investissements à long terme** (n° **3421**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à protéger **l'épargne populaire** contre les conséquences de **l'infaltion** (n° **3422**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **droit au travail** et le premier **emploi des jeunes** (n° **3423**) [20 décembre 1977].

— **Allocution** (n° **3456**) [21 décembre 1977].

INTERVENTIONS

En qualité de président de l'Assemblée nationale :

1973

— **Allocution** (n° 2) [2 avril 1973] (p. 731, 732) : félicitations adressées à M. Virgile Barel, doyen d'âge de la présente assemblée ; ses remerciements aux députés : son désir d'œuvrer pour un modèle de démocratie digne de son nom et maîtresse de son temps.

— **Constate** que le bureau de l'Assemblée nationale est constitué [3 avril 1973] (p. 748).

— **Donne connaissance** du message du Président de la République et lui en donne acte [3 avril 1973] (p. 748, 749).

— **Lit** une **communication du président du Sénat** : remplacement de M. Piot, devenu député [5 avril 1973] (p. 753).

— **Prend acte de la nomination** [3 avril 1973] (p. 753) : des six commissions permanentes ; (p. 754) : de la commission spéciale chargée d'apurer les comptes de l'Assemblée.

— **Réponses aux rappels au règlement** de MM. Fabre, Juquin, Cazenave et Durafour [5 avril 1973] (p. 754, 755).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Duroméa** : le problème des sursis ; l'examen des propositions de loi par les commissions [12 avril 1973] (p. 824).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Krieg** sur le contrôle des délégations de vote [22 mai 1973] (p. 1462).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion des articles** [9 mai 1973]. **Article premier** (p. 1091) : ses observations. **Article 4** (p. 1091) : constatation des infractions ; pouvoir de contrôle. **Article 5** (p. 1093) : ses observations sur l'amendement de M. Delong. **Après l'Article 6** (p. 1094, 1095) : propose de mettre en discussion commune l'amendement de M. Gau et l'amendement du Gouvernement ; fait le point du débat ; (p. 1095) : propose au Gouvernement de retirer sons sous-amendement ; (p. 1096) : ses observations sur la portée des dispositions en discussion. **Article 7** (p. 1096) : ses observations sur le caractère pénal de l'article ;

— Précisions au sujet de **délégations de vote** (délégation de M. Dominati à M. Ducray et de M. Millet à M. Claude Weber) [23 mai 1973] (p. 1485).

— Questions orales avec débat relatives à la **liberté d'expression et de création ;** retransmission du débat par la télévision [23 mai 1973] (p. 1485) ; organisation du débat ; interventions de M. Leroy et de M. Flornoy (p. 1505).

— **Observations sur les décisions du bureau d'appliquer la règle du vote personnel** [6 juin 1973] (p. 1818).

— **Opposition à des candidatures pour le Haut Conseil de l'audiovisuel :** ses explications [7 juin 1973] (p. 1865).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Après l'Article 20** (p. 1936) : répond à M. Fanton sur la recevabilité de l'amendement de MM. Durafour et Servan-Schreiber tendant à la création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics ; propose à M. Servan-Schreiber le retrait de l'amendement, le renvoi à la discussion budgétaire de l'étude de la constitutionnalité et du fond de son amendement.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Saint-Paul sur les conditions de travail de l'Assemblée** [19 juin 1973] (p. 2274) : ne peut laisser dire que l'Assemblée perd son temps ; rappelle les textes importants votés depuis le début de la session ; diminution de l'absentéisme ; facilités accordées aux députés pour intervenir dans les débats ; rappelle que les républiques grecques ont péri de l'excès d'impôts et de l'excès de législation.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Boscher** [19 juin 1973] (p. 2275) : non-dépôt du rapport de la commission saisie de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public du téléphone ; ses assurances quant au respect de la procédure.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Pierre-Charles Krieg** [19 juin 1973] (p. 2275) : indique que la troisième lecture de la proposition de loi sur les baux commerciaux est inscrite à l'ordre du jour du 30 juin.

— **Débat sur la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** [19 juin 1973] (p. 2277) : problème de la compétence des commissions permanentes.

— **Allocution de fin de la session** [30 juin 1973] (p. 2756) : dresse le bilan des travaux législatifs ; ses observations sur l'acte législatif et sur les grands débats d'information: (p. 2757) : institutions de la V^e^ République ; mission parlementaire ; équilibre entre majorité et opposition ; ordre du jour complémentaire ; présentation trimestrielle d'un rapport spécial de chaque commission permanente sur l'état d'application des textes votés ; (p. 2758) : ses remerciements au personnel et à la presse.

— Donne lecture d'une **communication du Premier ministre relative à la désignation d'une commission mixte paritaire sur les baux commerciaux** [2 octobre 1973] (p. 3958).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** [2 octobre 1973] (p. 3959) : procédure de désignation des candidats à la représentation de l'Assemblée nationale dans les organismes extra-parlementaires.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture. Dicussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 34** (p. 4152) : suggère à M. Foyer de retirer son amendement ; caractère contradictoire de cet amendement avec le vote émis précédemment par l'Assemblée. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973]. **Article 5** *bis* **A** (p. 6717) : suggère au secrétaire d'Etat aux finances de ne pas recourir à la procédure du vote bloqué. **Article 31** *bis* (p. 6723) : ses observations sur l'amendement de M. Briane.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Cressard (Jacques) et Lejeune (Max), relatifs aux conditions de retransmission télévisée des débats** [16 octobre 1973] (p. 4403, 4404).

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'Article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4434) : répond aux arguments de MM. Debré et Defferre sur le problème de la recevabilité des amendements de M. Donnez visant d'autres articles de la Constitution que l'article 6 ; (p. 4435) : répond à M. Fanton (nature des articles additionnels) ; s'interroge sur son droit à saisir le Conseil constitutionnel avant le vote des amendements.

— Communication sur les **conditions d'exercice du contrôle budgétaire** [7 novembre 1973] (p. 5283) : donne connaissance de la décision prise par le bureau de l'Assemblée ; (p. 5285) : sa mise au point ; précise à M. Debré que le bureau n'a nullement l'intention de réformer la Constitution ; dispositions de l'ordonnance du 30 décembre 1958 sur l'exercice du contrôle budgétaire et de l'article 38 de la loi organique du 2 janvier 1959 ; renvoi du projet de loi de finances à la commission des finances ; commission des finances et compétence des commissions permanentes ; coopération du rapporteur spécial et des rapporteurs pour avis dans un travail d'ensemble ; concertation entre les rapporteurs sur les moyens de mieux informer l'Assemblée ; travail de documentation et d'information passant par le canal du rapporteur spécial de la commission des finances compétente au fond ; contrôle du Parlement et déssaisissement du pouvoir exécutif.

— **Réponse aux rappels au règlement sur les conditions d'exercice du contrôle budgétaire** [8 novembre 1973] (p. 5377) : problème de droit et de technique parlementaire posé par deux présidents de commission ; estime qu'il y a là un malentendu ; ses précisions quant à la lettre que lui a adressée le président de la commission des finances ; décision provisoire prise par le bureau, sous réserve d'une étude plus approfondie ; réfute les propos de M. Gilbert Faure sur la soumission du bureau au Gouvernement ; (p. 5378) : précise la décision du bureau (rapporteur spécial interprète de tous les rapporteurs auprès des administrations) ; équilibre des pouvoirs.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] : **Etat B - Titre IV** (p. 6145) : répond à M. Michel Durafour sur les conditions du déroulement de la discussion budgétaire, lui demande de retirer sa demande de consultation de l'Assemblée sur la suspension du débat ; (p. 6147) : **Etat C - Titre V** : sa mise au point à M. Brugnon sur le droit de parole pour répondre au Gouvernement ; (p. 6149) : exprime ses regrets à M. Brugnon.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Fillioud** [20 décembre 1973] (p. 7247) : émission télévisée réservée à l'Assemblée nationale ; constitution d'une délégation du bureau présidée par M. Nungesser ; précise que l'émission reprendra normalement.

— **Allocution de fin de la session** [20 décembre 1973] (p. 7270) : améliorations apportées aux méthodes et aux procédures ; densité du travail accompli ; ses observations sur la discussion budgétaire ; temps de parole des membres du Gouvernement et des rapporteurs ; sujets locaux ; débats législatifs ; débats de politique extérieure et de politique monétaire ; questions d'actualité ; évoque le contexte international ; caractère symbolique du débat sur la convention européenne des droits de l'homme ; droits de l'homme et organisation parlementaire ; modèle démocratique à l'échelle de l'Europe ; ses vœux à l'Assemblée, au personnel et à la presse parlementaire ; (p. 7272) : répond à M. Defferre sur le bilan du travail législatif.

1974

— **Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1973-1974** [2 avril 1974] (p. 1447).

— **Hommage à la mémoire de Georges Pompidou, Président de la République** [4 avril 1974] (p. 1493) : le Président Pompidou incarnait les vertus discrètes et fortes de notre lignée française ; pendant sa maladie, il y a eu entre le pays et lui l'entente d'une famille quand le chef est atteint ; l'histoire dira le grand apport personnel de Georges Pompidou à l'œuvre collective qu'est la V^{e} République ; sa philosophie politique à visage humain ; son message au Parlement du 3 avril 1973 nous apparaît comme un testament.

— **Donne lecture du message de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République** [30 mai 1974] (p. 2336) : préalablement il informe les députés de la décision de la conférence des présidents les priant de rester assis pendant la lecture du message.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Léon Feix** [5 juin 1974] (p. 2489) : le militant légal, le militant de l'ombre.

— **Adjure le Parlement** de se tenir au niveau auquel le public s'est habitué pendant la campagne pour l'élection présidentielle [5 juin 1974] (p. 2497).

— **Procédure des nouvelles questions d'actualité** (questions au Gouvernement) sou-

mises à la présidence une heure avant la séance : répartition du temps de discussion entre la majorité et l'opposition [12 juin 1974] (p. 2608).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Pierre Weber** : enregistrement et retransmission de la séance des questions au Gouvernement [12 juin 1974] (p. 2616).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Defferre et de Poulpiquet** : retransmission des questions au Gouvernement par la télévision [19 juin 1974] (p. 2782).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Odru** : report des questions de politique étrangère jusqu'au retour du ministre des affaires étrangères [19 juin 1974] (p. 2786).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Fontaine, Beck, Defferre, Roucaute** relatifs aux questions au Gouvernement [19 juin 1974] (p. 2789).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Francis Vals** [2 juillet 1974] (p. 3232, 3233).

— **Informe l'Assemblée** de la réunion commune de la commission des finances et de la commission de la production et des échanges pour entendre le Premier ministre sur les problèmes agricoles [24 juillet 1974] (p. 3726).

— **Explique à l'Assemblée** les raisons qui l'ont conduit à annuler la réunion commune des deux commissions [26 juillet 1974] (p. 3853).

— **Ses observations** en réponse au rappel au règlement de M. Hamel relatif à la proposition de supprimer le cérémonial d'entrée du président en séance [27 juillet 1974] (p. 3908).

— **Clôture de la troisième session extraordinaire de 1973-1974** : vœu d'une réflexion pendant l'intersession sur les changements à introduire dans le règlement et les habitudes du travail parlementaire ; rôle indispensable du Parlement dans la solution des grands problèmes nationaux ; vote de textes très importants à caractère financier, économique, agricole : groupements fonciers agricoles, pharmacie vétérinaire, statut de l'ORTF ; régulation des naissances ; abaissement de l'âge de la majorité civile ; initiative parlementaire dans le vote de certaines lois ; nouvelle procédure des questions d'actualité (à caractère spontané) ; stricte répartition du temps de parole ; travaux des commissions ; souhaite des réunions communes de plusieurs commissions ; adaptation des méthodes du travail parlementaire aux nécessités du monde moderne et collaboration entre le Gouvernement et le Parlement ; affirme avec vigueur le fait parlementaire ; remerciements au personnel et à la presse [28 juillet 1974] (p. 3940, 3941).

— **Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1974-1975** [2 octobre 1974] (p. 4658).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Christian Fouchet** [2 octobre 1974] (p. 4658, 4659, 4660).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Franck Cazenave** [2 octobre 1974] (p. 4660, 4661).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Pierre Lepage** [2 octobre 1974] (p. 4661).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Herzog** : non-inscription à l'ordre du jour de la présente session du projet de loi instituant une taxe professionnelle en remplacement de la patente [2 octobre 1974] (p. 4663, 4664).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. de Poulpiquet et Charles Bignon** : débat sur les problèmes agricoles [2 octobre 1974] (p. 4664).

— **Réponse à la demande de rappel au règlement de M. Didier Julia** : impossibilité d'invoquer la procédure du rappel au règlement pendant l'heure réservée aux questions au Gouvernement [2 octobre 1974] (p. 4668).

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**) [10 octobre 1974] : sur observations du rapporteur de la commission des lois déclare irrecevables en vertu de l'article 98, alinéa 5, du règlement de l'Assemblée, les amendements n^os^ 3, 5 et 6 présentés par M. Abadie et les membres du groupe socialiste et les amendements n^os^ 12, 14 et 15 présentés par Mme Constans, M. Villa et les membres du groupe communiste (p. 4949), et les amendements n° 7 corrigé présenté par M. Abadie, et les membres du groupe socialiste, et n° 16 présenté par M. Kalinsky et les membres du groupe communiste (p. 4956) ; (p. 4949, 4950) : ses observations sur la possibilité pour une minorité de parlementaires de saisir le Conseil constitutionnel.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Ihuel** [29 octobre 1974] (p. 5533, 5534).

— **Procédure des questions orales « dites spontanées »** [6 novembre 1974] (p. 5934) : impossibilité de présenter un rappel au règlement pendant la séance consacrée à ces questions.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Lassère** [20 novembre 1974] (p. 6788).

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 1297). **Discus-**

sion générale [28 novembre 1974] (p. 7170) : s'oppose à ce que M. Hamel fasse entendre à la tribune l'enregistrement du cœur d'un être conçu depuis quarante-neuf jours.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**). **Discussion des articles** [3 décembre 1974]. **Article 4** (p. 7309) : sur l'amendement n° 14, le domaine réglementaire.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Charles Bignon** [19 décembre 1974] (p. 8122) : manifeste sa volonté de suivre avec attention l'application de l'article 39 de la Constitution et de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959.

— **Allocution de fin de session** [20 décembre 1974] (p. 8248) : présente le bilan budgétaire de la session ; son inquiétude en constatant l'importance accrue des prêts du Trésor dans le financement des actions de l'Etat ; rappelle sa proposition de limiter la procédure d'examen budgétaire une année sur deux aux seuls changements intervenus en ne reprenant pas la totalité des services ; (p. 8249) : bilan de la session sur le plan législatif ; le thème de la majorité d'idée ; éventualité d'anticiper légèrement l'ouverture de la session de printemps ; appréciation sur la procédure dite de questions « impromptues » ; le développement des commissions d'enquête et de contrôle ; l'utilisation par un éditeur privé du rapport de la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières ; les réformes nécessaires en matière de commissions d'enquête et de contrôle ; (p. 8250) : rappelle sa proposition de créer au sein de chaque commission des comités de contrôle de l'exécution des lois ; le Parlement doit s'interroger sur le fait parlementaire lui-même ; remerciements au personnel et à la presse.

1975

— **Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1974-1975** [2 avril 1975] (p. 1197).

— **Hommage à la mémoire du Président Georges Pompidou** à l'occasion du premier anniversaire de son décès [2 avril 1975] (p. 1198).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire tchécoslovaque [9 avril 1975] (p. 1452).

— **Observations sur sa décision de suspendre la séance** [16 avril 1975] (p. 1735) : transmission insolite de documents au Gouvernement par les députés communistes ; (p. 1736) : définition des pétitions qui doivent être adressées à l'Assemblée en la personne de son président ; le Gouvernement n'est pas tenu de rester en séance au-delà de l'heure réservée aux questions d'actualité.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Defferre et Labbé** [16 avril 1975] (p. 1737) : procédure des questions d'actualité ; raisons de l'absence de M. le Premier ministre au banc du Gouvernement.

— **Observations sur la question au Gouvernement de M. Chevènement relative à l'industrie de l'informatique** [16 avril 1975] (p. 1739) : présence des ministres compétents pour répondre aux questions posées.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Isidore Renouard** [23 avril 1975] (p. 1992, 1993).

— **Procédure des questions au Gouvernement** [23 avril 1975] (p. 1993) : esprit et règles de ces questions.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire britannique [13 mai 1975] (p. 2541).

— **Informe l'Assemblée** du renvoi à deux commissions compétentes au fond du projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière et du renvoi pour avis à la commission des finances [13 mai 1975] (p. 2542).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Dubedout** [13 mai 1975] (p. 2542) : au sujet du renvoi de ce projet de loi.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Boulloche** [21 mai 1975] (p. 2941) : procédure des questions au Gouvernement.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3982) : sa réponse à M. Plantier sur le problème de la recevabilité de certains amendements ; juge que l'irrecevabilité ne lui a pas, en la matière, paru évidente; (p. 3982, 3983) : sa réponse à la question posée par M. Mario Bénard ; (p. 3987) : rappelle les dispositions en vigueur dans le domaine de l'irrecevabilité ; estime que l'article 40 est opposable à l'amendement n° 72 défendu par M. Balmigère ; (p. 3988) : juge que l'article 40 de la Constitution n'est pas opposable à l'amendement n° 6 de M. Burkel ; (p. 3989) : sur les rappels au règlement de MM. Bardol et Boulloche, indique que le président de l'Assemblée nationale a un pouvoir de décision en matière d'irrecevabilité des amendements ; (p. 3990) : expose les raisons pour lesquelles il a pris les décisions qui sont contestées.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **678**). **Discussion des articles** [16 juin 1975]. **Avant**

l'Article premier (p. 4244) : sur le rappel au règlement de M. Gissinger, fait remarquer que la question de l'irrecevabilité de l'amendement n° 14 de M. Fontaine n'avait pas été soulevée.

— **Communication relative à l'ordre du jour** [16 juin 1975] (p. 4236) : séance supplémentaire demandée par le Gouvernement pour l'examen de certains textes législatifs ; exprime ses regrets devant la façon « cavalière » dont le Gouvernement traite l'Assemblée.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Mitterrand** [26 juin 1975] (p. 4776) : fait observer que c'est à la demande de l'Assemblée nationale que le débat de politique étrangère a été reporté après le débat sur les Comores.

— **Prononce l'éloge funèbre du général Paul Stehlin** [27 juin 1975] (p. 4921) : la carrière militaire du général Stehlin ; (p. 4922) : sa nomination au poste de chef d'état-major de l'armée de l'air ; sa carrière parlementaire ; sa vision du monde ; les circonstances de sa mort.

— **Allocution de fin de session** (n° **1270**) [30 juin 1975] (p. 5063-5064) : rappelle l'ampleur et l'importance de l'œuvre législative accomplie ; la perplexité et l'amertume du président de l'Assemblée nationale devant l'effort « déraisonnable » qui a été celui de l'Assemblée ; la nécessité de réfléchir à une réforme des méthodes du travail parlementaire ; les améliorations nécessaires touchant à l'ordre du jour complémentaire, au dépôt des projets, à l'allongement de la durée des sessions, au réaménagement des commissions parlementaires ; (p. 5065) : la nécessaire révision du rôle de la séance publique ; renforcer les travaux en commissions ; tenter de décomprimer le débat budgétaire en le ramenant à une durée plus raisonnable ; sa suggestion quant à l'instauration d'un grand débat sur l'emploi ; (p. 5066) : propose de porter à une heure et demie la durée des questions au Gouvernement; (p. 5067) : remercie le Premier ministre de sa réponse à la suggestion de M. Max Lejeune.

— **Réponse aux rappels au règlement de M. Berger, Mme Fritsch, MM. Mexandeau, Ducoloné et Darinot** [30 juin 1975] (p. 5068) : tous relatifs au fonctionnement de l'institution parlementaire ; compte que les réformes envisagées éviteront les inconvénients signalés.

— **Ouverture de la session extraordinaire** [9 septembre 1975] (p. 6055, 6056).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Ducoloné et R.-A. Vivien** [9 septembre 1975] (p. 6057, 6058) : liberté des accès à l'Assemblée nationale.

— **Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1975-1976** [2 octobre 1975] (p. 6410).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Claude Peyret** [2 octobre 1975] (p. 6410, 6411) : son enracinement territorial et électoral, son œuvre en qualité de législateur, son intervention sur le texte relatif à l'interruption de grossesse ; l'épreuve morale que M. Peyret avait traversée à cette occasion.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Robert Gourault** [2 octobre 1975] (p. 6411).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Defferre, Labbé, Baillot, Donnez, Chinaud** [2 octobre 1975] (p. 6411) : à la suite de l'exécution de cinq jeunes Espagnols : esprit d'humanité inspirant le message qu'il a adressé au chef de l'Etat espagnol ; signification de la suspension de séance qu'il prononce.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Dubedout** [2 octobre 1975] (p. 6414) : reprise dans un nouveau projet du titre III du projet de réforme foncière.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Guy Mollet** [9 octobre 1975] (p. 6698, 6699) : popularité de Guy Mollet ; son sens pédagogique, lien entre sa carrière professorale et sa carrière politique ; la conviction européenne de M. Guy Mollet ; son rôle d'homme d'Etat et ses conceptions constitutionnelles.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Après l'Article 16** (p. 7297) : juge que l'amendement n° 48 de M. Boulloche, étant discriminatoire à l'encontre des personnes de plus de soixante-cinq ans, est contraire à la Constitution.

Deuxième partie :

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 7995) : rappelle à M. Barthe qu'il parle en tant que rapporteur de la commission de la production ; (p. 8000) : remercie le ministre de l'industrie d'avoir réservé la primeur de certaines informations à l'Assemblée nationale.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8270) : rappelle que le budget du ministère de l'intérieur a déjà été examiné par une réunion élargie de la commission des lois ; invite les orateurs à respecter leur temps de parole ; (p. 8279) : est satisfait de la manière vivante et animée qui a caractérisé le débat.

Transports. — III. Aviation civile. Discussion des crédits : Etat C - Titre V [14 novembre 1975] (p. 8428) : sur l'amendement n° 249 de M. Kalinsky, fait remarquer que la loi organique interdit les amendements indicatifs.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Pimont** [13 novembre 1975] (p. 8253, 8254).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Guermeur** [14 novembre 1975] (p. 8431) : rapport de la commission de la production et des échanges sur le budget de la marine marchande (conclusions du rapporteur contraires aux décisions de la commission).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Julien Schvartz** [9 décembre 1975] (p. 9506) : application de l'article 15 du règlement ; informe l'Assemblée des décisions prises par le bureau autorisant les témoins entendus par une commission d'enquête à prendre connaissance de l'intégralité du procès-verbal de leur déposition.

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée constituante du Portugal [17 décembre 1975] (p. 9912).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Massot et Alain Bonnet** [17 décembre 1975] (p. 9914) : modification de l'ordre du jour (renvoi de la discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles) ; interprétation des mots « à titre exceptionnel ».

— **Allocution de fin de session** (n° **2120**) [19 décembre 1975] (p. 10109, 10110, 10111) : regrette l'abus fait par le Gouvernement de son droit de modifier l'ordre du jour ; son intention de faire revenir le vote personnel davantage dans la pratique ; le travail budgétaire et législatif considérable accompli par l'Assemblée ; les résultats obtenus par l'expérience d'un pré-débat budgétaire en commission élargie ; étude d'une expérience analogue avec le concours de la commission de la production ; l'ampleur des charges incombant aux députés ; la limitation de la durée des séances publiques ; l'aide d'un assistant pour chaque parlementaire ; l'importance de la constitution d'une commission spéciale pour l'étude de la charte des libertés.

1976

— **Ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1975-1976** [2 avril 1976] (p. 1272).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Balmigère** [2 avril 1976] (p. 1273) : possibilité pour M. Balmigère de poser une question au Gouvernement sur les événements se déroulant dans le Midi viticole.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Maurice Schnebelen** [7 avril 1976] (p. 1440, 1441).

— **Questions au Gouvernement** [7 avril 1976] (p. 1442) : demande aux membres du Gouvernement de respecter « le style » des « questions spontanées » ; (p. 1446) : temps de parole des députés communistes dans les questions au Gouvernement.

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1530) : souligne qu'il y a une part de rodage dans la formule de la commission élargie.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Michel Jacquet** [20 avril 1976] (p. 1904, 1905).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de l'assemblée de la République fédérative de Yougoslavie [21 avril 1976] (p. 1956).

— **Question au Gouvernement de M. Ralite : Violation des libertés** [21 avril 1976] (p. 1960) : respect de la procédure des questions au Gouvernement.

— **Question au Gouvernement de M. Chevènement : Expulsion de travailleurs immigrés** [21 avril 1976] (p. 1962) : demande à M. Chevènement de retirer le mot « calomnieuse ».

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° **2134**). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1969) : indique que s'agissant d'un texte constitutionnel, il convient d'appliquer le vote personnel ; propose de renvoyer l'examen des articles.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Explication de vote** [27 avril 1976] (p. 2165) : répond aux observations de M. Gaudin relatives aux méthodes de travail imposées à l'Assemblée nationale.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Ducoloné, Ballanger et Mexandeau** [27 avril 1976] (p. 2166) : déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature ; (p. 2167) : demande de MM. Bayou et Boulloche relative à l'annulation de ce scrutin ; réunit le bureau ; décision du bureau : annulation du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature ; conjonction d'incidents juridiques et mécaniques ; décision prise à l'unanimité par le bureau de recommencer l'opération de vote.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Antoine Caill** [6 mai 1976] (p. 2693, 2694).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Charles Bignon** [6 mai 1976] (p. 2695) : article 134 du règlement ; séance réservée aux questions orales.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Chandernagor** [12 mai 1976] (p. 2932) :

fait remarquer que la présidence n'a pas de pouvoir disciplinaire sur le Gouvernement ; regrette que le Gouvernement estime utile de signaler les membres de l'Assemblée ne faisant pas preuve d'une grande assiduité.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3571) : sur le rappel au règlement de M. Foyer, souligne l'interprétation libérale de l'article 69 par le Sénat ; avis du Gouvernement favorable à l'audition ; accord du bureau de l'Assemblée ; articles 13 et 97 du règlement ; (p. 3572) : l'audition d'un rapporteur est un élément d'information ; ne donne pas lieu à débat ni à aucune manifestation d'approbation ; réunion du bureau de l'Assemblée favorable à l'audition du rapporteur du Conseil économique et social ; (p. 3573) : avis du Conseil économique et social sans mise en cause des travaux de la commission des finances ; (p. 3581) : question préalable déposée par M. Ballanger. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3853) : sur le rappel au règlement de M. Bardol, estime que l'amendement n° 249 et les sous-amendements nos 286 et 284 sont moins éloignés du texte que l'amendement n° 7 de M. Bonhomme ; (p. 3855) : pense qu'il vaut mieux limiter la discussion à l'amendement n° 7 rectifié ; (p. 3862) : indique que l'amendement n° 7 rectifié était plus éloigné du projet que l'amendement n° 13 de M. Combrisson ; (p. 3868) : sur l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon, indique que la réserve est de droit ; sur la réserve de l'article premier demandée par M. Icart, président de la commission des finances, considère que le président de séance ne peut se prononcer sur le fait de savoir si un président de commission est mandaté spécialement et généralement ; décide la réserve et propose l'étude des articles additionnels qui suivent et ne préjugent pas du fond ; [9 juin 1976] (p. 3914) : considère que l'amendement n° 283 de M. Bardol est de nature réglementaire, mais souligne que l'irrecevabilité d'un amendement doit être invoquée avant le commencement de la discussion ; précise, contrairement à ce qu'il a indiqué précédemment, que l'irrecevabilité d'un amendement peut être opposée en cours de discussion ; déclare qu'il ne peut pas d'office opposer l'irrecevabilité ; demande si le Gouvernement souhaite le faire. **Article premier** (p. 3914) : déclare que M. Charles Bignon avait souhaité que l'article premier fût réservé et qu'il lui semble que le Gouvernement avait effectivement demandé la réserve ; indique que la réserve est de droit et que l'article premier est réservé ; (p. 3915) : rappelle que l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon a été réservé, ce qui entraînait normalement la réserve de l'article premier ; (p. 3916) : décide la réserve de l'amendement n° 85 corrigé de M. Duffaut ; (p. 3917) : en réponse à M. Bertrand Denis, signale que les travaux effectués par les propriétaires en personne sont traités par le sous-amendement n° 298 ; en réponse à M. Boscher, observe que c'est l'auteur de l'amendement n° 85 qui en a demandé la réserve ; refuse la réserve de l'amendement n° 121 de M. Papon. **Article 2** (p. 3920) : estime que l'amendement n° 76 de M. Pinte s'applique au texte du Gouvernement ; indique que l'ordre d'appel des amendements relève de sa responsabilité ; (p. 3929) : déclare que l'amendement n° 122 de M. Papon qui a été adopté constitue un nouvel article 2 ; (p. 3930) : estime que les amendements n° 16 de M. Rigout et n° 232 de M. Mesmin doivent être discutés ; pense que doivent être discutés tous les amendements qui tendent à compléter le texte proposé par la commission des finances pour l'article 2 ; (p. 3932) : pense que l'idée de l'amendement n° 242 de M. Mario Bénard pourrait être reprise à propos de l'amendement n° 292 de M. Schloesing qui est plus précis ; (p. 3933) : ne pense pas que le vote sur l'ensemble de l'article 2 devrait être réservé. **Article 3** (p. 3935) : sur l'amendement n° 87 de M. Duffaut, déclare qu'il n'a pas accordé la réserve d'un amendement de suppression ; (p. 3937) : se demande si un certain nombre d'amendements comme le 271 de M. Papon ne devraient pas être considérés comme des sous-amendements à l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ralite** [1er juin 1976] (p. 3566) : distribution du rapport d'information (n° 2316) sur des projets de décrets pris en application de la loi du 11 juillet 1975 relative à l'éducation.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Fanton** [8 juin 1976] (p. 3846) : distribution des amendements relatifs aux articles du projet de loi portant imposition des ressources provenant des plus-values assimilables à un revenu.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire de la République de Corée [9 juin 1976] (p. 3908).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Robert-André Vivien** [9 juin 1976] (p. 3909) : discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse.

— **Convocation du Parlement en congrès** le 14 juin 1976 [9 juin 1976] (p. 3914).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire colombienne [23 juin 1976] (p. 4544).

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4893) : suggère de terminer l'examen des amendements avant de suspendre la séance à la demande de M. Montagne, du fait de la demande de vote bloqué ; (p. 4894) : indique qu'il appartient au président de la commission des finances d'apprécier l'opportunité de la réunir puisque l'Assemblée ne peut en décider.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Dubedout** [29 juin 1976] (p. 4898, 4899) : organisation des débats : discussion du projet de loi sur l'urbanisme.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2262) [8 juillet 1976] (p. 5168) : demande à M. Fontaine sur quel article il se fonde pour demander à M. Foyer de chanter un chant grégorien ; demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire.

— **Allocution de fin de session extraordinaire** (n° 2477) [8 juillet 1976] (p. 5169) : hommage au personnel et à la presse durement éprouvés par la chaleur ; solidarité des députés avec les agriculteurs et les éleveurs ; énumération des textes votés et du débat ayant eu lieu au cours des deux sessions ; la session des plus-values : onze jours et soixante-trois heures de débat en première lecture, 92 amendements adoptés ; le désaccord entre le Gouvernement et sa majorité ; l'amorce d'une crise décelée par certains qui n'était en réalité que le signe d'un fonctionnement normal des pouvoirs ; le danger de rupture de l'indispensable équilibre entre exécutif et législatif en raison des énormes moyens dont dispose l'administration ; la nécessité pour le législateur de disposer de moyens qui lui soient propres : la réflexion personnelle, la formation à la base, l'indépendance de la pensée, la liberté du jugement et de la décision ; la liberté de conscience ; les parlementaires, mandataires partiels de leurs électeurs mais non du Gouvernement ; les avantages des institutions de la V^e République ; l'intérêt du pouvoir exécutif à ce que le pouvoir du législateur ne soit pas amoindri ; félicite le Premier ministre.

— **Clôture de la session extraordinaire** [10 juillet 1976] (p. 5259).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de parlementaires autrichiens [5 octobre 1976] (p. 6320).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Jean-Claude Simon et de M. Marcel Anthonioz** [5 octobre 1976] (p. 6320, 6321).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. de Montesquiou** [26 octobre 1976] (p. 7003 à 7005).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Schloesing et Ducoloné** [26 octobre 1976] (p. 7006) : libertés syndicales ; étude par le bureau des problèmes posés.

— **Fait personnel de M. Ducoloné** [26 octobre 1976] (p. 7006) : son intention de vérifier que « tous les personnels de l'Assemblée bénéficient de la parité avec ceux qui rendent par ailleurs des services analogues ».

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire du Sénégal [27 octobre 1976] (p. 7094).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Gabriac** [9 novembre 1976] (p. 7801, 7802).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Alain Vivien** [9 novembre 1976] (p. 7802) : raisons de l'absence du ministre de la défense nationale.

— **Rend hommage à la mémoire d'André Malraux** [24 novembre 1976] (p. 8632).

— **Questions au Gouvernement** [24 novembre 1976] (p. 8633) : proteste contre les interruptions.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Pierre Joxe** [24 novembre 1976] (p. 8639) : report de l'audition de M. Chaunac, secrétaire général de la fédération autonome des syndicats de police, par la commission spéciale sur les libertés.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 20 *bis*** (p. 8803) : indique qu'il considère que l'article 34 de la Constitution ne peut s'appliquer à l'amendement n° 29 de M. Foyer ; les fonctionnaires de la ville de Paris et les garanties fondamentales à accorder aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ; considère que l'exception d'irrecevabilité ne peut être invoquée.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. René Quentier** [17 décembre 1976] (p. 8848, 8849).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. J.-P. Palewski** [16 décembre 1976] (p. 9500, 9501).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9620) : souligne que la Constitution fait obligation au

Gouvernement de déposer d'abord sur le bureau de l'Assemblée nationale les textes d'ordre financier ; souhaite que M. Durafour « autorise » M. Fanton à déposer son amendement ; consulte l'Assemblée sur la recevabilité de l'amendement.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Claudius-Petit** [20 décembre 1976] (p. 9757) : réunions des commissions mixtes paritaires ; abus des procédures d'urgence.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Foyer** [20 décembre 1976] (p. 9758) : introduction au Sénat de dispositions nouvelles que l'Assemblée ne peut qu'adopter ou repousser lors de la discussion du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° 2430). **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Article 4** (p. 9805) : souhaiterait que le ministre propose de bons textes à l'Assemblée.

— **Allocution de fin de session** (n° 2734) [20 décembre 1976] (p. 9758, 9759, 9760, 9761) : l'adoption de textes économiques et financiers d'une portée considérable pendant cette session (budget, deux collectifs, plan Barre) et de textes importants (aide au logement, architecture, régime fiscal de la presse) ; les conditions de travail du Parlement ; réflexion sur la procédure budgétaire ; le rôle de la commission des finances et des commissions élargies ; extension des débats d'orientation budgétaire au printemps ; réalisation d'une présentation audio-visuelle des documents budgétaires ; l'ordonnance du 2 janvier 1959 ; modifier radicalement notre législation budgétaire ; voter le budget par grandes masses à la manière anglaise ; l'extension de la procédure des votes sans débat ; recours aux méthodes modernes.

— **Clôture de la première session ordinaire 1976-1977** [20 décembre 1976] (p. 9809).

1977

— **Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1976-1977** [2 avril 1977] (p. 1457).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Albert Bignon** [5 avril 1977] (p. 1538).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. l'abbé Hervé Laudrin** [5 avril 1977] (p. 1538, 1539).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ansart** [5 avril 1977] (p. 1540) : fixation de l'ordre du jour : débat sur la sidérurgie.

— **Question au Gouvernement de M. Kiffer : Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1572, 1573) : fixation de la date et des modalités du débat sur la sidérurgie par la prochaine conférence des présidents.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Louis Le Sénéchal** [12 avril 1977] (p. 1704).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Jean de Broglie** [12 avril 1977] (p. 1704, 1705).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Bernard Lafay** [12 avril 1977] (p. 1705, 1706).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Defferre et Ballanger** [12 avril 1977] (p. 1707) : intervention française au Zaïre.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Aymeric Simon-Lorière** [3 mai 1977] (p. 2358, 2359).

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977]. **Article 10 *bis*** (p. 2365) : s'interroge sur la faculté laissée aux maires par les règlements des barreaux de plaider pour les communes qu'ils administrent. **Article 23 A** (p. 2372) : l'ordre de présentation des amendements n° 26 de M. Cot et n° 19 de M. Foyer ; le report du scrutin au lendemain.

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Jacques Weinman** [25 mai 1977] (p. 2996, 2997).

— **Question au Gouvernement de Mme Constans** : droit de parole d'un orateur parlant d'une personne déterminée [25 mai 1977] (p. 3001).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Fanton** [25 mai 1977] (p. 3004) : non-application aux questions orales des dispositions applicables aux questions écrites (application des règles restrictives).

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Rappel au règlement de M. Fanton** (p. 3273) : les différentes modalités de déclaration d'irrecevabilité des amendements ; la possiblité de distribuer un amendement comme outil de travail législatif immédiat ; la non-soumission de l'Assemblée à la censure ; la compétence du président de l'Assemblée ; la confusion réalisée par M. Fanton. **Article 2** (p. 3276) : l'irrecevabilité d'un amendement portant sur le mode d'évaluation des ressources ; la recevabilité d'un amendement portant sur le montant de ces ressources.

— **Question au Gouvernement de M. Barel** [1er juin 1977] (p. 3262) : **affaires Klaus Barbie et Paul Touvier** ; réponse d'un seul ministre aux questions au Gouvernement.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des communautés européennes du 20 décembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [14 juin 1977]. **Réponse aux rappels au règlement** de MM. Juquin et Nungesser (p. 3724) : l'article 128 du règlement ; la décision unanime du bureau relative aux pouvoirs du président de l'Assemblée nationale de statuer sur la recevabilité des amendements ; la modification du règlement ; le caractère législatif de la question de la sécurité sociale minière ; (p. 3725) : la consultation demandée à M. Vedel ; les articles 34 et 53 de la Constitution ; la soumission par le Gouvernement d'un projet de loi portant ratification d'un traité ou approbation d'un accord ; le caractère unanime de la décision du bureau ; l'article 2 du projet de loi ; le caractère politique de la question ; la possibilité de recours devant le Conseil constitutionnel.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes** (n° 2921). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 3996) : l'application de l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 8 rectifié de M. Debré ; (p. 3997) : l'impossible application de l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 16 de M. Ducoloné.

— **Proposition de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n^os^ 267, 2790, 2791, 2854, 2896). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 4369) : l'indication de la procédure selon laquelle le recours aura lieu ; son opposition à l'application de l'article 41 de la Constitution sur l'amendement n° 13 de M. Lauriol. **Article premier** (p. 4370) : la mise aux voix de l'amendement n° 15 de M. Lauriol et du sous-amendement n° 26 du Gouvernement ; le vote sur le principe de l'interdiction.

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix** (n° 1526). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 4** (p. 4377) : la fixation par décret des modalités d'application de la loi.

— **Allocution de fin de session** (n° 3095) [30 juin 1977] (p. 4526) : les relations du Gouvernement avec le Parlement ; le bilan de la session ; la lenteur de la mise en train de la session ; le nombre de textes adoptés ; la procédure des questions au Gouvernement ; l'examen d'un plus grand nombre de propositions de loi ; la nature des textes étudiés ; la situation de certaines catégories professionnelles et sociales ; les problèmes du monde moderne ; le sort des familles ; les questions économiques ; les sujets d'ordre fiscal ; les rapports entre le contribuable et l'administration fiscale ; les garanties de procédure aux contribuables ; (p. 4527) : le respect des libertés ; la déontologie des sondages ; le pluralisme de l'enseignement et de la formation ; l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée parlementaire européenne ; les caractéristiques de la prochaine session ; la réservation de la primeur des informations et déclarations au Parlement.

— **Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1977-1978** [3 octobre 1977] (p. 5765).

— **Remercie MM. Nungesser et Bord** de l'hommage prononcé à la mémoire de Mme Lucie Faure [3 octobre 1977] (p. 5767).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Didier Eloy** [11 octobre 1977] (p. 6038).

— **Souhaits de bienvenue** à une délégation de la chambre des représentants de Malaisie [11 octobre 1977] (p. 6039).

— **Présentation audio-visuelle du projet de loi** de finances pour 1978 [11 octobre 1977] (p. 6045).

— **Prononce l'éloge funèbre de M. Jacques Duhamel** [18 octobre 1977] (p. 6198, 6199, 6200, 6201).

— **Souhaits de bienvenue** à M. René Lévesque, Premier ministre du Québec [2 novembre 1977] (p. 6842).

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (Articles premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° 3236). **Discussion générale** [1^er^ décembre 1977] (p. 8143) : le projet de loi relatif aux sociétés coopératives ; l'initiative parlementaire ; l'inscription à l'ordre du jour d'un texte relatif à la sécurité dans les mines. **Discussion des articles. Article premier : Article 250-2 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8143) : son amendement n° 20 rectifié soutenu par M. Offroy ; modalités de composition du conseil de suveillance ; (p. 8144) : l'effectif du conseil de surveillance ; amendement n° 20 rectifié ; adopté. **Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8145) : son amendement n° 13 soutenu par M. Offroy : faculté de limiter l'application de la loi à certaines catégories de salariés ; la notion de « personnel d'encadrement » ; la limitation de la participation à certaines catégories de personnel ; le développement de l'entreprise de participation ; amendement n° 13 retiré. **Article 250-5 de**

la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966 (p. 8147) : son sous-amendement n° 21 soutenu par M. Offroy à l'amendement n° 5 du Gouvernement : possibilité du cumul des droits attribués aux salariés ; la nature de la participation aux résultats de l'expansion ; adopté ; (p. 8148) : son amendement n° 14 soutenu par M. Offroy : extension du droit des travailleurs sur les bénéfices distribués, réserves, provisions pour amortissement et plus-values ; le droit des travailleurs prélevé sur les réserves ; les différences entre les bénéfices comptables et les bénéfices réels ; l'application du droit normal sur toute la réalité du bénéfice ; adopté. **Après l'Article 250-6 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8149) : son sous-amendement n° 22 soutenu par M. Offroy à l'amendement n° 7 du Gouvernement : prolongation sur avis conforme des représentants des salariés du délai de distribution des dividendes de travail ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 8151) : son amendement n° 15 soutenu par M. Offroy : modalités de création de formules d'arbitrage sur les problèmes de gestion ou de création de titres représentatifs des droits des participants ; retiré. **Seconde délibération de la proposition de loi. Article premier : Article 250-5 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8152) : le rôle joué par le président de séance.

— **Allocution de fin de session** (n° 3456) [21 décembre 1977] (p. 9138) : l'activité législative de la cinquième législature ; les réformes intervenues dans le domaine institutionnel, culturel, agricole et foncier ; le statut des personnes ; l'environnement ; (p. 9139) : la justice collective ; le désir de protection et d'organisation sociales ; l'action de la commission des libertés ; la garantie et la protection des libertés nouvelles ; le caractère non exceptionnel du déroulement de la législature ; la normalisation des rapports entre l'exécutif et le législatif ; le rééquilibre les pouvoirs ; la réforme des conditions de saisine du Conseil constitutionnel ; le droit de l'opposition à la procédure des questions spontanées au Gouvernement ; (p. 9140) : l'inscription à l'ordre du jour des propositions d'origine parlementaire ; renoncer à la pratique de transformation des propositions de loi en projets de loi ; l'utilisation par le Gouvernement des diverses exceptions d'irrecevabilité ; l'article 40 ; le rajeunissement des méthodes de travail du Parlement ; l'assistanat parlementaire ; l'ouverture du 101, rue de l'Université ; les autres innovations intervenues dans les services ; procéder de façon expérimentale et pragmatique ; augmenter le nombre des commissions permanentes ; la mise en place des instruments d'une pratique parlementaire moderne et efficace ; la procédure des commissions élargies ; l'admission de la presse aux séances budgétaires des commissions ; la reproduction intégrale des débats des commissions ; reviser les modalités de la discussion budgétaire ; la répartition du temps d'activité du député entre Paris et sa circonscription ; (p. 9141) : la conscience existant parmi les députés ; rend hommage à l'activité du secrétaire général.

— **Clôture de la première session ordinaire de 1977-1978** [21 décembre 1977] (p. 9182).

FAURE (Gilbert)

Député de l'Ariège (1re circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du conseil supérieur de la mutualité [11 juin 1974] (p. 2584).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux **anciens prisonniers de guerre** de bénéficier d'une réduction d'âge en vue de l'octroi d'une **retraite anticipée au taux plein** (n° **137**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à nationaliser les **collèges d'enseignement général** et les **collèges d'enseignement secondaire** (n° **623**) [30 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à accorder la qualité de **combattant** aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en **Afrique du Nord**, entre le 1er janvier 1952 et le 3 juillet 1962 (n° **1066**) [19 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à déclarer l'anniversaire du **8 mai** jour férié (n° **1668**) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à l'attribution de la **carte du combattant** aux anciens **prisonniers de guerre** (n° **2588**) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la **revalorisation des pensions et retraites** des **anciens combattants** et victimes de guerre (n° **2741**) [20 décembre 1976].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **11619**), **Chambaz** (n° **11716**), **Audinot** (n° **11776**), **Fillioud** (n° **11782**), **Chinaud** (n° **11785**) et **Daillet** (n° **11797**) : **ORTF** : les oubliés de la **télévision** habitant les régions **montagneuses** [26 juin 1974] (p. 2985, 2986).

• *question au Gouvernement :*

— **Retraite anticipée d'anciens combattants, résistants et prisonniers de guerre** [4 juin 1975] (p. 3654) : situation des adhérents à certains régimes complémentaires.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3686) : aggravation de la situation démographique de l'Ariège ; le chômage ; le manque d'emplois tertiaires ; l'exode rural ; (p. 3687) : abaissement de l'âge de la retraite ; réduction de la durée du travail ; exploitation de départements ruraux.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi à l'usine Ratier-Figeac** : sous-traitante de l'industrie aéronautique [27 octobre 1976] (p. 7102).

— **Commémoration du 8 mai 1945** [27 avril 1977] (p. 2212) : sa proposition de loi n° 1668.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1142) : la participation de l'UFAC aux commissions d'étude ; l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; cite un éditorial du journal « Le PG », les délibérations de conseils municipaux déclarant le 8 mai journée fériée et chômée ; (p. 1143) : demande que le 8 mai soit une fête nationale ; condamne la discrimination entre les anciens combattants des deux guerres ; évoque le problème de la retraite des anciens combattants, la position des différents ministres des anciens combattants ; cite une lettre de M. Pompidou pendant la campagne présidentielle ; demande la parité des retraites, l'abrogation des forclusions, l'aménagement du sort des veuves, des orphelins et des ascendants ; évoque le préjudice causé par les conditions d'application du rapport Constant ; (p. 1145) : demande que les commissions d'étude aient un caractère tripartite, que le Parlement soit associé à leurs travaux ; évoque les travaux de la commission de pathologie de la captivité ; demande l'attribution dès cette année de la retraite au taux plein à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre ; regrette que l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi rapportée par M. Bonhomme n'ait pas été votée le 28 novembre 1972 ; rappelle l'unanimité qui s'était réalisée à la commission des affaires culturelles ; évoque la situation des anciens combattants d'Afrique du Nord, leur demande d'attribution de la carte d'ancien combattant ; rappelle la teneur de la proposition de loi de M. Darou, adoptée par le Sénat, le refus de la conférence des présidents d'inscrire ce texte à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; le refus de la commission des finances de l'Assemblée de déclarer ce texte recevable ; la position différente adoptée par la commission des finances du Sénat ; cite le texte d'une proposition de loi déposée par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale ; regrette qu'elle ait été déclarée irrecevable ; rappelle la teneur de la lettre de M. Pompidou, adressée le 7 juin 1969 au président de l'UFAC ; évoque les travaux du groupe de travail bipartite ; souhaite un contingent plus important de décorations en faveur des anciens combattants.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **198**). **Explications de vote** [15 mai 1973] (p. 1272) : annonce l'abstention du groupe socialiste.

— **Déclaration du ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1750) : crises de l'université, caractère périmé de notre système scolaire ; revalorisation de l'enseignement technique ; insuffisances de la formation des jeunes ; rénovation des structures, des programmes et de la pédagogie ; intentions du Gouvernement non suivies d'actes ; dévouement des enseignants ; inégalités sociales ; situation défavorable des enfants d'origine modeste ; difficultés d'accès à l'université ; système scolaire et injustice sociale ; moyens dont a besoin l'éducation nationale ; (p. 1751) : politique du Gouvernement à l'égard des élites ; pénurie des techniciens ; chômeurs, diplômés ; élévation du niveau culturel ; période de la scolarité obligatoire ; rôle des écoles maternelles ; dé-

mocratisation de l'enseignement ; égalisation des chances ; échec des élèves ; redoublements ; enseignements de soutien ; suppression des ségrégations ; sélectivité et caractère d'enseignement de masse du premier cycle ; mise en cause du système scolaire ; cycle élémentaire et premier cycle ; nécessité d'un apport de culture générale ; libération de l'individu ; finalités de l'école ; instruction civique et sociale ; accès à la culture ; besoins en crédits ; éducation permanente ; charges pesant sur les collectivités locales ; (p. 1752) : CES Pailleron ; contrôles de sécurité ; prise en charge par l'Etat de la couverture des risques scolaires ; idée de participation, non respect du droit à l'instruction avec égalité des chances ; souci de rentabilité pour l'industrie ; regroupement de l'ensemble des responsabilités éducatives ; caractère privilégié de l'enseignement privé ; nécessité d'un changement de politique.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [5 juin 1973] (p. 1754) : refus du Gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour prioritaire la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux anciens d'AFN ; non-inscription à l'ordre du jour complémentaire ; attitude du Gouvernement et de la majorité ; utilisation de moyens de procédure dilatoires ; rejet de la proposition d'inscription à l'ordre du jour faite par M. Boulloche ; (p. 1755) : protestation de son groupe ; votera contre l'ordre du jour complémentaire.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n[os] **137, 164, 381, 410**). **Rappel au règlement** [28 juin 1973] (p. 2632) : protestation de son groupe contre le retard apporté à l'ouverture de la séance du soir par le Gouvernement et la majorité. **Discussion générale** (p. 2634) : séquelles médicales de la captivité, situation des anciens prisonniers de guerre ; bilan établi par la confédération internationale des anciens prisonniers de guerre ; conclusions de la commission de la pathologie de la captivité ; travaux de la commission ministérielle Vic Dupont ; proposition de loi des groupes de l'Assemblée ; ses observations sur l'extension du bénéfice de la mesure aux anciens combattants : son amendement déposé en novembre 1971 et déclaré irrecevable ; (p. 2635) : retraite anticipée au taux plein pour les anciens prisonniers de guerre ; mesures prises en Belgique. **Discussion des articles. Article 4** (p. 2640, 2641) : son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement (fixation dans le décret d'application des moyens nécessaires pour couvrir les dépenses supplémentaires qui résulteront « de l'entrée en vigueur de la présente loi à cette date ») ; son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement : mise en œuvre de la loi au 1[er] janvier 1974 ; retrait. **Rappel au règlement** : conditions d'application de l'article 40 de la Constitution ; application de l'article 92 du règlement ; explique le vote de son groupe en faveur de la proposition.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1973] (p. 5305) : interprétation de l'article 164 de l'ordonnance du 30 décembre 1958 ; droit de contrôle de l'ensemble des rapporteurs ; ses observations sur le rôle de la commission des finances ; (p. 5306) : juge inadmissible que le président de la commission des finances ait fait connaître son interprétation des textes non pas au Président de l'Assemblée mais au Premier ministre ; ses observations sur la décision de fond prise par le bureau (contrôle budgétaire des rapporteurs pour avis par l'intermédiaire des rapporteurs spéciaux de la commission des finances, sur les conditions d'exercice des droits de contrôle de la commission des finances depuis 1958, renoncement de la commission des finances à tous ses pouvoirs de contrôle) ; s'élève contre la décision du bureau.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5520) : demande que les décrets d'application concernant la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre et les anciens combattants soient publiés avant le 1[er] janvier 1974 ; évoque le cas des rapatriés pour blesures ; qualifie son budget de « budget fantôme » ; demande l'égalité des droits à la retraite des combattants, le rattrapage du décalage existant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements des agents de la fonction publique, la levée des forculsions ; s'étonne de l'enveloppe annoncée d'un montant de 25 millions de francs pour des mesures nouvelles ; regrette que le Parlement n'ait pas eu connaissance plus tôt de ce crédit supplémentaire dont seuls quelques membres de la majorité ont été informés ; s'indigne de cet antiparlementarisme et regrette que des parlementaires n'aient pas participé aux groupes de travail désignés par le ministre ; déplore le refus de prendre en considération le projet de plan quadriennal proposé par l'UFAC ; (p. 5521) : refusera son suffrage à ce budget. **Etat B** (p. 5540) : retire l'amendement déposé par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche sur le titre IV mais dépose une demande de scrutin public sur l'amendement présenté par la commission des finances au titre IV.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5644) : sa protestation contre la discussion d'une enveloppe supplémentaire entre

le ministre et trois groupes de la majorité ; (p. 5645) : ses observations sur la place du budget de l'éducation nationale dans le budget total de l'Etat ; insuffisance du budget pour faire face aux besoins ; situation des effectifs ; charges imposées aux parents ; ses observations sur la gratuité ; crédits de l'enseignement privé ; sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ; non-respect des engagements pris par le Parlement lors du vote sur le VI[e] Plan ; juge ce budget inacceptable. **Etat B - Titre III** [14 novembre 1973] (p. 3697) : défend l'amendement de M. Poperen tendant à une réduction des crédits de ce titre ; titularisation des assistants contractuels des INSA.

— **Rappel au règlement** [11 décembre 1973] (p. 6820) : non-application par le Gouvernement de l'article 139 du règlement (délais de réponse aux questions écrites).

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1[er] janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **723**). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6830) : regrette la non-participation des parlementaires aux travaux du groupe de travail ; avis partagé par les associations intéressées d'anciens combattants ; position de la FNACA ; son refus d'accorder un blanc-seing au Gouvernement ; modalités d'application de l'attribution de la carte ; ses propos à l'adresse de M. Brocard concernant la présentation de son rapport et des travaux de la commission ; proposition de loi adoptée par le Sénat ; son amendement reprenant les dispositions de la proposition de loi Darou expression « action de combat », engagements ou actions de feu, nature particulière des opérations d'Afrique du Nord, critère de feu ou engagements ; demande la suppression de l'article 4. **Rappel au règlement** en réponse au rappel au règlement de M. Bignon (p. 6831). **Discusion des articles. Article premier** (p. 6844) : son amendement tendant à préciser les critères d'attribution de la carte du combattant ; reprise du texte adopté par le Sénat sous réserve d'une modification de la période globale qui irait du 1[er] janvier 1952 au 3 juillet 1962 ; (p. 6846) : répond à M. Brocard, rapporteur ; (p. 6847) : son amendement devenu sans objet ; son amendement : attribution de la carte du combattant à tous ceux qui justifieront de neuf engagements au moins. **Article 2** : son amendement de suppression devenu caduc. **Article 4** (p. 6849) : son amendement de suppression de l'article ; sa référence aux observations de M. Lepeltier, rapporteur du groupe de travail, sur l'article 4. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6915) : ses observations relatives au critère des six actions de combat à titre individuel ; marque sa préférence pour le critère de neuf engagements au titre de l'unité ; interroge le secrétaire d'Etat sur l'indice de parité.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6869) : s'élève contre le retrait d'un projet de loi par le ministre des anciens combattants.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1973] (p. 7190) : application de l'article 134 du règlement : discussion des questions orales chaque semaine ; non-inscription de sa question orale avec débat relative à l'installation de relais de diffusion par l'ORTF.

1974

— **Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord** (n° **943**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3198) : indique que malgré les apparences ce projet lui paraît par trop semblable au texte initial ; l'option entre les neuf engagements ou actions de feu pendant trois mois consécutifs et les neuf engagements pendant le temps de présence sur le théâtre des opérations. **Article 8** (p. 3205) : son amendement n° 8 tendant à la suppression de l'article ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 10** (p. 5118) : sur l'article : retraite des anciens combattants ; application de la loi du 21 novembre 1973.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5850) : laïcité et gratuité sont remises en cause ; (p. 5851) : les économies budgétaires seront payées par les parents ; la circulaire du 7 octobre 1974 transfère le financement de l'éducation aux municipalités ; le problème des prix de pension ; le nombre des bourses est en diminution relative considérable.

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6305) : aucune mesure nouvelle n'est prévue au budget ; (p. 6306) : l'ambiguïté du critère des six actions de combat pour l'attribution de la carte aux anciens combattants d'Afrique du Nord ; les forclusions ; le plan quadriennal de l'UFAC ; les veuves de guerre ; M. Mitterrand promoteur du rapport constant ; les indices et la mise à parité. **Etat B - Titre IV** (p. 6322) : son amendement n° 160 sur l'affectation des crédits d'intervention sociale et des crédits pour pensions ; repoussé par scrutin.

— **Rappel au règlement** [20 novembre 1974] (p. 6782) : simultanéité des travaux des commissions et de l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention fiscale franco-espagnole** (n° **1103**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6982) : s'inquiète du sort réservé au percement d'un tunnel sous la principauté d'Andorre.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° **949**) [6 décembre 1974]. **Explications de vote** (n° **7531**) : regrette de ne pas avoir connaissance du budget de Mme Giroud et que la conjoncture économique soit une fois de plus opposée à l'amélioration du sort des familles.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2684) : ses observations sur l'intervention de M. de Bennetot relative à la non-utilisation à des fins militaires des recherches effectuées dans le domaine nucléaire sur décision d'un ministre socialiste.

— **Rappel au règlement** [31 octobre 1975] (p. 7703) : aménagement de l'ordre du jour prioritaire : discussion des budgets annexes de l'Imprimerie nationale et des Monnaies et médailles ; demande une suspension de séance.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7690) : la très faible progression du budget des anciens combattants ; la colère de ces derniers ; leur droit à réparation ; les silences du budget ; la situation des veuves et des ascendants ; l'application du rapport constant ; (p. 7691) : la revalorisation des pensions ; la suppression des forclusions ; l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; la commémoration du 8 mai ; (p. 7692) : l'oubli qui risque d'envelopper les anciens combattants ; proteste contre les propos tenus par M. Daniel Goulet relatifs à son intervention. **Discussion des articles. Etat B - Titre IV** (p. 7707) : proteste contre la concertation « à sens unique » menée par le secrétaire d'Etat ; demande combien de points sont accordés aux retraites postérieures à 1918 ; (p. 7708) : son amendement n° 172 : réduire les crédits du titre IV ; proteste contre l'insuffisance des crédits destinés à la retraite du combattant ; repoussé.

Education [12 novembre 1975] (p. 8187) : l'insuffisance des moyens pour faire face aux projets du Gouvernement ; l'accroissement des charges des collectivités locales ; rendre l'enseignement accessible aux enfants les plus défavorisés ; les dépenses de transports scolaires ; les inégalités que comporte le régime des bourses ; assurer la gratuité des fournitures de livres ; (p. 8188) : avoir un budget de l'éducation égal au quart du budget de l'Etat ; (p. 8213) : précise à l'intention du ministre de l'éducation le pourcentage des boursiers en 1957.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2043) : à l'occasion de l'intervention de M. Jacques Blanc, souligne la discrimination établie entre les régions, et notamment le département de l'Ariège dont il est le représentant.

— **Rappel au règlement** [27 octobre 1976] (p. 7103) : réponse du ministre de la défense à sa question sur la situation de l'emploi à l'usine Ratier-Figeac.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7377) : un simple budget de reconduction ; la faible part des anciens combattants et victimes de guerre dans le budget national ; la retraite du combattant ; les pensions d'invalidité ; l'interprétation des mesures « nouvelles » ; les orphelins ; l'indifférence pour les familles de nos morts ; la proportionnalité des pensions inférieures à 100 % ; (p. 7378) : les invalides ; le rapport constant ; l'UFAC ; la retraite du combattant ; le droit à réparation inscrit dans la loi ; la proposition de l'UFAC relative au règlement du contentieux ; un exposé d'autosatisfaction ; la suppression de la carte du combattant ; la retraite professionnelle ; (p. 7379) : la reconnaissance de combattants aux anciens d'Afrique du Nord, le rapport constant ; indique que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le budget. **Examen des crédits. Etat B - Titre IV** (p. 7391) : son amendement n° 221 supprimant les crédits du titre IV pour protester contre l'insuffisance des mesures ; la nécessité d'une révision fondamentale de la politique du Gouvernement à l'égard du monde combattant ; (p. 7392) : ne retire pas son amendement n° 221 ; des réponses insuffisantes ; amendement n° 221 repoussé.

Education [17 novembre 1976] (p. 8201, 8202) : les obligations de l'Etat et de l'enfant en matière d'enseignement obligatoire ; l'école laïque ; l'achat des livres ; leur gratuité ; la TVA ; les bourses ; les plafonds de ressources ; la prime d'équipement des élèves de première année des sections industrielles ; les

transports scolaires ; les problèmes des zones rurales.

1977

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2418**). **Discussion des articles** [20 avril 1977]. **Après l'Article 38** (p. 1999) : la substitution du président de la commission des lois au secrétaire d'Etat.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n^{os} **2845, 1223, 1863, 2282, 2328**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4145) : la genèse du texte ; la proposition de loi de M. Philibert ; les propositions des autres commissions ; le texte de synthèse de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; le champ d'application du texte ; (p. 4146) : son accord sur ce texte ; l'amendement du Gouvernement ; l'établissement du taux d'invalidité à 85 % ; l'exclusion d'un nombre important de déportés ; la dénaturation du projet de loi ; l'accord du groupe du PSRG sur le texte. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4148) : l'exclusion d'un certain nombre de déportés du bénéfice des mesures proposées ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution à son sous-amendement ; l'exclusion du bénéfice de la loi des personnes n'ayant jamais demandé de pension d'invalidité.

— **Rappel au règlement** [28 juin 1977] (p. 4304) : absence de réponse à sa question écrite relative à la situation d'agriculteurs de l'Ariège invités à livrer « une prestation d'alcool vinique ».

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Education [27 octobre 1977] (p. 6734) : la réforme Haby ; l'aide aux familles obligées de transporter leurs enfants en zone de montagne ; les crédits affectés aux transports scolaires organisés ; le problème de la gratuité des fournitures et des manuels ; l'injustice du système des bourses nationales ; l'exemple du sort d'une élève de milieu défavorisé ; adapter le taux des bourses aux besoins des familles les plus défavorisées.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6797) : un budget de misère ; l'évolution des crédits ; l'article premier de la loi du 31 mars 1919 ; la suppression en 1962 de la retraite du combattant ; (p. 6798) : la situation des veuves et des ascendants ; la revalorisation des pensions ; la création de commissions tripartites ; le rapport constant ; la situation des anciens d'Afrique du Nord ; le problème des mentions portées sur les cartes de combattants ; la campagne double ; l'attribution de la carte du combattant ; (p. 6799) : l'action sociale de l'office national des anciens combattants ; le paramètre de rattrapage ; la proposition de loi du PSRG relative à l'attribution du contingent de croix de la Légion d'honneur attribué aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 ; la commémoration du 8 mai ; l'amendement déposé par le groupe du PSRG ; (p. 6816) : la suppression de la commémoration du 8 mai 1945.

Crédits et articles réservés [18 novembre 1977]. **Article 71** (p. 7765) : son amendement n° 180 soutenu par M. Desmulliez ; suppression des avantages fiscaux consentis aux revenus du capital par l'avoir fiscal et divers prélèvements libératoires ; repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 3** (p. 8066) : le principe des déductions sur le complément d'indemnisation ; l'adoption du système de la loi de 1970 quant au problème de la sortie du moratoire ; l'amendement du groupe du PSRG portant suspension totale de l'exécution des obligations financières jusqu'à la date du règlement définitif du complément d'indemnisation ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution à l'amendement.

FAURE (Maurice)

Député du Lot
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **1355**) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2002) : faiblesse de l'augmentation accordée à Bruxelles pour le tabac ; importance pour les planteurs des contrats pluriannuels de culture et du niveau quantitatif et du prix (p. 2003, 2004, 2007).

• *question orale sans débat :*

— (n° **36592**) : **Publicité pour le tabac** [15 avril 1977] (p. 1869, 1870, 1871) : discrimination, en matière de publicité, entre le SEITA et les firmes multinationales entraînant la progression de la consommation de tabac d'origine étrangère ; l'inquiétude des exploitants français.

INTERVENTIONS

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 451) : interrompt le Premier ministre pour lui rappeler que la réconciliation avec l'Allemagne ne date pas du général de Gaulle.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3725) : la distorsion entre l'ampleur du projet et la dégradation de la conjoncture ; le laxisme qui règne à propos du Plan ; le faible taux de réalisation du VI^e^ Plan ; l'absence de toute proposition chiffrée ; l'inadéquation de la croissance et du bonheur ; le prix de la croissance ; le problème de l'emploi ; (p. 3726) : le redressement fallacieux opéré par le Gouvernement ; les propositions du programme commun dans le domaine social et économique ; le problème de la qualité de la vie ; le problème des équipements publics et des collectivités locales ; (p. 3727) : la masse des équipements publics effectuée par les collectivités locales ; les inégalités sociales en France ; parvenir à une justice sociale et fiscale ; un plan qui n'a aucun souci de priorités.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4649) : le mérite d'une meilleure présentation du VII^e^ Plan : la réhabilitation de la notion même de plan qui devrait être la première action prioritaire ; la nécessité d'améliorer la consultation régionale professionnelle et syndicale sur le projet de plan afin d'éviter un simulacre de consultation ; le manque d'ambition du taux de croissance retenu par le Plan ; (p. 4650) : les paris des auteurs du Plan qui sont autant d'hypothèques sur l'avenir de la France ; le problème de l'équilibre de la balance des paiements ; la nécessité du redéploiement industriel, de la résorption du chômage ; scepticisme dans le domaine de la lutte contre l'inflation ; la nécessité d'un consensus national que le Gouvernement n'obtiendra pas ; les doutes sur la cohérence des différents objectifs poursuivis par le Gouvernement ; (p. 4651) : son absence d'hostilité au principe des PAP ; regrette que le Parlement ne soit pas appelé à se prononcer sur leur choix ; leurs lacunes ; leurs portées plus limitées qu'on ne le pense ; le rendez-vous du budget de 1977 ; l'insuffisance de ces programmes notamment pour l'éducation nationale et la formation professionnelle ; l'absence des propositions concernant la formation continue des maîtres ; le tournant dans l'histoire de l'agriculture ; la nécessité d'en faire une industrie exportatrice ; l'insuffisance du Plan en matière de développement de la productivité agricole, en matière de garantie de revenus et des débouchés de la profession ; le risque de poursuite de l'exode rural qui compromettrait toute possibilité ultérieure d'équilibre ; son scepticisme sur les chances de réalisation du Plan.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres** [28 octobre 1976] (p. 7177) : la suppression de la liaison nocturne aller et retour par wagon-lit entre le Lot et Paris.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3814) : la crise de l'Europe ; l'insuffisance du contrôle parlementaire ; la crise économique ; l'union économique et monétaire ; les problèmes de l'énergie ; la dilution progressive de la Communauté dans une zone de libre-échange ; l'actualité historique de l'Europe ; le scepticisme de l'opinion publique ; (p. 3815) : la difficulté de retrouver un large consensus ; la multiplication des échanges extérieurs ; la disponibilité de l'opinion ; les justifications de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct ; les transferts des compétences et

de ressources ; le contrôle budgétaire ; les pouvoirs de décision accordés au Parlement européen ; l'accroissement des pouvoirs budgétaires, de législation et de contrôle du Parlement européen ; la thèse de M. Debré ; la portée de ses propos ; les conséquences de l'élection au suffrage universel du Président de la République ; le rôle du Premier ministre ; les attentes de l'opinion publique ; les raisons portant à retenir le mode de scrutin proportionnel ; (p. 3816) : la politique à suivre à l'intérieur de la Communauté ; l'appel à l'opinion publique.

FAVRE (Jean)

Député de la Haute-Marne
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° **646**). — **Tome X : Commerce intérieur** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome VIII : Commerce intérieur** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger ocupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « **Victimes de la déportation du travail** » (n° **1547**) [11 avril 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome VIII : Commerce intérieur** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome VIII : Commerce intérieur** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux bénéficiaires des **lois n° 51-538** du 14 mai 1951 relative aux **victimes de la déportation du travail** et n° **50-1027** du 22 août 1950 établissant le **statut des réfractaires,** les dispositions de la **loi n° 73-1051** du 21 novembre 1973 et de son décret d'application n° 74-54 du 23 janvier 1974 permettant aux **anciens prisonniers de guerre** de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° **2977**) [15 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome X : Commerce intérieur** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **13988**) : **Fusions et regroupements de communes** [9 avril 1976] (p. 1609, 1610) : le nombre important des regroupements de communes dans le département de la Haute-Garonne ; la nécessité d'accorder des majorations de subvention aux communes fusionnées.

— (n° **28041**) : **Station thermale de Bourbonne-les-Bains** [30 avril 1976] (p. 2498) : rénovation de son établissement thermal.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1065) : évoque le problème du lait, les conséquences de l'augmentation des prix, la crise du marché de l'emmenthal, les difficultés des coopératives ; (p. 1066) : problème de la reconversion vers la production de viande ; situation de l'office de la viande, des aides financières aux bâtiments d'élevage ; nécessité de terminer les remembrements dans

les régions laitières ; concours du FEOGA ; plans d'aménagement ruraux ; prime d'installation des jeunes ; difficultés de l'indemnisation des dégâts causés par le gibier ;

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Article 18** (p. 4289) : défend l'amendement de M. Meunier : association des organisations professionnelles à l'élaboration des plans d'occupation des sols ; retrait ;

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5322) : revalorisation des productions laitières et fromagères ; mesures en faveur de l'emmenthal ; situation de la Haute-Marne pour ce qui est des bâtiments d'élevage ; enseignement privé et maisons familiales rurales ; subventions attendues par l'école de Malroy ; aide à l'école d'osiériculture de Fay-Billot.

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis [29 octobre 1973] (p. 5008) : ses commentaires sur les crédits du commerce, interventions publiques du titre IV, subvention à l'institut international des classes moyennes, crédits de l'assistance technique au commerce, réorientation des crédits d'aide aux centres de productivité commerciale pour leurs actions de formation, opération Mercure, crédits consacrés aux études d'armateurs commerciales, aux centres de formation des assistants du commerce, aides à la création de cycles spécialisés de développement de l'enseignement de la gestion commerciale, évolution dans l'affectation des crédits à l'encouragement de la recherche commerciale, études d'équipement artisanal et commercial, problème de la légitimation de l'aide de l'Etat à ce type d'études, éventualité de dispersion dans des chapitres différents de crédits d'études ayant le même objet, pose la question du financement de ces études par le budget des chambres de commerce et d'industrie, ses observations sur les crédits du titre VI (subventions d'investissement accordées par l'Etat), crédits de formation professionnelle accordés au secteur du commerce ; (p. 5009) : demande davantage de crédits en 1975.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis. **Discussion générale** [29 octobre 1974] (p. 5514) : son rapport est présenté par M. Jacques Foucher, président de la commission.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis [29 octobre 1975] (p. 7512) : se félicite des moyens dont a su se doter le ministre ; l'application loyale de la loi d'orientation ; la vigueur excessive dont font preuve les services fiscaux.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7386) : les 60.000 qui ne sont pas revenus de la tourmente de 1939-1945 ; les victimes de la déportation du travail ; les problèmes de retraite proportionnelle ; les différents projets de loi concernant cette catégorie sociale.

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis pour le commerce intérieur [10 novembre 1976] (p. 7893) : l'avis favorable de la commission sur le budget ; le rôle important du commerce dans la vie économique ; la diminution des entreprises personnelles ; l'aide spéciale compensatrice ; la diminution des commerces d'alimentation ; les grandes surfaces ; la loi Royer ; la protection sociale et la retraite ; l'égalité devant l'impôt ; la promotion ; les opérations « Mercure » ; (p. 7894) : définir un urbanisme commercial ; l'Orient ;

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 8** (p. 6238) : le niveau du plafond de déduction du bénéfice imposable du salaire de l'épouse du commerçant ou de l'artisan.

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat, rapporteur pour avis pour le commerce [19 octobre 1977] (p. 6363) : l'évolution du budget du commerce ; le bien-fondé des études menées en faveur du commerce ; l'intérêt des crédits des du commerce ; les crédits affectés à la recontinés à la promotion d'assistants techniques version des commerçants ; l'augmentation du plafond de déductibilité du salaire de la femme du commerçant ; les résultats des « opérations Mercure » ; les conditions d'adhésion aux centres de gestions agréés ; l'association des chambres de commerce et d'industrie à l'instruction des prêts d'installation des jeunes commerçants ; l'avis favorable de la commission sur les crédits du commerce intérieur.

FEIT (René)

Député du Jura
(1re ciconscription)
(RI puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [24 octobre 1974] (p. 5442), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [6 avril 1977] (p. 1599), [7 avril 1977] (p. 1611), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **institut de promotion rurale et d'espaces touristiques ruraux** (n° **187**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **institut de développement agricole** (n° **188**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** portant création d'une **commission d'étude des problèmes de la médecine générale** (n° **342**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **promotion de la famille** (n° **791**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **institut pour la protection de la vie,** d'un **salaire maternel** et d'une aide maternelle immédiate (n° **888**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 854) autorisant l'approbation de la **convention** tendant à éliminer les **doubles impositions** et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République tunisienne,** ensemble le protocole joint, signés à Tunis, le 28 mai 1973 (n° **1109**) [28 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **statut de la mère de famille** (n° **1445**) [19 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1577) autorisant **l'approbation de la convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel,** adoptée par la conférence générale de l'UNESCO, le 16 novembre 1972, lors de la XVIIe session (n° **1614**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1637) autorisant l'approbation de la **Convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume de Thaïlande,** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bangkok le 27 décembre 1974 (n° **1746**) [12 juin 1975].

— **Rapport** d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères sur la **mission** effectuée du 2 au 14 février 1975 par une délégation de la commission au **Niger, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal** (n° **1848**) [30 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de la législation relative à l'**adoption** (n° **1902**) [8 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1882) autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble le protocole et les trois échanges de lettres joints signés à Paris le 29 mars 1974 (n° **1968**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1883) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** en matière de **Sécurité sociale,** signée à Paris le 29 mars 1974 et complétée par cinq protocoles (n° **1969**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1884) autorisant l'approbation de l'**accord en matière d'enseignement supérieur** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble ses annexes, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° **1970**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1885) autorisant l'approbation de la **convention relative au concours en personnel** apporté par la **République française** au **fonctionnement des services publics de la République du Sénégal,** ensemble ses annexes et un protocole d'application, signés à Paris le 29 mars 1974 (n° **1971**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1886) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal** relative à la **circulation des personnes,** ensemble un échange de lettres, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1972**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1887) autorisant l'**approbation de la convention d'établissement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble un échange de lettres, signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1973**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1888) autorisant l'approbation de la **convention de coopération en matière judiciaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1974**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1889) autorisant l'**approbation de la convention consulaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** signée à Paris le 29 mars 1974 (n° **1975**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1890) autorisant l'approbation **de l'accord de coopération en matière de défense** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble deux annexes, signé à Paris le 29 mars 1974 ; de la **convention sur l'évolution de la direction des constructions et armes navales** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble une annexe, signée à Paris le 29 mars 1974 ; du **protocole sur les missions** et les modalités d'intervention **des formations de la gendarmerie nationale française au Sénégal,** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble une annexe, signé à Paris le 29 mars 1974 ; un **protocole de financement** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble une annexe, signé à Paris le 29 mars 1974 (n° **1976**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2155) autorisant l'approbation de la **convention de sécurité sociale** entre la **République française** et la **Confédération suisse,** ensemble deux protocoles, signés à Berne le 3 juillet 1975 (n° **2317**) [20 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2517) autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le **Laboratoire européen de biologie moléculaire** relatif aux privilèges et immunités dudit laboratoire en France, signé à Paris le 3 mars 1976 (n° **2621**) [18 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2814) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Côte-d'Ivoire** relative à la **circulation des personnes,** signée à Paris le 8 octobre 1976 (n° **2906**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2920) autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'**élection des représentants de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2973**) [9 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Projection du film « Histoire d'A » (reportage sur l'avortement)** [6 novembre 1974] (p. 5939, 5940).

— **Projection du film « Histoire d'A »** [11 décembre 1974] (p. 7671, 7672).

— **Accueil de réfugiés du Cambodge et du Vietnam** [30 avril 1975] (p. 2273).

— **Fonds d'équipement des collectivités locales** [22 octobre 1975] (p. 7218) : absence d'ouverture de crédits pour alimenter le fonds d'équipement des collectivités locales dans le projet de budget pour 1976.

— **Commissions départementales d'agrément relatives à l'interruption volontaire de grossesse** [3 décembre 1975] (p. 9265) : parution de l'arrêté relatif à ces commissions.

— **Primes d'équipement hôtelier** [14 avril 1976] (p. 1716) : modalités d'octroi et montant de ces primes.

— **Survol de la France** [28 avril 1976] (p. 2256, 2257) : informations suisses concernant le survol de notre territoire par des avions de reconnaissance soviétiques dont les bases seraient en Afrique du Nord.

— **Comité international de la Croix-Rouge** [23 juin 1976] (p. 4547) : la participation insuffisante de la France.

— **Grèves « sauvages » à Electricité de France** [7 décembre 1977] (p. 8338) : le sabotage de l'économie nationale par la grève menée à EDF-GDF par la CGT et la CFDT ; les mesures que compte prendre le Gouvernement.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [18 mai 1973] (p. 1398) : sa défense des villes moyennes ; ses observations sur la notion de ville moyenne ; caractère soutenu de leur croissance ; référence au contexte régional et rural ; mutation du monde agricole ; exode rural et adaptation des migrants ; la ville moyenne en tant que ville-relais ; nouveau type d'exode affectant les villes petites et moyennes et conséquences de ce phénomène : villes de sous-traitance ; (p. 1399) : avantages de la ville moyenne par rapport à la grande ville ; préalables de toute politique des villes moyennes ; nécessité de politiques adaptées à chaque cas ; mise en place de structures communales rénovées ; moyens financiers à donner aux collectivités locales ; qualité des études urbaines ; mesures en faveur de l'emploi ; éducation et formation ; équipements collectifs dans le domaine socio-culturel ; modèles originaux de cadre de vie ; réseau de communications ; complémentarité entre les villes d'un même espace régional ; mesures-cadres ; contrats d'aménagement ; opération - pilote d'Angoulême ; groupe opérationnel d'études ; nécessité de poursuivre la politique des villes nouvelles.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5591) : politique de coopération ; sa trop grande concentration géographique ; absence de coordination entre les interventions publiques et les initiatives privées ; ses réserves sur la quasi-exclusivité donnée aux Etats africains ; aspirations à une présence française ; cas de l'Asie du Sud-Est ; déclarations du gouvernement indonésien depuis 1967 ; (p. 5592) : Amérique latine ; déclarations du gouvernement brésilien depuis 1969 ; ses réserves sur la concentration de l'aide française sur la zone franc ; réduction des privilèges commerciaux accordés à la France par les Etats africains ; leur souhait de mettre fin au système des préférences réciproques ; limites apportées à la coopération réalisée par les entreprises privées, intérêt des Etats peu industrialisés pour cette formule de coopération, exemple de Singapour ; présence industrielle française en Asie et en Amérique latine ; rôle du ministère des finances et de la COFACE ; souhaite une révision sensible de la politique actuelle de coopération; envoi de coopérants techniques ; intervention des ration actuelle ; association des efforts des entreprises et de ceux de l'Etat ; sécurité des investissements ; ouverture des marchés ; accords-cadres sélectifs entre Etats et entreprises ; compétence économique des responsables diplomatiques.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6066) : agences financières de bassin et construction de stations d'épuration des eaux ; projet de parc régional de la vallée du Suran dans le Jura ; principes du regroupement des espaces construits et du maintien des espaces naturels ; ses réserves sur la politique actuelle de l'environnement ; règles relatives au maintien des activités agricoles ; ZAC et expropriations pour la réalisation de travaux d'utilité publique ; protection des grands espaces boisés ; (p. 6067) : protection des espaces naturels et aménagement du territoire ; villes nouvelles et villes moyennes ; statut de l'agriculture en milieu péri-urbain ; aides financières privilégiées aux zones rurales proches des centres urbains ; aide aux communes des zones rurales ; dotations privilégiées en faveur des SAFER pour les zones rurales proches des centres urbains ; taxation des opérations d'urbanisme pour la sauvegarde des espaces boisés.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6968) : appelle un infanticide le fait de tuer un embryon de six mois ; [14 décembre 1973] (p. 7027) : demande si sera légalisée l'atteinte au respect de la vie humaine et déclare que la vie commence dès la fécondation ; rappelle les opinions des professeurs Jacob, Wolf, Honod et Jean Rostand et celle du docteur Jérôme Lejeune décrivant l'embryon ; juge une régression sociale et morale une loi qui autoriserait l'avortement provoqué ; déclare que les nations qui ont libéralisé l'avortement ont vu le nombre des avortements légaux

progresser et celui des avortements clandestins rester stable ; (p. 7028) : évoque le génocide légal qui serait remboursé par la sécurité sociale ; demande que la loi inclue dans un ensemble de mesures sociales la possibilité de désirer un enfant ; rappelle sa proposition de loi relative à la promotion de la famille ; rappel au règlement sur l'organisation du débat [14 décembre 1973] (p. 7034).

1974

— **Projet de loi relatif à la convention fiscale franco-tunisienne** (n° **854**), **rapporteur. Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4727) : la ratification de cette convention fiscale mettra fin à un vide juridique qui date de l'indépendance de la Tunisie ; (p. 4728) : la notion d'établissement stable ; la commission déplore l'imprécision des renseignements statistiques relatifs au nombre des personnes touchées par cette convention.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5561) : un bon budget mais des choix financiers rigoureux ; le problème de la natalité ; (p. 5562) : protection maternelle et infantile ; aide à la naissance peu efficace et incomplète ; accepter l'avortement c'est affaiblir la natalité ; inefficacité des équipements pour les mères célibataires et des actions en faveur de l'adoption ; à quand la mise en place de la fondation sur l'adoption annoncée par M. Poniatowski ; régulation des naissances et information ; dangers de la dénatalité ; plan de promotion des mères de famille ; institut pour le développement de la natalité ; les aide-soignantes ; (p. 5563) : le centre de recherche de Meaux sur la myopathie ; votera ce budget.

Qualité de la vie. — I. Environnement. [30 octobre 1974] (p. 5656) : deux décisions encourageantes ; le renforcement des moyens alloués aux agences de bassin et la participation des responsables de l'environnement au remembrement rural ; le sauvetage du Doubs ; pour une politique cohérente de l'environnement ; insuffisance de prévention et de coordination ; les dégradations dans les zones constructibles ; contradictions et carences de la loi ; dispositions du POS écartées en cas de création d'une ZAC ; l'absence de protection des arbres en milieu urbain ; les abandons de surfaces agricoles ou d'espaces boisés ; (p. 5657) : les lacunes de la coordination des interventions : études contradictoires des organismes publics et des associations de défense locale ; absence de plans régionaux de protection de l'environnement antérieurs aux plans régionaux d'équipement ; insuffisance de compréhension vis-à-vis des associations de défense ; cas de l'autoroute A 36 coupant le village de Lavans-lès-Dôle ; création d'un institut national et d'information sur l'environnement et d'observatoires régionaux ; diffusion de l'information ; élaboration des plans d'occupation des sols ; budget pluriannuel de protection régionale.

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5972) : ses observations relatives à la rémunération des auxiliaires étrangers qui travaillent dans nos ambassades ; perspectives de la concertation actuelle avec les Etats-Unis ; (p. 5973) : les conséquences de la crise énergétique sur la diplomatie des Etats ; les trois actions prioritaires qui doivent être engagées avec les pays producteurs de pétrole ; les rapports avec le Maghreb.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6021) : l'agriculture de montagne ; les indemnités spéciales et les plans d'aménagement rural ; le tourisme à la ferme ; les activités forestières ; autoriser les SAFER à louer les terres à des groupements pastoraux ; la loi de 1941 sur les louages des chevaux.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7028) : rappelle que la vie commence dès la fécondation ; (p. 7029) : fait entendre à la tribune l'enregistrement des battements du cœur d'un fœtus de huit semaines ; le Parlement ne peut bafouer l'opinion au nom d'un idéal de société permissive ; cite divers auteurs socialistes hostiles à l'avortement ; donne la distinction entre l'assassinat clandestin et l'assassinat non clandestin ; la libéralisation de l'avortement ne met pas fin à l'avortement clandestin ; (p. 7030) : ne pas admettre le génocide légal au moment où la natalité française fléchit ; la convention européenne des droits de l'homme ; les faux semblants du texte conduiront avant cinq ans au même désordre politique et moral ; (p. 7031) : préconise diverses mesures sociales et d'information ; la fondation de l'adoption ; réclame un référendum national ; [27 novembre 1974] (p. 7115) : signale à Mme Fritsch l'existence des associations SOS détresse.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [19 novembre 1975] (p. 8632, 8633) : l'inadaptation du système de la formation

professionnelle des adultes aux besoins des salariés peu qualifiés ; le manque de coordination entre les différents organismes ; les dispositions susceptibles de remédier à ces inconvénients.

— **Projets de loi portant approbation de neuf conventions conclues entre la France et la République du Sénégal** (nos **1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890**) rapporteur. **Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9253) : se félicite de l'esprit dans lequel se sont déroulées les négociations franco-sénégalaises ; (p. 9254) : la perplexité de la commission des affaires étrangères devant les critères retenus pour choisir les neuf conventions soumises au Parlement parmi les soixante-dix-huit accords passés entre la France et le Sénégal ; les précisions apportées par l'orateur sur les innovations que contiennent les nouvelles conventions en matière de circulation des personnes, d'organisation judiciaire, de fiscalité, de sécurité sociale, d'assistance en personnel, d'enseignement supérieur et de coopération militaire ; le caractère exemplaire des rapports franco-sénégalais.

— **Rappel au règlement** [10 décembre 1975] (p. 9620) : projet de loi relatif à l'autodétermination des Comores ; rôle du représentant permanent de la France à l'ONU (information des parlementaires français).

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2708) : souhaite une élection rapide d'une Assemblée européenne au suffrage universel ; la situation en Asie du Sud-Est ; (p. 2709) : les conditions que mettrait le Gouvernement français à l'envoi d'un représentant à Pnom Penh ; demande des précisions sur la politique française vis-à-vis du Laos ; approuve les initiatives à l'égard d'Hanoi et de Saigon ; félicite le ministre pour l'action menée en Asie du Sud-Est ; faire dans cette région une percée économique et favoriser une politique de non-engagement ; (p. 2710) : juge exagérées les réactions de l'opposition aux propos de personnalités américaines relatifs à l'arrivée des communistes au pouvoir ; les contradictions qui existent au sein de l'opposition ; l'ampleur de la tâche des agents diplomatiques à l'étranger ; (p. 2711) : apprécie l'action menée par le ministre.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3201) : la famille change profondément mais reste un centre de relations privilégié ; la nécessité absolue d'une politique globale et novatrice de la famille ; nécessité de tenir compte des préoccupations profondes de la famille ; est déçu par le projet du Gouvernement car il manque une politique de la qualité de la vie familiale ; des mesures positives mais refus d'accepter les mères au foyer comme des partenaires économiques véritables ; (p. 3202) : définir un authentique statut social de la mère de famille ; le salaire maternel; remédier aux dispositions de la loi de 1971 sur la formation permanente qui pénalise les mères de famille ; une simplification de la procédure judiciaire de l'adoption ; en dépit de l'insuffisance des mesures du Gouvernement, les votera.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7288) : la santé, une priorité de l'action gouvernementale ; définir une politique cohérente, efficace et rigoureuse ; l'influence des facteurs psychologiques et affectifs ; la prévention sanitaire et sociale ; l'aide aux foyers de jeunes travailleurs ; la subvention accordée aux associations ; (p. 7289) : la médecine néo-natale ; la politique familiale ; la crise démographique ; la disparition à terme des familles nombreuses ; le salaire maternel ; l'aide particulière pour la femme au foyer ; refuser la facilité ; éviter la dégradation du niveau de vie des familles de trois enfants et plus ; la gravité de la situation ; la nécessité de favoriser l'avenir des troisième et quatrième enfants ; un « Grenelle des familles ».

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7822) : l'action internationale de la France ; l'action du corps diplomatique ; indique qu'en valeur relative le budget de 1977 ne dépassera pas 1,04 % du budget de l'Etat ; la représentation diplomatique de la France ; l'élaboration et l'exécution des décisions de politique étrangère ; la nouvelle carte diplomatique ; (p. 7823) : unifier et centraliser les directions géographiques afin d'éviter la dispersion des responsabilités ; le problème des postes à l'étranger ; le rôle du secrétaire général ; les difficultés rencontrées par la France à la XXXIe session de l'assemblée générale de l'ONU ; les affaires de l'Afrique australe ; le Territoire français des Afars et des Issas ; la Communauté européenne, plus que jamais nécessaire à ses membres et au monde ; (p. 7824) : l'Assemblée parlementaire européenne ; le problème du cumul des mandats ; le traité de Rome.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du**

20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° **2920**), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3726) : la décision d'ajournement du projet de loi émise par la commission des affaires étrangères ; les dispositions soumises à ratification ; l'évolution des sondages ; la popularité de l'élection directe ; la nette majorité favorable au principe ; l'origine du principe de l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes ; l'acte du Conseil des Communautés ; la nature de cet acte ; les principes de base qu'il définit ; la répartition des sièges dans la nouvelle assemblée ; le dispositif électoral commun ; la durée des mandats des représentants ; le vote personnel et l'interdiction du mandat impératif ; le régime des privilèges et immunités ; le cumul d'un mandat européen et d'un mandat parlementaire international ; la question du double mandat ; le dispositif en matière d'incompatibilités ; la mise en œuvre d'une procédure électorale uniforme ; l'exercice du droit de vote ; (p. 3727) : la date des élections ; la vérification des pouvoirs de représentation ; le remplacement des représentants en cas de vacance ; les mesures d'application de l'acte ; les différentes annexes à l'acte ; le projet Dehousse ; le projet Patijn ; les compétences de l'Assemblée parlementaire européenne ; la position favorable au projet du rapporteur ; l'achèvement de la construction institutionnelle de la Communauté ; le rôle dévolu à l'Assemblée ; la construction européenne ; l'inscription de l'élection au suffrage universel direct dans une perspective confédérale ; la nature spécifique de l'Assemblée des Communautés ; (p. 3728) : l'Europe confédérale ; l'accroissement des prérogatives de la future assemblée ; les garanties contre l'extension de ces prérogatives ; la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976 ; l'article 2 du projet de loi ; l'expression par la commission de réserve sur les déclarations faites à l'étranger ; l'exercice du droit d'amendement ; l'état des ratifications de la convention du 20 septembre 1976 dans les autres Etats membres de la Communauté ; l'adoption par la commission d'une motion d'ajournement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Coopération [25 octobre 1977] (p. 6554) : l'intérêt des Français pour la coopération ; « les » tiers-monde ; le bilan de l'action de coopération de la France ; le rôle de la Communauté européenne ; la signature de l'accord de Lomé ; le souhait d'une coopération industrielle intensive émis par les partenaires de la France ; l'alternative en matière de coopération industrielle ; respecter la diversité des identités ; l'esprit des conclusions du rapport Abelin et de la convention de Lomé ; l'enjeu de la coopération industrielle ; (p. 6555) : la définition du statut des entreprises coopérantes ; l'institution d'une commission interministérielle chargée d'attribuer les statuts ; l'instruction des dossiers par le Crédit national et la Caisse centrale de coopération économique ; les risques sectoriels d'une telle évolution ; le vote favorable du groupe républicain.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7159) : l'Afrique ; le principe de non-ingérence ; l'aide logistique de la France au Zaïre et au Maroc ; l'intensification de l'action en faveur des pays francophones ; la poursuite de la politique d'ouverture dans l'ensemble du continent africain ; la conférence de Dakar ; l'assistance technique ; la visite du ministre des affaires étrangères à Dar-Es-Salam ; l'indépendance de l'Angola et du Mozambique ; le sort de Colette Blanchot et de quatre autres jeunes Français disparus dans le Sud marocain ; la France, terre d'accueil pour les réfugiés étrangers ; la répartition géographique des pays d'origine des réfugiés ; les avantages spécifiques qui leur sont consentis ; (p. 7160) : l'accueil réservé au premier ministre du Québec ; l'information du Parlement sur le plan de redressement du ministère des affaires étrangères ; la confiance du groupe républicain dans l'action du ministre sur les affaires étrangères.

FEIX (Léon)

Député du Val-d'Oise
(3e *circonscription*)
(*C*).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

Décédé le 28 avril 1974 (*J.O.* du 2 mai) (p. 4863) [30 mai 1974] (p. 2337).

Son éloge funèbre est prononcé [5 juin 1974] (p. 2489, 2490).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à interdire les **expulsions arbitraires des travailleurs immigrés** et à faciliter le renouvellement des cartes de séjour (n° **222**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** instituant un **statut des travailleurs immigrés** (n° **389**) [24 mai 1973].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Grève des cimenteries** : gravité de la situation risquant de paralyser l'industrie du bâtiment [28 novembre 1973] (p. 6428, 6429).

INTERVENTIONS

1973

En qualité de vice-président :

— **Rappel au règlement** de M. Stehlin : délai de dépôt des questions d'actualité [2 mai 1973] (p. 963).

— **Fait personnel de M. Sanford** [2 mai 1973] (p. 974).

— **Rappel au règlement** de M. Ramette : procédure des questions d'actualité [29 juin 1973] (p. 2705).

— **Rappel au règlement** de M. Soustelle : procédure des questions d'actualité [29 juin 1973] (p. 2705).

— Donne acte du **dépôt du rapport de la Cour des comptes** [29 juin 1973] (p. 2706).

— **Rappel au règlement** de M. Fanton : questions d'actualité [29 juin 1973] (p. 2713).

— Fait connaître à l'Assemblée la **demande de seconde délibération de M. Cazenave de l'article additionnel après l'article 3** (projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail) [27 novembre 1973] (p. 6395).

— Déclare que le débat sur **l'interruption volontaire de la grossesse** n'est pas un débat organisé [13 décembre 1973] (p. 6968).

En qualité de député :

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion générale** [9 mai 1973] (p. 1086) : problème du logement des travailleurs immigrés, déclarations de MM. Debré en 1964 et Chaban-Delmas en 1970 ; refus du pouvoir d'aborder dans son ensemble le problème de l'immigration ; mécontentement des immigrés ; solidarité des organisations syndicales et démocratiques françaises ; circulaire Fontanet-Marcellin du 16 octobre 1972 ; contrôle patronal, gouvernemental et policier ; situation des « irréguliers »; (p. 1087) : obligation de déclaration faite aux loueurs de locaux servant à l'hébergement ; situation à Argenteuil ; démolition de garnis ; poursuites pénales; protections dont bénéficient les marchands de sommeil ; objectif gouvernemental de résorption des bidonvilles dans la région parisienne au printemps 1973 ; action des municipalités communistes ; micro-bidonvilles ; complaisance d'agents immobiliers ; scandale des logements collectifs ; insuffisance du contrôle sanitaire et social ; objectif du VI[e] Plan ; écart entre les besoins et les constructions ; insuffisance des réalisations du FAS, attitude du grand patronat vis-à-vis de la construction de logements ; recrutement de main-d'œuvre étrangère par la société Berliet ; nécessité pour le Gouvernement de débloquer des fonds supplémentaires pour le logement des immigrés, de fournir aux communes les ressources nécessaires ; contribution financière du patronat ; contribution spéciale de 2 % sur les salaires versés par les employeurs de main-d'œuvre étrangère ; répartition plus équitable de ces logements entre les diverses communes de la région parisienne ; (p. 1088) : nécessité d'un débat approfondi sur l'immigration ; proposition de loi du groupe communiste concernant les travailleurs immigrés.

— **Rappel au règlement** : question d'actualité déposée par les groupes communiste et socialiste [16 novembre 1973] (p. 5905).

— **Proposition de loi relative au droit de pêche dans certains étangs salés** (n° **724**). **Troisième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1973] (p. 7249) : vote de son groupe contre la proposition de loi.

FERRETTI (Henri)

Député de la Moselle
(4[e] circonscription)
(RI puis R).

En remplacement de M. Maurice Schnebelen, décédé le 25 mars 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O* du 28 mars 1976] (p. 1884), [2 avril 1976] (p. 1272).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [*J.O.* du 2 avril 1976] (p. 2027), [2 avril 1976] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [25 novembre 1976] (p. 8710), [26 novembre 1976] (p. 8768).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles des **prêts du FDES** ont été consentis à la **sidérurgie française** et plus particulièrement à la **société Usinor** (n° **2771**) [6 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la compétence d'attribution des juridictions d'Alsace-Lorraine en matière de **règlement judiciaire et de liquidation des biens** (n° **2890**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2775), autorisant le Gouvernement de la République française à approuver l'**accord international de 1976 sur le café,** ensemble deux annexes, fait à Londres le 3 décembre 1975 (n° **2957**) [2 juin 1977].

— **Proposition de loi** portant suppression de l'ordre administratif et **attribution de compétence en matière administrative à l'ordre judiciaire** (n° **3135**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article 4 de la **loi n° 72-619** du 5 juillet 1972 portant création et organisation des **régions** et relative à la connaissance et à la régulation des flux de l'emploi par les établissements publics régionaux (n° **3140**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2946) autorisant l'approbation de l'**accord** entre les gouvernements de la **République française,** de la **République fédérale d'Allemagne** et de l'**Etat espagnol** relatif à l'extension de certaines dispositions de **sécurité sociale,** signé à Paris le 1er mars 1977 (n° **3146**) [6 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions des **articles L 122-18 et L 122-19 du code du travail** visant à la protection des jeunes gens appelés aux obligations du service national actif (n° **3311**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Indemnisation du chômage conjoncturel partiel** [13 octobre 1976] (p. 6545) : cas de la société Sacilor.

• *question orale sans débat :*

— (n° **34229**) **: Difficultés de la sidérurgie** [17 décembre 1976] (p. 9603), 9604) : répercussions des difficultés de la sidérurgie pour la population de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle ; nécessité d'associer les élus locaux aux négociations relatives à la restructuration de la sidérurgie.

• *questions au Gouvernement :*

— **Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1571) : Usinor à Thionville ; la politique gouvernementale face à l'industrie sidérurgique et à la crise de l'emploi en Lorraine ;

— **Négociations Europe - Etats-Unis sur la sidérurgie** [11 octobre 1977] (p. 6039, 6040) : les travaux du congrès mondial de la sidérurgie ; les mesures nécessaires pour faire face au protectionnisme européen.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2980) : soutient l'amendement n° 16 de M. Caille. **Article 23** (p. 3012) : soutient l'amendement n° 158.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3675) : souscrit au projet du Gouvernement par souci d'équité et de justice ; une réforme de structures propre à réconcilier les Français avec leur fiscalité.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4675) : le besoin de l'implantation des industries nouvelles en Lorraine qui n'est pas davantage favorisée en matière de transports ; réclame la réalisation des liaisons autoroutières Thionville-Luxembourg et Toul-Dijon ; souligne le caractère frontalier de sa région et l'intérêt de la nation tout entière qui en découle.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6573) : les injustices du système fiscal ; l'impôt, facteur d'injustice, de désunion, de division ; la magie de l'impôt sur le capital et de l'impôt sur la fortune ; (p. 6574) : la fraude et l'évasion fiscales ; l'importance de la publicité des revenus et de l'impôt payé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6885) : son sous-amendement n° 178 permettant d'établir une relation entre l'impôt tel qu'il est publié et le revenu, instaurant la publication du montant des transferts sociaux faisant nécessairement partie du revenu ; la première partie du sous-amendement n° 178 devient sans objet ; sous-amendement n° 178 rectifié adopté.

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7105) : inquiétude devant la réduction des crédits disponibles pour les routes ; souhaite le maintien de l'effort d'articulation du réseau autoroutier lorrain sur les réseaux étrangers ; les besoins de l'Est, en particulier de la Moselle ; leur situation géographique ; l'autoroute A 31 ; le caractère particulier des régions frontalières.

Justice [2 novembre 1976] (p. 7335) : un budget de reconduction ; le meilleur accès à la justice ; le tribunal de grande instance de Thionville en situation critique ; la maison d'arrêt de Thionville ; l'érection de ce tribunal à la hors classe et création de la juridiction spécialisée pour enfants.

Commerce extérieur [20 novembre 1976] (p. 8447, 8448) : la nécessité d'assurer la compétitivité des produits français ; les Français de l'Est ; les exportateurs allemands et japonais ; une politique des hommes ; un statut pour les Français expatriés ; leur protection sociale et une parité avec les résidents pour les avantages sociaux ; les services d'expansion ; les subventions aux chambres de commerce franco-étrangères ; regrette l'impossibilité du contrôle parlementaire sur les crédits de service ; les fluctuations monétaires ; la capacité de la France à conquérir le marché étranger ; les mesures protectionnistes de certains partenaires ; les Etats-Unis.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976] : **Article 60** (p. 8530) : sortir les professions libérales du ghetto des fraudeurs du fisc ; l'adhésion aux centres de gestion agréés et l'amélioration de la connaissance des revenus ; les problèmes de la limitation du bénéfice de l'abattement ; rehausser le plafond ; (p. 8532) : son amendement [20 novembre 1976]. **Article 60** (p. 8530) : n° 272 : l'abattement de 10 % ; retrait de son amendement sous réserve de précisions de la date d'application.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976] : **Article 22 *bis*** (p. 8805) : la date d'application des dispositions contenues dans l'article 22 *bis*; (p. 8806) : une date qui devrait être reportée le plus possible en arrière.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion des articles** [18 décembre 1976] : **Article 34** (p. 9744) : son amendement n° 1 soutenu par M. Gantier ; retiré.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [19 avril 1977] (p. 1910) : sa lassitude à l'égard des défenseurs professionnels des travailleurs ; la proposition de solutions dont la duplicité se dispute à la naïveté ; les responsabilités respectives de l'Etat et du patronat ; (p. 1911) : le manque de rentabilité et de compétitivité de la sidérurgie ; la place et le rôle de la fonction de la sidérurgie dans l'économie nationale ; l'intérêt stratégique de la sidérurgie ; estime que la France devrait garder une sidérurgie puissante lui permettant au moins de couvrir la valeur des importations nécessaires ; le contexte de la reconversion de la sidérurgie ; les consé-

quences sociales de la restructuration ; l'effort d'imagination nécessaire ; l'équilibre économique et financier des mesures à prendre ; l'utilisation du fonds européen de développement économique ; rappelle le dépôt d'une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles les prêts du FDES ont été consentis à la sidérurgie ; les conséquences en Lorraine de la crise de la sidérugie ; la révolte des Lorrains ; (p. 1912) : l'exploitation de type colonial dont les Lorrains ont fait l'objet ; le caractère prévisible de la situation actuelle ; les plans professionnels de diversification de l'industrie élaborés en 1966 et 1971 ; l'appel à la solidarité nationale et régionale ; bâtir un nouveau tissu industriel véritablement diversifié à base de PME ; les conditions du choix en faveur de l'usine de Longwy au détriment de celle de Thionville ; demande à ce que l'on reconnaisse que le Nord de la Lorraine est une zone sinistrée ; (p. 1913) : les motifs d'irritation des Lorrains contre la centralisation ; la nécessité de la concertation.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2156) : l'absence de calendrier à propos des mesures gouvernementales en faveur de la sidérurgie ; la création de structures de concertation ; le problème de la sidérurgie ; la régionalisation de l'action de lutte contre le chômage ; (p. 2157) : la régionalisation des aides ; inciter les régions à créer des sociétés de caution en faveur de la création d'emplois artisanaux ; le rôle des sociétés régionales d'investissement ; les agences pour l'emploi ; obligation de pointage ; les délais imposés par les centres de formation pour adultes.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n^{os} **267, 2790, 2791, 2854, 2896**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 4363) : son vote hostile à l'amendement n° 2 de M. Lauriol.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5923) : les grands axes de la politique du Gouvernement en matière de consommation ; les mesures prises en faveur de l'information du consommateur ; la protection économique du consommateur ; la suppression de l'article 2 *ter* ; substituer une condition suspensive à la condition résolutoire ; (p. 5924) : l'exonération du droit de timbre des contrats régis par le projet de loi ; *Démocratie française*. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5935) : son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 74 de M. Burckel : information des consommateurs des conditions dans lesquelles ils seront conduits à souscrire un emprunt ; l'intégration du montant des perceptions forfaitaires dans le taux du crédit ; rejeté ; (p. 5936) : son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 74 de M. Burckel : non-prise en compte pour l'application du coût total du crédit et des charges annexes de la souscription de parts sociales demandées à leurs sociétaires par des organismes de crédit coopératif ; l'imputation du montant des parts sociales dans le coût total du crédit en cas de bénéfice par l'emprunteur de plusieurs crédits échelonnés dans le temps ; rejeté ; amendement n° 67 devenu sans objet. **Article 2** *ter* (p. 5941) : son amendement n° 25 de suppression ; (p. 5942) : offrir à l'emprunteur la possibilité de présenter plusieurs demandes de crédit ; adopté. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5945) : l'extension de la police d'assurance en cas d'incapacité totale permanente ; la charge des intérêts en cas de suspension des obligations de l'emprunteur. **Article 5** (p. 5948) : son amendement n° 26 : recours à la décision du juge en cas d'appel du prêteur en déclaration de jugement commun par le vendeur ou le consommateur ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 5949) : son amendement n° 27 : conditions dans lesquelles le vendeur peut être condamné à garantir l'emprunteur du remboursement du prêt ; adopté. **Article 6** (p. 5951) : la conciliation des intérêts légitimes des consommateurs et de ceux des commerçants ; les conséquences de la livraison des biens par les petits commerçants ; le caractère résolutoire de la condition d'acceptation. **Article 8** (p. 5953) : les conséquences de l'adoption des amendements n^{os} 59, 60 et 14 ; les conditions dans lesquelles les débiteurs défaillants tenteront de bénéficier de la différence existant entre le taux du crédit prévu au contrat et le taux d'intérêt légal. **Article 9** (p. 5954) : les conséquences de l'adoption des amendements proposés à l'article 9. **Après l'Article 13** (p. 5957) : son amendement n° 30 : sanctions applicables aux consommateurs de mauvaise foi ayant détourné l'objet livré avant l'expiration du délai de réflexion ; retiré. **Article 14** *bis* : son amendement n° 31 de suppression ; l'attribution des compétences entre les tribunaux d'instance et les tribunaux de grande instance ; l'allongement de la durée des prescriptions ; repoussé. **Titre** (p. 5959) : souhaite que le mot « consommateur » continue de figurer dans le titre du projet ; son sous-amendement n° 140 à l'amendement n° 100 de M. Burckel : nouvelle rédaction du titre ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6974) : les problèmes de la pré-retraite ; l'accord national interprofessionnel du 27 mars 1972 ; les conditions d'octroi du bénéfice de la pré-retraite ; l'interprétation de la commission mixte paritaire nationale ; la situation des anciens combattants ; le cas des retraités d'Alsace et de Lorraine.

— **Proposition de loi tendant à modifier la compétence d'attribution des juridictions d'Alsace-Lorraine en matière de règlement judiciaire et de liquidation des biens** (n° **2890**). **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9071) : l'inscription de la proposition de loi à l'ordre du jour.

FILLIOUD (Georges)

Député de la Drôme
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant du haut conseil de l'audiovisuel [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [22 octobre 1974] (p. 5326), [23 octobre 1974] (p. 5353).

Cesse d'être membre suppléant du haut conseil de l'audio-visuel [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues : sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome I : Affaires culturelles** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 182) tendant à compléter le livre premier du **code du travail** par un article 29 *u* en vue de faire bénéficier les **journalistes « pigistes »** des dispositions prévues par la loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes (n° **1086**) [25 juin 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome V : Culture** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome IV : Culture** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **droit de réponse à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **2167**) [7 avril 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** parlementaire sur les **transferts de propriété des entreprises de presse** (n° **2471**) [1er juillet 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524. — **Tome I : Culture** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à permettre la réalisation d'un programme de réemploi des **terrains de la SNCF** dans un sens social et non spéculatif (n° **2675**) [8 décembre 1976] (erratum du 2 avril 1977) (p. 1460).

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Revendications des travailleurs de la régie Renault** [2 mai 1973] (p. 964, 965).

• *question orale avec débat :*

— (n° **900**) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1484) ; résultats des déclarations de M. Druon ; comparaison entre ces déclarations et celles de ses prédécesseurs (MM. Malraux, Michelet et Duhamel) (p. 1486, 1487).

• *question au Gouvernement :*

— **Atteintes au monopole de l'ORTF** [19 juin 1974] (p. 2786).

• *question orale avec débat :*

— (n° **11782**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2976) ; déclaration de M. Denis Baudouin ; évolution du monopole ; grève ; exploitation du rapport Chinaud ; responsabilité des dirigeants ; nécessité de faire de l'ORTF un véritable service public à l'abri des pressions politiques et commerciales (p. 2979, 2980, 2987).

• *questions au Gouvernement :*

— **Application de la loi relative à la radiodiffusion et à la télévision** [2 octobre 1974] (p. 4670).

— **Respect de la majorité civile dans les établissements d'enseignement secondaire** [9 octobre 1974] (p. 4895).

— **de M. Simon-Lorière : Incidents de Draguignan** (transfert de la préfecture à Toulon) [11 décembre 1974] (p. 7671).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7710) : situation des travailleurs de la chaussure à Romans (Salamander) ; nécessité de sauver les activités traditionnelles de la région et de la doter d'activités nouvelles ; classement en zone A du secteur Romans, Bourg-de-Péage, Saint-Donnat.

— (n° **18619**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1740, 1743) : absence de MM. Hersant et Dassault ; la saine gestion du *Provençal* ; le risque de ne plus avoir bientôt que deux quotidiens à Paris ; la nécessaire pluralité des publications : garantie fondamentale de la liberté ; la mainmise des puissances d'argent sur la presse ; le rôle de service public assuré par la presse ; le syndicat du livre ; (p. 1744) : l'exemple du *Monde ;* la baisse considérable des recettes publicitaires ; l'augmentation du volume de l'aide de l'Etat ; la modulation nécessaire de ses interventions (aide aux organes d'opinion plutôt qu'aux trusts, contrôle de l'usage des fonds publics) ; le respect des ordonnances de juin 1944 ; la création d'une commission nationale du développement de la presse ; (p. 1745) : la préparation d'un « statut de l'entreprise de presse » ; (p. 1758) : la violation par la direction du *Parisien libéré* des engagements pris vis-à-vis du personnel.

• *question orale sans débat :*

— (n° **19426**) : **Calamités agricoles** [7 mai 1975] (p. 2469, 2470) : dégâts causés dans les cultures fruitières par le gel dans la vallée du Rhône, la Drôme, l'Ardèche, le Vaucluse et le Gard ; insuffisance et inadaptation de la loi sur les calamités agricoles.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3252) : grève des travailleurs du livre ; nécessité d'exiger de la direction du *Parisien libéré* le respect de la législation du travail et de la convention collective ; situation de l'ensemble de l'industrie graphique ; rapport Lecat ; mise en place d'un fonds provisionnel pour la restructuration des industries graphiques ; (p. 3253) : déclaration du ministre du travail sur les incidents relatifs au journal portugais *Republica.*

• *questions au Gouvernement :*

— **Activités du centre d'écoutes téléphoniques de Boullay-les-Troux** [8 octobre 1975] (p. 6651) : impossibilité pour une mission parlementaire de se rendre au centre téléphonique d'écoutes de Boullay-les-Troux couvert par le secret de la défense nationale.

— **Prise de participation dans la société Hachette** [17 décembre 1975] (p. 9907) : raisons de son opposition à une prise de participation par des groupes financiers étrangers.

— **Désignation d'un directeur général adjoint de l'agence française de presse** [14 avril 1976] (p. 1713) : la nomination d'un fonctionnaire, M. Pigeat, malgré l'opposition du personnel.

— **Indemnisation des travailleurs privés d'emploi** [23 juin 1976] (p. 4544) : son indignation devant les propos tenus par M. le Premier ministre sur l'indemnisation du chômage.

— **Rôle des secrétaires d'Etat** [6 avril 1977] (p. 1577) : sont-ils membres du Gouvernement ou agents électoraux ?

— **Intervention à la télévision d'un responsable politique** [11 octobre 1977] (p. 6043) : l'intervention à la télévision d'un membre du parti républicain.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion générale** [9 mai 1973] (p. 1089) : objet du projet de loi ; moyens répressifs de l'autorité administrative; carences de la politique gouvernementale ; contrôle de l'immigration et loge-

ment des travailleurs étrangers ; situation dans la région parisienne ; besoins en logements disponibles ; drames des bidonvilles ; problème de l'efficacité du texte ; charges pesant sur les municipalités ; charges devant incomber aux employeurs ; circulaires Fontanet-Marcellin ; contrat de travail et attestation de logement ; décisions administratives de refoulement. **Discussion des articles. Après l'Article 6** (p. 1094) : ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement ; charges du relogement des travailleurs immigrés ; demande la discussion de l'amendement présenté par M. Gau et dont il est cosignataire. **Après l'Article 7** (p. 1096, 1097) : son amendement tendant à permettre au préfet d'être assisté par une commission représentative ; composition et pouvoirs de cette commission ; sa réponse au Gouvernement ; ses arguments en faveur de la création d'une commission ; (p. 1098) : son explication de vote, annonce l'abstention de son groupe.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4675) : oppose la question préalable ; explications du Gouvernement sur le remaniement ministériel ; (p. 4676) : propos de M. d'Ornano à des journalistes ; conditions d'examen du budget de l'ORTF ; mise en cause du président-directeur général de l'office et d'un membre du Gouvernement ; départ de M. Arthur Conte ; (p. 4777) : demande au Gouvernement de s'expliquer ; lettre de M. Malaud à M. Arthur Conte, pression « intolérable » sur le directeur de l'office ; ses appréciations sur l'exercice de la tutelle par M. Malaud, erreur grave que constitue la dualité à la tête de l'office ; nomination du président-directeur général pour trois ans, décomposition de l'Etat ; (p. 4678) : question préalable et respect des prérogatives du Parlement.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. **Information** [26 octobre 1973] (p. 4903) : ses observations sur la fonction de ministre de l'information ; (p. 4904) : tutelle de l'ORTF et de la presse et mission de porte-parole du Gouvernement ; crédits de l'AFP et du comité interministériel pour l'information ; difficultés de l'agence France-Presse; nécessité d'aménager le système fiscal de la presse et de supprimer la taxe sur les salaires ; TVA au taux zéro et application des dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; situation des journaux d'information et d'opinion ; grève des travailleurs du livre ; guerre des radios ; abandon du monopole ; (p. 4905) : sa question relative à la convention passée entre Radio-Monte-Carlo et la compagnie Thomson-CSF; amendement de son groupe demandant la suppression des fonctions de ministre de l'information. **Etat B - Titre III** (p. 4905) : défend l'amendement de M. Chevènement tendant à réduire la dotation du comité interministériel pour l'information ; (p. 4906) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; demande la suppression de la fonction de ministre de l'information au sein du Gouvernement ; amendement tendant à la suppression du traitement du ministre de l'information.

Office de radiodiffusion-télévision française [26 octobre 1973] (p. 4916) : rappelle sa question au ministre de l'information sur l'implantation d'une antenne de Radio Monte-Carlo en territoire français ; (p. 4918, 4919) : répond aux arguments du Gouvernement ; estime que cette autorisation est en totale contradiction avec les textes législatifs. **Etat E - ligne 101** (p. 4921, 4922) : ses observations sur l'amendement de M. Papon ; expose les raisons pour lesquelles il ne lui est pas possible au nom de son groupe de voter les augmentations de la redevance ; précise sa position.

Affaires culturelles, rapporteur pour avis [9 novembre 1973] (p. 5477) : évoque les choix entre une tradition élitique et bourgeoise et une véritable culture populaire et de masse (exemple : la chanson et le cirque); (p. 5478) : déplore l'abandon de l'action culturelle ; (p. 5479) : la réduction de l'activité des dix-neuf centres dramatiques de province ; la part trop faible des ressources de Paris aux besoins de la culture ; demande l'établissement d'un livre blanc sur les efforts répartis dans les domaines de la culture ; la création de structures de concertation : conseil du développement culturel; commissions régionales; déplore l'agrandissement de Paris ; annonce l'avis défavorable de la commission des affaires culturelles à ce budget.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1973] (p. 7246) : suppression de fait de l'émission télévisée antérieurement réservée à l'Assemblée nationale ; protestation de son groupe.

1974

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2815) : proteste contre la divulgation par la presse du rapport de la commission de contrôle de la gestion financière de l'ORTF (p. 2817) : s'étonne que le rapporteur de la commission de contrôle de la gestion financière de l'ORTF puisse tenir une conférence de presse.

— **Proposition de loi relative au statut des journalistes pigistes** (n° **182**), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3111) : présente les conclusions de son rapport ; le

contrat de travail est présumé quel que soit le mode de rémunération et la nature de la convention passée.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3654) : sur la question préalable déposée par les membres du groupe socialiste ; (p. 3654) : caractère du projet de loi ; précipitation dans la discussion du texte ; les Français ont financé les installations de l'ORTF, les en dépouiller serait commettre un vol ; c'est la privation interne que l'on veut instituer ; la liquidation des personnels ; les abandons : la DAEC ; les tâches de formation ; la recherche ; l'aide à la création musicale et théâtrale ; (p. 3657) : l'accroissement de la mainmise gouvernementale sur les nouvelles structures. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3741) : amendement n° 161 : exclure l'emprise des intérêts privés ; repoussé. **Article 2** (p. 3743) : amendement n° 32 : missions de l'établissement public de diffusion ; repoussé. **Article 11** (p. 3781) : sur l'amendement n° 145 de M. Chevènement : nécessité de maintenir des moyens de production nationaux. **Article 13** (p. 3784) : son amendement n° 46 : création de comités consultatifs de programmes ; repoussé. **Article 15** (p. 3785) : son amendement n° 48 : transformer la redevance en véritable impôt ; repoussé. **Article 16** (p. 3789) : sur l'amendement n° 52 de M. Josselin : contrôle parlementaire sur répartition des recettes publicitaires. **Article 19** (p. 3794) : amendement n° 55 : statut commun des personnels des nouvelles unités ; repoussé.

— **Rappel au règlement** : proteste contre la mauvaise organisation du travail entre les deux Assemblées pour l'examen du texte relatif à la radio-télévision [26 juillet 1974] (p. 3852).

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Information [25 octobre 1974] (p. 5498) : proteste contre la suppression des programmes sur ondes courtes à destination de l'étranger et contre le licenciement de plus de 500 journalistes à l'ORTF ; rend hommage à la lucidité du rapporteur M. Robert-André Vivien ; insiste sur la nécessité d'augmenter et de modifier la répartition de l'aide de l'Etat à la presse ; son amendement de suppression des crédits de la délégation générale à l'information ; (p. 5499) : le remplacement du directeur général d'Europe n° 1 témoigne d'une volonté de censurer l'information ; (p. 5502) : son amendement n° 2 à l'article 21 : rectification dans la présentation des crédits de la délégation générale à l'information ; repoussé ; (p. 5504) : son amendement n° 3 au titre III de l'état B : suppression des crédits à la délégation générale à l'information ; repoussé ; (p. 5505) : **Après l'Article 54** : son amendement n° 102 tendant à la production des documents budgétaires et comptables concernant la Sofirad ; retiré après les explications du Gouvernement.

Culture, rapporteur pour avis [30 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5601) : un dialogue possible mais des moyens inadaptés à la politique envisagée ; les affaires culturelles réduites au rang de secrétariat d'Etat ; un budget en stagnation ; arrêt quasi total des investissements ; les répercussions des charges sur les collectivités locales chargées de pallier la carence de l'Etat ; contradiction entre des programmes pluriannuels et le cadre annuel du budget ; le programme des cent villes mené sans consultation des municipalités et sans les moyens nécessaires ; de même pour la politique des « chartes » liant le secrétariat d'Etat et certaines villes ou régions ; des initiatives dans le domaine de la création architecturale ; craintes et réserves au sujet de la politique de mobilité et de diffusion culturelle au niveau régional et local ; (p. 5602) : l'autorité des affaires culturelles pèsera difficilement sur le choix des programmes de télévision ; aucun moyen de vous opposer à une politique des sondages ; les puissances d'argent maîtres du supermarché de la culture ; la commission des affaires culturelles a donné un avis favorable au budget, mais approuvé toutes les critiques ci-dessus formulées.

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5977) : insiste sur les inquiétudes que fait naître la disparition des émissions de radio à destination de l'étranger.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6391) : demande au Gouvernement d'associer le Parlement en matière de choix électronucléaires ; (p. 6392) : les dangers de transformer la vallée du Rhône en vallée de l'atome; ses inquiétudes relatives à la sécurité des installations.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6500) : souligne le décalage entre les affirmations du secrétaire d'Etat lors du vote de la loi et ses hésitations au moment du vote du budget ; (p. 6501) : les émissions à destination de l'étranger ; la situation difficile des agents mis en position spéciale ; la non-application des garanties offertes en cas de licenciement collectif par le code du travail ; (p. 6502) : les cahiers des charges n'en sont encore qu'à l'état d'ébauches imparfaites ; la personnalité du directeur de la société de production fait craindre la privatisation ; (p. 6511) : interrompt le secrétaire d'Etat pour signaler le défaut d'information de la délégation parlementaire. **Discussion des articles** (p. 6512) : ligne 104 de l'état E : amendement

n° 45 : demande la suppression de l'autorisation de percevoir la redevance ; repoussé ; (p. 6515) : **Après l'Article 30** son amendement n° 44 : compétence de la délégation parlementaire pour la radio-télévision dans la répartition du produit de la redevance ; repoussé ; (p. 6516) : **Après l'Article 54** : son amendement n° 167 tendant à reverser l'excédent de recettes publicitaires à la presse écrite ; repoussé.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] : le simulacre de consultation offert au pays ; les pseudo-consultations organisées auprès des assemblées locales ; (p. 2676) : l'absence de délibération démocratique autour du programme nucléaire engagé par le Gouvernement ; le cas des centrales nucléaires de Tricastin ; (p. 2677) : le caractère identique de la position des socialistes au sein de l'Assemblée nationale et des assemblées régionales ; le cas de l'implantation des centrales nucléaires dans la région Rhône-Alpes ; laisser trancher le législateur sur une question qui implique un choix de civilisation ; (p. 2697) : sur l'intervention de M. d'Ornano : la prise de position du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au conseil régional Rhône-Alpes.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Après l'Article 2** (p. 6175) : son amendement n° 19 : confirmer la volonté du Parlement relative au dépôt d'un projet sur l'aménagement des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre en fixant la nouvelle date limite du 1er novembre 1975 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Après l'Article 16** (p. 7298) : sur l'amendement n° 102 du Gouvernement, est opposé à ce que les publications mensuelles soient exclues du bénéfice de la mesure ; (p. 7299) : insiste sur l'injustice d'une discrimination fondée sur le rythme de parution. **Après l'Article 16** *(suite)* (p. 7311, 7312) : son amendement n° 128 à l'amendement n° 102 du Gouvernement : supprimer le mot « bimensuelles » dans l'amendement n° 102 ; augmenter en contrepartie de 0,5 % les droits visés à l'article 11 de la loi de finances ; se rallie à l'amendement n° 126 de M. Vivien.

Deuxième partie :

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7565) : l'insuffisance extrême des émissions radiophoniques vers l'étranger ; l'absence d'émissions en direction des pays de l'Est ; (p. 7566) : l'identité de la situation en ce qui concerne la Grèce ; maintenir plus forte la voix de la France, notamment vers l'Espagne.

Culture, rapporteur pour avis [3 novembre 1975] (p. 7726) : l'insuffisance des crédits ; (p. 7727) : l'inorganisation du festival international d'architecture ; la diminution des moyens du secrétariat d'Etat ; l'aggravation de la ségrégation culturelle ; l'emprise des sociétés multinationales ; le sacrifice de la lecture publique ; la menace pesant sur les maisons de la culture ; le démantèlement de l'orchestre de l'ex-ORTF ; la mise à contribution des collectivités locales ; (p. 7728) : le rejet du budget par la commission des affaires culturelles.

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8589) : les fausses allégations relatives à la situation financière de l'ORTF qui ont servi de prétexte à la loi de 1974 ; la comparaison possible entre la gestion de l'ORTF et la gestion des nouvelles sociétés ; l'existence de la censure ; les instructions données aux sociétés de programme en cas de cessation de travail ; (p. 8590) : les instructions relatives aux conventions collectives ; l'absence d'autonomie ; la dénonciation par les socialistes du démantèlement du service public de l'ORTF ; « l'âme de valet » qu'ont certains dirigeants des sociétés nouvelles ; (p. 8599) : précise que le terme de « valet » ne vise que les dirigeants nommés par le Gouvernement dans un but politique ; (p. 8600) : expose les raisons pour lesquelles le groupe socialiste votera contre les crédits ; le viol de la loi ; la répartition injuste et incompréhensible de la redevance ; l'état de totale confusion dans lequel on se trouve. **Examen des crédits. Après l'Article 56** (p. 8602) : retire son amendement n° 148.

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8689) : rappelle les positions successives de M. Robert-André Vivien ; (p. 8690) : l'emprise du Gouvernement sur l'information ; la diminution des aides à la presse et la situation des journaux d'opinion ; la subvention des entreprises qui font imprimer leurs journaux à l'étranger ; le conflit du *Parisien libéré* et l'attitude suspecte du pouvoir ; l'inapplication de la loi sur les pigistes ; l'utilisation de la délégation générale à l'information ; (p. 8691) : la possible installation de stations radio locales.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1824) : fait état d'une explosion mortelle dans une cartoucherie im-

plantée dans la Drôme ; (p. 1825) : accorder aux travailleurs des entreprises dangereuses l'attention que leur situation mérite ; prévoir qu'en cas d'accident grave, un établissement ne pourrait être autorisé à poursuivre sa production qu'après une nouvelle procédure d'agrément.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Avant l'Article 2** (p. 2972) : son amendement n° 120 rectifié tendant à introduire la rémunération au rendement dans le cas de travaux dangereux, pénibles et insalubres ; adopté.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4611) : une seule page du Plan réservée à la culture ; critique de la conception culturelle du Gouvernement ; la défense du patrimoine architectural, seul objectif proposé ; les problèmes culturels, affaire d'un groupe restreint de personnalités ; le problème du théâtre national de Chaillot ; la faible réalisation du V^e Plan en matière d'affaires culturelles ; l'abandon de la politique culturelle ; les promesses de 1971 ; (p. 4612) : les difficultés de la maison de la culture, des troupes de théâtres, de la musique ; la culture devenue marchandise au détriment de l'avenir des Français.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Culture, rapporteur pour avis [5 novembre 1976] (p. 7644) : la France et sa culture ; la condamnation des excès du parisianisme et de l'élitisme ; les orientations pour l'action ; un budget prêt à l'arrivée du secrétaire d'Etat ; l'alternative : abandonner le patrimoine ou sacrifier l'art vivant ; le budget de l'Opéra en 1976 ; Chaillot ; Beaubourg ; (p. 7645) : un état de résignation ; le déséquilibre entre Paris et la province ; les monuments historiques sacrifiés ; l'abandon du patrimoine ; renoncement à l'art contemporain ; les conservatoires et écoles de musique ; le syndicat national des bibliothèques ; l'action pour le jeune théâtre ; le théâtre vivant ; une maladie de la culture ; indique que la culture souffre de pauvreté ; les collectivités locales payeurs à la place de l'Etat ; le produit de la TVA sur le disque, le film, le livre égal à l'ensemble des crédits du secrétariat d'Etat à la culture ; indique que la commission des affaires culturelles s'est partagée par moitié sur le budget de la culture.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8076) : le manque de créations à la télévision ; la télévision, un moyen de gouvernement ; *Démocratie française ;* l'affaire Hersant ; la liberté de la presse ; France-Culture ; France-Inter ; Antenne 2 ; son souhait d'un grand débat sur la presse ; (p. 8077) : le téléspectateur mieux informé des conflits sociaux étrangers que des conflits français ; le coût des émissions « magazines » ; les menaces d'intimidation opposées aux journalistes ; aider l'opposition à obtenir un droit d'expression ; les interventions préfectorales à FR 3-Alsace ; les mesures de censure ; la suppression du ministère de l'information ; (p. 8078) : l'exercice du ministère des affaires culturelles par Mme Giroud ; la télévision française abîmée par le démantèlement de l'ORTF. **Examen des crédits** [16 novembre 1976]. **Après l'Article 50** (p. 8089, 8090) : son amendement n° 263 tendant à compléter la loi n° 74-696 du 7 août 1974 et répartissant les ressources provenant de la publicité de marques entre tous les organismes de radiodiffusion et de télévision ; dénonce le subterfuge utilisé par le ministre pour ne pas répondre aux questions posées ; les ressources de TF 1 et d'Antenne 2 ; la réintroduction de considérations de caractère commercial ; un correctif à la loi sur les recettes de publicité ; amendement n° 263 repoussé. **Après l'Article** 70 (p. 8090) : soutient l'amendement n° 225 de M. Duffaut précisant que la redevance pour droits d'usage des appareils récepteurs de radio et de télévision cessera d'être une taxe parafiscale et donnant vocation à la loi de finances pour déterminer l'assiette de l'imposition remplaçant cette redevance ; le droit de regard du Parlement ; estime que l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement de cette taxe doivent être déterminés par le Parlement ; (p. 8091) : estime illogique la procédure adoptée par le Gouvernement quant à l'utilisation des fonds provenant de la redevance ; amendement n° 225 repoussé.

Services du Premier ministre. — **I. Services généraux : Information** [17 novembre 1976] (p. 8164, 8165) : les conditions de travail des journalistes ; le chômage ; le conflit du *Parisien libéré ;* la presse et l'argent ; l'aide directe à la presse en baisse ; l'aide exceptionnelle aux petits journaux quotidiens d'opinion ; l'agence France-Presse ; l'entreprise Montlouis de Clermont-Ferrand ; la réforme de la fiscalité de la presse ; MM. Amaury et Hersant ; l'ordonnance du 16 août 1944 ; (p. 8166) : les déclarations de M. Hersant ; *Le Figaro; France-Soir; Paris-Normandie ;* les fonctions de député de M. Hersant.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° 2298). **Discussion générale** [24 novembre 1976] (p. 8652) : son inquiétude face à l'évolution de la presse française ; les complicités du pouvoir et de l'argent ; la nécessité de mesures de normalisation et de

simplification ; une certaine cohérence en ce qui concerne les journaux quotidiens ; une situation aggravée pour les journaux non quotidiens ; un accroissement de charges ; le régime fiscal au terme de la période intermédiaire ; la difficulté d'établir les conséquences de cette réforme ; le problème de la sélection entre les journaux ; critique du critère de la périodicité ; (p. 8653) : TVA et service public de l'information ; trouver une solution modérée raisonnable et aux incidences financières limitées ; un critère de pluralisme de l'information ; l'amendement du PSRG : le taux le plus bas de la TVA à une centaine de titres ; substituer au critère de périodicité celui de contenu ; le rôle de la presse dans la formation du jugement des citoyens ; l'exercice du droit à l'information ; les cas litigieux tranchés par un organe juridictionnel. **Rappel au règlement** (p. 8658) : estime que le président a outrepassé ses droits ; critique la conception de la présidence de M. Brocard ; les difficultés d'une catégorisation selon le contenu et la nature des journaux ; (p. 8659) : les mêmes problèmes réglés pour la télévision. **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8660) : son amendement n° 9 ; retiré au profit du sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 11 du Gouvernement ; (p. 8661) : son sous-amendement n° 20 : les adaptations au régime de la taxe sur la TVA applicable aux publications non quotidiennes à partir du 1er janvier 1981 ; (p. 8663) : faire un sort particulier à un type de presse méritante ; sous-amendement n° 20 repoussé ; indique que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche s'abstient dans le vote de l'article 2 modifié par les amendements adoptés. **Article 6** (p. 8667) : l'avenir de la presse syndicale et mutualiste après l'adoption de l'amendement n° 15 du Gouvernement. **Article 7** (p. 8668) : son amendement n° 10 visant à donner un caractère permanent au régime fiscal institué par l'article 39 *bis* du CGI ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8669) : indique que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche s'abstiendra dans le vote du projet de loi.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. **Culture,** rapporteur pour avis pour la culture [20 octobre 1977] (p. 6397) : l'article du *Monde* sur le rôle des rapporteurs budgétaires ; le rejet par la commission des conclusions du rapporteur ; (p. 6398) : « la désharmonie des temps entre le tango des ministres et la valse des chiffres » ; la régression du budget de la culture ; l'évolution des crédits affectés à la conservation du patrimoine architectural, monumental et muséographique ; la tactique de l'accordéon ; la progression de la dégradation des monuments historiques ; l'affectation des crédits en priorité aux musées nationaux ; la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; le cas de l'école de musique de Romans ; la situation des théâtres lyriques de province ; le montant de l'aide de l'Etat ; la création d'une commission nationale chargée d'étudier une restructuration des théâtres lyriques en province ; l'inégalité culturelle entre Paris et la province ; (p. 6399) : le respect des clauses passées entre l'Etat et les collectivités locales dans le cadre des chartes culturelles ; l'engagement de l'Etat en matière de majoration des subventions affectées aux centres dramatiques français ; la mission du TNP ; invite l'Assemblée nationale à voter le budget de la culture ; à titre personnel, indique que c'est un budget qui ne dessine pas une politique nouvelle ; (p. 6420) : la distinction réalisée dans son intervention entre les observations adoptées par la commission et les considérations sur les orientations générales de la politique culturelle repoussées par la commission ; (p. 6423) : ses questions relatives à l'action du TNP, au respect des engagements du Gouvernement dans le cadre des chartes culturelles et à l'action gouvernementale en faveur des théâtres lyriques de province ; l'instauration d'une commission nationale chargée d'une étude de restructuration.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : Information** [9 novembre 1977] (p. 7207) : les conditions du débat ; la nature du mandat de M. Robert Hersant ; les structures gouvernementales de l'information ; (p. 7208) : la liberté de l'information ; l'évolution de la presse ; le droit à l'information ; le secteur public de l'information ; les ordonnances de 1946 ; le groupe de presse Hersant.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7483) : les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing relatives à la création télévisuelle ; le domaine réservé présidentiel ; l'absence d'autonomie des chaînes de télévision ; l'échec de l'application de la loi du 7 août 1974 ; l'évolution des budgets ; (p. 7484) : les effets de la publicité des sondages ; le volume de la publicité sur TF 1 et Antenne 2 ; les mécanismes de répartition de la redevance ; la « sondagite » ; l'absence de politique de la musique à la radio-télévision nationale ; l'absence d'une politique des programmes ; la croissance démesurée de la diffusion des films ; les conséquences sur la production cinématographique ; (p. 7485) : l'évolution des techniques de communication ; les banques de données ; le dépérissement de l'appareil de production télévisuelle ; la nécessité d'un véritable débat ; (p. 7504) : le projet d'implantation des studios de la SFP à

Bry-sur-Marne ; l'intervention financière de l'Etat ; le statut de société de droit privé de la SFP. **Examen des crédits. Etat E - ligne 82** (p. 7509) : l'hostilité du groupe du PSRG à l'amendement n° 226 du Gouvernement ; les organismes responsables en matière de protection des biens ; le montant de la TVA perçue par l'Etat sur la redevance.

FISZBIN (Henri)

Député de Paris
(28e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à doter **Paris** d'un **statut démocratique de « Ville-capitale »** (n° **471**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **statut des gérants libres** des succursales de distribution de produits pétroliers ou d'exploitation des **stations-service** (n° **484**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** modifiant les dispositions du **code électoral** en ce qui concerne les radiations d'office et les réinscriptions sur les **listes électorales** (n° **1315**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la priorité aux **transports collectifs** et un développement harmonieux des transports et de la circulation dans les agglomérations urbaines (n° **1444**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les causes de la disparition de plus de cent-vingt quotidiens depuis la Libération et sur les entraves actuelles à la **liberté d'expression dans la presse écrite** (n° **1741**) [11 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à reconnaître aux **correcteurs pigistes** travaillant à domicile la qualité de salariés (n° **2174**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **moratoire des saisies et expulsions** (n° **2322**) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à permettre la réalisation d'un programme de réemploi des **terrains de la SNCF** dans un sens social et non spéculatif (n° **2675**) [8 décembre 1976] (erratum du 2 avril 1977) (p. 1460).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **221**) : **Sécurité dans les établissements scolaires** [11 mai 1973] (p. 1226) : la publication des résultats de l'enquête sur l'incendie du CES Edouard-Pailleron ; (p. 1227, 1228) : la responsabilité du ministère de l'éducation nationale.

• *questions d'actualité :*

— **Réforme du statut de Paris** [16 novembre 1973] (p. 5906, 5907, 5908) : caractère antidémocratique et anachronique du statut de la capitale ; conditions dans lesquelles la réalisation de la voie expresse rive gauche vient d'être décidée ; la proposition de loi déposée par les députés communistes.

— **Fermeture des usines Citroën pendant cinq jours** [7 décembre 1973] (p. 6794, 6795).

• *questions au Gouvernement :*

— **Gestion de la ville de Paris** [26 juin 1974] (p. 2970).

— **Difficultés dans l'industrie automobile** [13 novembre 1974] (p. 6282) ; les licenciements prévus aux usines Citroën ; nécessité d'aider l'industrie automobile à détenir l'industrie des moyens de transport.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**), **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1752) : les excès de la concentration, cause de la crise de la presse ; l'industrie des arts graphiques ; l'impression des vignettes et des feuilles d'impôt à l'étranger ; la volonté de lutte des travailleurs ; Rateau et la Néogravure ; (p. 1753) : la solidarité du Parti communiste et des ouvriers du livre, leur lutte à Lang, au *Parisien*

libéré, à *France-Soir ;* (p. 1758) : citation d'une lettre dans laquelle M. Flornoy qualifie les méthodes des travailleurs du *Parisien libéré* de nazies.

• *questions au Gouvernement :*

— **Conflit du** *Parisien libéré* [4 juin 1975] (p. 3657) : revendications du syndicat du livre ; proposition de résolution du groupe communiste tendant à créer une commission d'enquête sur la disparition de nombreux journaux.

— **Conflit du** *Parisien libéré* [18 juin 1975] (p. 4363) : réunion d'une table ronde réunissant la direction du *Parisien libéré* et le comité intersyndical du livre parisien.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27592**) : **Expulsions de locataires à Paris** [9 avril 1976] (p. 1601) : la nécessité d'un moratoire des saisies et des expulsions pendant la durée de la crise économique actuelle ; (p. 1602, 1603) : la multiplication par quatre en deux ans des expulsions à Paris ; les difficultés rencontrées par les familles et les plus déshérités pour se défendre convenablement sur le terrain judiciaire ; la campagne organisée par le parti communiste qui déposera une proposition de loi instituant un moratoire pendant la durée de la crise.

— (n° **29273**) : **Information des électeurs parisiens** [11 juin 1976] (p. 4050, 4051) : nécessité de rendre publics les dossiers, études et projets en cours d'élaboration ; réunion du conseil de Paris en session extraordinaire ; l'exposition sur le plan d'occupation des sols de la capitale est une caricature d'information démocratique ; exemples du plan d'occupation des sols concernant le canal Saint-Martin et le bassin de La Villette et de l'exposition sur l'aménagement des terrains Citroën.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des travailleurs du** *Parisien libéré* [8 décembre 1976] (p. 9072) : la solidarité des communistes avec les travailleurs du *Parisien libéré ;* les propositions raisonnables du syndicat du livre, bases de négociations sérieuses ; mesures envisagées pour rapatrier en France les travaux d'imprimerie exécutés à l'étranger.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [10 octobre 1973] ; **Article 9** (p. 4258) : aide aux commerçants et aux artisans touchés par des opérations de rénovation urbaine ; situation des commerçants et artisans situés en dehors du périmètre de rénovation et n'ayant jusqu'à présent droit à aucune indemnisation ; (p. 4259) : rejet, au titre de l'article 40 de la Constitution, de son amendement tendant à indemniser les commerçants et artisans dont le local est situé à la périphérie du secteur de rénovation et qui sont contraints de cesser leur activité ; souhaite des mesures concrètes allant dans ce sens ; (p. 4260) : sa réponse aux arguments du ministre du commerce et de l'artisanat ; [19 octobre 1973]. **Avant l'Article 49** (p. 4605) : son amendement relatif aux baux commerciaux (application du décret du 3 juillet 1972) ; (p. 4606) : ses observations sur le problème des baux commerciaux et sur la réunion des travaux de la commission mixte paritaire. **Après l'Article 36** (p. 4646) : son amendement : sort des commerçants victimes des opérations de rénovation ; s'interroge sur la portée réelle des mesures proposées ; principe de l'indemnisation sur la base de la valeur du fonds ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; (p. 4617) : s'oppose à l'annulation de l'article 9.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5050) : insuffisance des moyens budgétaires consacrés aux transports en milieu urbain ; grave crise affectant les transports et la circulation dans les grands centres urbains ; incapacité du régime capitaliste à faire face aux besoins nouveaux ; conséquences économiques et humaines de cette situation ; exploitation des travailleurs tendant à se généraliser à tous les aspects de la vie ; développement de la misère moderne ; essor des centres urbains ; spéculation foncière et urbanisation anarchique ; incapacité du Gouvernement à maîtriser le développement anarchique des grandes villes ; élaboration de plans et absence de moyens pour les réaliser ; (p. 5051) : retards accumulés ; insuffisance des opérations en cours dans la région parisienne ; métros de Lyon et de Marseille ; charges essentiellement assumées par les collectivités locales et la population ; politique fondée sur des notions de rentabilité et sur des critères commerciaux ; caractère de service public d'intérêt national des transports urbains ; état d'avancement des réalisations prévues au VI^e^ Plan ; insuffisance du taux de réalisation du plan par rapport à ses objectifs ; plan d'urgence élaboré par les élus communistes de la région parisienne pour résoudre en dix ans les besoins les plus urgents ; charges pesant sur les automobilistes et absence de mesures concrètes en faveur des transports en commun ; dénonce la sélection par l'argent ; diminution de la subvention

à la RATP ; réalisations décidées en fonction des besoins en main-d'œuvre des grandes entreprises ; aérotrain reliant la Défense à Cergy-Pontoise ; rocades A 86 et A 87 ; difficultés de la province ; expose la conception du parti communiste français ; caractère de service public des transports urbains ; financement des investissements par le budget de l'Etat ; allégement de la taxation des transports collectifs ; ses observations sur le prétendu déficit de la RATP ; mécontentement et action des usagers ; soutien des élus communistes aux états généraux des transports et de la circulation ; leur solidarité avec les travailleurs des transports ; (p. 5052) : salue le personnel des autobus en grève ; se prononce pour une autre politique des transports urbains fondée sur la qualité des transports en commun ; annonce le prochain dépôt par le groupe communiste d'une proposition de loi-cadre tendant à garantir aux transports urbains leur caractère de service public ; programme commun de gouvernement.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [18 novembre 1974] (p. 6631) : la crise des transports urbains ; les objectifs des groupes monopolistes ; le métro de Lyon ; la priorité aux transports en commun ; la carence des pouvoirs publics ; un budget d'austérité ; analyse des crédits ; subvention aux métros de Lyon et de Marseille; (p. 6632) : les investissements de la RATP ; la rocade A 86 ; les retards par rapport aux objectifs du VI[e] Plan ; les mesures contre l'automobile ; la sélection par l'argent des usagers de la voiture ; les crédits de voie express rive gauche ; le financement des investissements et des frais de fonctionnement ; les actions des usagers ; le plan d'urgence pour la région parisienne ; le métro en banlieue ; le RER ; les lignes de petite et grande ceintures ; le programme commun ; ne votera pas le budget.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**) [10 septembre 1975]. **Discussion des articles. Article 3** (p. 6177) : les négligences du pouvoir face au sort des personnes âgées ; porter leurs ressources à 1.200 F par mois ; le vote de cette mesure par le conseil de Paris.

— **Rappel au règlement** [14 octobre 1975] (p. 6834) : discussion de la proposition de résolution (n° 1696) de M. Labbé tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les entraves que peuvent subir les organes de presse lors de leur fabrication ou de leur diffusion ; application de l'article 141 du règlement prévoyant qu'une telle création est impossible lorsque des instances judiciaires sont en cours ; procédure en cours à la suite du conflit du *Parisien libéré.*

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8296) : l'absence de sécurité et la dégradation de la fonction de la police ; (p. 8297) : les outrances verbales du ministre de l'intérieur ; la vigilance dont doivent faire preuve les démocrates ; la remise en cause des libertés ; (p. 8298) : la progression du Parti communiste dans les entreprises et les quartiers.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9192) : la longue résistance de la majorité face à la nécessaire réforme tendant à donner à Paris un maire élu ; l'absence dans le projet de toute décision démocratisant véritablement le statut de Paris ; la conservation par le nouveau statut de Paris des traits de l'ancien régime et du consulat ; (p. 9193) : un statut qui ne saurait répondre aux aspirations des Parisiens ; la concentration des pouvoirs en vue d'une prise de décisions conformes aux intérêts capitalistes ; le renforcement de l'autoritarisme et du centralisme ; (p. 9194) : l'intérêt réel d'un maire élu ; la responsabilité des scandales financiers qui ont concerné Paris ; l'institution d'un contrôleur financier ; la volonté des communistes de donner le maximum de pouvoirs à toutes les communes, capitale comprise ; (p. 9195) : la valeur de leur proposition de loi ; (p. 9206) : demande au ministre de l'intérieur si le personnel de l'assistance publique restera soumis au décret de 1960 ; (p. 9207) : conteste que le ministre ait jamais précisé que le personnel de l'assistance publique resterait soumis au décret de 1960. **Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Article 7** (p. 9269, 9270) : son amendement n° 150 : prévoir que le conseil de Paris tiendra quatre sessions annuelles ; appliquer à Paris les dispositions du code d'administration communale ; se prononce contre la suppression de l'article proposée par l'amendement n° 89 de M. Fanton ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 89 de M. Fanton. **Après l'Article 24** (p. 9275) : son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 61 de Mme de Hauteclocque ; exercice par le maire de Paris des pouvoirs de police conférés aux administrations communales par les articles 98, 111 et 113 du code de l'administration communale ; repoussé, **Après l'Article 28** (p. 9278) : son amendement n° 167 : pouvoirs du maire dans le domaine départemental ; rôle

du préfet en tant que représentant du pouvoir exécutif dans le département ; repoussé. **Article 37** (p. 9285) : maintient que l'institution du contrôle financier sur la ville de Paris témoigne d'une défiance incompréhensible à l'égard du futur maire. **Article 40** (p. 9288, 9289) : souligne que le texte primitif du projet supprimait le statut du personnel de l'assistance publique résultant du décret de 1960 ; estime qu'il a fallu l'action de ce personnel pour que le Gouvernement se prononce pour le maintien de ce décret ; (p. 9290) : en réponse à M. Fanton : considère qu'il suffit de se référer au rapport de celui-ci pour savoir où se trouve exactement la vérité ; donne lecture de la page 93 du rapport de M. Fanton. **Article 43** (p. 9297) : apporte son appui à l'amendement n° 174 de Mme Moreau ; estime que le maintien du statut actuel est la seule manière de conserver au personnel ses droits acquis. **Après l'Article 43** (p. 9300) : soutient que l'amendement n° 171 et le sous-amendement n° 181 de M. Villa sont les seuls textes susceptibles de garantir véritablement les droits acquis par le personnel de l'assistance publique. **Article 6** *(suite)* (p. 9304) : son amendement n° 148 : substituer au chiffre de « cent » élus au conseil de Paris, celui de « cent cinquante » élus ; retiré ; [4 décembre 1975] : **Article 25** *(suite)* (p. 9350) : juge que l'amendement n° 24 de M. Bas tend à masquer l'absence de pouvoirs des commissions d'arrondissement.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**) [4 décembre 1975]. **Tableau n° 2 : Répartition par arrondissements ou groupes d'arrondissements des membres du conseil de Paris. Discussion des articles. Article premier** (p. 9361, 9362) : son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 12 du Gouvernement : substituer le chiffre 10 au chiffre 11 pour le 15e arrondissement et le chiffre 8 au chiffre 7 pour le 20e arrondissement ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 9366) : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 4 de M. Fanton : inéligibilité des membres désignés par le conseil de Paris pour faire partie d'une commission d'arrondissement ; repoussé.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Culture [5 novembre 1976] (p. 7662) : Paris dans la vie culturelle nationale ; l'insuffisance de la politique gouvernementale ; l'Opéra ; Beaubourg ; la Comédie-Française ; (p. 7663) : la thèse fausse d'un Paris suréquipé condamnant la province à la misère culturelle ; le théâtre national de Chaillot ; le Récamier ; le théâtre Laplace ; le Théâtre oblique ; le jeune théâtre disparu de la capitale ; les théâtres qui ont fermé ; l'Opéra de Paris sous le régime du sursis ; l'Opéra Studio ; la Cité fleurie ; l'indigence notoire des monuments historiques et des musées nationaux : Beaubourg ; l'austérité ; la pénurie ; la médiocrité ; l'abandon national au glissement atlantique, à la supranationalité européenne ; la ségrégation culturelle frappant les masses populaires ; le « Jockey-Club » ; le budget parisien de la culture ; les affirmations erronées de M. de la Malène sur le budget culturel de la ville de Paris ; (p. 7664) : Paris-province.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Universités [8 novembre 1977] (p. 7136) : l'aggravation de la situation de l'université et des étudiants ; l'insuffisance des crédits ; l'accueil de la politique gouvernementale dans l'université ; un budget de pénurie ; (p. 7137) : la diminution de la part du budget du secrétariat d'Etat aux universités dans le budget national ; la stagnation des crédits ; la crise de l'université ; l'évolution des dépenses ordinaires ; les crédits de fonctionnement ; la réduction des heures complémentaires ; l'évolution des crédits d'équipement ; l'accélération de l'intégration des personnels ATOS hors statut ; les transformations d'emplois ; le sort des étudiants ; la ségrégation sociale ; les débouchés ; (p. 7138) : la science française ; les ambitions des communistes pour l'université ; la liaison entre luttes pour le progrès social et luttes pour l'université ; le projet de contre-budget proposé par M. Georges Marchais ; l'augmentation du pouvoir d'achat des universités ; la défense et le développement du potentiel universitaire ; lutter contre la ségrégation sociale ; les créations d'emplois ; le vote hostile du groupe communiste.

FLORNOY (Bertrand)

Député de la Seine-et-Marne
(3e circonscription)
(UDR puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article 205 du code civil** afin de dispenser éventuellement de l'obligation d'aliments les enfants dont les ascendants n'ont pas contribué, sans motif valable, à leur entretien et à leur éducation pendant les seize premières années de leur vie (n° **133**) [12 avril 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° **646**). — **Tome XII : Services du Premier ministre : jeunesse, sports et loisirs** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XII : Qualité de la vie - II. Jeunesse et sports** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2590) autorisant l'adhésion de la République française à l'**accord constitutif de la banque interaméricaine de développement**, signé à Washington le 8 avril 1959 (n° **2665**) [2 décembre 1976].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires étrangères sur la **VIII^e assemblée ordinaire du parlement latino-américain** (n° **3030**) [23 juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **1243**) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1484) : coupure entre les aspirations profondes de la nation et l'idéologie d'une intelligentsia qui prétend monopoliser la culture (p. 1489, 1490) ; organisation du débat ; temps de parole octroyé à M. Leroy ; retransmission par la télévision (p. 1505).

• *question orale avec débat :*

— **de MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**), **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de presse** [16 avril 1975] (p. 1750, 1751, 1758) : condamnation des menaces dont sont victimes certains imprimeurs, journalistes et dépositaires de publications ayant travaillé dans les éditions régionales du *Parisien libéré*.

• *questions au Gouvernement :*

— **Otages français au Tchad** [21 mai 1975] (p. 2937) : Mme Claustre, chargée de mission au CNRS ; M. Combe, coopérant ; commandant Galopin.

— **Entraves à la diffusion du** *Parisien libéré* [12 novembre 1975] (p. 8164) : agressions commises contre les transporteurs et dépositaires des éditions régionales du *Parisien libéré ;* jugements prononcés par les tribunaux sur les affaires en cause.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24022**) : **Aide en faveur de l'installation d'entreprises artisanales** [5 décembre 1975] (p. 9454) : révision du décret du 29 août 1975 ; son extension possible aux communes rurales de la région parisienne.

• *question au Gouvernement :*

— **Budgets communaux** [21 avril 1976] (p. 1956) : les risques financiers encourus par les communes du fait des modalités de répartition du montant du VRTS ; la modification nécessaire des conditions d'attribution du VRTS pour 1977.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** sur les propos de M. Le Foll [12 juin 1973] (p. 2056).

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4195) : s'interroge sur les petites phrases « anticonstitutionnelles » prononcées par MM. Marchais, Séguy et Maire appelant une nouvelle « légalité » ; l'indigence des critiques proposées par la motion de censure ; amalgame de résidus de « libéralisme et d'essais de maxisme » ; (p. 4196) : le rôle du Gouvernement français dans le conflit du Proche-Orient ; l'attitude du Gouvernement vis-à-vis de la junte militaire du Chili ; l'impossibilité de la gauche devant les chars à Prague et à Budapest ; la connaissance qu'a l'orateur des peuples du Pérou, de l'Equateur, de la Colombie et du Chili ; le voyage du général de Gaulle dans les pays d'Amérique du Sud en 1964 ; dialogue de l'orateur avec M. Chandernagor sur l'impor-

tance de ce voyage ; le rétablissement de la position de la France en Amérique latine par le général de Gaulle ; le rejet de la motion de censure.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [11 octobre 1973] (p. 4307) : ses observations sur les attributions du préfet ; (p. 4309) : s'oppose à l'amendement de M. Bignon : non-participation du maire de la commune d'implantation à la commission d'urbanisme commercial.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Office de radiodiffusion télévision française [26 octobre 1973] (p. 4921). **Etat E - Ligne 101** : confiance de son groupe au nouveau ministre de l'information et au nouveau président-directeur général de l'office ; demande que soit pris un rendez-vous assez proche pour juger de leur action.

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4975) rapporteur pour avis : accueil favorable de ce budget par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; ambiguïté de ce budget dans sa conception ; caractère très sectoriel de l'autorité du secrétaire d'Etat ; absence de définition du secteur concernant les loisirs ; ses réserves sur la coopération entre le secrétaire d'Etat et l'éducation nationale ; centres d'animations sportives ; tiers-temps pédagogique ; plafonnement et implantation géographique des stages ; ambiguïté portant sur les moyens ; motif des réticences qui se manifestent à l'égard de l'action du secrétariat d'Etat ; cas des enseignants d'éducation physique et sportive ; « sport optionnel » pour les élèves de l'enseignement secondaire ; insuffisance des centres d'animation sportive ; absence de statut des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports ; renouveau de confiance accordé aux associations et à la politique contractuelle ; (p. 4976) : s'interroge sur la proposition d'exécution de la troisième loi de programme en matière d'équipements sportifs ; carence de la IVe République dans le domaine de la jeunesse et des sports et ses conséquences; ambiguïté tenant au déséquilibre existant entre un budget résolument progressif mais inadapté pour répondre aux besoins ; son jugement positif sur le budget pour 1974 ; ses réserves sur l'enseignement de l'éducation physique et sportive; son inquiétude pour l'avenir; souhaite une refonte globale de la politique de jeunesse. **Etat C du Titre V** (p. 5005) : ses observations sur l'amendement de MM. Papon et Salle tendant à une réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement (retard pris par la loi de programme d'équipement sportif) : importance capitale de cet amendement ; dureté de l'attitude de la commission des finances ; avis favorable donné au budget par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; ses regrets devant l'insuffisance de la dotation concernant l'application de la loi de programme ; ses réserves sur la méthode de la commission des finances ; demande que le Gouvernement accorde les crédits nécessaires.

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5589) : drame du Chili et opinion publique française, relations de la France et de l'Europe avec les pays de l'Amérique latine ; (p. 5590) : traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine ; charte économique des Etats ; propos du ministre des affaires étrangères ; amorce d'une politique franchement ouverte sur l'avenir ; déclaration de la commission spéciale de coordination latino-américaine (CECLA) sur le dialogue entre l'Amérique latine et les communautés européennes ; aide de la France au développement de l'Amérique latine, œuvre accomplie par les enseignants, les coopérants et les chercheurs scientifiques, désir d'institutionnaliser les relations avec l'Europe à un haut niveau politique ; face à face avec les Etats-Unis ; volonté de ce continent d'équilibrer les rapports de forces ; retour de l'Europe ; mouvement pour la réalisation de l'intégration du continent latino-américain ; souhaite que la France prenne l'initiative d'une concertation entre les pays de l'Europe en vue de préparer une politique de large coopération avec les pays d'Amérique latine ; projet d'université commune à l'Europe et à l'Europe et à l'Amérique latine ; poids du continent latino-américain ; enjeu pour les blocs en présence ; intérêt qu'a l'Europe d'aider l'Amérique latine.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme. — Equipement [14 novembre 1973]. **Etat C du Titre VI** (p. 5751) : amendement de M. Gosnat (transfert des installations de l'Institut Géographique National) ; conteste que l'IGN soit menacé d'une certaine « privatisation ».

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [20 novembre 1973] rapporteur pour avis. **Etat C du Titre III** (p. 6167) : sa satisfaction à la suite des mesures annoncées par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; ses réserves à propos du prélèvement sur le PMU.

— **Rappel au règlement** au nom de son groupe [30 octobre 1973] (p. 5094) : juge « scandaleux » que le ministre ait été ainsi pris à partie ; regrette que le président de séance n'ait pas su faire cesser le tumulte.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [4 décembre 1973].

Avant l'Article premier (p. 6571) : sa demande de scrutin public sur le sous-amendement de M. Combrisson.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7040) : évoque le vote de la motion de renvoi par la commission ; rappelle que le projet devant être soumis au Sénat ne pourra être voté définitivement à cette session ; rappelle les propositions faites en commission quant à la politique familiale.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1973] (p. 7124) : intervention de Mme Constans et respect de l'ordre du jour.

— **Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires** (n° **802**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7151) : approuve la déclaration de M. Hamel tendant à faire bénéficier les fonctionnaires municipaux des avantages prévus pour les fonctionnaires de l'Etat de la catégorie B.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1973] (p. 7254) : non-inscription à l'ordre du jour par la conférence des présidents de sa question orale sur l'agitation raciale anti-arabe.

1974

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2817) : publication dans la presse d'un rapport écrit d'une commission d'enquête.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion des articles** [25 juin 1974]. **Après l'Article 2** (p. 2931) : contre l'amendement n° 1 de M. Cointat relatif au vote obligatoire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports, rapporteur pour avis [31 octobre 1974] (p. 5685) : les efforts réalisés depuis 1958 tempèrent le malaise actuel ; une politique très libérale en faveur des activités de jeunesse, mais des moyens très limités ; les associations de jeunesse risquent de pâtir de l'effort consacré aux rémunérations et prestations du personnel ; la responsabilité du secrétariat d'Etat sur un nombre croissant d'activités ; les responsabilités en matière de coopération internationale : fonds européen de la jeunesse, suggestion d'utilisation du paquebot *France ;* (p. 5696) : l'effort financier accru demandé aux conseils généraux ; des initiatives trop hâtivement réalisées : les centres d'animation sportive ; la commission donne un avis favorable sous réserve de nombreuses créations de postes en 1975.

— **Rappel au règlement** [6 novembre 1974] (p. 5394) : diffusion en France et à l'étranger de l'opinion du vice-président Stehlin sur les mérites comparés de l'avion de combat français et de l'avion américain.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7188) : en saluant le courage et la dignité du ministre, regrette de ne pouvoir partager sa conviction ; on ne peut résoudre un drame humain en créant un drame légal ; (p. 7189) : il eût été plus sage de mettre à l'épreuve la régulation des naissances ; compte sur la sagesse du peuple pour corriger les orientations néfastes du projet. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8135) : explique son vote hostile au projet.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 3** (p. 4445) : aurait souhaité qu'à l'énumération des aptitudes physiques et manuelles, on ajoute les aptitudes sportives. **Article 4** (p. 4448) : son rappel au règlement : non-attribution de la parole à un membre du groupe UDR qui l'avait demandée ; (p. 4450) : invite le Gouvernement à donner à l'éducation physique la place qu'elle doit avoir dans l'enseignement secondaire ; (p. 4451) : insiste de nouveau sur l'importance de l'éducation physique et sportive.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 19** (p. 1975) : ses observations sur les propositions de M. Bernard Marie ; s'oppose à l'institution de paris sportifs ; (p. 7305) : souhaite que le Gouvernement révise les seuils retenus pour 1976 lors de la prochaine loi de finances. **Après l'Article 19** (p. 7306) : s'oppose de nouveau à la possibilité de concours de pronostics en matière sportive.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion des articles** [26 novembre 1975] (p. 8976) : son amendement n° 9 : enseignants du Muséum d'histoire naturelle ; repoussé.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9974, 9975) : estime que la modification proposée par M. Boscher contredit les intentions du schéma directeur ; les résultats de ce schéma sur les communes traditionnelles ; l'aggravation du déséquilibre résultant d'un développement axé sur les grandes voies de

communication ; le rôle de la future assemblée régionale ; fixer les nouvelles priorités de la région parisienne ; (p. 9979) : précise à l'intention de M. Poniatowski qu'il a voulu protester contre une politique qui sacrifie certaines zones rurales au profit de Paris et des villes nouvelles. **Discussion des articles : Article premier** (p. 9983) : n'est pas favorable à l'amendement n° 1 de M. Boscher qui ne correspond pas à la réalité. **Article 6** (p. 9990) : partage les préoccupations de M. Alain Vivien quant à l'intransigeance du syndicat des transports parisiens ; considère toutefois que l'amendement n° 3 de M. Boscher, repris par M. Alain Vivien, ne saurait résoudre le problème.

1976

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 avril 1976]. **Article 5** (p. 1909) : sur l'amendement n° 5 de M. Bourson, craint que l'agence des espaces verts créée par le Sénat ne suive une politique d'isolement de certaines zones de la région Ile-de-France.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2595) : les graves préoccupations de nombreux maires face au problèmes du VRTS ; regrette pour les communes les plus défavorisées l'absence de mesures compensatoires.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1976] (p. 4956) : attire l'attention du Gouvernement sur les menaces pesant sur certains représentants diplomatiques en poste à Paris.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7108) : les autoroutes ; l'A 4 ; les villes nouvelles ; la publicité faite à M. Marchais ; le rééquilibrage de la région traversée par l'A 4 ; (p. 7109) : la pénalisation financière ; l'établissement de cartes d'abonnement à un prix non prohibitif ; les problèmes de l'Est parisien pour la coordination des transports. **Examen des crédits. Après l'Article 70** (p. 7115) : la construction des autoroutes confiée d'abord à l'Etat puis à des sociétés d'économie mixte, enfin à des sociétés privées ; l'amendement n° 213 rectifié de M. Plantier dangereux et prématuré.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion de la République française à l'accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement, signé à Washington le 8 avril 1959** (n° **2590**), rapporteur. **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9182) : une participation plus élevée que les contributions des institutions similaires ; l'étape essentielle dans les relations avec les pays latino-américains ; les objectifs de cette banque ; la création de la BID ; le renforcement de son caractère multinationale ; les résultats de la BID ; (p. 9183) : l'agriculture en tête des attributions ; le soutien de la politique d'intégration latino-américaine ; le président Félipe Herrera ; la majorité des voix détenue par les pays en voie de développement ; l'apport de la France ; le multilatéralisme ; les augmentations de capital ; l'influence limitée des Etats-Unis ; les données de la concurrence ; l'aide au développement ; (p. 9184) : un pas vers une meilleure collaboration de l'Europe et de l'Amérique latine.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7170) : les relations de la France avec l'Amérique latine ; instituer une concertation permanente et institutionnalisée ; le resserrement des liens avec les pays d'Amérique latine ; les déclarations de M. Towsend Escurra sur la coopération latino-européenne ; le développement des relations des pays autres que la France avec l'Amérique latine ; les exportations vers l'Amérique latine ; les *desiderata* d'un groupe de parlementaires brésiliens.

Travail [14 novembre 1977]. **Rappel du règlement** (p. 7335) : le caractère tendancieux du rapport présenté par M. Juquin.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7493) : la diffusion par Antenne 2 d'un film étranger relatant la campagne d'Italie ; le caractère tendancieux du film ; (p. 7494) : l'émission *Les dossiers de l'écran ;* le film *De Tunis à Rome.*

FONTAINE (Jean)

Député de la Réunion
(2e circonscription)
(UDR puis NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates de la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'appartenir au groupe d'union des démocrates pour la République [3 octobre 1974] (p. 4759).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [4 octobre 1974] (p. 4838).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [16 octobre 1973] (p. 4441).

Juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux **départements d'outre-mer** les dispositions de la **loi n° 63-1178** du 28 novembre 1963, relative au **domaine public maritime** (n° **203**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **législation applicable dans les départements d'outre-mer** (n° **204**) [25 avril 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à créer une **commission de contrôle** chargée d'étudier l'**application des lois dans les départements d'outre-mer** (n° **934**) [2 avril 1974].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **379**) : **Hausse des prix à la Réunion** [15 juin 1973] (p. 2220, 2221, 2222) : taxation des prix à l'importation ; allégement de TVA.

• *question d'actualité :*

— **Déclarations de certains magistrats** [7 décembre 1973] (p. 6785, 6786).

• *question au Gouvernement :*

— **Prix du riz à la Réunion** [26 juin 1974] (p. 2973).

• *questions orales avec débat de :*

— **M. Debré** (n° **13873**) : **Politique en matière de population** [9 octobre 1974] (p. 4913, 4914) : situation démographique des départements d'outre-mer (taux de croissance de 2,3 %) ; nécessité de lutte contre la misère, et de faciliter l'émigration ; développement de l'éducation sexuelle.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**) **et Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3256) : situation désastreuse des chômeurs de la Réunion ; (p. 3257) : majoration nécessaire des crédits de chômage ; incitation aux investisements ; installation d'une antenne locale de l'agence nationale de l'emploi ; extension aux DOM de l'ordonnance de 1967 sur l'aide aux travailleurs privés d'emploi ; aide à la pré-formation professionnelle.

• *question au Gouvernement :*

— **Exclusion de la France d'un comité régional pour l'Afrique de l'OMS** [18 juin 1975] (p. 4367) : dévouement des médecins français en Afrique.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration sur la politique générale du Gouvernement** (n° **9**) [12 avril 1973] (p. 842) : rappelle que les DOM refusent l'auto-détermination ; estime que les partisans de cette solution ont une attitude raciste ; évoque l'accusation de fraude électorale dans les DOM ; (p. 843) : rappelle que les jeunes veulent participer aux progrès économiques de la nation ; évoque le discours du Premier ministre ; demande que les DOM participent à part entière au développement économique et social car c'est un moyen de réaliser leur intégration totale dans l'Etat.

— **Rappel au règlement** [26 avril 1973] (p. 936) : article 86, délai de distribution des rapports des commissions.

— **Projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis-et-Futuma le statut de territoire**

d'outre-mer [26 avril 1973]. **Discussion de l'Article unique** (p. 945) : son amendement sur l'indemnité des membres de l'assemblée territoriale.

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes déclarations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [3 mai 1973] (p. 1052) : évoque le problème de la sécurité des agriculteurs à travers la fixation des prix ; leur aspiration à une vie décente ; les problèmes des agriculteurs réunionnais et martiniquais constate que les produits des DOM ne sont plus intégrés dans le Marché commun, sauf le sucre et le tabac ; demande une intégration totale dans la nation et dans l'Etat ; le problème sucrier ; les perspectives de pénurie ; la taxation de ces produits ; la distorsion entre les charges et le coût de production ; demande l'augmentation des prix et la poursuite de la politique d'aménagement des structures foncières ; le maintien au taux actuel de la marge de raffinage, de la formule de réfaction adoptée par la Communauté ; demande que soient défendus un statut communautaire du rhum et un statut du géranium-bourbon ; (p. 1053) : souhaite que soit soutenue la production d'ananas frais, la production d'aubergines, particulièrement à la Martinique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° 241). **Discussion des articles** [9 mai 1973]. **Article premier** (p. 1092) : ses observations. **Article 4** : constatation des infractions. **Après l'Article 6** (p. 1093, 1095) : ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national, après déclaration d'urgence** (n° 360). **Discussion des articles** [15 juin 1973] (p. 2079) : son amendement (modalités d'exercice de l'autorité parentale) ; répond aux arguments du Gouvernement ; maintient son amendement.

— **Rappel au règlement** [21 juin 1973] (p. 2362) : délai de réponse aux questions écrites (article 139 du règlement).

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6241) : ses observations sur l'application des textes dans les DOM.

— **Rappel au règlement** [22 novembre 1973] (p. 6243) : recevabilité des amendements.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6362) : son amendement tendant à préciser les compétences du comité d'entreprise et de la commission spéciale chargée de l'amélioration des conditions de travail. **Article 3** (p. 6370) : s'oppose à l'amendement de M. Simon-Lorière tendant à l'indemnisation des suppléants qui siègent à la commission spéciale ; (p. 6372) : sa demande de précisions sur le crédit d'heures alloué aux personnes participant aux travaux de la commission spéciale.

— **Rappel au règlement** [4 décembre 1973] (p. 6569) : application de l'article 91 (orateurs pouvant intervenir dans la discussion d'une motion de renvoi).

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 8** (p. 6627) : son amendement taxe régionale additionnelle dans les DOM.

1974

— **Projet de loi relatif aux secrétaires administratifs des armées** (n° 810). **Discussion des articles** [14 juin 1974]. **Article premier** (p. 2723) : présente l'amendement n° 1 de M. Crespin, rapporteur, relatif au changement de dénomination du ministère de la défense ; adopté ; présente l'amendement n° 3 de M. Crespin, rapporteur, prévoyant une reconstitution des carrières ; repoussé ; présente l'amendement n° 2 de M. Crespin, rapporteur, relatif au changement de dénomination du ministère de la défense ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs divisionnaires des transmissions** (n° 944). **Discussion des articles** [14 juin 1974]. **Article premier** (p. 2725) : contre l'amendement n° 2 de M. Duroure ; incohérence à laquelle conduirait son adoption.

— **Projet de loi relatif aux fonctionnaires de l'école polytechnique** (n° 811). **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2726) : demande qu'il soit précisé que les intéressés continueront à bénéficier de tous les avantages d'avancement, de grade et d'échelon ; **Discussion des articles : Article premier et Article 2** (p. 2727) : présente les amendements nos 1 et 2 de M. Mourot, rapporteur, relatifs au changement de dénomination du ministère de la défense ; amendements adoptés. **Article 4** : date d'entrée en vigueur de la présente loi : 1er janvier 1973.

— **Proposition de loi relative à la lutte contre le proxénétisme** (n° 9323) [18 juin

1974]. **Discussion de l'Article unique** (p. 2748) : soutient le sous-amendement n° 6 de M. Claudius-Petit.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1974] (p. 2788, 2789) : article 138 du règlement relatif aux questions d'actualité ; procédure utilisée pour leur inscription.

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives** (n° **935**). **Discussion des articles** [2 juillet 1974]. **Article 8** (p. 3244) : interroge le secrétaire d'Etat sur l'extension des mesures concernant la fiscalité locale dans les départements d'outre-mer.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Première lecture. Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3726) : s'étonne des critiques démesurées contre le projet ; les difficultés de la rigueur comptable ; (p. 3727) : l'échec du contrat de programme ; étendre aux départements d'outre-mer les infrastructures régionales de l'ORTF. **Discussion des articles. Article 3** (p. 3750) : amendement n° 25 « territoire de la République » ; adopté. **Article 6** (p. 3764) : amendement n° 26 : organisation dans les DOM ; adopté ; (p. 3768) : sur l'amendement n° 1 de M. Gabriel : dissocier les DOM et les TOM ; (p. 3768) : son amendement n° 28 : supprimer le mot « départements » ; repoussé. **Commission paritaire** [28 juillet 1974] (p. 3930) : ne votera pas le texte en raison des menaces qui pèsent sur la télévision dans les DOM.

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs** (n° **1094**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4856) : interroge le Gouvernement sur l'intérêt d'un texte qui n'entrera en application pour la série B des départements que dans neuf ans.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**). **Discussion des articles** [11 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5017) : sur l'amendement n° 1 de M. Cabanel : craint une difficulté d'interprétation. **Après l'Article 5** (p. 5018) : la durée de l'assistance d'une « tierce personne » sera-t-elle une durée cumulée ?

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° **1073**). **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5023) : interroge le secrétaire d'Etat sur l'augmentation de l'allocation aux handicapés adultes dans les départements d'outre-mer.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5095) : sur l'article : extension aux salariés des DOM.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5167) : soulève une exception d'irrecevabilité tendant à faire déclarer le caractère anti-constitutionnel du projet de loi ; (p. 5168) : le droit d'option ouvert aux territoires d'outre-mer par l'article 76 de la Constitution est depuis longtemps expiré ; la loi de 1966 relative à la Côte des Somalie s'inspirait de l'article 53 de la Constitution qui n'est en fait applicable qu'en cas de cession de territoire à un Etat étranger ; les conditions d'existence d'un Etat en droit international ; les dangers d'encourager les séparatistes en métropole ; (p. 5169) : le projet de loi n'est pas une simple consolidation mais constitue un référendum dont le Conseil constitutionnel doit surveiller la régularité (p. 5191). **Rappel au règlement** : s'élève contre le morcellement du débat du fait de l'examen des autres textes. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5197) : sur le décompte des voix île par île. **Deuxième lecture** [12 novembre 1974] (p. 6214) : rappelle son argumentation développée en première lecture selon laquelle le texte proposé n'est pas conforme à la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Information [25 octobre 1974] (p. 5500) : demande que le Gouvernement consente un effort pour faciliter la diffusion de la presse métropolitaine outre-mer ; les aides à la presse doivent redonner sa pleine valeur au droit à l'information.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5554) : maquis de la législation sociale ; extension aux départements d'outre-mer du versement de l'allocation spéciale aux personnes âgées ; répercussions sur le budget des collectivités locales ; le thermalisme.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6024) : le risque de pénurie du sucre ; les possibilités d'exportation de la CEE ; le financement des investissements et le problème des prix ; (p. 6025) : un statut de la production sucrière ; garantie des prix minimum indexés sur les coûts de production ; deux prix : un pour le sucre blanc, un pour le sucre roux ; plan de relance de la canne ; aide à la production sucrière dans les départements d'outre-mer ; extension du fonds européen de développement régional aux départements d'outre-mer ; la crise de l'huile de géranium ; la protection du rhum ; les crédits à l'infrastructure.

— **Départements d'outre-mer** [13 novembre 1974] (p. 6259) : ceux qui s'intéressent aux DOM se heurtent à une véritable technostruc-

ture ; la hausse du prix du riz ; la gratuité des cantines scolaires est financée par une ponction sur les bourses.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6505) : exprime son inquiétude quant aux conséquences de la nouvelle organisation de la télévision outre-mer qui risque de perpétuer les abus de l'information unique et uniforme ; exprime l'espoir d'un meilleur équipement du réseau de diffusion outre-mer.

— **Projet de loi sur la régulation des naissances** (n° **1284**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 novembre 1974] (p. 6910) : **Article premier** *bis* : son amendement n° 1 relatif à la mise en vigueur de la loi dans les départements d'outre-mer ; repoussé. **Article premier** *quater* (p. 6911) : son amendement n° 2 tendant à abroger l'article 6 de la loi du 28 décembre 1967 ; repoussé ; vote contre l'article premier *quater*.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Dicussion des articles** [28 novembre 1974]. **Après l'Article 9** (p. 7237) : son amendement n° 43 : un décret en conseil d'Etat fixant les conditions d'application de la loi dans les DOM ; repoussé.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° **776**). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7438) : l'extension progressive de la législation sociale dans les départements d'outre-mer ; les personnes âgées pourront bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et des pensions et rentes de vieillesse, mais à la Réunion les bénéficiaires de l'AVTS ne peuvent bénéficier de l'allocation spéciale ; souhaite que soient accordées aux jeunes veuves, y compris celles des départements d'outre-mer, les allocations publiques de chômage ; l'absence de parité dans la législation relative aux travailleurs indépendants ; les mesures d'adaptation de la loi du 13 juillet 1972 se font toujours attendre.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° **949**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7518) : ce texte ne peut être considéré comme la charte de la famille mais en constitue un maillon ; la condition d'activité professionnelle constitue souvent un obstacle au versement de l'allocation de rentrée scolaire ou de l'allocation d'orphelin ; l'attribution au titre de l'aide sociale, souffre du manque d'assistantes sociales ; le maintien des allocations familiales aux chômeurs est toujours à l'étude ; (p. 7519) : la révision de la notion d'enfant à charge dans les départements d'outre-mer pour l'allocation d'orphelin ; la suppression du droit aux prestations familiales pour les enfants de détenus ; le principe de la parité globale ; les autres dispositions qui ne sont pas applicables dans les départements d'outre-mer : l'allocation postnatale, les prêts aux jeunes ménages, l'allocation pour frais de garde. **Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Article premier** (p. 7526) : obligation de résidence en métropole ou dans les départements d'outre-mer.

1975

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**). **Discussion des articles** [11 avril 1975]. **Article premier** (p. 1607, 1608) : ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Méhaignerie. **Article 2** (p. 1611) : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Méhaignerie.

— **Projet de loi portant mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Deuxième lecture. Discussion générale** (15 mai 1975] (p. 2719) : souhaite que le Gouvernement confirme les conditions d'application du texte dans les départements d'outre-mer ; demande la révision de la liste des incompatibilités aux emplois publics qui date de cinquante ans.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion des articles** [16 mai 1975]. **Article 19 : Article 43-3 du code pénal** (p. 2834) : n'accepte pas le transfert à l'Etat du produit d'une confiscation. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 4910) : souhaiterait voir inclus dans l'amendement n° 23 du Gouvernement les délits de presse.

— **Projet de loi relatif à l'assurance maladie et maternité des détenus et de leur famille** (n° **1485**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3090) : l'absence de toutes prestations sociales des détenus dans les territoires d'outre-mer ; l'irrespect du principe de la personnalité de la peine ; (p. 3091) : l'application du projet dans les départements d'outre-mer. **Discussion des articles. Article 4** (p. 3092) : son sous-amendement n° 8 à l'amendement n° 6 de M. Delaneau ; prévoir un délai de six mois pour l'application de la loi dans le département d'outre-mer ; retiré.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'indivision** (n° **262**). **Discussion des articles** [23 mai 1975]. **Article premier : Après l'Article 710-1 du code civil** (p. 3188) : son intervention sur l'amendement n° 4 de M. Foyer ; articulation de l'indivision avec la nouvelle législation sur le divorce.

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3171) : la non-extension aux DOM de l'allocation de logement à caractère social ; la notion de parité globale ; l'institution de l'aide au paiement du loyer par la caisse générale de sécurité sociale de la Réunion ; (p. 3172) : le cri d'alarme lancé par cette caisse en 1969 ; la demande faite par M. Cerneau en 1971 ; la déclaration de M. Stasi ; la non-extension du régime métropolitain des allocations familiales aux DOM ; le nécessaire octroi des allocations familiales aux employeurs et travailleurs indépendants ; la non-application du projet à ceux qui ne bénéficient pas des prestations familiales ; le chômage dans les DOM ; le retard à rattraper en matière d'organisation ; la ségrégation existant dans le domaine du logement ; (p. 3173) : combler la lacune résultant de la non-extension de l'octroi de l'allocation de logement au titre de l'aide sociale ; associer les représentants des départements d'outre-mer à l'élaboration des décrets d'application. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 3179) : son intervention sur l'amendement n° 9 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion des articles** [23 mai 1975]. **Après l'Article 4** (p. 3203, 3204) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Wéber ; ne pas créer d'organisme ne correspondant pas à la structure métropolitaine d'Electricité de France. **Article 5** : retard pris dans les investissements ; modifier l'article 34 du statut du personnel des électriciens et gaziers de France.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3325) : le choix de société que constitue le projet ; (p. 3326) : préciser la place que l'on entend donner au mariage dans notre société ; un projet qui prépare le crépuscule du mariage et constitue une nouvelle étape vers la médiocrité morale généralisée ; l'impossible bonheur sans contrainte ; l'institution du divorce à la carte ; son absence de différence avec l'union libre ; l'alibi que constitue le divorce par consentement mutuel ; l'impossible dédramatisation du conflit entre les époux ; un projet qui porte une nouvelle atteinte à la famille. **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 229 du code civil** (p. 3355) : son amendement n° 177 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 230 du code civil** (p. 3362) : son amendement n° 178 : supprimer la possibilité de demander conseil au juge dans la rédaction de la convention ; adopté. **Article 232 du code civil** (p. 3372) : son amendement n° 180 ; retiré au profit de l'amendement n° 107 de M. Donnez. **Article 233 du code civil** (p. 3375) : son amendement n° 181 : prévoir un délai de trois ans ; repoussé. **Article 244 du code civil** (p. 3383) : son amendement n° 187 : la réconciliation interdit d'évoquer les faits précédents dans une nouvelle demande ; retiré ; son amendement n° 188 ; repoussé. **Article 245 du code civil** (p. 3384) : son amendement n° 189 ; retiré pour être représenté à l'article 298 du code civil ; son amendement n° 190 : nécessité d'une demande reconventionnelle ; repoussé. **Article 246 du code civil** (p. 3384) : son amendement n° 191 : supprimer l'article ; adopté. **Article 247 du code civil** (p. 3386) : son amendement n° 192 : limiter la compétence du juge unique ; repoussé. **Après l'Article 257 du code civil** (p. 3393) ; son amendement n° 194 : durée des mesures provisoires ; adopté ; [30 mai 1975] : **Article 307 du code civil** (p. 3460) : son amendement n° 198 : délai de conversion ; repoussé. **Article 5** (p. 3465) : son amendement n° 199 ; retiré. **Article premier** (*suite*) : **Article 251 du code civil** (p. 3475) : son amendement n° 193 : obliger le juge à une présence personnelle ; repoussé. **Article 239 du code civil** [3 juin 1975] (p. 3519) : son amendement n° 183 ; retiré. **Article 240 du code civil** (p. 3520) : son amendement n° 184 : remplacer le mot « dureté » par le mot « gravité » ; retiré. **Article 241 du code civil** (p. 3324) : son amendement n° 185 : demande reconventionnelle en séparation de corps ; repoussé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [12 juin 1975. **Article 18** (p. 4070) : son amendement n° 91 : supprimer le paragraphe V de l'article 18 qui renvoie à un décret pour l'application de la loi dans les départements d'outre-mer ; (p. 4071) : conteste l'argumentation du ministre de l'économie et des finances ; considère qu'il faut mettre un frein à l'application de la législation métropolitaine dans les DOM ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1652**). **Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article 6** (p. 4181) : ses observations sur l'amendement n° 19 de M. Briane.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **678**). **Discussion des articles** [16 juin 1975]. **Avant**

l'Article premier (p. 4243) : son amendement n° 14 : possibilité pour chaque syndicat de constituer au sein de l'entreprise une section syndicale ; repoussé ; (p. 4244) : en réponse à M. Gissinger, considère que son amendement n° 14 visait bien le texte en discussion.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4313) : la réponse apportée par le projet quant à la finalité de l'école ; le développement du réseau des classes maternelles ; le principe des actions de soutien et d'adaptation professionnelle ; la participation des parents à l'action éducative et scolaire ; la nécessité d'un texte plus élaboré. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4415) : ses observations sur l'amendement n° 59 de M. Mexandeau. **Article premier** (p. 4422) : est favorable au sous-amendement n° 132 du Gouvernement, à l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière ; souhaite néanmoins que l'on reprenne le texte du troisième alinéa de l'amendement n° 123 du Gouvernement précédemment défendu. **Article 2** (p. 4426) : souhaiterait obtenir l'assurance que les enfants seront accueillis dans les classes maternelles.

— **Rappel au règlement** [25 juin 1975] (p. 4735, 4736) : s'élève contre les conditions de travail de l'Assemblée, en particulier contre le fait que le rapport sur le projet de loi relatif à l'indépendance des territoires des Comores ne soit pas distribué au moment même où ce projet va être discuté.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° 1734). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4750) : rappelle qu'à ses yeux l'archipel des Comores n'a ni réalité historique ni réalité géographique ; la France, maîtresse de ses décisions, n'a pas à céder aux injonctions de ceux qui ne songent qu'à l'abaisser ; rappelle les conditions dans lesquelles en 1843 Mayotte devenait une parcelle du patrimoine français ; si la France abandonnait Mayotte, sa parole perdrait tout crédit dans les DOM et TOM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4791) : ses amendements n^{os} 10 et 18 ; retirés. **Article 8** (p. 4801) : partage l'opinion de M. Messmer quant à la monstruosité juridique de l'article 8. **Après l'Article 8** (p. 4802) : son amendement n° 17 ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6134) : ses inquiétudes au sujet du plan de relance ; la longueur du délai relatif à l'application des mesures ; (p. 6135) : l'absence d'information en ce qui concerne l'application du plan dans les départements d'outre-mer ; la situation des collectivités locales ; la situation des prix dans les départements d'outre-mer ; le cas des petites et moyennes entreprises ; l'indemnisation du chômage à la Réunion.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6610) : marque son accord sur les objectifs du projet en matière de lutte contre la ségrégation par l'habitat et de transfert au profit des communes des ressources nées des rentes de situation ; montre l'interférence entre les plans d'occupation des sols et les plans d'aménagement rural ; doute que les communes aient les moyens administratifs et financiers de faire jouer le droit de préemption dans les zones d'intervention foncière dans les délais qui éviteront la rétrocession ; l'impérialisme des Domaines ; regrette l'absence de définition des responsabilités respectives de l'Etat et des communes en matière d'urbanisme. **Discussion des articles** [15 octobre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 6898) : sur les amendements n° 401 de M. Lauriol et n° 52 de M. Masson, expose ses observations sur la notion « d'espaces boisés classés à conserver » [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7050) : ses observations sur l'amendement n° 528 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [28 octobre 1975] (p. 7409) : la relance de la construction à la Réunion ; l'effort nécessaire en matière de logement social.

Services du Premier ministre. — Services généraux : fonction publique [3 novembre 1975] (p. 7764) : l'application du travail à mi-temps dans les départements d'outre-mer ; le congé administratif des fonctionnaires de ces départements ; le problème de leurs allocations familiales ; (p. 7765) : réglementer par la loi l'exercice du droit de grève des fonctionnaires.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8258) : mettre en œuvre dans les départements d'outre-mer une politique économique globale ; le coût de la vie à la Réunion et le problème de son industrialisation ; le laxisme pratiqué en matière de commerce ; (p. 8259) : son hostilité au statut départemental ; appliquer le statut départemental de droit commun.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur, débat du 6 novembre 1975. [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] (p. 8325) : les difficul-

tés financières des communes ; l'accroissement des dépenses obligatoires, notamment d'aide sociale ; le retard dans le versement des subventions ; les charges salariales des communes des départements d'outre-mer ; les crédits de ramassage scolaire.

Transports. — III. **Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8417) : libéraliser les vols de charters vers la Réunion et aménager les tarifs vers ce département ; (p. 8418) : moduler les tarifs de fret au profit des produits de grande nécessité ; faire en sorte qu'Air France traite de la même façon les agents métropolitains et les agents réunionnais.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion des articles** [20 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8801) : demande une précision sur l'amendement n° 11 de M. Gerbet.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8965) : estime que beaucoup de catégories professionnelles méritent mieux l'attention du Gouvernement que les détenus ; juge le projet déplacé et ne le votera pas ; sa non-application dans les DOM.

— **Rappel au règlement** [26 novembre 1975] (p. 8974) : article 101 du règlement ; deuxième délibération du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires ; irrecevabilité des amendements du Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant le code électoral en ce qui concerne les départements d'outre-mer** (n° **1982**). **Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9389) : s'étonne des propos tenus par M. Claude Weber relatifs à certaines inscriptions sur les listes électorales dans les départements d'outre-mer ; s'élève contre toute discrimination à l'encontre des électeurs des DOM ; (p. 9390) : la fraude électorale par le truquage des listes ; l'importance de leur établissement sous le contrôle de l'INSEE ; exiger dans les DOM les mêmes pièces d'identité qu'en métropole. **Discussion des articles. Article 5** (p. 9391) : est prêt à retirer son amendement n° 1 défendu par M. Limouzy, rapporteur, s'il est sûr que le contrôle de l'INSEE interviendra très rapidement.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération** (n° **1923**). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2030) : se plaint que les décrets d'application de la loi du 16 décembre 1975 ne soient pas encore publiés ; ses questions relatives à l'application pour les départements d'outre-mer de la circulaire interdisant les rejets directs en mer des affluents urbains et industriels et de l'arrêté de 1975 sur les normes anti-pollution.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2205) : fait remarquer qu'il convient, sans retirer à la canne à sucre de son importance, de développer la polyculture et d'assurer aux producteurs des débouchés suffisamment rémunérateurs en intégrant les DOM dans la communauté européenne ; indique les moyens à même d'assurer le développement de l'exploitation familiale ; appelle de ses vœux une organisation communautaire du marché de l'essence de géranium et une définition communautaire du rhum ; réclame un effort en faveur de l'hydraulique agricole et l'extension aux agriculteurs des DOM de tous les avantages accordés à ceux de la métropole.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration des structures forestières et concernant la tutelle des groupements syndicaux forestiers** (n° **1506**). **Discussion de l'Article unique** [29 avril 1976] (p. 2409) : s'étonne que le projet contienne le mot « tutelle ».

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° **2135**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2403) : constate que le projet comporte des incidences économiques et fiscales ; le cas particulier du département de la Réunion ; (p. 2404) : son amendement tendant à établir une réfaction de l'assiette de la TVA dans les départements de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1991**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 avril 1976]. **Article premier** (p. 2524, 2525) : en réponse aux observations de M. Péronnet sur l'amendement n° 1 de M. Burckel, estime que les examens d'admission à concourir existent déjà et que la possession d'un diplôme n'est pas une garantie de compétence. **Article 2** (p. 2527) : sur le sous-amendement n° 14 du Gouvernement à l'amendement n° 3 de M. Burckel, observe que ce sous-amendement organise une présélection analogue à celle qu'il proposait ; se prononce contre la partie du sous-amendement qui prend en considération les dossiers personnels. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4958) : son amendement n° 7 instituant

les tests de niveau permettant aux personnes qui ne possèdent pas les diplômes nécessaires de se présenter néanmoins aux concours d'accès à la fonction publique ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article premier** (p. 2633) : demande si les médicaments bénéficieront, dans les DOM, du même taux réduit prévu en métropole.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2878) : se demande si l'entreprise française mérite une réforme voire un chambardement ; la place de l'homme dans l'entreprise ; le non-sens que constitue le monopole syndical dans une démocratie ; la participation à la vie des entreprises, affaire de tous les salariés syndiqués ou non ; rendre aux comités d'entreprise leur rôle véritable ; ne pas confondre personnel et syndicat ; souhaite que les chambres de commerce et d'industrie conservent leurs responsabilités actuelles d'intervention et de conseil ; (p. 2879) : modifier le statut des professionnels, syndics et administrateurs, afin que les entreprises soient confiées à des administrateurs compétents en cas de difficulté.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision** (n° **262**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [14 mai 1976]. **Article premier-2** (p. 3096) : sur l'amendement n° 4 présenté par M. Foyer, attire l'attention sur la faculté qu'a toujours l'enregistrement d'opérer un redressement des prix.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code des tribunaux administratifs et donnant force de loi à la partie législative de ce code** (n° **1562**). **Discussion des articles** [14 mai 1976]. **Article 3** (p. 3102) : souligne la différence entre le texte ancien et le texte nouveau concernant la composition des tribunaux administratifs d'outre-mer ; voudrait avoir l'assurance qu'ils comprendront toujours au moins un magistrat de l'ordre judiciaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Première lecture. Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3195) : la grande politique familiale nataliste qu'exigeraient les intérêts supérieurs de la nation ; résister au désir égoïste des couples ; (p. 3196) : la pyramide démographique française ; encourager financièrement les familles ; l'inadéquation du budget aux objectifs de la politique familiale ; les couples voulant avoir un troisième enfant mais n'en ayant pas les moyens ; l'allocation de parent isolé devrait être versée dans les départements d'outre-mer ; ses amendements dans ce sens éliminés par l'article 40 de la Constitution ; lien étroit entre natalité et misère ; (p. 3197) : il n'y a qu'une France, il ne saurait y avoir deux catégories de Français ; la restriction du congé post-natal ; critique de l'article 17 concernant le service militaire ; dégager les moyens nécessaires pour la famille, un des programmes prioritaires du plan. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article premier** (p. 3213) : estime que la réponse de Mme Veil ne lui donne pas entièrement satisfaction. **Article 2** (p. 3217) : sur l'amendement n° 16 de Mme Missoffe, demande s'il y aura des intérêts moratoires en cas de retard. **Explications de vote** [20 mai 1976] (p. 3271) : ne votera pas le projet de loi ; ne votera pas non plus contre le projet de loi ; traduit l'amertume de ses compatriotes devant le comportement du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4790) : le discours du Président de la République au congrès de l'union des associations familiales ; (p. 4791) : protestation contre l'impérialisme de la commission des finances ; demande au président de préciser que des amendements identiques tombent sous le coup de l'article 40 de la Constitution à l'Assemblée nationale et sont déclarés recevables au Sénat ; l'allocation de parent isolé dans les DOM promise par le Président de la République ; le refus de cette extension par le Gouvernement ; l'absence de valeur des arguments invoqués par le ministre en première lecture ; le non-respect de la parité globale ; l'absence d'allocations du FASO ; l'absence de preuves concernant l'extension de la législation métropolitaine aux parents isolés ; l'inégalité de la métropole avec les départements d'outre-mer ; les DOM tenus à l'écart d'une législation généreuse. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Après l'Article 2** (p. 4794) : n'accepte pas l'analyse de Mme Veil sur la structure familiale dans les DOM ; la misère, cause du nombre d'enfants naturels plus élevé qu'en métropole ; estime qu'après l'adoption de l'article 2, l'amendement n° 8 du Gouvernement tombe.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 2** (p. 4060) : propose une modification de forme du dernier alinéa de l'article 2. **Article 5** *nonies* (p. 4065) : pose les problèmes des combats de taureaux et de coqs. **Article 8** (p. 4066) : fait remarquer que l'article 8 est destiné à l'administration. **Article 13** *bis* (p. 4068) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement, rappelle que c'est le département qui octroie les subventions. **Article 15** (p. 4069) : propose une autre rédaction de l'amendement n° 8 de M. Nungesser. **Article**

15 *ter* (p. 4070) : fait observer que la notion de forêts de protection fait partie d'un ensemble et qu'il faut bien préciser les conséquences des modifications apportées au code forestier.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4081) : est déçu par la réduction du texte à deux mesures qui ne sauraient toutefois être rejetées ; le problème du consensus ; l'accessibilité des jeunes aux sentiments de plénitude physique, de responsabilité ; l'orientation de l'information dans ce sens ; le mauvais exemple donné par les adultes ; l'interdiction de fumer dans les lieux publics est conforme à la définition de la liberté.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4617) : la situation à la Réunion ; les progrès réalisés ; les souffrances des couches les plus défavorisées de la population du fait d'un taux d'inflation plus élevé qu'en métropole ; la chute de la part de la production agricole dans les revenus du département ; l'absence de réalisation des objectifs du VI^e^ Plan en matière d'industrialisation ; un chômage chronique et catastrophique ; l'absence de protection sociale des chômeurs ; l'absence de délégation des autorisations de programme et des crédits de paiement promis à la Réunion ; les promesses non tenues concernant la diversification des cultures ; la réduction du coût des transports ; la rationalisation des circuits commerciaux ; le retard des équipements collectifs d'outre-mer ; la faible importance des programmes d'actions prioritaires concernant les départements d'outre-mer ; croit cependant en la bonne volonté du Gouvernement.

— **Intervention sur le rappel au règlement de M. Alain Vivien** [25 juin 1976] (p. 4737) : discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 6** (p. 4739) : aimerait connaître la portée exacte du nouvel article 6 ; souligne le fait qu'à la demande de M. Hamel a été votée une disposition plus restrictive que la première disposition du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [1^er^ juillet 1976] (p. 4998) : visite du ministre du commerce et de l'artisanat à la Réunion pendant la session extraordinaire sans qu'il en ait été informé.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° **2410**). **Discussion des articles** [1^er^ juillet 1976]. **Article premier** (p. 5008) : sur l'amendement n° 1 de M. Bécam, préférerait que soit conservé l'article « la ». **Article 3** (p. 5009) : trouve certaines peines excessivement faibles comparées au profit résultant du pillage des langoustes.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [8 juillet 1976] (p. 5167) : observe qu'aucune collectivité territoriale n'est dénommée DOM ; estime qu'il est à peine nécessaire de prévoir la consultation du conseil général ; (p. 5168) : demande à M. Foyer s'il peut entonner un chant grégorien pour fêter le vote.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7528) : la canne à sucre à la Réunion ; les rhums ; un programme d'action prioritaire pour l'aménagement des hauts de l'île établi par les Réunionnais pour eux-mêmes ; la législation relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ; les charges fiscales, lourd handicap pour l'agriculture.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : fonction publique et formation professionnelle.** — **Services divers** [15 novembre 1976] (p. 7975) : cite *Démocratie française ;* (p. 7976) : la technocratie annihilant tout contrôle parlementaire ; la place du fonctionnaire dans la nation ; revoir les conditions d'avancement dans la fonction publique ; le cadre colonial recréé dans les DOM - TOM ; demande à connaître la date de parution du décret réformant les modalités d'attribution du congé administratif des fonctionnaires en service outre-mer.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8009) : le chômage dans les DOM ; la faiblesse des crédits réservés à la lutte contre le chômage dans les DOM ; (p. 8010) : le nombre des chômeurs ; le prélèvement opéré sur la dotation chômage en Guadeloupe ; les mesures en faveur des jeunes ; l'aide publique ; la migration ; la création d'une antenne locale de l'agence nationale pour l'emploi ; la situation des personnes âgées ; l'allocation spéciale de vieillesse ; les prestations familiales.

Education [17 novembre 1976] (p. 8196) : les problèmes réunionnais ; la démographie explosive ; le manque de débouchés ; les retards scolaires ; les demandes de l'île Maurice et de Madagascar ; le problème de l'enseignement technique ; les retards scolaires importants ; le créole ; les difficultés d'apprentissage

du français ; le français, véhicule obligatoire de l'enseignement et de l'éducation ; le manque drastique de personnel enseignant dans les CET ; les maternelles.

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8381) : le programme commun, un « monument d'inculture » en ce qui concerne les DOM ; les DOM traités dans les relations internationales ; le problème de l'autonomie ; la Réunion convoitée ; le scrutin de Mayotte ; la Corse ; les propos des représentants de l'OUA à l'île Maurice ; (p. 8382) : un département exemplaire au lieu d'une vitrine sur l'océan Indien ; aller jusqu'au bout de l'effort de départementalisation. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 8395) : considère comme normal que le budget de Mayotte relève du secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 6** (p. 8789) : souhaite que les contribuables sollicitant un dégrèvement ne soient pas pénalisés par la majoration de 10 % quand la réponse du comptable public leur parvient après les délais de paiement autorisés. **Après l'Article 10** (p. 8793) : le délit d'ingérence ; nécessité de résoudre le problème. **Article 11** (p. 8794) : propose que soit relevée la somme que le préposé des PTT peut payer à domicile.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8916) : le cas d'espèce du sous-amendement n° 22. **Article 4** (p. 8920) : un texte révolutionnaire ; donner une famille à un enfant ; le troisième alinéa affirmant la priorité de l'intérêt de l'enfant sur les liens du sang.

1977

— **Projet de loi relatif aux bois et forêts du département de la Réunion** (n° **2260**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3266) : le rôle de l'office national des forêts de la Réunion ; l'administration de la moitié du territoire de la Réunion par cet office ; rend hommage à M. Benoist, conservateur des eaux et forêts ; l'inexorable extension du désert ; la mission de l'office national des forêts.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3445) : la législation maritime ; la division de la mer sur le plan du droit en zones séparées ; définir un droit international de la mer ; l'enchevêtrement des compétences ; la création d'un ministère de la mer ; les problèmes de la Réunion ; (p. 3446) : le libre accès des ressources côtières aux Réunionnais ; la formation professionnelle des marins-pêcheurs ; la création d'industries locales de transformation des produits de la mer ; le développement de l'aquaculture ; l'adaptation des cadres législatif et réglementaire ; la résolution des problèmes d'armement et de commercialisation des produits de la pêche ; réserver aux armateurs français les zones de pêche circumvoisines des îles Saint-Paul et Amsterdam ; la surveillance et la protection du domaine maritime français de l'océan Indien ; les ressources de l'océan Indien ; la recherche scientifique ; la protection du littoral.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3622) : la stabilisation des tarifs de fret appliqué aux marchandises transitant vers la Réunion ; l'ordonnance de 1945 sur les prix aux transports entre la métropole et la Réunion ; les articles 85 et 86 du Traité de Rome ; l'absence de texte permettant d'obtenir la répression ; l'entente abusive existant au sein de la conférence traitant les transports maritimes dans l'océan Indien ; la CIMACOREM ; le rétablissement du jeu de la concurrence ; la légalité de la ristourne d'une prime de fidélité.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Discussion générale [12 octobre 1977] (p. 6092) : le déficit budgétaire prévisionnel ; le problème posé par l'évolution des crédits de paiement ; les promesses tenues par le Président de la République lors de sa visite à la Réunion ; (p. 6093) : le projet d'irrigation du périmètre de Cilaos ; la situation des planteurs de canne ; le plan de modernisation de la culture de la canne ; l'aménagement des hauts de la Réunion ; l'application de la réforme du logement aux départements d'outre-mer ; la création d'un CREPS.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débats du 20 octobre 1977 [*J.O.*, Débats du 25 octobre 1977] (p. 6567) : la mise à la charge des communes des frais de fonctionnement des tribunaux ; l'intégration de la police judiciaire au ministère de la justice ; le secret de l'instruction ; l'accession aux postes de magistrats des secrétaires greffiers en chef titulaires d'une licence en droit ; le rôle de l'ARAJUFA ; l'insuffisance du nombre des

agents de probation et de magistrats dans la Réunion ; la prolongation normale des délais de garde à vue ; l'éducation surveillée ; (p. 6570) : les missions de l'ARAJUFA ; ses ressources financières.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6655) : l'exode rural ; la restructuration des terres dans le cadre de la réforme foncière ; l'extension de l'IVD à la Réunion ; l'aménagement de l'environnement ; le classement des hauts du département en zone de rénovation rurale ; l'extension au département de la Réunion de la dotation de première installation ; le financement du plan de modernisation de l'économie sucrière ; le revenu des agriculteurs ; le plan de relance de l'élevage bovin ; le montant des crédits affectés aux communes ; la politique d'aménagement rural de la France.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 27 octobre 1977 [*J.O.*, Débats du 2 novembre 1977] (p. 6852) : le rattachement de certains préfets au secrétariat d'Etat aux départements d'outre-mer ; la situation des agents administratifs supérieurs ; la sécurité ; la globalisation des subventions d'équipement : la tutelle préfectorale ; la mise à disposition des départements d'outre-mer d'un fichier électoral électronique ; (p. 6853) : la participation de l'Etat aux frais supportés par les communes pour l'acquisition d'ambulances ; l'évolution du VRST ; (p. 6855) : la subvention des rapatriés des Comores.

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6922) : la diminution des crédits d'investissement du FIDOM ; le déficit considérable en effectifs de la police nationale ; l'évolution des productions agricoles ; l'élevage ; la question du chômage ; l'action du BUMIDOM ; (p. 6923) : les mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des colons réunionnais de la Sakaye ; l'évolution du SMIC réunionnais.

— Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française (n° **2417**). **Lettre rectificative** (n° **2779**). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8236) : la responsabilité des maires en cas de cataclysme.

— Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer (n° **3213**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8282) : la départementalisation sociale ; le complément familial ; la liaison entre prestations familiales et natalité ; (p. 8283) : l'âge des enfants ouvrant droit à l'attribution du complément familial ; la couverture sociale des petits entrepreneurs, des commerçants et artisans ; la généralisation de l'octroi des prestations familiales ; le montant du complément familial ; la réduction de la période de travail ouvrant droit aux différentes prestations familiales.

— Projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer (n° **3232**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8289) : l'octroi d'une prime pour inciter les femmes à faire procéder à des examens prénataux et postnataux ; la participation des départements au financement des dépenses ; l'aspect sanitaire de la prime octroyée aux femmes attendant un enfant ; les difficultés posées par la natalité ; les actions à entreprendre dans les DOM et à la Réunion en particulier ; l'habitat social ; l'octroi de subventions pour les travaux de voirie et réseaux divers ; le plafonnement de l'allocation de logement ; la disproportion existant entre les allocations postnatales et prénatales ; le faible nombre de crèches.

FONTANET (Joseph)

Député de la Savoie
(2e circonscription)
(UC).

Ministre de l'éducation nationale du 5 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre de l'éducation nationale (Gouvernement de M. Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'éducation nationale (deuxième Gouvernement de M. Messmer), décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de l'éducation nationale (troisième Gouvernement de M. Messmer), décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions

de ministre de l'éducation nationale (troisième Gouvernement Messmer. Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

— **Déclaration sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973].

— **Projet de loi portant réforme de l'enseignement public du second degré** (n° **938**) [2 avril 1974].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'éducation nationale :

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 881, 893) : large concertation nécessaire en vue d'analyser les cas auxquels la loi de 1970 s'applique mal ; étude des aides complémentaires à établir au bénéfice des jeunes après le service militaire ; volonté de l'éducation nationale de donner à la jeunesse les meilleures possiblités de concilier l'obligation du service national et la bonne fin des études ; (p. 896) : le statut libéral de l'éducation nationale.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. d'Aillières** (n° **1441**) : **Apprentissage rural** [15 juin 1973] (p. 2234, 2235) : dispositions transitoires relatives aux cours professionnels polyvalents ruraux ; maisons familiales rurales.

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Juquin : Interventions policières contre les universitaires marseillais** [9 novembre 1973] (p. 5483) : cas du centre de Saint-Jérôme de l'université d'Aix-Marseille.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Pranchère** (n° **2188**) : **Ecoles rurales** [14 décembre 1973] (p. 7073, 7074) : développement de l'enseignement pré-scolaire.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de ministre de l'éducation nationale :

— **Déclaration sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1738) : croissance rapide des effectifs ; explosion scolaire ; accroissement du budget de l'éducation nationale ; problèmes quantitatifs en voie d'être résolus ; problèmes qualitatifs ; inadaptation de l'appareil éducatif ; rénovation de notre politique éducative ; évolution des méthodes d'enseignement ; rapport de la commission Joxe ; influence des moyens audiovisuels ; enseignement de masse ; précocité physiologique des élèves ; réforme du contenu des formations ; problèmes de l'éducation sexuelle ; distinction entre information et éducation; (p. 1739) : rôle éducatif des parents; enseignement public et éducation de la vie affective ; formules facultatives et pluralistes pour les activités éducatives ; réforme des méthodes d'enseignement ; développement du travail indépendant; service de documentation et d'information dans les établissements du second degré; éclatement de la classe traditionnelle; soutien aux élèves en difficulté ; fréquence des redoublements ; égalité des chances ; pédagogie du choix ; capacité d'initiation offerte aux élèves; conception des examens; climat de participation dans les établissements ; division de l'année scolaire en trimestres égaux ; limitation apportée aux dimensions des CES à construire ; évolution du rôle des maîtres ; rencontre des réalités et formation des jeunes ; réformes pédagogiques ; rénovation de la formation des maîtres ; orientation scolaire ; (p. 1740) : inquiétude des jeunes devant leur avenir ; informations sur les débouchés ; rôle de l'ONISEP ; nouveau décret améliorant les procédures d'orientation scolaire ; orientation partie intégrante de l'éducation; conseillers d'information et d'orientation ; DEUG ; formation continue ; relations enseignant-enseigné ; mesures de déconcentration et de décentralisation ; fixation des grandes orientations au niveau national ; insuffisance des moyens dont disposent les fonctionnaires d'autorité aux échelons intermédiaires ; initiative et responsabilité au niveau de l'établissement ; renforcement du rôle et des moyens des chefs d'établissement ; allégement des programmes ; nécessité d'une adhésion effective des enseignants, des familles et de l'opinion ; prochaine enquête nationale sur l'avenir de l'école ; colloque sur les principaux thèmes retenus ; prochain projet de loi d'orientation du second degré ; réformes en cours ; enseignement élémentaire ; redoublement ; égalité des chances ; (p. 1741) : plan de cinq ans pour les écoles maternelles ; évolution de la pédagogie

élémentaire ; expérimentation des méthodes nouvelles ; politique de formation continue des instituteurs ; rénovation du contenu de l'enseignement ; chapitres du projet de loi d'orientation du second degré ; problème pédagogique ; premier cycle ; scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; démocratisation ; formation générale de base ; différenciation des voies d'accès à cette formation ; pédagogie de soutien ; enseignement alterné ; préparation professionnelle ; revalorisation de l'enseignement technique ; second cycle ; gamme d'options permettant une plus large initiative ; autonomie des établissements ; formation des responsables ; accroissement de la responsabilité ; recrutement et formation des maîtres ; formation pédagogique ; stages ; centres de formation des maîtres ; inconvénients du CAPES ; facilités de réorientation; formation continue des maîtres; caractère de masse des enseignements supérieurs, universités et grandes écoles ; insertion des universités dans leur région ; conditions d'association des conseils régionaux à l'orientation des enseignements et à l'affectation des ressources des universités ; (p. 1742) : procédure d'attribution des crédits en fonction de programmes de développement des activités de recherche ; cellules d'information et orientation des étudiants; mesures en faveur de l'orientation des élèves du second degré vers les enseignements supérieurs ; orientation facilitée par la création du DEUG ; aide aux familles ; gratuité des transports scolaires des livres et des fournitures ; mesures applicables à la classe de sixième dans le budget de 1974 ; régime des bourses ; politique de prêts aux étudiants ; personnels de l'éducation nationale ; moyens de leur mission ; mesures indiciaires ou indemnitaires intervenues pour plusieurs catégories de personnels ; emplois et crédits ; augmentation des besoins quantitatifs ; ses préoccupations quant à la participation des actifs aux charges d'équipement collectif et de solidarité ; son souci de voir la part des équipements et services collectifs et de la solidarité croître davantage que celle des consommations individuelles, effort budgétaire et fiscal ; risque paradoxal de compromettre les objectifs essentiels du plan dans une conjoncture de croissance exceptionnelle ; retour au calme dans les lycées ; (p. 1743) : défense des libertés scolaires ; traditions de l'école publique ; [6 juin 1973] (p. 1834) : ses réponses aux orateurs ; concordance de vues sur la rénovation pédagogique de notre système d'enseignement ; réforme du contenu des programmes ; ouverture de l'école sur la vie ; expérimentation de l'enseignement économique et social ; ses résultats excellents ; effort parallèle d'allégement des programmes ; développement du travail indépendant ; son exigence d'autodiscipline et de volonté ; pédagogie de choix ; limitation et cohérence des options offertes ; coût de cette réforme ; nécessité d'un accroissement des moyens budgétaires mis à la disposition de l'éducation nationale ; sa réponse aux propos de M. Soustelle sur le développement de la recherche dans le domaine des sciences humaines; (p. 1835): sa décision d'accroître les moyens propres à développer les secteurs de l'activité scientifique ; développement de la participation ; collaboration des maîtres et des parents ; attitude des parents à l'égard de l'école ; responsabilité nécessaire des chefs d'établissements ; acceptation d'une règle de vie collective ; charte commune de l'école ; non-introduction des polémiques et des prosélytismes du dehors ; sa volonté de développer l'enseignement technologique ; enseignement alterné ; étude de ce problème avec M. Royer, ministre du commerce et de l'artisanat ; égalité des chances et réduction des inégalités sociales ; généralisation de l'accueil en maternelle dans les cinq ans ; importance des classes pré-élémentaires; caractère universel des inégalités constatées au niveau de l'enseignement supérieur ; statistiques relatives à l'enseignement supérieur en Hongrie ; progrès réalisés en France en ce qui concerne l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur aux enfants issus des familles de condition modeste ; (p. 1836) : actions en cours en milieu rural ; nomination de professeurs certifiés dans 130 CEG ruraux ; efforts accomplis en faveur des écoles maternelles ; amélioration des transports scolaires; système des bourses; utilisation complète des crédits ; relèvement du montant des bourses ; extension de la part supplémentaire ; cas des élèves des établissements techniques privés; recours devant le Conseil d'Etat; disposition nouvelle permettant de corriger certaines conséquences parfois inéquitables de l'application du barème actuel des bourses ; réservation de 6 % du montant des bourses nouvelles afin de les attribuer sur proposition des chefs d'établissement ; mise en œuvre de la gratuité d'accès à l'enseignement obligatoire ; caractère progressif de l'application du programme de Provins ; gratuité des livres et des fournitures pour la classe de sixième dès le budget de 1974 ; décret réorganisant la passation des marchés dans le domaine des transports scolaires ; normalisation des prix de ces transports ; résorption des disparités observées sur l'ensemble du territoire ; taux de répartition des charges relatives aux transports scolaires ; variabilité de l'effort consenti selon les régions par les collectivités locales commission créée par l'assemblée; des présidents de conseils généraux pour étudier une harmonisation ; nécessité de la prise en charge complète par la collectivité des charges incombant actuellement aux familles ; (p. 1837) : situation de l'enseignement privé ; sa demande d'une session interministérielle consacrée à ce problème ; situation des auxiliaires ; mesures prises pour parvenir à des solutions réalistes de nature à garantir la stabilité

de l'emploi ; nécessité de respecter les intérêts légitimes des étudiants qui se destinent à l'enseignement ; suppression à terme de l'auxiliariat ; circulaire du 27 mars 1973 prévoyant le remplacement des instituteurs indisponibles par des titulaires ; projets de centres de formation des maîtres du second degré ; statut des professeurs certifiés ; sécurité dans les constructions scolaires ; condition de remise en service du CES Edouard-Pailleron; déroulement de l'instruction ouverte; soumission des derniers types de constructions industrialisées à la commission centrale de sécurité ; parc supplémentaire de classes mobiles ; retards dus aux mesures de déconcentration ; accélération du rythme de nationalisation des établissements ; nationalisation de 600 établissements par an à compter de 1974 ; condition de réalisation de ce transfert de charges suggestion de M. Seitlinger de nationaliser simultanément tous les établissements, la prise en charge par l'Etat étant progressive ; ses réserves quant à cette proposition ; (p. 1838) : nécessité de faire renaître la confiance, problème de moyens ; manière dont les enseignants pourront remplir leur mission ; son hommage à leur compétence et à leur dévouement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2037) : inadaptation de l'ancien régime des sursis ; allongement des études ; difficultés d'application du dispositif de la loi de 1970 ; large marge d'options accordée par le nouveau texte ; interruption des études ; inconvénients du service militaire tardif ; coupure préjudiciable entre les études et la recherche du premier emploi ; complexité de l'insertion dans la vie active pour les diplômés d'études supérieures ; responsabilité des universités et des écoles dans l'orientation professionnelle et le placement des étudiants ; avantages de l'interruption des études ; durée des différents cycles d'études ; avantages des nouvelles dispositions ; (p. 2038) : conséquences sur les bacheliers ; fixation de la durée des cycles par voie réglementaire ; conditions de poursuite des études après l'interruption occasionnée par le service national ; neutralisation de l'année du service national ; aide complémentaire pour des raisons familiales ou sociales en faveur des boursiers de l'enseignement supérieur ; majoration de 50 % du montant de leur bourse ; bonification d'un échelon de la grille des bourses pour les années ultérieures ; possibilité de maintien exceptionnel de la bourse en cas de redoublement de l'année de reprise des études ; mise au point d'un système de prêts aux étudiants selon des critères sociaux ; facilités accordées pour le logement dans les cités universitaires ; inopportunité d'une réglementation nationale dans ce domaine ; autonomie des centres régionaux des œuvres universitaires ; modification de l'arrêté ministériel régissant cette matière ; majoration des bourses dès la rentrée de 1973. **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Article 2** (p. 2081) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Villon (report supplémentaire d'incorporation dans la limite des deux années scolaires ou universitaires ; (p. 2083) : modalités d'établissement de la liste des cycles ouvrant droit au report d'incorporation. **Après l'Article 2** (p. 2096) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Chinaud (changement de la durée des cycles et report supplémentaire d'incorporation) ; (p. 2099) : s'oppose à l'amendement de M. Chinaud (accomplissement du service national avant la scolarité pour les jeunes admis au concours d'entrée dans une école). **Article 6** (p. 2104) : ses observations sur l'amendement de M. Chinaud (avantages accordés aux étudiants au retour du service).

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5632) : son analyse des crédits budgétaires ; moyens affectés à la solution des problèmes d'accueil posés à l'éducation nationale ; développement des écoles maternelles ; ses observations sur les créations d'emplois ; amélioration de la procédure de création et de répartition des emplois pour l'accueil des élèves et des étudiants ; répartition des postes ; mesures qualitatives de rénovation de l'organisation de l'enseignement et de la pédagogie ; programme de Provins ; maternelles ; nationalisations des CEG et des CES ; gratuité ; (p. 5633) : gratuité et bourses ; allocation de rentrée ; transports scolaires ; manuels scolaires ; crédit affecté au financement de la gratuité totale en sixième ; amendement du Gouvernement à cet effet; régime des bourses; aide sociale à l'enseignement supérieur ; nationalisations d'établissements du premier cycle du second degré; respect des promesses de Provins; adaptation de la pédagogie et du système éducatif dans son ensemble ; classes pré-professionnelles de niveau ; (p. 5634) : dispositions de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; ses propos à l'adresse des enseignants au sujet de ces innovations ; enseignement technologique ; services de documentation et d'information ; recommandations du rapport Joxe ; statut des chefs d'établissement ; enseignement des langues étrangères ; crédits de fonctionnement des universités ; CNRS ; (p. 5635) : situation du corps enseignant ; mesures indiciaires ; formation ; amélioration de l'orientation scolaire ; lutte pour la diminution des redoublements ; réforme du second degré ; consultation nationale préalable ; [14 novembre 1973] (p. 5689) : répond aux

orateurs ; (p. 5690) : sa réponse à M. Juquin sur les propositions respectives du budget de l'éducation nationale dans divers pays par rapport au produit national brut ; sa réponse à M. Zeller sur les efforts financiers consentis en faveur de l'éducation nationale ; sa réponse à M. Juquin sur les programmes généraux d'action établis par les services du ministère de l'éducation nationale ; (p. 5691) : sa réponse à M. Rossi sur la situation des enseignants, à M. Aumont sur la situation des professeurs techniques adjoints des lycées, à MM. Hausherr, Sprauer, Briane, Cabanel, Ligot et Juquin sur la situation des maîtres auxiliaires ; (p. 5692) : expose les problèmes de l'auxiliariat ; sa réponse à M. Senès sur l'application de la loi Roustan aux personnels enseignants ; sa réponse à MM. Crespin, Carpentier et Kiffer sur l'enseignement technologique court ; (p. 5693) : sa réponse à M. Claude Weber sur les retards scolaires, à M. Gissinger sur ses suggestions, à MM. Ligot et Briane sur la décentralisation de l'éducation nationale, à M. Mermaz sur la réforme du premier cycle de l'enseignement supérieur ; sa réponse au sujet du problème des étudiants en médecine ; ses propos à l'adresse de M. Juquin (information des enseignants sur les déclarations du ministre) ; (p. 5694) ; sa réponse à M. Kiffer sur l'université de Metz, à M. Mermaz sur les bibliothèques universitaires, et sur la bibliothèque de Grenoble, à M. Gilbert Faure sur la gratuité, à MM. Mario Bénard et de Poulpiquet sur le problème des bourses ; (p. 5695) : sa réponse à M. Antoine Caill sur le système des prêts, à M. Cressard sur la gratuité dans l'enseignement privé, à M. Bas sur les relations entre le ministère et les éditeurs, à M. Mario Bénard sur les transports scolaires et sur les nationalisations d'établissements ; sa réponse à MM. Ollivro, Le Pensec et Bécam sur le problème des langues régionales ; (p. 5696) : sa réponse à MM. Zeller, Seitlinger et Ehm sur l'enseignement de l'allemand dans les départements alsaciens ; efforts accomplis en faveur de l'éducation nationale. **Etat B - Titre III** (p. 5697) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de MM. Papon et Mario Bénard tendant à une réduction des crédits de ce titre ; rappelle la création de 450 postes de surveillant et de maître d'internat ; ses arguments contre l'amendement de M. Gilbert Faure tendant à une réduction des crédits de ce titre ; études en cours sur le devenir des INSA ; (p. 5698) : sa réponse à M. Mario Bénard sur les crédits du collectif budgétaire. **Etat B - Titre IV** (p. 5699) : s'oppose à l'amendement de M. Mexandeau tendant à une réduction des crédits de ce titre 2; loi Debré et fin de la querelle scolaire.

FORENS (André)

Député de la Vendée
(2e circonscription)
(UC puis NI puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

N'appartient à aucun groupe [10 juillet 1974] (p. 3489).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [8 octobre 1974] (p. 4871).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Est élu juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1974] (p. 1494).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune : « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Cesse d'appartenir à cette commission [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1977] (p. 1554).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à **l'attribution de congés aux parents adoptifs** (n° **1001**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 717) autorisant la ratification de la convention sur la **légitimation par mariage,** ouverte à la signature, à Rome, le 10 septembre 1970, signée par la France à cette même date (n° **1083**) [25 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1583) autorisant l'approbation de la **convention de coopération en matière judiciaire** entre la **République française** et la **République populaire du Congo,** signée à Brazzaville le 1er janvier 1974 (n° **1610**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1584) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération technique** en matière de formation de cadres et d'équipement de l'armée populaire nationale conclu entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Congo,** ensemble son annexe, signés à Brazzaville le 1er janvier 1974 (n° **1611**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1586) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de marine marchande** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Congo,** signé à Brazzaville le 1er janvier 1974 (n° **1613**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1585) autorisant l'approbation de la **convention relative au concours en personnel** apporté par la **République française** à la **République populaire du Congo,** ensemble son annexe, signée à Brazzaville le 1er janvier 1974 (n° **1612**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2813) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République Unie du Cameroun,** relative à **la circulation des personnes,** signée à Yaoundé le 26 juin 1976 (n° **2967**) [8 juin 1977].

— **Proposition de loi** relative à la protection des **eaux souterraines** (n° **3319**) [14 décembre 1977].

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la légitimation par mariage** (n° **717**), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3193) : son rapport écrit comporte des études comparatives ; importance de la convention signée à Rome le 10 septembre 1970 ; interroge le secrétaire d'Etat sur l'application des dispositions conventionnelles dans les départements d'outre-mer ; la législation française va sensiblement plus loin que les dispositions prévues par la convention.

— **Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord** (n° **943**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3199) : déplore les conditions dans lesquelles se déroule le débat ; ses observations relatives à la définition de l'unité combattante.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7164) : en dépit du courage du ministre ne pourra voter le texte ; il n'est pas possible d'opposer la femme et l'enfant ; la détresse et l'angoisse ; le droit à l'avortement est surtout réclamé par les femmes sans enfants ; (p. 7165) : les dangers pour la natalité française.

1975

— **Projet de loi,** adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la **convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République du Congo** (n° 1585), rapporteur. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2400) : volonté d'accentuation de l'indépendance nationale des Etats africains ; le Cameroun : recherche d'un Etat authentiquement socialiste ; (p. 2401) : rapports étroits et confiants entre la France et le Congo ; les négociations entre M. Ganao et M. Deniau ; la matière des nouveaux accords ; l'institution d'une commission mixte permanente ; la convention de coopération en matière judiciaire ; l'accord de coopération technique en matière de formation des cadres et d'équipement de l'armée populaire nationale ; l'abandon de la notion d'accord de défense ; la convention relative au concours en personnel ; (p. 2402) : l'accord de coopération en matière de marine marchande ; la clause de l'assimilation des deux pavillons ; les réactions des marins français ; l'arrêt du 4 avril 1974 de la cour de justice.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3312) : la quasi-impossibilité de maîtriser le problème du divorce ; sa dimension sociologique ; les grandes étapes de la législation du divorce ; la trop grande rigidité du droit actuel face à l'évolution des mœurs ; l'impossibilité de rejeter le divorce par consentement mutuel ; le mérite du projet qui en appelle à la responsabilité des conjoints ; les incidences du divorce sur l'enfant ; (p. 3313) : introduire en matière de divorce une fin de non-recevoir fondée sur la durée minimum du mariage ; donner au juge les moyens de vérifier les dires des parties ; l'impossible dé-dramatisation du divorce ; la culpabilité de l'homme en matière

de divorce ; ne pas abandonner le plus faible ; l'incitation au concubinage préparatoire qui résulte du divorce prononcé après une séparation de fait de six années ; le cas douloureux de l'aliénation mentale ; (p. 3314) : l'absence de garantie quant à la constatation de la grave altération des facultés mentales ; le refus du droit soviétique d'accorder le divorce lorsque l'intérêt des enfants engage le maintien du mariage ; le projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires ; la conjugaison du droit de divorce avec la législation sur la famille, fondement de la société ; développer notre politique familiale ; l'attente du Parlement du dépôt d'un projet de loi cadre relatif à la politique familiale. **Discussion des articles : Article premier : Article 237 du code civil** [29 mai 1975] (p. 3379) : son amendement n° 81 : supprimer l'article ; réservé. **Article 248-1 du code civil** (p. 3387) : son amendement n° 87 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 237 du code civil** [3 juin 1975] (p. 3496) : son amendement n° 81 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 238 du code civil :** (p. 3502) : son amendement n° 82 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 241 du code civil :** (p. 3523) : son amendement n° 212 : supprimer l'article ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9519) : sur l'article 17 du projet : n'admet pas que le Gouvernement fixe par décret le plafond de ressources pour bénéficier de l'aide judiciaire ; l'ampleur du crédit tendant à combler le déficit des transports terrestres ; (p. 9520) : le terme mis à la politique de fermeture de lignes ferroviaires ; souhaite que le Gouvernement fasse tout pour rétablir les lignes ferroviaires fermées afin de rompre l'isolement des communes rurales.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2046) : considère indispensable qu'il soit mis fin à des entreprises à courte vue qui compromettent la survie de l'humanité ; l'évolution des esprits dont le projet est le témoignage ; les répercussions heureuses qu'a eu, dans le département de la Vendée, la création du ministère de la qualité de la vie ; (p. 2047) : appelle l'attention sur le problème que posent les pinèdes dans son département ; la responsabilité de l'homme vis-à-vis des générations futures dans le domaine du capital biologique de son environnement ; se félicite du dépôt du projet de loi ; aurait souhaité que celui-ci soit précédé d'un préambule ; estime nécessaire d'affirmer qu'il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du patrimoine naturel ; (p. 2048) : demande que soit réglé le problème des emprunts contractés par la collectivité locale pour les opérations de protection de la nature. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 13** (p. 2085) : son amendement n° 6 défendu par M. Mesmin. **Après l'Article 13** (p. 2086) : son amendement n° 7 : devenu sans objet. **Après l'Article 24** (p. 2092) : son amendement n° 8 : devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7471) : la politique de l'environnement indispensable à la survie de l'humanité ; le problème des parcs naturels régionaux ; un véritable service public ; les quinze parcs créés ; les cinq parcs à l'étude ; la réduction des inégalités écologiques ; les crédits de fonctionnement ; le FIANE ; (p. 7472) : les parcs nationaux ambitieux mais réalistes ; une augmentation de crédits d'investissement fictive.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6436, 6437) : les parcs naturels régionaux ; la nécessité de réduire les inégalités écologiques ; la mise en place d'une véritable politique de l'environnement ; le montant global des crédits du département de l'environnement ; les études d'impact ; l'efficacité des ateliers régionaux de l'environnement ; la création d'une ligne budgétaire spéciale pour le fonctionnement des parcs régionaux ; la progression des crédits en faveur des parcs naturels régionaux ; le plafonnement des subventions de fonctionnement ; la réalité du montant des investissements programmés dans le projet de budget; l'amendement de la commission relatif à la participation de la France à la recherche scientifique avec les pays riverains de la Méditerranée ; le cadre de la politique gouvernementale en matière de parcs naturels régionaux ; la nécessité et le rôle du ministère de l'environnement.

FORNI (Raymond)

Député du Territoire de Belfort
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1976] (p. 1272), [2 avril 1977] (p. 1458).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [12 septembre 1975] (p. 6256).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [12 septembre 1975] (p. 6256) ; [2 avril 1976] (p. 1278) ; [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'assemblée consultative du conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune ; (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues ; (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés (*J.O.* du 17 janvier 1976, p. 498) [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judicaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre suppléant de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 853) autorisant l'approbation de la **convention tendant à éliminer les doubles impositions** et à rétablir des règles d'assitance mutuelle administrative en matière fiscale entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque,** signée à Paris le 1er juin 1973 (n° **1291**) [14 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1272), adopté par le Sénat, autorisant la **ratification du protocole additionnel** à la **convention revisée pour la navigation du Rhin** du 17 octobre 1868, signé à Strasbourg le 25 octobre 1972 (n° **1303**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** portant réforme de la profession d'**avocat** (n° **1664**) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi** portant **nationalisation du musée automobile Schlumpf** (n° **2852**) [4 mai 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Fonctionnement de la justice** [6 novembre 1974] (p. 5935) : suspension d'un juge d'instruction à Lille.

— **Agissements de policiers espagnols sur le territoire français** [4 juin 1975] (p. 3654).

— **Requête en révision présentée par un condamné** [14 avril 1976] (p. 1712) : la requête en révision émanant de Roland Agret.

— **Liberté d'opinion des fonctionnaires** [12 mai 1976] (p. 2924) : la chasse aux sorcières se développant dans l'administration, notamment au ministère de la justice.

— **Situation fiscale du groupe Dassault** [20 octobre 1976] (p. 6774) : les facilités accordées par le Gouvernement à M. Marcel Dassault ; le renforcement nécessaire des règles concernant les incompatibilités parlementaires.

— **Indemnités de sécheresse** [10 novembre 1976] (p. 7883) : règlement des indemnités de sécheresse en Corrèze.

— **Conditions d'établissement de l'ordre du jour** [25 mai 1977] (p. 2997) ; disposi-

tions envisagées par le Gouvernement pour améliorer les méthodes du travail législatif.

— **Situation de l'emploi à la société Montefibre** [5 octobre 1977] (p. 5839) : inefficacité de la politique de l'emploi du Gouvernement.

— **Familles de travailleurs immigrés** [26 octobre 1977] (p. 6644) : mesures restrictives à l'immigration des familles.

— **Suspension de fonctions d'un magistrat et rattachement administratif du ministère public** [30 novembre 1977] (p. 8048, 8049) : situation de Mlle Monique Guémann, premier substitut au tribunal de Draguignan et vice-président du syndicat de la magistrature ; inquiétude du monde judiciaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5136) : insuffisance et carence du budget ; insuffisance des réformes ; maniement de la justice à des fins politiques ; ses réserves sur le coût de la construction du palais de justice de Créteil ; processus de démantèlement de l'école nationale de la magistrature ; caractère illusoire de la formation permanente des magistrats ; création de postes de fonctionnaires de justice et ses limites ; (p. 5137) : projet d'école nationale de secrétariats-greffes ; situation des prisons ; mutineries et émeutes ; suicides ; sa mise en cause de la politique pénitentiaire et de l'approche de la délinquance et des moyens de la prévenir ; formation du personnel pénitentiaire et mesures à prendre quant au régime des détenus ; stagnation persistante des crédits de l'éducation surveillée ; souhaite un travail de réflexion et des réformes en profondeur ; attitude de la majorité à l'égard de la jeunesse ; notion de rentabilité introduite dans le budget ; privatisation d'une partie de l'éducation surveillée ; carcan judiciaire blessant un certain nombre de nos concitoyens ; divorce par consentement mutuel ; ses critiques à l'égard du budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme** (n° **743**). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7267) : caractère d'actualité de la convention ; hommage rendu au professeur René Cassin ; vœux émis par le Conseil de l'Europe ; ses inquiétudes quant aux réserves et aux restrictions émises par le Gouvernement ; ses observations sur la garde à vue ; demande la réforme de cet outil d'investigation ; ses observations sur les droits de la défense : « caractère irréparable de l'enquête préliminaire qui exclut sans aucune justification le défenseur » ; ses observations sur la détention préventive ; souhaite qu'aboutisse le projet de limitation à six mois du délai maximum de détention préventive ; réserves émises par le gouvernement français ; règles de discipline militaire ; liberté d'utilisation de l'ORTF ; s'interroge sur le caractère véritablement libéral de l'ORTF ; sa réserve sur le droit valable en temps de crise au regard des dispositions de l'article 15 de la convention ; (p. 7268) : article 16 de la Constitution et convention européenne des droits de l'homme ; exclusion de la Grèce du Conseil de l'Europe ; sa réserve sur le refus d'adhérer à la clause facultative de requête individuelle prévue à l'article 25 de la convention ; réfute les raisons invoquées par le Gouvernement pour justifier ce refus ; ordre public communautaire et modifications à apporter à notre constitution et à certaines de nos lois ; suppression de l'article 16 et de la Cour de sûreté de l'Etat.

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**) [17 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5175) : qualifie le projet de « référendum des oubliés » ; la médiocrité de la situation économique des Comores ; la mise en œuvre du principe d'auto-détermination ne doit pas entrer en concurrence avec les préoccupations stratégiques ; le truquage éhonté des listes ; les autres irrégularités électorales constituées lors du scrutin présidentiel ; (p. 5185) : souligne le rôle joué par M. Ahmed Abdallah dans le commerce du riz. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5198) : son amendement n° 8 rectifié : délai d'élection d'une assemblée constituante ; repoussé. **Article 4** (p. 5200) : son amendement n° 9 : organisation des garanties du scrutin ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice [14 novembre 1974] (p. 6415) : le décalage entre les promesses de réforme et les pauvres perspectives offertes par ce budget ; le pouvoir contrôle l'ensemble du processus pénal ; les rapports ambigus de la justice et de l'argent ; (p. 6416) : la répression des magistrats syndiqués ; les dangers d'abus présentés par l'intervention des syndics et administrateurs judiciaires ; la réforme de la situation post-pénale du détenu.

Coopération [18 novembre 1974] (p. 6519) : la diminution du budget ; l'aide publique par rapport au produit national brut ; la zone franc ; l'aide à l'Algérie ; la solidarité avec le

Tiers-Monde ; la sélectivité de l'aide ; l'aide publique en fonction du produit national brut des pays aidés ; le chemin de fer de la Haute-Volta ; le coup d'état au Niger ; (p. 6620) : l'approvisionnement en uranium nigérien ; la famine mondiale ; la coopération conçue en fonction des intérêts des grandes sociétés ; une politique impérialiste et néo-colonialiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque** (n° **853**), rapporteur. **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6982) : le projet de loi tend à ratifier la convention fiscale franco-tchécoslovaque signée à Paris le 1er juin 1973 ; cette convention est la première conclue entre la France et un pays de l'Europe de l'Est ; analyse les relations économiques entre les deux pays ; la commission a donné un avis favorable à l'adoption du projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention pour la navigation sur le Rhin** (n° **1272**), rapporteur. **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6985) : fait l'historique des accords réglementant la navigation sur le Rhin, en particulier la convention de Mannheim de 1868, et analyse le protocole additionnel à cette convention signée à Strasbourg le 25 octobre 1972 ; (p. 6986) : la commission des affaires étrangères a adopté à l'unanimité le projet de loi tendant à ratifier ce protocole.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7013) : fait remarquer l'absence du garde des sceaux ; [27 novembre 1974] (p. 7089) : le ministre a pour une fois besoin de l'opposition ; certaines prises de position du clergé montrent combien les fidèles échappent à l'Eglise ; (p. 7090) : l'ordre national des médecins est isolé ; conteste le précédent d'une loi de transition ; l'information nécessaire.

1975

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 2092) : son amendement n° 45 : assistance d'un avocat dès la première comparution ; adopté ; son amendement n° 46 : communication de l'inculpé avec son conseil après la mise en détention ; repoussé. **Article premier** (p. 2093) : son amendement n° 47 : détention fixée à un maximum de six mois ; prolongation de deux mois en cas d'investigations à l'étranger ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 2096) : son amendement n° 48 : fixer la durée de la détention à douze mois en matière criminelle ; éviter les abus ; empêcher les multi-récidivistes de bénéficier du régime plus favorable de la détention préventive ; accélérer le cours de la justice ; ne pas libérer automatiquement les grands criminels ; repoussé. **Article 2** (p. 2097) : son amendement n° 49 : substituer aux mots « quatre mois » les mots « deux mois » ; repoussé. **Après l'Article 3** : son amendement n° 50 : force exécutoire du mandat d'arrêt limité à quinze jours ; repoussé; son amendement n° 51 : effet non suspensif de l'appel du ministère public ; repoussé ; (p. 2098) : son amendement n° 52 : arrêt rendu en audience publique ; repoussé ; son amendement n° 53 : fin des effets de l'ordonnance à expiration d'un délai de trois mois ; accélérer la procédure ; accepter de repousser le délai à quatre mois ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'assurance maladie et maternité des détenus et de leur famille** (n° **1485**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3089) : « la politique à la petite semaine du Gouvernement » ; (p. 3090) : une société incapable de prendre en charge les troupes marginales de la délinquance ; la reprise en main du Gouvernement face à l'inquiétude des esprits ; insatisfaction du système sanitaire des prisons ; un texte « squelettique » ; verser les indemnités journalières d'assurance maladie aux détenus ; le risque de voir une dislocation de la cellule familiale en cas d'application stricte du délai d'un an ; l'aggravation du déficit des caisses d'assurance maladie ; la nécessaire revalorisation du travail pénal ; (p. 3091) : sa réponse au Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4092) : un projet incomplet, partiel et illogique ; (p. 4093) : l'encombrement des parquets ; un projet qui souffre de certaines carences de la réforme du divorce ; la faiblesse générale des rémunérations des femmes ; les propositions du parti socialiste ; éviter la confusion des pouvoirs et accélérer le cours de la procédure ; créer un fonds de solidarité ; (p. 4094) : restaurer la responsabilité individuelle à travers la disparition de la sanction et de la faute en matière de divorce ; (p. 4094) : sa réponse à Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat ; supprimer l'intervention du procureur de la République. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4095) : son amendement n° 15 : institution d'un fonds de garantie ; repoussé. **Article 2** (p. 4097) : son amendement n° 16 : confier la saisine de l'autorité administrative au greffier et non au procureur de la République ; estime que les procureurs de la République sont peu favo-

rables au rôle que le Gouvernement entend leur faire remplir ; (p. 4097, 4098) : insiste à nouveau pour l'adoption de son amendement n° 16 ; adopté ; (p. 4098) : ses observations sur les amendements n^os^ 5 et 6 de M. Krieg ; (p. 4099) : apporte son soutien au désir de M. Fanton de voir supprimer le dernier alinéa de l'article 2. **Article 3** (p. 4100) : retire son amendement n° 17. **Article 9** (p. 4101) : s'élève contre l'amendement n° 38 de M. Hamel tendant à l'inscription de la dette de pension alimentaire sur le casier judicaire. **Deuxième délibération : Article premier A** (nouveau) (p. 4106) : s'élève contre la demande du Gouvernement tendant à un même vote sur la suppression de l'article premier A nouveau et sur l'ensemble du texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1652**). **Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article 6** (p. 4181) : son intervention sur l'amendement n° 19 de M. Briane. **Article 7** (p. 4182) : son amendement n° 2 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 7 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7593) : les zones d'influence française en Afrique noire maintenues grâce à la coopération ; l'excellente affaire que constitue pour certains le maintien de la zone franc ; l'aide apportée aux pays qui en ont le moins besoin ; l'insuffisance des crédits inscrits au budget ; l'insuffisance des effectifs ; (p. 7594) : s'orienter vers une nouvelle politique de coopération ; le problème des accords militaires ; l'exemple du Tchad ; réorienter la coopération vers l'aide aux masses rurales ; développer l'aide multilatérale ; l'affaire Claustre et la responsabilité du Gouvernement ; (p. 7598) : ses observations sur les réponses apportées par M. Abelin, ministre de la coopération.

Justice [17 novembre 1975] (p. 8473) : déclare qu'il existe incontestablement deux justices ; l'auteur d'un petit vol va plus facilement en prison que le promoteur escroc ; en rétrécissant chaque année, le budget de la justice devient une simple annexe de celui de la police ; dans une France socialiste, la justice aurait pour rôle de parvenir à une régulation des conflits entre les individus et les groupes ; commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (réunion ouverte à tous les membres de l'Assemblée nationale) ; débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits budgétaires [12 novembre 1975]. Annexe à la deuxième séance du 17 novembre 1975 ; (p. 8523) : interroge le garde des sceaux sur la procédure pénale en cours à l'encontre de M. Bailly, ex-secrétaire d'Etat au commerce.

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8692) : ses observations sur les conditions de rachat des actions de *l'Est républicain.*

— **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse des détenus** (n° **872**). **Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article 5** (p. 8920) : demande que, pour la mise en application du texte, la date du 1^er^ juillet 1976 soit retenue, ce qui permettrait de gagner six mois.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi,** et modifiant l'article L 351-4 du code du travail. **Discussion de l'article unique** [9 décembre 1975] : **Article unique** (p. 9508) : estime que l'allocation de chômage doit être accordée à tous les détenus libérés ; fait observer que l'administration pénitentiaire qui perçoit 100 millions de francs au titre du travail fourni par les détenus pourrait financer une allocation plus substantielle et mieux adaptée aux problèmes à résoudre. **Explications de vote :** (p. 9510) : le groupe socialiste votera le texte.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1820, 1821) : un texte incohérent, impuissant et inutile ; l'absence d'harmonisation avec le projet de loi sur l'urbanisme et le projet sur la protection de la nature et de l'environnement ; la solution qui aurait consisté à déposer une proposition tendant à organiser le cadre de vie du citoyen ; la timidité des dispositions proposées ; l'inapplication du texte du fait de l'insuffisance des moyens nécessaires aux services des installations classées ; (p. 1822) : la demande du parti socialiste relative à la création immédiate de 500 postes d'inspecteur. **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 1831) : apporte son soutien à l'amendement n° 45 de M. Garcin. **Article 2** (p. 1832) : son amendement n° 65 : inclusion dans le champ d'application de la loi des établissements comportant au moins une installation soumise à autorisation ; repoussé. **Article 6** (p. 1836) : son amendement n° 66 : définition des conditions devant être réunies pour qu'un dossier d'autorisation soumis à l'autorité administrative soit recevable ; recherche en accord avec M. Paul Granet, secrétaire d'Etat, une solution transactionnelle permettant de donner satisfaction à ceux qui voient dans l'existence légale d'un dossier d'impact une garantie pour les administrations compétentes ; (p. 1837) : son amendement n° 66 devenu sous-amendement n° 113 à

l'amendement n° 14 de M. Charles Bignon ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 1839) : se rallie à la suppression de l'article 8 *bis*. **Article 13** (p. 1843) : son amendement n° 108 : modification rédactionnelle de l'article ; adopté ; son amendement n° 69 : inclusion parmi les tiers intéressés des personnes morales; adopté; (p. 1844) : son amendement n° 107 : conséquence de l'amendement n° 108 ; adopté ; (p. 1845) : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Delong. **Article 17** (p. 1848) : son amendement n° 70 devenu sans objet ; sa question au gouvernement sur les établissements industriels à caractère agricole. **Article 25** (p. 1852) : se rallie à l'amendement n° 39 de M. Charles Bignon. **Titre** (p. 1855) : défend l'amendement n° 112 de M. Laurissergues devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 64 de M. Claudius-Petit.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2950) : la nécessité d'une réforme de l'entreprise échappant à la logique capitaliste ; la classe ouvrière qui peut seule combattre les accidents du travail ; des infractions rarement sanctionnées ; des inspecteurs du travail dépassés par l'ampleur de leur tâche ; la crainte de l'appareil judiciaire vis-à-vis du patronat ; le problème de la responsabilité ; la responsabilité des personnes morales, notion floue et pourtant principale innovation proposée ; l'absence des moyens d'action donnés aux magistrats ; l'article 144 du code pénal ; l'hommage au juge de Charette ; l'espoir que des mesures radicales seront prises.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° **2134**). **Deuxième lecture. Discussion de l'article unique** [26 mai 1976] (p. 3505) : son amendement n° 3 tendant à permettre aux membres de l'Assemblée, dans le cas où elle serait dissoute, de conserver le droit de saisine du Conseil constitutionnel jusqu'à la date d'entrée en fonction de la nouvelle Assemblée ; (p. 3506) : observe que son amendement n° 3 est destiné à combler une lacune subsistant dans la Constitution ; maintient son amendement n° 3 ; (p. 3507) : propose de modifier son amendement n° 3 de façon que l'irrecevabilité ne puisse plus être invoquée ; indique que la proposition de M. Claudius-Petit ne peut s'insérer dans le texte actuel ; (p. 3508) ; souligne le peu de sérieux avec lequel la réforme de l'article 7 de la Constitution a été préparée par le Gouvernement ; amendement n° 3 rectifié repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7334) : la continuité dans la médiocrité budgétaire, dans l'abaissement de la justice, dans la dépendance de l'appareil judiciaire à l'égard du pouvoir exécutif ; les perspectives du budget 1977 ; les réformes, une atteinte indirecte au crédit de la justice et à la loi ; la fouille des véhicules ; l'opération « coups de poing » ; la nécessité de développer la prévention ; les difficultés des tribunaux ; une justice plus lente ; les jeunes inadaptés ; le nombre insuffisant d'éducateurs ; les peines de prison fermes prononcées contre les jeunes de seize à dix-huit ans ; la chancellerie ; la gestion moderne de la justice ; l'informatique ; (p. 7335) : le bureau d'ordre pénal ; le casier judiciaire et le bureau d'ordre civil ; l'identification des personnes ; le problème du secret.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. — Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7360) : le nombre d'échecs au sujet des permissions accordées aux détenus ; (p. 7361) : la délinquance juvénile ; la divergence des chiffres ; (p. 7362) : le démenti de la chasse aux sorcières sous le précédent ministère ; les dossiers Ceccaldi et Jéol ; l'obligation de réserve ; (p. 7363) : les interventions dans les dossiers à incidence politique ; le dossier concernant M. Tomasini ; la peine de mort ; la doctrine du Gouvernement ; les sondages d'opinion ; l'extradition ; la convention européenne sur l'extradition pour les détournements d'aéronefs ; (p. 7364) : indique qu'à Marseille, il y avait un internement psychiatrique.

Coopération [9 novembre 1976] (p. 7795) : la réduction des actions du ministère de la coopération ; l'inflation galopante des pays africains ; les charges précédemment assumées par l'éducation nationale ; la compétence géographique ; les positions d'arrière-garde de la France quant à l'aide au développement ; (p. 7796) : le FIDA ; la CNUCED ; la CEE ; l'importance de l'aide publique ; « la subtilité de langage » des autorités françaises quant à l'aide aux pays en voie de développement ; les sommes attribuées aux DOM-TOM ; l'objectif socialiste ; le faible pourcentage de l'aide multilatérale ; l'absence de politique française d'aide au développement ; Mme Claustre ; le refus de voter le budget des socialistes et radicaux de gauche. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV** (p. 7806) : la coopération et le programme commun.

— **Projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents** (n° **2180**). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8692) : la violence ; les dangers du texte ; la protestation des associations syndicales ou profes-

sionnelles contre le projet de loi ; (p. 8693) : des propositions inacceptables érigeant en principe les exceptions ; un instrument de répression et d'intimidation ; doute de l'extension de la criminalité ; la création d'un climat d'insécurité par l'exacerbation d'un racisme anti-jeunes ; des textes modifiés par des considérations politiques et conjoncturelles ; une grave atteinte aux libertés individuelles et collectives ; l'atteinte à l'inviolabilité du domicile ; les prémices à la levée du secret de la vie privée ; question préalable repoussée.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2183**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8700) : oppose la question préalable en application de l'article 91, alinéa 4, du règlement ; (p. 8701) : la position des organisations professionnelles ; les milieux judiciaires contre les projets gouvernementaux ; la déclaration de M. Braunscheig ; des textes à double détente ; les moyens existants ; la procédure du flagrant délit ; la contradiction de M. Guichard avec l'exposé des motifs du projet de loi ; la jurisprudence remontant à 1936 citée par M. Gerbet ; la jurisprudence de la Cour de cassation assimilant le véhicule au domicile personnel ; la dissuasion ; l'objet du texte résumé par le syndicat de la magistrature ; la possibilité d'empêcher la diffusion de tracts ; question préalable repoussée. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9764) : un texte négatif ; la question préalable du PSRG ; (p. 9765) : le texte repoussé par le Sénat ; ses arguments juridiques d'opposition au projet ; le problème des tracts ; les dangers d'un texte flou et contradictoire ; la signification de la fouille ; un texte confus, vague ouvrant la porte à tous les abus ; une atteinte aux libertés fondamentales des citoyens ; des moyens de vérification ; la procédure de flagrant délit ; les garanties présentées par cette procédure. **Discussion de l'Article unique** (p. 9767) : l'impossibilité de présenter des statistiques concernant l'efficacité des visites de véhicules en matière de répression du banditisme ; ne voit pas l'utilité de l'amendement n° 1 ; le rassemblement du RPR ; les déclarations de M. Marcilhacy au Sénat ; s'oppose à l'amendement n° 1. **Troisième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9795) : indique que le PSGR vote contre le projet de loi.

— **Projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judicaires et juridiques** (n° **1872**). **Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8707) : son amendement n° 3 ; la proposition de loi de son groupe ; les problèmes d'éligibilité des stagiaires au sein du conseil de l'ordre ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 4** (p. 8918) : souhaite l'examen de l'amendement n° 20 de M. Riviérez avant son amendement n° 17 ; son amendement n° 17 supprimant le troisième alinéa de l'article 4 ; la nécessité d'entourer la procédure de garanties ; repoussé. **Article 5** (p. 8922) : son amendement n° 19 concernant l'avis des enfants légitimes de l'adoptant lorsque ceux-ci sont âgés de plus de quinze ans ; une garantie pour les adoptants ; repoussé.

1977

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 décembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1401**). **Discussion générale** [26 mai 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3116) : son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Franceschi ; (p. 3119) : repoussée.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° **2928**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3320) : sa question préalable soutenue par M. Clérambeaux.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** (n° **261**). **Discussion de l'article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3352) : la nécessité d'examiner au préalable le problème de la publicité des débats ; (p. 3353) : son amendement n° 16, troisième rectification : faculté offerte aux commissions d'enquête ou de contrôle de demander à l'assemblée qui l'a créée d'autoriser à siéger en séance publique ; (p. 3355) : le dépôt des témoignages en cas de publicité des séances des commissions ; l'absence de différence entre la publication intégrale d'une déposition et l'audition en séance publique ; les dépositions des témoins sous la foi du serment ; le droit de l'opinion d'être informée ; amendement n° 16, troisième rectification, repoussé. **Après l'Article unique** : son amendement n° 15 soutenu par M. Cot ; retiré ; son amendement n° 17 rectifié ; deve-

nu sans objet ; (p. 3356) : l'inopportunité de discuter d'un code de déontologie des parlementaires. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4552) : l'expression relative à la séparation de l'autorité judiciaire et des autres pouvoirs.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° **2872**). **Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Article 4** (p. 3893) : son vote hostile à l'amendement n° 4 de M. Aubert.

— **Proposition de loi tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du code civil relatif à l'indivision conventionnelle** (n° **2953**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3885) : nature de la convention d'indivision conçue pour la gestion du patrimoine à caractère familial ; les règles régissant les sociétés ; le partage des biens indivis des personnes morales avec une ou plusieurs personnes physiques ; la confusion entre l'état de fait et la convention d'indivision.

— **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2431**). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 2 : Article 76-1 de la loi du 24 juillet 1967** (p. 4016) : son amendement n° 9 soutenu par M. Delehedde ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **2296**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4104) : l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour ; le remplacement de l'exigence de la licence en droit par celle de la maîtrise d'études juridiques ; l'opportunité de la réorganisation de la licence ; les conditions de formation des jeunes magistrats ; (p. 4105) : l'absence de formation des avocats stagiaires ; leurs conditions de rémunération ; la multiplication des programmes de maîtrise ; l'unanimité des organisations professionnelles d'avocats sur l'amélioration de la formation d'avocats stagiaires ; les propositions de ces organisations ; l'organisation d'une formation complémentaire spécifique au barreau ; les propositions socialistes ; la probable abstention du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4106) : la parité respectée entre les magistrats et les avocats ; la concertation entre le Gouvernement et les organisations professionnelles. **Après l'Article premier** (p. 4107) : l'intervention du serment dans la procédure proposée par le Gouvernement ; la non-rémunération des avocats pendant les deux années de leur formation supplémentaire ; la prise en charge de l'organisation des deux années de stage par la formation ; (p. 4108) : les conséquences de la fusion de la profession de conseil juridique et de la profession d'avocat ; la couverture sociale des jeunes avocats ; la non-prise en compte par l'amendement n° 4 de M. Gerbet du cas des avocats stagiaires ; l'élaboration éventuelle d'un statut d'avocat stagiaire ; soutient l'amendement n° 4 de M. Gerbet.

— **Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du livre V du code de la santé publique** (n° **3012**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 4** (p. 4345) : le point de vue réservé du PSRG sur la création d'officines pharmaceutiques pendant les vacances.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n°s **267, 2790, 2791, 2854, 2896**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4548) : le changement radical d'opinion du Sénat ; la position du groupe socialiste sur la réglementation des sondages ; le problème de sondages relatifs à la peine de mort ; les difficultés d'application du texte ; la portée de l'interdiction de la publication des sondages une semaine avant l'élection ; (p. 4549) : la position du Gouvernement lors de la discussion du texte devant le Sénat en 1972 ; (p. 4550) : le problème du droit de grâce ; l'interdiction de la publication des résultats des sondages pendant une semaine ; ne pas donner aux sondages plus de poids qu'ils n'en ont dans la vie publique ; le vote par le groupe du PSRG de l'amendement de suppression de l'article premier.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à faciliter le vote des Français établis hors de France** (n° **3011**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4349) : la répartition des électeurs à l'intérieur des circonscriptions électorales ; le dépassement du seuil de 2 % ; l'éventualité d'une inscription dans les communes d'origine ; la nécessité de prendre en compte le poids relatif s'attachant au nombre des électeurs inscrits dans chaque circonscription ; (p. 4350) : la discrimination entre les élus locaux et les élus nationaux. **Article 3** (p. 4351) : l'inapplication de l'article 3 ; son anti-constitutionnalité ; le secret du vote.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961** (n° **61-825 du 29 juillet 1961**) (n° **3037**). **Discussion générale** [29 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 4428) : le rejet du texte par la commission des lois ; absence de mandatement du président de la commission pour une demande de scrutin public ; demande solennellement que le bureau de l'Assemblée soit saisi de l'incident.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1977] (p. 4546) : le non-respect de **l'article 111** du règlement fixant les modalités de désignation officielle des membres de la commission mixte paritaire ; la valeur juridique des délibérations de la commission mixte paritaire.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 4553) : la durée de la session ; les dispositions de l'article 28 de la Constitution et de l'article 60 du règlement ; demande à la présidence de prononcer la clôture de la seconde session ordinaire de 1976-1977 ; (p. 4554) : la référence à l'heure légale ; l'ambiguïté du texte relatif à la composition de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion générale** [4 octobre 1977] (p. 5784) : les rapports entre l'homme et la machine ; l'informatique, arme à double tranchant ; les fichiers scolaires ; l'informatisation de la justice ; le rapport Tricot ; l'exclusion de trois étudiants du concours de l'école nationale de la magistrature ; le long cheminement du projet de loi ; les propositions socialistes ; (p. 5785) : la réglementation et le contrôle des informations contenues dans les fichiers non informatisés ; le rapprochement de la législation nationale avec celle des pays étrangers ; l'association du citoyen à la création des fichiers ; le mode de désignation et la composition de la commission nationale ; la décentralisation de la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5789) : son amendement n° 33 : extension du champ d'application du projet de loi à tout traitement d'informations ; (p. 5790) : la proposition de création de commissions régionales ; la possibilité de tourner la législation en utilisant des fichiers manuels ; repoussé ; son amendement n° 34 soutenu par M. Houteer : définition des informations à réglementer ; retiré ; son amendement n° 35 soutenu par M. Houteer : définition des fichiers nominatifs ; retiré. **Après l'Article premier** : son amendement n° 36 : définition du champ d'application de la loi ; (p. 5791) : le maintien de l'amendement n° 36 ; repoussé. **Article 2** : son amendement n° 38 : application des dispositions de l'article à tous les fichiers ; devenu sans objet. **Article 3** : son amendement n° 39 : application des dispositions de l'article à l'ensemble des fichiers ; devenu sans objet. **Après l'Article 3** (p. 5792) : son amendement n° 40 : garanties offertes aux citoyens en matière de collecte des renseignements sur la vie privée ; repoussé par scrutin public ; son amendement n° 41 : obligation de secret des personnes ayant accès à des informations contenues dans un fichier nominatif ; (p. 5793) : l'article 34 du projet de loi ; amendement n° 41 retiré. **Avant l'Article 4** : la non-distribution de l'amendement n° 103 de M. Foyer. **Article 5** (p. 5798) : son amendement n° 42 : perception de taxes en vue de la couverture des frais entraînés par l'examen des dossiers ; adopté. **Article 6** (p. 5800) : son amendement n° 43 : composition de la commission nationale « Informatique et libertés » ; sauvegarder l'indépendance de la commission nationale de l'informatique ; le rapport Tricot ; (p. 5801) : l'opportunité d'inclure un certain nombre de parlementaires dans la commission nationale de l'informatique ; l'inclusion de représentants du secteur privé ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 105 de M. Foyer : inclusion de représentants d'organisations professionnelles au sein de la commission nationale de l'informatique ; (p. 5804) : la représentation des parlementaires au sein de la commission nationale de l'informatique ; les conditions de travail du Parlement ; l'aménagement du calendrier des travaux des commissions ; l'origine gouvernementale de l'amendement n° 150 de M. Bernard Marie ; le droit de présentation ; l'indépendance de la commission nationale ; le rejet par le Gouvernement d'une solution élective ; la représentation des organisations professionnelles ; (p. 5805) : amendement n° 43 repoussé par scrutin public ; sous-amendement n° 148 repoussé ; son amendement n° 49 : personnes habilitées à être élues président ou vice-président de la commission nationale de l'informatique ; repoussé ; (p. 5806) : son amendement n° 50 : désignation d'un suppléant pour chaque membre de la commission nationale de l'informatique ; repoussé ; son amendement n° 51 : modalités de remplacement des membres titulaires ; devenu sans objet ; son amendement n° 52 : modification des règles d'incompatibilité ; repoussé ; son amendement n° 53 : non-renouvellement des mandats de président et de membre de la commission ; devenu sans objet ; (p. 5807) : soutient l'amendement n° 108 de M. Foyer : conditions dans lesquelles il peut être mis fin au mandat des membres titulaires de la commission ; son amendement n° 54 : conditions dans lesquelles il peut être mis fin aux fonctions de membre titulaire ; retiré ; amendement n° 108 adopté. **Article 7** : son amendement n° 55 de suppression ; repoussé. **Article 8** (p. 5808) : son amendement n° 56 : création d'au moins deux ou trois postes de secrétaire général ; repoussé ; son amendement n° 57 : modalités de désignation du secrétaire général de la commission ;

repoussé ; son amendement n° 58 : conditions de délégation des pouvoirs de la commission au secrétaire général ; retiré ; son amendement n° 59 : incompatibilités relatives aux fonctions de secrétaire général ; devenu sans objet. **Article 9** (p. 5809) : son amendement n° 60 : institution, composition et pouvoirs des commissions régionales « Informatique et libertés » ; la composition et les missions des commissions régionales de l'informatique ; amendement n° 60 repoussé. **Après l'Article 9 :** son amendement n° 61 : ressources financières des commissions régionales ; devenu sans objet. **Article 10** (p. 5810) : son amendement n° 62 : publicité des débats de la commission nationale de l'informatique ; les conséquences sur l'indépendance de la commission de la non-publicité des débats ; repoussé. **Après l'Article 10** : son amendement n° 63 : immunité et indépendance des membres de la commission nationale ; (p. 5811) : son sous-amendement n° 149 à l'amendement n° 111 de M. Foyer : assimilation des statuts des délégués régionaux à ceux des membres de la commission nationale ; amendement n° 63 repoussé ; sous-amendement n° 149 adopté ; [5 octobre 1977] : **Article 11** (p. 5848) : son amendement n° 64 : extension du champ d'application de l'article à l'ensemble des fichiers ; devenu sans objet ; son amendement n° 65 : définition de l'expression « traitement d'informations nominatives » ; adopté ; son amendement n° 66 : suppression des dispositions relatives à la définition du caractère nominatif des informations ; devenu sans objet. **Après l'Article 11** : la méfiance du Gouvernement à l'égard du Parlement. **Après l'Article 12** (p. 5849) : le rattachement de l'amendement n° 11 de M. Kalinsky à l'article 12 précédemment réservé ; la nécessité de réserver les amendements rattachés aux articles 12 et 13 réservés. **Article 14** (p. 5850) : soutient l'amendement n° 113 de M. Foyer : déclaration de conformité des fichiers auprès de la commission nationale de l'informatique ; son amendement n° 69 : déclaration de conformité des fichiers auprès de la commission nationale de l'informatique ; retiré ; amendement n° 113 ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 5851) : son amendement n° 70 : exception d'application des articles 12, 16 et 17 à certains fichiers intéressant la défense nationale ou la sûreté de l'Etat ; réservé. **Article 15** : son amendement n° 71 : obligation d'un avis conforme de la commission nationale de l'informatique lors de l'autorisation d'utilisation du répertoire national d'identification des personnes physiques ; la mission de protection des libertés dévolue à la commission nationale de l'informatique ; le contrôle de l'utilisation des fichiers nominatifs ; la dénomination de la commission nationale de l'informatique ; la procédure d'autorisation de l'utilisation des fichiers nominatifs ; amendement n° 71 repoussé. **Article 16** (p. 5853) : la restriction du champ d'application de la loi en cas d'informations nominatives intéressant la sécurité publique ; l'absence de définition des fichiers de sécurité publique. **Article 17** (p. 5854) : son amendement n° 72 : pouvoir des délégations régionales de la commission nationale de l'informatique ; repoussé. **Article 18** (p. 5855) : son amendement n° 73 : pouvoir d'investigation de la commission nationale de l'informatique ; repoussé ; (p. 5856) : soutient l'amendement n° 119 de M. Foyer : relations des autorités publiques et de la commission nationale de l'informatique ; adopté ; son amendement n° 74 : relations entretenues par les autorités publiques et la commission ; devenu sans objet. **Après l'Article 18** (p. 5857) : son amendement n° 75 : tenue par la commission d'un registre public des fichiers nominatifs dont elle a la connaissance ; le droit d'accès aux dossiers ; les dispositions législatives du Privacy Act de 1974 ; amendement n° 75 repoussé. **Article 19** : son amendement n° 76 : conditions de publicité des débats de la commission nationale de l'informatique et d'information de l'opinion publique ; repoussé ; (p. 5858) : soutient l'amendement n° 120 de M. Foyer : modalités de publication des caractéristiques des traitements informatisés ; la tenue par la commission nationale de l'informatique d'un fichier de l'ensemble des déclarations réalisées ; les conséquences sur le travail de la commission de l'adoption de l'amendement n° 120 de M. Foyer ; le risque de dévoilement de certains secrets de fabrication ; (p. 5859) : la nécessité de connaître l'existence d'un fichier avant de pouvoir y accéder ; amendement n° 120 repoussé par scrutin public. **Après l'Article 19** : l'adoption à l'unanimité de l'amendement n° 121 de M. Foyer par la commission ; (p. 5860) : la présentation des avis de la commission des lois par le rapporteur ; les modifications proposées par l'amendement n° 120 de M. Foyer ; un projet de loi qui se vide de sa substance. **Article 20** : son amendement n° 77 : relations du Parlement et de la commission nationale de l'informatique ; retiré ; (p. 5861) : son amendement n° 78 : présentation au Parlement du rapport de la commission nationale de l'informatique ; retiré. **Article 12** (*suite*) (p. 5867) : son amendement n° 67 : procédure de déclaration de la constitution de fichiers nominatifs auprès de la commission nationale de l'informatique ; le contrôle des traitements privés dans les législations étrangères ; (p. 5868) : la différence des régimes auxquels sont soumises collectivités publiques et

entreprises privées ; l'inclusion dans le champ d'application de la loi du secteur privé ; le cas des fichiers tenus par les compagnies d'assurances ; l'éventualité d'utilisation abusive de ces fichiers ; amendement n° 67 repoussé. **Article 13** (*suite*) (p. 5869) : son amendement n° 68 de suppression ; devenu sans objet. **Après l'Article 14** (*suite*) (p. 5870) : amendement n° 70 précédemment réservé retiré. **Article 21** (p. 5871) : son amendement n° 79 : subordination de la transmission vers un pays étranger de tout ou partie d'un fichier nominatif à l'obtention d'une autorisation préalable de la commission nationale de l'informatique ; l'absence de contrôle des exportations et des importations de données informatiques ; (p. 5872) : amendement n ° 79 repoussé. **Article 22** : son amendement n° 80 : de suppression ; devenu sans objet. **Article 23** (p. 5874) : son amendement n° 81 : information des personnes auprès desquelles sont recueillis les renseignements, des critères utilisés pour décider la conservation ou la destruction ultérieures des informations ; repoussé ; son amendement n° 82 : information des personnes auprès desquelles sont recueillis les renseignements, de l'utilisation qui sera faite de ces informations et de l'identité des personnes physiques et morales auxquelles elles sont susceptibles d'être communiquées ; (p. 5875) : l'absence de différence de fond entre le texte du projet et son amendement n° 82 ; repoussé. **Article 24** : son amendement n° 83 : définition des critères de conservation des données des informations nominatives ; repoussé. **Article 25** (p. 5876) : son amendement n° 86 : conditions de réalisation des traitements automatisés des informations nominatives concernant les infractions, les condamnations ou les mesures de sûreté ; les problèmes posés par l'utilisation des données nominatives dans les parquets ; demande un scrutin public sur l'article 25 ; la présentation à certains présidents de chambres correctionnelles de fichiers faisant état d'informations non contrôlées sur certains prévenus ; repoussé ; (p. 5877) : les conditions de traitement des données par les autorités publiques. **Article 26** (p. 5878) : soutient l'amendement n° 129 de M. Foyer : suppression de la dérogation établie en cas d'accord express de l'intéressé ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 129 ; (p. 5879) : son amendement n° 84 : suppression de la dérogation établie en cas d'accord express de l'intéressé ; le cas de la situation de faiblesse des travailleurs immigrés ou des employés face aux employeurs ; rejet par scrutin public des amendements n°s 129 et 84 ; (p. 5880) : son amendement n° 85 : autorisation d'exceptions aux dispositions de l'article pour des motifs d'intérêt public uniquement en ce qui concerne les opinions philosophiques ou religieuses ; repoussé. **Après l'Article 26** (p. 5881) : soutient l'amendement n° 132 de M. Foyer : inapplication des dispositions des articles 22, 25 et 26 aux informations traitées par les organismes de presse écrite ou audio-visuelle ; son amendement n° 37 : inapplication des dispositions des articles 22, 25 et 26 aux informations traitées par les organismes de la presse écrite ou audio-visuelle ; amendements n°s 132 et 37 adoptés. **Avant l'Article 27** : son amendement n° 87 : notification systématique des fichiers aux personnes concernées ; (p. 5882) : les conditions d'exercice par les citoyens de leur droit d'accès aux informations ; repoussé. **Article 27** : son amendement n° 88 : extension des dispositions de l'article à tous les traitements informatisés ; devenu sans objet. **Article 20** : son amendement n° 89 ; suppression de la perception de la redevance ; repoussé ; (p. 5883) : son amendement n° 90 : possibilité pour la commission nationale de l'informatique d'accorder aux responsables des fichiers des délais de réponse et l'autorisation de ne pas tenir compte de certaines demandes ; adopté ; son amendement n° 91 : modification rédactionnelle ; devenu sans objet. **Article 29** : son amendement n° 92 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 93 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 94 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 29** (p. 5884) : son amendement n° 95 : institution au sein de tous organismes du secteur public ou privé de commissaires aux fichiers nominatifs ; repoussé ; son amendement n° 96 : conditions dans lesquelles une information inexacte doit être corrigée et notification aux tiers des rectifications ou annulations d'informations et modalités d'actualisation des fichiers ; repoussé ; (p. 5885) : son amendement n° 97 : déontologie applicable aux personnes ordonnant ou effectuant un traitement d'informations nominatives ; adopté ; **Article 30** : son amendement n° 98 : conditions dans lesquelles les dispositions des articles 3 *bis*, 23, 27, 28 et 29 peuvent être modifiées ou suspendues pour certains traitements ; repoussé. **Article 31** (p. 5886) : son amendement n° 99 : de suppression ; retiré. **Article 36** : son amendement n° 146 : délais d'entrée en vigueur de la loi ; la proposition d'un système d'application de la loi en trois phases ; repoussé ; (p. 5887) : son amendement n° 100 : modalités d'application de la loi ; adopté ; son amendement n° 101 : fixation des délais d'entrée en vigueur de la loi ; devenu sans objet. **Après l'Article 36** : l'application de la loi dans les départements et territoires d'outre-mer. **Explications de vote** (p. 5883) : le transfert de certaines préroga-

tives au Gouvernement ; le caractère électoraliste du projet de loi ; les conditions de sa discussion ; le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article premier** (p. 5930) : son amendement n° 50 soutenu par M. Darinot : caractère onéreux ou gratuit des contrats de prestation de services ; devenu sans objet. **Article premier** *bis* (p. 5931) : son amendement n° 51 soutenu par M. Darinot : prêts, contrats et opérations de crédits exclus du champ d'application de la loi ; repoussé. **Article 2 A** (p. 5933) : ses amendements n°s 52 et 53 devenus sans objet. **Article 2** (p. 5936) : ses amendements n°s 54 et 55 devenus sans objet. **Article 7** (p. 5952) : son amendement n° 58 soutenu par M. Dupilet : nullité des clauses obligeant l'emprunteur à verser une indemnité au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement ; repoussé. **Article 8** (p. 5953) : son amendement n° 59 soutenu par M. Dupilet : application du taux légal à la fixation du montant de la pénalité de retard ; repoussé par scrutin public ; son amendement n° 60 soutenu par M. Dupilet : suppression du paiement d'une indemnité supplémentaire en cas dc défaillance de l'emprunteur ; repoussé par scrutin public ; son amendement n° 61 soutenu par M. Dupilet : modalités d'attribution d'une suspension de paiement en cas de perte d'emploi du débiteur ou de son conjoint ; repoussé par scrutin public. **Article 9** (p. 5954) : son amendement n° 62 soutenu par M. Dupilet : conditions de paiement d'une indemnité supplémentaire au prêteur en cas de défaillance dans l'exécution par l'emprunteur d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente ou d'un contrat de location-vente ; repoussé par scrutin public. **Article 14** (p. 5957) : son amendement n° 63 soutenu par M. Dupilet : agents qualifiés pour procéder aux constatations des infractions aux dispositions de la loi ; repoussé. **Article 14** *bis* (p. 5958) : son amendement n° 64 soutenu par M. Dupilet : compétences du tribunal du domicile de l'emprunteur en cas de litige ; retiré. **Article 16** : son amendement n° 65 soutenu par M. Dupilet : dispositions de coordination ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débats du 20 octobre 1977. [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977] (p. 6566) : la soumission à l'Assemblée nationale de la convention anti-terroriste signée par la France ; la réforme des règles de responsabilité en matière d'accidents de la circulation ; la violation par les sectes politico-religieuses de la législation en vigueur ; la réforme des statuts de la police ; l'exclusion de plusieurs candidats au concours de l'ENM ; (p. 6567) : l'importance des dossiers en attente dans les cabinets d'instruction ; les décisions prises à l'égard de cinq éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6581) : la relativité de l'accroissement du budget de la justice ; les créations d'emplois ; la régression des crédits affectés à l'éducation surveillée ; le rapport du comité d'études sur la violence ; le problème de la violence ; (p. 6582) : la priorité à donner à la lutte contre la criminalité ; l'image de la justice dans l'opinion ; l'application des recommandations du rapport ; un budget sans ambition ; la priorité donnée aux services judiciaires ; la situation de l'aide judiciaire ; l'amélioration de l'accès du justiciable à la justice ; les relèvements des plafonds de l'aide judicaire et de l'indemnité forfaitaire perçues par les avocats ; l'extension de l'aide judicaire aux affaires pénales ; la mise en place d'une indemnisation forfaitaire des frais et charges résultant des commissions d'office ; le caractère dérisoire des créations d'emplois de magistrats ; (p. 6583) : la nécessité de multiplier le nombre des magistrats spécialisés ; l'éducation surveillée ; la faiblesse de sa dotation ; l'incapacité du secteur public à prendre en charge les mineurs ; l'amélioration des statuts des personnels ; les dangers des traitements informatiques dans le secteur judiciaire. **Examen des crédits. Article 79** (p. 6594) : l'aide judiciaire en matière pénale.

Education [27 octobre 1977] (p. 6730) : la prépondérance de l'enseignement pré-scolaire dans l'éducation d'un enfant ; le milieu rural ; les handicaps scolaires des ruraux ; le développement des regroupements pédagogiques ; la faiblesse des moyens budgétaires affectés à la généralisation de l'implantation de l'école maternelle en milieu rural ; (p. 6731) : les créations de postes d'instituteurs ; la surcharge des classes uniques ; la prévision de fermeture de classes.

— **Proposition de loi portant réforme du titre IV du livre premier du code civil : « Des absents »** (n° **3208**). **Discussion des articles** [22 novembre 1977]. **Article premier : Article 112 du code civil** (p. 7803) : son amendement n° 5 : définition de la présomption d'absence ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** (n° **2936**). **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7808) : l'efficacité de la justice administrative ; le règlement des pro-

blèmes rencontrés par la justice administrative ; l'engorgement des tribunaux administratifs ; le développement des dénis de justice. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7810) : la prise en compte dans l'amendement n° 1 de M. Gerbet de la phase de l'ordonnancement.

— **Projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française** (n° **2719**). **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7814) : l'amélioration de la procédure d'acquisition de la nationalité française ; l'éventuelle apparition de contradictions de procédure entre le ministère du travail et le ministère des affaires étrangères ; (p. 7815) : les garanties judiciaires dont la rédaction des actes sera assortie ; les conditions du vote du PSRG.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3119**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8136) : l'anormalité du découpage des TOM ; le vote négatif du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Articles 2 et 3** : le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° **3014**). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8153) : les limites de l'intérêt du texte par rapport à la situation générale des juridictions administratives ; la légitimation des pratiques « illégales » ; la nature législative de la fixation des règles relatives au recrutement des magistrats ; le rôle du Parlement ; les améliorations apportées par le Sénat ; le vote favorable du groupe du PSRG ; le problème du détachement ; la nomination des présidents des tribunaux administratifs ; le recrutement complémentaire ; (p. 8154) : le mouvement de grève qui affecte les tribunaux administratifs ; l'appartenance à la fonction publique des magistrats de l'ordre administratif ; les déclarations du président Braunschweig et de l'union des syndicats de la magistrature ; le statut des juges administratifs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **3222**). **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9048) : les conditions d'examen du texte ; (p. 9049) : l'insuffisant pourcentage d'officiers de police judiciaire ; la non-prévision de crédits pour la formation du corps de police nationale ; le champ territorial d'action des corps de police ; le vote hostile du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Article 10** (p. 9050) : les conditions de recrutement des enquêteurs de police nationale ; l'insuffisance de la formation de ces personnels ; les conditions dans lesquelles la qualité d'agent de police judiciaire sera attribuée aux enquêteurs ; distinguer les enquêteurs de police selon leur ancienneté. **Artice 17** (p. 9052) : la rédaction du sous-amendement n° 5 de M. Gerbet à l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Article 22** (p. 9053) : l'opposition de la commission à l'amendement n° 26 de M. Foyer ; la mise à l'écart des femmes-jurés pour un certain nombre de crimes ; (p. 9054) : prendre en considération la physionomie du pays ; la présentation d'un grand nombre de femmes aux prochaines élections législatives ; faire en sorte qu'il y ait un nombre égal d'hommes et de femmes dans la composition des jurys ; respecter dans les jurys d'assises la proportion des hommes et des femmes existant dans le pays ; l'éviction de Mme Florence d'Harcourt des candidatures aux élections législatives. **Article 23 : Article 264 du code de procédure pénale** (p. 9056) : son amendement n° 19 : principe de l'égalité de représentation des sexes au sein de la liste spéciale de jurés suppléants ; retiré. **Article 266 du code de procédure pénale** (p. 9057) : son amendement n° 20 : modalités de tirage au sort des jurés ; retiré ; son amendement n° 21 : conditions de remplacement des jurés par tirage au sort au sein d'une liste de jurés de même sexe ; retiré. **Après l'Article 28** (p. 9058) : son amendement n° 22 : modalités de tirage au sort des jurés ; retiré ; son amendement n° 23 : remplacement des jurés récusés par un juré du même sexe ; repoussé. **Article 28** *bis* (p. 9060) : les conséquences éventuelles de la protection des jurés ; la nécessité de protéger les témoins.

FOSSÉ (Roger)

Député de la Seine-Maritime
(8e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [4 avril 1974] (p. 1495).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [4 mai 1973] (p. 1051).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 21 : Intérieur et rapatriés** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 22 : Intérieur et rapatriés** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budget civil. — **Annexe n° 22 : Intérieur - Intérieur et rapatriés** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 25 : Intérieur - Intérieur et rapatriés** (n° **2225**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 26 : Intérieur - Intérieur et rapatriés** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés, rapporteur spécial [19 novembre 1973] (p. 5999) : situation des personnels du cadre national des préfectures, contribution financière des départements ; (p. 6000) : agents des départements déjà en fonction et plan de recrutement ; situation des effectifs de la police nationale ; créations d'emplois ; sa demande d'un substantiel renforcement des effectifs de la police en province et dans la région parisienne ; statut des corps de police dérogatoire au statut général des fonctionnaires et application des avantages attachés à la notion de catégorie spéciale ; contribution des communes aux dépenses de police et arrêté interministériel du 26 avril 1973 ; demande que la notification aux communes du taux de contribution soit faite avant la fin de l'année précédente ; subventions aux programmes d'équipement des collectivités locales ; crédits du titre VI ; retard d'exécution du VI[e] Plan et efforts consentis pour les collectivités locales ; (p. 6001) : désaccord de la commission des finances sur la non-affectation de crédits au titre de la subvention globale d'équipement ; proposition de la commission de rejeter le budget du ministère de l'intérieur. **Etat B - Titre III** (p. 6001) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre (absence de dotation au titre de la subvention globale d'investissement) ; **Etat B - Titre IV** (p. 6032) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; **Etat C - Titre V** : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; **Etat C - Titre VI** : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial [19 novembre 1974] (p. 6716) : les effectifs des préfectures ; création d'emplois ; les fonctionnaires de l'Etat dans les missions régionales ; transfert de Draguignan à Toulon de la préfecture du Var ; protection civile ; avion canadair ; effectifs des tribunaux administratifs ; encombrement des rôles ; rapatriés ; police nationale ; plan de renforcement des effectifs ; vacataires ; carrières des personnels en service actif ; indemnité pour sujétions spéciales ; indemnité d'habillement ; (p. 6717) : premier uniforme ; situation des brigadiers ; auxiliaires féminins ; formation et recrutement des policiers ; subventions d'équipement aux collectivités locales ; incitations au regroupement communal ; fonds d'investissement routier ; subvention globale d'équipement ; la commission propose d'adopter le budget.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial [13 novembre 1975] (p. 8271) : l'augmentation des dépenses ordinaires ; l'effort relatif aux effectifs de la police ; l'aggravation de la délinquance ; la formation trop rapide des policiers ; les incendies de forêt, préoccupation principale de la protection civile ; (p. 8272) : les relations entre l'Etat et les collectivités locales ; leur transférer des moyens financiers appartenant à l'Etat ; les problèmes du VRTS et du Fonds d'équipement des collectivités locales ; la réforme des impôts locaux. **Examen des crédits. Article 73** (p. 8316) : son amendement n° 83 : renforcer la participation de l'Etat en cas d'émeutes ; (p. 8317) : accepte le sous-amendement n° 248 du Gouvernement ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial pour l'intérieur et les rapatriés [18 novembre 1976] (p. 8276): une progression spectaculaire ; les transferts de charges ; les créations d'emplois ; les préfectures ; les tribunaux administratifs ; les dépenses d'équipement ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; la situation des personnels, des cadres des préfectures ; le problème d'effectifs ; le problème des statuts et des indices pour les tribunaux administratifs ; la grève ; les magistrats de tribunaux administratifs ; le groupement aérien de la sécurité civile ; la sécurité civile ; les services de la police nationale ; (p. 8277) : la situation des personnels de la police ; les retraités ; leurs conjoints ; les subventions d'équipement accordées aux collectivités locales ; le fonds d'équipement. **Examen des crédits** [19 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8352) : l'amendement n° 164 de la commission limitant à l'année 1977 le système transitoire de répartition des ressources ; s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Frelaut ; amendement n° 164 adopté. **Après l'Article 51** (p. 8353) : accepte l'amendement n° 258 de M. Boulay. **Après l'Article 72** (p. 8354) : est favorable à l'amendement n° 257 de M. Limouzy.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur spécial [2 novembre 1977] (p. 6856) : la progression du budget ; l'insuffisance de l'information de la commission relative aux opérations immobilières ; l'application de la réforme du régime administratif de la ville de Paris ; la stabilisation des dépenses de l'administration territoriale ; les missions des personnels de préfecture ; la mise en place du programme de créations d'emplois élaboré en 1972 ; la situation des tribunaux administratifs ; le délai moyen de de fonctionnement ; l'alignement de la situation des personnels de police sur celle des recours ; le budget de la sécurité civile ; l'absence de créations d'emplois ; les dépenses d'équipement ; la police nationale ; l'évolution des crédits personnels militaires ; le corps des commissaires de police; la situation des polices municipales; (p. 6857) : les actions de formation professionnelle ; l'équipement immobilier ; l'équipement en matière d'informatique, de transport et de matériel de radio ; le rajeunissement du parc de véhicules ; les subventions d'équipement aux collectivités locales ; l'inscription budgétaire des crédits du ministère de l'intérieur ; la dotation du FECL ; les observations de la commission ; le délabrement de la fiscalité locale ; l'effectif des magistrats des tribunaux administratifs ; l'effectif du personnel du cadre national des préfectures ; les moyens d'intervention de la sécurité civile ; la situation des personnels communaux.

FOSSET (André)

Ministre de la qualité de la vie du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

Est nommé ministre de la qualité de la vie (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la qualité de la vie (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la qualité de la vie :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Mario Bénard** (n° **29876**) : **Exploitation et protection de la mer** [18 juin 1976] (p. 4373) : les problèmes techniques particuliers liés à l'échouement de l'*Olympic Bravery ;* le dépôt au cours de la prochaine session d'un rapport sur la protection contre les pollutions accidentelles.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Duvillard : Barrages de régularisation du cours de la Loire** [23 juin 1976] (p. 4550) : les travaux du barrage de Naussac ; indemnisation des agriculteurs sinistrés.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes (n° 1753). Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1816) : ses observations sur la conduite du débat ; (p. 1819) : rend hommage à l'œuvre de M. André Jarrot et à la mémoire de M. Legaret qui fut rapporteur au Sénat ; adapter la législation pour tenir compte de l'évolution des sources de pollution ; ne pas rassembler prématurément en un code des textes en pleine évolution ; le souci du Gouvernement de ne pas innover inutilement dans le domaine des procédures ; (p. 1820) : le maintien des pouvoirs de police entre les mains du préfet ; la mise à jour de la nomenclature des établissements classés ; les délais d'application pour les installations existantes ; la poursuite de la politique des « programmes et des contrats de branche » ; le réaménagement des services de l'inspection des installations classées ; la révision des méthodes dans le sens d'une plus grande efficacité ; (p. 1825) : ses réponses aux orateurs : explosion dans une poudrerie : implantation d'une usine de traitement des résidus industriels à Grasse ; cohérence des différents textes soumis au Parlement ; la nette augmentation des moyens de l'administration au cours du VII[e] Plan ; application souple de la loi ; le problème des carrières et des terrils. **Discussion des articles** [15 avril 1976] : **Article premier** (p. 1829) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Garcin ; (p. 1830) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Mesmin. **Article 3** (p. 1833) : son sous-amendement n° 87 à l'amendement rédactionnel n° 11 de M. Bignon ; adopté. **Article 8** (p. 1838) : est favorable à l'amendement n° 15 défendu par M. Bignon ; rappelle que les préfets seront sensibles aux problèmes des exploitations agricoles ; (p. 1839) : sa réponse à la suggestion de M. Hamel. **Après l'Article 11** (p. 1842) : est favorable à l'amendement n° 21 de M. Bignon sous réserve d'une modification du texte. **Article 14** (p. 1846) : son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 26 défendu par M. Bignon : suppression de la consultation du conseil supérieur d'hygiène publique de France ; adopté. **Article 17** (p. 1847) : est favorable à l'amendement n° 30 de M. Bignon ; (p. 1848) : sa réponse à la question de M. Forni ; (p. 1849) : en réponse à l'intervention de M. Delong sur la portée de la taxe unique, considère qu'il peut être utile d'avoir recours au procédé du fonds de concours pour améliorer les conditions de fonctionnement du service de contrôle. **Article 27** (p. 1853) : insiste pour que l'amendement n° 97 présenté par M. Granet, secrétaire d'Etat, soit adopté ; pense que la procédure imaginée par le Sénat est trop lourde ; sa réponse aux observations de M. Claudius-Petit. **Article 28** (p. 1854) : son amendement n° 98 : conséquence de l'amendement n° 97 défendu par M. Granet ; adopté. **Titre** (p. 1855) : son amendement n° 100 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 64 de M. Claudius-Petit.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 1502). Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1974) : les motifs du projet ; la nécessité d'une concertation internationale qui a eu lieu à l'initiative de la France ; (p. 1975) : la convention d'Oslo et l'interdiction d'immersion de produits inacceptables pour l'environnement marin ; la délivrance des autorisations par les autorités nationales ; la gestation d'un nouveau droit international ; les pollutions accidentelles de la mer ; l'affaire de l'*Olympic Bravery ;* (p. 1976) : le rapport de M. Bécam sur la pollution du littoral méditerranéen ; faire en sorte qu'en cas d'accident le représentant de l'Etat puisse utiliser tous les pouvoirs nécessaires ; renforcer les moyens de contrôle de l'Etat ; mettre en place un personnel suffisant et qualifié ; (p. 1977) : annonce qu'il reprendra certaines suggestions de M. Guermeur ; (p. 1988) : rappelle que le projet ne constitue qu'une étape ; rappelle que l'action sera poursuivie sur le plan international ; sa préoccupation d'une codification des textes ; (p. 1989) : insiste sur le caractère quotidien de la lutte contre la pollution ; le nécessaire recours à des accords internationaux. **Explications de vote** (p. 2001) : rappelle que le projet de loi est dû à son prédécesseur M. Jarrot.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération (n° 1923). Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2029) : expose que le projet se situe dans la ligne d'action du projet relatif à la pollution marine par opérations d'immersion ; considère nécessaire de réglementer la technique des opérations d'incinération des déchets en mer qui risquent de se développer ; indique que le Gouvernement français a proposé aux signataires de la convention d'Oslo un projet de protocole sur l'incinération en mer ; (p. 2030) : ses réponses aux orateurs ; le caractère préventif du projet ;

la nécessité de codifier les textes contre la pollution et de mieux coordonner les moyens de contrôle ; la parution des décrets d'application de la loi de 1964 ; l'application aux départements d'outre-mer des textes visés par M. Fontaine. **Discussion des articles** [22 avril 1976] : **Article 6** (p. 2032) : son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 4 de M. Baudouin : substituer aux mots « en cas d'infraction » les mots « en cas d'incinération » ; adopté. **Article 8** (p. 2033) : émet un avis défavorable à l'amendement n° 9 de M. Porelli.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2037) : rend hommage à ses prédécesseurs et au travail de la commission de la production ; l'importance particulière du texte ; (p. 2038) : un texte qui appartiendra en propre pour la première fois au ministère de la qualité de la vie ; utiliser le progrès en faveur des espaces naturels ; le concours nécessaire du législateur et des associations de protection de la nature ; engager un meilleur dialogue à l'occasion des décisions conditionnant l'aménagement du cadre de vie ; la nécessité vitale que constituent la protection de l'espace naturel et la préservation de ses ressources ; le texte qui sera proposé aux articles premier et 2 ; (p. 2039) : le ralliement du Gouvernement à l'introduction dans le projet de la charte portant protection de l'animal ; insiste sur les nouvelles dispositions proposées pour la protection des espèces animales et végétales et la création de réserves naturelles ; est assuré que le projet améliorera largement la qualité de vie des Français ; (p. 2061) : se félicite de la haute tenue de la discussion générale ; veut apaiser les inquiétudes relatives à l'application de la nouvelle loi ; ne pas transformer l'espace rural en musée ; rappelle que les études d'impacts seront menées par l'atelier central d'environnement. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 2** (p. 2067) : son amendement n° 70 : modalités de réalisation des conditions de consultation relatives aux études d'impact ; donne l'assurance que les décrets d'application seront conformes aux désirs de la commission de la production ; estime que son amendement n° 70 va également dans le sens souhaité par M. Maurice Legendre ; précise à l'intention de M. Wagner que les études d'impact seront supportées par les maîtres d'ouvrages ; (p. 2068) : en réponse à M. Mesmin, précise que la publicité des études d'impact figure dans la loi et qu'elles pourront faire l'objet de contre-projet ; demande à la commission de la production de retirer son amendement n° 12 ; (p. 2069) : insiste pour que M. Nungesser retire son amendement n° 12 ; en réponse à M. Nungesser, accepte de modifier l'avant-dernier alinéa de son amendement n° 70 ; (p. 2070) : en réponse à M. Nungesser, précise que le décret sur les enquêtes publiques prévoit la publicité des différents partis d'aménagement ; confirme les propos de M. Nungesser relatifs au rapprochement des positions de la commission de la production et du Gouvernement (p. 2071) : précise qu'un large emprunt sera fait aux propositions de M. Mesmin contenues dans son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 70 du Gouvernement lors de la mise au point du décret d'application ; (p. 2071, 2072) : assure que les préoccupations contenues dans le sous-amendement n° 124 de M. Mesmin seront prises en considération ; (p. 2072) : ne peut accepter le sous-amendement n° 126 de M. Mesmin qui constitue une modification fondamentale du droit administratif et bloquerait les projets des collectivités locales ; (p. 2073) : son amendement n° 70 adopté après adoption du sous-amendement n° 126 de M. Mesmin. **Avant l'Article 3** : est défavorable à l'amendement n° 116 défendu par M. Dutard ; (p. 2074) : précise à l'intention de M. Corrèze que l'article 366 du code rural sera abrogé avec l'adoption du projet de loi sur la chasse ; demande le retrait de l'amendement n° 112. **Article 4** (p. 2075) : son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 18 de M. Nungesser : après « les périodes », insérer les mots « ou les circonstances » ; adopté ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 19 de M. Nungesser : rédactionnel ; adopté. **Article 6** (p. 2081) : son amendement n° 80 : prise en considération de la conservation des gisements de minéraux et de fossiles ; adopté ; (p. 2082) : son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 34 de M. Nungesser : rédactionnel ; adopté. **Article 8** (p. 2083) : ne voit pas l'intérêt de l'amendement n° 99 de M. Jacques Blanc, compte tenu de son amendement adopté à l'article premier ; (p. 2084) : demande le retrait de l'amendement. **Article 13** (p. 2085) : son amendement n° 83 : procédure de délivrance de l'autorisation de modification ou de destruction ; adopté. **Article 14** (p. 2086) : juge inutile l'amendement n° 101 de M. Jacques Blanc. **Après l'Article 15** (p. 2087) : son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 43 de M. Nungesser : nécessité de l'accord du ministre chargé de la protection de la nature ; adopté. **Après l'Article 24** (p. 2092) : son amendement n° 91 : exercice par certaines associations de protection de la nature des droits reconnus à la partie civile ; adopté. **Après l'Article 26** (p. 2093) : remercie l'Assemblée nationale de la part qu'elle a prise à l'élaboration du texte. **Explications de vote** [27 avril 1976] (p. 2165) : s'associe au vœu de M. Nungesser, rapporteur, relatif à un vote unanime de l'Assemblée nationale en faveur du projet de loi.

FOUCHET (Christian)

Député de la Meurthe-et-Moselle (5e circonscription) (NI).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 11 août 1974 [*J.O.* du 13 août 1974] (p. 8517).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1974] (p. 4658 à 4660).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4508, 4509) : passé de la France au Proche-Orient ; sacrifices héroïques consentis par Israël afin d'exister ; nécessité de redéfinir les relations de la France avec les pays du Proche-Orient et tous les pays du Tiers-Monde.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2038) : régime des sursis simple problème de technique du personnel militaire ; remous provoqués par la non-solution de ce problème ; organisation de la défense nationale problème capital ; désir de la nation d'être informée ; simple correctif proposé par le Gouvernement ; sa conception de l'organisation de la défense nationale ; le règlement du problème des sursis qui en découle; le doute de la nation quant à l'efficacité du système actuel de recrutement ; l'atteinte au moral de l'armée qui en résulte ; (p. 2039) : la nécessité d'armer la France ; d'assurer sa défense ; l'inexistence de l'Europe politique et de la défense de l'Europe ; défense de la France ne pouvant que reposer aujourd'hui sur la force de dissuasion nucléaire ; crédibilité de la force de dissuasion française ; faible pourcentage du PNB consacré à la mise sur pied d'un tel système de sécurité ; changement complet de la nature de la guerre ; nécessité de doter la France d'une véritable armée de métier ; cas de la marine ; caractère subalterne des besognes des appelés ; danger d'une armée de métier pour les institutions républicaines ; caractère dépassé de cette objection ; corps puissant de maintien de l'ordre assuré par les CRS et les gendarmes ; lourdeur des structures actuelles de chacune des trois armes, entretien de l'infrastructure d'avant 1914 ; inutilité d'associer la jeunesse tout entière à la défense ; inintérêt des tâches accomplies par la plupart des appelés ; (p. 2040) : liens entre une armée de métier et la nation ; inutilité des régiments de défense opérationnelle du territoire ; nécessité d'en revenir à la notion de service national *stricto sensu* ; conscience des jeunes de la nécessité du service à rendre.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [20 juin 1973] (p. 2330) : exprime ses craintes sur la cohérence et l'efficacité de la politique européenne du Gouvernement ; (p. 2331) : l'erreur du Gouvernement français sur les conséquences à tirer de l'élargissement ; l'opportunité qu'il y aurait à demander un changement profond du traité de Rome ; la perte de substance de l'Union économique européenne sans compensation sur le plan de l'Europe politique ; le blocage du jeu de la Communauté ; la détérioration des rapports franco-allemands ; l'inquiétude rencontrée depuis l'accession au pouvoir de M. Brandt ; les trois politiques de l'Allemagne fédérale : atlantique, européenne et vers l'Est ; le caractère psychologique de cette détérioration ; la situation politique de l'Allemagne ; sa chance d'avoir le chancelier Brandt ; la nécessité de retrouver l'élan des relations franco-allemandes ; l'incapacité des Européens à déterminer une position vis-à-vis des Etats-Unis ; estime que la France n'est plus en position de force ; regrette qu'une position généreuse n'ait pas été adoptée à l'égard des Etats-Unis, et du problème du déficit de leur balance commerciale ; le danger pour l'Europe de l'offensive américaine ; le risque de crise majeure vis-à-vis des Etats-Unis et de nos partenaires européens ; souhaite que soit mis fin à une politique de stricte défensive et que la France soit une force de proposition sur le plan international ; estime que la France a perdu sa dimension internationale ; (p. 2332) : souligne l'action à mener en faveur des nations pauvres.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4421) : son opposition au projet ;

évoque un débat entre Paul Reynaud et Daladier ; (p. 4422) : mise en cause du régime constitutionnel ; nécessité d'un débat majeur ; estime que ce projet met brusquement en cause tout l'avenir des institutions de la Ve République ; s'élève avec force contre une telle procédure ; Gouvernement jouant le jeu des adversaires de la Ve République ; caractère de chambre d'enregistrement du Parlement ; mise en garde du Premier ministre aux parlementaires ; menace collective des conséquences graves ; s'interroge sur cette menace ; s'élève avec force contre toutes ces pressions, caractère essentiel de stabilité et de durée que représente le septennat ; propos de M. Léon Noël, du professeur Schwarzenberg et du doyen Vedel ; sa référence à Paul Claudel, à Vichy, Montoire et Sigmaringen ; risque d'effondrement des institutions de la Ve République ; ses observations sur le rôle du Président de la République et sur le septennat ; conséquence de la réforme sur le Parlement et sur le Président de la République ; s'oppose au début du démantèlement de la Ve République ; (p. 4423) : circonstance historique de la naissance de la IIIe République ; responsabilité historique du vote d'aujourd'hui.

1974

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [6 juin 1974] (p. 2525) : retard des mœurs et des institutions sur l'évolution de la technique ; l'ère nouvelle nécessite un consensus populaire large et enthousiaste ; absence de cohérence dans l'équipe gouvernementale ; le régime présidentiel n'est pas souhaitable ; à défaut de remodelage de la société française ne nous en tiendrons-nous pas à une tentative de réforme du capitalisme ? ; (p. 2526) : s'abstiendra de voter la confiance.

FOUCHIER (Jacques)

Député des Deux-Sèvres
(2e circonscription)
(UC, puis app. RI, puis app. R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Est élu président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Vice-président de cette commission [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2229).

Président de cette commission [29 avril 1975] (p. 2229).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation inter-professionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Vice-président de cette commission [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Vice-président de cette commission [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Vice-président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

Président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome VII : Charges communes** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XXIV : Charges communes** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production sur le projet de loi (n° 1685) portant approbation d'un rapport sur l'orientation préliminaire du **VII^e Plan** (n° 1693) [30 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les mesures de **lutte contre la rage** en instituant l'obligation d'identification des chiens (n° 1718) [5 juin 1975].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production sur l'**économie de l'Iran** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 23 février au 6 mars 1975 (n° 1738) [11 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome VII : Commerce extérieur** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production sur le projet de loi (n° 2346) portant approbation du **VII^e Plan** de développement économique et social (n° **2352**) [3 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523), (n° **2528**) [8 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome VII : Commerce extérieur** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production sur l'**économie de la Martinique et de la Guadeloupe** à la suite d'une mission effectuée dans ces départements du 13 au 26 février 1976 (n° **2710**) [15 décembre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome IX : Commerce extérieur** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'**article 145 du règlement** par la commission de la production sur l'économie du **Portugal** à la suite d'une mission effectuée dans ce pays du 8 au 16 septembre 1977 (n° **3198**) [3 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **1552**) : **Relative au prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2002) : nécessité d'une politique de contrats entre producteurs et acheteurs (p. 2006) ;

• *questions au Gouvernement :*

— **Aide de l'Etat aux petites et moyennes entreprises** [4 décembre 1974] (p. 7377).

— **Conséquences des excédents de produits laitiers** [21 mai 1975] (p. 2938).

— **Faillite de la société Cofranimex et exportation des productions de l'élevage français** [23 novembre 1977] (p. 7833) : causes de cette faillite ; développement de l'exportation d'animaux reproducteurs.

INTERVENTIONS

1973

— **Débat sur le conflit de compétence entre la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et la commission de la production et des échanges, pour l'examen de la proposition de loi de M. Lafay tendant à mettre à la disposition du public les espaces verts publics et privés du territoire de la ville de Paris et à assurer leur protection définitive,** président de la commission [15 mai 1973] (p. 1249) : réforme du règlement ; compétence de la commission de la production et des échanges en matière d'urbanisme prévu à l'alinéa 4 de l'article 36 ; caractère anormal du renvoi à la commission des lois de l'examen du projet de loi d'orientation foncière ; tendances de la commission des lois à se saisir des textes importants ; sa demande d'application ferme de l'article 36 du règlement.

— **Conditions d'exercice du contrôle budgétaire** [7 novembre 1973] (p. 5284) : communication du président : note que le bureau envisage une concertation préalable en préparation à la discussion budgétaire ; sa confiance au président et au bureau pour régler cette question.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale** en qualité de président de la commission de la production et des échanges [19 novembre 1973] (p. 6037) : son opposition à la constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi n° 753 relatif à la chasse ; ses arguments en faveur du renvoi à la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Economie et finances. — I. Charges communes, rapporteur pour avis [20 novembre 1973] (p. 6132) : crédits à vocation économique ; concours à l'industrie ; gestion de l'entreprise minière et chimique ; passif de l'entreprise et volume des crédits dont elle a bénéficié ; importance des aides et créances de l'EMC à sa filiale (compagnie des potasses du Congo) ; sa référence au rapport de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques; déclarations de M. Charbonnel ; cessation éventuelle des activités de la CPC et conditions de la coopération entre la France et le Congo ; (p. 6133) : substrat politique des prêts consentis à la CPC ; demande que l'EMC soit libérée des dettes et charges afférentes à la CPC; dotation de l'ERAP et crise de l'énergie; ses remarques sur les bonifications d'intérêts accordées par l'Etat aux emprunts des diverses sociétés industrielles ; assurance « risques économiques » et « foire-prospection » ; coût de la couverture du « risque économique » ; apport de l'Etat à la SEMVI; concours à l'agriculture; charge de bonification d'intérêt des prêts du crédit agricole ; définition avant la discussion de la loi de finances des volumes plafonds des prêts bonifiés nouveaux ; concours au secteur de la construction. **Etat - Titre V** (p. 6148) : son amendement tendant à diminuer les crédits prévus au profit de l'entreprise minière et chimique. **Avant l'Article 44 :** son amendement tendant à une meilleure information du Parlement sur les encours de la caisse nationale de crédit agricole ; retrait.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6956) : estime illogique de vouloir rendre licite ce qui ne l'est pas sous prétexte que la loi est bafouée; demande si l'on veut sélectionner la race humaine; (p. 6957) : estime que la vie c'est l'esprit et que l'interruption volontaire de la grossesse ne peut pas régler la grave question des enfants handicapés de naissance ; s'attaquer à l'embryon humain serait s'attaquer à la vie même ; notre société doit faire preuve de solidarité et aider les enfants que la chance n'a pas su combler ; rappelle les conclusions du rapport Bloc-Lainé sur une civilisation qui doit être jugée d'après sa manière de traiter les échecs et sur l'enfant dit « inadapté » qui ne peut être dissocié de l'enfant dit « normal » ; rappelle les mérites de centaines de milliers de mères de famille qui, sans aucune aide, ont fait face à leurs responsabilités ; cite Lecomte du Noüy sur l'homme qui commettrait moins d'erreurs s'il écoutait son cœur ; déclare que sous aucun prétexte il ne votera ce projet de loi.

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux sociétés pétrolières** (n° **933**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3078) : intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Waldeck L'Huillier.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France** (n° **808**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3082) : intervient dans la discussion du rapport de M. Tiberi.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat, suppléant de M. Jean Favre, rapporteur pour avis [29 octobre

1974]. **Discussion générale** (p. 5514) : avis favorable à l'adoption des crédits.

Economie et finances. — I. Charges communes ; rapporteur pour avis [20 novembre 1974] (p. 6857) : demande que le Parlement soit saisi de la récapitulation des crédits destinés à l'industrie ; constate la diminution de la bonification des emprunts de la sidérurgie ; (p. 6858) : évoque la sous-tarification de la SNCF et de la RATP ; souhaite que le Parlement soit saisi d'une loi de programme d'équipement nucléaire ; demande une bonification des prêts fonciers.

— Décision de l'Assemblée sur un conflit de compétence relatif à l'article 17 retiré du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [10 décembre 1974] (p. 7574) : estime que le projet tendant à proroger la validité des projets d'aménagement approuvés et des plans d'urbanisme directeurs relève de la commission de la production, qui a dans ses compétences l'urbanisme.

— Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7826) : déclare inadmissible que l'on oppose la question préalable à un projet qui est l'aboutissement d'un travail considérable ; (p. 7827) : proteste contre les tracts qui ont été lancés des tribunes du public ; rappelle l'œuvre accomplie par Mlle Dienesch ; (p. 7841, 7842) : ses observations sur les enfants et adolescents handicapés ; insiste sur l'effort d'accueil nécessaire ; s'étonne que l'éducation nationale ait refusé à un handicapé le droit de se présenter au CAPES.

1975

— Rappel au règlement [8 avril 1975] (p. 1383) : inscription du projet de modification du statut du fermage pour le 4 avril 1975 ; le report décidé par le Gouvernement pour le 8 avril ; l'impossibilité faite aux commissions de remplir efficacement leur mission.

— Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975] (p. 1790) : **Article 2 : Article L 617-21 du code de la santé publique** : sur l'amendement n° 15 de M. Briane : demande que l'amendement soit déclaré irrecevable.

— Projet de loi relatif aux substances minérales marines (n° **1969**) [22 mai 1975] (p. 3008) : demande la publication au *Journal officiel* du rapport écrit de M. Chauvel. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3009) : son amendement n° 1 de forme ; adopté ; son amendement n° 2 : fixation de la procédure d'instruction des demandes par un décret ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 3 : après les mots « titres de recherche et d'exploitation », insérer les mots « sans indemnités » ; retiré. **Article 5** (p. 3010) : son amendement n° 6 : liste des personnes habilitées à constater les infractions ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 4 de forme ; adopté. **Après l'Article 8** (p. 3011) : son amendement n° 5 : exclure du champ d'application de l'article 3 de la loi de finances rectificative pour 1971 les entreprises auxquelles il est délivré des autorisations de prospection préalables ; réserver la franchise d'impôts pour la constitution de gisements aux entreprises exploitant des ressources concessionnelles ; retiré.

— Projet de loi portant orientations préliminaires du VII^e Plan (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3534) : le VII^e Plan : période d'effort pour changer la société et surmonter la crise économique ; l'ampleur des problèmes posés au monde industriel ; la réduction des inégalités et l'amélioration de la qualité de la vie ; (p. 3535) : le caractère profond de la crise ; l'absence d'analyse de celle-ci dans le rapport présenté au Parlement ; le caractère passéiste du rapport quant à l'analyse du nécessaire équilibre de notre balance des paiements ; l'absence de coordination des différentes politiques économiques des Etats européens ; la dislocation du système monétaire ; le rôle des sociétés multinationales ; la nécessaire mesure du volume des « échanges captifs » ; l'affaiblissement du consensus général ; la nécessaire remise en cause de la concentration des pôles de décision ; donner plus de responsabilité aux collectivités locales et aux régions ; décentraliser la décision économique ; développer les entreprises petites et moyennes ; réorienter les mécanismes d'aide aux entreprises vers des tâches d'importance primordiale ; restaurer la fonction sociale de l'entrepreneur ; (p. 3536) : améliorer les relations humaines dans l'entreprise et développer la participation ; assurer une véritable délégation des responsabilités ; vaincre les pesanteurs bureaucratiques des administrations ; restaurer la notion de service public ; mieux informer les usagers des services collectifs ; la nécessaire participation de tous, ambition du VII^e Plan ; prévoir un changement d'échelle de la politique d'aménagement du territoire.

— Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux (n° **1633**). **Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Article 2** (p. 3830) : demande la réserve de l'article. **Après l'Article 21** (p. 3848) : répond à M. Hamel : le compromis que constitue l'amendement n° 41 du Gouvernement.

— Projet de loi portant organisation de voyages ou de séjours (n° **1587**). **Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article 7**

(p. 4165) : sur les propos tenus par M. Claude Weber, s'étonne que celui-ci fasse état d'une prise de position de l'union nationale des associations de tourisme adressée au rapporteur de la commission de la production et qui n'a pas été rendue publique.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce extérieur, rapporteur pour avis [18 novembre 1975] (p. 8539) : le regain d'intérêt pour le commerce extérieur ; les évolutions de la balance commerciale ; (p. 8540): les causes de l'excédent de cette balance ; la réunion de Rambouillet et la détérioration du climat des échanges ; la résurgence du protectionnisme ; l'exemple du domaine de l'acier ; les pratiques du dumping.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [8 avril 1976]. **Article 15** (p. 1510) : demande la réserve de l'article 15 afin de permettre au secrétaire d'Etat à la culture d'être présent lors du débat sur l'article.

Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges [8 avril 1976] (p. 1525) : indique quels motifs ont présidé à l'existence de la réunion et de quelle manière les débats se dérouleront ; (p. 1529) : indique les questions qui lui sont parvenues de la part des commissaires ; (p. 1530) : indique que la commission devra se limiter au problème de l'informatique.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**), président de la commission. **Première lecture. Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article 5** (p. 2081) : considère que l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc devrait être retiré à la suite des explications fournies par le Gouvernement. **Après l'Article 26** (p. 2092) : se félicite de la collaboration qui s'est établie entre la commission de la production, l'Assemblée nationale et le Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5** *octies* (p. 4064) : sur l'amendement n° 22 de Mme Thome-Patenôtre, rejette l'argumentation de Mme Thome-Patenôtre sur la rage. **Article 5** *nonies* (p. 4065) : s'inquiète de savoir si l'euthanasie est visée par l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre. **Article 8** (p. 4066) : craint un risque d'incompréhension sur le mot « halieutique » dans l'amendement n° 14 de M. Gabriel.

Industrie nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges [3 juin 1976] (p. 3735) : indique que la séance aura pour objet de traiter de l'industrie nucléaire française ; (p. 3738) : donne lecture des deux premières questions ; (p. 3740) : donne lecture d'une question relative au prix des divers éléments des centrales nucléaires destinées à EDF ; (p. 3743) : remercie le ministre d'avoir bien voulu participer à la séance de la commission.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° 2346), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4555) : souhaite que le débat ne soit pas trop limité dans le temps ; constate que la consolidation de la croissance est subordonnée à trois conditions : croissance économique chez nos principaux partenaires, modération de l'inflation, assainissement du système monétaire international ; s'inquiète que seule la modération de l'inflation dépende de notre action ; l'aspect volontariste sélectif et impératif du VII^e^ Plan ; (p. 4556) : la double ligne de contre-attaque contre le chômage : la thèse de croissance élevée, la lutte contre le chômage d'incohérence ; le problème de l'investissement d'innovation ; les choix en matière d'investissements productifs ; la lutte contre l'inflation, un élément majeur de la stratégie du Plan passant par le rétablissement de l'équilibre budgétaire et par la réduction des inégalités ; l'insuffisance de réflexion sur les exportations ; (p. 4557) : la stabilisation de la production charbonnière ; critique de la politique industrielle qui n'est pas de nature à contenir efficacement les importations de produits à forte valeur ajoutée ; sous réserve d'amendements, conclut à l'adoption du projet de loi. **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4868) : son amendement n° 2 tendant à maintenir la production de charbon au niveau de vingt-deux millions de tonnes en 1980 ; amendement n° 2 réservé ; (p. 4869) : son amendement n° 3 précisant qu'une action spécifique sera menée dans la branche du machinisme agricole ; amendement n° 3 réservé ; (p. 4870) : son amendement n° 4 concernant un regroupement des actifs industriels français dans la branche de la machine-outil ; son sous-amendement n° 29 supprimant la référence à la régie Renault dans l'amendement n° 4 ; amendement n° 4 et sous-amendement n° 29 réservés ; (p. 4875) : son amendement n° 5 concernant les surfaces minimales et les surfaces de référence de l'ensemble des logements neufs aidés par l'Etat ; indique que le projet du VII^e^ Plan ne précise que de façon incidente l'augmentation de la taille des logements ; la liaison entre la taille du logement et la démographie ; (p. 4876) : retire son amendement n° 5 ; amendement n° 5 réservé ; (p. 4877) : son amendement n° 14 prévoyant une priorité

accordée à la réalisation accélérée des grandes liaisons transversales reliant la façade atlantique aux grandes concentrations industrielles de l'Est de la France et du Centre européen ; accepte la modification apportée par M. Durafour à son amendement n° 14 ; amendement n° 14 réservé ; (p. 4887) : son amendement n° 7 concernant l'utilisation de la chaleur nucléaire dans le cadre du programme électronucléaire ; amendement n° 7 réservé ; (p. 4888) : son amendement n° 8 concernant la collecte générale des huiles usées ; amendement n° 8 réservé ; (p. 4894) : son amendement n° 10 concernant les incitations financières aux collectivités locales permettant d'améliorer les conditions de sécurité dans les agglomérations petites et moyennes, concernant l'accélération de la mise en œuvre de plans de circulation dans les agglomérations de plus de vingt mille habitants ; amendement n° 19 réservé.

— **Projet de loi relatif à la prospection, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain** (n° **1169**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4899) : les modifications introduites par le Sénat aux articles 4, 5 et 7 qui lui paraissent judicieuses ; demande d'adopter le projet de loi dans le texte du Sénat sous réserve de son amendement à l'article 5. **Discussion des articles** [29 juin 1976]. **Article 5** (p. 4900) : son amendement n° 1 habilitant les officiers d'administration des affaires maritimes à constater des infractions aux dispositions du présent projet de loi ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6508) : le dispositif d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse inscrit dans le dispositif de lutte contre l'inflation ; l'ambiguïté du dispositif fiscal ; la notion très fâcheuse d' « impôt sécheresse » ; la vulnérabilité de l'agriculture française ; le renforcement de la compétitivité de l'agriculture ; le dispositif d'aide ; (p. 6509) : la perte de revenu des agriculteurs ; ses causes ; les dotations ; les aides directes calculées sur la base des unités de gros bovins ; le dispositif artificiel du 25 août 1976 ; ses anomalies ; préférence pour le nouveau dispositif prévu à l'article 11 du projet de loi de finances rectificative ; les mesures tendant à compléter l'aide directe ; les recettes revêtant un caractère exceptionnel ; l'objet réel du dispositif fiscal ; préférence de la commission pour l'imposition des plus grosses entreprises agricoles sur la base du bénéfice et non du chiffre d'affaires ; avis favorable sur l'indemnisation des agriculteurs ; préférence envers les dépenses d'investissement ; l'accroissement éventuel de l'emprunt destiné initialement aux PME ; la vulnérabilité de l'agriculture française ; (p. 6510) : les excellents résultats obtenus depuis 1960 ; les problèmes de revenus ; un affaiblissement de la productivité du capital ; l'augmentation des transferts sociaux ; le développement des subventions courantes ; l'amélioration de la rentabilité de l'activité agricole, seule source de l'amélioration du revenu des exploitants pour les années à venir ; la priorité à accorder aux dépenses susceptibles d'améliorer la productivité ; le sacrifice des dépenses en capital du ministère de l'agriculture ; la maîtrise de l'inflation ; les prix agricoles fixés en commun ; l'harmonisation difficile des situations conjoncturelles dans la CEE ; avis favorable de la commission de la production et des échanges au vote du collectif. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 9** (p. 6659) : son amendement n° 61 : les problèmes graves pouvant résulter du blocage du prix de l'eau ; les incidences de la sécheresse ; la fixation du prix de l'eau : une prérogative communale ; la création des conditions d'un déséquilibre par l'Etat ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976. [*J.O.* Débats du 5 novembre 1976] (p. 7625) : l'utilité de la procédure de la commission élargie ; (p. 7638) : remercie les orateurs et les participants à la commission élargie ; souhaite que cette réunion ait joué un rôle d'information destiné à éclairer le débat en séance publique.

Commerce extérieur, rapporteur pour avis [20 novembre 1976] (p. 8442) : le déficit de nos échanges commerciaux ; l'excédent de 1975 ; l'augmentation des importations ; l'énergie ; les biens d'équipement ; la sécheresse ; le glissement du franc ; le dumping.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [19 avril 1977] (p. 1926) : l'adaptation de l'appareil industriel à la vague d'industrialisation mondiale ; les capacités de la France à s'adapter ; le caractère non exclusif de la promotion des travailleurs et de la recherche de la productivité ; la véritable situation de la sidérurgie française ; le niveau des capacités de production ; l'effort d'investissement ; l'expansion de la production selon le rapport spécialisé du VII[e] Plan ; faire le choix de l'entreprise responsable et de l'économie de

concurrence ; les erreurs commises dans la programmation des investissements ; les atermoiements des autorités communautaires ; l'éventuelle remise en question de l'établissement de la convention sociale décidée par le conseil des ministres du 23 février 1977 ; l'instauration d'un mécanisme de participation aux résultats ; les effets bénéfiques de la restructuration ; (p. 1927) : le caractère protectionniste des propositions relatives aux nationalisations ; la recherche d'une méthode de contrôle de l'utilisation des fonds publics ; la réalisation par des partenaires étrangers de leur conversion ; la protection du marché commun contre les incursions anormales de certains produits ; la priorité constituée par l'aménagement du territoire ; renforcer le plan anti-crise au niveau de la CECA ; l'organisation d'un débat sur la crise de la sidérurgie en Europe et au Parlement européen ; (p. 1928) : rappelle les conclusions du rapport d'information du président Maurice Lemaire présenté en 1966 au nom de la commission de la production et des échanges ; les relations existant entre l'intégration dans le commerce mondial et le degré de développement des pays ; les conséquences de l'appropriation publique de l'appareil de production.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 2. — Article 3** *bis* **de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4309) : la défense par le rapporteur des avis de la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche. Débats du 12 octobre 1977. [*J.O.* Débats du 19 octobre 1977] (p. 6316) : l'organisation du débat.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977[(p. 6632) : le problème de la production laitière en France ; la situation de la région Poitou-Charentes ; la valorisation du lait ; les déclarations d'un responsable d'une laiterie coopérative du département des Deux-Sèvres ; la finalité de l'intervention de l'Etat sur le marché du lait ; le caractère de stimulant représenté par la prime à la qualité ; la disparition des beurres de cru ; (p. 6633) : la politique européenne en matière de produits laitiers ; la nécessité d'exonérer les producteurs des régions de montagne de la taxe de corresponsabilité ; l'assainissement du marché laitier.

Commerce extérieur, rapporteur pour avis [4 novembre 1977] (p. 7033) : les différentes solutions proposées de part et d'autre pour sortir de la crise ; l'équilibre de la balance commerciale ; la thèse du retour au protectionnisme ; (p. 7034) : les problèmes liés à une politique de l'importation ; la concurrence des pays à bas salaire ; le problème des échanges captifs ; la justification des importations dans les économies marxistes ; les accords au sein de la CEE et dans le cadre du GATT ; la pratique proposée par les tenants du protectionnisme ; la nécessité de la prudence dans la voie des accords d'auto-limitation ; la thèse de la libération complète des échanges ; la diversification des économies en voie de développement ; la réduction des emplois manuels ; la multiplication des emplois mobiles d'ingénieurs et de techniciens ; les revendications du programme d'action relatif à l'instauration d'un ordre économique international adopté par l'ONU ; la théorie libre-échangiste ; la concurrence à laquelle seraient soumises les industries de main-d'œuvre ; les accords de Lomé ; (p. 7035) : les conséquences sur l'indépendance économique de la pratique du libre-échange ; l'organisation de la liberté des échanges ; la signature d'accords bilatéraux de coopération ; la conclusion d'accords à long terme pour la fourniture de matières premières ; les propositions du Gouvernement dans le cadre du Tokyo Round ; doter la CEE de moyens législatifs ou réglementaires comparables aux dispositions américaines en matière douanière ; l'avis favorable de la commission à l'adoption du budget du commerce extérieur.

Economie et finances. — II. Services financiers [18 novembre 1977] (p. 7717) : s'élève contre certains propos émis par M. Jean Poperen dans la lecture de son rapport au nom de la commission de la production.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7894) : la limitation à 6 % de la hausse du prix de l'eau en 1978 ; l'application de cette réglementation à l'exclusion des taxes et redevances ; la majoration des redevances de pollution ; le rapport d'information de la commission de la production sur les problèmes de l'eau ; les actions à mener en matière de production et de distribution d'eau ; (p. 7895) : la vérité des prix de l'eau ; l'équilibre de la gestion du service public de distribution d'eau ; la politique de l'eau.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8371) : le non-retrait du projet de loi de l'ordre du jour de la commission. **Discussion des articles. Avant l'Article premier : Réponse au rappel au règlement de M. de Poulpiquet** (p. 8384) : l'importance

attachée au projet de loi relatif aux SAFER par la commission de la production ; l'examen des amendements dans des conditions normales.

— **Conflit de compétence entre deux commissions** [20 décembre 1977] (p. 9077) : la présentation de la proposition de loi de M. Foyer sous la forme de deux propositions ; le conflit de compétence entre la commission des lois et la commission de la production.

FOUQUETEAU (Jean-Jacques)

Député de la Vienne
(2e circonscription)
(RCDS).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

En remplacement de M. Pierre Abelin, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [19 novembre 1975] (p. 8694, 8747).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [26 novembre 1975] (p. 8995).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [26 novembre 1975] (p. 8995), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2203) : réclame l'éradication totale de la brucellose ; dénonce les méfaits de la grippe canadienne et de la peste porcine ; insiste sur la nécessité d'améliorer la qualité de la viande produite et de renforcer le réseau français de commercialisation avec le concours des maisons de commerce existantes ; appelle de ses vœux une politique qui n'entrave pas le jeu des mécanismes naturels de régulation du marché ; critique l'irréalisme de la gestion des marchés par la communauté européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7523) : l'augmentation illusoire du budget pour 1977 ; la contribution française au FEOGA ; la nécessité d'une politique de soutien des marchés ; les mesures à prendre pour réussir la mutation économique prendre pour réussir la mutation économique ; l'élevage et les productions animales ; la brucellose ; le développement de l'appareil commercial ; le taux de remboursement forfaitaire; les SICA; (p. 7524) : l'organisation du marché.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Commerce extérieur [4 novembre 1977] (p. 7036) : le résultat du commerce extérieur en septembre 1977 ; l'accroissement de la part du commerce extérieur par rapport à l'activité économique globale ; raffermir la jeune vocation exportatrice de la France ; la « démocratisation » du commerce extérieur ; les difficultés des PME ; la saturation de l'activité exportatrice des grandes entreprises ; la souplesse d'adaptation des PME à l'évolution des marchés ; l'accession des PME aux marchés extérieurs ; la nécessité de transformer la mentalité des entrepreneurs français à l'égard du commerce extérieur ; (p. 7037) : renforcer la coopération intellectuelle avec les partenaires commerciaux de la France.

FOURCADE (Jean-Pierre)

Ministre de l'économie et des finances du 28 mai 1974 au 26 août 1976.

Ministre de l'équipement du 28 août 1976 au 29 mars 1977.

Ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire du 30 mars 1977 au 26 septembre 1977.

Est nommé ministre de l'économie et des finances (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'économie et des finances (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de l'équipement (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'équipement (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [*J.O.* Débats Sénat du 4 octobre 1977] (p. 2243).

Donne sa démission de ministre de l'équipement (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 26 septembre 1977 [*J.O.* du 27 septembre 1977] (p. 4707).

DÉPOTS

En qualité de ministre de l'économie et des finances :

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1110**) [28 juin 1974].

— **Projet de loi** relatif au **remboursement** d'une nouvelle **fraction des crédits de taxe sur la valeur ajoutée** en faveur des **exploitants agricoles** (n° **1172**) [28 juillet 1974].

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**) [26 novembre 1974].

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1973** (n° **1405**) [16 décembre 1974].

— **Projet de loi** approuvant une **convention** conclue entre le **ministre de l'économie et des finances** et le **gouverneur de la Banque de France** (n° **1504**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**) [24 avril 1975].

— **Projet de loi** relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un **emprunt** groupé émis par des établissements de crédit (n° **1617**) [6 mai 1975].

— **Projet de loi** supprimant la **patente** et instituant une **taxe professionnelle** (n° **1634**) [13 mai 1975].

— **Projet de loi** relatif au recouvrement public des **pensions alimentaires** (n° **1650**) [16 mai 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**) [11 juin 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**) [9 septembre 1975].

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** ratifant le décret n° 75-846 du 11 septembre 1975 relatif à l'institution d'une **taxe** sur certains **vins importés** (n° **1891**) [2 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation d'un accord portant création d'un **fonds de soutien financier de l'organisation de coopération et de développement économiques,** signé à Paris le 9 avril 1975 (n° **1924**) [15 octobre 1975].

— **Projet de loi** autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes **d'impôts directs** (n° **1932**) [24 octobre 1975].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1974** (n° **2063**) [12 décembre 1975].

— **Projet de loi** portant aménagement du **monopole des tabacs manufacturés** (n° **2135**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant ratification de l'**ordonnance n° 76-217** du 5 mars 1976 relative à la **réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés** payable en 1976, et autorisant le report de paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables (n° **2138**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant diverses **dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant ratification du **décret n° 76-287** du 31 mars 1976 abrogeant le **décret n° 75-846** du 11 septembre 1975 relatif à l'institution d'une **taxe** sur **certains vins importés** (n° **2150**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** portant **imposition** des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° **2206**) [20 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'exercice de l'activité de **marchand en gros de vin** (n° **2246**) [29 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif au régime fiscal de la **presse** (n° **2298**) [13 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif au contrôle de la **concentration économique** et à la répression des **ententes illicites** et des abus de position dominante (n° **2388**) [15 juin 1976].

En qualité de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire :

— **Déclaration du Gouvernement** sur les **problèmes de la mer** (n° **2960**) [17 juin 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'économie et des finances :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gravelle : Crédits à court terme pour l'agriculture** [12 juin 1974] (p. 2610).

— **M. Icart** [12 juin 1974] (p. 2612, 2613) : **Réunion du groupe des Dix à Washington :** premiers pas de nos partenaires américains vers les thèses européennes.

— **M. Alain Bonnet : Encadrement du crédit** [9 octobre 1974] (p. 4894, 4895) : mesures prises en faveur des petites et moyennes entreprises.

— **M. Bouvard : Situation des petites et moyennes entreprises** [9 octobre 1974] (p. 4898).

— **M. Charles Bignon : Crédits contractés par les travailleurs en chômage total ou partiel** [9 octobre 1974] (p. 4899) : situation fiscale des travailleurs en chômage.

— **M. Gravelle : Prêts de campagne et prêts à court terme du Crédit agricole** [16 octobre 1974] (p. 5089).

— **M. Duffaut : Difficultés de trésorerie des collectivités locales** [16 octobre 1974] (p. 5090).

• *à la question orale avec débat :*

— (n° **11295**) **de M. Boulloche : Epargne populaire** [18 octobre 1974] (p. 5282) : la protection de l'épargne et des épargnants, préocupation constante du Gouvernement ; son refus d'indexer l'épargne ; dépôt d'une plainte contre le journal cité par M. Pierre Weber ; projet de loi portant institution d'un prélèvement conjoncturel pour prévenir les gestions inflationnistes et permettre le versement de primes à l'épargne ; utilisation de l'épargne populaire (réorganisation du monde agricole, financement des équipements collectifs) ; (p. 5283) : comparaison des taux en tenant compte des avantages fiscaux ; (p. 5284) : nécessité d'améliorer les conditions de rémunération de l'épargne pour protéger effectivement les épargnants.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Lucien Richard : Modalités d'intervention de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface)** [6 novembre 1974] (p. 5939).

— **M. Hamel : Politique du crédit** [13 novembre 1974] (p. 6278) : diminution des taux du marché monétaire ; amélioration du fonctionnement de l'ensemble de nos mécanismes économiques.

— **M. Madrelle : Moratoire pour les échéances fiscales des petites et moyennes entreprises** [13 novembre 1974] (p. 6283, 6284).

— **M. Abadie : Conséquences de certains redressements fiscaux** [20 novembre 1974] (p. 6789) : application de la taxe sur la valeur ajoutée aux quinzaines commerciales.

— **M. Boudet : Situation financière des entreprises du fait de la grève des PTT** [27 novembre 1974] (p. 7098).

— **M. Henri Michel : Encadrement du crédit agricole** [27 novembre 1974] (p. 7102).

— **M. Jans : Restructuration dans l'industrie automobile** [4 décembre 1974] (p. 7376) : maintien à l'industrie française de sa compétitivité et de son caractère national ; prêts remboursables sur quinze ans accordés à Citroën par le FDES.

— **M. Simon-Lorière : Aide de l'Etat à l'entreprise Citroën** [4 décembre 1974] (p. 7377).

— **M. Fouchier : Aide de l'Etat aux petites et moyennes entreprises** [4 décembre 1974] (p. 7377, 7378) : création d'un comité d'aménagement des structures industrielles ; majoration des dotations du FDES pour 1975.

— **M. Hausherr : Assujettissement des collectivités locales à la TVA** [4 décembre 1974] (p. 7379, 7380) : dépôt dans le cadre de la loi de finances pour 1975 d'un amendement permettant aux collectivités locales exploitant certains services en régie d'opter pour le régime de la TVA.

— **M. Papon : Suspension du recouvrement de la taxe conjoncturelle** [23 avril 1975] (p. 1997).

— **M. Hamel : Fraude sur les vins** [23 avril 1975] (p. 1997).

— **M. de Poulpiquet : Réanimation de l'économie** [23 avril 1975] (p. 1999) : effort du Gouvernement pour aider au développement des régions défavorisées.

— **M. Blanc : Imposition des viticulteurs** [30 avril 1975] (p. 2272, 2273).

— **Mme Thome-Patenôtre : Recouvrement des pensions alimentaires** [21 mai 1975] (p. 2934) : possibilité d'un recouvrement par les services de la compatibilité publique (percepteurs).

— **M. Degraeve : Aide de l'Etat à la construction de logements à caractère locatif** [21 mai 1975] (p. 2938, 2939) : concentration de l'aide de l'Etat sur le logement social HLM et sur l'accession à la propriété.

— **M. Hamel : Réintégration du franc dans le « serpent communautaire »** [21 mai 1975] (p. 2939) : montant de nos réserves de change ; rétablissement de notre balance commerciale ; orientation de la France vers une politique communautaire européenne.

— **M. Cousté : Reprise des livraisons de tabac** [28 mai 1975] (p. 3286).

— **M. Debré : Politique monétaire internationale** [4 juin 1975] (p. 3659) : retour à des taux de change fixes.

— **M. Maujoüan du Gasset : Remboursement de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1973** [4 juin 1975] (p. 3660, 3661) : fin des remboursements le 15 juillet.

— **M. Guy Guermeur : Exonération de l'impôt foncier des terrains situés sur le littoral** [18 juin 1975] (p. 4366) : faiblesse de la valeur locative attribuée à ces terrains en friches.

— **M. Hector Rolland : Revalorisation des rentes viagères** [8 octobre 1975] (p. 6656) : revalorisation de 12 % des rentes viagères constituées avant 1974.

— **Mme de Hauteclocque : Grève de la faim des bouchers parisiens** [22 octobre 1975] (p. 7218) : la réglementation des prix de la viande acceptée par les dirigeants nationaux de la profession.

— **M. Feït : Fonds d'équipement des collectivités locales** [22 octobre 1975] (p. 7218, 7219) : la dotation prévue pour 1976.

— **M. Bernard Marie : Imposition des plus-values provenant d'indemnités d'expropriation portant sur une résidence principale** [29 octobre 1975] (p. 7531) : présentation au Parlement, au cours de la prochaine session, d'un texte général sur l'imposition des plus-values.

— **M. Delehedde : Fonctionnement de la direction générale des impôts** [5 novembre 1975] (p. 7882) : réorganisation de la direction générale des impôts entreprise depuis 1969 ; création d'emplois nouveaux ; situation des auxiliaires et vacataires.

— **M. Bécam : Protection des entreprises agro-alimentaires en difficulté** [5 novembre 1975] (p. 7887) : rôle des comités départementaux ; diminution des délais de paiement.

— **M. Brocard : Paiement de la TVA par certaines entreprises artisanales** [12 novembre 1975] (p. 8162) : étude sur la possibilité de généraliser le système applicable dans le secteur des travaux immobiliers et des prestations de services.

— **M. Lebon : Emprunts des communes auprès de la caisse des dépôts** [12 novembre 1975] (p. 8167) : utilisation des sommes laissées disponibles à la caisse des dépôts par les communes n'entendant pas bénéficier des possibilités d'emprunts ouvertes au titre du plan de soutien.

— **M. Defferre : Contrats passés avec l'Algérie** [19 novembre 1975] (p. 8643) : étude avec l'Algérie de l'ensemble des problèmes concernant le développement de nos échanges ; perte du contrat télévision par la France, mais conclusion de plus de cinq milliards d'autres contrats en 1975 ; progression régulière de l'ensemble de nos courants d'échanges.

— **M. Papon : Conséquences de la déclaration de Rambouillet sur la situation monétaire** [19 novembre 1975] (p. 8645, 8646) : mise en place d'un mécanisme d'intervention concertée sur les changes ; conclusion nécessaire d'un accord international à long terme aboutissant à la modification du statut du Fond monétaire international ; nouvelle rédaction de l'article des statuts du Fonds relatif au régime des changes ; retour à un système de parités stables mais ajustables.

— **M. Simon-Lorière : Conditions d'octroi des prêts immobiliers** [19 novembre 1975] (p. 8647) : taux d'intérêt des caisses d'épargne ; autorisation pour celles-ci d'accorder des prêts à échéance progressive.

— **M. Cousté : Application du plan de soutien à l'économie** [19 novembre 1975] (p. 8647, 8648) : octroi d'aides à la consommation aux personnes âgées et aux familles ; utilisation par les entreprises des possibilités de report d'échéance fiscale ; dégagement des crédits destinés au fonds d'aide aux collectivités locales ; assouplissement des procédures pour l'engagement des travaux ; extension du mouvement de reprise.

— **M. Debré : Dommages causés à certaines industries par les importations d'Orient et d'Extrême-Orient** [26 novembre 1975] (p. 8958) : le système de protection aux frontières pour les textiles établi par la CEE ; les mesures mises en place au niveau national (système de visas, procédures douanières).

— **M. Montdargent : Octroi de délais pour le paiement des impôts locaux** [3 décembre 1975] (p. 9264) : instructions libérales données aux comptables du Trésor.

— **M. Bégault : Aide fiscale à l'investissement** [3 décembre 1975] (p. 9266) : son application aux bâtiments d'exploitation agricole lorsque la demande de permis de construire aura été déposée avant le 31 décembre.

— **M. La Combe : Répartition du produit de la taxe professionnelle versée par les centrales nucléaires** [10 décembre 1975] (p. 9614) : affectation au fonds départemental d'une partie de l'excédent afin que les communes voisines bénéficient d'un reversement de la taxe professionnelle en 1982-1983.

— **M. Hamelin : Conséquences de la loi du 29 juillet 1975 pour la taxe d'habitation** [28 avril 1976] (p. 2254) : difficultés résultant de l'application de cette loi dans les

communautés urbaines ; son intention de proposer à l'Assemblée un dispositif correcteur.

— **M. Neuwirth : Nouvelles mesures concernant les artisans et les prestataires de services** [28 avril 1976] (p. 2256) : l'arrêté du 17 janvier 1976 relatif à l'obligation de facturation ; relèvement du seuil de cette facturation ; difficultés du contrôle des prix.

— **M. Daillet : Inflation** [28 avril 1976] (p. 2257) : la reprise et ses effets sur l'inflation ; l'intention du Gouvernement de contrôler l'augmentation de la masse monétaire.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Icart** (n° **28089**) : **Lutte contre la fraude fiscale** [30 avril 1976] (p. 2499-2503) : la nécessité absolue du contrôle fiscal ; sa réalité, les vérifications d'entreprises, le contrôle des revenus des personnes physiques ; le recouvrement des produits du contrôle fiscal ; la réorganisation complète de la direction générale des impôts ; l'installation de centres d'impôts polyvalents ; la tenue d'un dossier fiscal unique par contribuable ; précisions sur les méthodes de choix des vérifications opérées de manière à éviter tout arbitraire ; les efforts déployés pour améliorer les rapports entre l'administration fiscale et les citoyens (information, simplification, humanisation).

— **M. Bernard Marie** (n° **28272**) : **Impositions forfaitaires** [30 avril 1976] (p. 2503, 2504) ; la nécessité de la technique fiscale du forfait pour les petites entreprises ; les problèmes posés par la révision des forfaits.

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **28221**) : **Taxe professionnelle** [30 avril 1976] (p. 2505, 2506) : les allégements dont bénéficient les boulangers, les charcutiers et les bouchers ; l'application de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1975 (réduction en matière de taxe professionnelle aux artisans employant moins de trois salariés).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Combrisson : VII^e Plan** [5 mai 1976] (p. 2628) : la commission des finances est en possession des exemplaires du rapport du VII^e Plan.

— **Mme Chonavel : Pénurie de pommes de terre** [5 mai 1976] (p. 2628, 2629) : la pénurie sévissant dans le Marché commun et dans les pays de l'Est ; les mesures prises pour donner une priorité d'approvisionnement au marché national ; la surveillance des marges de commercialisation.

— **M. Rieubon : Indice des prix de mars** [5 mai 1976] (p. 2629) : impossibilité actuellement de déterminer l'indice des prix de mars en raison d'une grève prolongée sous la pression de la CGT.

— **M. Benoist : Approvisionnement en pommes de terre** [5 mai 1976] (p. 2631) : la limitation de nos exportations ; l'approvisionnement des marchés jusqu'à la fin mars.

— **M. Corrèze : Contrôles fiscaux** [19 mai 1976] (p. 3190, 3191) : la mise au point d'une « charte du contribuable vérifié » ; les voies de recours et les garanties offertes au contribuable.

— **M. Audinot : Exercice du contrôle fiscal** [19 mai 1976] (p. 3191) : la réorganisation d'ensemble de l'appareil fiscal ; les instructions données pour le contrôle fiscal ; les contrôles portent surtout sur les grandes sociétés, les trafics frauduleux et les revenus importants.

— **M. Alain Bonnet : Politique fiscale** [19 mai 1976] (p. 3193, 3194) : les instructions données afin d'éliminer tout arbitraire dans les contrôles fiscaux.

— **M. Herzog : Lutte contre la fraude fiscale** [26 mai 1976] (p. 3502) : les conditions dans lesquelles sont effectuées les perquisitions contre le trafic sur les alcools et contre les ventes sans facture (présence d'un officier de police judiciaire ; autorisation préalable du directeur départemental des services fiscaux).

— **M. Cousté : Acomptes de la taxe professionnelle** [26 mai 1976] (p. 3502) : la possibilité d'accorder des reports d'échéance aux entreprises en difficulté.

— **M. Daillet : Instauration par les banques d'une taxe sur les comptes chèques** [2 juin 1976] (p. 3633) : le problème de l'émission de chèques d'un montant peu élevé ; la possibilité pour les banques de tarifer normalement les services rendus aux particuliers.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **29087**) : **Réduction des droits de succession entre collatéraux** [4 juin 1976] (p. 3825, 3826) : s'engage à reconsidérer le montant des abattements consentis dans le cas de succession entre frère et sœur ; la faiblesse des taux de succession en ligne directe.

— **M. Caro** (n° **29520**) : **Situation financière de certaines communes** [4 juin 1976] (p. 3826) : l'exemption des éleveurs « industriels » de la taxe professionnelle ; la possibilité pour un fonds de solidarité départemental d'opérer une répartition plus équitable du produit de la taxe professionnelle.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Mayoud : Prix des primeurs** [16 juin 1976] (p. 4181, 4182) : mesures prises pour maîtriser les hausses.

— **M. Pujol : Difficultés de gestion de certaines sociétés coopératives** [16 juin 1976] (p. 4182, 4183) : les raisons de l'effondrement

d'une entreprise coopérative de construction de la région de Marseille ; la modification des conditions de fonctionnement de la caisse centrale de crédit coopératif ; l'affaire Transcoop en Bretagne.

— **M. Besson : TVA sur le mémorial des victimes du « Cinq-Sept » à Saint-Laurent-du-Pont** [16 juin 1976] (p. 4185, 4186) : recherche d'une solution avec le médiateur.

— **M. Alain Bonnet : Inflation et chômage** [23 juin 1976] (p. 4545) : combat contre l'inflation et réduction du chômage sont liés.

— **M. Papon : Prix des voitures automobiles** [30 juin 1976] (p. 4948) : l'augmentation des prix des modèles 1977 à la Régie Renault.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Max Lejeune** (n° **32227**) : **Situation des pêcheurs artisans** [8 octobre 1976] (p. 6491) : conséquence de la sécheresse pour les pêcheurs de la baie de la Somme ; égalité de traitement entre les produits importés et les produits de nos pêcheurs.

Réponses en qualité de ministre de l'équipement :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Barbet : Etablissement public pour l'aménagement de la zone de la Défense** [20 octobre 1976] (p. 6776) : étude avec l'EPAD des mesures destinées à assurer le reclassement des agents licenciés.

— **M. Nungesser : Inauguration d'un tronçon de l'autoroute Paris-Strasbourg** [27 octobre 1976] (p. 7098) : surprise du Gouvernement devant la « prétendue inauguration » de cette autoroute par un parlementaire dont le groupe refuse les moyens de financement ; inauguration officielle fin novembre.

— **M. Duroméa : Pollution du littoral par les hydrocarbures** [27 octobre 1976] (p. 7101, 7102) : application du plan Polmar ; accident d'Antifer ; étude relative au renforcement de l'efficacité de la loi du 7 juillet 1976.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Briane** (n° **33567**) : **Crues du Lot** [3 décembre 1976] (p. 8999) : le barrage de Castelnau n'est pas un barrage écrêteur de crue ; les opérations de reboisement entreprises par le ministère de l'agriculture ; amélioration des mécanismes d'alerte et d'information.

— **M. Crespin** (n° **33301**) : **Création de parcs de stationnement dans le centre des villes** [3 décembre 1976] (p. 9000) : recherche d'une solution dans le projet portant réforme de l'urbanisme ; son intention de modifier l'article 122-2 du code de l'urbanisme.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Alain Vivien : Financement des autoroutes urbaines d'Ile-de-France** [15 décembre 1976] (p. 9413) : difficulté du problème des autoroutes urbaines ; le choix entre les autoroutes à péage ou pas d'autoroutes ; création possible de cartes d'abonnement à tarif réduit.

— **M. Brocard : Autoroutes alpines** [15 décembre 1976] (p. 9417) : possibilité de parvenir à un accord avec la société Arca chargée de construire l'autoroute A 41.

— **M. Hardy : Elargissement de la route nationale n° 141** [15 décembre 1976] (p. 9418) : mise au point avec l'établissement public régional Poitou-Charentes d'un programme d'opérations permettant d'améliorer l'ensemble du tracé de la RN 141.

— **M. Le Pensec : Système communautaire des pêches** [13 avril 1977] (p. 1753) : mesures prises par l'Irlande contraires aux prescriptions du traité de Rome ; recherche d'un règlement communautaire des pêches permettant la libre circulation.

— **M. Barthe : Conflit du port de Dunkerque** [13 avril 1977] (p. 1755) : la grève de principe paralysant le port de Dunkerque depuis cinq semaines ; composition du port de Dunkerque : quais publics et quais privés (quai minéralier d'Usinor).

— **M. Maurice Cornette : Grève des dockers du port de Dunkerque** [13 avril 1977] (p. 1758) : le compromis accepté par Usinor et refusé par les dockers ; organisation de nouvelles réunions de conciliation.

— **M. Durieux : Prime de développement régional dans le Cambrésis** [20 avril 1977] (p. 1951) : possibilité de revoir, au coup par coup, les conditions d'octroi de la prime en cas de projet précis d'implantation industrielle.

— **M. Ruffe : Aménagement de carrière des conducteurs de travaux publics de l'Etat** [27 avril 1977] (p. 2214) : les discussions en vue d'harmoniser leur carrière sans entraîner un déclassement des corps de techniciens.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **Mme Thome-Patenôtre** (n° **37751**) : **Normes de construction et modes de financement des HLM** [6 mai 1977] (p. 2548, 2549, 2550) : l'engagement pris par la société gestionnaire de prendre les mesures remédiant aux malfaçons de construction apparues à la résidence de « Mare-Joyette » à Elancourt ; les progrès apportés par la réforme de l'aide au logement et la simplification des procédures judiciaires ; l'intention du ministre de diversifier l'habitat dans les villes nouvelles.

— **M. Allainmat** (n° **37793**) : **Interdiction de soumissionner pour les marchés d'Etat faite à trois entreprises** [6 mai 1977] (p. 2550, 2551) : l'importance des sociétés en cause ; la nécessité de faire respecter la politique salariale du Gouvernement ; les instructions

données dans ce sens ; la concertation établie entre les dirigeants de ces entreprises et le Gouvernement.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Rohel : Agréés en architecture** [11 mai 1977] (p. 2644) : conditions d'application de la loi sur l'architecture ; problème des agréés en architecture ; directives adressées à l'ordre des architectes le 30 mars 1977.

— **M. Donnez : Dégradation de l'économie dans l'arrondissement de Valenciennes** [18 mai 1977] (p. 2863) : possibilité de prendre des mesures de dérogation en ce qui concerne la prime de développement régional.

— **M. Maurice Cornette : Non-implantation à Dunkerque d'une usine chimique britannique** [25 mai 1977] (p. 3003) : décision de la firme Imperial Chemical Industries relative à l'implantation d'une usine à Wilhelmshaven et non à Dunkerque ; les raisons de ce choix (position géographique, incitations financières, situation sociale).

— **M. Durieux : Délai d'obtention des permis de construire** [25 mai 1977] (p. 3003) : taux de délivrance des permis de construire dans le Nord ; difficultés momentanées dues à une demande inhabituelle ; possibilité de création d'une nouvelle subdivision de l'équipement à Cambrai ; les constructions nouvelles des périphéries urbaines.

— **M. Donnez : Bilan économique de la dernière grève au port de Dunkerque** [1er juin 1977] (p. 3259) : le niveau de vie des dockers dépend de l'activité du port ; l'accord pour l'exploitation du nouveau quai aux aciers permettant de récupérer un trafic important.

— **M. Massot : Etat des routes départementales de la vallée de l'Ubaye** [8 juin 1977] (p. 3494) : mauvais état de la RD 900 ; ouverture du tunnel de Fréjus dans moins de deux ans ; examen d'un programme de réfection de 9 millions de francs.

— **Mme d'Harcourt : Accident d'aviation du Bourget** [8 juin 1977] (p. 3500) : constitution d'une commission d'enquête pour établir les causes de l'accident du 3 juin ; mission de surveillance confiée à la commission interministérielle de contrôle.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Corrèze** (n° **38260**) : **Taux de TVA applicable aux hôtels « de préfecture »** [10 juin 1977] (p. 3713, 3714) : raisons de la différence du taux de TVA applicable aux hôtels de préfecture et aux hôtels de tourisme ; incitation à la modernisation ; la perte de recette de 250 millions représentée par l'unification éventuelle du taux.

— **M. Offroy** (n° **35320**) : **Conteneurisation de la banane** [10 juin 1977] (p. 3715, 3716) : impossibilité de s'opposer à la modernisation des transports maritimes et de condamner la Compagnie générale maritime au déficit ; amélioration des ports de Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Basse-Terre ; développement des activités de Dieppe (amélioration de la liaison routière Dieppe-Rouen, construction d'une deuxième passerelle *roll on-roll off*).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Delaneau : Vente de boissons alcoolisées sur les autoroutes** [15 juin 1977] (p. 3795) : le cahier des charges interdisant la consommation des boissons contenant plus de 18° d'alcool ; les ventes de produits régionaux ; maintien du règlement actuel.

— **M. Montdargent : Réalisation d'un programme immobilier dans le bois de Verneuil** [22 juin 1977] (p. 4052) : permis de construire accordés ; acceptation de cette opération par le conseil municipal de Verneuil-sur-Seine ; référé en cours ; réunion par le préfet des Yvelines des représentants des promoteurs, du conseil municipal et des associations de défense pour trouver une solution à ce problème.

— **M. Brun : Tracé de l'autoroute A 71** [22 juin 1977] (p. 4056, 4057) : choix fait pour l'autoroute A 71 entre Bourges et Clermont-Ferrand, de l'itinéraire par le Val-de-Cher, Montluçon et Saint-Eloy-les-Mines ; assurer le désenclavement du Massif central ; détermination du tracé définitif en accord avec les collectivités locales .

— **M. Claude Weber : Déficit de la Semiban** [29 juin 1977] (p. 4421) : mission d'enquête de l'inspection des finances ; mise au point d'un plan de redressement.

— **M. Andrieu : Amélioration de la circulation dans la ville de Toulouse** [29 juin 1977] (p. 4423) : amélioration de la situation par l'achèvement de l'autoroute Bordeaux-Narbonne ; construction des rocades sud et est.

— **M. Le Pensec : Problèmes de la pêche** [29 juin 1977] (p. 4423, 4424) : adaptation de notre flotte de pêche ; extension aux pêcheurs du système d'indemnisation existant pour les travailleurs frappés par le chômage.

INTERVENTIONS

1974

En qualité de ministre de l'économie et des finances :

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3300) : la progression de la demande a été continue mais notre économie n'a plus de réserves ; la hausse des prix de détail ; (p. 3301) : une politique de rigueur dans la

gestion des finances publiques ; les modalités du prélèvement fiscal supplémentaire ; (p. 3302) : la lutte contre la fraude fiscale ; (p. 3303) : l'avancement du paiement du solde du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; (p. 3333) : répond aux orateurs. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3337) : ses précisions relatives au régime fiscal des membres de cabinet ministériel ; (p. 3339) : en réponse à M. Fanton : indique les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les SARL qui déclarent ne pas faire de bénéfices.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) :

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5295) : la politique économique du Gouvernement comporte un effort conjoncturel et une stratégie à moyen et à long terme ; préparer le VII[e] Plan ; le taux de croissance de l'économie française pour 1974 est bon ; la destruction du système mondial des paiements, les premiers résultats du programme d'action élaboré en juin ; (p. 5297) : l'acceptation du ralentissement de l'activité économique s'est faite sans chômage excessif ; premiers signes de redressement du commerce extérieur ; le projet de budget veut lutter contre l'inflation et préserver l'emploi des Français ; (p. 5298) : le budget pour 1975 est un instrument d'accompagnement de l'évolution économique ; stabilisation de la pression fiscale ; les transferts opérés à l'intérieur des recettes budgétaires ; les propositions du Gouvernement en matière de coefficient familial ; la charte du « contribuable vérifié » ; (p. 5299) : faible progression des mesures nouvelles par rapport aux services votés ; un calendrier des hausses de tarifs publics pour 1975 est annexé au budget ; les trois priorités : amélioration du sort des plus défavorisés, aide publique aux secteurs économiques en difficulté ou en mutation, redressement des capacités industrielles ; la Cour des comptes étudiera systématiquement les possibilités d'économiser sur les dépenses de fonctionnement de certains ministères ; (p. 5300) : recyclage des capitaux ; limitation des importations de pétrole ; durcissement du régime des prix à la production ; l'hostilité à l'indexation pure et simple de l'épargne n'interdit pas de rechercher une meilleure protection des épargnants ; (p. 5301) : la position de la France sur les problèmes monétaires internationaux ; [24 octobre 1974] (p. 5386) : répond aux divers orateurs.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Après l'Article premier** (p. 5394) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Boulloche : préparation d'une réforme d'ensemble de l'impôt sur les plus-values en capital ; examen des droits de succession entre collatéraux. **Article 2** (p. 5396) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Boulloche ; défend l'amendement n° 94 du Gouvernement : relèvement de l'exonération pour les célibataires âgés ; adopté ; (p. 5397) : sur l'amendement de M. Boulloche : le Gouvernement tentera d'introduire dans le projet de loi sur la protection de la famille des dispositions fiscales favorables aux mères de famille; dement de M. Boulloche : le Gouvernement tentera d'introduire dans le projet de loi sur la protection de la famille des dispositions fiscales favorables aux mères de famille ; (p. 5398) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Boulloche : danger d'écraser les cadres par la fiscalité ; (p. 5400) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Bonhomme : le Gouvernement étudiera la possibilité de moduler les prestations familiales en fonction des revenus au moment du projet de loi sur la protection de la famille ; (p. 5402) : soutient l'amendement n° 11 de M. Papon. **Après l'Article 3** (p. 5403) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Lamps : l'imposition forfaitaire ne doit pas être une imposition indiciaire. **Article 4** (p. 5404) : s'oppose avec regret à l'amendement n° 4 de M. Hardy : dangers d'une fiscalité différenciée des eaux-de-vie ; (p. 5405) : sur le report au 1[er] février 1975 de la majoration des droits ; s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Grussenmeyer pour ne pas étendre le privilège des bouilleurs de cru. **Article 5** (p. 5407) : amendement n° 99 du Gouvernement : droit de passeport fixé à 120 francs pour compenser la réduction des propositions relatives aux véhicules de sociétés ; repoussé. **Article 8** (p. 5411) : sur l'amendement n° 61 de M. Boulloche : la réforme en préparation de l'assurance vie. **Article 11** (p. 5422) : TVA et tourisme social. **Article 14** (p. 5423) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Papon et au sous-amendement n° 95 de M. Boulay : le mécanisme du compte d'affectation spécial « Fonds routier » est de la compétence gouvernementale. **Après l'Article 15** (p. 5424) : amendement n° 97 du Gouvernement : versement représentatif de la taxe sur les salaires ; adopté par scrutin ; (p. 5427) : en réponse à M. Combrisson : nécessité pour les collectivités locales d'équilibrer leurs budgets hors subvention exceptionnelle. **Article 18** (p. 5428) : amendement n° 92 du Gouvernement ; taux de revalorisation des rentes viagères porté à 14 % ; adopté. **Article 20** (p. 5440) : amendement n° 100 du Gouvernement : ajustement de recettes ; adopté.

Deuxième partie :

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6826, 6827) : déclare attendre des réponses de l'Union soviétique sur l'approvi-

sionnement en gaz de l'économie française ; évoque ses entretiens pour une négociation d'un accord financier à cinq ans avec l'URSS.

Taxes parafiscales [20 novembre 1974] (p. 6833) : rappelle que l'état E ne comporte cette année qu'une taxe nouvelle : la taxe sur les produits pétroliers (ligne 99) perçue depuis le mois de mars 1974 au profit de la Caisse nationale de l'énergie ; (p. 6834) : évoque le but de cette taxe : établir une péréquation entre les prix d'accès au brut des différentes compagnies pétrolières qui approvisionnaient le marché français ; s'oppose à l'amendement tendant à supprimer cette taxe ; (p. 6850) : accepte la suppression des taxes demandées par les amendements n°s 76 et 77 ; s'oppose à l'amendement n° 194 demandant la suppression de la taxe incluse dans le prix de certains produits pétroliers ; accepte l'amendement n° 79 tendant à supprimer la ligne 112 (taxe sur les poissons et animaux marins destinés à la conserverie.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6852, 6853) : rappelle que les prêts extérieurs sont consentis à la suite de rapports bilatéraux ; justifie les actions de restructuration industrielle menées par le Gouvernement par l'intermédiaire du FDES ; examinera les moyens d'améliorer l'information parlementaire sur le FDES mais refuse que les commissions parlementaires soient représentées au conseil de direction du FDES ; déclare que les prêts du FDES ont pour objet de permettre aux entreprises françaises de préserver leur capacité de production ; estime anormal que la gestion du Fonds d'expansion économique de la Corse soit confiée au conseil régional ; (p. 6854) : s'entretiendra de ce problème avec M. Zuccarelli ; (p. 6855) : accepte l'amendement n° 111 rectifié concernant l'arrondissement du montant de la taxe spéciale sur le prix des places de cinéma ; (p. 6856) : ne s'oppose pas à l'amendement n° 118 concernant le relèvement du tarif des redevances pour les adductions d'eau dans les communes rurales.

Charges communes [20 novembre 1974] (p. 6858) : signale la progression du budget des charges communes ; évoque la priorité donnée aux catégories sociales les plus défavorisées ; évalue le déficit de la balance des paiements ; rappelle que les promesses faites aux rapatriés par le Président de la République se traduisent dans le budget par des subventions de fonctionnement plus importantes accordées à l'indemnisation ; déclare que le Gouvernement préfère pour le VII[e] plan, une modification des rapports entre le budget et le plan pluôt qu'une multiplication des lois de programme ; (p. 6859) : déclare que les opérations intéressant les tarifs publics s'inscrivent dans l'évolution des prix retenus pour 1975 ; indique les dotations en capital que l'Etat apportera en 1975 aux entreprises des secteurs publics ; signale l'adoption du plan charbonnier et l'augmentation importante prévue de nos ressources énergétiques par une production d'électricité d'origine nucléaire et les accords sur le gaz naturel avec l'Union soviétique et l'Algérie ; (p. 6864) : contrôle d'un amendement n° 190 réduisant l'incidence de la décision de porter de 10 à 14 % la majoration des rentes viagères ; s'oppose à l'amendement n° 191 tendant à réduire le montant des crédits de paiement destinés à accroître la dotation en capital de la société Erap ; évoque la nécessité de développer les industries pétrolières ; s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Jans (suppression des crédits d'études et constructions de matériels aéronautiques et d'armement complexes) ; donne à M. Jans la liste des entreprises bénéficiaires de ces crédits d'études et de lancement ; (p. 6865) : s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Dronne concernant l'établissement par le Gouvernement d'une étude sur l'évolution des pensions de retraite des militaires de carrière ; (p. 6866) : accepte l'amendement n° 205 de M. Mario Bénard qui permet au Gouvernement de marquer sa sollicitude envers les rapatriés d'Algérie.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6868) : rappelle qu'il est responsable d'une administration de 150.000 personnes ; évoque la mensualisation de l'impôt sur le revenu ; le renforcement du contrôle fiscal ; les activités de la direction générale des douanes ; le recensement de la population auquel se livrera l'INSEE en 1975 ; rend hommage au dévouement du personnel ; rappelle la création d'un comité d'usagers présidé par un parlementaire en mission, M. Hoffer ; évoque le problème des régimes de prix ; (p. 6869) : déclare qu'il demandera à la commission des ententes de proposer au Gouvernement des textes juridiques permettant d'élargir la compétence de cette commission ; (p. 6870) : rappelle qu'il a renouvelé les consignes précisant que la recherche de la fraude fiscale devrait être dirigée vers des redevables importants et non vers les petits artisans et les petits épiciers ; (p. 6871) : rappelle ses négociations avec l'ensemble des organisations syndicales ; déclare qu'il n'a pas l'intention de demander de dérogation au plan d'occupation des sols de Paris, mais qu'il souhaite libérer la partie du Louvre que son ministère occupe et qu'il imagine également l'installation de divers services à la périphérie de la région parisienne ou dans des métropoles régionales.

Articles et articles additionnels non rattachés (p. 6873) : défend l'amendement n° 163 tendant à inscrire à l'état G les dépenses afférentes aux abonnements souscrits par les administrations de l'Etat à l'Agence France-Presse ; adopté ; (p. 6876) : parlant sur l'article 48, rappelle la nécessité de rapprocher les conditions d'imposition des travailleurs salariés et des travailleurs non salariés ; (p. 6877) : accepte de retirer cet article et de le représenter lors de l'examen de la prochaine loi de finances rectificative ; (p. 6878) : parlant sur l'amendement n° 106 de M. Gau, s'oppose à une limitation des dépenses d'entretien du parc automobile des services civils et militaires ; (p. 6879) : laisse l'Assemblée juge de l'amendement n° 8 rectifié de M. Cointat prolongeant les délais laissés aux agriculteurs pour leurs déclarations de TVA ; (p. 6880) : s'engage à publier un nouveau décret qui relèvera sensiblement la limite de récupération de l'actif successoral ; (p. 6881) : retire l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement tendant à supprimer les exonérations dont bénéficiaient jusqu'ici les agriculteurs retraités ; (p. 6882) : s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Pierre Joxe créant l'obligation de consulter les conseils régionaux sur l'emploi des crédits de la rénovation rurale et du fonds d'action rural ; accepterait l'amendement si l'avis des conseils régionaux n'y figurait plus.

Seconde délibération des articles 21, 22, 23, 31, 44 et après l'Article 54 [20 novembre 1974] (p. 6883) : les treize amendements du Gouvernement (n°s 1 à 13) : adoptés ; ouverture d'un crédit complémentaire au profit des anciens combattants et victimes de guerre ; ouverture des crédits nécessaires à la mise en œuvre du projet de loi concernant les internés et résistants politiques ; quatre amendements traduisant les engagements pris à l'égard du monde agricole ; deux amendements relevant les crédits de l'enseignement agricole ; (p. 6884) : deux amendements tendant à accroître les moyens financiers de la construction ; l'amendement augmentant les crédits alloués à l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; l'amendement tendant à améliorer la situation des établissements privés sous contrat simple ; l'équilibre du budget compte tenu des différentes modification adoptées ; l'équilibre du fonds national pour les adductions d'eau ; les crédits du fonds scolaire des établissements privés sous contrat simple (fonds Barangé) ; le rétablissement de l'allocation scolaire ; évoque l'augmentation des dépenses de transfert social en direction des personnes âgées, des familles, des handicapés, des rapatriés ; (p. 6888) : refuse la comparaison de cette politique sociale à celle de Laval ou de Tardieu ; (p. 6890, 6891) : l'heureux déroulement de la discussion budgétaire ; les chances fondamentales de la France pour faire face à la crise ; la cohésion entre l'exécutif et le législatif ; le vote d'un budget équilibré, rigoureux et sélectif ; le contrôle du Parlement ; demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi de finances pour que la solidité de la majorité soit connue.

— **Projet de loi adopté par le Sénat après déclaration d'urgence concernant l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7314): le troisième volet d'une stratégie économique, cohérente et continue ; (p. 7315) : faire respecter par les entreprises la discipline que l'Etat s'est assigné à lui-même pour 1975 ; inciter les entreprises à répercuter dans leurs prix la baisse des matières premières et les gains de productivité ; l'évolution des prix de détail ; les prix des produits manufacturés ; les prix des matières premières importées ; (p. 7316) : les correctifs à la norme globale de 14,2 % pour tenir compte du développement des exportations, des investissements et de l'emploi ; préserver les ressorts de la croissance ; une mesure provisoire ; les petites et moyennes entreprises exemptées ; les acomptes ; (p. 7317) : la commission du prélèvement ; les produits entre deux et cinq milliards de francs en 1975 ; comptabilité avec nos engagements internationaux ; la stagflation ; (p. 7321) : un dialogue entre la majorité et le Gouvernement ; (p. 7400) : l'aide aux femmes en détresse et aux familles ; la stratégie d'ensemble ; les causes de l'inflation ; (p. 7401) : la formation des prix au niveau de l'entreprise ; la police des salaires ; les salaires du secteur public ; le dirigisme de la productivité ; les sociétés multinationales ; (p. 7402) : la commission du prélèvement ; la nature et le taux du prélèvement ; l'endettement extérieur ; la masse monétaire ; le projet face à la conjoncture ; (p. 7403) : la répercussion des baisses de prix et des gains de productivité ; le rôle de la psychologie ; les points intangibles et les points discutables du projet ; (p. 7407) : le cas des grandes surfaces commerciales ; (p. 7409) : une société sur quatre est déficitaire ; (p. 7412) : le régime fiscal de la presse ; recettes publicitaires ; (p. 7414) : les amortissements des investissements des sociétés fermières ou concessionnaires de services publics ; le cas des sociétés d'autoroutes. **Discussion des articles** [5 décembre 1974] (p. 7462) : son amendement n° 5 rectifié après l'article 6 : régime des banques et établissements financiers de crédit ; adopté après modification ; (p. 7464) : son amendement n° 6 rectifié : régime des entreprises d'assurances ; adopté après modification ; la déduction des ristournes versées par les sociétés mutuelles d'assurances et l'assujettissement de la Caisse nationale de

prévoyance ; (p. 7470) : son sous-amendement n° 106 : taux en cas d'option entre exercices de référence ; adopté ; (p. 7468) : son sous-amendement n° 105 : déduction des salaires inférieurs à 120 % du SMIC ; rejeté ; (p. 7469) : le calcul de l'indice des prix ; (p. 7471) : le cas des entreprises de main-d'œuvre très qualifiée ; le rôle de la commission du prélèvement ; (p. 7472) : le problème des entreprises auxiliaires de matériel ; les accords de garantie de ressources ; (p. 7473) : la progressivité du taux ; le caractère provisoire et remboursable du prélèvement ; la progressivité du taux des acomptes ; son sous-amendement n° 99 : dates de remboursement ; adopté ; (p. 7474) : les nécessités d'une commission unique ; (p. 7475) : la nécessité de maintenir les acomptes ; (p. 7478) : dates de dépôt du rapport au Parlement ; (p. 7481) : ce texte n'est ni une « passoire à profits », ni un instrument inefficace de lutte contre l'inflation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7577) : la seconde loi de finances rectificative de l'année ; un projet de régularisation ; l'origine des ressources nouvelles ; (p. 7578) : le rapport entre impôts sur les dépenses et impôts sur les revenus ; les mesures fiscales en faveur des agriculteurs ; les dépenses nouvelles ; le financement des régimes sociaux ; les dotations aux entreprises publiques ; les mesures agricoles ; l'adaptation industrielle ; le solde positif du budget ; la stérilisation des plus-values ; l'effet restrictif du budget de 1974 ; la présentation budgétaire ; le fonds de développement économique et social ; (p. 7579) : le comité d'aménagement des structures industrielles ; le remboursement des concours de la Banque de France ; l'émission de bons du Trésor ; l'équilibre du budget de 1975 ; le plan d'assainissement. **Réponses aux orateurs** (p. 7593) : la sous-évaluation des recettes fiscales ; la lutte contre la fraude ; les salaires dans la fonction publique ; (p. 7594) : Air Inter ; la SNIAS ; le Concorde et le moteur de 10 tonnes ; l'aide aux agriculteurs ; les opérations du FDES ; l'origine des plus-values fiscales ; les équipements collectifs ; les centres de gestion agréés ; la restructuration des entreprises artisanales ; le suréquilibre budgétaire au service de la lutte contre l'inflation ; (p. 7595) : les mesures en faveur des exportations. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7595) : les centres de gestion agréés : un nouveau pas vers la justice fiscale ; les liaisons entre l'ordre des experts-comptables et les centres de gestion agricoles ; le délai de prescription ; la taxation des plus-values à court terme ; le taux intermédiaire de la TVA ; les contribuables soumis au forfait ; le président de l'ordre des experts-comptables approuve la rédaction de l'amendement n° 20 ; (p. 7598) : rapprochement du régime d'imposition et connaissance des revenus ; (p. 7599) : l'utilisation du terme certification. **Après l'Article 2** (p. 7601) : la charge de la taxe à l'essieu et de la vignette en cas de crédit-bail. **Article 3** : (p. 7602) : la surimposition d'EDF et de GDF en matière de patente. **Article 4** (p. 7604) : la faculté de modulation de la taxe d'habitation accordée aux conseils municipaux. **Après l'Article 4** (p. 7604) : le « répartement » du contingent de taxe d'habitation par le conseil général ; (p. 7605) : suggère de créer une communauté urbaine à Grenoble. **Article 5** (p. 7606) : l'aide aux serristes. **Article 6** (p. 7606) : son amendement n° 3 : droits d'octroi de mer affectés au budget de la Guyane ; adopté. **Article 8** (p. 7606) : la portée de l'accord européen sur le recyclage des capitaux. **Article 16** (p. 7610) : l'étatisation de la police municipale relève du domaine législatif ; son amendement n° 53 ; adopté. **Après l'Article 19** (p. 7616) : la récapitulation des modifications de crédits. **Affaires étrangères (coopération)** (p. 7618) : les engagements vis-à-vis du Sénégal ; l'aide aux réfugiés chiliens. **Education nationale** (p. 7619) : la rémunération des personnels de l'enseignement privé. **Service du Premier ministre. Services généraux** (p. 7619) : la délégation à l'information, un outil d'information pour la presse. **Après l'Article 20** (p. 7621) : contre une ventilation excessive des crédits destinés à l'enseignement privé. **Article 21 (aménagement du territoire, équipement, logement, tourisme)** (p. 7623) : la suppression du centre français du commerce international ; la création d'espaces verts ; les relations financières nouvelles entre l'Etat et la ville de Paris. **Après l'Article 21** (p. 7626) : le rapprochement de la CII et d'autres sociétés européennes ; la stratégie industrielle du Gouvernement. **Article 27** (p. 7626) : le remboursement des intérêts dus par les agriculteurs au titre des prêts spéciaux d'élevage et des prêts aux jeunes agriculteurs. **Retrait de l'Article 12 après déclaration d'urgence** (p. 7628) : le changement de la jurisprudence de la cour de cassation ; le vide juridique ; (p. 7629) : l'index de revalorisation des rentes ; le nouveau régime applicable aux rentes en cours ; la solidarité entre tous les assurés ; l'alimentation du nouveau fonds. **Article 12** (p. 7631) : invalidité grave ; taux au moins égal à 75 % ; son amendement n° 13 : obligation d'aliment ; retiré ; son amendement n° 14 : relèvement du plafond de l'indexation ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 7633) : sous-amendement à l'amendement n° 8 : référence à l'article 1378 *quater* du code général des impôts ; (p. 7634) : le sous-amendement est adopté ; l'application de l'article 40 ; le calcul du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; (p. 7637) : 6.000 plans d'occupation des sols actuellement

en chantier ; fixation par décret des délais d'élaboration des plans d'urbanisme des départements d'outre-mer.

1975

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre l'Etat et la Banque de France** (n° **1504**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1909) : donner une présentation claire et réaliste de nos avoirs de change ; la destruction du système monétaire international par la suppression de l'étalon-or et par la généralisation du flottement des monnaies ; la rétractation des opérations commerciales, conséquence de la disparition de repères dans le domaine monétaire ; l'importance des réserves en or de la Banque de France ; le problème fondamental du développement du Tiers-Monde ; l'initiative du Président de la République relative à la réunion d'une conférence sur l'énergie ; l'or, actif monétaire banalisé ; la forte opposition des Etats-Unis face à la décision française ; l'accord de principe sur la banalisation de l'or de Zeist ; la nécessaire restitution de l'or détenu par le Fonds monétaire international ; la neutralité budgétaire et monétaire de l'opération ; la nécessaire réforme du statut du Fonds monétaire international ; (p. 1910) : les méthodes de comptabilisation adoptées ; le sens de l'anticipation du Gouvernement sur la décision du Parlement ; les thèses du Gouvernement français à l'opposé des thèses américaines ; fonder notre politique de redressement sur des valeurs réelles ; donner l'exemple de la véritable banalisation de l'or ; l'excédent de la balance commerciale et le retour à l'équilibre de la balance des paiements ; la réévaluation du franc par rapport aux autres monnaies.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'indemnisation des rapatriés** (n° **1508**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1913) : corriger une erreur matérielle ; l'engagement du Gouvernement afin que cette erreur n'ait aucune conséquence sur la liquidation des dossiers ; la différence entre le droit d'amendement et le droit d'initiatives nouvelles ; élargissement du champ et des conditions de l'indemnisation ; l'examen des propositions de M. Mario Bénard ; l'activité de la commission Cousteau ; la mise à l'étude des propositions de M. Mario Bénard sur les retraites ; la désignation de M. Faussemagne pour assurer une liaison permanente avec les associations de rapatriés ; le problème humain des rapatriés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Première lecture. Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2547) : une nouvelle étape de la politique de redressement de l'économie française et la protection de l'emploi ; favoriser la reprise de l'activité économique ; le rétablissement de l'équilibre des échanges extérieurs et la modération de l'inflation ; (p. 2548) : l'équilibre du commerce extérieur ; l'amélioration de la structure de nos échanges ; l'augmentation des exportations de nos produits manufacturés ; le retour du franc dans le « serpent communautaire » ; la capacité de l'économie française à supporter certaines contraintes ; la politique européenne ; faire face à un ralentissement de l'activité et à une diminution de l'emploi ; les aides budgétaires spécifiques ; la revalorisation des revenus agricoles ; relancer l'investissement productif ; les demandes d'emplois ; la correspondance dans certains pays entre forte hausse des prix et chômage élevé ; les mesures de soutien en faveur de secteurs importants ; un projet de loi de finances rectificative équilibré ; difficile équilibre pour le budget de 1976 ; les dispositions de régularisation contenues dans le projet de loi de finances rectificative ; (p. 2549) : les dispositions concernant le secteur du logement ; la régularisation des décrets d'avances pris en vue du relèvement du revenu des agriculteurs ; les mesures prises en faveur de l'investissement productif ; passage de mesures sélectives à un programme général ; le niveau de production de biens d'équipement en 1974 ; la priorité donnée aux secteurs exportateurs ; la capacité de l'industrie française à remplir les contrats passés avec les pays étrangers ; l'impulsion donnée par M. Norbert Segard ; le programme supplémentaire d'investisements publics ; les investissements des entreprises publiques ; les moyens de financement : baisse des taux d'intérêt et réorganisation des taux ; la relance du marché financier ; l'emprunt de 5 milliards ; (p. 2550) : les 3 milliards de crédit « Segard » ; l'augmentation des dotations du FDES ; l'accès direct aux marchés financiers par les petites et moyennes entreprises ; l'aide fiscale en faveur des commandes de matériel léger ; les remboursements du fonds régional européen ; un programme de 16 milliards de francs ; accroître la capacité de financement et développement des secteurs prioritaires. **Réponses aux orateurs** (p. 2565) : les difficultés du pays en matière économique ; favoriser la création d'emplois ; absorber les jeunes générations ; consolider l'équilibre de la balance commerciale ; la préoccupation du Gouvernement en faveur des revenus les plus modestes ; les revenus des agriculteurs ; le problème du téléphone ; les sociétés de financement ; le déficit de la balance des paiements ; l'action en faveur du logement ; la majoration des prix plafonds des logements aidés ; (p. 2566) : le renforcement des possibilités de construction desdits logements ; l'ensemble des allocations de chômage ; l'augmentation du salaire horaire ; l'aide aux petites et moyennes entreprises ; le rôle considérable qu'elles ont à jouer ; leur part dans les crédits « Segard » ; la politique de restructura-

tion en faveur des petites entreprises ; étudier le mécanisme de financement des entreprises ; l'application par le Gouvernement de la procédure du décret d'avance pour les mesures prises en faveur des agriculteurs ; la nécessité de mesures complémentaires à prendre dans l'avenir ; le sort des agriculteurs et les pourparlers menés avec certains pays du bassin méditerranéen ; (p. 2567) : les relations commerciales avec l'Espagne ; les mesures positives en faveur d'une amélioration de la situation financière des agriculteurs ; la baisse du taux de l'escompte et la tension des taux sur le marché international pour la fin de 1975 ; la rentrée dans le « serpent communautaire » ; la possibilité d'une relance de la consommation au moyen de crédits particuliers dans certains secteurs ; le problème des circuits de distribution ; les primes de développement régional et la situation de l'emploi dans les départements d'outre-mer ; le caractère suffisant des mesures décidées par le Gouvernement ; la reprise économique internationale qui s'annonce pour la fin de 1975 ; les arrestations effectuées à la suite d'incidents créés par le CID-UNATI ; le respect de l'autorité de l'Etat ; (p. 2568) : sa réponse à M. Papon sur la répartition de la redevance de radio-télévision ; ses engagements quant à l'application de l'article 72 de la loi de finances pour 1975. **Discussion des articles : Article premier** (p. 2568) : ses réponses à M. Papon et à M. Hardy ; (p. 2569) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Frelaut ; (p. 2570) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Frelaut ; s'engage à exposer avec le ministre de l'intérieur la conception du Gouvernement sur les rapports financiers Etat-collectivités locales ; (p. 2571) : son amendement n° 24 : déduction de l'aide sur le montant de la TVA exigible ; cas des entreprises où l'aide ne peut être imputée sur cette taxe, des agriculteurs et des collectivités locales ; régler le problème du « butoir structurel » ; étendre l'aide fiscale aux collectivités locales ayant opté pour l'assujettissement à la TVA de certains de leurs services ; (p. 2574) : répond aux questions de MM. Boulloche, Josselin et A.-G. Voisin ; accepte une rectificaton de l'amendement ; adopté. **Article 2** (p. 2573) : s'opose à l'amendement n° 13 de M. Boulloche ; l'indexation de l'épargne à long terme, cause d'inflation. **Avant l'Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Pranchère. **Article 3** (p. 2574) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Pranchère. **Après l'Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Combrisson ; régime fiscal des sociétés pétrolières à l'étude. **Etat A** (p. 2575) : sa réponse à M. Papon sur les rapatriements des français du Cambodge et du Viet-Nam. **Article 4** (p. 2576) : son amendement n° 17 : porter les crédits inscrits à l'article 4 de 4.210.000 F à 64.210.000 F ; rôle complémentaire de la délégation générale à l'information par rapport aux services d'information des ministères ; aide exceptionnelle donnée à la presse, sur instruction du Président de la République, en raison de la hausse du prix du papier journal ; limitation de l'aide aux quotidiens ; transit des fonds par la société professionnelle des papiers de presse ; (p. 2577) : prix que le Gouvernement attache au pluralisme de l'expression. **Article 6** (p. 2578) : sa réponse à M. Barthe. **Après l'Article 10** : (p. 2579) : renouvelle son engagement de prendre le décret de répartition de crédit de la radio et de la télévision avant la fin de la session parlementaire. **Commission mixte paritaire** [28 mai 1975] (p. 3293) : accepte le texte de la commission mixte paritaire relatif à l'article 4 du projet de loi ; (p. 3294) : sa réponse à M. Boulloche sur les conséquences économiques de 1974 et 1975 ; indique à M. Glon que les crédits venant de la TVA seront remboursés vraisemblablement aux agriculteurs ; exprime une opinion proche de celle de M. R.-A. Vivien sur la délégation générale à l'information.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle (n° 1634). Première lecture. Discussion générale** [10 juin 1975 (p. 3897) : un texte complexe, mais nécessaire ; une réforme entreprise depuis longtemps ; l'inadaptation du tarif ; le but du projet : moderniser un impôt très ancien et alléger les petits redevables ; (p. 3898) : la réforme des bases d'imposition ; la modernisation de la structure de l'impôt ; un impôt localisé et simple ; la non-prise en compte du bénéfice des entreprises parmi les bases de la taxe ; les discussions suscitées par le problème des petits redevables ; alléger leurs charges ; l'ampleur de l'allégement ; (p. 3899) : le problème des bases des petits contribuables dans les petites communes rurales ; l'exonération de la cotisation départementale en faveur des commerçants et artisans installés dans les petites communes ; l'utilité du transfert des charges sur trois ans ; résorber les distorsions de concurrence résultant de la patente ; l'objectif d'un rapprochement des taux au niveau départemental ; la mise en place des nouvelles bases d'imposition de 1976 à 1978 ; le rapprochement du taux moyen départemental de 1979 à 1983 ; la réalisation du « déverrouillage » des principaux fictifs ; (p. 3900) : l'institution d'un lien après 1979 entre l'évolution de la taxe professionnelle et celle des autres impositions directes ; le renforcement de la solidarité intercommunale ; écrêter les patentes exceptionnelles ; le choix de la rétroactivité en matière d'écrêtement ; le versement au fonds départemental des ressources provenant de l'écrêtement ; le cas des petites communes rurales ; (p. 3901) : le problème des industries de main-d'œuvre ; l'amélioration qui résultera

de l'application de la loi ; l'inscription du projet dans un plan d'ensemble ; l'achèvement de la réforme des impôts directs locaux ; la réforme profonde des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales ; (p. 3902) : renforcer les structures des collectivités locales ; l'objectif d'une amélioration de la gestion de personnels communaux ; la mise à disposition de formules juridiques nouvelles ; simplifier les relations entre l'Etat et les collectivités locales ; le réexamen du système d'emprunts des collectivités locales ; l'accroissement des ressources locales ; l'option d'assujettissement à la TVA ouverte pour les régies des collectivités locales ayant un caractère industriel ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; (p. 3903) : la mise en place d'un fonds d'aide à l'équipement des collectivités locales ; le volume des travaux effectués et la capacité financière de la collectivité locale ; le projet de loi sur la taxe professionnelle, indispensable réforme de la fiscalité directe des collectivités locales ; les inscriptions du projet dans un cadre plus vaste ; (p. 3941) : son opposition à la motion de renvoi en commission déposée par le groupe communiste. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article premier** (p. 3981) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Chassagne ; admet la réserve de l'article premier et de l'amendement n° 83 de M. Boulloche tout en se déclarant opposé à cet amendement ; ses observations sur les amendements n^{os} 2 et 3 de M. Burckel. **Article 2** (p. 3984) : répond à M. Guermeur ; s'engage à trouver une solution au problème du non-assujetissement des établissements privés d'enseignement à la nouvelle taxe ; (p. 3985) : sa réponse à M. Robert-André Vivien sur les problèmes de la presse ; sur l'amendement n° 5 de M. Burckel, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 3986) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 72 défendu par M. Balmigère et présenté par M. Pranchère ; (p. 3987) : demande à M. Burckel de retirer son amendement n° 6 ; s'engage à donner ultérieurement satisfaction à la commission ; (p. 3988) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 6 de M. Burckel ; (p. 3991) : indique les raisons pour lesquelles il continuera à demander l'application de l'article 40 de la Constitution dans le cours de la discussion du projet gouvernemental ; (p. 3992) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 7 de M. Burckel, à l'amendement n° 130 de M. d'Harcourt et à l'amendement n° 144 de M. Bardol ; propose une modification du texte donnant satisfaction aux auteurs des amendements ; (p. 3993) : laisse l'Assemblée libre de son choix quant à l'amendement n° 48 de M. Papon ; (p. 3994) : propose que le problème des ports autonomes et des aéroports soit examiné à l'article 5 ; (p. 3995) : expose la conception du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire ; s'oppose aux amendements n° 8 de M. Burckel et n° 118 de M. Josselin ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 49 de M. Papon ; (p. 3996) : estime inutile l'amendement n° 74 de M. Vizet. **Article 3** (p. 4000) : sur l'amendement n° 28 de M. J.-C. Simon, propose d'étendre l'exonération à la totalité du secteur des prestataires de services ; (p. 4001) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Kalinsky ; demande à M. Goulet le retrait de son amendement n° 63 ; s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Xavier Hamelin ; (p. 4002) : comprend les intentions contenues dans l'amendement n° 139 de M. Voisin ; est réservé sur la rédaction de l'amendement ; (p. 4003) : accepte l'amendement n° 29 de M. Glon à l'exclusion des handicapés ; (p. 4004) : accepte l'inclusion du terme « handicapés » dans l'amendement n° 29 de M. Glon ; sur l'amendement n° 10 de M. Burckel et l'amendement n° 92 de M. Voisin, met l'accent sur la nécessité de ne pas surcharger l'investissement ; (p. 4005) : propose que les salaires soient pris en compte dans la proportion d'un cinquième ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 137 de M. Hamel ; rappelle que l'exonération des prestataires de services est prévue et que des paliers d'imposition ont été établis ; (p. 4006) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 76 défendu par M. Bardol, n° 11 présenté par M. Burckel, n° 30 de M. Charles Bignon, n° 121 de M. Besson, n° 33 de M. Vauclair et n° 100 de M. Goulet ; son amendement n° 150 : extension du bénéfice des réductions aux prestataires de services ; (p. 4007) : s'oppose au sous-amendement présenté par M. Burckel à son amendement n° 150 ; précise que le Gouvernement a voulu éviter des distorsions entre petits commerçants et petits artisans ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 4008) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Maisonnat ; rappelle que le projet contient certains éléments de progressivité. **Article 4** (p. 4009) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Massot ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 50 de M. Papon ; (p. 4010) : s'oppose aux amendements n° 34 de M. Vauclair et n° 93 de M. Xavier Hamelin ; accepte la première partie de l'amendement n° 111 de M. Daillet ; oppose à la seconde partie l'article 40 de la Constitution ; sur l'amendement n° 97 de M. Cornet, estime qu'il faut éviter de revenir à un système de tarifs ; rappelle que les petites entreprises peuvent être exonérées ; (p. 4011) : s'oppose aux amendements n° 35 de M. Vauclair et n° 113 de M. Chauvet ; souligne que l'amendement n° 113 a reçu partiellement satisfaction avec l'adoption de l'amendement n° 111 de M. Daillet ; demande à M. Papon

de retirer son amendement n° 51 ; (p. 4012) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 145 de M. Bardol ; s'oppose aux amendements n° 146 de M. Bardol, n° 36 de M. Bertrand Denis, n° 101 de M. Goulet et n° 22 de M. Boulloche ; rappelle que le chiffre de 25.000 F a été calculé très largement (p. 4013) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 128 de M. Hamel et à l'amendement n° 147 de M. Mario Bénard ; s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Bécam ; ne pas porter atteinte à la neutralité fiscale des centrales thermiques et des centrales nucléaires ; donne des précisions à M. Voisin sur l'application du nouveau système à EDF ; (p. 4014) : en réponse à M. de la Verpillière, estime que les communes recevront davantage ; le rétablissement des conditions de la concurrence entre les différentes formes d'énergie grâce au projet ; en réponse à M. Fanton, juge que la volonté de ne pas surcharger le courant électrique d'origine nucléaire correspond à une vue à long terme ; (p. 4015) : suite au vote de l'amendement n° 112 de M. Bécam, annonce qu'il demandera une deuxième délibération sur cet amendement. **Article 5** (p. 4015) : est défavorable à l'amendement n° 86 de M. Crépeau ; (p. 4016) : accepte l'amendement n° 48 de M. Papon ; sa réponse à la question de M. Fanton sur les aéroports. **Article 7** (p. 4017) : sur l'amendement n° 53 de M. Papon, craint que le report du délai ne compromette la bonne marche des opérations ; estime que le système proposé par l'amendement n° 39 de M. J.-C. Simon ouvrirait un second délai ; (p. 4018) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. J.-C. Simon ; accepte l'amendement n° 39 de M. J.-C. Simon ; repousse tous autres amendements. **Article 8** (p. 4019) : sa réponse à M. Mario Bénard relative à la lutte contre la fraude des commerçants saisonniers. **Article 9** (p. 4019) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 41 de M. J.-C. Simon ; (p. 4020) : estime que l'amendement n° 129 de M. Hamel a été satisfait par l'adoption de l'amendement n° 2 ; sur l'amendement n° 88 de M. Antagnac s'étonne de la sollicitude de l'auteur de l'amendement envers les entreprises importantes ; sur l'amendement n° 55 de M. Papon, propose de substituer le pourcentage de 50 % au pourcentage initialement prévu de 60 % ; son sous-amendement à l'amendement n° 55 de M. Papon : substituer le pourcentage de 50 % à celui de 40 % ; adopté ; [12 juin 1975] : **Article 11** (p. 4046) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 18 de M. Burckel ; (p. 4047) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 143 de M. Dudebout. **Article 12** (p. 4048) : sa réponse à M. Plantier sur le caractère juridique des syndicats de commune qui devra être modifié ; combat les arguments de M. Frelaut ; explique la procédure adoptée pour réduire les distorsions des taux de patente ; (p. 4049, 4050) : s'oppose aux amendements n° 80 de M. Frelaut et n° 106 de M. Boulloche ; (p. 4050, 4051) : son amendement n° 98 : rétablissement d'un mécanisme de liaison entre les diverses taxes professionnelle, foncière et d'habitation ; souhaite le retrait de l'amendement n° 58 de M. Papon ; (p. 4053) : retire son amendement n° 98 au profit de l'amendement n° 58 de M. Papon sous-amendé par M. Foyer ; (p. 4054) : propose une suspension de séance afin de mettre au point l'amendement n° 58 de M. Papon ; (p. 4055) : s'oppose à la suppression proposée par M. Kalinsky du dernier membre de phrase de l'amendement n° 153 de M. Papon. **Article 13** (p. 4055) : retire l'article 13. **Article 14** (p. 4056) : son sous-amendement n° 152 à l'amendement n° 46 de M. Vauclair : nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet amendement ; ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Vauclair et son sous-amendement n° 152 ; adopté. **Article 16** (p. 4057) : ne pas accepter de modifications fondamentales de l'article ; accepte néanmoins les amendements n° 69 de M. Burckel, n° 127 de M. Glon, n° 70 de M. Burckel et n° 61 de M. Papon ; (p. 4058) : sa réponse à M. Plantier ; estime que l'acceptation de l'amendement n° 61 défendu par M. Papon lui apporte une certaine satisfaction ; est d'accord avec M. Voisin sur la nécessité d'une certaine souplesse ; l'amendement n° 127 de M. Glon apporte satisfaction ; (p. 4060) : se rallie aux observations de M. Foyer présentées sur l'amendement n° 21 de M. Massot ; (p. 4061) : est favorable à l'amendement n° 69 de M. Burckel ; (p. 4062) : sa réponse aux observations de M. Besson ; explique à M. Bécam que son amendement n° 133 contrarierait le principe fondamental de la localisation de l'impôt ; (p. 4063) : sa réponse aux observations de M. Jacques Blanc ; (p. 4064) : répond à M. Plantier que le décret d'application de l'article 16 tiendra compte des charges d'emprunts supportées par les communes ; (p. 4065) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Papon ; tient à manifester son attachement au texte initial présenté par le Gouvernement ; déclare accepter l'amendement n° 138 de M. Hamel qui ajoute aux communes fusionnées les syndicats intercommunaux à vocation multiple ; (p. 4066) : rappelle qu'il est hostile à l'amendement n° 60 de M. Papon ; (p. 4067) : est favorable à l'amendement n° 61 de M. Icart mais hostile aux amendements n° 141 de M. Xavier Hamelin et n° 71 de M. Burckel. **Article 17** (p. 4069) : préfère l'amendement n° 62 de M. Papon à l'amendement n° 22 de M. Burckel ; (p. 4070) : s'oppose pour des raisons techniques à l'amendement n° 149 de M. Combrisson. **Article 18**

(p. 4070) : accepte l'amendement n° 89 de M. Massot ; (p. 4071) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Fontaine ; considère que le texte ne peut être appliqué immédiatement dans les DOM où les bases n'ont pas été révisées ; s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Burckel. **Après l'Article 18** (p. 4073) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Boulloche. **Seconde délibération. Article 4** (p. 4074) : demande une seconde délibération de l'article 4 ; son amendement n° 1 : prise en compte des valeurs locatives des usines nucléaires et des aéroports à raison des deux tiers de leur montant ; (p. 4076) : en réponse aux orateurs, fait valoir que le nouveau système apportera aux communes sur le territoire desquelles se trouve un aéroport des ressources au moins égales à celles dont elles disposaient précédemment ; sa réponse à M. Jacques Blanc sur les centrales nucléaires ; adopté. **Explications de vote** (p. 4078) : rappelle qu'au cours du débat le Gouvernement a accepté plus de la moitié des amendements. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 5000) : en réponse à M. Boulloche, précise que les amendements du Gouvernement relevés par l'orateur ont été déposés devant la commission mixte paritaire ; (p. 5002) : ses réponses aux orateurs ; considère que le texte de la commission mixte paritaire réalise la synthèse des préoccupations du Gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Sénat ; (p. 5003) : précise pour M. Hamel le sens de l'article 16 ; conteste que les grandes entreprises soient favorisées comme l'affirment MM. Combrisson et Frelaut ; rassure M. Glon à propos des handicapés ; (p. 5004) : en réponse à M. Boulloche, justifie la rédaction de l'article 11 ; explique le sens de son amendement portant création d'un fonds d'équipement des collectivités locales ; demande l'adoption du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires (n° 1650). Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4089) : l'ampleur des opérations de recouvrement qui seront confiées aux administrations publiques ; une procédure simple ; la mise en place de dispositions fiscales permettant de mieux assurer le recouvrement des pensions alimentaires ; (p. 4094) : sa réponse aux orateurs ; le problème de la création d'un fonds de garantie et celui du passage obligatoire par le procureur de la République. **Discussion des articles : Avant l'Article premier** (p. 4095, 4096) : s'oppose aux amendements n° 1 de Mme Chonavel, n° 15 de M. Forni et n° 18 de M. Chaumont ; juge que le système du Gouvernement est le plus efficace ; **Article 2** (p. 4098) : sur l'amendement n° 16 de M. Forni, considère qu'il ne peut accepter qu'un comptable public soit mis en action par un certificat de carence délivré par un greffier ; (p. 4099) : souhaite le maintien du dernier alinéa de l'article 2 ; son amendement n° 40 : supprimer le dernier alinéa de l'article 2 ; adopté. **Article 8** (p. 4101) : rappelle que le Gouvernement n'est pas favorable aux avances du Trésor public. **Article 9** (p. 4102) : juge que l'amendement n° 38 de M. Hamel va trop loin. **Article 15** (p. 4105) : son amendement n° 37 : possibilité pour les personnes divorcées de conserver jusqu'en 1978 le bénéfice de la couverture sociale dont jouissait leur ancien conjoint ; adopté. **Seconde délibération** (p. 4106) : demande une seconde délibération du projet de loi et un vote bloqué sur l'amendement de suppression de l'article premier A (nouveau) et sur l'ensemble du projet ; son amendement n° 1 : supprimer l'article premier A (nouveau) ; (p. 4107) : en réponse à MM. Forni et Ducoloné, maintient sa demande d'un vote unique sur la suppression de l'article premier A (nouveau) et sur l'ensemble du projet de loi ; adopté avec l'ensemble du projet de loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5008) : rassure M. Hamel quant au renforcement en personnel des services de son ministère.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Première lecture. Discussion générale** [9 septembre 1975] (p. 6068) : replacer la crise de l'économie française dans son environnement international ; la possibilité d'engager un programme massif grâce à l'assainissement de notre économie ; (p. 6069) : l'accroissement important de l'épargne ; les signes de reprise ; la concertation qui a entouré l'élaboration du programme du Gouvernement ; l'objectif d'une harmonisation des politiques économiques en Europe ; la volonté de donner le départ à une croissance nouvelle ; (p. 6070) : les opérations retenues ; les grands projets publics et industriels, les investissements à effet immédiat ; le soutien apporté aux entreprises ; les mesures particulières contenues dans le projet de loi : conditions de crédit, mesures en faveur des exportations ; (p. 6071) : les décisions prises en faveur de l'artisanat, les mesures d'aide au logement ; la volonté d'une application rapide du programme ; les missions confiées à MM. Mérieux et Douffiagues ; la volonté de conserver une gestion saine des finances publiques ; le financement du programme ; (p. 6072) : l'émission de bons du Trésor ; l'absence de remise en cause de la progression modérée de la masse monétaire ; la préoccupation constante de la lutte contre l'inflation ; (p. 6073) : la volonté de ne pas démobiliser l'épargne populaire ; les conditions pour atteindre les objectifs fixés ; (p. 6159) : le retour à l'équilibre de la balance des paiements et le ralentissement de l'infla-

tion, conditions du lancement du plan ; (p. 6160) : l'augmentation du chômage ; la prévision par le Gouvernement d'un déficit créateur d'activités et d'emplois ; le souhait par le Gouvernement de s'affranchir de certaines procédures pour hâter la mise en place du plan ; le caractère normal de l'effort en faveur de l'équipement productif ; sa contestation des chiffres avancés par M. Marchais relatifs à la sidérurgie ; (p. 6161) : l'aide à la consommation en faveur des plus défavorisés ; la volonté de rattraper certains retards régionaux ; les mesures prises en matière viticole ; l'accélération des équipements ruraux ; les mesures en ce qui concerne la fiscalité des entreprises ; (p. 6162) : la répercussion de la baisse des taux de l'intérêt ; la décentralisation des procédures du FDES, la pénalisation des entreprises exportatrices et les importations dumping en provenance d'Asie ; revenir à une liberté pour les produits industriels ; la recherche d'une solution pour le prix des transports à destination de la Corse et des DOM ; la croissance, condition du progrès social et d'une société libérale avancée ; (p. 6163) : son accord avec M. Debré sur les parités des changes fixes ; son désaccord sur les problèmes de l'or ; la disparition du programme commun de la gauche. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6171) : son sous-amendement n° 25 à l'amendement n° 1 de M. Papon ; exclure les petites entreprises ; donne des assurances en ce qui concerne les obligations cautionnées et les avances de la caisse nationale des marchés ; adopté ; (p. 6171) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Laborde ; son inutilité en ce qui concerne les mesures prévues pour les chômeurs. **Après l'Article premier** (p. 6172) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Billoux ; le risque que comporte cet amendement en matière d'arrêt de l'embauche. **Article 2** (p. 6174) : ses réponses aux interventions de MM. Marette et Papon ; présente son amendement n° 26 relatif aux entreprises fabriquant elles-mêmes leur matériel ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Combrisson ; (p. 6175) : sa réponse à la question de M. Josselin ; s'oppose à son amendement n° 4. **Après l'Article 2** : confirme le dépôt du projet évoqué dans l'amendement n° 1 de M. Fillioud ; s'oppose à cet amendement. **Article 3 : Etat A** (p. 6181) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Bayou. **Après l'Article 3** (p. 6182) : comprend les raisons ayant amené le dépôt de l'amendement n° 5 et du sous-amendement n° 27 ; objecte que les dispositions proposées rendraient impossible un versement rapide ; (p. 6183) : fait part de la position des UNAF qui ne souhaitent pas de modulation des aides, même exceptionnelles ; exprime son souci de mettre en place la prestation dans les délais les plus rapides ; demande le retrait des amendements n° 5 et n° 27. **Article 4 : Etat B** (p. 6194) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Cressard ; nécessité des sommes en cause pour le ravalement des bâtiments administratifs. **Après l'Article 10** (p. 6201) : accepte l'amendement n° 7 de M. Savary ; indique l'affectation des sommes prévues à l'article 10 ; rappelle qu'une dotation a été accordée à Renault et à Berliet-Saviem. **Article 11** (p. 6202) : ses réponses aux orateurs ; indique que l'article 11 n'est pas le seul à apporter une aide aux collectivités locales ; le développement des interventions de la Caisse des dépôts et du Crédit agricole ; (p. 6203) : les sommes inscrites à l'article 11 dépassent le cinquième de la TVA payée par les communes ; la « panne » que connaît l'harmonisation européenne en matière de TVA ; (p. 6203) : sa réponse à M. Mario Bénard ; ne pas confondre le régime classique des subventions et celui du fonds d'équipement, s'orienter vers un régime plus souple que l'actuel. **Article 12** (p. 6204) : son intervention relative à l'amendement n° 20 de M. Sénès. **Article 13** (p. 6206) : s'oppose aux amendements n° 6 de M. Savary et n° 16 de M. Ducoloné ; l'article 13, élément d'incitation pour porter remède à la lenteur des administrations ; veut bien préciser que la consultation des commissions des finances sera préalable ; sa réponse à M. Bécam ; (p. 6207) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Papon ; le contrôle financier, garantie d'une bonne utilisation des fonds publics. **Après l'Article 13** (p. 6207) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Boulloche. **Article 15** (p. 6209) : n'accepte pas les propos de M. Ralite sur l'information et la télévision ; expose que l'article 15 répond à une obligation légale en matière de répartition de la redevance. **Après l'Article 15** (p. 6211) : rappelle qu'un programme de développement économique établi par M. Libert Bou a été adopté par le conseil régional ; observe que l'amendement n° 10 de M. Zuccarelli irait à l'encontre de l'organisation actuelle des pouvoirs ; comprend le souci manifesté par M. Boulloche dans son amendement n° 9 ; s'oppose à cet amendement compte tenu de la difficulté d'établir les tableaux demandés. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6253) : accepte le texte adopté par la commission mixte paritaire ; s'explique sur la formule retenue au troisième paragraphe de l'article 11 ; remercie l'Assemblée de son concours ; (p. 6254) : répond aux observations de M. Bécam ; apporte des précisions sur l'application des dispositions contenues dans le projet ; (p. 6255) : s'étonne des arguments présentés par M. Ducoloné.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n° 1588). Discussion générale** [9 octobre 1975] (p. 6706) : note que nous disposons maintenant d'un système de contributions directes locales entièrement rénové ; l'impôt foncier lui paraît inadapté à la situation foncière actuelle en milieu urbain ; la « property tax » américaine entraîne une densification excessive des centres urbains et renvoie à la périphérie lointaine l'ensemble des équipements collectifs ; le livre foncier d'Alsace-Lorraine ne lui paraît pas présenter d'avantages décisifs par rapport au fichier immobilier ; (p. 6708) : le seul problème est de savoir s'il faut faire figurer dans la documentation foncière la valeur vénale des parcelles.

— **Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880).**

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7139) : la politique suivie depuis dix-huit mois par le Gouvernement ; le problème d'une croissance équilibrée et durable ; la récession ample et générale qui a marqué l'année 1975 ; (p. 7140) : l'espoir d'une reprise d'ampleur modérée ; l'amorce d'une modification de la conjoncture ; la lente reprise de l'activité des partenaires de la France ; le choix d'un taux modéré de croissance égal à 4,7 % ; (p. 7141) : souhaiter le succès des conférences internationales ; les tensions qui risquent d'apparaître à la suite de la reprise ; maintenir les exportations de biens d'équipement ; équilibrer le commerce extérieur en 1976 ; les inquiétudes que justifie la hausse des prix ; le budget de 1976 : facteur d'une croissance modérée ; (p. 7142) : le retour aux principes permanents de la politique budgétaire ; le léger solde positif qui caractérise le budget de 1976 ; le soutien apporté à la croissance économique grâce aux créations d'emplois ; (p. 7143) : poursuivre la modernisation structurelle de l'économie française ; la lutte contre la fraude fiscale ; améliorer la situation des petits contribuables et rendre le système fiscal plus juste ; le budget de 1976 : budget d'appui à l'économie ; l'autorisation qui sera demandée au Parlement de décaler les rentrées fiscales ; la vigilance qui sera apportée en matière de politique monétaire ; (p. 7144) : la politique des prix et des revenus ; la possibilité de rétablir le prélèvement conjoncturel ; le vote d'un projet sur le contrôle des patentes ; l'application de la réglementation sur les prix ; les accords de stabilité qui pourront être substitués à la réglementation ; la hausse excessive des salaires, facteur d'inflation et menace pour l'emploi ; (p. 7145) : ne pas figer la hiérarchie des revenus ; les buts du Gouvernement : retrouver la croissance, maîtriser l'inflation ; (p. 7156, 7157) : sa réponse à M. Crépeau relative aux contrats d'exportation de biens d'équipement vers le Moyen-Orient ; [22 octobre 1975] (p. 7238) : ses réponses aux orateurs ; ramener la France à une croissance équilibrée et durable ; (p. 7239) : les hypothèses économiques sur lesquelles repose le budget ; concilier à la fois reprise et inflation ; la mise en place d'une politique tenant compte des tensions inflationnistes ; présente des chiffres relatifs à la situation de l'emploi ; (p. 7240) : conteste les paramètres présentés par M. Rieubon ; expose les mesures prises pour lutter contre le sous-emploi ; le déséquilibre des comptes des collectivités locales et du budget social de la nation ; la recherche d'un mécanisme nouveau de financement des constructions scolaires ; l'effort du Gouvernement en faveur des entreprises exportatrices et les procédures destinées à aider les PME ; (p. 7241) : le problème du changement de la société française et de la réduction des inégalités par la fiscalité ; le prochain débat qui portera sur la taxation des plus-values ; les modifications qui seront apportées à la politique familiale ; l'amélioration de la situation des personnes âgées et des handicapés ; le problème douloureux des rentes viagères ; le retrait de l'article relatif à la modulation conjoncturelle des acomptes de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés ; se refuse à envisager la suppression du prélèvement conjoncturel ; le rang qu'a retrouvé la France dans le monde ; (p. 7242) : le redressement de la France, condition de son indépendance.

Première partie :

Discussion des articles : Article premier (p. 7243) : est sensible à l'hommage rendu par M. Hamel aux fonctionnaires du ministère des finances. **Après l'Article premier** (p. 7246) : s'oppose au bouleversement du système fiscal qui résulterait de l'application de l'amendement n° 21 de M. Josselin et qui demande des études approfondies. **Article 2** (p. 7247) : sa réponse aux observations de M. Papon ; la complexité du problème relatif aux limites de déduction des ménages et des personnes seules ; l'absence de déduction pour frais professionnels des retraités ; le caractère avantageux de la déduction spécifique qui leur sera accordée ; (p. 7249) : sa réponse à M. Lauriol ; le rapprochement très sensible de la situation des salariés et des non-salariés ; le cas des centres agréés ; la mise en place d'un régime autre que « le réel simplifié » ; sa réponse à M. Vizet ; le règlement du problème de l'imposition des travailleurs indépendants ; les conséquences dommageables des amendements n° 62 et n° 100 de M. Zeller ; l'examen particulier des cas des victimes du chômage partiel ; demande le retrait des amendements de M. Zeller ; (p. 7251) : s'oppose à l'amen-

dement n° 96 de M. Lamps et à l'amendement n° 42 de M. Boulloche ; la plus grande valeur du barème proposé par le Gouvernement ; se refuse à renoncer au quotient familial. **Après l'Article 2** (p. 7252) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Boulloche ; rappelle que le Gouvernement travailliste a adopté l'avoir fiscal et que la CEE recommande ce système. **Avant l'Article 3** [23 octobre 1975] (p. 7263) : rappelle que l'Assemblée a décidé de relever l'abattement à la base pour les invalides ; estime nécessaire de revoir le problème en son ensemble. **Article 3** (p. 7264) : sur les amendements n° 23 de M. Frelaut et n° 88 de M. Gau rappelle qu'il est prévu à l'article 3 une aide en faveur des chefs de famille célibataires se cumulant avec l'allocation pour frais de garde ; s'oppose aux deux amendements. **Article 4** (p. 7266) : apporte des explications sur les finalités de l'article 4 ; reconnaît que l'article pose le problème des statuts de la Fondation de France ; (p. 7267) : demande à M. Zeller de retirer son amendement n° 60 ; estime qu'il convient de repousser cet amendement ; (p. 7267) : sur l'amendement n° 107 de M. Lamps, précise les intentions du Gouvernement à l'égard de la Fondation de France ; confirme les propos de M. Claudius-Petit relatifs à cette fondation. **Article 5** (p. 7269) : examinera les mesures proposées par M. Hamel ; s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Frelaut. **Après l'Article 5** (p. 7270) : ne souhaite pas que le régime des décotes soit modifié ; s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Vizet. **Article 6** (p. 7272) : rappelle le régime fiscal des associations ; précise que le Gouvernement n'a pas l'intention de revenir sur les exonérations des associations dites ouvertes ; considère que la limitation proposée par l'amendement n° 45 de M. Leenhardt serait trop difficile à mettre en œuvre ; sa réponse à M. Ginoux relative au régime applicable aux manifestations organisées sur le plan municipal ; (p. 7273) : ses observations sur les amendements n° 87 de M. Weisenhorn et n° 110 de M. Zeller. **Article 7** (p. 7274) : estime impossible de mettre en cause l'existence du quotient familial ; son amendement n° 101 : étendre la portée de l'article 7 ; en réponse à M. Papon déclare qu'il n'envisage pas de relever les seuils fixés en 1973. **Article 8** (p. 7276) : justifie la majoration des droits indirects sur les boissons alcoolisées par la nécessité de compenser les charges résultant de la prise en compte des régimes sociaux déficitaires ; fait observer que l'augmentation des droits sur les alcools ne joue que sur la consommation intérieure ; s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Hardy. **Article 9** (p. 7279) : rappelle que l'article 9 tend à supprimer la taxe spéciale instituée pour assurer l'approvisionnement régulier du marché français et d'en fiscaliser les deux tiers ; précise que les crédits consacrés à la recherche pétrolière ne seront pas diminués même si le taux de provision pour reconstitution de gisements est diminué ; la nécessité de ne reprendre que partiellement la provision pour fluctuation des cours ; son opposition à l'amendement n° 30 de M. Gosnat ; s'oppose également aux amendements n° 6 et n° 7 de la commission des finances défendus par M. Papon ; sa préférence à une fiscalisation partielle de la taxe parafiscale pour faire face aux variations de la conjoncture ; (p. 7281) : s'élève contre les propos de M. Gosnat relatifs aux « scandales pétroliers ». **Article 10** (p. 7285) : justifie le texte de l'article 10 par la nécessité de supprimer des avantages fiscaux injustifiés ; approuve les propos de M. Claudius-Petit ; (p. 7286) : accepte l'amendement n° 56 de M. Marette ; propose un sous-amendement frappant également les films de violence ; n'est pas favorable à la formulation contenue dans le sous-amendement n° 113 de M. Hamel à l'amendement n° 56 de M. Marette ; (p. 7287) : ses observations sur les propos de M. Claudius-Petit. **Article 11** (p. 7288) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Josselin ; sa réponse à M. Boulloche. **Article 12** (p. 7292) : estime qu'au-delà d'un certain niveau de revenus la réfaction de 20 % relative aux frais professionnels doit disparaître ; répond aux questions posées par M. Deniau et M. Zeller ; s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Lamps ; son observation sur les propos de M. Papon relatifs à l'amendement n° 9. **Article 13** (p. 7293) : estime que la mesure proposée à l'article 13 est déjà très sévère ; s'oppose aux amendements n° 47 de M. Boulloche et n° 33 de M. Lamps. **Article 14** (p. 7294) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Gosnat ; (p. 7295) : se rallie à l'amendement n° 125 de M. Schloesing ; (p. 7295, 7296) : demande à M. Papon de retirer ses amendements n° 11 et n° 12. **Article 15** (p. 7296) : attache une grande importance à l'article 15 ; estime nécessaire de maintenir le prélèvement conjoncturel ; n'appliquera ce prélèvement qu'aux grosses entreprises dépassant très nettement la moyenne de hausse des prix ; (p. 7297) : accepte l'amendement n° 85 de M. Papon. **Après l'Article 16** (p. 7298) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Boulloche ; s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Leenhardt ; rappelle les instructions données aux comptables du Trésor en ce qui concerne les chômeurs ; son amendement n° 102 : prévoir un article additionnel ; reconduire pour 1976 l'article 39 *bis* du code général des impôts applicable à la presse ; exclure les mensuels de cette mesure ; réservé ; (p. 7300) : ses observations sur le sous-amendement n° 126 à son amendement n° 102 ; oppose l'article 40 de la Constitution au sous-amendement. **Article 19** (p. 7304) : s'oppose à l'amendement

n° 15 de M. Bernard Marie et au sous-amendement n° 64 de M. Zeller ; (p. 7305) : sur l'amendement n° 16 de M. Icart, demande à l'auteur de se rallier à un chiffre de 25 F ; précise à M. Flornoy que le Gouvernement révisera son barème pour l'année 1977. **Après l'Article 19** (p. 7306) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Neuwirth. **Article 20** (p. 7308) : les modalités de la politique du livre menée par le Gouvernement ; demande à l'Assemblée de créer le Fonds national du livre ; (p. 7308) : fait état d'un projet de décret relatif aux structures administratives qui s'occupent du livre. **Article 23** (p. 7310) : son amendement n° 114 : porter de 12 à 14 % le taux de majoration des rentes viagères ; adopté. **Article 24** (p. 7311) : s'oppose aux amendements n° 103 de M. Ralite et n° 115 de M. Mexandeau ; ne pas majorer les charges des petites entreprises. **Après l'Article 16** (*suite*) (p. 7312) : s'oppose au sous-amendement n° 126 de M. R.-A. Vivien et n° 128 de M. Fillioud. **Article 25** (p. 7322) : son amendement n° 127 : de récapitulation ; adopté.

Deuxième partie :

Taxes parafiscales [19 novembre 1975] (p. 8659) : précise le montant des taxes parafiscales ; la création d'une commission chargée d'étudier l'objet et la structure des organismes bénéficiant d'une taxe parafiscale ; les modifications des centres techniques ; la révision du système des taxes ; demande l'adoption des crédits. **Examen des crédits. Article 48** (p. 8676) : ses observations sur l'amendement n° 74 de M. Sprauer relatif aux centres techniques du béton, du ciment et des briques et tuiles ; demande le retrait de l'amendement. **Après la ligne 97** (p. 8677) : son amendement n° 858 : création d'une taxe sur les fuels lourds afin d'inciter aux économies ; adopté.

Comptes spéciaux du Trésor [19 novembre 1975] (p. 8678) : l'importance des comptes spéciaux ; l'augmentation de la charge de ces comptes ; la création de fonds nouveaux ; les tarifs publics des entreprises nationales ; le déficit de ces entreprises ; (p. 8679) : les aides à l'industrie et l'effort en faveur des opérations de restructuration industrielle ; les prêts du Trésor aux gouvernements étrangers ; le prêt en faveur du Chili ; sa réponse sur l'aéronautique et l'informatique ; le plan de restructuration de ce secteur d'activité ; les crédits accordés à la SNIAS ; la coopération en matière de moteurs. **Examen des crédits : Article 34** (p. 8680) : sa réponse à M. Zuccarelli sur les crédits du fonds d'investissement de la Corse. **Article 45** (p. 8681) : sa réponse à M. Hamel relative à la progression d'un accord ancien conclu avec le Chili.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8697) : le montant du budget des charges communes ; la dette publique ; la mise en place d'un nouveau système de bons du trésor ; les garanties au commerce expérieur ; (p. 8698) : la progression de la garantie pour les risques économiques due au développement des exportations françaises ; la fidélité du Gouvernement à la politique contractuelle dans le domaine de la fonction publique ; la politique de titularisation des auxiliaires ; le triplement des crédits en faveur des rapatriés et l'accélération du règlement des dossiers ; la baisse considérable du nombre des refus d'indemnisations ; la difficulté de présenter autrement le budget des charges communes ; (p. 8699) : l'effort de clarification entrepris ; l'allégement en 1977 de la présentation du budget des charges communes ; la nécessaire participation des entreprises publiques à la politique économique du Gouvernement ; (p. 8706, 8707) : le problème des pensions ; la franchise accordée en matière de garantie de risque économique ; l'extension de la mensualisation du paiement des retraites ; le problème douloureux des rapatriés ; l'accélération de la liquidation des dossiers ; les crédits dont bénéficieront les Français de confession islamique ; (p. 8708) : la nécessité d'une plus grande clarté dans la présentation budgétaire ; la modification de la section commune pour le budget de 1977. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV** (p. 8709) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Aumont ; (p. 8713) : son amendement n° 259 de coordination ; adopté. **Après l'Article 68** (p. 8715) : s'oppose à l'amendement n° 263 de M. Jans ; ne pas courir le risque de faire penser que la France pratique des subventions à l'exportation.

II. **Services financiers** [19 novembre 1975] (p. 8719) : les mesures prises pour renforcer les effectifs du ministère ; le développement de la mensualisation du paiement de l'impôt sur le revenu ; la lutte contre la fraude fiscale ; (p. 8720) : l'accélération des travaux immobiliers ; le nombre des centres unifiés des impôts ; l'amélioration des conditions de travail au ministère de l'économie et des finances ; la complexité des tâches demandées aux agents de ce ministère ; leur dévouement ; l'élaboration de la charte du contribuable ; l'aide aux associations de consommateurs et le succès de l'institut national de la consommation ; le dépôt d'un projet sur le règlement des ententes ; (p. 8721) : le vote du budget, moyen de témoigner la considération des députés pour le travail des agents du ministère de l'économie et des finances ; (p. 8723) : considère que la politique fiscale doit être déterminée par le Parlement et non par les syndicats ; l'établissement du cadastre ; l'importance de la formation des personnels et de l'aménagement des structures ; la mensuali-

sation des retraites ; la concentration des services financiers ; (p. 8724) : les reports d'échéance d'impôts qui pourront être accordés aux contribuables ; conteste toute manipulation de l'indice des prix.

Articles et articles additionnels non rattachés. Article 59 [19 novembre 1975] (p. 8729) : accepte les amendements n° 76 et n° 77 de M. Papon ; demande l'adoption de son amendement n° 256 : supprimer le paragraphe 3 de l'article 59, à la place de l'amendement n° 78 de M. Papon ; adopté ; demande qu'à l'amendement n° 79 de M. Papon, le maximum déductible soit ramené de 18.000 à 15.000 F. **Article 60** (p. 8732, 8733) : s'oppose aux amendements n° 94 et n° 95 de M. Boulloche ; permettre aux entreprises de reconstituer leurs fonds propres et maintenir la transparence des sociétés immobilières d'investissements ; (p. 8733) : partage les préoccupations exposées par M. Coulais ; s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Poperen ; proroger d'un an les dispositions fiscales prises en faveur des restructurations d'entreprises reviendrait à supprimer ces dispositions ; **Article 61** (p. 8734) : l'alignement de la législation de la France sur celle de ses concurrents étrangers, condition indispensable pour faire de Paris un marché des capitaux actifs. **Après l'Article 61** (p. 8735) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Cressard ; reconnaît nécessaire la réévaluation des bilans ; rappelle que le commissaire au Plan doit procéder à une étude ; ne peut s'engager à déposer un projet avant la fin de 1976, compte tenu de la complexité de la matière ; (p. 8735, 8736) : propose de modifier les termes de l'amendement n° 86 de M. Papon ; estime inadmissible l'exposé des motifs de l'amendement n° 250 présenté par M. Boulloche ; (p. 8737) : précise que les redressements ont porté sur 6 milliards de francs. **Après l'Article 72** (p. 8737) : sa réponse à la question de M. Papon relative à la possibilité d'acquitter la contribution mobilière en deux fois. **Après l'Article 74** (p. 8738) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Pierre Joxe ; (p. 8739) : sur l'amendement n° 246 de M. Pierre Joxe, confirme que les renseignements demandés ont déjà été transmis à la commission des finances. **Seconde délibération : Article 25** (p. 8742) : expose les propositions du Gouvernement tendant à majorer les crédits de l'agriculture, des anciens combattants et ceux consacrés aux forfaits d'externat. **Article 27** (p. 8742) : son amendement n° 4 : majoration des crédits du ministère des anciens combattants ; adopté ; son amendement n° 6 : majoration des crédits du ministère de la culture ; adopté ; (p. 8743) : son amendement n° 7 : majoration des crédits du ministère de l'éducation ; adopté. **Article 28** (p. 8743) : ses amendements n° 2 et n° 3 : majoration des crédits du ministère de l'agriculture ; adoptés. **Après l'Article 74** (p. 8743) : son amendement n° 5 : modification du cinquième alinéa de l'article L 256 du code des pensions militaires d'invalidité ; adopté. **Article 25** (*suite*) (p. 8743) : son amendement n° 1 : amendement de totalisation prenant en compte les incidences financières des précédents amendements ; adopté. **Explication de vote** (p. 8746) : le budget de 1976, moyen de retrouver une croissance durable. **Commission mixte paritaire** [16 décembre 1975] (p. 9859) : apporte des précisions sur les articles 14 et 61 *quater* nouveau ; (p. 9860) : est d'accord avec les propositions de la commission mixte paritaire sur les articles 10 et 60 ; les amendements du Gouvernement en ce qui concerne la répartition de la redevance radio-télévision et les avances du Trésor aux collectivités locales ; (p. 9861) : l'excédent de 7 millions prévu pour l'ensemble de la loi de finances ; (p. 9865) : demande à l'Assemblée d'adopter la loi de finances, compte tenu des amendements déposés par le Gouvernement ; (p. 9874) : son amendement n° 1 : rétablir les avances supprimées au budget des collectivités locales ; (p. 9874, 9875) : au sujet de son amendement n° 1 : sa réponse à la question de M. Lamps ; adopté ; son amendement n° 2 : répartition du produit de la redevance radio et télévision ; adopté ; son amendement n° 3 de totalisation ; adopté.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Hamel et Krieg** [19 novembre 1975] (p. 8655) : demande une suspension de séance pour que l'Assemblée puisse délibérer dans la liberté (présence de manifestants dans la cour de l'Assemblée).

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder en 1976, par ordonnances, à certains aménagements portant sur les acomptes d'impôts directs** (n° 1932). **Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8787) : un projet qui prend place dans la politique budgétaire mais qui est séparé de la loi de finances pour tenir compte des impératifs constitutionnels ; les effets du plan de soutien au niveau de la consommation et des investissements ; (p. 8788) : l'absence de la vague de licenciements redoutée pour la rentrée ; la nécessité de repousser le paiement de certains impôts afin de donner une impulsion supplémentaire ; la valeur du procédé des ordonnances ; l'utilisation par l'Allemagne du système mis en place par le projet de loi ; un procédé recommandé par la Communauté européenne ; la limitation, dans le temps, du projet ; (p. 8791) : indique que le programme de référence est l'ensemble des dispositions conte-

nues dans la loi de finances pour 1976 ; la volonté d'exonérer un grand nombre de petits contribuables mensualisés et de ceux qui ne le sont pas ; l'amorce de la reprise économique ; la nécessité de renforcer la tendance. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8792) : accepte l'amendement n° 1 de M. Papon.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9513) : la quatrième loi de finances rectificative pour 1975 : collectif de régularisation ; les catégories de dépenses contenues dans ce collectif ; (p. 9514) : les crédits supplémentaires prévus pour les rapatriés ; le recouvrement de l'IRPP ; la reprise économique ; (p. 9515) : la demande de biens d'équipement des pays extérieurs ; l'augmentation des recettes au titre de la TVA ; le plafonnement du nombre des demandes d'emploi ; la volonté du Gouvernement de revenir à un équilibre budgétaire ; la nécessité d'investissements créateurs d'emplois ; la baisse de la rémunération de l'épargne ; le cas de l'épargne à moyen terme ; (p. 9516) : préserver les grands équilibres ; la nécessité d'aborder au printemps prochain les vrais problèmes du moyen terme ; (p. 9528) : ses réponses aux orateurs ; juge tout à fait irréaliste la théorie marxiste de l'accumulation capitaliste ; réaffirme en matière de sécurité sociale la nécessité de combler les déficits périphériques ; la simplification apportée par l'article 8 du projet ; la préoccupation du Gouvernement en matière d'animation des communes rurales ; rappelle que la balance des paiements est équilibrée ; la situation du chômage ; (p. 9529) : rappelle que l'exécutif peut procéder à des annulations de crédits ; pense que notre indice des prix est l'un des moins mauvais des pays européens ; sa demande à l'INSEE d'établir des indices par catégories socio-professionnelles ; sa réponse sur les plafonds de ressources pour l'obtention de l'aide judiciaire ; le maintien des promesses faites en faveur des collectivités locales. **Discussion des articles. Article 6** (p. 9532) : en réponse à M. Boulloche : explique que l'article a pour but de rétablir l'égalité entre certaines catégories de propriétaires et de ne pas désavantager les petites entreprises qui se groupent ; (p. 9532) : sa réponse aux observations de M. Fanton : explique que le système de l'amortissement dégressif élimine le petit mobilier mais englobe des ensembles plus importants. **Après l'Article 6** (p. 9533) : sur l'amendement n° 31 de M. Hamel, fait valoir que la loi sur le sport permet de dissoudre les fausses associations sportives. **Article 7** (p. 9534) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Boulloche : insiste sur l'intérêt des sociétés civiles de moyens pour les professions libérales et les petites entreprises. **Article 8** (p. 9536) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Bénard et à l'amendement n° 33 défendu par M. Boudet ; la nécessité d'une unification du régime d'exploitation des hydrocarbures du fait des recherches en mer d'Iroise. **Après l'Article 9** (p. 9542) : son amendement n° 25 : possibilité pour les caisses de crédit mutuel d'ouvrir à leurs déposants un compte spécial sur livret ; (p. 9543) : répond aux observations portant sur l'amendement n° 25 : les collectivités locales bénéficiaires des fonds du crédit mutuel devront être celles du voisinage des caisses ; considère que le crédit mutuel relève d'un tout autre système ; adopté ; (p. 9543, 9544) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Boudet. **Article 15** (p. 9545) : rappelle le principe de la non-rétroactivité des pensions. **Article 16** (p. 9546) : accepte l'amendement n° 18 de M. Gerbet sous réserve d'un sous-amendement oral précisant la nature des dispositions en cause. **Article 17** (p. 9546) : retire l'article 17. **Article 18** (p. 9547) : est favorable à l'amendement n° 12 de M. Papon. **Après l'Article 19** (p. 9548) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Cornet ; est prêt néanmoins à informer l'Assemblée sur la tarification de l'utilisation des infrastructures routières et ferroviaires et des voies navigables ; (p. 9549) : son amendement n° 1 : mise à la retraite anticipée des agents de tri ; adopté ; (p. 9550) : son amendement n° 4 : ouvrir dans les écritures du Trésor un compte spécial d'avances à l'UNEDIC ; répond à la crainte des partenaires sociaux relative au déficit possible du régime d'assurance-chômage ; adopté après adoption des sous-amendements n° 15 et n° 16 de M. Papon ; (p. 9550) : ses amendements n° 21 et n° 22 : création d'un compte spécial d'opérations monétaires lié à la création du fonds de soutien financier de l'OCDE ; adoptés ; son amendement n° 23 : accorder des avances au territoire de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la réforme de son régime fiscal ; adopté ; (p. 9551) : son amendement n° 28 : dérogation dans le département de la Guyane aux dispositions de l'article 40 *bis* de l'ordonnance du 19 septembre 1945 relative aux experts-comptables ; adopté ; (p. 9552) : s'oppose à la création de la taxe prévue par l'amendement n° 32 de M. Simon qui allégerait le paiement de la patente opérée récemment en faveur des petits contribuables ; (p. 9552, 9553) : assure que la formation continue se poursuivra en 1976 ; s'engage à relever le plafond de la taxe additionnelle en 1978. **Article 20** (p. 9554) : répond aux orateurs : la situation de la SNCF et le problème de l'augmentation tarifaire ; l'effort supplémentaire en faveur des CES et

des CES nationalisés ; la poursuite de l'effort dans le domaine des retraites des rapatriés ; (p. 9555) : juge inutile d'adopter des mesures particulières pour les personnes nées avant 1906. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10091) : accepte les conclusions de la commission mixte paritaire ; ses précisions portant sur l'article 4 : participation de l'Etat à l'indemnisation des calamités agricoles ; sur l'article 9 : valeur du droit de chasse ; sur l'article 19 *novies* : contribution de l'Etat au fonds d'électrification rurale.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Marette** [19 décembre 1975] (p. 10090) : la publicité relative à la vente d'armes de guerre parue dans le journal *France-Soir*.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payables en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** rectifié). **Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1371) : la situation du projet dans le contexte économique ; accentuer l'effet de certaines mesures fiscales prises dans le cadre du plan de développement ; la reprise de la croissance économique ; la nécessité de lutter contre la dégradation de la situation des entreprises ; la décision prise par le Gouvernement de reporter certaines échéances d'impôt ; la proposition relative au report d'échéances dues au titre des revenus des chefs d'entreprise ; (p. 1372) : sa réponse à la question de M. Papon relative au paiement mensuel de l'impôt sur le revenu ; la reprise indiscutable de l'économie ; (p. 1374) : **réponses aux orateurs** : la politique sélective du Gouvernement ; un report d'échéances qui ne gênera pas la gestion des finances publiques ; la décision de laisser flotter le franc ; la volonté du Gouvernement de contribuer par l'aide aux entreprises à la solution du problème de l'emploi ; l'enquête demandée à la Banque de France au sujet d'éventuelles spéculations. **Discussion des articles** [6 avril 1976] **Article premier** (p. 1376) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Frelaut. **Après l'Article premier** (p. 1377) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Pranchère ; rappelle qu'il a donné des instructions relatives au délai de paiement à accorder aux chômeurs ; (p. 1378) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Frelaut ; rappelle qu'il a ordonné d'accorder des délais aux familles modestes ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Bizet ; affirme qu'il n'y a pas de saisies pour les chômeurs. **Article 2** (p. 1379) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Cot pour des raisons économiques ; (p. 1380) : réaffirme que la mesure en cause fait partie d'un ensemble dont l'objectif est d'essayer de revenir à une situation de plein emploi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Première lecture. Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2565-2566) : les objectifs limités du collectif ; l'augmentation de l'indice de la production industrielle ; l'excellent rendement des incitations à l'investissement ; le niveau élevé du chômage ; la diminution du nombre des jeunes demandeurs d'emploi ; les mesures prises dans le domaine de la formation professionnelle et du recyclage ; les dispositions prises pour porter remède à la dégradation des comptes des entreprises ; (p. 2567) : le caractère préoccupant de la hausse des prix ; les hausses des tarifs publics ; le déficit du commerce extérieur malgré la reprise des exportations ; les raisons pour lesquelles la France est rentrée dans le serpent communautaire en juillet 1975 ; le flottement du franc et l'augmentation du stock de devises ; ne pas se laisser bercer par l'euphorie de la reprise ; le retour au plein emploi, grand objectif du VII[e] Plan ; (p. 2568) : maîtriser la croissance de la masse monétaire ; le projet de loi de finances rectificative, instrument de limitation des dépenses publiques ; les crédits qui seront versés par anticipation aux collectivités locales ; (p. 2569) : sa réponse à M. Deniau sur la date du débat relatif aux finances des collectivités locales ; sa réponse aux observations de M. Frelaut ; précise à l'intention de M. Peretti l'augmentation moyenne du VRTS en 1975 ; reconnaît en réponse à M. Lamps que le pourcentage de la ville d'Amiens est inférieur à la moyenne ; l'objectif d'une forte reprise sans importantes tensions inflationnistes ; la continuité de l'effort du Gouvernement ; (p. 2596) : fait observer la progression de la production industrielle brute ; estime que la reprise devrait se faire sentir sur l'emploi dès l'été 1976 ; les comités départementaux de l'emploi et leur mission dans le domaine des créations d'emplois ; (p. 2597) : le problème de l'inflation ; le contrôle des marges bénéficiaires et des prix des prestations de service ; se déclare conscient des problèmes des collectivités locales ; fait observer que pour nombre de communes de la région parisienne le VRTS a augmenté de plus de 15 % ; le règlement des problèmes liés à la taxe d'habitation ; les crédits de la culture ; la nécessité du freinage des dépenses publiques et d'un contrôle de la masse monétaire ; les décisions difficiles que nécessite la lutte contre l'inflation ; (p. 2598) : les raisons du caractère légèrement déficitaire du budget pour 1976 ; l'espoir d'une situation équilibrée pour 1977 ; la nécessité de réduire le déficit du commerce extérieur ; les contrats en cours de signature avec la Pologne, l'URSS et les pays pétroliers ; la nécessité d'éviter les mutations brusques et de résoudre le problème de l'emploi ; ne pas se laisser aller à la facilité budgétaire. **Commission mixte paritaire**

[17 juin 1976] (p. 4261) : accepte le texte de la commission mixte paritaire ; énumère les six dispositions du projet de la commission mixte paritaire ; souligne la part prise par le Parlement à l'amélioration du projet ; fait part de la régularisation du VRTS de l'exercice 1975 ; (p. 4262) : invite l'Assemblée à adopter les conclusions de la commission mixte paritaire ; (p. 4264) : souligne l'erreur de M. Marchais qui avait annoncé l'échec du plan de redressement ; souligne que le projet de loi de finances rectificative apporte 500 millions au fonds d'équipement des collectivités locales ; (p. 4265) : souligne l'importance d'un débat sur la répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Première lecture. Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3574) : l'objectif du projet de loi : la justice fiscale ; (p. 3575) : le dispositif du Gouvernement : taxer avec modération les ressources réelles provenant des plus-values ; la taxation actuelle des plus-values (p. 3576) ; imposer les ressources réelles provenant de plus-values assimilables à un revenu ; distinguer selon l'usage qui est fait du produit des plus-values ; une imposition modérée ; (p. 3577) : taxation forfaitaire pour les métaux précieux et les objets d'art ; répond aux critiques ; projet sans danger pour l'économie française ; projet suffisant ; (p. 3578) : taxation difficilement supportable, compliquée, injuste de la simple détention du capital ; (p. 3579) : un effort de justice poursuivi depuis 1958 ; [2 juin 1976] (p. 3667) : ne peut accepter les accusations proférées par M. Mauger contre les fonctionnaires de la République ; [3 juin 1976] (p. 3706) : entend dissiper trois malentendus : le premier : on confond l'impôt sur le capital et l'imposition des plus-values, mais les occasions de plus-values se multiplient dans notre société et elles doivent participer à la collecte de l'impôt sur le revenu ; il ne s'agit pas de créer un impôt sur le capital, mais d'élargir la base de l'impôt sur le revenu ; deuxième malentendu : la pensée du Président de la République aurait été trahie ; mais la commission Monguilan avait une mission très claire : le projet a été présenté devant le conseil des ministres ; troisième malentendu : le projet frapperait la petite propriété et non les gros contribuables : mais le texte prévoit des abattements à la base ; le taux de l'impôt sur les plus-values sera progressif ; d'autre part, l'opposition communiste à intérêt que la justice fiscale ne progresse pas ; les privilégiés manipulent les petits contribuables pour ne pas être taxés ; (p. 3707) : deux questions sont pertinentes : existe-t-il des plus-values dont certains bénéficient ? Ne faut-il pas mettre en place un système mettant fin aux dessous de tables et aux dissimulations alors que la charge fiscale augmente ; (p. 3173) : en 1975, application de la taxe sur les profits immobiliers instituée par la loi de 1963 ; (p. 3720) : en 1963, la majorité a adopté une loi taxant les plus-values foncières alors que l'opposition ne l'a pas votée ; (p. 3730-3731) : la distinction sera faite entre les entreprises qui marchent, qui disposent de fonds propres, et les entreprises qui disposent de capitaux extérieurs ; le mécanisme d'imposition des plus-values professionnelles n'est pas modifié ; [8 juin 1976] (p. 3847) : il est justifié de taxer les plus-values comme un revenu ; la perte de rigidité de la frontière entre revenu imposable et gains en capital ; la plus-value effectivement réalisée doit entrer dans l'assiette de l'impôt sur le revenu ; (p. 3848) : taxer toutes les plus-values réelles et non seulement les plus-values spéculatives ; refus de l'impôt sur le capital ; taxer les plus-values à l'intérieur de l'impôt sur le revenu dans un souci de justice pour tenir compte de la situation de famile du contribuable ; la sévérité du critère de la durée de détention ; la possibilité d'un dialogue constructif sur les durées ; (p. 3849) : le contrôle non inquisitorial à partir des valeurs déclarées ; rendement non négligeable de l'impôt ; contribution de l'impôt à l'amélioration de la sincérité et de la cohérence des déclarations fiscales ; la taxation des plus-values ne s'oppose nullement aux progrès économiques — orientation des Français vers l'investissement productif grâce à son caractère anti-inflationniste ; moins de distorsions ; (p. 3850) : la contrepartie aux mesures spéciales d'aide et d'incitation prise en faveur des entreprises et des personnes ; une meilleure répartition des charges entre les contribuables ; possibilité d'apporter des améliorations au projet pendant la discussion, en particulier pour les valeurs mobilières et pour l'agriculture ; le projet n'épargne pas les gros contribuables ; les exonérations et les abattements prévus ; la prise en compte de l'érosion monétaire ; (p. 3851) : la modération du dispositif grâce à l'imposition des plus-values au sein de l'impôt sur le revenu ; le Gouvernement ne s'oppose pas à l'adoption de dispositions plus sociales pour la résidence secondaire quand elle est la seule propriété et pour la prise en compte des travaux d'amélioration dans les résidences ; opposition du Gouvernement à la prise en compte de l'ensemble des moins-values ; création d'un nouveau comité des usagers ; souhaite que la majorité adopte un projet lié à l'effort de justice fiscale et à la lutte contre l'inflation ; (p. 3852) : invite l'Assemblée à repousser la motion de renvoi du groupe communiste. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3855) : reconnaît les bonnes intentions de

M. Bonhomme, mais s'oppose néanmoins à son amendement n° 7 rectifié qui nécessiterait un système de contrôle de l'ensemble des patrimoines ; l'inopportunité d'imposer les personnes ne réalisant pas de plus-values ; (p. 3856) : demande un scrutin public pour que chacun prenne ses responsabilités sur l'impôt sur le capital ; (p. 3863) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Combrisson ; (p. 3865) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Leenhardt ; estime qu'il est plus important d'imposer les plus-values que le capital ; (p. 3867) : s'oppose à l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon et aux sous-amendements n° 286 de M. Limouzy, n° 284 de M. Bardol et n° 316 de M. Limouzy ; [9 juin 1976] (p. 3910) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Rieubon défendu par M. Frelaut ; s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Vizet défendu par M. Frelaut ; (p. 3911) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Gosnat défendu par M. Duroméa car le système des provisions a été modifié pour serrer de plus près la réalité économique ; (p. 3912) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Lamps ; s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Bardol qui empêcherait les entreprises françaises de soutenir la concurrence étrangère et de créer des emplois ; (p. 3913) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Combrisson car il reprend en gros ce que l'Assemblée a repoussé en détail ; (p. 3914) : s'oppose à l'amendement n° 283 de M. Bardol qu'il considère comme une proposition de résolution ; oppose l'irrecevabilité à l'amendement n° 283 de M. Bardol. **Article premier :** demande la réserve de l'article premier ; (p. 3915) : en réponse à M. Rigout, sur la réserve de l'article premier, indique qu'il souhaite sortir de la procédure pour entrer dans le vif de la discussion et qu'il est possible de discuter de l'économie générale du projet à propos des articles premier *bis* et suivants ; (p. 3918) : approuve la création d'un article premier *bis* séparé de l'article 2 ; accepte dans un but social l'amendement n° 121 de M. Papon ; repousse les sous-amendements n^os^ 229, 298 et 297. **Article 2** (p. 3921) : défend la durée de deux ans pour les biens immobiliers ; accepte la réduction de la durée à un an pour les valeurs mobilières ; (p. 3931) : confirme à M. Bernard Marie que ses amendements sont couverts par l'amendement n° 121 de M. Papon ; (p. 3932) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Rigout qui viderait de son sens une partie de l'article 2. **Après l'Article 2** (p. 3933) : s'oppose à l'amendement n° 292 de M. Schloesing contraire à l'esprit du projet. **Article 3** (p. 3934) : rappelle que l'article 3 ne fait qu'atténuer légèrement la progressivité de l'impôt et qu'il jouera surtout en faveur des contribuables modestes ; (p. 3935) : souligne que le projet tient scrupuleusement compte de l'érosion monétaire, réserve faite du champ d'application de l'article 35 A ; déclare que si l'Assemblée adopte le projet, il donnera des instructions qui permettront de trouver une frontière entre ce qui est spéculatif et ce qui ne l'est pas ; (p. 3936) : s'oppose à l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard car les terrains à bâtir sont soumis à l'article 35 A au-dessous de dix ans ; tient à conserver l'article 35 A ; [10 juin 1976] (p. 3951) : sur l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard, déclare que l'application de l'article 35 A ne doit pas déborder le cadre des opérations spéculatives dégageant des profits immobiliers, qu'il faut réduire la marge d'interprétation arbitraire des textes au maximum ; enverra une circulaire très précise ; dépose un amendement qui permettra de maintenir l'article 35 A, instrument antispéculatif, tout en délimitant précisément son champ d'application : l'intention non spéculative du contribuable sera réputée prouvée ; l'article 35 A ne s'appliquera pas dans quatre cas ; son amendement concernant l'article 35 A n'a pas de rapport avec l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard ; (p. 3952) : donne satisfaction à M. Lauriol en ce qui concerne l'article 35 A ; (p. 3953) : demande la réserve de l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard jusqu'à l'examen de l'amendement n° 323 du Gouvernement ; accepte l'amendement n° 123 de M. Papon ; sur l'amendement n° 237 de M. Glon, déclare qu'il sera tenu compte des situations familiales douloureuses ; (p. 3954) : précise les conditions d'application de l'article 35 A du code général des impôts ; précise à M. Lauriol que son intention est de n'appliquer l'article 35 A qu'aux profits spéculatifs ; indique les quatre cas dans lesquels la preuve de l'intention non spéculative est réputée apportée ; (p. 3956) : fait sienne l'application de l'article 35 A aux seules opérations spéculatives ; accepte les trois sous-amendements de M. Mario Bénard ; demande à ce dernier de retirer son amendement n° 243 ; (p. 3960) : accepte l'amendement n° 271 de M. Papon ; (p. 3961) : déclare que l'Assemblée a déjà tranché le problème des plus-values à court terme en votant l'article 2 et que l'amendement n° 186 de M. Ginoux est sans objet ; (p. 3962) : soutient les amendements n° 126 de M. Papon et n° 39 de M. Marie ; accepte l'amendement n° 127 de M. Icart mais précise qu'il faudrait le coordonner avec l'amendement n° 298 de M. Marie ; estime qu'il faudra quand même harmoniser les amendements n^os^ 298 et 127 ; (p. 3963) : analyse les raisons, notamment celle de justice, pour lesquelles la nouvelle imposition a été insérée dans le dispositif de l'impôt sur le revenu ; (p. 3964) : assure que le projet de loi conserve le régime actuel du quotient familial et donne un exemple chiffré sur la « familiarisation » de l'impôt ; déclare que l'interprétation du projet

de loi par M. Charles Bignon est inexacte ; (p. 3965) : conteste l'affirmation de M. Frelaut sur le système du coefficient d'atténuation ; déclare qu'il y a une solution simple pour les tiers provisionnels et que la rectification des prélèvements mensuels sera faite pendant les quatre ou cinq derniers mois de l'année ; (p. 3966) : s'oppose à l'amendement n° 128 rectifié de M. Papon car il s'agit de plus-values réalisées effectivement ; son sous-amendement n° 325 à l'amendement n° 128 rectifié : réserver aux seules personnes âgées le paiement sur cinq ans proposé par la commission ; (p. 3967) : sur l'amendement n° 128 rectifié, précise qu'il n'y a pas lieu de prévoir dans la loi concernant l'impôt sur le revenu le fractionnement qui existe pour le paiement de l'impôt sur les sociétés ; n'accepte pas que le paiement de l'impôt puisse être différé ; (p. 3968) : retire son sous-amendement n° 325 sur les personnes âgées ; dépose un sous-amendement tendant à supprimer le mot « différé » ; déclare que pour les cessions, il y aura fractionnement de la totalité ; son sous-amendement est adopté ; (p. 3969) : est opposé à l'amendement n° 253 rectifié de M. Bénard car le projet de loi est basé sur la volonté d'intégrer les plus-values dans l'impôt sur le revenu ; souligne l'incohérence d'une taxe forfaitaire après la prise en compte de l'érosion monétaire ; (p. 3970) : refuse l'exonération demandée par M. Ginoux dans son amendement n° 187. **Article 4** (p. 3971) : ne comprend pas l'argumentation de M. Frelaut car l'assimilation de la plus-value à un revenu est d'autant plus forte que la durée de détention du bien aurait été plus courte ; (p. 3972) : n'accepte pas les amendements n° 88 de M. Duffaut, n° 234 de M. Mesmin et n° 256 de M. Voisin qui mutilent le projet car il ne serait pas normal de ne plus taxer après dix ans les plus-values qui peuvent être considérables et qui sont considérées comme des revenus ; (p. 3973) : estime que ses arguments défendent la justice ; (p. 3974) : reconnaît que les trois amendements de suppression n[os] 88, 234 et 256 obéissent à des motivations différentes, qu'il faudrait les réserver et se prononcer sur l'amendement n° 129 de la commission des finances ; (p. 3975) : demande un scrutin public sur les amendements de suppression ; (p. 3976) : accepte l'amendement n° 129 dans un souci de concertation mais c'est le maximum de ce qu'on peut admettre sans dénaturer le projet ; (p. 3978) : déclare que les amendements n[os] 41 de M. Bernard Marie et 280 de M. Zeller sont très coûteux et videraient le texte de sa substance ; déclare que l'amendement n° 280 n'irait pas dans le sens de la justice ; déclare que l'amendement n° 129 de M. Papon réalise un bon équilibre entre la logique fiscale, la justice et le rendement ; (p. 3980) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 280 de M. Zeller [15 juin 1976]. **Article 5** (p. 4104) : indique à M. Marie ce que comprennent les biens meubles d'usage courant ; précise à M. Cerneau et à M. Glon qu'il trouve plus clair d'exonérer les transactions sur les obligations ; répond à M. Frelaut que le projet prévoit un abattement à la base avec un impôt progressif ; le Gouvernement frappera les gros contribuables ; (p. 4107) : son amendement n° 330 tendant à exonérer la cession de la première résidence secondaire dans certains cas ; (p. 4108) ; s'oppose aux amendements n[os] 89 de M. Duffaut, 18 de M. Bardol, 244 de M. Bénard et 269 de M. Lamps ; pense qu'il y a une option de principe à faire entre l'amendement n° 130 de M. Papon et son amendement n° 330 ; accepte les sous-amendements n[os] 299 de M. Marie et 324 de M. Chauvet ; indique que la deuxième partie de l'article 5 précise la notion de résidence principale ; indique qu'il importe de distinguer nettement résidence principale et résidence secondaire ; (p. 4109) : indique les deux sous-amendements de la commission précisant la portée de son amendement n° 330 ; indique à M. Fanton que son amendement n° 330 ne laisse pas au contribuable le soin de choisir ; il suffira de prouver que l'on n'est pas propriétaire d'une résidence principale ; (p. 4110) : indique que l'administration dispose de critères permettant de déjouer les manœuvres spéculatives ; (p. 4119) ; s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Papon qui mêle les notions de résidence principale et de résidence secondaire ; (p. 4120) ; s'oppose au sous-amendement n° 335 de M. Duffaut ; s'oppose au sous-amendement n° 324 de M. Chauvet ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 130 ; (p. 4121) : s'oppose au sous-amendement n° 336 de M. Duffaut qui lui paraît trop rigoureux ; (p. 4122) : s'oppose au sous-amendement n° 338 qui remet en question son amendement n° 330 et reviendrait à exonérer les reventes de résidences secondaires après un délai de dix ans ; (p. 4123) : acceptera l'amendement n° 146 à l'article 6 ; amendement n° 330 modifié adopté ; s'oppose à l'amendement n° 269 rectifié de M. Lamps ; (p. 4124) : s'oppose aux amendements n[os] 5 de M. Godon et 267 de M. Mesmin ; accepte l'amendement n° 131 de M. Papon ; accepte l'amendement n° 43 de M. Marie ; (p. 4125) : sur les amendements n[os] 132 de M. Papon et 318 de M. Chauvet, pense que la rédaction du Gouvernement est préférable, mais laisse l'Assemblée juge ; (p. 4126) : demande la réserve de l'amendement n° 133 de M. Papon jusqu'à la discussion de l'amendement n° 135 ; s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Frelaut qui propose une mesure proche de l'imposition du capital ; s'oppose aux amendements n[os] 209, 210 et 211 de M. Bas ; (p. 4127) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Partrat ; (p. 4128) : ac-

cepte l'amendement n° 134 de M. Marette à condition que le sous-amendement n° 334 de M. Boscher soit adopté ; propose à M. Papon de modifier son amendement n° 134 ; (p. 4129) : sur les amendements n^os^ 135 de M. Papon et 45 de M. Marie, rappelle la différence existant entre obligations et actions ; (p. 4130) : explique pourquoi il estime inopportun de faire entrer les obligations dans le champ d'application de la loi ; (p. 4131) : indique que le régime fiscal actuel des obligations et celui des SICAV se trouverait complètement modifié ; indique que l'Etat ne reviendra pas sur le contrat d'émission de l'emprunt à 4,50 % ; demande à l'Assemblée de réfléchir ; indique que le vote de l'amendement n° 135 remettrait en question un certain nombre de mécanismes de financement de l'économie ; [16 juin 1976] : **Article 5** *(suite)* (p. 4188) : soutient l'amendement n° 133 de M. Papon mais regrette d'avoir à retirer son sous-amendement n° 331 ; approuve le rétablissement de l'application de l'article 160 du code général des impôts après dix ans ; (p. 4189) : estime normal que les plus-values visées par l'article 160 du code général des impôts soient taxées comme les plus-values réalisées à l'occasion de la vente de valeurs mobilières (p. 4190) : indique à M. Ginoux que les plus-values réalisées à l'occasion de la vente de parts d'entreprise seront soumises à l'impôt sur le revenu pendant dix ans ; ne peut préciser le rapport du nouvel impôt ; préfère l'amendement n° 46 de M. Marie ; (p. 4191) : s'oppose à l'amendement n° 213 de M. Pierre Bas ; est favorable à l'amendement n° 137 de M. Papon ; (p. 4192) : accepte l'absence de différence de traitement entre les cessions par les exploitants et les cessions par les propriétaires ; préfère l'amendement n° 138 de M. Papon à l'amendement n° 114 rectifié de M. Voisin ; (p. 4193) : ne peut envisager actuellement la revalorisation des plafonds demandée par M. Voisin ; (p. 4194) : indique que dans la limite des plafonds de cessions, les personnes ayant une double activité ont les mêmes avantages que les agriculteurs ; considère que les amendements n^os^ 22 de M. Pranchère et 92 de M. Pierre Joxe, ainsi que les amendements suivants devraient être retirés à la suite du vote de l'amendement n° 138 de M. Papon ; (p. 4195) : demande à M. Partrat de retirer l'amendement n° 104 de M. Marie ; (p. 4196) : déclare que l'objet de l'amendement n° 105 de M. d'Aillières est bien couvert par l'amendement n° 138 de M. Papon ; s'oppose à l'amendement n° 105 ; (p. 4197) : accepte l'amendement n° 140 de M. Papon ; déclare qu'il est plus favorable à l'amendement n° 103 de M. d'Aillières ; (p. 4198) : repousse l'amendement n° 276 de M. Dousset qui risque parfois d'être rigoureux pour le contribuable ; (p. 4199) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement n° 276 de M. Dousset ; accepte l'amendement n° 266 de M. Partrat ; (p. 4200) : s'oppose aux amendements n° 189, n° 190 et n° 191 de M. Ginoux ; rappelle que le dernier alinéa de l'article 3 prévoit une compensation entre la plus-value réalisée sur les biens personnels et le déficit d'exploitation enregistré dans l'entreprise. **Article 6** (p. 4202) : indique qu'il n'est pas légitime de décider une exonération totale en cas d'exploitation ; note que les collectivités locales retireront un profit du projet sur les plus-values ; est hostile à l'assimilation à la théorie de la famille au sens de l'impôt sur les successions ; insiste sur la nécessité de ne pas fixer des limites d'exonération trop basses pour ne pas vider le texte de sa substance ; déclare que l'intercommunication en matière de plus-values ne se justifie pas ; s'oppose à l'amendement n° 142 de la commission car il considère que l'option proposée est dangereuse et compliquée ; (p. 4203) : assure à M. Bas que le barème de l'impôt sur le revenu a évolué parallèlement aux revenus ; (p. 4204) : accepte l'amendement n° 143 de M. Papon ; demande aux auteurs des amendements n^os^ 321 et 293 de les retirer en faisant état de l'amendement de M. Partrat voté à l'article 5 ; (p. 4205) : indique que la présomption de spéculation a été écartée dans le cas où la vente se justifiait par des événements familiaux et personnels ; précise la portée de la décision prise concernant l'article 35 A ; déclare qu'il ne saurait accepter une indexation généralisée ; (p. 4213) : s'oppose aux amendements n° 144 rectifié de M. Papon, n° 51 rectifié de M. Marie et n° 95, deuxième rectification, de M. Duffaut car ceux-ci videraient le projet de son contenu et remettraient en cause l'application de l'article 35 A ; (p. 4214) : déclare que les amendements n° 144 rectifié, n° 51 rectifié et n° 95, deuxième rectification, réduiraient l'assiette de l'impôt sur le revenu au profit de gens assez habiles pour organiser leurs moins-values ; (p. 4215) : prend inspiration de l'amendement n° 295 de M. Mario Bénard et l'accepte sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 344 limitant la déduction ; (p. 4216) : propose par un sous-amendement à l'amendement n° 295 de M. Mario Bénard de parler, pour les rapatriés, d'indemnité due ou perçue ; sous-amendement à l'amendement n° 295 adopté ; sous-amendement n° 344 adopté ; (p. 4217) : accepte l'amendement n° 145 de M. Papon et ne souhaite pas aller au-delà ; (p. 4218) : s'oppose à l'amendement n° 294 de M. Bardol défendu par M. Lamps ; (p. 4219) : accepte l'amendement n° 146 de M. Papon ; s'oppose au sous-amendement n° 340 de M. Sourdille ; accepte le sous-amendement n° 337 de M. Chauvet ; persiste à s'opposer au sous-amendement n° 340 de M. Sourdille ; (p. 4220) : observe qu'en cas

d'expropriation, l'administration fixe les prix sous le contrôle du juge ; accepte l'amendement n° 147 de M. Papon qui fera pratiquement échapper à l'imposition la plupart des contribuables modestes ; (p. 4221) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. d'Aillières ; (p. 4222) : déclare que quelle que soit l'issue de la procédure, l'abattement de 75.000 francs sera accordé ; (p. 4223) : s'oppose aux amendements n° 304 de M. Marie et n° 288 de M. Gerbet car l'indemnité de remploi n'est pas soumise à l'imposition sur les plus-values ; (p. 4224) : reproche aux sous-amendements n[os] 288 et 304 de mélanger la question de l'expropriation et du remploi ; (p. 4226) : s'oppose à l'amendement n° 289 de M. Gerbet ; est favorable à l'amendement n° 148 de M. Papon ; (p. 4227) : accepte les amendements n° 149 de M. Papon et n° 25 de M. Pranchère défendus par M. Dutard ; accepte l'amendement n° 54 de M. Marie ; (p. 4228) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Papon et au sous-amendement n° 305 de M. Marie ; s'oppose au sous-amendement proposé par M. Mario Bénard ; (p. 4229) : essaiera de tenir compte des préoccupations de M. Voisin sur la revision du plancher concernant le prix des terrains agricoles ; observe que beaucoup d'abattements ont déjà été accordés aux familles ; demande à M. Voisin de retirer son amendement n° 115 ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4268) : justifie les dispositions proposées au sujet des sociétés de capitaux non cotés ; fait confiance au comité des usagers pour simplifier leur application ; espère arriver à simplifier les dispositions relatives aux non-résidents ; estime que les personnes âgées bénéficieront d'un abattement assez important et que le plafonnement imposé aux déductions exceptionnelles pour frais professionnels empêchera tout abus ; souligne le côté délicat de la suppression des régimes spéciaux ; (p. 4269) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Bénard pour des raisons techniques et économiques ; (p. 4270) : souligne la simplicité du paragraphe 2 ; indique que les formalités n'auraient aucun caractère inquisitorial ; souhaite le maintien du paragraphe 2 ; affirme que le paragraphe 2 ne viole en rien la législation commerciale ; (p. 4272) : souhaite que M. Chinaud retire son sous-amendement n° 277 car il estime que les textes proposés par la commission règlent le problème. **Article 8** (p. 4272) : s'oppose à l'amendement n° 153 de M. Chauvet qui obligerait à distinguer les opérations faites avant et après l'entrée en vigueur de la loi ; souligne la difficulté d'application de l'amendement n° 153 ; (p. 4273) : après avoir écouté les explications de M. Chauvet sur la deuxième partie de son amendement n° 153, juge en définitive cet amendement favorable aux finances publiques et s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 4274) : considère que la prise en compte de la valeur moyenne proposée par la commission des finances rendrait plus difficile la prise en compte de l'érosion monétaire ; défend son système de comptabilisation ; s'oppose à l'amendement n° 218 de M. Bas ; (p. 4275) : son sous-amendement n° 345 destiné à éviter les manœuvres spéculatives et à obtenir que les actionnaires soient taxés au même taux que les autres contribuables ; accepte la partie de l'amendement n° 155 définissant les options possibles pour l'évaluation de la plus-value, mais demande la suppression du dernier alinéa ; repoussé ; (p. 4278) : accepte l'amendement n° 155 rectifié de M. Papon ; (p. 4279) : accepte l'amendement n° 156 de M. Papon sous réserve de quelques sous-amendements ; (p. 4280) : indique à M. Fanton que l'article 92 du code général des impôts permet de frapper ceux qui utilisent les mécanismes boursiers à des fins spéculatives ; (p. 4281) : son sous-amendement n° 346 tendant à permettre aux clubs d'investissements de disposer d'un compte spécial d'investissements ; adopté ; souligne que l'emprunt 4,5 % 1973 est exonéré par la loi de tout impôt sur les plus-values ; propose, pour éviter des fraudes évidentes, d'adopter le sous-amendement n° 343 de M. Bénard ; son sous-amendement n° 347 tendant à éviter que l'utilisation du compte spécial d'investissements ne fasse échec aux dispositions de l'article 160 du code général des impôts ; adopté ; (p. 4282) : voit dans le sous-amendement n° 342 de M. Coulais une complication inutile compte tenu de la possibilité d'ouvrir de nouveaux comptes ; indique à M. Marette qu'on peut aisément avoir deux comptes spéciaux d'investissements ; (p. 4283) : accepte l'amendement n° 157 de M. Papon ; ne s'oppose pas à l'amendement n° 61 ; accepte le principe de l'amendement n° 159 tout en formulant des réserves sur son étendue ; (p. 4284) : souligne que l'Assemblée pourrait adopter un des amendements n[os] 17, 69, 108 et 109 pour prévoir le cas d'un prix de cession supérieur au prix plafond fixé par décret ; déclare que les cultures ou plantations ne seront pas taxées ; (p. 4285) : propose que les amendements n[os] 17, 69, 108 et 109 soient retirés ; ne voit pas pourquoi instituer un système de communication entre plus-values et moins-values par l'amendement n° 219 de M. Bas ; s'y oppose ; (p. 4286) : accepte l'amendement n° 265 de M. Boscher. **Article 9** (p. 4292) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Duffaut ; explique la taxe forfaitaire de 4 % sur les ventes de métaux précieux ou d'objets d'art ou de collection ; (p. 4293) : accepte l'amendement n° 160 de M. Papon ; s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Papon car le taux de 4 % est en harmonie avec le taux de taxation des autres

plus-values ; (p. 4295) : sur l'amendement n° 161 de M. Papon, n'estime pas scandaleux le taux de 4 % pour les ventes d'objets d'art ; accepte la suggestion de M. Icart ; (p. 4296) : est opposé à la réduction de 4 à 2 % du taux frappant les ventes de métaux précieux, d'objets d'art ou de collection ; (p. 4298) : est favorable à l'amendement n° 350 de M. Icart, à l'amendement n° 162 de M. Papon et au sous-amendement n° 332 de M. Kaspereit ; s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Boscher ; (p. 4299) : accepte l'amendement n° 63 modifié de M. Marie ; s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Icart ; (p. 4300) : accepte l'amendement n° 164 de M. Papon soutenu par M. Icart ; (p. 4301) : accepte l'amendement n° 166 de M. Papon, mais s'oppose au sous-amendement n° 278 de M. Chinaud ; propose, par souci de cohérence, de compléter l'amendement n° 167 par le sous-amendement n° 348 ; adopté ; indique à M. Pierre Bas que les musées parisiens seront bien assimilés aux musées classés ou contrôlés par l'Etat. **Article 10** (p. 4302) : s'oppose à l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet car il ferait tomber tout un plan du projet ; (p. 4303) : s'oppose à l'amendement n° 319 corrigé car il ne peut admettre qu'on cherche systématiquement à introduire une exonération chaque fois que la discussion porte sur une nouvelle catégorie de plus-value; (p. 4304) : estime que l'amendement n° 259 de M. Voisin aurait dû être présenté à l'article 5 ; déclare qu'est seule taxée la plus-value sur les terrains et non sur les récoltes y compris le bois ; (p. 4305) : accepte cet amendement en se réservant de demander qu'il soit transféré à l'article 5 ; est défavorable aux amendements n° 279 rectifié de M. Tissandier et n° 309 de M. Marie car un seul régime pour les plus-values professionnelles est plus simple ; accepterait que le taux sur les plus-values à long terme ne dépasse pas 10 % ; (p. 4306) : s'oppose à l'amendement n° 224 de M. Partrat; (p. 4307) : juge les amendements n^{os} 27, 67, 225 et 264 inutiles ; s'oppose à l'amendement n° 168 qui demande la suppression du second alinéa du paragraphe 2 de l'article 10 ; (p. 4308) : souligne que la rédaction du second alinéa du paragraphe 2 de l'article 10 ne comporte aucune contradiction ni aucune erreur ; (p. 4309) : repousse l'amendement n° 270 de M. Charles Bignon ; (p. 4310) : est opposé à l'amendement n° 260 de M. Voisin qui supprime la notion d'activité principale, une disposition permettant d'imposer un terrain agricole vendu comme terrain à bâtir ; (p. 4311) : estime que l'amendement n° 71 de M. Charles Bignon n'a pas sa place à l'article 10 ; déclare sur l'article 10 qu'il faut distinguer entre les chefs d'entreprise qui font preuve d'initiative et les personnes qui spéculent en Bourse ; répond que l'article 10 a deux objets : taxer les spéculateurs, mais aussi élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu. **Article 11** (p. 4312): repousse l'amendement n° 100 de M. Duffaut ; soutient l'amendement n° 169 de M. Papon ; accepte l'amendement n° 170 de M. Papon ; son amendement n° 349 tendant à maintenir l'article 92 du code général des impôts ; souligne que l'article 92, dont l'application est délicate et limitée, garde une utilité du fait des dispositions adoptées à l'article 8 par l'Assemblée ; (p. 4313) : estime que le vote émis par l'Assemblée sur les obligations sera nuisible au marché financier ; a l'intention de revoir entièrement le texte et d'examiner la cohérence des articles ; proposera une solution le mardi 22 juin ; modifie la rédaction de l'amendement n° 349 ; indique qu'il entend bien rétablir l'article 92 du code général des impôts pour disposer d'un moyen de lutte contre les opérations se situant en marge des opérations normales ; amendement n° 349 corrigé adopté ; s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Duffaut défendu par M. Boulloche ; (p. 4314) : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Ginoux ; est favorable à la discussion de l'article 12. **Article 12** (p. 4315) : indique que les plus-values dégagées par les opérations de cession après l'entrée en vigueur de la loi tomberont naturellement sous son coup à partir de la déclaration d'impôt de l'année suivante ; accepte l'amendement n° 74 de M. Marie défendu par M. Charles Bignon ; [22 juin 1976] : **Avant l'Article premier** *(suite)* (p. 4459) : s'oppose à l'amendement n° 249 rectifié de M. Charles Bignon car son principe est très différent de celui sur lequel repose le texte ; indique que des modifications importantes ont été apportées au texte initial ; (p. 4460) : ne se prononce pas sur l'amendement n° 286 de M. Limouzy car il est opposé à l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon. **Article premier** *(suite)* (p. 4461) : trouve injuste de ne pas frapper ceux qui échappent à l'impôt sur le revenu ; estime que les chefs d'entreprise ne seront pas pénalisés, les moins-values pouvant être déduites conformément aux déclarations anciennes de M. Giscard d'Estaing; (p. 4463) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Duffaut car le principe même du texte fait intervenir une distinction selon la durée de détention du bien ; s'oppose à l'amendement n° 182 de M. Ginoux qui conteste la notion même d'imposition des plus-values ; fait observer que le texte rapportera davantage que les dispositions actuelles et aura un effet indirect sur la sincérité des déclarations ; précise à M. Jean-Pierre Cot que l'effet direct du nouvel impôt sur quatre ou cinq ans représentera une augmentation du prélèvement fiscal sur les plus-values égale à la moitié de ce qui était initialement prévu ; souligne l'importance de l'effet indirect ; (p. 4464) : accepte l'amendement n° 317 de M. Marette ainsi que l'amendement n° 120 de M. Papon ; rappelle

les trois principes dont s'inspire le texte de l'article premier ; (p. 4466) : rejette l'amendement n° 291 de M. Schloesing ; rappelle que la commission Monguilan avait accordé la formule de l'imposition proportionnelle ; s'oppose à l'amendement n° 242 de M. Bénard qui pose un problème réel mais qui va contre le choix fondamental du texte et introduirait des complications. **Titre** (p. 4468) : préfère son propre titre car les amendements proposés ont un sens trop restrictif. **Seconde délibération** [22 juin 1976] (p. 4469) : se félicite que le texte soit désormais complet après une longue discussion ; demande une seconde délibération sur les articles 2 A, 5, 6, 9, 10. **Article 2 A** (p. 4475) : son amendement n° 1 tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 2 A qui prévoyait une déduction des intérêts d'emprunt lors du calcul de la plus-value ; adopté. **Article 5** (p. 4476) : son amendement n° 2 concernant le régime à appliquer aux valeurs mobilières à revenu variable cédées plus de dix ans après leur acquisition, aux emprunts d'Etat, aux obligations et titres de créance sauf s'ils sont convertibles ou échangeables en actions ou indexés ; indique que pour les SICAV sera taxée la plus-value nette calculée en tenant compte des moins-values, qu'elles portent sur des obligations ou sur des actions ; (p. 4477): repousse le sous-amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Cot ; soutient le sous-amendement n° 7 de M. Marette. **Article 6** (p. 4478) : son amendement n° 3 tendant à apporter certains correctifs allant plus loin que le texte initial du Gouvernement, diminuant la limite d'imposition des cessions annuelles de 30.000 F à 20.000 F; la limitation aux valeurs mobilières de la possibilité de déduire les moins-values ; la diminution de l'abattement à la base dans le paragraphe 3 ; la suppression du paragraphe 5 relatif à la revision des limites et abattements ; accepte le sous-amendement n° 6 de M. Papon ; adopté. **Article 9** (p. 4479) : son amendement n° 4 prévoyant une saisine du Parlement lorsque l'indice moyen annuel des prix à la consommation aura varié de plus de 15 % ; accepte le sous-amendement n° 8 de M. Papon ramenant la variation de l'indice de 15 à 12 % ; adopté. **Article 10** (p. 4479) : son amendement n° 5 prévoyant un taux d'imposition des plus-values à long terme de 10 % dans le cas des contribuables exerçant une profession non commerciale ; souligne que le texte tient compte de la spécificité des professions libérales ; souligne le caractère raisonnable du taux de 10 % ; adopté. **Explications de vote** [23 juin 1976] (p. 4542) : remercie les députés qui ont pris part aux débats, la commission des finances, son président, son rapporteur général, les présidents de groupes, les présidents de séance, les fonctionnaires de l'Assemblée et la presse. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [9 juillet 1976] (p. 5238) : estime que les propositions de la commission mixte paritaire respectent les principes essentiels du projet de loi : imposer les plus-values dans le cadre de l'impôt sur le revenu en tenant compte de la dépréciation monétaire et de la durée de détention des biens ; le dispositif de contrôle des sociétés non cotées ; l'extension des revisions au seuil fixé pour les terres agricoles ; le dispositif de revision des bilans concernant les professions libérales ; (p. 5239) : un texte long et fructueux ; une concertation réussie sur un sujet difficile ; demande à l'Assemblée de l'adopter sans amendement ; défend la durée de l'année civile ; considère les deux expressions « modification de famille » et « modification de la composition de la famille » comme synonymes.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ducoloné** [3 juin 1976] (p. 3702) : organisation du débat sur le projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [10 juin 1976] (p. 3980) : propose que l'Assemblée poursuive, le 15 juin, la discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [17 juin 1976] (p. 4315) : inscription en tête de l'ordre du jour de mardi prochain de la fin de la discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4559) : un effort de réflexion dans des conditions inhabituelles ; (p. 4560) : les difficultés internes et externes ; la nécessité d'une réponse cohérente ; la nécessité de revenir au plein emploi, de maîtriser l'inflation, de rétablir l'équilibre extérieur, de favoriser l'investissement ; la cohérence entre les aspirations de notre société et les besoins de notre économie ; obtenir que les Français trouvent naturellement leur place dans l'économie ; une réflexion sur l'orientation de la croissance ; la cohérence entre les objectifs et les moyens ; une marge étroite ; les programmes d'action prioritaire destinés à mettre à l'abri des aléas conjoncturels les actions d'une importance particulière devant réconcilier le Plan et le budget annuel ; le succès du Plan dépendra des résultats de la lutte contre l'inflation ; (p. 4561) : la nécessité de réformer les structures de notre appareil de distribution ; le danger de comportement trop nominaliste des

Français ; une interrogation sur la légitimité de certaines revendications de salaires et leur compatibilité avec les capacités de production et la réalisation des objectifs du Plan ; la réalisation d'efforts collectifs ; le Plan, un contrat offert aux Français ; [29 juin 1976] (p. 4862) : le Plan, instrument du changement qui est imposé par différents facteurs ; la chute de la natalité, l'essoufflement de la croissance, la nouvelle redistribution des forces en faveur des pays détenteurs de matières premières et de produits énergétiques ; peu de divergence de points de vue sur les objectifs du Plan sauf entre M. Mitterrand et M. Marchais ; les inquiétudes exprimées par les orateurs quant aux conditions de réalisation du Plan ; les sujets d'inquiétudes : le dérèglement du système monétaire international, l'attitude ferme de la France en faveur du retour à la stabilité des changes ; la nécessité d'une coopération entre pays industrialisés pour rapprocher leur politique de croissance et harmoniser leurs interventions sur les marchés des changes ; la consolidation de la reprise grâce à la concertation européenne ; la rencontre de Porto-Rico ; (p. 4863) : le problème difficile des variations du prix des matières premières et des produits énergétiques ; la soi-disant crise historique « du capitalisme » ; les deux axes de réponses : développer notre autonomie énergétique, aboutir à une approche commune entre pays industrialisés et parvenir à stabiliser le cours des matières premières ; les progrès réalisés lors de la conférence de Nairobi ; troisième source d'inquiétude, l'inflation combattue par une politique de régulation de la demande globale, par le rétablissement de l'équilibre des finances publiques et de la sécurité sociale, par la réduction de revendications de revenus ; (p. 4864) : le scepticisme des orateurs quant aux moyens de réalisation du Plan ; la nécessité de permettre aux entreprises de financer leurs investissements sur leurs fonds propres ; les programmes prioritaires pour les PME ; le développement de l'épargne ; son guidage vers les secteurs productifs ; une meilleure protection des épargnants non par une indexation de l'épargne mais par une meilleure information en mettant au point des formules d'allongement des contrats d'épargne ; moyen important du Plan, la politique industrielle fondée sur l'innovation et axée sur la compétitivité française face aux industries étrangères ; les engagements concernant la politique financière ; (p. 4865) : la liaison établie entre le budget annuel et le Plan grâce aux PAP ; l'absence de propositions d'un contre-plan par l'opposition qui aurait mis en évidence la désunion de la gauche et le caractère suranné de la doctrine économique qui sous-tend le programme commun ; l'analyse exacte de la situation sur laquelle repose le Plan ; les objectifs dictés par l'intérêt national.

En qualité de ministre de l'équipement :

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7081) : l'importance du budget de l'équipement ; le FSIR ; le FNAFU ; les emprunts des sociétés d'autoroutes et les fonds de concours des collectivités locales ; l'augmentation des dépenses ordinaires, des dépenses d'investissement ; les trois objectifs : soutenir et animer le développement de notre économie, aménager et humaniser le cadre de vie de nos concitoyens, assainir et faciliter la gestion des entreprises participant à ces missions ; une programmation strictement conforme aux orientations du VII[e] Plan ; les PAP ; les PAPIR ; la promotion de nouvelles techniques dans le domaine de la construction de logements ; le désenclavement de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif central ; la liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée ; l'accompagnement de l'exportation : nos grands ports maritimes ; la sécurité routière ; (p. 7082) : la nécessité de mieux vivre dans les villes ; la valorisation des zones rurales ; la défense du patrimoine naturel ; le renforcement du potentiel scientifique ; la participation d'une trentaine de PAPIR ; deux autoroutes Nord-Sud en Champagne-Ardenne et en Lorraine ; la poursuite de la mise à grand gabarit de l'Escaut ; la réalisation de zones industrialo-portuaires dans l'Ouest et le Sud-Ouest ; les choix en matière de grands équipements d'infrastructure ; trois priorités : les autoroutes de liaison, l'entretien et la rénovation des chaussées, les opérations d'équipement et d'exploitation de la route ; les contreparties : la taxation des crédits affectés au développement du réseau routier national de rase campagne, la diminution des crédits affectés au développement du réseau urbain ; l'entretien des routes nationales secondaires rattaché au ministère de l'intérieur ; un contrôle plus strict imposé aux sociétés concessionnaires d'autoroutes ; (p. 7083) : stagnation pour les ports maritimes et les voies navigables ; la nécessité d'un redéploiement à l'intérieur de l'ensemble du budget d'investissement du ministère de l'équipement : la zone industrialo-portuaire à Sète ; la meilleure cohérence des actions entreprises ; la coordination des équipements de transports ; les réseaux de voies navigables ; la cohérence des schémas de transports ferroviaires avec les travaux routiers ; l'équilibre Paris-province mieux assuré ; la mise en place de plans de circulation : les métros provinciaux ; une meilleure liaison entre l'investissement et le fonctionnement ; « Bison futé-Heure H » : des logements moins coûteux à entretenir privilégient les maisons individuelles et les petits collectifs par rapport aux immeubles gigantesques ; la nécessaire

coordination de l'investissement routier et de la réglementation de la circulation ; l'aménagement et l'humanisation du cadre de vie ; (p. 7084) : amélioration de notre conception de l'urbanisme ; la mise en œuvre du programme « Mieux vivre dans les villes » et décentralisation des responsabilités ; les imprécisions sur certains schémas directeurs ; la cohérence entre SDAU et POS ; le calcul des COS ; le budget de la voirie primaire dans les villes nouvelles ; la région Ile-de-France ; la division de l'informatique du Setra ; la création du fonds d'aménagement urbain ; sa vocation ; l'effort en faveur des espaces verts ; le défaut de clarté des documents ; l'insuffisante rapidité de communication au Parlement ; des logements plus accessibles et de meilleure qualité ; le projet de loi portant réforme de l'aide au logement ; ses objectifs : mieux aider les plus défavorisés ; de nouveaux mécanismes de financement ; (p. 7085) : une réforme conduite avec les représentants des organismes d'HLM ; la limitation du prix du logement ; les incitations à l'accession à la propriété ; réconcilier les Français et leur habitat ; faciliter la gestion des entreprises participant à ces missions ; responsabilité double vis-à-vis de la concurrence, vis-à-vis des entreprises ; veiller à l'existence et à la loyauté de la concurrence ; aider les entreprises à travers un cheminement conjoncturel délicat ; l'évolution du coût des entreprises publiques pour le budget de l'Etat ; les évolutions préoccupantes de la SNCF et d'Air France ; une action de redressement des entreprises publiques renforçant le contrôle a posteriori établissant les plans d'entreprises ; des contrats précis définissant les charges des entreprises et la rémunération qu'elles reçoivent des collectivités concernées ; la surveillance du bâtiment et des travaux publics, de la pêche maritime et de la construction navale ; (p. 7086) : la situation du bâtiment et des travaux publics ; situation préoccupante dans la construction navale ; les armateurs ; ses fonctionnaires, agents de l'Etat et des entreprises publiques ; (p. 7110) : les critiques sur les autoroutes ; l'importance de l'IGN ; la difficulté de planifier ; les investissements en matière de voies navigables ; le franchissement des seuils entre le bassin de la Seine, le Nord et l'Est ; les équipements de transports lourds ; (p. 7111) : les choix nécessaires ; l'insuffisance des mécanismes actuels de rénovation urbaine ; la modification de la réglementation concernant les petits commerçants installés dans les zones urbaines ; Dieppe et la conteneurisation des bananes ; le problème de signalisation et de sécurité ; préférence envers le logement individuel ; des chartes d'urbanisme plus précises ; les transporteurs routiers ; la difficulté de réaliser le permis de conduire à la carte ; (p. 7112) : la limitation de vitesse ; la liaison entre Metz, Nancy et le nord de l'Europe ; Toulouse ; le Sud-Ouest ; l'autoroute A 4 ; la région parisienne ; l'importance du péage ; la priorité aux autoroutes de liaison ; l'autoroute A 71 ; la prolongation du RER ; la Suède ; l'interconnexion des réseaux de la RATP et de la SNCF ; (p. 7113) : les villes nouvelles ; l'autoroute A 26 ; l'autoroute A 86 ; le bouclement de l'autoroute A 86 ; le problème de l'Ouest parisien ; la priorité aux transports RATP et SNCF ; (p. 7114) : la priorité aux transports en commun ; le projet A 87 ; l'articulation entre les différents projets d'investissements ; le dialogue avec les élus et les responsables des établissements publics régionaux. **Examen des crédits : Après l'Article 70** (p. 7115) : les trois dispositions limitatives de l'amendement n° 213 rectifié de M. Plantier. **Article 71** (p. 7116) : son amendement n° 220 : l'augmentation du montant de la subvention accordée aux départements pour l'entretien de la voirie nationale déclassée ; adopté.

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7125) : le désir de tous les Français de se constituer un patrimoine familial ; l'équilibre nécessaire entre l'accession à la propriété et la location. **Examen des crédits : Article 46** (p. 7143) : son expérience d'élu local ; la population modeste du centre-ville ; le texte non ségrégatif de l'article 46.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7169) : récuse les accusations de M. Gouhier accréditant l'idée que le prolongement dans la commune de Boulogne de la ligne de métro n° 10 sert ses intérêts.

Transports. — IV. Marine marchande [28 octobre 1976] (p. 7207) : le grand débat sur les affaires maritimes ; l'aide au carburant ; (p. 7208) : son attachement au domaine maritime.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme (n° 1881). Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 41** *bis* (p. 8570) : accepte l'amendement n° 26 de M. Masson ; le souhait du Gouvernement de modifier le décret du 12 août 1976 sur les serres dans l'assiette de la taxe locale d'équipement. **Article 41** *ter* (p. 8571) : l'intérêt de la procédure des ZIF ; le délai d'un mois à partir duquel les collectivités locales peuvent se prononcer sur l'opération ; s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Dubedout ; l'évolution récente du droit de l'urbanisme ; les inconvénients de la proposition de M. Dubedout ; (p. 8572) : les dangers d'un blocage juridique absolu ; les moyens ; les prêts d'aide au logement ; laisser aux collectivités locales la faculté de céder leur réserve foncière. **Article 42** (p. 8573) : son amendement n° 106 : conditions dans les-

quelles un plan d'aménagement de zone pourra faire l'objet d'une application anticipée dans une ZAC ; accepte le sous-amendement n° 108 de M. Masson ; (p. 8574) : des procédures trop longues ; ses instructions aux DDE ; (p. 8575) : les sursis à statuer ; les délais ; la possibilité de gagner quelques mois ; le rôle du préfet ou de la commune dans l'initiative de la demande de mise en application anticipée du plan d'aménagement de zone ; amendement n° 106 adopté ; est favorable à l'amendement n° 27 de M. Masson ; les instructions données à ses services. **Avant l'Article 45** (p. 8576) : son amendement n° 71 identique à l'amendement n° 28 de M. Masson ; retiré. **Article 45** : accepte les amendements n° 29 et n° 30 de M. Masson ; (p. 8577) : accepte l'amendement n° 31 de M. Masson. **Après l'Article 45** : accepte l'amendement n° 32 de M. Masson ; hésite quant au sous-amendement n° 99 de M. Claudius-Petit ; la situation actuelle concernant les crédits de préfinancement accordés aux opérations de ZAC ; est réservé quant au sous-amendement n° 99 ; (p. 8578) : le débat sur les sociétés d'HLM ; accepte le sous-amendement n° 99 de M. Claudius-Petit. **Article 45** *bis* : accepte l'amendement n° 33 de M. Masson. **Article 48** : son amendement n° 100 : élargissement de la faculté de délaissement des propriétaires ; retire son amendement n° 100 et accepte l'amendement n° 109 de M. Masson. **Article 51** (p. 8580) : son amendement n° 107 : renforcement de la protection des occupants de locaux à usage d'habitation en cas de travaux d'aménagement interne réalisés par le propriétaire ; le projet de loi relatif à la réforme de l'aide personnalisée au logement ; (p. 8582) : le recours au maire, garant de l'efficacité de la procédure ; son respect de la séparation des pouvoirs ; (p. 8583) : accepte le sous-amendement n° 114 de M. Foyer ; amendement n° 107 modifié par le sous-amendement n° 114 de M. Foyer adopté ; son amendement n° 74 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 75 précisant que l'unification des autorisations ne porte que sur la construction ; adopté. **Article 52** : n'insiste pas pour le maintien de l'article 52. **Article 53** (p. 8584) : s'oppose à l'amendement n° 105 de M. La Combe et aux sous-amendements n° 100 et n° 111 de M. Masson ; (p. 8585) : le problème du recours à l'architecte ; souhaite que M. La Combe retire son amendement n° 105 ; accepte l'amendement n° 36 de M. Masson ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement n° 37 de M. Masson ; (p. 8586) : son amendement n° 101 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 102 : application des dispositions de l'article aux installations placées ; adopté. **Article 53** *bis* (p. 8587) : accepte le rétablissement de l'article 53 *bis* ; accepte l'amendement n° 76 de M. Richomme rectifié par son sous-amendement n° 103 ; (p. 8588) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 53 rectifié de M. Fanton. **Article 54** (p. 8589) : le but de l'article 54 : revenir sur des errements anciens ; l'application de la réglementation d'urbanisme à tous, administration militaire comprise ; la protection du littoral ; la fin des formalités abusives et des retards excessifs. **Atticle 54** *bis* (p. 8591) : accepte l'amendement n° 39 de M. Masson ; (p. 8592) : un texte moins contraignant ; la disposition sur les clôtures, une procédure allégée. **Article 58** (p. 8593) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Masson ; ne pas étendre les dispositions concernant le permis de démolir à l'ensemble des périmètres sensibles ; son amendement n° 72 : caractère non obligatoire de l'octroi préalable du permis de démolir aux démolitions prévues au titre d'opérations d'aménagement public ; (p. 8594) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 72 ; repoussé ; est favorable à l'amendement n° 41 de M. Masson ; s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Fanton défendu par M. Claudius-Petit ; la nécessité d'un système plus clair ; (p. 8595) : s'oppose à l'amendement n° 54 ; éviter des complications et des retards importants ; l'intérêt des délais imposés aux administrations ; ne voit pas l'incohérence par rapport aux dispositions prévues à l'article 430-7 du code de l'urbanisme ; (p. 8596) : les inconvénients de l'amendement n° 77 de M. Claudius-Petit qu'il souhaite voir retiré ; (p. 8597) : l'utilité de l'aide personnalisée au logement. **Article 62** : le problème de l'ensemble des parties communes et de l'environnement d'un immeuble ou d'une propriété ; l'effort d'André Malraux ; (p. 8598) : une étude d'ensemble sur l'environnement des logements ; s'en tiendra uniquement à l'entretien des façades ; est opposé à l'amendement n° 55 de M. Fanton défendu par M. Claudius-Petit ; (p. 8599) : demande à M. Claudius-Petit de retirer l'amendement n° 55. **Article 64** : la non-nécessité d'augmenter les effectifs de l'administration. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9680) : un long cheminement ; texte distinct de la loi foncière ; les pratiques en matière d'urbanisme ; le droit applicable aux associations de défense de l'environnement, de la nature et des sites ; le problème de l'assimilation des terrains classés en réserve pour équipements publics dans un POS à des terrains expropriés ; les propositions du Gouvernement à la CMP ; l'augmentation des sommes nécessaires aux collectivités locales pour acquérir les terrains réservés aux POS ; un alourdissement, d'origine parlementaire,

des charges pesant sur les collectivités locales ; se rallie au texte de la CMP ; (p. 9682) : le décret d'application relatif au problème posé par M. Fanton ; les carrières dans les espaces boisés ; réprouve les aménagements sauvages ; le droit du maire de faire arrêter les travaux ; fera appliquer l'article 51 avec beaucoup de fermeté ; suivra de près l'article 53 *bis* ; le fait de l'article 53 *bis* ; les éléments nouveaux positifs apportés par le projet ; la politique des collectivités locales en matière de préemption et d'acquisition.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Première lecture. Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9359) : un large accord sur les idées générales et les objectifs ; les origines de la réforme ; les résultats du système d'aide publique au logement ; (p. 9360) : l'amélioration des conditions de logement ; la complexité excessive des mécanismes en vigueur ; leur efficacité sociale limitée ; l'incitation à un type d'urbanisme de plus en plus contesté ; les distorsions non corrigées par l'allocation logement ; les quatre objectifs essentiels : l'accession à la propriété ; la réduction des inégalités en matière de logement ; la réhabilitation de l'habitat ancien ; l'amélioration des normes relatives à la qualité des logements ; deux impératifs : la satisfaction des besoins et la réalisation de la réforme à coût collectif constant en valeur réelle ; (p. 9361) : les instruments de la réforme ; le maintien des aides à la construction ; la réduction et la simplification des aides à la pierre ; le nouveau régime de prêts conventionnés ; la restauration de l'habitat ancien ; son coût ; les mesures particulières en faveur des personnes âgées ; l'institution du fonds d'aménagement urbain ; (p. 9362) : l'aide personnalisée au logement ; limitation du champ d'application de l'aide personnalisée au logement ; la concertation avec les organismes intéressés ; la portée de la réforme ; (p. 9371) : la réduction d'inégalités ; les problèmes du conventionnement ; souhaite le rejet de l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Canacos ; [15 décembre 1976] (p. 9455) : l'accord sur les objectifs et les grandes lignes de la réforme ; l'interrogation sur les mécanismes et les équilibres financiers ; les conditions de l'équilibre financier ; le mécanisme des bonifications d'intérêts ; les déductions fiscales ; leurs conséquences économiques et sociales ; (p. 9456) : l'arbitrage du conseil des ministres ; les coopératives de construction ; les sociétés de crédit immobilier ; la réforme de l'épargne-logement ; une politique d'urbanisme plus mesurée ; le problème des personnes âgées ; une réforme de fond ; (p. 9457) : l'opposition entre l'ingénieur et l'architecte ; privilégier l'accession à la propriété ; donner en matière d'urbanisme plus de responsabilités aux collectivités locales ; supprimer les opérations de trop grande hauteur ou trop massives ; la réalité intermédiaire. **Discussion des articles** [15 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9461) : s'engage à étudier une subvention susceptible de réduire l'apport personnel des ménages qui accéderaient à la propriété ; accepte l'amendement n° 49 de M. Bécam ; (p. 9465) : les éléments distincts de l'amendement n° 50 de M. Bécam : prévision d'une reprise partielle ou totale de l'aide à la pierre et introduction d'un droit de préemption ; indique que le Gouvernement a fait mettre à l'étude devant le conseil national de l'accession à la propriété le problème des conséquences économiques et sociales des mécanismes fiscaux d'aide directe ou indirecte ; examiner les primes d'épargne-logement ; les conditions spéciales des crédits au plan d'épargne-logement ; l'amendement n° 51 de M. Bécam s'apparentant à une proposition de résolution mais sur l'orientation duquel le Gouvernement est d'accord ; (p. 9467) : l'impossibilité de refaire la loi foncière ; la loi de finances ; la nécessité d'un examen complet des aides indirectes ; ne pas multiplier les mesures frappant les cadres ; s'oppose aux deux amendements n° 2 rectifié et n° 131 de M. Andrieu ; est d'accord pour présenter au Parlement un rapport complet sur l'ensemble des dispositions fiscales bénéficiant aux logements ; souhaite le retrait de l'amendement n° 51 de M. Bécam ; prend l'engagement de déposer ultérieurement des mesures sur lesquelles le Parlement se prononcera ; souhaite que le rapport prévu à l'amendement n° 51 entre dans les attributions du conseil national de l'accession à la propriété ; (p. 9468) : les différentes techniques financières pour financer les opérations de construction de logements ; l'épargne-logement ; le financement des logements sociaux ; l'association des aides aux prêts consentis aux organismes d'HLM ; (p. 9469) : la possibilité d'avances en capital ; s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Bécam ; la responsabilité de la gestion du budget du logement ; les bonifications d'intérêt ; repousse l'amendement n° 52 de M. Bécam ; (p. 9470) : s'oppose au sous-amendement n° 153 de M. Bécam. **Article 2** (p. 9485) : souhaite le retrait de l'amendement n° 54 de M. Bécam qui est trop imprécis ; indique que l'aide personnalisée s'applique à toutes les résidences principales quel que soit le lieu de leur implantation ; son sous-amendement à l'amendement n° 54 de M. Bécam indiquant que l'aide personnalisée au logement est accordée quel que soit le lieu de l'implantation de la résidence principale sur le territoire national ; adopté ; (p. 9486) : les conditions dans

lesquelles il accepte l'amendement n° 55 de M. Bécam ; l'application de l'article 28 A en dehors des départements pilotes ; la coexistence de deux systèmes ; accepte l'amendement n° 56 de M. Bécam ; son amendement n° 113 rectifié : l'application de l'aide personnalisée au logement à usage locatif sous réserve que les bailleurs s'engagent à certaines obligations ; (p. 9487) : APL et aide à la pierre ; éligibilité à l'APL ; un amendement d'extension ; son amendement n° 113 rectifié ne concernant que le futur ; (p. 9488) : une interdiction non restrictive du paragraphe 2 de l'article 2 ; adopté. **Article 3** (p. 9489) : l'importance de la taxe d'habitation dans les opérations de rénovation; l'amélioration de la valeur locative en cas de rénovation d'un centre ville ; distinguer le domaine d'application de la fiscalité de celui de l'aide personnalisée au logement ; s'oppose à l'amendement n° 1 rectifié de M. Andrieu ; (p. 9491) : souhaite l'instauration d'un abattement mais non d'une obligation ; demande de ne pas suivre le rapporteur de la commission spéciale ; (p. 9493) : son amendement n° 150 : conseil de l'aide personnalisée au logement ; créer une aide personnalisée dont l'évolution puisse donner à la réforme toute son efficacité; (p. 9494) : souhaite éviter la création d'un mécanisme d'indexation, source de rigidité ; les quatre dispositifs prévus à l'article 3 après la discussion devant le Sénat : les trois éléments de l'amendement n° 151 de M. Bécam ; refuse une super-indexation prévue par l'amendement n° 151 de M. Bécam ; la procédure de recours à un conseil de l'aide personnalisée ; s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Bécam ; son amendement n° 149 rectifié précisant que le barème serait revisé au 1er juillet de chaque année, compte tenu de l'évolution constatée des prix de détail et du coût de la construction; (p. 9496) : constate que nul ne doit infliger à la France une nouvelle indexation ; l'intérêt de la procédure de révision ; est prêt à retirer son amendement n° 149 ; demande un vote par division sur l'amendement n° 151 de M. Bécam ; se rallie à la première phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 151 de M. Bécam ; s'oppose fermement à la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet amendement ; repousse le sous-amendement n° 137 rectifié de M. Denvers ; (p. 9497) : ne comprend pas les termes du sous-amendement de M. Bécam ; accepte le sous-amendement de M. Claudius-Petit à l'amendement n° 151 de M. Bécam ; amendement n° 149 retiré ; (p. 9498) : réfute l'accusation de M. Canacos selon laquelle le règlement a été violé ; son amendement n° 150: la création d'un conseil de l'aide personnalisée au logement ; souhaite la fusion du conseil d'aide personnalisée au logement et du conseil national de l'accession à la propriété dans un délai de trois ou cinq ans ; la revision annuelle avant le 1er juillet ; amendement n° 150 réservé. **Après l'Article 3** (p. 9503) ; les deux organismes consultatifs initialement prévus ; s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Bécam ; son amendement n° 150 étoffant le conseil de l'aide personnalisée et prévoyant qu'il adressera un compte rendu de ses travaux chaque année au Parlement ; le problème de fond ; conserver au texte son orientation vers l'accession à la propriété ; accepte les modifications demandées par M. Pinte à son amendement n° 150 ; se refuse à fusionner les deux éléments du conseil; (p. 9504) : est prêt à déposer un amendement prévoyant la coordination des travaux des deux conseils et leur réunion dans un délai de cinq ans ; adopté. **Article 7** (p. 9508) : l'intérêt du mot « notamment » pour introduire une certaine souplesse dans le fonctionnement du fonds. **Article 9** (p. 9515) : les différents systèmes de tiers payant et d'aides affectées ; s'oppose aux amendements n° 116 de M. Mesmin, n° 134 de M. Briane et n° 74 de M. Bécam; (p. 9516) : le parti communiste et les grèves de loyers. **Article 14** (p. 9519) : la différence entre l'APL et une allocation logement ; une aide affectée et économique; la compétence des tribunaux administratifs en cas de contentieux ; une première réponse par voie de commission départementale ; s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Bécam. **Article 15** (p. 9520) : s'oppose aux amendements tendant à la suppression de l'article 15 et de l'article 16. **Article 16** : son amendement n° 154 tendant à insérer après l'article 16 un article additionnel relatif à la coordination des deux conseils ; son amendement ayant uniquement pour but de traiter de la coordination des deux conseils et de leur fusion dans un délai de quatre ans à compter de l'application de la présente loi ; est prêt à déposer un amendement tendant à lutter contre la ségrégation et à réhabiliter l'habitat ancien existant ; devient l'amendement n° 155 qui est adopté. **Après l'Article 16** (p. 9521) : son amendement n° 154 organisant la coordination des missions des deux conseils ; adopté ; (p. 9523) : admet l'inspiration de l'amendement n° 107 de M. Bécam ; ne comprend pas l'intervention de la collectivité locale ; son amendement n° 114 permettant à des locataires d'obliger des propriétaires à faire des travaux nécessaires afin qu'ils puissent bénéficier de l'aide personnalisée ; réserver ce cas aux situations où existe une puissante justification à l'action des locataires ; la non-justification d'une intervention de la collecticité locale ; s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Bécam ; la procédure d'insalubrité un peu lourde ; (p. 9525) : accepter d'étendre le mécanisme de conventionnement à tout immeuble afin de rendre solvables des locataires n'ayant que des ressources très modestes ; le conventionnement dans un climat de libre relation entre le propriétaire et le locataire ; mener une politique cohérente ;

refuse l'amendement n° 107 de M. Bécam ; (p. 9526) : ne prévoit pas dans son amendement n° 114 l'intervention de la collectivité locale ; tient à rester dans le cadre de la procédure d'insalubrité pour le démarrage de l'opération ; amendement n° 114 devenu sans objet. **Article 28 A** (p. 9540) : est opposé à l'amendement n° 122 de M. Bécam ; les formes nouvelles d'aides de l'Etat pour les logements neufs ; ne pas introduire un troisième régime pour la période transitoire ; (p. 9541) : souhaite le retrait de l'amendement n° 122 de M. Bécam. **Article 28** : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Andrieu. **Après l'Article 28** : indique que l'amendement n° 123 de M. Denvers n'est pas nécessaire ; sa modification à l'amendement n° 123 de M. Denvers par un sous-amendement qui est adopté. **Article 29** (p. 9542) : se rallie à l'amendement de simplification n° 103 de M. Bécam ; les textes récents favorables aux Français à l'étranger ; les difficultés de distinction entre résidence principale et résidence secondaire ; souhaite le retrait du sous-amendement n° 124 de M. Bécam ; indique à M. Bécam que le conseil national de l'accession à la propriété aura pour mission d'étudier le problème des personnes, qui pour des raisons professionnelles, ne peuvent occuper le logement dont elles sont propriétaires. **Seconde délibération** [16 décembre 1976]. **Article 27** (p. 9544) : le problème des relations entre l'Etat et les bailleurs ; le problème de l'application de la convention entre les bailleurs et les locataires ; laisse la navette ouverte ; son amendement n° 4 indiquant que les contestations entre bailleurs et locataires portant sur l'application des conventions définies au présent titre sont jugées par les tribunaux de l'ordre judiciaire ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9786) : les difficultés pouvant survenir à propos du partage des compétences juridictionnelles; ses deux amendements à l'article 16 *ter* et à l'article 28 A ; l'application des conventions sur la demande des deux tiers des occupants d'un imeuble ancien ; la création d'un nouveau système de financement des logements locatifs ; les risques de double emploi pour la période transitoire ; (p. 9787) : la position du Gouvernement sur la discrimination entre les femmes qui travaillent et celles qui ne travaillent pas ; le Gouvernement battu ; le problème de la fiscalité locale ; le barème de l'aide personnalisée ; les possibilités des conseils municipaux ; (p. 9792) : son amendement n° 2 : la création d'un nouveau système de financement de logements locatifs risquant de faire double emploi pendant la période transitoire ; trois systèmes de prêts ; éviter la pénalisation des organismes de HLM lorsque les logements qu'ils construisent seront livrés ; souhaite donner toutes garanties aux organismes constructeurs de logements locatifs pendant la période transitoire ; (p. 9793) : souhaite que la réforme réussisse ; souhaite que le plus grand nombre possible d'organismes de HLM optent pour le nouveau régime ; les effets de la réforme si les organismes de HLM optent pour le nouveau régime ; faire bénéficier les organismes ayant opté pour la réforme de financements plus favorables d'une aide à la pierre plus forte ou un financement aux annuités progressives ; garder une certaine souplesse ; amendement n° 2 adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9636) : un projet recueillant l'accord de tous les membres du Gouvernement ; souhaite que ne soient pas aggravées les formalités accompagnant le permis de construire ; le problème de la coordination avec la loi sur l'urbanisme ; un texte réglementaire très court venant préciser les exemptions au permis de construire ; souhaite une bonne coordination entre la loi sur l'urbanisme et la loi sur l'architecture.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [20 décembre 1976] (p. 9780) : examen du projet de loi sur l'architecture.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1972) : perspectives de développement industriel ; l'adaptation de l'appareil industriel sidérurgique aux conditions actuelles du monde ; les conséquences régionales des modifications de l'emploi dans la sidérurgie ; la politique gouvernementale de reconversion économique ; l'importance du nombre d'entreprises industrielles françaises installées récemment en Lorraine ; le montant des primes accordées par l'Etat ; le non-licenciement de trois travailleurs au moins sur quatre touchés par les supressions d'emplois ; l'intervention du financement public à la suite de l'établissement de la convention sociale ; le plan d'accompagnement de la politique de restructuration ; les mesures relatives à la région du Nord - Pas-de-Calais ; (p. 1973) : l'effort d'équipement ; les créations d'emplois ; les aciéries Paris-Outreau : les trois volets de l'action du Gouvernement relative à la Lorraine ; le développement des infrastructures autoroutières ; le développement des zones industrielles ; la création d'un centre routier international Garolor ; l'incitation des entreprises lorraines à la réorientation et à l'amélioration de certaines entreprises existantes ; le plan d'action du Gouvernement en la matière ; l'implantation d'établissements importants du secteur automobile ; le développement du tissu industriel ; la création à Rombas d'une entreprise d'usinage de haute

précision ; (p. 1974) : l'installation à Thionville d'une usine de centrifugation verticale d'aciers spéciaux ; les décisions relatives à des mesures de créations d'emplois ; le problème difficile de l'usine de Decazeville ; la situation des mines de fer de Segré ; le cas des zones frontalières ; les problèmes de la Meuse ; le problème de Fos-sur-Mer ; la situation de la société Sud-Acier ; la question de la substitution de l'Etat aux entreprises en matière de créations d'activités ; la politique d'aménagement des territoires ; le champ d'application des mesures gouvernementales ; le cumul des aides de l'Etat et des aides communautaires ; (p. 1975) : s'efforcer d'intervenir à des niveaux modestes ; l'adaptation de l'appareil industriel à la concurrence étrangère.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° 2960) [7 juin 1977] (p. 3418) : les assises de la mer ; les divers aspects de la politique maritime de la France ; la mutation technologique qui s'applique à la mer ; le déclenchement d'un mouvement d'appropriation de la mer par les Etats riverains ; la France, puissance maritime et pays à technologie avancée ; l'arrêt par le Président de la République d'une politique de valorisation des façades maritimes de la France ; les moyens de cette politique ; ses orientations ; la protection du cadre de vie que représente la mer ; le non-accroissement du fait des gros transporteurs du risque global de pollution ; la lutte contre les pavillons de complaisance ; la sécurité des personnes ; la rigueur des règles de construction ; l'engagement d'une action de surveillance et de contrôle du trafic ; l'entrée en vigueur de la convention internationale tendant à prévenir les abordages en mer ; (p. 3419) : l'action des CROSS ; le double objet du schéma directeur national de la conchyliculture et de l'aquaculture ; l'urbanisme maritime ; la promotion des hommes vivant directement ou indirectement de la mer ; leur nombre ; le statut social du marin ; les orientations de la politique des gens de mer ; l'intégration dans le statut social du marin des évolutions les plus récentes du droit social général ; l'engagement au niveau international d'actions d'harmonisation ; les dispositions de l'article 117 du traité de Rome ; la conférence internationale du travail tenue à Genève en 1976 ; l'exploitation rationnelle des ressources des océans ; la conférence sur le droit de la mer ; la sauvegarde et le développement des droits d'accès et de la valorisation de la production française en matière de ressources minérales énergétiques et de ressources vivantes ; les principes qui seront défendus par le Gouvernement lors de la négociation de Bruxelles sur les ressources halieutiques ; (p. 3420) : la recherche de zones nouvelles de pêche ; l'engagement d'une triple action de protection, de repeuplement des fonds et de promotion des activités conchylicoles et aquacoles ; l'action d'organisation du marché des pêches maritimes ; les efforts entrepris en matière de ressources minérales et énergétiques ; le programme d'action prioritaire n° 8 du VII[e] Plan ; les perspectives dans le domaine des minerais et des matériaux de carrières ; les nodules polymétalliques ; les sables et graviers ; la priorité à donner à la recherche en mer ; le parti à tirer du commerce extérieur ; le développement de la vocation maritime ; assurer la promotion et la défense du pavillon national ; les objectifs du plan de développement de la flotte de commerce ; (p. 3421) : la lutte engagée contre la concurrence déloyale des pavillons de complaisance ; l'attitude réaliste et ferme à adopter face au protectionnisme croissant ; préserver en priorité l'emploi des jeunes marins ; la sauvegarde de la construction navale ; la dimension européenne du problème ; l'harmonisation des aides ; l'effort de solidarité des armateurs vis-à-vis des chantiers français ; la nécessité d'une restructuration industrielle et financière ; l'amélioration de l'aide publique ; les concours de l'Etat pour les grands chantiers ; le développement des plates-formes portuaires de Dunkerque, du Havre-Antifer, de Marseille-Fos ; les investissements réalisés ; la politique du développement des ports de la façade atlantique ; les propositions du GICAMA ; (p. 3422) : la mer nouvelle frontière ; (p. 3452) : indique qu'il souhaiterait que le débat se poursuive ; [8 juin 1977] (p. 3510) : la nécessité du développement équilibré de la flotte industrielle et de la flotte artisanale ; permettre le maintien de l'ensemble des entreprises ; l'aide au carburant ; son montant en 1977 ; l'absence d'intentions du Gouvernement de faire disparaître la pêche artisanale ; la difficulté du problème de liaison entre l'aménagement du territoire et les activités maritimes ; l'extension de l'aquaculture ; (p. 3511) : le lancement de trois grands programmes de développement biologique du littoral ; l'armement naval ; la politique de développement de la flotte française ; les contraintes juridiques et financières ; l'engagement par le Gouvernement d'une politique de rajeunissement de l'appareil de transport et de solidarité entre armateurs et constructeurs de navires ; le problème de la construction navale ; les priorités gouvernementales ; le maintien de l'outil de production nationale ; la compensation par une technologie avancée des différences de salaires avec les pays concurrents ; la concurrence internationale ; la rationalisation des structures des grands chantiers ; la promotion d'une grande politique de la mer ; la volonté du Gouvernement d'ouvrir la France sur l'Océan.

FOURNEYRON (Roger)

Député de la Haute-Loire
(1re ciconscription)
(RCDS).

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. Jacques Barrot nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [24 juillet 1974] (p. 3818), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1917] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à réformer le régime de **financement du service des travailleuses familiales** (n° **1439**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux bénéficiaires de la **loi n° 50-1027** du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la **loi n° 51-528** du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire français occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, les dispositions de la **loi n° 73-1051** du 21 novembre 1973 permettant aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier **entre soixante et soixante-cinq ans** d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° **3320**) [14 décembre 1977].

FOYER (Jean)

Député du Maine-et-Loire
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Vice-président de cette commission [8 novembre 1973] (p. 5438).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Président de cette commission [19 décembre 1973] (p. 7232).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Président de cette commission [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre de la commission chargée de proposer un code des libertés fondamentales de l'individu [13 décembre 1974] (p. 7814).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Président de cette commission [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Président de cette commission [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Vice-président de cette commission [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Vice-président de cette commission [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Président de cette commission [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Président de cette commission [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Vice-président de cette commission [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Président de cette commission [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Président de cette commission [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Vice-président de cette commission [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Président de cette commission [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Président de cette commission [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Président de cette commission [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Vice-président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Vice-président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 244), modifié par le Sénat en quatrième lecture, tendant à modifier les articles 1952 à 1954 du **code civil** sur la **responsabilité des hôteliers** (n° **463**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de résolution : 1° Tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'utilisation des **avions Mirage vendus à la Libye** ; 2° Tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'utilisation des matériels militaires aériens vendus par la France à la Libye (n° **495**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 482 rectifié) tendant à proroger le délai prévu par l'article 18 de la **loi n° 72-3** du 3 janvier 1972 sur la **filiation** (n° **541**) [27 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 457) tendant à créer une **commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**) [18 octobre 1973].

— **Proposition de loi** portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au **statut général des fonctionnaires** en ce qui concerne les **droits à l'avancement des fonctionnaires détachés pour l'exercice d'un mandat parlementaire** (n° **1067**) [19 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1112) adoptée par le Sénat, relative à la **mise en cause pénale des magistrats municipaux** et tendant à compléter l'article 681 du **code de procédure pénale** (n° **1120**) [4 juillet 1974].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier **l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065** du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la **composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1122**) [9 juillet 1974]. Retrait [9 octobre 1974] (p. 4916).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1157), adoptée par le Sénat, relative à la **mise en cause pénale des maires** et tendant à modifier les articles 681 et suivants du **code de procédure pénale** (n° **1159**) [11 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à valider les opérations d'un **concours administratif** (n° **1221**) [9 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1221) tendant à valider les opérations d'un **concours administratif** (n° **1255**) [17 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les articles **1152 et 1231 du code civil sur la clause pénale** (n° **1365**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** modifiant et complétant la **loi n° 72-626** du 5 juillet 1972 instituant un **juge de l'exécution** et relative à la réforme de la **procédure civile** (n° **1443**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi organique** relative au **statut de la magistrature** (n° **1511**) [8 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le **décret-loi du 8 août 1935** fixant le taux de **l'intérêt légal** (n° **1527**) [11 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 262), relative à l'**organisation de l'indivision** (n° **1604**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1443) modifiant et complétant la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un **juge de l'exécution** et relative à la **réforme de la procédure civile** (n° **1630**) [13 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 348), modifiant le titre neuvième du livre troisième du **code civil** (n° **1645**) [15 mai 1975].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1443) modifiant et complétant la **loi n° 72-626 du 5 juillet 1972** instituant un **juge de l'exécution** et relative à la **réforme de la procédure civile** (n° **1729**) [6 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1403) relatif à la **validation** des résultats du concours de l'**agrégation des lettres de 1968** (n° **1760**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1877) tendant à la création d'une **commission d'enquête** parlementaire sur l'ensemble de la situation en **Corse** (n° **1945**) [30 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à renforcer les garanties de la **liberté individuelle** (n° **2032**) [3 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2006), portant validation de l'arrêté du 4 décembre 1972 portant réglementation du **concours de recrutement des maîtres de conférences** agrégés des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion (n° **2079**) [17 décembre 1975].

— **Proposition de loi** : « de la liberté » (n° **2080**) [17 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article 9 de la loi du 29 octobre 1975** sur le développement de l'**éducation physique** et du **sport** (n° **2162**) [7 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle (n° **2134**) modifiant l'**article 7 de la Constitution** (n° **2190**) [15 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la **région d'Ile-de-France** (n° **2235**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° **1926**), relative à l'**organisation de l'indivision** (n° **2252**) [30 avril 1976].

— **Proposition de loi** complétant les dispositions transitoires de la **loi n° 72-3** du 3 janvier 1972 sur la **filiation** (n° **2264**) [4 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à insérer dans le **code civil** un article 2270-I relatif à la prescription en matière de **responsabilité civile** (n° **2279**) [12 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les dispositions du **code civil** relatives au **contrat de louage d'ouvrage** (n° **2280**) [12 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat (n° **2297**), modifiant **l'article 7 de la Constitution** (n° **2313**) [2 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi : 1° (n° **1263**) relative aux délais pendant lesquels peut être engagée l'action aux fins de subsides prévus par l'article 342 du code civil ; 2° (n° **2264**) complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la **filiation** (n° **2340**) [26 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi constitutionnelle, modifié par le Sénat en deuxième lecture (n° 2348), modifiant l'**article 7 de la Constitution** (n° **2354**) [3 juin 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois sur le projet de loi adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du **code de la nationalité française** (n° **2400**) [17 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du **code électoral** (n° **2401**) [17 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'article LO 128 du **code électoral** (n° **2402**) [17 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2346), portant approbation du **VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2408**) [18 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2405) relatif à la **nationalité française dans le Territoire français des Afars et des Issas** (n° **2474**) [6 juillet 1976].

— **Proposition de loi** relative à l'exercice des fonctions de direction des **établissements d'éducation spécialisée d'enfants inadaptés** (n° **2577**) [3 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixe paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'**organisation de l'indivision** (n° **2658**) [1er décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la **loi n° 52-1310** du 10 décembre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'**Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les dispositions du **code des communes** relatives à la **coopération intercommunale** (n° **2899**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du **code civil** relatif à l'**indivision conventionnelle** (n° **2901**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des **brevets d'invention** (n° **2902**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2179) relatif à l'**état civil** des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française (n° **2907**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2901) tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du **code civil** relatif à l'**indivision** conventionnelle (n° **2953**) [2 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 2935) modifiant la **loi du 16 mai 1941** relative à l'organisation de la **Cour des comptes** (n° **2993**) [15 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2996) modifiant les articles 11, 17 et 54 de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques** (n° **3020**) [23 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur :

1° Le projet de loi (n° 2516) relatif à l'**informatique et aux libertés ;**

2° La proposition de loi (n° 1004) tendant à créer une **commission de contrôle** des moyens d'**informatique** afin d'assurer la protection de la vie privée et des libertés individuelles des citoyens ;

3° La proposition de loi (n° 3092) sur les traités, les **fichiers** et l'**informatique** (n° **3125**) [4 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la **protection sociale des ministres des cultes et des membres des congrégations religieuses** (n° **3128**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** portant réforme du **titre IVe du livre premier du code civil : des absents** (n° **3168**) [19 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1° Le projet de loi (n° 2934) portant statut des **sociétés coopératives ouvrières de production ;**

2° La proposition de loi (n° 2467) sur des **statuts nouveaux de l'entreprise : titre III** (art. 88 à 129) : dispositions relatives aux sociétés coopératives ouvrières de production (n° **3178**) [2 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 3168) portant réforme du titre IVe du livre premier du **code civil : des absents** (n° **3208**) [14 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2539) modifiant l'article 8 de la **loi n° 67-6** du 3 janvier 1967 tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « **parts de marais** » ou « **parts ménagères** » (n° **3209**) [14 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2467) sur les statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (art. premier à 17) : dispositions relatives à la **société anonyme à gestion participative** (n° **3236**) [23 novembre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la **situation juridique des époux coexploitants agricoles** (n° **3315**) [14 décembre 1977. — Retrait de cette proposition [21 décembre 1977] (p. 9181).

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le **titre IX du livre III du code civil** (n° **3337**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 3226) relatif à l'**informatique** et aux **libertés** (n° **3352**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3378) portant réforme du titre IV[e] du livre premier du **code civil : des absents** (n° **3393**) [20 décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**informatique,** aux fichiers et aux **libertés** (n° **3432**) [21 décembre 1977].

— **Proposition de loi** relative au **statut civil des époux coexploitants agricoles** (n° **3448**) [21 décembre 1977].

— **Proposition de loi** relative au **statut professionnel des époux coexploitants agricoles** (n° **3449**) [21 décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n°[s] 2080, 2128, 2131) sur les **libertés** (n° **3455**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Permissions accordées aux détenus** [10 décembre 1975] (p. 9615) : conditions dans lesquelles le détenu Moscone aurait obtenu cent quarante-trois jours de permission sur cent quatre-vingt-six jours d'incarcération.

— **Avoués des cours d'appel** [8 décembre 1976] (p. 9072) : organisation définitive de la postulation au second degré de juridiction.

— **Campagne lancée contre la réforme de l'enseignement** [25 mai 1977] (p. 3001) : effets possibles et désastreux de cette campagne sur les parents.

— **Indemnisation des dommages causés par les crues de la Loire** [22 juin 1977] (p. 4053).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi concernant le droit de licenciement** (n° **197**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1973] : **Article 5** (p. 1609) : article 24 d du code du travail ; votera l'amendement de M. Bonhomme : introduisant la notion de faute lourde ; (p. 1619) : article 24 o : son amendement ; (p. 1620) : article 24 p : ses arguments à l'encontre des amendements de MM. Schwartz et Gau : charà l'employeur de faire la preuve du bienfondé de licenciement. **Deuxième délibération : Article 5** (p. 1638) : article 24 i : soutient l'amendement du Gouvernement : rétablissement du texte initial du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 5** (p. 2512) : ses arguments à l'encontre du texte adopté par le Sénat : charge de la preuve incombant à l'employeur ; demande le retour à la solution adoptée en première lecture et consistant à confier au juge le soin de rechercher lui-même les éléments de la preuve ; ses observations sur l'amendement de M. Chinaud. **Article 9** *bis* (p. 2513) : approuve dans son esprit l'amendement du Gouvernement : situation au regard du droit de licenciement des salariés mis par les entreprises à la disposition de filiales étrangères ; souhaite une formulation plus claire sur le plan juridique ; son désaccord avec M. Lauriol : création de société mère et de société filiale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant le statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° **347**). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1940) : ses observations sur les propos de MM. Bustin et Gerbet relatifs à la profession notariale ; projet issu d'une initiative de la profession en vue du renforcement du droit disciplinaire ; ses observations sur la partie disciplinaire du texte et sur la restructuration des études de notaires ; offices d'huissiers de justice. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 1941) : son amendement : alignement de la terminologie des peines entre le statut de la fonction publique et celui des officiers ministériels ; (p. 1942) : son amendement de coordination. **Article 4** : son amendement de coordination. **Article 8** (p. 1943) : défend ses amendements tendant à préciser le régime juridique de la suspension ; son sous-amendement de coordination. **Article 11**

(p. 1944) : ses observations sur le délai limitant la durée de l'interdiction ; (p. 1945) : ses observations sur l'amendement de M. Gerbet. **Article 13** (p. 1948) : son amendement tendant à introduire le droit d'appel également contre les sanctions disciplinaires prononcées par la chambre de discipline. **Article 15 A** (p. 1948, 1950) : ses amendements : forme de réception des actes notariés ; répond à M. Massot. **Après l'Article 18** *quinquies* (p. 1951) : son amendement : publicité des actes juridiques.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** (n° **357**). **Discussion des articles** [14 juin 1973]. **Article premier** (p. 2153) : ses observations sur l'amendement de M. Garcin, son inutilité compte tenu de la jurisprudence, inopportunité de statuer sur les dommages causés par les travaux publics, restriction des droits des victimes de dommages découlant de l'amendement ; se prononce contre l'amendement ; (p. 2154) : sa réponse à M. Fanton.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** [19 juin 1973] (p. 2277) : son intention première de réclamer la saisine de la commission des lois, son désaccord avec les propos du Gouvernement et de M. Claudius-Petit, rappelle que le choix de la procédure ne préjuge en rien la décision de chaque député sur le fond, son acceptation de la constitution d'une commission spéciale. **Après le rejet de la demande de constitution d'une commission spéciale** : maintient sa demande de saisine au fond de la commission des lois, texte visant une prohibition formulée par le code pénal, compétence de la commission des lois, droit d'un être humain à la vie relevant des droits de l'homme et des libertés publiques.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1973] (p. 2278) : sa réponse à M. Boscher, non-dépôt par la commission des lois dans le délai réglementaire du rapport relatif à la proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur le fonctionnement du service public du téléphone, fait valoir que la commission a jusqu'au 6 octobre pour statuer sur son rapport.

— **Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 18 de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation** (n° **482**), président de la commission et rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2609) : action en contestation de légitimité, délai d'une année prévu pour cette action par l'article 18 de la loi du 3 janvier 1972, proposition d'extension de ce délai à trois ans, avis favorable de la commission des lois.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 189 *bis* du code de commerce concernant la prescription en matière commerciale** (n° **446**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2609) : modifications souhaitées par la commission, article premier en retrait par rapport aux dispositions en vigueur, problèmes posés par les applications du texte déduites par le Sénat, demande le retrait du texte de l'ordre du jour prioritaire pour nouvel examen, réforme d'ensemble des délais de prescription.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement** (n° **502**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2611) : ses observations sur la législation en matière de logement, sa demande au Gouvernement d'y substituer une législation plus moderne. **Discussion des articles. Article 2** : ses observations sur l'amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Après l'Article premier** (p. 4049) : soutient l'amendement de M. Neuwirth, estime souhaitable de fixer une fois pour toutes la terminologie relative à l'artisanat. **Article 5** (p. 4055) : son amendement tendant à instaurer la neutralité de l'impôt à l'égard des diverses formes d'entreprises ; (p. 4056) : ses réserves sur la doctrine du ministre de l'économie et des finances quant à la définition des dispositions d'orientation ; [5 octobre 1973] : **Après l'Article 33** (p. 4136) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement, article 1er de la loi du 2 juillet 1963 interdisant la revente à perte ; (p. 4137) : exceptions et dérogations prévues par cette loi concernant notamment les produits défraîchis ou démodés ; avantage de l'amendement du Gouvernement permettant d'inclure une marge de frais généraux dans la détermination du prix licite ; se prononce en faveur de l'amendement ; (p. 4144) : souhaite que soit proposé un article prévoyant l'intégration des dispositions pénales votées dans l'ordonnance du 30 juin 1945. **Article 34** (p. 4146) : ses observations sur l'exigence de la mauvaise foi de l'annonceur ; estime qu'il ne faut pas subordonner l'application des dispositions de l'article 54 à une quelconque condition de mauvaise foi ; souhaite une solution transactionnelle ; subordination de l'application de la peine à la condition de la mauvaise foi ; (p. 4147) : sa réponse à M. Cot ; son esprit répressif ; estime parfaitement possible d'organiser une procédure permettant de faire cesser la publicité mensongère sans prendre en considération la bonne ou la mauvaise foi

de son auteur ; estime que c'est la mise en garde des victimes éventuelles de la publicité mensongère qui importe beaucoup plus que les pénalités ; rappelle que l'article 34 du projet supprime la condition de mauvaise foi qui existait dans la loi de 1963 ; nécessité d'adopter un amendement ; (p. 4150) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon relatif à la communication par les annonceurs à l'administration des documents nécessaires à son enquête ; ses arguments en faveur du texte du Gouvernement ; caractère excessif des prérogatives que l'adoption de l'amendement apporterait aux agents de constatation ; (p. 4152) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; son amendement tendant à réintroduire la condition de mauvaise foi pour l'application des peines correctionnelles prévues à l'article premier de la loi de 1905 ; sa réponse aux arguments de M. Cot ; (p. 4154) : suppression par l'Assemblée de l'exigence de la mauvaise foi et ses conséquences ; estime que la meilleure solution est de faire confiance à l'équité du magistrat ; est en faveur de l'institution d'une peine complémentaire facultative ; [11 octobre 1973] : **Article 21** (p. 4301) : ses réserves sur la rédaction de l'amendement du Gouvernement. **Article 23** (p. 4309) : s'oppose à l'amendement de M. Bignon : non-participation des maires de la ville d'implantation à la commission d'urbanisme commercial ; [19 octobre 1973] : **Avant l'Article 49** (p. 4605) : ses observations sur les amendements relatifs à certaines parties du régime des baux commerciaux ; (p. 4607) : répond à M. Fanton sur la discussion des conclusions de la commission mixte paritaire sur les baux commerciaux, sa proposition tendant à retirer de la discussion les amendements ayant trait au régime des baux commerciaux.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4409) : ses observations sur les propos de M. Chandernagor, procès institutionnel fait par l'opposition et régulièrement perdu par elle depuis quinze ans, approbation de nos institutions par la nation, efficacité de l'Etat, épreuves surmontées par le Président de la République, instauration d'un Etat capable d'action et de responsabilité, respect de la liberté des citoyens, notamment des écrivains et des fonctionnaires ; (p. 4410) : refus du suffrage universel de suivre les oppositions remettant en cause les institutions, édifice constitutionnel soutenu par trois piliers : nomination du Gouvernement par le Président de la République, responsabilité du Gouvernement devant le Parlement suivant les règles d'un parlementarisme rationalisé, fonctionnement régulier des pouvoirs publics assuré par l'arbitrage du Président de la République ; ses observations sur l'article 16, moyen de rétablir la démocratie menacée, évolution de nos institutions, interprétation de la Constitution de 1958, démocratie la plus directe que la France ait jamais connue, fonction d'arbitrage et mission de suprême recours du Président de la République, pratique du général de Gaulle et de M. Pompidou, non-effacement du pouvoir du Parlement derrière le contreseing ministériel, Gouvernement procédant du Président ; (p. 4411) : contribution de l'opposition socialiste à la fixation de cette interprétation ; évoque la loi de 1960 sur les pouvoirs spéciaux, souci de certains opposants de faire préciser dans la loi que les ordonnances seraient prises sous la signature du général de Gaulle, propos de M. Defferre devant le Sénat le 3 février 1960, caractère démocratique du régime, véritable responsabilité du Président devant le peuple, comprend mal le refus de débattre par le jeu de la question préalable, caractéristiques du régime présidentiel, limite du projet de loi, irrecevabilité des amendements tendant à instaurer un régime présidentiel, ses réserves sur le présidentialisme, estime que le problème n'est pas d'isoler les pouvoirs comme le fait le régime présidentiel mais de favoriser leur collaboration comme y parvient notre Constitution, contradiction du régime présidentiel avec les nécessités du travail moderne gouvernemental, inadaptation du régime au caractère national, défend le recours à la procédure de l'article 89 ; (p. 4412) : sa critique de l'argument relatif à la précipitation, accélération de l'histoire, nécessité des réinvestitures et des confirmations, rejet de toute simultanéité entre l'élection présidentielle et les élections législatives, référendums du général de Gaulle, moyen de consolidation de la V[e] République que constitue cette revision, ses arguments en faveur de l'opportunité du débat, manœuvre politique de l'opposition, tentative de reconstitution du cartel des « non » de 1962, propos du doyen Vedel sur les rapports entre le Gouvernement et l'opposition, demande le rejet de la question préalable. **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4432) : soulève l'exception d'irrecevabilité ; ses observations sur « une série d'articles additionnels présentés sous forme d'amendements » par M. Donnez, amendements écartés comme irrecevables par la commission des lois au titre de l'article 98, alinéa 5, du règlement de l'Assemblée nationale ; (p. 4433) : amendements s'appliquant à divers articles de la Constitution mais autres que l'article 6.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5119, 5120) : ses compliments au garde des sceaux, décollage

des crédits et de l'équipement du ministère de la justice, harmonisation des circonscriptions judiciaires et des circonscriptions administratives, régions de programme ; suggère de commencer l'application de cette réforme par la région des pays de la Loire, formation des secrétaires-greffiers, désaccord de la commission des lois quant à la centralisation de cette formation, formation permanente et promotion sociale des greffiers ; souhaite la possibilité pour un certain nombre d'entre eux d'entrer dans le corps judiciaire même s'ils ne sont pas licenciés en droit, répartition des charges entre l'Etat, les départements et les communes, désaccord de la commission sur les arguments du garde des sceaux, questions de principe en cause, respect des décisions prises sous la précédente législature, conclusions de la commission Pianta sur la redistribution des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; estime que la justice est, par essence, un service d'Etat ; demande que l'an prochain les charges supportées par les collectivités locales en matière de justice soient transférées à l'Etat.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5505) : voir l'intervention de M. Jacques Piot.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6093) : sa demande de relèvement de la taxe parafiscale en faveur des vins d'Anjou et de Saumur. **Article 33** (p. 6114) : son amendement tendant à obliger le Gouvernement à créer une taxe parafiscale au profit du groupement pour la restructuration de la boulangerie ; (p. 6115) : ses observations sur l'irrecevabilité opposée par le Gouvernement.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973]. **Article 41** (p. 6162) : soutient l'amendement de suppression de M. Papon. **Article 42** : ses observations sur l'article, provisions des entreprises de presse pour la reconstitution de leur outillage, inconvénients de ce système de provisions ; situation des entreprises en cours de modernisation lors de la mise en place des systèmes de provisions ; souhaite un amendement du Gouvernement qui contribuerait à la modernisation des entreprises de presse.

— Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail (n° 719). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 5** (p. 6252) : soutient l'amendement de M. Baudoin : règlement des créances contestées limité à une provision.

— Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés (n° 642). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6459) : compétence au fond de la commission des lois à l'égard du projet de loi ; annonce un amendement tendant à autoriser le Gouvernement à procéder à la codification du texte par décret.

— Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 637). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6550) : ses observations sur l'attitude de l'opposition à l'égard des problèmes de l'administration communale et des finances locales ; propos de M. Waldeck L'Huillier ; (p. 6551) : portée limitée du projet ; application de nouvelles évaluations qui rendront les impôts locaux plus équitables ; abandon par le Gouvernement de la départementalisation de la patente ; rejet de la question préalable par la commission des lois ; (p. 6558) : son intervention contre l'adoption de la motion de renvoi en commission ; réfute les arguments de M. Boulloche ; estime que la procédure est en l'état ; progrès apporté au droit fiscal et à la gestion. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 6570) : son amendement tendant à préciser que les trois contributions locales et la future taxe professionnelle seront perçues au profit des communes et des départements. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7221) : votera les propositions de la commission mixte paritaire ; répond aux propos de M. Ginoux. **Deuxième lecture** [20 décembre 1973] (p. 7240) : amendements de la commission des lois tendant à rétablir le texte voté par l'Assemblée ; suggère au Gouvernement de demander à l'Assemblée de se prononcer par un vote unique dans cette circonstance de caractère technique. **Troisième et dernière lecture,** suppléant M. Bignon, rapporteur [20 décembre 1973] (p. 7275) : demande à l'Assemblée de se prononcer sur le dernier texte qu'elle a voté.

— Projet de loi sur la responsabilité des hôteliers. Cinquième lecture. Discussion générale [11 décembre 1973] (p. 6820) : point restant en discussion : responsabilité des hôteliers à raison des dommages causés aux objets laissés dans leurs véhicules par les clients ; se prononce en faveur de l'adoption du texte du Sénat. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6821) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Corrèze ; (p. 6822) : répond à M. Bernard Marie.

— Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6924) : précise qu'il parle en son nom personnel ; évoque la correspondance volumineuse qu'il a reçue ainsi que le matraquage d'opinion actuel et la campagne tendant à persuader que

la liberté d'avorter est le premier des droits de la femme ; demande si le Parlement est une sorte d'ordinateur chargé de changer en loi les résultats de sondages ou s'il doit rechercher en conscience ce qui est conforme à la justice et à l'intérêt de la nation ; (p. 6965) : s'étonne de la mansuétude du Gouvernement à l'égard d'avorteurs clandestins ; déclare que le problème de l'avortement se pose aussi bien dans les pays socialistes que dans les pays capitalistes ; voit dans l'avortement un fléau social, même s'il n'est pas clandestin ; rappelle le commandement : « Tu ne tueras point », ainsi que la déclaration universelle des droits de l'homme et la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ; avortement, fléau national puisqu'il compromet la démographie ; opposition entre une politique de résignation et une politique de volonté ; projet de loi barrière ou passoire ; (p. 6966) : dépôt d'un projet de loi d'orientation des handicapés et proposition d'autoriser l'avortement pour risque d'« anormalité » ; la création d'une industrie de la mort lucrative ; avortement, autrefois crime, aujourd'hui délit et, demain, droit ; l'ultime recours ne doit pas devenir le procédé normal de régulation des naissances ; stratégie de l'action contre l'avortement ; effort d'information généralisée, politique humaine et sociale ; réformes législatives qui ont rénové le droit familial, notamment la réforme de la filiation ; en fait d'avortement, c'est la liberté qui tue.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7048) : rappels au règlement et questions d'actualité.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**), rapporteur. **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7049) : conclusion de la commission des lois à la non-adoption de la proposition de résolution de M. Mitterrand ; commission d'enquête instituée par le Sénat sur le même objet ; (p. 7050) : ses observations en son nom personnel sur le rapport de la commission d'enquête du Sénat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973,** rapporteur pour avis (n° **781**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1973]. **Article 14** *bis* (p. 7146) : son amendement relatif aux diplômes d'Etat de masseur-kinésithérapeute ; modalités particulières au profit des grands infirmes titulaires de la carte d'invalidité ; validation du diplôme ; (p. 7147) : répond au Gouvernement.

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux** (n° **615**). **Quatrième lecture** [18 décembre 1973]. **Discussion de l'Article unique** (p. 7148) : répond à M. Bardol sur la procédure de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires** (n° **802**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7274) : supplée M. Burckel : demande à l'Assemblée de reprendre les dispositions adoptées en première lecture. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7274) : son amendement tendant à reprendre pour l'article le texte adopté en première lecture ; son accord avec le sous-amendement du Gouvernement. **Article 3** (p. 7275) : son amendement tendant à reprendre pour l'article le texte adopté en première lecture, retrait.

1974

— **Proposition de loi relative à la lutte contre le proxénétisme** (n° **93**). **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2745) : absence de dispositions de portée générale concernant le pouvoir pour les associations d'intenter l'action civile ; approbation de principe de la possibilité de mettre en mouvement l'action publique ; action subsidiaire de celle du ministère public ; revoir l'ensemble de la législation en ce domaine. **Discussion de l'Article unique** (p. 2747) : son amendement n° 2 : action sociale des associations ; adopté ; en réponse à M. Claudius-Petit : lésion directe ou indirecte d'un intérêt collectif ; (p. 2748) : nécessité d'interpréter largement l'objet statutaire des associations ; (p. 2749) : son sous-amendement n° 3 : critère de la mission des associations ; adopté.

— **Projet de loi relatif au dépôt des marques de fabrique** (n° **647**). **Discussion des articles** [18 juin 1974] (p. 2754) : ses amendements n^{os} 1 et 2 tendant à reporter à l'article 24 de la loi du 31 décembre 1964 les dispositions relatives à la compétence judiciaire ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 2754) : accepte l'amendement n° 4 de M. Palewski après modification. **Après l'Article 2** (p. 2755, 2756) : présente le sous-amendement n° 3 de M. Dhinnin relatif à l'application de la loi au TOM en excluant les Afars et les Issas et les Comores. **Article 2** (p. 2755) : favorable à l'amendement n° 5 de M. Massot après modification.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974] (p. 2833) : répond à M. Fanton sur l'irrecevabilité opposée à l'amendement n° 20 sur la base de l'article 40. **Article 11** (p. 2843) : sur l'amendement n° 30 de M. Gerbet : la réintégration des élèves ne sera possible que dans les établissements d'enseignement autres que les grandes écoles. **Article 22** (p. 2859) : contre l'amende-

ment n° 13 de M. Donnez ; (p. 2860) : contre l'amendement n° 14 de M. Donnez ; (p. 2861) : contre l'amendement n° 12 de M. Mesmin jugé superflu ; (p. 2818) : s'oppose à la demande de constitution d'une commission spéciale sur le projet de loi instituant une taxe locale d'urbanisation ; (p. 2819) : s'oppose à la constitution d'une commission spéciale sur le projet de loi supprimant la patente.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2915) : les réformes relatives au droit des personnes ont toujours su se dégager des « unanimités d'idées » ; tendance à l'unification européenne du droit des personnes ; le droit de la majorité est chez nous un manteau d'arlequin ; abaisser la majorité civile pour en faire découler l'abaissement de l'âge de la majorité électorale comme le veut l'article 3 de la Constitution ; le parti contraire conduit à des incohérences ; des citoyens ne peuvent être des incapables majeurs ; les mesures d'adaptation retenues à l'unanimité par la commission. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 2930) : sur l'amendement n° 1 de M. Cointat : on ne peut faire du non-exercice d'un droit une infraction pénale ; (p. 2934) : sur l'amendement n° 9 de M. Terrenoire : code de la nationalité ; (p. 2937) : sur l'amendement n° 18 de M. Terrenoire : portée de la suppression dans le code pénal des circonstances aggravantes tenant à l'âge de la victime.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France** (n° **808**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3082) : intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Tiberi.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen** (n° **523**), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3083) : présente son rapport favorable à la création de la commission d'enquête.

— **Projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **803**). **Discussion des articles** [27 juin 1974]. **Article premier** (p. 3086) : ses observations relatives à la priorité donnée au recrutement local.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la légitimation par mariage** (n° **717**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3193) : s'interroge sur l'utilité réelle d'approuver la convention signée à Rome le 10 septembre 1970 alors que la législation française est d'ores et déjà favorable.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la mise en cause pénale des maires** (n° **1112**), rapporteur. **Discussion générale** [9 juillet 1974] (p. 3419) : les textes du droit français aménagent traditionnellement un régime particulier de mise en cause de la responsabilité de certains magistrats ou autres fonctionnaires ; les particularités de la procédure en ce qui concerne les magistrats et les préfets qui bénéficient d'un véritable privilège de juridiction ; le Sénat a estimé que la poursuite des maires devrait obéir désormais aux mêmes règles que la poursuite des magistrats et des préfets l'instruction étant confiée désormais à la Chambre d'accusation d'une cour d'appel désignée spécialement ; modalités de l'action civile et de l'action publique. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3426) : son amendement n° 3 tendant à limiter la possibilité de mise en mouvement de l'action publique au seul ministère public ; adopté après rectification ainsi que le sous-amendement n° 10 (p. 3480).

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs** (n° **1094**). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4856) : la loi doit fixer directement les effectifs de chaque Assemblée ; danger dans ce domaine de tout système d' « échelle mobile » ; l'Assemblée nationale ne pourrait tenir compte de l'évolution de la démographie qu'après un redécoupage électoral qui est du domaine réglementaire. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5204) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Voisin : danger de faire des élections partielles de droit commun.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4867) : le projet fonde une nouvelle procédure de nature juridictionnelle ; l'excès des critiques contre le mode de nomination des membres du conseil ; la saisine d'office du conseil constitutionnel créera une situation malsaine de concurrence avec le droit reconnu à l'opposition parlementaire par l'article premier du projet ; (p. 4869) : les nouveaux pouvoirs ouverts au conseil constitutionnel nécessitent une redéfinition précise de notre préambule constitutionnel. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4952) : sur l'amendement n° 9 de M. Krieg : défend cet amendement adopté par la commission ; danger de donner au conseil constitutionnel le pouvoir de se saisir d'office ; citation d'un article du professeur A. Mathiot ; (p. 4954) : trop de pouvoirs compromettraient le Conseil constitutionnel ; (p. 4955) : le Conseil d'Etat ne peut se saisir lui-même d'un acte réglementaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'assurance automobile** (n° **1108**). **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5156) : présente le rapport de M. Gerbet ; propose à l'Assemblée d'adopter le texte voté par le Sénat et qui tend à ajouter six Etats à la liste des Etats figurant dans la loi du 21 décembre 1972 relative à la « carte verte ».

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux infractions en matière de chèques** (n° **1194**). **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5156) : présente le rapport de M. Gerbet ; la loi du 8 janvier 1972 relative aux infractions sur la législation sur les chèques étant déjà insuffisante, la proposition de loi vise à supprimer sa date d'entrée en vigueur.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5162) : à titre personnel indique qu'il votera l'amendement n° 2 de M. Caro qui conduit à plus d'équité.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5169) : le projet n'est en rien contraire à la Constitution ; (p. 5170) : le droit d'option ouvert par l'article 76 de la Constitution n'était pas « consomptible » par le premier usage ; les arguments de René Capitant dans son rapport relatif à la côte française des Somalis ; l'article 53 de la Constitution s'applique tant dans le cas d'une cession que dans le cas d'une sécession ; la consolidation envisagée s'analyse en fait en un plébiscite ; l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Fontaine ne peut être retenue.

— **Proposition de loi tendant à valider un concours administratif** (n° **1221**), rapporteur. **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 5253) : rappelle les incidents qui ont empêché le déroulement normal des concours de recrutement d'internes en psychiatrie ; annulation par le tribunal administratif de Paris du concours de 1972 ; la proposition soumise à l'Assemblée prévoit une ultime possibilité de se présenter pour le candidat qui n'avait pas été admis aux épreuves dont les résultats viennent d'être annulés ; (p. 5254) : justifie les raisons pour lesquelles la proposition a été déposée ; une validation législative était la seule solution propre à mettre fin à une situation inique à l'égard des candidats reçus.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7009) : la contradiction entre le projet du Gouvernement et la convention européenne des droits de l'homme ; le faux-semblant « d'un texte de transition » ; le projet ne s'oppose pas réellement à ce que l'avortement devienne un moyen de régulation des naissances ; (p. 7011) : les conditions posées par le texte sont de pure procédure ; la dissuasion recherchée ne sera qu'une illusion de plus ; les capitaux impatients d'investir dans l'industrie de la mort ; le projet du Gouvernement est un texte de résignation de désespérance proposé avant que l'expérience de la contraception ait été faite ; (p. 7012) : craint que cette atteinte à la vie humaine ne prélude à beaucoup d'autres ; le Gouvernement a négligé d'informer l'opinion publique soumise à une propagande intense ; (p. 7013) : le projet est inacceptable ; [27 novembre 1974] (p. 7108) : interrompt M. Jean-Pierre Cot : le recours devant la cour constitutionnelle de Karlsruhe pour faire déclarer l'inconstitutionnalité du texte voté par le parlement allemand. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7200) : son amendement n° 101 de suppression de l'article ; repoussé par scrutin ; (p. 7222) : son amendement n° 100 tendant à écarter l'obligation de porter secours dans le cas d'avortement non thérapeutique ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8125) : rappelle les dispositions d'un projet de déclaration des droits de l'homme du 31 janvier 1946. **Discussion des articles. Article 6** (p. 8132) : son amendement n° 17 fixant à 25 % des actes opératoires le nombre des avortements autorisés dans chaque établissement ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Article 5** (p. 7550) : après l'article 73 DL : amendement n° 27 : subrogation du banquier dans les droits du bénéficiaire ; adopté. **Après l'Article 8** (p. 7552) : amendement n° 21 : régime juridique des ordres de virement ; amendement n° 20 : régime des découverts tacites ; adoptés. **Après l'Article 9** (p. 7554) : son amendement n° 24 : mise à décret-loi du 30 octobre 1935 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 3** (p. 8165) : sur l'amendement n° 3 de M. Gerbet : les dangers d'une responsabilité solidaire des cotitulaires d'un compte. **Article 5** (p. 8169) : amendement n° 7 : subrogation du banquier dans les droits du porteur ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 8170) : retire son amendement n° 9 : compte courant tacite. **Article 10** : son amendement n° 11 : édition nouvelle du décret-loi d'octobre 1935.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le**

Conseil constitutionnel (n° **1329**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7537) : le nouvel article 63 de la Constitution est un texte exécutoire en lui-même ; une loi organique est donc inutile ; se prononce contre l'unicité du document destiné à la saisine.

— **Décision de l'Assemblée sur un conflit de compétence relatif à l'article 17 retiré du projet de loi de finances rectificative pour 1974** [10 décembre 1974] (p. 7575) : regrette la pratique des cavaliers budgétaires ; estime que le projet relève de la compétence de la commission des lois qui avait été chargée de rapporter la loi d'orientation foncière et urbaine.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 12** : la notion d'invalidité grave pour les rentes d'accident de la circulation déjà allouées ; (p. 7631) : la discrimination selon l'âge; son amendement, invalidité à 75 % ; adopté. **Après l'Article 12** (p. 7633) : son amendement n° 8 : dévolution d'actif des sociétés à but non lucratif en état de liquidation à des personnes morales sans but lucratif ; (p. 7634) : sous-amendé et adopté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7846, 7847) : rappelle que le problème des handicapés n'a guère préoccupé les pouvoirs publics avant l'époque contemporaine ; rend hommage à l'action du président Georges Pompidou et à celle de Mlle Dienesch ; déclare que cette loi est une loi de justice et une loi de raison ; déplore que cette loi soit de nature technocratique et n'ait pas l'allure d'une déclaration solennelle, mais la votera d'enthousiasme.

— **Proposition de loi tendant à compléter la loi n° 67-523 du 3 juillet 1967 relative à la Cour de cassation** (n° **1348**), suppléant M. Piot, rapporteur. **Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8171) : approuve la proposition de M. Piot qui comble un vide laissé par la loi du 3 juillet 1967 et permet de détacher à la Cour de cassation un ou plusieurs avocats généraux près la cour d'appel de Paris.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° **1413**). **Discussion des articles** [3 avril 1975]. **Après l'Article 13** (p. 1259) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gerbet ; ne pas rompre l'équilibre des conseils régionaux.

— **Projet de loi portant modification du statut sur le fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [8 avril 1975]. **Article premier** (p. 1403) : son amendement n° 76 : au dernier alinéa supprimer les mots « majeur ou mineur émancipé » ; inutilité de la formule employée du fait de la scolarité à seize ans et de l'obligation de trois années d'activité pour bénéficier du droit de préemption ; adopté ; son amendement n° 77 : au cinquième alinéa, substituer les termes « âgés d'au moins dix-huit ans » par les termes « âgés d'au moins seize ans » ; adopté ; **Article 2** (p. 1405) : sur l'amendement n° 22 de M. E. Bizet, partage la préoccupation de l'auteur de l'amendement mais juge préférable la transformation du droit de préemption en droit de retrait ; conséquences de cette nouvelle disposition sur de nombreux articles du code rural ; (p. 1406) : son amendement n° 143 : supprimer l'alinéa 2 de l'article 2 devenu sans objet ; adopté. **Article 3** (p. 1407) : ses observations sur les amendements n° 83 de M. Gerbet et n° 49 de M. Ruffe. **Article 6** (p. 1411) : ses observations sur l'amendement n° 84 de M. Gerbet ; (p. 1506) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Joxe ; amendement irrecevable sur le plan constitutionnel ; son caractère peu satisfaisant quant à la modification qu'il apporterait au système juridictionnel français ; [10 avril 1975] : **Après l'Article 19** (p. 1533) : son intervention sur l'amendement n° 124 de M. Corrèze ; les modifications à apporter à l'amendement ; caractère normal de l'adaptation territoriale du droit ; maintenir dans certaines régions le bail à la terre face au bail à la chasse ; la solution intermédiaire proposée par M. Corrèze. **Après l'Article 21** (p. 1536) : s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Allainmat ; appartenance du contrat de fermage et du contrat de vente d'herbe à deux catégories juridiques distinctes ; caractère peu sérieux de l'amendement. **Avant l'Article 2** (p. 1538) : observations sur le dispositif prévu par l'amendement n° 149 du Gouvernement ; le problème des maintiens ou de la disparition de la vente sous condition suspensive ; la transformation du droit de préemption en un droit d'empêcher ; (p. 1539) : ses observations sur la réponse du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Discussion des articles** [15 avril 1975]. **Article premier. Article L 754 du code de la santé publique** (p. 1648) : son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 6 de M. Bichat : maintenir le caractère libéral de la profession ; aspect final de la question ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article 614 du code de la santé publique** (p. 1784) : ses observations sur les amendements déposés. **Article L 617-14** (p. 1786,

1787) : ses observations sur les amendements n° 2 de M. Falala et n° 16 de M. Rigout : supprimer le délai de cinq ans mais prévoir une indemnisation pour les laboratoires et colporteurs. **Article 617-18** (p. 1790) : ses observations sur l'amendement n° 33 de M. Gaillard : le Parlement seul organisme parfaitement représentatif des consommateurs ; assouplir les procédures de consultation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article premier** (p. 2152) : ses observations sur l'amendement n° 2 de M. C. Bignon ; inadaptation de la loi de 1807.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 mai 1975] : **Article 3** (p. 2759) : son intervention sur l'amendement n° 11 de M. Gerbet. **Après l'Article 7** (p. 2761) : sur l'amendement n° 85 de M. Kalinsky, s'élève contre les arguments présentés par M. J.-P. Cot. **Après l'Article 8** (p. 2762) : sur les amendements n^os^ 14 et 15 de M. Gerbet, conteste l'argumentation présentée par M. J.-P. Cot ; [16 mai 1975] : **Article 15** (p. 2828) : est hostile à l'amendement n° 54 de M. J.-P. Cot. **Après l'Article 17** (p. 2830) : pense que l'amendement n° 55 de M. J.-P. Cot ne correspond pas aux préoccupations de son auteur. **Article 19 : Article 43-3 du code pénal** (p. 2833) : sur l'amendement n° 88 de M. Kalinsky rappelle que le projet de loi vise à moderniser l'appareil répressif ; met l'accent sur le manque d'harmonie entre les nouvelles sanctions pénales et les sanctions administratives, notamment en ce qui concerne la suppression du permis de conduire ; (p. 2834) : sa réponse à M. Fontaine relative à la confiscation. **Article 20 : Article 469-3 du code de procédure pénale** (p. 2837) : estime peu heureuse la formulation de l'amendement n° 59 de M. Cot. **Article 56** (p. 2851) : son amendement n° 49 : nouvelle rédaction de l'article 56 ; approuve les intentions du Gouvernement ; objecte les difficultés pratiques auxquelles se heurtera leur réalisation ; ses propositions relatives à une mise à l'épreuve prononcée à titre principal ; se rallie à l'amendement n° 101 du Gouvernement. **Après l'Article 58** (p. 2853) : demande au garde des sceaux d'accepter l'amendement n° 51 de M. Charles Bignon, dont il reconnaît le bien-fondé ; se déclare hostile au sous-amendement n° 93. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 4909) : apporte son soutien à l'amendement n° 23 du Gouvernement.

— **Proposition de loi portant modification des articles 1152 et 1231 du code civil sur la clause pénale** (n° **1365**). **Première lecture. Discussion des articles** [6 mai 1975]. **Article 2** (p. 2861) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction du texte proposé pour l'article 1231 du code civil ; estime que sa proposition n'a rien de révolutionnaire puisque admise par le droit canonique ; (p. 2682) : les abus évidents auxquels a donné lieu l'application de la clause pénale ; mettre un terme à ces abus ; adopté. **Deuxième lecture** [28 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4987, 4988) : expose les craintes exprimées par les organismes de crédit-bail ; considère qu'il faut mieux voter la proposition, quitte à examiner plus tard la question du leasing. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4989) : son amendement : substituer le mot « convenue » au mot « stipulée » ; adopté.

— **Proposition de loi portant statut de la magistrature** (n° **1511**). **Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2858) : s'étonne des propos de M. J.-P. Cot ; le corporatisme qui résulte de ces propos ; leur caractère inadmissible en ce qu'il jette le discrédit sur les magistrats non issus de l'école nationale de la magistrature ; demande à l'Assemblée d'adopter la proposition de loi.

— **Proposition de loi relative à la réglementation de l'usage du mot « crémant »** (n° **1362**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3095) : la crise sévère de la viticulture ligérienne ; faciliter la valorisation de cette production.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'indivision** (n° **262**), rapporteur. **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3182) : la définition de l'indivision ; le régime juridique de l'indivision ; l'individualisme du régime ; (p. 3183) : la correction effectuée au moyen du principe de l'effet déclaratif du partage ; la transformation de l'indivision en société civile ; l'initiative de M. E. Dailly ; la part prise par le notariat dans l'élaboration du texte ; le congrès des notaires de Saint-Malo de 1967 ; la dualité entre le régime primaire de droit commun et le régime secondaire conventionnel ; la possibilité de convention entre indivisaires en nue-propriété et usufruitiers ; les limites posées à l'effet déclaratif du partage. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3184) : son amendement n° 1 : substituer au premier alinéa de l'article premier les termes suivants : la section première du chapitre VI du titre premier du livre III du code civil s'intitule : « de l'indivision et de l'action en partage » ; maintenir les dispositions relatives à l'indivision aux articles 815 et suivants du chapitre VI du livre III du code civil ; adopté. **Article 710-1 du code civil** (p. 3185) : son amendement n° 2 : substituer à l'article 710-1 l'article 815 modifié ; intro-

duction de la procédure du référé pour surseoir au partage de biens indivis ; adopté. **Après l'Article 710-1** : son amendement n° 3 : introduire après l'article 815 du code civil, les articles 815-1 à 815-17 ; (p. 3186) : organiser le régime de l'indivision primaire ; adopté ; (p. 3188) : son amendement n° 4 : insertion au titre III du code civil d'un titre IX *bis* ; les conventions relatives à l'exercice des droits indivis ; adopté ; son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de l'article 1873-1 ; adopté ; son amendement n° 6 : après l'article 1873-1 insérer l'intitulé suivant : « Chapitre premier. — De l'indivision conditionnelle » ; organiser l'indivision par convention ; adopté ; sa réponse à M. Fontaine ; absence de contradiction entre la nouvelle législation sur le divorce et l'indivision ; son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de l'article 1873-2 ; préciser les conditions de validité de la convention d'indivision ; adopté ; son amendement n° 8. **Articles 710-2 et 710-3** (p. 3189) : substituer aux articles 710-2 et 710-3 du code civil une nouvelle rédaction de l'article 1873-3 ; prévoir des conventions d'indivision à durée déterminée et à durée indéterminée ; adopté. **Article 710-3** *bis* : son amendement n° 9 : substituer à l'article 710-3 *bis* une nouvelle rédaction de l'article 1873-4 ; adopté. **Article 710-4** : son amendement n° 10 : substituer à l'article 710-4 une nouvelle rédaction de l'article 1873-5 du code civil ; organisation de l'indivision et nomination du gérant des biens indivis ; adopté. **Article 710-5** (p. 3190) : son amendement n° 11 : substituer à l'article 710-5 une nouvelle rédaction des articles 1873-6 à 1873-9 ; fixation des pouvoirs du gérant et leurs limites ; adopté. **Articles 710-6 et 710-7** (p. 3191) : son amendement n° 12 : substituer aux articles 710-6 et 710-7 une nouvelle rédaction des articles 1873-10 et 1873-11; prévoir une rémunération du gérant et sa responsabilité contractuelle; adopté. **Article 710-8 et 710-9** : son amendement n° 13 : substituer aux articles 710-8 et 710-9 une nouvelle rédaction des articles 1873-12 à 1873-14 ; transmission des parts indivises lorsque l'indivision a été organisée par une convention ; adopté. **Article 710-10** (p. 3192) : son amendement n° 14 : substituer à l'article 710-10 une nouvelle rédaction de l'article 1873-15 ; problème de la saisie des parts indivises par les créanciers personnels d'un indivisaire, en cas d'indivision conventionnelle ; adopté. **Article 710-11** : son amendement n° 15 : supprimer l'article 710-11 ; adopté. **Après l'Article 710-11** : son amendement n° 16 : nouvelle rédaction des articles 1873-16 à 1873-18 ; (p. 3193) : cas des conventions relatives à l'exercice des droits indivis en présence d'un usufruitier. **Articles 2 à 4** : ses amendements n°s 17, 18 et 19 : supprimer les articles 2 à 4 ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 20 ; abroger les articles 841 et 2205 du code civil ; adopté. **Article 6** (p. 3194) : son amendement n° 21 : supprimer l'article 6 ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 22 : nouvelle rédaction de l'article 883 du code civil ; principe de l'effet déclaratif de partage ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction de l'article 8 ; préciser la date d'entrée en vigueur de la loi ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [8 mai 1975] (p. 3309) : l'affrontement des mêmes idéologies depuis deux siècles au sujet du divorce ; la valeur des considérations qui plaident en faveur d'une réforme du divorce : les divorces d'accord travestis en divorces-sanctions ; le scandale des pensions alimentaires impayées ; le passage de la conception du droit nature à la notion de loi-constat ; la conception du mariage, institution résultant de la loi de 1884 ; (p. 3310) : le passage à la notion de contrats successifs à durée indéterminée qui résulte du projet de loi ; la faveur de l'opposition pour la généralisation de la cause objective ; rejeter une telle notion qui reconnaît à chaque époux le droit discrétionnaire de reprendre sa liberté ; les expériences étrangères ; l'impossibilité de dédramatiser le divorce dès lors qu'il n'y a pas commun accord des époux ; les applications faites par le Gouvernement dans son texte de la notion de cause objective ; les précautions accumulées face à cette notion ; la consécration du droit de répudiation ; (p. 3311) : la limitation du pouvoir d'appréciation du juge en la matière ; la reconnaissance d'une prérogative qui sera surtout utilisée par le mari ; la consécration par la loi d'une sorte de « mort civile » à l'encontre des malades mentaux ; le préjudice moral que subiront les femmes à qui aura été imposé le divorce ; la remise en question de la nature du mariage par l'admission du divorce par consentement mutuel ; son inévitable introduction dans le droit français ; les concessions réciproques qu'impose la vie commune ; ne pas instaurer une sorte d'anarchie familiale ; le caractère « sérieux » du mariage ressenti par la grande majorité des Français ; (p. 3312) : les lacunes de notre système éducatif ; le suicide de la nation française par l'individualisme débridé reconnu par les lois les plus récentes ; l'obligation de défendre le mariage fondement de la famille. **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 231 du code civil** (p. 3363) : son sous-amendement n° 286 : consultation du notaire ; retiré. **Article 295 du code civil** (p. 3401) : son amendement n° 236 : enfants majeurs handicapés ; adopté ; [30 mai 1975] : **Après l'Article 7** (p. 3474) : son amendement n° 324 : régler de manière équitable le problème du

logement des anciens époux ; adopté. **Article premier** *(suite)* : **Article 275 du code civil** (p. 3483) : son amendement n° 325 : de forme ; adopté ; [3 juin 1975] : **Article premier** *(suite)* : **Article 237 du code civil** (p. 3498) : ses observations sur l'article ; [4 juin 1975] : **Article premier** *(suite)* : **Après l'Article 285 du code civil** (p. 3629) : son amendement n° 306 : attribution du bail ; adopté. **Après l'Article 310 du code civil** : son amendement n° 329 : cas d'application de la loi française en matière de séparation de corps ; adopté. **Article 14** (p. 3641) : son amendement n° 331 : interdiction à l'époux débouté de reformuler une demande avant l'entrée en vigueur de la loi ; repoussé. **Article 15** (p. 3642) : son amendement n° 307 : application immédiate des dispositions relatives au logement des époux ; adopté.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Demande de constitution d'une commission spéciale** [27 mai 1975] (p. 3245, 3246) : fait opposition à cette demande au nom de la commission des lois. **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3905) : s'élève contre l'interprétation de l'article 40 de la Constitution donnée par M. Torre relative à la possible exonération dont bénéficieraient les établissements secondaires d'enseignement libre ; (p. 3940) : son opposition à la motion de renvoi en commission déposée par le groupe communiste ; le caractère paradoxal de l'attitude du groupe communiste ; (p. 3941) : le problème des structures communales ; substituer à un impôt archaïque un impôt moderne. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3983) : déclare qu'il acceptera la discussion des amendements qui pourraient être déposés en cours de débat ; (p. 3985) : sur les propos de M. Robert-André Vivien relatifs au problème de la société professionnelle des papiers de presse, juge que la solution n'est pas de créer une nouvelle exonération fiscale ; regrette que le Gouvernement ait manqué d'audace dans le domaine des exonérations ; (p. 3987) : regrette que le Président de l'Assemblée nationale ait statué sur l'irrecevabilité de l'amendement n° 72 défendu par M. Balmigère sans que le président de la commission des lois ait eu la possibilité de s'exprimer ; (p. 3990) : s'élève contre les arguments avancés par le président de la commission des finances sur le problème de l'irrecevabilité d'amendements en vertu de l'article 40 de la Constitution ; considère que sur le texte en discussion le Parlement est maître d'aménager le nouvel impôt sans se voir opposer l'article 40. **Article 9** (p. 4022) : estime que les amendements n° 42 de M. J.-C. Simon et n° 102 de M. Goulet ont perdu de leur intérêt après le relèvement du plancher de 1.500 F à 3.000 F ; [12 juin 1975] : **Article 12** (p. 4052) : son sous-amendement oral à l'amendement n° 58 de M. Papon : rapprochement des taux de taxes professionnelles entre les communes de chaque département ; devenu sans objet. **Article 16** (p. 4060) : pense que l'amendement n° 21 de M. Massot va trop loin ; le risque de faire disparaître la solidarité intercommunale instituée par l'article 16 ; pense que le décret d'application de l'article pourrait reprendre certaines préoccupations de M. Massot ; (p. 4065) : n'est pas favorable à l'amendement n° 60 de M. Papon ; lui préfère le texte présenté par le Gouvernement ; (p. 4065, 4066) : suite aux propos du ministre de l'économie et des finances acceptant l'amendement n° 138 de M. Hamel, se demande s'il ne faudrait pas préciser les compétences des syndicats à vocations multiples. **Article 18** (p. 4070) : son amendement n° 23 : rectification d'une référence inexacte ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 4073) : considère que l'amendement n° 90 de M. Boulloche impose à l'administration un travail considérable et inutile ; demande fermement à l'Assemblée de repousser cet amendement.

— **Proposition de loi relative à la défense de la langue française** (n° **517**). **Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 3859) : demande à M. J.-P. Cot de retirer son amendement n° 3 ; insiste sur le caractère déplacé du mot « minorités ». **Article 8** (p. 3861) : demande le vote par divisions de l'article 8 ; souhaite que l'Assemblée repousse le deuxième paragraphe qui prévoit une sanction qui lui paraît excessive.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article premier** (p. 4096) : demande une suspension de séance. **Article 2** : fait valoir qu'en adoptant l'amendement n° 18 de M. Chaumont et en repoussant son amendement n° 19, l'Assemblée a adopté deux positions qui sont contradictoires ; (p. 4097) : manifeste son opposition à l'argumentation présentée par M. Forni suite à la présentation de l'amendement n° 16 de ce dernier ; (p. 4099) : ses observations dans le débat portant sur la suppression du dernier alinéa de l'article 2. **Article 9** (p. 4102) : rappelle à M. Hamel les sanctions prévues en matière de dettes de pension alimentaire par la loi portant réforme du divorce.

— **Projet de loi relatif à la validation des résultats du concours de l'agrégation des lettres de 1968** (n° **1403**), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4617) : le projet de loi, conséquence des journées de mai 1968 ; les mesures prises par l'administration ; (p.

4618) : l'annulation du concours, résultante de l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 novembre 1973 ; la nécessaire organisation d'un second concours pour les candidats non déclarés agrégés en 1968. **Discussion de l'Article unique** (p. 4619) : se rallie à l'amendement n° 3 du Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant le titre neuvième du livre troisième du code civil** (n° 348). **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4652, 4653) : la longue maturation du texte en discussion ; ses lignes fondamentales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4655) : son amendement n° 1 : de forme ; adopté. **Article 1832 du code civil** : son amendement n° 2 : la société est un contrat pour lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre en commun des biens ou leurs industries dans le but de partager le bénéfice ; adopté. **Article 1834 du code civil** (p. 4656) : son amendement n° 3 : toute société a un siège social ; adopté. **Article 1835 du code civil** : son amendement n° 4 : de coordination; adopté. **Avant l'Article 1836 du code civil** : son amendement n° 5 : de forme ; adopté. **Article 1836 du code civil** : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. **Article 1837 du code civil** (p. 4657) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. **Article 1839 du code civil** : ses amendements n^{os} 8, 9 et 10 : rédactionnels ; adoptés. **Article 1840 du code civil** : son amendement n° 11 : rédactionnel ; adopté. **Article 1841 du code civil** : son amendement n° 12: rédactionnel ; adopté. **Article 1842 du code civil** (p. 4658) : son amendement n° 13 : peuvent seules faire publiquement appel à l'épargne les sociétés que la loi y autorise, nullité des contrats conclus par des sociétés non autorisées ; adopté. **Article 1843 du code civil** : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction de l'article 1843 ; adopté après adoption des sous-amendements n° 54 et n° 48 du Gouvernement. **Article 1844 du code civil** (p. 4659) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté après adoption du sous-amendement n° 49 du Gouvernement. **Avant l'Article 1845 du code civil** (p. 4660) : son amendement n° 16 : de forme ; adopté. **Article 1845 du code civil** : son amendement n° 17 : autoriser l'existence des sociétés civiles non immatriculées ; fait observer que le droit français est le plus exigeant en matière de personnalités morales des sociétés ; juge préférable de soumettre à réglementation les sociétés de fait ; (p. 4661) : ne craint pas les abus à attendre d'une telle solution ; (p. 4662): s'attache à montrer que le régime qu'il propose dans son amendement n° 17 n'est pas plus dangereux que celui en vigueur ; son intérêt dans de nombreux cas ; première partie de l'amendement n° 17, pour les articles 1845 et 1845-1 **du code civil** (p. 4674) : son amendement n° 45 : de coordination ; adopté. **Article 3** (p. 4674) : sur l'amendement n° 53 du Gouvernement, fait observer qu'avant codification, un certain nombre de textes auraient besoin du code civil ; adoptée ; partie portant sur l'article 1845-2 du code civil ; repoussée. **Article 1846 du code civil** (p. 4666) : son amendement n° 18 : rédactionnel ; adopté. **Article 1847 du code civil** : son amendement n° 19: rédactionnel ; adopté. **Article 1848 du code civil** (p. 4667) : son amendement n° 20 : rédactionnel ; adopté. **Article 1850 du code civil** : son amendement n° 21 : rédactionnel ; adopté. **Article 1851 du code civil** : son amendement n° 22 : rédactionnel ; adopté après adoption du sous-amendement n° 50 du Gouvernement. **Article 1852 du code civil** : son amendement n° 23 : rédactionnel ; adopté. **Article 1853 du code civil** (p. 4668) : son amendement n° 24 : rédactionnel ; adopté. **Article 1854 du code civil** : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction de l'article 1854 ; adopté après adoption du sous-amendement n° 51 du Gouvernement. **Après l'Article 1854 du code civil** (p. 4669) : son amendement n° 26 ; de forme ; adopté. **Article 1857 du code civil** : son amendement n° 27 : rédactionnel ; adopté. **Article 1858 du code civil** : son amendement n° 28 : rédactionnel ; adopté. **Article 1859 du code civil** : son amendement n° 29: nouvelle rédaction de l'article 1859 ; adopté. **Article 1860 du code civil** (p. 4670) : son amendement n° 30 : agrément donné à la cession par les co-associés ; obligation pour les co-associés opposés à la cession d'acquérir les parts ou de désigner les personnes disposées à les acquérir ; s'oppose au sous-amendement n° 52 du Gouvernement ; juge le délai de six mois prévu par ce sous-amendement insuffisant ; adopté après adoption du sous-amendement n° 52 du Gouvernement. **Article 1861 du code civil** (p. 4671) : son amendement n° 31 : rédactionnel ; adopté. **Avant l'Article 1862 du code civil** : son amendement n° 32 : de forme; adopté. **Article 1862 du code civil** : son amendement n° 33 : rédactionnel ; adopté. **Article 1864 du code civil** (p. 4672) : son amendement n° 34 : rédactionnel; adopté; son amendement n° 35 : de coordination ; adopté. **Après l'Article 1864 du code civil** : son amendement n° 36 : application aux sociétés civiles des règles concernant l'action en nullité qui n'étaient applicables qu'aux sociétés commerciales ; adopté. **Après l'Article 1867 du code civil** : son amendement n° 37 : de coordination ; adopté. **Avant l'Article 1868 du code civil** : son amendement n° 38 : de forme ; adopté. **Article 1868 du code civil** : son amendement n° 39 : de coordination ; adopté ; (p. 4673) : son amendement n° 40 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 41 : de coordination ; adopté. **Article 1869 du code**

civil : son amendement n° 42 : de coordination ; adopté. **Article 1870 du code civil** : son amendement n° 43 : rédactionnel ; adopté. **Article 1872 du code civil** : son amendement n° 44 : de coordination ; adopté. **Article 1873** d'être revisés ; ne pense pas que la codification réponde à une nécessité. **Article 4** (p. 4675) : son amendement n° 46 : entrée en vigueur de la loi ; application de celle-ci aux différentes sociétés en fonction de la date de leur constitution ; en réponse au Gouvernement, considère qu'il faut régler le cas des sociétés non immatriculées ; accepte de revenir au texte du Sénat sous réserve que le délai soit porté de deux à quatre ans ; adopté après adoption, pour le quatrième alinéa, du texte voté par le Sénat. **Après l'Article 4** (p. 4675) : son amendement n° 47 : jouissance de la personnalité morale par les sociétés civiles professionnelles ; (p. 4676) : insiste en faveur de l'adoption de son amendement ; adopté.

— **Proposition de loi relative au taux de l'intérêt légal** (n° **1527**). **Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4678) : la définition de l'intérêt légal ; l'absence de tout rapport entre les taux pratiqués et le taux d'intérêt légal et la nécessité d'y remédier ; la fixation du nouveau taux d'intérêt légal par rapport au taux de l'escompte de la Banque de France. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4680) : s'oppose à l'amendement n° 10 présenté par le Gouvernement.

— **Proposition de loi modifiant la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile** (n° **1443**). **Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4676) : la réforme en cours de la procédure civile ; le caractère libéral et moderne du texte en cours d'établissement ; (p. 4677) ; les îlots de caractère législatif existant dans le domaine de la procédure civile ; analyse les articles de la proposition de loi. **Discussion des articles. Article 7** (p. 4678) : se rallie à l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4651) : demande une suspension de séance au nom de la commission des lois.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4783) : le Gouvernement acquis au principe de l'indépendance n'en tire pas les conséquences logiques ; la France ne doit pas être victime du complexe créé par les guerres coloniales et imposer sans nuances l'indépendance à des populations qui n'en veulent pas ; la commission des lois propose de subordonner la proclamation effective de l'indépendance à la mise au point d'une Constitution et à son adoption par référendum île par île. **Discussion des articles** : seconde délibération du projet de loi ; demande une seconde délibération sur les articles 5 et 7. **Article 7** (p. 4803) : soutient l'amendement n° 1 de M. Gerbet : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. **Explications de vote** (p. 4804) : le groupe de l'union des démocrates pour la République votera dans sa grande majorité un texte qui encourage en fait la création d'un Etat unitaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 14** (p. 6563, 6564) : son intervention sur l'amendement n° 63 de M. Jacques Blanc ; retrace l'historique des emblèmes olympiques ; estime que le texte proposé initialement était contraire à la Constitution ; juge inutile la version édulcorée présentée par M. Jacques Blanc ; demande à l'Assemblée de la repousser ; (p. 6585) : juge que l'adoption de l'amendement n° 63 introduirait un élément de désordre dans la législation des marques. **Après l'Article 21** (p. 6572) : sur l'amendement n° 17 de M. Lavielle, observe que cet amendement revient au système de proposition de résolution contraire à la Constitution. **Explications de vote** (p. 6573) : ne pas tenir compte des seuls crédits d'Etat, mais de l'effort des collectivités locales et de la fiscalité indirecte ; le vote favorable du groupe UDR ; le caractère excellent du projet de loi.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [14 octobre 1975] : **Article 2** (p. 6845) : demande une suspension de séance ; demande la réserve de l'examen des amendements restant en discussion à l'article 2 ; [15 octobre 1975] : **Article 20** (p. 6925) : son amendement n° 506 : possibilité d'instituer des zones d'intervention foncière dans les formes prévues pour les déclarations d'utilité publique ; l'institution d'un « véritable féodalisme municipal » à travers les zones d'intervention foncière et le droit de préemption ; l'insuffisance des garanties entourant ce droit ; (p. 6926) : la situation des 8 millions de Français propriétaires qui ne sont pas des spéculateurs ; le ralentissement à attendre des mutations immobilières ; la faible commodité des moyens juridiques mis en œuvre dans le cadre du droit de préemption ; l'autre système proposé par l'orateur ; faire en sorte que les collectivités annoncent à l'avance leurs intentions ; (p. 6928) : sa réponse à M. Fanton relative au droit de préemption ; dessiner au sein de

la zone générale d'intervention foncière des sous-zones ; la possibilité de trouver une autre solution que celle résultant de la déclaration d'utilité publique ; (p. 6930) : estime que la véritable victime du droit de préemption sera non le vendeur mais l'acheteur qui aura été éliminé ; (p. 6932) : retire son amendement n° 406. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6937) : son amendement n° 402 : nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article ; repoussé ; (p. 6940) : son amendement n° 403 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article L 211-1 du code de l'urbanisme ; adopté ; [16 octobre 1975] : **Après l'Article 25** (p. 6982) : l'organisation du débat autour d'une disposition étrangère à l'objet du projet de loi ; la création d'un impôt foncier déclaratif annuel résultant des amendements de MM. Claudius-Petit, Dubedout et Fanton ; l'inefficacité de cet impôt ainsi qu'il ressort des expériences étrangères ; l'improvisation qui caractérise l'amendement de M. Fanton sur la partie relative au livre foncier ; (p. 6983) : le problème de la publicité foncière concurremment avec l'existence du livre foncier ; l'absence d'information suffisante pour permettre à l'Assemblée de trancher ; le risque de voir frapper trop lourdement les petits propriétaires ; (p. 6984) : le caractère peu concluant des expériences étrangères ; le risque d'un bouleversement de la fiscalité locale ; le développement des études sur l'impôt foncier, objet de l'amendement n° 514 ; (p. 6986) : ses observations sur les propos de M. Fanton relatifs à la distinction entre prix du terrain et prix de l'immeuble ; (p. 7002, 7003) : son amendement n° 514 : institution d'un comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales ; (p. 7004) : s'oppose à la proposition de M. Chassagne relative au choix des représentants du Parlement au sein du comité d'études institué par l'amendement n° 514 parmi les élus locaux ; (p. 7005) : propose une légère modification aux missions du comité d'études prévu au paragraphe 2 de son amendement n° 514 ; adopté ; [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7046) : apporte son soutien à l'amendement n° 305 de M. Fanton ; (p. 7055) : sur l'amendement n° 405 de M. Gerbet, juge que l'on tiendra compte des servitudes publiques quand elles auront été établies avant un certain délai « de convenance » ; (p. 7057) : son amendement n° 531 : dans l'évaluation des terrains à bâtir, tenir compte des servitudes d'utilité publique existant depuis trois ans au moins ; accepte d'abaisser à deux ans le délai de trois années initialement prévu ; adopté. **Avant l'Article 95** (p. 7065) : soutient l'amendement n° 395 de M. de Poulpiquet.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] (p. 8321) : rappelle l'objectif poursuivi par la réunion de la commission des lois ouverte à tous les membres de l'Assemblée nationale ; souhaite que la discussion présente un caractère original par rapport aux méthodes habituelles d'examen des budgets en séance publique ; (p. 8322) : ses observations sur les propos tenus par M. Ducoloné relatifs à la nouvelle méthode de travail du Parlement. **Collectivités locales** (p. 8323) : la conclusion des contrats de pays ; (p. 8324) : les atteintes possibles à l'organisation départementale dans le cadre de la conclusion de ce type de contrats.

Justice [17 novembre 1975] (p. 8479) : s'étonne que le parti communiste se présente aujourd'hui comme un défenseur acharné de l'*habeas corpus ;* s'indigne que certains magistrats puissent affirmer que, pour eux, juger est un acte politique ; les menaces que fait planer sur la justice une organisation syndicale qui paraît mener une action subversive ; cette organisation parfaitement structurée noyaute la chancellerie ; l'école de la magistrature est devenue un centre d'endoctrinement politique ; la même organisation s'applique à réaliser un quadrillage du territoire judiciaire ; le problème doit être aujourd'hui posé ; prétendre que juger est un acte politique c'est oublier que tout acte politique ne peut appartenir qu'à des autorités issues du suffrage universel. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 12 novembre 1975** [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8513) : ses observations sur le compte rendu analytique de la précédente séance. **Intervention sur le rappel au règlement de M. Alain Bonnet** (p. 8514) : réunion concomitante de la séance publique et de la commission élargie ; (p. 8518) : ses observations relatives à la réorganisation judiciaire du ressort de la cour d'appel de Paris ; faire coïncider le ressort de la cour d'appel d'Angers avec les limites de la circonscription des pays de Loire ; ses observations relatives à l'échevinage et au fonctionnement des tribunaux de commerce ; (p. 8530) : interroge le garde des sceaux sur le sort du décret organisant la profession de conseil en brevets d'invention.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Première lecture. Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8796) : la décapitation des grands corps de l'Etat qui résultera de l'application du projet ; l'absence de justification des dis-

positions proposées ; la faible valeur de l'argument portant sur le rajeunissement des cadres ; la détérioration du rapport entre actifs et inactifs à attendre du projet ; (p. 8797) : le nombre des grandes œuvres accomplies par des hommes âgés de plus de soixante-cinq ans ; les situations de cumul que l'on peut attendre ; la privation de toute souplesse dans la gestion des grands corps de l'Etat ; l'atteinte qui sera portée aux plus grands noms de la pensée juridique ; les solutions qui auraient dû être envisagées : aménagement du régime des pensions, possibilité pour certains de se retirer. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8803) : demande que sur les amendements en discussion, il y ait un accord entre le Gouvernement et l'Assemblée ; se rallie, pour sa part, à l'amendement n° 21 de M. Claudius-Petit ; ses observations sur les propos de M. Soustelle relatifs à l'amendement n° 4. **Deuxième délibération** [21 novembre 1975]. **Après l'Article 4** (p. 8876) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement, suggère qu'en prenant en compte les deux annuités que les fonctionnaires auraient dû normalement acquérir, le Gouvernement accepte d'inclure les avancements automatiques d'échelon ; (p. 8877) : ses observations sur l'amendement n° 17 de la commission relative à l'honorariat ; [26 novembre 1975] (p. 8976) : attire l'attention du Gouvernement sur l'intérêt de maintenir dans l'enseignement supérieur un système analogue à celui de la classe exceptionnelle ; (p. 8977) : ses observations sur les natures réglementaires ou législatives des dispositions relatives à la limite d'âge des fonctionnaires. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10116) : suggère que le Gouvernement se rallie aux dispositions votées par le Sénat ; (p. 10117) : regrette que le secrétaire d'Etat ait incriminé le système des rémunérations hospitalo-universitaires instituées par le Gouvernement.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [20 novembre 1975] (p. 8803) : discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires.

— **Rappel au règlement** [26 novembre 1975] (p. 8964) : proteste contre les propos tenus par un secrétaire d'Etat sur un poste périphérique au sujet de son amendement relatif aux films de violence et de pornographie.

— **Observations sur le compte rendu intégral de la séance** [26 novembre 1975] (p. 8982) : solution « irénique » et non « ironique ».

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8985) : le paradoxe qui consisterait à fixer à soixante-cinq ans la limite d'âge pour les magistrats hors hiérarchie ayant quitté la cour de cassation pour exercer des fonctions de premier président ou de procureur général près la cour d'appel de Paris alors même que leurs collègues restés à la cour continueraient d'exercer jusqu'à soixante-huit ans. **Après l'Article 10** (p. 8993) : sur l'amendement n° 8 du Gouvernement, considère que la procédure suivie par le Gouvernement pour la création de la cour d'appel de Versailles ne fait pas obstacle à l'adoption de cet amendement qui classe hors hiérarchie certains postes de cette cour ; (p. 8994) : sur l'amendement n° 14 de M. Gerbet indique les raisons pour lesquelles il lui paraît nécessaire d'admettre les secrétaires-greffiers en chef au second grade de la hiérarchie judiciaire. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975]. **Explications de vote** (p. 10125) : rappelle que le groupe communiste en 1967 a voté contre un de ses amendements qui tendait à faciliter l'intégration des secrétaires-greffiers dans la magistrature.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Première lecture. Discussion de l'article unique** [26 novembre 1975] (p. 8972) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Icart ; [27 novembre 1975] (p. 9006) : estime que la distinction entre délinquants primaires et récidivistes rendrait mal compte de la gravité réelle de la délinquance ; [9 décembre 1975] (p. 9507) : son amendement n° 8 : l'octroi de l'allocation d'aide publique sera toujours subordonné à l'avis soit de la commission d'application des peines, soit du ministère public lorsqu'il s'agit de prévenus ; (p. 9509) : accepte le sous-amendement de M. Gerbet excluant du bénéfice de l'allocation certains condamnés en raison de la nature de l'infraction commise. **Deuxième lecture,** rapporteur suppléant. **Discussion générale** [20 décembre 1975] (p. 10169, 10170) : indique que la commission des lois a adopté sans modification le texte du Sénat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Première lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article premier** *bis* (p. 9017) : s'oppose au critère de distance linéaire pour définir les conditions de relogement. **Article 6** (p. 9020) : craint que le maire ait avantage, dans certains cas, à ne pas définir le périmètre à l'intérieur duquel les travaux ne devront être faits que sur son autorisation. **Deuxième lecture. Discussion des**

articles [19 décembre 1975]. **Article 6** (p. 10100) : sur l'amendement n° 10 de M. Fanton, juge plus pratique le système de protection imaginé par le Sénat qui offre une possibilité de recours contre la menace de travaux abusifs par une procédure de référé devant le tribunal d'instance ; (p. 10101) : rappelle que la commission des lois estime que le moyen proposé par M. Fanton en son amendement n° 10 est trop lourd et, de ce fait, risque d'être inefficace ; (p. 10102) : son sous-amendement n° 12 à l'amendement n° 3 de M. Magaud : permettre d'ordonner l'interdiction ou l'interruption de travaux abusifs ou vexatoires ; apporte à M. Fanton des précisions sur la signification des termes « abusifs ou vexatoires » ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9185) : l'importance de la réforme et son caractère politique ; la qualité exemplaire des décisions prises par les hauts fonctionnaires qui ont géré Paris ; les raisons du statut exceptionnel qu'a connu la ville ; la difficulté d'appliquer à Paris le droit commun ; (p. 9186) : la difficulté d'exercer à Paris les tâches habituellement attribuées à un département ; la nécessité de revoir, tout au moins dans les grandes villes, une législation communale qui remonte à la France rurale ; donner dans ces villes satisfaction au désir de participation ; moderniser un droit commun municipal archaïque ; [4 décembre 1975] (p. 9359) : demande une suspension de séance afin d'examiner le projet de loi n° 1868 déposé par le Gouvernement, suite au vote intervenu concernant le nombre des conseillers de Paris.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° **1981**). **Première lecture. Discussion des articles** [4 décembre 1975]. **Après l'Article 2** (p. 9380) : estime que l'amendement n° 9 présenté par M. Limouzy aurait plus d'inconvénients que d'avantages. **Après l'Article 5** (p. 9385, 9386) : son amendement n° 26 : autoriser le tribunal administratif en cas d'annulation d'une élection pour irrégularité à ordonner l'exécution provisoire de son jugement nonobstant appel ; adopté ; (p. 9386) : son amendement n° 27 : possibilité pour le tribunal administratif en cas d'annulation d'une élection pour manœuvres dans l'établissement de la liste électorale ou irrégularités dans le déroulement du scrutin d'ordonner l'exécution provisoire de son jugement nonobstant appel ; adopté. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10087) : sur l'amendement n° 1 de M. Fanton, demande s'il ne serait pas utile de prévoir une solution intermédiaire.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Waldeck L'Huillier** [5 décembre 1975] (p. 9455) : conditions de discussion des conclusions d'un rapport sur la proposition de loi relative à la protection de la sous-traitance.

— **Fait personnel** [5 décembre 1975] (p. 9484) : déclarations « mensongères » de M. Mexandeau le concernant.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion des articles** [5 décembre 1975]. **Avant l'Article 4 A** (p. 9468) : son amendement n° 73: modifier les intitulés des titres II et III ; (p. 9469) : précise que le paiement direct s'appliquera évidemment aux marchés publics; adopté. **Article 4 B** (p. 9470) : se demande s'il ne serait pas préférable de se rallier à l'amendement n° 59 du Gouvernement qui vise à supprimer l'article. **Article 6 *bis*** (p. 9474, 9475) : juge comme le rapporteur que l'article 6 *bis*, qui vise l'ensemble des marchés publics, n'a pas de place dans cette loi. **Avant l'Article 9** (p. 9476) : son amendement n° 75 : le présent titre s'applique aux contrats d'entreprises passés avec un maître d'ouvrage autre que ceux visés par l'article 4 A ; adopté. **Avant l'Article 11** (p. 9477, 9478) : demande à M. Mexandeau de retirer les termes « abus de confiance » ; sa réponse aux observations de M. Mexandeau sur les décisions prises par la commission des lois.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9526) : rappelle la décision de l'Assemblée en matière de relèvement des plafonds de ressources pour l'obtention de l'aide judiciaire ; juge inconvenable que le Gouvernement dépose un amendement modifiant les plafonds devant le Sénat ; estime que l'extension de l'aide judiciaire ne doit pas entraîner une « prolétarisation » des auxiliaires de justice ; (p. 9527) : revoir le système de détermination de ces indemnités.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9602) : considère que l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Alain Vivien témoigne d'une conception curieuse de la souveraineté nationale, condamne l'attitude d'un haut fonctionnaire français aux Nations unies; (p. 9603) : relève dans les propos de M. Alain Vivien une double erreur, de droit international et de droit constitutionnel ; les raisons pour lesquelles la France reste à Mayotte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**). **Discussion des articles** [16 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9851) : son désaccord avec M. Gerbet ; demande le rejet de l'amendement n° 6.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article premier** (p. 9984) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Boscher ; juge « laide » l'expression « région parisienne ». **Article 3** (p. 9987) : fait observer à M. Alain Vivien que le texte mis en cause par l'amendement n° 51 de M. Kalinsky est déjà appliqué au district de Paris depuis quinze ans. **Après l'Article 3** (p. 9988) : considère inacceptable l'amendement n° 52 de M. Jans ; ne pas donner au conseil régional la faculté de bloquer les mécanismes d'aménagement du territoire. **Article 4** (p. 9989) : sa réponse à la question de M. Bas portant sur le sens de l'article 4. **Article 7** (p. 9992) : juge qu'il eût été normal de réserver le vote de l'amendement n° 43 de M. Alain Vivien. **Après l'Article 10** (p. 9994) : juge que la seule rédaction acceptable de l'amendement n° 6 de M. Boscher résulte du sous-amendement oral du Gouvernement. **Article 25** (p. 10002) : estime que l'article 25 n'est pas contraire à la tradition républicaine. **Article 26** (p. 10002) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Boscher non conforme à la loi de 1972. **Après l'Article 31** (p. 10006) : souligne l'intérêt que présente l'amendement n° 41 de M. Alain Vivien tout en s'y opposant ; demande un scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation de l'arrêté du 4 décembre 1972 portant réglementation du concours de recrutement des maîtres de conférences agrégés des disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion** (n° **2006**), rapporteur. **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10105) : rappelle que l'arrêté du 4 décembre 1972 du ministre de l'éducation nationale relatif au concours d'agrégation des disciplines juridiques, politiques et économiques a été annulé le 18 juin 1975 par le Conseil d'Etat ; la proposition du Gouvernement tendant à valider l'arrêté annulé ; (p. 10106) : les décisions du Sénat tendant à organiser une nouvelle session de concours dans la section sciences économiques ; l'adoption par la commission des lois de cette proposition ; l'adoption d'un nouvel article tendant à réparer une erreur relative aux commissions administratives paritaires des personnels de la police nationale. **Discussion des articles. Article 3** (p. 10107) : son amendement n° 1 : étendre la disposition adoptée par le Sénat aux autres sections que celles des sciences économiques ; (p. 10108) : maintient son amendement ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 10108) : son amendement n° 2 : validation de l'arrêté interministériel du 28 février 1972 relatif aux commissions administratives paritaires des commandants et officiers de paix de la police nationale ; adopté. **Titre** : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction du titre, adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à certaines ventes de biens immeubles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** (n° **1780**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** (p. 10174) : indique que la loi de 1967 sur la simplification des formes de vente des immeubles provenant d'une liquidation n'a pas tenu compte des particularités de la procédure dans les trois départements en cause ; la correction de cette erreur par la proposition de loi.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [20 décembre 1975] (p. 10170).

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1816) : ses observations sur la conduite du débat.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 avril 1976]. **Article 5** (p. 1909, 1910) : sur l'amendement n° 5 de M. Bourson, estime que si l'on décide de créer une agence des espaces verts, il convient d'en revenir au texte du Sénat ; juge que confier une mission de coordination à l'agence régionale des espaces verts ne peut avoir de sens. **Article 26** (p. 1912) : sur l'amendement n° 10 de M. Bourson, manifeste son désaccord à l'opinion émise par M. Boscher ; juge mauvais de soustraire la région Ile-de-France au droit commun. **Commission mixte paritaire** [29 avril 1976] (p. 2371) : insiste sur le caractère transactionnel du texte en discussion ; fait des réserves sur l'article 5 relatif à l'agence des espaces verts.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [20 avril 1976] (p. 1914) : examen de la proposition de loi organique n° 875 (modalités de l'élection présidentielle).

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n°s **875-877-926**). **Discussion de l'Article unique** [20 avril 1976] (p. 1924) : sur l'amendement n° 5 de M. Krieg et le sous-amendement n° 6 du garde des sceaux, propose de s'en tenir à la publication des cinq cents premiers parrains de chaque candidat.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 2 de la Constitution** (n° 2134), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1964) : la lacune que comporte le droit positif ; l'ambition du projet de loi qui est de prévoir l'imprévisible ; les deux éventualités qu'il prend en compte ; les scrupules de la commission des lois ; le caractère trop vague de la notion d'empêchement ; (p. 1965) : la prise en compte par la commission des lois de la seule éventualité de la mort d'un candidat figurant déjà sur la liste arrêtée par le Conseil constitutionnel. **Discussion de l'article unique** [27 avril 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 2168) : estime que l'amendement n° 4 de M. Lagorce est de nature réglementaire. **Article unique** (p. 2170) : s'oppose au sous-amendement n° 10 de M. Lagorce soutenu par M. Frêche. **Après l'Article unique** (p. 2171) : estime inutile l'amendement n° 6 de M. Lagorce. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 mai 1976] (p. 3503) : propose de retenir la formule adoptée par le Sénat sur la définition du candidat dont la mort ou l'empêchement serait pris en considération avant la date ultime de présentation des candidatures ; propose de ne retenir que partiellement la solution adoptée par le Sénat concernant la saisine du Conseil constitutionnel ; propose de ne donner le droit de saisine qu'à cinq cents personnes ayant la qualité de présentateur, qu'à soixante députés ou soixante sénateurs ; (p. 3504) : regrette que la saisine du Conseil constitutionnel ne soit pas automatique pour les empêchements survenant entre les deux tours ; souligne que le système proposé par la commission serait meilleur si l'empêchement se produit dans la période antérieure au premier tour ; indique que la question revêt une importance extrême. **Discussion de l'Article unique** [26 mai 1976] (p. 3505) : son amendement n° 1 concernant la saisine du Conseil constitutionnel par les parlementaires ; repoussé ; indique que la commission n'a pas eu connaissance de l'amendement n° 3 de M. Forni ; estime cet amendement irrecevable en son nom personnel car il porte sur l'article 2 de la Constitution qui ne fait pas l'objet de cette navette et car il introduit, dans le projet, une disposition étrangère à celle proposée par le Gouvernement, ce qui rendrait le Congrès constitutionnellement irrégulier ; souhaite que l'amendement n° 3 de M. Forni soit retiré ou repoussé ; (p. 3506) : indique que l'amendement n° 3 de M. Forni aurait pour conséquence critiquable d'aboutir à ce que la dissolution n'ait qu'un effet partiel ; indique qu'il convient de distinguer la clause rendant nécessaire l'élection présidentielle au jugé de la plausibilité de l'hypothèse de dissolution ; (p. 3507): s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Forni ; soutient qu'il est très difficile, en matière constitutionnelle, de poser des règles trop précises alors que la réalité contingente est essentiellement variable ; indique que le débat devrait être ouvert dans un autre cadre et un autre jour. **Troisième lecture. Discussion générale** [8 juin 1976] (p. 3846) : exprime la surprise de la commission devant la modification apportée par le Sénat au dernier alinéa de l'article unique, mais propose à l'Assemblée d'adopter le texte du Sénat.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° 2133). **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2382) : défend le sous-amendement n° 12 de M. Charles Bignon à l'amendement n° 1 de M. Gissinger : conditions d'application de la suspension du permis de conduire ; adopté ; (p. 2383) : défend l'amendement n° 7 de M. Charles Bignon : extension de la portée du retrait temporaire ou définitif de l'autorisation administrative d'exploitation ; adopté ; défend l'amendement n° 8 de M. Charles Bignon : extension de la portée de la confiscation de véhicule ayant servi à commettre l'infraction : adopté après adoption du sous-amendement n° 11 de M. Gerbet. **Article 3** (p. 2384) : attire l'attention du Gouvernement sur la situation des maraîchers de la région d'Angers qui ont dû embaucher des étrangers dans des conditions irrégulières, faute de pouvoir recruter régulièrement de la main-d'œuvre nationale ; (p. 2385) : en réponse à M. Dijoud, estime que les maraîchers d'Angers ont été frappés sévèrement alors qu'ils ne méritaient pas de l'être ; défend l'amendement n° 9 de M. Charles Bignon : éventualité de poursuites judiciaires en sus des sanctions administratives ; souligne le problème de la coexistence d'une sanction pénale et d'une sanction administrative ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° 2132). **Discussion de l'article unique** [29 avril 1976] (p. 2393) : défend l'amendement n° 10 de M. Charles Bignon : faculté de délaissement du propriétaire en cas de réquisition ; retiré ; accepte de retirer les amendements n^{os} 10 et 11 ; (p. 2394) : défend l'amendement n° 12 de M. Charles Bignon : nouvelle rédaction de l'article incluant les dispositions traditionnelles en matière de charge de la preuve ; fait valoir que le texte du Gouvernement qui fait supporter la charge de la preuve au propriétaire est contraire au principe fondamental du droit français selon lequel la bonne foi se présume ; estime que l'analyse apportée par M. Gissinger à l'encontre de l'amendement n° 12 est inexacte ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244**

du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires (n° **1991**). **Première lecture. Discussion des articles** [30 avril 1976]. **Article premier** (p. 2525) : estime que, pour le recrutement des fonctionnaires, il faut s'affranchir du « fétichisme de la peau d'âne ». **Article 2** (p. 2526) : précise que l'amendement n° 3 de M. Burckel tend à ce que dans les concours externes, une certaine proportion de postes soit réservée à des agents qui étaient déjà dans les cadres. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4960) : indique que l'expression exacte de l'amendement n° 1 serait « collectivités territoriales ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines formes de transmission des créances** (n° **1948**). **Discussion des articles** [30 avril 1976]. **Article premier** (p. 2531, 2532) : insiste sur la nécessité d'une place différente et d'une nouvelle rédaction de l'article premier.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2979) : soutient l'amendement n° 16 de M. Caille qui tend à restituer aux termes de la loi l'interprétation qu'ils auraient dû avoir ; indique que les auteurs de l'article L 262-2 n'ont jamais voulu déroger au principe de la responsabilité personnelle ; (p. 2980) : indique que l'amendement n° 150 soulève la question de savoir si la loi peut ou non édicter à l'avance des peines contre ceux qui enfreindront des règlements d'administration pris ultérieurement. **Après l'Article 5** (p. 2981) : sur l'amendement n° 72 de M. Limouzy, indique que le juge aura le choix entre le minimum et le maximum de l'amende puisque l'article 463 du code pénal s'appliquera. **Article 13** (p. 2997) : soutient l'amendement n° 74 de M. Limouzy tendant à supprimer l'article 13 ; estime que certains principes élémentaires du droit pénal doivent être particulièrement respectés actuellement ; souligne que l'article 13 permettrait au juge, quand un préposé a été reconnu coupable, de mettre à la charge de l'entreprise, tout ou partie de l'amende prononcée ; s'inquiète de la politisation qui a gagné le corps de l'inspection du travail ; (p. 2998) : estime que le texte est le contraire d'une application de la personnalité des peines ; indique que la disposition du Gouvernement est contraire au principe du droit et même à la Constitution ; amendement n° 74 adopté. **Article 14** (p. 2999) : considère l'article 14 comme satisfaisant ; estime qu'il n'est contraire à aucune loi fondamentale ; s'oppose aux amendements n°s 106 et 129. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 5** (p. 4811) : proteste contre les termes utilisés dans le rapport de M. Caille ; déclare que le contenu du rapport du Sénat est inexact ; (p. 4812) : sur l'amendement n° 15 considère que le problème est de savoir si l'on continuera à faire du droit d'exception ou si l'on respectera les grands principes du droit pénal ; déclare qu'il n'est pas convaincu par l'argumentation de M. Durafour, ministre. **Article 9** (p. 4813) : soutient l'amendement n° 30 de M. Limouzy pour des raisons de cohérence ; (p. 4814) : constate que les positions des uns et des autres sont assez proches ; propose de substituer à « gravement » les mots « d'une manière imminente » ; accepte de conserver le mot « gravement » en l'interprétant comme signifiant « de façon imminente » ; considère que le mot « imminente » est un peu fort ; souhaite que la nouvelle rédaction de l'amendement n° 30 soit retenue ; déclare que la commission mixte paritaire pourra toujours la revoir ; (p. 4815) : propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 28 de M. Glon. **Article 10** : propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 29 de M. Vauclair ; considère l'amendement n° 29 totalement justifié ; (p. 4816) : croit préférable le retrait de l'amendement n° 29. **Article 13** (p. 4818) : indique qu'il votera contre l'article 13 qu'il considère anticonstitutionnel. **Article 23** (p. 4821) : appelle l'attention sur la gravité du problème : savoir si l'assurance de responsabilité est bénéfique ou nuisible ; l'aide en faveur de la solution moyenne proposée par l'amendement n° 33 rectifié qui garantit le mieux l'indemnisation de la victime.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision** (n° **262**). **Deuxième lecture,** rapporteur. **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3094) : le Sénat a conservé le schéma général arrêté par l'Assemblée ; la commission conclut à l'adoption de la majorité des modifications apportées par le Sénat mais ne le suit pas entièrement ; elle propose de ne pas retenir pour l'instant la disposition du Sénat sur les conventions d'indivision entre les personnes morales qui relèvent plutôt de la réforme du droit des sociétés. **Discussion des articles** [14 mai 1976]. **Article premier 1** (p. 3095) : son amendement n° 1 tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à l'attribution anticipée de parts ; adopté. **Article premier 2** : son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 3 tendant à compléter le premier alinéa de l'article 815-14 du code civil ; adopté ; (p. 3096) : son amendement n° 4 tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 815-14 du code civil en raison des difficultés pratiques d'application ainsi qu'en raison de l'injustice qui pourrait en résulter pour le coïndivisaire vendeur ; adopté ;

son amendement n° 9 : nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 815-18 du code civil ; adopté ; (p. 3097) : son amendement n° 5 tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 815-18 relatif à un droit de préemption subsidiaire ; adopté. **Article premier 3 :** son amendement n° 6 tendant à supprimer le dernier alinéa proposé par le Sénat pour l'article 1873-4 du code civil et interdisant toutes conventions d'indivision entre personnes morales ; évoque le fait que la raffinerie de Feyzin a été édifiée sous un régime d'indivision entre les sociétés de raffinage ; fait observer que les indivisions ne sont pas seulement successorales et qu'il en existe notamment en droit commercial, les principaux utilisateurs de la formule étant d'ailleurs des sociétés nationales ; amendement n° 6 repoussé ; son nouvel amendement : augmentation du délai permettant à un mineur devenu majeur de remettre en cause une convention tendant au maintien de l'indivision ; repoussé. **Article premier 12** (p. 3099) : son amendement n° 7 modifiant le premier alinéa de l'article 1873-13 du code civil ; adopté. **Article premier 14 :** son amendement n° 8 tendant à éviter un pléonasme ; adopté. **Article 7** (p. 3100) : son amendement n° 10 tendant à une nouvelle rédaction de l'article 883 du code civil ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code des tribunaux administratifs et donnant force de loi à la partie législative de ce code** (n° **1562**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3100) : le projet tend à donner force de loi au code des tribunaux administratifs et à abroger un certain nombre de dispositions antérieures ; il modifie certains éléments compte tenu du changement intervenu dans l'organisation de ces tribunaux ; (p. 3101) : la commission a conclu à l'adoption du texte amendé tout en regrettant que n'ait pas été rectifiée la ligne de partage entre la compétence administrative et la compétence judiciaire ; soulève la question du rattachement administratif de ces tribunaux au ministère de la justice ; la façon dont les magistrats de ces tribunaux se mettent en grève est scandaleuse et insupportable. **Discussion des articles** [14 mai 1976]. **Article 6** (p. 3102) : son amendement n° 1 : demande la suppression de l'article 6 ; adopté. **Article 7** (p. 3103) : son amendement n° 2 tendant à supprimer l'article 7 car il est inutile et incorrect dans la forme ; adopté. **Article 10 :** son amendement n° 4 proposant une rédaction plus concise et plus élégante de l'article 10 ; adopté. **Après l'Article 10 :** retire son amendement n° 3 qui tendait à transférer l'administration des tribunaux judiciaires au ministre de la justice.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717). **Première lecture. Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3104) : sur la question préalable de M. Claudius-Petit indique que selon l'article 94, premier alinéa du règlement, une discussion générale doit avoir lieu s'ouvrant par l'exposé du rapporteur ; indique que l'adoption de la question préalable de M. Claudius-Petit, par la commission, signifiait qu'il n'y avait pas lieu à délibérer ; (p. 3108) : juge oiseuse la discussion ; estime fondé le mécontentement des chauffeurs de taxi ; (p. 3109) : fait valoir que la loi peut parfaitement traiter une matière auparavant réglementaire si le Gouvernement ne s'y oppose pas ; demande à l'Assemblée d'écarter la question préalable ; répond à M. Jans, qu'il sera possible de déposer des amendements ; [18 mai 1976] (p. 3133) : indique que conformément aux dispositions réglementaires concernant la discussion des propositions de loi, l'Assemblée statue sur le texte de la commission ; indique que chacun a la possibilité de déposer des amendements sur la nouvelle rédaction de la commission. **Troisième lecture,** rapporteur suppléant. **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9773) : le radio-téléphone ; l'absence de taxis dans certaines zones du territoire ; la guerre des voitures ; (p. 9774) : mettre fin à la navette ; les communes rurales situées dans une communauté urbaine ; les intérêts des propriétaires de voitures de petite remise régulièrement déclarées ; l'autorisation délivrée par le préfet.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [1er juin 1976]. **Rappel au règlement** (p. 3571) : rappel à la Constitution : limitation des auditions de représentants du Conseil économique au projet dont il a été saisi ; or, délibérations du Conseil sur un rapport et non sur le projet de loi.

— **Projet de loi portant approbation du VIIe Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4565) : est satisfait des programmes d'action prioritaire intéressant le ministère de la justice ; (p. 4566) : se réjouit de l'annonce d'un développement de l'aide judiciaire et de son extension au domaine pénal ; les mesures envisagées pour l'accueil et l'information des justiciables, le dispositif prévu pour régler les litiges entre consommateurs, fournisseurs et prestataires de services ; approuve un contrôle par les juges de l'utilisation de certains procédés informatiques ; déplore l'absence d'un programme concernant les équipements pénitentiaires ; est satisfait du désir d'assurer la parité entre les DOM et les départements

de métropole ; souligne la volonté du Gouvernement d'achever la constitution des villes nouvelles dont la création a été antérieurement décidée ; se réjouit qu'on ne crée pas de nouvelles villes.

— **Proposition de loi complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation** (n° **1263**). **Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4787) : une des réformes les plus importantes ; le droit reconnu à l'enfant adultérin ou à l'enfant incestueux de faire établir sa filiation ; le maintien de l'exercice de l'action en recherche de paternité naturelle ; les difficultés subsistant pour les enfants nés avant l'entrée en vigueur de la loi de 1972 ; les discussions devant les tribunaux ; la proposition de M. Jean-Pierre Cot ayant pour objet, à titre transitoire et pour les seuls enfants nés avant l'entrée en vigueur de la loi de 1972, de continuer à soumettre l'action à fins de subsides aux règles de délai de l'ancienne action alimentaire ; la proposition de loi de M. Foyer rouvrant les délais prévus à l'article 340-4 du code civil pour rendre possible l'action en recherche de paternité ou à fins de subsides ; indique que la commission a retenu sa proposition dans une rédaction nouvelle ; les modifications de la commission concernant le délai, l'exercice de l'action à fins de subsides, les dispositions transitoires nouvelles. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article premier** (p. 4788) : rectifie une erreur typographique à l'article premier.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976] : **Après l'Article 2** (p. 5088) : estime que les craintes de M. Hamel ne sont pas fondées ; considère que l'amendement n° 25 de M. Aubert permettra aux petites communes de fonctionner normalement ; [7 juillet 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 5132) : retire son amendement n° 29 ; est favorable à l'amendement n° 32 du Gouvernement. **Article 5** (*suite*) (p. 5133) : accepte l'amendement n° 33 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5136) : des observations déconcertantes : inadaptation du droit métropolitain de la nationalité, de ses concepts, de ses techniques à ce territoire ; la différence entre la législation inadaptée et l'application qui en est faite ; l'évolution de la législation ; le texte intervenu entre les deux guerres ; le décret du 5 novembre 1928 ; le décret du 16 juin 1937 ; le décret du 24 février 1953 ; l'article 44 du code de la nationalité ; la loi du 8 juillet 1963 ; (p. 5137) : le projet du Gouvernement de factures et de techniques complexes ; l'institution d'un curieux système de comptes à rebours ; un projet adopté par la commission mais avec des modifications de caractère technique ; (p. 5139) : précise à M. Franceschi quelles autorités administratives seront compétentes pour recevoir les déclarations de nationalité. **Discussion des articles** [7 juillet 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 5142) : son amendement n° 4 précisant que l'article 161 du code de la nationalité française cesse de produire ses effets en ce qui concerne le territoire français des Afars et des Issas ; adopté. **Article unique** : son amendement n° 5 rectifié proposant une nouvelle rédaction plus claire pour l'article unique ; amendement n° 5 rectifié adopté ; son amendement n° 6 proposant une nouvelle rédaction plus concentrée pour l'alinéa 2 de l'article unique ; adopté ; (p. 5144) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Garcin pour des raisons pratiques et théoriques ; (p. 5145) : s'élève contre les propos de M. Plantier concernant l'attribution de la nationalité française aux Afars et aux Issas et le fait qu'aucun d'eux n'assiste au débat.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Commission mixte paritaire** [8 juillet 1976] (p. 5166) : répond à M. Alain Vivien que la consultation du conseil général ne peut avoir pour effet de soumettre le projet à celui-ci pour avis conforme ; s'étonne des propos de M. Alain Vivien sur l'autodétermination de Saint-Pierre-et-Miquelon ; souligne la nécessité technique de l'article 8 ; (p. 5167) : explique à M. Gabriel qu'il n'est pas possible d'appliquer telle quelle la loi de 1971 ; la nécessité d'un scrutin de liste ; (p. 5168) : n'accepte pas de chanter un chant grégorien.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6655) : le problème de la période d'application de l'article 8 en matière de baux commerciaux ; (p. 6656) : indique qu'il n'y a aucune différence entre les pensées du Gouvernement, de la commission des finances et de la commission des lois en ce qui concerne l'amendement n° 80 de M. Magaud ; (p. 6657) : critique le caractère imprécis de l'amendement n° 28 de M. Papon ; demande à M. Briane d'apporter des précisions sur son amendement n° 69 ; (p. 6658) : son sous-amendement n° 90 : modulation de la majoration du loyer ; adopté. **Article 10** (p. 6663) : soutient l'amendement n° 31 de M. de Rocca Serra.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6733) : les répétitions de l'opposition ; la pauvreté de rédaction de la motion de censure ; l'erreur de droit

constitutionnel de l'opposition ; l'exercice de ses responsabilités par la majorité ; une motion injuste et inconsistante ; les dangers des menaces de nationalisations inconsidérées ; les menaces concernant les investisseurs ; critique du programme commun ; (p. 6734) : l'autogestion, un terme sans contenu ; le Premier ministre, « sonneur de tocsin » ; des sacrifices désagréables, mais modérés ; l'exemple des pays voisins dans la lutte contre l'inflation ; l'aspiration à la sécurité et aux réformes de structures devant favoriser l'initiative, le dynamisme et le progrès ; le souci de la justice grâce à la croissance et dans la liberté et non dans la bureaucratie génératrice de sclérose.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6859) : expose les raisons de caractère technique qui lui paraissent rendre difficile, impossible, même, le vote de l'amendement n° 23 rectifié de M. Bonhomme, défendu par M. Fanton ; une matière complexe ; (p. 6860) : les impôts existant déjà ; l'absence de précision de l'amendement n° 23 rectifié ; un système qui frappera principalement les propriétaires d'immeubles et notamment de catégorie agricole, taxés déjà à plusieurs reprises ; le problème des dettes ; un amendement imprécis ; souhaite que le projet soit soumis à une étude approfondie ; ne votera pas personnellement l'amendement n° 23 rectifié ; reconnaît que la déduction des dettes figure dans le texte de l'amendement n° 23 rectifié. **Article 2** (p. 6880) : les deux dispositions de l'amendement n° 110 du Gouvernement : permettre aux organismes sociaux de prendre connaissance des listes d'imposition ; les conséquences graves de la consultation des listes dans chaque mairie ; la mise en accusation de citoyens n'ayant rien à se reprocher ; l'hétérogénéité des bases d'imposition ; le revenu réel et le forfait ; les déductions ; le scandale du contribuable « lambda » ; la malveillance, la haine et l'envie dans les petites villes ; une mauvaise invention ; (p. 6883) : le souvenir historique que lui rappelle le sous-amendement n° 180 ; [26 octobre 1976] : **Article 13** (p. 7008, 7009) : son sous-amendement n° 210 de précision ; souligne le conflit entre la commission des finances et M. Boscher ; préfère le texte du sous-amendement n° 204 rectifié au texte de l'amendement n° 211 ; amendement n° 210 adopté.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice [2 novembre 1976] (p. 7351) : la procédure de la commission élargie. **Services judiciaires** (p. 7352) : les services judiciaires ; l'administration pénitentiaire ; l'éducation surveillée ; l'administration centrale ; le peu de réalité de la notion de PAP ; (p. 7353) : critique du PAP n° 17 ; sortir d'une organisation incohérente ; regrette le projet d'écoles d'application des secrétariats de greffes de Dijon ; (p. 7355) : regrette la manière dont le Gouvernement veut faire voter une loi organique dont il a saisi le Sénat ; la concession au ministère des finances ; la réorganisation d'une manière rationnelle du service judiciaire dans l'agglomération parisienne ; (p. 7364) : l'internement administratif ; indique qu'à Marseille il n'y avait pas d'internement administratif ; internement psychiatrique et internement administratif. **Services pénitentiaires et éducation surveillée** (p. 7367) : la publicité des débats en commissions élargies et séances publiques.

Justice [2 novembre 1976] (p. 7338) : le droit de propriété ; le problème de la diffusion des tracts dans l'enceinte des usines ; la portée politique du magistrat en contradiction certaine avec le droit positif ; le signe révélateur d'une crise ; le désaccord fondamental entre une partie des juges et la loi de la République ; améliorer la gestion de la justice ; le problème de la grève de magistrats ; le statut des magistrats ; (p. 7339) : l'administration pénitentiaire d'éducation surveillée ; le sens de la justice ; un acte politique ou une fonction consistant dans l'application de la loi ; la cour d'appel de Versailles ; un projet contraire aux dispositions adoptées précédemment dégradant les conseillers et les substituts généraux de la cour d'appel ; le rattachement du département des Hauts-de-Seine au ressort de Versailles ; une cour embryonnaire.

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers** [15 novembre 1976] (p. 7958) : précise à M. Juquin, rapporteur pour avis, qu'en cas de désaccord du rapporteur et de la commission, la tradition était la démission du rapporteur.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8363) : le transfert par étapes des collectivités à l'Etat de certaines dépenses qui avaient un caractère de dépenses de souveraineté.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° **2522**). **Discussion de l'Article unique** [3 novembre 1976] (p. 7429) : la procédure juridique véritablement singulière sou-

levée par M. J.-P. Cot concernant la levée du secret fiscal ; indique que cet amendement est irrecevable ; (p. 7430) : la manière dont la commission des lois considère la mission de la commission d'enquête Dassault ; entreprises privées, entreprises nationalisées ; leur comportement respectif ; (p. 7432) : ses considérations personnelles sur l'amendement n° 1 ; approuve sur le fond l'amendement n° 1 mais indique que ses dispositions ont un caractère réglementaire ; inscrit la proposition de résolution de M. Bertrand Denis à l'ordre du jour d'une prochaine séance de la commission des lois ; demande à M. Julien Schvartz de retirer l'amendement n° 1 ; (p. 7433) : indique qu'il est cosignataire de la proposition de résolution de M. Bertrand Denis.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8581) : son sous-amendement n° 114 : obligation faite aux maires de transmettre au procureur de la République les réclamations émanant d'un locataire ; l'évolution de sa pensée ; la rédaction ambiguë de l'amendement n° 107 du Gouvernement ; rejoint l'argumentation de M. Fanton ; (p. 8582) : son sous-amendement apportant plus de clarification ; le but de son sous-amendement ; éviter les contestations ; (p. 8583) : la transmission par le maire d'un document au parquet ; sous-amendement n° 114 adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° **2353**). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1976]. **Article premier** (p. 8685) : en son nom personnel s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Gerbet qui scinde le nouveau contentieux de la réparation ; une réforme d'une portée considérable ; les deux problèmes confondus par M. Gerbet ; (p. 8687) : l'indemnisation des personnes bénévoles prévue par une jurisprudence du Conseil d'Etat ; une question de compétence. **Article 2** (p. 8689) : le problème de la rétroactivité ; la compensation possible du préjudice exceptionnel qu'ont subi les personnes se trouvant dans un véritable état de détresse ou de misère ; (p. 8690) : une possibilité d'initiative gouvernementale. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9769) : l'intérêt de l'indemnisation des personnes s'étant portées au secours des victimes ; ne pas multiplier les risques de conflit de compétence ; le projet de loi prochain.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2183**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8705) : indique que la police pourra fouiller un véhicule abandonné ; (p. 8706) : demande à M. Bérard de retirer son amendement n° 5 inapplicable ; citation de Pascal. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9765) : l'affirmation excessive de M. Forni ; deux termes, deux contenus ; ne pas opposer les assemblées l'une à l'autre ; un texte nécessaire à la sécurité des citoyens. **Discussion de l'Article unique** (p. 9767) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; (p. 9768): les textes oppresseurs.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 6** (p. 8790) : insiste pour que le Gouvernement ne s'oppose pas au sous-amendement n° 48 ; demande à l'Assemblée de revenir au droit commun dans le vote du sous-amendement n° 48; adopté; reprend à son compte l'amendement n° 43 du Gouvernement ; adopté. **Article 10** (p. 8792) : son amendement n° 24 : la régularisation d'une erreur administrative commise dans le passé ; demande au ministre de supprimer le deuxième alinéa de son amendement n° 44. **Après l'Article 10** (p. 8792) : son amendement n° 25 éliminant une difficulté soulevée par l'interprétation de l'article 175 du code pénal ; (p. 8793) : ne sait pas quand le projet de loi tendant à modifier l'article viendra en discussion ; adopter dès maintenant une solution ; (p. 8794) : amendement n° 25 adopté. **Article 17** (p. 8799) : son amendement n° 37 supprimant le mot « reconnus » à la fin du deuxième alinéa de l'article 17 ; (p. 8800) : ne pas être en contradiction avec la réforme de la filiation ; adopté ; son amendement n° 38 étendant à l'enfant ayant fait l'objet d'une adoption avant l'entrée en vigueur de la loi de 1966 avec rupture des liens avec la famille d'origine, la condition de l'enfant ayant fait l'objet d'une légitimation adoptive ou d'une adoption plénière ; exposé sur l'adoption ; adopté. **Après l'Article 17** : son amendement n° 39 modifiant l'article L 43 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; adopté. **Article 20** *bis* (p. 8801) : son amendement n° 29 soutenu par M. Fanton ; adopté. **Après l'Article 21** (p. 8804) : une situation à laquelle il faut porter remède ; une décision d'équité ; les victimes d'irrégularités administratives ; les sanctions administratives souhaitables. **Article 22** (p. 8805) : son amendement n° 47 tendant à substituer au mot « validation » l'expression « force législative » prévoyant la publication des dispositions validées ; retire son amendement n° 47. **Avant l'Article 23** (p. 8806) : son amendement n° 28 soutenu par M. Krieg ; (p. 8807) : l'amendement n° 28 reprenant l'énumération figurant dans la loi du 1er juillet 1972 sur le racisme ; la possibilité de boycott ; adopté. **Article 23**

(p. 8811) : son amendement n° 26 tendant à supprimer l'article 23 auquel il est opposé pour des raisons de technique juridique ; l'indemnisation du bénéficiaire de la décision d'expulsion selon la jurisprudence Couitéas ; l'élargissement de la notion juridique de subrogation ; (p. 8812) : les jugements d'expulsion pris à l'encontre de familles notoirement solvables non exécutés ; adopté. **Article 30** (p. 8813, 8814) : son amendement n° 27 tendant à interdire pendant le délai de réflexion prévu par la loi sur les ventes à domicile la signature d'un certain nombre de documents ; adopté. **Après l'Article 30** (p. 8814) : critique la position de M. Poncelet sur les délais d'étude du problème de l'indemnisation des accidents causés par les piétons ; (p. 8815) : son amendement n° 40 substituant la date du 1er janvier 1979 à celle du 1er janvier 1977 à l'article 63 de la loi n° 71-1130 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ; les sociétés civiles professionnelles constituées par les membres de professions libérales réglementées ; la carence gouvernementale ; ne pas laisser les membres de professions libérales s'engager dans la constitution libre de sociétés de forme commerciale ; adopté ; (p. 8816) : son amendement n° 51 : la prolongation de deux ans du délai prévu pour la présentation des propositions gouvernementales sur la fusion des professions d'avocats et de conseils juridiques ; adopté ; son amendement n° 50 restituant à des sociétés dépourvues de fait de tout caractère lucratif leur véritable nature d'association ; la limitation de cette propriété ; adopté après adoption du sous-amendement n° 53 du Gouvernement.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2607). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8862) : la France respectueuse des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ; les propos du général de Gaulle et de François Mitterrand ; refuse des leçons du parti socialiste en matière de décolonisation ; la mosaïque d'ethnies ; un territoire désertique mais convoité ; critique les propos d'Alain Vivien sur Mayotte ; la réalité devant laquelle il faut s'incliner vis-à-vis du TFAI ; (p. 8863) : la nécessaire discrétion sur les conversations. **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article 3** (p. 8864) : la consultation, une application du troisième alinéa de l'article 53 de la Constitution ; la définition des « populations intéressées ».

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions pour l'élection des membres de la chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2559). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8870) : « de l'usage et de l'abus de l'esprit juridique au milieu du XXe siècle » ; la contradiction de M. Alain Vivien ; l'urgence d'une consultation rapide ; le rejet des dispositions du Gouvernement souhaité par M. Alain Vivien ; les conséquences de l'exception d'irrecevabilité ; (p. 8871) : la possibilité d'opérer par ordonnances ; article 38 et approbation préalable d'un programme ; un système dit de « l'alternance » qui n'a pas été retenu ; sa participation au groupe de travail de la Chancellerie lors de l'élaboration du texte constitutionnel ; habilitation et respect de la Constitution ; la nécessité de recourir aux ordonnances dans la situation présente : critique des gouvernements de la IIIe et IVe République.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° 1892). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 8905) : les délais de recours et leur intérêt ; l'élément d'insécurité créé par l'amendement n° 4 de M. Gerbet ; comprend l'inquiétude du Gouvernement ; sa proposition transactionnelle ; (p. 8906) : supprimer les inconvénients de l'amendement n° 4.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° 2197). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 4** (p. 8918) : l'amendement n° 20 de M. Riviérez, un amendement de conciliation ; l'appréciation concrète du désintérêt ; (p. 8919) : le non-bouleversement des règles de la preuve. **Article 7** (p. 8923) : indique à M. Ducoloné que l'administration sera conduite à reprendre complètement les imprimés ne correspondant plus aux nouvelles dispositions légales. **Après l'Article 7** (p. 8923) : soutient l'amendement n° 21 de M. Riviérez tirant les conséquences de l'article 358 du code civil, remédiant à des maladresses ; adopté.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes** (n° 2629). **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9094) : les différents représentants légaux ; l'importance de l'acceptation par l'opinion publique de ce texte ; souhaite la suppression du deuxième alinéa de l'article premier ; une amplification abusive d'une simple consultation de la Chancellerie. **Article 2** (p. 9095) : son amendement n° 6 aboutissant à ce que les prélèvements ne soient pas effectués à des fins scientifiques ; son accord pour des fins thérapeutiques ; aller au-delà des aspects techniques ; considérer les aspects psychologiques ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 1950). **Discussion générale** [13 décembre 1976] (p. 9270) : proteste contre les méthodes de tra-

vail du PSRG ; (p. 9275) : s'oppose à la motion de renvoi en commission déposée par M. Franceschi ; les dispositions de la Constitution sur la consultation territoriale des TOM ; le problème du quorum ; la délibération inattaquable du fait de l'absence de recours ; (p. 9276) : une seule consultation imposée par la Constitution. **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9282) : accepte la modification rédactionnelle du Gouvernement à l'amendement n° 7 rectifié de M. Piot. **Article 22** (p. 9287) : soutient l'amendement n° 87 de M. Franceschi. **Article 33** (p. 9302) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Franceschi ; le choix entre l'autonomie interne et la décentralisation. **Article 51** (p. 9308) : met en garde l'Assemblée contre le risque d'inconstitutionnalité que comportent les dispositions de l'article 51 ; propose de reprendre pour l'assemblée territoriale les dispositions votées à l'article 27 pour le conseil de gouvernement. **Article 3** *(suite)* (p. 9312) : indique que les amendements n[os] 47 de M. Pidjot et 78 de M. Franceschi sont des amendements de coordination. **Article 51** *(suite)* (p. 9314) : son amendement n° 148 : les peines d'emprisonnement et les peines correctionnelles prévues par l'assemblée territoriale ; adopté. **Explications de vote** [13 décembre 1976] (p. 9316) : les jugements excessifs de MM. Odru et Franceschi ; déplore que M. Pidjot n'ait pas reconnu le caractère progressif du texte ; l'augmentation des compétences des autorités locales et territoriales ; « le bond en avant ».

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° 2667). **Première lecture. Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9346) : la différence entre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le maintien des frontières de la colonisation. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9347) : souhaite que M. Gabriel retire son amendement n° 1. **Article 6** (p. 9350) : les deux types de délai possibles ; son amendement n° 19 visant, au deuxième alinéa de l'article 8, à préciser que les ordonnances fixant les conditions d'extension et d'adaptation du code de l'administration communale et du code électoral devront intervenir avant le 1[er] février 1977 ; adopté après rectification. **Article 7** (p. 9351) : le travail incombant à l'administration en cas de délais trop courts ; la différence entre Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte ; prévoir un délai suffisant ; les nécessités techniques ; à titre personnel, ne se rallie pas à l'amendement n° 18 de M. Gerbet ; remarque que l'amendement n° 18 tombe. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9775) : Mayotte dotée d'un conseil général ; (p. 9776) : la volonté de la population mahoraise.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1976] (p. 9757, 9758) : recours devant le Conseil constitutionnel contre le projet de loi de finances pour 1977 (dépôt par le Gouvernement devant le Sénat, sous forme d'amendements, de cavaliers budgétaires) ; violation de l'**article 39 de la Constitution** (priorité en matière financière de l'Assemblée élue au suffrage universel) ; des dispositions nouvelles ne doivent pas être introduites par le biais de la commission mixte paritaire.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 189 *bis* du code du commerce concernant la prescription en matière commerciale** (n° 446). **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 971) : une nouvelle conquête du droit commercial sur le droit civil ; les actes mixtes ; une disposition heureuse, mais partielle ; les délais de prescription trop longs ; mettre à l'étude la ré-écriture du titre de la prescription dans le code civil. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9773) : adopter l'amendement n° 3 rectifié de M. Baudouin sous-amendé par le Gouvernement ; ne pas aggraver les conséquences résultant de l'article L 27 du code du domaine de l'Etat.

— **Projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° 1872). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 979) : ses observations sur la troisième ligne du deuxième alinéa de l'article.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française** (n° 2772), rapporteur. **Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1981) : les délais impartis pour le déroulement des opérations électorales nécessaires au renouvellement de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ; l'objet des deux articles du projet ; les observations de la commission relatives aux deux articles ; le ralliement de la commission au point de vue du Gouvernement sur le délai relatif aux opérations électorales nécessaires au prochain renouvellement de l'assemblée territoriale ; les conditions de la démission du rapporteur nommé par la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1982) : son amendement n° 1 de suppression ; adopté. **Article 2** (p. 1983) : son amendement n° 2 : délai relatif aux opérations électorales liées au renouvellement de l'assemblée territoriale de Polynésie française ; adopté. **Titre** : son amendement n° 3 : modification du titre du projet ; adopté.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2418**). **Première lecture. Discussion générale** [20 avril 1977]. **Question préalable** (p. 1985) : la non-consultation de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; la position du Gouvernement ; les articles 34 et 74 de la Constitution ; (p. 1986) : demande, au nom de la commission, un scrutin public sur la question préalable de M. Pidjot. **Discussion des articles. Après l'Article 37** (p. 1998) : le caractère excessif de la compétence étendue au conseil de contentieux administratif de la Nouvelle-Calédonie. **Après l'Article 38** (p. 1999) : l'application de l'article 74 de la Constitution ; les difficultés que pourrait susciter l'adoption de l'amendement n° 57 de M. Alain Vivien ; l'absence d'intention de départementalisation dans le texte. **Après l'Article 39** (p. 2000) : soutient l'amendement n° 49 de M. Piot : annexion à la présente loi et modalités de publication du texte du code des communes applicable en Nouvelle-Calédonie ; adopté. **Deuxième lecture,** rapporteur suppléant. **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4432) : les modifications apportées au texte par le Sénat.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**), rapporteur pour avis. **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2364) : le précédent créé par la décision du Gouvernement de présenter en deuxième lecture le projet devant l'Assemblée nationale. **Discussion des articles** [3 mai 1977]. **Article 10** *bis* (p. 2365) : la proposition de la commission des lois d'interdire aux officiers ministériels ou aux avocats, maires ou maires adjoints des communes d'agir personnellement au titre des communes qu'ils administrent. **Article 11** *bis* (p. 2366) : l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 2 de M. Chauvet. **Article 13** : la non-saisie de la commission des lois de l'amendement n° 3 de M. Chauvet. **Article 14** *bis* (p. 2367) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 5 de M. Chauvet : extension des prérogatives aux fonctionnaires du service des mines ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 5 de M. Chauvet : réservation aux ingénieurs et techniciens des mines des pouvoirs de constatation d'infractions ; (p. 2368) : la qualité d'officier de police judiciaire ; le caractère excessif d'une tentative d'extension des pouvoirs de constatation d'infractions à l'ensemble des fonctionnaires du ministère de l'industrie ; sous-amendements n° 17 et n° 18 adoptés. **Article 23 A** (p. 2370) : la répression de certaines pratiques discriminatoires à caractère racial dans le domaine des relations économiques ; les arguments opposés par le Gouvernement à l'adoption de l'amendement de M. Krieg ; les conséquences de la suppression de l'article ; son amendement n° 19 : peines applicables en cas d'entrave à l'activité économique des personnes physiques et morales en raison de leur origine et de leur appartenance à une ethnie ou à une religion déterminée ; (p. 2372) : indique qu'à titre personnel, il se rallie à la rédaction de l'amendement n° 26 de M. J.-P. Cot ; amendement n° 19 réservé. **Article 23** (p. 2373) : son amendement n° 20 de suppression ; la subrogation de l'Etat en cas de condamnation pour refus d'exécuter une décision judiciaire d'expulsion accompagnée du paiement d'une indemnité ; la discordance entre la jurisprudence administrative et celle de la cour de cassation ; amendement n° 20 adopté. **Article 25** (p. 2374) : ses amendements n^{os} 14, 15 et 16 : dispositions de clarification de l'article ; adoptés. **Article 30** *bis* (p. 2376) : son amendement n° 22 : conditions d'extension de la compétence du fonds de garantie en matière d'accidents corporels ; devenu sans objet ; [4 mai 1977] : **Article 23 A** (*suite*) (p. 2430) : son amendement n° 19 adopté après adoption du sous-amendement n° 27 de M. Dhinnin.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**) [3 mai 1977] (p. 2378) : les raisons qui militent en faveur du non-dessaisissement de la commission des lois du projet aménageant la taxe professionnelle.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire), ensemble un règlement d'exécution, faite à Luxembourg le 15 décembre 1975** (n° **2766**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2436) : le bouleversement des droits des brevets d'invention à la suite de la ratification des trois traités et de leur application ; les raisons qui ont milité en faveur de la conclusion des traités ; les conséquences de la transformation du droit des brevets d'invention ; l'éventualité de critiques d'ordre juridique ; la manière dont a été résolu, dans la convention de Luxembourg, le problème de la langue ; le principe des trois langues officielles ; la non-traduction des descriptions et légendes des dessins ; la mise en défaut de la fonction juridique du brevet ; la mise en question de sa fonction économique ; la mise à la disposition du public des documents ; (p. 2437) : l'article 65 de la convention de Munich ; les frais entraînés par les traductions ; imposer la charge des traductions aux brevetés ; l'amendement de la commission de la production prévoyant qu'un abrégé devrait être établi en langue française ; la dé-

fense de la langue française ; l'obligation faite aux agrégés de publier.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2792) : les caractéristiques des innovations fiscales relatives au prélèvement conjoncturel, à la taxe professionnelle, à la loi sur les plus-values ; (p. 2793) : le remplacement de la patente ; les objectifs fondamentaux du projet déposé en 1975 ; la modernisation des bases ; la proposition du remplacement de la taxe professionnelle par un impôt assis sur le chiffre d'affaires ; l'assiette de la taxe professionnelle sur les bénéfices ; l'allégement de la charge fiscale en faveur de certains petits contribuables ; les résultats de la réforme ; le partage des responsabilités ; la proposition faite en 1973 d'une perception exclusive de la taxe professionnelle au profit des départements ; la nécessité de la fixation d'un plancher aux allégements susceptibles de résulter de l'application de la loi nouvelle ; la non-saisine du Parlement d'un texte destiné à corriger les erreurs ; le plafonnement de la taxe à 170 % du montant de la patente réalisé en 1976 ; l'institution d'une cotisation nationale ; la concertation entre le Gouvernement et la majorité de l'Assemblée ; (p. 2794) : l'impossibilité de prévoir le montant total des sommes récupérées par le moyen de la cotisation nationale ; mettre à profit les mois à venir pour apporter à la loi de 1975 les corrections qui la rendront viable ; la contradiction existant entre le découpage communal actuel et la nature de la fiscalité locale ; le déplacement du problème qui résulterait de la substitution de l'impôt de quotité à l'impôt de répartition. **Motion de renvoi en commission** (p. 2817) : l'objet du projet de loi qui est d'apporter des aménagements à une loi votée en 1975 ; l'application du « déverrouillage » des quatre contributions directes ; la dépendance des ressources des collectivités locales de la fiscalité de l'Etat ; l'absence d'amendements déposés par le PSRG en commission ; l'application de la loi de 1975 qui résulterait de l'adoption du renvoi du texte en commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2821) : le désaccord de la commission sur un vote par division ; les conséquences politiques de l'adoption d'une telle mesure de procédure. **Après l'Article 4** (p. 2825, 2826) : les raisons qui ont déterminé la commission des lois à repousser l'amendement n° 1 de M. Dronne ; les conséquences d'une éventuelle exonération d'une profession particulière ; la complexité du régime fiscal de l'agriculture ; le caractère non multi-national des entreprises d'accouvage ; (p. 2827) : les critères à utiliser pour déterminer le caractère industriel des grandes entreprises ; l'introduction parmi les contribuables assujettis à la taxe professionnelle d'une distinction fondée sur la forme de la société ; les conséquences de l'amendement n° 1 de M. Dronne.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale** (n° **1401**). **Discussion générale** [26 mai 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3117) : le projet de loi organique déposé le 5 juillet 1974 ; la conformité de la proposition de loi organique à la lettre et à l'esprit de la Constitution ; l'objet du projet de loi constitutionnelle de 1974 ; celui de la proposition de loi organique déposée par M. Charles Bignon ; éviter la multiplication des élections partielles.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat** (n° **261**), **tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi** (n° **1532**), **tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires. Discussion de l'article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3348) : son sous-amendement tendant à introduire la notion de séparation des pouvoirs ; adopté ; (p. 3349) : l'intégration du secret fiscal dans la catégorie du secret professionnel ; se déclare défavorable à l'avis du secret professionnel devant la commission d'enquête ; (p. 3351) : la discrimination introduite par le Gouvernement ; (p. 3353) : l'efficacité des propositions de M. Ginoux tendant à remédier à l'absentéisme des membres des commissions d'enquête ; la mise à disposition par une instruction générale du bureau des comptes rendus des dépositions aux membres de la commission d'enquête ; les caractéristiques de la commission d'enquête ; distinguer les questions relatives à la publicité des travaux de la commission d'enquête de celles de la publication de son rapport ; (p. 3354) : l'absence de clivage entre la majorité et l'opposition sur le sujet ; le caractère néfaste de la publicité immédiate des auditions ; les conséquences sur les futures créations de commissions d'enquête de l'adoption du principe de la publicité différée de leurs travaux. **Après l'Article unique** (p. 3356) : l'absence ou la présence des membres des commissions.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération inter-communale** (n° **2928**). **Discussion générale** [2 juin 1977]. **Question préalable** (p. 3321) : le problème du

regroupement communal ; les différences de nature entre les villes-centres et les communes périphériques ; l'attitude de l'opposition sur les collectivités locales ; l'ordonnance de 1959 créant les syndicats intercommunaux à vocation multiple ; la loi du 31 décembre 1966 ; la loi sur le regroupement sur les fusions des communes ; le choix par la majorité de la voie du regroupement et de la coopération intercommunale dans la liberté ; (p. 3322) : les cas d'intervention plus autoritaire de la loi ; le caractère exemplaire de l'attitude de la commune-centre de la communauté urbaine de Bordeaux ; les conséquences du changement de majorité après les élections municipales de mars 1977 ; la volonté de puissance de l'opposition ; les conditions dans lesquelles ont été définies les modalités de répartition des sièges dans la communauté urbaine de Bordeaux ; la proposition par le président sortant d'un accord à l'amiable sur la répartition des sièges ; la lettre adressée par le parti communiste au parti socialiste et publiée dans le journal *Sud-Ouest ;* (p. 3323) : l'entérinement de la répartition des sièges par un arrêté du préfet de la Gironde ; « le brigandage de Bordeaux » ; les motifs de l'arrêté préfectoral ; la déclaration d'illégalité de la délibération ; l'absence de pouvoirs d'annulation du préfet ; la part des sièges revenant à la ville de Bordeaux en comparaison de la répartition de la population et des ressources de la communauté ; l'exploitation de la commune-centre par les communes périphériques ; la répartition des sièges de la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines ; l'impossibilité d'attendre le recours formé devant le tribunal administratif ; (p. 3324) : la liberté. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3328) : son amendement n° 4 rectifié : droit de retrait d'une commune d'un syndicat inter-communal à vocation multiple ; adopté après adoption du sous-amendement n° 11 du Gouvernement. **Après l'Article 4** (p. 3330) : son amendement n° 12 : conditions de désignation des délégués des conseils municipaux au conseil des communautés ; repoussé. **Article 5** (p. 3331) : les hypothèses contenues par l'article 165-38 du code des communes ; la nécessité d'une rectification de l'amendement n° 10 du Gouvernement ; son sous-amendement à l'amendement n° 10 du Gouvernement : dissolution de la communauté sur demande des conseils municipaux par décret en conseil des ministres et fixation par décret en Conseil d'Etat de conditions de liquidation de la communauté urbaine ; adopté ; (p. 3322) : la nécessité d'observer un minimum de cohérence dans la fixation des rapports. **Après l'Article 5** : l'application de l'amendement n° 3 du Gouvernement aux communautés urbaines exclusivement ; l'interprétation du Gouvernement sur les articles 164-10 et 165-39 nouveaux. **Explications de vote** (p. 3333) : la réponse par la proposition de loi à la situation créée par l'opposition dans plusieurs communautés.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2909**). **Discussion des articles** [2 juin 1977]. **Article 3** (p. 3337) : soutient l'amendement n° 3 de M. Krieg : modification rédactionnelle ; les différentes catégories de personnes qui conserveront la nationalité française après l'accession du territoire à l'indépendance ; adopté. **Article 4** (p. 3338) : soutient l'amendement n° 4 de M. Krieg : reconnaissance de la nationalité française ou réintégration dans cette nationalité par déclaration des personnes ou de leurs descendants originaires du TFAI, ou ayant acquis la nationalité française de plein droit ou par déclaration ; les mesures s'appliquant aux personnes pouvant se faire reconnaître la nationalité française et aux personnes pouvant se faire réintégrer dans cette nationalité ; adopté. **Après l'Article 4** : soutient l'amendement n° 5 de M. Krieg : modalités de reconnaissance de la nationalité française ; adopté. **Article 5** : soutient l'amendement n° 6 de M. Krieg : modalités de réintégration dans la nationalité française par déclaration ; adopté. **Explications de vote** (p. 3338, 3339) : le reproche d'appauvrissement par la France du TFAI ; la conclusion d'accords de coopération avec le nouvel Etat ; l'attribution du mérite de l'indépendance du TFAI ; l'avenir du territoire.

— **Levée de séance** [2 juin 1977] (p. 3356) : report regrettable de la discussion de la proposition de loi n° 898 tendant à modifier l'article L 17 du code de la route.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Première lecture. Discussion générale** [8 juin 1977]. **Question préalable** (p. 3591) : « l'institution » dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances d'un régime d'apartheid ; les fondements géographiques du redécoupage des circonscriptions ; les résultats caricaturaux engendrés par la représentation proportionnelle ; les pouvoirs de l'assemblée territoriale ; (p. 3592) : l'effectivité de la décentralisation votée en 1976 ; demande au nom de la commission que l'Assemblée repousse la question préalable ; demande un scrutin public (p. 3596) : l'examen par le Parlement des propositions de loi ; rappelle qu'il a négocié l'accession à l'indépendance de douze pays africains sous la responsabilité du général de

Gaulle ; le caractère non circonstanciel de la proposition de loi ; la logique de la proposition de loi ; la prise en compte de la structure géographique du territoire et de la répartition de la population ; la « pratique » de l'apartheid ; les résultats de la majorité parlementaire ; le traitement par le programme commun des territoires d'outre-mer dans le chapitre consacré à la politique étrangère ; (p. 3597) : l'efficacité des institutions territoriales. **Deuxième lecture,** rapporteur suppléant. **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4435) : l'instabilité de la représentation proportionnelle ; la délimitation des circonscriptions de la Nouvelle-Calédonie ; la combinaison des avantages du scrutin majoritaire et de la volonté d'assurer la représentation des minorités ; les reproches avancés par le Sénat ; la pétition des Calédoniens en faveur du texte ; l'adoption de la question préalable opposée au Sénat ; le problème du seuil de représentation à l'Assemblée ; l'abaissement de ce seuil à 5 % des inscrits. **Question préalable** (p. 4436) : la modification du mode de scrutin de Nouvelle-Calédonie à moins de trois mois avant les élections ; la nature de cette modification ; (p. 4437) : la modification du mode de scrutin en vigueur sous la Ve République ; la réforme du statut de la Nouvelle-Calédonie ; l'instabilité des majorités de l'assemblée territoriale ; demande à l'Assemblée de repousser la question préalable. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4439) : soutient l'amendement n° 1 de M. Piot : abaissement à 5 % du seuil de représentation à l'assemblée territoriale ; adopté.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3622) : le néo-libéralisme ; l'amélioration des dispositions juridiques relatives aux ententes ; le caractère constitutionnel des dispositions proposées ; la prévention de la constitution des monopoles ; le contrôle des sociétés multi-nationales ; (p. 3623) : l'action de la communauté économique européenne ; la re-cartellisation des entreprises de charbon et d'acier ; la mission de la juridiction en autorité compétente en matière d'ententes ; le système de sanctions ; l'opportunité pour le Gouvernement de refondre complètement un droit économique inadapté aux temps modernes ; l'ordonnance du 30 juin 1945 ; l'inspiration tirée du droit communautaire ; la modération du projet de loi dans le calcul des délais ; le caractère essentiellement administratif du système proposé ; les raisons de l'insertion dans le système de droit communautaire d'amendes administratives prononcées par la commission ; l'existence dans le droit interne français d'un appareil juridictionnel ; les droits de la défense ; substituer une véritable juridiction à l'autorité administrative ; le fonctionnement de la commission technique des ententes et des positions dominantes ; le maintien de son organisation actuelle ; (p. 3624) : liberté et libéralisme.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 3725) : l'article 128 du règlement ; son caractère constitutionnel ; la possibilité de recours devant le Conseil constitutionnel.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [16 juin 1977] (p. 3884) : la discussion de la proposition de loi relative à l'indivision conventionnelle ; la réunion de la conférence des présidents ; demande au garde des sceaux d'user de son pouvoir pour inscrire à l'ordre du jour prioritaire la proposition de loi sur l'indivision conventionnelle.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Boudet** [16 juin 1977] (p. 3884) : l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Boudet sur la modification de l'article L 17 du code de la route.

— **Proposition de loi tendant à abroger l'article 1873-4, alinéa 3, du code civil relatif à l'indivision conventionnelle** (n° **2953**), rapporteur. **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3885) : la loi du 31 décembre 1976 modifiant le régime de l'indivision ; l'abrogation du dernier alinéa de l'article 1873-4 du code civil; la non-application de la règle de limitation de la convention d'indivision à cinq ans lorsque l'indivision ne comprend que des personnes morales. **Discussion des articles. Article 2 :** le retrait de l'article 2. **Titre** (p. 3886) : la nécessité de la modification du titre de la proposition de loi.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° **2844**). **Discussion générale** [16 juin 1977]. (p. 3893) : la longueur des interventions de M. Duroure. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3895) : la nature de la suspension du permis de conduire dans le droit contemporain ; la loi du 11 juillet 1975 ; le caractère de mesure de sécurité publique de la suspension ; l'assimilation de la faculté de conduire un véhicule automobile à la « liberté locomotrice » ; l'autorisation

de la conduite d'un véhicule ; l'édulcoration du texte initial de la proposition de M. Boudet.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la Cour des comptes** (n° 2935) ; rapporteur. **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3851) : la modification des règles de recrutement de la Cour des comptes ; sa composition ; les règles de recrutement ; le tour extérieur des conseillers référendaires ; la non-justification de la possession de la licence en droit ; l'âge d'entrée en fonction ; le double inconvénient de la limitation du recrutement au tour extérieur dans les cadres du ministère des finances ; le dispositif du projet de loi ; les caractéristiques du statut de magistrat ; l'amendement de la commission des lois ; l'établissement d'une liste limitative de corps de fonctionnaires auxquels est réservé le tour extérieur ; le rejet par la commission de la subordination de la nomination au tour extérieur à l'avis d'une commission ; (p. 3852) : demande à l'Assemblée d'adopter le texte du projet de loi. **Discussion de l'Article unique** (p. 3853) : son amendement n° 3 : liste limitative des fonctionnaires auxquels est réservé le tour extérieur ; les conditions d'obtention des diplômes ; les possibilités de choix offertes au Gouvernement ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 4 de M. Pierre Joxe ; amendement n° 3 ; adopté (p. 3854) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Pierre Joxe ; la suffisance de la sélection réalisée ; les traditionnelles prudence et convenance des nominations au tour extérieur.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes** (n° 2921). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 3993) : le caractère fondamental de l'amendement n° 2 de M. Donnez ; l'unicité de la circonscription ; l'ambiguïté de l'article 7 des dispositions annexées à la décision du Conseil des communautés européennes ; la nécessité d'une révision préalable de la Constitution ; (p. 3995) : exprime ses doutes sur la réalité de l'irrecevabilité opposée par le Gouvernement à l'amendement n° 8 rectifié de M. Debré ; les déclarations d'un député luxembourgeois sur la politique française ; l'institution d'un système de garanties ; la procédure de « l'appel comme abus » ; instaurer une procédure de cette nature devant la cour de justice des communautés européennes ; (p. 3996) : la mise en place de dispositions de nature à contraindre l'assemblée parlementaire à remplir son rôle conformément au traité ; (p. 3997) : la reprise incomplète des dispositions de la commission par l'amendement n° 16 de M. Ducoloné ; la non-appartenance de l'assemblée parlementaire à l'ordre constitutionnel de la République française ; demande un scrutin public. **Après l'Article premier** (p. 4006) : soutient l'amendement n° 9 de M. Debré : application du régime fiscal des traitements et indemnités des députés et des sénateurs à celui des représentants français à l'Assemblée des communautés européennes ; le statut des membres de l'Assemblée européenne ; l'imposition des indemnités en cas de domiciliation en France ; caractères de l'amendement n° 9 ; la rémunération des personnes travaillant dans des organisations internationales ; la non-confusion des élus avec les personnels des organisations internationales ; la contamination d'un régime par l'autre ; premier alinéa de l'amendement n° 9 adopté ; second alinéa de l'amendement n° 9 repoussé ; ensemble de l'amendement n° 9 adopté. **Article 19** (p. 4010) : le sens de l'article ; (p. 4011) : les modalités de dépouillement et les conditions de réalisation de l'opération d'addition des votes ; la connaissance des premiers résultats.

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° 2996), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4103) : le vœu exprimé par les organisations professionnelles d'avocats de porter à cinq ans la durée des études supérieures préalables à l'inscription au stage et à la prestation de serment ; la réduction de la durée de la licence en droit ; l'exigence de la maîtrise en droit ; l'élévation de la période préparatoire à cinq ans ; le recours pour excès de pouvoir opposé à l'arrêté du secrétaire d'Etat aux universités créant un diplôme de maîtrise ; la ratification de l'arrêté du 16 janvier 1976 ; (p. 4104) : le rejet par la commission des lois d'un amendement précisant qu'un avocat exerçant sa profession en qualité d'avocat collaborateur ou comme membre d'une société ou d'une association n'a pas la qualité de salarié. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4106) : son amendement n° 1 soutenu par M. Gerbet ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 4106) : son amendement n° 2 soutenu par M. Gerbet ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 4109) : son amendement n° 3 soutenu par M. Gerbet ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° 3007). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 2. Article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4306) : le principe du droit français de non-application d'une loi nouvelle aux contrats en cours ; les conséquences d'une inexécution de la conclu-

sion des avenants ; les difficultés d'application de l'amendement ; le déroulement de la procédure devant les tribunaux ; (p. 4308) : les conséquences de la non-transparence des contrats ; la jurisprudence des tribunaux en matière de révision des contrats. **Après l'Article 2** (p. 4315) : demande aux intervenants de réduire leurs observations sur les amendements présentés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à faciliter le vote des Français établis hors de France** (n° **3011**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4350) : la conciliation des points de vues par la mise en place d'une règle principale et d'une règle subsidiaire ; son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 18 du Gouvernement : répartition égale subsidiaire des électeurs entre les circonscriptions intéressées ; adopté.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 5 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République** (n° **2699**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4353) : la préparation des listes d'électeurs des différents centres de vote à l'étranger par une commission administrative ; la composition de cette commission ; les compétences données au bureau permanent du Conseil supérieur des Français de l'étranger.

— **Proposition de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n^{os} **267, 2790, 2791, 2854, 2896**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 4362) : l'objet du texte ; la loyauté et l'honnêteté de la réalisation des sondages ; le contrôle des consommateurs sortant des débits de boissons ; (p. 4363) : le dépôt d'amendements par le groupe du PSRG en séance publique ; l'assiduité du groupe en commission ; (p. 4364) : l'inutilité du sous-amendement n° 37 de M. Guermeur à l'amendement n°4 de M. Lauriol ; (p. 4366) : le travail de la commission des lois ; (p. 4368) : les problèmes posés par la présentation des communications à la commission comme des textes émanant du Gouvernement ; propose de modifier le second alinéa de l'amendement n° 12 rectifié de M. Lauriol ; (p. 4369) : son sous-amendement n° 53 à l'amendement n °12 rectifié de M. Lauriol : conditions de programmation et de diffusion des mises au point par les sociétés nationales de programmation, de radiodiffusion et de télévision ; adopté ; la compétence du Conseil d'Etat. **Article premier** (p. 4370) : la procédure de vote sur l'amendement n° 15 de M. Lauriol et sur le sous-amendement n° 26 du Gouvernement ; (p. 4371) : son amendement n° 54 : interdiction de la publication et de la diffusion des sondages pendant les dix jours précédant le scrutin ou dans l'intervalle des deux tours ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (n° 61-825 du 29 juillet 1961)** (n° **3037**). **Discussion générale** [29 juin 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 4427) : la non-participation du parti socialiste au travail des commissions ; l'absence de caractère de sanction disciplinaire de la disposition proposée ; les retenues sur salaire ; un texte qui ne règle pas les conditions de travail ; une disposition qui s'apparente à l'exception de contrat inexécuté ; l'application de ce principe ; l'absence de justification de l'exception d'irrecevabilité ; (p. 4428) : demande un scrutin public sur l'exception d'irrecevabilité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° **3032**), rapporteur suppléant. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4544) : les points de désaccord entre les deux assemblées ; la convocation du conseil de gouvernement ; les conditions exigées pour être nommé membre du conseil économique et social ; l'exécution de la loi comme loi de l'Etat.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [4 octobre 1977] (p. 5782) : la conservation des données; le développement des fichiers publics et privés; les dangers présentés par l'informatique au regard des libertés ; les risques de dépersonnalisation et de personnalisation ; la civilisation de l'informatique; (p. 5783) : l'établissement à l'étranger de statuts protecteurs des individus et des groupements contre les dangers de l'informatique ; la commission « Informatique et libertés »; le rapport Tricot ; les propositions de loi; l'harmonisation spontanée des législations entre Etats ; le statut et les attributions de la commission nationale « Informatique et libertés » ; les règles matérielles établies par le projet ; le champ d'application du projet ; l'institution d'un régime d'autorisations préalables ; les conditions de recueil des données et des informations nominatives ; le droit d'accès aux fichiers ; l'établissement de règles spéciales ; les amendements adoptés par la commission ; (p. 5784) : le libre accès à l'information ; les libertés publiques. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5790) : le rejet par la commission de l'amendement n° 33 de M. Forni ; le rejet par la commission

de l'institution de commissions régionales ; l'adoption par la commission de l'amendement n° 1 de M. Villa ; les raisons du rejet par la commission de l'amendement n° 34 de M. Forni. **Après l'Article premier** : demande à M. Houteer de retirer l'amendement n° 36 de M. Forni ; (p. 5791) : le caractère contradictoire d'une éventuelle adoption de l'amendement n° 36 de M. Forni. **Article 3** : le rejet par la commission de l'amendement n° 2 de M. L'Huillier. **Après l'Article 3** : l'avis négatif de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Maisonnat ; les difficultés d'une consultation lors de la constitution des fichiers de l'INSEE ; (p. 5792) : le rejet par la commission des amendements n° 4 de M. Kalinsky et n° 40 de M. Forni ; la notion de vie privée ; (p. 5793) : l'obligation du secret professionnel ; la satisfaction de l'amendement n° 41 de M. Forni. **Avant l'Article 4** : son amendement n° 103 : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre I^er^ ; (p. 5798) : adopté. **Article 4** : son amendement n° 104 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 5** : le rejet par la commission de l'amendement n° 42 de M. Forni. **Article 6** (p. 5800) : les conditions de discussion en séance publique d'un amendement non examiné par la commission ; (p. 5801) : son amendement n° 105 : composition de la commission nationale de l'informatique ; le rejet par la commission des amendements n° 5 de M. L'Huillier et n° 43 de M. Forni ; la participation des parlementaires aux travaux de la commission ; le travail de la commission spéciale sur les libertés ; les systèmes proposés par l'opposition ; (p. 5802) : la nature du débat en commission ; (p. 5805) : amendement n° 105 ; repoussé ; son amendement n° 106 : personnes habilitées à être désignées comme vice-président ou président de la commission nationale de l'informatique ; retiré ; (p. 5806) : l'avis défavorable de la commission ; la confusion entre compétence et intérêt dans l'informatique ; son amendement n° 107 : suppression des dispositions de l'article relatives au renouvellement des mandats de président et de membre de la commission ; adopté ; (p. 5807) : son amendement n° 108 soutenu par M. Forni : conditions dans lesquelles il peut être mis fin au mandat des membres titulaires de la commission ; adopté. **Après l'Article 6** : le rejet par la commission de l'amendement n° 6 de M. Villa. **Article 7** : l'opposition de la commission à la suppression de l'institution du commissaire du Gouvernement. **Article 8** (p. 5808) : le rejet par la commission de l'amendement n° 56 de M. Forni ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 57 de M. Forni ; son amendement n° 109 : incompatibilité relative aux fonctions de secrétaire général ; adopté. **Article 9** (p. 5809) : les raisons qui militent en faveur du rejet de l'amendement n° 60 de M. Forni ; son amendement n° 110 : modalités de création de commissions régionales ; adopté. **Article 10** (p. 5810) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 62 de M. Forni. **Après l'Article 10** : son amendement n° 111 : indépendance des membres de la commission nationale de l'informatique ; le rejet par la commission de l'institution d'immunité ; (p. 5811) : l'immunité pénale quasi-totale des membres de la commission nationale instaurée par l'amendement n° 63 ; amendement n° 111 adopté après adoption du sous-amendement n° 149 de M. Forni ; [5 octobre 1977] : **Article 14** (p. 5850) : son amendement n° 113 soutenu par M. Forni : déclaration de conformité des fichiers auprès de la commission nationale de l'informatique ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 5852) : son amendement n° 114 soutenu par M. Gerbet : modalités d'inclusion dans le champ d'application de la loi des fichiers publics non informatisés ; adopté. **Article 16** (p. 5853) : son amendement n° 115 soutenu par M. Gerbet : exception relative aux éléments contenus dans la demande d'avis ou de déclaration en cas de fichiers intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique ; adopté. **Article 17** (p. 5854) : son amendement n° 116 soutenu par M. Gerbet : exception relative à la publication des actes réglementaires relatifs à certains traitements intéressant la sécurité publique ; adopté. **Article 18** (p. 5855) : son amendement n° 117 soutenu par M. Gerbet : conditions d'assistance des membres ou agents de la commission nationale de l'informatique ; adopté ; (p. 5856) : son sous-amendement n° 118 à l'amendement n° 17 de M. Villa soutenu par M. Gerbet : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 119 soutenu par M. Forni : relations des autorités publiques et de la commission nationale de l'informatique ; adopté. **Article 19** (p. 5858) : son amendement n° 120 soutenu par M. Forni : modalités de publications des caractéristiques des traitements informatisés ; repoussé par scrutin public. **Après l'Article 19** (p. 5859) : son amendement n° 121 soutenu par M. Gerbet : mise à la disposition du public des textes relatifs aux décisions prises par la commission nationale de l'informatique ; repoussé. **Article 20** (p. 5861) : son amendement n° 122 soutenu par M. Gerbet : contenu du rapport de la commission nationale de l'informatique et inscription à l'ordre du jour du Parlement sur la discussion de ce rapport ; adopté. **Article 12** (*suite*) (p. 5867) : les reproches prononcés par la commission à l'encontre de l'amendement n° 67 de M. Forni ; le rejet par la commission de l'amendement n° 9 de M. Kalinsky ; son

amendement n° 112 : nécessité d'un avis conforme de la commission nationale de l'informatique ; (p. 5868) : les conditions de souscription des contrats d'assurance ; les garanties apportées par le projet de loi en matière d'utilisation abusive des fichiers ; amendement n° 112 ; repoussé. **Après l'Article 12** (*suite*) (p. 5869) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 11 de M. Kalinsky. **Après l'Article 13** (*suite*) (p. 5870) : le rejet par la commission de l'amendement n° 14 de M. Maisonnat. **Après l'Article 14** (*suite*) (p. 5871) : le rejet par la commission de l'amendement n° 70 de M. Forni. **Article 21** (p. 5871) : le rejet par la commission de l'amendement n° 79 de M. Forni ; (p. 5872) : les dispositions de l'article 22 ; l'inapplication de la mise en place des dispositions de l'amendement n° 70 ; les pouvoirs donnés au Gouvernement par l'article 22 ; la non-dépossession de la commission des pouvoirs qu'elle exerce normalement. **Article 22** : son amendement n° 123 : nécessité d'un avis préalable de la commission nationale de l'informatique ; adopté. **Avant l'Article 23** (p. 5873) : son amendement n° 124 : interdiction de la collecte de données opérée par tout moyen frauduleux, déloyal ou illicite ; les conditions d'établissement des écoutes téléphoniques ; adopté. **Article 23** (p. 5874) : son amendement n° 125 : information des personnes auprès desquelles sont recueillis les renseignements des critères utilisés pour décider de la conservation ou de la destruction ultérieures des informations ; repoussé ; son amendement n° 126 : information des personnes auprès desquelles sont recueillis les renseignements de l'utilisation qui sera faite de ces informations et de l'identité des personnes physiques et morales auxquelles elles sont susceptibles d'être communiquées ; repoussé. **Article 24** (p. 5875) : l'opposition de la commission à l'amendement n° 83 de M. Forni ; (p. 5876) : son amendement n° 127 : nouvelle rédaction de l'article 24 ; adopté. **Article 25** : le rejet par la commission de l'amendement n° 86 de M. Forni ; (p. 5877) : son amendement n° 128 : réservation du champ d'application de l'article aux juridictions et autorités publiques ; propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 147 du Gouvernement ; devenu sans objet ; les conditions de traitement des données par les autorités publiques et les juridictions ; l'adoption par la commission de l'amendement n° 16 de M. Kalinsky ; son opposition à titre personnel à cet amendement ; (p. 5878) : le cas des affaires en cours d'instruction. **Article 26** : son amendement n° 129 soutenu par M. Forni : suppression de la dérogation établie en cas d'accord express de l'intéressé ; rejeté par scrutin public ; (p. 5879) : son sous-amendement n° 130 à l'amendement n° 27 de M. Villa : nature de l'interdiction du contrôle ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 28 de M. Maisonnat ; (p. 5880) : son amendement n° 131 : autorisation d'exception aux dispositions de l'article pour des motifs d'intérêt public uniquement en ce qui concerne les opinions religieuses ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 85 de M. Forni ; repoussé. **Après l'Article 26** : le rejet par la commission de l'amendement n° 29 de M. Maisonnat ; (p. 5881) : son amendement n° 132 soutenu par M. Forni : inapplication des dispositions des articles 22, 25 et 26 aux informations traitées par les organismes de presse écrite ou audiovisuelle ; les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 132 ; le caractère inévitable de l'adoption de cet amendement ; adopté. **Avant l'Article 27** : son amendement n° 133 : modalités de notification des fichiers aux personnes concernées ; devenu sans objet. **Article 28** (p. 5882) : l'opposition de la commission à l'amendement n° 89 de M. Forni ; (p. 5883) : son amendement n° 134 : possibilité pour la commission nationale de l'informatique d'accorder aux responsables du fichier des délais de réponse et l'autorisation de ne pas tenir compte de certaines demandes ; adopté. **Article 29** : son amendement n° 135 : de forme ; adopté ; son amendement n° 136 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 137 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 138 : remboursement de la redevance en cas de modification de l'enregistrement ; adopté. **Après l'Article 29** (p. 5884) : l'opposition de la commission à l'amendement n° 95 de M. Forni ; son amendement n° 139 : obligation de correction ou de complément des fichiers nominatifs en cas d'informations nominatives incorrectes ou incomplètes ; adopté ; son amendement n° 140 : conditions de notification aux tiers des rectifications ou des annulations d'informations ; adopté ; (p. 5885) : son amendement n° 141 : déontologie applicable aux personnes ordonnant ou effectuant un traitement d'informations nominatives ; adopté. **Article 30** : l'opposition de la commission à l'amendement n° 98 de M. Forni ; son amendement n° 142 : rectification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 143 : personnes habilitées à mener les investigations ; devenu sans objet ; le caractère inacceptable de l'amendement n° 31 de M. Kalinsky. **Après l'Article 31** (p. 5886) : son amendement n° 144 : introduction dans les enseignements des techniques de l'information de l'étude du droit de l'information ; retiré. **Article 36** (p. 5887) : son amendement n° 145 : modalités d'application de la loi ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 146 de M. Forni ; adopté. **Explications de vote** (p. 5889) : le rôle de la majorité et du Gou-

vernement en matière de protection des libertés ; les innovations considérables apportées par le texte au droit public français ; l'exception relative au contrôle des fichiers des entreprises de presse ; le vote positif du groupe du RPR. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1977] (p. 8904) : la convergence du texte adopté par le Sénat avec celui voté par l'Assemblée en première lecture ; les divergences ; l'extension aux fichiers manuels du dispositif législatif des fichiers automatisés ; la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés retenue par le Sénat ; les dispositions adoptées par la commission ; demande à l'Assemblée d'adopter le projet de loi dans les termes proposés par la commission des lois. **Discussion des articles. Article 3** *bis* (p. 8906) : son amendement n° 2 : réduction de la portée de la loi aux informations nominatives relatives aux seules personnes physiques ; adopté. **Article 3** *ter* : son amendement n° 3 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 4 soutenu par M. Lagorce : caractère national de la commission ; adopté ; (p. 8907) : l'hostilité de la commission à l'amendement n° 44 du Gouvernement ; la volonté du ministère des finances de contrôler financièrement la commission ; les souhaits du Sénat de donner à la commission le même régime financier que le médiateur ; le régime d'autonomie financière des universités ; son amendement n° 5 de coordination ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 45 du Gouvernement ; amendement n° 5 adopté. **Article** 6 (p. 8908) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement ; la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; le retour au texte adopté par l'Assemblée en première lecture ; (p. 8909) : le rejet par la commission de l'amendement n° 35 de M. Lagorce : la multiplication des organes compétents en matière d'informatique ; l'élection de certains membres de la commission par le conseil régional. **Article 7** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Lagorce ; l'institution auprès de la commission nationale d'un commissaire du Gouvernement. **Article 8** : son amendement n° 6 de coordination ; le ralliement de la commission à l'amendement n° 46 du Gouvernement ; retiré ; (p. 8910) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 47 du Gouvernement. **Article 9** : son amendement n° 7 : institution des délégations régionales de la commission ; adopté. **Article 10** : son amendement n° 8 : application des dispositions relatives au secret professionnel aux agents des délégations régionales de la commission ; adopté. **Article 10** *bis* : son amendement n° 9 : statut des membres de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; les dispositions adoptées par le Sénat relatives à l'attribution aux membres de la commission d'une immunité équivalente à celle des parlementaires ; adopté ; (p. 8911) : son amendement n° 10 : inapplication de l'obligation de secret professionnel aux informaticiens appelés à donner des renseignements à la commission ou à témoigner devant elle ; les conditions de son ralliement à l'amendement n° 57 du Gouvernement ; amendement n° 10 devenu sans objet. **Article 11** : son amendement n° 11 : extension du champ d'application de la loi aux fichiers manuels ; adopté. **Article 13** *bis* (p. 8912) : son amendement n° 12 de suppression ; adopté. **Article 14** : son amendement n° 13 : procédure de la déclaration de conformité en vue de la constitution des fichiers répondant aux normes établies et publiées par la commission nationale de l'informatique et des libertés ; adopté. **Article 16** : son amendement n° 14 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 18** (p. 8913) : son amendement n° 15 de coordination ; adopté. **Article 19** : son amendement n° 16 : publicité des textes des décisions avec leur motivation, avis et recommandations émis par la commission dont la connaissance est utile à l'interprétation de sa jurisprudence ; le rejet par la commission du sous-amendement n° 48 du Gouvernement à son amendement n° 16 ; la non-reconnaissance par le droit français du système du précédent ; amendement n° 16 adopté après adoption du sous-amendement n° 48 du Gouvernement. **Article 20** (p. 8914) : son amendement n° 17 : suppression des dispositions relatives à l'inscription de la discussion du rapport à l'ordre du jour du Parlement ; adopté. **Article 22** *bis* : l'accord de la commission sur l'amendement n° 49 du Gouvernement. **Article 23 B** : son amendement n° 20 de coordination ; adopté. **Article 23 C** : son amendement n° 21 de suppression des dispositions relatives à l'information des personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives sur l'utilisation prévue des informations collectées ; adopté ; son amendement n° 23 : suppression des dispositions relatives à l'information des personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives sur la durée de conservation des informations ; adopté ; son amendement n° 24 : modification rédactionnelle ; adopté ; demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 38 de M. Lagorce. **Après l'Article 24** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 50 du Gouvernement. **Article 25** (p. 8916) : son amendement n° 25 : extension des dispositions de l'article aux fichiers manuels ; devenu sans objet ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 52 du Gouvernement. **Article 28** : le rejet par la commission

de l'amendement n° 53 du Gouvernement ; les dispositions de l'amendement du Gouvernement indiquant que le juge des référés ne peut rendre que des décisions provisoires ne préjudiciant pas au principal. **Article 29** *quater* (p. 8917) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 54 du Gouvernement. **Article 31** : son amendement n° 27 : caractère obligatoire de la médiation d'un médecin lorsque l'exercice du droit d'accès s'applique à des informations à caractère médical ; adopté ; son amendement n° 28 : suppression des dispositions relatives au droit des médecins sur les informations ou révélations qu'ils peuvent être amenés à faire aux personnes intéressées ; adopté ; (p. 8918) : l'hostilité de la commission sur l'amendement n° 41 de M. Lagorce. **Article 33** : son amendement n° 29 de coordination ; adopté. **Article 35** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 55 du Gouvernement. **Avant l'Article 36** : son amendement n° 30 : rédaction du titre du chapitre VII ; adopté ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 56 du Gouvernement. **Article 37** (p. 8919) : son amendement n° 43 corrigé de coordination ; adopté ; son amendement n° 58 de coordination ; adopté. **Explications de vote** : la reprise par l'Assemblée des principales modifications introduites par le Sénat ; l'inexistance d'une différence relative aux conceptions du Sénat et de l'Assemblée sur la composition de la commission ; (p. 8920) : la garantie de la liberté des citoyens. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9153) : les modifications introduites par la CMP dans le texte voté par le Sénat ; l'obligation de notification de la durée de conservation des informations nominatives ; la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; (p. 9156) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Troisième lecture. Discussion générale** (p. 9176) : la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés retenue par le Gouvernement ; l'adoption de ces dispositions par la majorité de l'Assemblée nationale ; le problème posé par la participation des parlementaires ; le retard dans le fonctionnement de la commission ; sa démission de sa fonction de rapporteur. **Discussion des articles. Article 28** (p. 9179) : le respect de l'article 45 de la Constitution.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3119**). **Discussion générale** [6 octobre 1977]. **Question préalable** (p. 5915) : l'usage maladroit de la procédure parlementaire fait par l'opposition ; le vote précédent d'une loi organique ; la participation des Français établis aux Nouvelles-Hébrides à l'élection des députés de Nouvelle-Calédonie ; l'uniformité républicaine des électeurs de Nouvelle-Calédonie. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 5917) : l'acceptation par un représentant du territoire de la Nouvelle-Calédonie du découpage suggéré par le Gouvernement ; (p. 5918) : l'absence de formulation d'une contre-proposition par l'opposition.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5926) : le rôle de la vente à crédit dans l'économie ; la politique de la « consommation » ; l'inadaptation du droit traditionnel des contrats ; l'endettement constant des familles ; (p. 5927) : le caractère excessif du taux d'intérêt pratiqué ; l'inadaptation de la théorie des vices de consentement ; substituer des procédés juridiques préventifs ; l'exacte connaissance de la charge des emprunts ; l'intervention du législateur pour redresser certains excès et limiter certains abus ; l'établissement d'un lien nécessaire entre la vente et le prêt ; l'institution du droit de rétractation ; ses difficultés d'aménagement ; le problème posé par la perte de valeur de l'objet restitué ; le développement des opérations en cas d'institution du droit de « repentir » ; ne pas insérer le droit de « repentir » dans un autre projet ; les risques encourus en cas d'extinction de la dette par décès ; (p. 5928) : la protection des héritiers ; l'inapplication des mesures relatives à la suspension de l'exécution de l'obligation ; le problème posé par l'énumération des causes de suspension des contrats ; l'élaboration par la loi du 13 juillet 1930 de contrats types impératifs ; le recours à la justice des justiciables disposant de ressources modestes. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5934) : son sous-amendement : modification rédactionnelle ; retiré. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5945) : le caractère inadmissible de la solution proposée par l'amendement n° 81 de M. Burckel ; la protection des héritiers en cas de décès de l'emprunteur ; l'intervention du juge d'instance pour déterminer les conditions de suspension des obligations de l'emprunteur ; l'existence de l'article 1244 du code civil ; le problème posé par l'énumération des conditions de dégagement ou de suspension des obligations de l'emprunteur ; l'extension de la mesure de suspension accordée par le juge aux intérêts à échoir durant la période de suspension ; demande à l'Assemblée de ne pas adopter l'amendement n° 81 de M. Burckel ; (p. 5946) : le surcoût entraîné par les assurances obligatoires ; son amendement n° 138 : suspension de l'exécution des obligations du débiteur par ordonnance du juge d'instance dans les conditions prévues à

l'article 1233 du code civil ; amendement n° 138 adopté après adoption du sous-amendement n° 139 de M. Huguet. **Article 6** (p. 5950) : soutient le sous-amendement n° 128 de M. Charles Bignon à l'amendement n° 85 de M. Burckel : suppression des dispositions relatives à la livraison du bien pendant la période du droit de rétractation ; les solutions envisageables ; le non-exercice du droit de rétractation en cas d'intervention de la livraison ; repoussé. **Après l'Article 19** (p. 5959) : son sous-amendement n° 132 soutenu par M. Burckel à l'amendement n° 121 de M. Darinot : application de la loi à Mayotte ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Taxes parafiscales. Examen des crédits [21 octobre 1977]. **Après l'Article 72** (p. 6523) : son amendement n° 129 : institution d'une taxe de restructuration au profit de la caisse nationale de restructuration de la profession de boulanger et de boulanger-pâtissier ; la restructuration de la profession de la boulangerie ; le maintien du caractère de service quasi-public de la profession ; la politique de création et de rachat des fonds ; l'effort financier réalisé sous forme de cotisations ; l'initiative parlementaire en matière de création de taxes parafiscales ; les conditions de l'interdiction de la création d'un nouveau fonds ou dépôt de pain ; (p. 6524) : la nature de la nouvelle taxe parafiscale ; le *numerus clausus* des officines pharmaceutiques ; l'engagement du Gouvernement de créer la taxe de re-structuration ; les problèmes posés par l'institution d'un périmètre de protection autour des boulangeries venant d'être rachetées ; le maintien de cette disposition ; (p. 6525) : les aspects de la re-structuration ; la pérennité de l'effort de réduction du nombre des fonds ; amendement n° 129 rectifié adopté.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, Débat du 20 octobre 1977 [*J.O.*, Débats du 25 octobre 1977] (p. 6562) : la notion d'élargissement appliquée aux commissions ; (p. 6568) : son désaccord sur l'augmentation du nombre de places mises au concours de l'ENM ; les conséquences sur la qualité du corps des magistrats ; la prise en charge par les collectivités locales des dépenses de fonctionnement des tribunaux.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, Débat du 27 octobre 1977 [*J.O.*, Débats du 2 novembre 1977] (p. 6844) : l'affectation de la salle de l'immeuble du 101, rue de l'Université ; (p. 6849) : les conditions des délibérations relatives à la fixation des indemnités des maires ; (p. 6853) : la situation des sous-préfets en fin de carrière ; la création de fonctions de conseillers de préfecture ; la situation financière des collectivités locales rurales ; l'évolution des coûts des équipements ; la nécessité de transferts de charges.

— **Proposition de loi portant réforme du titre IV du livre premier du code civil : « Des absents »** (n° 3208), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7801) : la notion d'absence en droit civil ; les développements littéraires sur l'absence ; la rapidité des communications ; les conséquences de l'inter-communicabilité du monde moderne ; (p. 7802) : la nature juridique de l'absent ; les périodes distinguées quant à l'absence ; les critiques du régime juridique actuel de l'absence ; les législations étrangères ; la présomption d'absence ; la déclaration d'absence ; les conséquences de l'absence sur le régime du mariage. **Discussion des articles. Article premier : Article 112 du code civil** (p. 7803) : la définition de la présomption d'absence. **Article 115 du code civil** (p. 7804) : son amendement n° 1 : pouvoir du juge de mettre fin même d'office à la mission de l'administrateur ; adopté. **Article 125 du code civil :** son amendement n° 2 : délais relatifs à la présentation de la requête introductive d'instance et au jugement déclaratif d'absence ; adopté. **Article 128 du code civil** (p. 7805) : son amendement n° 3 : compétence successive du tribunal et du juge relative au maintien éventuel des mesures prises pour l'administration des biens de l'absent ; adopté. **Article 10** (p. 7806) : l'adoption de l'amendement n° 4 du Gouvernement par la commission. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9071) : les modifications apportées par le Sénat ; la distinction de deux périodes concernant la présomption d'absence et la déclaration d'absence ; les conséquences de l'annulation du jugement de déclaration d'absence sur la situation matrimoniale du conjoint de l'absent qui réapparaît ; le problème relatif à un éventuel partage durant la période de présomption d'absence : l'autorisation d'un partage amiable. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9072) : son amendement n° 1 : autorisation du partage à l'amiable ; l'intégration implicite par l'article 116, alinéa 2, du texte du caractère amiable du partage ; amendement n° 1 retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** (n° 2936). **Première lecture. Discussion des articles** [22 novembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 7809) : l'opposition par le Gouvernement de l'article 37 de la Constitution ; le décret du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ; le respect par l'administration des décisions de justice ; le

jeu du ministère des finances ; le dispositif de l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; le caractère non réglementaire de ce dispositif ; (p. 7810) : la nature des crédits budgétaires évaluatifs ; le recours du justiciable à la condamnation de l'administration à une astreinte ; l'inclusion dans l'amendement n° 1 de M. Gerbet de la notion d'ordonnancement ; (p. 7811) : la modification du titre de la loi. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9153) : demande à l'Assemblée de voter l'amendement n° 1 rétablissant l'article 1er A.

— **Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi n° 67-6 du 3 janvier 1967 tendant à permettre la suppression du régime juridique auquel sont soumis certains terrains communaux, notamment ceux dénommés « parts de marais » ou « parts ménagères »** (n° **3209**), rapporteur. **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7811) : la définition des « parts de marais » ; l'historique du régime des « parts de marais » ; (p. 7812) : les inconvénients du régime juridique de la loi du 3 janvier 1967 ; la proposition de loi déposée par M. Pinte ; l'affranchissement des biens communaux.

— **Projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française** (n° **2179**), rapporteur. **Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7813) : l'ordonnance du 16 janvier 1959 relative à la preuve de l'état civil des personnes ; l'extention de la procédure aux personnes qui acquièrent la nationalité française au cours de leur existence ou qui recouvrent la nationalité par effet d'un acte n'émanant pas de l'autorité publique ; (p. 7814) : la possibilité de dresser un acte tenant lieu d'acte de mariage pour les personnes mariées à l'étranger ; les amendements rédactionnels proposés par la commission ; la portée du texte soumis à l'Assemblée. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7815) : son amendement n° 1 rectifié : rédaction d'un nouveau chapitre VI du livre Ier, titre II, du code civil ; réservé. **Article premier** : son amendement n° 2 : modification rédactionelle ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 3 : modification rédactionelle ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 4 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 7 de suppression ; adopté. **Article 5** (p. 7816) : son amendement n° 6 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 7 de suppression ; réservé. **Article 7** : son amendement n° 8, deuxième rectification : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 7** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 15 du Gouvernement ; la création d'un article 99-1 distinct. **Article 6** (*suite*) : adoption de l'amendement n° 7 précédemment réservé. **Article 8** (p. 7817) : son amendement n° 9 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 9** : son amendement n° 10 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 9** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 14 de M. Berger ; la nécessité de modifier le texte de la loi en cas d'adoption de l'amendement n° 14 ; demande la réserve de l'amendement n° 14 de M. Berger. **Article 10** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 16 du Gouvernement ; la nécessité de restructurer le projet de loi ; demande la réserve de l'article 10 ; (p. 7818) : son amendement n° 11 : entrée en vigueur de la loi au plus tard au 1er avril 1978 ; retiré. **Après l'Article 10** : son amendement n° 12 : nouvelle numérotation du chapitre « de la rectification des actes de l'état civil » ; adopté. **Avant l'Article premier** (*suite*) : adoption de l'amendement n° 1 précédemment réservé. **Après l'Article 10** (*suite*) : son amendement n° 13 : insertion d'un nouveau chapitre V au titre VI du code de la nationalité relatif à la preuve par les registres de l'état civil ; adopté. **Titre** : son amendement : modification du titre ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil** (n° **2793**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7844) : les dispositions de la loi Boscher sur l'organisation transitoire des villes nouvelles ; l'élection des trois premiers conseillers de l'ensemble urbain du Vaudreuil ; la proposition de loi de M. Rémy Montagne ; les conditions d'élection des premiers membres du conseil municipal deux ans après l'occupation du premier logement ; le problème des électeurs du Vaudreuil. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7846) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Claude Michel ; (p. 7847) : l'implantation des villes nouvelles ; la loi de 1970 ; la représentativité des premiers conseillers municipaux élus ; la modification de forme à inclure dans l'article premier. **Article 2** (p. 7848) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Claude Michel.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° **3217**). **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7866) : les objets de la proposition de loi ; la mise en harmonie de la législation interne française avec les conventions internationales ; (p. 7867) : la ratification des conventions relatives au « brevet européen » et au « brevet communautaire » ; le rejet de

l'option relative au « brevet unique » ; les rapports entre les régimes juridiques du traité de la loi ; l'harmonisation des conditions de brevetabilité ; l'alignement des effets du brevet national sur les effets du brevet communautaire ; l'achèvement de l'entreprise de renforcement du brevet national ; les utilisateurs du brevet national ; la loi du 2 janvier 1968 ; la simplification de la procédure de l'avis documentaire ; la possibilité de donner à l'administration de rejeter la demande du brevet ; (p. 7868) : la « décorrectionnalisation » de la contrefaçon des brevets d'invention ; la crédibilité du brevet français ; la déconcentration et la décentralisation de l'institut national de la propriété industrielle. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7870) : l'alignement réalisé par l'amendement n° 1 du Gouvernement sur le droit de la convention de Munich ; les systèmes juridiques relatifs au droit au brevet ; les précisions apportées par l'amendement n° 24 de M. Boulloche ; transformer l'amendement n° 24 en sous-amendement à l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Article 9** (p. 7874) : la limitation du pouvoir de rejet de l'administration ; le système de l'examen préalable des brevets ; le système de protection particulier de la délivrance des brevets pour de nouvelles obtentions végétales ; (p. 7875) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 6 du Gouvernement ; (p. 7879) : la nature réglementaire de la disposition relative à l'habilitation du directeur de l'INPI à présenter des observations aux tribunaux dans toutes les actions en nullité de brevet ; l'indépendance des juridictions ; (p. 7880) : l'intervention du ministère public à compétence technique. **Article 38** (p. 7883) : son amendement n° 30 : compétence des tribunaux de grande instance sur les questions de validité, de déchéance et de contrefaçon de brevet ; le rattachement au droit civil des actions relatives à la contrefaçon des brevets ; la compétence des tribunaux de grande instance ; (p. 7884) : la justification de la compétence exclusive des tribunaux de grande instance ; amendement n° 30 adopté. **Après l'Article 43** (p. 7885) : ses doutes quant à l'application de la loi à Mayotte ; son sous-amendement à l'amendement n° 21 de M. Régis : application de la loi à Mayotte ; sous-amendement adopté. **Seconde délibération. Article 2 *bis* nouveau** (p. 7886) : le droit moral de l'inventeur ; la propriété de l'invention ; (p. 7887) : l'extension des pouvoirs de l'INPI ; le renforcement du rôle et des fonctions de l'INPI ; le maintien en vigueur de la loi du 4 avril 1931.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : Titre 1er (articles 1er à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° **3236**), rapporteur. **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8136) : la nature de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; (p. 8137) : l'historique de la réforme de l'entreprise ; le rapport du comité d'étude de la réforme de l'entreprise ; l'ordonnance du 17 août 1967 ; la création des sociétés anonymes à gestion participative ; l'existence d'une société anonyme à participation ouvrière (SAPO) ; la proposition de loi Edgar Faure ; reconnaître aux salariés un droit de participation aux résultats et aux décisions en raison de leur qualité de travailleur de l'entreprise ; le statut de la société anonyme à gestion participative ; les dispositions de la proposition de loi ; les propositions de la commission ; la mise en œuvre technique du dispositif de la proposition ; les déclarations du général de Gaulle ; (p. 8138) : l'adoption de la proposition par la commission des lois ; (p. 8139) : l'origine de la proposition de loi. **Discussion des articles. Articles 1er : Article 250-2 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1964** (p. 8144) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 20 rectifié de M. Edgar Faure ; le rôle des conseils d'administration ; l'application du principe de la co-décision ; le nombre des membres du conseil de surveillance ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 16 ; son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 1 du Gouvernement : nombre des membres du conseil de surveillance ; devenu sans objet. **Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8145) : l'avis favorable de la commission sur les amendements n° 2 du Gouvernement et n° 13 de M. Edgar Faure ; la mise en place des organes de concertation entre les cadres et la direction ; la participation expérimentale de certaines catégories de personnel. **Après l'Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8146) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 3 du Gouvernement : suppression des dispositions relatives à la délibération de l'assemblée générale sur les propositions des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté. **Article 250-4 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Article 250-5 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8147) : les dispositions de la proposition de loi relatives au droit à la participation des salariés ; le problème du calcul des droits ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 21 de M. Edgar Faure à l'amendement n° 5 du Gouvernement ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement ; (p. 8148) : l'avis

favorable de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Edgar Faure ; l'extension du droit sur les bénéfices aux plus-values des éléments d'actif, aux réserves et aux provisions pour amortissement ; l'éventualité d'une discrimination entre les biens sur lesquels les plus-values ont été réalisées. **Article 250-6 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8149) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 6 du Gouvernement : délibération de l'assemblée générale des salariés sur la base de la ou des propositions des représentants des salariés au conseil de surveillance ; adopté. **Après l'Article 250-6 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** : le non-examen par la commission du sous-amendement n° 22 de M. Edgar Faure à l'amendement n° 7 du Gouvernement. **Article 250-7 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement ; (p. 8150) : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 9 du Gouvernement : fixation à vingt du nombre maximum des effectifs du conseil de surveillance ; adopté. **Article 250-8 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement. **Après l'Article 2** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement ; (p. 8151) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Edgar Faure ; l'inopportunité de créer des procédures d'arbitrage. **Seconde délibération. Article : Article 250-5 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8152) : son avis favorable sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif aux régime d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° **3227**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8297) : le problème du statut juridique du clergé ; les problèmes financiers soulevés par le projet ; la répercussion des cotisations dans les prix des produits et services ; les solutions proposées par le projet de loi ; l'intégration du régime de l'assurance maladie dans le régime général ; les ressources moyennes des ministres des cultes ; l'intégration du principe de la compensation démographique dans le dispositif du régime de vieillesse ; les problèmes suscités par l'intégration des régimes des clercs et des religieux dans le régime général ; la pérennité de la vie monastique ; (p. 8298) : son amendement relatif à l'établissement d'un régime optionnel ; continuation de l'ordre monastique. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 613-16 du code de la sécurité sociale** (p. 8303) ; son amendement n° 36 ; droit d'option des membres des congrégations religieuses entre le régime normal et un régime de base comportant des cotisations et des prestations réduites ; la non-intégration de la composition démographique dans le système d'assurance maladie ; la situation des communautés dans lesquelles le rapport des jeunes aux moins jeunes est élevé ; (p. 8304) : la nature «« interventionniste » de son amendement ; l'application des dispositions de son amendement ; l'atteinte à la généralisation de la sécurité sociale ; le respect du principe de la solidarité ; l'exercice d'une option par communauté ; la création d'un régime spécial de la sécurité sociale ; (p. 8305) : l'exercice du pouvoir législatif par la représentation nationale ; les déclarations de Monseigneur Vilnet ; amendement n° 36 ; adopté. **Article 4** (p. 8306) : son amendement n° 37 : application des règles de calcul de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à la détermination du montant de la pension ; retiré.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 6** (p. 8438) : le caractère incompréhensible des textes soumis à l'Assemblée ; (p. 8439) : les difficultés d'application de l'amendement n° 48 rectifié de M. Boulloche ; (p. 8440) : l'obligation de la remise d'une quittance de loyer ; la nature juridique de la quittance.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8466) : les conditions du travail législatif ; l'insuffisante maturation du projet de loi ; l'imparfaite définition de la notion de contrat d'adhésion ; le problème des clauses abusives dans les contrats d'ahésion en matière de consommation ; les agents stipulateurs des clauses abusives ; les moyens à la disposition de l'Etat pour faire disparaître les clauses abusives ; la faiblesse du système de contrôle ; la loi Rabier adoptée en 1903 relative aux responsabilités dans les contrats de transport ; les dispositions de l'article 28 du projet relatives à la réputation non écrite par décision de justice des clauses abusives ; le caractère superfétatoire de l'article 32 ; l'application des dispositions du traité de Rome aux contrats de licence de brevet ; l'obscurité des dispositions relatives à la responsabilité délictuelle ; (p. 8467) : faire du droit des obligations un droit simple ; l'inconstitutionnalité du dispositif de l'article 32 ; la composition de la commission chargée de la prévention du développement des clauses abusives ; les conditions de saisine de la commission ; le « saccage » du droit civil. **Discussion des articles,** rapporteur pour avis sup-

pléant [9 décembre 1977] : **Article premier** (p. 8552) : soutient l'amendement n° 44 de M. Bourson : l'évolution de la position du Gouvernement sur l'article 28 ; adopté. **Après l'Article 23** *ter* (p. 8570) : demande une suspension de séance pour permettre au groupe RPR de se réunir ; [12 décembre 1977] : **Article 24** (p. 8587) : soutient l'amendement n° 57 de M. Bourson : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 113 : distinction des mentions relatives à la consultation et à l'expertise ; adopté. **Article 26** (p. 8588) : soutient l'amendement n° 58 de M. Bourson : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application de la loi concernant l'habilitation d'organismes agréés assurant dans des domaines spécifiques les missions dévolues au laboratoire national d'essais ; repoussé. **Avant l'Article 27** : soutient l'amendement n° 59 de M. Bourson : modification de l'appellation des labels agricoles ; devenu sans objet. **Article 27 : Article 28-1 de la loi du 5 août 1960** : soutient l'amendement n° 60 de M. Bourson : modification du champ d'application des labels agricoles ; devenu sans objet. **Avant l'Article 28** (p. 8589) : soutient l'amendement n° 61 de M. Bourson : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre IV ; retiré. **Article 28** (p. 8590) : la clarté de la rédaction de l'amendement n° 106 du Gouvernement ; l'habilitation du pouvoir réglementaire à intervenir ; (p. 8591) : le ralliement de la commission des lois à la nouvelle rédaction de l'article 28 ; son sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 106 du Gouvernement : prise en considération des pratiques professionnelles et de l'économie générale des contrats dans l'appréciation du caractère léonin des clauses contractuelles ; son sous-amendement n° 115 à l'amendement n° 106 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; son sous-amendement n° 116 à l'amendement n° 106 du Gouvernement : modification rédactionnelle ; l'efficacité de la nouvelle rédaction de l'article 28 ; l'amélioration de la protection des consommateurs ; (p. 8592) : sa modification du sous-amendement n° 114 supprimant la prise en considération des pratiques professionnelles dans l'appréciation du caractère léonin des clauses contractuelles ; sous-amendements n°s 114, 115 et 116 adoptés. **Article 29** : soutient l'amendement n° 63 de M. Bourson : composition de la commission consultative des clauses abusives ; l'élargissement de la composition de la commission des clauses léonines ; laisser la possibilité de la nomination de magistrats à la retraite ; adopté après modification. **Article 30** (p. 8594) : soutient l'amendement n° 64 de M. Bourson : missions et conditions de saisine de la commission des clauses léonines ; adopté après modification. **Article 31** : soutient l'amendement n° 65 de M. Bourson : recommandation par la commission des clauses léonines de la suppression de la modification des clauses présentant un caractère abusif et conditions d'établissement par certaines commissions d'un rapport annuel ; adopté. **Article 32** (p. 8595) : soutient l'amendement n° 66 de suppression de M. Bourson ; adopté. **Article 33** : soutient l'amendement n° 67 de suppression de M. Bourson ; adopté. **Article 34** : soutient l'amendement n° 68 de suppression de M. Bourson ; adopté. **Article 36** : soutient l'amendement n° 69 de M. Bourson : conditions de plafonnement du taux de l'amende ; la distinction entre l'infraction première et la récidive ; repoussé. **Titre** (p. 8598) : l'interprétation dans son sens le plus large de l'expression « consommation ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité** (n° **3224**). **Discussion de l'Article unique** [9 décembre 1977]. **Article unique** (p. 8543) : soutient l'amendement n° 2 de M. Bolard ; extension des dispositions de l'article à l'ensemble des créanciers sans distinction de la source de l'obligation ; la sanction de l'organisation systématique de l'insolvabilité ; la protection des créanciers d'aliments et celle des créanciers de dommages et intérêts ; l'absence de rapport des dispositions de l'amendement avec celles relatives à la contrainte par corps en matière civile ; (p. 8544) : la nécessité de protéger les créanciers d'aliments ; (p. 8545) : le maintien de la nature de l'infraction ; la nature de l'obligation légale des créances d'aliments ; le droit des créanciers à la même protection ; (p. 8546) : les données qui amèneront les établissements de crédit à prendre des précautions contre les risques d'insolvabilité de leurs débiteurs ; amendement n° 2 adopté ; soutient l'amendement n° 3 de M. Bolard : sanctions applicables au dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale ; adopté.

— **Réunion de la commission des lois sur le projet de loi relatif aux sociétés coopératives ouvrières de production** [12 décembre 1977] (p. 8600).

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **2934**), rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8623): la réforme des sociétés coopératives ouvrières de production ; la proposition de loi n° 2467 de M. Edgar Faure ; le projet de loi gouvernemental ; la législation relative aux sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP) ; le principe des SCOP ; l'admission en sociétariat ; la gestion des coopératives ; la répartition des bénéfices ; l'ina-

déquation du statut des coopératives ouvrières; les objectifs des dispositions proposées ; le retour des SCOP à leurs principes fondamentaux ; l'accès des salariés à la qualité d'associé ; l'amélioration de leurs structures financières ; l'appel aux capitaux extérieurs ; l'encouragement de la création et du développement des SCOP ; le nouvel essor des SCOP. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8629) : son amendement n° 5 rectifié : qualification des SCOP ; adopté ; (p. 8630) : son sous-amendement n° 49 à l'amendement 43 de M. Gaillard ; interdiction de dérogation aux dispositions de la loi du 29 novembre 1966 relatives aux sociétés civiles professionnelles ; avis favorable de la commission à l'amendement n° 43 de M. Gaillard ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 6 : modification rédactionnelle ; rectifié adopté. **Article 5** (p. 8631) : son amendement n° 7 : modification rédactionnelle ; l'application de la terminologie relative aux sociétés ; la notion « d'associé » ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 40 : suppression des dispositions relatives aux conditions de majorité ; adopté ; son amendement n° 8 : modification terminologique ; adopté. **Article 7** : son amendement n° 9 : modification de forme ; adopté. **Article 8** (p. 8632) : son amendement n° 10 : possibilité d'inclusion dans les statuts de la faculté offerte par les travailleurs employés de demander leur admission comme associés ; le caractère facultatif des dispositions de l'amendement n° 10 ; la responsabilité des salariés refusant de devenir associés coopérateurs ; adopté. **Article 9** : son amendement n° 11 rectifié : perte de la qualité d'associé en cas de cessation d'activité dans l'entreprise ; (p. 8633) : le ralliement de la commission à l'amendement n° 53 du Gouvernement ; retiré. **Article 10** : son amendement n° 12 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 13 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 14 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 13** (p. 8634) : son amendement n° 41 : caractère dérogatoire de l'article aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 ; adopté. **Article 14** : ses amendements n° 15 et n° 16 : modifications rédactionnelles ; adoptés. **Article 15** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 44 de M. Gaillard ; (p. 8635) : la double qualité d'associé et de travailleur des administrateurs ; les personnes visées par les dispositions de l'amendement n° 44 ; indique qu'il lui semble préférable de ne pas adopter cet amendement. **Article 18** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Gaillard. **Article 19** (p. 8636) : son amendement n° 17 : faculté offerte aux unions de coopératives d'émettre des parts sociales au bénéfice de leurs salariés ; l'article 40 de la Constitution ; adopté. **Article 20** : son amendement n° 18 : modification rédactionnelle ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Odru. **Article 21** (p. 8637) : son amendement n° 19 : soumission de la cession des parts sociales à l'approbation soit de l'assemblée générale soit des administrateurs ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 20 : obligation pour les coopératives de maintenir la valeur des parts sociales à leur montant minimum ; adopté. **Article 24** : son amendement n° 21 : conditions de plafonnement du nombre des parts sociales susceptibles d'être détenues par un même associé ; adopté ; (p. 8638) : son amendement n° 50 : fixation à la moitié du capital de la société pendant une période de dix ans du montant maximum de parts sociales susceptibles d'être détenues par un associé ; la disparition de l'esprit de coopération en cas de rejet de l'amendement n° 50 ; adopté. **Article 26** : son amendement n° 22 rectifié : limitation du nombre de voix supplémentaires pouvant être attribuées à une SCOP participant au capital d'une autre SCOP ; adopté. **Article 27** : son amendement n° 23 : modification de terminologie ; adopté ; (p. 8639) : son amendement n° 24 : modification de terminologie ; adopté ; son amendement n° 25 : réparation d'une erreur matérielle ; adopté. **Article 29** : son amendement n° 26 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 33** (p. 8640) : son amendement n° 27 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 28 : rémunération de la fraction des excédents nets de gestion affectés au service d'intérêts au capital selon le taux moyen de rendement effectif des obligations ; retiré. **Avant l'Article 35** : son amendement n° 29 : nouvelle rédaction de l'intitulé du chapitre III ; sa modification sur l'amendement n° 29 : adopté. **Article 35** : son amendement n° 30 : suppression des dispositions relatives au plafonnement des souscriptions par les salariés de parts sociales ; (p. 8641) : indique qu'il ne votera pas l'amendement n° 30 de la commission mais qu'il ne peut le retirer ; repoussé. **Article 36** : son amendement n° 31 : plafonnement de l'augmentation maximale du capital à la moitié du capital social ou au quart de l'actif net ; retiré ; son amendement n° 42 : faculté offerte aux salariés d'acquérir des titres par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ; amendement n° 42 corrigé ; adopté. **Article 37** (p. 8642) : son amendement n° 32 : fixation à un an minimum et à trois ans maximum de la durée de présence dans la société ouvrant droit au bénéfice de l'émission de parts sociales ; adopté ; son amendement n° 51 : dispositions de coordination ; adopté ; son amendement n° 33 : correction d'une référence erronée ; adopté ; son amendement

n° 34 : de coordination ; adopté. **Article 38 :** son amendement n° 52 : de coordination ; adopté. **Après l'Article 42** (p. 8643) : son amendement n° 35 : modalités de règlement des défaillances des souscripteurs ; adopté. **Après l'Article 43 :** son amendement n° 36 : faculté pour les SCOP d'émettre des certificats de participation coopérative ; la possibilité pour les SCOP de se procurer des capitaux extérieurs ; (p. 8644) : les garanties offertes aux souscripteurs des certificats de participation coopérative ; adopté. **Après l'Article 44** (p. 8645) : le rejet par la commission des amendements n° 2 de M. Odru et n° 47 corrigé de M. Gaillard ; l'insuffisante précision de ces amendements ; l'exercice du droit de préemption ; les chances de succès des SCOP ; les problèmes posés par la consultation préalable du personnel. **Article 45** (p. 8646) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Odru ; le droit de veto conféré aux associés minoritaires. **Article 49 :** la non-communication à la commission de l'amendement déposé par M. Gaillard sur l'article 49 ; l'opposition éventuelle de l'article 40 de la Constitution. **Article 50** (p. 8647) : son amendement n° 37 de coordination ; adopté. **Après l'Article 51 :** son amendement n° 38 : possibilité pour un travailleur antérieurement salarié dans une autre entreprise de faire apport au capital d'une SCOP en constitution de ses droits de participation acquis en vertu de l'ordonnance du 17 août 1967 ; adopté. **Article 53 :** son amendement n° 39 ; réputation non écrite des dispositions contraires à la loi ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° **3293**). **Discussion des articles** [15 décembre 1977]. **Après l'Article 4** (p. 8805) : la légalité douteuse de l'arrêté du 25 mars 1977 assouplissant les conditions de diplôme à l'accès aux fonctions de directeur d'établissement ; l'insertion de l'amendement n° 7 de M. Bayard dans le projet de loi ; la promotion sociale ; demande à l'Assemblée de voter l'amendement n° 7.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° **3199**). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Article 1er** (p. 8976) : l'article 1792 du code civil ; la mise en évidence des responsabilités ; (p. 8977) : le caractère superfétatoire du sous-amendement n° 94 de M. Gilbert Mathieu à l'amendement n° 82 de M. Richomme ; son opposition au sous-amendement n° 96 de M. Gilbert Mathieu à l'amendement n° 82 ; (p. 8978) : l'application de la garantie décennale, notamment aux travaux de réfection ; le caractère restrictif de l'amendement n° 43 de M. Gilbert Mathieu. **Article 2 : Article 1792-1 du code civil :** l'institution d'une responsabilité décennale dans tous les cas ; la non-modification de la loi du 3 janvier 1967 ; la situation du constructeur de maisons individuelles. **Article 1792-4 du code civil** (p. 8981) : la nécessité de supprimer dans l'amendement n° 1 de M. Lauriol la référence à l'article 1792-1 du code civil. **Article 1792-6 du code civil :** la faculté pour les parties de recourir à l'arbitrage pour l'établissement de la réception ; (p. 8982) : l'intérêt de la décision judiciaire relative à la réception. **Article 3** (p. 8986) : la faculté offerte aux parties d'allonger le délai de garantie si elles le désirent ; le caractère contractuel de la garantie prévue à l'article 1792 du code civil ; l'opportunité pour l'Assemblée de se prononcer sur le premier alinéa de l'amendement n° 16 rectifié de M. Richomme ; (p. 8987) : la nature du délai inclus dans l'article 2270 du code civil ; la transformation de ce délai par le Sénat en un véritable délai de prescription ; conserver au délai son caractère de délai préfix ; le danger d'une instauration par les demandes en justice de la prescription ; (p. 8988) : le départ d'un nouveau délai en cas de réalisation de nouveaux travaux. **Après l'Article 5 :** la prise en considération des modifications intervenues dans la rédaction de l'amendement n° 97 de M. Richomme. **Article 6** (p. 8989) : l'utilité du règlement de construction ; (p. 8990) : le refus du Gouvernement de transformer un contrat type en une règle légale. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** (p. 8998) : l'intention du Gouvernement sur les personnes obligées de contracter une assurance responsabilité ; le caractère extensif de la rédaction proposée pour l'amendement n° 26 de M. Richomme ; (p. 8999) : l'absence de coïncidence entre l'obligation d'assurance avec la responsabilité fixée à l'article 1792 du code civil ; la nature des constructions de génie civil ; (p. 9000) : la satisfaction du sous-amendement n° 78 de M. Alfonsi à l'amendement n° 60 de M. Gilbert Mathieu. **Article L 242-1 du code des assurances** (p. 9002) : propose une rectification à l'amendement n° 88 de M. Richomme ; l'indemnisation par l'assureur des dommages en dehors de toute recherche de responsabilité ; (p. 9003) : la fixation à cinq mois du délai de versement de la provision ; l'existence d'un système de référé-provision. **Article L 243-6 du code des assurances** (p. 9005) : le caractère superfétatoire des amendements n° 37 de M. Richomme et n° 80 de M. Alfonsi. **Après l'Article 11** (p. 9006) : la suffisance du droit commun de la concurrence. **Seconde délibération.**

Article 2 (p. 9010) : le souhait par le Gouvernement de la modification des dispositions de l'article 1792-6 du code civil ; le maintien en l'état des articles 1792-1 à 1792-5 du code civil. **Article 6** : l'accord de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Explications de vote** : les conditions de fixation de l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée ; les ressemblances du dispositif proposé avec les pratiques du droit maritime. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9168) : s'excuse de ne pas avoir prévenu le rapporteur de la commission de la production de la réunion de la commission des loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9170) : la supériorité de la rédaction de l'article 1792 du code civil proposée par l'Assemblée ; rejeter l'utilisation du jargon juridique ; la nature de la responsabilité des constructeurs d'ouvrages. **Article 2** (p. 9171) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Gilbert Mathieu.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **3222**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9047) : la dégradation continue de la qualité des textes législatifs ; le caractère hétéroclite du projet de loi ; les dispositions relatives au secret d'instruction ; la police judiciaire ; le jury criminel ; (p. 9048) : les propositions de la commission. **Discussion des articles. Articles premier à 6** (p. 9049) : la suppression des articles 1er à 6 relatifs au secret d'instruction ; la connaissance des éléments des dossiers d'instruction. **Article 8** (p. 9050) : les moyens financiers qui seront consacrés à la formation professionnelle des officiers de police judiciaire. **Article 9** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. **Article 10** : l'adoption par la commission de l'amendement n° 3 du Gouvernement. **Article 17** (p. 9051) : soutient le sous-amendement n° 5 de M. Gerbet à l'amendement n °4 du Gouvernement : recherche et constatation des infractions sans qu'il puisse être procédé dans ce but à la visite des véhicules ; sa rectification rédactionnelle du sous-amendement n° 5 ; (p. 9052) ; l'interdiction de procéder à la visite des véhicules afin de constater une infraction au code de la route ; sous-amendement n° 5 rectifié adopté. **Article 22** (p. 9053) : son amendement n° 26 : suppression des conditions de pourcentage de la liste préparatoire ; la modification de la base des conditions de formation de la liste du jury ; ne pas instituer un *numerus clausus* ; l'abandon de la prédominance masculine ; (p. 9054) : la proposition par le Gouvernement de la constitution du jury sur la base d'un tirage au sort ; (p. 9055) : le principe constitutionnel relatif à l'interdiction d'établir des distinctions selon le sexe pour l'accès aux charges publiques ; amendement n° 26 adopté. **Article 23 : Article 264 du code de procédure pénale** (p. 9056) : propose une modification de coordination ; modification réservée. **Article 267 du code de procédure pénale** (p. 9057) : l'harmonisation du texte voté pour l'article 263 du code de procédure pénale avec les autres dispositions adoptées. **Après l'Article 28** (p. 9058) : le rejet par l'Assemblée de toute discrimination entre les sexes ; (p. 9059) : l'incrimination d'adultère supprimée en 1975. **Article 28 *bis*** (p. 9060) : les mesures de riposte aux menaces faites à l'encontre des jurés.

— **Projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil** (n° **348**). **Commission mixte paritaire,** rapporteur [20 décembre 1977] (p. 9063) : la lenteur de la procédure législative appliquée au texte ; la distinction des dispositions applicables à toutes les sociétés de celles qui sont spéciales aux sociétés civiles ; le problème créé par l'interdiction des conventions d'indivision entre les personnes morales ; l'établissement de règles applicables à la liquidation ou au fonctionnement des sociétés créées de fait ; (p. 9068) : son amendement n° 3 : motifs pour lesquels la nullité d'une société peut être prononcée ; la précision des cas dans lesquels la violation des règles relatives à la constitution des sociétés ou aux actes des organes des sociétés est sanctionnée ou non par la nullité ; propose une modification de son amendement ; amendement n° 3 adopté après adoption de la modification ; la nécessité de modifier la référence faite au quatrième alinéa de l'article 4 et au deuxième alinéa de l'article 5 du projet de loi.

— **Conflit de compétence entre deux commissions** [20 décembre 1977] (p. 9077) : la compétence de la commission des lois ; indique qu'il scindera sa proposition de loi en deux propositions nouvelles.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 342 et 342-6 du code civil relatifs aux modalités de mise en œuvre de l'action à fins de subsides** (n° **2632**). **Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Après l'Article 1er** (p. 9158) : les conséquences d'une éventuelle adoption de l'amendement n° 1 de M. Marc Masson dans les dispositions de la loi du 3 janvier 1972 sur la filiation ; l'article 340 du code civil ; le retour au droit français en vigueur entre 1955 et 1972.

FRANCESCHI (Joseph)

Député du Val-de-Marne
(4e circonscription)
(PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1457).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **secrétariat d'Etat au troisième âge** (n° **73**) [12 avril 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XVII : Travail - III. Travailleurs immigrés** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice de la **loi du 31 décembre 1971** aux retraités dont la **pension** a pris effet avant le 1er janvier 1975 (n° **1712**) [5 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XV : Travail et santé - Travailleurs immigrés** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi : (n° 1712) tendant à étendre le bénéfice de la loi du 31 décembre 1971 aux **retraités** dont la pension a pris effet avant le 1er janvier 1975 ; (n° 1855) portant amélioration de la situation des assurés titulaires d'une **pension de vieillesse** du régime général de sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles liquidées antérieurement au 1er janvier 1972 ; (n° 2026) tendant à majorer les **pensions de vieillesse** des assurés sociaux ayant cotisé pendant plus de trente ans à la sécurité sociale et dont la retraite a été liquidée avant le 1er janvier 1975 ; (n° 2107) tendant à étendre le bénéfice de la **loi n° 71-1132** du 31 décembre 1971 aux assurés titulaires d'une **pension de vieillesse** du régime général de la sécurité sociale et du régime des travailleurs salariés agricoles liquidée antérieurement au 1er janvier 1975 (n° **2368**) [9 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XVII : Travailleurs immigrés** (n° **2530**) [12 décembre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XVII : Travail et formation professionnelle - Travailleurs immigrés** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** garantissant les **droits des travailleurs immigrés** (n° **3407**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **11619**), **Chambaz** (n° **11716**), **Audinot** (n° **11776**), **Fillioud** (n° **11782**), **Chinaud** (n° **11785**) et **Daillet** (n° **11797**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2984) : son inquiétude devant la suppression éventuelle de certains bureaux étrangers : Abidjan, Rio de Janeiro, Tokyo, Moscou.

• *questions au Gouvernement :*

— **Péage sur certaines voies radiales** [30 avril 1975] (p. 2276) : autoroute A 4.

— **Baisse du taux de rémunération des livrets de caisse d'épargne** [17 décembre 1975] (p. 9908) : compensation nécessaire de la perte imposée aux petits épargnants.

• *question orale sans débat :*

— (n° **22973**) : **Péage sur l'autoroute A 4** [19 décembre 1975] (p. 10079, 10080) : l'obstination du Gouvernement au sujet de l'installation d'un poste de péage sur l'autoroute A 4 dès la porte de Charenton ; l'opposition de la population et des élus à ce projet, les risques de compromettre la réalisation de Marne-la-Vallée.

• *questions au Gouvernement :*

— **Commémoration du massacre du peuple arménien perpétré en 1915** [28 avril 1976] (p. 2251).

— **Péage de Saint-Maurice** [6 octobre 1976] (p. 6382) : déplacement vers l'Est du poste de péage sur l'autoroute A 4 dans le Val-de-Marne.

— **Attitude du Premier ministre à l'égard du Parlement** [8 décembre 1976] (p. 9074) : méthodes de travail du Premier ministre communiquant aux groupes de la majorité et non au Parlement des décisions sur la taxe professionnelle.

— **Troisième âge** [11 octobre 1977] (p. 6044) : la situation difficile des personnes âgées en raison de la diminution du minimum vieillesse du fait de l'inflation.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **42338**) : **Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi sur l'obligation alimentaire n° 1895** tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire des descendants en matière d'aide sociale [25 novembre 1977] (p. 7967, 7968).

— (n° **40718**) : **Effectifs de la police dans la région parisienne** [2 décembre 1977] (p. 8224, 8225) : la faiblesse des effectifs de police dans le Val-de-Marne.

— (n° **42971**) : **Application de la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat** [16 décembre 1977] (p. 8891, 8892, 8893) : lacunes subsistant en matière sociale et fiscale dans l'application de cette loi ; disparition d'un grand nombre d'artisans et de petits commerçants.

• *question au Gouvernement :*

— **Remplacement des instituteurs absents dans les écoles primaires de Maisons-Alfort** [21 décembre 1977] (p. 9148) : situation désastreuse des élèves des écoles primaires du Val-de-Marne.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1977

— **Souhaits de bienvenue** à une délégation parlementaire hongroise [17 mai 1977] (p. 2792).

— **Fixation de l'ordre du jour** [24 mai 1977] (p 2930) : irrecevabilité des propositions de loi sur l'indemnité d'expatriation des militaires ; décision de saisir le Conseil constitutionnel sur la proposition de M. Legrand sur la sécurité sociale dans les mines.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative n° 2754. Discussion des articles** [9 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 3629) : l'ordre d'examen des amendements ; l'éventualité d'un supplément d'examen des amendements par la commission.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [16 juin 1977] (p. 3884) : l'aménagement de l'ordre du jour par la conférence des présidents.

— **Souhaits de bienvenue** à une délégation parlementaire de la République démocratique d'Allemagne [26 octobre 1977] (p. 6638).

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**). **Discussion générale** [16 décembre 1977]. **Rappel au règlement de M. Mexandeau** (p. 8899) : l'impossibilité d'une suspension de séance en vue de la consultation du Bureau de l'Assemblée nationale.

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1400) : problème du logement social à Paris et dans les départements périphériques ; drame des personnes à la recherche d'un logement ; estime qu'aucune politique cohérente du logement n'a été menée jusqu'à présent ; (p. 1401) : coût du sol ; situation financière des collectivités locales ; insuffisance du nombre de HLM ; maîtrise du sol, préalable indispensable à la construction de logements sociaux ; sa référence à la proposition de loi foncière déposée par le groupe socialiste ; création d'offices fonciers ; mesures de nature à mettre un frein aux profits énormes réalisés dans le secteur immobilier ; taux de rentabilité du capital investi par les promoteurs ; demande le retour au système des prêts à 1 % sur quarante-cinq ans ; prêts annexes ; parkings et fondations spéciales ; prime à la construction ; évolution du secteur complémentaire des HLM ; (p. 1402) : politique évolutive des normes ; moyens de financement à long terme et à taux réduit ; simplification des procédures et réforme des circuits de financement ; rénovation urbaine et moyens des municipalités; coût de l'opération des Halles ; demande que dans le prochain budget figurent des crédits plus importants.

— **Rappel au règlement** [13 décembre 1973] (p. 6935, 6936) : délai apporté à répondre aux questions écrites ; rappel de sa question concernant le nombre de personnes bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers** (n° **258**) [18 décembre 1973] (p. 7161) : vote de son groupe en faveur de la proposition de loi.

1974

— **Projet de loi constitutionnelle portant revision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1881**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4865) : la Constitution demandait une revision plus ample orientée vers une véritable démocratie ; la saisine d'office du conseil constitutionnel revient à accorder à cette institution un droit de veto ; préférence pour une Cour suprême constitutionnelle ; le voyage à Versailles n'est pas opportun dans la situation actuelle. **Discussion des articles. Article 2** (n° 4953) : amendement n° 2 : suppression de l'article 2 qui prévoit la saisine d'office du conseil constitutionnel ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1974] (p. 5774) : demande un recensement des moyens consacrés aux travailleurs immigrés ; l'action en faveur des immigrés ne doit être ni fragmentaire ni désordonnée ; la contribution des immigrés à la production intérieure brute : un appartement sur deux, deux voitures sur quatre, quatre-vingt-dix kilomètres d'autoroute sur cent ; leur donner un statut social correspondant aux services qu'ils rendent ; un fossé entre les déclarations et les moyens ; une politique anarchique ; la pénurie des effectifs dans les directions départementales du travail et de la main-d'œuvre retarde le renouvellement des cartes de travail ; incohérence entre la volonté de restaurer la maîtrise de l'Etat sur le flux migratoire et l'incapacité à fournir un bilan des poursuites contre les trafiquants de main-d'œuvre ; pour une politique « cohérente, consciente et concertée » ; les espoirs suscités par la création d'un secrétariat d'Etat aux immigrés ; la démission de son premier titulaire ; seul changement : l'arrêt de l'immigration ; disparité dans l'accroissement des crédits destinés au contrôle de l'immigration et à l'action sociale en faveur des travailleurs étrangers ; le financement complémentaire décidé le 9 octobre 1974 ; (p. 5775) : la redevance complémentaire pour les recrutements de main-d'œuvre étrangère ; le logement, élément primordial de toute politique d'insertion et d'amélioration des conditions de vie ; les retards accumulés ; la politique annoncée n'est pas en mesure de faire face à la pénurie d'habitat social ; la ponction sur la part de la contribution patronale consacrée au logement des travailleurs français ; l'amendement de la commission relatif au versement des sommes collectées à un compte spécial du fonds d'action sociale ; la démission de M. Postel-Vinay ; du fait du coût des terrains et des prix-plafonds imposés, les crédits de 1975 risquent de ne pas être consommés ; une politique en trompe-l'œil cachant mal l'absence d'une action audacieuse et cohérente ; les immigrés ont droit à la solidarité nationale ; accorder aux immigrés la pleine égalité des droits, conformément à nos traditions d'hospitalité et à l'intérêt national ; pratiquer davantage la concertation : la commission de la main-d'œuvre étrangère auprès du comité supérieur de l'emploi n'a pas été réunie depuis le 1er février ; la commission a adopté les crédits à la majorité, malgré l'avis du rapporteur.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5946) : interroge le secrétaire d'Etat sur la situation des « reçus-collés ».

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6594) : la manière dont est conduit le contrôle en matière d'aide de l'Etat à la construction annule en partie les effets de cette aide ; (p. 6595) : la révision du prix plafond n'a pas corrigé la hausse des coûts ; la politique foncière du Gouvernement ne met en œuvre aucun objectif d'ensemble ; le logement PIC locatif disparaît en fait du marché ; l'inadaptation des règles en matière de prêts du crédit foncier ; accorder au logement social locatif une priorité nationale.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [13 décembre 1974]. **Article 11** (p. 7941) : son amendement n° 162 : recours devant la juridiction du contentieux général de la sécurité sociale ; retiré.

1975

— **Proposition de loi portant droit de reprise** (n° **1374**). **Discussion de l'Article unique** [18 avril 1975] (p. 1894) : soutient l'amendement n° 1 de M. Canacos ; regrette que son propre amendement ait été déclaré irrecevable. **Explications de vote** (p. 1895) : son regret que son amendement tenant au maintien dans les lieux de certaines catégories d'occupants n'ait pas été retenu.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **678**). **Discussion des articles** [16 juin 1975]. **Après l'Article 2** (p. 4245) : son sous-amendement n° 10 à l'amendement n° 4 du Gouvernement : possibilité pour tout ressortissant étranger d'accéder aux fonctions d'administration ou de

direction d'un syndicat affilié à une organisation représentative sur le plan national ; repoussé ; (p. 4246) : son amendement n° 8 : permettre aux travailleurs étrangers d'élire les conseillers prud'hommes dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux ; adopté ; son amendement n° 9 : conséquence de l'amendement n° 8 ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**) [17 octobre 1975]. **Discussion des articles** (p. 7111, 7112) : **rappel au règlement** : proteste contre la procédure qui a été utilisée lors de l'examen des amendements n°s 38 et 39 de M. Allainmat ; demande une seconde délibération de ces amendements.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement. Logement [28 octobre 1975] (p. 7411) : la situation faite au logement social ; l'augmentation des coûts de la construction ; la moindre qualité des logements ; le nombre de personnes privées d'un logement décent.

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1975] (p. 7818) : la politique d'immigration suivie par le Gouvernement ; l'absence d'une politique globale ; une réglementation touffue ; la nécessité pour le capitalisme d'avoir une main-d'œuvre sans qualification ; la formation professionnelle des immigrés ; leur logement ; (p. 7819) : l'égalité des droits sociaux ; les accidents du travail qui frappent les immigrés ; la non-signature par la France de la nouvelle convention présentée à Genève relative aux droits des immigrés ; le rejet par la commission des affaires culturelles des crédits les concernant ; (p. 7833) : sa question relative au décret portant sur le financement des logements sociaux pour les familles étrangères.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8699) : la situation des pensionnés ; les améliorations à apporter à leur situation ; les méfaits de l'application stricte du principe de la non-rétroactivité des lois dans le domaine des retraites ; (p. 8700) : le problème des petits retraités ; mettre en œuvre une véritable politique des pensionnés. **Discussion des articles. Article 66** (p. 8714) : son amendement n° 137 : mieux protéger les Français d'outre-mer en ce qui concerne la retraite ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 15** (p. 9545) : demande l'extension de la mesure prévue par l'article.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 11** (p. 9995) : son amendement n° 44 : porter le nombre des représentants des départements de six à sept ; repoussé. **Article 12** (p. 9995) : son amendement n° 45 : désignation des parlementaires appelés à siéger au conseil régional ; repoussé ; (p. 9996) : son amendement n° 46 : désignation à la représentation proportionnelle des conseillers régionaux siégeant au conseil régional ; repoussé. **Explications de vote** (p. 10006, 10007) : le vote hostile du groupe socialiste ; l'impossibilité pour la nouvelle région de jouer un rôle utile.

1976

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2377-2378) : le champ d'application très limité des projets de loi soumis au Parlement en matière d'immigration ; la politique de trompe-l'œil du Gouvernement ; l'absence de bilan convaincant deux ans après la création du secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés ; la persistance d'un régime répressif et d'interventions policières arbitraires ; les difficultés résultant de l'immigration anarchique qui a été tolérée pendant des années ; la menace d'un non-renouvellement de la carte de travail sous laquelle vivent les travailleurs immigrés ; (p. 2379) : la politique de laisser-faire menée pendant douze ans par M. Giscard d'Estaing ; la volonté du Gouvernement de donner l'impression que tout va changer ; la non-approbation de la politique du Gouvernement par le groupe socialiste malgré son vote favorable au projet en discussion.

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° **2132**). **Discussion de l'Article unique** [29 avril 1976] (p. 2392) : son amendement n° 2 : possibilité de réquisitionner le local en cas de fermeture par le propriétaire ou l'exploitant ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5138) : l'application abusive de la loi du 8 juillet 1963 déjà trop rigoureuse ; l'énonciation des agissements et des actions du Gouvernement français ; l'élimination des adversaires politiques du gouvernement local de Djibouti ; les manifestations à Djibouti ; les contrôles d'identité ; (p. 5139) : les bonnes intentions dans le premier alinéa de l'article unique ternies par le deuxième alinéa ; reproche au Gouvernement de soutenir dans le territoire français

des Afars et des Issas un gouvernement local n'ayant aucune légitimité ; interroge le Gouvernement sur le décret en préparation ; souhaite que ne soient pas hypothéquées les relations amicales entre la jeune République de Djibouti et la nation française. **Discussion des articles** [7 juillet 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 5142) : annonce que le groupe socialiste votera l'amendement n° 4 de M. Foyer. **Article unique** : retire son amendement n° 1 ; (p. 5143) : son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 6 de M. Foyer précisant quelles seront les autorités judiciaires et administratives de la « République française » qui recevront les déclarations ; accepte la modification de son sous-amendement n° 7 ; demande des précisions sur le projet de décret en préparation ; (p. 5144) : interroge le Gouvernement sur la participation des partis à la commission ad hoc ; sous-amendement n° 7 adopté ; retire l'amendement n° 2.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7106) : le péage sur l'autoroute A 4 ; le péage dans la région parisienne ; demande le maintien de la gratuité générale ; (p. 7107) : Marne-la-Vallée ; l'échec du péage à l'étranger ; le financement des autoroutes.

Travail, rapporteur pour avis [15 novembre 1976] (p. 7990) : la faiblesse du crédit budgétaire en faveur des travailleurs migrants étrangers; un crédit qui diminue en valeur réelle; les subventions accordées au FAS, à la Sonacotra et au SSAE; le financement de la politique conduite en faveur des travailleurs immigrés; possibilité pour les immigrés de pouvoir bénéficier des services publics; le financement du logement des immigrés ; un budget marqué par l'austérité et par un manque de clarté et de justice ; une politique impuissante pour changer réellement leur situation ; le manque d'unité et de cohérence dans la politique gouvernementale vis-à-vis des immigrés ; (p. 7991) : les déclarations faites sur la criminalité et la délinquance ; l'absence de planification de l'immigration ; une politique fondée sur des illusions et des apparences ; une politique contraire aux intérêts des travailleurs ; l'impuissance de la politique sociale de l'immigration ; l'existence de conflits dans les foyers de la Sonacotra ; la situation des familles ; l'insécurité générale qui pèse sur les travailleurs immigrés victimes du capitalisme dit libéral ; donner la parole aux immigrés et permettre leur participation dans le respect de l'égalité des droits ; une véritable politique de l'immigration ; l'avis favorable de la commission au budget du ministère du travail ; (p. 8021) : la situation grave de plus de deux millions de Français ; la législation en matière d'assurance vieillesse ; la situation des retraités ; la proposition de loi socialiste. **Rappel au règlement** (p. 8030) : le refus du ministre du travail de répondre à sa question relative à la discussion de la proposition de loi tendant à réparer les injustices de la loi Boulin.

Education [18 novembre 1976] (p. 8234) : « éducation et éducation nationale » ; (p. 8235) : les intérêts de classe ; les hommes du passé ; les minima incompressibles ; les conditions de travail ; la formation des maîtres ; la TVA ; l'entretien et l'équipement des maternelles et des écoles élémentaires ; la norme de 35 élèves par classe ; (p. 8236) : la circulaire du 18 décembre 1969 ; la formation des instituteurs et des professeurs ; l'austérité ; l'aggravation des inégalités ; la privatisation.

Economie et finances. — 1. **Charges communes** [20 novembre 1976] (p. 8496) : les crédits des pensions civiles et militaires ; la politique des pensions ; la dégradation du niveau des pensions ; l'iniquité fiscale prorogée ; les injustices pérennisées ; l'aberrante règle de non-rétroactivité ; l'inégalité devant la loi ; le régime fiscal des pensions ; leur revalorisation ; le taux de réversion.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle - Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Discussion générale** [13 décembre 1976] (p. 9272) : la lutte pour la liberté de gestion des affaires territoriales de la Nouvelle-Calédonie ; (p. 9273) : les promesses de statut ; le revirement du secrétaire d'Etat ; la réalité économique et sociale calédonienne ; l'exploitation de la Nouvelle-Calédonie ; la répression des travailleurs ; une répartition des compétences peu favorable au territoire ; une administration locale surpuissante ; l'ère du racket ; les différentes conceptions de l'autonomie ; les manœuvres du Gouvernement ; réclame que les collectivités concernées se prononcent sur les choix statutaires ; la motion adoptée par l'assemblée territoriale ; (p. 9274) : la parodie de consultation irrégulière de 1975 ; la motion de renvoi en commission du PSRG ; (p. 9275) : sa motion de renvoi en commission n° 1 ; la consultation préalable des assemblées territoriales des TOM selon l'article 74 de la Constitution n'ayant porté que sur un vague avant-projet ; l'absence de quorum requis ; (p. 9276) : la consultation de l'assemblée territoriale sur un avant-projet émanant des services du ministère ; motion de renvoi en commission repoussée. **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9278) : son amendement n° 101 : les pouvoirs du haut-commissaire ; repoussé. **Article 4** (p.

9279) : son amendement n° 102 indiquant que le haut-commissaire promulgue les lois et règlements applicables dans le territoire ; repoussé ; son amendement n° 103 devenu sans objet ; son amendement n° 104 refusant que le Parlement intervienne dans la répartition des pouvoirs au sein du pouvoir exécutif ou dans le pouvoir réglementaire général du haut-commissaire ; repoussé ; (p. 9280) : son amendement n° 105 : le refus d'une compétence territoriale parmi les compétences du représentant de l'Etat ; repoussé. **Article 5** : son amendement n° 106 indiquant que s'il s'agit d'un acte du conseil de gouvernement le haut-commissaire en avise le vice-président du conseil de gouvernement ; adopté ; (p. 9281) : son amendement n° 107 : le recours contre les décrets d'annulation ; repoussé. **Article 6** (p. 9281) : son amendement n° 108 : les conditions de suspension des conseillers de gouvernement et la dissolution de l'assemblée territoriale ; repoussé. **Article 7** (p. 9282) : son sous-amendement n° 80 rectifié à l'amendement n° 7 rectifié de M. Piot ; indique que les compétences en matière de réglementation minière sont exercées conjointement par l'Etat et le territoire ; (p. 9283) : son sous-amendement n° 109 à l'amendement n° 7 rectifié de M. Piot soulignant la compétence de l'assemblée territoriale pour organiser et régler les programmes de radiodiffusion-télévision du territoire ; sous-amendements n° 80 et n° 109 repoussés. **Article 8** : son amendement n° 81 : de coordination ; repoussé ; (p. 9284) : son amendement n° 110 : le refus du pouvoir d'intervention exorbitant du secrétaire général ; repoussé. **Article 9** : son amendement n° 82 : s'opposant à l'élection de l'exécutif au scrutin proportionnel ; repoussé ; son amendement n° 83 devenu sans objet. **Article 10** : son amendement n° 111 abaissant l'âge d'éligibilité à vingt et un ans ; adopté ; (p. 9285) : son amendement n° 112 indiquant que la mention relative aux incompatibilités doit être placée dans l'article 13 ; repoussé. **Article 11** : son amendement n° 84 devenu sans objet. **Article 20** : son amendement n° 113 : le pouvoir de réclamation par les membres du conseil de gouvernement d'une réunion du conseil ; repoussé ; (p. 9286) : son amendement n° 114 : la compétence du conseil de gouvernement pour organiser ses propres services ; repoussé. **Article 21** : son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 11 de M. Piot indiquant que la voix du vice-président est prépondérante en cas de partage ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 87 supprimant le troisième alinéa de l'article 22 ; (p. 9287) : demande pourquoi les conseillers de gouvernement feraient l'objet d'une disposition particulière ; la responsabilité des conseillers de gouvernement ; adopté ; son amendement n° 115 : la publicité des résultats des travaux du conseil de gouvernement ; adopté. **Article 24** (p. 9288) : son amendement n° 88 reprenant pour le conseil de gouvernement une formule voisine de celle de l'article 20 de la Constitution ; repoussé ; son amendement n° 89 : le rétablissement des attributions individuelles réelles des conseillers de gouvernement ; repoussé. **Article 25** : son amendement n° 90 : une définition complète des compétences du conseil de gouvernement ; adopté ; (p. 9289) : son amendement n° 116 remplaçant le mot « cadres » par le mot « corps » dans le huitième alinéa g de l'article 25 ; adopté ; son amendement n° 117 conférant la compétence d'autorisation de captage des eaux au pouvoir exécutif ; adopté ; son amendement n° 118 autorisant l'assemblée territoriale à créer des recettes au moyen de redevances ou prestations de services publics ; repoussé ; son amendement n° 119 : limitant les transactions à un montant fixé par l'assemblée territoriale ; la représentation de l'assemblée par le vice-président du conseil de gouvernement ; repoussé ; (p. 9290) : son amendement n° 120 explicitant la compétence du conseil de gouvernement en matière de statistiques ; adopté ; son amendement n° 121 ne modifiant pas la procédure de codification des textes territoriaux ; adopté ; son amendement n° 122 écartant tout risque de conflit d'interprétation provoqué par le premier alinéa de l'article 26 ; repoussé. **Article 26** : son amendement n° 123 : de coordination ; repoussé. **Article 27** : son amendement n° 124 : les infractions aux dispositions des actes réglementaires du conseil de gouvernement sanctionnées par des amendes ; repoussé. **Article 29** (p. 9291) : son sous-amendement n° 126 rédactionnel à l'amendement n° 22 de M. Piot ; repoussé. **Article 30** (p. 9292) : son amendement n° 91 tendant à supprimer l'article 30 ; devenu sans objet. **Article 31** (p. 9292) : son amendement n° 127 considéré comme un sous-amendement à l'amendement n° 23 de M. Piot : les rapports soumis à l'assemblée territoriale ; adopté. **Article 32** (p. 9300) : son amendement n° 128 abaissant de vingt-trois à vingt et un ans l'âge d'éligibilité à l'assemblée territoriale ; adopté ; (p. 9301) : son amendement n° 129 supprimant les mots « sachant lire, écrire et parler couramment le français » ; adopté ; son amendement n° 130 reprenant les termes de la législation applicable pour les assemblées locales des départements d'outre-mer ; une période d'inéligibité plus longue pour les personnels d'autorité ; repoussé. **Article 33** : son amendement n° 131 donnant compétence à l'assemblée pour fixer elle-même les grandes règles de son élection ; (p. 9302) : demande

le sens de l'expression « décentralisation poussée » ; repoussé. **Article 35 :** son amendement n° 132 étendant aux élections territoriales l'ensemble des dispositions générales du code électoral ; repoussé ; (p. 9303) : son amendement n° 133 s'opposant à la mise à la charge du budget du territoire des frais résultant des consultations électorales ; le transfert illégitime de charges ; décentralisation et aide de l'Etat ; repoussé. **Article 44** (p. 9304) : son amendement n° 134, la « casquette » du haut-commissaire en matière de pouvoir de tutelle ; adopté. **Article 45 :** son amendement n° 135 : la non-substitution de fonctionnaires à l'exécutif politique élu ; repoussé. **Article 46 :** son amendement n° 136 supprimant le dernier alinéa de l'article 46 relatif aux compétences de l'assemblée ; repoussé. **Article 47** (p. 9305) : son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 25 de M. Piot reprenant devant la commission permanente la procédure applicable devant l'assemblée territoriale ; repoussé. **Article 50** (p. 9307) : son amendement n° 138 ne restreignant pas les compétences de l'assemblée ; repoussé ; son amendement n° 139 tendant à protéger la compétence territoriale qui pourrait être mise en échec par des actes internationaux intervenant dans les domaines de sa compétence sans qu'auparavant elle ait été consultée ; adopté. **Article 58** (p. 9310) : son amendement n° 141 : de coordination ; adopté. **Article 59 :** son amendement n° 142 offrant aux membres de l'assemblée territoriale non signataires d'une motion de censure rejetée la possibilité d'exercer leur droit de censure ; repoussé. **Articles 61 à 67** (p. 9312) : demande la suppression des articles 61 à 67. **Article 3** (*suite*) : son amendement n° 78 : de coordination ; adopté. **Article 13** (*suite*) (p. 9313) : son amendement n° 146 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 85 : de coordination ; adopté. **Article 68 :** son amendement n° 100 : l'élection du conseil de gouvernement élu par une nouvelle assemblée après dissolution ; repoussé. **Article 69** (p. 9314) : son amendement n° 143 affirmant la caducité du décret du 12 décembre 1874 ; adopté ; son amendement n° 144 : devenu sans objet. **Article 51** (*suite*) : son amendement n° 140 : procédure alliant l'intervention de l'autorité locale et la saisine du Parlement ; retiré. **Explications de vote** [13 décembre 1976] (p. 9315) : les considérations de politique électorale l'ayant emporté sur l'intérêt des populations calédoniennes ; le dialogue refusé avec les élus du territoire ; le nouveau vocable de « décentralisation poussée » ; le chaos auquel court le territoire ; la situation économique et territoire ; les nouvelles charges ; souhaite le rejet de l'ensemble du texte.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9343) : la conséquence des variations de la majorité sur le problème de l'évolution des Comores ; les tentations du gouvernement de concilier l'inconciliable ; le principe de la non-balkanisation des anciens territoires coloniaux ; le carcan départementaliste ; la volonté de lier à tout jamais Mayotte à la métropole, un pari léger sur l'avenir ; l'image internationale de la France ; le maintien de structures néo-coloniales dans l'océan Indien. **Explications de vote** [14 décembre 1976] (p. 9353) : indique que le PSRG votera contre le texte proposé.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2251) : la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées ; le montant du minimum vieillesse ; le niveau du SMIC ; l'adoption à l'unanimité par l'Assemblée nationale du rapport sur quatre propositions de loi relatives à l'égalité des droits à la retraite quelle que soit la date d'entrée en jouissance ; les différences existant entre les propositions de la commission et les propositions du Gouvernement ; l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée du rapport ; (p. 2252) : la situation des veuves ; la situation des retraités au regard de la fiscalité ; le décalage entre la perception du revenu et du paiement de l'impôt y afférant ; l'inapplication de la déduction de 10 % pour les frais professionnels à l'ensemble des retraités ; l'institution d'une allocation vieillesse unique d'un montant égal à terme au SMIC.

— **Projet de loi portant majoration des pensions de vieillesse de certains retraités** (n° **2873**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3111) : les initiatives offertes par la proposition de loi socialiste tendant à établir l'égalité des régimes des pensions de vieillesse ; l'opposition par le Gouvernement de l'article 40 de la Constitution aux propositions d'origine parlementaire et au rapport qu'il avait rédigé ; (p. 3112) : le dépôt de projets de loi qui reprennent d'une façon édulcorée les textes émanant du Parlement ; la proportion des propositions de loi adoptées depuis l'avènement de la V^e^ République ; le nombre de projets de loi adoptés ; la proposition de l'égalité totale entre les retraités sociaux d'avant 1975 et ceux d'après 1975 ; le principe de non-rétroactivité des textes législatifs et réglementaires ; le caractère non constitutionnel du principe de non-rétroactivité des lois ; l'article 2 du code civil ; la liberté

du législateur en matière de confection de lois rétroactives ; l'application du principe dans le domaine pénal et dans le domaine social ; les domaines sociaux où l'on pratique l'exclusion du bénéfice des avantages nouveaux apportés par la loi ; l'injustice créée par la loi du 1er décembre 1971 ; les déclarations du médiateur dans son rapport de 1975 sur le principe de non-rétroactivité de la règle de droit ; (p. 3113) : la position du Conseil d'Etat ; le vote positif du groupe du PSRG ; la modestie des mesures envisagées ; (p. 3114) : le caractère forfaitaire de la revalorisation proposée par l'opposition ; le taux de calcul des pensions de retraite proposé ; l'institution d'un taux moyen de référence ; le principe d'une revalorisation forfaitaire.

— **Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale (n° 1401). Discussion générale** [26 mai 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3116) : soutient l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Forni ; le respect du droit par la majorité : l'objet de la proposition émanant de la majorité ; la modification de l'article 5 de l'ordonnance n° 58-1065 du 5 novembre 1958 ; la fixation par l'article 5 des conditions de remplacement des députés ou des sénateurs jusqu'au renouvellement général ou partiel de l'assemblée à laquelle ils appartiennent ; l'institution de la suppléance ; la séparation des fonctions de membre du pouvoir exécutif et de participant au pouvoir législatif ; (p. 3117) : la suppression en cas d'adoption de la proposition de loi de la notion constitutionnelle d'élection ; la nécessité du recours à l'application de l'article 89 de la Constitution ; la voie choisie par le projet de loi constitutionnel n° 1179 ; les dispositions contraires à la Constitution que comporte la proposition de loi organique n° 1401 ; la soumission de cette proposition à l'appréciation du Conseil constitutionnel en vertu de l'article 61 de la Constitution ; la possibilité d'exercer des pressions sur les suppléants : la proposition de M. Edgar Faure de donner de véritables responsabilités aux suppléants sur le plan national ou sur le plan régional ; (p. 3118) : le raisonnement adopté par la commission des lois ; la position du juge constitutionnel ; maintient son exception d'irrecevabilité ; les conceptions exprimées au Palais-Royal le 8 août 1958 devant le Comité consultatif constitutionnel par le fondateur de la Ve République ; la réponse du général de Gaulle aux déclarations de M. Dejean sur les dangers d'une modification de la loi organique ; (p. 3119) : l'atteinte au prestige de l'institution parlementaire ; exception d'irrecevabilité repoussée.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas (n° 2909). Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3336) : le choix offert par le Gouvernement dirigé par M. Georges Pompidou ; l'option pour l'indépendance ; le ralliement à un statut qualifié d'évolutif ; l'absence de modification intervenue pour satisfaire les aspirations des populations ; les caractéristiques du maintien de l'ordre et de la justice ; les conditions d'accession à l'indépendance ; la nécessité de faire porter le débat sur la politique de coopération entre la France et la République de Djibouti ; la coopération militaire ; la coopération monétaire ; l'aide économique et technique ; le sort du chemin de fer franco-éthiopien ; la solidarité entre Djibouti et la France.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants (n° 2872). Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3877) : la charte du troisième âge présentée aux Français par M. François Mitterrand en 1974 ; la suppression totale du principe du non-cumul ; le vote favorable du groupe du PSRG ; les inégalités entre les dispositions du régime général et des régimes complémentaires ; les dispositions du projet de loi ; le caractère arbitraire de la limitation des ressources des veuves ; l'ostracisme dont sont victimes les veuves de travailleurs non salariés ; l'application du principe de la non-rétroactivité ; (p. 3878) : l'amendement du PSRG prévoyant que les dispositions prévues par les articles premier, 2, 3 et 4 du projet de loi soient applicables à tous les conjoints survivants ; la faible portée du projet de loi. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3883) : son amendement n° 6 soutenu par M. Louis Eyraud ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120).** *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 3** (p. 6229) : son amendement n° 26 corrigé : extension de la déduction forfaitaire de 10 % prévue en faveur des salariés bénéficiaires de pensions de retraite ou d'invalidité et modification des tarifs et droits de taxes applicables à certains produits ; l'inapplication de l'amendement n° 12 de M. Papon à l'intégralité du montant de certaines pensions de retraite ; l'opposition des positions au sein de l'Assemblée nationale sur la légitimité et le principe de la mesure proposée ; la nature de la pension de retraite ; les sujétions spéciales inhérentes à l'âge affectant les pensionnés et retraités ; (p. 6230) : la compensation des pertes de recettes entraînées par la proposition du groupe socialiste ; l'ordre de présentation des amendements n° 12 et n° 26 corrigé (p. 6231) : la priorité à donner à la

présentation de l'amendement n° 26 corrigé ; amendement n° 26 corrigé devenu sans objet.

Deuxième partie :

Education [27 octobre 1977] (p. 6744, 6745) : le projet de budget ; l'attitude du ministre ; les impératifs de la formation des maîtres et de l'amélioration de leurs conditions de travail ; la suppression des effectifs des personnels en formation ; la revalorisation de la fonction d'instituteur ; les déclarations ministérielles sur le corps enseignant ; la formation des instituteurs ; l'introduction de techniques modernes dans l'enseignement public ; (p. 6746) : l'impossibilité d'une vision prospective de la part du Gouvernement ; l'harmonisation du corps professoral ; la mise en place d'un système de formation professionnelle à la fois théorique et pratique ; le mouvement de mars 1978.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7084) : la part du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports dans le budget de l'Etat ; le manque des moyens ; la transformation des centres d'animation sportive en service d'animation sportive ; les crédits affectés au CAS ; la situation des unités d'enseignement et de recherche d'éducation physique et sportive ; la recherche fondamentale et la recherche appliquée ; (p. 7085) : la nécessité pour le Gouvernement d'amender son projet de budget ; systématiser l'éducation physique dès l'école primaire ; l'exemple de Cuba ; l'enjeu représenté par le sport ; faire du temps libéré un temps libérateur.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7160) : la part du budget du ministère des affaires étrangères dans le budget de l'Etat; les revendications des associations professionnelles et des organisations syndicales du Quai d'Orsay ; l'éparpillement de la responsabilité de la mise en œuvre de la politique étrangère ; la politique africaine de la France ; le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; la situation des otages détenus par le Polisario ; le conflit du Sahara occidental ; la défense des droits de l'homme en Afrique ; l'accueil du ministre des affaires étrangères à Dars-Es-Salam ; (p. 7161) : l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique ; l'approvisionnement de la Rhodésie ; la « real politik » ; la bienveillance de la France à l'égard des gouvernements fascisants d'Amérique latine ; la vente d'armes ; la conférence Nord-Sud ; la mise en place d'un nouvel ordre économique international ; la politique étrangère du Gouvernement ; l'indépendance nationale ; l'Europe ; le Proche-Orient ; une politique qui manque à la fois de souffle et de principes ; la définition et l'application d'une autre politique ; le principe de non-ingérence ; la révision des relations avec le Chili ; l'application de l'embargo à l'Afrique du Sud ; le désarmement ; la construction européenne ; la prolifération des armes nucléaires ; l'adhésion de la France au traité de non-prolifération et le renforcement des moyens de contrôle de l'agence de Vienne ; (p. 7162) : la réunion de conférence en vue de l'examen des moyens d'une décélération de la course aux armements; la construction européenne ; faire de l'Europe une entité politique ; la lutte contre la crise économique ; les politiques européennes dans les secteurs de l'énergie et de la coopération au développement.

Travail, rapporteur pour avis [14 novembre 1977] (p. 7336) : le budget des immigrés ; (p. 7337) : le contrôle de l'immigration ; la suspension de l'immigration réalisée en juillet 1974 ; la politique suivie en matière d'immigration familiale ; les récentes mesures en matière d'immigration ; le respect des accords internationaux ; les résultats de « l'aide au retour » ; la suspension de l'immigration familiale ; l'arrêt des régularisations des situations des travailleurs clandestins ; le caractère illusoire de l'effet de la substitution d'une main-d'œuvre nationale à une main-d'œuvre étrangère en matière d'emploi ; (p. 7338) : la situation des immigrés ; l'insécurité artificielle des étrangers ; la fragilité de la politique sociale conduite en faveur des étrangers ; le financement du fonds d'action sociale ; l'absence de contrôle financier du Parlement sur le financement des aides au retour ; l'avis favorable de la commission des affaires culturelles sur le projet de budget ; (p. 7343) : les instructions données aux ANPE relatives à l'inscription des demandeurs d'emploi.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7531) : la situation de l'Institut géographique national ; l'évolution des crédits de fonctionnement des dépenses en capital ; la redéfinition de la mission de l'IGN ; le transfert des activités de l'IGN ; sa privatisation ; (p. 7532) : la prospection de travaux hors vocation ; la faiblesse de la contribution de l'Etat ; définir une politique cartographique française ; la répartition des crédits destinés à la cartographie française.

Economie et finances. — I. Charges communes [18 novembre 1977] (p. 7726) : la scission du montant total des crédits des pensions civiles et militaires ; les transferts de crédits du budget des charges communes vers des autres budgets ; le sort des retraités, de leurs ayants cause ; la proximité des élections législatives ; la mensualisation des pensions ; la lenteur du processus d'extension de la mensualisation des pensions ; l'inflation ; l'ouverture de nouveaux centres de mensualisation ; (p. 7727) : l'adoption par l'Assemblée d'une

réduction de 10 % sur le montant des retraites et pensions des contribuables ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement du groupe PSRG relatif à l'extension aux retraités de la réduction de 10 % du montant de leur pension incluse dans leur déclaration de revenus ; l'accentuation de la dégradation du niveau des pensions ; le rejet par les centrales syndicales des propositions du Gouvernement ; les revendications des retraités ; l'application de la règle de non-rétroactivité ; revaloriser le taux de pension de réversion, les différents taux en vigueur en Europe ; le rétablissement de la parité entre le salaire minimum de la fonction publique et la pension à minimum garanti ; l'intégration de deux points de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue ; (p. 7731) : la date d'achèvement du processus de mensualisation des retraites.

Comptes spéciaux du Trésor [13 novembre 1977] (p. 7734) : la dotation du fonds d'expansion économique de la Corse ; la majoration du tarif de la vignette ; le supplément de recettes devant être affecté au fonds d'expansion ; l'engagement des opérations d'investissement du fonds en 1978.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° 3207). **Discussion de l'Article unique** [12 décembre 1977]. **Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8609) : soutient l'amendement n° 25 de M. Laurissergues : conditions de rémunération de la durée des absences ; laisser aux salariés le choix entre l'imputation de ses absences sur la durée de son congé annuel et le congé sans solde ; adopté ; (p. 8610) : soutient l'amendement n° 26 de M. Laurissergues : non-rémunération par l'entreprise des absences au-delà de la limite légale, sauf dispositions contraires des conventions collectives ; la possibilité pour une convention collective d'ajouter quelque chose à la loi ; amendement n° 26 repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° 3199). **Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8972) : la protection de l'usager dans le domaine de l'immobilier ; les délais de règlement des contentieux ; le cas d'une affaire située dans la commune de Maisons-Alfort ; les difficultés rencontrées par les accédants à la propriété face à des promoteurs immobiliers; les « Chalandonnettes » ; les garanties offertes aux usagers et aux entrepreneurs ; l'interruption du délai de dix ans par toute demande en justice ; les conditions du vote du groupe du PSRG.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de l'urbanisme** (n° 3298). **Explications de vote** [20 décembre 1977] (p. 9079) : le problème de la publication des plans d'occupation des sols ; l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement national d'urbanisme au 1er janvier 1978 ; l'avis favorable du groupe du PSRG.

— **Rappel au règlement** [21 décembre 1977] (p. 9180) : les conditions de déroulement de l'ordre du jour prioritaire ; (p. 9181) : la discussion d'un texte non soumis à une commission permanente ; les conditions de travail de l'Assemblée ; demande au président de prononcer la clôture de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale pour 1977-1978.

FRANÇOIS-PONCET (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (Gouvernement Chirac). Décret du 27 juillet 1976 [*J.O.* du 28 juillet 1976] (p. 4597).

QUESTIONS

Réponse en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

• *à la question au Gouvernement de M. Debré :*

— **Crise libanaise** [14 avril 1976] (p. 1717, 1718) : la gravité du drame libanais ; la nécessité du maintien de l'intégrité et de l'unité du Liban ; les résultats positifs de la mission confiée à M. Couve de Murville ; la mission de bons offices de M. Gorse ; une intervention des Nations unies n'est souhaitée ni par le Liban, ni par les capitales arabes.

FRÊCHE (Georges)

Député de l'Hérault
(1re ciconscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [4 juillet 1974] (p. 3271).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant création d'un **code de déontologie des psychologues** (n° **1322**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la **titularisation des agents non titulaires de l'Etat** (n° **2166**) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2365**) : **Ecoutes téléphoniques** [22 juin 1973] (p. 2482, 2483, 2484) : création d'une commission d'enquête parlementaire ; (p. 2485, 2486) : surveillance exercée sur les journalistes du *Canard enchaîné.*

• *questions d'actualité :*

— **Installation de micros dans les locaux d'un journal** (*Le Canard enchaîné*) [7 décembre 1973] (p. 6787, 6788, 6789, 6790) : dénégation du Gouvernement sur l'enlèvement de Ben Barka et les écoutes téléphoniques ; enquête du Sénat sur les écoutes téléphoniques ; proposition de résolution de M. Mitterrand demandant la constitution d'une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques ; (p. 6791) : **rappel au règlement** : son intervention au nom du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2026) : crise économique du Languedoc-Roussillon ; situation de la viticulture et de l'arboriculture.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi dans le Languedoc-Roussillon** [7 mai 1975] (p. 2456, 2457): crise de l'agriculture, aviculture, arboriculture.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1824) : éducation permanente, loi du 16 juillet 1971 sur la formation continue ; pression des mouvements syndicaux ; plan de formation imposé par le patronat ; formation permanente au service de l'ensemble des travailleurs ; formation des cadres ; officines privées ; sa référence à la formation des ingénieurs et cadres dans la région Midi-Pyrénées ; centres de formation ; contrôle par les chambres de commerce et le patronat ; ses observations sur l'objectivité ; son jugement sur les enseignants dispensant la formation permanente ; réintégration de la formation dans l'éducation nationale : type de formation à dispenser.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1973] (p. 5306) : sur un aspect du contrôle budgétaire ; définition des documents de service dont les rapporteurs peuvent avoir communication ; différend non tranché par le bureau de l'Assemblée ; suggère que l'Assemblée s'inspire de la pratique de la Cour des comptes.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1973] (p. 5996) : s'étonne de l'absence de réponse du ministre des PTT à la question de M. Laurissergues concernant les écoutes téléphoniques ; caractère illégal de la majorité des écoutes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés : Etat B - Titre III [19 novembre 1973] (p. 6032) : défend les amendements de son groupe tendant à la réduction des crédits de la police, groupe interministériel d'exploitation du renseignement ; politisation de la police et de l'armée ; ses observations sur la référence faite par le ministre de l'intérieur aux ministres de l'intérieur socialistes ; (p. 6033) : image de marque de la police ; salue l'action de la fédération autonome des syndicats de police et d'autres syndicats de police ; rôle de l'armée ; sa référence au jugement de la commission de contrôle du Sénat sur les écoutes téléphoniques à un

article du général Beauvallet (*Revue de la défense nationale,* août-septembre 1973) sur le GIER ; utilisation de l'armée en matière de renseignement politique ; sa référence à un exemplaire du *Bulletin trimestriel de renseignement sur l'adversaire intérieur ;* (p. 6034) : ses références à un éditorial de M. François Mitterrand dans *l'Unité* (26 octobre 1973) à la « petite phrase » de M. Galley (« l'armée dernier recours d'une société libérale... ») à un article du journal *l'Aurore* du 13 novembre 1973 (enquête de la sécurité militaire sur les officiers d'origine juive) ; conséquences de la mise en place du GIER ; contrôle du Parlement, respect de l'alternance au pouvoir ; (p. 6035) : maintient son amendement.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7123) : libertés individuelles ; son amendement à l'article 17, Etat B, tendant à réduire les crédits affectés aux « fonds spéciaux » ; sa référence à un sondage de la SOFRES sur les écoutes téléphoniques et sur la protection des libertés individuelles ; sa défense de « l'immense majorité républicaine de la police » ; (p. 7124) : refus de constitution d'une commission d'enquête ; demande le maintien de la suppression par le Sénat des crédits qui y sont affectés ; précise la position de son groupe à l'égard de M. Marcellin, ministre de l'intérieur.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1973] (p. 6900) : suppression des questions d'actualité de l'ordre du jour ; affaire du *Canard enchaîné.*

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7053) : répond aux propos de M. Comiti le concernant ; (p. 7054) : évoque l'affaire du *Canard enchaîné* ; sa question d'actualité non retenue sur ce sujet ; silence du conseil des ministres sur cette affaire ; écoutes téléphoniques et problèmes des libertés individuelles ; moyens de violation de la vie privée ; sa référence à la *Revue internationale de sciences sociales* de l'UNESCO (vol. 24-1972, n° 3) ; (p. 7055) : étude comparée des législations concernant la défense des libertés individuelles ; *habeas corpus* et législation britannique sur les écoutes téléphoniques ; son analyse de la loi de la RFA sur les écoutes du 13 août 1968 ; contrôle parlementaire biennal des écoutes autorisées par la loi allemande ; situation en France au regard des écoutes téléphoniques ; problème de la crédibilité de l'Etat ; sa référence à un article du journal *le Monde* (13 novembre 1973) sur la liste des personnalités écoutées ; sa référence à l'ouvrage de M. Poniatowski *Cartes sur table* (p. 228) ; (p. 7056) : à un article de M. Chalandon dans *Asnières demain ;* personnalités mises sur table d'écoute ; film consacré à « une personnalité très importante de la majorité » ; demande le retour à la légalité des écoutes téléphoniques ; sa référence au rapport de la commission d'enquête du Sénat ; attitude du groupe UDR du Sénat ; analyse juridique du contenu de la notion de secret de la défense nationale ; GIER ; bulletin consacré à l' « ennemi intérieur » ; conditions de travail des commissions d'enquête et pouvoir de blocage du Gouvernement ; propositions de loi déposées en vue d'améliorer le fonctionnement des commissions d'enquête ; désignation de M. Fanton comme rapporteur ; sa solidarité avec les syndicats des P et T ; (p. 7057) : développement des moyens d'espionnage des personnes et pollution des libertés individuelles.

1974

— **Rappel au règlement** [26 juin 1974] (p. 2966) : publication d'extraits du rapport de la Cour des comptes par la presse avant sa mise en distribution.

— **Rappel au règlement** [16 octobre 1974] (p. 5091) : application de **l'article 58** du règlement ; renvoi des rappels au règlement après l'heure réservée aux questions au Gouvernement ; **article 48 de la Constitution** : déclaration du Gouvernement sur la grève de la faim des harkis.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice [14 novembre 1974] (p. 6419) : l'examen à la dérobée de ce budget ; la crise de la justice est à la fois qualitative et quantitative ; (p. 6420) : redistribution des moyens du service judiciaire par la concentration de certains tribunaux et la spécialisation des juges ; remplacer l'exploit d'huissier par la lettre recommandée ; les méthodes artisanales actuelles contribuent paradoxalement à la déshumanisation de la justice ; la crise de l'école nationale de la magistrature ; (p. 6421) : la réforme nécessaire des critères d'attribution de l'aide judiciaire.

Services du Premier ministre. — Economie et finances : Fonction publique [15 novembre 1974] (p. 6484) : rappelle au secrétaire d'Etat les préoccupations qui étaient les siennes en matière de fonction publique lorsqu'il était député de l'Allier ; souhaite rétablir dans son intégrité le statut de la fonction publique ; le déclassement social des fonctionnaires ; la grève des postiers est aussi une grève de déracinés ; (p. 6485) : l'anarchie des traitements ; la multiplication des indemnités et des primes ; situation précaire des retraités ; les dangers de la politique de démantèlement

des grands services publics ; la remise en ordre des traitements doit s'accompagner d'un effort dans le sens d'une intégration des indemnités ; assurer la participation réelle des fonctionnaires à la bonne marche des services publics.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6735) : les crédits de la police ; les emplois créés ; les vacataires ; la contribution des communes ; le contingent obligatoire de police ; la rémunération des personnels ; la formation professionnelle ; les effectifs ; les opérations « coup de poing » ; (p. 6736) : les patrouilles ; les détachements des personnels ; l'îlotage ; les commissariats ; le service social ; les agents féminins de la police ; les indemnités ; les retraités ; les pensions de réversion ; le statut des policiers municipaux ; les rapatriés ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas le budget.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Après l'Article 14** (p. 1520) : son amendement n° 136 : compléter le cinquième alinéa de l'article 845 du code rural par les mots « tout nouvel associé ne pourra assurer l'exploitation du domaine agricole qu'au terme de périodes de neuf années » ; empêcher par le jeu de cession de parts l'exercice du droit de renouvellement du bail ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 134 du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [14 mai 1975] (p. 2648, 2649) : manière désinvolte avec laquelle le Gouvernement se soumet au contrôle parlementaire dans le cadre de la procédure des questions ; l'absence de réponse donnée à sa question du 10 avril 1974 relative à l'association du Parlement au choix nucléaire.

— **Rappel au règlement** [14 mai 1975] (p. 2648, 2649) : application de l'**article 139** du règlement de l'Assemblée nationale ; contrôle parlementaire ; délai de réponse aux questions écrites.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6167) : le chômage en Languedoc-Roussillon ; (p. 6168) : prendre des mesures spécifiques aux régions méridionales ; l'exemple de la Corse.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonciton publique [3 novembre 1975] (p. 7760) : faire retrouver à la fonction publique sa dignité morale et matérielle ; revoir le système de rémunération des fonctionnaires ; l'âge de la retraite ; les conditions de travail ; la hiérarchie ; la durée du travail ; (p. 7761) : l'insuffisance des services sociaux mis à la disposition des fonctionnaires ; la titularisation des auxiliaires ; la création d'un institut régional d'administration à Montpellier ; les propositions du parti socialiste relatives à la fonction publique.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7923) : demande pour l'arboriculture le strict respect de la préférence communautaire et s'inquiète d'un éventuel élargissement de la Communauté à l'Espagne et à la Grèce ; définir une politique dynamique des industries agro-alimentaires.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8305) : le sort des policiers municipaux ; l'insuffisance de la formation du personnel ; (p. 8306) : l'insuffisance des effectifs ; le mauvais emploi des personnels de police ; revoir leur système de rémunération ; le problème des personnels des préfectures ; (p. 8307) : les promesses faites aux rapatriés ; l'insuffisance de la loi du 15 juillet 1970 ; la proposition du groupe socialiste les concernant.

1976

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° **2134**). **Discussion de l'article unique** [27 avril 1976] (p. 2169) : son amendement n° 5 : devenu sans objet du fait du dépôt de l'amendement n° 9 du Gouvernement ; soutient les sous-amendements n^{os} 10, 11, 12 et 13 de M. Lagorce : report de l'élection présidentielle par le Gouvernement si dans les sept jours précédant la date limite du dépôt de présentation, l'une des personnes ayant publiquement fait acte de candidature, décède alors qu'elle réunissait les conditions légales de présentation à la date de son décès ; estime que seule la notion « décès du candidat » doit être prise en compte, la notion d'empêchement permettant la manipulation des élections ; sous-amendement n° 10 : repoussé ; sous-amendements n^{os} 11, 12 et 13 devenus sans objet par rejet du sous-amendement n° 10.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1991**). **Discussion générale** [30 avril 1976] (p. 2521) ; un projet qui vise à faire désavouer par l'Assemblée nationale une décision prise par le Conseil d'Etat et qui, par ailleurs, est inutile, voire dangereux ; le délicat problème touchant la garantie des fonctionnaires ; un texte qui ouvre la voie à toutes les atteintes au prin-

cipe logique d'objectivité et d'égalité qui préside au déroulement des opérations d'avancement ; (p. 2522) : ne pas instaurer en France les erreurs du « Spoil System » ; le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2588) : la situation du personnel des préfectures ; (p. 2589) : l'insuffisance des créations d'emplois ; le transfert de charges au détriment des départements ; la situation du budget de l'agriculture et la stagnation des crédits ; la non-augmentation de la subvention de l'Opéra ; l'avenir des maisons de la culture ; les charges qui en résultent pour les collectivités locales ; (p. 2590) : l'annulation des crédits affectés à la protection du patrimoine ; la stagnation et la réduction de la subvention du fonds d'intervention culturelle ; l'amputation des crédits relatifs aux opérations prévues dans le cadre des chartes culturelles ; les difficultés économiques des régions méridionales ; (p. 2591) : la nécessité d'une politique économique volontariste.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7357) : l'école nationale de la magistrature ; la diminution de la durée de la scolarité ; l'insuffisance du nombre de magistrats ; le concours de l'ENM ; la Cour de sûreté de l'Etat ; (p. 7363) : les sectes politico-religieuses ; les délits d'escroquerie et d'abus de confiance applicables aux agissements frauduleux de ces sectes ; l'internement administratif ; le rôle du ministre de la justice ; la campagne de critique visant les juges ; (p. 7364) : l'internement administratif de Marseille ; les problèmes de l'internement psychiatrique.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7606) : le vin ; les fruits et légumes ; la dégradation du revenu des viticulteurs ; le rapport Bentegeac ; réviser la politique viticole ; les inondations de la vallée du Lez ; l'accord global CEE - pays du bassin méditerranéen sur les fruits et légumes ; la situation dramatique des producteurs ; l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; la préférence communautaire ; les importations ; l'usine de Lenzbourg ; la coopération en matière de fruits et légumes ; (p. 7607) : les charges anormales des coopératives ; le risque de récolter des « vendanges amères ».

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle - Services divers [15 novembre 1976] (p. 7970) : le plan de réforme proposé par les socialistes et radicaux de gauche en 1974 ; les trois points essentiels : les négociations salariales, la liberté d'opinion et d'expression des fonctionnaires, les non-titulaires ; la politique contractuelle ; les atteintes portées à la liberté des fonctionnaires ; certains fonctionnaires envoyés à Ussel ; la discrétion admirable des fonctionnaires ; (p. 7971) : le scandale de Béziers ; les enseignants de Corrèze ; l'affaire Blache ; le plan de résorption des non-titulaires du 16 septembre 1975 ; l'école nationale de la magistrature ; le suicide d'une enseignante ; la région Languedoc-Roussillon ; la Lozère ; l'Hérault ; l'Aude ; le dépérissement du service public en milieu rural ; revoir le nombre des agents polyvalents ; le taux des pensions de réversion ; la création d'un institut régional d'administration à Montpellier ; cesser le recrutement des vacataires et titulariser les non-titulaires ; (p. 7972) : le vote hostile des socialistes et radicaux de gauche.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8290) : la police ; (p. 8291) : les effectifs ; la formation ; les rémunérations ; les parités avec la gendarmerie ; les structures de police ; le profond malaise de la police ; le policier, « malade honteux de la société libérale avancée » ; les retraités ; les veuves ; (p. 8292) : moins de police répressive ; le corps des tribunaux administratifs ; des parents pauvres ; le malaise ; le déclassement des corps ; les retards de carrières ; l'indemnité ; les manques d'effectifs ; le doublement des recrutements isus de l'ENA ; les rapatriés ; la sécheresse ; le groupe d'études sur les problèmes des rapatriés ; une loi de solidarité nationale.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8425) : les conditions de vie, de rémunération et de recrutement des travailleurs des PTT ; le scandale des non-titulaires ; l'insuffisance des effectifs ; la nécessité de réduire les cadences ; l'exemple de Montpellier ; l'insuffisance scandaleuse des rémunérations ; l'insuffisance du budget social ; les conditions de vie difficiles ; les ouvriers d'Etat ; l'hébergement des jeunes agents ; les recrutements d'agents contractuels ; (p. 8426) : la titularisation effective des agents hors statut ; l'intérêt pour le Nord ; le refus du budget par le PSRG.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6868) : les problèmes de la police ; l'augmentation du budget de la police ; la sécurité des citoyens ; l'extension continue des tâches de la police ; l'insuffisance des effectifs ; les difficultés fonctionnelles ; les moyens en véhi-

cules et en radio ; planifier la création de nouveaux locaux ; l'accroissement de l'insécurité dans les villes ; la parité entre le personnel des armées et celui de la police nationale ; la situation des retraités ; la prise en compte des indemnités de sujétions spéciales et de résidence ; l'expérience des « îlotages » ; (p. 6869) : la stagnation des effectifs ; les programmes et les contenus de la formation ; le chant appris par les élèves de la quatre-vingt-cinquième session de formation de CRS de Sens ; la réforme des structures ; les conséquences de la suppression de la dualité de commandement ; le problème des rapatriés ; l'action du groupe interparlementaire d'étude concernant les rapatriés ; modifier le texte du projet de loi relatif à l'indemnisation des rapatriés ; (p. 6870) : le vote hostile du groupe du PSRG.

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonction publique [18 novembre 1977] (p. 7706) : la dégradation continue de la fonction publique ; l'évolution des effectifs ; le problème des non-titulaires ; accorder la priorité au recrutement de personnels non-titulaires ; les conditions de travail ; la hiérarchisation et la centralisation croissantes de la fonction publique ; le secret professionnel ; la notion d'obligation de réserve ; la notion de « service fait » (p. 7707) : la remise en question de l'indépendance et de la liberté d'opinion des fonctionnaires ; l'aggravation des conditions matérielles des fonctionnaires ; la durée du travail ; la situation du personnel féminin ; la formation professionnelle ; le problème des IRA ; l'évolution des crédits consacrés aux services sociaux ; l'échec de la politique de négociations salariales ; les modalités de calcul des augmentations des rémunérations ; réformer la grille indiciaire ; établir la transparence des rémunérations ; la situation du personnel de l'ANIFOM ; les problèmes des retraités ; (p. 7708) : augmenter le taux de pension de réversion des veufs et des veuves ; la mensualisation du paiement des retraites ; le vote hostile du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8016) : l'action colonisatrice de la France ; la lenteur du règlement de l'indemnisation des rapatriés ; les revendications des rapatriés ; le rôle des pieds-noirs dans la croissance française ; la loi de 1970 ; l'insuffisance du projet de loi ; l'article 40 de la Constitution ; (p. 8017) : la nature qualitative des revendications des rapatriés ; les amendements déposés par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; l'indexation de l'indemnisation ; le coût de l'adoption des amendements du PSRG ; le mouvement RECOURS ; l'influence des résultats électoraux sur l'attitude du Gouvernement.

FRÉDÉRIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
(5e circonscription)
(RI, puis app. RI, puis app. R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'appartenir au groupe des républicains indépendants [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1750), [2 avril 1977] (p. 1463).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1750), [2 avril 1977] (p. 1463).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Est élu juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Président de cette commission [24 octobre 1974] (p. 5442).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à cette mission temporaire [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 14 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif aux travaux entrepris par**

les propriétaires de locaux d'habitation ou à usage professionnel (n° **338**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les articles 13 et 18 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatifs au relogement des occupants évincés des locaux d'habitation ou à usage professionnel** (n° **339**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une commission chargée d'établir un rapport relatif à l'indemnisation équitable des propriétaires d'immeubles frappés d'expropriation pour cause d'insalubrité** (n° **708**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la **constitution d'une commission d'enquête en vue d'examiner dans quelles conditions ont été accordés certains permis de construire à Paris, notamment 23, rue Oudinot, en secteur sauvegardé** (n° **754**) [9 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, relatif aux conditions d'exercice du droit de reprise contre certains occupants âgés** (n° **885**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter l'**exécution de certaines décisions de justice** (n° **1215**) [9 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1103), autorisant la ratification de la **convention entre la République française** et l'**Etat espagnol,** en vue d'éviter les **doubles impositions** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Madrid le 27 juin 1973 (n° **1292**) [14 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la modification de l'article 22 *bis* de la **loi n° 48-1360** du 1er septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux **rapports des bailleurs et locataires** ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement (n° **1775**) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 relative au statut de la **copropriété** (n° **1940**) [29 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2154), autorisant la ratification de la **convention** entre la **République française** et la **République italienne** relative au **service militaire** des **double-nationaux,** signée à Paris le 10 septembre 1974 (n° **2243**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2217) autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Singapour** sur l'**encouragement et la protection des investissements,** ensemble trois échanges de lettres, signés à Paris le 8 septembre 1975 (n° **2319**) [21 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale et adopté par le Sénat (n° 2438), autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Singapour** sur l'**encouragement et la protection des investissements,** ensemble trois échanges de lettres, signés à Paris le 8 septembre 1975 (n° **2441**) [30 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi n° 2880) autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique,** ensemble une annexe, entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad,** signés à N'Djaména les 6 mars et 19 juin 1976, et de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad fixant les règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des forces armées de la République du Tchad, signée à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° **2963**) [8 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2881) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad** relative au **concours en personnel** apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad, ensemble trois conventions annexes, un protocole annexe et un protocole d'application, signés à N'Djaména le 6 mars 1976 ainsi que les lettres en date des 6 et 19 octobre 1976 relatives à l'article 12 de la convention (n° **2964**) [8 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2882) autorisant l'approbation de la **convention d'assistance administrative mutuelle** en matière de douane entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad,** signée à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° **2965**) [8 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2883) autorisant l'approbation de l'**accord en matière judiciaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad,** signé à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° **2966**) (8 juin 1977.

— **Proposition de loi** relative aux délais dont dispose l'administration pour effectuer certains **contrôles fiscaux** (n° **3127**) [5 octobre 1977]. — Retrait de cette proposition [2 novembre 1977] (p. 6881).

— **Proposition de loi** tendant à interdire par rachat en Bourse le remboursement des **obligations émises par les sociétés privées** (n° **3134**) [5 octobre 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome III : Coopération** (n° **3149**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la législation relative aux **rentes différées** (n° **3157**) [19 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative aux délais dont dispose l'administration pour effectuer certains **contrôles fiscaux** (n° **3253**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3331), autorisant la ratification du **protocole financier entre la Communauté économique européenne et la Turquie,** signé à Bruxelles le 12 mai 1977 (n° **3346**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3332), autorisant la ratification du **protocole financier entre la Communauté économique européenne et la République de Malte,** signé à Bruxelles le 4 mars 1976 (n° **3347**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3334), autorisant la ratification du **protocole financier entre la Communauté économique européenne et la Grèce,** ensemble un échange de lettres, signé à Bruxelles le 28 février 1977 (n° **3349**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **659**) : **Sécurité à Paris** [16 mai 1973] (p. 1308, 1310) : augmentation importante de la criminalité ; problème posé par l'insuffisance des effectifs de la police.

— (n° **1307**) : **Pensions des femmes divorcées** [15 juin 1973] (p. 2227, 2228).

— (n° **1844**) : **Revalorisation des rentes viagères** [22 juin 1973] (p. 2477, 2478) : indexation nécessaire des rentes viagères.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4493, 4494) : manque d'impartialité politique de la France la privant de l'autorité nécessaire pour aboutir à une solution pacifique au Moyen-Orient ; progression de l'Islam en Afrique ; ventes de Mirages à la Libye.

• *questions au Gouvernement :*

— **Ségrégation sociale à l'intérieur des grandes villes** [19 juin 1974] (p. 2783).

— **Anciens harkis** [16 octobre 1974] (p. 5084).

— **Vote de la France à l'ONU au sujet du Cambodge** [4 décembre 1974] (p. 7379).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **11323**) : **Pension de réversion des femmes cadres** [30 avril 1975] (p. 2285, 2286) : la situation des femmes divorcées à leur profit lors du décès de leur ex-mari.

— (n° **19390**) : **Secteurs sauvegardés** [4 juin 1975] (p. 3669, 3670) : avis de l'architecte des bâtiments de France ; affaire de la rue Oudinot étudiée par la commission d'enquête ; (p. 3671) : consultation de la commission des sites ; participation des élus de Paris à l'attribution des permis de construire.

• *questions au Gouvernement :*

— **Indemnisation des victimes d'incidents sur les Champs-Elysées à Paris** [8 octobre 1975] (p. 6656, 6657) : possibilité d'envisager des réductions d'impôts ; indemnisation de la ville de Paris.

— **Fréquence des évasions d'établissements pénitentiaires** [29 octobre 1975] (p. 7532) : les évasions depuis un mois ; réforme nécessaire de la réglementation pénitentiaire.

• *question orale sans débat :*

— (n° **24387**) : **Bâtiments de la direction de l'artillerie** [28 novembre 1975] (p. 9145, 9146) : le nombre excessif de bâtiments administratifs dans le 7e arrondissement ; respect du plan de sauvegarde du 7e arrondissement.

• *question au Gouvernement :*

— **Français du Sud-Vietnam** [17 décembre 1975] (p. 9912) : leur indemnisation ; l'aide économique et humanitaire accordée au Vietnam.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27777**) : **Etat d'insécurité du lycée Victor-Duruy** [9 avril 1976] (p. 1600) : l'urgence des travaux devant être effectués au lycée Victor-Duruy d'après les conclusions de la commission de sécurité ; (p. 1601) : la réduction des effectifs du lycée Victor-Duruy ; l'organisation de la rentrée 1977 ; l'agrandissement du CES de la rue Cler.

— (n° **28221**) : **Taxe professionnelle** [30 avril 1976] (p. 2505, 2506) : application de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1975 (réduction en matière de taxe professionnelle aux artisans employant moins de trois salariés), aux bouchers, charcutiers et boulangers.

— (n° **29087**) : **Réduction des droits de succession entre collatéraux** [4 juin 1976] (p. 3825, 3826) : les promesses faites à ce sujet par M. Giscard d'Estaing lorsqu'il était ministre de l'économie et des finances.

• *questions au Gouvernement :*

— **Parité de traitement entre la gendarmerie et la police** [6 octobre 1976] (p. 6385).

— **Extradition des terroristes** [20 octobre 1976] (p. 6780) : retard apporté par la France à l'élaboration de la convention européenne sur l'extradition des terroristes.

— **Utilisation des locaux de la gare d'Orsay** [1er décembre 1976] (p. 8856) : aménagement d'un musée du XIXe siècle ; maintien de l'hôtel des ventes installé par les commissaires priseurs ; installation d'équipements sociaux dans les sous-sols.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **37045**) : **Utilisation du gaz liquéfié par les taxis parisiens** [8 avril 1977] (p. 1686, 1687) : une solution possible au coût des transports parisiens et à la pollution dont ils sont responsables.

— (n° **36767**) : **Utilisation d'un immeuble de la médecine du travail** [6 mai 1977] (p. 2558, 2559) : nécessité d'ouvrir un centre de paiement dans cet immeuble (55, avenue Bosquet) et de faire en sorte qu'il ne reste pas un centre de rassemblement de clochards.

— (n° **38265**) : **Indemnités de la Garde républicaine de Paris** [27 mai 1977] (p. 3180, 3181) : frais de mission du personnel en déplacement (indemnités de tournée et indemnités de repas) ; conditions déplorables d'encasernement de la Garde républicaine de Paris.

— (n° **38264**) : **Retraite des gens de maison** [27 mai 1977] (p. 3181, 3182) : revalorisation nécessaire ; modification des règles de calcul des cotisations ; faiblesse de la retraite complémentaire.

— (n° **38828**) : **Commerce de l'antiquité** [24 juin 1977] (p. 4204, 4205) : nécessité de prendre des mesures propres à mettre un terme à l'anarchie régnant sur le marché traditionnel de l'antiquité et de l'occasion.

— (n° **41200**) : **Travaux sur l'esplanade des Invalides** [7 octobre 1977] (p. 6024, 6025) : la longueur des travaux effectués sur l'esplanade des Invalides ; l'effort accompli par la SNCF ; la nécessité pour Air France d'améliorer l'esthétique de ses installations.

• *question au Gouvernement :*

— **Implantation de grandes surfaces** [9 novembre 1977] (p. 7216) : interprétation des propos de M. le Premier ministre au sujet des grandes surfaces ; application de la loi Royer.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42674**) : **Utilisation du gaz liquéfié pour les autobus et les taxis** [2 décembre 1977] (p. 8222) : la nécessité de permettre aux compagnies d'autobus et de taxis d'utiliser le gaz liquéfié sans augmenter la fiscalité sur ce combustible.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1391) : problème que pose la ségrégation sociale dans les villes ; (p. 1392) : problème humain et problème social ; sa référence à l'apostrophe de François Miron à Henri IV ; origine des bataillons révolutionnaires sous la Commune ; problème d'urbanisme que pose la ségrégation sociale ; construction de bureaux dans les arrondissements centraux ; juge excellente l'idée d'un groupe de travail auquel seraient associés les élus de Paris ; souhaite que les arrondissements ne soient pas surchargés avec de nouveaux bureaux de ministères ; manque d'équipements sociaux dans les arrondissements centraux ; suggère la prudence dans la délivrance des permis de construire ; problème de la péréquation ; sa proposition de modification de l'article 13 de la loi du 1er septembre 1948 relatif au maintien dans les lieux ; propose que l'occupant soit relogé dans une zone proche de l'immeuble détruit, zone dont les limites seront précisées par décret ; sa proposition de loi en ce sens ; vœu du conseil

de Paris ; diminution de la pression des promoteurs ; possibilité de reconstruction dans une zone proche d'un immeuble de catégorie plus modeste en accord avec l'office HLM ; charge d'assurer le relogement laissée au promoteur par prélèvement sur ses bénéfices ; solution du foyer-logement ; (p. 1393) : attachement des habitants à leur environnement familier ; maintien de la loi de 1948 sur les loyers.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 33** (p. 4143) : ses réserves sur la réglementation des heures d'ouverture des établissements commerciaux ; souhaite la liberté pour le petit commerce ; (p. 4145) : ses observations sur l'amendement de M. Guillermin ; problème de la concurrence des coopératives ; déplore la concurrence anormale faite aux commerçants par certaines coopératives, notamment par les cantines des ministères ; cas du restaurant coopératif du ministère des finances dans le 7e arrondissement ; concurrence injuste et illégale des coopératives, spécialement des coopératives de ministères. **Article 9** [10 octobre 1973] (p. 4159) : conditions d'obtention de l'aide spéciale compensatrice ; propose un assouplissement en ce qui concerne les années d'activité nécessaires comme chef d'entreprise ; [19 octobre 1973] : **Avant l'Article 49** (p. 4606) : ses observations sur le problème des baux commerciaux, décret du 3 juillet 1972, proposition de loi de M. Krieg, fidélité de l'Assemblée aux engagements pris.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646).

Discussion générale [23 octobre 1973] (p. 4684) : suppression des privilèges attachés aux droits de succession ; sévérité à l'égard de certains porteurs de titres Pinay ; (p. 4685) : souhaite la diminution massive des droits de succession, mesures prises, situation de l'épargne en RFA ; demande des mesures en faveur des épargnants ; échec de la gauche aux élections et menace qu'elle faisait peser sur l'épargne.

Première partie :

Discussion des articles : [25 octobre 1973]. **Article 13** (p. 4803) : ses observations sur l'augmentation des rentes viagères ; ses réserves sur la répartition discriminatoire en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des rentiers viagers ; se prononce pour l'indexation et l'augmentation des rentes viagères ; proteste contre le principe de l'immutabilité des conventions, indexation des emprunts, contrats de progrès ; (p. 4804) : spéculation sur le réflexe des épargnants, besoin de sécurité des rentiers viagers.

Deuxième partie :

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5069) : gravité du problème de la desserte des aéroports, ouverture de l'aéroport de Roissy et mise en service de l'autoroute B 3 ; délai de mise en service de la desserte SNCF Aulnay - Roissy ; expérience de l'aéroport d'Orly, liaison entre Orly et la gare d'Orsay ; (p. 5070) : priorité aux liaisons avec l'aéroport de Roissy donnée par le district et les projets de la région parisienne ; projet de liaison des aéroports entre eux par aérotrain avec raccordement avec le RER ; efforts entrepris en faveur de ce projet et son échec ; souhaite que le projet soit repris ; liaison Cergy-Pontoise - Défense par aérotrain ; interconnexion entre la gare du Nord et la gare de Lyon ; projet de liaison entre la gare des Invalides et la gare d'Orsay ; votera le budget ; sa demande de précisions sur le programme de desserte des aéroports d'Orly et de Roissy.

Justice [31 octobre 1973] (p. 5137) : accroissement de la délinquance juvénile, augmentation des effectifs de la police à Paris ; caractère insuffisamment répressif de la législation actuelle et moral des policiers ; (p. 5138) : législation spéciale sur la drogue ; insuffisance de l'arsenal répressif ; sanctions prononcées après une prise d'otage à Brest ; demande l'extension à un certain nombre de délits de la procédure et des peines déjà prévues pour le trafic de la drogue ; publicité des pénalités nouvelles ; étonnement de l'opinion devant le silence et la résignation.

Dépenses militaires, articles 20 et 21. — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5425) : conditions de vie et de logement des gardes républicains de Paris ; attribution des pensions d'invalidité au taux du grade aux militaires de carrière mis à la retraite avant le 3 août 1962.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5504) : manifeste l'intention de voter contre le budget des affaires culturelles pour protester contre la désinvolture avec laquelle est appliquée la loi sur les secteurs sauvegardés ; l'affaire de la rue Oudinot ; (p. 5505) : sa question écrite sur les agissements d'un promoteur qui a obtenu indûment un permis de construire et a fait chasser d'un immeuble des artistes et leurs familles ; les dérogations à la loi Malraux : sa demande de constitution d'une commission d'enquête sur les dérogations accordées.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5740) : ségrégation sociale dans Paris, travaux de la commission présidée par

M. Tiberi ; proposition tendant à obliger le promoteur à reloger tout locataire expulsé dans un certain rayon ; relèvement du plafond de ressources exigé pour la non-opposition du droit de reprise à un locataire âgé de plus de soixante-dix ans ; (p 5741) : politique de limitation de l'installation des bureaux dans Paris ; respect des règlements d'urbanisme ; immeuble de l'ONM ; bâtiment du ministère des finances quai Branly et réglementation relative aux cœfficients d'occupation des sols.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6015) : augmentation de la délinquance ; résultats de la lutte contre le trafic de drogue ; sévérité des peines ; sa question relative à l'application aux autres délits de la méthode de répression utilisée contre le trafic de drogue ; information de l'opinion publique sur les responsables de cette situation ; ses observations sur la législation pénale ; (p. 6016) : psychologie actuelle de la délinquance ; se prononce pour l'aggravation des peines, pour l'application d'une législation spécifique à la délinquance ; effectifs de la police et non-application du programme décennal élaboré en 1962 ; protection de la population par les gardiens de la paix ; commissariats de police de quartier, « îlotiers » ; déroulement de carrière des gardiens de la paix.

— **Proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 (n° 615). Commission mixte paritaire** [6 décembre 1973] (p. 6694) : question de M. Stehlin au garde des sceaux ; proposition de loi de M. Krieg ; son opposition au texte adopté par la commission mixte paritaire ; (p. 6695) : soutient la position de M. Krieg ; vote de l'amendement de M. Charles Bignon et rejet du sous-amendement de M. Bernard Marie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la République arabe syrienne pour éviter la double imposition des revenus provenant des transports internationaux aériens, signé à Paris le 29 janvier 1973. Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7156) : violation de la convention de Genève par la Syrie en refusant de communiquer la liste des prisonniers israéliens, fait sans précédent dans l'histoire, son refus d'approuver la convention.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 435) : ses observations relatives à la nécessaire défense de l'épargne ; (p. 436) : les rentiers-viagers ; la ruine de l'actionnaire français ; revoir le tarif des droits de succession.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1974] (p. 2966, 2967) : examen du rapport établi par M. Gerbet sur la proposition de création d'une commission d'enquête sur certaines opérations immobilières de Paris.

— **Projet de loi de finances rectificative (n° 1110). Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3330) : examine les différentes formes de spoliation des épargnants par l'inflation.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161). Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3733) : contre la ségrégation par l'âge.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'octroi de certains permis de construire (n° 984). Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5275) : expose les raisons qui l'ont conduit à demander la création d'une commission d'enquête sur le permis de construire délivré pour l'immeuble du 23, rue Oudinot.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180).**

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5309) : mettre en place un plan ORSEC pour sauver l'épargne française ; l'Etat bénéficie de la ruine des obligataires ; (p. 5310) : le projet de réforme de l'entreprise est considéré comme une menace contre les actionnaires minoritaires ; aménager les droits de succession entre collatéraux ; les rentiers-viagers sont les prolétaires de l'épargne ; la révision des rentes viagères.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Après l'Article premier** (p. 5393) : sur l'amendement n° 33 de M. Boulloche : droits de succession entre collatéraux.

Deuxième partie :

Culture [30 octobre 1974] (p. 5628) : suggère certaines améliorations à Paris ; l'aménagement du musée du XIXe siècle à la gare d'Orsay et l'aménagement de ses abords ; la réfection du pont de Solférino ; ouverture du square de la rue Jacques-Bainville ; aménagement des abords de l'école militaire et ouverture au public ; remplacement ou suppression des anciennes écuries de l'avenue Duquesne.

Travail [4 novembre 1974] (n° **5808**) : évoque le projet de reconstruction dans le dix-neuvième arrondissement de la bourse du travail de Paris ; réclame une aide de l'Etat pour compléter l'effort de la ville de Paris.

Equipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement [16 novembre 1974]

(p. 6554) : rappelle sa proposition de loi relative à la protection des habitants pressés de quitter leur logement dans le cadre des opérations de rénovation urbaines ; les faibles ne doivent pas être chassés de Paris.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6748) : les effectifs de la police parisienne ; prolongation de la durée de la garde à vue ; la situation des retraités ; le téléphone au domicile des commissaires de police et le logement des gardiens de la paix ; rapprocher les gardiens de la paix de la population parisienne.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6870) : évoque la construction envisagée par le ministère des finances de 75.000 mètres carrés de bureaux quai Branly alors que la DATAR, comme le Président de la République, souhaite freiner l'inflation du tertiaire à Paris et interdit toute dérogation au plan d'occupation des sols ; déclare que ce projet constituerait pour Paris une véritable agression ; (p. 6871) : il rappelle que les élus et le préfet de Paris, aussi bien pour la voie rive gauche que pour les Halles, ont été prévenus des décisions par la radio ; il répond au ministre des finances que le coefficient des POS applicables au quai Branly est de 1.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention entre la République française et l'Etat espagnol en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** (n° **1103**), rapporteur. **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6979) : le projet de loi approuvé par la commission des affaires étrangères tend à ratifier la convention signée à Madrid le 27 juin 1973, évitant la double imposition sur le revenu en France et en Espagne ; analyse le développement des relations économiques entre la France et l'Espagne.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° **776**). **Explications de vote** [5 décembre 1974] (p. 7453) : le groupe des républicains indépendants votera ce projet qui marque un très grand progrès ; note une omission : le cas des femmes divorcées à leur profit abandonnées par leur mari ; souhaite une répartition équitable des pensions de sécurité sociale entre la première et la deuxième épouse.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Article 237 du code civil** (p. 3380) : ses observations sur la situation de la première femme au regard des droits à pension qui restent entièrement acquis à la seconde femme.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Première lecture. Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6685) : rappelle qu'il représente une circonscription qui est la « terre promise » des promoteurs ; s'inquiète des dispositions transitoires du texte qui inciteront les promoteurs à redoubler d'activité avant l'entrée en vigueur différée de la loi ; demande le vote rapide de la loi sur la protection des locataires sans laquelle les opérations de réhabilitation seront en fait des techniques d'expulsion et de ségrégation ; la situation des garages dans Paris. **Discussion des articles** [14 octobre 1975] : **Article 8** (p. 6826) : son amendement n° 366 : ajouter aux espaces verts les parcs de stationnement ; l'exemple de Paris et des villes françaises et étrangères ; (p. 6827) : retire son amendement ; [15 octobre 1975] : **Article 16** (p. 6918), 6919) : demande au Gouvernement de faire voter le projet de loi sur la protection des locataires adopté par le Sénat ; souhaite qu'il renonce aux dispositions transitoires. **Article 19** (p. 6923) : ses observations sur l'article ; appelle l'attention sur la nécessité d'encourager la création de garages commerciaux ; souhaite voir résoudre le grave problème du stationnement dans les grandes cités ; [17 octobre 1975] : **Après l'Article 96** (p. 7069) : remercie le Gouvernement d'avoir présenté son amendement n° 525 portant possibilité d'exonération de la taxe locale d'équipement pour les garages. **Deuxième lecture** [27 novembre 1975]. **Discussion des articles. Article 20 : Article L 211-2 *bis* du code de l'urbanisme** (p. 9053) : son amendement n° 21 : compléter l'article par les termes « maintien d'activités privées d'intérêt général » ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**). **Explications de vote** [17 octobre 1975] (p. 7115) : le vote positif des républicains indépendants.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7516) : le dialogue administration-commerçants ; l'arbitraire des contrôleurs ; le rôle des chambres de commerce ; les problèmes de l'apprentissage ; (p. 7517) : le problème de la sous-traitance ; la réforme du règlement judiciaire ; le système de vente au tourisme ; faciliter les procédures pour le paiement des cotisations sociales.

Culture [3 novembre 1975] (p. 7743) : l'absence de faveurs particulières pour la capitale ; l'exemple de la gare d'Orsay et celui des Invalides.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8300) : l'affliction de la police face aux critiques dont elle est l'objet ; la nécessité de la répression ; la carrière des policiers parisiens.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur. Débat du 6 novembre 1975. [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] : **Sécurité** (p. 8331) : l'utilité de l'intervention des membres de la protection civile ; les aides que l'on pourrait accorder aux personnes qui accomplissent ces tâches ; couverture des risques encourus par les personnes qui arrêtent des malfaiteurs ; (p. 8334) : rappelle sa question relative au service interdépartemental de la protection civile.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la Justice. Débat du 12 novembre 1975. [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8517) : les conditions dans lesquelles a été créée la cour d'appel de Versailles ; (p. 8525) : interroge le garde des sceaux sur le degré d'avancement du projet de loi tendant à indemniser les victimes de leur dévouement ou d'un attentat aveugle.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat (n° 1175). Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8798) : l'attitude choquante du Gouvernement ; la charge qui risque de peser sur les actifs ; une mesure qui n'est pas réclamée par ceux qui en bénéficieront ; (p. 8799) : la décapitation des cadres de l'Etat ; un projet qui ne répond pas au vœu des Français ; le malthusianisme qui le sous-tend. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8801) : son amendement n° 2 : recul de la limite d'âge de deux ans par enfant à charge, sans que ce recul puisse excéder cinq ans ; adopté ; [21 novembre 1975] : **Article 2** (p. 8872) : son amendement n° 3 : reculer la limite d'âge de deux ans par enfant à charge ; adopté. **Après l'Article 4** : son amendement n° 1 : prise en compte des services de guerre et de résistance ; adopté. **Deuxième délibération** [26 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8975) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement : ses observations relatives aux fonctionnaires qui ont encore des charges de famille.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1174). Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8986) : son amendement n° 1 prévoyant un recul de la limite d'âge en raison du nombre d'enfants à charge ; repoussé. **Après l'Article 10** (p. 8993) : s'étonne que l'amendement n° 8 du Gouvernement fasse état de la cour d'appel de Versailles alors même que le Parlement n'a pas voté le projet de loi déposé par le Gouvernement en cette matière.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation (n° 1512). Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9013) : redoute que le texte en discussion ne soit un trompe-l'œil si le critère de relogement n'est pas fixé de manière très étroite ; sa préférence pour une distance linéaire évaluée en kilomètres. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 9017) : son amendement n° 1 : le local de relogement doit être situé à moins d'un kilomètre du local objet de la reprise ; repoussé ; (p. 9018) : son amendement n° 26 exigeant que le local de relogement soit situé dans le même arrondissement que le local objet de la reprise ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris (n° 1869). Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Après l'Article 24** (p. 9276) : apporte son soutien au sous-amendement n° 147 de M. Mesmin à l'amendement n° 61 de Mme de Hauteclocque : éviter les conflits de compétence entre le maire de Paris et le préfet de police. **Article 24** (*suite*) (p. 9308) : son amendement n° 75 : remplacer les termes « officier municipal » par « magistrat municipal » ; (p. 9310) : retire son amendement n° 145 et se rallie au texte du Gouvernement ; [4 décembre 1975] : **Article 25** (p. 9348) : son amendement n° 76 : prévoir que les députés de l'arrondissement et leurs suppléants siègent à la commission d'arrondissement ; accepte que son amendement vienne en discussion à l'article 25 *bis*. **Après l'Article 25** (*suite*) (p. 9351) : son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 65 de M. Bas ; prévoir dans la commission d'arrondissement la présence du ou des députés de l'arrondissement ; (p. 9352) : insiste pour que les députés siègent à la commission d'arrondissement ; (p. 9353) : maintient son sous-amendement n° 76 ; repoussé. **Explications de vote** (p. 9357) : la disparition d'un statut anachronique grâce au vote du projet qui vient d'être discuté ; la qualité des hommes, fonctionnaires ou élus qui ont eu la charge de Paris jusqu'au vote du nouveau statut ; le vote du texte à l'unanimité par les républicains indépendants.

— **Rappel au règlement** [16 décembre 1975] (p. 9854, 9855) : sur l'ordre du jour ; discussion d'une proposition de loi relative à l'expulsion des personnes âgées.

— **Projet de loi portant organisation judiciaire de la cour d'appel de Versailles (n° 2002). Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9939, 9940) : s'étonne de la procédure utilisée par le Gouvernement pour faire débattre de ce projet ; n'admet pas que l'on oppose Paris à la province ni le terme de

gigantisme appliqué à la cour de Paris ; le nombre d'affaires jugées par la cour de Paris et la rapidité avec laquelle les affaires sont jugées ; (p. 9941) : le coût de l'installation d'une cour d'appel à Versailles ; l'hostilité de la population de la région parisienne à la création de nouveaux palais de justice ; le projet le loi, affront pour les tribunaux de province ; (p. 9944) : demande un vote personnel sur le texte.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 avril 1976] : **Article 15** (p. 1633, 1634) : retire ses amendements n^os^ 303, 304, 357 et 305 au profit de l'amendement n° 380 du Gouvernement; (p. 1635) : son amendement n° 306 : exiger que les plans de sauvegarde soient établis dans les trois années qui suivent la date où auront été délimités les secteurs sauvegardés ; apporte de nouveaux éléments en faveur de son amendement ; amendement n° 306 adopté ; (p. 1636) : son sous-amendement n° 222 à l'amendement n° 14 de M. Masson : exiger l'avis de la commission des sites ; considère qu'il est indispensable de prévoir la consultation de l'architecte chargé de la sauvegarde ; cite en exemple l'affaire de la rue Oudinot à Paris ; (p. 1637) : considère que son sous-amendement donne une garantie aux élus qui font partie de la commission des sites ; sa réponse aux observations de M. Debré ; le sous-amendement n° 222 est repoussé ; (p. 1638) : son amendement n° 307 : impossibilité de délivrer dans un secteur sauvegardé un permis de démolir avant que le permis de construire ne soit définitif ; repoussé ; son amendement n° 316 : allongement du délai maximum de validité du sursis à statuer ; (p. 1639) : se rallie à l'amendement n° 181 du Gouvernement ; amendement n° 316 retiré. **Article 38** (p. 1661) : son amendement n° 308 défendu par M. Hamel ; [14 avril 1976] : **Après l'Article 54** (p. 1745) : soutient la politique mise en cause par M. Claudius-Petit qui tend à supprimer les murs qui entourent certains jardins comme ceux du musée Rodin. **Article 58** (p. 1759) : juge inquiétante la disposition qui, sous certaines conditions, dispense du permis de démolir dans les secteurs sauvegardés ; (p. 1760) : souhaite que le Gouvernement lui donne une réponse en ce qui concerne les suggestions qu'il a formulées. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 15** (p. 4418) : son amendement n° 78 concernant la consultation de la commission nationale des secteurs sauvegardés ; repoussé ; (p. 4419) : son amendement n° 81 relatif à la procédure du sursis à statuer pendant la période d'élaboration du plan de sauvegarde ; souhaite que l'architecte des bâtiments de France puisse refuser un permis de construire enfreignant les règles établies par l'architecte chargé de la sauvegarde, jusqu'à ce que le plan de sauvegarde soit devenu opposable aux tiers ; (p. 4420) : s'étonne qu'un temps illimité pourrait s'écouler avant qu'un plan de sauvegarde ne soit rendu public ; amendement n° 81 adopté. **Article 15** (p. 4420) : indique que son amendement n° 82 est devenu sans objet ; son amendement n° 80 n'a plus d'objet ; (p. 4445) : souhaite que la discussion continue. **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9682) : l'absence de progrès quant à la protection des secteurs sauvegardés ; regrette la modification de son amendement sur le sursis à statuer ; regrette que le projet ne prévoie pas la défense nécessaire des secteurs sauvegardés.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2733) : se déclare déçu du manque d'information du ministère à propos des événements du Cambodge ; s'étonne du silence gardé par le Gouvernement français devant les crimes qui y sont perpétrés ; indique que le rôle de la France est de dénoncer au monde les atrocités commises.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3108) : est déçu par le débat ; la nécessité de mettre un terme à une concurrence anormale, de ne pas traiter de la même manière les grandes villes et la campagne ; demande à M. Claudius-Petit de retirer sa question préalable.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [29 mai 1976] (p. 3427) : l'insalubrité des casernes des gardes républicains de la ville de Paris ; l'effort considérable fait par la ville ; (p. 3428) : la sous-estimation par certains orateurs de la menace sur notre frontière de l'Est ; le stationnement de 63 % des avions et de 60 % des chars du pacte de Varsovie aux frontières de l'Europe ; l'affaire de l'Angola ; renforcer d'urgence notre armée conventionnelle ; ne considérer l'arme nucléaire que comme l'ultime recours ; le conditionnement du moral par la valeur matérielle.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3664) : estime juste de taxer les bénéficiaires et d'aider les victimes de l'érosion monétaire bien que l'Etat

soit le premier bénéficiaire de cette érosion ; le projet ne prévoit rien en ce sens, notamment pas l'indexation de la petite épargne ; (p. 3665) : l'orateur remarque que les droits français de succession entre collatéraux sont les plus élevés du monde contrairement à l'affirmation de M. Marette ; les textes permettent déjà de frapper les plus-values des spéculateurs ; il faut ne pas pénaliser les petits investisseurs, les possesseurs de résidence secondaire ; indignation devant les mesures visant les porteurs de valeurs immobilières ; (p. 3666) : éviter la taxation des objets d'art qui accélérerait l'appauvrissement de la France en trésors artistiques ; le vrai problème qui est celui de l'inflation n'est pas réglé par le projet ; il faut le remettre en chantier car il apparaît comme une provocation. **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 9** (p. 4298) : soutient l'amendement n° 64 de M. Boscher car il craint que le commerce des objets d'art ne soit sérieusement affecté.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° **2217**), rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4742) : présentation de Singapour ; les caractéristiques de l'investissement industriel ; portée de l'accord signé avec Singapour ; les cotraitants ; la politique actuelle de Singapour ; le plan d'essor économique de Singapour ; l'accueil réservé aux investissements étrangers ; le début des crises ; la modestie des relations françaises avec Singapour ; la France au douzième rang parmi les investisseurs étrangers ; les perspectives et les espérances de la France ; (p. 4743) : analyse du présent accord ; la définition des investissements, le paiement d'une indemnité, le libre transfert du capital investi, les revenus provenant de ce capital, l'indemnité éventuelle de dépossession ; le traitement des investissements ; le champ d'application de l'accord ; ses effets et sa durée ; la dénonciation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6627) : l'effort de solidarité qui n'a pas été fait en faveur des rapatriés ; votera l'amendement n° 74 de M. Defferre défendu par M. Houteer. **Article 8** (p. 6656) : regrette que l'amendement n° 80 de M. Magaud soit retiré ; critique la manière dont le débat est clos sur cet amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**) :

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6807) : l'importance de l'épargne pour le développement de l'économie et de la lutte contre l'inflation ; la demande des Français d'une sécurité du capital et du droit de transmission à leurs héritiers ; l'emprunt Pinay ; la malencontreuse loi sur la taxation des plus-values ; les menaces de nationalisations ; le relèvement de l'abattement pour les successions entre collatéraux, mesure de justice ; les conditions excessives permettant de bénéficier de l'abattement ; l'effort d'exonération en faveur des actionnaires ; (p. 6808) : le principe de l'extension au revenu des actions, de l'abattement à la base existant pour le revenu des obligations ; la réorientation de l'épargne vers l'industrie prévue par le VII[e] Plan ; critique du plafond imposé à l'augmentation des dividendes ; critique de l'absence de dispositions en faveur de l'épargne à revenu fixe et de l'épargne longue ; la dépréciation du patrimoine des ménages ; le gain réalisé par le Trésor au détriment de tous les porteurs de francs et de titres libellés en francs estimé par Alfred Sauvy ; critique de la publicité de la caisse nationale de retraite ; critique de la non-indexation des mesures prévues par le livre blanc de l'épargne ; l'augmentation faible des rentes viagères ; inquiétude devant les primes à la construction pour l'amélioration de l'habitat locatif ; les déménagements provoqués par la libération des loyers de catégorie 2 A ; (p. 6809) : demande au Gouvernement de modifier son projet en un sens plus équitable pour l'épargnant.

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 12** (p. 6995) : la promesse tenue par le Gouvernement au sujet des droits de succession entre collatéraux victimes d'une injustice ; des droits de succession très importants ; une réforme conforme à la justice mais présentée sous une forme qui lui ôte toute efficacité ; (p. 6996) : l'exemple de deux sœurs âgées ; la portée de l'acte annulée en imposant une domiciliation constante avec le défunt pendant cinq années ; demande la suppression de la condition de domiciliation. **Article 20** (p. 7034) : l'aggravation du sort déjà pitoyable des rentiers-viagers ; la différence entre les rentes viagères et les rentes de sécurité sociale ; le truquage au niveau des barèmes ; l'exposé gouvernemental des motifs mensongers ; la rente viagère, un dû et non un secours ; un morcellement du taux de majoration ; une escroquerie caractérisée concernant le jour pris en compte ; propose de supprimer les rentes viagères publiques ; les victimes de la tromperie de l'Etat ; provocation ; (p. 7035) : l'amendement n° 202 du Gouvernement inadmissible car ne tient pas compte de la hausse des prix au cours des deux dernières années ; le bénéfice restreint de

la mesure proposée ; (p. 7036) : l'explication de la revalorisation ; l'augmentation de 6,5 % peu brillante.

Deuxième partie :

Culture [5 novembre 1976] (p. 7651) : le plan de sauvegarde du VII[e] arrondissement prévu par la loi Malraux ; le musée du XIX[e] siècle ; Beaubourg ; le sous-sol de la gare d'Orsay ; le budget du cinéma ; le film scatologique du VII[e] arrondissement ; les cirques ; protestation contre l'implantation des cirques sur les prestigieux sites de la capitale.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7831) : la situation dramatique du peuple cambodgien ; l'ONU.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [12 avril 1977] : **Article 5** (p. 1724) : son amendement n° 14 : soumission des permis d'exploitation des carrières de plus de deux mille mètres carrés à enquête publique ; retiré. **Article 17 : Article 83 du code minier** (p. 1730) : son amendement n° 15 : modalités de remise en état des lieux ; consultation du conseil municipal sur les travaux à exécuter et introduction de la notion de « qualité des eaux » ; adopté après adoption des sous-amendements n° 48 et n° 49 de M. Dousset. **Article 84 du code minier** (p. 1732) : son amendement n° 16, troisième rectification : prise en compte de la densification excessive des carrières et sablières : retiré. **Article 18** (p. 1733) : son amendement n° 17 rectifié : sanctions applicables aux exploreurs ou exploitants ayant fait l'objet d'une condamnation pour infraction aux dispositions du code minier ; retiré. **Avant l'Article 21** (p. 1735) : son amendement n° 41 : interdiction d'activités pouvant détériorer la qualité de l'eau et conditions de soumission à réglementation des extractions des matériaux ; retiré. **Article 22** (p. 1738) : son amendement n° 18 : inclusion de la qualité esthétique de l'environnement et de la qualité des nappes d'eau sous-jacentes dans les mobiles pouvant entraîner le refus ou le retrait des autorisations d'exploitation : repoussé ; [13 avril 1977] : **Article 24 : Article 132 du code minier** (p. 1761) : son amendement n° 19 : information systématique des maires quant aux conclusions des recherches ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 32** (p. 6261) : l'effort de revalorisation des rentes viagères ; le livre blanc de l'épargne ; la baisse du pouvoir d'achat des rentiers viagers ; la spoliation dont sont victimes les petits épargnants ; la correction des retards accumulés en matière de revalorisation des rentes viagères.

Deuxième partie :

Coopération, rapporteur pour avis [25 octobre 1977] (p. 6548) : l'évolution du budget ; le niveau des dépenses ordinaires de fonctionnement ; la faible progression des actions de coopération culturelle et sociale ; les émissions radiodiffusées ; la coopération militaire technique ; l'augmentation des dépenses en capital ; le rôle joué par l'assistance technique et la formation ; l'effectif des coopérants ; (p. 6549) : la qualité de la formation des coopérants ; l'action des volontaires du progrès ; la fuite des cerveaux ; l'équipement agricole ; le développement des cultures d'exportation ; le FAC ; le GERDAT ; l'ORSTOM ; les crédits consacrés à la recherche scientifique ; le développement des infrastructures et des communications ; l'importance de la coopération militaire ; l'aide apportée aux pays en voie de développement ; le rôle de coordination du ministère ; la comparaison des efforts internationaux en faveur des pays du tiers monde ; (p. 6550) : le volume de l'aide publique de la France ; la nécessité d'améliorer la diffusion des émissions de radio et de télévision vers l'Afrique.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6581) : le rattachement du tribunal de Nanterre à la cour de Versailles ; l'indemnisation des attentats ; la loi du 3 janvier 1977 ; le statut des victimes.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6871) : la faiblesse des effectifs de police opérationnels dans le septième arrondissement ; la situation des locaux ; rend hommage à la police ; la situation des chauffeurs de taxi parisiens rapatriés d'Algérie ; les solutions à envisager.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7166) : le génocide subi par le Cambodge ; l'attitude de l'ONU ; la violation des droits de l'homme en Ouganda, Vietnam et Russie ; les résultats de la conférence d'Helsinski ; le renforcement du potentiel militaire cubain en Afrique ; la condamnation de la France à l'ONU sur le problème de Mayotte ; l'apartheid ; (p. 7167) : l'existence d'Israël ; la nécessité d'une politique prudente en Afrique australe ; la déclaration du ministre sur la fourniture de moyens de transports au mouvement de libération de l'Afrique australe ; le rang de la France en matière de coopération internationale.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7347) : les efforts réalisés par les ministères pour améliorer l'environnement ; (p. 7348) : la

destruction du mur entourant le jardin du ministère du travail.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Après l'Article 6** (p. 8071) : son amendement n° 1 : reconduction du régime d'attribution des licences d'exploitation de taxis prévu par l'ordonnance du 4 août 1962 et modalités d'attribution de nouvelles licences ; le problème des chauffeurs de taxi rapatriés ; la cessibilité des licences d'exploitation de taxis ; la recevabilité de l'amendement n° 1, amendement n° 1 réservé.

— **Projets de loi autorisant la ratification des protocoles financiers entre la Communauté économique européenne et la Turquie, Malte et la Grèce** (n[os] **3331, 3332, 3334**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8948) : les accords d'association passés par la CEE avec la Turquie, Malte et la Grèce ; l'aide financière prévue en faveur de la Turquie ; l'accroissement de la production de l'économie turque ; la gestion des prêts ; le montant de l'aide prévue en faveur de la Grèce ; l'amélioration de l'infrastructure et la modernisation du secteur agricole grec : (p. 8949) : le protocole financier entre la CEE et Malte ; les différentes formes de l'assistance financière de la CEE ; l'adoption des projets de loi par la commission.

FRELAUT (Dominique)

Député des Hauts-de-Seine
(3[e] circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Est nommé membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 35 : Travail, emploi et population** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer le remboursement de la TVA payée sur leurs travaux et fournitures par les collectivités locales** (n° **894**) [20 décembre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 39 : Travail** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe n° 40 : Travail** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 40 : Travail** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 40 : Travail** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Respect des normes de sécurité dans les établissements scolaires** [18 décembre 1974] (p. 8042, 8043).

• *question orale sans débat :*

— (n° **18364**) : **Finances locales** [30 avril 1975] (p. 2282) : difficultés financières des communes ; versement d'une indemnité compensatrice de vie chère ; nécessité de faire voter un collectif budgétaire spécial pour aider les collectivités locales ; (p. 2283) : le blocage des subventions pour les équipements scolaires ; (p. 2284) : le versement de la taxe sur les salaires.

• *question au Gouvernement :*

— **Réforme des finances locales** [28 mai 1975] (p. 3290).

• *question orale sans débat :*

— (n° **36926**) : **Situation de la SNECMA à Bois-Colombes** [22 avril 1977] (p. 2109, 2110) : la vocation aéronautique de la division Hispano de la SNECMA à Bois-Colombes ; le démantèlement s'y opérant ; la liquidation des services techniques Super-Phénix et leurs abandon au secteur privé ; insuffisante diversification des produits en matière de turbines à gaz ; son inquiétude pour le plan de

charge de l'aéronautique ; les restructurations aboutissant à des démantèlements et des gaspillages.

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements à la société Ericson** [14 décembre 1977] (p. 8706) : transfert de l'atelier de fabrication de Colombes à Cergy-Pontoise.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances, sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1564) : souligne le rôle des collectivités locales en tant qu'agents économiques, les emplois qu'elles procurent à l'Etat ; la participation des communes à la création du produit national ; la nécessité de réviser la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales, d'accroître les ressources de ces dernières ; la nécessité pour les communes de recevoir des moyens financiers nouveaux sur les propres ressources de l'Etat ; souhaite le remboursement de la TVA, la fixation à 100 % du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; évoque la crise de la fiscalité locale, l'augmentation des impôts locaux, la résolution des maires communistes de s'opposer aux transferts de charges de toute nature ; critique le blocage des subventions forfaitaires pour les constructions scolaires à leur niveau de 1963 ; (p. 1565) : l'exonération de certains contribuables pour la recherche sans donner aux collectivités locales les ressources de compensation ; la diminution des subventions d'équipement ; estime que seul le Programme commun, qui accroîtra les pouvoirs des communes, est susceptible d'amener une réforme profonde et démocratique de la fiscalité ; les retards pris dans l'application du VI[e] Plan ; la nécessité pour les collectivités locales de recevoir des ressources supplémentaires.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1973] (p. 2705) : déclaration du Gouvernement relative à la réévaluation du mark.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973] **Article 2** : (p. 4764) : son sous-amendement à l'article 2 j proposé par l'amendement du Gouvernement, ayant pour objet de supprimer les régimes fiscaux dérogatoires et d'imposer les plus-values réalisées à l'occasion de cession d'immeubles ou de terrains ; son sous-amendement de suppression de l'article 2 n proposé par l'amendement du Gouvernement (recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source) ; sens de la responsabilité individuelle développé chez le citoyen par la déclaration fiscale ; perception de l'impôt fondée sur la responsabilité et sur la connaissance préalable au versement ; éveil de la vigilance du contribuable sur l'impôt indirect ; cas de la récupération de la TVA sur les travaux des collectivités locales ; contribution de son parti à cet éveil ; son opposition à l'anesthésie fiscale ; distinction entre le mode de perception par les entreprises et l'étalement des versements ; accentuation de la différenciation entre contribuables salariés et non salariés ; trésorerie des entreprises ; rappelle l'engagement pris en 1968 au cours des négociations menées avec M. Pompidou, premier ministre ; réserves les plus expresses de toutes les organisations syndicales y compris les cadres ; création d'un intergroupe parlementaire ; cadres avec la participation de la CGC ; (p. 4766) : reprend son argument de caractère politique relatif à l'anesthésie fiscale ; volonté d'éliminer la prise de conscience que le contribuable a de l'impôt ; relève le silence du ministre de l'économie et des finances sur l'aspect politique de l'opération projetée ; (p. 4777) : son sous-amendement à l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement ; trouve surprenant que la charge de la participation soit supportée par les contributions ; avantages dont bénéficient les entreprises ; son opposition à la participation ; estime que la charge doit en être supportée par les sociétés qui le décident ; demande l'abrogation de l'article 8 de l'ordonnance du 17 août 1967 et des dispositions prises pour son application ; (p. 4778) : souhaite que les jetons de présence ne soient pas déductibles des bénéfices imposables ; (p. 4780) : illusion que constitue la prétendue association entre le capital et le travail.

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5054) : évoque un accident de circulation à l'occasion d'un transport d'enfants ; municipalité de Colombes ; utilité de convoquer une table ronde sur les conditions de transport des enfants des collectivités locales ou des sociétés sportives, participation de tous les intéressés y compris les autorités médicales et les organisations de chauffeurs routiers.

Travail, emploi et population, rapporteur spécial [15 novembre 1973] (p. 5822) : s'interroge sur les moyens du budget au regard de l'importance des problèmes en cause ; estime qu'il convient d'apprécier le budget en termes de rattrapage ; ses observations sur les crédits pour 1974, sur le financement des créations de postes ; observations retenues par la commission des finances ; souhaite la création de postes

supplémentaires d'inspecteurs du travail, le doublement du nombre d'inspecteurs et de contrôleurs au terme d'un plan de renforcement ; moyens financiers de l'agence nationale pour l'emploi ; (p. 5823) : accroissement des missions de l'agence ; allongement de la période nécessaire au reclassement des demandeurs d'emploi ; retard dans l'application du programme finalisé du VI[e] Plan relatif à l'ANPE ; conditions restrictives d'attribution de l'allocation chômage ; taux de l'allocation et évolution du SMIC ; crédits du fonds national de l'emploi ; nécessité d'un « collectif » en ce qui concerne les crédits de l'AFPA ; crédits du fonds d'action sociale en faveur des migrants et du fonds d'encouragement à la recherche sociale et à la formation ouvrière ; agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; ses observations sur les autorisations de programme ; construction des bourses ; indice de l'INSEE ; (p. 5842) : renouvelle ses questions au Gouvernement sur le recrutement des inspecteurs du travail, le plafond de ressources pour l'allocation de chômage ; (p. 5843) : l'ANPE, les crédits destinés à la formation ouvrière.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973]. **Après l'Article 2** m (p. 7135) : rappelle l'opposition de son groupe au système de retenue à la source pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu ; précise qu'il n'y a pas eu de vote unanime de l'Assemblée en faveur de la retenue à la source. **Après l'Article 39** (p. 7142) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement (blocage des loyers) ; demande le blocage des charges, notamment pour les locataires des logements sociaux ; (p. 7144) : poids des charges locatives ; suggère l'étalement de la dette, l'exonération fiscale ou l'atténuation des taux de la TVA.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale (n° 637). Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6555) : crise des finances communales et insuffisance des ressources des communes ; thèse gouvernementale d'une mauvaise répartition ; se prononce pour la discussion préalable des problèmes de la répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ainsi que des projets réels du Gouvernement au sujet de la patente ; (p. 6556) : conservatisme du Gouvernement envers les communes ; taux de subventions pour les constructions scolaires ; délai de nationalisation des CES ; prêts aux grandes sociétés privées et difficultés d'emprunt des collectivités locales ; paiement de la TVA par les communes et ses conséquences ; budgets communaux et inflation ; demande le versement par l'Etat aux communes d'une subvention exceptionnelle sur la plus-value fiscale qu'il réalise ; ses propositions quant à l'assiette de la nouvelle taxe d'habitation ; information des élus ; sa référence à une étude de M. René Lamps, maire d'Amiens, sur les conséquences de la nouvelle répartition ; taxation des logements sociaux ; critique la non-communication aux maires de tous les cahiers auxiliaires ; transformations qui se produisent après le vote du projet de loi sur la patente ; taxe d'habitation et obtention de nouvelles ressources ; (p. 6557) : son inquiétude quant à l'évolution des ressources de la patente et de la taxe d'habitation ; sa référence au rapport des comités du VI[e] Plan sur les finances locales ; son opposition à l'allégement des patentes au détriment des contribuables locaux ; vœu du Congrès des maires en faveur d'une discussion d'ensemble sur la fiscalité locale ; dépôt puis retrait d'une question préalable par des députés-maires UDR ; départementalisation de la patente ; (p. 6558) : votera contre le projet de loi ; rappelle les revendications des maires de France ; demande une session extraordinaire du Parlement. **Discussion des articles** [5 décembre 1973] : **Article 2** (p. 6621) : son sous-amendement à l'amendement de M. Papon (évaluation de la valeur locative cadastrale des logements à loyers réglementés) ; allégement des charges payées par les habitants des HLM ou des ILN. **Article 11** (p. 6631) : rappelle l'objet de ses amendements à l'article déclarés irrecevables. Après l'Article 11 (p. 6633) : son amendement tendant à subordonner l'application de la loi à la communication de documents fiscaux correspondants aux conseils municipaux et aux contribuables concernés ; (p. 6634) : reprend l'amendement en ce sens de M. Chauvet. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7225) : sa question au Gouvernement sur le dépôt du projet de réforme de la patente. **En troisième et dernière lecture** [20 décembre 1973] (p. 7277) : explique le vote de son groupe contre le projet.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1973] (p. 7218) : associe son groupe à la protestation de M. Mexandeau : occupation par un commando du journal *l'Unité*.

1974

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives (n° 935). Discussion des articles** [2 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3239) : son amendement n° 13 fixe au 1[er] janvier 1976 au plus tard la première révision quinquennale ; repoussé.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la mise en cause pénale des maires (n° 1112). Discussion générale** [9 juillet 1974) (p. 3424) : le renversement de la responsabilité pénale des maires

ne peut aller sans l'accroissement de leurs moyens matériels et techniques

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5319) : la débudgétisation des dépenses de l'Etat aggrave les difficultés des collectivités locales ; (p. 5320) : la contribution mobilière ne fait que transiter par les caisses des collectivités locales ; où en est le projet de modernisation des bases de la fiscalité locale ? ; les maires demandent que l'Etat corrige par une indemnité compensatrice annuelle les effets de l'inflation et de la hausse des prix sur le versement représentatif de la taxe sur les salaires.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5401) : son amendement n° 59 ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 5408) : son amendement n° 22 : maintien de la contribution exceptionnelle pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions ; repoussé. **Après l'Article 12** (p. 5422) : son amendement n° 31 : dispositions relatives à la participation et jetons de présence ; repoussé.

Deuxième partie :

Travail, rapporteur spécial [4 novembre 1974] (p. 5767) : la commission a adopté les crédits malgré l'avis du rapporteur ; les interventions publiques du fonds national du chômage et du fonds national de l'emploi représentent plus de la moitié du budget ; les appréciations doivent tenir compte de l'aggravation brutale de l'emploi ; un budget conjoncturel qui a pour fonction de maintenir le pouvoir d'achat des chômeurs et de faire face à l'accroissement de leur nombre ; les salariés souhaitent une nation de travailleurs plutôt qu'une nation d'assistés ; augmentation des demandes d'emploi non satisfaites et diminution des offres ; déplore qu'aucune étude prospective ne soit faite sur l'évolution de l'emploi ; l'allocation supplémentaire d'attente d'un an en faveur des salariés victimes de licenciements « économiques » ; part respective de l'aide publique et de l'Unedic dans le fonds de chômage depuis 1968 ; (p. 5768) : la débudgétisation relative de la part de l'Etat au détriment des cotisants ; nécessité d'aligner l'aide publique sur l'aide de l'Unedic avant d'envisager la fusion des aides ; pour rétablir la participation à la charge de l'Etat en 1968, il faudrait que la dotation de départ atteigne 1.700 millions de francs ; déterminer une table d'indexation tenant compte de l'évolution du nombre de chômeurs et du taux d'inflation ; la commission des finances souhaite étendre le champ d'application du fonds national de l'emploi ; scepticisme quant à la capacité du fonds de faire face aux besoins nouveaux de réadaptation et au reclassement de la main-d'œuvre ; l'insuffisance des effectifs de l'inspection du travail ; le contentieux probable sur la notion de « licenciements économiques » ; l'importance des accidents du travail ; le statut des inspecteurs toujours en cours d'élaboration ; certains départements en sont encore dépourvus ; la dotation de l'agence nationale pour l'emploi a été sacrifiée ; les femmes et les jeunes, principaux demandeurs d'emploi ; le budget de l'association pour la formation professionnelle des adultes ; sections prévues et non encore créées ; faible pourcentage de femmes et de travailleurs immigrés ; nécessité de financement supplémentaire pour le logement ; éviter la ségrégation et la reconstitution de ghettos ; (p. 5769) : la concentration dans les communes ouvrières ; la révision de l'indice de l'INSEE ; la commission des finances souhaite l'augmentation des crédits affectés à la recherche sociale et à la formation ouvrière ; inquiétude des syndicats devant la diminution de la subvention ; la commission des finances a adopté à la majorité ces observations.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7322) : projet contre la politique des salaires ; [4 décembre 1974] (p. 7384) : caractère de classe de ce projet ; le collectif budgétaire ; la marge brute ; les entreprises multinationales ; (p. 7385) : l'exportation ; la masse salariale dans la marge ; les frais de mission et de réception ; la suraccumulation du capital cause majeure de l'inflation ; les déductions ; les correctifs ; les options ; les recours suspensifs ; les remboursements ; les importations ; l'exportation ; les frais financiers et de gestion ; le régime des banques ; (p. 7386) : le financement des entreprises ; les entreprises multinationales ; la valeur brute des immobilisations ; les provisions pour fluctuations de cours ; les entreprises assujetties ; les banques et compagnies d'assurances ; le coefficient prévisionnel ; les simulations ; la police des salaires ; l'exemple de l'Etat patron ; (p. 7387) : l'indice des prix ; (p. 7407) : son amendement n° 58 à l'article 4 : application aux entreprises industrielles de plus de 200 salariés ; (p. 7408) : rejeté ; (p. 7414) : son amendement n° 76 : déduction des charges sociales nouvelles résultant d'accords contractuels ; (p. 7415) : rejeté ; [5 décembre 1974] (p. 7466) : l'encadrement des salaires ; (p. 7480) : une mini loi ; une passoire à profits qui n'instaure qu'une police des salaires ; le groupe communiste votera contre le projet.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles**

[10 décembre 1974]. **Article 20** (p. 7616) : la mise en sécurité des établissements scolaires du second degré : répartition de la charge entre l'Etat et les collectivités locales dans les Hauts-de-Seine.

1975

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre l'Etat et la Banque de France** (n° **1504**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1906) : après les entretiens de la Martinique, une nouvelle étape d'abandon de souveraineté ; l'accentuation de la crise du système monétaire international ; la ruine du système des taux de change fixes ; le dollar au centre de la crise ; la volonté des Etats-Unis de renforcer leur hégémonie ; (p. 1907) : la généralisation des droits de tirage spéciaux : moyen au service des grandes sociétés américaines ; le palliatif que constitue l'unification monétaire européenne ; l'acceptation de la domination politique monétaire de la RFA ; la compensation des revenus et l'insécurité de l'emploi ; la politique des gouvernements de l'Europe capitaliste : préserver les intérêts des responsables de la crise ; les spéculations et l'absence de contrôle des changes ; l'accentuation de la crise due au flottement des monnaies ; l'institutionalisation des privilèges du dollar ; la gestion de la Banque de France hors de tout contrôle démocratique ; rompre l'austérité que l'on fait supporter aux travailleurs ; s'appuyer sur une politique fiscale supprimant les exonérations en faveur des grandes entreprises ; instaurer une réglementation des changes sous la responsabilité du Parlement ; associer dans le nouveau système monétaire international tous les pays quel que soit leur régime économique ; ne pas supprimer le rôle de l'or ; le danger de l'accroissement des droits de tirages spéciaux ; combattre les manipulations financières des grands groupes privés ; n'accepter des investissements dirigés qu'en fonction du Plan.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2569) : son amendement n° 25 : nouveaux taux de la TVA ; institution d'un impôt sur le capital des sociétés et les fortunes des personnes physiques ; abrogation de textes fiscaux ; modification des dispositions relatives aux taux d'amortissement linéaires et dégressifs ; repoussé ; son amendement n° 27 : remboursement aux collectivités locales de la TVA perçue sur leurs travaux d'équipement ; repoussé ; (p. 2571) : sur l'amendement n° 24 du Gouvernement : caractère restrictif de l'amendement en ce qui concerne les collectivités locales. **Explications de vote** (p. 2580) : le chômage d'un million de travailleurs ; une austérité à sens unique ; la baisse du pouvoir d'achat ; le problème des indices ; l'inapplication de la loi sur la taxe conjoncturelle ; un appareil productif qui n'est pas utilisé à plein ; l'accélération de la concentration ; la diminution de la consommation ; les cadeaux faits aux grandes sociétés ; l'absence de dispositions relatives à la réduction du taux de TVA sur les produits de première nécessité, en faveur des collectivités locales et des paysans.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3742) : le rapport d'orientation du VII^e Plan : aveu de carence quant aux résultats des plans précédents ; l'absence complète de moyens financiers ; la crainte du pouvoir de voir les Français choisir les options du programme commun ; la création de ghettos dans les villes ; la violence et l'agressivité : phénomènes inhérents au régime ; le problème des constructions en béton et de la maîtrise des sols ; la volonté d'économiser sur les équipements collectifs ; le caractère autoritaire et centralisateur du pouvoir face aux collectivités locales ; (p. 3743) : l'absence d'autonomie financière ; la taxe d'équipement ; le redéploiement du financement public en faveur de la production monopolistique ; les cadeaux aux grandes sociétés : l'absence de toute mesure en faveur de la consommation intérieure ; le rapport d'orientation : catalogue de déclarations d'intention ; attaquer les sources du mal par l'application du programme commun.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Première lecture. Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3916) : l'offensive de charme dont sont l'objet les collectivités locales ; la crise des finances locales ; le nécessaire transfert de ressources au bénéfice des communes ; (p. 3917) : le rapport de la commission de l'aménagement du territoire ; le transfert de charges sur les ménages à attendre de la taxe professionnelle ; la taxe d'habitation ; impôt injuste ; définir les responsabilités respectives de l'Etat et des collectivités locales ; la loi d'orientation foncière ; la nationalisation des CES ; la légitimité du remboursement de la TVA sur les investissements des communes ; parler des subventions en terme de masse globale ; actualiser les subventions spécifiques actuelles ; (p. 3918) : l'insuffisance que constitue le droit d'option ouvert aux régies communales en matière de TVA ; prendre des mesures de désencadrement du crédit en matière d'emprunts ; le seuil critique atteint par la situation des collectivités locales ; le retard considérable en matière d'équipements collectifs ; le renforcement du poids du pouvoir central sur les décisions ; la nécessité d'alléger les procédures. **Discussion**

des acticles [12 juin 1975]. **Article 12** (p. 4047, 4048) : rappelle les propositions du groupe communiste visant à favoriser le petit et moyen commerce ; regrette que ces propositions aient été écartées ; insiste sur le caractère peu moderne et injuste de la taxe d'habitation ; (p. 4049) : regrette que la présentation du projet de loi n'ait pas été l'occasion d'une définition de l'évolution des rapports entre l'Etat et les collectivités locales ; son amendement n° 80 : supprimer l'article 12 ; repoussé ; (p. 4051, 4052) : son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 98 du Gouvernement : supprimer le second alinéa du texte de l'amendement ; ne pas courir le risque d'un transfert sur la taxe d'habitation ; devenu sans objet. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 5001) : le vote négatif du groupe communiste ; sa protestation contre les conditions de travail imposées à l'Assemblée ; estime qu'un transfert de ressources de l'Etat aux collectivités locales est indispensable, notamment le remboursement de la TVA perçue sur les travaux d'équipement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Première lecture. Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 11** (p. 6201) : l'inéluctable baisse de l'activité des collectivités locales à moins d'une augmentation des impôts locaux ; (p. 6202) : l'insuffisance des ressources prévues à l'article 11. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6254) : s'inquiète du financement du fonds d'équipement des collectivités locales ; demande au Gouvernement de réactualiser les subventions destinées aux constructions scolaires ; (p. 6255) : demande au Gouvernement s'il est prêt à confirmer qu'il ne versera rien au fonds d'équipement en 1976.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7161) : la loi de finances, rendez-vous manqué avec les collectivités locales ; les quelques mesures positives en la matière ; (p. 7162) : le difficile maintien des ressources des collectivités locales ; renouveler la dotation du fonds d'équipement des collectivités locales ; la priorité donnée par le Gouvernement aux grands monopoles ; l'inexistence d'une majoration des subventions pour les constructions scolaires.

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975] (p. 7264) : son amendement n° 23 : étendre la déduction pour frais de garde à toutes les mères de famille exerçant une activité professionnelle ; relever le montant déductible ; souligne le caractère restrictif de la proposition du Gouvernement relative à l'aide en faveur des chefs de famille célibataires ; repoussé. **Avant l'Article 5** (p. 7268) : son amendement n° 109 : exonérer de la TVA les produits de première nécessité ; repoussé ; (p. 7268, 7269) : son amendement n° 108 : rembourser aux collectivités locales la TVA perçue sur leurs travaux et achats de fournitures ; repoussé. **Article 5** (p. 7269) : son amendement n° 29 : faire bénéficier les organismes de tourisme social des dispositions relatives aux gîtes ruraux prévues à l'article 5 ; repoussé. **Article 18** (p. 7301) : son amendement n° 37 : porter la part du FSIR dans le produit de la taxe sur les produits pétroliers à 25 % ; repoussé. **Article 25** (p. 7321) : son amendement n° 97 : doter d'un milliard le fonds d'équipement des collectivités locales ; repoussé.

Deuxième partie :

Travail, rapporteur spécial [4 novembre 1975] (p. 7811) : le budget du travail : assistance au chômage ; la faible importance des mesures nouvelles ; le doublement du chômage en un an ; (p. 7812) : une économie installée dans une situation durable de chômage ; les perspectives du VII[e] Plan ; la nécessité d'avancer l'âge de la retraite et de revaloriser le travail manuel ; l'importance du fonds national du chômage dans le budget du travail ; le réajustement de l'aide publique ; le débordement des agences de l'emploi ; (p. 7813) : l'absence d'augmentation du personnel pour ces agences ; le débordement des SETMO ; le trop faible nombre des inspecteurs du travail ; la très faible progression de l'aide aux migrants ; la faiblesse des dépenses en capital ; l'adoption par la commission des finances des crédits du ministère du travail ; (p. 7825) : rappelle sa question relative à l'évolution de l'aide publique et au sort des chômeurs dépassant un an de chômage. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 7858) : ses observations sur l'amendement n° 192 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980). **Première lecture. Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9525) : juge anormal que l'indice de l'INSEE ne fasse pas l'objet d'une négociation, indice dont le but est d'imposer l'austérité aux travailleurs ; s'élève contre le secret des statistiques ; (p. 9526) : l'indice des prix, arme de guerre dans l'arsenal antisalaires ; la confiance des travailleurs dans les indices élaborés par les organisations syndicales. **Commission mixte paritaire** [16 décembre 1975] (p. 9862) : le rôle mineur laissé au Parlement au cours des débats budgétaires ; le déficit de 45 milliards qui résulte de l'application de la loi de finances pour 1975 ; les concessions très insuffisantes faites par le Gouvernement en ce qui concerne les collectivités locales.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° 1867). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 17** (p. 9997) : son amendement n° 62 : réduction des pouvoirs du préfet de région ; repoussé ; son amendement n° 63 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 17 ; supprimer le droit de contrôle du ministère de l'intérieur et du ministère de l'économie et des finances sur le budget de la région ; repoussé. **Article 18** (p. 9998) : son amendement n° 64 : pouvoirs du conseil régional dans le domaine du Plan ; repoussé. **Article 26** (p. 10003) : son amendement n° 71 : mise à la disposition du président du conseil régional des services et personnels de l'Etat mis à la disposition de la région ; devenu sans objet.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1975] (p. 10168) : désignation des membres du comité d'études des problèmes fonciers.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° 2017). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975]. **Explications de vote** (p. 10169) : indique que le groupe communiste s'abstiendra dans le vote.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° 2138 rectifié). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Article premier** (p. 1375): son amendement n° 1 : limiter le bénéfice de l'article aux entreprises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas vingt millions de francs ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 1377) : son amendement n° 3 : échelonner le versement de la taxe d'habitation que paient même les familles les plus pauvres ; (p. 1378) : sa réponse aux observations du ministre ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Première lecture. Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2568) : constate une divergence entre les déclarations de M. Poniatowski et les décisions effectives du Gouvernement en matière de versements au fonds d'équipement des collectivités locales ; (p. 2591) : l'aggravation de la situation des collectivités locales et l'insuffisance de l'avance faite au fonds d'équipement ; la désharmonie des positions du ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie et des finances ; les cadeaux faits aux grandes sociétés multinationales face à la politique de rigueur dont sont victimes les collectivités locales ; la pagaille enregistrée par la modernisation des bases de la fiscalité locale ; la baisse du VRTS ; (p. 2592) : l'injustice fiscale qui ressort du transfert de charges dont souffrent les collectivités locales ; la nécessité d'un changement de la politique qui passe par la victoire de la gauche. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article premier** (p. 2635) : son amendement n° 32 : extension du taux zéro de la TVA aux produits de première nécessité ; institution d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés et des fortunes des personnes physiques ; repoussé ; (p. 2636) : son amendement n° 33 : remboursement de la TVA sur les achats et travaux effectués par les collectivités locales ; institution d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés et les fortunes des personnes physiques ; estime que les engagements du ministre de l'intérieur relatifs au fonds d'équipement des collectivités locales n'ont pas été tenus ; repoussé. **Article 2** (p. 2638) : rappelle qu'en vertu des promesses du Gouvernement les communes auraient dû se voir rembourser 2,1 milliards de francs ; estime qu'il n'est pas admissible d'attendre les conclusions de la commission Guichard pour donner les critères de répartition du fonds d'équipement. **Après l'Article 2** (p. 2643) : son amendement n° 36 prévoit qu'un seul taux est applicable pour chacune des taxes revenant aux départements ; (p. 2645-2646) : considère que son amendement n° 36 constitue la meilleure solution au problème débattu ; repoussé. **Après l'Article 7** (p. 2668) : son amendement n° 40 : permettre aux contribuables assujettis à la taxe d'habitation de s'en acquitter en deux fois, la moitié trois mois après la mise en recouvrement des rôles, l'autre moitié dans les trois mois suivants ; (p. 2668, 2669) : en réponse à M. Poncelet, estime que l'Etat peut parfaitement étendre sur trois mois supplémentaires le gage des recettes des collectivités locales ; rejette toute idée de mensualisation du paiement des impôts locaux ; repoussé. **Commission mixte paritaire** [17 juin 1976] (p. 4262) : s'oppose à la réduction de crédits opérée par le projet qui constitue une violation flagrante des engagements antérieurs ; s'élève contre un tel mode de financement ; met en doute la réalité de la reprise de l'activité économique ; invoque les opinions de la presse spécialisée et de l'évolution de l'indice de la production industrielle ; insiste sur la gravité de l'inflation, sur le caractère alarmant du marché de l'emploi et de la balance commerciale ; reproche à M. Fourcade de ne pas avoir proposé des mesures en faveur des agriculteurs touchés par la sécheresse ; parle du mécontentement des maires ; (p. 4263) : souligne la contradiction entre les opinions et les votes des députés et sénateurs maires de la majorité ; souligne l'insuffisance des crédits accordés aux collectivités locales face à l'obligation de paiement de la TVA sur les travaux ; énumère

les économies faites aux dépens des communes ; s'élève contre la croissance de l'effort d'équipement demandé à l'Etat et aux collectivités locales et contre un transfert de charges obligeant les communes à grever leur pression fiscale ; (p. 4264) : seule l'application du programme commun permettrait de régler convenablement le problème de la fiscalité locale ; le groupe communiste votera contre le projet ; (p. 4265) : estime que le Gouvernement ne tient pas les promesses de remboursement de TVA faites devant le Sénat.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3909) : défend l'amendement n° 8 de M. Rieubon : abrogation de l'avoir fiscal ; (p. 3910) : du prélèvement libératoire pour les détenteurs d'obligations, du système spécial de taxation des profits immobiliers ; repoussé ; défend l'amendement n° 9 de M. Vizet : la fin des privilèges des dirigeants de sociétés ; repoussé. **Article 3** (p. 3934) : critique le système établi par l'article 3 qui atténuera la progressivité de l'impôt ; condamne le caractère peu représentatif de l'indice de l'INSEE ; [10 juin 1976] (p. 3965) : sur l'amendement n° 117 de M. de Gastines, estime que la démonstration de M. Fourcade confirme que les plus gros spéculateurs seront favorisés. **Article 4** (p. 3970) : estime le projet injuste car il exonère les fortunes établies par l'importance qu'il accorde à la durée de détention du bien ; (p. 3971) : met en cause la philosophie générale du projet qui ne prévoit pas de plafonnement et avantage ceux qui n'ont pas besoin de réaliser leur patrimoine ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4102) : sur l'article 5, rappelle que la politique du Gouvernement a spolié l'épargne ; il est scandaleux que l'impôt frappe de même façon petits et gros portefeuilles ; les communistes défendent les petits épargnants et les petits propriétaires ; sa proposition d'exonérer les transactions réalisées par les détenteurs de portefeuilles de moins de 100.000 F et celle relative à l'exonération des transactions donnant lieu à la constitution de rentes viagères ; (p. 4126) : son amendement n° 313 concernant les porteurs de portefeuilles n'excédant pas 100.000 F ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4840) : chapitre III du livre premier du Plan, un beau morceau de littérature tendant à récupérer les thèmes de l'environnement et du cadre de vie ; (p. 4841) : l'absence de mesures tendant à donner des ressources nouvelles aux collectivités locales qui pourtant réalisent les deux tiers des équipements publics ; la nécessité d'une réforme de la répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; l'absence de membres de l'opposition dans la commission chargée d'étudier « la répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales » ; l'augmentation prévue de la fiscalité locale ; le caractère injuste de la taxe d'habitation ; le transfert sur les ménages dans les communes faiblement industrialisées dû à la taxe professionnelle ; regrette que la représentation proportionnelle ne soit pas la règle pour les élections municipales ; le Plan, un catalogue de bonnes intentions dépourvu de moyens.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6619) : son amendement n° 37 soutenu par M. Lamps. **Après l'Article premier** (p. 6628) : son amendement n° 39 rectifié soutenu par M. Vizet. **Article 7** (p. 6650) : défend l'amendement n° 45 de M. Rieubon tendant à supprimer l'article 7 ; (p. 6651) : souhaite que le Gouvernement ne se décharge pas toujours sur les collectivités locales ; repoussé. **Article 9** (p. 6660) : le problème de la recette compensatoire ; (p. 6661) : les pertes des communes dues aux exonérations de certains industriels sur les biens d'équipement ; les articles du collectif portant atteinte à l'autonomie des finances communales ; les différences de nature des recettes de l'Etat et des collectivités locales. **Après l'Article 11** (p. 6667) : son amendement n° 64 : plafonnement de la taxe d'habitation pendant la période transitoire pour la part départementale de l'augmentation due au changement d'assiette ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**).

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6797) : la deuxième phase du plan Barre ; un budget manquant d'originalité ; le chômage chronique ; (p. 6798) : les rémunérations chargées de tous les maux rendues responsables de l'inflation ; « la radioscopie » d'un ménage français ; le scandale des Français devant le refus d'un impôt sur le capital ; la baisse du pouvoir d'achat ; l'indice de la CGT, contrepoids à l'indice de l'INSEE ; la faiblesse relative des salaires ; (p. 6799) : le coût salarial horaire en Belgique, aux Etats-Unis, en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Italie, en Grande-Bretagne ; la hausse de la productivité en France ; une véritable police des salaires ; la fiscalité, élément pour reprendre une partie du salaire acquis ; l'aggravation réelle du prélèvement ; un aménagement fiscal du

barème proposé ; un alourdissement important de l'impôt sur le revenu durement ressenti par la masse des salariés ; le poids de l'impôt indirect ; l'importance des impôts sur la consommation ; inquiétude quant au développement de la consommation intérieure, quant à l'exportation ; la croissance du nombre des chômeurs ; l'inquiétude des familles ; le chômage partiel ; les fluctuations du franc malade de l'inflation, du chômage, du déficit extérieur, de la récession, de l'endettement, de la politique de M. Giscard d'Estaing ; (p. 6800) : la situation des entreprises, leurs privilèges ; la croissance des dépenses d'investissement ; la sous-utilisation de l'appareil productif ; la fiscalité bienveillante pour les grandes sociétés ; l'utilisation de l'amortissement progressif ; l'impôt sur les dividendes ; le régime fiscal des sociétés mères et filiales, des fusions de sociétés ; le régime des apports partiels d'actif ; un nouveau régime fiscal des fusions ; le régime des plus-values à long terme ; le régime des provisions ; un maquis bureaucratique ; les transferts de l'Etat au profit des trusts ; un budget anti-social en matière de dépenses ; la simple reconduction des dépenses de fonctionnement courantes des administrations ; la faible hausse des crédits de paiement ; la valeur d'intentions du fonds conjoncturel ; la croissance du budget des armées ; le caractère non fatal de l'austérité ; les pressions des gros possédants ; les amendements communistes ; (p. 6801) : demande un contrôle parlementaire permanent sur l'usage des fonds publics et les conditions de passation de marchés avec l'Etat ; la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale des grandes sociétés ; l'instauration d'un véritable contrôle des changes et des mouvements de capitaux ; budget et force nucléaire ; les nationalisations ; les capacités des entreprises nationalisées actuelles.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6875) : la dévalorisation des allocations familiales ; le revenu de l'IRPP ; (p. 6877) : propose de gager la mesure proposée à l'amendement n° 5 par une augmentation du coefficient utilisé pour le calcul de l'amortissement dégressif ; [22 octobre 1976] : **Avant l'Article 6** (p. 6947) : défend l'amendement n° 12 de M. Combrisson tendant à ramener le taux de la TVA à zéro pour les produits de première nécessité ; (p. 6948) : les mesures compensatoires ; le montant des impôts indirects en France ; le blocage des prix ; craint la libération des prix industriels ; sa vigilance ; la gêne de la majorité devant l'impôt sur la fortune ; le style de l'opposition du prince ; le cœur sec des députés envers les travailleurs et les retraités ; leurs sanglots vis-à-vis des entreprises ; amendement n° 12 rectifié repoussé. **Après l'Article 6** (p. 6949) ; son amendement n° 13 : remboursement de la TVA pour les collectivités locales ; le FECL ; le retard de 500 millions de francs sur les promesses gouvernementales ; amendement n° 13 repoussé ; [26 octobre 1976] : **Après l'Article 12** (p. 6996) : indique que le groupe communiste vote contre l'amendement n° 201 du Gouvernement. **Article 13** : son amendement n° 74 rectifié n'aggravant pas la fiscalité pour les bateaux d'une jauge inférieure à 5 tonneaux ; une mesure en faveur de la jeunesse ; (p. 6997) : indique qu'il ne demande pas l'exonération mais le maintien du statu quo ; met l'accent sur les clubs, les écoles de voile, les bases de loisirs, les comités d'entreprise qui ont des difficultés ; la démocratisation du sport nautique ; la charge fiscale supplémentaire que peuvent supporter les bâtiments de plus de 10 tonneaux ; souligne que l'on n'aboutira pas à la justice fiscale par des mesures catégorielles ; souhaite une loi partant de la connaissance des fortunes se fondant sur l'accumulation des gains afin de supprimer les injustices ; regrette le rejet de sa proposition d'impôt sur le capital et la fortune ; repoussé. **Article 15** (p. 7023) : les promesses du Gouvernement, de bonnes paroles ; un prélèvement à un taux très faible. **Après l'Article 18** (p. 7032) : les remous causés par l'application de l'article 11-3 de la taxe professionnelle ; l'amendement repoussé par la majorité tendant à plafonner à 20 % les conséquences financières de l'article 11-3 ; la nécessité d'un tirage « à blanc » ; 20.000 bavures ; la recette complémentaire nécessaire ; le projet de réforme Guichard. **Article 22** (p. 7046) : un article d'équilibre ; regrette le rejet des amendements communistes qui avaient pour but de rétablir une plus grande justice fiscale ; les insuffisances du système fiscal actuel ; les cadeaux faits aux grands monopoles ; l'encouragement à l'investissement productif et à l'exportation bénéficiant aux grandes entreprises ; la sous-utilisation de l'appareil productif français ; la faiblesse de l'industrie d'équipement ; l'impôt sur le capital et les fortunes ; Dassault ; amendements concernant les communes, les départements, les collectivités locales tombés sous le coup de l'article 40 ou qui ont été repoussés par la majorité ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; le remboursement de la TVA ; l'exonération de la taxe d'habitation ; le VRTS ; la taxe d'habitation assise sur la valeur locative ; (p. 7047) : soutient l'amendement n° 135 de M. Vizet remboursant la TVA payée par les communes sur leurs travaux d'équipement alimentant le fonds d'équipement des collectivités locales ; la recette de compensation : l'institution d'un impôt annuel et progressif sur le capital des grandes sociétés et sur les fortunes personnelles ; repoussé.

Deuxième partie :

Travail, rapporteur spécial [15 novembre 1976] (p. 7983) : un budget d'accompagnement du chômage ; (p. 7984) : le plan Giscard-Barre ; le chiffre record de demandeurs d'emploi ; 55 % des chômeurs représentés par les jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans ; la décroissance de l'augmentation relative du budget du travail ; le fonds national de chômage ; l'aide publique ; le cas douloureux des jeunes sortis sans diplôme de l'enseignement ; l'allocation supplémentaire d'attente et l'indemnisation de l'ASSEDIC ; les contrats « emploi-formation » ; l'AFPA ; les problèmes d'adaptation ; le répertoire opérationnel des métiers et emplois qui conduit à la déqualification des demandeurs d'emploi ; (p. 7985) : la tendance à la déqualification, une cause supplémentaire de la diminution du pouvoir d'achat ; l'accroissement des effectifs de l'ANPE ; les inspecteurs du travail ; la revalorisation du travail ; la faible progression des crédits budgétaires d'aide aux migrants ; le FAS ; la répartition équitable de la population immigré ; les charges qui résultent de cet accueil dans les communes ; la baisse démographique ; la création de ghettos ; a recommandé à la commission de voter contre les crédits du ministère ; (p. 8028) : l'importance du patrimoine de logements sociaux dans certaines communes ; l'évolution démographique des familles immigrées ; ne pas envoyer les familles immigrées dans les villes dotées d'un important contingent d'HLM.

Intérieur. Examen des crédits [19 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8352) : son amendement n° 61 soutenu par M. Maisonnat ; l'imprécision de la déclaration de M. Poniatowski ; les modalités de répartition du FECL ; repoussé. **Article 72** (p. 8353) : la modification des clés de répartition du VRTS ; l'immoralité de la disposition gouvernementale ; la limitation du VRTS à répartir au prorata de l'impôt sur les ménages au taux de 1977 ; ne pas tromper l'opinion ; l'effort du Gouvernement pour la taxe professionnelle ; nécessité d'un effort pour la taxe d'habitation ; (p. 8354) : l'abstention de son groupe au vote de l'article 72.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 26** (p. 8509) : excuse l'absence de Mme Moreau dont il lit l'intervention ; l'insuffisance des crédits sur le plan social tels qu'ils sont prévus dans le FAC ; souhaite poser l'obligation de leur utilisation ; leurs effets positifs sur l'emploi, notamment dans les travaux publics ; la répartition souhaitable de ces crédits ; les défavorisés ; le transfert des charges de l'Etat en direction des collectivités locales. **Avant l'Article 53** (p. 8516) : son amendement n° 82 ; le contrôle des changes ; la réglementation des mouvements de capitaux ; la crise monétaire internationale et le déficit de la balance commerciale ; s'attaquer aux véritables spéculateurs ; repoussé. **Article 55** (p. 8522) : le vote hostile du groupe communiste sur cet article.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9156) : son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 42 du Gouvernement excluant de l'exonération les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 15 millions de francs ; (p. 9157) : le débat sur la taxe professionnelle dans le *J.O.* du 10 juin 1975 ; la poursuite de la pagaille et de l'improvisation ; la rigueur du Gouvernement vis-à-vis des contribuables locaux ; la politique politicienne ; repoussé ; (p. 9162) : son amendement n° 38 rectifié soutenu par M. Barthe ; repoussé ; (p. 9163) : son amendement n° 41 rectifié exonérant de l'augmentation les assujettis ayant subi en janvier 1976 une augmentation de la taxe d'habitation due à l'application de l'article 11-3 de la loi du 29 juillet 1975 abrogeant les articles 158 *bis*, 158 *ter* et 209 *bis* du CGI relatifs à l'avoir fiscal ; repoussé.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2778**). **Discussion générale** [10 mai 1977] (p. 2584) : la demande lors de la discussion de la loi d'un vote à blanc et d'une application expérimentale de la loi pendant un an ; le rejet de la motion de renvoi déposée.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2799) : la modernisation des bases de la fiscalité locale ; la nécessité de modifier la répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; l'augmentation considérable de la pression fiscale locale par rapport aux autres impôts ; la part des dépenses des collectivités locales dans le budget de l'Etat ; la demande de la réalisation d'une expérience à blanc ; les projets relatifs à la taxe d'habitation et à la taxe professionnelle ; (p. 2800) : la tonalité des débats de 1975 ; le dépôt d'une motion de renvoi en commission ; l'intervention du Président Foyer sur la motion de renvoi en commission ; l'avalisation par la majorité de la position gouvernementale ; la non-réactualisation des bases de l'ancienne patente ; la non-prise en compte, pour la réactualisation de la patente, des déclarations dites « modèle U » destinées à la révision des propriétés bâties, la non-prise en compte des extensions d'entreprises ; les nouvelles injustices entraînées par

la mise en œuvre de l'impôt ; les bénéficiaires des sommes affectées à l'écrêtement ; l'affectation du reliquat des sommes affectées à la compensation du plafonnement au fonds d'équipement des collectivités locales ; (p. 2801) : la prévision du financement des sommes affectées à la compensation du plafonnement ; le plafonnement au taux moyen départemental de la taxe professionnelle ; le problème de l'inégalité des richesses entre les communes ; la nécessité d'une nouvelle répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; l'impôt de quotité ; la multiplicité des communes ; la nécessité d'une véritable décentralisation ; la déconcentration ; le rapport Guichard ; le transfert de responsabilités aux communautés de communes ; les dispositions du Programme commun en faveur de la décentralisation ; mettre fin à la bureaucratie et au centralisme ; (p. 2802) : les difficultés de gestion des communes ; les conséquences de la non-reconsidération de la répartition des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; le remboursement de la TVA sur les travaux ; les disponibilités d'emprunt ; le caractère intolérable de la taxe d'habitation pour les personnes les plus défavorisées ; la proposition par le Gouvernement de gadgets fiscaux ; (p. 2813) : la nécessité de s'interroger au préalable de toute modernisation des bases des impôts locaux sur la répartition respective des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2819) : demande que l'article premier soit mis aux voix par division ; (p. 2821) : son amendement n° 11 : attribution du bénéfice du plafonnement aux entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 15 millions de francs ; (p. 2822) : le souci de justice auquel répond l'amendement n° 11 ; propose l'intervention de la mise en recouvrement avant la fin du mois de mai ; amendement n° 11 rectifié repoussé par scrutin. **Article 4** (p. 2824) : le problème du plafonnement de la taxe professionnelle par l'intermédiaire de l'instauration d'un taux moyen départemental ; le transfert de la recherche de ressources financières des communes vers la taxe d'habitation.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Avant l'Article 10** (p. 6138) : son amendement n° 57 : remboursement de la TVA aux communes sur leurs achats et sur les travaux entrepris par elles et instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées et nationalisées ; l'augmentation des impôts directs des collectivités locales ; le montant de la TVA prélevée sur les travaux effectués par les communes ; les déclarations de M. Poniatowski relatives aux finances locales ; la non-tenue par le Gouvernement de ses engagements à l'égard des collectivités locales ; (p. 6139) : le montant de la TVA supportée par les collectivités locales ; les engagements pris par M. Poniatowski au nom du Gouvernement ; amendement n° 57 repoussé par scrutin public. **Article 17** (p. 6143) : son amendement n° 61 : conditions et modalités de fixation des taux d'amortissement linéaire et des taux d'amortissement dégressif ; l'absence de fixation réglementaire ou légale des durées d'amortissement commandant les taux d'amortissement linéaire ; le caractère avantageux de la fiscalité française en la matière ; (p. 6144) : le régime actuel des amortissements dégressifs ; la suraccumulation du capital par les entreprises françaises ; amendement n° 61 repoussé. **Article 27** (p. 6150) : son amendement n° 66 soutenu par M. Rieubon : fixation à 25 % du taux de prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les produits pétroliers affecté au FSIR et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; la diminution des crédits affectés à la voirie en milieu urbain et au plan d'amélioration du réseau routier local ; amendement n° 66 repoussé.

Deuxième partie :

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6866) : la crise des collectivités locales ; la succession d'études sur le problème des collectivités locales ; le questionnaire envoyé aux maires de France ; l'augmentation des impôts locaux ; l'injustice de ces impôts ; la non-tenue des promesses faites par le Gouvernement en matière d'évolution du fonds d'équipement des collectivités locales ; (p. 6867) : la diminution des subventions d'équipement de caractère spécifique attribuée par l'Etat ; le problème de la globalisation des subventions ; l'évolution du VRTS ; la nationalisation des collèges ; les crédits affectés aux constructions scolaires ; l'évolution du FSIR ; les situations des personnels de préfecture ; les dispositions du contre-projet de budget présenté par Georges Marchais ; le caractère antibureaucratique et anticentralisateur des propositions communistes ; mettre en place une réforme démocratique globale de la fiscalité ; le changement.

Travail, rapporteur spécial [14 novembre 1977] (p. 7328) : l'aggravation du chômage ; l'évolution du nombre des demandeurs d'emploi ; la nature du débat budgétaire ; la condition des chômeurs ; les crédits du fonds national de chômage ; l'augmentation des indemnités d'aide publique ; les critères retenus pour l'établissement du FNC ; la dévaluation constante de l'aide publique ; la durée

du chômage ; la diminution de l'indemnité publique par rapport au SMIC ; l'aide ASSEDIC ; (p. 7329) : l'harmonisation des régimes publics et privés d'aide au chômage ; les conditions d'attribution de l'aide publique ; le pourcentage de demandeurs d'emplois ne percevant aucune indemnité ; le caractère trop restrictif de la réglementation en vigueur ; l'avis des commissions sur l'extension des droits aux allocations de chômage à l'ensemble des chômeurs ; l'exclusion des aides ASSEDIC des employés de maison ; la prise en compte d'un plafond de ressources ; les résultats des mesures gouvernementales en faveur de l'emploi des jeunes ; l'inspection du travail ; l'agence nationale de l'emploi ; la réalisation du PAP n° 10 ; l'évolution des crédits de l'AFPA ; (p. 7330) : le transit d'un grand nombre de crédits d'aide aux chômeurs sous forme d'une aide aux entreprises ; l'augmentation de la subvention globale allouée aux syndicats ; la diminution des crédits destinés aux travailleurs émigrés ; les mesures prises récemment à l'encontre des immigrés ; l'adoption à la majorité des crédits du ministère du travail par la commission.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 59** (p. 7743) : son amendement n° 73 : prise en compte du montant des indemnités du chômage total et partiel dans le calcul du versement représentatif de la taxe sur les salaires et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; l'évolution du budget primitif des collectivités locales ; repoussé. **Article 60** (p. 7746) : son amendement n° 74 : exclusion de la région Ile-de-France de l'application de la modification d'évolution des attributions allouées à chaque collectivité ou établissement public ; le renouvellement des membres du fonds d'égalisation des charges de la région Ile-de-France ; la répartition des sommes attribuées au titre du VRTS ; la consultation des associations représentatives ; la pénalisation par les clés de répartition du VRTS des communes dont la population progresse rapidement ; repoussé. **Après l'Article 67** (p. 7759) : son amendement n° 77 : non-assujettissement à la taxe d'habitation des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et des retraités exonérés de l'IRPP ; attribution d'un abattement de 20 % aux personnes âgées assujetties aux trois premières tranches de l'IRPP ainsi qu'aux titulaires de la carte d'invalidité ou de cécité et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; (p. 7760) : la charge représentée pour les personnes âgées par la taxe d'habitation ; repoussé. **Article 69** : l'application des dispositions de la loi portant réforme de la fiscalité relatives à l'actualisation des bases cadastrales. **Après l'Article 70** (p. 7761) : son amendement n° 164 : prise en compte pour le calcul de l'assiette de la taxe d'habitation de l'ancienne assiette et du revenu imposable à l'IRPP à hauteur de 50 % ; suppression des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal et instauration d'un impôt de 2 % sur l'actif net des établissements bancaires et financiers ; la résolution générale du congrès des maires relative au remplacement de la taxe d'habitation par un autre impôt ; repoussé ; son amendement n° 166 : modalités de calcul du VRTS ; modalités de taxation des taux d'amortissement linéaires et dégressifs ; instauration d'un impôt annuel et progressif sur le capital des sociétés privées nationalisées ; repoussé.

FREY (Roger)

Député de Paris
(11e circonscription)
(UDR).

Membre, puis président du Conseil constitutionnel.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Président du groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Cesse d'être président du groupe des démocrates pour la République [9 octobre 1973] (p. 4206).

Est nommé membre du Conseil constitutionnel par décision de M. le Président de la République en date du 22 février 1974 [*J.O.* du 24 février 1974] (p. 2171), [2 avril 1974] (p. 1448).

Est nommé président du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 25 février 1974] (p. 2203).

Le président de l'Assemblée nationale a pris acte de la cessation, le 4 mars 1974, de son mandat de député [2 avril 1974] (p. 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [2 octobre 1973] (p. 3992).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 octobre 1973] (p. 3992).

Cesse d'appartenir à cette commission [12 novembre 1973] (p. 5605).

Membre de la commission des affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5605).

QUESTIONS

• *ses observations lors des questions d'actualité :*

— **de MM. Frêche et Péronnet : Installation de micros dans les locaux du journal** *le Canard enchaîné* [7 décembre 1973] (p. 6789) : absences de preuves.

INTERVENTIONS

— **Déclarations de politique générale du Gouvernement** (n° 9) [12 avril 1973] (p. 833) : explique le vote de son groupe sur ce débat ; évoque la vie quotidienne des Français ; se félicite des mesures annoncées par le Premier ministre ; demande un meilleur contrôle de l'exode rural ; estime excessif le gigantisme des concentrations urbaines ; souhaite l'amélioration des conditions de travail ; estime que la participation répond à un besoin profond, que la société de participation est un choix décisif ; souligne que les gaullistes entendent rester fidèles à eux-mêmes, tout en souhaitant être des modernistes ; (p. 834) : souhaite le dialogue ; affirme sa volonté de justice sociale ; votera la confiance au Gouvernement.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [5 juin 1973] (p. 1756) : non-inscription de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux anciens d'AFN, constitution d'un groupe de travail, procédure de concertation, engagements du ministre des anciens combattants, position du groupe de l'union des démocrates pour la République, opportunité d'attendre le dépôt du projet de loi annoncé, votera pour l'ordre du jour complémentaire.

FRITSCH (Mme Anne-Marie)

Député de la Moselle
(6e circonscription)
(RDS, puis RCDS).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.
Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élue secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1449, 1450).

Est élue vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Chargée d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat aux transports [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat aux transports [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs-adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matières d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire du haut conseil de l'audiovisuel [28 octobre 1976] (p. 7212) et [29 octobre 1976] (p. 7283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **mères de famille salariées de congés payés** pour soigner un **enfant malade** (n° **966**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 5 de la **loi n° 52-893** du 25 juillet 1952 portant création d'un **office français de protection des réfugiés et apatrides** (n° **1525**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **correctif proportionnel national au scrutin uninominal majoritaire à deux tours** (n° **1941**) [29 octobre 1975].

— **Proposition de loi organique** tendant à porter à 591 le nombre de députés à l'Assemblée nationale et à modifier les articles LO 119, LO 336, LO 176, LO 177 et LO 178 du **code électoral** relatifs au **nombre de députés** et à leur **remplacement** (n° **1943**) [29 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2221), relatif aux **assistantes maternelles** (n° **2295**) [13 mai 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat, en deuxième lecture (n° 2816), relatif aux **assistantes maternelles** (n° **2831**) [27 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2873) portant majoration des **pensions de vieillesse de certains retraités** (n° **2916**) [24 mai 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 3187) tendant à modifier l'**article L 487 du code de la santé publique** (n° **3296**) [13 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **5390**) : **Approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 6797, 6798) : mesures envisagées pour assurer aux consommateurs un approvisionnement normal ; problème de distribution.

• *question au Gouvernement :*

— **Sécurité sociale minière (grève des sociétés de secours minières)** [14 mai 1975] (p. 2644).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **20161**) : **Désertion des jeunes appelés** [4 juin 1975] (p. 3673) : les causes sociales et familiales de certaines désertions ; mise en garde nécessaire contre les conséquences d'une désertion éventuelle.

— (n° **28407**) : **Construction d'un échangeur à l'autoroute A 34** [30 avril 1976] (p. 2508) : l'échangeur de Puttelange-aux-Lacs sur l'autoroute Freyming-Strasbourg.

• *question au Gouvernement :*

— **Vaccination obligatoire** [5 mai 1976] (p. 2627) : les rumeurs contradictoires circulant sur ce problème.

• *question orale sans débat :*

— (n° **30053**) : **Attribution de primes de développement régional** [25 juin 1976] (p. 4726, 4727) : le décret du 14 avril 1976 qui a pour effet de réduire le plafond de ces primes ; la situation de la région de Forbach ; la nécessité de développer le nombre des emplois industriels dans cette région.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation du crédit mutuel** [5 octobre 1977] (p. 5842) : inquiétudes des caisses mutuelles de crédit et de prêt à la suite des mesures concernant les nouveaux prêts pour l'accession à la propriété.

• *question orale sans débat :*

— (n° **43007**) : **Application de la loi sur l'architecture** [16 décembre 1977] (p. 8885, 8886) : nécessité d'assouplir les modalités d'application de la loi du 3 janvier 1977 : inscription au tableau des « agréés » en architecture, interprétation du décret du 3 mars 1977 sur les 250 mètres carrés de surface totale de plancher développée.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1977

— **Temps de parole** imparti aux auteurs des questions orales sans débat [17 juin 1977] (p. 3963).

— **Procédure des questions orales** sans débat, article 136 du règlement [17 juin 1977] (p. 3966).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° **3032**). **Discussion des articles** [29 juin 1977]. **Article 62** (p. 4460) : la possibilité pour un député de demander une seconde délibération.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Briane** [7 décembre 1977] (p. 8344) : raisons de la non-inscription de la question au Gouvernement de M. Briane.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Durour**e [15 décembre 1977] (p. 8818) : réunion du bureau de la commission des finances au sujet de l'irrecevabilité des amendements déposés lors de la discussion de la proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé (n° **3164**).

En qualité de député :

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **9**) [11 avril 1973] (p. 808) : évoque les problèmes de sa région ; souhaite la décentralisation ; souligne la gravité du problème des régions frontalières ; demande un statut particulier pour sa région sur le plan douanier et fiscal ; souhaite la construction d'une Europe politique.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6068) : rôle de coordonnateur du ministère de l'environnement, pollution de l'air dans sa région et de l'autre côté de la frontière, implantations d'usines, nécessité de la concertation, caractère prioritaire de la lutte contre la pollution de l'air, implantation à Carling d'une industrie de plomb dont la création avait été interdite en Allemagne ; sa référence à un sondage auprès de dirigeants industriels ; attitude du ministre à l'égard des industriels ; attitude des services du ministère ; crédits de l'Institut universitaire d'écologie en Lorraine.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6971) : rappelle que la loi de 1920 a été votée en une heure au lendemain de la guerre afin d'accroître la natalité française ; évoque le député Morucci qui déclarait que « l'Etat doit préparer le berceau avant de réclamer l'enfant » ; rappelle que la menace du châtiment n'est pas un frein à l'avortement ;

(p. 6972) : rend hommage au rapporteur et rappelle que depuis sept ans est attendue l'application de la loi Neuwirth ; déplore l'inégalité face à la loi ; fait état de statistiques menées en Loire-Atlantique sur les femmes désirant avorter ; rappelle les conséquences de l'avortement clandestin ; demande l'abrogation immédiate de la législation actuelle afin de libérer les médecins ; demande que le projet soit amendé et souscrit à la proposition du docteur Peyret.

1974

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° **937**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3174) : demande au Gouvernement de hâter la mise en œuvre d'une loi que le Parlement votera pour répondre à l'attente du pays.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 23** (p. 3807) : amendement n° 17 et amendement n° 109 : garantie de rémunération pour les bénéficiaires de la position spéciale ; adoptés ; (p. 3808) : amendement n° 18 et amendement n° 111 : maintien en activité des agents ayant des enfants à charge ; adoptés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**). **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5015) : rigueur excessive des interdictions de cumul frappant le conjoint survivant ; simplification souhaitable du contentieux relatif au caractère professionnel de l'accident ; la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ; le rôle possible des comités d'usagers auprès du ministre.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5057) : la réforme de la sécurité sociale est nécessaire car nous sommes encore loin des objectifs de la Libération ; le groupe des réformateurs accueille le projet comme une première étape ; faire disparaître les disparités contributives ; la vraie réforme de la sécurité sociale appelle une réforme fiscale.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1974] (p. 5799) : la situation inquiétante de l'emploi ; excès de main-d'œuvre et pénurie de travailleurs qualifiés : cas de sous-emploi en Lorraine ; inadéquation de l'emploi féminin ; carence des systèmes actuels de confrontation entre les offres et les demandes d'emploi ; les conflits chez Titan-Coder et Manu-Est ; concilier l'économie de marché avec la sécurité de l'emploi ; le manque de moyens des institutions existantes et l'absence de coordination ; (p. 5800) : le regroupement des diverses institutions en une société nationale de l'emploi dont la gestion incombera pour une large part aux travailleurs ; la société dispensera des salaires « de disponibilité » et non plus des indemnités de chômage ; assurera le placement, sera responsable de la formation permanente et de la prévision de l'emploi ; demande de créer un groupe de travail chargé d'étudier ce projet.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7114) : refuse la position prise par le conseil national de l'ordre des médecins ; le texte s'attaque à un tabou ; mettre en place un dispositif d'accueil et d'information de la population de ce pays ; (p. 7115) : éducation sexuelle et contraception ; regrette la discrimination sociale marquée par l'article 7 du projet ; les femmes ne demandent aux hommes que la responsabilité de choisir ; la crainte de se tromper ne doit pas l'emporter sur la volonté d'entreprendre.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [18 décembre 1974]. **Après l'Article 36** (p. 8035) : ses observations sur l'amendement n° 93 ; demande que la vocation des foyers adultes soit élargie et qu'y soit autorisé l'accueil à titre momentané. **Seconde délibération** [19 décembre 1974] (p. 8111) : les nombreux amendements au texte témoignent de la volonté de travailler en commun ; les réalisations architecturales dans les pays nordiques.

1975

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Explications de vote** [25 avril 1975] (p. 2180) : le soutien des réformateurs au Gouvernement.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Explications de vote** [29 avril 1975] (p. 2226) : le soutien apporté au ministre par le groupe des réformateurs.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° **1484**). **Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article premier** (p. 2884) : son amendement n° 33 : considérer les produits cosmétiques contenant des substances vénéneuses comme des médicaments.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [3 juin 1975]. **Article premier : Article 240 du code civil** (p. 3520) : son amende-

ment n° 282 : mieux protéger la femme et les enfants ; retiré ; (p. 3521) : son amendement n° 283 : supprimer le deuxième alinéa de l'article ; retiré.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4315) : l'enseignement préscolaire, lieu stratégique de l'accomplissement humain et de l'avenir social ; la formation des enseignants, pierre de touche de toute réforme de l'éducation ; l'institution d'un tronc commun ; former des citoyens, buts de l'éducation. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 4** (p. 4449) : son amendement n° 100 : préciser que les stages de formation professionnelle seront d'une durée limitée et ne feront pas obstacle à la formation générale ; son amendement n° 101 : supprimer la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 4 ; (p. 4451) : est prête à retirer ses amendements si le Gouvernement lui assure que l'Etat exercera un contrôle sérieux de la formation des apprentis ; amendements n°s 100 et 101 ; retirés.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1975] (p. 5067) : demande à la présidence de prévoir un texte imposant le quorum dans les réunions de commissions.

1976

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° 2259). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4937) : son amendement n° 41 limitant l'application de la loi aux entreprises de plus de dix salariés ; amendement satisfait par l'adoption de l'amendement n° 44 de M. Boudet. **Article 5** (p. 4965) : son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 13 de M. Delhalle concernant les entreprises de plus de dix salariés ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Travail [15 novembre 1976] (p. 8018) : le chômage des jeunes ; la Lorraine ; la formation des jeunes dans les établissements scolaires ; l'apprentissage ; (p. 8019) : la campagne de relance de l'apprentissage lancée par la chambre des métiers de la Moselle ; le fossé actuel entre l'offre et la demande.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8109) : les coupures d'EDF en Bretagne ; le bassin houiller de Lorraine susceptible de fournir les autres régions françaises ; l'avenir de l'exploitation charbonnière ; le métier de la mine : la place réservée au charbon ; (p. 8110) : EDF ; le bassin de Lorraine ; le nouveau plan charbonnier ; pas de contradiction entre le développement de l'énergie nucléaire et une politique énergétique conservant sa place au charbon ; le pétrole ; la création d'un groupe thermique minier en Lorraine.

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8403) : le débat sur Mayotte ; la position des réformateurs ; la volonté de Mayotte d'être soumise à un statut départemental ; le statut de Mayotte demandé par la population.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8414) : supplée M. Briane ; le PAP n° 4 ; (p. 8415) : la nécessaire modernisation et l'extension des réseaux urbains ; la situation en Aveyron ; le maintien de la présence postale en milieu rural ; la revalorisation de la situation des personnels ; le malaise des services depuis 1974 ; la création de postes ; poursuivre une politique de recrutement et de progrès en matière sociale ; critique du terme « entreprise de déportation nationale » ; les problèmes des mutations ; les logements ; une politique du personnel audacieuse.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° 2430). **Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9807) : de nouvelles améliorations à la condition des commerçants et artisans âgés ; la procédure d'urgence ; entreprendre le toilettage de certaines lois sociales.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° 2221), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1540) : la politique familiale ; la non-insertion des mesures proposées dans le cadre d'une loi d'orientation ; le rôle privilégié des assistantes maternelles ; le problème du placement journalier ; (p. 1541) : l'importance numérique du placement des enfants ; l'inadaptation des dispositions législatives ou réglementaires ; le développement croissant de l'exercice clandestin des activités de placement ; la revalorisation de la fonction de nourrice ; la confirmation de la notion d'agrément ; le soutien des familles d'accueil dans leur tâche éducative par les services médico-pédagogiques ; la couverture par une assurance du risque financier des gardiennes ; l'application aux gardiennes d'un véritable statut de salariées ; le régime fiscal et le système de rémunération des auxiliaires maternelles ; les conditions de rémunération et de travail des auxiliaires maternelles employées par des personnes morales de droit public ; (p. 1542) : l'amendement de Mme Moreau relatif à l'em-

ploi exclusif des gardiennes par des personnes de droit public ou de droit privé. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1550) : son amendement n° 10 : désignation des gardiennes sous l'appellation d'auxiliaires maternelles ; adopté. **Article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1551) : le non-examen de l'amendement n° 46 de M. Hamel par la commission ; la prévision d'actions de formation dans le texte adopté par le Sénat ; l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 30 de M. Besson ; [6 avril 1977]. **Article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1582) : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de Mme Crépin. **Article 123-3 du code de la famille et de l'aide sociale** : son amendement n °12 corrigé de coordination ; devenu sans objet. **Article 123-4 du code de la famille et de l'aide sociale** : son amendement n° 13 de coordination ; devenu sans objet. **Article 2 : Article L 773-1 du code du travail** (p. 1583) : son amendement n° 14 de coordination ; devenu sans objet. **Article L 773-2 du code du travail** : son amendement n° 15 de pure forme ; adopté. **Article L 773-3 du code du travail** : se déclare favorable à l'amendement n °42 de M. Besson. **Article L 773-5 du code du travail** (p. 1585) : l'avis défavorable de la commission aux amendements n° 43 de M. Besson et n° 40 de Mme Moreau ; son amendement n° 16 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 17 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article L 773-7 du code du travail** (p. 1586) : l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 57 du Gouvernement ; son amendement n° 18 : modification rédactionnelle : devenu sans objet. **Avant l'Article L 773-8 du code du travail** : l'incompatibilité de l'amendement n° 41 de M. René Caille avec les dispositions déjà adoptées. **Articles L 773-8 et L 773-9 du code du travail** (p. 1587) : son amendement n° 19 de suppression ; devenu sans objet ; l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 50 de M. Hamel. **Avant l'Article L 773-10 du code du travail** : l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 51 de M. Hamel. **Article L 773-10 du code du travail** : son amendement n° 37 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article L 773-11 du code du travail** (p. 1588) : son amendement n° 20 : modification des conditions dans lesquelles les auxiliaires maternelles peuvent se séparer des mineurs résidant chez elles à titre permanents ; adopté ; son amendement n° 21 : conditions du bénéfice des congés-maternité ; devenu sans objet. **Article L 773-12 du code du travail** (p. 1589) : l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 53 de M. Hamel ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 52 de M. Hamel ; l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 33 du Gouvernement. **Article L 773-13 du code du travail** (p. 1590) : l'avis défavorable de la commission aux amendements n° 5, n° 6 et n° 7 de Mme Moreau ; l'avis défavorable de la commission à propos de l'amendement n° 54 de M. Hamel. **Article L 773-15 du code du travail** : l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 8 de Mme Moreau. **Article 3** (p. 1591) : son amendement n° 22 corrigé : suppression des dispositions proposées pour l'article L 143-5 du code du travail, deuxième alinéa ; devenu sans objet ; l'avis défavorable de la commission à l'amendement n° 44 de M. Besson. **Après l'Article 3** (p. 1593) : l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 34 du Gouvernement. **Après l'Article 4** (p. 1594) : l'avis favorable de la commission à l'amendement n° 35 du Gouvernement ; est opposée à l'amendement n° 38 de M. Bertrand Denis. **Article 5** (p. 1595) : les desiderata des associations d'assistantes maternelles quant aux dates de sortie des textes ; (p. 1596) : son amendement n° 25 : modalités d'entrée en vigueur de la loi ; devenu sans objet. **Après l'Article 5** : son amendement n° 26 : dépôt par le Gouvernement avant le 1er janvier 1977 d'un projet de loi relatif au statut et aux conditions de rémunération des auxiliaires maternelles employées par des personnes morales de droit public ; devenu sans objet. **Titre** : son amendement n° 27 : de coordination ; repoussé. **Seconde délibération. Article 2 : Article L 773-3 du code du travail** (p. 1597) : l'avis de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2360) : les modifications apportées au projet de loi par le Sénat ; la dénomination du texte ; la situation de l'assistante maternelle lorsque aucun enfant ne lui est confié ; l'obligation d'assurance des assistantes maternelles ; les améliorations rédactionnelles apportées par le Sénat ; l'amendement gouvernemental relatif à l'extension du statut d'assistantes maternelles aux assistantes employées par les services départementaux d'aide sociale à l'enfance ; la non-parution dans le journal *Le Monde* d'une rectification relative à la position de l'orateur sur cet amendement. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2362) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 2 de M. Besson. **Article 3** *bis*: le non-examen par la commission de l'amendement n° 3 de M. Besson.

— **Projet de loi portant majoration des pensions de vieillesse de certains retraités** (n° **2873**), rapporteur. **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3110) : l'amélioration des pensions de vieillesse ; le caractère partiel du rattrapage des pensions ; la majoration de 5 % des pensions liquidées avant 1976 ; le nombre de retraités du régime général et du régime des salariés

agricoles concernés ; l'article 40 de la Constitution ; le sort des mères de famille dont les retraites ont été liquidées avant le 1er juillet 1974.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **2921**). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 2** (p. 4007) : soutient l'amendement n° 10 de M. Max Lejeune : possibilité offerte à plusieurs listes de se regrouper et modalités d'attribution des sièges entre les listes ; le seuil de 5 % des suffrages exprimés ; amendement n° 10 repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6808) : la situation des veuves de guerre ; (p. 6809) : l'abaissement de l'âge à partir duquel sont versées les pensions à taux exceptionnel pour les veuves et les pensions à l'indice 500 attribuées depuis 1974 ; le problème des patriotes résistants à l'occupation ; la loi du 26 décembre 1974 ; son application ; la réclamation des trop-perçus.

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie.** — **Examen des crédits : Etat B - Titre IV** (p. 7453) : l'importance de la subvention accordée aux Houillères ; indique les raisons de son vote négatif sur l'amendement n° 85 de M. Papon.

G

GABRIAC (Jean)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 28 octobre 1976 (*J.O.* du 30 octobre 1976) (p. 6335).

Son éloge funèbre est prononcé le 9 novembre 1976 (p. 7801, 7802).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières (n° 19568), Le Theule (n° 19715), Villon (n° 19718), Max Lejeune (n° 19761), Chevènement (n° 19796) : Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2969) : l'inquiétude et le désarroi des paysans du Larzac ; le problème des droits de pacage ; les décisions du comité interministériel d'aménagement du territoire de décembre 1972 ; la crise de l'emploi ; (p. 2970) : le problème de l'aérodrome de Millau-Larzac ; maintenir le libre accès du camp pendant les week-ends.

GABRIEL (Frédéric)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
(UC, puis apparenté RI, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [10 juillet 1974] (p. 3489).

Cesse d'être apparenté au groupe républicain [*J.O.* du 2 juillet 1977] (p. 3514), [3 octobre 1977] (p. 5768).

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 juillet 1977] (p. 3514), [3 octobre 1977] (p. 5768).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 5 juillet 1977] (p. 3537), [3 octobre 1977] (p. 5769).

Membre de la commission de la production et des échanges [22 novembre 1977] (p. 7819).

Donne sa démission de membre de cette commission [7 décembre 1977] (p. 8409).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [7 décembre 1977] (p. 8409).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) [18 mai 1973] (p. 1429).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [9 octobre 1973] (p. 4206).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du comité consultatif des programmes pour les départements et territoires d'outre-mer [15 novembre 1974] (p. 6463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [15 avril 1977] (p. 1876).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 51 de la loi n° 41-1469 du 12 avril 1941 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche** (n° **548**) [28 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 33 : Marine marchande** (Crédits du ministère des transports). — IV. **Marine marchande** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 38 : Marine marchande** (Crédits du secrétariat d'Etat aux transports). — IV. **Marine marchande** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1289), relatif au **crédit maritime mutuel** (n° **1605**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1763) relatif au **crédit maritime mutuel** (n° **1807**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Transports.** — **Annexe n° 39 : IV. Marine marchande** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Equipement.** — **Annexe n° 21 : Marine marchande** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Problèmes de la mer** [26 juin 1974] (p. 2974).

— **Situation du « France »** [9 octobre 1974] (p. 4899) : demande de constitution d'une commission d'enquête (p. 4900).

— **Octroi d'un crédit spécial au propriétaire d'un hôtel de Moroni** [19 novembre 1975] (p. 8646) : appui financier apporté à un adversaire au maintien de Mayotte dans la République.

• *question orale sans débat :*

— (n° **29899**) : **Extension de 200 milles de la zone économique exclusive** [18 juin 1976] (p. 4376, 4377) : situation des départements et territoires d'outer-mer ; organisation d'un service de contrôle sur le modèle de la Guard-Coast américaine.

• *question au Gouvernement :*

— **Transfert de l'université de Vincennes** [27 avril 1977] (p. 2217) : demande des précisions sur les structures et l'originalité de cette université ; son transfert à Marne-la-Vallée.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38965**) : **Honorariat des fonctionnaires** [17 juin 1977] (p. 3964, 3965) : la décision du Gouvernement tendant à ne plus conférer l'honorariat à l'ensemble des fonctionnaires nommés par décret (membres de la Cour des Comptes, du Conseil d'Etat, du Corps préfectoral).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande,** rapporteur spécial [30 octobre 1973] (p. 5072) : situation des marins pensionnés avant la parution du décret du 7 octobre 1963 sur les surclassements catégoriels ; lourde injustice engendrée par cette mesure en raison du principe de non-rétroactivité ; situation des plus basses catégories de marins et améliorations en cours ; pénalisation des retraités proportionnels et mesures à prendre pour améliorer leur situation ; (p. 5073) : rattrapage Forner ; scandale que constitue la situation des veuves des marins décédés par suite d'un accident du travail maritime ; projet préparé en leur faveur ; réponse à une question écrite de M. Christian Bonnet, rapporteur du budget pour 1972 ; demande l'alignement rapide de la situation de ces veuves sur celles qui relèvent du régime général de la sécurité sociale ; ses observations sur des surclassements catégoriels ; mesures sociales en faveur des marins ; maisons de retraite à Saint-Mandrier ; section sociale à l'ENIM ; modernisation et accroissement de notre flotte ; inopportunité du relèvement du plafond fixé pour définir le montant des bonifications d'intérêt ; propos du Premier ministre en faveur du soutien au pavillon français ; état de notre flotte ; marché des croisières maritimes ; problème de l'emploi des marins ; modulation des tarifs de frets selon la valeur de la marchandise ; consultation du comité consultatif ; modalités du regroupement envisagé des deux compagnies d'économie mixte ; (p. 5074) : politique communautaire d'encouragement à l'armement ; nécessité de redéfinir une politique d'ensemble ; problème du financement des investissements de la flotte de pêche ; soutien du FEOGA dans le secteur de la pêche ; harmonisation des aides ; suppression de l'accès aux prêts du FDES pour la pêche industrielle ; demande que le montant des prêts bonifiés auxquels auront accès les pêcheurs soit le plus élevé possible ; poids des charges sociales des industries de main-d'œuvre ; sort de la pêche artisanale ; conférence mondiale sur les droits de la mer ; aménagement du littoral ; CNEXO ; place des activités maritimes dans notre monnaie ; indépendance du régime social des marins ; demande l'ouverture d'un débat sur les grands problèmes maritimes ; (p. 5092) : ses remerciements pour la collaboration apportée par les services du ministre à la commission des finances ; communication de documents ; ses questions concernant la date éventuelle d'un grand débat d'orientation sur la marine marchande, sur les pensions des marins et l'application du décret du 7 octobre 1968.

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5149 : sort de Saint-Pierre-et-Miquelon ; fidélité passionnée à la France ; importance de la pêche ; problème du désenclavement de l'archipel ; absence de politique générale à cet égard ; crédits prévus pour équiper la piste de Saint-Pierre du système ILS permettant

l'atterrissage tous temps, assistance aux habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon ; difficultés économiques ; (p. 5150) : nécessité d'accroître le développement économique de l'archipel ; création d'Inter-pêche ; cargo postal ; téléphone ; étatisation de la fonction publique et allocation logement ; majorations de subventions ; cessation du service de l'avion Transall ; réalisation de la nouvelle piste.

1974

— **Projet de loi relatif au dépôt des marques de fabrique** (n° **647**). **Discussion des articles.** Après l'article 1er [18 juin 1974] (p. 2755) : ses observations en faveur de l'amendement n° 3 du rapporteur.

— **Projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **803**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3085) : montre l'intérêt pour la population de Saint-Pierre-et-Miquelon de la priorité de recrutement inscrit dans l'article premier du projet.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 6** (p. 3767) : son amendement n° 1 : groupement des stations d'outre-mer ; repoussé ; (p. 3769) : son amendement n° 2 : représentation des DOM-TOM au conseil d'administration de la 3e chaîne ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5980) : ses observations sur la conférence de Genève relative au droit de la mer ; les faiblesses de la délégation française à la conférence de Caracas ; le régime juridique de la mer dans les territoires français d'outre-mer.

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6189) : le personnel affecté à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les TOM.

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6288) : le désenclavement de Saint-Pierre-et-Miquelon ; la nécessité de moderniser l'équipement de l'aéroport et des lignes aériennes ; les problèmes économiques et sociaux ; transports maritimes ; le prix du poisson.

Transports. — III. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6645) : les contrôleurs du ciel : rémunérations, pensions ; le système ILS et le prolongement de la piste de Saint-Pierre-et-Miquelon. — IV. **Marine marchande** (p. 6658) : la commission s'est résignée à adopter les crédits ; un débat sur les problèmes de la mer ; analyse des crédits ; les missions de surveillance ; l'apprentissage maritime ; la subvention à l'établissement national des invalides de la marine ; les retraites ; l'autonomie du régime des marins ; le non-acheminement des mandats en raison de la grève des postes ; les pêches et cultures maritimes ; les aides de l'Etat à l'investissement ; la pêche hauturière ; l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; le paquebot *France ;* le reclassement des marins ; l'utilisation du navire ; le marché des croisières ; le plan de relance de l'armement et le plan de développement de la marine marchande ; l'aide à la construction navale ; le plan de charge des chantiers ; (p. 6659) : l'armement au commerce ; les paquebots à passagers ; la restructuration de la flotte française ; le transport des marchandises sèches et le cabotage ; le financement de l'armement à la pêche ; l'aide compensatrice de la hausse du prix du carburant ; un avantage de retraite pour les marins bénévoles de la société nationale de sauvetage en mer ; la situation financière de l'apprentissage maritime ; l'autonomie du régime de sécurité sociale des marins ; l'amélioration des retraites ; la pension de réversion ; la conférence internationale du droit de la mer ; les limites des eaux territoriales ; l'effet de la taxe conjoncturelle sur les entreprises de transport maritime.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au crédit maritime mutuel** (n° **1289**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2369) : adapter le statut des caisses à l'évolution de leur rôle ; la place importante des caisses dans le financement de la pêche résultant de la loi du 4 décembre 1913 ; l'objet du projet de loi : permettre aux caisses de recevoir des dépôts de toute personne et d'ouvrir leur accès à de nouveaux sociétaires ; la spécificité traditionnelle de ces organismes ; la diminution constante des prêts du FDES ; (p. 2370) : l'appel accru à la collecte de l'épargne ; la transformation des modes de financement du crédit maritime ; les aspects essentiels du projet : l'expansion du réseau du crédit maritime ; l'actualisation des règles de fonctionnement. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2381) : rappelle l'avis favorable de la commission des finances sur l'amendement n° 8 de M. Guermeur ; (p. 2382) : son avis favorable à l'amendement n° 10 de M. Guermeur : permettre l'apport de concours à l'extraction des sables ; amendements maritimes et produits minéraux ; son avis favorable à l'amendement n° 11 de M. Guermeur. **Arti-**

cle 4 (p. 2383) : son amendement n° 1 : compétence consultative générale de la commission supérieure de crédit mutuel ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 12 de M. Guermeur. **Article 6** (p. 2384) : son amendement n° 2 : maintenir l'autonomie des caisses ; retiré au profit de l'amendement n° 14 de M. Guermeur. **Article 8** (p. 2386) : son amendement n° 3 : ajouter les mots « ascendants, veuves et orphelins de ces personnes » ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Offroy ; ne pas admettre toutes les personnes morales comme sociétaires des caisses ; s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Josselin. **Article 15** (p. 2388) : son amendement n° 14 : après les mots « mise en demeure restée vaine », prévoir un délai fixé par décret ; (p. 2389) : adopté. **Article 18** (p. 2390) : son amendement n° 5 : affectation des actifs d'une caisse dissoute ; adopté. **Article 19** : son amendement n° 6 : insérer les mots « en tant que de besoin » ; adopté. **Article 20** : son amendement n° 7 : insérer les mots « à compter de la publication du décret prévu à l'article 19 » ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4956) : les différences entre les textes adoptés dans les deux assemblées : se déclare favorable à l'adoption du texte voté par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Explications de vote** [23 mai 1975] (p. 3179) : la non-extension de l'allocation de logement aux territoires d'outre-mer ; le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon ; traiter les territoires d'outre-mer de la même façon que les départements d'outre-mer. Un projet qui ne vise pas les DOM ; étendre l'allocation de logement aux DOM.

— **Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4782) : dénonce le subterfuge juridique qui consisterait à opposer aux Mahorais l'actuelle unité administrative de l'archipel ; abandonner Mayotte serait le début de la « braderie socialo-communiste » de toutes nos possessions d'outre-mer.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4960, 4961) : regrette que les ressources potentielles de la mer n'aient pas été suffisamment mises en évidence dans les orientations du VII^e Plan.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7802) : l'évolution institutionnelle des territoires d'outre-mer ; la situation dans l'archipel des Comores ; le sort de l'île de Mayotte ; départementaliser ce territoire ; les revendications des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon; le problème de la navigation aérienne ; (p. 7803) : le développement du tourisme ; la crise qui affecte la pêche ; prendre des mesures compensant l'effet de raréfaction du poisson ; le danger de l'extension des eaux territoriales ; l'inquiétude qui gagne Saint-Pierre-et-Miquelon; le cas de Mayotte, symbole de la liberté.

Transports. — IV. **Marine marchande,** rapporteur spécial [14 novembre 1975] (p. 8429): la situation de la construction navale dans le cadre d'une conjoncture aléatoire ; (p. 8430) : le rythme de modernisation très insuffisant de la marine marchande ; l'effort social en faveur des gens de la mer ; l'encombrement du marché du poisson ; la faible progression des subventions en matière d'investissements ; la progression des dépenses de fonctionnement ; le plein emploi des capacités de la construction navale en 1974 ; (p. 8431) : les observations de la commission des finances ; (p. 8435) : remercie le secrétaire d'Etat d'avoir déposé un amendement permettant de dégager pour 1976 un crédit d'aide aux carburants en faveur des pêches maritimes ; (p. 8448) : se félicite de l'adoption des amendements n^os^ 251 et 252 du Gouvernement qui répondent aux vœux de la commission des finances.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9605) : se félicite d'un projet qui va mettre fin aux équivoques ; stigmatise l'ONU ainsi que l'attitude d'un haut fonctionnaire français qui a voulu faire pression sur le Gouvernement ; (p. 9606) : regrette les incohérences de la politique gouvernementale ; souhaite qu'on fasse obstacle à un néo-impérialisme pernicieux ; faire en sorte que Mayotte devienne un département ; un projet qui témoignera de la tradition française de la liberté. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9625) : son amendement n° 12 : préciser que lorsque Mayotte aura refusé son appartenance au nouvel Etat comorien, elle sera appelée à se prononcer sur son statut au sein de la République française ; retiré.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5** (p. 4061) : son amendement n° 12 tendant à simplifier les procédures administratives ; devenu sans objet. **Article 5** *quater* (p. 4062) ; son amendement n° 13 ajoutant la conchyliculture à la pêche ; retiré. **Article 5** *octies* (p. 4064) : sur les amendements sur l'article 5 *octies*, propose d'écrire quatre jours francs.

Article 5 *nonies* (p. 4065) : propose d'ajouter à l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre : « sans motif vétérinaire ». **Article 8** (p. 4066) : son amendement n° 14 ajoutant le mot « halieutique » ; souligne que le mot halieutique est bien connu ; (p. 4067) : sur son amendement n° 14, note que l'halieutisme ne saurait être éliminé sans que les marins ne se sentent visés ; retire son amendement n° 14.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4671) : la nécessité d'ouvrir la France à l'exploitation des océans ; l'abandon de la vocation maritime de la France ; (p. 4672) : l'absence de dispositions concernant la pêche alors que le déficit de la balance commerciale est important pour les produits de la mer ; le caractère irremplaçable des activités maritimes à Saint-Pierre-et-Miquelon en particulier ; l'intérêt des recherches et des tentatives faites en matière de l'aquaculture ; l'absence de leur prise en considération par le VII^e Plan; l'absence de dispositions sur l'exploitation des ressources minérales des océans, sur les frets, objet d'un dumping dangereux, souhaite l'établissement d'un PAP pour la mer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4792) : demande que la législation puisse être applicable non seulement aux DOM mais aussi aux TOM. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 4794) : demande si les Français qui vivent outre-mer sont considérés comme étant « en dehors » ; l'absence de deux catégories de Français ; les conditions de vie difficiles des Français éloignés de métropole ; la tendance à la départementalisation.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Première lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4979) : Saint-Pierre-et-Miquelon, partie intégrante de la nation française ; l'histoire de l'archipel ; le patriotisme de la population ; approuve la départementalisation ; l'extension de la zone économique au large des côtes ; la participation à la CEE ; la nécessité d'une définition de la place du département ; une tête de pont de la culture française jetée vers le continent américain ; un effort particulier à entreprendre en matière culturelle et pour l'enseignement ; (p. 4980) : la nécessité de réaliser le programme quinquennal de développement économique ; le développement agricole, priorité des aides publiques ; les nouvelles dispositions de soutien aux cours du poisson à Bruxelles ; la politique à mener en ce qui concerne l'agriculture, la pêche et le tourisme ; plaide pour l'institution d'une période transitoire permettant à l'adaptation de se faire ; le maintien du statut salutaire ; le maintien du régime actuel de protection sociale ; la réglementation concernant la sécurité et l'hygiène ; la nécessité que les Saint-Pierrais-et-Miquelonnais prennent en main eux-mêmes leur destin ; s'élève contre l'initiative qui a été prise de consulter illégalement la population ; la départementalisation, occasion d'un grandiose destin ; rejette l'idée d'indépendance et de rattachement du territoire au Canada ; (p. 4981) : pas de ressources abondantes mais des Français fidèles ; réfute les objections de dernière heure ; insiste pour qu'on ne fasse pas attendre aux habitants les améliorations à leur condition qu'ils sont en droit d'attendre ; formule des réserves sur l'opportunité du maintien en fonction de l'actuel conseil général ; regrette que le projet de loi relatif à Mayotte ait été retiré de l'ordre du jour. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 4984) : prétend que l'opposition prévoit que tous les DOM et TOM demanderont leur indépendance lorsqu'elle sera au pouvoir ; (p. 4985) : prétend que le mot indépendance a été prononcé par certains amis de M. Vivien ; affirme que la proposition du groupe socialiste est nulle et non avenue. **Article 3** (p. 4986) : déclare qu'il obtient satisfaction avec l'amendement n° 7 de M. Gerbet ; ses amendements n^os 8 et 9 devenus sans objet après adoption de l'amendement n° 7 de M. Gerbet. **Commission mixte paritaire** [8 juillet 1976] (p. 5167) : estime que le mot auto-détermination a été prononcé à la légère ; s'interroge sur le renouvellement complet de l'assemblée territoriale en 1986 ; regrette qu'il ne se fasse pas en deux fois ; trouve qu'il aurait fallu fixer un délai pour la consultation du conseil général : estime sage l'article 8. **Explications de vote** (p. 5168) : indique que les républicains indépendants voteront ce texte.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° **2410**). **Discussion générale** [1^er juillet 1976] (p. 5005) : les remerciements du groupe d'étude de la mer pour l'initiative du Gouvernement ; les moyens de parer aux effets négatifs pour Saint-Pierre-et-Miquelon ; une parade aux risques qu'a fait courir aux DOM-TOM l'article 136 de la convention de l'ONU sur le droit de la mer ; la réaction du Gouvernement à des pressions américaines ; (p. 5006) : la nécessité de décisions politiques et d'une véritable politique de la mer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 10** (p. 6662) : est opposé à l'amendement n° 31 de M. Papon

défendu par M. de Rocca Serra ; le caractère particulier des transports maritimes et des transports aériens internationaux qui sont des prestations de services assimilables à des exportations ; le caractère particulier du prix de ces transports ; (p. 6663) : les trafics organisés dans le cadre de conférences internationales ; les conséquences dommageables pour l'armement français déjà perturbé ; les problèmes juridiques difficiles ; l'exonération de la TVA.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 16** (p. 7025) : réparer le préjudice causé aux auteurs-compositeurs ; des résultats possibles grâce au texte du Gouvernement ; le fonds national de la musique et de la danse ; trop d'attermoiements ; (p. 7026) : les chiffres invérifiables de M. Ralite ; le Gouvernement acquis à l'idée du dédommagement des artistes, des travailleurs de la musique et de la danse.

Deuxième partie :

Transports. — IV. **Marine marchande,** rapporteur spécial [28 octobre 1976] (p. 7194) : un projet peu enthousiasmant ; aucune inflexion notable de la politique maritime ; le simple enregistrement des variations de la conjoncture notamment dans le domaine de la construction navale ; la sauvegarde de l'essentiel dans une conjoncture maritime mondiale mouvante ; l'effort financier important de 1976 ; les trois masses de crédit ; l'action administrative ; l'action culturelle, sociale, économique ; la crise grave des pêches maritimes françaises ; la conférence du droit de la mer ; les ressources des DOM-TOM ; le développement de la flotte de commerce ; le *France ;* la construction navale à la veille d'une crise de grande ampleur ; les pêches ; (p. 7195) : la flotte de commerce ; les actions catégorielles en matière de retraites de marins ; les crédits de fonctionnement affectés aux pêches maritimes ; la suppression du crédit pour allocation compensatrice à l'armement, au commerce ; demande au Gouvernement d'entreprendre dans le cadre communautaire ou à l'échelon national des actions énergiques contre les concurrences étrangères souvent déloyales s'exerçant à l'encontre de l'armement français à la pêche ou au commerce ; des commandes immédiates pour la construction navale.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° 2183). **Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8705) : craint que les malfaiteurs n'abandonnent le véhicule et qu'on ne puisse plus le visiter ; demande si l'on pourra visiter une voiture qu'un malfaiteur aura quittée.

— **Projet de loi relatif à la représentation à l'Assemblée nationale des départements de Mayotte et de Saint - Pierre - et - Miquelon** (n° 2289). **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9257) : retire son amendement n° 2 au bénéfice de l'amendement n° 6 de M. Gerbet. **Titre :** son amendement n° 3 modifiant le titre du projet ; retiré.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° 2667). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9343) : l'article de M. Stirn dans *le Monde* du 28 septembre 1976 ; mettre fin à des hésitations peu admissibles ; (p. 9344) : la tradition démocratique et généreuse de la France ; le statut particulier de Mayotte ; les souhaits de la population ; crainte d'un génocide à Mayotte ; les hésitations du Gouvernement ; les pressions extérieures ; n'accepte pas le terme de néo-colonialisme ; la pression des micro-Etats ; les déclarations haineuses de M. Ali Soilih ; (p. 9345) : la résolution de l'ONU ; notre civilisation d'outre-mer ; le choix des mahorais. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9347) : son amendement n° 1 dotant Mayotte de la personnalité juridique ; retiré. **Article 2** (p. 9348) : son amendement n° 2 ; retiré. **Article 6** (p. 9349) : son amendement n° 3 : mise en place des institutions de la collectivité territoriale dès le 1er mars 1977 ; adopté ; (p. 9350) : son amendement n° 4 : raccourcissant les délais du dépôt du projet de loi de ratification des ordonnances ; mettre en place d'ici mars 1977 les institutions communales ; les élections au conseil général ; refuse de retirer son amendement n° 4 ; demande au ministre comment les élections à l'Assemblée nationale pourront avoir lieu si les communes et les cantons ne sont pas délimités ; amendement n° 4 ; retiré. **Article 7** (p. 9351) : son amendement n° 5 substituant à la date du 1er juillet 1979 la date du 31 juillet 1977 ; refuse de retirer son amendement n° 5 ; extension et adaptation des textes intervenus dans le domaine législatif non encore applicables à Mayotte d'ici le 31 juillet 1977 ; amendement n° 5 repoussé ; (p. 9352) : son amendement n° 6 ; retiré. **Article 8 :** son amendement n° 7 indiquant que les ordonnances fixant les conditions d'extension et d'adaptation du code de l'administration communale et du code électoral seront prises avant le 1er février 1977 ; propose de fixer la date au 30 avril 1977 ; compatibilité entre les élections à l'Assemblée nationale et les élections municipales ; retire son amendement n° 7.

Article 10 : son amendement n° **8** ; retiré. **Article 11** (p. 9353) : son amendement n° 9 tendant à augmenter le nombre des conseillers généraux ; adopté.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection d'un député dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2287**). **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9354) : son amendement n° 4 : la représentation nationale assurée à Mayotte ; retiré. **Titre** (p. 9355) : son amendement n° 5 : rédactionnel ; se rallie à l'amendement n° **8** de la commission ; retire son amendement n° 5 ; souhaite que le Gouvernement s'engage publiquement à faire procéder aux élections dans le cadre de l'article LO 178 du code électoral avant le 31 mars 1977.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection d'un sénateur dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2288**). **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Titre** (p. 9356) : son amendement n° 3 modifiant la rédaction du titre ; aurait souhaité que l'élection du sénateur représentant Mayotte ait lieu lors du renouvellement de la série à laquelle appartenait le territoire des Comores ; se rallie à l'amendement n° 6 de M. Gerbet ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la représentation au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2290**). **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9358) : son amendement n° 3 : de logique ; retiré au profit de l'amendement n° 7 de la commission. **Titre** : son amendement n° 4 : modification du titre du projet de loi ; se rallie à l'amendement n° 8 de la commission et retire son amendement n° 4.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement** (n° **2387**). **Discussion générale** [7 avril 1977] (p. 1614) : un texte éminemment équilibré ; le dépôt de projets de loi relatifs aux problèmes de la mer.

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1710) : le sort réservé aux gens de mer ; le rôle des travailleurs de la mer ; la réduction du taux des cotisations ; la réduction corrélative de certaines prestations ; le problème de l'application du texte aux départements métropolitains et aux TOM ; les problèmes juridiques relatifs à cette application ; la bienveillance que devrait montrer le Gouvernement à l'égard des pêcheurs les plus démunis ; préconise une remise de la dette des plus nécessiteux d'entre eux ; propose au Gouvernement de reprendre à son compte un amendement relatif à l'absence de recours de l'ENIM sur les arriérés des cotisations lui étant dues ; le décompte à l'instar des militaires de la totalité des années de service dans le calcul des pensions.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles** (n° **2385**). **Discussion générale** [13 avril 1977] (p. 1766) : les assises nationales de la mer ; l'Europe bleue ; la délimitation du plateau continental franco-anglais de la mer d'Iroise ; le renforcement du pavillon français ; l'institution d'une zone économique ; (p. 1767) : l'association des régions et des collectivités locales aux activités maritimes ; l'application de la loi sur la répression de la pollution de la mer par immersion ou incinération ; l'idée d'une « cost guard » européenne ; indique les amendements qu'il se propose de déposer. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 1775) : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 10 de M. Billoux : éventualité d'imposition de mesures plus contraignantes au titre de la protection des pêches et de la culture marine ; adopté. **Article 5** (p. 1776) : indique au Président de l'Assemblée que son sous-amendement n° 19 avait été distribué en temps utile, mais n'avait pas été examiné par la commission ; demande à introduire une modification de la liste des fonctionnaires qui a déjà fait l'objet d'un vote à l'article 5.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité civile et à l'obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures** (n° **2200**). **Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1798) : les efforts du groupe de la mer ; la mise à l'ordre du jour par le Gouvernement des grands problèmes de la mer ; la limitation du champ d'application de la loi au transport des hydrocarbures ; la mise en place d'une « coast guard » européenne ; le rapport Alloncle de 1975 ; l'insuffisance des moyens de détection des navires en infraction ; le CIANE ; faire bénéficier le réseau national d'observation d'une organisation et d'un financement pro-

pres ; indique que onze services sont habilités à sanctionner les infractions à la présente loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° **2693**). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2032) : le rétablissement de la validité des modalités de sélection annulées par la juridiction administrative ; l'amendement du Sénat rétablissant dans leurs droits les étudiants évincés par l'ESACO mais retenus sur la liste du PCEM ; (p. 2033) : indique qu'il a déposé un amendement dont l'objet est similaire à celui du Sénat.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3426) : les travaux du groupe parlementaire de la mer ; la crise ; l'explosion démographique ; les ressources d'énergie d'origine marine ; les atouts de la situation maritime de la France ; l'enjeu du débat ; (p. 3427) : l'enjeu représenté par les surfaces maritimes ; la conférence de New York ; définir un nouveau contrat entre les pays riches et les pays en voie de développement ; le territoire maritime sur lequel s'exerce la souveraineté de la France ; la nécessité d'une politique globale ; l'absence, en France, de plan ; la création d'un ministère de la mer ; le renforcement de la coordination entre les administrations ; la nécessité de créer un haut comité de la mer ; les problèmes sectoriels ; la pêche ; la décision communautaire de création de la zone économique de deux cents milles ; (p. 3428) : l'importance des secteurs maritimes lointains ; la reconversion des flottes de pêche ; les orientations de la politique française en matière de pêche ; l'attitude de l'Irlande ; les problèmes spécifiques des positions maritimes lointaines ; les dispositions d'un document publié à l'occasion de la conférence technique de la FAO de Kyoto ; les caractéristiques de l'aquiculture ; ses impératifs ; ses résultats ; la création de fermes marines ; le problème de l'armement ; ses facteurs d'évolution ; la croissance des pavillons de complaisance ; la menace du dumping des pavillons de l'Est ; le déséquilibre des pavillons occidentaux sur les trafics bilatéraux avec l'URSS ; le carnet de commandes de navires des pays de l'Est ; (p. 3429) : la ratification par les pays de la CEE de la convention établissant le code de conduite des conférences maritimes de l'ONU ; la concurrence internationale ; les prix pratiqués au Japon ; la nécessité d'une politique d'investissement, d'incitation et d'aggressivité commerciale ; l'élaboration de règles contractuelles avec les pays tiers ; les conséquences de la crise des chantiers nationaux ; la protection de l'environnement ; la marée noire d'Ekofisk ; la fermeté dont a fait preuve le Gouvernement sur les problèmes posés par l'Irlande aux flottilles de pêche bretonnes ; l'absence de stratégie relative aux possessions outre-mer ; le rôle de la représentation nationale ; (p. 3430) : la création d'un haut comité de la mer ; la citation du général de Gaulle relative à l'importance des problèmes maritimes.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6933) : le programme d'équipement de Saint-Pierre-et-Miquelon ; l'étatisation des fonctionnaires ; la situation des Quarantaines de Saint-Pierre-et-Miquelon ; la création d'une sous-région ; le sort de la collectivité de Mayotte ; sa vulnérabilité sur le plan international ; les projets relatifs à son indépendance ; (p. 6934) : le caractère « évolutif » de la situation de Mayotte ; la position de l'opposition sur le devenir de Mayotte ; la richesse représentée par les DOM ; les décisions prises par la conférence sur le droit de la mer relatives à la zone économique ; les retards constatés en matière d'exploitation des ressources sous-marines ; le PAP sur la mer ; la création d'un haut comité de la mer ; l'activité maritime des Soviétiques ; le sort du « Plan Océan ».

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7643) : le projet de budget ; le « Plan Océan » ; l'enjeu de l'exploitation des ressources maritimes ; la richesse des bassins sédimentaires ; la conférence sur le droit de la mer ; l'institution d'un haut comité de la mer ; la constitution d'un ministère de la mer ; (p. 7644) : la politique communautaire en matière de pêche maritime ; les retards apportés à l'élaboration des règlements communautaires ; le déficit de la balance des produits de la mer ; la surveillance de la zone des 200 milles ; l'atout constitué par les domaines maritimes d'outre-mer ; la construction navale ; la concurrence étrangère ; les aides financières ; l'étude de l'institut de recherches des affaires étrangères des Etats-Unis ; le bilan et les objectifs de la politique maritime française ; la disparition des navires à passagers ; l'inscription au VII[e] Plan des problèmes sociaux et d'emploi des marins nationaux ; la conférence sur le droit de la mer ; (p. 7645) : l'avenir de la société Interpêche de Saint-Pierre-et-Miquelon ; le budget de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM).

GAGNAIRE (Etienne)

Député du Rhône
(6e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi autorisant certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2382) : prise en charge par l'Etat d'une large part des dépenses entraînées par le développement des transports ; déficit des transports en commun dans l'agglomération lyonnaise ; action des collectivités locales ; construction du métro de Lyon ; insuffisance de la participation financière de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — **Logement** [15 novembre 1973] (p. 5787) : insuffisance des crédits du secteur locatif HLM ; devoir de l'Etat d'aider les plus défavorisés ; difficultés de logement des jeunes ménages ; rénovation des quartiers insalubres des grandes villes et des villes moyennes ; souhaite l'augmentation de la dotation correspondant à la construction d'HLM réservées au relogement des familles ; paix sociale et problème du logement.

GAILLARD (René)

Député des Deux-Sèvres
(1re circonscription)
(PSRG).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant des élus locaux au sein de la commission nationale d'urbanisme commercial [11 juin 1974] (p. 2584).

Membre de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre de la commission nationale d'urbanisme commercial [23 juin 1977] (p. 4202).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à permettre aux salariés agricoles et aux employés d'organismes agricoles de conserver la qualité de sociétaires des **caisses d'assurances mutuelles agricoles** après leur retraite (n° **1853**) [30 juin 1975].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Propagande en faveur de la réforme du système éducatif** [23 avril 1975] (p. 1994).

— **Sécurité des transports scolaires** [3 décembre 1975] (p. 9263) : création d'aires d'embarquement dans les établissements scolaires.

— **Concours d'entrée en première année d'école normale** [16 juin 1976] (p. 4186) : conditions d'entrée à l'école normale des Deux-Sèvres (2.000 candidats pour 10 postes).

— **Rémunération des stages de formation professionnelle des jeunes** [18 mai 1977] (p. 2868).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5700) : une option politique qui obère le devenir de la jeunesse ; des constatations troublantes : les crédits consacrés aux centres d'animation sportive, à l'école nationale d'équitation, aux associations de sports ; parallèlement, les sacrifices imposés aux secteurs fondamentaux de l'éducation physique à l'école, du sport scolaire et universitaire, de l'animation et des colonies de vacances ; vers une régression générale du sport et des associations de jeunesse.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7627) : la réparation pécuniaire des accidents de la circulation ; le versement d'un capital ; (p. 7628) : le versement d'une rente ; la dépréciation monétaire ; la loi du 24 mai 1951 ; les arrêts de la Cour de cassation ; la levée de l'interdit des indexations ; la solidarité entre tous les usagers de la route. **Discussion des articles. Article 12** (p. 7629) : son amendement n° 9 : l'indexation de toutes les rentes pour accident de la circulation ; adopté ; risque de pluralité de régimes de réparation ; (p. 7630) : réparation intégrale du préjudice subi ; rejeté ; (p. 7632) : son amendement n° 11 ; primes et cotisations afférentes à la garantie des responsabilités civiles ; retiré ; son amendement n° 12 : rentes allouées antérieurement au 1er janvier 1975 ; retiré.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 617-18** (p. 1789) : son amendement n° 33 : prévoir l'avis d'une commission interprofessionnelle ; nécessité de consulter les consommateurs ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4314) : la légèreté et la désinvolture qui président au texte du Gouvernement ; les réticences manifestées quant à l'accueil des jeunes enfants dans les classes maternelles ; le problème des aides éducatrices ; la pléthore des élèves dans les classes maternelles ; aider au développement global de l'enfant ; le rôle essentiel de l'institutrice ; (p. 4315) : les dispositions incomplètes et dangereuses du projet relatif à l'école maternelle.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6526) : l'irrespect des horaires d'éducation physique dans les établissements scolaires ; le rôle qui devrait être celui de l'Etat dans la promotion des activités sportives ; le manque de personnel, d'équipement et de rigueur administrative ; le peu de sérieux attaché à l'école et à l'université aux activités sportives ; le nécessaire aménagement des horaires, le respect des cinq heures hebdomadaires, l'accroissement des crédits consacrés au sport scolaire. **Discussion des articles. Article 3** (p. 6549) : les garanties dont doit s'entourer l'initiation sportive à l'école.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8194) : le financement des postes d'enseignants nouvellement créés ; celui des garderies créées par les collectivités locales ; l'ouverture des prochaines écoles maternelles ; les charges des transports scolaires et leur poids sur les collectivités locales ; la nécessité d'une véritable démocratisation de l'enseignement.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [14 novembre 1975] (p. 8402) : l'absence de véritable politique de transport ; l'insuffisance des transports en commun dont souffrent les Français ; mener une politique de transport apte à améliorer la qualité de la vie ; (p. 8403) : la faiblesse des résultats dans le domaine de la coopération rail-route ; la disparition de la batellerie artisanale ; les intérêts privés qui freinent le développement de la SNCF ; la contradiction entre les tarifs de cette société et l'objectif d'équilibre financier qu'on lui assigne ; les transports urbains en province ; (p. 8404) : la création d'emplois à la SNCF ; les conditions de travail des transporteurs routiers salariés.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7172) : une politique incohérente en matière de transports terrestres ; la reconduction du budget de 1976 en valeur réelle ; le transport, élément essentiel de la vie du pays ; (p. 7173) : le cas de l'Ardèche ; le cas de

Cergy-Pontoise ; le déclin des services de transports collectifs à courte distance ; l'étude de la société Matra pour le compte de la DATAR ; l'asservissement financier de la SNCF ; la réduction des enveloppes budgétaires ; les conditions de travail des équipages routiers ; le sacrifice du chemin de fer à la route ; les réductions sociales souhaitables sur les lignes régulières d'autocar ; le désavantage de la population rurale ; souhaite la suppression du seuil d'intervention de la taxe des transports instituée en 1973 ; les abus mis en lumière par la Cour des comptes au sujet des prix et des services de transports scolaires et de la sécurité des enfants ; la batellerie ; les marchandises périssables laissées en souffrance sur les quais de Bastia et de Marseille à la suite de la suppression des rotations du Rotondo et du Rhône ; (p. 7174) : la continuité territoriale avec la Corse.

Education [17 novembre 1976] (p. 8204) : l'information continue et l'éducation permanente ; les buts de la formation ; les promoteurs de la loi du 16 juillet 1971 ; l'application de cette loi ; les formations de caractère strictement utilitaire ; les inégalités ; la véritable éducation permanente ; l'avenant national du 9 juillet 1976 sur la formation professionnelle ; (p. 8205) : chômeurs et employés de bureau ; la rémunération des heures supplémentaires ; le rôle des assemblées locales et régionales dans la formation initiale.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — II. Section commune. — III. Transports terrestres [17 novembre 1977] (p. 7606) : l'importance du secteur des transports terrestres ; les crédits affectés aux transports terrestres ; une action de « rattrapage » ; l'accroissement des compensations tarifaires accordées aux entreprises publiques ; l'évolution des autorisations de programme ; la restriction des PAP ; le PAP n° 21 ; l'exécution du plan d'action prioritaire concernant la liaison mer du Nord-Méditerranée ; les schémas régionaux de transport de personnes ; le sort des communes rurales dépendantes des transports routiers ; mettre en place l'égalité de traitement entre les transporteurs ; l'instauration d'une autorité unique d'agglomération pour les transports urbains ; (p. 7607) : le financement des transports parisiens par la collectivité nationale ; le seuil de versement de la taxe de transports ; le transfert des crédits d'investissements des autoroutes urbaines de pénétration ; la carte orange ; les difficultés des entreprises de la batellerie ; l'adaptation des infrastructures aux normes européennes ; les conditions de travail dans la batellerie ; les propositions des socialistes et radicaux de gauche ; le vote hostile du groupe PSRG.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre I (articles 1er à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° **3236**). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8140) : la nature de la proposition de loi Edgar Faure ; un « statut fantôme » ; (p. 8141) : la non-remise en question des rapports d'exploitation ; la distinction réalisée dans les propositions socialistes entre secteur public et secteur privé capitaliste ; les mesures prévues par le programme commun ; le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi tendant au développement de la concertation dans les entreprises avec le personnel d'encadrement** (n° **3203**). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8621) : le champ d'application du projet de loi aux entreprises privées employant plus de 500 salariés ; le caractère expérimental de la loi ; la recherche de la neutralité des cadres ; l'opposition du groupe du PSRG ; le caractère dangereux et parcellaire des dispositions du projet de loi ; l'accréditation par les assises du patronat de l'idée d'une communauté de destin entre la direction et les cadres ; l'absence de garanties du personnel d'encadrement quant à sa liberté d'expression et à son rôle dans l'entreprise ; la proposition de loi n° 1147 déposée par les partis de gauche.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **2934**). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8625) : le long cheminement du projet de loi ; l'union de la tradition coopérative et de la tradition socialiste ; l'inadéquation du projet ; l'amélioration de la cohérence du statut juridique des SCOP ; permettre aux SCOP d'emprunter la forme de sociétés civiles ; la proposition de loi n° 2467 ; (p. 8626) : détacher le statut des SCOP de celui des sociétés classiques ; le renforcement des principes coopératifs traditionnels ; la suppression de la pondération des votes des associés en fonction de leur ancienneté dans la coopérative ; le caractère prioritaire donné dans le financement de l'entreprise collective aux réserves impartageables ; la participation réelle des coopérateurs ; l'insuffisance des moyens donnés aux SCOP de se multiplier et de se développer ; l'extension aux coopératives ouvrières des dispositions de la loi de 1973 sur l'actionnariat ; la création de certificats de participation coopérative ; la structure financière des coopératives ; l'absence de prévision d'aide financière ; permettre l'indexation

des parts sociales ; (p. 8627) : régler le régime fiscal des réserves des coopératives ; organiser entre les coopératives ouvrières et les collectivités locales un type de relations privilégiées ; instaurer un droit de préemption des salariés sur leur entreprise en liquidation ; la nature du vote favorable du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Article 2** (p. 8630) : son amendement n° 43 : faculté de constitution des SCOP sous la forme de sociétés civiles lorsque leur objet n'est pas commercial ; modifié, adopté. **Article 15** (p. 8634) : son amendement n° 44 ; conditions dans lesquelles les présidents-directeurs généraux et membres du directoire ou gérants des coopératives sont considérés comme travailleurs de la coopérative au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale ; retiré. **Article 18** (p. 8635) : son amendement n° 45 : faculté pour les unions de SCOP de contrôler la désignation des présidents-directeurs généraux, directeurs généraux et membres du directoire ou gérants des SCOP admis comme sociétaires ; permettre l'unification des vues des dirigeants à l'intérieur des unions de SCOP ; repoussé. **Article 30** (p. 8639) : le rejet par la commission de son amendement sur l'article 30 relatif à la revalorisation des parts sociales. **Après l'Article 44** (p. 8645) : son amendement n° 47 corrigé : reconnaissance et organisation au profit des salariés des entreprises en liquidation d'un droit de préemption sur leur entreprise en vue de la création d'une SCOP ; repoussé. **Article 49** (p. 8646) : le rejet par la commission de son amendement habilitant les coopératives ouvrières à recevoir des dons et legs, subventions ou avances.

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube
(2e circonscription)
(UDR).

Ministre des armées, du 5 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Ministre de l'équipement du 28 mai 1974 au 25 août 1976.

Ministre de la coopération du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre des armées (Deuxième gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des armées (Deuxième gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre des armées (Troisième gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des armées (Troisième gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé ministre de l'équipement (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'équipement (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de la coopération (Premier gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la coopération (Premier gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de la coopération (Deuxième gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la coopération (Deuxième gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

En qualité de ministre des armées :

— **Projet de loi** modifiant **certaines dispositions du code du service national** (n° **360**) [23 mai 1973].

— **Projet de loi** autorisant des **nominations dans le corps des secrétaires administratifs en chef des services extérieurs du ministère des armées au titre des années 1969, 1970, 1971 et 1972** (n° **810**) [29 novembre 1973].

— **Projet de loi** portant **intégration de certains fonctionnaires titulaires de l'Ecole polytechnique dans des corps de fonctionnaires du ministère des armées** (n° **811**) [29 novembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant des **nominations dans le corps des contrôleurs divisionnaires des transmissions** du ministère des armées au titre des années 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973 (n° **944**) [17 avril 1974].

En qualité de ministre de l'équipement :

— **Projet de loi** relatif aux **économies d'énergie** (n° **1173**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi** portant réforme de l'**urbanisme** et de la politique foncière (n° **1588**) [25 avril 1975].

— **Projet de loi** portant **réforme de l'urbanisme** (n° **1881**) [2 octobre 1975].

En qualité de ministre de la coopération :

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** en matière de **pêches maritimes** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble un échange de lettres, signée à Dakar le 16 septembre 1974 (n° **2652**) [30 novembre 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des armées :

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 879) : importance fondamentale du problème du service militaire pour la défense de la nation ; question des sursis ; conditions dans lesquelles la loi du 9 juillet 1970 a été votée ; ses dispositions essentielles ; (p. 880) : les reports d'incorporation ; réduction de la durée du service actif ; libre choix de la date d'appel entre dix-huit et vingt et un ans ; spécialisation de certaines unités dans la protection civile ; service fractionné ; mesures transitoires d'assouplissement intervenues le 27 mars dernier ; mesures envisagées pour l'enseignement technique ; (p. 881) : dépôt avant la fin mai d'un projet de loi en vue d'aménager les modalités d'application de la loi de 1970 ; inconvénients de l'ancien régime du sursis ; meilleure adaptation des reports d'incorporation à la durée des cycles scolaires et universitaires ; (p. 897, 898, 899) : réfutation des allégations de M. Servan-Schreiber sur la crédibilité de la force nucléaire française ; mesures prises pour pourvoir tous les emplois de spécialistes de l'armée ; discussion prochaine par le Parlement d'une loi modificative ; mesures prises en faveur des élèves de l'enseignement agricole et de l'enseignement technique ; unités chargées de missions de protection civile ; accueil des conscrits ; amélioration de la représentativité de la commission armée-jeunesse.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Macquet : Plan de charge de l'usine de Nantes-Bouguenais de l'aérospatiale** [8 juin 1973] (p. 1992, 1993).

— **M. Baumel : Vols de présentation au-dessus des agglomérations** [8 juin 1973] (p. 1997, 1998) : tragédie du Tupolev au Bourget.

— **M. Canacos : Catastrophe aérienne du Bourget** [8 juin 1973] (p. 1998, 1999).

— **M. Servan-Schreiber : Expériences atomiques dans le Pacifique** [8 juin 1973] (p. 1999, 2000).

— **M. Max Lejeune : Forces françaises à Madagascar** [29 juin 1973] (p. 2709) : contenu des récents accords franco-malgaches.

— **M. Ralite : Construction d'une caserne à Aubervilliers** [29 juin 1973] (p. 2711) : amélioration de la situation du logement à Aubervilliers.

— **M. Raymond : Travailleurs dans l'aéronautique** [29 juin 1973] (p. 2715, 2716) : causes des difficultés commerciales de notre industrie aéronautique sur les marchés extérieurs ; programmes Airbus ; politique aéronautique européenne ; production de « Concorde ».

Réponses en qualité de ministre de l'équipement :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Julia : Répercussion de la majoration du taux de l'escompte** [12 juin 1974] (p. 2615).

— **M. Frédéric-Dupont : Ségrégation sociale à l'intérieur des grandes villes** [19 juin 1974] (p. 2783).

— **M. Bécam : Plan routier breton** [19 juin 1974] (p. 2794).

— **M. Jans : Prorogation du blocage des loyers** [26 juin 1974] (p. 2969) : situation des offices d'HLM.

— **M. Ligot : Plans d'occupation des sols** [2 octobre 1974] (p. 4667, 4668).

— **M. Chevènement : Construction d'une « marina » à Bormes-les-Mimosas** [2 octobre 1974] (p. 4670, 4671).

— **M. Balmigère : Difficultés de l'entreprise « Astre » à Béziers** [23 octobre 1974] (p. 5349).

— **M. Guermeur : Situation de la Société Laïta** [23 octobre 1974] (p. 5350).

— **M. Neuwirth : Situation des sous-traitants du bâtiment** [23 octobre 1974] (p. 5352).

— **MM. Guilliod et Offroy : Conteneurisation du trafic bananier** [30 octobre 1974] (p. 5622) : trafic du port de Basse-Terre.

— **M. Lebon : Régularisation du débit de la Meuse** [30 octobre 1974] (p. 5625).

— **M. Picquot : Profil de la route nationale n° 4** [6 novembre 1974] (p. 5939).

— **M. Jans : Administration des offices municipaux d'HLM** [20 novembre 1974] (p. 6790).

— **M. Antagnac : Autoroute languedocienne** [27 novembre 1974] (p. 7102, 7103).

— **M. Odru : Avenir de la société de construction Chapuzet** [11 décembre 1974] (p. 7675).

— **M. Gau : Tracé de la future autoroute Grenoble - Valence** [18 décembre 1974] (p. 8041).

— **M. Franceschi : Péage sur certaines voies radiales** [30 avril 1975] (p. 2276) : autoroute A 4 et autoroute A 15.

— **M. Montdargent : Péage sur les autoroutes urbaines** [7 mai 1975] (p. 2455, 2456) : autoroute A 4, Marne-la-Vallée, et A 15, Cergy-Pontoise.

— **M. Mauger : Constructions en zones rurales et littorales** [7 mai 1975] (p. 2458, 2459).

— **M. Julia : Villes nouvelles** [14 mai 1975] (p. 2645) : mesures prises par le Gouvernement en faveur des villes nouvelles ; contrôle des établissements publics d'aménagement.

— **M. Dubedout : Estimation de certaines recettes prévues par le projet de loi foncière** [21 mai 1975] (p. 2935).

— **Mme Moreau : Arrêt de l'opération de rénovation du secteur Italie** [21 mai 1975] (p. 2937).

— **M. Le Pensec : Situation du marché du thon** [28 mai 1975] (p. 3292).

— **M. Aumont : Catastrophe ferroviaire de Vierzy** [18 juin 1975] (p. 4632) : difficulté de l'instruction judiciaire du procès ; indemnisation des familles ; création d'une division spéciale d'étude des tunnels par la SNCF.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. J.-C. Simon** (n° 23032) : **Alimentation en eau par barrages-réservoirs** [10 octobre 1975] (p. 6795) : intérêt touristique de certains barrages ; possibilité d'un effort de solidarité en faveur des communes privées de terres cultivables par l'intermédiaire des agences de bassin.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Kalinsky : Péage sur l'autoroute A 4** [15 octobre 1975] (p. 6917) : montant des investissements demandés par l'autoroute A 4 entre la Porte de Bercy et Marne-la-Vallée.

— **M. Combrisson : Construction d'une unité d'imprimerie et d'un parking dans le parc de Grand-Bourg à Evry** [29 octobre 1975] (p. 7535) : la demande du permis de construire en cours d'instruction ; la consultation de la commission départementale des sites.

— **M. Bertrand Denis : Situation d'anciens élèves de l'école nationale de l'aviation civile** [10 décembre 1975] (p. 9614, 9615) : emploi des élèves pilotes de ligne.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Franceschi** (n° 22973) : **Péage sur l'autoroute A 4** [19 décembre 1975] (p. 10079) : la politique d'ensemble concernant les autoroutes en région parisienne ; les efforts du Gouvernement en matière de transports en commun dans l'Est parisien.

— **M. de Montesquiou** (n° 24957) : **Echangeurs de l'autoroute Bordeaux - Toulouse** [19 décembre 1975] (p. 10080, 10081) : tableau de la répartition des échangeurs prévus entre l'autoroute A 61 et les départements de Gascogne.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Cousté : Zone d'aménagement concerté de Lyon** [23 avril 1976] (p. 2256) : zone de rénovation dite « ZAC Paul-Bert ».

• *aux questions orales sans débat de :*

— **Mme Fritsch** (n° 28407) : **Construction d'un échangeur à l'autoroute A 34** [30 avril 1976] (p. 2508) : la situation de la région de Puttelange-aux-Lacs déjà desservie par deux échangeurs à moins de dix kilomètres.

— **M. Carpentier** (n° 28091) : **Développement économique de la Basse-Loire** [30 avril 1976] (p. 2509, 2510) : le maintien de Saint-Nazaire en zone d'aide privilégiée ; la priorité donnée à l'industrialisation de cette région ; le développement des infrastructures (voie rapide Nantes - Saint-Nazaire, autoroute Nantes-Angers, creusement du chenal de Nantes) ; la préparation de la grande plate-forme industrielle de Nantes - Saint-Nazaire ; l'installation d'un terminal méthanier à Saint-Nazaire ou à Antifer.

— **M. Briane** (n° 28836) : **Construction d'un barrage sur le Lot** [14 mai 1976] (p. 3082) : les études préliminaires deman-

dées par l'agence du bassin Adour-Garonne ; la construction de ce barrage n'est pas envisagée dans un proche avenir.

— **M. Pignion** (n° **28690**) : **Franchise postale des centres de documentation pédagogique** [14 mai 1976] (p. 3083) : l'étude possible par l'administration centrale des postes et télécommunications et par les services centraux de l'Ofrateme et de l'INRDP de la révision des accords passés fin 1974.

— **M. Cousté** (n° **9616**) : **Aéroport de Genève-Cointrin** [14 mai 1976] (p. 3084) : la différence entre les statuts des deux aéroports de Bâle-Mulhouse et de Genève-Cointrin ; le développement des lignes long-courrier à Lyon-Satolas ; une liaison Lyon-Genève risquerait de nuire au développement du nouvel aéroport international de Lyon-Satolas.

— **M. Gantier** (n° **29900**) : **Annulation d'un permis de construire** [18 juin 1976] (p. 4381) : l'examen du problème du canal Saint-Martin par rapport au plan d'occupation des sols ; l'annulation n'entraîne pas *ipso facto* la destruction ; l'article 6 du projet de loi portant réforme de l'urbanisme interdit toute dérogation.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Cointat : Exploitation des océans** [30 juin 1976] (p. 4949) : le rôle du conseil de planification sur la valorisation des façades maritimes ; le Gouvernement est favorable à un large débat parlementaire sur ce sujet.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des armées :

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2034) : esprit et limites du projet de loi, ses observations sur la loi du 9 juillet 1970, caractère indispensable de la suppression des sursis, système inéquitable pour les jeunes de certaines classes professionnelles, rigidité de certaines mesures prévues par la loi, mesures transitoires d'assouplissement, consultations du secrétaire d'Etat aux armées auprès des organisations concernées, attachement des jeunes au libre choix de la date d'incorporation, à la continuité de l'année scolaire et du cycle d'études, à des mesures en faveur des jeunes désirant reprendre leurs études, finalité du service national actif, dispositions du projet de loi, augmentation de la fourchette du libre choix, problème des jeunes de l'enseignement technique, des jeunes orientés vers l'acquisition d'une formation professionnelle ; (p. 2035) : possibilité d'un report supplémentaire d'incorporation des élèves les plus brillants d'une année sur justification, pouvoir d'appréciation par une commission régionale, composition de la commission, neutralisation du temps du service national en cas de reprise des études, aides complémentaires de l'éducation nationale aux jeunes qui reprennent leurs études après le service national, inscription de ce texte dans notre système de défense, le service national base de notre défense nationale ; [13 juin 1973] (p. 2072) : réponse aux orateurs : non-rétablissement du sursis, sursis-contrat ; vieillissement de l'âge d'appel ; reports spéciaux d'incorporation ; fourchette du libre choix de la date d'appel ; conditions de fonctionnement des commissions régionales ; son accord avec la suggestion de M. Mourot : création d'un bureau d'informations départemental pour les futurs appelés ; son accord sur la participation à la commission d'un conseiller général du département d'appel du jeune homme demandeur ; (p. 2073) : répond sur les problèmes de fond du service national ; l'équité devant le service, taux des exemptions médicales ; (p. 2074) : sa réponse à M. Savary sur son discours de Lille et sur la mission de l'armée ; armée française au service de la nation ; l'armée « dernier recours d'une société libre et de progrès » ; sa réponse à M. Le Foll sur les « aspects prétendument répressifs de l'action des autorités militaires » ; (p. 2074) : armée de métier ; forces de dissuasion et de DOT, civisme. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2075) ; son accord sur l'idée générale de l'amendement de M. Stehlin : projet de loi fixant les besoins de la défense nationale en personnels ; demande le retrait ; (p. 2076) : s'oppose à l'amendement de M. Villon tendant à définir les fonctions de l'armée ; s'oppose aux amendements de MM. Mitterrand et Villon : service actif légal de six mois. **Article premier** (p. 2077) : s'oppose à l'amendement de M. Mitterrand tendant au libre choix de la date d'incorporation des jeunes gens âgés de dix-huit ans jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ; (p. 2078) : s'oppose à l'amendement de M. Villon ; son incompatibilité avec le libre choix de la date d'appel ; partage les arguments de la commission à l'encontre de l'amendement de M. Villon : fixation de l'âge d'appel à dix-huit ans et suppression de la possibilité d'opposition des père et mère ; (p. 2079) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Fontaine : conditions d'exercice de l'autorité parentale ; (p. 2080) : s'oppose à l'amendement de M. Villon tendant au rétablissement du droit au sursis d'études ; ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de MM. Pidjot et Sanford défendu par M. Daillet : prolongation de la limite d'âge d'incorporation pour les jeunes gens des

TOM ; son amendement : situation des jeunes gens désireux d'être incorporés avant l'âge de dix-neuf ans et qui ne possèdent pas à la date de leur demande l'aptitude requise ; (p. 2081) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Chinaud : principe de non-interruption d'un cycle d'études ; répond à M. Villon sur son amendement : report supplémentaire d'incorporation dans la limite de deux années scolaires ou universitaires ; mesures de libération anticipée ; dispositions prises pour les professeurs d'éducation physique ; (p. 2082) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Aumont : cas particulier apprécié par une commission nationale ; accepte la nouvelle rédaction de l'amendement ; ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Chinaud : automacité dans l'octroi du report d'incorporation ; (p. 2083) : ses arguments en faveur du retrait du même amendement repris par M. Aumont ; (p. 2084) : ses arguments en faveur du maintien des commissions régionales ; création d'un organisme départemental d'information ; (p. 2085) : propose de modifier les amendements de MM. Aumont et Pranchère : avis du maire de la commune de l'intéressé pris en considération par la commission. **Après l'Article 2** (p. 2096) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Chinaud : changement de la durée des cycles et report supplémentaire d'incorporation ; non constitutionnalité de l'amendement ; (p. 2097) : s'oppose à l'amendement de M. Duroméa ; accepte l'amendement de M. Chinaud sous réserve d'une modification : report supplémentaire d'incorporation si le demandeur a un frère sous les drapeaux ; (p. 2098) : ses arguments contre l'amendement de M. Dronne : système du sursis-contrat ; (p. 2100) : ses réserves sur la portée réelle de l'amendement de M. Le Theule : priorité aux jeunes qui demandent à être incorporés avant l'âge de vingt ans ; (p. 2101) : accepte l'amendement de M. Longequeue : dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'activité des commissions départementales. **Article 4** (p. 2102) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article L 12 du code du service national ; fin de l'aide technique et de la coopération. **Article 5** (p. 2103) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article L 13 du code du service national. **Après l'Article 5** (p. 2104) : s'oppose à l'amendement de suppression de l'article L 14 ; s'oppose à l'amendement de M. Longequeue ; information des jeunes gens sur les dispositions relatives à l'objection de conscience.

— **Réponse aux rappels au règlement** de MM. Josselin et Jean-Jacques Servan-Schreiber (débat de fond à l'Assemblée sur les problèmes de défense) [8 novembre 1973] (p. 5387).

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21), budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5401) : discussion budgétaire et débat plus général sur la défense ; (p. 5402) : son analyse du budget des armées pour 1974 ; diminution régulière du poids des dépenses de défense ; souci d'efficacité sur le plan militaire et diplomatique ; force de dissuasion crédible et limitation des dépenses ; remontée de la part des dépenses de fonctionnement ; terme mis au mouvement de déflation des effectifs militaires ; ses assurances sur ce point au président de la commission de la défense nationale ; amélioration de la condition des personnels d'active ; mesures générales de la fonction publique et mesures catégorielles spécifiques aux armées ; primes et indemnités ; accepte d'inclure dans le cadre du budget la création d'une indemnité pour repas de service pour les cadres de l'armée de terre ; (p. 5403) : exécution de la trosième loi de programme militaire ; forces nucléaires stratégiques ; sous-marin nucléaire *Le Foudroyant* ; modernisation des forces conventionnelles ; programme Jaguar de l'armée de l'air ; programme Roland de l'armée de terre ; crédits d'infrastructure ; mesures visant à l'amélioration des conditions du service national ; ses explications sur les dispositions de l'article 46 du projet de loi de finances ; ses observations sur l'opportunité des dépenses militaires ; nécessité d'un effort militaire ; détente et équilibre des forces ; (p. 5404) : choix de la France pour la dissuasion ; choix politique nécessaire et option militaire à notre portée ; conception coercitive des armes nucléaires et conception dissuasive ; efficacité de la dissuasion, garantie de paix ; son caractère d'instrument nécessaire d'une politique d'indépendance nationale ; stratégie adaptée à nos moyens ; réfute les arguments des adversaires de la force de dissuasion ; choix économique justifié ; volume des dépenses militaires en France et budget militaire en Grande-Bretagne, en RFA et aux Etats-Unis ; force de dissuasion et croissance de la France au cours des quinze dernières années ; usine de séparation isotopique ; dissuasion et institutions démocratiques de notre pays ; rôle du Président de la République ; (p. 5405) : réalité opérationnelle de la force nucléaire stratégique ; situation des trois composants de la force stratégique ; capacité dissuasive ; non adaptation à une attaque qui viserait un objectif limité, à une attaque périphérique, à l'attaque qui opérerait à l'intérieur même du pays en ennemi infiltré ; moyens de ré-

ponse aux attaques « au-dessous du seuil » ; corps de bataille aéroterrestre ; sa réponse à M. d'Aillères sur le sous-marin nucléaire d'attaque ; rôle des forces de défense opérationnelle du territoire, leur non-intervention dans les affaires internes du pays ; (p. 5406) : service national ; récuse la thèse de l'armée de métier ; coût de l'armée de métier, problème de sa composition ; équilibre de l'armée avec la nation ; sa référence à Jaurès (L'Armée nouvelle) ; ses arguments à l'encontre de la limitation à six mois de la conscription du service différencié et du service civique ; (p. 5407) : minimum des douze mois ; critiques adressées aux modalités du service national ; expose le plan d'action destiné à améliorer les conditions du service national ; conditions d'affectation ; modernisation de l'instruction ; utilition des appelés ; (p. 5408) : tâches de solidarité nationale ; rôle de l'armée quant à l'information de l'appel et son insertion dans la vie professionnelle à l'issue de son service ; conditions de vie et de travail difficiles des cadres de l'armée : climat général et moral des cadres ; (p. 5409) : statut général des militaires ; décret fixant le statut des personnels engagés ; statut des officiers et sous-officiers de carrière ; conditions de déroulement des carrières ; privilège à la mission opérationnelle des armées et à la mission d'encadrement du contingent ; aménagement des modalités de recrutement et du déroulement des carrières ; objectif favorisant l'institution d'un système de carrière courte, modalités d'exercice des responsabilités (droit à l'erreur); condition matérielle des cadres militaires de carrière ; changement du climat des rapports entre l'armée et le pays ; fermeté d'attitude à l'égard des auteurs de campagnes portant atteinte au moral de l'armée ; sa volonté de réagir avec vigueur ; effort d'information ; (p. 5430) : sa réponse aux propos de M. Villon ; bulletins de renseignements sur l'adversaire intérieur ; campagnes contre l'armée et menées antimilitaristes ; protection des armées contre les attaques injustifiées et les actes de sabotage ; textes légaux définissant son domaine d'action ; rejette l'expression d'adversaire intérieur ; application par les états-majors des directives de 1955 prescrivant la lutte contre l'adversaire intérieur ; ses réponses au président de la commission de la défense nationale ; correspondance entre le montant global du budget des armées et les objectifs de notre politique militaire ; recrutement et effectif ; sa réponse aux critiques formulées sur le titre III ; objectif de la revalorisation de la condition militaire d'urgence sur les étapes ; gratuité du repas de service des cadres de l'armée de terre ; sa réponse à M. Le Theule sur la politique aéronautique ; (p. 5431) : sa réponse à MM. Le Theule et d'Aillères sur la coopération européenne et l'appartenance à l'Eurogroupe ; politique de coopération bilatérale ; position du Gouvernement à l'égard de l'Eurogroupe ; comité permanent des armements de l'UEO ; sa réponse à M. Le Theule sur les pertes de change de l'industrie aéronautique ; sa réponse à M. Beucler sur la politique de défense antiaérienne ; sa réponse à MM. Mourot, Beucler et Rivière sur les conséquences nuisibles de la hausse des prix des carburants ; confirme à M. d'Aillères que les crédits de paiement du titre V seront portés au niveau nécessaire en 1975 ; sa réponse à M. d'Aillères sur le sous-marin nucléaire d'attaque et les sous-marins lance-engins ; (p. 5432) : sa réponse à M. Mourot sur la prime de technicité des sous-officiers ; sa réponse à M. Crespin sur la revalorisation de la solde d'embarquement à la mer ; sa réponse à M. Mourot sur l'augmentation du pourcentage pour l'armée de terre au titre de l'échelle 4, sa réponse à M. Max Lejeune sur l'expérience des gendarmes auxiliaires ; sa réponse à M. Crespin sur les crédits affectés à l'entretien de la flotte ; sa réponse à M. Villon sur la force de dissuasion nucléaire ; (p. 5433) : sa réponse à M. Destremau sur la remise en vigueur du traité de l'UEO ; sa réponse à M. Longequeue sur le statut des engagés ; sa réponse à M. Commenay sur le problème de la responsabilité du déclenchement des forces nucléaires tactiques ; problème de l'indemnisation familiale d'expatriation en Allemagne ; sa réponse à M. Le Foll sur les exportations d'armes ; sa réponse à M. Cazenave sur le saupoudrage des crédits ; sa réponse à M. Albert Bignon sur le problème de l'article 46 de la loi de finances (remboursement aux retraités du trop perçu de cotisation) ; sa réponse à M. Stehlin sur la déflation des effectifs militaires ; (p. 5434) : sa réponse à M. Allainmat sur les crédits d'entretien programmés de la marine et sur les personnels civils des arsenaux ; sa réponse à M. Guermeur sur les dispenses de service national ; sa réponse à M. Darinot sur les objectifs de l'armée ; sa réponse au président de la commission de la défense nationale : admet le principe du relèvement du pourcentage des sous-officiers de l'armée de terre accédant à l'échelle IV ; s'engage à introduire une priorité absolue dans le budget de 1975 pour toutes les mesures qui ont été demandées par les rapporteurs ; maintient sa position sur l'article 46 de la loi de finances.

En qualité de ministre de l'équipement :

1974

— Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'octroi de certains permis de construire

(n° **984**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5274) : donne des précisions sur les autorisations de démolir ; expose la position de son administration en ce qui concerne le permis de construire du 23, rue Oudinot ; la création d'une commission d'enquête apparaît peu justifiée.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [15 novembre 1974] (p. 6522) : 1975 sera une année importante pour l'achèvement de nombreux équipements ; expose la situation dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; (p. 6523) : estime qu'un retournement de la tendance se manifeste ; tenir compte de l'inertie de ce secteur de production ; le Gouvernement a entrepris de réduire les délais de paiement pour les marchés de l'Etat ; le rapport coût-utilité des dépenses routières s'est modifié au cours des derniers mois ; (p. 6524) : les priorités en matière routière ; les taux d'exécution du VI[e] Plan en matière portuaire ; (p. 6525) : tirer les leçons de l'expérience des ports autonomes ; action pour protéger le littoral et les eaux intérieures de la pollution ; que l'urbanisme soit l'affaire de tous ; les contrats d'aménagement avec les villes moyennes ; espaces verts ; porter un coup d'arrêt à la ségrégation dans les villes ; (p. 6561) : répond aux orateurs : problèmes routiers FSIR (Fonds spécial d'investissement routier) ; précisions relatives à la collaboration entre l'administration et les élus locaux pour l'établissement des plans d'occupation des sols, exemple de modulation des activités publiques en matière foncière ; taxe locale d'urbanisation du canal du Midi ; transfert des coefficients d'occupation des sols ; (p. 6565) : examen du projet de loi relatif à la protection des occupants des locaux à usage d'habitation Cergy-Pontoise ; aménagement du Rhône ; l'échéancier des grandes voies navigables. **Examen des crédits. Avant l'Article 50** (p. 6566) : amendement n° 172 du Gouvernement : péage sur les voies navigables ; adopté ; ainsi que le sous-amendement n° 173 de M. Plantier.

Logement [16 novembre 1974] (p. 6574) : les deux caractéristiques du budget du logement : lutte contre l'inflation, qualité du logement ; le logement représente un tiers des encours de crédit à l'économie ; l'adaptation du logement aux désirs profonds des Français ; la maison individuelle ; (p. 6583) : le transfert par certaines municipalités des dépenses de voirie et d'entretien sur les budgets de gestion des cités HLM ; (p. 6593) : précisions relatives à la circulaire du 20 août 1974 relative aux zones d'aménagement différé ; (p. 6599) : déblocage des prix plafonds des HLM. **Article 43** (p. 6600) : sur l'amendement n° 80 de M. Ligot, marque sa préférence pour la programmation en valeur des logements.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° **1530**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Article 7** (p. 7740) : le danger des permis de construire tacites pour la sécurité, le cadre de vie et les finances communales ; les instructions données aux préfets de refuser l'attestation administrative certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue ; le cas des travaux déjà entrepris ; la responsabilité de la puissance publique ; son amendement n° 2 : autorisations d'ouvertures commerciales ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Après déclaration d'urgence, discussion de l'article 17 retiré. Première lecture** [10 décembre 1974] (p. 7636) : état d'avancement des plans d'occupation des sols ; (p. 7637) : situation des plans d'urbanisme dans les DOM. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8174) : approuve l'amendement du Sénat relatif aux villes nouvelles créées par décret.

1975

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n[os] **1588** et **1881**). **Première lecture. Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6597) : d'ici à la fin du siècle, plus de 80 % des Français vivront dans les villes ; la réforme proposée s'attaque directement aux inégalités, à certaines rentes de situation et à certaines sources de profits ; chacun doit accepter une conception moins financière de la propriété ; (p. 6598) : limiter par la loi le droit de construire puisque l'abus de ce droit engendre le désordre ; située en dessous du seuil fixé par la loi, la propriété individuelle et familiale ne sera pas atteinte, le projet assure un véritable transfert social et offre aux propriétaires et usagers les moyens de meilleurs rapports avec les pouvoirs publics ; les associations de promotion du cadre de vie pourront se porter partie civile lorsqu'elles constateront des infractions aux règles de l'urbanisme ; (p. 6599) : le droit de préemption réalisera une véritable déconcentration de l'urbanisme ; toute amorce de municipalisation ou de collectivisation est écartée ; le problème de l'impôt foncier doit être discuté dans le cadre plus général de la taxation des plus-values ; plafond légal de densité et droit de préemption dans les zones d'intervention foncière ; (p. 6600) : le plafond légal de densité ne porte aucune atteinte à la propriété individuelle ; il s'agit d'un méca-

nisme très sélectif puisqu'il ne concernerait que 2 % des permis délivrés et très efficace puisqu'il permettrait de contrôler les transactions les plus élevées en valeur ; le droit de préemption permettra aux communes de faire l'économie de bien des opérations d'expropriation ; il doit s'exercer aux conditions du marché ; (p. 6601) : commentaires du titre III du projet initial devenu projet de loi séparé et portant réforme de l'urbanisme ; protection des paysages ; prohibition des dérogations ; droit de délaissement général pour les propriétaires ; possibilité pour les associations d'usagers de se porter partie civile ; (p. 6610) : intervient contre la question préalable déposée par le groupe socialiste ; ne parvient pas à croire que l'absence d'impôt foncier ne puisse permettre d'aboutir à la dédensification du centre des villes ; refuse le constat de faillite dressé par M. Dubedout et rappelle les exemples de Grenoble ou de Cholet ; les ambiguïtés du Programme commun en matière d'urbanisme ; (p. 6611) : le fonds d'équipement des collectivités locales dont les ressources ne proviendront que pour partie du dépassement du plafond légal de densité fournira aux municipalités les moyens de leur politique d'urbanisme ; (p. 6615) : rappelle à M. Alfonsi que si le coefficient d'occupation des sols était fixé à 0,8, comme le souhaite le groupe socialiste, la propriété individuelle et familiale au centre d'Ajaccio serait lourdement obérée ; [9 octobre 1975] (p. 6702) : répond aux orateurs ; justifie le recours au plafond légal unique et général de densité sur l'ensemble du territoire ; réel problème posé par le report de la spéculation sur la zone périphérique ; invite en ce domaine les collectivités locales à agir de manière déterminée grâce aux crédits disponibles pour la constitution de réserves foncières ; les zones d'intervention foncière ; les dangers de la généralisation du droit de préemption ; exemple de l'agglomération grenobloise ; (p. 6706) : ne peut admettre la contrainte qu'exercerait sur les propriétaires un impôt foncier sans nuances ; pour suivre l'application de la réforme, propose à l'Assemblée de désigner un groupe de maires parlementaires appartenant à toutes les familles politiques. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Avant l'Article premier** (p. 6714) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Canacos : imprécision de l'amendement. **Article premier** (p. 6720) : s'oppose à l'amendement n° 416 de M. Claudius-Petit ; la condamnation par le Conseil d'Etat de la formule proposée par M. Claudius-Petit ; (p. 6723) : considère inacceptable le prélèvement proposé par M. Ligot ; (p. 6724) : sa réponse à M. Icart sur la possibilité laissée aux municipalités de fixer le seuil à ne pas dépasser ; s'oppose à l'inscription dans la loi de la notion de plafond de densité évolutif ; (p. 6725) : accepte l'amendement n° 139 de M. Fanton ; sur l'amendement n° 396 de M. Simon-Lorière, préfère le coefficient 0,75 pour des raisons de simplicité ; (p. 6726) : demande de retenir le coefficient 1 en matière de plafond légal de densité ; (p. 6727) : demande à M. Masson de retirer son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 396 de M. Simon-Lorière ; se déclare favorable à l'amendement n° 140 de M. Fanton sous réserve d'une modification de forme. **Article 2** (p. 6729) : s'oppose à l'amendement n° 365 de M. Bas ; (p. 6730) : estime que cet amendement aboutirait à exempter l'Etat, contrairement au principe selon lequel l'Etat acquittera la taxe ; (p. 6731) : maintient son opposition à l'amendement de M. Bas ; (p. 6732, 6733) : s'oppose au sous-amendement n° 400 de M. Boscher à l'amendement n° 142 de M. Fanton ; refuse l'exemption pour les constructions de HLM ; sensible à la nécessité d'aider les sociétés de HLM, accepte à l'article 8 un amendement autorisant le versement d'une partie des sommes résultant du plafond légal de densité au profit des organismes de HLM ; demande la réserve de l'article 2 ; [14 octobre 1975] : **Article 4** (p. 6814) : s'oppose à l'amendement n° 418 de M. Claudius-Petit. **Après l'Article 4** (p. 6815) : estime que l'amendement n° 490 de M. Fanton est préférable à l'amendement n° 313 de M. Montagne ; son sous-amendement n° 492 à l'amendement n° 490 de M. Fanton : précéder toute convention ou décision judiciaire entraînant le déplacement d'une partie d'un terrain de la délivrance d'un certificat d'urbanisme ; (p. 6816) : insiste pour l'adoption de son sous-amendement : y supprime les mots « décision judiciaire » ; s'engage à tenir compte des préoccupations de l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 5** (p. 6818) : s'oppose à l'amendement n° 420 de M. Claudius-Petit : ne pas remettre en cause les droits acquis par les propriétaires d'immeubles anciens dont la densité est supérieure au plafond ; (p. 6819) : accepte l'amendement n° 148 de M. Fanton ; son sous-amendement n° 498 : exclure du champ d'application de l'article les bâtiments ayant fait l'objet d'un arrêté de péril ou d'insalubrité ; adopté. **Article 6** (p. 6819) : son sous-amendement n° 493 à l'amendement n° 149 de M. Fanton : fixer tout futur constructeur sur la valeur de son terrain ; adopté ; (p. 6820) : s'oppose à l'amendement n° 372 de M. Ligot ; (p. 6822) : reconnaît le bien-fondé de l'amendement n° 373 de M. Ligot ; s'y oppose néanmoins pour rester cohérent avec la procédure de délivrance du permis de construire ; accepte l'amendement n° 314 de M. Montagne ; son sous-amendement

n° 499 : rétablir le dernier alinéa de l'article 6 ; accepte de reporter son sous-amendement à l'article 7. **Article 8** (p. 6824) : s'oppose aux amendements n° 6 de M. Jans et n° 476 de M. Mesmin ; (p. 6825) : accepte l'amendement n° 152 de M. Fanton ; ses observations sur les sous-amendements n° 406 et n° 407 de M. Boscher ; son amendement n° 500 : introduire les termes « à caractère éducatif, sanitaire ou social » ; (p. 6826) : estime que la notion d'équipement collectif est trop vague ; maintient son amendement n° 500 ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 408 de M. Boscher ; (p. 6827) : manifeste sa préférence pour l'amendement n° 422 de M. Claudius-Petit ; demande qu'il soit modifié ; (p. 6828) : son amendement n° 326 : ajouter un alinéa *e* ; affecter une part du versement à la construction de logements sociaux ; (p. 6829) : n'accepte pas d'accorder une exemption de plafond aux offices d'HLM ; s'oppose à la proposition émise par M. Boscher ; adopté ; (p. 6835) : estime inutile l'amendement n° 375 de M. Ligot ; (p. 6836) : sur l'amendement n° 384 de M. Mesmin s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 6836, 6837) : estime que l'amendement n° 119 de M. Dubedout imposerait des contraintes excessives aux communes ; prévoir des financements privilégiés pour les opérations réalisées selon la formule de la concession d'usage ; (p. 6838) : s'oppose à l'amendement n° 155 de M. Fanton et à l'amendement n° 60 de M. Masson : importance du financement par le district de la région parisienne de la constitution d'espaces verts. **Article 2** (*suite*) (p. 6843) : rappelle que le Gouvernement est défavorable à toute exception au principe du plafond légal de densité ; ne pas ouvrir une brèche, même pour les œuvres charitables ; évoque le cas des logements sociaux ; (p. 6844) : redéfinit sa proposition tendant à faire bénéficier les communes de la totalité des versements effectués pour la construction de logements HLM en deçà du double du plafond légal de densité ; s'oppose de nouveau à l'amendement n° 365 de M. Pierre Bas ; (p. 6845) : assure M. Pierre Bas qu'il n'est pas hostile aux Petites sœurs des pauvres. **Après l'Article 8** (p. 6845) : son amendement n° 513 : introduire un nouvel article : attribution en totalité à la commune des sommes versées par les organismes visés à l'article 159 du code de l'urbanisme en cas de construction dont la densité est comprise entre le plafond légal et une densité double de ce plafond ; adopté. **Article 2** (*suite*) (p. 6846) : se déclare favorable à l'amendement n° 143 de M. Fanton ; (p. 6847) : s'oppose à l'amendement n° 371 de M. Ligot ; partage l'opinion de M. Fanton. **Article 7** (*suite*) (p. 6849) : son amendement n° 510 : compléter le premier alinéa par la phrase : « il est provisoirement arrêté puis mis en recouvrement sur la base de l'estimation administrative » ; adopté ; accepte l'amendement n° 315 de M. Montagne ; son sous-amendement : porter le délai du versement de la première fraction de un à trois mois ; adopté ; (p. 6851) : s'oppose à l'amendement n° 316 de M. Montagne et aux sous-amendements qui y sont liés, à l'amendement n° 374 défendu par M. Caurier : ne pas enfermer les juges dans des délais stricts ; le caractère inopportun des références à la date d'expiration de la validité du permis de construire ; son amendement n° 511 : préciser qu'après décision définitive de la juridiction d'expropriation il est procédé à la mise en recouvrement d'une somme complémentaire ou à la restitution de l'excédent éventuel ; adopté ; (p. 6852) : demande le report à l'article 13 de l'amendement n° 48 de M. Masson ; [15 octobre 1975] : **Article 9** (p. 6892) : reconnaît que la rédaction initiale de l'article 9 était défectueuse ; estime que les amendements n^{os} 360, 361 et 362 du Gouvernement y remédient ; (p. 6894) : sa réponse aux observations de M. Fanton ; (p. 6894, 6895) : son amendement n° 360 : nouvelle rédaction de l'article 9 ; tient compte des observations faites en commission sur la rédaction initiale de l'article 9 ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 6895) : ses amendements n^{os} 361 et 362 : insérer un article 9 *bis* et un article 9 *ter* ; amendement n° 361 rectifié ; adopté ; amendement n° 362 ; adopté ; (p. 6896) : s'interroge sur l'utilité de l'amendement n° 425 de M. Claudius-Petit. **Après l'Article 8** (p. 6897) : son sous-amendement n° 497 à l'amendement n° 158 de M. Fanton ; retiré ; (p. 6898) : est favorable à l'amendement n° 52 de M. Masson à condition que soit précisé « le pourcentage de 1,5 % ne pourra pas être dépassé » ; (p. 6899) : sa réponse à M. Dubedout ; la politique du Gouvernement en matière de préservation des espaces verts. **Article 10** (p. 6900) : est favorable à l'amendement n° 160 de M. Fanton et au sous-amendement n° 412 de M. Dubedout. **Article 11** (p. 6902) : retire son amendement n° 363 au profit de l'amendement n° 489 de M. Fanton. **Article 12** (p. 6902) : son amendement n° 383 : perception d'une majoration pour frais d'assiette et de perception ; fixation du taux d'assiette ; majoration dans les conditions et suivant les limites de l'article 1647-1 du code général des impôts ; ne pas instituer de barème dégressif en matière fiscale ; (p. 6903) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Fanton. **Article 13** (p. 6904) : accepte l'amendement n° 376 défendu par M. Bertrand Denis sous réserve de remplacer les mots « y compris » par les mots « à l'ex-

ception du » ; repoussé ; s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Fanton ; son amendement n° 501 : nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 13 ; adopté ; (p. 6905) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Fanton ; accepte l'amendement n° 58 de M. Masson. **Article 15** (p. 6907) : son amendement n° 327 : après les mots « les constructions réalisées », insérer les mots « dans les zones de résorption de l'habitat insalubre » et notamment dans les zones communément appelées « bidonvilles » ; adopté ; (p. 6908) : son amendement n° 503 : conséquence de l'amendement n° 327 ; adopté. **Article 16** (p. 6919) : sa réponse à M. Frédéric-Dupont relative au projet de loi sur les locataires ; s'attache à démontrer la valeur des dispositions transitoires ; (p. 6920) : souhaite voir maintenir les dispositions transitoires ; s'oppose aux amendements n°s 174 de M. Fanton, 11 de M. Jans et 428 de M. Claudius-Petit ; sa réponse à M. Jans. **Article 17** (p. 6921) : estime que l'amendement n° 425 de M. Claudius-Petit n'apporte rien de nouveau. **Article 18** (p. 6922) : s'oppose à l'amendement n° 177 de M. Fanton ; son amendement n° 502 : nouvelle rédaction de l'article 18 ; adopté. **Article 19** (p. 6923) : son amendement n° 338 rédactionnel ; adopté ; (p. 6924) : revient sur la question évoquée par M. Frédéric-Dupont. **Article 20** (p. 6930) : estime que l'institution du droit de préemption dans les zones d'intervention foncière constitue un élément important ; le verrou que constitue la rétrocession possible du terrain préempté ; (p.6930, 6931) : l'impossibilité pour la commune de bloquer longtemps l'opération de vente et d'achat ; le troisième verrou que constitue la nécessité d'acheter le terrain préempté ; l'absence de rapport entre l'évaluation d'un immeuble au moment de la vente et les déclarations annuelles que pourraient faire les propriétaires ; (p. 6931) : la décision portant sur la modalité de la fixation du prix du bien préempté ; s'oppose au système proposé par le groupe socialiste ; la volonté du Gouvernement de laisser se dégager un prix du marché ; (p. 6932) : sa réponse à M. Andrieu sur le rôle des domaines en matière d'estimation ; s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Fanton : ne pas donner la possibilité de créer des zones d'intervention foncière dans plus de six mille communes ; (p. 6933) : ne pas faire disparaître la possibilité pour les communes de supprimer la zone ; en réponse à M. Claudius-Petit, indique l'existence de 258 plans d'occupation des sols approuvés ; précise que le plan d'occupation des sols public est opposable aux tiers ; (p. 6934) : indique que la moitié des villes de plus de dix mille habitants auront en 1976 un plan d'occupation des sols approuvé. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6937) : s'oppose à l'amendement n° 402 de M. Foyer ; accepte l'amendement n° 182 de M. Fanton ; (p. 6938): reconnaît l'intérêt de l'amendement n° 385 de M. Mesmin ; partage sur celui-ci les craintes de M. Fanton ; rappelle son amendement n° 520 qui donnera satisfaction à M. Mesmin ; (p. 6940) : demande la réserve momentanée de son amendement n° 520 pour permettre une étude complémentaire de la question ; est favorable à l'amendement n° 183 de M. Fanton ; (p. 6941) : s'oppose à l'amendement n° 388 de M. Hamelin ; son amendement n° 329 : dans le 8e alinéa de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme, substituer aux mots « dix ans », les mots « vingt ans » ; adopté ; (p. 6942) : sur les amendements n°s 185 de M. Fanton, 20 de M. Masson et 13 de M. Maisonnat, expose les raisons qui l'ont conduit à proposer la disposition dont on demande la suppression ; **Article L 211-3 du code de l'urbanisme** (p. 6943) : ses observations sur l'amendement n° 472 de M. Bertrand Denis ; **Article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 6944) : s'oppose à l'amendement n° 389 de M. Hamelin ; son amendement n° 330 : nouvelle rédaction de la fin du second alinéa de l'article L 211-4 ; indique à M. Dubedout que l'Etat prime la collectivité locale ; apporte les précisions demandées par M. Jans ; adopté ; **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6946, 6947) : s'oppose à l'amendement n° 464 de M. Claudius-Petit ; assure que l'amendement n° 382 de M. Ligot a inspiré l'amendement n° 331 du Gouvernement ; juge que le délai de deux mois est du domaine réglementaire ; demande que soit écarté le troisième alinéa de l'amendement n° 188 de M. Fanton ; ne pas faire naître un contentieux sur le prix et ne pas limiter l'intérêt des zones d'intervention foncière ; propose son amendement n° 331 : situer de nouvelles dispositions au texte proposé pour l'article L 211-5 du code de l'urbanisme ; (p. 6948) : conteste les propos de M. Fanton ; est prêt à sous-amender son amendement n° 331 afin de reconnaître le caractère législatif du délai ; (p. 6949) : accepte les mots « le droit de préemption s'exerce au prix du marché » contenus dans le sous-amendement n° 505 de M. Lauriol à l'amendement n° 188 de M. Fanton ; (p. 6950) : présente de nouveau son amendement n° 331 ; insiste pour que l'Assemblée s'en tienne au terme « exagéré » ; adopté ; (p. 6952) : accepte l'amendement n° 189 de M. Fanton ; **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6953) : s'oppose au premier alinéa de l'amendement n° 190 de M. Fanton ; (p. 6955) : son amendement n° 332 : impossibilité pour le titulaire du droit de préemption d'exercer pendant cinq ans son droit sur un immeuble qu'il aurait renoncé à acquérir au cours d'une première procédure ; s'oppose à l'amendement n° 481

de M. Aubert ; (p. 6956) : accepte le sous-amendement n° 507 de M. Claudius-Petit et le sous-amendement oral de M. Fanton à son amendement n° 332 ; amendement n° 332 adopté ; [16 octobre 1975] : **Article 20** (*suite*) : **Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 6970) : accepte l'amendement n° 194 de M. Fanton ; **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6972, 6973) : approuve l'esprit des amendements n° 198 de M. Fanton et n° 465 de M. Claudius-Petit ; estime cependant qu'ils risquent de conduire les communes à se priver du droit de préemption ; préfère, en matière de concessions temporaires, la durée de 99 ans à celle de 70 ans ; (p. 6974) : indique à M. Claudius-Petit que le Gouvernement a l'intention de porter à 99 ans la durée des baux pour la construction; ajoute, qu'après avoir entendu les différents orateurs, il s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Fanton ; **Après l'Article L 211-9 du code de l'urbanisme** (p. 6975) : s'oppose à l'amendement n° 466 de M. Claudius-Petit ; juge inopportun que l'Etat s'immisce dans la mise en œuvre de la politique foncière des collectivités locales ; estime que la loi Vivien du 10 juillet 1970 donne à l'Etat les moyens de pourvoir au logement des travailleurs immigrés ; **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (*suite*) (p. 6976) : son amendement n° 520I : n'est plus soumise au droit de préemption l'aliénation à titre onéreux d'un seul appartement sous certaines conditions ; adopté. **Article 23** (p. 6978) : son amendement n° 333 : publicité de l'arrêté ou du décret instituant une zone d'aménagement ; adopté. **Après l'Article 25** (p. 7000) : le bouleversement fiscal que constituerait le vote de l'impôt foncier ; regrette que M. Fanton ne lui en ait pas parlé précédemment ; (p. 7001) : ne croit pas à la valeur de la déclaration par le propriétaire à moins d'un contrôle généralisé ; ne pas créer chez les petites gens l'angoisse que constituerait la déclaration annuelle ; (p. 7002) : insiste sur les incertitudes qui entourent la constitution d'un livre foncier ; le trouble qu'apporterait l'amendement défendu par M. Dubedout ; la faiblesse du rapport de l'impôt foncier ; pense que le débat a montré l'importance du travail à accomplir avant de proposer ce type d'impôt ; (p. 7004) : s'oppose au sous-amendement n° 522 de M. Charles Bignon et à l'amendement n° 514 de M. Foyer ; [17 octobre 1975] : **Avant l'Article 85** (p. 7040) : est favorable à l'adoption de l'amendement n° 527 présenté par M. Fanton. **Article 85** (p. 7040) : est favorable à l'adoption de l'amendement n° 527 présenté par M. Fanton. **Article 85** (p. 7041) : sa réponse à M. Cornette sur la situation des salariés agricoles licenciés par suite d'une expropriation ; l'application en la matière de la loi sur l'indemnisation des licenciements pour causes économiques ; propose de compléter le texte de l'article 15 pour tenir compte des observations de M. Cornette ; (p. 7042) : accepte l'amendement n° 392 de M. Fanton ; annonce la rédaction prochaine d'un code de l'expropriation ; sur l'amendement n° 483 de M. Cornette, juge que la notion de déséquilibre grave est suffisamment définie par le décret du 5 avril 1968 ; son amendement de séance : prévoir à l'article 85 l'obligation pour le propriétaire d'informer l'exploitant ; amendement tendant à répondre aux préoccupations de M. Cornette ; adopté ; (p. 7043) : son amendement n° 488 : conséquence de l'amendement n° 392 défendu par M. Fanton ; ses réponses aux observations de MM. Wagner et Cornette ; adopté ; (p. 7044, 7045) : sur l'amendement n° 473 de M. Bertrand Denis demande que le texte de l'amendement paraisse au 2° de l'article. **Article 87** (p. 7048) : à l'amendement n° 305 de M. Fanton accepte le sous-amendement n° 404 de M. Gerbet et le sous-amendement n° 518 de M. Masson ; s'oppose au sous-amendement n° 517 de M. Masson ; (p. 7049) : souscrit au sous-amendement n° 404 de M. Gerbet ; demande une suspension de séance afin d'insérer dans le texte du Gouvernement les modifications qui paraissent raisonnables ; son amendement n° 528 : synthèse de ce que le Gouvernement entend retenir des différents points de vues qui se sont exprimés sur le problème de la qualification des terrains à bâtir ; apporte des précisions sur l'expression « à proximité immédiate » ; (p. 7051) : s'oppose au sous-amendement de séance de M. Claudius-Petit à son amendement n° 528 ; amendement n° 528 ; adopté ; (p. 7055) : sur l'amendement n° 405 de M. Gerbet, estime qu'il faut distinguer le problème de l'indemnisation des servitudes d'utilité publique de celui de la fixation de l'indemnité d'expropriation ; (p. 7056) : propose d'amender le texte du projet de loi ; (p. 7057) : son amendement n° 532 : tenir compte dans l'évaluation des terrains à bâtir des servitudes d'utilité publique existant depuis deux ans au moins avant l'enquête préalable de déclaration publique ; retiré au profit de l'amendement n° 531 de M. Foyer. **Article 90** (p. 7059) : sa réponse aux questions de M. Cornette ; s'engage à étudier si des garanties supplémentaires pourraient être accordées aux agriculteurs ; (p. 7060) : son amendement n° 334 : ajouter à la liste des immeubles énumérés au 2° du paragraphe 2 de l'article 90 ceux qui sont expropriés dans le cadre d'opérations de résorption de l'habitat insalubre réalisées dans le cadre de la loi du 10 juillet 1970 ; adopté ; son amendement n° 335 : rédactionnel ; adopté. **Article 93** (p. 7061) : s'oppose à la suppression de l'article 93 telle qu'elle est prévue par l'amendement n° 116 de M. Dubedout ; sa réponse à M. de La Malène sur la

question relative à la sanction de non-exécution de l'obligation d'indemniser ; son amendement n° 336 : possibilité pour les propriétaires des terrains à acquérir compris dans une opération ayant été déclarée d'utilité publique de mettre en demeure la collectivité d'acquérir leurs terrains une fois un délai d'un an écoulé ; adopté. **Après l'Article 94** (p. 7062) : propose de faire figurer les dispositions de l'amendement n° 30 de M. Masson dans le décret d'application. **Article 24** (*suite*) (p. 7063) : se déclare très intéressé par la novation qu'apporte l'amendement n° 470 de M. Claudius-Petit ; propose que le comité d'étude créé par la présente loi en fasse un de ses thèmes de réflexion. **Avant l'Article 95** (p. 7064) : se déclare peu favorable à l'amendement n° 395 de M. de Poulpiquet ; juge la proposition prématurée, le groupe de travail étudiant la réforme du droit de préemption des SAFER n'ayant pas déposé ses conclusions ; (p. 7066) : maintient que l'amendement n° 325 de M. de Poulpiquet aurait mieux sa place dans un autre texte et se propose de le transmettre au Premier ministre. **Article 95** (p. 7067) : sur l'amendement n° 486 de M. Bécam, expose les raisons qui ont empêché le Gouvernement d'appliquer l'article 61 de la loi de 1967 ; le caractère impraticable d'un système qui consiste à demander aux propriétaires de déclarer la valeur de leurs terrains à bâtir ; rappelle que ses prédécesseurs n'ont jamais pu mettre en application l'article 61 de la loi de 1967 créant une taxe d'urbanisation ; (p. 7068) : se prononce pour une solution différente de celle envisagée par l'amendement n° 508 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 533 : compléter le troisième alinéa de l'article 31 de la loi du 16 décembre 1964 par les mots « jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des constructions » ; adopté. **Article 96** (p. 7069) : son amendement n° 337 : compléter l'article 1635 *bis* du code général des impôts par un nouvel alinéa ; exclusion du champ d'application de la taxe des constructions visées au I (1° et 2°) de l'article 1585 C ; adopté. **Après l'Article 96** (p. 7069) : son amendement n° 525 : ajouter au paragraphe 2 de l'article 1585 C du code général des impôts un troisième alinéa : possibilité pour le conseil municipal de renoncer à promouvoir la taxe locale d'équipement sur les constructions de garages à usage commercial ; adopté. **Article 97** (p. 7070) : son amendement n° 364 : supprimer l'article 97 ; adopté ; (p. 7073) : **Explications de vote** : se félicite de l'intérêt qu'a soulevé le débat ; l'étude de l'impôt foncier par un comité auquel le Gouvernement ne ménagera pas son aide ; la portée de l'institution du PLD ; le droit de préemption donné aux communes dans les ZIF ; les utiles aménagements apportés au droit de l'expropriation ; le projet de loi, étape de l'entreprise de rénovation de la société française menée par le Président de la République. **Deuxième lecture** [27 novembre 1975]. **Discussion des articles : Article premier** (p. 9032) : demande au président de la séance si l'article premier est supprimé. **Article 2** (p. 9032) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Fanton ; juge que la position prise par le Sénat est plus conforme à l'esprit du projet ; (p. 9033) : sa réponse à M. Pierre Bas relative aux édifices du culte pouvant dépasser le plafond légal de densité. **Article 4** (p. 9034) : son amendement n° 86 : de forme ; adopté. **Article 6** (p. 9035) : sur l'amendement n° 42 de M. Fanton, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 7** (p. 9035) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Canacos ; son amendement n° 2 : rétablir le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 8 : Article L 333-3 du code de l'urbanisme** (p. 9036) : son amendement n° 3 : rétablir le texte voté par l'Assemblée nationale en tenant compte des observations faites par le Gouvernement devant le Sénat ; adopté ; (p. 9037) : se déclare défavorable à l'amendement n° 44 de M. Fanton ; sa réponse aux observations de M. Claudius-Petit ; est favorable à l'amendement n° 78 de M. Masson. **Article L 333-4 du code de l'urbanisme** (p. 9038, 9039) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Fanton qui diminuerait la part allant aux espaces verts. **Article 8** *bis* (p. 9039, 9040) : son amendement n° 4 : prévoir que les versements opérés par les organismes d'HLM n'iront en totalité aux communes que pour les immeubles à caractère social ; adopté ; (p. 9040) : s'oppose au sous-amendement n° 97 de M. Masson à son amendement n° 4 ; (p. 9041) : est favorable à l'amendement n° 91 de M. Canacos sous réserve d'une modification. **Article 9** (p. 9042) : son amendement n° 5 : apporter des précisions au texte de l'article 9 qui définit les conditions d'application du mécanisme du plafond légal aux zones d'aménagement dont la réalisation est effectuée en régie directe ; apporte des précisions sur le sens de son amendement ; adopté dans la rédaction proposée par M. Aubert. **Article 9** *bis* (p. 9043) : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction de la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 333-8 du code de l'urbanisme, conséquence de l'amendement n° 5 ; adopté. **Article 10** (p. 9043) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Masson. **Article 13** (p. 9044) : son amendement n° 7 : rétablir le texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 14** (p. 9045) : son amendement n° 8 : améliorer la définition donnée par le Sénat des établissements publics groupant plusieurs communes ayant compétence en matière d'urbanisme ; adopté. **Article 14** *bis* (p. 9045) : son amendement

n° 9 : supprimer l'article 14 *bis* ; adopté ; **Article 15** (p. 9046) : son amendement n° 36 : améliorer le texte adopté par le Sénat ; cas des zones dont le processus de création a été engagé et dans lesquelles des acquisitions foncières importantes ont été effectuées ; juge inutiles les sous-amendements n° 81 et 82 défendus par M. Fanton ; adopté après adoption du sous-amendement n° 83 de M. Fanton. **Article 16** (p. 9048, 9049) : regrette que l'Assemblée ne puisse examiner le projet de loi portant réforme de l'urbanisme ; insiste sur les inconvénients qui résulteraient de l'amendement n° 55 de M. Fanton ; ses observations sur l'amendement n° 30 de M. Masson ; s'oppose aux amendements n° 87 de M. Montagne et n° 93 de M. Canacos ; (p. 9049) : son amendement n° 10 ; nouvelle rédaction de la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 113-2 du code de l'urbanisme ; sa réponse à M. Fanton quant à la discussion du projet de loi sur l'urbanisme ; (p. 9050) : s'oppose à nouveau à l'amendement n° 55 de M. Fanton ; ne peut approuver la suppression des mesures transitoires ; amendement n° 10 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 55 de M. Fanton. **Article 18** (p. 9051) : son amendement n° 37 : devenu sans objet. **Article 20 : Article L 211-1 du code de l'urbanisme** (p. 9052) : son amendement n° 12 : revenir au texte adopté en première lecture ; adopté ; juge inutile l'amendement n° 61 de M. Fanton. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 9054) : juge peu réaliste la procédure proposée par l'amendement n° 84 défendu par M. Fanton ; (p. 9055) : son amendement n° 13 : rétablir une disposition adoptée en première lecture ; adopté ; son amendement n° 14 : supprimer les deux derniers alinéas proposés pour l'article L 211-5 du code de l'urbanisme ; réservé. **Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 9056) : n'est pas favorable à l'amendement n° 69 de M. Fanton ; son amendement n° 15 : substituer les mots « sont régis par des dispositions applicables en matière immobilière » aux mots « sont les mêmes qu'en matière de rénovation urbaine » ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 69 de M. Fanton. **Article L 211-8 *bis* du code de l'urbanisme** (p. 9057) : son amendement n° 38 : de forme ; adopté ; (p. 9057, 9058) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Fanton. **Avant l'Article 24 *bis*** (p. 9059) : son amendement n° 16 : retenir, pour l'application du titre II du projet de loi, une conception de l'établissement public, identique à celle qui a été retenue au titre I ; adopté ; son amendement n° 17 : en cas d'acquisition d'un bien par voie de préemption, paiement du prix du bien au plus tard six mois après la décision d'acquérir le bien ou six mois après la décision définitive de la juridiction de l'expropriation ; (p. 9060) : s'oppose au sous-amendement n° 96 de M. Fanton ; accepte de modifier son amendement n° 17. **Article 20** (*suite*) : **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** : son amendement n° 14 : supprimer les deux derniers alinéas du texte proposé pour l'article L 211-5 du code de l'urbanisme ; adopté. **Article 85 B** (p. 9061, 9062) : sur l'amendement n° 74 de M. Fanton, demande un vote par division ; (p. 9062) : propose de modifier l'article 85 B pour tenir compte de la remarque de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 99 : nouvelle rédaction de la fin du second alinéa de l'article 85 B ; adopté ; sur l'amendement n° 32 de M. Masson, donne l'assurance que l'acompte a un caractère strictement provisionnel. **Article 85** (p. 9063) : son amendement n° 18 : supprimer une distorsion tendant à incorporer le montant de l'indemnité de remploi dans le prix d'acquisition du terrain qui fait l'objet d'une réquisition d'emprise totale ; adopté. **Article 87** (p. 9064) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Masson ; s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Fanton ; juge préférable la rédaction adoptée par le Sénat. **Article 95** (p. 9066) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Fanton ; rappelle qu'il est très difficile de mettre en œuvre le système institué par l'article 61 de la loi d'orientation foncière. **Article 95 *quater*** (p. 9067) : juge que l'amendement n° 88 de M. Hamel manifeste l'importance que le Gouvernement et le Parlement attachent à l'acquisition en viager d'immeubles appartenant à des personnes âgées. **Seconde délibération. Article premier** (p. 9067) : son amendement n° 1 : rétablir l'article premier dans le texte adopté par le Sénat ; adopté. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10093) : remercie le Parlement du travail accompli ; (p. 10094) : les trois amendements que le Gouvernement déposera sur les 16 articles restant en discussion ; fait valoir le système retenu à l'article 16 ; (p. 10097) : son amendement n° 1 : permettre au district de la région parisienne de mener une politique des espaces verts ; repoussé ; son amendement n° 2 : soumettre la création d'une zone d'intervention foncière dans les communes de moins de 10.000 habitants à l'intervention conjointe du conseil municipal et de l'autorité administrative de tutelle ; adopté ; (p. 10098) : son amendement n° 3 : droit des occupants de locaux à usage commercial, industriel et artisanal ; adopté.

— **Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de Guy Mollet** [9 octobre 1975] (p. 6699).

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement : Equipement et urbanisme [24 octobre 1975 (p. 7363) : l'importance du budget de l'équipement ; la traduction d'orientations durables ; (p. 7364) : un budget qui tend à privilégier l'emploi ; la préférence donnée aux investissements de taille raisonnable ; l'augmentation des crédits d'entretien ; le soutien de la construction de logements ; l'objectif de 410.000 logements par an ; l'amélioration de la qualité des services rendus par le ministère de l'équipement ; le privilège donné aux équipements routiers, à la lutte contre la pollution, etc. ; la volonté de ne pas sacrifier les éléments essentiels du développement de l'économie ; (p. 7365) : la mise en service de 600 kilomètres d'autoroute ; les équipements des très grands ports ; l'accélération des procédures d'acquisitions foncières ; les moyens du FNAFU ; (p. 7380) : déclare ne prendre la parole sur le budget du logement qu'à la séance suivante ; la politique autoroutière du Gouvernement ; (p. 7381) : les contrats nouveaux liant l'Etat aux sociétés concessionnaires ; les difficultés pratiques d'une péréquation entre les péages autoroutiers ; la recherche en matière d'urbanisme ; (p. 7382) : l'extension des ZAD ; la création des réserves foncières ; le stock de terrains à la disposition des villes nouvelles ; le rythme de publication des documents d'urbanisme ; le remplacement des POS par des statuts de zones de protection de paysages ; les voies fluviales ; (p. 7383) : la concentration des efforts de l'Etat sur des priorités ; l'aménagement des quartiers du cœur des villes ; la refonte des procédures administratives ; la création d'une sous-direction chargée des problèmes de la qualité des quartiers nouveaux ; les aménagements routiers dans la région de Cambrai ; (p. 7384) : le port de Bordeaux, celui de Dieppe ; le problème de la clarté des documents budgétaires. **Examen des crédits. Article 69** (p. 7384) : accepte la majoration des crédits de l'article 69 ; (p. 7385) : son amendement n° 139 : porter à 380 millions la subvention relative aux anciennes routes nationales secondaires ; adopté. **Logement** [28 octobre 1975] (p. 7398) : l'augmentation des crédits du logement, preuve de l'intérêt porté par le Gouvernement aux problèmes du logement ; la révision de la politique du logement que celui-ci compte entreprendre ; la continuité de l'effort en faveur du secteur HLM ; (p. 7399) : la nécessaire réévaluation de l'aide à la construction ; la préférence des Français pour le logement individuel ; l'accession à la propriété ; mettre l'accent sur la qualité du logement ; la revalorisation du travail manuel dans ce secteur. **Examen des crédits : Etat C - Titre V** (p. 7424) : assure M. Dubedout que les crédits du chapitre 55-41 seront réajustés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9009) : ce texte est un élément de la politique de l'habitat ancien ; la politique de constructions neuves ne peut apporter une réponse suffisante sur le plan qualitatif aux plus démunis ; (p. 9010) : le texte permet aux collectivités locales de choisir une véritable stratégie d'aménagement ou de réaménagement des centres anciens.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9537) : son amendement n° 3 : instituer une taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement dont le produit est destiné au financement des services du conseil architectural ; améliorer la qualité architecturale des constructions ; rappelle le taux de la taxe additionnelle ; l'importance du vote de l'amendement ; (p. 9541) : retiré.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1381) : l'entré en application de la loi foncière le 1er avril 1976 ; (p. 1382) : le caractère concret du présent projet de loi ; les claires préoccupations auxquelles il entend répondre ; les dispositions relatives à la protection des campagnes ; les moyens d'intervention réservés ou prévus pour la protection des quartiers ; l'effort d'organisation des capacités d'intervention qui accompagnera l'amélioration de la loi ; (p. 1383) : les autres objectifs du projet : unité et continuité des documents d'urbanisme, simplification du permis de construire, suppression de dérogations, etc. ; l'accroissement de l'information et de la participation des Français ; le cas du lancement des zones d'aménagement concerté et celui des servitudes d'urbanisme annexées au POS ; la recherche d'un équilibre entre le citoyen et l'administré ; trouver la voie menant à un « urbanisme à la française » ; [7 avril 1976] (p. 1448) : se félicite de la collaboration de MM. Fanton et Masson, rapporteurs. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1449) : son amendement n° 278 : rédactionnel ; adopté ; insiste sur la rédaction ambiguë de l'amendement n° 79 de M. Fanton ; conteste que cet amendement aille dans le sens de la décentralisation. **Après l'Article premier** (p. 1450) : son amendement n° 279 : détermination par un décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles il peut être dérogé à certaines dispositions de l'article L 111-5 du code de l'urbanisme ; apporte des précisions à l'intention de M. Fanton ; adopté. **Article 2** (p. 1451) :

son amendement n° 280 : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 1451) : ses observations sur l'amendement n° 345 de M. Besson ; (p. 1452) : n'est pas favorable à l'amendement n° 346 de M. Besson ; partage l'idée relative à l'harmonisation des règles de calcul et considère que le Gouvernement est allé en ce domaine aussi loin qu'il était possible ; en réponse aux orateurs, accepte de réexaminer sa position dans le cours du débat. **Article 3** (p. 1453) : son amendement n° 258 : relatif au sursis à statuer, synthèse de l'amendement n° 82 de la commission des lois et du sous-amendement n° 169 de la commission de la production ; accepte de se ranger aux arguments présentés par MM. Fanton et Masson en faveur de l'amendement n° 82 défendu par M. Fanton sauf en ce qui concerne la fin automatique du sursis à statuer ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 82 de M. Fanton. **Avant l'Article 5** (p. 1455) : est défavorable à l'amendement n° 333 de M. Gouhier ; (p. 1455, 1456) : expose les raisons de son opposition à l'amendement n° 220 de M. Mesmin ; (p. 1457) : propose une modification à l'amendement n° 217 de M. Bertrand Denis. **Article 5** (p. 1458) : son amendement n° 281 : rapprocher les dispositions régissant les bâtiments existant au regard du coefficient d'occupation des sols de celles qui leur sont applicables au titre du plafond légal de densité ; (p. 1459) : apporte de nouvelles explications à l'appui de son amendement n° 281 ; repoussé ; son amendement n° 282 : nouvelle rédaction du sixième alinéa, paragraphe 3 *bis*, de l'article L 123-1 du code de l'urbanisme reprenant les dispositions de l'amendement n° 177 du Gouvernement ; (p. 1460) : précise le sens du terme « aménagement des bâtiments » ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 319 de M. Mesmin ; (p. 1461) : reconnaît que la disposition proposée par l'amendement n° 330 de M. Masson est opportune. **Article 6** : estime que le texte du Gouvernement est meilleur que celui de l'amendement n° 204 de M. de Poulpiquet ; (p. 1462) : s'oppose à l'amendement n° 326 de M. Longequeue ; considère que le texte du Gouvernement répond aux préoccupations exprimées par M. Hamel relatives au carcan de réglementation qui enserrait le pays ; (p. 1464) : préfère le texte du Gouvernement à celui de l'amendement n° 273 de M. Mario Bénard ; (p. 1464, 1465) : sur l'amendement n° 352 de M. de Poulpiquet, considère que certaines villes peuvent se satisfaire d'un COS stable et non d'autres ; (p. 1465) : en réponse à M. Claudius-Petit, précise la portée de l'article 6 ; (p. 1467) : demande la réserve de l'article 15. **Article 8** (p. 1468) : souligne que l'article L 123-2 ne s'applique que dans certaines zones très limitées ; rappelle les interprétations abusives auxquelles ont donné lieu dans les zones dites NB les notions de réseau collectif d'eau potable ou de voie d'accès ; estime nécessaire l'abrogation de l'article L 123-2. **Article 9** (p. 1469) : sur l'amendement n° 208 de M. Ribes, rappelle que le Gouvernement veut seulement éviter des actes administratifs inutiles ; s'engage à apporter toutes garanties au moyen des décrets d'application ; précise ce qu'il entend par modification et révision des POS ; (p. 1470) : en réponse à M. Claudius-Petit, précise que l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 mai 1966 donne une base solide à la notion d'économie générale d'un plan ; son amendement n° 198 : compléter le texte proposé pour l'article 123-4 du code de l'urbanisme : possibilité de faire une application anticipée des dispositions du plan d'occupation des sols en cours d'élaboration à compter de la décision administrative ordonnant la mise en revision du plan précédent ; adopté ; (p. 1471) sa réponse à la question de M. Hamel ; définit à l'intention de M. Lauriol les cas où il y a modification de l'économie générale d'un plan. **Article 10** (p. 1472) : reconnaît fondés certains griefs faits aux ZAC par M. Claudius-Petit mais se déclare défavorable à l'amendement n° 219 de ce dernier ; (p. 1473) : son sous-amendement n° 285 à l'amendement n° 89 : possibilité pour l'acte de création de la zone de maintenir en vigueur les dispositions du plan d'occupation des sols de la zone d'aménagement concerté ; conteste l'argumentation de M. Claudius-Petit à l'encontre de l'amendement n° 89 ; adopté ; son amendement n° 286 : constatation de l'achèvement de l'aménagement de la zone par une décision de l'autorité administrative prise sur la demande ou après avis des organes délibérant des communes ou des établissements publics ; réservé après réserve de l'article 10 ; (p. 1474) : est favorable à l'amendement n° 90 de M. Fanton mais est défavorable à son amendement n° 91 ; son amendement n° 180 : complément à l'article L 311-1 du code de l'urbanisme : impossibilité de créer des zones d'aménagement concerté en dehors des zones urbaines prévues par un plan d'occupation des sols qui a été rendu public ou approuvé ; réservé par réserve de l'article 10. **Article 11** (p. 1476) : est défavorable à l'amendement n° 71 de M. Dubedout à l'intention de M. Claudius-Petit, déclare que le Gouvernement a bien l'intention de mettre en place un système de financement à long terme au profit des collectivités locales ; (p. 1477) : est opposé aux amendements n° 314 de M. Lauriol défendu par M. Ribes, n° 335 de M. Bouvard défendu par M. Mesmin et n° 353 le M. de Poulpiquet ; accepte le report de la discussion ; [8 avril 1976] : **Article 11** (p. 1489) : considère que l'amendement n° 314

de M. Lauriol va à l'encontre de la jurisprudence qui distingue le prix d'acquisition du terrain et fixation de l'indemnité ; sa réponse à M. Lauriol portant sur l'augmentation des charges à attendre de l'adoption de l'amendement n° 314 ; (p. 1491) : estime que les amendements n° 313 de M. Lauriol et n° 354 de M. de Poulpiquet ne feraient qu'infléchir la portée du permier alinéa de l'article 11 ; (p. 1492) : est défavorable à l'amendement n° 235 de M. Claudius-Petit. **Article 10** (*suite*) (p. 1493) : son amendement n° 286 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 123-6 du code de l'urbanisme ; incorporer au POS les règles d'urbanisme incluses dans les cahiers des charges de concession ou de cession des terrains ; adopté ; (p. 1494) : son amendement n° 180 : synthèse en matière de création de ZAC ; préoccupations de la commission des lois, de la commission de la production et du Gouvernement ; s'oppose au sous-amendement n° 373 de M. Fanton ; ne peut admettre que la création de ZAC soit différée jusqu'à la publication des POS ; adopté. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1496) : explique que la procédure de transfert des COS répond à la situation spécifique de certains sites ; rappelle les zones dans lesquelles ces transferts ne pourront être appliqués ; (p. 1497) : ses réponses sur la conciliation du transfert de COS et du principe de la non-indemnisation des servitudes d'urbanisme, sur l'extension des possibilités de transfert au profit des propriétaires d'espaces boisés classés à conserver et sur la conciliation du transfert de COS ; le plafond légal de densité et la participation pour surdensité en zones urbaines et en zones naturelles ; son amendement n° 178 : synthèse de l'amendement n° 86 de M. Fanton et des amendements n°s 8 et 59 adoptés par la commission de la production ; (p. 1498) : répond à M. Claudius-Petit que le transfert de COS a seulement pour but d'empêcher la dispersion des constructions dans certains sites pittoresques ; (p. 1500) : se prononce contre les sous-amendements n° 367 de M. de Poulpiquet et n° 368 de M. Mesmin ; (p. 1501) : juge que le problème des zones boisées classées est trop particulier pour que l'Assemblée adopte le sous-amendement n° 274 de M. Mario Bénard ; n'est pas favorable au sous-amendement n° 172 de M. Masson ; amendement n° 178 adopté. **Article 7** (p. 1506) : n'est pas favorable à l'amendement n° 57 de M. Dubedout ; (p. 1507) : son amendement n° 179 de coordination ; adopté ; son amendement n° 283 ; retiré. **Article 13** (p. 1508) : sur l'amendement n° 302 de M. Ligot, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 1509) : s'oppose à la proposition de M. Claudius-Petit tendant à ce que le délai contenu dans l'amendement soit prorogé jusqu'au 1er janvier 1979. **Article 14** (p. 1509) : sur l'amendement n° 236 de M. Claudius-Petit, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 17** (p. 1510) : n'est pas favorable à l'amendement n° 104 de M. Fanton ; n'estime pas utile de maintenir un traitement spécifique pour la restauration. **Après l'Article 17** (p. 1511) : son amendement n° 287 : introduire un article additionnel ; faciliter la mise en œuvre par voie réglementaire ; une réforme de la législation sur les lotissements en vue d'en simplifier les conditions d'application spécialement pour les divisions de propriétés de faible importance ; adopté ; son amendement n° 263 : insérer un article additionnel ; prévoir une décision administrative pour l'enquête publique au deuxième alinéa de l'article L. 315-4 du code de l'urbanisme dans le cas où le lotissement a été créé depuis plus de trente ans et comporte au moins cent lots ; dans les autres cas, notification de l'ouverture de l'enquête publique par lettre recommandée ; (p. 1512) : sa réponse à M. Claudius-Petit ; adopté ; son amendement n° 288 : insérer un article additionnel L 315-7 ; extension du champ d'application des dispositions de l'article L 123-8 du code de l'urbanisme qui déterminent la procédure à suivre pour prononcer l'utilité publique d'une opération incompatible avec les prescriptions d'un plan d'occupation des sols au cas des lotissements ; adopté ; (p. 1513) : sur les amendements n° 275 de M. Mario Bénard et n° 355 de M. Bertrand Denis, estime difficile d'alourdir la taxe locale d'équipement ; (p. 1514) : sa réponse à M. Jans sur la distinction à faire entre parkings souterrains et parkings de surface. **Article 18** : sur l'amendement n° 207 de M. Antoune, fait observer que tous les espaces boisés ne feront pas automatiquement l'objet d'une protection ; (p. 1515) : son amendement n° 182 : soumission à l'autorisation préalable des coupes et abattages d'arbres dans les bois et forêts situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un POS a été prescrit mais n'a pas encore été rendu public ; (p. 1516) : considère que le sous-amendement n° 309 de M. Bertrand Denis à son amendement n° 182 va trop loin ; rappelle que les spécialistes de l'agriculture ont approuvé son amendement ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 105 de M. Fanton ; (p. 1517) : est hostile à l'amendement n° 157 de M. Julia et au sous-amendement n° 322 de M. Icart ; dévastation causée par l'ouverture des carrières dans les vallées des fleuves français ; (p. 1518) : estime que les propositions de MM. Julia et Icart devraient de toute façon figurer au code minier ; (p. 1519) : n'est pas favorable à l'amendement n° 342 : danger que consti-

tuerait la possibilité d'amputer les espaces boisés non plus du dixième mais d'un quart ; s'oppose à l'amendement n° 276 de M. Mario Bénard : difficultés pratiques à attendre de l'application de cet amendement ; s'oppose à l'amendement oral proposé par M. Mario Bénard. **Article 15** (p. 1521) : apporte son soutien aux propos tenus par M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture ; précise que l'article 15 vise à améliorer le dialogue nécessaire pour l'élaboration du plan de sauvegarde et à intéresser les collectivités locales à ces plans sans porter atteinte aux secteurs visés par la loi Malraux du 4 août 1962 ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1634) : son amendement n° 380 : harmonisation des dispositions de l'article avec les dispositions précédemment adoptées ; adopté ; (p. 1635) : considère que l'amendement n° 306 de M. Frédéric-Dupont n'a qu'une valeur indicative ; (p. 1636) : n'est pas favorable à l'amendement n° 14 de M. Masson et au sous-amendement n° 222 de M. Frédéric-Dupont ; se déclare prêt à prescrire la consultation ; (p. 1638) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Masson et au sous-amendement n° 222 de M. Frédéric-Dupont ; s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Frédéric-Dupont qu'il juge inefficace ; (p. 1639) : son amendement n° 181 : remplacer les mots « être interdits pendant une période » par les mots « faire l'objet d'un sursis à statuer pour une période » ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Fanton. **Après l'Article 18** (p. 1640) : est défavorable à l'amendement n° 201 de M. Mesmin défendu par M. Dousset ; sur l'amendement n° 252 de M. Icart s'en remet à la sagesse de l'Assemblée **Article 19** (p. 1641) : son amendement n° 183 : impossibilité de substitution de la commune au département en cas d'incompétence du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; adopté ; (p. 1642) : son sous-amendement n° 289 à l'amendement n° 109 de M. Fanton : de forme ; adopté. **Article 20** : est favorable à l'amendement n° 17 de M. Masson sous réserve de deux modifications de détail ; (p. 1643) : est défavorable à l'amendement n° 70 de M. Masson ; est défavorable à l'amendement n° 255 de M. Claudius-Petit. **Article 21** (p. 1644) : s'oppose aux amendements n^{os} 18 et 19 de M. Masson qui paralyseraient la procédure ; (p. 1645) : son amendement n° 184 : interdiction au préfet de prohiber l'exécution des travaux visent à l'amélioration des exploitations agricoles ; adopté ; son amendement n° 290 : cessation de l'application des dispositions de l'article en cas de création d'une zone de protection des paysages ; adopté ; sur l'amendement n° 256 de M. Claudius-Petit, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 24** (p. 1645) : n'est pas favorable à l'amendement n° 112 de M. Fanton. **Article 25** (p. 1647) : est favorable à l'amendement n° 388 de M. Masson ; est défavorable à l'amendement n° 331 de M. Briane. **Article 26** (p. 1649) : son amendement n° 381 : tenir compte du changement de numérotation des articles L 110-1 et suivants du code de l'urbanisme ; adopté. **Article 27** : son amendement n° 186 : prise en compte des dispositions législatives à venir ; adopté. **Article 28** : son amendement n° 293 : tenir compte des modifications dans la numérotation des articles ; adopté. **Article 29** (p. 1650) : est défavorable à l'amendement n° 78 de M. Palewski ; est favorable à l'amendement n° 117 de M. Fanton. **Après l'Article 29** (p. 1651) : son amendement n° 294 : incorporation dans les POS des clauses réglementaires des cahiers des charges de cession et de concessions dans les ZUP, les zones d'habitation et les zones industrielles ; sa réponse à M. Claudius-Petit ; amendement n° 294 adopté. **Article 30** (p. 1657) : annonce qu'il demandera une seconde délibération de l'article 25 ; n'est pas favorable à l'amendement n° 118 de M. Fanton ; (p. 1657, 1658) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Masson ; préfère les sanctions civiles aux sanctions pénales. **Article 31** (p. 1658) : son amendement n° 187 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. **Article 32** (p. 1659) : son amendement n° 188 : préciser qu'il s'agit de la vérification de la conformité au règlement de construction et non du certificat de conformité ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 259 de M. Masson ; sa réponse à M. Claudius-Petit sur le certificat de conformité ; (p. 1660) : regrette que le nombre des dispositions réglementaires ait reçu un caractère législatif ; justifie ses explications sur le certificat de conformité en se référant au décret du 28 mai 1970 ; sa réponse aux observations de M. Fanton ; amendement n° 188 adopté. **Article 33** (p. 1661) : son amendement n° 189 : nature des infractions aux documents d'urbanisme ; adopté. **Article 38** (p. 1662) : sa réponse à M. de Poulpiquet ; fait valoir que l'article 38 vise à garantir une norme de sécurité aux constructeurs ; juge excessif les craintes qui ont inspiré l'amendement n° 308 de M. Frédéric-Dupont défendu par M. Hamel. **Après l'Article 38** (p. 1663) : rappelle que le problème évoqué par l'amendement n° 323 de M. Dubedout est actuellement à l'étude dans ses services sous réserve d'en reprendre la teneur dans un projet de loi qui est à l'étude ; (p. 1664) : sa réponse à M. Canacos ; constate, suite à l'adoption de l'amendement n° 323 de M. Dubedout, qu'il n'y aura pas de débat par-

lementaire sur le problème de l'accession aux rivages et qu'il procédera directement à l'élaboration d'un décret en Conseil d'Etat. **Avant l'Article 39** (p. 1664) : son amendement n° 295 : nouvel intitulé du chapitre 5 ; adopté. **Article 39** (p. 1665) : n'est pas favorable à l'amendement n° 34 de M. Masson qui ne tient pas compte des dispositions légales en vigueur ; son amendement n° 190 : unification des règles applicables ; adopté. **Article 40** (p. 1666) : son amendement n° 296 : combler une lacune dans la loi du 31 décembre 1975 ; abroger des dispositions de l'article 40 du projet qui ont été reprises à l'article 31 du projet de loi en discussion ; adopté. **Article 41** (p. 1667) : est très défavorable à l'adoption des amendements n[os] 241 de M. Claudius-Petit et 61 défendu par M. Dubedout. **Après l'Article 41** (p. 1668) : son amendement n° 297 : accroître les garanties offertes aux agriculteurs auxquels est concédé l'usage d'un terrain acquis aux fins de réserve foncière ; s'oppose à l'amendement n° 242 de M. Claudius-Petit en raison des difficultés pratiques et financières auxquelles il se heurterait ; amendement n° 297 adopté. **Article 43** (p. 1669) : déclare que l'amendement n° 39 de M. Masson est devenu sans objet ; (p. 1670) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Dubedout : les collectivités locales ayant les moyens de financer les demandes de délaissement ; s'oppose par souci de cohérence à l'amendement n° 63 de M. Dubedout ; (p. 1671) : estime largement suffisants les fonds débloqués par le FNAFU pour faire face aux droits de délaissement à l'intérieur des ZAC ; [14 avril 1976] : **Article 43** (*suite*) (p. 1720) : est défavorable à l'amendement n° 130 de M. Fanton ; son amendement n° 299 : conditions dans lesquelles l'acte de création de la zone peut tenir lieu de plan d'aménagement ; adopté ; son amendement n° 300 : suppression des dispositions relatives à la mise à jour du code de l'urbanisme ; adopté ; son amendement n° 298 : rédactionnel ; adopté. **Article 34** (*suite*) (p. 1721) : entend replacer l'article dans son contexte ; reconnaître le phénomène social que constituent les associations pour la défense de l'environnement et définir les règles garantissant que cet élément nouveau contribuera au renouveau de la procédure démocratique d'examen ; (p. 1725, 1726) : considère comme raisonnable de donner aux associations le droit de se porter partie civile en cas d'infraction ; considère que l'amendement n° 390 de M. Fanton vide de sa substance la disposition proposée ; pense que l'amendement n° 30 présenté par M. Masson institue une procédure d'agrément trop complexe. **Article 45** (p. 1728) : se déclare favorable à l'amendement n° 356 de M. Claudius-Petit sous réserve d'une modification de forme ; (p. 1729) : annonce son désaccord avec les dispositions relatives aux sociétés d'HLM et aux offices dont la compétence n'a pas été étendue ; (p. 1732) : fait observer à M. Besson que le décret du 22 octobre 1973 prévoit que deux représentants des locataires siégeront au conseil d'administration des OPAC et qu'il convient d'étendre les résultats de l'expérience en cours avant d'aller plus loin ; se déclare favorable à la première partie de l'amendement n° 42 rectifié de M. Masson ; (p. 1733) : son amendement n° 191 : zones ne pouvant faire l'objet d'une concession à des sociétés d'économie mixte ou à des établissements publics ; amendement n° 191 devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 245 de M. Claudius-Petit. **Article 45** (*suite*) (p. 1740) : s'oppose à l'amendement n° 161 défendu par M. Canacos pour les mêmes raisons. **Article 46** (p. 1741) : ne croit pas qu'il y a véritablement contradiction entre l'article 46 et la loi du 16 juillet 1971 ; se déclare favorable à l'amendement n° 133 de M. Fanton. **Article 47** (p. 1742) : s'oppose lui aussi à l'amendement n° 134 de M. Fanton ; estime que la constitution d'associations foncières doit rester soumise à des conditions rigoureuses. **Article 48** (p. 1743) : pour les mêmes raisons, se déclare défavorable à l'amendement n° 203 de M. Mesmin. **Article 49** : est favorable à l'amendement n° 135 de M. Fanton. **Après l'Article 54** (p. 1745) : se déclare favorable à l'amendement n° 158 de M. Peretti. **Article 55** (p. 1746) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Masson en arguant du fait qu'il créerait des difficultés considérables ; se déclare favorable à l'amendement n° 332 de M. Mesmin ; (p. 1747) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Fanton pour les mêmes raisons ; annonce qu'il vient de prendre des dispositions par le décret du 29 mars 1976 pour atteindre les objectifs de M. Piot. **Article 37** (*suite*) (p. 1749) : à propos de l'amendement n° 32 de M. Masson, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 51** (*suite*) (p. 1750) : estime que l'amendement n° 139 de M. Fanton n'est pas conforme à l'objet même du permis de construire ; (p. 1751) : donne un avis défavorable à l'amendement n° 140 de M. Fanton ; craint que cet amendement nuise à la cohérence des dispositions concernant les communes de moins de 2.000 habitants ; (p. 1752) : répond que le Gouvernement a fait sienne l'intention de M. Masson et que son amendement le gênerait plutôt dans cette action ; se déclare lui aussi favorable à l'amendement n° 221 de M. Mesmin. **Avant l'Article 52** (*suite*) (p. 1753) : objecte que les délais actuels d'instruction ne sont pas excessifs et que trop les raccourcir risquerait de provoquer une multiplication des autorisations tacites. **Article 52** (*suite*) : souligne que si l'article n'est pas adopté, il pourrait en résulter, en cas de grèves de grande ampleur, une vague

de permis de construire tacites. **Article 53** (*suite*) (p. 1754) : accepte sous réserve d'une modification de forme l'amendement n° 47 de M. Masson ; propose d'insérer un article additionnel après l'article 53 ; demande la réserve de l'article 53. **Après l'Article 53** : son amendement n° 392 : renonciation à réparation du préjudice causé par les nuisances d'origine agricole ; adopté. **Article 53** (*suite*) (p. 1755) : insiste pour le maintien de l'article tout en reconnaissant l'imperfection de sa rédaction ; se déclare défavorable à ces propositions qui ne sont pas en harmonie avec l'esprit général de la réglementation en vigueur ; (p. 1756) : est favorable au premier alinéa de l'amendement n° 382 de M. Masson mais partage l'hostilité de M. Fanton sur le second. **Article 56** (p. 1757) : est défavorable à l'amendement n° 147 de M. Fanton car, selon lui, cet amendement interdirait au Gouvernement d'assouplir par décret un système déjà très contraignant. **Article 57** (p. 1758) : préfère la rédaction de l'amendement n° 167 de M. Masson à celle des amendements n° 66 de M. Dubedout et n° 248 de M. Claudius-Petit. **Article 58** (p. 1760) : estime que l'amendement n° 266 de M. Debré va à l'encontre du but de simplification poursuivi par le projet ; répond à M. Frédéric-Dupont que si le plan de sauvegarde prévoit des démolitions, il est inutile d'exiger une autorisation de démolir ; se déclare défavorable aux amendements n° 148 de M. Fanton et n° 249 de M. Claudius-Petit qui introduisent une procédure extrêmement lourde et propose dans l'amendement n° 393 une nouvelle rédaction du cinquième paragraphe de l'article 58 ; amendement n° 393 adopté ; (p. 1761) : se déclare défavorable à l'amendement n° 149 de M. Fanton car il trouve très dangereux de choisir pour l'application d'une procédure légale un critère dont les bases matérielles sont très discutables ; (p. 1762) : sur les amendements n° 151 de M. Fanton et n° 250 de M. Claudius-Petit, estime que leur rédaction n'est pas pleinement satisfaisante ; soutient son amendement n° 192 relatif aux modalités d'application du permis de démolir aux immeubles compris dans une zone de rénovation urbaine ; adopté ; (p. 1763) : indique que l'expérience révèle que le choix de délais trop brefs conduit à un accroissement du nombre des refus ; (p. 1764) : son amendement n° 260 : relogement des locataires preneurs ou occupants de bonne foi ; accepte le sous-amendement n° 337 de M. Jans sous réserve que sa définition n'intervienne pas dans un texte législatif ; (p. 1765) : amendement n° 260 rectifié par le sous-amendement n° 337 de M. Jans ; adopté ; se déclare défavorable à l'adoption de l'amendement n° 267 de M. Debré ; (p. 1766) : estime que l'amendement n° 251 de M. Claudius-Petit serait plus indiqué dans la discussion d'un débat sur la législation des loyers. **Après l'Article 59** (p. 1766) : son amendement n° 193 : introduction d'un nouveau titre : « Chapitre IX. — Dispositions diverses » ; adopté ; son amendement n° 194 : mesures réglementaires relatives aux règles générales de construction et de sécurité des bâtiments ; adopté ; son amendement n° 195 : liste des dispositions abrogées ; adopté ; (p. 1768) : indique qu'il est favorable à l'amendement n° 325 de M. Fanton sous réserve de modification tenant compte des modalités d'exécution du ravalement ; (p. 1769) : son amendement n° 268 : interdiction de transformation de locaux à usage de garages commerciaux en un usage autre que l'habitation ; repoussé ; (p. 1771) : estime qu'un grand nombre des dispositions proposées par l'amendement n° 340 de M. Valleix pourrait très avantageusement entrer dans le droit commun. **Seconde délibération** [14 avril 1976]. **Article 11** (p. 1773) : son amendement n° 1 : fixation à deux ans du délai d'achat par la collectivité ; se déclare favorable à l'amendement n° 3 de M. Dubedout ; adopté. **Article 20** (p. 1774) : son amendement n° 6 : alignement des règles d'assiette et de recouvrement de la redevance départementale d'espaces verts sur la taxe locale d'équipement ; adopté. **Article 25** : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction faisant la synthèse des propositions et suggestions présentées en matière de protection des paysages ; adopté. **Article 45** (p. 1777) : son amendement n° 7 qui rétablit les dispositions relatives au conseil d'administration des établissements publics d'aménagement conformes aux principes traditionnels en la matière ; adopté. **Explications de vote** [14 avril 1976] (p. 1778, 1779) : affirme que beaucoup des idées de l'opposition ont été prises en considération et se déclare assuré que cette loi sera un important élément de progrès pour l'urbanisme français. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 2** *bis* (p. 4404) : indique que l'exclusion des terrasses du calcul des COS a pour but d'encourager le type d'habitat pyramidal ; (p. 4405) : indique que les terrasses coûtent cher en raison des travaux d'isolation ; estime que les faux balcons sont du domaine réglementaire ; veillera dans les décrets d'application à ce que la loi ne soit pas tournée. **Article 3** (p. 4406) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 12 de M. Masson et n° 44 de M. Fanton ; (p. 4407) : explique à M. Wagner qu'il est préférable que l'intéressé renouvelle sa demande de permis de construire ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement n° 13 de M. Masson. **Article 5 A** *bis*

(p. 4408) : souligne que le pouvoir de décision ne doit appartenir qu'aux élus ; reconnaît que l'association est utile ; son amendement n° 61 : le caractère facultatif de la consultation des associations d'usagers par le groupe de travail des élus ; est opposé à l'amendement de suppression n° 45 de M. Fanton ; (p. 4411) : explique que la consultation implique l'accès à la salle de travail où s'élabore le POS, ce qui empêche tout travail sérieux ; indique que l'association permet de faire participer les usagers ; (p. 4412) : son amendement n° 61 n'a plus d'objet après adoption de l'amendement n° 97 de M. Bécam. **Article 6** *bis* (p. 4413) : explique que le transfert du COS peut être très utile sans pour autant encourager la spéculation ; indique qu'un monument est protégé soit par son classement, soit par son inscription à l'inventaire supplémentaire, soit par les nouvelles dispositions relatives au permis de démolir ; s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Mesmin. **Article 7** (p. 4414) : est défavorable à l'amendement n° 51 de M. Dubedout. **Article 8** : ses amendements n° 62 et n° 63 d'ordre rédactionnel ; adoptés. **Article 11** (p. 4415) : accepte l'amendement n° 2 de M. Canacos ; refuse l'amendement n° 7 de M. Dubedout ; (p. 4416) : attend la fin du débat sur les plus-values pour indiquer s'il pourra y avoir réemploi en cas de transaction amiable ; indique qu'actuellement, il y a réemploi seulement s'il y a expropriation ; estime que l'amendement n° 14 de M. Masson est rendu inutile par la rédaction actuelle de l'article L 123-9 ; indique que s'il y a réserve, c'est pour qu'elle ne soit pas levée ; (p. 4417) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Masson. **Article 12** (p. 4418) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Canacos. **Article 15** : demande la réserve de l'amendement n° 56 de M. Palewski ; (p. 4419) : estime qu'il ne convient pas de donner un pouvoir de décision à la commission nationale des secteurs sauvegardés ; s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Frédéric-Dupont ; s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Frédéric-Dupont qui se solderait par une confusion supplémentaire dans le régime des sursis ; (p. 4420) : est favorable à l'amendement n° 57 de M. Palewski. **Article 17** : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Fanton ; explique que la suppression incriminée par M. Fanton vise à ce que les crédits d'origine distincte soient regroupés dans un fonds d'aménagement urbain. **Article 17** *ter* (p. 4422) : accepte l'amendement n° 42 de M. Masson ; son amendement n° 84 visant à rendre plus aisée l'incorporation au POS des règlements des lotissements qui seront élaborés dans l'avenir, ce qui permettrait d'éviter de rechercher systématiquement l'assentiment des lotis pour soumettre au régime juridique des POS des dispositions de nature réglementaire ; amendement n° 84 repoussé. **Article 18** : son amendement n° 65 tendant à supprimer le paragraphe I B de l'article 18 qui tend à ériger une règle générale pour redresser quelques situations particulières ; (p. 4424) : estime qu'on ne peut voter un texte de loi permettant d'ouvrir des carrières en forêt un peu partout en France ; indique que le problème de M. Julia pourra être résolu par le directeur de l'équipement ; (p. 4425) : s'engage à régler le problème de l'espace boisé de la forêt de Fontainebleau ; le texte commun des amendements n° 47 et n° 65 est adopté ; (p. 4426) : son amendement n° 66 tendant à supprimer le dernier alinéa I A de l'article 18 qui fait double emploi ; adopté ; (p. 4427) : n'est pas favorable à l'amendement n° 11 de M. Mario Bénard car il souhaite conserver une disposition pouvant permettre aux collectivités locales d'acquérir des espaces boisés classés intéressant pour la population. **Article 20** (p. 4428) : son amendement n° 67 ayant pour objet de faciliter l'entretien des espaces naturels et des espaces verts compris dans les périmètres sensibles ; donne des précisions sur l'entretien des espaces verts ; adopté ; est opposé aux amendements n° 83 et n° 84 de M. Mesmin. **Article 21** (p. 4430) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Mesmin défendu par M. Briane. **Article 25** (p. 4431) : s'oppose aux amendements n° 86, n° 87, n° 88 et n° 89 de M. Mesmin défendus par M. Briane. **Article 32** (p. 4432) : accepte l'amendement n° 15 de M. Masson ; s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Masson. **Article 34** (p. 4434) : s'oppose aux amendements n° 17 de M. Masson et n° 49 de M. Fanton ; (p. 4437) : sur l'amendement n° 17 de M. Masson, précise que le critère d'agrément sera d'abord géographique, que l'agrément sera soumis à un avis favorable du maire, le ministre tranchant si le maire a donné un avis hostile ; est opposé aux amendements n° 8 de M. Dubedout et n° 91 de M. Mesmin défendu par M. Briane ; (p. 4438) : est favorable à l'amendement n° 96 de M. Masson ; est favorable à l'amendement n° 73 de M. Burckel défendu par M. Fanton à condition que la durée de cinq ans prévue à l'origine soit maintenue. **Article 37** (p. 4439) : s'oppose au texte commun des amendements n° 18 de M. Masson et n° 50 de M. Fanton. **Article 38 A** : est favorable à l'amendement n° 19 de M. Masson. **Article 38 B** (p. 4440) : est favorable à l'amendement n° 20 de M. Masson. **Article 38** *bis* : est opposé à l'amendement n° 93 de M. Mesmin défendu par M. Briane ; estime que l'amendement n° 94 de M. Dubedout va trop loin ; s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Dubedout ; (p. 4441) : sur l'amendement n° 94 de M. Dubedout, sou-

ligne qu'il s'agit d'appliquer un droit permettant d'éviter les appropriations empêchant l'accès des promeneurs à la mer ; (p. 4442) : accepte l'amendement n° 21 de M. Masson ; est opposé à l'amendement n° 95 de M. Dubedout ; son amendement n° 68 tendant à faire supporter, par les communes bénéficiant du régime des stations classées, la charge des indemnités éventuellement dues aux propriétaires des fonds supportant la servitude du passage des piétons ; répond que l'entretien devra incomber au propriétaire, à la commune ou à la collectivité publique qui aurait la charge d'indemniser le propriétaire ayant subi un préjudice ; (p. 4443) : rappelle à M. Claudius-Petit que le Conseil d'Etat étudiera le problème des responsabilités ; conteste le fait que les stations classées ne sont pas dotées de ressources abondantes ; amendement n° 68 repoussé ; accepte l'amendement n° 22 de M. Masson ; est favorable à l'amendement n° 23 de M. Masson. **Article 40** (p. 4444) : est favorable aux amendements n° 24 et n° 25 de M. Masson ; approuve l'amendement n° 43 de M. Masson ; son amendement n° 69 relatif aux règles concernant les immeubles compris dans un secteur sauvegardé ; adopté ; son amendement n° 70 de coordination ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 25 de M. Masson.

En qualité de ministre de la coopération :

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Coopération [9 novembre 1976] (p. 7793) : une coopération sous un double signe ; l'incertitude, voire l'angoisse de l'Afrique ; l'Afrique ex-portugaise ; l'Afrique australe ; la coopération plus nécessaire que jamais ; une coopération dans la dignité ; une coopération dans la diversité ; ajouter la participation des Etats selon leurs richesse et compétence technique ; rechercher avec nos partenaires l'implication des aides étrangères bilatérales ou internationales dans les grands projets ; (p. 7794) : rechercher l'efficacité ; la faible progression du budget de la coopération en 1977 ; le FAC ; la caisse centrale de coopération économique ; fixer des priorités claires ; les priorités géographiques ; la récente entrée dans la coopération d'anciens Etats colonisés ; Haïti ; les priorités sectorielles ; le transfert des connaissances ; l'assistance technique ; la recherche ; l'agriculture, second secteur privilégié ; (p. 7795) : l'aide médicale ; les infrastructures et la prospection minière et énergétique ; l'insertion de la coopération dans un ordre mondial plus équilibré et plus juste ; ressentir la coopération comme une cause nationale ; la place de la France dans le monde ; (p. 7803) : la progression des crédits du ministère de la coopération ; la caisse centrale ; le FAC ; la présentation plus claire et plus logique des crédits ; une présentation fonctionnelle du budget ; la convention de Lomé ; le FED ; l'harmonisation communautaire des aides ; la coordination de l'ensemble des services participant à la diffusion de l'aide française ; la recherche scientifique ; les émissions radio sur ondes courtes vers l'Afrique ; Mme Claustre ; (p. 7804) : la contribution des Etats à la coopération technique ; la globalisation de l'aide ; la défense de la culture française ; la fusion des services de relations culturelles du Quai d'Orsay et de la coopération ; la coopération radiophonique ; l'inflation ; les transferts de responsabilités nouvelles ; l'aide à apporter aux colonies lusophones ; l'efficacité dans le respect des priorités de nos partenaires ; le développement rural ; la concentration de nos aides en Afrique ; (p. 7805) : la coopération médicale ; l'aide des professeurs spécialistes aux étudiants africains ; la coopération réduite à l'atlantisme ; le pillage des pays africains ; la diminution de l'aide française. **Examen des crédits** [9 novembre 1976]. **Etat B - Titres III et IV** (p. 7806) : les accords de coopération avec les Seychelles et les Etats lusophones ; les actions entreprises ; repousse les amendements n°s 252 et 253 de M. Soustelle.

— **Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à M. Gabriac** décédé le 28 octobre 1976 [9 novembre 1976] (p. 7802).

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Coopération [25 octobre 1977] (p. 6550) : les incertitudes du continent africain ; la résurgence des groupes ethniques ; la contestation des frontières coloniales ; l'évolution de l'Afrique du Sud ; l'émergence d'une politique inter-africaine ; l'action de l'OUA ; le respect des principes de neutralité et de non-ingérence ; la situation économique de l'Afrique ; l'évolution des termes de l'échange ; (p. 6551) : les contrastes entre les économies des pays africains ; la nécessité d'établir des accords internationaux pour chacun des produits de base ; le montant du budget ; le maintien de l'effort global de coopération ; la déconcentration des pouvoirs au niveau des ambassades et des missions d'aide et de coopération ; la modulation de la participation des Etats aux dépenses d'assistance technique en fonction de leur richesse ; la recherche de participations d'aides étrangères bilatérale et multilatérale ; les priorités géographiques et sectorielles ; l'assistance technique ; (p. 6552) : la priorité donnée à l'enseignement professionnel ; l'effort en faveur de recherches pour le développement ; les postes budgétaires de chercheurs et techniciens créés à l'ORSTOM et au

GERDAT ; le développement rural ; la participation de la France à une opération de développement du sud-Tchad ; l'opération de la ceinture maraîchère de Kinshasa ; la coopération dans le domaine médical ; la priorité à donner à la médecine de brousse ; la coopération militaire ; les motifs militant en faveur de la consolidation de l'effort de coopération ; la construction de la « voie médiane » eurafricaine ; (p. 6553) : l'enjeu de la coopération ; (p. 6556) : la répartition des crédits consacrés aux missions d'experts ; l'envoi de professeurs de haut niveau dans les universités étrangères ; les crédits affectés aux volontaires du progrès ; l'augmentation du nombre de ces volontaires ; la sécurité des Français à l'étranger ; les conditions de réception de Radio France internationale ; (p. 6557) : le problème des accords de globalisation ; l'évolution des crédits de la coopération militaire ; la coopération industrielle et les transferts ; le développement de la coopération en matière agro-alimentaire ; le rôle des petites et moyennes entreprises ; l'élaboration du statut des entreprises coopérantes ; la priorité donnée en Côte-d'Ivoire au développement du secteur agricole ; l'orientation de la politique de défense zaïroise ; la nature de l'assistance technique au Tchad ; l'inexistence d'une coopération nucléaire militaire avec l'Afrique du Sud ; la politique de coopération militaire ; l'exemplarité de la coopération française.

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977], suppléant M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (p. 7402) : les programmes d'action prioritaires relatifs aux PTT ; la prise en compte par le projet de budget des objectifs définis par le VII[e] plan ; le problème des charges indues pesant sur le budget annexe des PTT ; (p. 7403) : l'importance du budget des PTT ; la poursuite des programmes d'équipement de la poste et des télécommunications ; la mécanisation du tri postal ; la poursuite de la modernisation des centres financiers ; le programme de création de nouveaux bureaux de poste en milieu urbain ; le renforcement de la présence postale dans les zones rurales ; l'effort d'équipement et d'organisation des services en matière de protection des personnes et des fonds ; l'amélioration de la qualité du service postal ; les délais d'acheminement du courrier ; le cas des relations intra-régionales et départementales ; l'acheminement des journaux ; la priorité accordée aux programmes d'équipement téléphonique ; les délais de raccordement ; (p. 7404) : le taux d'automatisation du téléphone ; l'effort en matière d'amélioration de la qualité du service ; la mise en service du réseau de télé-informatique Transpac ; rend hommage aux personnels des télécommunications ; l'ampleur des programmes d'investissement ; l'action des PTT en matière d'aménagement du territoire ; la valorisation du réseau de bureaux de poste en milieu rural ; la diffusion par la poste des offres d'emplois ; la généralisation des expériences de services polyvalents en milieu rural ; la contribution du téléphone au maintien de la vie en zone rurale ; la décentralisation des services des PTT ; la politique menée par les PTT en faveur du troisième âge ; (p. 7405) : l'exonération de la taxe de raccordement au réseau téléphonique ; l'aménagement du régime de priorité pour les personnes âgées ; la mise à l'étude d'un réseau national d'appels de détresse ; les créations d'emplois ; l'évolution des rémunérations ; le coût de l'ensemble des mesures spécifiques aux personnels des PTT ; les mesures en faveur du personnel ; l'application des propositions définies en novembre 1974 ; la réforme du statut des chefs d'établissement ; la situation des receveurs ; le caractère prioritaire de l'effort accompli en faveur du personnel du service général ; la revalorisation de la prime de résultat d'exploitation et de la prime de rendement ; les titularisations ; l'effort en faveur du logement d'accueil ; la priorité à donner aux équipements sociaux liés aux postes de travail ; les actions entreprises dans le domaine médical ; le financement du budget annexe des PTT ; le besoin de financement ; les moyens de financement ; le recours à l'emprunt ; (p. 7406) : le problème des charges pesant sur le budget annexe des PTT ; l'institution d'un nouveau mode de rémunération des fonds collectés par les chèques postaux ; la possibilité d'émettre des bons à moyen terme ; la volonté politique de modifier profondément le système des communications ; (p. 7412) : l'évolution du taux de rémunération des fonds collectés par les chèques postaux ; le financement du budget annexe ; les tarifs de presse ; le plan d'augmentation progressive des tarifs de presse ; la facturation détaillée des communications téléphoniques ; (p. 7413) : l'installation du téléphone chez les personnes âgées ; le coût de la mesure ; les délais de raccordement ; l'aspect social de la liste spéciale pour les veuves ; les conditions de raccordement pour les personnes âgées ; la création d'un corps spécial de sécurité ; la sécurité interne des services postaux ; l'inspection nationale de la sécurité des services postaux ; l'introduction de la commutation électronique dans le réseau ; le niveau des commandes prévues par le VII[e] plan ; les commandes en matière de commutation temporelle ; (p. 7414) : le démantèlement de l'administration des PTT ; les tarifs spéciaux de vente par correspondance ; les tarifs consentis à la presse ; la création d'emplois nouveaux ; la politique de résorption de l'auxiliariat ; l'exportation de matériels de télécommunication ; les

commandes provenant de l'étranger ; l'unité des PTT ; (p. 7415) : la titularisation sur place des auxiliaires ; les objectifs de l'opération « coup de pouce aux jeunes » ; les propositions socialistes en matière de création d'emplois ; l'imputation des crédits nécessaires à la rémunération des vacataires ; les surfaces inutilisées dans certains centraux souterrains ; le placement des bons d'épargne ; la situation des postulants originaires de province ; l'action menée en faveur des débutants sur le plan de l'accueil et celui du logement ; l'affectation des postulants dans leur région d'origine ; (p. 7416) : l'achèvement de l'automatisation ; le développement des actions de polyvalence en milieu rural ; le centre de tri de Valence ; l'automatisation du réseau d'Aquitaine.

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris
(21e circonscription)
(NI, puis RI, puis R).

En remplacement de M. Stehlin, décédé le 22 juin 1975.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [23 juin 1975] (p. 4592, 4623).

N'appartient à aucun groupe [24 juin 1975] (p. 4698).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 octobre 1975] (p. 6444).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [25 juin 1975] (p. 4752), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires culturelles familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Démissionne de cette commission [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire du haut conseil de l'audiovisuel [1er juin 1976] (p. 3593), [2 juin 1976] (p. 3630).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 8184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions de l'article 343 du **code pénal** afin d'aggraver les peines prévues en matière de **prises d'otages** (n° **2034**) [3 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions de l'article 355 du **code pénal** afin d'aggraver les peines prévues en matière d'**enlèvement de mineurs** (n° **2112**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative à la protection des locataires ou occupants de bonne foi des **locaux d'habitation** appartenant à la **catégorie II A** qui ne sont plus soumis aux dispositions de la loi du 1er septembre 1948 (n° **2231**) [28 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à autoriser les clauses d'**indexation** fondées sur le niveau général des prix (n° **2617**) [17 novembre 1976].

— **Rapport d'information,** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **régime fiscal de la presse** (n° **2633**) [19 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **compte de patrimoine familial indexé** et à intéresser le titulaire de ce compte aux progrès du franc sur le marché des changes (n° **2646**) [25 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à assurer l'existence d'un service minimum à l'**Agence France-Presse** en cas de cessation concertée du travail (n° **2737**) [20 décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article L 471 du code de la sécurité sociale** (n° **3418**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la protection et le contrôle sanitaire de certains **animaux domestiques** (n° **3447**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Gestion de l'Opéra de Paris** [26 mai 1976] (p. 3502, 3503) : les conditions posées à la poursuite d'un concours financier de l'Etat à la Réunion des théâtres lyriques nationaux ; la politique culturelle de l'Opéra de Paris.

— **Loyers de la catégorie 2 A** [16 juin 1976] (p. 4183) : conséquences de la libération des loyers de la catégorie 2 A ; fonctionnement de la commission de recours gracieux.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **29900**) : **Annulation d'un permis de construire** [18 juin 1976] (p. 4380, 4381) : permis de construire relatif à 400 logements le long du canal Saint-Martin ; cas des tours déjà construites ; défense de la sauvegarde du site parisien.

— (n° **32405**) : **Niveau de vie des familles ayant des enfants** [15 octobre 1976] (p. 6705, 6706) : étude publiée dans le *Bulletin de l'institut national d'études démographiques* de juillet 1976 ; nécessité de mener une véritable politique démographique.

• *question au Gouvernement :*

— **Constitution de fichiers statistiques et politiques** [3 novembre 1976] (p. 7419) : existence de sociétés cherchant à se constituer, sous couvert de gestion administrative et grâce à l'informatique, des fichiers à fin politique.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **33499**) : **Amélioration de la fécondité** [26 novembre 1976] (p. 8771, 8772) : nécessité de mener une politique familiale efficace.

— (n° **33936**) : **Assurance des dommages subis par les proches parents transportés** [10 décembre 1976] (p. 9243, 9244) : insuffisance de la solution des contrats d'assurance complémentaire.

• *questions au Gouvernement :*

— **Publicité mensongère** [25 mai 1977] (p. 3004) : insuffisance de la répression de la publicité mensongère ; exemple d'une présentation d'un disque d'Edith Piaf.

— **Piraterie aérienne et prises d'otages** [2 novembre 1977] (p. 6839) : coopération internationale nécessaire pour résoudre ce grave problème.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42675**) : **Contrats avec l'Afrique du Sud** [2 décembre 1977] (p. 8222, 8223) : les risques de remise en cause d'un contrat important préparé entre l'Afrique du Sud et une importante firme de matériel téléphonique.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9204) : l'inquiétude du pouvoir central face à Paris ; l'inadaptation du statut actuel par rapport aux souhaits de la population ; la valeur de la gestion des préfets de Paris ; le rôle du rapporteur général du budget de la ville ; les pouvoirs limités qu'ont, jusqu'à présent, les élus de la population ; (p. 9205) : la dépopulation de Paris ; le problème politique que pose cette évolution ; donner un maire à Paris sans oublier que la capitale n'est pas une ville comme les autres ; augmenter le nombre des élus parisiens ; admettre la thèse du Gouvernement en matière de maintien de l'ordre.

1976

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 avril 1976] (p. 1914) : s'étonne des propos tenus par M. Kalinsky ; le vote favorable des républicains indépendants.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article 15** (p. 2088) : son amendement n° 110 : conditions de création de zones naturelles d'équilibre ; retiré.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4937) : son amendement n° 43 donnant une base annuelle au calcul des jours de repos compensateur ; un système plus simple permettant une compensation et des congés supplémentaires suffisamment longs ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976] : **Article 8** (p. 6954) : son amendement n° 83 augmentant le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation à partir duquel le prélèvement s'applique ; un taux trop élevé fixé pour la suppression du prélèvement conjoncturel ; les objectifs atteints de manière progressive ; la réduction très ambitieuse de la hausse des prix des « produits manufacturés privés » ; sa disposition cohérente avec l'amendement n° 40 de la commission des finances ; (p. 6956) : les améliorations apportées au texte ; critique du taux de 1,7 % pour les cinq premiers mois ; le problème du taux majoré de TVA ; serrer la réalité de plus près ; une période insuffisante ; propose de conserver le taux de 3 % pendant les six premiers mois, de n'appliquer le taux de 2,5 % qu'au deuxième trimestre ; (p. 6957) : retire son amendement n° 83 ; [26 octobre 1976] (p. 6982) : souhaitait expliquer son vote sur l'article 8 ; (p. 7012) : l'impact de la baisse de TVA sur les prix ; la lutte contre l'inflation, un devoir national ; ne pas faire preuve de trop de sévérité ; ne pas prévoir une arme trop forte contre l'industrie et le commerce ; l'augmentation du prix des matières premières importées ; ne pas pénaliser, au nom de l'intérêt général, une partie seulement des secteurs industriels.

Deuxième partie :

Culture [5 novembre 1976] (p. 7661) : le budget de la culture, une mauvaise dissertation ; les problèmes de définition de la culture ; l'étroitesse du budget ; les élus locaux demandeurs d'une aide ; le ministre du « besoin de la culture » ; user de bon sens dans les choix budgétaires ; l'Opéra : la nécessité de se plier à l'étroitesse du marché artistique international ; (p. 7662) : les théâtres dramatiques nationaux ; la situation préoccupante du théâtre national de Chaillot ; le TNP ; le centre Georges-Pompidou ; son architecture ; une grande bibliothèque ; un grand musée d'art moderne ; un centre de création industrielle et un centre de recherche musicale ; l'accès facilité aux utilisateurs ; le respect de la place et du rôle des autres grands musées parisiens ; le musée d'art moderne de l'avenue du Président-Wilson ; le cinéma.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1976] (p. 8079) : la loi du 7 août 1974 ; les nouvelles sociétés ; le haut conseil de l'audiovisuel ; (p. 8080) : le respect des cahiers des charges des sociétés radio et télévision ; l'INA ; les redevances à FR 3 et Radio France.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8120) : une politique industrielle et une politique énergétique ; l'informatique ; CII-Honeywell-Bull ; la péri-informatique ; le secteur électro-nucléaire ; l'automobile ; (p. 8121) : les efforts de réorganisation structurelle ; la machine-outil ; l'énergie nucléaire ; l'off-shore ; le projet de loi sur la réforme du code minier ; la politique d'économie d'énergie ; les PMI ; l'établissement des jeunes.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8426) : l'effort dans les télécommunications ; un budget en forte augmentation ; les nouveaux centraux du 16e arrondissement de Paris ; les rénovations de Kléber-Passy ; le centre Auteuil-Jasmin-Trocadéro ; les difficultés du personnel ; les bureaux de poste ruraux ; rend hommage aux personnels des PTT.

Commerce extérieur [20 novembre 1976] (p. 8448) : la modicité des crédits du com-

merce extérieur ; (p. 8449) : un travailleur sur quatre vit de l'exportation ; la France, quatrième exportateur mondial ; le succès de l'Allemagne bâti sur l'exportation ; la politique du stop and go ; le réveil des protectionnismes de nombreux pays.

Articles et articles additionnels non rattachés. Explications de vote [20 novembre 1976] (p. 8555) : le contrôle parlementaire du budget de l'Etat ; le résultat de ce travail ; le peu de temps consacré à l'examen du budget social de la nation ; les promesses tenues vis-à-vis de l'enseignement privé agricole et des anciens combattants ; l'importance de l'investissement ; (p. 8556) : un budget novateur en matière fiscale ; le prélèvement conjoncturel ; une conjoncture difficile ; une épargne populaire indexée ; sa confiance envers le ministre.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° **2298**). **Discussion générale,** rapporteur pour avis [24 novembre 1976] (p. 8646) : est opposé à la question préalable ; le projet : préserver la presse des dangers du combat financier ; la presse, une marchandise différente des autres ; la tradition démocratique d'aide à la presse ; le dispositif d'aide à la presse depuis 1934 ; (p. 8647) : l'accroissement indispensable de l'aide à la presse ; la concurrence ; le tirage offset ; les tables rondes ; le problème des périodiques non quotidiens ; la discrimination par le contenu inapplicable ; le « sifflet » trop contraignant ; le droit d'option ; un projet intéressant qui permet de sauvegarder le pluralisme des opinions. **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8662) : approuve l'amendement n° 11 du Gouvernement ; n'a pas examiné le sous-amendement n° 20 de M. Fillioud ; s'oppose au sous-amendement n° 22 de M. Gosnat. **Article 4** (p. 8665) : sa proposition d'amendement jugée irrecevable concernant les droits à déduction des entreprises qui composent, impriment ou éditent. **Article 7** (p. 8667) : le problème de l'extension du bénéfice de l'article 39 *bis* du CGI aux travaux nécessaires à l'exécution des travaux de composition et d'impression. **Article 8** (p. 8669) : son sous-amendement n° 19 prenant en compte les mesures transitoires ; retire son sous-amendement n° 19.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France** (n° **2550**). **Discussion des articles** [7 décembre 1976]. **Article 16** (p. 9049) : son amendement n° 20 indiquant que l'abrogation du premier alinéa du paragraphe 1er de l'article 164 du CGI prendra effet à compter du 1er janvier 1979 ; le problème du délai d'application de la disposition en cause ; les négociations en cours ; une situation anormale depuis plus de quarante ans ; (p. 9050) : retire son amendement n° 20 ; le problème humain.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9648) : l'importance et la variété des problèmes de l'architecture ; le cadre de vie ; la mutation de la fonction architecturale traditionnelle ; les architectes dépossédés de l'architecture ; la loi du 31 décembre 1940 ; la responsabilité des pouvoirs publics ; le développement des initiatives privées ; assainir la situation ; favoriser la bonne architecture au détriment de la mauvaise ; la moralisation de la profession ; les conseils d'architecture ; la formation des architectes. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9675) : ses remarques sur le vote par division ; (p. 9676) : est favorable à l'amendement n° 144 rectifié de M. Claudius-Petit. **Article 4** (p. 9701) : soutient l'amendement n° 117 de M. Joanne proposant l'expression « à usage personnel » ; repoussé ; (p. 9703) : soutient l'amendement n° 32 de M. Bolo : le caractère suffisant d'une attestation de la consultation du conseil d'architecture ; le problème d'un avis conforme ; la précision de la nature juridique de ce visa ; ne pas surcharger de travail les conseils d'architecture ; le délai de deux ans avant l'obligation d'une consultation ; repoussé ; (p. 9705) : les opérations de réhabilitation. **Article 4** *bis* (p. 9706) : la nécessité de l'établissement des modèles par un architecte. **Article 5** (p. 9707) : soutient l'amendement n° 38 de M. Bolo reprenant les termes utilisés par le texte sur l'urbanisme ; retire le terme « usagers » dans son amendement n° 38 ; substitue les mots « représentants de l'Etat » au mot « Etat » ; adopté après adoption du sous-amendement de M. Fanton ; (p. 9708) : soutient l'amendement n° 39 de M. Bolo supprimant la participation directe au conseil des organismes d'études exerçant des activités dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme ; devenu sans objet ; (p. 9709) : soutient l'amendement n° 43 de M. Bolo : les organismes de tutelle des conseils d'architecture ; éviter la tutelle unique du ministère de l'équipement ; retiré. **Article 6** (p. 9710) : soutient l'amendement n° 46 de M. Bolo augmentant la souplesse du texte et prévoyant la participation facultative des conseils d'architecture à ces instances administratives ; adopté. **Article 7** (p. 9712) : soutient l'amendement n° 48 de précision de M. Bolo ; adopté. **Article 11** (p. 9719) : soutient l'amendement n° 141 de M. Bourson indiquant que quelle que soit la forme sociale adoptée, tout associé architecte répond des actes professionnels qu'il

accomplit pour le compte de la société ; devenu sans objet. **Article 13** (p. 9724) : soutient l'amendement n° 51 de M. Bolo tendant à supprimer le cinquième alinéa de l'article 13 dans un but de clarté ; adopté ; (p. 9725) : son amendement n° 116 : le cas des filiales d'un groupe ; son amendement n° 118 : les limites des activités accessoires ; (p. 9726) : ses deux amendements n°s 116 et 118 répondant à un souci de neutralité ; repoussés. **Article 29** *bis* (p. 9740) : est favorable à la réduction radicale du champ actuel des exemptions du permis de construire souhaitée par le Gouvernement ; un délai d'un mois insuffisant ; (p. 9741) : souhaite un délai variable dans l'amendement n° 137 du Gouvernement ; moduler les délais en fonction de la nature des travaux ; la nature juridique de l'avis. **Article 34** (p. 9744) : soutient l'amendement n° 1 de M. Ferretti : admission des salariés et des sociétés d'études et d'architecture au bénéfice de l'article 34. **Après l'Article 42** (p. 9746) : un délai d'un an insuffisant pour clarifier les problèmes de l'enseignement de l'architecture. **Titre** (p. 9747) : le caractère vague du titre « Projet de loi sur l'architecture ».

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [12 avril 1977] : **Article 7** (p. 1726) : le caractère inacceptable de la modification des conditions d'exploitation en cas de succès d'une recherche. [13 avril 1977] : **Article 24 : Article 132 du code minier** (p. 1760) : soutient l'amendement n° 31 de M. Mesmin : communication des documents et renseignements d'ordre géotechnique ; adopté.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2253) : les résultats du premier plan Barre ; les mesures de lutte contre le chômage ; la dégradation du pouvoir d'achat des familles; les mesures proposées en faveur des retraités ; la durée légale du travail ; la relance des investissements ; le déblocage des crédits du FAC ; (p. 2254) : l'impact des mesures en faveur de l'emploi ; les conditions du recours à l'emprunt ; l'indexation des emprunts ; les conséquences d'une telle indexation sur la situation de la Bourse et l'inflation.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Première lecture. Discussion générale** [11 mai 1977] (p. 2660) : la nécessité d'entreprende des réformes proposées par la commission Sudreau ; l'exacerbation par le projet de loi des différences de traitement existant entre les diverses branches de l'activité nationale ; l'apparition des différences de situations entre les régions françaises ; l'application progressive de la loi ; (p. 2661) : ne pas entraver le dynamisme des entreprises. **Discussion des articles. Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2665) : souhaite que son amendement n° 31 soit discuté un peu plus loin dans la discussion ; réservé ; (p. 2667) : son amendement n° 31 : calcul du seuil d'application de la loi à l'effectif moyen annuel des salariés ; retiré ; **Article L 438-2 du code du travail** (p. 2668) : son amendement n° 32 : suppression de l'enregistrement des données des deux années précédentes ; (p. 2669) : le choix par les entreprises de leurs références dans le passé ; adopté ; **Article L 438-3 du code du travail** (p. 2671) : son amendement n° 33 : adaptation de la nature du bilan social aux divers établissements considérés ; retiré ; **Article L 438-5 du code du travail** (p. 2673) : soutient l'amendement n° 9 de M. Caille : communication du bilan social aux représentants syndicaux du comité d'entreprise ; adopté. **Article 3** (p. 2675) : soutient l'amendement n° 15 de M. Caille : modalités d'entrée en vigueur de la loi ; (p. 2676) : la simplicité du dispositif proposé par le Gouvernement ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4326) : soutient l'amendement n° 8 de M. Caille : fixation à 750 salariés du seuil d'application du bilan social ; réservé ; soutient l'amendement n° 9 de M. Caille : suppression du texte proposé pour l'article L 438-1 *bis* du code du travail ; la complexité du dispositif proposé par le Sénat ; propose une modification de l'amendement de la commission à l'article 3 ; amendement n° 9 retiré ; (p. 4327) : soutient l'amendement n° 10 de M. Caille : modalités de fixation de la liste des informations que doit contenir le bilan social ; retiré : (p. 4328) : le caractère superflu de l'appel à un expert-comptable ; son amendement n° 14 : suppression des dispositions relatives à la communication du bilan social aux délégués syndicaux ; se déclare favorable à la consultation des délégués syndicaux ; le caractère obligatoire de la consultation de ces délégués ; amendement n° 14 repoussé. **Article 2** (p. 4329) : son amendement n° 17 : sanctions applicables à l'employeur en cas de non-présentation du bilan social d'entreprise ou d'établissement ; adopté. **Article 3** (p. 4330) : soutient l'amendement n° 12 de M. Caille : modalités d'entrée en vigueur de la loi et réalisation du bilan de l'entreprise sur le premier exercice financier suivant la date de franchissement du seuil d'application

par l'entreprise ; son amendement n° 15 : modalités d'entrée en vigueur de la loi et réalisation du premier bilan de l'entreprise lors de la première année de franchissement du seuil d'application par l'entreprise ; amendement n° 12 retiré. **Article premier** (*suite*) : la fixation du seuil d'application du projet de loi ; (p. 4331) : les mesures adoptées par le Sénat ; amendement n° 3 précédemment réservé adopté. **Article 3** (*suite*) : amendement n° 15 adopté.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion des articles** [9 juin 1977]. **Après l'article premier** (p. 3630) : son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 4 de M. Le Theule : présence obligatoire au sein des sections de membres choisis en raison de leur compétence en matière économique et sociale ou de consommation ; retiré. **Article 2** (p. 3632) : son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 5 de M. Le Theule : inclusion dans le champ d'application de l'article des entreprises dont l'action est économiquement déterminée par les entreprises comprises dans la concentration ; la non-extension des contrôles aux entreprises clients-fournisseurs ; repoussé. **Article 9** (p. 3636) : son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 15 de M. Le Theule : injonction pouvant se substituer en cas de preuve d'une stipulation contraire antérieure de plus de trois ans à l'injonction préalable ; la possibilité pour les parties en cause d'avoir procédé à des stipulations contraires un certain temps avant l'injonction ; les risques encourus par la sécurité juridique des parties et des tiers ; l'introduction d'une notion de prescription de trois ans dans les possibilités d'action des autorités publiques ; (p. 3637) : l'introduction par son sous-amendement de plus de souplesse à l'égard des situations tout à fait légales à l'origine ; nouvelle rédaction de son sous-amendement n° 40 : limitation à trois ans du contrôle *a posteriori* du ministre de l'économie ; l'adaptation du contrôle pour les entreprises antérieures au délai de trois ans ; le cas de deux sociétés ayant fusionné antérieurement ; repoussé. **Article 20** (p. 3642) : son amendement n° 41 : suppression de la saisine de la commission par les collectivités territoriales ; retiré. **Article 21 : Article 53 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3643) : soutient l'amendement n° 45 de M. Papon : suppression de la possibilité donnée au ministre de l'économie d'ordonner la publication ou l'affichage des sanctions pécuniaires ; repoussé. **Article 59 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3646) : son amendement n° 43 rectifié : réserves à la transmission du dossier au Parquet de l'exercice de l'action publique et de l'action civile devant la juridiction pénale ; le texte proposé par le Gouvernement pour l'article 59 de l'ordonnance ; l'éventualité d'une confusion entre la procédure pénale et la procédure civile dans le rapport de la commission ; les conséquences du maintien de l'article 419-2° du code pénal ; la modification de son amendement ; retiré.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 8** *bis* (p. 4337) : son amendement n° 1 de suppression ; le financement des dépenses de contrôle de l'application de la loi ; la prolifération des taxes parafiscales ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5945) : l'existence de dispositions proches de l'amendement n° 81 de M. Burckel.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 9** (p. 6240) : son amendement n° 148 rectifié : modalités de taxation de certains éléments du train de vie ; l'exigence de la réunion de quatre au moins des éléments du train de vie ; le montant du plancher d'application de la taxe ; la nécessité de ne pas pénaliser la pratique du golf ; amendement n° 148 rectifié adopté après adoption du sous-amendement n° 152 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche, débat du 12 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 19 octobre 1977] (p. 6323) : le rang de la France par rapport aux pays étrangers dans le domaine de la recherche ; l'attribution des prix Nobel ; le problème du développement de la recherche ; le développement de la recherche scientifique en liaison avec l'enseignement ; l'information de la jeunesse ; la situation du Palais de la Découverte ; le rôle de l'académie des sciences.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7482) : l'écoute à l'étranger de la radio nationale ; l'amélioration de l'écoute de France Inter dans le Sud-Est ; l'abaissement de la puissance de l'émetteur de Radio Monte-Carlo ; l'implantation d'un deuxième émetteur d'ondes moyennes desservant la région de Nice et le nord de la Corse ; la

couverture radiophonique de la Corse ; (p. 7483) : l'écoute de Radio France dans le pays basque ; la modulation de fréquence ; la diffusion d'un programme de musique classique en modulation de fréquence.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8003) : la volonté du Président de la République relative à l'indemnisation des rapatriés ; (p. 8004) : élargir la priorité donnée aux personnes à faible espérance de vie ; l'indexation des titres ; leur cessibilité ; la garantie ; la valeur illusoire de la garantie limitée aux emprunts contractés avant la parution de la loi ; le renforcement des moyens de l'ANIFOM ; la création d'une commission nationale de concertation et d'une mission interministérielle d'action ; la tutelle du ministre des finances sur l'ANIFOM ; créer auprès du Premier ministre un véritable office national des Français rapatriés.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Première lecture. Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 6** (p. 8438) : soutient l'amendement n° 9 de M. Cressard : possibilités d'une truction en cas d'augmentation de la redevance révision amiable ou judiciaire des baux à conssupérieure au quart du prix précédemment fixé; la réglementation des loyers perçus par le preneur dans le cadre général du contrôle des prix; le paiement au bailleur d'un loyer indexé sur l'indice de l'INSEE du coût à la construction ; le fonctionnement de la loi du 16 décembre 1964 ; (p. 8439) : l'insuffisante clarté de l'amendement n° 81 du Gouvernement ; repoussé. **Après l'Article 8** (p. 8445) : son sous-amendement n° 79 à l'amendement n° 21 du Gouvernement : non-application des dispositions de l'article aux dépassements de rémunérations dues à une promotion résultant d'un accroissement des responsabilités ; ne pas décourager la prise des responsabilités ; son accord sur la modification rédactionnelle proposée par le Gouvernement ; sous-amendement n° 79 rectifié adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9104) : l'omission par l'article 6 de dispositions relatives à la durée de la révision des loyers ; faire en sorte que la révision porte sur la période triennale écoulée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3145**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8468) : la protection du consommateur ; clarifier le dispositif réglementaire et les pénalités encourues en cas d'infraction ; élaborer une charte des consommateurs ; les dispositions de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes ; assurer aux producteurs comme aux distributeurs la plus grande liberté de conception possible ; le caractère implicite en droit pénal de l'existence de l'intention frauduleuse ; les conditions de la protection des consommateurs. **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Article 12** (p. 8559) : son amendement n° 88 : rétablissement de la référence aux usages commerciaux ; les conditions d'application des usages commerciaux aux produits nouveaux ; adopté. **Article 13** (p. 8560) : son amendement n° 89 : suppression des dispositions relatives à l'interdiction des saisies d'objets, de produits ou d'appareils permettant d'effectuer des falsifications ; les conséquences de la suppression des autorisations judiciaires ; l'autorité chargée de décider si les appareils sont propres à effectuer des falsifications ; adopté ; [12 décembre 1977] : **Article 35** (p. 8595) : son amendement n° 90 : de suppression ; non soutenu. **Article 36** : son amendement n° 91 : fixation du taux maximal de l'amende à 30 % des dépenses de la publicité constituant le délit en cas d'établissement de la preuve de la mauvaise foi ; non soutenu. **Article 37** (p. 8587) : son amendement n° 92 : suppression de l'application des pénalités en cas de refus de communication des publicités diffusées ; non soutenu. **Article 37** *bis* : son amendement n° 93 rectifié : modification de l'article L 551 du code de la santé publique ; non soutenu.

— **Projet de loi relatif aux procédures d'intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat dans le paiement de certaines créances de petites ou moyennes entreprises** (n° **3117**). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8602) : son amendement n° 3 : application des dispositions de l'article aux entreprises titulaires ou sous-traitantes d'un marché d'une collectivité locale, d'un établissement public ou d'un organisme d'HLM ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution ; le champ d'application du décret du 29 août 1977 ; amendement n° 3 retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ensemble quatre annexes ouvertes à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne, jusqu'au 31 décembre 1974** (n° **3201**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8953) : la protection de la faune et de la flore ; les graves déséquilibres de situation entre producteurs français et ceux des pays concurrents pour l'écaille de tortue marine ; son approbation de la ratification de la convention.

GARCIN (Edmond)

Député des Bouches-du-Rhône
(6e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des subventions et prêts d'Etat accordés à la société nouvelle de gestion des établissements Coder de Marseille** (n° **744**) [6 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 744) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des subventions et prêts d'Etat accordés à la société nouvelle de gestion des établissements Coder de Marseille** (n° **878**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (nos 104, 185 et 311) tendant à faire du **8 mai un jour férié** (n° **1056**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à étendre aux **expertises pénales** les règles relatives aux **droits de la défense** (n° **1366**) [5 décembre 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'entreprise Titan-Coder** [2 octobre 1974] (p. 4668, 4669).

— **Situation de Titan-Coder** [30 octobre 1974] (p. 5624).

• *questions orales avec débat :*

— **de MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **1963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3682) : situation préoccupante de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône malgré le développement de Fos ; le chômage des jeunes ; les congés sans solde ; la situation des travailleurs immigrés.

• *questions au Gouvernement :*

— **Mouvement de protestation dans les universités** [14 avril 1976] (p. 1714) : critique de l'attitude de Mme Saunier-Seïté et de la réforme qui soumet la formation des étudiants aux exigences du patronat ; demande un débat sur l'université française et une négociation avec les organisations représentatives de l'université.

— **Statut des internes des centres hospitaliers** [20 avril 1977] (p. 1954) : la grève nationale des internes ; les mauvaises conditions de travail et de carrière des internes et des chefs de clinique des hôpitaux de France.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** (n° **357**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 juin 1973]. **Article premier** (p. 2151) : son amendement ; nécessité de moyens financiers importants ; coût de la protection contre les eaux ; (p. 2152) : insuffisance de la part prise par l'Etat dans le financement des travaux ; cas des travaux réalisés dans le département des Bouches-du-Rhône ; problème des responsabilités faisant l'objet de son amendement ; cas des travaux projetés à Aubagne ; problème de la responsabilité en cas d'inondation ; nécessité pour l'Etat d'envisager des travaux de protection contre les inondations ; (p. 2153) : sa réponse au Gouvernement, maintient son amendement. **Deuxième lecture** [26 juin 1973]. **Article premier** (p. 2625) : son amendement, son rejet par le Sénat, explications fournies par le Gouvernement, ses arguments pour le maintien de son amendement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5130) : délinquance juvénile, accroissement du nombre des mineurs délinquants ; éducation surveillée en milieu ouvert ; disproportion entre le secteur public qui manque de crédits et le secteur privé ; insuffisance du personnel éducatif tant sur le plan qualitatif que quantitatif ; régimes statutaires et indemnitaires des personnels édu-

catifs ; (p. 5131) : indemnité unique de sujétion spéciale ; sous-équipement des structures d'hébergement et d'action éducative ; situation des services de l'éducation surveillée ; problème de la prévention, sa référence à un article de Mme Claire Bisset (*Le Figaro*, 14 octobre 1973) ; incidents de Meudon et refus de création d'une commission de contrôle parlementaire ; politique d'éducation nationale suivie par le pouvoir et ses conséquences ; perspectives offertes à la jeunesse ; loisirs des jeunes ; insuffisance des équipements collectifs; politique du logement et délinquance juvénile ; crise de la société.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5660) : charges scolaires pesant sur les familles ; situation des CET dans les Bouches-du-Rhône ; sa question sur le financement des établissements du second degré prévus pour la rentrée 1974 ; normes de sécurité ; collège d'Aubagne ; (p. 5661) : insuffisance des CET ; reclassement indiciaire des inspecteurs de l'enseignement technique ; conditions de travail des enseignants du second degré ; revalorisation de la fonction enseignante ; nécessité de la promotion de l'enseignement technique long, formation des maîtres ; suppression des crédits pour les IPES ; auxiliariat ; sécurité des élèves, proteste contre les propos tenus par M. Ségard (qualification professionnelle et appartenance politique des enseignants).

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6028) : situation des rapatriés ; retards dans le règlement des dossiers d'indemnisation ; avance aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et extension aux plus de soixante ans et aux cas sociaux ; agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer et lettre circulaire d'un secrétaire d'Etat candidat aux élections législatives ; indemnisation, moratoire des dettes et prestations d'accueil et de réinstallation ; propositions du groupe communiste.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice [14 novembre 1974] (p. 6418) : l'évolution des crédits de l'éducation surveillée est loin de correspondre à l'évolution de la délinquance des jeunes la situation des personnels de l'éducation surveillée ; prison et répression ne sont pas des solutions aux problèmes de la jeunesse.

Economies et finances. — I. **Charges communes** [20 novembre 1974] (p. 6863) : évoque le problème des rapatriés ; la nécessité de réviser cette loi et la lenteur désespérante de l'indemnisation.

1975

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'indemnisation des rapatriés** (n° **1508**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1911) : les méthodes autoritaires et précipitées du Gouvernement : le blocage des dossiers d'indemnisation des rapatriés ; (p. 1912) : les vaines promesses du Président de la République ; modifier la loi de 1970 ; la proposition de loi du groupe communiste de 1968.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [3 juin 1975. **Article premier : Article 239 du code civil** (p. 3518) : son amendement n° 10 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 240 du code civil** (p. 3519 : son amendement n° 11 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 241 du code civil** (p. 3523) : son amendement n° 12 : supprimer l'article ; devenu sans objet.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4315) : l'inégalité dans l'enseignement supérieur ; la reproduction par l'école des inégalités de la société actuelle ; la nécessité impérieuse de lutter contre les retards scolaires ; l'oubli par le projet du mot de « gratuité » ; une école qui coûte de plus en plus cher aux familles ; (p. 4316) : la diminution de l'aide de l'Etat ; le caractère révoltant de l'inégalité sociale qui frappe les enfants ; le rôle capital du milieu d'origine sociale ; ouvrir la voie à une école véritablement démocratique ; les demandes du parti communiste. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 2** (p. 4427) : critique l'amendement n° 24 défendu par M. Legendre ; (p. 4428) : s'élève contre l'amendement n° 50 de M. Ligot. **Article 7** (p. 4460) : son amendement n° 15 : permanence du souci de rattrapage à tous les niveaux de l'éducation nationale ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6188) : insuffisance du crédit figurant au chapitre 66-23 pour les CES.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8194) : l'absence de véritable gratuité de l'enseignement ; (p. 8195) : les charges qui pèsent sur les familles ; le problème des bourses et des transports scolaires ; le problème de la gratuité scolaire.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant**

l'article L 351-4 du code du travail (n° **1482**) [26 novembre 1975] (p. 8967) : son groupe votera le projet malgré ses insuffisances ; se demande s'il faudra que les jeunes aillent en prison pour pouvoir bénéficier de l'aide publique.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1823) : s'étonne que le projet ne fasse pas mention des carrières ; la proposition du groupe communiste du 20 décembre 1973 ; l'absence de coordination entre les différentes dispositions existantes ; créer des commissions départementales de lutte contre la pollution et la sauvegarde de l'environnement ; les problèmes qui se posent en matière d'exploitations agricoles ; (p. 1824) : s'attaquer aux contraintes du profit. **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article premier** (p. 1829) : son amendement n° 44 : extension du champ d'application du projet aux carrières ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 1830) : son amendement n° 45 : création d'une commission départementale contre la pollution ; repoussé. **Article 6** (p. 1837) : son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 14 présenté par M. Bignon : consultation pour avis conforme des conseils municipaux ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 1840) : son amendement n° 47 : protection des viticulteurs contre la pollution ; adopté après adoption du sous-amendement n° 68 de M. Bayou. **Article 10** (p. 1841) : défend le sous-amendement n° 48 de M. Maisonnat à l'amendement n° 17 de M. Charles Bignon : saisine des demandes de déclaration ; retiré. **Article 11** (p. 1842) : défend l'amendement n° 49 de M. Maisonnat : consultation des conseils municipaux ; retiré. **Article 17** (p. 1848) : son amendement n° 50 devenu sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 3** *bis* (p. 3217) : soutient l'amendement n° 63 de M. Weber concernant les parents isolés n'ayant pas trouvé de travail ; repoussé. **Article 4** (p. 3219) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Chonavel tendant à éviter une interprétation abusive du concept de faute grave ; repoussé ; (p. 3220) : son amendement n° 67 identique à l'amendement n° 18 de Mme Missoffe ; repoussé ; soutient l'amendement n° 68 de Mme Moreau supprimant la dernière phrase du troisième alinéa du paragraphe II de l'article 4 ; repoussé.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 22** *bis* **de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement** (n° **71**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 juin 1976]. **Article 2** (p. 4901) : défend l'amendement n° 1 de M. Kalinsky visant à étendre la protection spéciale et rétablissant le texte de l'Assemblée ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 5078) : soutient l'amendement n° 1 de M. Villa tendant à revenir à la représentation proportionnelle ; repoussé. **Avant l'Article 2** (p. 5085) : soutient l'amendement n° 3 de M. Bustin concernant l'élection et la représentation proportionnelle des conseillers généraux ; repoussé. **Article 3** (p. 5088) : défend l'amendement n° 6 de M. Barel excluant de l'article 3 les villes de Toulouse et de Nice ; repoussé. **Article 4** (*suite*) (p. 5092) : défend l'amendement n° 24 de M. Lazzarino tendant à modifier le tableau annexé pour la ville de Marseille en fonction de la population totale de la ville et de celle de chaque secteur ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion de l'Article unique** [7 juillet 1976]. **Article unique** (p. 5144) : maintient son amendement n° 3 fixant la consultation des formations politiques du territoire ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7342) : le ministère de la loi ; le problème des délinquants juvéniles ; le budget de l'éducation surveillée en régression ; l'insuffisance du nombre des éducateurs ; la progression de la délinquance juvénile ; le profit du crime ; le trafic des stupéfiants ; l'insécurité ; la violence ; la répression : avoir le temps et les moyens de vivre ; l'avenir bouché pour les jeunes.

Education [17 novembre 1976] (p. 8192) : la situation et la titularisation des maîtres auxiliaires ; les syndicats d'enseignants de l'académie Aix-Marseille.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8359) : la transformation de la patente en taxe professionnelle ; le cas des Bouches-du-Rhône ; les familles victimes des hausses des impôts locaux ; la délinquance juvénile.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel-Dassault** (n° **2522**). **Discussion de l'Article unique** [3 novembre 1976] (p. 7431) : soutient l'amendement n° 5 de M. Kalinsky indiquant que l'enquête portera également sur l'évasion et la fraude fiscale des grandes entreprises privées et notamment sur celles du groupe Dassault ; les accusations portant sur les sociétés nationales ; l'importance de la fraude fiscale ; son amendement n° 6 demandant que la priorité des investigations de la commission d'enquête soit consacrée à la société Marcel-Dassault et que pour faciliter l'enquête le secret bancaire soit levé ; amendements n[os] 5 et 6 repoussés.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 25** (p. 8812) : les difficultés budgétaires des communes ; les subventions dérisoires de l'Etat ; la TVA ; le VRTS ; la hausse des impôts locaux ; (p. 8813) : la taxe d'habitation ; l'aggravation des conditions de vie.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9145) : l'éducation ; la gratuité scolaire ; le sort des maîtres auxiliaires ; les dotations insuffisantes des CES, des lycées et des établissements d'enseignement spécialisé ; la politique d'austérité vis-à-vis de l'éducation ; (p. 9146) : l'université de Provence, Aix-Marseille 1 et ses problèmes ; les crédits d'équipement du secrétariat d'Etat à la culture amputés ; les difficultés de l'enseignement musical en France ; (p. 9147) : les libertés, le président de l'université Aix-Marseille 3 et l'inspecteur d'académie des Bouches-du-Rhône. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 4** (p. 9169) : soutient l'amendement n° 3 de M. Gosnat ; supprimer les tarifs préférentiels aux grandes sociétés ; le prix payé par les gros clients ; la suppression des tarifs préférentiels aux grandes entreprises ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977] (p. 6567) : les sanctions prises à l'encontre de cinq éducateurs de la prison de Fleury-Mérogis ; l'instauration d'une prime unique pour les personnels d'éducation surveillée.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6587) : la crise de la société française ; l'augmentation de la délinquance juvénile ; (p. 6588) : l'explication des réactions des jeunes ; le chômage, cause principale de l'insécurité ; la résolution du vingt-deuxième congrès du parti communiste français sur la morale ; la délinquance « en col blanc » ; délinquance et capitalisme ; l'introduction de l'informatique au ministère de la justice ; la nécessité d'assurer une protection judiciaire de l'enfance ; le maintien de la vocation strictement éducative de l'éducation surveillée ; les propositions communistes en matière d'amélioration du service de la justice ; la nécessité d'une autre politique.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6875) : les conditions de financement du projet de loi sur l'indemnisation des rapatriés ; la répartition des crédits du titre IV ; les conditions d'accueil des familles rapatriées du Viet-Nam ; la satisfaction des revendications des harkis ; le devenir des agents de l'ANIFOM.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7647) : la crise de la construction et de la réparation navales françaises ; les entreprises en crise ; les prévisions du VII[e] Plan ; les concentrations d'entreprises ; le caractère international de la composition des conseils d'administration des sociétés de construction et de réparation navales ; la nécessité d'une autre politique de réparation et de construction navales ; lier les financements publics au caractère national des commandes de navires ; imposer une réparation annuelle des navires ; développer la vocation de l'industrie de la réparation et de la construction navales.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 7999) : la responsabilité des Gouvernements face aux problèmes de l'indemnisation ; les dispositions législatives relatives à l'indemnisation des rapatriés ; l'attitude du parti communiste vis-à-vis des rapatriés ; les propositions communistes ; le remboursement des certificats d'indemnisation ; la compensation de l'érosion monétaire ; (p. 8000) : la constance de l'échelonnement du remboursement quel que soit le montant des patrimoines en question ; l'absence des revalorisations prévues pour l'indemnisation des meubles d'usage courant ; les amendements du groupe communiste ; réaliser l'indemnisation dans un délai de cinq ans de manière échelonnée ; le financement de l'indemnisation ; l'instauration d'un impôt sur la fortune des personnes physiques ; la réalisation des décrets d'application en consultation avec les associations représentatives des rapatriés ; la déclaration d'irrecevabilité de certains amen-

dements ; le remboursement des certificats d'indemnisation en dix ans ; l'indexation du montant des titres prioritaires et des certificats d'indemnisation ; la réouverture des délais pour le dépôt des dossiers ; le relèvement du minimum d'indemnisation ; les problèmes des retraités ayant exercé une profession salariée ; la sécurité du travail des personnels de l'ANIFOM ; l'intégration des agents non titulaires ; les conditions de vie des Français musulmans. **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 7** (p. 8072) : l'amendement n° 106 du Gouvernement relatif à la délivrance de titres d'indemnisation prioritaires aux personnes âgées ayant un revenu brut inférieur à celui du SMIC ; le nombre des bénéficiaires des dispositions de l'amendement n° 106 du Gouvernement ; le problème des retraités. **Article 10** (p. 8080) : soutient l'amendement n° 69 de M. Arraut : acceptation des titres prioritaires et des titres d'indemnisation en remboursement des dettes de toute nature de leurs détenteurs et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; amendement n° 69 réservé. **Article 14** (p. 8087) : soutient l'amendement n° 70 de M. Cermolacce : consultation des associations représentatives des salariés préalablement à l'établissement du décret en Conseil d'Etat ; réservé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Après l'Article 16** (p. 8121) : le dépôt par le Gouvernement d'un amendement portant titularisation des personnels contractuels de l'ANIFOM ; permettre à ces personnels de choisir leurs conditions de réintégration ; prévoir des cycles d'adaptation professionnelle spécifique aux agents de l'ANIFOM ; la prise en considération des services effectués ; prendre en compte les situations de famille ; (p. 8122) : l'engagement du Gouvernement à déposer un amendement relatif à la titularisation des personnels contractuels de l'ANIFOM.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre I (articles premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° **3236**). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8138) : la réforme de l'entreprise ; le rapport Sudreau ; les déclarations de M. Ferry, président de l'AGREF ; « l'illusion » de la participation ; le principe de cosurveillance ; le « mouvement » d'adaptation du capitalisme européen aux conditions nées de la crise ; le maintien des pouvoirs du patronat ; la division des salariés ; le sort des contre-projets de résolution prévus à l'article 8 ; la participation à la gestion, fausse fenêtre de la collaboration de classe ; la participation au bénéfice ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste en novembre 1975 ; (p. 8139) : la démocratisation de l'entreprise ; le vote hostile du groupe communiste.

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre I du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié par la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de la qualité de la vie [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le ministre de la qualité de la vie [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **réforme du statut du fermage** (n° **106**) [12 avril 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XXII : Départements d'outre-mer** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les assurés de tous les régimes obligatoires de sécurité sociale, anciens **déportés ou internés** titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance ou de la carte de déporté ou interné politique, d'une **pension de retraite** calculée à cinquante-cinq ans au taux normalement applicable à soixante-cinq ans (n° **1863**) [30 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XXII : Départements d'outre-mer** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XXII : Départements d'outre-mer** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Construction et utilisation des véhicules épandeurs de goudron** [21 décembre 1977] (p. 9145) : situation de l'usine de fabrication de Craon (Mayenne) ; interprétation de l'arrêté du 18 novembre 1975.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi** relatif à la **retraite de réversion en agriculture** (n° **449**). **Discussion générale** : [27 juin 1973] (p. 2560) : Maintien d'une discrimination entre les mères de famille selon l'assujettissement au régime social ; cas de l'avancement d'une année de l'âge de la retraite ; exclusion du bénéfice de ces avantages des mères de famille femmes d'agriculteurs non salariées et femmes d'artisans et de commerçants.

— **Proposition de loi** tendant à **réglementer la location du droit de pêche aux groupements de marins-pêcheurs professionnels dans certains étangs salés privés du littoral** (n° **268**). **Discussion des articles** [28 juin 1973] : **Article 2** (p. 2628) : ses sous-amendements, droit au bail, procédure d'adjudication, priorité des associations de pêcheurs, constitution en coopération, élevages de poissons.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [26 octobre 1973] (p. 4928) : ses observations sur la présentation des fascicules budgétaires, forte proportion du secteur tertiaire dans la formation de la production intérieure brute, difficultés de l'emploi, insuffisance de la production agricole, ses observations sur les méthodes agricoles en Guyane, DOM et Marché commun, FEOGA, production de rhum ; tourisme, absence de réponses à ses questions concernant la reconversion de l'industrie sucrière et la forêt guyanaise ; (p. 4939) : ses mises au point concernant les propos de MM. Césaire (Marché commun et DOM) et Jean-Pierre Cot (progression du tourisme, présence de la Légion étrangère en Guyane).

— **Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA** [6 novembre 1973] (p. 5243) : promotion de l'exploitation familiale ; objectif de l'UDR en matière de politique agricole ; notion d'exploitation familiale ; insuffisance des crédits relatifs à l'enseignement agricole ; parité non établie entre les besoins de l'éducation nationale et ceux de l'enseignement agricole ; situation des établissements privés reconnus ; sa réfutation de la précision de diminution des effectifs de l'enseignement privé par l'administration ; demande avec insistance que soit donnée l'assurance que ces transferts nécessaires seront opérés s'il y a lieu ; nécessité de revoir en hausse les crédits accordés à l'enseignement agricole aussi bien public que privé ; inquiétude de son groupe quant à la situation qui est faite à l'Institut national de la recherche agronomique ; situation de dépendance de notre approvisionnement en matières protéiques destinées à l'alimentation du bétail ; caractère fondamental de la tâche de l'INRA ; souhaite que soient revues les dispositions budgétaires relatives à cet organisme ; programme de financement des adductions d'eau et engagements pris à Provins ; ses craintes quant au respect des délais prévus si l'effort n'est pas accru dans ce domaine ; conséquence d'un manque d'équipement en matière d'adduction d'eau sur le plan économique, sur le plan social et au niveau psychologique ; situation des jeunes ménages à la campagne ; priorité de tout pre-

mier ordre pour laquelle il faut consentir un effort particulier ; soutien de son groupe aux amendements qui tendent à augmenter la dotation du fonds de développement des adductions d'eau en majorant la taxe perçue sur la consommation d'eau ; ses arguments en faveur de l'augmentation de cette taxe ; (p. 5244) : difficultés rencontrées par les éleveurs en matière de commercialisation de la viande ; décisions de Bruxelles, complexité de la réglementation communautaire, entraves à la libre circulation des marchandises ; aides occultes des gouvernements nationaux et libre jeu de la concurrence ; exemple du prix du lait payé aux producteurs des Pays-Bas, moins cher qu'aux producteurs français ; souhaite la mise en place d'un contrôle de l'application loyale de la réglementation européenne ; en réponse à la précision du ministre de l'agriculture sur les raisons expliquant le niveau du prix du lait à la production en Hollande, suggère que le climat soit assaini en apportant la preuve tangible que c'est bien uniquement la productivité et l'organisation des marchés laitiers qui sont à l'origine de cette situation ; émotion des producteurs de lait quant à l'éventualité de la création d'une taxe de résorption qui frapperait tous les livreurs de plus de dix mille litres de lait par an ; sa demande de précisions sur ce point ; (p. 5245) : réglementation communautaire au profit des productions tropicales qui n'ont pu encore faire l'objet de règlements communautaires ; départements ne bénéficiant pas de la préférence communautaire pour la vente de leurs produits ; cas des bananes de la Guadeloupe ; salue la relance de l'entreprise communautaire par le Président de la République ; talent et énergie du ministre de l'agriculture.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et aménagement du régime des cumuls** (n° **275**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1975] (p. 6880) : injustice de l'IVD et complexité de la réglementation, triple exigence d'efficacité, de justice et de clarté ; son désaccord avec le rapporteur et le Gouvernement sur la prime d'apport structurel dite PAS; (p. 6881) : ses arguments contre cette prime ; son amendement, PAS et réglementation européenne ; montant de la prime et surface libérée. **Discussion des articles. Article premier B** (p. 6888) : son sous-amendement : modalités d'établissement de la prime d'apport structurel ; (p. 6889) : répond aux arguments du ministre de l'agriculture, maintient son amendement ; (p. 6890) : répond aux arguments de M. Cointat.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3329) : les conditions de vente des productions agricoles ont été profondément affectées par l'inflation.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6143) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Pranchère tendant à moduler le taux de la taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux.

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [12 novembre 1974] (p. 6223) : légère progression de l'ensemble des crédits ; évolution démographique et situation de l'emploi ; (p. 6224) : pénalisation des producteurs en raison d'une politique de salaires et de protection sociale heureuse ; la consommation électrique.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [13 novembre 1975] (p. 8245) : l'insuffisance du budget en matière d'investissements ; le caractère excellent du système du service militaire adapté ; la situation préoccupante de l'emploi ; le déficit des productions alimentaires ; la production de bananes et d'ananas et la conclusion de l'accord de Lomé ; (p. 8246) : l'intégration des départements d'outre-mer dans le Marché commun ; l'action du FEOGA et l'aide aux zones économiquement défavorisées ; soutenir les grandes productions agricoles tropicales ; rapprocher les coûts de l'activité économique dans les départements d'outre-mer et en métropole ; la non-consultation de la commission de la production sur le plan de développement de la Guyane.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3715) : le Président de la République a eu raison de vouloir taxer les profits spéculatifs, mais le projet est porteur de nombreuses iniquités ; il faut préciser la notion de plus-value, il faut tenir compte de l'érosion monétaire, des différents éléments d'un patrimoine, les uns pouvant engendrer des plus-values, mais les autres des pertes, ainsi que des intérêts payés pour acquérir les biens ; (p. 3716) : l'orateur ne votera le projet que si ses amendements sont adoptés ; regrette que le Gouvernement ait proclamé l'urgence pour un projet qui aurait mérité une session extraordinaire. **Discussion des articles** [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3963) : son amendement

n° 117 : sauvegarde des droits actuels des familles au regard de l'impôt sur le revenu ; (p. 3964) : retire son amendement n° 117 et son amendement n° 118 étant donné les explications obtenues.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [19 novembre 1976] (p. 8370) : une période de transition ; les Comores ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; ministère technique et départements d'outre-mer ; le FIDOM ; l'intégration des DOM dans l'économie de la Communauté économique européenne ; (p. 8371) : l'ananas ; les produits tropicaux ; les achats des DOM à l'extérieur ; les plans de développement concernant l'élevage et les cultures vivrières ; la canne à sucre.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [3 novembre 1977] (p. 6912) : son rapport lu par M. Chambon. **Examen des crédits. Après l'Article 78** (p. 6939) : son amendement n° 160 soutenu par M. Chambon : présentation annuelle par le Gouvernement d'un état prévisionnel, ventilé par ministères, de l'effort budgétaire et financier consacré aux DOM-TOM ; retiré.

GAU (Jacques-Antoine)

Député de l'Isère
(4e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Vice-président de cette commission [6 novembre 1973] (p. 5246).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**application du régime d'assurance chômage aux salariés des chambres d'agriculture** (n° **596**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** portant **amélioration des conditions de travail** (n° **960**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 247), adoptée par le Sénat, relative à l'attribution d'une **prime de transport** à l'ensemble des salariés du secteur privé et sur la proposition de loi (n° 431) tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne (n° **1101**) [27 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le mode de désignation et la composition des

conseils d'administration dans les **caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales** (n° **1141**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur l'industrie pharmaceutique en France** (n° **1425**) [18 décembre 1974].

— **Proposition de loi** relative aux conditions d'âge requises pour participer à l'élection des représentants du personnel ou pour exercer des fonctions de **représentation du personnel dans une entreprise** (n° **1473**) [20 décembre 1974].

— **Proposition de loi sur l'aide médicale urgente** (n° **2456**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice du régime **d'assurance chômage** aux **employés de maison** (n° **2457**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** étendant l'indemnisation conventionnelle du **chômage partiel** (n° 2484) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** relative aux **droits économiques** et sociaux liés à la présence d'enfants dans la **famille** (n° **2536**) [13 octobre 1976].

— **Proposition de loi** portant réforme du titre III du livre IV du **code du travail** relatif aux **comités d'entreprise** (n° **2742**) [20 décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à créer un **fonds d'indemnisation des dommages occasionnés** par les soins dispensés par **les membres des professions de santé** (n° **3083**) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** relative à la constitution d'une commission chargée de faire des propositions en faveur des **épouses d'artisans et de commerçants** (n° **3307**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Stationnement des CRS à Paris** [15 juin 1973] (p. 2216, 2217).

• *questions au Gouvernement :*

— **Rentrée scolaire de 1974** [12 juin 1974] (p. 2611) : collectif budgétaire concernant l'éducation nationale.

— **Tracé de la future autoroute Grenoble-Valence** [18 décembre 1974] (p. 8041).

• *question orale sans débat :*

— (n° **19359**) : **Pensions de vieillesse** [30 avril 1975] (p. 2284) : insuffisance de la loi du 31 décembre 1971 dont l'application est limitée aux pensions liquidées à partir du 1er janvier 1975 ; situation des personnes qui ont dû prendre leur retraite avant soixante-cinq ans ; les propositions faites par le conseil d'administration de la caisse nationale de vieillesse ; (p. 2285) : augmentation du minimum vieillesse.

• *question orale avec débat :*

— (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3242) : augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites ; diminution des offres ; fléchissement de la production industrielle ; (p. 3243) : emprise croissante du monde capitaliste et des grandes firmes multinationales sur l'économie française ; échec du plan Fourcade ; insuffisance de l'indemnisation publique des chômeurs ; (p. 3244) : mesures proposées par la gauche ; création d'emplois publics ; abaissement de l'âge de la retraite ; relance de la consommation ; développement sélectif des équipements.

• *questions au Gouvernement :*

— **Enseignement dans les UER de pharmacie** [29 octobre 1975] (p. 7537) : suspension des cours de première année à l'UER de pharmacie de Grenoble.

— **Recherche sur le cancer** [12 novembre 1975] (p. 8167, 8168) : les crédits consacrés à la recherche médicale.

— **Difficultés financières de la sécurité sociale** [26 novembre 1975] (p. 8963) : demande au Gouvernement de ne prendre aucune mesure remettant en cause la protection médicale et sociale des assurés sociaux.

— **Politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale** [10 décembre 1975] (p. 9618) : les charges indues supportées par la sécurité sociale ; difficulté de concilier le relèvement des cotisations avec la nécessité de préserver l'emploi.

— **Suppléances de maîtres en congé** [5 mai 1976] (p. 2631) : le non-remplacement des instituteurs absents pour cause de maladie ou de maternité (exemple du cours élémentaire de Varacieux).

— **Difficultés dans l'industrie papetière** [23 juin 1976] (p. 4544) : difficultés de cette industrie dans la région grenobloise (société Barjon de Moirans).

• *question orale sans débat :*

— (n° **30018**) : **Service d'urgence médicale** [25 juin 1976] (p. 4721, 4722) : l'absence de statut légal des services d'urgence médicale ; la proposition de loi socialiste déposée à ce sujet ; nécessité de créer un SAMU rattaché à un hôpital public dans chaque département.

• *question au Gouvernement :*

— **Approvisionnement en sucre** [13 octobre 1976] (p. 6549) : manque de sucre dans le commerce.

• *question orale sans débat :*

— (n° **32383**) : **Crédits pour les établissements scolaires du second degré de la région Rhône-Alpes** [15 octobre 1976] (p. 6712, 6713) : insuffisance des crédits prévus pour 1977 ; le plan d'urgence, adopté par le conseil régional, portant sur la création de 21 établissements supplémentaires ; situation de Voiron.

• *questions au Gouvernement :*

— **Compressions de personnels et diminution du montant des cotisations d'assurance chômage** [24 novembre 1976] (p. 8637).

— **Exécution des décisions de justice** [8 décembre 1976] (p. 9075) : contraste entre la précipitation mise à l'exécution de la décision d'expulsion des travailleurs du *Parisien libéré* et l'abstention du Gouvernement pour faire exécuter des décisions judiciaires à l'encontre d'employeurs ou de promoteurs (annulation par le Conseil d'Etat d'arrêtés du ministre de la santé refusant la création de pharmacies mutualistes).

• *Question orale sans débat :*

— (n° **34169**) : **Politique énergétique et nucléaire,** en qualité de suppléant de M. Mermaz [17 décembre 1976] (p. 9601, 9602) : nécessité d'un débat sanctionné par un vote ; projet du surrégénérateur Super-Phénix ; danger de la privatisation croissante du secteur nucléaire ; intégration du nucléaire dans un programme énergétique d'ensemble ; diversification des sources d'énergie primaire.

• *Questions au Gouvernement :*

— **Statut des internes des centres hospitaliers** [20 avril 1977] (p. 1955, 1956) : nécessité de créer quatre cents postes d'internes et un cadre de titulaires de rang B précédant le passage au cadre A.

— **Fermetures d'entreprises et licenciements dans la région Rhône-Alpes** [11 mai 1977] (p. 2641) : mise en liquidation de la société Jean-Baptiste Martin, premier fabricant français de velours uni.

— **Construction d'une centrale nucléaire Super-Phénix dans l'Isère** [1er juin 1977] (p. 3264) : les réserves et oppositions suscitées par le projet de Creys-Malville.

— **Changement de manuels scolaires** [15 juin 1977] (p. 3799, 3800) : gaspillage dû à la mise au rebut de millions de manuels à la suite de la réforme du système éducatif.

• *Question orale sans débat :*

— (n° **38913**) : **Aménagement du Voironnais** [17 juin 1977] (p. 3962, 3963) : caractère préoccupant de la situation du textile et de la papeterie ; adoption, en 1976, d'un programme d'action prioritaire d'initiative régionale ; élargissement au Voironnais des zones d'aide à l'implantation des entreprises.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion des articles** [9 mai 1973] : **Après l'Article 6** (p. 1094) : son amendement, responsabilité de l'employeur en matière de relogement des travailleurs immigrés. **Article 8** (p. 1097) : caractère répressif du projet de loi, contrôle des infractions par les inspecteurs du travail et de la main-d'œuvre ; ses réserves sur leur possibilité d'effectuer ces contrôles ; situation difficile de ces fonctionnaires, leur grève administrative ; mesures en faveur des services de l'inspection du travail.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée déterminée** (n° **197**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1446) : absence de concertation avec les organisations syndicales représentatives ; (p. 1447) : pressions patronales, licenciements dans les entreprises afin d'échapper aux obligations nouvelles ; sa dénonciation de ces pratiques ; non-remise en cause du droit discrétionnaire de licenciement ; sa liaison étroite avec l'organisation économique de la société, réforme de 1928 ; prérogatives du droit de propriété ; relations du travail et conception civiliste des contrats ; subordination juridique et économique du salarié, débats du Conseil économique et social ; position des organisations syndicales représentatives ; procédure préalable au licenciement ; travailleurs étrangers, moyens de défense du salarié, charge de la preuve ; ses réserves sur les explications du ministre et du rapporteur ; (p. 1448) : caractère fondamental du principe selon lequel le demandeur supporte la charge de la preuve, sanction du licenciement, réintégration du salarié dans son emploi ; insuffisance de l'indemnité de licenciement, restrictions apportées au champ d'application de la loi ; salariés des petites entreprises ; jeunes employés ; non-application aux licenciements, collectifs ordonnance du 24 mai 1945 ; caractère discrétionnaire de l'appréciation patronale sur l'ordre des licenciements ; cas des licenciements en raison de l'action syndicale ou des opinions ; accidents du tra-

vail ou maladie ; modification abusive des conditions d'emploi du salarié ; caractère de mini-réforme du projet, non application des recommandations de la commission de la CEE du 3 mai 1972 ; non remise en cause du pouvoir économique et du pouvoir hiérarchique de l'employeur. **Discussion des articles** [29 mai 1973] : **Article 5** (p. 1460) : son amendement : nullité des licenciements prononcés en raison des opinions ou des activités syndicales, en cas de grève ou de maladie du salarié ; soustraction du contrat de travail au droit commun des contrats. **Article 24 c du code du travail** (p. 1607) : soutient l'amendement de M. Le Pensec : délai de réflexion du salarié qui a usé de son droit de résiliation. **Article 24 g** (p. 1611) : son amendement : non-exécution du temps de préavis et garantie des droits et rémunérations du salarié. Répond au Gouvernement. **Article m** (p. 1614, 1615) : son amendement : procédure du licenciement ; (p. 1616) : soutient l'amendement de M. Berthelot : modalités d'assistance du travailleur licencié. **Article 24 o** (p. 1619) : son amendement de suppression devenu sans objet. **Article 24 p** (p 1620) : défend son amendement (charge à l'employeur de faire la preuve du bien-fondé du licenciement). **Article 24 q** (p. 1628) : son amendement : modalités de réintégration du salarié injustement licencié ; (p. 1631) : son amendement : remboursement des indemnités de chômage par l'employeur. **Article 24 r** (p. 1632) : ses observations sur l'article. **Article 24 s** (p. 1633) : son amendement de suppression. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973] : **Article 3** (p. 2510) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Chinaud : répartition de la charge de la preuve entre salariés et employeurs ; charge de la preuve incombant à l'employeur ; ses observations sur les conséquences qui résulteraient de l'adoption de l'amendement ; (p. 2511) : se prononce pour l'adoption du texte du Sénat : preuve du juste motif du licenciement à la charge de l'employeur. **Troisième lecture** [30 juin 1973] (p. 2748) : vote de son groupe contre le projet.

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° 344). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2370) : portée réduite du projet ; exposé du ministre du travail sur une politique d'ensemble intéressant les travailleurs immigrés ; question orale de M. Dubedout sur le problème de la main-d'œuvre étrangère ; (p. 2371) : institution d'une commission auprès du Conseil supérieur de l'emploi ; caractère restreint des mesures prévues à l'encontre des trafiquants de main-d'œuvre ; remboursement à l'employeur par le travailleur immigré de la redevance versée à l'office national d'immigration et des frais de voyage ; application stricte de la législation du travail, protection des travailleurs originaires des DOM-TOM ; ses observations sur l'article premier ; imprécision du texte ; absence de définition du préjudice subi ; ses observations sur l'article 2 : régime des prêts de main-d'œuvre ; loi du 3 janvier 1972 relative au travail temporaire ; absence de contrôle des opérations de prêt de main-d'œuvre à but non lucratif ; monopole de placement des travailleurs aux services publics de main-d'œuvre ; opposition des socialistes à la loi de 1972 ; inexistence du décret prévu à l'article 5 fixant le montant minimum de l'indemnité de précarité d'emploi ; vote des socialistes en faveur du nouveau projet ; nécessité d'une politique d'ensemble des travailleurs immigrés ; équité des droits entre les travailleurs étrangers et les travailleurs nationaux ; assainissement du marché du travail ; agence nationale pour l'emploi, travail temporaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5307) : son pessimisme à l'égard du budget de l'agriculture ; modicité des augmentations de dépenses d'équipement ; niveau des subventions aux communes rurales ; programmes d'alimentation en eau ; électrification, voirie rurale ; tranche communale du fonds routier ; (p. 5308) : crédits d'aide à la montage ; ses observations sur l'importance réelle de l'effort consenti ; dispositions relatives à l'installation des jeunes agriculteurs ; prime à la vache ; subventions pour les bâtiments d'élevage ; dossiers en instance dans les services départementaux ; sa référence au raport de M. Papon, rapporteur général du budget, sur l'évolution de la part des investissements publics dans les investissements totaux ; budget de régression relative.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5652) : problème de l'enseignement préélémentaire, importance de la préscolarisation ; (p. 5653) : situation défavorisée des jeunes ruraux ; effectifs des classes maternelles et mise en place d'équipes socio-médico-éducatives ; sa référence au rapport de M. Mario Bénard, sa question sur les créations d'emplois nouveaux ; pénurie des effectifs d'enseignants, écoles intercommunales, insuffisance des moyens.

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5833) : caratère limité des missions et des moyens du ministère, absence d'action sur les leviers réels d'une véritable politique démographique ; (p. 5834) : demande un véritable statut des travailleurs immigrés, dotation du fonds national de l'emploi, travailleurs de la chaussure de Romans, affaire Lip ; ANPE, renoncement aux objectifs du pro-

gramme finalisé, besoins en personnel de l'agence, ses inquiétudes quant à l'AFPA, fonds national de chômage, insuffisance du montant de l'aide publique, simplification du régime des aides, droit des travailleurs, accords collectifs et petites entreprises, respect des dispositions relatives au droit des travailleurs ; (p. 5835) : effectifs de l'inspection du travail, institut national du travail, décalage entre les mesures prises et les revendications des salariés ; non-reconnaissance du droit à l'emploi, votera contre le budget ; (p. 5843) : répond au Gouvernement sur le malaise des personnels de l'AFPA.

— **Rappel au règlement** [13 novembre 1973] (p. 5631) : application de l'**article 139**, délai de réponse des ministres aux questions écrites.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6273) : ses observations sur le titre I du projet de loi ; approche institutionnelle de l'amélioration des conditions de travail ; amendements de son groupe relatifs à la commission spéciale pour l'amélioration des conditions de travail et au comité d'entreprise ; ses réserves sur l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; ses observations sur le titre II ; insuffisance des textes en matière d'hygiène et de sécurité du travail ; pouvoir de contrôle des travailleurs ; comité d'hygiène et de sécurité dans tout établissement comptant au moins 50 travailleurs ; composition et pouvoirs de ces comités ; inspecteurs du travail ; (p. 6274) : ses observations sur le titre III ; système des horaires individualisés et garantie dans son application ; réduction de la durée du travail ; sa référence à une étude du comité pour l'étude et l'aménagement des horaires de travail dans la région parisienne ; protocole avec les syndicats représentatifs existant dans l'entreprise ; horaires réduits ; conteste la présentation des nouvelles dispositions faites par le Premier ministre. **Discussion des articles** [27 novembre 1973] : **Article premier** (p. 6365) : son amendement tendant à permettre au comité d'entreprise de faire appel, pour s'informer, à personnes compétentes extérieures à l'entreprise ; (p. 6366) : répond aux arguments du secrétaire d'Etat ; son amendement tendant à étendre le bénéfice de la législation nouvelle aux entreprises comptant de 50 à 300 salariés ; (p. 6367) : son amendement relatif à la fréquence des réunions de la commission spéciale. **Article 2** (p. 6368, 6369) : son amendement tendant à subordonner l'octroi d'avantages aux entreprises aux actions menées pour améliorer les conditions de travail. **Après l'Article 3** (p. 6375) : son amendement : sanctions en cas d'entrave au fonctionnement de la commission spéciale. **Article 7** (p. 6378) : défend les amendements de M. Le Foll : missions de l'agence nationale. **Article 8** (p. 6379) : son amendement : composition et direction du conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. **Après l'Article 10** (p. 6380) : son amendement tendant à la suppression de l'interdiction faite aux employeurs et aux salariés de décider des réductions de cadence (art. 2 de l'acte dit loi du 28 août 1942). **Article 11** (p. 6383) : son amendement tendant à l'extension de la protection des délégués des comités d'hygiène et de sécurité aux petites et moyennes entreprises. **Après l'Article 11** (p. 6384) : son amendement tendant à la création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans les entreprises comptant au moins 50 salariés et à la représentation majoritaire des travailleurs ; son amendement : possibilité pour le comité d'hygiène et de sécurité de faire interrompre des travaux; (p. 6385): son amendement d'harmonisation de la réglementation visant les membres du comité d'hygiène et de sécurité et le chef d'établissement en cas de constatation d'une cause de danger imminent ; (p. 6386) : répond au Gouvernement ; demande un mécanisme d'information obligatoire sur la responsabilité de l'employeur. **Article 12** (p. 6386) : son amendement relatif à l'homologation de l'efficacité des appareils. **Article 14** (p. 6389) : son amendement tendant à permettre l'exercice des activités syndicales en cas d'application du système des horaires variables. **Article 15** (p. 6391) : son amendement : postes de travail concernés par les horaires réduits. **Article 16** (p. 6392) : son amendement tendant à garantir une base de calcul du salaire identique pour le travail à temps plein ou à temps partiel ; (p. 6395) : son explication de vote ; amendement présenté par son groupe ; (p. 6396) : portée du texte limitée par de nombreux amendements ; attitude du Gouvernement ; abstention de son groupe. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7211) : explique l'abstention de son groupe dans le vote sur le texte de la commission mixte paritaire ; répond à M. Simon-Lorière sur son vote au sein de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 7** (p. 6255) : ses observations sur l'amendement de M. Baudouin : remboursement des sommes perçues indûment par les salariés.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés**

aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise (n° 641). Discussion des articles [28 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6439) : son amendement tendant à supprimer la possibilité pour le chef d'entreprise de proposer un contrat au personnel dans les entreprises employant moins de 50 salariés ; suspicion à l'égard des organisations syndicales. **Article 2** (p. 6440) : son amendement : exonérations fiscales et preuves apportées par l'entreprise quant à la régularité de sa situation au regard des législations sociale et fiscale. **Article 4** (p. 6441) : son amendement : retrait de l'homologation à la demande d'une organisation syndicale signataire. **Après l'Article 7** (p. 6442) : son amendement : exonérations fiscales et régularité de la situation des entreprises au regard de la présente loi. **Article 9** (p. 6443) : son amendement : suppression de la possibilité pour l'employeur de conclure un accord direct avec le personnel sans consultation des syndicats.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 455). Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6949) : rappelle que cette discussion correspond à une exigence de réalisme et que l'avortement est toujours un drame individuel et social ; (p. 6950) : cite Montesquieu à propos du domaine des lois divines et des lois humaines ; les 400.000 avortements clandestins par an survenant presque tous dans les catégories sociales les plus défavorisées ; rôle du couple et celui des femmes dans l'aspect moral de ce problème ; devoir de donner au couple des possibilités matérielles de choisir d'avoir ou non des enfants ; multiplication d'équipements sociaux ; mise sur pied d'une politique de redistribution des revenus ; transfert au régime vieillesse des fonds prélevés sur les caisses d'allocations familiales ; effort à faire en vue de l'information et de l'éducation sexuelles ; application tardive et incomplète de la loi Neuwirth ; enseignement de la contraception par l'ORTF et par des centres départementaux, ainsi que dans les établissements d'enseignement et les grandes entreprises ; (p. 6951) : nécessité de consacrer le caractère d'acte médical de l'avortement ; proposition de loi du groupe socialiste et des radicaux de gauche qui refusent tout système répressif dans ce domaine ; déclaration du professeur Debré devant le groupe de travail en ce qui concerne la pénalisation par la loi des avortements non autorisés ; jugements différents en ce qui concerne les avortements ; insuffisance du texte gouvernemental qui ne légaliserait que 10 % des avortements pratiqués ; souhaite voir abroger la législation répressive actuelle et lui substituer une loi plus libérale.

1974

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2815) : proteste contre la publication dans la presse du rapport de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone.

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances (n° 937). Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3172) : invite l'Assemblée à réfléchir sur les raisons du retard mis à compléter la loi du 28 décembre 1967 ; toutes les femmes doivent bénéficier de la prévention contraceptive ; information sur la contraception par la radio et la télévision ; (p. 3173) : demande au Gouvernement d'accepter le remboursement des contraceptifs par la sécurité sociale.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale (n° 1177). Première lecture. Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5049) : présente l'exception d'irrecevabilité soulevée par les membres du groupe socialiste ; le projet demande un blanc-seing pour permettre au Gouvernement de se délier, par la voie réglementaire, de ses engagements en matière de sécurité sociale ; la situation difficile de certains régimes est due à la fois à des données démographiques et à une politique qui facilite l'hémorragie des actifs de certains groupes socio-professionnels ; (p. 5050) : les insuffisances de certains systèmes de cotisations ; les étapes du projet gouvernemental ; l'insuffisance du recours au financement par les droits sur l'alcool ; critiques à l'égard du plafonnement des cotisations ; le projet porte atteinte au principe d'égalité devant la loi ; son objectif est le démantèlement de la sécurité sociale ; (p. 5051) : doute de la possibilité d'assurer d'ici au 1er janvier 1978 la protection sociale uniforme ; le Gouvernement propose en fait de consolider les avances faites par le régime général. **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5097) : son amendement n° 2 (le régime général doit servir de référence pour l'harmonisation) : transvir de référence pour l'harmonisation » transformé en sous-amendement à l'amendement n° 24 du Gouvernement ; adopté. **Article 3** (p. 5109) : **rappel au règlement** : le groupe socialiste avait déposé un amendement déclaré irrecevable en application de l'article 40 selon qu'il se bornait à proposer le rétablissement d'une dépense dont l'application avait été seulement suspendue. **Article 6** (p. 5112) : répond à M. Jacques Chirac, Premier ministre. **Article 8** (p. 5117) : s'étonne que le Gouvernement propose à l'Assemblée de se déjuger en consolidant ce qui n'était qu'une avance. **Seconde délibération. Article premier** (p. 5120) : sur

l'amendement n° 1 du Gouvernement : un régime unique pour tous les Français ne peut être en retard sur le régime général. **Explications de vote** (p. 5122) : les socialistes et radicaux de gauche voteront contre le projet. **Deuxième lecture. Explications de vote** [12 décembre 1974] (p. 7745) : vote négatif du groupe socialiste et des radicaux de gauche sur l'ensemble.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la formation professionnelle continue** (n° **1106**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5256) : la dimension culturelle de la formation professionnelle ; (p. 5257) : bilan de l'application de la loi de juillet 1971 ; la non-rémunération des travailleurs qui ont eux-mêmes choisi leur stage ; la solution proposée par le projet revient à limiter encore le droit à congé de formation ; l'annulation par le Conseil d'Etat du décret de décembre 1971 ; la volonté des partenaires sociaux était clairement exprimée ; le décret n'en a tenu aucun compte ; (p. 5258) : la couverture sociale des stagiaires. **Discussion des articles. Après l'Article 6** (p. 5262) : son amendement n° 9 demandant au Gouvernement de présenter avant le 1er juin 1975 un projet de loi sur la rémunération des stagiaires ; (p. 5264) : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 8 de M. Gissinger.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 20** (p. 5439) : son amendement n° 6 : remboursement des avances du régime général de sécurité sociale : repoussé.

Deuxième partie :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5784) : le développement des conflits sociaux : la grève des PTT ; l'aggravation du chômage ; dépôts de bilans suspects ; les difficultés conjoncturelles prétexte à des opérations de restructuration tendant à renforcer les grands monopoles ; absence d'un grand ministère de l'emploi ; régression des dépenses en capital, notamment à l'agence nationale pour l'emploi ; le renforcement des effectifs de l'inspection du travail ne permettra pas de rattraper les retards ; l'agence nationale pour l'emploi implantée sur l'ensemble du territoire mais pas outre-mer ; des moyens insuffisants face à l'accroissement du chômage ; les fonctions de placement et de conseil professionnel progressivement sacrifiées ; les crédits d'aide publique en faveur des travailleurs privés d'emploi ne suffiront pas à couvrir l'accroissement prévisible des charges ; les organisations syndicales réclament l'alignement de l'allocation d'aide publique sur l'allocation minimale versée par les Assedic ; (p. 5785) : l'extension du bénéfice de l'aide aux jeunes et aux femmes n'ayant jamais eu d'emploi ; l'Unedic supportera seule la charge de l'accord du 14 octobre 1974 instituant une indemnité d'attente en faveur des travailleurs salariés licenciés pour des raisons économiques, dont le Gouvernement tente de s'attribuer la paternité ; les retards accumulés dans les équipements de l'association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) ; ce freinage favorise le secteur privé de la formation ; l'amélioration des conditions de travail ; la formation des responsables syndicaux ; le nombre croissant des accidents du travail et la pénibilité accrue du travail industriel ; stagnation des crédits affectés à la politique d'immigration et absence de contrôle du Parlement ; garantir aux travailleurs étrangers des conditions matérielles et morales d'accueil ; ce budget n'apporte pas de réponse à l'attente des travailleurs ; reconnaître le droit au travail et à l'emploi, à la sécurité et à la formation, au contrôle dans l'entreprise ; le combat contre le pouvoir économique des trusts nationaux et multinationaux ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche rejettera ce budget ; (p. 5790) : pour un fait personnel : cite un exemple de licenciements non justifié par des raisons économiques sérieuses : l'entreprise textile Bouton à Voiron dans l'Isère. **Après l'Article 52** (p. 5814) : son amendement n° 119 visant à récapituler dans une annexe budgétaire l'ensemble des crédits consacrés aux travailleurs immigrés ; (p. 5815) : rejeté.

Economie et finances. — **II. Services financiers** [20 novembre 1974]. **Discussion générale** (p. 6878) : dépose, après l'article 28, un amendement n° 106 concernant les économies à réaliser sur le parc automobile des administrations publiques ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7004) : dénonce le terrorisme intellectuel et moral exercé par certains sur l'opinion et les parlementaires ; rappelle les inégalités sociales devant l'avortement ; (p. 7005) : le principe de laïcité ne peut autoriser l'Assemblée à se soumettre à des interdits d'origine confessionnelle ; la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse ne devrait pas avoir d'effet marqué et durable sur le taux de la natalité ; les causes sociales de l'avortement montrent la responsabilité du Gouvernement en ce domaine ; (p. 7006) : rendre la planification des naissances accessible à toutes ; l'avortement ne peut devenir un moyen de contraception ; le projet actuel marque un progrès mais parfois une procédure trop complexe, le refus de prévoir le remboursement de l'acte médical montre les limites du système proposé ; (p. 7007) : les dangers des dispositions répressives en ma-

tière d'information ; estime inadmissible la pression exercée par l'ordre des médecins. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7208) : son amendement n° 87 tendant à porter à 12 semaines le délai d'avortement ; repoussé ; (p. 7215) : son amendement n° 90 de M. Bernard-Reymond : s'étonne des propos du ministre acceptant de reconnaître la clause de conscience en faveur des conseils d'administration ; (p. 7219) : son amendement n° 27 supprimant la deuxième visite au médecin ; repoussé ; (p. 7224) : son amendement n° 62 : bénéfice étendu aux étrangères domiciliées en France ; repoussé. **Après l'Article 6** (p. 7233) : son amendement n° 37 permettant la fixation par arrêté du tarif d'intervention ; demande au ministre de la santé de tout mettre en œuvre pour permettre le remboursement par la sécurité sociale ; adopté en même temps que le sous-amendement n° 107 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 3** (p. 7200) : exprime la conviction de la commission des lois en faveur d'une définition de l'état de détresse ; (p. 7207) : son amendement n° 96 limitant l'avortement aux cas de détresse grave et insurmontable ; repoussé. **Avant l'Article premier** (p. 7225) : son amendement n° 93 : la loi garantit le respect de la vie ; adopté ; (p. 7226) : son amendement n° 94 maintenant à titre de principe le caractère délictuel de l'avortement (art. 317 du code pénal) ; réservé puis retiré ; **Article premier** (p. 7230) : son amendement n° 95 modifiant les sanctions pénales de l'avortement et rédigeant différemment l'article 317 du code pénal ; repoussé. **Article 3** (*suite*) (p. 8127) : montre les dangers d'exiger une confirmation écrite de la demande. **Article 6** (p. 8131) : son amendement n° 7 : critère de l'activité principale pour limiter les avortements dans les établissements ; repoussé. **Article 7** (p. 8133) : son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 6 de M. Bolo : fixation par décret des conditions de l'aide médicale, le sort des femmes de condition modeste ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7753) : l'accroissement des demandes d'emploi non satisfaites ; le droit à l'emploi ; l'utilisation du chômage comme moyen de pression sur les travailleurs ; l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction de la durée hebdomadaire du travail ; les garanties contre l'arbitraire patronal ; le reclassement préalable ; le rejet de l'accord du 21 novembre par la CGT et la CFDT ; un champ d'application restreint ; la discrimination entre salariés ; la confusion entre les notions de licenciement collectif et individuel ; (p. 7754) : les divergences du code du travail sur la consultation des représentants du personnel ; (p. 7759) : le contrôle sur le motif du licenciement ; la nécessité d'informations sérieuses sur l'entreprise et de délai suffisant pour les analyser ; l'appel aux conseils d'experts ; l'absence de sanctions pour violation de la loi ; le maintien du salarié dans l'entreprise ; l'indemnité pour licenciement abusif ; le respect des obligations de la loi par le syndic ; le maintien du pouvoir arbitraire du patron. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7760) : son amendement n° 37 : suppression de l'obligation de dix licenciements par période de trente jours ; risque de tourner la loi par des licenciements par petits paquets et de non-application de la loi du 13 juillet 1973 sur la rupture du contrat de travail à durée indéterminée lorsque le nombre de licenciements sera compris entre un et dix ; rejeté ; (p. 7761) : son amendement n° 38 : transmission aux délégués du personnel de tous les documents financiers, comptables, techniques, économiques et commerciaux et des études et analyses sur la situation de l'entreprise ; rejeté ; (p. 7762) : son amendement n° 40 : les représentants du personnel peuvent se faire assister par des experts ; rejeté ; (p. 7762) : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 20 : délai minimum de trente jours ; rejeté ; son amendement n° 41 : autorisation administrative liée à l'assurance de mesures de reclassement préalable ; rejeté ; (p. 7764) : son amendement n° 42 : garantie pour tous licenciements même individuels pour motif économique ; rejeté; soutient l'amendement n° 26 : nécessité de consulter les représentants du personnel avant le dépôt de bilan ; les garanties en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 57 : pas de dommages et intérêts inférieurs au salaire des six derniers mois ; rejeté ; son amendement n° 46 : application de la loi aux procédures de licenciements en cours ; rejeté. **Explications de vote** (p. 7771) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le projet qui comporte de graves insuffisances.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1795) : la responsabilité de l'Etat dans l'anarchie et le désordre ; les carences de la puissance publique, explication de la multiplication des initiatives privées ; le taux d'exécution du VI[e] Plan ; les secteurs délaissés des handicapés adultes et des personnes âgées ; (p. 1796) : l'immixtion injustifiée dans les affaires des associations ; existence de ré-

gions suréquipées et de régions dépourvues du minimum nécessaire ; déficit des équipements dans le domaine de l'enfance inadaptée et des débiles profonds ; situation caractérisée par les doubles emplois et les carences ; nécessité d'une planification démocratique ; refuser une coordination au coup par coup ; volonté évidente du Gouvernement de tout contrôler ; la réduction du pouvoir des collectivités publiques ; la mainmise sur la formation des travailleurs sociaux ; le but du Gouvernement : limiter l'évolution des salaires dans le secteur privé ; les graves carences de l'Etat et les conséquences des multiples agressions de la société capitaliste. **Discussion des articles. Article 5** (p. 1810) : sa réponse au Gouvernement. **Après l'Article 12** (p. 1818) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Pierre Weber ; atteinte portée à la loi du 11 février 1950. **Article 23** (p. 1827) : son amendement n° 108 : supprimer l'article 23 ; la formation des travailleurs sociaux ne relève pas du débat ; repoussé. **Article 24** *ter* (p. 1829) : supprimer l'article ; ambiguïté du texte ; refus de voir transférer les charges vers le département ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° **1486**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1933) : formuler une conception globale de la condition féminine ; la méthode du Gouvernement : créer l'illusion du changement continuel ; les inégalités dont souffrent les femmes ; l'exploitation maximum des travailleurs due au système capitaliste ; l'impossibilité pour l'employeur d'invoquer l'état de crise, simple consécration de la jurisprudence ; donner l'initiative du changement d'affectation à la femme aussi bien qu'à l'employeur ; retenir la notion plus large de pénibilité ; porter à seize semaines la durée du congé de maternité ; régler le problème du versement des indemnités journalières en cas d'allongement de ce congé ; un texte qui laisse entières la plupart des difficultés rencontrées par les femmes dans leur travail. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1935) : sur les amendements n° 1 et n° 12 : sa réponse au Gouvernement ; nécessité de prendre en considération la situation spécifique que constitue la grossesse. **Article 2** (p. 1937) : ses observations sur l'amendement n° 25 de M. Hamel ; amendement contraire au principe de l'égalité. **Article 3** (p. 1938) : ses observations sur le sous-amendement n° 20 du Gouvernement ; la notion de changement d'emploi paraît dangereuse ; (p. 1939) : ses observations sur l'amendement n° 21 du Gouvernement ; (p. 1940) : ses observations sur l'amendement n° 26 du Gouvernement.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [30 mai 1975]. **Après l'Article 7** (p. 3470) : ses sous-amendements n° 319 et n° 320 à l'amendement n° 302 de M. Besson : partage des pensions de réversion entre la femme divorcée et la veuve ; repoussés.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1642**). **Première lecture. Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4194) : l'élargissement progressif des droits à dépassement et des désengagements individuels des praticiens conduit à une augmentation de fait des dépenses laissées à la charge des assurés sociaux ; les critiques à l'égard des données financières ou juridiques qui pèsent sur le droit d'établissement des médecins ; le parti socialiste marque sa préférence pour l'équipe médicale mêlée à la vie du groupe social dans lequel elle agit ; (p. 4195) : le paiement direct des honoraires par le malade n'a rien à faire dans les règles déontologiques ; le développement de la médecine de groupe ; le parti socialiste préconise l'établissement d'une convention nationale type s'appliquant aux centres de soins et de diagnostic à but non lucratif ; permettre le recours en cas d'absence de convention nationale aux conventions départementales et aux adhésions individuelles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1498) : marque son hostilité aux amendements n° 4 de la commission et n° 23 de M. Jacques Blanc dans lesquels il voit un risque de blocage du système par la mutualité agricole et la caisse des travailleurs indépendants. **Article 3** (p. 4201) : son amendement n° 21 : permettre aux praticiens de se désengager de la convention ; repoussé. **Après l'Article 4** (p. 4201) : son amendement n° 17 : permettre le tiers payant dans le cas d'actes lourds ; repoussé ; (p. 4203) : son amendement n° 19 : éviter la signature de conventions départementales en cas de non-prorogation de la convention nationale ; repoussé ; (p. 4204) : son amendement n° 20 : établissement d'une convention nationale type pour les soins donnés dans les dispensaires ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 4** (p. 4963) : soutient l'amendement n° 4 de M. Bichat afin d'assurer aux médecins ruraux des droits égaux à ceux des autres catégories médicales. **Explications de vote** (p. 4966) : les raisons qui avaient motivé l'abstention des socialistes et radicaux de gauche demeurent.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4950) : sa question à M. Bouvard portant sur la communauté de vues existant en matière de politique étrangère entre l'UDR et les réformateurs.

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1975] (p. 7262) : **article 41** du règlement : réunions de commissions pendant les séances ; souhaite une meilleure organisation des travaux parlementaires.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 3** (p. 7264) : son amendement n° 88 : étendre la déduction pour frais de garde à toutes les mères de famille en limitant la déduction à la somme de 5.000 F par enfant ; supprimer l'avoir fiscal ; estime que la proposition du Gouvernement est insuffisante et sera à l'origine d'inégalités ; souhaite que le Gouvernement porte à six ans l'âge prévu dans le projet de loi ; repoussé.

Deuxième partie :

Equipement. — Logement. Examen des crédits [28 octobre 1975] : **Article 70** (p. 7427) : ses observations sur l'amendement n° 54 de M. Dubedout.

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7445, 7446) : l'absence de projet gouvernemental ; la réduction du budget de la santé ; la régulation des naissances ; l'absence de volonté de réformer le système de la santé ; mener une action volontariste telle qu'elle est prévue dans le Programme commun.

Travail. Examen des crédits : Etat B - Titre IV [4 novembre 1975] (p. 7859) : sur l'amendement n° 193 du Gouvernement : estime anormal de prendre les crédits nécessaires sur le fonds national de l'emploi. **Après l'Article 73** (p. 7859) : son amendement n° 204 : obliger le Gouvernement à présenter un fascicule budgétaire distinct pour chacun des ministères du travail et de la santé (p. 7860) : maintient son amendement ; repoussé ; son amendement n° 205 : donner au Parlement plus de renseignements sur le fonds national de solidarité ; mieux renseigner ses ayants droit de leurs droits ; adopté après modification.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8897) : ses réflexions sur la place des créateurs dans la société actuelle ; la proposition du programme commun de constituer un Fonds national des arts et lettres inspiré du CNRS ; interroge le Gouvernement sur la notion de revenu, sur l'assiette des cotisations patronales et les critères d'affiliation ; se prononce pour la disparition des régimes complémentaires actuellement existants. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8901) : demande que pour l'application des critères de professionnalité, les représentants de la profession soient associés aux décisions qui pourraient être prises ; (p. 8903) : son amendement n° 55 soumettant l'Etat et les autres collectivités publiques à l'obligation de cotiser ; adopté ; (p. 8911) : proteste contre les conditions dans lesquelles est intervenu le vote sur l'amendement n° 46 de M. Ralite.

— **Rappel au règlement** [25 novembre 1975] (p. 8913, 8914) : application de l'**article 62** du règlement ; vote personnel des députés.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Discussion des articles. Article 2** [10 décembre 1975] (p. 9647) : son amendement n° 13 : possibilité, en cas de circonstances exceptionnelles, de dépasser le plafond de quarante-cinq heures sans toutefois que ce dépassement puisse porter la durée du travail à plus de cinquante heures par semaine ; retiré. **Après l'Article 3** (p. 9650) : son amendement n° 15 : majoration de salaire qui ne peut être inférieure à 50 % jusqu'à quarante-cinq heures et majoration de 100 % au-delà de quarante-cinq heures ; repoussé ; son amendement n° 7 : dépôt, avant le 1er janvier 1977, d'un projet de loi visant à supprimer les abus du régime actuel des équivalences dans les professions où le problème n'aura pas reçu de solution dans le cadre d'une convention collective ; conteste que la répression des abus soit du domaine réglementaire ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9668) : expose les raisons de la question préalable déposée par les membres du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, revendication fondamentale des travailleurs ; les vastes mouvements d'opinion auxquels elle a donné lieu ; la solidarité du patronat et du Gouvernement pour dénoncer cette revendication syndicale ; un projet qui montre que le Gouvernement a cédé au patronat ; l'absence de concertation ; l'unanimité des organisations syndicales à son encontre ; (p. 9669) : un projet qui tourne le dos aux orientations du VIIe Plan ; diminuer la pénibilité du travail manuel ; accroître les salaires afin de rendre le travail manuel attrayant ; un projet qui hypothèque plus lourdement l'avenir ; l'exclusion scandaleuse des salariés agricoles ; la complexité du projet qui le rend inapplicable ; (p. 9670) : le nombre dérisoire de bénéficiaires ; la duperie que constitue le projet ; la position des travailleurs qui savent que seuls

les partis de gauche et le Programme commun changeraient leur situation ; question préalable rejetée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9685) : apporte son soutien à l'amendement n° 5 défendu par M. Bernard-Reymond ; s'oppose à l'amendement n° 24 du Gouvernement. **Avant l'Article 4** (p. 9687) : son amendement n° 22 : étendre le projet à l'ensemble des travailleurs salariés agricoles ; adopté ; demande au ministre s'il vise bien l'ensemble des salariés agricoles. **Explications de vote** (p. 9691) : les insuffisances du projet ; l'abstention du groupe socialiste compte tenu de l'adoption des amendements favorables aux salariés agricoles.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés** (n° 2047). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9808) : déplore que le projet de loi soit discuté « à la sauvette » ; juge que le déficit de l'association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés tient à l'insuffisance des cotisations ; (p. 9809) : le caractère dangereux du projet pour les cadres ; admettrait un plafonnement si celui-ci était fixé par le Parlement ; l'hostilité du groupe socialiste au projet. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9811) : apporte son soutien à l'amendement n° 1 de M. Bolo et au sous-amendement n° 4 de M. Baudouin ; juge qu'il faut considérer avant tout les intérêts des salariés. **Article 2** (p. 9813) : apporte son soutien à l'amendement n° 3 de M. Bolo ; insiste sur l'importance pour les salariés de la décision qui va être prise ; (p. 9814) : ne comprend pas l'obstination du ministre à refuser l'amendement n° 3 de M. Bolo.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance** (n° 1949). **Discussion de l'Article unique** [16 décembre 1975] (p. 9833) : son amendement n° 1 : supprimer les mots « ou d'une aide ménagère » ; adopté.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753). **Première lecture. Discussion générale** [15 avril 1976] (p. 1816) : ses observations sur la conduite du débat. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 6** (p. 4739) : demande ce qu'a fait la commission.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Première lecture. Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2939) : déclare que le Gouvernement cherche surtout à se constituer des alibis, que ni la victime du travail ni les comités d'hygiène et de sécurité ne sont traités dans le texte ; indique que le projet n'aborde pas les causes fondamentales des accidents ; souligne la prédominance du profit sur la sécurité ; stigmatise l'attitude du patronat ; (p. 2940) : indique que le texte ignore les travailleurs ; la proposition de loi socialiste : faire participer effectivement les travailleurs à leur protection ; le financement de la formation ; la revendication syndicale de création de CHS sur les chantiers ; le renforcement des pouvoirs de l'inspection du travail ; des infractions relativement impunies ; la dilution de la responsabilité du chef d'entreprise ; crainte de l'association possible de la sanction pénale et de l'obligation d'organiser la prévention ; (p. 2941) : la déchéance professionnelle ; la confusion des responsabilités entre le préposé et le chef d'entreprise ; la réparation ; une extension restreinte aux agriculteurs ; le conseil supérieur de la prévention des risques ; critique du Gouvernement qui ne s'est pas attaqué aux causes réelles de l'insécurité ; de faibles progrès proposés dans le texte. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2969) : son amendement n° 116 incorporé dans l'amendement n° 4 de M. Caille ; soutient l'amendement n° 4 ; rejette les amendements n^{os} 1 et 148 ; s'oppose à la modification de l'amendement n° 4 ; devenu sans objet ; (p. 2970) : son amendement n° 146 : extension du bénéfice de l'obligation de formation à la sécurité aux travailleurs temporaires ; devenu sans objet ; (p. 2971) : soutient le sous-amendement n° 165 de Mme Moreau ; regrette que la discussion sur les amendements n° 5 de M. Caille et n° 160 du Gouvernement n'ait pas été étendue aux amendements n^{os} 118 et 119 ; devenu sans objet ; son amendement n° 117 soutenu par M. Le Pensec ; repoussé ; son amendement n° 118 tombe ; son amendement n° 119 tombe. **Article 2** (p. 2975) : son amendement n° 121 rendant plus rigoureuse et plus extensive la rédaction du premier alinéa de l'article L. 231-7 du code du travail ; repoussé ; son amendement n° 122 tendant à ne pas laisser aux fabricants, importateurs et vendeurs la possibilité de juger eux-mêmes du caractère dangereux ou non des substances utilisées dans leur établissement ; son amendement n° 122 tombe ; (p. 2976) : son amendement n° 123 tombe. **Article 3** (p. 2976) : son amendement n° 11 tendant à supprimer au deuxième alinéa de l'article L 233-5 le mot « dangereux » ; adopté ; son amendement n° 12 concernant les produits de protection ; adopté. **Article 5** (p. 2978) : estime que la discussion sur les amendements n^{os} 16 et 17 de la commission vient trop tôt ; s'oppose aux dispositions remettant en cause la jurisprudence de la cour

de cassation et à la réduction de la responsabilité au cas où il y a faute personnelle ; s'oppose aux amendements nos 16 et 17 ; son groupe reconsidérera sa position sur l'ensemble du projet de loi si l'amendement n° 16 est adopté. **Article 6** (p. 2982) : soutient l'amendement n° 20 de M. Caille précisant que les réseaux de distribution d'eau devront être des réseaux d'eau potable ; adopté ; (p. 2984) : soutient l'amendement n° 22 de M. Caille visant à éviter toute confusion entre les attributions des collèges inter-entreprises et celles dévolues aux CHS ; adopté. **Article 8** (p. 2984) : soutient l'amendement n° 25 de M. Caille qui tend à supprimer l'article 8 ; repoussé. **Article 10** (p. 2987) : indique que l'amendement n° 28 a été proposé en commission conjointement par M. Andrieux et par lui-même ; estime que la sécurité des travailleurs exige que l'amendement n° 28 soit adopté ; considère que le texte gouvernemental est empreint de suspicion à l'égard des inspecteurs du travail. **Après l'Article 12** (p. 2989) : soutient l'amendement n° 33 de M. Caille renforçant les pouvoirs de l'inspecteur du travail, notamment pour faciliter l'application de la réglementation sur les machines dangereuses ; son amendement n° 124 permettant à l'inspecteur du travail d'enjoindre à l'employeur d'effectuer des analyses de produits susceptibles de nuire à la santé des travailleurs ; soutient l'amendement n° 34 de M. Caille donnant à l'inspecteur du travail un pouvoir semblable en ce qui concerne les produits toxiques ; (p. 2990) : demande à M. Caille s'il souhaite que l'amendement n° 124 soit sous-amendé ; retrait de son amendement ; se rallie à l'amendement n° 34 de M. Caille qui est adopté. **Avant l'Article 13** (p. 2990) : son amendement n° 125 concernant le principe de la responsabilité personnelle de l'employeur titulaire du pouvoir de direction ; repoussé ; (p. 2990, 2991) : son amendement n° 127 définissant de façon précise les critères de la délégation des pouvoirs qu'un employeur peut accorder à son préposé ; repoussé ; son amendement n° 126 donnant à l'inspecteur du travail, à la demande du CHS, le pouvoir de décider un arrêt technique de la production en cas de danger manifeste ou imminent ; repoussé. **Article 13** (p. 2997) : son amendement n° 128 demandant la suppression de l'article 13, car les juridictions ont déjà une tendance naturelle à condamner le préposé ; adopté. **Article 14** (p. 2999) : son amendement n° 129 de suppression de l'article 14 ; estime que l'article 14 fait échapper l'employeur à la sanction pénale et dilue la responsabilité ; repoussé ; (p. 3000) : son amendement n° 130 tendant à ne pas placer le juge devant une alternative qui effacerait la responsabilité de l'employeur ; repoussé ; (p. 3002) : son amendement n° 131 retenant le chiffre d'affaires pour calculer le montant des dépenses mises à la charge de l'entreprise ; adopté. **Article 16** (p. 3004) : son amendement n° 132 prévoyant que seul l'employeur, s'il est l'auteur de l'infraction, pourra être frappé des sanctions de l'article 16 ; indique que M. Brocard fait un contresens sur l'amendement n° 132 ; repoussé ; (p. 3005) : retire son amendement n° 133. **Article 21** (p. 3008, 3009) : soutient l'amendement n° 49 de M. Bonhomme ; repoussé ; son amendement n° 134 prévoyant une sanction pénale en cas d'inobservation des dispositions de l'article L 431 du code de la sécurité sociale ; repoussé. **Article 23** (p. 3010) : son amendement n° 136 indiquant que la majoration de la rente peut être taxée à 100 % de la majoration minimale en cas de faute particulièrement grave ; repoussé ; soutient l'amendement n° 53 de M. Bonhomme concernant la réparation du préjudice esthétique et du préjudice d'agrément ; adopté ; son amendement n° 138 allouant à un mutilé à 100 % une indemnité forfaitaire ; repoussé ; (p. 3011) : soutient les observations de M. Durafour quant à l'amendement n° 158 de M. Vauclair ; s'étonne de la position de la commission sur cet amendement. **Article 26** (p. 3014) : soutient l'amendement n° 63 proposé par le groupe socialiste étendant l'application des dispositions de la loi aux agents de l'Etat des établissements publics de caractère administratif et des collectivités publiques ; repoussé ; (p. 3015) : soutient l'amendement n° 80 de M. Pierre Joxe concernant les exploitations agricoles employant des salariés ; demande des précisions au Gouvernement sur l'application de la loi à l'ensemble du secteur agricole ; maintient l'amendement n° 80 ; repoussé ; soutient l'amendement n° 81 de M. Joxe ayant le même objet que son amendement n° 80 ; repoussé ; soutient l'amendement n° 82 de M. Joxe définissant plus précisément les établissements agricoles ; repoussé. **Article 29** (p. 3016) : soutient l'amendement n° 83 de M. Joxe s'opposant à la distinction entre inspecteurs du travail et contrôleurs des lois sociales en agriculture ; repoussé. **Après l'Article 32** (p. 3017) : son amendement n° 147 tendant à rendre obligatoire la constitution de CHS dans toute entreprise employant au moins 50 salariés ; indique que si l'amendement n° 147 est adopté, l'amendement n° 69 deviendra caduc ; repoussé ; (p. 3018) : son amendement n° 142 rectifié concernant les protections légales et réglementaires des membres du CHS ; repoussé ; son amendement n° 143 rectifié concernant les sanctions frappant l'entrave au financement d'un CHS ; repoussé. **Article 33** : son amendement n° 140 tendant à supprimer le paragraphe premier de l'article 33 ; repoussé. **Explications de vote** [13 mai

1976] (p. 3020) : constate que le projet présente toujours de nombreuses lacunes et que les dispositions relatives à la responsabilité sont moins satisfaisantes que dans la rédaction première du fait, notamment, de l'adoption d'un amendement de M. Brocard à l'article 5 ; souligne que le projet rédigé prétendument à l'intention des travailleurs servira la cause des patrons ; indique que son groupe votera contre. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article premier** (p. 4807) : soutient l'amendement n° 6 de M. Caille. **Article 2** (p. 4810) : sur les amendements n° 13 de M. Caille et n° 27 de M. Vauclair, déclare que les socialistes préfèrent le texte du Sénat en s'appuyant sur la valeur des études accomplies par l'INRS. **Article 5** (p. 4812) : sur l'amendement n° 15 estime que le problème est mal posé ; considère que, sur le fond, il faut suivre la commission des affaires culturelles. **Article 13 A** (p. 4817) : indique que le groupe des socialistes est favorable au maintien de l'article 13 **A. Article 13** : son amendement n° 1 tendant à supprimer l'article 13 ; repoussé. **Article 14** (p. 4818) : son amendement n° 2 tendant à supprimer l'article 14 ; repoussé ; son amendement n° 3 : de repli ; repoussé ; (p. 4819) : son amendement n° 4 revenant au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; repoussé ; soutient l'amendement n° 22 concernant les peines prévues à l'article L 263-6 du code du travail ; adopté. **Article 32** *bis* (p. 4823) : se prononce pour le maintien du texte du Sénat. **Article 33** : son amendement n° 5 tendant à supprimer le paragraphe premier de l'article 33 ; repoussé. **Explications de vote** [28 juin 1976] (p. 4823) : une loi pour les patrons et non pour les travailleurs ; regrette que la discussion n'ait pas permis de l'améliorer plus substantiellement ; déclare que son groupe votera contre le texte. **Commission mixte paritaire** [27 octobre 1976] (p. 7095) : le bilan du travail législatif accompli ; l'importance des problèmes liés à la sécurité du travail ; s'attaquer aux causes réelles de la situation, aux conditions de travail et de rémunération visant à accroître les cadences et le rendement ; un projet de loi muet sur la médecine du travail, ignorant le CHS ; la nature de l'accident du travail ; la nécessité de renforcer et d'élargir les pouvoirs des comités d'entreprise, des CHS et de mieux établir la responsabilité du chef d'entreprise ; les amendements socialistes tendant à généraliser l'institution des CHS dans les entreprises d'au moins 50 salariés ; la jurisprudence de la Cour de cassation posant le principe de la responsabilité générale de l'employeur ; un projet aggravé par les modifications apportées par les groupes de la majorité ; la satisfaction des exigences les plus excessives du patronat ; le caractère réactionnaire du texte de la commission mixte paritaire ; le maintien de l'autorité et du pouvoir du chef d'entreprise ; la suppression du cumul des peines appliqué depuis plusieurs années par les tribunaux ; le patronat rassuré ; la libération pour les chefs d'entreprise d'une responsabilité que l'exigence des juges tendait à rendre plus pesante ; (p. 7096) : indique que le PSRG ne votera pas cette loi faite non pour les travailleurs, mais pour les patrons.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3147) : projet de loi trop modeste ; conception conservatrice de la famille ; sens et objet d'une politique familiale ; déterminer la part de liberté revenant aux individus et au groupe familial ; refus d'une politique nataliste ; (p. 3148) : nécessité de changer la vie ; compensation effective des charges familiales ; insuffisance actuelle des allocations familiales, faute d'une indexation sur les salaires ; équipements collectifs à développer ; effort sur les conditions de vie et de travail ; importance de l'éducation ; responsabilité du Gouvernement sur la dégradation constante de la situation matérielle des familles. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 2** (p. 3214) : rappelle que l'amendement n° 10 de Mme Missoffe a été adopté par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition, notamment, des commissaires socialistes ; demande un scrutin sur cet amendement de justice.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2245**). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4748) : le Gouvernement impuissant à maîtriser le chômage ; un projet qui camoufle les responsabilités du Gouvernement ; un projet contraire à l'esprit de l'accord de 1970 car il tend à détourner de leur objet une partie des sommes qui doivent aller aux travailleurs en activité ; opposition du groupe du PSRG au projet. **Discussion de l'article unique** [25 juin 1976]. **Après l'Article unique** (p. 4750) : explique les raisons qui ont poussé M. Besson à prévoir que les fonds non employés soient reversés au Trésor public.

— **Rappel au règlement** [28 juin 1976] (p. 4799) : application de **l'article 89, alinéa 3 du règlement** : abus des modifications de l'ordre du jour.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4846) : la carence du Plan concernant les problèmes fondamentaux de la sécurité sociale ; l'importance du budget de la sécurité sociale ; l'absence de sérieux de la planification ; s'interroge sur la signification

de ce silence ; l'acheminement vers le système de la production minimum faute de vouloir s'attaquer aux causes du déséquilibre ; le problème du rattrapage du pouvoir d'achat des familles ; l'amélioration de la situation des personnes âgées ; nulle trace des propositions de la commission « santé » du VII[e] Plan ; le refus du Gouvernement de remettre en cause les privilèges de l'industrie pharmaceutique, de l'hospitalisation privée à but lucratif ; le refus de faire évoluer la médecine praticienne vers une médecine non pas fonctionnarisée mais sociale ; (p. 4847) : l'autre politique possible définie par le programme commun : la revalorisation des pensions de retraite, l'amélioration de la situation des familles, l'indexation des prestations familiales sur les salaires, la transformation des structures du système de santé, la nécessité de mieux cerner l'effort de solidarité des Français ; la venue au pouvoir d'un Gouvernement s'appuyant sur des couches populaires.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7276) : un budget qui n'est pas prioritaire ; une politique d'austérité frappant l'action sanitaire et sociale ; (p. 7277) : gravité de la situation ; la continuité dans la poursuite des objectifs ; l'insuffisance des interventions prévues ; l'importance attachée à la prévention sanitaire ; l'insuffisance des moyens des services de prévention ; l'humanisation des hôpitaux ; les problèmes des collectivités locales et de la sécurité sociale ; la recherche médicale ; l'INSERM ; l'institut Pasteur ; la SANOFI ; (p. 7278) : la politique de la famille ; la fusion d'allocations existantes en un complément familial ; la dégradation de la situation des familles ; le ministère de la santé, ministère de l'impossible ? ; le malaise des professions de santé ; l'impuissance du Gouvernement devant les réformes de structure ; le procès d'intentions de Mme Veil vis-à-vis des positions socialistes ; les obstacles à l'évolution du système de santé vers des forme différentes et de caractère plus social ; la maison médicale de la Villeneuve à Grenoble ; indique que le PSRG se prononcera contre ce budget ; (p. 7300) : demande un débat sur la politique de la santé.

Rappel au règlement [29 octobre 1976] : présentation des documents parlementaires relatifs au projet de loi de finances pour 1977.

Travail [15 novembre 1976] (p. 7999) : le budget du ministère de la crise ; la politique des salaires rejetée par l'ensemble des organisations syndicales dans le secteur public comme dans le secteur privé ; (p. 8000) : la poursuite et l'aggravation de la crise de l'emploi ; le plan Barre ; un crise qui n'est pas seulement financière ; la crise démographique ; l'assiette des cotisations sociales et le prélèvement salarial ; la politique salariale du Gouvernement qui tend à limiter l'évolution des rémunérations ; la baisse de la natalité ; une politique familiale ; l'aggravation des inégalités sociales ; la création de vingt-quatre emplois d'inspecteur du travail ; l'AFPA ; un budget qui progresse plus que le budget de l'Etat dans son ensemble ; le déficit du régime général en 1977 ; le plan Barre et ses effets ; (p. 8001) : la soumission de la politique sociale aux intérêts privés ; développer la solidarité entre les citoyens et institution de mécanismes de compensation entre régimes ; l'assurance des échéances ; revaloriser les pensions de vieillesse ; améliorer la situation des familles ; transformer les mécanismes de l'assurance maladie ; l'élection des administrateurs des caisses ; la nationalisation des plus grands trusts pharmaceutiques ; veiller au recouvrement régulier des cotisations ; égalité des charges de cotisation entre non-salariés et salariés.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8113) : l'industrie papetière ; la crise subie par Aussedat-Rey, Ruysscher, Clairefontaine, Voiron et des Gorges, Boucher et Condat ; les difficultés des nouvelles entreprises ; les importations de pâte à papier ; la pénétration massive de capitaux étrangers ; la nécessité d'un « plan papier ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger** (n° **2553**). **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9081) : son amendement n° 1 intégrant les fonctionnaires dans les conventions internationales de sécurité sociale ; réservé ; (p. 9082) : retire son amendement n° 1 ; retire son amendement n° 2.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes** (n° **2629**). **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9093) : faciliter les prélèvements d'organes en vue de greffes ; ne veut pas interdire les greffes au profit des jeunes enfants qui pourraient survivre ; (p. 9094) : pouvoir faire des greffes sur des enfants mineurs.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2233) : l'absence d'imagination du programme gouvernemental ; l'impact politique limité du programme ; l'insuccès des mesures passées de lutte contre l'inflation ; le soutien gouvernemental aux familles et aux personnes âgées ; la lenteur de l'entrée en application

de la loi du 30 juin 1975 ; l'aide en faveur des rapatriés ; l'ampleur du retard accumulé par les prestations familiales ; la proposition de loi socialiste relative aux droits économiques et sociaux liés à la présence d'enfants dans la famille ; le retard pris dans la mise en œuvre du complément familial ; les mesures en faveur des personnes âgées ; la majoration des pensions liquidées ; le maintien des persones âgées à domicile ; (p. 2234) : l'impuissance des gouvernements de droite à aborder les problèmes sociaux en termes globaux ; la nécessité de réformes de structure ; l'absence de propositions relatives à la sécurité sociale ; la nécessité de l'ouverture d'un large débat à l'Assemblée nationale ; le droit du Parlement à connaître le dossier de la sécurité sociale ; l'association du parti socialiste à de nombreuses organisations en vue de la défense de la sécurité sociale.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 mai 1977]. **Article premier : Article L 438-1 du code du travail** (p. 2664) : son amendement n° 23 : application des dispositions relatives au bilan social à toutes les entreprises employant au moins cinquante salariés et comportant un comité d'entreprise ; (p. 2665) : les raisons qui militent en faveur de la fixation à cinquante salariés du seuil d'application du texte du projet de loi ; amendement n° 23 repoussé. **Article L 438-2 du code du travail** (p. 2669) : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 3 de M. Caille : prise en compte dans les données du bilan social de la situation des personnes non directement liées à l'entreprise par un contrat de travail ; l'intégration facultative des données relatives aux travailleurs temporaires ; l'élargissement du champ d'application du texte ; sous-amendement n° 24 retiré. **Article L 438-4 du code du travail** (p. 2672) : son amendement n° 25 soutenu par M. Pignion ; repoussé. **Article L 438-5 du code du travail** : son amendement n° 26 : possiblité pour le comité d'entreprise de recourir à l'assistance d'un expert rémunéré par l'entreprise ; repoussé ; son amendement n° 27 : faculté pour le comité d'entreprise de sociétés anonymes de recourir à l'assistance d'un expert-comptable ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 2676) : son amendement n° 28 : modalités d'application des dispositions du code du travail relatives au bilan social de l'entreprise à certaines entreprises et établissements publics, ainsi qu'à certains services de l'Etat et des collectivités publiques locales ; adopté ; l'abstention du groupe du PSRG. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4325) : son amendement n° 1 soutenu par M. Le Pensec ; repoussé ; (p. 4326) : son amendement n° 2 : fixation du seuil d'application du projet de loi aux entreprises d'au moins cinquante salariés ; réservé ; (p. 4327) : son amendement n° 3 soutenu par M. Eyraud : retiré ; son amendement n° 4 soutenu par M. Le Pensec ; repoussé. **Article 3** (p. 4329) : son amendement n° 5 soutenu par M. Eyraud ; repoussé. **Article premier** *(suite)* (p. 4330) : amendement n° 2 précédemment réservé ; repoussé. **Article 4** (p. 4331) : son amendement n° 6 soutenu par M. Eyraud ; adopté.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article 2** (p. 3274) : la subordination du droit au complément familial à une condition de ressources ; le caractère discriminatoire d'un tel critère ; sa justification ; la volonté du groupe du PSRG de soustraire l'attribution des prestations à toute condition de ressources ; le montant du complément familial ; son infériorité à la valeur au 1er janvier 1978 des prestations qu'il doit remplacer ; la révision du montant du complément familial ; (p. 3277) : la position du groupe du PSRG sur le principe de la majoration de l'allocation d'orphelin ; l'insuffisance de la majoration de 50 % de cette allocation ; indique qu'il ne votera pas les amendements présentés par la commission et le Gouvernement. **Explications de vote** (p. 3282) : l'ambiguïté du texte ; la proximité des échéances électorales ; les propositions faites au nom du RPR par M. Chirac ; la dégradation de la situation du pouvoir d'achat des familles ; les propositions du parti socialiste ; l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements déposés par le groupe du PSRG ; l'insuffisance des concessions gouvernementales ; l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6958) : le rattachement du département de la sécurité sociale au ministère de la santé ; l'absence de débat parlementaire sur la politique de santé et l'avenir de la sécurité sociale ; un budget doublement trompeur ; (p. 6959) : la prévention médico-sociale ; les crédits affectés à l'action sanitaire ; s'attaquer aux facteurs qui favorisent la maladie ; les conditions de vie et conditions de travail ; le maintien de la médecine préventive dans un état de pénurie ; l'évolution des modes d'exercice de la médecine ; associer l'acte préventif et l'acte thérapeutique ; le développement des centres de santé intégrés ; l'aide médicale d'urgence ; la proposition de loi du groupe socialiste sur l'extension des SAMU à l'ensemble du territoire ; la mise en place de la carte sanitaire ; le privilège donné au secteur privé au détriment du secteur public d'hospitalisation ; l'affectation des crédits d'équipement

sanitaire à l'humanisation des hôpitaux ; la nécessaire réorganisation de la structure hospitalière ; (p. 6960) : l'absence de volonté politique du Gouvernement ; la politique globale de santé définie par le parti socialiste.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7348) : la progression du chômage ; les crédits de la formation professionnelle des adultes ; le nombre réel de chômeurs ; (p. 7348) : l'évolution du pouvoir d'achat des ménages ; l'évolution du PIB ; l'indemnisation des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE ; la campagne menée pour accréditer l'existence de « chômeurs professionnels » ; (p. 7349) : le niveau élevé de la hausse des prix ; les points noirs de la carte de l'emploi ; la région Rhône-Alpes ; la politique économique d'ensemble ; la création de 150.000 emplois publics ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; les résultats des mesures prises par le Gouvernement ; l'indemnisation du chômage ; la relance de la production et de l'emploi.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° **3213**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8285) : l'écart existant entre la législation sociale des DOM et celle de la métropole ; les conditions d'attribution des prestations familiales dans les DOM ; l'exclusion des travailleurs indépendants, des commerçants et des artisans du champ d'application du projet de loi.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° **3227**). **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8296) : la généralisation du système de prévoyance légale aux membres des congrégations religieuses et aux ministres des cultes ; l'accord du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche sur l'objectif du projet de loi ; ses réserves relatives à la solution retenue par le Gouvernement pour la mise en œuvre de l'extension des prestations sociales ; l'harmonisation et l'unification des régimes ; la solidarité nationale ; rendre obligatoires les cotisations des congrégations et des associations ; les problèmes de financement de l'assurance maladie ; la compensation démographique ; l'intégration des clercs au régime général de la sécurité sociale ; les arguments développés contre le principe de l'intégration ; le problème de la détermination de l'employeur ; (p. 8297) : la charge représentée par le rachat des cotisations de vieillesse ; l'abstention du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 613-18 du code de la sécurité sociale** (p. 8306) : l'élection des membres du conseil d'administration de la caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes. **Explications de vote** (p. 8311) : l'abstention du groupe du PSRG sur l'ensemble du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9109) : la reprise par la CMP des dispositions relatives au régime optionnel ; la non-prise en considération de la volonté de solidarité exprimée par les milieux ecclésiastiques. **Explications de vote** (p. 9110) : l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8316) : l'urgence d'un grand débat sur la sécurité sociale ; les lois des 24 décembre 1974 et 4 juillet 1975 ; la distinction faite par le Gouvernement entre généralisation et harmonisation ; l'intervention de M. Louis Besson lors de la discussion de la loi du 4 juillet 1975 ; l'absence d'une véritable généralisation ; la liberté de la protection sociale ; (p. 8317) : l'assouplissement du régime de l'assurance volontaire ; l'absence d'appel à la solidarité nationale ; l'assouplissement des règles d'admission au bénéfice des prestations dans le cadre du régime général des travailleurs salariés ; l'accroissement des charges du régime général ; le vote hostile du groupe du PSRG. **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8345) : son amendement n° 11 : prise en considération du caractère national de la solidarité sur laquelle est fondée l'organisation de la sécurité sociale ; le caractère non professionnel ou interprofessionnel de la solidarité ; devenu sans objet ; (p. 8346) : son amendement n° 12 : modalités de garantie des risques ; la liberté d'affiliation ; rendre obligatoire l'affiliation au régime de sécurité sociale ; (p. 8347) : la liberté d'affiliation ; la généralisation de la sécurité sociale ; repoussé. **Article 3** (p. 8348) : son amendement n° 13 : caractère immédiat de l'information des assurés par les organismes d'affiliation ; retiré ; son amendement n° 14 : caractère automatique de l'affiliation au régime d'assurance personnelle ; repoussé. **Article 4** (p. 8349) : l'opposition de l'article 98 du règlement à son amendement supprimant les conditions de délai fixées par voie réglementaire relatives au bénéfice, par les personnes inscrites à l'assurance personnelle, des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité servies par le régime général. **Article 5** (p. 8350) : son amendement n° 16 : suppression des dispositions relatives aux modalités de calcul des cotisations sur des bases forfaitaires ; les conditions du recours au système de la cotisation forfaitaire ; l'ambiguïté du texte relatif au calcul des cotisations forfaitaires ; retiré. **Article 6** (p. 8351) : l'amendement déposé par le groupe du PSRG relatif à l'équilibre financier du régime d'assurance personnelle ; la solidarité nationale ; la

contribution de l'Etat à l'équilibre du régime de sécurité sociale ; l'article 98 du règlement. **Article 7** (p. 8352) : son amendement n° 18 : modification rédactionnelle prenant en considération le caractère obligatoire du régime d'affiliation à l'assurance personnelle ; repoussé. **Article 9** : son amendement n° 19 : suppression des conditions de cotisations nécessaires à l'affiliation au régime d'assurance personnelle ; réservé. **Article 12** (p. 8353) : son amendement n° 20 : de suppression ; l'institution d'un critère de ressources lorsque les conditions de durée du travail ou d'immatriculation ne sont pas remplies ; l'absence de précédent relatif à l'ouverture des droits sur la base d'un certain niveau de revenus ; ne pas fonder l'ouverture des droits sur la notion de durée du travail ; l'inopportunité d'un système établi sur la base des niveaux de revenus ; repoussé. **Article 9** (*suite*) (p. 8354) : son amendement n° 19 précédemment réservé : devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 8355) : un texte qui ne prévoit pas une généralisation effective de la sécurité sociale ; progresser dans la voie de l'harmonisation et de l'unification des régimes de sécurité sociale ; le vote hostile du PSRG.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 à L 477 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° **2795**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8357) : le rôle joué par les infirmiers et infirmières ; la subordination de la qualité d'infirmier et d'infirmière à la possession de diplômes ; leur situation réelle ; (p. 8358) : les propositions du parti socialiste relatives à la constitution d'équipes pluri-disciplinaires ; l'association des infirmières à la marche des établissements hospitaliers ; les problèmes matériels de la profession ; la situation des infirmiers et infirmières libéraux.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Discussion générale** [14 décembre 1977] (p. 8714) : les conditions d'examen du texte ; l'absence d'une politique globale de la santé et de l'action sociale ; l'harmonisation des conditions de prise en charge des soins médicaux dispensés aux personnes âgées ; l'absence de prise en considération des besoins fondamentaux des personnes âgées ; le système de l'aide sociale ; la mise en jeu de l'obligation alimentaire à l'occasion de l'attribution de l'allocation d'aide sociale ; le PAP n° 15 ; les propositions de loi du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche relatives à la fixation du minimum vieillesse ; la tarification hospitalière ; les critiques dont est l'objet le prix de journée ; les préférences du parti socialiste pour le système du budget total ; le problème de la participation du malade aux frais d'hospitalisation.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle** (n° **3355**). **Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 9013) : les conditions d'examen du projet ; l'entérinement d'un accord contractuel conclu entre le CNPF, la confédération des PME et trois organisations syndicales ; l'inconstitutionnalité de la procédure ; le droit d'amendement des membres du Parlement prévu par l'article 44 de la Constitution ; la nature de la généralisation de la mensualisation proposée, les exclusions de la généralisation d'un certain nombre de catégories socio-professionnelles ; (p. 9014) : les conditions de paiement des jours fériés, de l'indemnité de licenciement, de l'indemnité en cas de départ à la retraite non volontaire ; soumettre à un statut social identique tous les travailleurs ; les restrictions apportées aux dispositions relatives au paiement ; les conditions d'indemnisation des jours fériés ; les conditions d'ancienneté ouvrant droit à un congé pour événement familial ; les dispositions relatives à l'indemnité de licenciement ; les droits des salariés mensualisés en cas de maladie ou d'accident ; la faiblesse du nombre des bénéficiaires des dispositions de la loi sur l'abaissement de l'âge de la retraite des travailleurs manuels ; la nouvelle procédure d'extension des conventions collectives ; les conditions du vote du PSRG ; (p. 9017) : sa motion de renvoi en commission ; le problème posé par la constitutionnalité du projet de loi ; les dispositions de l'article 83 du règlement de l'Assemblée nationale ; les conditions de distribution et d'impression du projet ; la délibération de la commission sur un texte non officiel au sens de la procédure parlementaire ; motion de renvoi en commission ; adoptée. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9017) : son amendement n° 3 : principes fondamentaux relatifs à la mensualisation ; (p. 9018) : la fixation du cadre juridique général dans lequel les négociations relatives à l'établissement d'accords de mensualisation devraient se tenir ; l'impossibilité pour l'Assemblée nationale d'amender le texte ; ses réserves quant à la constitutionnalité du texte ; l'établissement des principes auxquels tout accord de mensualisation devrait se référer ; repoussé. **Article premier et annexe** (p. 9019) : son amendement n° 4 : extension des dispositions relatives à la men-

sualisation aux professions agricoles ; demande au nom du groupe PSRG un scrutin public sur l'amendement ; (p. 9020) : la faculté que se réserve le groupe du PSRG d'amender un projet dont la généralité ne lui convient pas ; repoussé par scrutin public ; son amendement n° 5 : généralisation de l'application de la règle de mensualisation à tous les travailleurs salariés ; repoussé ; son amendement n° 6 : suppression des disposition concernant l'application de l'accord aux professions n'étant pas liées à la date de signature dudit accord ; n'a plus d'objet. **Article 2** : son amendement n° 7 : nature et conditions du dépôt d'un projet de loi relatif à la codification des dispositions afférentes à la mensualisation ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 9021) : son amendement n° 8 : application de la procédure de réunion d'une commission mixte paritaire en vue de la conclusion d'une convention collective dans une branche d'activité déterminée aux accords nationaux interprofessionnels ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 9 : de suppression ; repoussé. **Explications de vote** (p. 9022) : le vote hostile du groupe du PSRG.

GAUDIN (Pierre)

Député du Var
(1re circonscription)
(PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973[(p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [29 juin 1973] (p. 2705).

Membre du comité consultatif des lignes de Corse [29 novembre 1973] (p. 6499).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2604 du 2 novembre 1945 relative à la procédure de **modification des circonscriptions territoriales** (n° **1658**) [20 mai 1975].

Retrait de cette proposition [19 octobre 1976] (p. 6757).

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1506), complétant l'article 14 de la loi n° 71-384 du 2 mai 1971 relatif à l'amélioration des **structures forestières** et concernant la tutelle des groupements syndicaux forestiers (n° **2211**) [22 avril 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur les conditions d'**intégration des Français musulmans** dans la communauté nationale (n° **2422**) [24 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**ordonnance n° 45-2604** du 2 novembre 1945 relative à la procédure de modification des **circonscriptions territoriales** (n° **2578**) [3 novembre 1976].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Conflit à la société Pechiney** [11 mai 1973] (p. 1217, 1218) : l'assignation par la direction de l'entreprise de cinq responsables syndicaux devant les tribunaux ; la situation difficile au point de vue de l'emploi dans le département du Var ; son inquiétude devant l'accroissement du tonnage de bauxite importé par la société Pechiney.

— **Administration de la commune de Brignoles** [28 novembre 1973] (p. 6427).

• *question au Gouvernement :*

— **Transfert de la préfecture du Var à Toulon** [23 octobre 1974] (p. 5346, 5347).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **1543**) : **Incidents de Draguignan** [11 décembre 1974] (p. 7678, 7679, 7680) : précipitation avec laquelle la préfecture du Var a été transférée de Draguignan à Toulon ; le mépris avec lequel le Gouvernement a traité les élus dans cette affaire ; les raisons politiques de ce transfert.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2017) : la crise de la viticulture ; la révision des règlements communautaires 816 et 817 ; l'application de la clause de sauvegarde intercommunautaire à l'encontre de l'Italie ; révision du système de fixation des prix agricoles ; arrêt de la campagne anti-vin ; mesures à envisager dans le Var ; interdiction de l'irrigation des vignes.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**) et **Gau** (n° **19963**) : **Problème de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3682) : situation dramatique du Var, second département de France pour le chômage ; liquidation du bassin de bauxite du Var ; volonté du Gouvernement de combattre l'inflation par le chômage ; (p. 3683) : droit au travail.

• *question au Gouvernement :*

— **Avenir de l'extraction de la bauxite** [29 octobre 1975] (p. 7537).

• *question orale sans débat :*

— (n° **22850**) : **Gestion de la commune de Brignoles** [28 novembre 1975] (p. 9141) : retard apporté à la publication des résultats de l'enquête sur le fonctionnement administratif de la commune de Brignoles.

• *question au Gouvernement :*

— **Mutations d'auxiliaires** [24 novembre 1976] (p. 8638) : mutations d'auxiliaires des services fiscaux du Var.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1975

— **Informe** l'Assemblée de la décision du Conseil constitutionnel relative à la loi organique modifiant les dispositions du code électoral concernant la composition de l'Assemblée nationale [16 mai 1975] (p. 2827).

— **Rappel au règlement de M. Macquet** : questions au Gouvernement (temps de parole de l'opposition et de la majorité) [4 juin 1975] (p. 3661).

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Deuxième partie :

Qualité de la Vie : I. Environnement.

— **Examens des crédits : Après les Articles 28 et 61** [7 novembre 1975] (p. 8106) : indique que, par décision du président de l'Assemblée nationale, l'amendement n° 217 de M. Darinot est réservé jusqu'à discussion des charges communes.

— **Souhaite la bienvenue** au président de l'Assemblée nationale de la République islamique de Mauritanie [4 décembre 1975] (p. 9361).

— **Rappels au règlement de MM. Gerbet, Frédéric-Dupont, Barel** sur l'ordre du jour [16 décembre 1975] (p. 9855).

— **Rappel au règlement de M. Gerbet** [16 décembre 1975] (p. 9856) : modification de l'ordre du jour par une lettre du Gouvernement (discussion du projet de loi sur la cour d'appel de Versailles).

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [11 mai 1973] (p. 1206) : évoque la création de diverses commissions d'étude ; demande au Gouvernement s'il s'engage à appliquer rapidement leurs conclusions, si les crédits nécessaires seront inscrits au prochain budget ; rappelle que les parlementaires de la majorité votent le budget des anciens combattants ; regrette que le débat ne soit pas sanctionné par un vote.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5278) : insuffisance des crédits de l'Institut national de la recherche agronomique ; son analyse des crédits de la recherche ; faiblesse de recrutement, diminution des moyens de l'INRA de 40 % en cinq ans, insuffisance des crédits d'équipement, problème de statut des personnels ; s'interroge sur la commission Pons chargée de la liaison entre le ministère et les chercheurs ; urgence d'une révision de politique.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6010) : crédits des rapatriés et absence de règlement définitif de l'indemnisation ; situation des harkis ; protection civile ; (p. 6011) : subventions aux services départementaux d'incendie ; protection des Français contre les dangers atomiques ; finances locales ; son inquiétude face aux projets annoncés ; révision des bases d'imposition ; ses observations sur la fiscalité locale, subventions et incidences de la TVA; résorbtion des charges afférentes aux personnels de préfecture ; VRTS et TVA ; pression fiscale des communes ; difficultés d'établissement des

budgets communaux ; rôle du ministre de l'intérieur à l'égard des collectivités locales ; nécessité d'une redistribution plus équitable des charges et des ressources ; budget de routine.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6141) : son amendement n° 132 relatif à l'INRA.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1974] (p. 7430) : transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon ; question orale ; réunion de la conférence des présidents.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, concernant le développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6533) : dénonce l'insuffisance des subventions.

— **Rappel au règlement** [17 octobre 1975] (p. 7054) : modification de l'ordre du jour prioritaire : discussion du projet de loi relatif au statut général des militaires.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] ; (p. 8333) : la nécessité de disposer d'un nombre suffisant de Canadair.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8290) : ne pas rejeter sur les maires la responsabilité des difficultés financières des communes ; la nationalisation des CEG et CES ; (p. 8291) : le financement du fonds d'équipement des collectivités locales ; la dégradation constante du taux des subventions ; le rapport du VRTS en période de chômage.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Explications de vote** [27 avril 1976] (p. 2165) : proteste contre les méthodes de travail de l'Assemblée nationale.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [23 avril 1976] (p. 2263) : les différences entre le projet gouvernemental de l'office national interprofessionnel des vins de table et la proposition socialiste d'un office des vins ; ses traductions sur le plan de la composition de l'office et de la définition de ses missions ; (p. 2264) : la détermination de ses compétences et la fixation de ses ressources ; un véritable office des vins reste à créer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 7** (p. 6651) : défend l'amendement n° 57 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article 7 ; souhaite le maintien du taux du prélèvement opéré au profit du FSIR ; repoussé ; défend l'amendement n° 86 de M. Duffaut : modalités d'affectation du supplément de recettes du FSIR ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7529) : les insuffisances du budget ; la subvention au fonds national de garantie ; les contributions additionnelles aux primes d'assurances ; les bonifications d'intérêts relatives aux emprunts calamités ; les ressources insuffisantes affectées à la réparation des calamités ; la condition posée par la loi de 1964 quant à l'indemnisation des calamités agricoles ; (p. 7530) : les disparités entre régions ; l'insuffisance du taux de prise en charge des prêts par le fonds de garantie ; développer les études agro-météorologiques.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976 [*J.O.* Débats du 5 novembre 1976] (p. 7630) : la sécheresse ; le Var victime de pluies torrentielles ; la loi de juillet 1964.

Qualité de la vie. — III. Tourisme [8 novembre 1976] (p. 7701) : des moyens insuffisants ; le tourisme social qui devrait bénéficier de la valorisation des zones rurales et de la défense du patrimoine naturel : les subventions accordées aux associations ; (p. 7702) : le tourisme social souvent tourisme à bon marché ; le caractère social du projet de Villefranche-sur-Mer ; l'hôtellerie dans l'espace rural ; la TVA des hôtels de préfecture et des meublés patentés ; la petite hôtellerie, victime de l'iniquité fiscale ; le refus du PSRG de voter les crédits de ce budget ; (p. 7706) : un budget ridicule par rapport à ce que le tourisme représente.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8282) : la réforme de la fiscalité directe locale ; un premier bilan ; le rapport Guichard ; la nationalisation des CES ; l'évolution du VRTS ; le FECL ; le fonds d'action locale ; (p. 8283) : le remboursement de la TVA ; TVA et inflation ; les CES ; la construction d'écoles maternelles ; l'augmentation du VRTS ; l'attribution de péréquation ; la réforme des « Quatre vieilles » laissant subsister nombre de défauts ; (p. 8284) : nouveautés et pro-

gramme commun ; l'asphyxie de la démocratie locale ; une nouvelle répartition des ressources fiscales entre l'Etat et les collectivités locales.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1718) : les objectifs du projet de loi ; les menaces qui pèsent sur les exploitations de la bauxite dans le département du Var ; l'acceptation par le Gouvernement du plan de liquidation des bassins de bauxite proposé par Aluminium-Pechiney ; faire en sorte que les importations ne viennent qu'en complément de la production nationale et n'aient pas d'impact sur le chômage ; une politique minière qui sert incontestablement les gros intérêts privés.

GAUSSIN (Pierre-Roger)

Député de la Loire
(1re circonscription)
(RDS, puis RCDS).

En remplacement le 29 juin 1974 de M. Michel Durafour, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement. [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 juillet 1974] (p. 3248).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [9 juillet 1974] (p. 3431), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du conseil d'administration de la société nationale chargée de la première chaîne de télévision [15 novembre 1974] (p. 6463).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargé de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [6 mai 1976] (p. 2741), [7 mai 1976] (p. 2833).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [23 juin 1977] (p. 4155), [24 juin 1977] (p. 4202).

Membre des conseils d'administration des sociétés nationales de radiodiffusion et de télévision, première chaîne de télévision [15 décembre 1977] (p. 8823), [16 décembre 1977] (p. 8878).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissement hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1754) portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'**enseignement supérieur** (n° **1792**) [20 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1903) tendant à compléter la **loi n° 68-978 d'orientation de l'enseignement supérieur** du 12 novembre 1968 afin de prévoir le dépôt annuel d'un rapport au Parlement sur l'application de ladite loi (n° **2088**) [18 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2362), tendant à valider les **décrets des 10 mai 1969 et 9 mars 1972** relatifs au **comité consultatif des universités** (n° **2416**) [23 juin 1976].

— **Rapport d'information,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur l'**application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968** (n° **2765**) [2 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2693), portant **validation des listes de classement d'étudiants** admis en deuxième année du premier cycle des **études médicales et odontologiques,** dans certaines universités, pour les années **1971-1972** et **1972-1973** (n° **2805**) [14 avril 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Ingénieurs français arrêtés en Algérie** [17 décembre 1975] (p. 9913) : sort de deux ingénieurs de la Société stéphanoise de constructions métalliques arrêtés par la sécurité militaire algérienne.

— **Condamnation en Algérie de deux ingénieurs français** [12 mai 1976] (p. 2929, 2930) : mesures envisagées par le Gouvernement pour obtenir la libération des victimes.

— **Stages de formation professionnelle** [26 octobre 1977] (p. 6641) : interdiction faite aux comités régionaux de formation continue de financer les stages organisés par les instituts universitaires de technologie à l'intention des étudiants.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**) [17 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5173) : la situation géographique et politique de l'archipel des Comores ; les exemples d'Etats de petite dimension ; estime indispensable d'assurer la protection des minorités.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Universités [6 novembre 1974] (p. 5927) : tient à préciser que les universitaires ne sont pas les médiocres gestionnaires que l'on a souvent incriminés ; situation du CNRS ; les heures complémentaires dans l'université ; l'orientation des étudiants ; problèmes spécifiques de l'université de Saint-Etienne.

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6257) : ses observations relatives à la diversification des cultures.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**) [17 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4310) : la place du projet dans l'histoire séculaire de l'éducation ; l'énorme effort quantitatif qui a été fait ; (p. 4311) : l'insuffisance de l'effort sur le plan qualitatif ; le caractère ambitieux du projet ; la longueur de la consultation qui l'a précédée ; la volonté d'assurer l'égalité des chances, de donner une

formation équilibrée, de consacrer la valeur des enseignements techniques et professionnels, et de fonder la communauté scolaire ; les assurances attendues dans le domaine de l'accès aux enseignements supérieurs ; le problème de la formation des maîtres. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4419) : son sous-amendement n° 48 : neutralité politique, idéologique et religieuse ; (p. 4420) : pense que son sous-amendement n° 48 pourrait porter sur l'avant-dernier alinéa de l'amendement n° 123 du Gouvernement ; retiré. **Article 4** (p. 4449) : son amendement n° 30 : dans le dernier alinéa de l'article 4, après les mots « stages », insérer les mots « suivis et contrôlés par l'Etat » ; devenu sans objet. **Article 5** (p. 4456) : retire son amendement n° 44. **Explications de vote** (p. 4482) : le caractère positif du projet de loi ; le vote positif du groupe des réformateurs.

— **Projet de loi portant modification de de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1754**), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4593) : les principes fondamentaux sur lesquels repose l'autonomie des universités ; le problème des contractuels d'universités ; assurer une plus saine gestion des universités ; (p. 4594) : les modifications apportées par le projet de loi : règles de procédure budgétaire, gestion des crédits de vacation et d'heures complémentaires, gestion du crédit global de fonctionnement. **Discussion de l'Article unique. Avant l'Article unique** des ressources propres des universités ; repoussé ; son amendement n° 2 : garantir aux conseils des UER le droit de voter leur budget ; adopté ; (p. 4606) : ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Sourdille.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Culture [3 novembre 1975] (p. 7740) : favoriser la décentralisation culturelle ; recenser les richesses culturelles ; remettre en valeur les centres historiques des villes ; le cas des petites villes et des campagnes ; faire naître de véritables centres de créations ; (p. 7741) : conclure des chartes culturelles avec les régions ; doter plus largement le budget de 1977.

Education [12 novembre 1975] (p. 8197) : le problème de l'éducation en milieu rural, notamment dans le domaine de l'enseignement pré-scolaire ; le coût pour les petites communes du fonctionnement d'une école maternelle ; (p. 8198) : le problème des dépenses d'équipement dans le domaine de l'enseignement élémentaire ; les fermetures d'écoles ; le problème du financement des nouvelles constructions de l'enseignement secondaire ; décharger les municipalités du poids qui pèse sur elles ; développer le ramassage scolaire dans les régions à faible peuplement ; (p. 8199) : le service médical scolaire ; le problème du coût de l'enseignement.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8495) : marque son inquiétude quant au fonctionnement financier des universités ; le taux insuffisant des heures complémentaires ; regrette la sélection par l'échec ; ses observations relatives à la carte universitaire, au statut des enseignants et à la situation des 85.000 étudiants étrangers en France.

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8594) : les conditions dans lesquelles travaille le conseil d'administration de TF 1 ; le sérieux de ce travail et l'indépendance d'esprit de cette société ; (p. 8595) : la précarité de ses ressources et la rigidité de ses charges ; les contrats léonins passés par la Société française de production ; les méthodes utilisées pour juger de la qualité des émissions.

1976

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative au comité consultatif des universités** (n° **2362**), rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4758) : déplore que l'Assemblée se trouve pour la cinquième fois depuis un an saisie d'un projet tendant à valider des opérations administratives entachées d'illégalité à la suite d'un arrêt en Conseil d'Etat ; rappelle ce qu'est le comité consultatif des universités ; (p. 4759) : sa composition, ses attributions ; rend hommage à son travail ; demande à l'Assemblée d'adopter la proposition de loi. **Discussion de l'Article unique** [25 juin 1976]. **Titre** (p. 4760) : son amendement n° 1 tendant à mettre en harmonie l'intitulé du projet avec le contenu de l'article unique ; adopté.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° **2693**), rapporteur. **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2031) : la validation d'opérations administratives frappées d'illégalité ; (p. 2032) : le principe de la limitation du nombre des étudiants en médecine ; l'apparition de la catégorie des « reçus-collés » ; l'absence de consultation du CNESER ; l'approbation par la commission des affaires culturelles du projet de loi. **Discussion de l'Article unique** (p. 2036) : le climat de la réunion de la commission ; l'irrecevabilité des amendements proposés par la commission.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° 2920). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3751) : les aspects culturels de l'élection de l'assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct ; le peu de consistance des actions dans le domaine culturel ; l'éducation ; l'Université ; la faiblesse du brassage des professeurs ; l'impact de l'institut universitaire de Florence ; la recherche scientifique ; les problèmes de langue ; la discussion de la question de la démocratie culturelle lors de la réunion d'Oslo ; la compétence de la Communauté européenne en matière culturelle ; l'Europe de la culture ; (p. 3752) : l'attribution des prix Nobel ; l'envahissement des moyens de communication de masse par les programmes américains ; l'idée européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6404) : le champ de son intervention ; la présentation des trois rapports par les membres de l'opposition ; la France, pays de culture ; le quadruplement des moyens du ministère de la culture depuis quinze ans ; la nécessité de la continuité ; les priorités budgétaires ; l'action en faveur des musées ; (p. 6405) : l'augmentation des crédits d'équipement ; le centre Georges-Pompidou ; le développement des expositions itinérantes ; la nécessité d'augmenter la dotation de fonctionnement du centre ; la protection du patrimoine monumental ; le cas de l'abbaye de Saint-Robert à La Chaise-Dieu ; l'augmentation des crédits d'équipement ; l'effort consenti en faveur de la lecture publique ; la médiocrité des crédits pour la diffusion du livre français à l'étranger ; la décentralisation en faveur de la vie culturelle régionale ; la faiblesse des crédits dans les autres secteurs d'intervention ; l'augmentation des dotations en faveur des maisons de la culture ; le problème de la décentralisation dramatique ; la nature du projet de budget pour 1978 ; la culture ; (p. 6406) : le vote favorable du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.

Education [27 octobre 1977] (p. 6726) : la diminution des dépenses d'investissement ; le cas de l'académie de Grenoble ; la réforme Haby ; les principes fondamentaux de la réforme ; la formation des citoyens dans une société libre ; la confusion entre formation du citoyen et éducation politique partisane ; donner à chaque enfant à la fois une formation personnelle et professionnelle ; la suppression de la discrimination entre la formation courte et la formation longue ; (p. 6727) : le problème du chômage des jeunes ; l'égalisation des chances devant l'école ; la mise en place de nouveaux manuels d'histoire et de géographie ; la mise en œuvre de la réforme ; l'enseignement pré-élémentaire ; le système d'options prévu à partir de la quatrième ; l'appui des réformateurs, centristes et démocrates sociaux à la politique du Gouvernement menée en matière d'éducation.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7485) : la qualité des émissions télévisuelles ; la répartition des programmes ; le caractère artificiel de la concurrence ; le sacrifice de la qualité ; la mise en place d'un organisme coordonnateur entre les différentes sociétés de télévision ; donner une plus grande place à la culture ; diffuser la culture internationale ; (p. 7486) : l'établissement d'une coordination profonde entre les télévisions des pays européens ; rendre périodique la réflexion sur les problèmes de télévision.

Universités [8 novembre 1977] (p. 7130) : l'évolution du budget des universités ; (p. 7131) : la politique de stabilisation des personnels ATOS ; l'aide sociale aux étudiants ; la démocratisation des enseignements supérieurs ; l'entretien du patrimoine ; le renouvellement des matériels ; l'insuffisance des crédits pour les constructions universitaires ; l'Université en mutation ; le dixième anniversaire du vote de la loi d'orientation ; le calme actuel de l'Université ; son hétérogénéité ; les universitaires ; le problème de la microbiologie ; (p. 7132) : l'Université en tant que microcosme ; la notion d'autonomie ; la nécessité de la tutelle ; les problèmes d'emploi de la jeunesse ; la formation professionnelle ; l'orientation et la sélection ; l'éventuel rétablissement de l'ancienne propédeutique ; l'ouvrage « L'Université désorientée » ; les voies ouvertes aux universités.

GAYRAUD (Antoine)

Député de l'Aude
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [8 juin 1973] (p. 2009).

Membre de la commission des affaires étrangères [8 juin 1973] (p. 2008), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1635) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste de Roumanie** tendant à éviter les **doubles impositions** en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bucarest le 27 septembre 1974 (n° **1745**) [12 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1960) autorisant l'approbation de l'**accord cadre de coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Venezuela,** signé à Caracas le 15 novembre 1974 (n° **1963**) [7 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2914) autorisant l'approbation de l'**échange de lettres** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de l'**Etat espagnol** relatif au **statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement,** signé à Madrid le 28 février 1974 (n° **3023**) [23 juin 1977].

QUESTIONS

• *Question d'actualité :*

— **Importations de vins** [15 juin 1973] (p. 2214) : inquiétude des viticulteurs devant les propositions de la commission européenne visant à modifier le régime actuel des importations de vins des pays méditerranéens (vins algériens).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Autoune** (n° **19001**) et **Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2023) : ampleur nationale des problèmes viticoles ; la viticulture, victime du Marché commun agricole.

• *question orale sans débat :*

— (n° **20191**) : **Situation institutionnelle aux Comores** [20 juin 1975] (p. 4568) : problème de la véritable indépendance des Comores.

• *questions au Gouvernement :*

— **Menaces de licenciements dans certaines compagnies de transports routiers** [21 avril 1976] (p. 1961, 1962) : licenciement de travailleurs français par la National Freight Corporation (Société Exatrans).

— **Réforme de l'ANDA** [9 juin 1976] (p. 3903) : réforme de l'Association nationale pour le développement agricole ; utilisation des crédits.

— **Conditions de nomination de certains personnels des IUT** [13 octobre 1976] (p. 6549) : nouvelles modalités de la nomination des directeurs et chefs de département d'IUT.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5948) : problème du handicap, action de l'APAJH de l'Aude ; (p. 5949) : « charité » et « solidarité nationale » ; conditions de réalisation d'un institut médico-pédagogique de l'APAJH ; ses craintes quant au VI[e] Plan ; demande un programme additionnel ; besoins en équipements pour handicapés adultes ; projet de loi d'orientation ; insertion des handicapés dans la vie commune.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5563) : l'enfance inadaptée ; solidarité nationale ; le projet de loi d'orientation sur les handicapés.

Education et enseignement pré-scolaire [5 novembre 1974]. **Etat B - Titre III** (p. 5884) : son amendement n° 121 ; suppression de la subvention à l'enseignement privé ; crédits nécessaires pour le développement des langues régionales ; repoussé.

Affaires étrangères [6 novembre 1974]. **Etat B - Titre IV** (p. 5986) : son amendement n° 117 ; réduction des crédits ; situation des enseignants au Maroc ; repoussé.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6122) : la viticulture ; qualité

et commercialisation des vins ; distillation ; taux de TVA ; importations ; prix à la production.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 2** (p. 4425) : son amendement n° 69 : mission de l'école maternelle ; repoussé ; (p. 4428) : son amendement n° 98 : garantir la participation de l'Etat à la construction des écoles maternelles et assurer leur fonctionnement par une dotation du personnel enseignant nécessaire ; retiré ; (p. 4429) : son amendement n° 70 : fixer à 35 élèves l'effectif maximum des classes maternelles et à 25 au terme du VII[e] Plan ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Explications de vote** [25 juin 1975] (p. 4742) : le risque d'une emprise des plus forts sur les plus faibles ; l'absence de garantie quant aux prix ; le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4781) : demande la réunion d'une assemblée constituante ; la loi ne peut combler le vide juridique créé par les résultats du vote de décembre 1974.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale. Titre III [28 octobre 1975] (p. 7466, 7467) : explique son vote sur le titre III ; l'insuffisance de l'effort en investissements et en personnel quant à l'application de la loi sur les handicapés ; l'absence de décrets d'application.

Culture [3 novembre 1975] (p. 7745) : le caractère de classe du budget de la culture ; la modicité des crédits destinés à la musique ; le cas de la chanson et de la pop-musique face à la sollicitude en faveur du théâtre lyrique ; (p. 7746) : l'obligation faite aux municipalités de pallier la carence de l'Etat ; la perpétuation des privilèges des classes dominantes.

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7804) : l'échec que constitue la politique du Gouvernement relative aux territoires d'outre-mer ; l'agitation dans le territoire des Afars et des Issas et à Saint-Pierre-et-Miquelon ; le problème de la départementalisation ; l'insuffisance du budget ; repenser totalement la politique des territoires d'outre-mer ; permettre à ces territoires de se déterminer par rapport à eux-mêmes.

1976

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire** (n° **1447**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2414) : se prononce pour un usage modéré d'œstrogènes naturels sous le contrôle d'inspecteurs des services vétérinaires.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2733) : considère que la France ne saurait se désintéresser de ce qui se passe dans l'océan Indien ; (p. 2734) : rappelle que ce secteur est soumis à un mouvement de décolonisation et à la volonté des super-puissances d'y élargir leur zone d'influence politique ; se demande si le Gouvernement français mesure les dangers qui surgissent dans ce secteur.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7828) : un budget misérable et étriqué, de plus en plus étranger au budget général ; les dépenses ordinaires civiles ; la place restreinte de ce budget dans le budget général ; la situation des personnels du ministère des affaires étrangères ; le corps diplomatique ; (p. 7829) : les relations culturelles ; la coopération technique ; les contributions internationales facultatives ; le refus de son parti de voter le budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion générale** [23 novembre 1976] (p. 8604) : la mine d'or de Salsigne ; les conditions de travail ; la réduction des rejets polluants ; le développement de ses activités ; l'étude du BRGM.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française** (n° **2772**). **Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1981) : les conditions contestables dans lesquelles sont abordés les problèmes des DOM et des TOM depuis 1974 ; les conséquences de la dissolution de l'assemblée territoriale ; (p. 1982) : l'acceptation par le Gouvernement des propositions élaborées par le Front uni pour l'autonomie interne ; la pénalisation des petites formations en cas de réduction de la durée de la période électorale ; la recherche par le Gouvernement d'un apaisement politique à la veille des élections législatives.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7169) : la progression des crédits du ministère des affaires étrangères ; la part du budget des affaires étrangères dans le budget de l'Etat ; le plan de redressement du ministère des affaires étrangères ; la situation anarchique des agents de l'administration du ministère des affaires étrangères ; le problème des titularisations ; le renversement de la pyramide hiérarchique ; la politique des personnels ; les créations d'emplois ; les programmes de construction des ambassades ; les conséquences de l'élargissement de la communauté internationale ; les crédits affectés au budget de la DGRCST ; l'évolution de la contribution de la France au financement des organisations internationales ; (p. 7170) : la politique extérieure de la France.

GEORGES (Maurice)

Député de la Seine-Maritime
(6e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Se démet de son mandat de député [30 avril 1975] (p. 2270, 2296).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Démission de membre de cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) **: Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4493).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1160) : évoque la situation des pères et des mères de ceux qui sont morts pour la France, des veuves de guerre ; (p. 1161) : l'insuffisance des pensions servies aux descendants âgés de plus de soixante-cinq ans ; souhaite qu'une priorité soit accordée en faveur des veuves de guerre et des parents de tués.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7028) : estime impossible de légaliser l'avortement ; condamne la loi de 1920 mais demande, avant d'élaborer un nouveau projet de loi, que soient combattues les causes sociales, financières ou morales de l'avortement ; votera contre le projet de loi, trop restrictif sur ces différents points.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6672) : le paquebot *France ;* l'utilisation pour des croisières ; la rentabilité du paquebot.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7125) : les raisons qui expliquent la prise de position du conseil national de l'ordre des médecins ; l'effort nécessaire en faveur du logement ; (p. 7126) : la contraception risque d'être empêchée par l'avortement libre ; la France est un pays vide.

GERBET (Claude)

Député de l'Eure-et-Loir
(1re circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495),

[2 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aministie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Vice-président de cette commission [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-937 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Président de cette commission [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Vice-président de cette commission [10 novembre 1976] (p. 7910).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Président de cette commission [1er décembre 1976] (p. 8887).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Vice-président de cette commission [1er décembre 1976] (p. 8887).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [20 décembre 1976] (p. 9811).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Président de cette commission [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Vice-président de cette commission [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **modifier l'article 34 de la Constitution** (n° **243**) [2 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les articles 336 à 339 du code pénal en vue d'établir l'égalité entre les époux et de préserver la dignité du foyer familial** (n° **292**) [10 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 180) tendant à **donner aux adjudicataires, dans les ventes aux enchères publiques mobilières, un délai pour l'exercice du recours en garantie vis-à-vis de l'officier revendeur** (n° **462**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 497), adopté par le Sénat, pris en application de l'article 25 de la Constitution et concernant l'**exercice des fonctions de médiateur** (n° **507**) [20 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (n°s 91 et 231) tendant à **habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer les droits reconnus à la partie civile devant les juridictions répressives** (n° **508**) [20 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 384) tendant à **modifier la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'honorariat est conféré aux anciens maires et adjoints** (n° **604**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **interdire la publication et la distribution gratuite de journaux** (n° **652**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **permettre aux négociants agréés pour l'achat des céréales en culture de warranter les produits des récoltes** (n° **653**) [2 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — II. **Intérieur et rapatriés** (n° **685**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 714) tendant à **proroger le délai prévu par l'article 17 de la loi n° 68-5 du 3 janvier 1968, portant réforme du droit des incapables majeurs** (n° **772**) [22 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à **préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975** (n° **806**) [29 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 855), modifiée par le Sénat en deuxième lecture et rejetée par l'Assemblée nationale en troisième lecture, tendant à **préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975** (n° **858**) [18 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 870), modifiée par le Sénat en nouvelle lecture, tendant à **préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux à renouveler avant le 1er janvier 1975** (n° **873**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 630) modifiant **certaines dispositions pénales et de procédure pénale** (n° **921**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 653) tendant à **permettre aux négociants agréés pour l'achat des céréales en culture de warranter les produits des récoltes** (n° **922**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 754) tendant à la création d'une **commission d'enquête** en vue d'examiner dans quelles conditions ont été accordés certains **permis de construire à Paris,** notamment 23, rue Oudinot, en secteur sauvegardé (n° **984**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 936) tendant à modifier les dispositions de l'**article 39 du règlement de l'Assemblée nationale** relatives à la **composition des bureaux des commissions** (n° **1064**) [14 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1058) portant **amnistie** (n° **1070**) [19 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1117), modifié par le Sénat, portant **amnistie** (n° **1121**) [4 juillet 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **amnistie** (n° **1126**) [10 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1108), adopté par le Sénat, relatif à la **garantie du risque de responsabilité civile en matière de circulation de certains véhicules terrestres à moteur** (n° **1229**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — II. **Intérieur** (n° **1234**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1194), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 19-1 de la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la **répression des infractions en matière de chèques** (n° **1240**) [16 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1368), adopté par le Sénat, modifiant la **loi n° 72-10** du 3 janvier 1972 relative à la **prévention et à la répression des infractions en matière de chèques** (n° **1335**) [22 novembre 1974].

— **Rapports sur des pétitions** [10 décembre 1974] (p. 7641, 7642, 7643).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1350) relatif aux **forclusions** encourues durant la **période d'interruption du service postal,** ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais (n° **1389**) [12 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1327), modifiée par le Sénat, tendant à habiliter les associations constituées pour **la lutte contre le proxénétisme** à exercer l'action civile (n° **1390**) [12 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1378) relatif à la **validation des diplômes d'architecte** diplômé par le Gouvernement et de certaines dispositions réglementaires relatives à l'enseignement de l'architecture (n° **1399**) [13 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1422), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des **infractions en matière de chèques** (n° **1435**) [19 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal,** ainsi qu'à la prorogation et la suspension de divers délais (n° **1464**) [20 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la **loi n° 72-10** du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des **infractions en matière de chèques** (n° **1466**) [20 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1413) portant **réorganisation de la Corse** (n° **1495**) [2 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1414) modifiant les dispositions du **code électoral** relatives à la **composition de l'Assemblée nationale** (n° **1496**) [2 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1415) portant modification des dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des députés à l'Assemblée nationale** (n° **1497**) [2 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1416) portant modification des dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des sénateurs** (n° **1498**) [2 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1479) modifiant et complétant certaines dispositions de **procédure pénale** (n° **1499**) [2 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1404) abrogeant les articles 68 et 155 du **code pénal** et modifiant l'article 18 du **code de procédure pénale** (n° **1501**) [2 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1511) relative au **statut de la magistrature** (n° **1602**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1365) tendant à modifier les articles 1152 et 1231 du **code civil** sur la **clause pénale** (n° **1603**) [30 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1481) modifiant et complétant certaines dispositions de **droit pénal** (n° **1616**) [6 mai 1975].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la mission effectuée dans le **territoire des Comores** du 10 au 17 mars 1975 (n° **1752**) [13 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1175) relatif à la **limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1758**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1174) relatif au **statut de la magistrature** (n° **1759**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1730), modifiant et complétant certaines dispositions de **procédure pénale** (n° **1788**) [19 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1734) relatif à l'indépendance du **territoire des Comores** (n° **1798**) [25 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1789), modifiant et complétant certaines dispositions de **droit pénal** (n° **1804**) [26 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1790), adopté par le Sénat, relatif aux **stages des magistrats** et futurs magistrats **étrangers** (n° **1821**) [27 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 1781), modifiée par le Sénat, relative au **statut de la magistrature** (n° **1822**) [27 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1779), modifiée par le Sénat, tendant à modifier les **articles 1152 et 1231 du code civil sur la clause pénale** (n° **1823**) [27 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome II : Intérieur** (n° **1920**) [10 octobre 1975].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi relatif à la **limite d'âge des fonctionnaires** (n° **1977**) [13 novembre 1975].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi relatif au **statut de la magistrature** (n° **1978**) [13 novembre 1975].

— **Rapports sur des pétitions** [13 novembre 1975] (p. 8342, 8343).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1951) relatif aux conséquences de l'auto-détermination des îles des **Comores** (n° **2024**) [3 décembre 1975].

— **Avis,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1980) (n° **2040**) [4 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2002) portant dérogation en ce qui concerne la **cour d'appel de Versailles,** aux règles d'organisation judiciaire (n° **2060**) [11 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 552 du **code de procédure pénale,** relatif au délai de citation devant le tribunal correctionnel ou de police (n° **2075**) [16 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **2083**) [18 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au **statut de la magistrature** (n° **2084**) [18 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2075) tendant à modifier l'article 552 du **code de procédure pénale** relatif au délai de citation devant le tribunal correctionnel ou de police (n° **2101**) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2065), modifié par le Sénat, relatif à la **limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **2130**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter la **loi organique n° 76-120** du 5 février 1976 relative au **statut de la magistrature** (n° **2137**) [2 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1993), complétant l'article 23 de la **loi du 15 juillet 1845** sur la **police des chemins de fer** (n° **2238**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi :

— adoptée par le Sénat (n° 1892), tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un **médiateur ;**

— (n° 380) tendant à modifier la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un **médiateur ;**

— (n° 1540) tendant à étendre à certaines personnes morales de droit privé la possibilité de **saisir le médiateur** (n° **2273**) [6 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat (n° 2222), modifiant l'article 67 de l'**ordonnance n° 58-1270** du 22 décembre 1958 relative au **statut de la magistrature** (n° **2308**) [18 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2183) autorisant la **visite des véhicules** en vue de la recherche et de la **prévention des infractions pénales** (n° **2359**) [3 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2286) relatif à l'**organisation de Mayotte** (n° **2389**) [15 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2287) relatif à l'**élection d'un député** dans les **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2390**) [15 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 2288) relatif à l'**élection d'un sénateur** dans les **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2391**) [15 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2289) relatif à la **représentation à l'Assemblée nationale** des **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2392**) [15 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2290) relatif à la **représentation au Sénat** des **départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2393**) [15 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat, portant modification de l'**ordonnance n° 58-1270** du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au **statut de la magistrature** (n° **2403**) [17 juin 1976].

— **Proposition de loi** organique tendant à compléter l'article 10 de l'**ordonnance n° 58-1270** du 22 décembre 1958 portant **loi organique** relative au **statut de la magistrature** (n° **2411**) [22 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome I : Justice** (n° **2533**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1° Le projet de loi (n° 1872) modifiant l'article 15 de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 portant **réforme** de certaines **professions judiciaires et juridiques ;**

2° La proposition de loi (n° 2365) de M. Massot relative au droit de vote des **avocats honoraires** aux **élections au Conseil de l'Ordre** (n° **2548**) [13 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2353), garantissant l'**indemnisation de certaines victimes de dommages corporels** résultant d'une infraction (n° **2623**) [18 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 2411) tendant à compléter l'article 10 de l'**ordonnance n° 58-1270** du 22 décembre 1958 portant **loi organique relative au statut de la magistrature** (n° **2624**) [18 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 260), tendant à modifier l'article 6, alinéa 5, de l'**ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958** modifiée, relative au **fonctionnement** des **assemblées parlementaires** (n° **2641**) [24 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1° La proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 261), tendant à compléter l'article 6 de l'**ordonnance n° 58-1100** du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement** des **assemblées parlementaires,** en vue de préciser les moyens d'action des **commissions d'enquête et de contrôle ;**

2° La proposition de loi (n° 1532) tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, relative au **fonctionnement** des **assemblées parlementaires** (n° **2642**) [24 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1494) tendant à modifier les **articles 39, 142 et 143 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **2643**) [24 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2667) relatif à l'**organisation de Mayotte (île de)** (n° **2681**) [9 décembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la **visite des véhicules** en vue de la **recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2703**) [16 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2701), tendant à compléter la **loi n° 73-6** du 3 janvier 1973 instituant un **médiateur** (n° **2715**) [17 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2706), modifiant l'article 15 de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques** (n° **2716**) [17 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications en deuxième lecture par le Sénat (n° 2704), garantissant l'**indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° **2717**) [17 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat (n° 2705), modifiant l'article 3 de l'**ordonnance n° 58-1270** du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au **statut de la magistrature** (n° **2718**) [17 décembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'**indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° **2728**) [20 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2723), relatif à l'**organisation de Mayotte** (n° **2731**).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat (n° 2695), autorisant la **visite des véhicules** en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales (n° **2732**) [20 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, rejeté par le Sénat en deuxième lecture (n° 2746), autorisant la **visite des véhicules** en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales (n° **2747**) [20 décembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 15 de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 portant **réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **2748**) [20 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2512) permettant aux **magistrats** participant aux sessions de formation d'assister aux délibérés des juridictions (n° **2758**) [2 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2182) modifiant certaines dispositions du **code de procédure pénale** relatives à l'**application des peines** (n° **2762**) [2 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2653) modifiant l'alinéa 4 de l'**article 175 du code pénal** (n° **2820**) [21 avril 1977].

— **Rapports sur des pétitions** [26 avril 1977] (p. 2165, 2166).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2910), permettant aux **magistrats** participant à des sessions de formation d'assister aux délibérés et aux greffiers en chef admis à suivre une formation spécifique à caractère probatoire avant leur nomination en qualité de magistrat de participer à l'activité des parquets et juridictions de l'ordre judiciaire (n° **2971**) [9 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2877), instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de **fonctionnaires** (n° **3015**) [23 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2612), instituant dans les **territoires d'outre-mer** un système de perception différée d'**amendes** forfaitaires pour certaines contraventions de simple police (n° **3021**) [23 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 3018), tendant à modifier l'article 6 de l'**ordonnance n° 58-1100 du** 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, en vue de préciser les moyens d'action des **commissions d'enquête et de contrôle** (n° **3035**) [27 juin 1977].

— **Rapport supplémentaire,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 1494) tendant à modifier les **articles 39, 142 et 143 du Règlement de l'Assemblée nationale** (n° **3142**) [5 octobre 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome I. — Justice** (n° **3151**) [11 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2936), relatif aux **astreintes** prononcées en **matière administrative** (n° **3219**) [17 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 3177) instaurant la **gratuité des actes de justice** devant les **tribunaux civils et administratifs** (n° **3237**) [23 novembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à insérer un **article 417-1** et à modifier l'article 500 du **code de procédure pénale** (n° **3245**) [24 novembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article 414 du code de procédure pénale** (n° **3246**) [24 novembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à instituer l'**indemnisation des avocats commis d'office en matière pénale** (n° **3247**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3224), relatif à la **répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité** (n° **3276**) [2 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la **gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives** (n° **3364**) [15 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1598) tendant à compléter la **loi n° 74-643** du 16 juillet 1974 portant **amnistie** (n° **3370**) [16 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3222) portant **réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **3371**) [16 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation

et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux **astreintes** prononcées en **matière administrative** (n° **3437**) [21 décembre 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi modifié par le Sénat, en deuxième lecture (n° 3384) relatif à l'**informatique**, aux fichiers et aux **libertés** (n° **3453**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Indemnisation des avoués** [2 mai 1973] (p. 961, 962).

• *question orale sans débat :*

— (n° **12734**) : **Remboursement aux assurés sociaux des frais de soins pour maladie** [20 juin 1975] (p. 4573, 4574) : non-publication du décret prévu à l'article L 288 du code de la sécurité sociale ; possibilité pour un assuré de déléguer un tiers pour encaisser les prestations.

• *questions au Gouvernement :*

— **Menace de grève de certains magistrats** [9 juin 1976] (p. 3907) : estime contraire à la loi organique portant statut des magistrats le préavis de grève déposé par le syndicat de la magistrature ; nécessité de mieux définir, par une loi, l'obligation de réserve figurant dans l'article 10 du statut de la magistrature.

— **Contestation par les syndicats de la magistrature d'un arrêt de la cour d'appel de Paris** [8 décembre 1976] (p. 9071) : arrêt relatif à l'évacuation des locaux du « *Parisien libéré* ».

• *question orale sans débat :*

— (n° **41199**) : **Assurance maladie des professions libérales** [7 octobre 1977] (p. 6021-6022) : la nécessité de garantir l'autonomie financière des caisses mutuelles des professions libérales ; l'injustice de la majoration des cotisations des membres de ces professions ; le non-respect de la loi du 12 juillet 1966.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale et à l'exécution des décisions judiciaires et protocole additionnel, signés à Paris le 28 juin 1972** (n° **193**). **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 942) : caractère traditionnel des dispositions des articles 14 et 15 du code civil, mise en échec dans certains cas de ces dispositions par la convention, opportunité de les modifier.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° **197**). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1973] (p. 1607, 1608) : **Article 5 : Article 24 *d* du code du travail :** ses observations sur l'article ; différence entre faute grave et faute lourde ; demande le maintien de la notion de faute grave ; (p. 1609) : s'oppose à l'amendement de la commission ; son amendement : congé de deux mois pour les salariés ayant une ancienneté de services continus d'au moins deux ans. **Article 24 *e*** (p. 1612) : son amendement de suppression, retrait. **Article 24 *b*** : son amendement : fixation par le juge de l'indemnité de licenciement. **Article 24 *i*** : son amendement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 5** (p. 2512) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Chinaud : répartition de la preuve entre salariés et employeurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° **347**). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1939) : répond au propos de M. Bustin, rôle du notaire français, dignité de la profession ; règlement des victimes de malversations par la caisse de garantie : effort unique de la profession. **Discussion des articles. Article 11** (p. 1945) : son amendement tendant à porter de quinze jours à un mois le délai limitant la durée de l'interdiction. **Article 14** (p. 1947) : soutient le sous-amendement de M. Massot : monopole des avocats devant le tribunal de grande instance. **Article 15 A** (p. 1950) : répond aux arguments de M. Foyer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux unions d'associations syndicales** (n° **356**). **Discussion des articles** [14 juin 1973] : **Article premier** (p. 2156) : son amendement.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, concernant l'exercice des fonctions de médiateur** (n° **497**), rapporteur. **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2369) : inéligibilité du médiateur dans toutes les circonscriptions ; incompatibilité avec l'exercice de tout mandat parlementaire ; caractère absolu de l'inégibilité ; possibilité de candidature à un mandat de conseiller général ou de conseiller municipal ; nécessité d'exercer déjà ces mandats avant la nomination ; problème de l'efficacité de l'inéligi-

bilité ; absence de toute condition de délai ; rejet de son amendement sur les inéligibilités et les incompatibilités liées à la fonction de médiateur ; candidature du médiateur à la présidence de la République ; (p. 2370) : sa réponse à M. Fanton sur l'inéligibilité du médiateur ; possibilités pour le médiateur d'être candidat aux élections cantonales ou municipales s'il est déjà conseiller général ou municipal, à l'élection présidentielle sans démissionner de ses fonctions, à une élection législative ou sénatoriale en démissionnant la veille de l'ouverture de la campagne électorale.

— **Proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975** (n° **615**), rapporteur suppléant. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2751) : problème des conditions d'application dans le temps de l'article 7 du décret du 3 juillet 1972 ; fait le point de la question ; (p. 2752) : ses arguments en faveur du rejet du texte au sens d'une mesure d'ajournement ; (p. 2754, 2755) : répond aux arguments de M. Krieg. **Commission mixte paritaire,** rapporteur [6 décembre 1973] (p. 6693) : défend les conclusions de la commission mixte paritaire, refonte de la législation sur les baux commerciaux ; décret instituant un plafonnement temporaire des loyers en cas de renouvellement pour les baux à expiration avant le 1er juillet 1975 ; problème de la rétroactivité ; proposition de loi de M. Krieg ; travaux de la commission mixte paritaire ; amendement de M. Foyer, texte de la commission mixte paritaire. **Quatrième lecture,** rapporteur. **Discussion de l'Article unique** [18 décembre 1973] (p. 7148) : ralliement de la commission des lois à l'amendement de M. Charles Bignon ; caractère transactionnel du texte. **Cinquième et dernière lecture,** rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1972] (p. 7247) : expose le texte voté par le Sénat ; différences quant à la forme et quant au fond du texte voté par l'Assemblée ; écart de la position prise par l'Assemblée sur le point suivant : extension de l'option entre les deux systèmes et calcul de l'indice aux baux dont la date de renouvellement se place entre la publication du décret du 3 juillet 1972 et la date de publication du projet de loi actuellement en discussion ; demande à l'Assemblée de statuer en priorité sur le dernier texte qui a été voté par l'Assemblée et de l'adopter sans modification.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [10 octobre 1973] : **Avant l'Article premier** (p. 4257) : ses observations sur l'argumentation du ministre et sur l'expression « commerçants individuels » ; [12 octobre 1973] : **Article 24** (p. 4368) : ses observations sur le droit d'appel. **Article 25** : ses observations en faveur du caractère collégial de la juridiction d'appel, son accord avec l'amendement de la commission, souhaite que le ministre puisse se faire représenter à la commission nationale ; [18 octobre 1973] : **Article 39** (p. 4537) : sa suggestion de modification de forme de l'amendement du Gouvernement. **Article 40** : sa proposition de modification : résiliation du bail « de plein droit et sans indemnité à l'expiration d'un délai de trois mois ». **Rappel au règlement** (p. 4549) : s'en remet aux propos de M. Fanton sur l'ordre du déroulement du débat.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4430, 4431) : son amendement tendant à ce que l'élection présidentielle ne puisse avoir lieu « la même année que celle des députés dont le mandat, en cas de concomitance et sauf dissolution, sera prorogé de douze mois » ; ses arguments en faveur de sa proposition.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5131) : sa référence au rapport pour avis de la commission des lois sur le budget de la justice pour 1971, progression importante des crédits, insuffisance du nombre des magistrats ; (p. 5132) : problèmes posés par l'application de la loi du 17 juillet 1970 sur la détention provisoire et le contrôle judiciaire, sursis avec mise à l'épreuve, aide judiciaire et procédure de mise en l'état, son désaccord avec M. Foyer sur la rectification de certaines frontières de cours d'appel, augmentation du nombre des affaires dans le domaine civil de la cour de Paris, insuffisance des effectifs ; ses arguments en faveur du maintien du régime actuel des vacances judiciaires ; souhaite le maintien des vacations, vote de son groupe pour le budget.

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5148) : évolution du statut du territoire des Comores ; estime qu'il convient de se montrer très prudent, de ne pas décevoir la fidélité des populations, notamment celle des habitants de Mayotte ; prend acte des assurances données par le ministre.

Intérieur et rapatriés, rapporteur pour avis [19 novembre 1973] (p. 6001) : répartition des crédits, urgence de la réforme des finances locales, subvention globale d'équipement et non-déblocage des crédits du FAC ; engagements pris par le ministère de l'intérieur. TVA sur les travaux réalisés par les collectivités locales et évolution de la position du Gouvernement ; (p. 6002) : lutte contre le bruit : suggère des mesures à prendre pour venir en aide aux maires ; problème de l'en-

lèvement des épaves ; renforcement des effectifs de la police, augmentation des charges de police incombant aux communes utilisant des personnels appartenant à la police nationale ; volume et répartition des dépenses globales de police ; part de l'Etat et des collectivités locales dans ces dépenses ; ses réserves sur les conditions de notification aux communes de l'augmentation des dépenses de police, insuffisance des effectifs de police ; lutte contre le proxénétisme, la drogue et le banditisme ; (p. 6003) : sécurité des personnes, régime de la responsabilité des maires et des communes ; garantie de l'article 681 du code de procédure pénale ; responsabilité civile des communes et contribution de l'Etat dans la répartition des dommages ; commissions de sécurité d'arrondissement ; sa référence à la lettre adressée aux maires par le ministre de l'intérieur.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973]. **Article 2 h** (p. 7134) : ses observations contre les dispositions de l'amendement du Gouvernement reprenant le texte adopté par l'Assemblée nationale concernant les biens ruraux loués par bail à long terme ; (p. 7135) : se prononce pour l'adoption du texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 5** (p. 6248) : ses arguments contre l'amendement de M. Baudouin : procédure de vérification pour les créances non superprivilégiées ; (p. 6249) : répond au Gouvernement ; (p. 6251) : soutient l'amendement de M. Baudouin : règlement des créances contestées limité à une provision ; (p. 6253) : soutient l'amendement de M. Caille et le sous-amendement de M. Legrand : consultation du comité d'entreprise par le syndic.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article 19** (p. 6394) : son sous-amendement à l'amendement de M. Simon-Lorière tendant à l'insertion des dispositions du projet dans le code de la sécurité sociale.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-1201 du 23 décembre 1972, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'honorariat est conféré aux anciens maires et adjoints** (n° 604), rapporteur. **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6542) : ses observations sur l'application de la loi du 23 décembre 1972 ; (p. 6543) : discordance tendant à la modification successive des dates des élections municipales ; pénalisation de certains magistrats municipaux ; mandats municipaux réputés avoir été de six ans si leur durée, abrégée du fait des dispositions législatives spéciales, a été supérieure à cinq ans.

— **Proposition de loi tendant à proroger le délai prévu par l'article 17 de la loi du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs** (n° 714), rapporteur. **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6822) : loi du 3 janvier 1968 et mesures transitoires ; biens de certains malades continuant à être gérés par l'administrateur provisoire ; régime du département de la Seine ; proposition de prorogation jusqu'au 1er janvier 1975 du délai de cinq ans prévu à l'article 17 de la loi de 1968.

— **Projet de loi tendant à modifier diverses dispositions relatives à l'indemnité viagère de départ et aux cumuls et réunions d'exploitations agricoles** (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article 1 B** (p. 6887) : son sous-amendement tendant à subordonner l'octroi de l'IVD au dépôt d'une demande dont la date détermine la législation applicable ; son sous-amendement rectifié.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident occasionné à un assuré social par un tiers** (n° 258). **Discussion des articles** [18 décembre 1973]. **Article premier** (p. 7158, 7159) : son sous-amendement tendant à introduire la notion de « préjudice esthétique et d'agrément » ; son sous-amendement tendant à substituer aux mots « au pretium doloris » les mots « au préjudice moral » ; (p. 7160) : son sous-amendement (p. 7161) : vote de son groupe en faveur de la proposition de loi.

1974

— **Propositions de loi relatives à la lutte contre le proxénétisme** (nos 93, 231), rapporteur. **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2743) : présente le rapport de la commission ; les difficultés rencontrées par les groupements pour se constituer partie civile ; les dispositions législatives déjà prises ; reconnaissance de ce droit aux seules associations de lutte contre le proxénétisme qui sont reconnues d'utilité publique. **Discussion de l'Article unique** (p. 2748) : soutient le sous-amendement n° 2 de M. Foyer.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° 1058), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2819) : analyse du projet : amnistie législative, amnistie réglementaire, amnistie judiciaire ; projet dans une certaine mesure plus libéral sur le plan du plein droit que la loi du 30 juin 1969 ; (p. 2820) : intérêt parti-

culier de l'article 13 ; amnistie et réhabilitation ; possibilité de réintégration dans les grades civils et militaires. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2831) : amendement n° 19 : amnistie de certains délits commis en dehors des manifestations ; adopté ; (p. 2832) : amendement n° 23 : exclusion des délits d'outrage aux mœurs commis par la voie du livre : pas de faiblesse pour les trafiquants ; adopté. **Article premier** (p. 2834) : sort des contraventions de grande voirie. **Article 3** : supprimer la référence à l'article 394 du code de justice militaire, recel de déserteur ; adopté. **Article 4** (p. 2835) : amendement n° 61 : amnistie des insoumis ayant une double nationalité ; adopté. **Article 5** (p. 2836) : amendement n° 63 : exclusion de la provocation et de l'insoumission ; adopté. **Article 6** (p. 2836, 2837) : ses amendements n^os^ 24 et 25 : condamnation avec sursis et mise à l'épreuve ; adoptés. **Après l'Article 6** (p. 2838) : s'oppose aux amendements n° 47 de M. Lagorce et n° 84 de M. Villa ; présente l'amendement n° 60 de M. Terrenoire ; repoussé. **Après l'Article 11** (p. 2846) : amendement n° 31 : amnistie pour les officiers contrôleurs de la navigation aérienne ; adopté, ainsi que le sous-amendement n° 65 de M. Houteer. **Article 13** (p. 2849) : sur l'article : distinction selon les régimes d'assurance vieillesse quant aux conséquences du non-paiement d'une année de cotisation. **Article 14** (p. 2850) : contre l'amendement n° 39 de M. Voisin ; (p. 2852) : amendement n° 79 : la dispense du paiement de l'amende ; adopté ; mais article 14 repoussé ; ses observations sur l'application de l'article 40 de la Constitution par la commission des finances. **Article 20** (p. 2856) : amendement n° 37 rectifié : publication des jugements en matière de diffamation ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Donnez. **Article 22** (p. 2857) : amendement n° 40 de pure forme ; adopté ; contre l'amendement n° 55 de M. Lagorce ; (p. 2860) : amendement n° 43 de pure forme ; adopté. **Article 23** (p. 2863) : amendement n° 45 rédactionnel ; adopté ; (p. 2865) : contre l'amendement n° 73 de M. Soustelle et le sous-amendement n° 92 de M. de Bénouville relatif aux reconstitutions de carrière ; (p. 2866) : présente l'amendement n° 67 de M. Krieg et de M. Lauriol : choix du régime de retraite le plus favorable ; adopté ; sa réponse à M. Soustelle : réserve des droits des tiers ; sauvegarde des dommages et intérêts qui ont été alloués à des personnes physiques. **Seconde délibération. Article 14** : ne pas subordonner l'amnistie au paiement de l'amende. **Deuxième lecture,** rapporteur. **Discussion des articles** [9 juillet 1974] (p. 3405) : présente les différents points de désaccord entre les deux assemblées. **Article 2** : son amendement n° 2 relatif aux infractions à une taxation ; adopté. **Article 6** (p. 3409) : son amendement n° 6 : application de l'amnistie en cas de révocation du sursis avec mise à l'épreuve : devenu sans objet à la suite du rejet de l'amendement n° 4 ; présenté également par le rapporteur. **Article 9** (p. 3411) : son amendement n° 7 supprimant le bénéfice de l'amnistie par décret aux résistants dont l'un des ascendants est mort pour la France ; retiré. **Article 13** (p. 3412) : son amendement n° 9 relatif aux conséquences de l'amnistie sur les prestations d'assurance vieillesse : devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 20 de M. Bécam. **Commission mixte paritaire** [10 juillet 1974] (p. 3483) : présente l'accord intervenu au sein de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2918) : le projet ne constitue ni un geste démagogique ni un calcul politique ; la maturité plus grande des jeunes ; l'harmonisation souhaitable des majorités civile et électorale ; l'autorité parentale ne peut s'exercer sur un citoyen capable.

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives** (n° **935**). **Discussion générale** [2 juillet 1974] (p. 3237) : demande qu'une place importante soit faite aux représentants des collectivités locales et des contribuables au sein de la commission consultative départementale.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 16** (p. 3788) : contre l'amendement n° 141 de M. Fanton : proposition faussement sociale.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1181**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4866) : caractère très restrictif des conditions actuelles de saisines du conseil ; la saisine d'office n'interviendra qu'en cas de violation particulièrement grave des règles constitutionnelles ; le précédent du contrôle des lois organiques ; les exemples du Mexique et de la Yougoslavie. **Discussion des articles. Article 2** (p. 4953) sur l'article ; l'autosaisine du conseil constitutionnel ne peut être analysée comme une menace contre la souveraineté parlementaire ni assimilée à un pouvoir de veto ; les autres interventions du conseil ; une vigilance supplémentaire dont les libertés profiteront.

— **Projet de loi constitutionnelle portant revision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**). **Première lecture** [10 octobre 1974] (p. 4963). **Rappel au règlement** :

en réponse à M. Jean-Pierre Cot, il rappelle les conditions dans lesquelles a été discutée et votée la loi sur la liberté d'association dont il était rapporteur. **Discussion générale** ; le projet tend à mettre en harmonie le droit et la réalité ; les élections partielles ne sont pas conofrmes à la philosophie de la Constitution de 1958 ; le projet risque cependant de créer un nouveau facteur d'instabilité ministérielle ; la controverse relative à la date d'application de la réforme ; (p. 4964) : la vaine allusion au contrat moral qui existerait avec les suppléants ; l'intérêt d'une réforme du statut des suppléants qui leur permettrait dans certaines conditions d'être membres des conseils régionaux. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4965) : sous-amendement n° 5 à l'amendement n° 3 de M. de Broglie : délégation de compétence dans les assemblées régionales aux suppléants ; retiré. **Troisième lecture** (n° **1256**). **Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5192) : son sous-amendement n° 2 à l'amendement n° 1 de M. Donnez : application de la révision aux seuls sénateurs devenus ministres depuis sa promulgation ; repoussé.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux infractions en matière de chèques** (n° **1194**), rapporteur. **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5157) : son rapport est présenté par M. Jean Foyer, président de la commission des lois.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'assurance automobile** (n° **1108**), rapporteur. **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5156) : son rapport est présenté par M. Jean Foyer, président de la commission des lois.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'octroi de certains permis de construire** (n° **984**), rapporteur. **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5273) : les conditions d'application de la loi du 4 août 1962 relative à la protection des secteurs sauvegardés dite loi Malraux ; la commission des lois propose la création d'une commission d'enquête dont la compétence serait étendue à l'ensemble des secteurs sauvegardés de Paris.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'organisation et aux pratiques du commerce de la viande** (n° **1252**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5276) : donne lecture du rapport de M. Charles Bignon, empêché.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur pour avis [19 novembre 1974] (p. 6719) : les crédits ; les effectifs des préfectures ; la sécurité ; hommage aux fonctionnaires de police ; les opérations « coup de poing » ; la délinquance ; l'indulgence des tribunaux ; la répression ; les finances des collectivités locales ; la réforme de la fiscalité directe ; (p. 6720) : les subventions ; la subvention globale d'équipement ; le remboursement de la TVA ; la commission des lois recommande le vote du budget.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7081) : rappelle l'économie du texte en discussion ; situe ce projet dans son contexte historique ; le Parlement doit objectivement adapter la législation sur l'avortement ; le projet doit être profondément modifié s'il veut avoir un rôle éducatif ; (p. 7083) : défendra des amendements qui constituent un véritable contreprojet ; la prétendue suspension pendant cinq ans est en fait irréversible ; avortement et droits des successions ; le projet est en contradiction avec la convention européenne des droits de l'homme et la déclaration des droits de l'enfant de l'ONU.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la saisine du Conseil constitutionnel** (n° **1329**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7537) : tient à présenter une opinion isolée au sein de la commission des lois ; la juridiction ne peut instituer elle-même ses propres règles de procédure ; la loi organique existant déjà, il convient de l'amender ; un vide juridique ne serait pas tolérable. **Discussion de l'Article unique** (p. 7538) : interroge le garde des sceaux sur la procédure applicable en cas de saisine par le Président de la République.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant les infractions en matière de chèques** (n° **1268**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7539) : les chèques sans provision sont devenus un véritable fléau social et économique ; les incidents de paiement sont essentiellement le fait de particuliers récidivistes ; carence de la loi du particuliers récidivistes ; carence de la loi du 3 janvier 1972 ; (p. 7450) : la responsabilité des banques ; l'amélioration de la répression des chèques sans provision dans le cadre de la loi de 1972 ; le nouveau système repose sur les sanctions adaptées à l'infraction et une responsabilité accrue des banquiers. **Discussion des articles. Article 2** (p. 7544) : rejet de son amendement n° 1 : délai de mise en demeure fixé à dix jours. **Article 3** (p. 7544) : article 65-1 du décret-loi du 30 octobre 1935 : amendements n°s 2 et 26 : formules de re-

traits et indication du téléphone de la succursale ; adoptés ; (p. 7545) : article 65-2 du décret-loi : amendements nos 3 et 4 : purement rédactionnels ; adoptés ; article 65-3 du décret-loi : amendement n° 5 : chèques certifiés ; adopté ; (p. 7547) : article 69 du décret-loi de 1935 : amendement n° 9 : sanctions pour les cotitulaires d'un compte ; adopté ; (p. 7547) : article 72 du décret-loi : amendement n° 10 : élément intentionnel de l'information ; repoussé ; (p. 7548) : article 73 du décret-loi : amendement n° 13 : garantie des chèques de 5.000 à 15.000 F en cas de négligence du banquier ; repoussé ; amendement n° 14 : justification en cas de refus de paiement par le banquier ; adopté. **Après l'Article 8** (p. 7554) : son amendement n° 22 : campagnes d'information sur le chèque. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974] (p. 8162) : le Sénat a repoussé la garantie des chèques inférieurs à 100 F et l'obligation résultant du découvert tacite. **Article 3** (p. 8163) : amendement n° 1 : mention de l'adresse du titulaire et du numéro de téléphone de l'agence ; adopté ; (p. 8163) : amendement n° 2 : procédure d'information des banques ; repoussé ; (p. 8164) : amendement n° 3 : responsabilité des cotitulaires ; repoussé. **Article 5** (p. 8166) : amendement n° 4 : interdiction des cotitulaires ; adopté ; amendement n° 5 : purement rédactionnel ; adopté ; (p. 8167) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Fanton. **Article 6** (p. 8169) : amendement n° 8 de coordination ; adopté. **Article 10** : amendement n° 11 : reprise du texte ; (p. 8170) : repoussé. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8261) : la qualité des rapporteurs de la commission mixte paritaire ; (p. 8162) : présente le texte de la commission mixte paritaire ; (p. 8263) : présente, avec l'accord du Gouvernement, un amendement rédactionnel n° 1 ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° 1350), rapporteur. **Première lecture. Après déclaration d'urgence, discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7735) : l'interruption du service postal nécessité de la réouverture de certains du fait de la grève des centres de tri ; délais de forclusion ; la procédure proposée par le projet est intermédiaire entre de délai ; la prolongation de délai concerne le moratoire général et la simple suspension des actes juridiques, fiscaux et sociaux ainsi que les délais de recours ; des décrets ont déjà suspendu les délais de protêt et prolongé la validité des chèques postaux ; le problème des concours administratifs ; renvoi à la discussion de 1968 ; la commission recommande l'adoption du projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7736) : son amendement n° 4 : cas de prescription extinctive ou de péremption ; adopté ; (p. 7737) : son amendement n° 5 : extension de la période de perturbations jusqu'au 15 décembre 1974 ; adopté ; (p. 7737) : son amendement n° 6 : extension de la période de régularisation jusqu'au 31 janvier 1975. **Article 3** (p. 7737) : ses amendements d'harmonisation nos 11 et 12 ; adoptés. **Article 4** (p. 7738) : ses amendements d'harmonisation nos 13, 14, 15 ; adoptés. **Article 5** : son amendement n° 16 : délai de recours contre les juridictions répressives recommençant à courir le 16 janvier 1975 ; adopté ; nécessité d'employer un langage compréhensible. **Article 6** : son amendement n° 17 : dessaisissement de la Cour en cas d'opposition et d'appel de décisions réputées rendues par défaut ; adopté. **Article 7** (p. 7738) : son amendement n° 18 : suppression de l'article ; (p. 7740) : rejeté ; rétroactivité dangereuse pour les titulaires de permis de construire tacites ; son amendement n° 23 : contrats soumis à la condition suspensive de l'obtention définitive du permis de construire ; (p. 7741) : adopté. **Article 8** (p. 7742) : ses amendements de coordination nos 19, 20 et 21 ; adoptés. **Sur l'Article 2 précédemment réservé** : son amendement n° 7 d'harmonisation ; adopté ; le report de la prescription quadriennale. **Après l'Article 2** (p. 7743) : le décret du 5 décembre 1974 suspendant la délivrance des certificats de non-paiement mais non le texte pour provision insuffisante du compte postal ; le problème des concours administratifs. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8260) : demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la commission mixte paritaire. **A l'Article 6** : son amendement n° 1 (p. 8261) : remplacer les mots « n'ait rendu une décision sur le fond » par « n'ait déjà statué sur cette voie de recours » ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° 1346). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Article premier** (p. 7763) : ses observations sur l'article premier A 321-6 du code du travail ; nécessité de conserver l'exception à l'autorisation administrative en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens ; éviter la création d'un passif de masse préjudiciable aux salariés eux-mêmes.

— **Projet de loi portant validation de certains diplômes d'architectes** (n° 1328), rapporteur. **Discussion générale** [16 décembre 1974] (p. 7906) : rappelle les différentes modifications apportées à l'enseignement de l'architecture ; (p. 7907) : le précédent de la loi

de validation du 11 juillet 1972 ; les difficultés de fonctionnement de la commission de vérification de la régularité des jurys ; l'ensemble paraît marqué d'une illégalité incontestable ; demande au secrétaire d'Etat de procéder à une réforme complète et cohérente de l'enseignement de l'architecture ; la validation n'est compréhensible que dans cette perspective. **Discussion des articles. Article premier** : son amendement n° 1 portant abrogation de l'article 24 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 ; adopté ; ses amendements n°s 2 et 3 tendant à distinguer les diplômes validés selon leur date de délivrance ; repoussés. **Article 2** : ses amendements n°s 4 et 5 tendant à distinguer selon la nature des textes réglementaires validés ; adoptés.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° 1413), rapporteur. **Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1245) : la reprise des dispositions de la loi du 28 pluviose an VIII ; les données de l'histoire et les réalités géographiques et économiques de la Corse ; l'existence de deux régions naturelles ; renforcer l'efficacité de l'administration ; appliquer de façon rationnelle la loi du 5 juillet 1972 portant création des régions ; (p. 1246) : les avis des conseils municipaux d'Ajaccio et Bastia et du conseil général de la Corse ; les conséquences de la création de deux départements quant à la représentation parlementaire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1257) : son amendement n° 1 : substituer aux noms de Golo et Liamone les noms de Haute-Corse et Corse-du-Sud ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 1259) : son amendement n° 4 : modifier l'article 5 de la loi du 5 juillet 1972 pour porter à vingt et un le nombre minimum de conseillers régionaux ; rejeté ; (p. 1261) : son amendement n° 2 : employer dans le tableau annexe à l'article les noms de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'élection des sénateurs** (n° 1416), rapporteur. **Discussion de l'Article unique** [3 avril 1975]. **Après l'Article unique** (p. 1262) : son amendement n° 1 : en cas de vacance d'un des deux sièges de sénateur de la Corse avant le renouvellement des sièges de la Corse, obliger le titulaire de l'autre siège à opter pour l'un des deux départements ; adopté ; (p. 1263) : s'oppose au sous-amendement n° 3 de M. de Rocca Serra ; (p. 1264) : son amendement n° 2 : employer dans le tableau annexé à l'article unique les noms de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ; adopté.

— **Projet de loi abrogeant les articles 68 et 155 du code pénal et modifiant l'article 18 du code de procédure pénale** (n° 1404), rapporteur. **Discussion générale** [4 avril 1975] (p. 1322) : la suppression des articles relatifs à la responsabilité des hôteliers du fait de la tenue des registres d'hôtels ; accorder compétence territoriale aux officiers de police judiciaire des trois départements de la couronne de Paris à Paris et dans ces trois départements.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des navires et autres bâtiments de mer** (n° 1105), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [4 avril 1975] (p. 1323) : l'inscription du projet dans le cadre de l'effort de relance de l'armement français ; l'assouplissement des conditions de francisation des navires. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1325) : son amendement n° 1 : dans le deuxième alinéa du texte proposé, supprimer les mots « dans les conditions précisées par décret » ; adopté ; son amendement n° 2 : compléter le quatrième alinéa du texte proposé par les mots « et qu'elle fait élection de domicile en France pour toutes les affaires administratives et judiciaires... » ; adopté.

— **Proposition de loi tendant à habiliter les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer l'action civile** (n° 1327), rapporteur. **Deuxième lecture. Discussion générale** [4 avril 1975]. (p. 1326) : les propositions visant à pallier les inconvénients de la jurisprudence très restrictive de la Cour de cassation ; l'extension par le Sénat des dispositions du texte initial.

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171), rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion des articles** [8 avril 1975] : **Article premier** (p. 1403) : son amendement n° 76 : au dernier alinéa, supprimer les mots « majeur ou mineur émancipé » ; adopté ; son amendement n° 77 : au cinquième alinéa, substituer aux mots « âgés d'au moins dix-huit ans » les mots « âgés d'au moins seize ans » ; adopté. **Article 3** (p. 1407) : son amendement n° 83 : abroger le premier alinéa de l'article 797 du code rural ; adopté. **Article 6** (p. 1411) : son amendement n° 84 : permettre un droit de reprise au cours d'une des périodes triennales suivant le renouvellement d'un bail si celui-ci a une durée supérieure à neuf ans ; repoussé ; [10 avril 1975] : **Article 7** (p. 1499) : son amendement n° 85 : abroger certains alinéas de l'article 812 du code rural ; nécessité d'abroger la référence « 1939 » mais de maintenir dans l'article 812 les autres dispositions ; adopté. **Article 8** (p. 1507) : son amendement n° 86 : supprimer l'article 8 ; « zones d'urbanisation

actuelles ou futures » termes générateurs de discussions sans fin ; retiré au profit de l'amendement n° 127 de M. Bizet ; (p. 1509) : son amendement n° 87 : préciser l'article 2 ; (p. 1510) : inviter les tribunaux à tenir compte du bail en cours mais également du bail renouvelé en l'absence de notification de congé ; repoussé. **Après l'Article 11** (p. 1513) : son amendement n° 88 : harmoniser l'article 38-2 du code rural avec le nouvel article 835 résultant de l'article 11 du projet ; adopté. **Article 13** (p. 1517) : son sous-amendement n° 142 à l'amendement n° 133 du Gouvernement : substituer aux mots « les dispositions du premier alinéa de l'article 832 du code rural ne sont pas applicables » la phrase « aucune cession du bail n'est possible » ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 1517) : son amendement n° 89 : ne pas appliquer l'article 188-3 au bénéficiaire de la reprise qu'il soit déjà exploitant ou non ; repoussé ; (p. 1519) : son sous-amendement n° 90 à l'amendement n° 36 de M. Bizet : supprimer la dernière phrase du texte proposé par l'amendement n° 36 ; adopté. **Article 17** (p. 1528) : son amendement n° 92 : rendre plus précise la rédaction de l'article 17 ; adopté ; s'oppose aux amendements n° 115 de M. Antagnac et n° 75 de M. Deniau ; (p. 1529) : son amendement n° 96 de forme ; adopté. **Article 18** (p. 1531) : son amendement n° 93 : prévoir le remboursement immédiat par le preneur entrant de l'indemnité versée au preneur sortant ; adopté. **Article 20** (p. 1534) : son amendement n° 94 : maintenir les dispositions de l'article 793-2 (3°) du code général des impôts ; exonération des droits de mutation à titre gratuit ; ne pas permettre au ministère des finances d'abroger cette exonération au vu de l'article 20 ; adopté. **Article 21** (p. 1535) : son amendement n° 95 : dans le premier alinéa de l'article, insérer les mots « sauf accord contraire des parties » ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 41 de M. Bizet. **Article 22** (p. 1537) : son amendement n° 69 : sous réserve de la publication des décrets d'application, entrée en vigueur de la loi le premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté préfectoral pris en application de l'article 812 du code rural ; adopté. **Article 2** (*suite*) (p. 1539) : son amendement n° 81 : nouvelle rédaction du troisième alinéa de l'article 796 du code rural ; délai de deux mois laissé au preneur et aux autres bénéficiaires de droit de préemption pour faire connaître leur volonté ou leur refus d'acquérir le bien, adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 juin 1975]. **Article premier** (p. 4264) : son amendement n° 30 : substituer aux mots « est déjà propriétaire de parcelles » les mots « exploite déjà des parcelles » ; considère que la notion d'exploitant doit être substituée à celle de propriétaire ; repoussé. **Article 3** (p. 4265) : son amendement n° 31 : notification de toute vente du fonds dans les dix jours au bénéficiaire du droit de préemption ; adopté. **Article 4** (p. 4265) : son amendement n° 32 : tenir compte de la rédaction adoptée pour l'article premier ; repoussé ; son amendement n° 33 : placer le preneur, en cas de surenchère, dans la même situation que l'adjudicataire ; repoussé. **Article 5** *bis* **A** (p. 4266) : son amendement n° 34 : de forme ; adopté. **Article 6** (p. 4266) : son amendement n° 35 : défendre les intérêts des propriétaires mineurs ; repoussé. **Article 7** (p. 4267) : son amendement n° 36 : rendre plus claire la rédaction de l'article et rendre celui-ci plus conforme à la situation juridique des commissions consultatives ; repoussé ; (p. 4268) : son amendement n° 37 : revenir au texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture ; pense que le souci de rapidité ne doit pas faire adopter des dispositions inopportunes ; repoussé ; (p. 4269) : son amendement n° 38 : revenir à la rédaction adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté ; son amendement n° 39 : la faculté de révision vaut pour la troisième année du premier bail comme pour la troisième année de chacun des baux renouvelés ; faire échec à la jurisprudence de certains tribunaux ; adopté ; (p. 4270) : son amendement n° 40 : donner un caractère interprétatif à l'amendement n° 39 ; adopté ; son amendement n° 41 : permettre la location par tirage au sort ; insiste pour voir adopter son amendement n° 41 ; adopté. **Article 9** (p. 4271) : son amendement n° 42 : préciser la nature du préjudice indemnisé et mentionner l'hypothèse de déséquilibre de l'exploitation résultant d'une reprise partielle ; repoussé. **Article 10** (p. 4271) : son amendement n° 43 : préciser que le preneur ne pourra se prévaloir pour les bâtiments ayant fait l'objet d'une sous-location des dispositions prévues à la section 5 ; repoussé. **Article 13** (p. 4273) : sur l'amendement n° 49 de M. Commenay, déclare s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée ; son amendement n° 44 : revenir à des dispositions moins restrictives que celles adoptées par le Sénat ; adopté. **Article 15** *bis* (p. 4274) : ses observations sur l'amendement n° 24 de M. Bizet. **Article 16** (p. 4275) : son amendement n° 46 : ne pas permettre au preneur dépassant la surface maximale des cumuls d'être réintégré ; abandonner la référence à la date de la notification du congé ; est prêt à se rallier à l'amendement n° 25 de M. Bizet sous réserve de la suppression de la date de notification du congé ; retiré. **Article 17** *bis* (p. 4277) : son amendement n° 47 : reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 20**

(p. 4278) : son amendement n° 48 : éviter que l'administration fiscale mette en échec la volonté de l'Assemblée nationale ; adopté.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**), rapporteur pour avis suppléant. **Discussion des articles** [11 avril 1975]. **Article 3** (p. 1611) : son amendement n° 31 : terrains ayant le caractère de terrains à bâtir ; adopté. **Article 9** (p. 1614) : son amendement n° 30 : pouvoirs des conseils municipaux en matière de tracés des chemins ruraux : adopté : son amendement n° 31 : création des chemins ruraux : adopté.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2081) : la recherche de dispositions allant dans le sens du libéralisme et d'une modernisation de la justice ; (p. 2082) : les résultats décevants de l'application de la loi du 17 juillet 1970 ; limiter impérativement la durée de la détention provisoire en matière correctionnelle ; la gêne que peut apporter l'automaticité totale de la mise en liberté ; le maintien de la détention pour des motifs exceptionnels ; la réduction à deux mois de la détention provisoire une fois classée l'instruction ; sa déduction de la durée totale de la peine ; le titre II, la généralisation de la pratique du juge unique en matière correctionnelle ; la garantie qu'apporte la collégialité ; (p. 2083) : aligner le pénal sur le civil dans le domaine du choix de la collégialité ; libéraliser la procédure du flagrant délit ; le titre III, l'extension de la compétence territoriale des juridictions d'instruction et de jugement ; le titre IV, le jugement des infractions en matière économique et financière ; les conditions d'une spécialisation des magistrats ; l'opportunité d'une systématisation de la spécialisation ; le risque d'encombrement de certains tribunaux ; la concentration des affaires économiques et financières aux chefs-lieux de cours d'appel ; la crainte de voir apparaître une distinction dans le corps judiciaire entre deux catégories de magistrats ; le titre V, mettre un terme à l'utilisation à des fins dilatoires des voies de recours ; (p. 2084) : ne pas remettre en cause les dispositions du code de procédure pénale. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2092) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Forni ; son inutilité. **Article premier** (p. 2094) : son amendement n° 1 : prolongation de la détention limitée à une durée maximum de deux mois si l'inculpé n'a pas été condamné et lorsque la peine encourue n'excède pas cinq ans d'emprisonnement : adopté ; (p. 2095) : son amendement n° 2 : pour des motifs de gravité exceptionnelle, prévoir le maintien en détention au-delà de six mois et pour une durée de deux mois ; nécessité d'une justice efficace à l'égard des individus dangereux ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 2096) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Forni. **Article 5** (p. 2099) : ses observations sur les amendements n° 35 de M. Kalinsky, n° 61 de M. Cot et n° 65 du Gouvernement : gravité de la généralisation du juge unique ; assimiler la matière pénale à la matière civile ; laisser le droit au prévenu de requérir la collégialité ; [25 avril 1975] : **Après l'Article 5** (p. 2162) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de l'article 71 du code de procédure pénale relative à la procédure suivie en matière de flagrant délit ; (p. 2163) : reprise par la commission des lois du projet 630 ; mieux assurer les droits de la défense en prévoyant l'assistance d'un avocat dès l'interrogatoire du procureur de la République ; insiste auprès du Gouvernement pour que l'article 71 du code de procédure pénale soit modifié dès maintenant ; adopté ; son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de l'article 388 du code de procédure pénale ; fixer les conditions dans lesquelles le tribunal correctionnel est appelé à connaître des faits en cas de flagrant délit ; adopté ; (p. 2164) : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction de l'article 393 du code de procédure pénale ; suite logique des amendements précédents ; adopté ; son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de l'article 394 ; adopté ; son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de l'article 395 ; adopté ; son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de l'article 396 ; mesures de contrôle judiciaire ordonnées par le tribunal et non par le procureur de la République ; adopté ; son amendement n° 10 : nouvelle rédaction de l'article 397 : adopté ; est favorable, sous réserve à l'amendement n° 43 de M. Kalinsky ; (p. 2165) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Chandernagor ; éviter les difficultés liées au transfert des détenus. **Article 8** : son amendement n° 11 : à l'article 664 du code de procédure pénale, substituer aux mots « lorsqu'une personne est détenue... » les mots « lorsqu'un condamné est détenu ou lorsque le transfert d'une personne détenue à titre provisoire présente des risques certains » ; adopté. **Article 9** (p. 2166) : s'oppose aux amendements n° 37 de M. Kalinsky et n° 55 de M. Chandernagor. **Article 705 du code de procédure pénale** (p. 2167) : son amendement n° 13 : ne confier à la juridiction spécialisée que les affaires d'une grande complexité ; adopté ; son amendement n° 14 : retirer la banqueroute des infractions susceptibles d'être renvoyées devant les juridictions spécialisées ; simplicité des affaires de banqueroute ; la compétence des tribunaux de commerce en la matière ; re-

poussé ; (p. 2168) : son amendement n° 15 : supprimer les infractions de fraudes et publicités mensongères ; ne pas retirer toute compétence aux tribunaux de droit commun ; repoussé ; son amendement n° 16 : supprimer les infractions fiscales ; compétence des juridictions spécialisées limitée aux affaires économiques et financières ; repoussé ; son amendement n° 18 : supprimer les infractions relatives à l'urbanisme ; contrevenants passibles d'une amende seulement ; réserves graves faites par le monde judiciaire à une partie du projet ; repoussé. **Article 706 du code de procédure pénale** (p. 2169) : son amendement n° 19 : après le mot « ordonnance » insérer le mot « motivée » ; adopté. **Article 706 du code de procédure pénale** (p. 2170) : son amendement n° 20 : substituer aux mots « à compter de l'envoi de la lettre recommandée » les mots : « à compter de la réception... » ; adopté. **Article 706-2 du code de procédure pénale :** son amendement n° 21 : supprimer le texte proposé par l'article 706-2 ; ne pas donner la possibilité de saisir la juridiction spécialisée, une fois l'instruction terminée ; adopté. **Article 704 du code de procédure pénale** (*suite*) : son amendement n° 12 d'harmonisation ; adopté. **Article 706-3 du code de procédure pénale** : son amendement n° 22 : réserver la possibilité de pourvoi en cassation à l'encontre des ordonnances de renvoi motivées ; adopté. **Article 10** (p. 2171) : s'oppose aux amendements n° 38 et n° 39 de M. Lhuillier ; mettre fin aux manœuvres dilatoires ; son amendement n° 23 : aux mots : « ou d'ordre public » substituer les mots : « à l'exception toutefois de celles prévues par l'article 105 » ; ne pas rejeter les nullités d'ordre public ; ne pas porter atteinte à l'article 105 du code de procédure pénale ; adopté ; (p. 2172) : son amendement n° 24 : substituer aux mots « celle-ci a eu pour effet de porter atteinte » les mots « cette irrégularité est de nature à porter atteinte ; repoussé. **Article 13 : Article 16-3° du code de procédure pénale** (p. 2173) : son amendement n° 25 : compléter le premier alinéa de l'article 16-3 par les mots : « ou celle de son conseil » ; adopté. **Après l'Article 13** : son amendement n° 60 : à l'article 5 de la loi n° 75-4 du 3 janvier 1975 remplacer les mots : « de l'alinéa précédent » par les mots : « de l'article précédent » ; adopté. **Article 14** : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Villa ; le contrôle judiciaire, moyen d'éviter la détention ; son amendement n° 26 : au 12° de l'article 14 insérer les mots : « à l'exclusion de l'exercice des mandats électifs et des responsabilités syndicales » ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 2174) : son amendement n° 59 : modifier l'article 157 du code de procédure pénale ; permettre de désigner comme experts des personnes physiques et morales ; adopté ; accepte, avec réserve, l'amendement n° 44 de M. Lhuillier. **Article 15** : son amendement n° 27 : compléter le texte proposé pour l'article 129 du code de procédure pénale par les mots : « après accord du président de cette chambre » ; adopté. **Après l'Article 15** : son amendement n° 28 : modifier l'article 552 du code de procédure pénale. Porter à dix jours le délai de citation ; adopté ; (p. 2175) : son amendement n° 29 : modifier l'article 11 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; impossibilité de placer tout mineur dans une maison d'arrêt sauf si le mineur a plus de seize ans et s'il n'est pas possible de prendre toute autre disposition ; s'oppose au sous-amendement n° 66 de M. Claudius-Petit ; impossibilité de prévoir l'interdiction d'incarcération des mineurs en matière correctionnelle ; (p. 2176) : ne pas donner l'impression d'une sorte d'impunité dans le domaine criminel ; (p. 2177) : s'oppose au sous-amendement n° 64 de M. Claudius-Petit repris par M. Chandernagor ; (p. 2178) : impossibilité pour la police de confier un mineur à un établissement éducatif sans passer par le juge d'instruction ou le juge pour enfants ; retire les amendements n°s 29 à 33. **Seconde délibération : Article premier A** (p. 2179) : apporte son soutien à l'amendement n° 1 du Gouvernement : disposition inutile contenue dans l'article premier A par suite de l'adoption de l'amendement n° 45. **Deuxième lecture. Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4619, 4620) : l'approbation par le Sénat des dispositions les plus importantes du projet ; les modifications apportées à l'article 4 ; l'adoption par la commission des lois de l'article 5 *bis* voté par le Sénat et des articles 13, 15, 16 *bis* nouveau ; la modification adoptée par la commission à l'article 17. **Discussion des articles. Article 4** (p. 4620) : son amendement n° 1 : conserver le caractère juridique du mandat d'amener ; adopté. **Article 4** *bis* (p. 4621) : son amendement n° 2 : possibilité pour le juge d'instruction de placer l'inculpé en détention provisoire dans l'attente du choix d'un avocat ; adopté. **Article 17** (p. 4622) : ses amendements n° 3 et n° 4 : de coordination ; adoptés.

— **Projet de loi portant modification de dispositions du droit pénal** (n° **1481**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2741) : un projet qui vise à remédier à l'insuffisance des incriminations dans le cas de certains délits graves et à assouplir l'exécution des sanctions ; le renforcement nécessaire de la répression en matière de proxénétisme ; l'aggravation de certaines peines ; la modification du régime des peines accessoires et complémentaires ; les mesures destinées à atteindre les nouvelles formes de proxénétisme ; (p. 2742) : l'incrimination des

faits commis à l'étranger ; l'incrimination de la divulgation de fausses informations ; la diversification des peines ; la possibilité de prononcer à titre principal des sanctions autres que l'emprisonnement et l'amende ; la possibilité d'un ajournement du prononcé de la peine ; (p. 2743) : la multiplication des possibilités d'accorder un sursis ; le caractère excessif des possibilités données au tribunal de supprimer un permis de conduire ou de le suspendre ; le cas du sursis avec mise à l'épreuve ; l'aménagement de l'exécution des peines ; le souhait de la commission de voir confier cette exécution à l'autorité judiciaire ; les modifications apportées au régime du casier judiciaire et en matière de réhabilitation ; (p. 2744) : l'abaissement des délais en matière de réhabilitation légale ; insiste sur la meilleure réinsertion sociale qu'offre le projet ; demande une refonte générale du code pénal. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2755) : son amendement n° 53 : peine de cinq à dix ans en matière de proxénétisme ; adopté. **Article 2 : Article 335 du code pénal** (p. 2755) : son amendement n° 1 : maintenir le texte actuel du code pénal ; adopté ; (p. 2756) : son amendement n° 2 : au septième alinéa de l'article, nouvelle rédaction de la seconde phrase : les modalités du présent alinéa sont déterminées par décret en Conseil d'Etat ; adopté ; son amendement n° 3 : supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 335 du code pénal ; adopté. **Article 335-1 du code pénal** (p. 2756) : son amendement n° 5 : à la fin du troisième alinéa du texte proposé, supprimer les mots « quel qu'en soit le titulaire » ; adopté ; (p. 2757) : son amendement n° 6 : à la fin du quatrième alinéa du texte proposé, supprimer les mots « à quelque personne que ce fonds appartienne » ; adopté ; son amendement n° 7 : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 2757) : son amendement n° 8 : ajouter un nouvel article après l'article 2 ; accepte de substituer à cet amendement l'amendement du Gouvernement. **Article 3 : Article 335-1 *bis* du code pénal** (p. 2758) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 335-1 *bis* du code pénal ; adopté après adoption de son sous-amendement n° 103 : prorogation exceptionnelle du délai de mise en vente ; son amendement n° 10 : modification du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 335-1 *bis* du code pénal ; adopté après modification demandée par le Gouvernement ; (p. 2759) : son amendement n° 11 : conséquence de l'amendement n° 1 ; adopté. **Article 4 : Article 335-3 du code pénal** (p. 2759) : son amendement n° 12 : au début du premier alinéa du texte proposé, substituer aux mots « il est interdit », les mots « le tribunal pourra interdire » ; repoussé ; (p. 2760) : son amendement n° 78 : devenu sans objet par le rejet de l'amendement n° 12. **Article 335-6 du code pénal** (p. 2760) : son amendement n° 13 : à la fin du quatrième alinéa du texte proposé, supprimer les mots « sur la requête de l'une de ces personnes » ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 2761) : sur l'amendement n° 85 de M. Kalinsky, indique que l'amendement a été adopté par la commission qui ne s'est pas associée à son exposé des motifs ; (p. 2762) : sur l'amendement n° 86 de M. Villa, estime l'amendement irrecevable en application de l'article 98 du règlement. **Après l'Article 8** (p. 2762, 2763) : rappelle les règles définissant la compétence des juridictions françaises en cas d'infraction commise à l'étranger ; ses amendements n° 14 et n° 15 : ajouter deux articles nouveaux après l'article 8 ; adoptés. **Article 9** (p. 2765) : son amendement n° 16 : dans le texte proposé pour l'article 694 du code de procédure pénale, après les mots « de crimes contre des », insérer les mots « agents ou des » ; adopté ; son amendement n° 17 : compléter le texte proposé pour l'article 694 par deux nouveaux alinéas. **Article 10** (p. 2765) : son amendement n° 18 : supprimer l'article 10 ; adopté. **Après l'Article 14** (p. 2766) : son amendement n° 19 : retiré au profit de l'amendement n° 98 du Gouvernement ; [16 mai 1975] : **Article 15** (p. 2828) : sur l'amendement n° 54 de M. Cot, indique que la commission a accepté la notion de jours-amende ; (p. 2829) : son amendement n° 20 : soustraire à toute condition le fractionnement de l'amende ; adopté. **Après l'Article 17** (p. 2829, 2830) : indique que la commission a adopté l'amendement n° 55 de M. Cot. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 2831) : son amendement n° 21 : supprimer l'article 43-2 du code pénal ; juge excessive la possibilité donnée à un tribunal de remplacer une courte peine de prison par l'interdiction d'exercer une profession pendant une durée allant jusqu'à cinq années ; repoussé. **Article 43-3 du code pénal** : son amendement n° 22 : moduler la suspension du permis de conduire ; repoussé ; son amendement n° 23 : supprimer l'annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis pendant cinq ans ; adopté ; son amendement n° 24 : supprimer l'interdiction de conduire tout véhicule ou certains d'entre eux pendant cinq ans ; adopté. **Article 43-6 du code pénal** (p. 2836) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Ducoloné ; son amendement n° 25 : réduire la peine d'emprisonnement prévue pour celui qui contrevient à la sanction pénale ; adopté ; son amendement n° 26 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 27 : ne pas faire figurer dans les sanctions possibles l'annulation du permis de conduire ; adopté. **Article 24**

(p. 2839) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Cot. **Article 25** (p. 2839) : son amendement n° 29 : rédactionnel ; retiré. **Article 28** (p. 2840) : son amendement n° 30 : rédactionnel ; adopté. **Article 29** (p. 2840) : son amendement n° 31 : introduire plus de souplesse dans les modalités de révocation du sursis en cas de nouvelle infraction commise au cours du délai de mise à l'épreuve ; adopté. **Article 32** (p. 2841) : son amendement n° 32 : suspendre ou fractionner pour motif grave l'exécution d'une peine correctionnelle ou de police non privative de liberté ; adopté. **Article 33** (p. 2842) : son amendement n° 33 : reprendre pour l'exécution d'une peine correctionnelle ou de police les dispositions de l'amendement n° 32 ; adopté. **Article 34** (p. 2842) : son amendement n° 34 : créer une nouvelle possibilité de réduction de peine en faveur de condamnés détenus ayant passé avec succès les épreuves d'un examen ; adopté. **Article 36** (p. 2842) son amendement n° 35 : supprimer le deuxième alinéa de l'article ; adopté. **Article 37** (p. 2843) : son amendement n° 36 : supprimer les mots : « de plein droit » ; adopté. **Article 39** (p. 2843) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Ducoloné : ne pas supprimer les dispositions relatives à l'interdiction de séjour, même s'il convient de les modifier ; s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Fanton. **Article 40 : Après l'Article 44-1 du code pénal** (p. 2844) : son amendement n° 37 et son sous-amendement : introduire dans le code un article 44-1 *bis* : confier à la juridiction qui prononce l'interdiction de séjour le soin de fixer la liste des lieux interdits et donner au juge de l'application des peines la vocation de modifier cette liste ; repoussés. **Article 44-2 du code pénal** (p. 2845) : son amendement n° 38 : devenu sans objet par le rejet de son amendement n° 37. **Après l'Article 40** (p. 2845) : son amendement n° 39 : devenu sans objet ; son amendement n° 65 ; retiré. **Article 41** (p. 2846) : son amendement n° 42 : rédactionnel ; adopté. **Article 42** (p. 2846) : son amendement n° 44 : de forme ; adopté ; (p. 2847) : son amendement n° 45 : de forme ; adopté. **Article 45** : son amendement n° 46 : supprimer l'article ; fait valoir que la règle actuelle est favorable aux condamnés ; repoussé ; (p. 2847, 2848) : son amendement n° 74 : combler une lacune dans la rédaction du troisième alinéa de l'article 774 du code de procédure pénale ; repoussé. **Article 47** (p. 2849) : son amendement n° 47 : d'harmonisation ; adopté. **Article 48** (p. 2849) : son amendement n° 79 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. **Après l'Article 58** (p. 2852, 2853) : son sous-amendement n° 93 à l'amendement n° 51 de M. Charles Bignon : fait état de l'émotion des conducteurs d'automobiles à l'idée de voir l'auteur d'une escroquerie bénéficier d'un sursis au retrait du permis de conduire alors que l'auteur d'une infraction au code de la route ne pourrait bénéficier d'un même sursis ; retiré. **Article 59** (p. 2855) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Cot ; estime qu'on ne peut réformer d'un seul coup de très nombreuses dispositions en vigueur ; rappelle qu'un projet répondant à l'amendement en discussion est actuellement examiné par la commission des lois. **Article 60** (p. 2855) : son amendement n° 81 : non-applicabilité aux procédures en cours des dispositions des deuxième et troisième parties du projet ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article premier** (p. 4904) : son amendement n° 1 : rétablir à dix ans la peine maximale d'emprisonnement appliquée aux proxénètes ; adopté. **Article 2 : Article 335-1 du code pénal** (p. 4905) : son amendement n° 2 : faire intervenir la fermeture sur l'ensemble de l'établissement ; adopté. **Article 2** *bis* (p. 4906) : son amendement n° 3 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté ; son amendement n° 4 : substituer aux mots : « avertie à la diligence du ministère public de la date de l'audience », les mots : « citée à la diligence du ministère public avec indication » ; adopté. **Article 3 : Article 335-1** *bis* **du code pénal** (p. 4906) : son amendement n° 5 : compléter le troisième alinéa du texte par la phrase : « cette mise en vente se réalisera sous la forme d'une annonce légale » ; adopté. **Article 335-1** *ter* **du code pénal** (p. 4907) : son amendement n° 6 : substituer au mot : « dix », le mot : « vingt » ; adopté. **Article 7** *bis* : son amendement n° 7 : prolongement de l'amendement n° 4 ; adopté. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 4908, 4909) : s'oppose à l'amendement n° 23 du Gouvernement ; demande que l'Assemblée nationale s'en tienne au texte voté par le Sénat tendant au maintien des peines d'emprisonnement. **Article 19 : Article 43-3 du code pénal** (p. 4910) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Glon ; son amendement n° 8 : confiscation de l'arme dont l'intéressé a la libre disposition ; adopté. **Article 43-4 du code pénal** (p. 4911) : son amendement n° 9 : inapplicabilité de l'article en matière de délits de presse ; adopté. **Article 43-5 du code pénal** : son amendement n° 10 : de coordination ; adopté. **Article 43-6 du code pénal** : ses amendements n° 11 et n° 12 : de coordination ; adoptés. **Article 24** (p. 4911) : son amendement n° 13 : de coordination ; adopté. **Article 33** (p. 4912) : son amendement n° 14 : ajouter le mot : « social » au mot : « professionnel » ; adopté ; son amendement n° 15 : dans la troisième phrase du texte proposé, supprimer les mots : « après avoir entendu l'avo-

cat de l'inculpé » ; adopté. **Article 46** (p. 4912) : son amendement n° 16 : de coordination ; adopté ; (p. 4913) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. J.-P. Cot. **Article 48** (p. 4913) : son amendement n° 17 : de coordination ; adopté. **Article 56** (p. 4913, 4914) : son amendement n° 18 : en cas de placement d'un mineur de plus de seize ans dans un établissement pour l'accomplissement de la mise sous protection judiciaire, possibilité de maintenir l'intéressé à sa majorité que si celui-ci en fait la demande ; adopté. **Article 58** *bis* (p. 4914, 4915) : son amendement n° 19 : remédier à la dualité des compétences existant en matière de retrait de permis de conduire entre l'autorité administrative et judiciaire ; (p. 4915) : s'oppose au sous-amendement n° 29 du Gouvernement à son amendement n° 19 ; (p. 4916) : s'oppose au sous-amendement n° 26 de M. Bignon et au sous-amendement n° 21 de M. Glon à son amendement n° 19 ; est favorable au sous-amendement n° 27 de M. Charles Bignon ; amendement n° 19 : adopté après adoption des sous-amendements n° 28 et n° 29 du Gouvernement et n° 27 de M. Charles Bignon. **Article 58** *quater* (p. 4916) : son amendement n° 20 : supprimer l'article 58 *quater* ; repoussé.

— **Proposition de loi organique portant statut de la magistrature** (n° **1511**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2856, 2857) : donne connaissance des conclusions de son rapport ; demande à l'Assemblée nationale d'accepter les conclusions de la commission des lois ; (p. 2859) : demande à l'Assemblée de repousser la motion de renvoi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2859) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. J.-P. Cot et n° 3 de M. Kalinsky ; demande à l'Assemblée de maintenir la proposition de loi inscrite dans la loi de 1970 ; (p. 2860) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Cot ; ne pas limiter les possibilités de carrière des magistrats recrutés par la voie latérale. **Deuxième lecture** [28 juin 1975] (p. 4985, 4986) : demande à l'Assemblée d'adopter le texte voté par le Sénat.

— **Proposition de loi portant modification des articles 1152 et 1231 du code civil sur la clause pénale** (n° **1365**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2861) : faire disparaître les difficultés auxquelles se heurte la résiliation des contrats de crédit-bail due au défaut de paiement des loyers par le locataire. **Discussion des articles. Article 2** : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Foyer. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4987) : demande à l'Assemblée de voter le texte proposé par le Sénat sous réserve de l'adoption de deux amendements. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4988) : son amendement n° 1 : toute stipulation contraire est réputée non écrite ; adopté. **Article 2** (p. 4989) : son amendement n° 2 : toute stipulation contraire est réputée non écrite ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3317) : conserver au mariage sa notion d'institution ; la protection de l'individu qu'assure la famille ; les attaques insidieuses de ceux qui veulent saper la société occidentale et libérale ; tenir compte de l'évolution des mœurs tout en protégeant la famille ; (p. 3318) : l'hypocrisie qui préside à de nombreux divorces ; l'absence de tout caractère de répudiation dans le divorce par rupture de la vie commune ; le caractère contestable du divorce pour altération des facultés mentales du conjoint ; la possibilité de demander le divorce pour de graves maladies incurables ; prévoir un délai raisonnable après la célébration du mariage pour présenter une demande de divorce par consentement mutuel ; l'importance des prestations compensatoires prévues par le projet ; le scandale du non-paiement des pensions alimentaires. **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 230 du code civil** (p. 3360) : son amendement n° 280 : nécessité d'un délai d'un an de mariage ; adopté ; [3 juin 1975] : **Article premier** *(suite)* : **Article 238 du code civil** (p. 3502) : son amendement n° 281 : supprimer l'article ; repoussé ; [4 juin 1975] : **Article 16** (p. 3643) : son sous-amendement à l'amendement n° 176 de M. Donnez : entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975]. **Articles 232 et 233 du code civil** (p. 4683, 4684) : ses interventions relatives aux pouvoirs du juge en matière d'homologation des conventions.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4646) : la gravité des conséquences des mesures proposées ; l'affirmation, avec l'âge, de certaines qualités de jugement et de réflexion ; (p. 4647) : la nécessité de mettre en place des paliers ; les cas des professeurs de médecine ; le caractère inopportun et illogique de l'abaissement de la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire ; le cas du Conseil d'Etat ; celui de la Cour des comptes ; (p. 4648) : l'insuffisance des effectifs de la Cour des comptes ; la situation des ingénieurs des ponts et chaussées ; celle des professeurs, et notamment des professeurs de médecine ; les conséquences de l'application du texte au Collège de France et au Muséum national ; (p. 4651) : annonce le retrait par la commission des lois de sa question préalable et sa transformation

en motion de renvoi en commission ; [20 novembre 1975] (p. 8792) : la trop grande uniformité des limites d'âges fixées par les projets du Gouvernement originellement déposés ; la faiblesse des effectifs de la magistrature ; la nécessité d'une stabilité des fonctions des magistrats ; (p. 8793) : les amendements de la commission des lois tendant à ramener à soixante-huit et soixante-cinq ans les limites d'âge des magistrats ; le cas des professeurs du Collège de France ; la volonté de vouloir maintenir en vigueur la loi du 14 décembre 1948 ; prévoir une période transitoire plus longue que celle qui était prévue et compenser le préjudice subi ; l'injustice dont sont victimes les médecins fonctionnaires. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8801) : son amendement n° 11 : fixation de la limite d'âge des fonctionnaires civils de l'Etat à soixante-huit ans lorsqu'elle était de soixante-dix ans et à soixante-cinq ans lorsqu'elle était de soixante-sept ans ; adopté ; (p. 8802) : approuve l'amendement n° 21 de M. Claudius-Petit [21 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8870) : son amendement n° 12 maintenant la limite d'âge des professeurs au Collège de France à soixante-dix ans ; adopté. **Article 3** (p. 8873) : précise la position de la commission en matière de dispositions transitoires relatives à la limite d'âge. **Après l'Article 4** (p. 8875) : rappelle que la loi du 25 mars 1954 relative à la prise en compte des services de guerre et de résistance est toujours applicable ; (p. 8876) : remercie le Gouvernement d'avoir accepté de prendre en compte, pour le calcul de la pension, l'échelon auquel serait parvenu l'intéressé sans modification législative de la limite d'âge. **Deuxième délibération** [26 novembre 1975] (p. 8973) : s'étonne qu'un journaliste ait pu juger peu clair le débat de vendredi ; rappelle les décisions prises lors de la première délibération par l'Assemblée ; (p. 8975) : demande des précisions sur la situation des professeurs de médecine ; (p. 8980) : expose les raisons pour lesquelles la commission est hostile à l'amendement n° 5 du Gouvernement, relatif aux modulations de l'âge de la retraite pendant la période transitoire. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10115, 10116) : expose les conclusions de la commission mixte paritaire, notamment la limite d'âge des professeurs de médecine et les dispositions transitoires concernant les magistrats de la Cour des comptes ; rappelle les dispositions retenues par ses inquiétudes quant à l'attitude du Gouvernement face aux décisions de la commission mixte paritaire (p. 10117) : rappelle les conditions particulières propres aux professeurs de médecine ; demande que soit repoussé l'amendement n° 1 du Gouvernement ; (p. 10118) : sur l'amendement n° 2 du Gouvernement, rappelle que les effectifs de la Cour des comptes n'ont pas varié depuis 1936 alors que les tâches se sont multipliées ; (p. 10119) : s'oppose à l'amendement n° 3 du Gouvernement ; insiste sur le fait que la loi de 1952 n'a concerné que la catégorie des résistants qui étaient déjà fonctionnaires à l'époque ; (p. 10120) : s'oppose à l'amendement n° 4 du Gouvernement ; regrette que l'édifice de la commission mixte paritaire n'ait pas été respecté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1975] (p. 10180) : rappelle que le Sénat a repoussé les amendements du Gouvernement votés par l'Assemblée et qui remettaient en cause le texte de la commission mixte paritaire ; la rédaction transactionnelle à laquelle s'est rangée la commission des lois ; l'échelonnement qui sera appliqué pour la période transitoire ; les engagements du Gouvernement en ce qui concerne les professeurs de médecine. **Discussion des articles. Article premier** (p. 10181) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement, précise que les professeurs de médecine recevront une compensation. **Article 3** (p. 10181) : son amendement n° 4 : reprise des premières propositions faites par la commission des lois sur l'échéancier ; adopté ; son amendement n° 5 : conséquences de son amendement n° 4 ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**), rapporteur. **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4743) : rappelle l'évolution politique de l'archipel des Comores ; situation particulière de Mayotte dont 65 % des électeurs se sont prononcés contre l'indépendance ; (p. 4744) : l'opposition, aux Comores, dénie toute valeur juridique à la déclaration commune du 15 juin 1973 ; les divergences entre le président Ahmed Abdallah, pour qui l'indépendance de l'archipel ne peut être que globale, et la position de ceux pour qui le résultat du référendum doit être apprécié île par île ; (p. 4745) : le rapport de la délégation parlementaire en mission dans l'archipel. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4791) : s'oppose à l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Alain Vivien ; (p. 4792) : son amendement n° 27 : supprimer la seconde phrase de l'article premier ; adopté. **Article 2** (p. 4793) : son amendement n° 38 : nouvelle rédaction de l'article 2 ; retiré ; (p. 4796) : son amendement n° 28 : modalités d'approbation île par île, par référendum, du projet de constitution rédigé par un comité constitutionnel ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 4797) : son amendement n° 41 : soumettre à l'approbation du Parlement l'acte portant transfert de souveraineté et exiger un accord entre les

parties quant à la date de proclamation de l'indépendance ; adopté. **Article 3** (p. 4800) : ses amendements n° 29 et n° 30 : porter à trois ans le délai de réintégration dans la nationalité française à compter de l'indépendance, d'une part, et à compter de la promulgation du code de nationalité du futur Etat des Comores, d'autre part ; adoptés.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux stages des magistrats et futurs magistrats étrangers** (n° **1790**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4985) : expose l'objet du projet : permettre aux magistrats étrangers d'assister aux actes et délibérés des juridictions.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [14 octobre 1975] : **Article 2** *(suite)* (p. 6843) : rappelle que le sous-amendement n° 487, précédemment défendu par M. Bas, à l'amendement n° 142 de M. Fanton, tend à exonérer du versement la construction d'établissements d'enseignement et d'édifices du culte ; (p. 6845) : son sous-amendement n° 515 à l'amendement n° 365 de M. Bas : réduire le champ de l'exonération à la construction d'établissements d'enseignement et d'édifices du culte ; adopté ; [15 octobre 1975] : **Article 20 : Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6948) : ses observations sur les propos du ministre de l'équipement relatifs au caractère législatif du délai ; (p. 6450) : suggère de remplacer le terme « manifestement » par le terme « notablement » ; (p. 6952) : sa réponse aux critiques de M. Dubedout quant à l'attitude des membres de la majorité. **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6953) : ses observations sur l'amendement n° 190 de M. Fanton ; [16 octobre 1975] : **Article 20** *(suite)* **: Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 6969) : sur l'amendement n° 194 de M. Fanton, insiste sur la nécessité de modifier la loi du 1er septembre 1948. [17 octobre 1975) : **Avant l'Article 85** (p. 7040) : apporte son soutien à l'amendement n° 527 présenté par M. Fanton. **Article 85** (p. 7044) : apporte son soutien à l'amendement n° 473 de M. Bertrand Denis. **Article 87** (p. 7047) : son sous-amendement n° 404 à l'amendement n° 305 de M. Fanton : après les mots : « effectivement desservis », insérer les mots : « à proximité immédiate des terrains en cause » ; (p. 7049) : sa réponse aux observations de M. Canacos ; ne souhaite pas libéraliser la législation en vigueur contrairement à l'opinion de l'orateur précité ; (p. 7050) : est favorable à l'amendement n° 528 du Gouvernement ; s'oppose au sous-amendement n° 529 de M. Canacos qui restreindrait trop la liberté d'appréciation du juge ; (p. 7051) : sous-amendement n° 404 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 528 du Gouvernement ; (p. 7054) : son amendement n° 405 : dans l'expression : « servitudes publiques ou privées légales ou contractuelles » supprimer le mot : « publiques » ; ne pas permettre à une collectivité d'imposer une servitude réduisant la valeur d'un terrain qu'elle expropriera par la suite ; (p. 7056) : retire son amendement. **Explications de vote** (p. 7072) : l'appui du groupe des républicains indépendants au projet de loi ; l'importance de la réforme ; le caractère peu sincère de la proposition relative à l'impôt foncier ; (p. 7073) : l'acceptation par les républicains indépendants des limitations nécessaires au droit de propriété, leur vote positif. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Avant l'Article 24** *bis* (p. 9060) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement et le sous-amendement n° 96 de M. Fanton, juge qu'il n'est pas concevable de prévoir que le paiement n'interviendra que six mois après la réalisation de l'accord. **Article 87** (p. 9064) : manifeste son désaccord sur l'amendement n° 34 de M. Masson ; est favorable à la notion de proximité immédiate. **Article 95** *quater* (p. 9067) : propose d'ajouter à l'amendement n° 88 de M. Hamel le terme : « usufruit ». **Seconde délibération** (p. 9067) : demande une seconde délibération de l'article premier.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur pour avis [13 novembre 1975] (p. 8274) : la procédure de la commission élargie ; (p. 8275) : la montée de la violence et le nécessaire renforcement des moyens de la police ; la lutte contre les incendies de forêt et la protection civile du temps de guerre ; l'asphyxie financière qui menace les budgets locaux ; les mesures d'urgence qui s'imposent. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 6 novembre 1975** [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] rapporteur pour avis. **Collectivités locales** (p. 8322) : ses questions au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, sur le fonds d'équipement des collectivités locales, le VRTS, les rapports entre l'Etat et les collectivités locales, le problème des subventions sectorielles, la situation des collectivités locales, le problème des subventions sectorielles, la situation des collectivités locales en matière de prêts et de trésorerie. **Sécurité** (p. 8331) : ses questions sur la sécurité civile.

Justice [17 novembre 1975] (p. 8469) : déclare que l'approbation du budget ne signifie pas celle de l'action menée depuis un an dans le domaine de la justice ; indique qu'il

n'est pas concevable que des magistrats fassent, sur la place publique, le procès des lois en vigueur ; les problèmes que poserait une récusation systématique des magistrats politiquement engagés ; (p. 8470) : s'interroge sur la légitimité de l'existence de syndicats dans la justice ; parallèle avec la situation dans l'armée ; les problèmes posés par le rattachement du département de l'Yonne à la cour de Dijon et de celui de l'Eure-et-Loir à la cour d'Orléans ; l'opinion ne comprend pas plus les condamnations trop légères que les libérations trop rapides ; (p. 8470) : ne plus faire bénéficier les récidivistes de mesures trop libérales ; réprimer plus sévèrement le port d'armes et d'explosifs. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débat du 12 novembre 1975** [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8516) : ses observations relatives à l'éclatement de la cour d'appel de Paris ; ses préoccupations devant le projet de rattachement du département d'Eure-et-Loir au ressort de la cour d'appel d'Orléans ; (p. 8528) : interroge le garde des sceaux sur la situation qui serait créée par une récusion systématique des magistrats qui auraient pris une position fracassante et contraire à la neutralité de leur charge.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [21 novembre 1975] (p. 8878) : report de la suite de la discussion et du vote sur le projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8992) : rappelle qu'il a déjà eu l'occasion de s'exprimer lors de l'examen du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8983, 8986) : son amendement n° 9 fixant l'âge de la retraite des magistrats hors hiérarchie à soixante-huit ans ; adopté après modification par le sous-amendement n° 24 du Gouvernement limitant la portée de la mesure aux magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation. **Article 3** (p. 8987) : son amendement n° 10 rectifié relatif aux mesures transitoires pour l'application de la limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 8989) : sur l'amendement n° 7 du Gouvernement, regrette que le mode de calcul de la pension des magistrats ne tienne pas compte de la perte d'échelon. **Article 4** (p. 8990) : ses amendements n° 13 et n° 21 relatifs à la limite d'âge des magistrats recrutés à titre temporaire ; adoptés. **Article 6** (p. 8991) : sur deux amendements de suppression de l'article, approuve la rédaction du projet qui permettra aux magistrats exerçant des fonctions de direction de n'être pas défavorisés par rapport aux magistrats hors hiérarchie pour l'accès à la cour de cassation. **Article 9** (p. 8992) : son amendement n° 22 relatif à la durée minimale d'exercice dans une juridiction exigée pour l'accès à un emploi hors hiérarchie à la Cour de cassation ; devient sans objet. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10120) : indique les modifications retenues par la commission mixte paritaire ; (p. 10121) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; rappelle que les magistrats concernés sont de rang égal aux magistrats de la Cour de cassan° 2 du Gouvernement ; (p. 10123, 19124) : estime que ne pas accepter le texte de la commission mixte paritaire consiste à ôter toute portée pratique à la loi ; (p. 10124) : accepte le taux de vacance de 4 % proposé par le Gouvernement.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion de l'article unique** [27 novembre 1975] (p. 9005) : son sous-amendement n° 6 : exclure du bénéfice de l'allocation d'aide publique les détenus libérés, récidivistes ou condamnés à de fortes peines ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 1er** *bis* (p. 9018) : propose de faire une distinction, en matière de distance de relogement, entre les villes divisées en arrondissements et les autres communes.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [27 novembre 1975] (p. 9026) : discussion du projet de loi relatif à la constitution et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Article 16** (p. 9545) : déplore que la révision des dispositions relatives à la majorité sociale ne soit pas intervenue ; son amendement n° 18 : étendre l'article à toutes dispositions relatives à des régimes de retraite ou de pension ; adopté, après adoption d'un sous-amendement oral du Gouvernement ; (p. 9546) : accepte le sous-amendement oral du Gouvernement à son amendement ; regrette néanmoins que cette disposition laisse subsister une discrimination à l'égard du secteur privé.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**), rapporteur. **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9599) : rappelle les conditions auxquelles le Parlement a subor-

donné l'indépendance du territoire des Comores ; les événements intervenus depuis ce vote ; (p. 9600) : l'impossibilité d'appliquer la loi du 3 juillet 1975 ; les propositions du Gouvernement prévoyant la consultation de la population de l'île de Mayotte ; les modalités de fonctionnement de la commission de contrôle ; les manifestations d'attachement données par Mayotte à la France ; ne pas sacrifier ceux qui veulent respecter la souveraineté française. **Discussion des articles. Avant l'Article 1er** (p. 9622) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Kalinsky. **Article premier** (p. 9623) : son amendement n° 2 : substituer aux termes : « dans le cadre de l'article 2 » les termes : « dans l'esprit de l'article 2 » ; tenir compte des événements qui se sont produits depuis juillet 1975 ; adopté. **Article 3** (p. 9624) : souhaite le retrait de l'amendement n° 10 de M. Julia ; (p. 9625) : ses amendements nos 4 et 5 : de coordination ; adoptés ; souhaite que M. Gabriel retire son amendement n° 12. **Article 5** (p. 9626) : son amendement n° 6 : de forme ; adopté. **Article 6** (p. 9626) : son amendement n° 7 : institution d'une commission de recensement ; adopté. **Article 8** (p. 9626) : son amendement n° 13 : substituer aux mots : « les autres parties de l'archipel » les mots : « îles de la Grande-Comore, Anjouan et Mohéli » ; adopté. **Après l'Article 8** (p. 9627) : son amendement n° 9 : entrée en vigueur des articles 8 et 11 de la loi du 3 juillet 1975 et départ du délai de deux ans durant lequel les personnes concernées pourront demander la nationalité française ; signale qu'une erreur s'est glissée dans le texte de son amendement n° 9 ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la constatation et à la répression des infractions en matière de transports publics et privés** (n° **1085**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9789) : les dispositions du projet ; l'incohérence des sanctions actuellement applicables ; la position de la commission des lois sur deux amendements de la commission de la production. **Discussion des articles. Article 1er** (p. 9790) : son amendement n° 8 : supprimer l'habilitation prévue pour les agents des douanes en matière de contrôle de la réglementation concernant les transports ; retiré. **Article 2** (p. 9791) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Desanlis ; juge qu'il faut rendre l'employeur responsable dès qu'il a laissé contrevenir son employé. **Article 4** (p. 9792) : accepte l'amendement n° 3 de M. Desanlis ; (p. 9793) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Desanlis ; apporte son soutien à l'amendement n° 5 de M. Desanlis ; (p. 9793, 9794) : insiste pour que l'amendement n° 5 de M. Desanlis soit adopté.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés** (n° **2047**). **Discussion des articles** [15 décembre 1975]. **Avant l'Article 1er** (p. 9811) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Bolo ; redoute qu'en cas de vote de cet amendement on prenne moins de précautions pour autoriser la poursuite de l'activité de l'entreprise concernée. **Article 2** (p. 9813) : sur l'amendement n° 3 de M. Bolo, rappelle que le SMIC est fixé par voie réglementaire ; juge inapplicable la seconde partie de l'amendement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**). **Discussion générale** [16 décembre 1975[(p. 9845) : juge que le projet est un texte de circonstance ; s'élève contre son caractère rétroactif décidé par le Sénat. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9850) : son amendement n° 6 : supprimer l'article 2 ; article choquant compte tenu de son caractère rétroactif et discriminatoire ; (p. 9851) : refuse de retirer son amendement ; repoussé.

— **Rappels au règlement** [16 décembre 1975] (p. 9854-9855) : contre la modification de l'ordre du jour par lettre du Gouvernement ; discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles.

— **Projet de loi portant organisation judiciaire de la cour d'appel de Versailles** (n° **2002**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9936) : les raisons du dépôt du projet de loi qui tend à l'éclatement de la cour de Paris ; le caractère peu opportun de la réorganisation judiciaire ; la limitation de la compétence territoriale de la cour de Paris à la seule commune de Paris ; (p. 9937) : le vote par la commission des lois de la question préalable ; l'utilité néanmoins reconnue de la création d'une nouvelle cour d'appel à Versailles ; (p. 9939) : ne s'estime pas autorisé à retirer la question préalable. **Discussion des articles. Après l'Article unique** (p. 9944) : annonce qu'il retire son amendement n° 1, repris sous forme de proposition de loi.

— **Proposition de loi portant délai de citation devant le tribunal correctionnel ou de police** (n° **2075**), rapporteur. **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10125) : rappelle l'objet du texte : réparer une omission commise lors du vote de la loi du 6 août 1975.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 2** (p. 1832) : accepte le sous-amendement n° 86

du Gouvernement à l'amendement n° 10 de M. Charles Bignon.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafic et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**). **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2383) : son sous-amendement n° 11 à l'amendement n° 8 de M. Charles Bignon défendu par M. Foyer : caractères de l'infraction pouvant induire une confiscation du véhicule ; adopté. **Article 3** (p. 2386) : fait valoir à M. Gissinger que l'amendement n° 9 ne tend pas à restreindre mais au contraire à prévoir dans tous les cas, la possibilité de faire payer la taxe prévue ; en réponse à M. Dijoud, secrétaire d'Etat, pense que l'amendement n° 9 est nécessaire pour éviter la multiplicité des difficultés.

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° **2132**). **Discussion de l'Article unique** [29 avril 1976] (p. 2394, 2395) : estime que sanctionner quelqu'un qui n'a pas participé à des opérations que le texte entend dénoncer, par un renversement de la charge de la preuve, c'est frapper un innocent ; est favorable à l'amendement n° 12 de M. Foyer.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 5** (p. 2660, 2661) : reconnaît qu'il était normal de relever le plafond des ressources des personnes demandant le bénéfice de l'aide judiciaire ainsi que le montant de l'indemnité due aux avocats ; signale des pratiques contestables de certains bureaux d'aide judiciaire en cas d'aide judiciaire partielle ; l'avis favorable de la commission des lois à l'article 5. **Article 7** (p. 2666) : son amendement n° 13 : compléter l'article 15 de la loi de finances du 30 décembre 1975 pour les sociétés anonymes employant moins de cinq salariés ; prévoir la limite de la déduction à 5.000 F par membre du conseil d'administration ; accepte de remplacer le chiffre 5.000 par le chiffre 3.000 ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions du code de l'aviation civile relatives à la compétence des tribunaux français pour connaître des actes accomplis à bord des aéronefs ou à l'encontre de ceux-ci** (n° **1998**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [7 mai 1976] (p. 2834) : précise que l'objet du projet est de traduire dans notre droit interne les principes posés par l'article 5 de la convention de Montréal du 23 septembre 1971.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la police des chemins de fer** (n° **1993**), rapporteur. **Discussion générale** [7 mai 1976] (p. 2835) : précise que le projet de loi prévoit que les infractions commises dans les cours de gares pourront dorénavant être constatées par les gendarmes et les policiers. **Explications de vote** (p. 2836) : en réponse à M. Gouhier, estime qu'il faut assurer la liberté d'accès à ce mode de transport populaire qu'est le chemin de fer.

— **Projet de loi relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires** (n° **1301**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [7 mai 1976] (p. 2836) : précise que l'objet du projet de loi est d'habiliter les techniciens experts du service de la sécurité de la navigation maritime, de procéder aux visites de sécurité à bord des navires et de constater les infractions à la réglementation sur la sauvegarde de la vie humaine en mer ; rappelle les progrès des techniques de la construction navale et l'essor de la navigation de plaisance. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2838) : considère que l'amendement n° 1 défendu par M. Frédéric Jalton relève de la confusion des genres ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Avant l'Article 8** (p. 3223) : son amendement n° 103 supprimant dans le libellé du titre III le mot « magistrat » afin d'éviter qu'une mesure applicable aux fonctionnaires ne soit étendue aux magistrats par une loi simple ; ses observations concernant le projet relatif au statut de la magistrature ; (p. 3224) : demande pourquoi le congé postnatal est réservé aux femmes, pourquoi la loi limite à deux ans le bénéfice de cette mesure, pourquoi il n'est pas envisagé que le congé postnatal pour les fonctionnaires prenne la place de l'ancienne disponibilité spéciale, pourquoi en congé postnatal, l'intéressé cesse de bénéficier de ses droits à la retraite, pourquoi les droits à l'avancement sont conservés seulement pour moitié ; amendement n° 103 adopté. **Article 16** (p. 3227) : son amendement n° 104 concernant les magistrats ; adopté.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'article 67 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** (n° **2222**). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3272) : indique que le statut des magistrats ne peut être modifié que par une loi organique ; le congé postnatal ; l'article additionnel qu'il propose établissant en faveur des femmes magistrats une dérogation aux limites d'âge pour l'accès aux emplois publics de catégorie A ; souligne qu'une loi organique est nécessaire pour

introduire une discrimination entre les sexes concernant les magistrats. **Discussion de l'article unique. Après l'Article unique** (p. 3273) : son amendement n° 2 : ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958. Article 17-1 : recul de la limite d'âge pour l'accès par voie de concours à la magistrature ; adopté. **Titre** : propose une modification du titre du projet de loi ; le nouveau titre est adopté.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3714) : le fossé entre les intentions du Président de la République et le projet, émanation des hauts fonctionnaires de la rue de Rivoli ; le projet crée des injustices car il ne tient pas compte du rythme de l'inflation ; en taxant les terres données à bail, on va accélérer la reprise de ces terres et faire disparaître le fermage ; (p. 3715) : les personnes expropriées ne seront pas correctement indemnisées ; en taxant uniquement les résidences secondaires, on va favoriser le concubinage au détriment de la famille ; cette loi aura des effets rétroactifs contrairement à un principe du droit français ; au lieu de faire une réforme propre à taxer les spéculateurs, le texte généralise un mauvais impôt ; l'orateur ne votera pas un texte non remanié. **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4223) : son amendement n° 288 tendant à exonérer l'indemnité d'expropriation en cas de réemploi pour respecter le principe selon lequel il ne saurait y avoir d'expropriation sans juste préalable indemnité ; (p. 4224) : souligne qu'il s'agit d'éviter que l'expropriation devienne spoliation et d'obtenir que l'exproprié puisse effectivement reconstituer son bien ; (p. 4225) : déclare que son amendement n° 288 tend, faute de mieux, à éviter les inconvénients du projet en ce qui concerne les terrains à bâtir ; adopté ; son amendement n° 289 tendant à l'exonération de la plus-value immobilière réalisée lorsque l'expropriation intervient au cours des cinq dernières années avant l'expiration du délai prévu à l'article 4 ; (p. 4226) : trouve anormal qu'une expropriation puisse empêcher quelqu'un de bénéficier de l'exonération définitive ; repoussé ; [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4306) : soutient l'amendement n° 309 de M. Marie car il n'estime pas convenable d'aligner les professions soumises au régime des bénéfices non commerciaux sur les entreprises industrielles et commerciales ; (p. 4314) : propose que l'Assemblée n'ait pas à voter sur l'article 12 relatif à l'entrée en vigueur de la loi avant d'avoir statué sur l'ensemble de son contenu. **Article 12** (p. 4314) : interroge M. Fourcade sur la portée de l'article 12 et sur le caractère rétroactif de la loi ; veut croire qu'elle n'aura pas d'effet rétroactif ; (p. 4315) : fait remarquer au ministre qu'il n'est pas satisfait de sa réponse ; n'accepte pas qu'on lui oppose l'exemple de la loi de finances ; retire son amendement. **Seconde délibération** [22 juin 1976]. **Article 10** (p. 4479) : s'oppose à l'amendement n° 5 du Gouvernement qu'il estime non conforme à l'équité, le travail intellectuel ne pouvant être assimilé à une spéculation ; souligne qu'une profession libérale ne se conçoit pas sans risques ; (p. 4480) : sur l'amendement n° 5 indique que certains électeurs comprendront mal que la spécificité des professions libérales ne soit pas nettement reconnue ; souligne que la cession de la clientèle conditionne le niveau de la retraite pour les médecins.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux pénalités sanctionnant diverses infractions en matière d'assurance** (n° 2177), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4974) : une occasion offerte par la directive européenne du 24 juillet 1973 ; la suppression des dispositions pénalisant de peines correctionnelles les infractions à des décrets ; propose d'adopter sans modification le texte voté par le Sénat en première lecture.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2262). **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4978) : s'oppose à la question préalable de M. Alain Vivien ; (p. 4979) : une des populations françaises les plus anciennes hors de l'hexagone ; une consultation officieuse et non un référendum. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article 3** (p. 4985) : son amendement n° 7 ayant pour objet de parfaire l'assimilation au régime métropolitain par renouvellement triennal par moitié du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon ; demande à l'Assemblée de suivre l'avis de la commission des lois ; amendement n° 7 ; adopté. **Article 7** (p. 4987) : demande à l'Assemblée, à titre personnel, de suivre le Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Baudouin.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [30 juin 1976] (p. 4988) : retrait de l'ordre du jour des projets de loi relatifs à la représentation à l'Assemblée nationale et au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° 2257). **Première lecture. Discussion des articles** [7 juillet 1976]. **Article premier** (p. 5132) : retire son amendement n° 19. **Commission mixte paritaire** [9 juillet 1976] (p. 5233) : se félicite que la sagesse du Sénat ait permis à la commission mixte paritaire de parvenir à un compromis satisfaisant.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Justice, rapporteur pour avis [2 novembre 1976] (p. 7328) : la progression des crédits ; la création d'emplois de magistrats ; des auxiliaires de justice ; les retraites des avocats ; la revalorisation indispensable du droit de plaidoirie ; la rémunération des avocats commis d'office en matière pénale ; la crise des greffes ; (p. 7329) : les postes vacants au tribunal de grande instance de Paris ; les tribunaux de Nanterre, de Versailles, de Chartres ; le plan de résorption pour les auxiliaires ; les secrétariats-greffes ; (p. 7340) : le fonctionnement des services judiciaires et leur organisation ; l'obligation de réserve oubliée ; les juges gardiens et serviteurs de la loi ; (p. 7341) : l'exemple du tribunal de grande instance de Chartres ; la politique gouvernementale à l'égard de la cour d'appel de Versailles ; le démembrement de la cour de Versailles.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, rapporteur pour avis. **Services judiciaires** [2 novembre 1976] (p. 7353) : ses questions sur la cour d'appel de Versailles ; la situation des avoués à la cour ; la retraite des avocats ; les commissions d'office ; les greffes ; les auxiliaires ; (p. 7354) : le problème de l'intendance ; (p. 7357) : la question des greffes ; l'aggravation de la situation ; l'importance du corps ; (p. 7362) : le fonctionnement des greffes ; le vote par procuration. **Services pénitentiaires et éducation surveillée** (p. 7364) : le faible nombre d'assistantes sociales dans les prisons ; (p. 7365) : l'assimilation du personnel de surveillance avec le personnel de police en matière de rémunérations et de primes de risques ; la pratique du « mitard » ; la maison d'arrêt de Chartres ; la prison commune de Bois-d'Arcy ; (p. 7368) : les questions sur l'éducation surveillée ; la pression de l'opinion publique.

Départements d'outre-mer [19 décembre 1976] (p. 8384) : s'exprime au nom de M. Frédéric Gabriel ; le propre de la diplomatie ; l'attachement des Français d'outre-mer à la République ; l'attitude des « soixante-dix-sept » à l'égard de la France à l'ONU ; Mayotte et l'ONU ; la souveraineté du Parlement français ; (p. 8385) : Saint-Pierre-et-Miquelon ; la fiscalité ; les droits de douane ; la protection sociale ; le tourisme ; l'emploi ; les mirifiques projets d'élevage et de culture maraîchère ; la pêche ; les ressources de la mer ; le *Cyros ;* le droit au travail ; le lycée ; le PAP n° 7 ; (p. 8386) : remettre en activité les quarantaines ; le verbalisme.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° 1881). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8581) : la tradition selon laquelle le procureur de la République est juge de l'opportunité des poursuites ; (p. 8582) : laisser à la justice son indépendance.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° 2353), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8681) : la sécurité des Français ; la socialisation des risques ; les exemples étrangers ; les mécanismes traditionnels de réparation ; la notion de personne lésée ; les insuffisances du texte ; l'indemnisation des personnes à charge ; la conduite de la victime ; le mécanisme de l'indemnisation ; (p. 8682) : la qualité du préjudice indemnisable ; la subsidiarité de l'intervention de l'Etat ; le moyen de régler l'indemnité ; critique du mécanisme d'indemnisation proposé ; limiter les pouvoirs d'appréciation de la commission d'indemnisation ; définir les rapports entre indemnisation et action publique. **Discussion des articles** [25 novembre 1976]. **Article premier** (p. 8684) : demande la réserve de son amendement n° 1 ; son amendement n° 2 tendant à éviter toutes les difficultés pouvant survenir en ce qui concerne les droits de la défense et l'autorité de la chose jugée ; adopté ; son amendement n° 3 ; adopté ; son amendement n° 1 précédemment réservé ; adopté ; son amendement n° 4 indiquant que la procédure devant la commission est fixée par décret en Conseil d'Etat ; adopté ; (p. 8685) : son amendement n° 5 limitant la décision de la commission à la fixation d'une provision ; l'erreur de M. Foyer ; la simplification de la procédure ; éviter une contradiction entre les décisions de la commission et le juge de correctionnelle ; le caractère de la provision ; adopté ; (p. 8686) : son amendement n° 6 tendant à permettre à la commission de surseoir à statuer dans le cas où la victime semble avoir participé à l'infraction ou assumer une responsabilité partielle dans le déroulement de celle-ci ; adopté ; son amendement n° 7 : le complément d'indemnité ; adopté ; son amendement n° 12 garantissant les intérêts de l'Etat ; adopté ; son amendement n° 13 sauvegardant les intérêts de l'Etat ; adopté ; son amendement n° 11 : l'indemnisation des personnes s'étant portée au secours d'individus en danger ou ayant porté aide à la police dans son intervention ; (p. 8687) : souligne que rien ne garantit les gens qui se portent au secours des personnes en danger, sinon une jurisprudence prétorienne ; l'indemnisation rapide, une mesure sociale ; (p. 8688) : la jurisprudence du Conseil d'Etat ; adopté ; son amendement

n° 8 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 9 : détermination du plafond chaque année par voie réglementaire ; adopté ; son amendement n° 10 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 14 : obligation pour la victime ou ses ayants droit de se constituer en partie civile et d'indiquer la saisine de la commission ; (p. 8689) : s'en remet à la sagesse de l'assemblée sur le sous-amendement du Gouvernement à son amendement n° 14 ; adopté. **Article 2** (p. 8689) : son amendement n° 15 proposant que la loi entre en vigueur dans les deux mois de sa publication ; adopté ; son amendement n° 16 : la non-opposition de la forclusion aux préjudices résultant de faits survenus depuis le 1er janvier 1976 ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 8690) : son amendement n° 17 permettant aux victimes d'un accident causé par un piéton d'être indemnisées ; retire son amendement n° 17. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9638) : la difficulté d'assurer une coexistence satisfaisante entre la procédure d'indemnisation des victimes d'infractions de nature civile et l'action pénale ; la limitation des pouvoirs de la commission chargée d'allouer l'indemnisation ; l'institution d'un régime public d'indemnisation des victimes d'infraction. **Discussion des articles** [17 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9638) : son amendement n° 1 de forme ; réservé ; (p. 9639) : son amendement n° 2 indiquant que l'indemnité civile ne doit pas être fixée tant que le juge n'a pas statué, la commission pouvant allouer une provision ; estime anormal qu'une juridiction civile statue alors qu'une juridiction pénale peut avoir à le faire ; récuse l'existence de trois instances ; deux procès au maximum ; la position de la commission des lois inattaquable au point de vue juridique ; repoussé ; son amendement n° 3 ; réservé ; (p. 9640) : son amendement n° 4 : l'indemnisation par la voie judiciaire de citoyens courageux qui se sont portés au secours de personnes en danger ; une procédure sans frais ; l'unité du texte et l'aide aux victimes ; ne souhaite pas commettre une injustice pour éviter une nouvelle lecture ; (p. 9641) : les différents recours ; la lenteur de la procédure devant le tribunal administratif ; adopté ; son amendement n° 1 précédemment réservé ; adopté ; amendement n° 3 ; retiré ; son amendement n° 5 substituant au mot « victime » le mot « requérant » au premier alinéa de l'article 706-8 *ter* du code de procédure pénale ; adopté. **Article 2** (p. 9642) : son amendement n° 6 prévoyant que la présente loi entrera en vigueur à l'expiration des deux mois suivant sa publication ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9769) : l'extension des mesures prévues par le projet en discussion aux personnes s'étant portées spontanément au secours d'individus en danger ou ayant apporté leur concours à l'exécution du service de la police judiciaire ; le ralliement à la position du Sénat.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2183**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8697) : sécurité et liberté ; la protection de l'inviolabilité du domicile ; la visite des véhicules ; les trois groupes d'exception au principe de l'inviolabilité du domicile ; l'application de ces règles protectrices aux visites des véhicules ; la définition du véhicule par la jurisprudence ; les caravanes assimilées à un domicile ; l'augmentation des crimes et délits ; critique contre le caractère répressif du projet ; les pouvoirs anciens donnés à différents agents de l'Etat de visiter les véhicules et leur contenu ; (p. 8698) : le conducteur honnête ; le comité Justice pénale ; le rôle des magistrats ; l'attitude des avocats ; donner le pouvoir de procéder à la visite des véhicules et de leur contenu sur les voies ouvertes à la circulation ; la limitation de ce droit aux officiers de police judiciaire ; citation de Péquy ; (p. 8700) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité de M. Kalinsky ; (p. 8701) : rejette la question préalable ; l'arrêt de la Cour de cassation du 11 septembre 1933 ; l'arrêt du 23 janvier 1964. **Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8704) : son amendement n° 1 indiquant que les agents de police judiciaire ne peuvent agir que sur ordre des officiers de police judiciaire ; ses amendements n° 2 et n° 3 précisant qu'il ne pourra être procédé à la visite des véhicules et de leur contenu sur les voies ouvertes à la circulation publique qu'en présence du propriétaire ou du conducteur, sauf s'il s'agit de véhicules manifestement abandonnés ; amendement n° 1 ; adopté ; amendement n° 2 ; adopté ; (p. 8705) : la notion jurisprudentielle de l'adverbe « manifestement » ; la possibilité d'intervention dans le cadre du fait flagrant ; amendement n° 3 ; adopté ; (p. 8706) : son amendement n° 4 : l'exception faite en faveur des gens du voyage ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9764) : liberté et sécurité ; l'augmentation de la criminalité ; augmenter les garanties offertes aux citoyens par cette réforme ; l'interdiction de visite des caravanes, maisons mobiles et véhicules aménagés pour le séjour ; ses souhaits personnels ; le caractère prétendument répressif du projet ; les pouvoirs des agents des impôts ; le conducteur honnête ; la liberté de circuler. **Discus-**

sion de l'Article unique (p. 9766) : son amendement n° 1 : personnel, spécifiant le but de la fouille ; des procès-verbaux interdits et frappés de nullité précisant que la loi vise uniquement à prévenir le transport et la détention illicite d'armes, d'éléments constitutifs d'armes, de munitions, d'explosifs et de stupéfiants ; l'exclusion du crime ; (p. 9769) : retire son amendement n° 1. **Troisième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9795) : l'Assemblée nationale appelée à statuer définitivement ; demande de voter le texte adopté par l'Assemblée en deuxième lecture.

— **Projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **1872**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8707) : une réforme très simple tendant à permettre aux avocats stagiaires de participer aux élections du conseil de l'ordre et du bâtonnier. **Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8707) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Forni ; les conditions d'éligibilité définies par un décret ; (p. 8708) : l'expérience nécessaire pour être éligible ; son amendement n° 1 permettant aux avocats honoraires de conserver leur droit de vote pour les élections du conseil de l'ordre et du bâtonnier, soutenu par M. Massot ; souligne que la commission des lois a adopté l'amendement n° 1 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9642) : le droit de vote aux élections du conseil de l'ordre des avocats accordé aux avocats honoraires mais contesté par le Sénat. **Discussion de l'Article unique** (p. 9643) : son amendement n° 1 : la durée minimum d'inscription au tableau nécessaire pour être éligible aux fonctions de bâtonnier ou de membre du conseil de l'ordre ; l'éligibilité corollaire du droit de vote ; l'indépendance du barreau ; les difficultés de certains barreaux ; le règlement intérieur soumis au contrôle des cours d'appel ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9799) : la durée minimale d'inscription au tableau pour l'éligibilité aux fonctions de bâtonnier ou de membre du conseil de l'ordre ; les avocats honoraires électeurs aux élections professionnelles.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 30** (p. 8814) : son amendement n° 31 ; l'indemnisation des victimes d'agression ; la couverture de tous les accidents corporels, même causés par des piétons ; adopté ; (p. 8815) : son amendement n° 32 reportant la date limite au 1er janvier 1978 pour l'application de l'article 63 de la loi n° 71-1130 ; son amendement relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat relevant du statut de la magistrature tombé sous le couperet de l'article 40 ; retire son amendement n° 32 pour se rallier à l'amendement n° 40 de M. Foyer.

— **Proposition de loi adopté, par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° **1892**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8902) : la quatrième année d'existence du médiateur ; les rapports de M. Pinay et de M. Paquet ; compléter l'institution ; les propositions de loi déposées ; (p. 8903) : la saisine du médiateur ; la transmission des pétitions ; la responsabilité morale ; le médiateur détecteur de réformes ; l'exécution par l'administration des décisions des tribunaux administratifs ou judiciaires ; rendre plus efficace l'intervention du médiateur à l'égard des autorités administratives. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article premier** (p. 8903) : son amendement n° 1 : rédactionnel ; adopté ; (p. 8904) : son amendement n° 2 : l'envoi de la réclamation à un député ou à un sénateur, par lettre recommandée ; le parlementaire juge de la transmission de la réclamation ; réservé ; son amendement n° 3 ; la saisine du médiateur par les membres du Parlement ; une réclamation au député ou au sénateur ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 8904, 8905) ; son amendement n° 4 ; la suspension du délai de forclusion pendant six mois, une question d'équité ; (p. 8906) : la possibilité engendrée par la proposition de M. Foyer ; sauvegarder les parlementaires de la responsabilité au moins morale qu'ils peuvent encourir ; repoussé. **Article premier** *(suite)* (p. 8906) : retire son amendement n° 2 précédemment réservé. **Article 3** (p. 8906, 8907) : son amendement n° 5 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 6 : de forme ; adopté ; son amendement n° 7 : la non-astreinte du médiateur à un rapport spécial ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 8 : rédactionnel ; adopté ; souligne que la recommandation peut n'être qu'un vœu pieux ; l'autorité de l'injonction ; l'augmentation des pouvoirs du médiateur ; s'oppose à l'amendement n° 9 du Gouvernement. **Article 5** (p. 8908) : s'oppose aux amendements n° 10 et 11 du Gouvernement. **Explications de vote** [2 décembre 1976] (p. 8909) : les sanctions pénales. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9644) : propose à l'Assemblée d'adopter conforme le texte du Sénat.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [14 décembre

1976] (p. 9341) : les événements récents ; la départementalisation ; la mise à l'épreuve du statut départemental ; la situation très instable dans l'archipel ; les développements internationaux de la question de Mayotte ; la résolution des Nations unies ; la difficulté d'instaurer des institutions départementales à Mayotte ; un régime intermédiaire entre les D.O.M et les T.O.M. ; (p. 9342) : donner une stabilité à cette île lointaine. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9347) : son amendement n° 10 rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 11 rectifié : consultation de Mayotte après cinq ans sur la transformation de cette collectivité territoriale en département d'outre-mer si le conseil général le désire ; retiré ; (p. 9348) : son amendement n° 24 prévoyant la consultation après trois ans ; s'oppose au sous-amendement n° 23 ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 12 précisant que le représentant de la République à Mayotte a rang de préfet ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 13 rectifiant l'ensemble du texte en ajoutant le mot « général » au mot « conseiller » ; adopté. **Article 6** (p. 9349) : son amendement n° 14 accélérant la mise en place des institutions de la collectivité territoriale ; adopté ; son amendement n° 15 : prise en compte par le Gouvernement de la volonté de la population exprimée lors de la consultation du 11 avril 1976 ; la procédure d'ordonnances ; souhaite que le Gouvernement accepte l'amendement n° 15 ; adopté ; son amendement n° 16 ramenant du 1er novembre au 30 avril 1977 la date limite à laquelle le Gouvernement devra déposer un projet de loi de ratification de ses ordonnances ; (p. 9350) : les propositions de la commission à l'article 8 ; amendement n° 16 ; retiré. **Article 7** (p. 9351) : son amendement n° 17 ; retiré ; son amendement n° 18 : réduction du délai concernant le dépôt du projet de loi de ratification des ordonnances prévu à l'article 7 ; (p. 9352) : souligne que l'amendement n° 18 tombe. **Article 8** : son amendement n° 19 indiquant que les ordonnances fixant les conditions d'extension et d'adaptation du code de l'administration communale et du code électoral devront intervenir avant le 1er février 1977 ; l'importance des élections au printemps ; propose de porter la date du 1er février 1977 au 30 avril 1977 ; amendement n° 19 rectifié ; adopté. **Article 11** (p. 9353) : son amendement n° 20 tendant à augmenter le nombre des conseillers ; souligne qu'il s'agit de conseillers généraux ; adopté. **Seconde délibération** [14 décembre 1976]. **Article 6** (p. 9353) : se rallie à l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9775) : le texte du Gouvernement profondément modifié ; l'île « dotée » d'un conseil général ; les préparatifs des Comores pour libérer l'île de Mayotte ; le respect par la France du droit à l'autodétermination du peuple mahorais.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection d'un député dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2287**), rapporteur. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9354) : souhaite que M. Gabriel se rallie à l'amendement n° 6 de la commission substituant au chiffre de 486 députés celui de 485 ; la modification du code électoral à la suite de la départementalisation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; amendement n° 6 adopté. **Article 2** : son amendement n° 1 : de forme ; adopté. **Après l'Article 2** : son amendement n° 7 : le régime électoral de Mayotte. **Titre** (p. 9355) : son amendement n° 8 : rédactionnel ; adopté.

— **Projet de loi organique relatif à l'élection d'un sénateur dans les départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2288**), rapporteur. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9355) : son amendement n° 4 prenant en compte l'augmentation du nombre des sénateurs et des représentants du nouveau département de Saint-Pierre-et-Miquelon au Sénat ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 tendant à supprimer l'article 2 ; adopté. **Après l'Article 3** : son amendement n° 5 permettant à Mayotte d'être représentée par un sénateur élu dans les conditions fixées par les dispositions du livre II du code électoral ; adopté. **Titre** (p. 9356) : son amendement n° 6 modifiant la rédaction du titre ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la représentation à l'Assemblée nationale des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2289**), rapporteur. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9356) : son amendement n° 4 supprimant les dispositions relatives à Mayotte dans le tableau de l'article premier ; adopté. **Après l'Article premier** : son amendement n° 1 rectifié : modification du titre du tableau n° 1 ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 9357) : son amendement n° 5 : la composition de la circonscription dans laquelle aura lieu l'élection du député ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 6 indiquant que l'élection du député de Mayotte aura lieu dans les trois mois suivant la promulgation de la présente loi ; adopté ; son amendement n° 2 précisant que l'élection du député de Mayotte aura lieu avant le 30 avril 1977 ; préfère l'amendement n° 6 ; retiré. **Titre** : son amendement n° 7 modifiant le titre du projet ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la représentation au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2290**), rapporteur. **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9357) : son amendement n° 5 : modification du tableau n° 5 ; adopté. **Article premier** (p. 9358) : son amendement n° 6 tirant les conséquences de l'existence pour Mayotte de dispositions électorales séparées ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 7 ; adopté. **Titre** : son amendement n° 8 modifiant le titre du projet de loi ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 9** (p. 9516) : défend l'amendement n° 127 de M. Masson : versement de l'APL à tout organisme social dûment mandaté par le bénéficiaire de l'aide personnalisée au logement ; retiré.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature** (n° **2705**), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9770) : le reflet des hésitations du Gouvernement quant à la cour d'appel de Versailles ; la réduction de son ressort ; son déclassement ; la réduction du projet de loi organique au placement hors hiérarchie des chefs des tribunaux de grande instance de Marseille, Lyon, Lille et Versailles ; un texte limité.

1977

— **Projet de loi permettant aux magistrats participant aux sessions de formation d'assister aux délibérés des juridictions** (n° **2512**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2048) : l'assistance des magistrats en formation aux délibérés des juridictions ; le caractère consultatif du rôle des magistrats en formation ; les problèmes de l'affectation des nouveaux magistrats. **Discussion de l'Article unique. Titre** (p. 2049) : son amendement n° 4 : modification du titre ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4353) : les modifications rédactionnelles apportées au projet de loi par le Sénat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application de la convention sur la délivrance de brevets européens, faite à Munich le 5 octobre 1973** (n° **2611**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 5** (p. 2443) : soutient l'amendement n° 5 de M. Hamel ; dépôt des demandes de brevets européens auprès des préfectures de région autres que celles de l'Ile-de-France ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant l'alinéa 4 de l'article 175 du code pénal** (n° **2653**), rapporteur. **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2449) : l'article 175 du code pénal ; (p. 2450) : les sanctions des délits de fonctionnaires qui se sont ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité ; le cas des notaires ; celui des avocats ; l'actualisation de l'exception au principe de l'interdiction dans les communes de moins de 1.500 habitants ; la réévaluation du montant plafond de la valeur des marchés passés avec les communes.

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Après l'Article 3** (p. 2456) : le droit du rapporteur de donner son sentiment sur l'amendement n° 8 du Gouvernement.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires**, rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3121) : les propositions de résolution concernant la modification du règlement de l'Assemblée nationale ; la recherche d'une solution aux difficultés de fonctionnement des commissions d'enquête ou de contrôle ; la modification de l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 ; (p. 3122) : les créations de commissions d'enquête et de contrôle au cours des différentes législatures de la V^e^ République ; l'inadaptation de la règle du délai maximum de quatre mois ; la solution suggérée par MM. Bertrand Denis et Foyer ; la définition des moyens d'enquête et de contrôle ; l'absence de dispositions précisant les pouvoirs dévolus aux rapporteurs des commissions ; l'adoption d'une proposition de loi au Sénat complétant la législation existante sur la consultation des documents ; l'extension aux commissions d'enquête et de contrôle des prérogatives déjà reconnues aux commissions des finances ; la publication des rapports des commissions d'enquête et de contrôle ; les inconvénients du système actuel ; les solutions envisagées ; les travaux des commissions d'enquête ou de contrôle ; (p. 3123) : les règles relatives au quorum ; la poursuite des violations du secret des travaux ; la publication des dépositions des témoins. **Discussion de l'article unique** [2 juin 1977]. **Avant l'Ar-**

ticle unique (p. 3347) : son amendement n° 1 : délai imparti aux commissions d'enquête ou de contrôle ; la trop longue durée du délai prévu par le sous-amendement n° 10 de M. Julien Schvartz ; la satisfaction du sous-amendement n° 9 de M. Bertrand Denis ; la fixation du délai de six mois ; amendement n° 1 adopté après adoption du sous-amendement n° 10 de M. Julien Schvartz. **Article unique** (p. 3348) : son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 3 : modification rédactionnelle ; le caractère du sous-amendement de M. Foyer ; amendement n° 3 adopté après adoption du sous-amendement de M. Foyer ; le rejet par la commission de l'amendement n° 11 rectifié de M. Julien Schvartz ; l'opposabilité de l'article 2006 du code général des impôts devant les juges ; (p. 3349) ; la non-inculpation des personnes devant les commissions d'enquête et de contrôle ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Julien Schvartz ; (p. 3350) : son amendement n° 4 : pouvoir de contrainte des commissions d'enquête en cas de non-comparution de témoins ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 20 du Gouvernement ; amendement n° 4 adopté après adoption du sous-amendement n° 20 du Gouvernement ; son amendement n° 5 2e rectification : compétence du bureau en matière de poursuite en cas de non-comparution de témoins ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 19 rectifié du Gouvernement ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 23 de M. J.-P. Cot ; (p. 3351) : son amendement n° 6 : suppression des dispositions de l'article relatives au secret des travaux des commissions d'enquête ; la situation actuelle des assemblées concernant le secret ; (p. 3352) : la proposition de M. Julien Schvartz de rendre publics les débats et les auditions des commissions d'enquête ; amendement n° 6 réservé. **Après l'Article unique** : son amendement n °7 : faculté offerte aux assemblées de décider par un vote spécial et après s'être consultées en comité secret, de ne pas autoriser la publication de tout ou partie du rapport de la commission d'enquête ou de contrôle ; amendement n° 7 réservé. **Article unique** *(suite)* (p. 3353) ; le rejet opposé par la commission aux amendements n° 14 de M. Julien Schvartz et l'amendement n° 16, 3e rectification, de M. Forni ; l'inapplication du système proposé par M. Forni ; demande à M. Forni de retirer son amendement n° 16, 3e rectification. **Après l'article unique** *(suite)* (p. 3355) : indique que la commission demande à l'assemblée d'adopter l'amendement n° 7 ; amendement n° 7 adopté. **Article unique** (*suite*) : amendement n° 6 adopté. **Après l'Article unique** (*suite*) : son amendement n° 8 : mention sur les rapports des commissions d'enquête ou de contrôle du nom des membres effectivement présents aux séances de ces commissions ; (p. 3356) : accepte la rectification apportée par le président de la commission des lois ; amendement n° 8 repoussé ; son amendement n° 18 : application des dispositions de la présente loi aux commissions d'enquête et de contrôle existant à la date de sa promulgation ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4353) : les modifications apportées par le Sénat au texte. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4354) : son amendement n° 1 : réserve du principe de la séparation des pouvoirs ; adopté ; son amendement n° 2 : suppression des dispositions relatives à l'opposition de l'exception de secret ; adopté ; son amendement n° 3 : suppression des dispositions relatives à la contrainte par la force publique des personnes refusant de comparaître, de prêter serment ou de déposer ; les dispositions du code de procédure pénale ; adopté. **Article 2** (p. 4355) : son amendement n °4 : modalités de publication des rapports des commissions d'enquête et de contrôle ; adopté. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4551) : les conceptions différentes de l'Assemblée et du Sénat sur le texte ; (p. 4552) : l'adoption par le Sénat de la position de l'Assemblée ; les dispositions contenues dans son rapport.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Discussion des articles** [26 mai 1977]. **Article 9** (p. 3104) : la responsabilité civile des personnes morales ; l'impossibilité pour les personnes morales d'être condamnées à une amende.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**): président de la commission spéciale. **Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3624) : demande à ce que la séance soit levée pour permettre à la commission d'examiner les nouveaux amendements. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3629) : l'examen par la commission de l'ensemble des amendements devant venir en discussion. **Avant l'Article 17** (p. 3640) : l'obligation pour le parquet de faire la preuve de l'existence du délit passible, soit d'une amende, soit d'une peine de prison ; le renversement de la charge de la preuve. **Article 20** (p. 3642) : son sous-amendement : modification rédactionnelle à l'amendement n° 28 de M. Le Theule ; adopté. **Commission mixte paritaire**, président de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4525) : le non-examen par la commission mixte paritaire de l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° 2844). **Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Article premier** (p. 3894) : faire en sorte que la peine de suspension du permis de conduire demeure une mesure de sécurité ; la transformation de la suspension du permis de conduire en une peine principale ; le délai de suspension ou d'interdiction administrative du permis de conduire ; (p. 3895) : le dépôt de deux amendements tendant à rendre plus simples les dispositions proposées ; punir selon l'importance de la faute commise et non pas en fonction des conséquences de cette faute ; (p. 3896) : son amendement n° 8 rectifié : réservation de l'annulation automatique au cas où certains délits ont été commis ; son amendement n° 7 : faculté offerte aux tribunaux de ne pas prononcer l'annulation du permis de conduire dans certains cas ; les conditions d'annulation du permis de conduire ; amendement n° 7 retiré ; amendement n° 8 rectifié adopté. **Article 3** (p. 3898) : la jurisprudence du Conseil constitutionnel ; l'existence d'abus de pouvoir en cas de non-intervention du parquet ; les abus qui naîtraient du contrôle systématique. **Après l'Article 3** (p. 3901) : la modification du régime administratif de la suspension du permis de conduire ; les pouvoirs du préfet ; la remise en question de l'économie générale du régime de suspension du permis de conduire.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4113) : demande à ce que le décret prévoit que les contribuables soient informés que la question examinée par la commission des infractions fiscales est celle du renvoi éventuel de son dossier devant la juridiction pénale. **Article 5** (p. 4119) : la suppression du plancher de réduction du montant des sommes tenant lieu de confiscation de marchandises de fraude ; respecter le pouvoir d'appréciation des juges. **Article 6** (p. 4123) : l'article 43-3 du code pénal ; la totale liberté d'appréciation des juges. **Article 9** (p. 4131) : offrir aux contribuables la faculté de présenter des observations écrites ou des observations orales ; (p. 4132) : son sous-amendement n° 67 à l'amendement n° 66 du Gouvernement : faculté offerte aux contribuables de présenter des observations orales au comité de contentieux ; le recours à un avocat ; l'allongement de la procédure ; sous-amendement n° 67 adopté.

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° 2996), rapporteur suppléant. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4106) : soutient l'amendement n° 1 de M. Foyer : nécessité d'être titulaire d'une maîtrise en droit pour accéder à la profession d'avocat sous réserve de dérogations relatives aux personnes ayant exercé certaines fonctions ou activités ; l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 ; la possibilité pour certaines professions d'accéder au métier d'avocat ; la promotion sociale ; amendement n° 1 adopté. **Après l'Article premier** (p. 4106) : soutient l'amendement n° 2 de M. Foyer : obligation faite aux avocats après leur maîtrise en droit de suivre une formation théorique et pratique organisée par décret en Conseil d'Etat après consultation des organisations professionnelles ; amendement n° 2 adopté ; (p. 4107) : son amendement n° 4 : non-bénéfice du statut de salarié aux avocats exerçant leur profession en qualité d'avocat collaborateur ou comme membre d'une société d'association d'avocats ; le caractère libéral et indépendant de la profession d'avocat ; la loi du 31 décembre 1971 ; les réclamations dont font l'objet les avocats de la part de l'administration fiscale et des URSSAF ; l'assimilation des collaborateurs à temps plein à des salariés ; le respect par l'administration de la volonté du législateur ; le rejet par la commission de l'amendement n° 4 ; (p. 4108) : le refus par la profession de la notion de salariat ; le caractère libéral et indépendant de la profession ; amendement n° 4 adopté. **Après l'Article 2** (p. 4109) : soutient l'amendement n° 3 de M. Foyer : validation de l'arrêté du 16 janvier 1976 du secrétaire d'Etat aux universités portant dispositions relatives au deuxième cycle des études universitaires ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès au corps de fonctionnaires** (n° 2877), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4135) : la participation des cadres du secteur privé licenciés pour cause économique aux concours externes de recrutement des corps de fonctionnaires de catégories A et des corps assimilés, ainsi que des corps de même niveau des collectivités locales, des établissements publics, des entreprises publiques et des services concédés ; le chômage des cadres ; l'intensification des échanges entre le secteur public et le secteur privé ; les conditions du bénéfice de la réforme ; la fixation de la limitation d'âge à quarante-cinq ans ; (p. 4136) : la nécessité de porter cette limite d'âge à cinquante ans ; la limitation de l'application de ces mesures

exceptionnelles à la durée du VII[e] plan ; les modalités d'accès à ces mesures ; ouvrir des concours spéciaux aux cadres licenciés ; faciliter la préparation des cadres aux hauts concours administratifs ; les emplois auxquels il pourra être postulé ; l'extension de la portée des mesures aux corps de catégorie B et à ceux des collectivités locales, des établissements publics, des entreprises publiques et des services concédés ; la dispense de la justification de titres ou diplômes requis par les statuts particuliers des corps ; la mise en œuvre d'une publicité des vacances ; la prise en compte des années accomplies en qualité de cadre pour le classement du grade de début de fonction ; demande, au nom de la commission, d'adopter le projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4139) : son amendement n° 1 : application des dispositions de l'article jusqu'à la fin de l'année 1985 ; la fixation de la limite d'âge à cinquante ans ; (p. 4140) : la concurrence opposée aux cadres par les jeunes personnes sortant de l'université ; le choix de l'année 1985 ; amendement n° 1 adopté ; son amendement n° 2 : fixation de l'âge limite de présentation des candidats aux concours à cinquante ans ; (p. 4141) : les situations difficiles rencontrées par les cadres de cinquante ans, l'harmonisation du texte ; amendement n° 2 adopté ; son amendement n° 3 de forme ; adopté. **Article 2** (p. 4141) : son amendement n° 4 de coordination ; adopté ; (p. 4142) : son amendement n° 5 rectifié : modalités de publicité de l'organisation des concours par l'intermédiaire de l'agence nationale pour l'emploi et de l'association pour l'emploi des cadres ; la nécessité d'une publicité systématique de l'organisation des concours ; la possibilité pour les candidats de demander l'annulation du concours au tribunal administratif en cas de non-publicité de ce dernier ; le sanctionnement d'un manque de publicité de l'ouverture de concours au *Journal officiel ;* la faculté offerte aux candidats de demander l'annulation des opérations de concours en cas de non-publicité ; laisser l'annulation à l'appréciation de la juridiction administrative ; retire la seconde phrase de l'amendement n° 5 rectifié ; amendement n° 5 modifié adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant dans les territoires d'outre-mer un système de perception différée d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police** (n° **2612**), rapporteur. **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4425) : les organismes compétents en matière de réglementation de la circulation routière [5 octobre 1977] (p. 4425) : les organismes compétents en matière de réglementation de la circulation routière ; la perception des amendes par l'Etat ; l'extension de la procédure de paiement différé par timbre ; le régime de la loi du 3 janvier 1972.

— **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 39, 142 et 143 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1494**), rapporteur. **Discussion générale** [5 octobre 1977) (p. 5846) : l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des commissions d'enquête et de contrôle ; l'actualisation des articles 142 et 143 du règlement de l'Assemblée nationale ; les modalités de publication du rapport des commis-d'enquête et de contrôle ; les propositions de la commission des loi ; (p. 5847) : la non-inscription à l'ordre du jour de la modification de l'article 39 du règlement.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**), rapporteur suppléant. **Discussion des articles** [5 octobre 1977]. **Article 11** (p. 5848) : le rejet par la commission de l'amendement n° 65 de M. Forni. **Après l'Article 11** : le rejet par la commission de l'amendement n° 8 de M. Maisonnat. **Après l'Article 12** (p. 5849) : le rejet par la commission de l'amendement n° 11 de M. Kalinsky : les conditions de discussion de l'amendement n° 11. **Après l'Article 15** (p. 5851) : les objections de la commission à l'amendement n° 71 de M. Forni ; les garanties offertes par la procédure d'autorisation mise en place ; la dénomination de la commission. **Après l'Article 15** (p. 5852) : soutient l'amendement n° 114 de M. Foyer : modalités d'inclusion dans le champ d'application de la loi des fichiers publics non informatisés ; le pouvoir de proposition de la commission nationale de l'informatique ; (p. 5853) : le caractère conciliant de l'amendement proposé par la commission ; amendement n° 114 ; adopté. **Article 16**: soutient l'amendement n° 115 de M. Foyer : exception relative aux éléments contenus dans la demande d'avis ou de déclaration en cas de fichiers intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique ; (p. 5854) : les conditions de rédaction des amendements qu'il a déposés ; la notion de sécurité publique ; amendement n° 115 adopté. **Article 17** : l'opposition de la commission à l'amendement n° 72 de M. Forni ; soutient l'amendement n° 116 de M. Foyer : exception relative à la publication des actes réglementaires relatifs à certains traitements intéressant la sécurité publique ; adopté. **Article 18** (p. 5855) : soutient l'amendement n° 117 de M. Foyer : conditions d'assistance des membres ou agents de la commission nationale de l'informatique ; adopté ; (p. 5856) : soutient le sous-amendement n° 118 de M. Foyer à l'amendement n° 17 de M. Villa : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 5857) : le retrait en commission de l'amen

dement n° 18 de M. Maisonnat ; l'inefficacité du système proposé par l'amendement n° 75 de M. Forni. **Article 19** (p. 5858) : le rejet par la commission de l'amendement n° 76 de M. Forni. **Après l'Article 19** (p. 5859) : soutient l'amendement n° 121 de M. Foyer : mise à la disposition du public des textes relatifs aux décisions prises par la commission nationale de l'informatique ; repoussé. **Article 20** (p. 5860) : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Forni ; soutient l'amendement n° 122 de M. Foyer : contenu du rapport de la commission nationale de l'informatique et inscription à l'ordre du jour du Parlement de la discussion de ce rapport ; adopté. **Article 30** (p. 5885) : l'objet de l'amendement n° 142. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9154) : la remise en question par le Gouvernement du texte établi par la CMP ; la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés. **Troisième lecture. Discussion générale** (p. 9175) : le non-retrait par le Gouvernement d'un amendement relatif à la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; (p. 9176) : les conditions d'examen du projet par l'Assemblée ; la remise en forme des dispositions initiales proposées par la CMP. **Discussion des articles. Article 6** (p. 9177) : son amendement n° 1 : composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; la présence de parlementaires au sein de la commission et de trois personnalités désignées en raison de leur autorité et de leurs compétences par décret en conseil des ministres ; adopté. **Article 12** (p. 9178) : son amendement n° 2 : modification de pure forme ; adopté. **Article 23** : son amendement n° 3 : suppression des dispositions relatives à l'information des personnes sur la durée de conservation des informations nominatives les concernant ; adopté. **Article 28** (p. 9179) : son amendement n° 4 : modification de pure forme ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la Justice. Débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977], rapporteur pour avis ; (p. 6563) : la gratuité de la justice ; la gratuité de l'enregistrement ; la perception du droit de plaidoirie ; l'application de la loi sur l'indemnisation des victimes des dommages corporels résultant d'une infraction ; la création de conciliateurs ; la mise en place de l'aide judiciaire ; la désignation des juges d'instance et d'instruction ; les conditions de sortie des auditeurs de l'ENM ; le départ à la retraite des magistrats ; (p. 6564) : l'automatisation du bureau de l'ordre ; le travail des greffiers ; l'insuffisance des postes de la catégorie B dans les greffes ; la démolition de la prison de Chartres ; la réforme des commissions d'office ; l'accord des barreaux sur la formule d'indemnisation des avocats ; l'insuffisance des effectifs d'infirmières et d'assistantes sociales dans les établissements pénitentiaires ; l'extension des services régionaux ; le nombre de récidives en cas de libération conditionnelle ; (p. 6571) : l'indemnisation des avocats commis d'office ; les incidences financières de la modification de la perception des droits de plaidoirie.

Justice, rapporteur pour avis [25 octobre 1977] (p. 6576) : les caractéristiques du budget de la justice ; l'insuffisance des moyens de l'éducation surveillée ; les priorités du ministère ; la progression du budget ; la part du budget de la justice dans le budget général de l'Etat ; l'effort consenti en faveur des greffes ; l'utilisation des compétences ; le rôle des auxiliaires de justice ; (p. 6577) : les ressources du régime de retraite des avocats ; la modification de la perception du droit de plaidorie ; le problème de l'indemnisation des avocats commis d'office en matière pénale ; l'urgence d'une réforme ; l'affectation des auditeurs de l'ENM ; la nécessité d'organiser deux promotions par an ; réserver les postes de juges d'instruction et de juges d'instance à des magistrats d'expérience ; le respect de l'obligation de réserve ; la prolifération des actes de violence ; les récidives en cas de liberté conditionnelle associée à la décision du juge de l'application des peines ; l'avis du parquet ; (p. 6578) : demande à l'Assemblée d'adopter le budget de la justice.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative** (n° **2936**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [22 novembre 1977] (p. 7806) : la réforme des astreintes prononcées en matière administrative ; la méconnaissance de la chose jugée par l'administration ; les moyens d'exécution contre les personnes privées ; les procédures d'exécution contre la personne publique ; les dispositions du projet de loi ; les conditions dans lesquelles pourraient être prononcées des astreintes à l'encontre de la personne publique ; (p. 7807) : la mise en cause de la responsabilité des agents publics à l'origine de l'inexécution ou de l'exécution tardive d'une décision de justice ; la sanction prévue à l'initiative de la cour de discipline budgétaire et financière ; faire en sorte que les décisions juridictionnelles valent ordonnancement des sommes qui y sont portées. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7809) : son amendement n° 1 : valeur d'ordonnancement du montant des sommes portées par les décisions juridictionnelles exécutoires ; la proposition de loi sur les libertés ;

envisager une modification du titre du projet ; (p. 7811) : amendement n° 1 adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté. **Titre** : son amendement n° 3 : modification du titre ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9152) : le rejet par le Sénat de l'article premier nouveau relatif au paiement des sommes que les collectivités publiques ont été condamnées à verser ; les propositions de la commission des lois. **Discussion des articles. Article premier A** (p. 9153) : son amendement n° 1 : valeur d'ordonnancement des décisions juridictionnelles exécutoires portant condamnation de l'Etat ; adopté. **Titre** : son amendement n° 2 : modification du titre ; adopté.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° 3177), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8246) : la gratuité des actes de justice devant les tribunaux de l'ordre judiciaire en matière civile et devant les juridictions administratives ; (p. 8247) : rendre plus efficace l'accessibilité de la justice ; le coût du recours à la justice ; le dispositif du projet de loi ; les modalités actuelles de couverture des frais administratifs des procès ; les différentes catégories de frais administratifs devant les juridictions administratives ; la suppression des droits et taxes ; le coût de la charge nouvelle ; l'augmentation des amendes pénales ; les frais supportés par les usagers de la justice ; l'article 40 de la Constitution ; la non-application du projet de loi aux conseils de prud'hommes ; (p. 8248) : la dispense de l'enregistrement pour les actes de justice accomplis en application des règles de procédure ; l'indemnisation forfaitaire des avocats commis d'office en matière pénale ; les déclarations de M. Guichard ; la charge supportée par les avocats du fait des commissions d'office ; les déclarations du garde des sceaux ; les ressources dégagées par l'amendement n° 12 de la commission ; les conséquences de la suppression des redevances de greffe ; le vote du projet de loi par la commission des lois ; (p. 8249) : le paiement par les justiciables du montant des indemnités entraînées par la suppression des charges des officiers ministériels. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8254) : son amendement n° 2 : substitution à l'expression « gratuité du service public de la justice » de l'expression « gratuité des actes de justice » ; l'impossibilité de parler de l'allégement du coût du service public de la justice ; retiré. **Article 7** : son amendement n° 6 : soumission à un droit fixe de procédure des décisions des juridictions répressives portant condamnation ; (p. 8255) : son amendement n° 7 : modification rédactionnelle ; amendement n° 6 retiré ; amendement n° 7 adopté. **Article 9** : son amendement n° 8 : non-soumission des actes des secrétariats des juridictions judiciaires et administratives à toute autre taxe que les droits d'enregistrement et les droits de timbre ; retiré ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 26 du Gouvernement. **Article 10** : les conditions de dispense de l'enregistrement des actes d'huissier de justice ; (p 8256) : le problème de la gratuité des actes préalables aux décisions de justice ; son sous-amendement à l'amendement n° 27 du Gouvernement ; substitution de l'expression « préalablement à une instance » à l'expression « à l'occasion d'une instance » ; le souhait de la commission de couvrir tous les actes se rattachant nécessairement à une instance ; sous-amendement à l'amendement n° 27 adopté ; son amendement n° 11 : fixation du seuil de dispense d'enregistrement des actes d'huissier en matière mobilière au seuil de compétence du tribunal d'instance statuant en dernier ressort ; (p. 8257) : la nécessité de modifier le seuil chaque année par une disposition de la loi de finances ; amendement n° 11 retiré. **Article 12** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 28 du Gouvernement ; la vérification de la comptabilité des avocats par les bâtonniers ; la détermination des catégories d'avocats plaidants et non consultants. **Après l'Article 12** : son amendement n° 33 : fixation transitoire par règlement d'administration publique de l'assiette du mode de recouvrement et de contrôle de la perception des droits de plaidoirie ; (p. 8258) : la publication des décrets d'application avant le 1er janvier 1978 ; amendement n° 33 retiré. **Article 14** : son amendement n° 13 : majoration de 20 % du taux minimum des amendes pénales en matière correctionnelle ; le financement de l'indemnisation des commissions d'office ; amendement n° 13 adopté. **Avant l'Article 18** (p. 8259) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 30 du Gouvernement. **Article 18** (p. 8260) : réserver l'amendement n° 31 du Gouvernement ; son amendement n° 34 : perception de la redevance des greffes pendant la période où le greffier titulaire de charge est autorisé à poursuivre la gestion de son office ; l'abrogation de la loi du 30 novembre 1965 portant réforme des greffes des juridictions civiles et pénales ; (p. 8261) : le refus du Gouvernement d'abroger l'article 2 de la loi du 30 novembre 1965 ; l'exercice gratuit des fonctions assurées par les greffiers titulaires poursuivant la gestion de leur office ; le refus de la commission des lois d'admettre le maintien en contradiction de deux lois ; amendement n° 34 repoussé. **Article 3** (*suite*) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement

n° 35 du Gouvernement ; le problème posé par l'exclusion de la loi des conseils de prud'hommes. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 8262) : son amendement n° 1 : rédaction de l'intitulé du titre premier ; application de la loi à la gratuité des actes de justice ; adopté. **Article 4** (*suite*) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 21 du Gouvernement ; la reprise par le Gouvernement d'un amendement déclaré irrecevable ; la réforme du statut des secrétaires et secrétaires adjoints des conseils de prud'hommes ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 22 du Gouvernement. **Article 13** (*suite*) (p. 8263) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 29 du Gouvernement. **Article 18** (*suite*) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 31 du Gouvernement ; le problème posé par les conséquences sur les recettes des collectivités locales de la suppression des droits de greffe. **Titre** : son amendement n° 14 : nouvelle rédaction du titre ; retiré. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1977] (p. 9069) : le maintien en discussion des dispositions relatives au droit de plaidoirie pour les avocats dits « d'affaires » ; la participation des avocats ne plaidant pas aux charges de la caisse nationale des barreaux français.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité** (n° **3224**), rapporteur. **Discussion générale** [9 décembre 1977] (p. 8541) : la répression des agissements de certains débiteurs cherchant à se rendre insolvables afin de se soustraire à l'exécution des décisions de justice ; l'insertion dans le code pénal d'un article définissant les éléments constitutifs de l'infraction nouvelle d'organisation frauduleuse de l'insolvabilité ; le champ d'application du projet ; l'incrimination des actes onéreux présumés frauduleux ; la suppression de la référence à la notion de lésion ; la prescription de l'action publique ; les sanctions pénales ; l'action directe du créancier contre le tiers reconnu complice ; l'extension de la portée du projet aux créances contractuelles ; (p. 8542) : la recommandation par la commission des lois du vote du projet. **Discussion de l'article unique. Article unique** (p. 8544) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Bolard ; le champ d'application du projet de loi ; l'insuffisance de la sanction d'abandon de famille ; la protection des créanciers ; l'insuffisance de la sanction du délit d'abandon de famille ; la nécessité pour les créanciers de s'entourer de précautions ; (p. 8545) : non-application des dispositions de la loi aux obligations contractuelles ; la non-prise en considération par la commission des amendements défendus par M. Foyer. **Après l'Article unique** : son amendement n° 1 rectifié : sanctions applicables aux dirigeants des personnes morales qui, après avoir obtenu la mainlevée des mesures conservatoires prises par leur créancier, auront organisé leur insolvabilité ou celle de la personne morale ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **3222**), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9047) : son rapport présenté par M. Foyer. **Discussion des articles. Article 17** (p. 9051) : son sous-amendement n° 5, soutenu par M. Foyer, à l'amendement n° 4 du Gouvernement : recherche et constatation des infractions sans qu'il puisse être procédé dans ce but à la visite des véhicules ; adopté après adoption de la modification proposée par M. Foyer. **Article 19 : Article 257 du code de procédure pénale** (p. 9052) : son amendement n° 6 : extension de l'incompatibilité aux fonctions de juré aux assesseurs des tribunaux paritaires de baux ruraux et aux conseillers prud'hommes ; adopté. **Article 22** (p. 9053) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 26 de M. Foyer ; (p. 9055) : l'impossibilité de faire respecter une stricte égalité entre les hommes et les femmes dans les jurys ; son amendement n° 18 : transmission du deuxième exemplaire de la liste préparatoire au secrétariat-greffe de la juridiction siège de la cour d'assises ; devenu sans objet. **Article 23 : Article 263 du code de procédure pénale** : son amendement n° 7 : secrétariat de la commission dressant la liste annuelle des jurés titulaires ; adopté ; son amendement n° 8 de coordination ; adopté. **Article 265 du code de procédure pénale** (p. 9056) : son amendement n° 9 : faculté pour les présidents de tribunal de grande instance ou de cour d'appel de déléguer leurs pouvoirs ; adopté. **Article 266 du code de procédure pénale** (p. 9057) : son amendement n° 10 rectifié : faculté offerte au premier président de la cour d'appel et au président du tribunal de grande instance de déléguer leurs pouvoirs ; adopté. **Article 27 : Article 291 du code de procédure pénale** (p. 9058) : son amendement n° 11 : conditions de retrait provisoire de la liste des parents de celui dont le nom vient de sortir par tirage au sort ; adopté. **Article 292 du code de procédure pénale** : son amendement n° 12 : information de l'accusé de l'arrêt modifiant éventuellement la composition de la liste de session par les soins du greffier ; adopté. **Après l'Article 28** : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 23 de M. Forni. **Article 28** *bis* (p. 9059) : son amendement n° 13 de suppression ; l'accomplissement à huis clos des

opérations de formation du jury de jugement ; la suppression de ces dispositions ; (p. 9060) : les risques de confusion éventuelle en cas d'anonymat des jurés ; amendement n° 13 adopté. **Article 28** *ter* : son amendement n° 14 de suppression ; adopté. **Article 28** *quater* : son amendement n° 15 de suppression ; adopté. **Avant l'Article 29** : son amendement n° 16 : insertion d'un chapitre IV ; dispositions finales ; adopté. **Après l'Article 30** (p. 9061) : son amendement n° 17 : suppression des dispositions relatives à la détermination par le juge de l'application des peines de l'admission des condamnés aux différentes phases du régime pénitentiaire ; adopté.

GERMAIN (Hubert)

Député de Paris
(14e circonscription)
(UDR).

Ministre des postes et télécommunications du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre chargé des relations avec le Parlement, ministre des postes et télécommunications par intérim du 2 mars 1974 au 28 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre des postes et télécommunications (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des postes et télécommunications (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre chargé des relations avec le Parlement (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Est chargé de l'intérim du ministère des postes et télécommunications. Décret du 11 avril 1974 [*J.O.* du 12 avril 1974] (p. 4035).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre chargé des relations avec le Parlement et de ministre des postes et télécommunications, par intérim. Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des postes et télécommunications :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Bertrand Denis** (n° **299**) et de **M. Michel Durafour** (n° **603**) : **Situation du téléphone** [11 mai 1973] (p. 1219, 1220, 1221, 1222) : le décalage « explosif » entre l'offre et la demande ; le désir de l'administration d'abaisser le coût d'établissement des lignes ; la multiplication des cabines publiques ; la procédures des avances remboursables ; la nécessité de former un personnel suffisamment spécialisé pour exploiter les nouveaux centres.

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Weber : Sécurité des bureaux de poste** [8 juin 1973] (p. 1994) ;

— **M. Ribes : Personnel des centres téléphoniques** [8 juin 1973] (p. 1995, 1996) ;

• *à la question orale sans débat :*

— (n° **1407**) de **M. Peyret : Téléphone rural** [29 juin 1973] (p. 2722).

INTERVENTIONS

1973

En qualité de ministre des postes et télécommunications :

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5979) : progression des crédits et non-résolution des problèmes des télécommunications : volume des investissements dans les télécommunications ; délai de réalisation des équipements ; demande exprimée et importance de la demande potentielle ; taux de croissance de l'offre ; progression de la demande de trafic par abonné raccordé ; liaisons interurbaines ; (p. 5980) : augmentation du parc de circuits interurbains ; délais d'attente en matière de raccordement ; amélioration du rythme d'équipement par rapport

aux prévisions du VI[e] Plan ; volume des investissements et progression des crédits de fonctionnement dans le budget pour 1974 ; « infrastructure primaire » et « distribution » ; zones urbaines ; situation dans l'agglomération parisienne ; étude de l'opportunité d'un programme complémentaire ; automatisation du réseau ; mise en œuvre d'une politique du personnel ; niveau des effectifs ; renforcement de l'encadrement ; adaptation aux tâches nouvelles ; régions, participation de l'industrie à l'effort national dans le domaine des télécommunications ; sa politique industrielle dans ce secteur ; (p. 5981) : groupements Socotel et Sotelec ; nouveaux matériels ; services financiers ; programme d'équipement des chèques postaux ; services financiers de la poste ; équilibre financier ; rémunération au taux du marché monétaire des fonds supplémentaires collectés depuis le 1[er] janvier 1972 ; son plan de redressement de la situation des services financiers ; mission des services ; programme d'équipement de la poste ; centre de tri automatique d'Orléans-La Source et projets nouveaux ; avions de l'Aéropostale ; centre de Brest ; (p. 5982) : mécanisation du tri des paquets ; moyens de transports rapide ; ligne postale aérienne de nuit Nancy-Dole-Lyon ; transports ferroviaires ; distribution du courrier, méthode Cidex ; emplois nouveaux ; personnel auxiliaire et personnel titulaire ; possibilités de carrière des personnels féminins ; conditions de travail dans les centres de tri ; recrudescence du banditisme et mesures de protection du personnel ; rend hommage au dévouement des agents ; formation professionnelle ; taxes postales de presse ; son plan de cinq ans d'augmentation progressive des taxes postales de presse ; rapidité du changement dans les PTT ; (p. 5983) : répond aux orateurs ; souligne l'importance de ce budget en particulier au niveau des investissements ; sa réponse à M. Rossi sur le téléphone ; (p. 5994) : pluralité du trafic ; service du contrôle des prix ; avances remboursables ; sa réponse à MM. Cressard, Rossi, Laurissergues, Bonhomme et Zeller sur le déficit des chèques postaux et sur la vocation des services financiers de la poste ; sa réponse sur la politique des personnels ; sa réponse à M. Cornet sur la répartition géographique des moyens ; résultats du système Cidex ; (p. 5996) : ses réponses à M. Laurissergues sur l'avenir du service public des PTT, à MM. Bonhomme et Laurissergues sur le coût du transport de la presse ; sa réponse sur la qualité des services postaux ; sa réponse à M. Lucas sur le financement des télécommunications, la privatisation, le rôle de l'Etat et des sociétés privées, les sociétés France-Centrex et France-Câble Radio ; sa réponse à M. d'Ornano sur l'effort financier et de prévision des PTT, sur les études de marché concernant le téléphone ; sa réponse à M. Laurissergues sur la publication des travaux de la commission de contrôle de la gestion du téléphone ; sa réponse à M. Brochard sur le problème des lignes longues ; sa réponse à M. Gravelle sur le problème du personnel et sur la notion de service public ; sa réponse à M. Zeller sur les investissements en matière postale.

GINOUX (Henri)

Député des Hauts-de-Seine
(13[e] circonscription)
(App. RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'apparente au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [4 juillet 1974] (p. 3271).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3479).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [23 avril 1976] (p. 2148), [27 avril 1976] (p. 2164).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 10 : Anciens combattants et victimes de guerre** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 4 : Anciens combattants** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe n° 4 : Anciens combattants** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 6 : Anciens combattants** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** relative à **l'indemnisation** complète **des personnes physiques** et **morales françaises** ayant été dépossédées de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France (n° **3082**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 6 : Anciens combattants** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **980**) : **Rapatriés** [16 mai 1973] (p. 1312, 1313, 1315) : mesures envisagées par le Gouvernement en ce qui concerne l'amnistie et l'indemnisation totale des rapatriés ; pourcentage des dossiers définitivement réglés.

— (n° **2285**) : **Accidents de circulation** [22 juin 1973] (p. 2482).

• *questions au Gouvernement :*

— **Grèves dans les PTT** [30 octobre 1974] (p. 5621).

— **Hausse des prix des produits pétroliers** [13 novembre 1974] (p. 6279, 6280) : rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des sociétés pétrolières en France.

• *questions orales avec débat :*

— (n° **15503**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8048) : réserves émises sur les travaux de la commission ; (p. 8054, 8057) : la création d'une nouvelle commission d'enquête dont les travaux seraient publics et à laquelle des techniciens seraient associés ; (p. 8055) : les recherches en mer d'Iroise; la loi de 1928 ; (p. 8056, 8057) : les règles strictes auxquelles les prévisions pour renouvellement de stocks et les prévisions pour renouvellement de gisements sont soumises ; la nécessité de diversifier au maximum nos sources d'approvisionnement.

— **De MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**), **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1751) : les difficultés des imprimeries de labeur ; le problème de la concurrence étrangère ; insister pour que l'aide publique ne soit pas accordée aux entreprises mal gérées.

• *questions au Gouvernement :*

— **Taxation des communications téléphoniques** [21 mai 1975] (p. 2940).

— **Conflit de la presse parisienne** [18 mai 1975] (p. 3288) : droit à l'information ; grève du syndicat du livre empêchant la publication des journaux parisiens ; perturbations de la distribution du *Parisien libéré ;* salaires des ouvriers de presse à Paris.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problème de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3686) : situation dans la région parisienne, particulièrement dans les Hauts-de-Seine ; fiscalisation de l'assiette de la sécurité sociale ; amélioration du fonctionnement de l'agence de l'emploi.

• *question orale sans débat :*

— (n° **15464**) **de M. Briane** (en qualité de suppléant) : **Constructions hospitalières** [20 juin 1975] (p. 4575) : la décentralisation et la régionalisation nécessaires dans le domaine des constructions hospitalières et sociales ; (p. 4576) : aggravation des difficultés économiques locales par la politique de constructions industrialisées.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des entreprises de sous-traitance** [19 octobre 1975] (p. 7531) : discussion de la proposition de loi de M. Neuwirth relative à la sous-traitance des marchés publics ou privés ; création d'un fonds de garantie.

— **Difficultés financières de la sécurité sociale** [26 novembre 1975] (p. 8959) : le déficit général de la sécurité sociale est inférieur à ses « charges indues » (hôpitaux, compensation de certains régimes spéciaux) ; recherche de la solution dans la participation de l'Etat ; nécessité d'un débat sur cette question.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24394**) : **Mouvements rassemblant d'anciens buveurs guéris** [28 novembre 1975] (p. 9144, 9145) : aide nécessaire à ces mouvements ; possibilité d'utiliser l'émission « Tribune libre » de FR 3.

— (n° **27779**) : **Etablissement du budget des communes** [9 avril 1976] (p. 1611, 1612) : les difficultés rencontrées par les communes pour établir leurs budgets de 1976 par suite des modifications du VRTS, du chiffre de la population et de la révision des bases des impôts sur les ménages.

• *questions au Gouvernement :*

— **Expulsions de travailleurs étrangers** [21 avril 1976] (p. 1957) : l'opération de police organisée le 16 avril 1976 dans une dizaine de foyers de la Sonacotra aboutissant à l'expulsion de seize travailleurs immigrés délégués des résidents des foyers.

— **Taxe professionnelle** [24 novembre 1976] (p. 8634) : procédure prévue par le Gouvernement pour étudier les cas des entreprises subissant plus de 70 % d'augmentation de la taxe professionnelle par rapport à la patente en 1975 ; nécessité de revoir cette question à l'occasion du collectif.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **34272**) : **Situation de la société Huré, à Bagneux** [17 décembre 1976] (p. 9604, 9605) : les licenciements prévus ; aide nécessaire à cette société pour faciliter l'exportation de son matériel.

— (n° **41216**) : **Situation des rentiers viagers de la caisse nationale de prévoyance** [7 octobre 1977] (p. 6016, 6017, 6018) : les revalorisations des rentes ne compensent pas la hausse des prix ; la situation difficile des rentiers-viagers ; les revalorisations accordées par la CNP sont très inférieures à celles consenties par la sécurité sociale ; la publicité

insistante et parfois abusive faite par l'Etat en faveur de la CNP.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) : [10 mai 1973] (p. 1140) : l'opinion publique et les problèmes du monde combattant ; estime que la France est le pays le plus en retard sur le règlement des problèmes des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre ; souhaite que le 8 mai soit une journée fériée et chômée, pour mieux y associer la population ; demande le rétablissement progressif des droits à la carte du combattant de 1939-1945 ; l'attribution de la carte de combattant aux jeunes combattants d'Afrique du Nord ; l'octroi de la retraite anticipée aux anciens prisonniers de guerre ; souhaite un plan quadriennal permettant de donner satisfaction aux revendications des anciens combattants ; s'étonne que l'ORTF ne filme pas le débat ; [11 mai 1973] (p. 1208) : estime que l'anniversaire du 8 mai conserve une importance capitale ; demande que cette journée soit fériée et chômée en attendant qu'on institue une journée nationale du souvenir.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1394) : construction d'immeubles sociaux dans la région parisienne; péréquation ; effort des municipalités ; l'accessibilité aux logements HLM et niveau de ressources des demandeurs ; rénovation des cœurs de villes ; création d'une ZAD à Antony ; ses réserves sur le projet de création d'un grand ensemble ; crédits absorbés par les villes nouvelles ; charges supportées par la région parisienne ; charges supportées par les contribuables de banlieue ; (p. 1395) : loyers de province et loyers de la région parisienne ; allocation-logement ; ségrégation sociale ; aide à la pierre et aide à la personne ; problème des migrations et des transports dans la région parisienne ; situation centrale de Paris et ses conséquences ; demande un effort particulier en faveur des rocades ; caractère national des problèmes de transports à Paris ; prolongement vers la banlieue des lignes de métro ; RER ; priorité des transports par voies ferrées ; demande des crédits supplémentaires.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**). **Discussion des articles** [21 juin 1973] : **Article 2** (p. 2393) : son vote contre l'article ; (p. 2402) : explique son vote.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n°s **137, 164, 381, 410, 513**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2637) : pathologie de la captivité ; son accord avec l'extension des mesures prévues aux anciens combattants ; s'oppose à toute nouvelle disposition qui tendrait à retirer au Parlement l'initiative qu'à l'unanimité il a prise ; (p. 2642) : explique le vote de son propre groupe en faveur de la proposition.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat. Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 33** (p. 4136) : ses arguments à l'encontre de l'amendement du Gouvernement ; son caractère excessivement dangereux pour les commerçants ; risque d'intervention de l'Etat et d'organisation du dirigisme dans le commerce.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Après l'Article 6** (p. 4794) : ses observations sur l'amendement de MM. Mario Bénard et Salle : création d'une taxe annuelle forfaitaire de 1.000 F sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; sur les sociétés déficitaires, difficultés rencontrées par les petites et moyennes entreprises ; coût de la main-d'œuvre, répercussion des charges sociales sur le prix de vente ; délais des échéances ; taux du découvert bancaire ; lance un cri d'alarme en faveur des petites et moyennes entreprises ; demande au Gouvernement d'étudier la question du statut de la moyenne entreprise ; (p. 4795) : situation des entreprises dans le secteur de l'imprimerie ; difficultés que créerait l'adoption de l'amendement pour les petites entreprises ; [26 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4873) : expose les arguments de son groupe en faveur de la suppression de l'article.

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5514, 5515) : rapporteur spécial : déclare que la commission a conclu au rejet des crédits proposés ; rappelle que le budget des anciens combattants est le quatrième des budgets civils mais ne permet pas de résorber les inégalités qui subsistent dans le code militaire d'invalidité ; rappelle la diminution des effectifs, l'augmentation du point de pension ; l'indexation ; évoque le groupe de travail chargé d'étudier un nouveau mode d'indexation pour le rapport constant ; souligne les observations de la commission des finances concernant la retraite du combattant, les as-

cendants et les veuves ; évoque l'abaissement à soixante ans de la retraite professionnelle pour les anciens combattants et les inégalités que comporte la législation en matière de droit à réparation. **Etat B - Titre III** (p. 5540) : invite l'Assemblée à voter son amendement et celui de la commission tendant à réduire les crédits du titre IV ; (p. 5541) : insiste pour le rejet du budget afin d'inciter le Gouvernement à faire un effort pour la parité des retraites.

Intérieur et rapatriés [10 novembre 1973]. **Etat B - Titre III** (p. 6936) : insuffisance des crédits destinés aux rapatriés ; situation des rapatriés âgés ; engagement pris envers les rapatriés ; demande une véritable loi d'indemnisation et d'amnistie ; votera l'amendement de la commission des finances pour appeler l'attention du Gouvernement.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7128) : ses observations sur le crédit destiné à l'achat de livres scolaires en faveur d'une classe ; suggère une répartition de ce crédit sur plusieurs classes ; charges pesant sur les entreprises de main-d'œuvre et de prestations de services. **Après l'Article 2 m** (p. 7135) : ses observations sur les dangers que représente le recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source. **Article 12 A** (p. 7139) : vote de son groupe contre l'amendement du Gouvernement : notion de régime complémentaire. **Article 13** *bis* : ses arguments contre l'amendement du Gouvernement s'opposant au blocage à 1 % du montant des salaires de la taxe due par les employeurs au titre de la formation professionnelle ; charges pesant sur les entreprises. **Article 15** (p. 7141) : ses arguments contre l'amendement du Gouvernement : mesures de lutte contre l'inflation, anticipation du versement et augmentation de l'acompte de l'impôt sur le revenu.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**) [22 novembre 1973] (p. 6256) : son abstention dans le vote sur le projet.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6551) : sa réponse à M. Foyer, président de la commission des lois ; ses réserves sur les mérites du versement représentatif de la taxe sur les salaires par rapport à la taxe locale ; équité fiscale et équilibre des budgets communaux ; surcharge des communes par l'Etat ; (p. 6554) : méthodes du Gouvernement et vœux des maires de France ; difficultés financières des communes ; taux de la cote mobilière dans les départements de la couronne de la région parisienne ; (p. 6555) : transferts de charges au détriment des communes ; charges scolaires ; paiement de la TVA ; coût d'un enfant scolarisé ; modernisation des impositions proposées et exclusion de la patente ; augmentation de la cote mobilière ; incidence sur les impôts communaux des nouveaux abattements familiaux ; nouvelle patente et proportion entre les valeurs locatives ; ses observations sur la notion de bénéfice ; notion de *cash flow ;* ne votera pas les textes proposés ; (p. 6556) : sa réponse au secrétaire d'Etat ; transferts de charges de l'Etat sur les communes et ressources de ces dernières ; demande une véritable réforme des finances locales. **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 8** (p. 6626) : calcul de la valeur locative pour l'établissement de la patente et incidences de ce calcul sur les trois autres valeurs locatives en 1975. **Après l'Article 11** (p. 6634) : information des maires sur le montant de chaque cote mobilière ; reprend l'amendement de M. Chauvet tendant à subordonner l'application de la loi à la production aux conseils municipaux des documents fiscaux y afférents ; (p. 6636) : explique le vote de son groupe ; sa crainte des incidences des difficultés d'application de la réforme ; se prononce pour une véritable réforme des finances locales. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7219) : ses inquiétudes sur les conséquences fiscales du projet ; sa question sur la réforme de la patente ; ne peut accepter le projet dans les conditions où il est présenté ; (p. 7220) : répond aux propos de M. Bonhomme sur l'impôt sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; (p. 7227) : explique le vote de son groupe sur l'ensemble du projet. **En troisième et dernière lecture** [20 décembre 1973] (p. 7278) : son explication de vote.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1973] (p. 6620) : information de l'Assemblée sur les mesures arrêtées par le Gouvernement pour lutter contre l'inflation.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **723**). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6841) : décrets d'application et conclusions du groupe de travail définissant les conditions d'attribution du titre d'ancien combattant ; ses arguments en faveur de la suppression de l'article 4 : titre de reconnaissance de la nation.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1973] (p. 7110) : **Article 111 du règlement :**

conditions de représentation des groupes politiques dans les commissions mixtes paritaires.

— **Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires** (n° 802). **Discussion des articles** [18 décembre 1973]. **Article premier** (p. 7150) : son amendement tendant à une réforme globale du statut des attachés ; (p. 7151) : appuie la question de M. Hamel : bénéfice des avantages des fonctionnaires de la catégorie B applicable aux fonctionnaires municipaux.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1973] (p. 7218) : s'associe à la protestation de M. Mexandeau : occupation par un commando du journal *l'Unité*.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3331) : analyse le détail de certaines mesures et leurs conséquences pour les entreprises ; la situation alarmante des SARL. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3338) : son amendement n° 34 de suppression du troisième alinéa du paragraphe premier de l'article premier en raison de la situation des SARL ; repoussé. **Article 3** (p. 3344) : son amendement n° 29 relatif à la situation fiscale de certains contribuables ayant pris leur retraite en 1973 ; repoussé. **Article 4** (p. 3347) : son amendement n° 48 excluant des majorations de barème les contribuables qui auront utilisé des capitaux déjà soumis à l'impôt sur le revenu ; retiré ; (p. 3363) : en raison de la gravité de la situation, votera le projet bien qu'il apporte peu de satisfaction aux petites entreprises.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5065) : le mauvais fonctionnement des régimes appelés à bénéficier de la compensation tient aux incertitudes quant à la réelle capacité contributive des bénéficiaires ; inquiétudes quant au système des avances du régime général ; le régime général n'aurait pas dû être choisi comme pivot du système de vases communicants prévus par le projet. **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Après l'Article 2** (p. 5108) : sur l'amendement n° 21 de M. Peyret : danger de prétendre régler dans la hâte le sort des industries de main-d'œuvre.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5314) : les Français doivent être conscients que nous connaissons actuellement une sorte de guerre économique ; les problèmes des petites et moyennes entreprises face aux resctrictions de crédits et à la taxation indirecte des prix ; l'accroissement du chômage ; l'évolution démographique est défavorable ; les centres comptables agréés ; la retraite des anciens combattants.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 3** (p. 5402) : sur l'amendement n° 11 de M. Papon : souhaite le maintien du système actuel de quotient familial.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Information [25 octobre 1974] (p. 5497) : regrette la suppression des émissions à ondes courtes à destination de l'étranger ; situation dramatique de l'imprimerie et des arts graphiques en général ; revoir la fixation des tarifs postaux.

Travail [4 novembre 1974] (p. 5786) : le groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux accordera les crédits, néanmoins émet certaines critiques ; la retraite professionnelle à soixante ans pour les anciens combattants : application de la loi du 21 novembre 1973 aux artisans et commerçants ; le plafond de la retraite mutualiste des anciens combattants ; les emplois créés à l'agence nationale pour l'emploi insuffisants pour faire face à l'aggravation du chômage : exemple de l'agence locale pour l'emploi de Montrouge ; des conditions d'accueil intolérables ; les effectifs de l'inspection du travail et le statut des inspecteurs ; l'accord du 14 octobre 1974 : débudgétisation au détriment de l'Unedic ; augmentation des charges sociales mais stagnation de la participation de l'Etat ; le projet de loi sur le financement de la sécurité sociale : espère un financement partiellement budgétisé ; certains abus liés à l'attribution de l'indemnité de chômage ; demande que des contrôles soient effectués.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5877) : rappelle la situation des maîtres auxiliaires ; le projet de réforme fera-t-il renaître les classes de propédeutique ? Situation matérielle des inspecteurs départementaux et des directeurs d'établissement scolaire en région parisienne.

Anciens combattants, rapporteur spécial [13 novembre 1974] (p. 6294) : les difficultés de mise en œuvre de la retraite anticipée pour les combattants ; (p. 6295) : les crédits pour l'application du rapport Constant ; forclusion ; revalorisation des pensions d'ascendants ; rétablissement du 8 mai comme journée nationale ; ce qui a déjà été obtenu.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6384) : ses réticences et ses protestations à l'égard de la manière dont a travaillé la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières ; l'attitude des pays producteurs nous place devant un Munich pétrolier.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6503) : ses préoccupations relatives au taux de recouvrement de la redevance ; (p. 6504) : l'attention du ministre sur l'importance des émissions vers l'étranger.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6800) : évoque les causes de la grève ; (p. 6801) : s'étonne de la différence des feuilles de paye qu'il a en main et des déclarations du secrétaire d'Etat ; dépeint la situation des jeunes provinciaux qui arrivent à Paris et doivent exercer leur activité dans des locaux sinistres et encombrés, avec des moyens d'existence insuffisants ; évoque le retard de la progression des effectifs par rapport au Plan et déplore l'absence de satisfactions financières des ingénieurs, architectes et vérificateurs.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974]. **Discussion générale** (p. 6881) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Icart concernant le régime fiscal des rentes viagères.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1974] (p. 6124) : rapport de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7383) : contre le projet ; les prix des produits industriels ; les charges des entreprises ; dirigisme ; obstacle de la qualification professionnelle ; le patronat « fonctionnarisé » ; la conjoncture ; les acomptes ; la valeur ajoutée ; les sociétés multinationales ; la concurrence étrangère ; (p. 7384) : le seuil d'exonération ; les correctifs ; la prise en compte des immobilisations et des frais financiers ; le remboursement ; (p. 7465) : le cas des salaires proches du SMIC ; (p. 7473) : le seuil de remboursement ; (p. 7480) : la concertation entre l'exécutif et le législatif ; les améliorations apportées au texte ; le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux et celui des républicains indépendants voteront le projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**). **Discussion des articles** [6 décembre 1974]. **Article 5** (p. 7550) : après l'article 73 DL du 30 octobre 1935 ; sur l'amendement n° 15 de M. Fanton : suggère d'élever la garantie à 300 F ou 500 F. **Après l'Article 8** (p. 7553) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Foyer : un découvert est une facilité justifiée par la situation réelle du commerçant ou du petit entrepreneur.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 3** (p. 7601) : la situation des grandes villes et de la région parisienne ; la contribution mobilière sur les garages.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2558) : le découragement de certaines entreprises ; la situation satisfaisante de la balance des échanges extérieurs et la réintégration du « serpent communautaire » ; la diminution du rythme de l'inflation ; la situation de l'emploi ; l'impossibilité pour les petites et moyennes entreprises de bénéficier des facilités offertes par le Gouvernement ; l'élimination du secteur des travaux publics et du bâtiment ; l'absence de facilités accordées aux collectivités locales ; l'exemple de deux projets concernant le département des Hauts-de-Seine ; (p. 2559) : réaliser des équipements sans écraser les contribuables ; la situation des petites et moyennes entreprises en difficulté ; la nécessaire réévaluation des bilans et des amortissements ; prendre des mesures fiscales appropriées en matière de fonds propres ; envisager un système de provision pour le chômage partiel ; redonner confiance aux chefs d'entreprise.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Explications de vote** [16 mai 1975] (p. 2856) : un projet qui témoigne de la volonté libérale et sociale du Gouvernement ; le vote favorable des réformateurs ; appelle de ses vœux une réforme plus profonde du code pénal.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3918) : l'absence de toute ressource supplémentaire par le biais de la taxe professionnelle ; (p. 3919) : un impôt plus clair ; la nécessaire réévaluation des bilans des entreprises ; consentir un effort en faveur des entreprises de main-d'œuvre ; le possible transfert au détriment de la taxe d'habitation ; l'insuffisance des stimulations apportées par le Gouvernement ; fixer une relation entre le niveau des divers impôts locaux ; le cas des coopératives agricoles ; les

anomalies contenues dans le projet ; le problème de la réforme des ressources locales ; la future taxe foncière. **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 4** (p. 4009) : propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 50 de M. Papon ; sauvegarder l'environnement sans porter tort aux collectivités locales. **Article 9** (p. 4020) : sur l'amendement n° 55 de M. Papon et les propositions du ministre de l'économie et des finances, annonce qu'il aurait préféré un taux de 30 % en matière d'acompte ; [12 juin 1975) : **Article 12** (p. 4054) : suite au retrait de l'amendement n° 98 du Gouvernement, remercie celui-ci de son effort pour tenir compte des situations actuelles. **Explications de vote** (p. 4077, 4078) : le vote favorable des députés réformateurs ; l'amélioration du texte par l'Assemblée nationale ; l'amélioration de la situation des petits commerçants, artisans et des industries de main-d'œuvre.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [9 juin 1975]. **Article 2** (p. 4429) : demande au Gouvernement de prendre l'engagement de modifier les normes prévues pour l'ouverture des classes.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5015) : souhaite que la garantie prévue soit étendue dès maintenant aux entreprises industrielles privées, en particulier dans le secteur de l'imprimerie ; (p. 5021) : prend acte de la volonté du Gouvernement d'inscrire un texte relatif à la sous-traitante à l'ordre du jour de l'Assemblée à la prochaine rentrée parlementaire ; [5 décembre 1975] (p. 9457) : souhaite que le problème posé soit résolu en ce qui concerne les marchés publics ; juge qu'une solution ne peut être adoptée immédiatement en ce qui concerne les contrats privés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6152) : la volonté des réformateurs de recourir à une nouvelle croissance ; l'approbation par le groupe de la politique de dialogue du Président de la République et son regret face à l'attitude de l'opposition ; le caractère international de la crise ; la concertation à ce niveau ; la conférence mondiale de l'énergie préconisée par le Président de la République ; les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre national ; la nécessité démographique d'une politique de la famille ; l'aide aux entreprises, remède aux difficultés de trésorerie et incitation à ne pas licencier ; (p. 6153) : le cas des entreprises n'ayant pas fait de bénéfices ; le rôle essentiel joué par les entreprises individuelles ; ne pas faire peser l'effort de solidarité nationale sur les entreprises de main-d'œuvre ; la nécessaire modification de l'assiette de la sécurité sociale ; l'action des collectivités locales en faveur des équipements ; la division des signataires du Programme commun et l'union de la majorité. **Commission mixte paritaire** [12 septembre 1975] (p. 6254) : approuve l'introduction de l'article 2 *bis* ; formule des réserves sur l'article 11 ; souligne la sagesse du Sénat sur l'article 13 ; le vote unanime des réformateurs en faveur du projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6441) : se félicite que le sport français reçoive enfin sa charte ; la faiblesse de l'aide de l'Etat en faveur du sport ; l'importance de la TVA par rapport aux subventions ; approuve les expériences menées dans le primaire, notamment en matière de tiers-temps ; constate qu'on est loin des cinq heures hebdomadaires de sport dans le secondaire ; l'absence de mesures dans le budget propres à justifier des espoirs contenus dans le projet en discussion ; l'effort colossal à faire en matière d'encadrement ; votera le projet mais se réserve quant au vote du budget.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s **1588** et **1881**). **Discussion générale commune** [9 octobre 1975] (p. 6701) : s'interroge sur les finalités du texte ; s'agit-il d'améliorer l'urbanisme, de lutter contre la spéculation ou de donner aux communes de nouvelles ressources ; le projet présente de très grands dangers, en particulier du fait du plafond légal de densité qui fera le jeu des groupes bancaires et conduira à une rétension des sols ; (p. 6702) : le danger de faire des maires un maillon de la chaîne spéculative entre le particulier et le promoteur ; s'inquiète des possibilités de manipulation du plafond légal de densité.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7160) : ne pas dissocier le budget du plan de relance ; les inconnues qui frappent le budget ; le million de chômeurs que connaît l'économie française ; la multiplication des faillites ; une concurrence faussée par des importations massives ; (p. 7161) : le poids des charges sociales ; ne pas maintenir le prélèvement conjoncturel ; réévaluer les bilans ; modifier l'assiette de la sécurité sociale. *Première partie*. **Discussion des articles** [23 octobre 1975]. **Après l'Article 5** (p. 7270) : appelle l'attention du Gouvernement sur la contrepartie des ressources que demande

l'amendement n° 40 de M. Vizet. **Article 6** (p. 7272) : demande des précisions sur le régime applicable aux manifestations organisées sur le plan municipal. **Article 20** (p. 7309) : évoque la crise des arts graphiques; estime nécessaire de mettre fin au dumping qui massacre l'imprimerie française.

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7378) : péage pour franchir la Loire à Saint-Nazaire.

Anciens combattants, rapporteur spécial [31 octobre 1975] (p. 7681, 7682) : la très faible progression du budget des anciens combattants ; la nécessaire majoration de la retraite du combattant ; l'amélioration du sort des ascendants ; la revalorisation des pensions des veuves ; l'élévation du plafond de la retraite mutualiste ; (p. 7683) : la suppression de la commémoration du 8 mai ; les modalités d'indexation des pensions d'invalidité ; la majoration de la retraite du combattant.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8018) : les grèves à EDF-GDF et dans les transports publics ; assurer le ravitaillement des usines en électricité ; les menaces qui pèsent sur le livre et les arts graphiques du fait d'importations abusives ; l'impression des deux tiers des livres à l'étranger ; faire jouer la clause de sauvegarde.

Commission mixte paritaire [16 décembre 1975] (p. 9861) : les aspects positifs du travail du Parlement dans plusieurs domaines ; les décisions de la CMP ; souhaite qu'un collectif améliore en 1976 la situation des collectivités locales ; (p. 9862) : le vote du budget par la majorité des députés réformateurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article premier** *bis* (p. 9017) : souhaite que les personnes âgées soient relogées à proximité du lieu qu'elles habitaient précédemment. **Article 6** (p. 9020) : rappelle que très souvent des spéculateurs achètent à très bas prix des hôtels à moitié meublés pour revendre quatre ou cinq fois plus chers des logements qui ne sont guère améliorés. **Article 7** (p. 9023) : approuve l'intention du secrétaire d'Etat d'interdire la revente en copropriété des immeubles insalubres moins de cinq ans après leur achat.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Explications de vote** [10 décembre 1975] (p. 9652) : ne pas surcharger les entreprises ; le vote du projet par les réformateurs en raison de son caractère humain.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés** (n° **2047**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9810) : estime que les mauvaises affaires faites par les entreprises tiennent en partie aux charges qui leur sont imposées ; est favorable aux dispositions proposées par le Gouvernement tendant à éviter un surcroît de taxes pesant sur les entreprises.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article 7** (p. 2668) : appuie les observations de M. Frelaut sur son amendement n° 40 ; demande qu'une solution soit apportée aux problèmes que pose aux contribuables modestes la lourdeur de la taxe d'habitation. **Article 8** (p. 2670) : demande quelle est la destination des crédits de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail ; en réponse aux explications de M. Poncelet, considère que le crédit demandé constitue du « gaspillage ».

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilées à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3707) : n'est pas convaincu par le ministre ; le Président de la République avait parlé des plus-values réalisées à court terme ; il s'agissait de viser les personnes vivant de l'achat et de la revente de biens et non d'une petite résidence secondaire ; le but moralisateur du projet ne pouvait être qu'approuvé, mais le projet n'y correspond pas ; aucun article ne permet de frapper les spéculateurs qui échappent scandaleusement à l'impôt ; incertitude quant au but du projet : vise-t-il à apporter de nouvelles ressources ou à établir un fichier des patrimoines, ou à obtenir des déclarations plus sincères ; si des transactions habituelles sont assimilables à un revenu, si l'érosion monétaire doit être prise en compte, le problème important est que la loi toucherait à peu près tout le monde, d'où le trouble des populations ; (p. 3708) : l'impôt rapportera peu alors qu'il multipliera les formalités ; la loi ne s'applique qu'aux transactions réalisées ; le patrimoine en cours de formation est ainsi plus touché que la fortune acquise ; l'impôt sera inégal, il se transformera en impôt sur le capital, car seuls pourront y échapper les gros propriétaires ; le prélèvement opéré empêchant de racheter un bien équivalent ; son taux est variable alors qu'il est limité aux Etats-Unis ; le problème de la valeur de base à retenir pour les valeurs mobilières afin de ne pas nuire à la Bourse ; les difficultés des petites entreprises souvent endettées ; leurs dirigeants seront-ils pénalisés au détriment de l'emploi ; crainte que le texte n'ait des résultats déroutants, qu'il ne

crée un climat de méfiance entre les contribuables et l'administration, qu'il ne soit une atteinte à la liberté ; dans les circonstances actuelles, il ne faut pas décourager l'investissement et l'épargne, il vaudrait mieux favoriser la relance en évitant les gaspillages ; l'orateur réserve son vote final sur un texte qui est mauvais. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3920) : demande la réserve de son amendement n° 183 qui est lié à un amendement de l'article premier ; (p. 3921) : son amendement n° 183 : lié à l'amendement n° 182 à l'article premier ; en demande la réserve ; réservé ; [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3960) : regrette l'illogisme de la discussion car son amendement n° 186 est lié à l'amendement n° 182 à l'article premier ; retire son amendement n° 186 ; conteste que son amendement n° 186 tombe, car il ne faut pas confondre plus-value en capital et plus-value en réserves ; (p. 3961) : conteste le raisonnement de M. Fourcade sur son amendement n° 186 ; déclare qu'on discute sur les articles sans savoir quel est l'objet de la réforme ; (p. 3969) : son amendement n° 187 : suppression du deuxième alinéa du paragraphe 3 ; retiré. **Article 4** (p. 3976) : son amendement n° 188 : qu'il défend sans conviction et retire : exonération totale avant quarante ans ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4110) : sur l'amendement n° 330, propose que des plus-values réalisées lors de la première cession d'une résidence principale ou secondaire soient exonérées dès lors que le contribuable l'aura occupée cinq ans ; (p. 4132) : demande un scrutin public sur les amendements n°s 135 et 45 ; [16 juin 1976] : **Article 5** *(suite)* (p. 4189) : sur l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet à l'article 10, aimerait avoir des précisions chiffrées sur les effets de cet amendement et sur la position du Gouvernement ; (p. 4199) : ses amendements n° 189, n° 190 et n° 191 tendant à favoriser les investissements des petites et moyennes entreprises et tendant ainsi à combattre le chômage ; amendements repoussés. **Article 6** (p. 4203) : son amendement n° 192 tendant à augmenter le montant de l'exonération pour les cessions ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 214 de M. Pierre Bas ; (p. 4204) : déclare que son amendement n° 193 tombe ; amendement n° 193 devenu sans objet ; (p. 4217) : son amendement n° 194 identique à l'amendement n° 145 de M. Papon ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 9** (p. 4293) : son amendement n° 196 : ramener de 4 à 2 % le taux de la taxe forfaitaire ; repoussé. **Article 10** (p. 4308) : s'étonne de la rédaction du paragraphe 2 de l'article 10 ; son amendement n° 198 ; (p. 4309) : retiré. **Article 11** (p. 4314) : son amendement n° 202 : tendant à ce que les dispositions exprimées en francs soient révisées chaque année en fonction de la variation de l'indice moyen annuel des prix à la consommation ; repoussé ; [22 juin 1976] : **Article premier** *(suite)* (p. 4462) : son amendement n° 182 : visant à considérer comme plus-values à court terme celles qui sont réalisées moins d'un an après l'acquisition ; émet le vœu qu'à l'avenir on commence par discuter l'article premier ; estime qu'il conviendrait d'exclure ce qui correspond à une modification du patrimoine familial, qui n'est souvent qu'une plus-value théorique ; souhaite qu'on déclare s'il s'agit de créer un impôt sur le capital ou d'avoir des déclarations plus sincères sur les successions ; (p. 4464) : fait remarquer à M. Fourcade que les évaluations devront être réestimées après le vote final ; regrette que soient frappés ceux qui seront obligés d'effectuer des mutations ; amendement n° 182 devenu sans objet.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Première lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4933) : les modifications attendues depuis longtemps de l'assiette des charges sociales ; un projet plein de bonnes intentions mais qui risque d'aggraver la situation des salariés et des entreprises ; l'augmentation indirecte des charges sociales ; dans les entreprises de main-d'œuvre, des salaires inférieurs au plancher de la sécurité sociale ; la nécessité de donner à ces entreprises la possibilité de lutter avec les entreprises étrangères ; l'insuffisance de la réduction de la semaine de travail à quarante heures ; (p. 4934) : les heures supplémentaires entraînées par l'étalement des vacances ; les professions connaissant des périodes creuses de vente ; le repos compensateur, mesure provoquant le chômage partiel obligatoire ; une mesure qui favorisera le travail noir ; une solution plus logique ; un plafond annuel d'heures entraînant un repos compensateur quand il est dépassé. **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4939) : demande à M. Stoleru de retenir l'amendement n° 43 de M. Gantier, capital pour les travailleurs ainsi que pour les entreprises. **Commission mixte paritaire** [9 juillet 1976] (p. 5232) : indique qu'il votera contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6520) : les nécessités de la lutte contre l'inflation ; le manque regrettable d'information ; la baisse du dollar ; la fluctuation du cours des matières premières ; le quadruplement du prix du pétrole ; l'aggra-

vation des charges sociales ; l'importation nuisible à l'emploi ; le cas de l'industrie du livre ; nécessité de réévaluer les biens amortissables ; l'entreprise, moteur de l'emploi et du redressement économique français ; le contrôle des subventions aux entreprises ; le trouble provoqué par l'impôt sur les plus-values ; les difficultés de créer de nouveaux impôts ; critique de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu ; (p. 6521) : le manque de solidarité envers les rapatriés ; la solidarité dans la justice ; la sagesse de l'emprunt libératoire du supplément d'impôt ; le problème des loyers, notamment celui des logements de catégorie 2 A dans les grandes villes ; la publicité de l'impôt ; éviter les chasseurs de primes. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6627) : à titre personnel, est scandalisé par l'inexistence de listes des rapatriés ; demande à tous ses collègues de voter l'amendement n° 74 de M. Deferre défendu par M. Houteer. **Article 4** (p. 6645) : soutient l'amendement n° 34 de M. Vauclair défendu par M. Glon pour les véhicules de plus de cinq ans et moins de vingt ans d'âge ; est opposé au troisième alinéa de cet amendement ; (p. 6646) : défend le sous-amendement n° 24 de M. Papon : institution d'une vignette spéciale pour les voitures de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6870) : a l'impression que M. Cot confond investissement et amortissement ; l'amortissement linéaire ; le quotient familial et les cadres ; la possibilité pour le cadre de constituer un patrimoine. **Article 2** (p. 6876) : se prononce contre l'amendement n° 5 ; la situation peu favorisée des retraités du point de vue fiscal ; cet amendement priverait les retraités de l'avoir fiscal ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6928) : les déclarations de M. Durafour mais déplore que ce ne soit que des déclarations ; le climat tendu dans les PME ; l'initiative malheureuse de l'article 4 ; réclame la suppression pure et simple de l'article 4. **Avant l'Article 6** (p. 6948) : approuverait un effort en faveur des produits de première nécessité ; l'importance des ressources émanant de la TVA ; votera contre la baisse du taux de TVA. **Article 8** (p. 6952) : souhaite connaître les aménagements que le Gouvernement souhaite apporter à l'article 8 ; [26 octobre 1976] : **Article 10** (p. 6984) : la taxe forfaitaire appliquée aux sociétés déficitaires ; l'absence de bénéfices réalisés par certaines sociétés très importantes ; les subventions ; le déficit, parfois conséquence de la conjoncture ; (p. 6986) : répond à M. Sallé qu'il a la chance de ne pas être à la tête d'une entreprise ; le blocage des prix ; les charges fixées par l'Etat ; le chef d'entreprise, avant tout un collecteur d'impôts et de charges ; ses responsabilités ; les problèmes d'emploi. **Article 8** (*suite*) (p. 7011) : un choix dangereux concernant les 14.000 entreprises les plus importantes ; le prélèvement conjoncturel différent de l'impôt ; ses conséquences sur l'emploi ; l'aggravation de la situation des entreprises. **Article 20** (p. 7035) : le rétablissement partiel des conditions de la loi du 4 mai 1948 ; demande d'éviter que l'Etat n'annule unilatéralement le contrat conclu avec les personnes qui n'ont pas encore soixante-cinq ans et qui sont inaptes au travail à soixante ans.

Deuxième partie :

Anciens combattants, rapporteur spécial [2 novembre 1976] (p. 7369) : la faible augmentation des crédits du budget ; (p. 7370) : la valeur du point des pensions ; les crédits de fonctionnement ; les deux chapitres créés ; l'informatique ; la rénovation des locaux de l'institution nationale des invalides ; les problèmes de pensions ; les invalides ; les problèmes de pensions ; les dépenses sociales ; l'appareillage des handicapés physiques ; l'office national des anciens combattants ; les anciens d'Afrique du Nord ; les combattants de la guerre 1939-1945 ; aucune mesure nouvelle dans le fascicule budgétaire ; la retraite mutualiste du combattant ; la pension des ascendants ; (p. 7371) : la modification du taux de pension ; les emplois réservés ; la revalorisation des pensions selon la jurisprudence du Conseil d'Etat. **Examen des crédits. — Etat B - Titre IV** (p. 7392) : sur l'amendement n° 221 de M. Gilbert Faure ; souligne la majoration des crédits due à l'augmentation de neuf points de la retraite du combattant de 1939-1945.

Taxes parafiscales [20 novembre 1976] (p. 8453) : la commission de réforme des taxes parafiscales ; les difficultés de recouvrement des taxes ; la taxe sur les imprimeries de labeur ; son amendement tendant à la supprimer. **Examen des crédits** [20 novembre 1976]. **Article 42 : Etat E** (p. 8471) : estime le retrait de l'amendement n° 156 de M. Papon souhaitable ; les explications apportées par le rapport Cabanne ; précise que l'amendement n° 289 de M. Bardol devrait lui aussi être retiré ; souligne l'importance de l'examen du Parlement ; (p. 8472) : l'action bénéfique de la commission des finances ; estime déraisonnable l'examen tous les trois ans préconisé par le Gouvernement ; (p. 8476) : son amendement n° 269 tendant à supprimer la ligne 74 relative aux cotisations des imprimeries de labeur ; l'utilité des centres tech-

niques pour le livre ; son inutilité pour l'imprimerie de labeur ; lutter contre la concurrence étrangère par l'emploi d'ouvriers qualifiés ; l'opposition à la taxe des professionnels ; amendement n° 269 adopté.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1976] (p. 8495) : les conditions de l'indemnisation des rapatriés ; le livre rouge de la commission paritaire des rapatriés des Hauts-de-Seine ; l'insuffisance des moyens mis en œuvre ; (p. 8496) : la solidarité.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 57** (p. 8523) : soutient l'amendement n° 168 de M. Papon permettant de gagner pratiquement une année ; adopté ; soutient l'amendement n° 170 de M. Papon ayant le même objet que les amendements n°s 168 et 169 ; adopté ; son amendement n° 85 (p. 8524) tendant à tirer les conséquences de la réévaluation des immobilisations amortissables au regard du droit des sociétés et des règles fiscales et comptables ; propose la réévaluation des éléments amortissables ; (p. 8526) : maintient son amendement n° 85 ; adopté. **Article 60** (p. 8531) : soutient l'amendement n° 273 professions libérales des avantages attachés à l'adhésion d'un centre de gestion agréé ; (p. 8532) : retire l'amendement n° 273 rectifé. **Article 61** (p. 8533) : la position irréaliste du Gouvernement. **Après l'Article 65** (p. 8541) : retire l'amendement n° 268 de M. Partrat.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° **1892**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 8905) : pense qu'un accroissement des difficultés administratives pratiques n'est pas souhaitable.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9147) : le déficit ; les entreprises publiques ; le cas de la Régie Renault ; l'endettement des entreprises publiques envers l'étranger ; l'avertissement des contribuables ; la contribution patronale de 1 % ; la taxe professionnelle ; (p. 9148) : l'écrêtement à 70 %. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9159) : l'amendement n° 57 de M. Chauvet inopportun ; les surprises de la taxe professionnelle ; la patente déductible d'impôt sur les bénéfices ; (p. 9166) : critique la manière dont l'Assemblée travaille sur les problèmes financiers.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2810) : le vote du projet de loi par le groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux ; le dispositif du projet de loi ; l'esprit de concertation et de compréhension manifesté par le Gouvernement ; faire en sorte que la loi reste provisoire et applicable seulement en 1977 et 1978 ; la répartition des charges entraînée par la loi de juillet 1975 ; l'attitude du groupe RCDS lors de l'élaboration du texte de 1975 ; définir, au préalable de toute réforme des finances locales, le rôle de l'Etat, de la région, du département et de la commune.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 4** (p. 3038) : son amendement n° 41 soutenu par M. Gissinger ; retiré.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi, n° 1522, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** (n°s **261, 1532**). **Discussion de l'Article unique** [2 juin 1977]. **Article unique** (p. 3353) : la nécessité pour les membres des commissions d'enquête de disposer de documents écrits sur les témoignages ; la diffusion dans la presse des conclusions de la commission d'enquête à laquelle ils ont appartenu ; les inconvénients présentés par le caractère public des débats ; la nécessité pour l'opinion publique d'avoir connaissance des membres présents en séances des commissions d'enquête ; (p. 3355) : les contraintes pesant sur le travail des commissaires.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**). **Première lecture. Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3523) : l'augmentation du service de la dette ; le problème des évaluations fiscales ; la gestion des fonds publics ; les taux des prêts du FDES ; l'utilisation des dotations des entreprises publiques à la charge d'entreprises privées ; le montant réel du patrimoine mobilier des entreprises publiques ; leurs relations avec les entreprises privées ; les négligences commises par la caisse centrale de crédit coopératif ; l'attitude de l'Etat en la matière ; (p. 3524) : l'importance du déficit de la caisse ; les conditions de son renflouement. **Troisième lecture. Discussion générale** [13 décembre 1977] (p. 8665) : les procédures judiciaires en cours ; la gestion de la caisse centrale de crédit coopératif ; le contrôle de la gestion par la direction du

Trésor ; attendre le résultat des plaintes déposées devant le tribunal correctionnel avant de décider l'approbation de l'abandon de créances du FDES au profit de la caisse centrale de crédit coopératif ; indique qu'il votera contre l'amendement du Gouvernement et contre le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 ; (p. 8666) : les retards occasionnés par les expertises et contre-expertises ; la confirmation par l'amendement du Gouvernement de l'état de fait ; demande les raisons de la non-prolongation du moratoire de la caisse.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° **2830**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3860) : les difficultés d'application du texte à l'ensemble des secteurs de la vie sociale ; l'incertitude de la reprise du travail par la mère de famille ; un projet qui oublie un peu trop les réalités économiques actuelles ; les dangers qu'il présente à l'égard des salariés et des entreprises ; l'insuffisance de la politique familiale.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**). **Première lecture. Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4069) : la modification du titre du projet de loi ; le nombre des contribuables susceptibles d'être visés par la loi ; la publicité qui a été faite à l'encontre de certains contribuables fraudeurs ; le caractère superfétatoire du terme « garantie » ; la composition et les missions de la commission des infractions fiscales ; la liberté d'appréciation du juge du tribunal correctionnel ; la suppression du permis de conduire ; la saisine de la commission du contentieux par l'administration ou par le ministre et non par le contribuable ; l'indulgence en matière d'application des dispositions du code des douanes. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 4117) : soutient l'amendement n° 25 de M. d'Harcourt : prise en compte de la dispense du contribuable des garanties autres que la consignation ; devenu sans objet. **Titre** (p. 4134) : son amendement n° 30 soutenu par M. Daillet ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1977]. **Article premier** *bis* **A** (p. 8668) : la nécessité d'un examen préalable de la disposition proposée par l'amendement n° 15 de M. Dehaine ; (p. 8669) : la disparition de toute possibilité d'accord entre le contribuable et le contrôleur en cas d'adoption de l'amendement n° 1 de M. Neuwirth.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels** (n° **2879**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4261) : le rapport Lecat ; les difficultés de l'imprimerie de labeur ; l'impression à l'étranger des ouvrages destinés aux Français ; ses conséquences ; la limitation du nombre des imprimeries intégrées ; le problème de la sous-traitance ; l'action financière de l'Etat ; le rapatriement en France des travaux effectués à l'étranger ; l'utilisation de la taxe parafiscale pour la défense des intérêts de l'imprimerie ; le rapport Cabanne ; l'opposition des professionnels à la taxe ; (p. 4262) : l'objet de son amendement. **Discussion de l'Article unique** (p. 4262) : son amendement n° 1 : validation au titre de l'année 1976 des décrets instituant un comité de gestion de la taxe destinée à favoriser la rénovation de l'imprimerie de labeur et cessation de l'activité de ce comité dès apurement de la gestion de ladite année ; les problèmes posés par la répercussion des difficultés de la société Manufrance sur l'imprimerie et les sous-traitants de son imprimerie chargés de la confection de son catalogue ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants, rapporteur spécial [28 octobre 1977] (p. 6790) : la part représentée par le budget des anciens combattants dans le budget général ; le nombre élevé de générations intéressées par le budget ; l'action sociale ; les crédits inscrits pour l'appareillage des mutilés ; les missions et les moyens de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; (p. 6791) : les dépenses médicales ; les secours et subventions ; l'évolution des crédits de fonctionnement ; l'entrée en fonction de l'atelier d'informatique ; les crédits affectés à la rénovation des locaux de l'institution nationale des invalides ; les crédits affectés aux pensions de retraite ; la majoration du point de l'indice des pensions ; la mise à parité des retraites ; l'attribution de la carte d'anciens combattants aux anciens d'Afrique du Nord ; le relèvement du plafond de la retraite mutualiste ; la situation des veuves ; l'admission des ascendants au bénéfice de la sécurité sociale ; (p. 6792) : l'avis favorable de la commission sur les crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; l'attribution d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur ; le bénéfice de la campagne double au profit des anciens combattants d'Afrique du Nord ; l'attribution de la carte de combattant aux anciens prisonniers de guerre ; le rétablissement du 8 mai parmi les jours fériés ; le rapport Constant ; l'engagement du Gouvernement en la matière.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6863) : la protection des citoyens contre la délinquance et l'évolution de la criminalité ; la sensibilisation de l'opinion à ces problèmes ; le rôle des mass media ; l'évolution des missions de la

police ; l'insuffisance de ces effectifs ; la création de corps d'auxiliaires pour accomplir les tâches secondaires ; la création de corps de gardes municipaux ; l'insuffisance des moyens en matériel de la police ; les moyens radio ; les moyens informatiques ; la mise en place du programme triennal de modernisation et de progrès technique ; (p. 6864) : l'application de la parité indiciaire entre la police et la gendarmerie ; la situation des retraités de la police ; la trop grande indulgence de la justice à l'égard des malfaiteurs ; le problème des rapatriés.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 63** (p. 7753) : la procédure de réévaluation des bilans utilisée en 1959 ; la comptabilisation des équipements en valeur réelle ; la lutte contre la concurrence étrangère.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8001) : le reclassement des rapatriés ; les problèmes d'application de la loi du 15 juillet 1970 ; les améliorations apportées en 1974 à l'indemnisation des rapatriés ; le droit à l'indemnisation ; la nature politique des décisions à l'origine de l'indépendance des territoires ; le caractère inviolable et sacré du droit de propriété ; les indemnisations des Français rapatriés ; les mesures à prendre en faveur des personnes âgées ; l'article 40 de la Constitution ; l'amélioration des retraites ; le problème de la mobilisation des titres et des certificats ; (p. 8002) : permettre une négociabilité limitée des titres d'indemnisation ; le champ d'application de l'indemnisation ; l'appréciation de la consistance et de la valeur des patrimoines ; l'indexation des titres ; la participation des Français d'Algérie à la défense de la liberté. **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Article 2** (p. 8066) : la prise en considération par l'amendement n° 101 du Gouvernement du cas des orphelins ; le problème des enfants de disparus. **Article 5** (p. 8069) : le maintien par le Gouvernement des seuils d'attribution des titres prioritaires d'indemnisation ; l'article 40 de la Constitution ; la mise en place d'une législation particulière pour les rapatriés en matière de retraite ; une disposition ségrégationniste. **Après l'Article 7** (p. 8076) : les propositions du groupe des RCDS relatives à un système de garantie du capital des rapatriés ; l'opposition de l'article 40. **Article 9** (p. 8077) : la nécessité d'accepter des exceptions au principe d'incessibilité des titres ; la situation de décès du conjoint ; la situation des rapatriés âgés ; (p. 8078) : soutient l'amendement n° 98 de M. Mario Bénard : exception aux principes de la nominativité et de l'incessibilité des titres prioritaires et des certificats d'indemnisation ; réservé. **Article 10** (p. 8080) : son amendement n° 88 : acceptation des titres prioritaires et des titres d'indemnisation en garantie des emprunts contractés par leurs détenteurs avant, pendant ou après la promulgation de la loi ; réservé.

— **Projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle** (n° 3355). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Après l'Article 3** (p. 9021) : la limitation de la durée maximum du travail ; (p. 9022) : les dangers présentés pour l'économie par l'adoption éventuelle de l'amendement n° 2 de M. Brocard ; le caractère essentiellement saisonnier de nombreuses activités.

GIOVANNINI (Philippe)

Député du Var
(4e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la **protection sociale des veuves** et des ayants droit **des sapeurs-pompiers** (n° 997) [6 juin 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5423) : situation des personnels civils de l'Etat ; (p. 5424) : taux des salaires ; parité avec le salaire des ouvriers de la métallurgie parisienne ; problème des effectifs de

l'arsenal de Toulon ; accroissement des travaux effectués par des entreprises privées ; début de liquidation des établissements de l'Etat en faveur du secteur privé ; nécessité de donner une pleine activité aux établissements de l'Etat ; contrat entre le DCAN et les chantiers navals de La Ciotat ; statut des travailleurs auxiliaires ; revendications et grève de ces travailleurs de l'Etat.

GIRARD (Gaston)

Député du Loiret
(3e circonscription)
(App. UDR, puis app. RPR).

Est élu en remplacement de M. Pierre Charié, décédé.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** visant à modifier les dispositions de l'**article 355 du code pénal** relatif aux **enlèvements de mineurs** (n° **2175**) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **29812**) : **Calamités agricoles** [18 juin 1976] (p. 4386, 4387) : la gravité de la situation due à la sécheresse ; les dispositions expérimentées dans son département ; le devoir de solidarité nationale.

• *question au Gouvernement :*

— **Embargo obligatoire sur les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud** [30 novembre 1977] (p. 8053) : l'embargo décidé par l'ONU ; les conséquences de la décision prise par le Gouvernement de ne pas livrer quatre bâtiments de guerre en cours de construction à l'Afrique du Sud.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6121) : le remembrement ; les investissements collectifs.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1161**). **Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1513) : son amendement n° 44 ; obliger le preneur à respecter les arbres fruitiers et les parties boisées et à laisser l'exploitation dans la situation telle qu'elle était au début du bail ; (p. 1514) : laisser l'initiative au preneur ; éliminer les points de friction ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4732) : estime que le projet comblera une lacune si des unions interprofessionnelles coiffent les unions existantes ; mettre fin aux importations nuisibles à l'agriculture française.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6117) : la situation catastrophique de l'agriculture ; la modicité des crédits affectés à l'hydraulique agricole et au remembrement.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s **1588** et **1881**). **Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Après l'Article 25** (p. 6997) : son désaccord sur l'amendement de M. Fanton ; la situation précaire de nombreux petits propriétaires.

1976

— **Industrie nucléaire. Réunion élargie de la commission de la production et des échanges**

[3 juin 1976] (p. 3742) : demande au ministre si les contestations qui voient le jour à propos de l'implantation d'une centrale à Naussac pourraient avoir des conséquences sur la construction d'une centrale nucléaire à Ouzouer-sur-Loire.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7548) : la nécessité de crédits importants pour l'hydraulique agricole ; deux agricultures en France : l'aisée et la pauvre ; la sécheresse ; la dégradation de la situation des agriculteurs ; l'augmentation des emprunts au Crédit agricole ; la rupture atteinte par nombre d'agriculteurs ne pouvant vivre de leurs productions ; déplore la diminution du budget de l'agriculture ; le remembrement ; les établissements d'enseignement agricole ; le lycée agricole du Chesnoy ; (p. 7549) : l'ANDA, l'INRA ; les maisons familiales et les instituts ruraux dispensant un enseignement irremplaçable ; une ségrégation lourde de conséquences en raison de la non-installation des jeunes ; propose deux solutions ; évoque le désespoir des familles paysannes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9787) : ne comprend pas la discrimination faite entre les femmes qui élèvent leurs enfants et celles qui travaillent.

1977

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4536) : l'application des sanctions à l'encontre des administrateurs de la caisse.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche. Débat du 12 octobre 1977. [*J.O.* Débats du 19 octobre 1977] (p. 6323) : la création de la centrale de Dampierre-en-Burly ; l'information des parlementaires et des écologistes ; le développement des expériences de chauffage de serres avec l'eau de rejet des centrales.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6659) : le problème des calamités agricoles ; l'indemnité « sécheresse » ; l'examen des cas désespérés ; l'augmentation des dotations affectées aux crédits hydrauliques et de remembrement.

GIROUD (Françoise)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Condition féminine) du 16 juillet 1974 au 25 août 1976, puis secrétaire d'Etat à la culture du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Condition féminine) (Gouvernement Chirac). Décret du 16 juillet 1974 [*J.O.* du 17 juillet 1974] (p. 7443).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Condition féminine) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommée secrétaire d'Etat à la culture (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat à la culture (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Condition féminine) :

• *à la question orale de :*

— **Mme Constans** (n° **18050**) : **Promotion des femmes** [30 avril 1975] (p. 2289, 2290) : son opposition à tout corporatisme féminin ; la recherche de solutions concernant les femmes dans un esprit d'égalité et de responsabilité ; la proposition de loi cadre déposée par le groupe communiste ; la publication par la France de la convention internationale sur les droits politiques des femmes.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **Mme Chonavel : Amélioration de la condition féminine et de la vie des familles** [14 mai 1975] (p. 2646).

— **Mme Thome-Patenôtre : Célébration de la fête des Mères** [28 mai 1975] (p. 3292) : diffusion tronquée de sa déclaration à ce sujet.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat à la culture :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Pierre Weber : Situation de Promoca** [20 octobre 1976] (p. 6778) : études pour alléger les charges et augmenter les ressources de Promoca.

— **M. Rabreau : Restauration des vitraux de Chartres** [3 novembre 1976] (p. 7421).

— **M. Aumont : Situation des épouses de commerçants** [10 novembre 1976] (p. 7883) : prochaine réunion interministérielle à ce sujet.

— **M. Baumel : Crédits affectés à certaines maisons de la culture et à l'aide à certains spectacles** [24 novembre 1976] (p. 8636) : augmentation des subventions accordées aux maisons de la culture et aux centres d'action culturelle.

— **M. Frédéric-Dupont : Utilisation des locaux de la gare d'Orsay** [1er décembre 1976] (p. 8856) : intention du Gouvernement d'installer un musée du XIXe siècle à la gare d'Orsay à partir de 1980 ; prolongation du bail de la compagnie des commissaires-priseurs jusqu'à cette date.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Condition féminine) :

1975

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° **1486**). **Discussion des articles** [22 avril 1975]. **Après l'Article 6** (p. 1941) : son amendement n° 17 : sanctions en cas de discrimination due au sexe par toute personne dépositaire de l'autorité publique ; adopté ; (p. 1942) : son amendement n° 18 : sanctions en cas de discrimination due au sexe par toute personne quelle qu'elle soit ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3343) : ses observations sur les propos de Mme Chonavel relatifs aux pensions alimentaires. **Discussion des articles. Après l'Article 7** (p. 3470, 3471) : sa réponse à M. Claudius-Petit sur le régime des pensions ; (p. 3471) : rappelle le principe en vigueur dans la fonction publique.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**) [12 juin 1975] (p. 4087) : les différentes catégories de mauvais payeurs ; l'ampleur du phénomène ; les moyens mis à la disposition des créanciers ; la nécessité de faire intervenir la puissance publique, la prise en charge du recouvrement par les comptables du Trésor ; la facilité de la procédure ; les nombreux avantages du nouveau système ; (p. 4088) : les pénalités très lourdes encourues en cas de récidive ; le cas des débiteurs insolvables ; l'inexistence d'un fonds de garantie dans les autres pays ; ne pas privilégier la femme divorcée par rapport à la veuve sans ressources ou l'enfant de divorcés par rapport à l'orphelin ; le problème des ressources d'un tel fonds de garantie ; réviser le montant et les conditions d'octroi de l'allocation dite « d'orphelin » ; (p. 4094) : sa réponse à M. Forni quant à la rapidité avec laquelle le procureur de la République pourra remplir sa mission.

En qualité de secrétaire d'Etat à la culture :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Culture [5 novembre 1976] (p. 7647) : le centre Beaubourg : un domaine de grande ampleur sans mesure avec les moyens, qui ont néanmoins triplé depuis quinze ans, en francs constants ; un domaine disparate ; la protection et la conservation ; la création ; la diffusion ; l'inflation et la protection ; le déséquilibre entre Paris et la province ; (p. 7648) : le développement culturel ; Malraux ; les structures du ministère de la culture ; le changement dans la vie culturelle depuis quinze ans : les musées, les spectacles, la télévision, les théâtres nationaux, les troupes de décentralisation, le cinéma, la musique ; Pierre Boulez ; l'accès de la classe moyenne aux grandes manifestations de l'art ; population et culture ; l'apprentissage de la peinture ; les possibilités de la télévision ; (p. 7649) : l'art, reflet de la vie des hommes ; la culture pour comprendre ; les besoins profonds de nos contemporains et la télévision ; l'école ; la renaissance des pratiques culturelles oubliées ; le financement des dépenses ; la défense du patrimoine architectural ; les deux PAP : « mieux vivre dans la ville » et « valoriser les zones rurales » ; l'archéologie de sauvetage ; les musées ; (p. 7650) : le Louvre ; le musée de la Renaissance à Ecouen ; le musée Picasso à Paris ; l'hôtel Salé ; la direction des musées de France ; la cité interministérielle des archives ; les archives départementales ; le livre ; la diffusion du livre français à l'étranger ; les théâtres et l'action culturelle ; la musique ; la photographie ; les structures du secrétariat d'Etat à la culture ; situation économique et pause relative dans la mise en œuvre de réalisations spectaculaires ; (p. 7664) : les craintes sur Beaubourg ; le théâtre de Chaillot ; le cinéma ; les films pornographiques ; la loi du profit ; la contrainte sur la création ; le plan de sauvegarde du VIIe arrondissement ; Orsay ; le film de Pasolini et le problème de la censure ; les jardins ; les monuments historiques ; le musée d'art moderne ; la loi sur l'architecture ; les commandes publiques ; Malraux ; (p. 7665) ; le livre français à l'étranger ; le fonds culturel du livre ; les déplacements des collections des musées en province ; les activités culturelles du troisième âge ; la politique du plus grand nombre ; Beaubourg et la Villette ; les écoles de musique ; les bibliothèques centrales de presse ; les bibliothèques municipales ; l'Opéra. **Examen des crédits. — Etat B -**

Titre III (p. 7665) : s'oppose à l'amendement n° 141 de M. Papon ; son amendement n° 245 majorant les crédits du titre III de l'état B ; adopté. **Titre IV** (p. 7666) : souhaite le rejet de l'amendement n° 142 de M. Papon ; son amendement n° 246 majorant les crédits du titre IV de l'état B ; adopté. **Etat C - Titre V** : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Papon. **Titre VI** : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Papon. **Article 33** : accepte l'amendement de suppression n° 155 de M. Papon.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9632) : les trois critères d'une bonne architecture ; les besoins de la reconstruction ; définir l'action des pouvoirs publics sur l'architecture ; réformer le statut professionnel des architectes ; la qualité architecturale inséparable de l'urbanisme ; (p. 9633) : la présence d'un architecte imposée dans toute opération de construction pour introduire le contrepoids aux contraintes économiques et techniques ; la maîtrise d'œuvre des constructions modernes ; le champ d'application du recours obligatoire à l'architecte ; les exemptions ; le financement des conseils d'architecture et d'urbanisme ; le principe de la consultation obligatoire du conseil d'architecture et d'urbanisme ; (p. 9634) : ses conséquences ; s'assurer de la qualité architecturale des projets ; la profession d'architecte ; l'enseignement ; la création de sociétés civiles d'architecte ; les sociétés de forme commerciale ; les sociétés anonymes ou SARL ; les devoirs de l'associé architecte ; les modes d'exercice de la profession ; la moralité de l'exercice de la profession ; les structures de la profession ; le conseil de l'ordre ; (p. 9635) : l'indépendance des formations disciplinaire ; la fin de l'exemption de permis de construire ; les régimes particuliers ; la situation des maîtres d'œuvre en bâtiment ; l'information objective du public ; les agréés en architecture ; l'enseignement de l'architecture ; le statut du corps enseignant ; la commande publique d'architecture ; les objectifs du ministre ; (p. 9536) : retrouver la règle d'or de l'architecture ; [18 décembre 1976] (p. 9673) : estime que le socialisme n'a pas fait la preuve de sa capacité de mieux aménager l'espace ; les horreurs architecturales du communisme ; ne pas multiplier les occasions de recours contentieux sur l'esthétique ; l'impact des règles nouvelles sur la surface construite ; la connexité des termes « urbanisme » et « architecture » ; (p. 9674) : la consultation facultative ; l'avis des jeunes architectes ; l'importance de la qualité architecturale ; la compétence de M. Claudius-Petit ; garantir à l'architecte sa liberté de création ; la commande publique ; les risques de la commande publique. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9675) : est hostile à la généralisation du permis de construire ; ses observations sur l'amendement n° 144 de M. Claudius-Petit ; s'oppose à cet amendement n° 144 ; (p. 9678) : le souci de l'Assemblée vis-à-vis de l'enseignement de l'architecture ; le problème du changement de ministère de tutelle ; s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Chambaz ; (p. 9679) : souhaite appeler l'institution « conseil d'architecture » ; une simplification heureuse ; ne s'oppose pas à l'amendement n° 68 de M. Bolo. **Article 3** (p. 9694) : accepte l'amendement n° 29 de M. Bolo ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 129 et l'amendement n° 128 de M. Bernard-Reymond ; est hostile à l'amendement n° 119 de M. Achille-Fould ; l'objet différent de l'amendement n° 89 de M. Mesmin ; (p. 9695) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Mesmin ; s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Dalbera ; (p. 9696) : refuse l'amendement n° 69 de M. Dalbera ; s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Mesmin et l'amendement n° 142 de M. Bourson ; (p. 9697) : donne des précisions à M. Hamel sur la portée du texte. **Article 4** : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Mesmin ; le coût du recours à l'architecte pour les petits constructeurs ; (p. 9798) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Mesmin pour lequel elle demande un scrutin public ; (p. 9699) : s'oppose aux modifications de forme proposées par l'amendement n° 15 de M. Valleix ; l'absence de mention de « vitrines commerciales » ; la rédaction de précaution de l'article 4 ; l'absence de recours obligatoire à l'architecte dans le cas où des travaux d'aménagement intérieur sont soumis à l'autorisation de construire ; la mise en place et le rôle des conseils d'architecture ; (p. 9701) : retire l'amendement n° 131 du Gouvernement ; (p. 9702) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Mesmin ; s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Mesmin ; la difficulté de comparer architecte et médecin ; l'insertion dans le site vérifiée par un architecte et plus précisément par l'architecte du conseil ; (p. 9704) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Andrieu qui commet une erreur sur la nature et les compétences du conseil ; (p. 9705) : s'oppose à l'amendement n° 95 rectifié de M. Mesmin ; propose de dire les « façades des vitrines commerciales ». **Article 4 *bis*** (p. 9706) : souhaite que l'amendement n° 36 de M. Bolo soit réduit à l'introduction dans l'article 4 *bis* des mots « avant toute commercialisation » ; la multiplicité des participants dans les modèles industriels. **Article 5** (p. 9707) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Bolo ;

s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Bolo ; la difficulté de définir les critères propres aux associations d'usagers ; (p. 9708) : son amendement n° 132 indiquant que le nombre des représentants des collectivités locales sera au moins égal à celui des représentants de l'Etat dans le conseil ; souhaite le retrait de l'amendement n° 40 de M. Bolo ; ne peut prendre l'engagement que le président soit élu ; amendement n° 132 devenu sans objet ; est favorable à l'amendement n° 41 de M. Bolo ; (p. 9709) : le caractère raisonnable d'un délai transitoire de trois ans ; le rôle du préfet dans la tutelle ; souhaite le retrait de l'amendement n° 43 de M. Bolo. **Article 6** (p. 9711) : est réservée à l'égard de l'amendement n° 47 de M. Bolo. **Article 7** (p. 9712) : les amendements n° 99 de M. Mesmin et n° 138 de M. Bourson irrecevables ; le rôle déterminant du secrétariat d'Etat à la culture ; souhaite le retrait des amendements n° 99 et n° 138 ; est favorable à l'amendement n° 48 de M. Bolo ; le financement assuré par une taxe additionnelle à la taxe locale d'équipement. **Avant l'Article 8** (p. 9713) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Ralite ; s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Baillot ; (p. 9716) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Claudius-Petit ; (p. 9717) : l'erreur de M. Claudius-Petit ; indique que les architectes salariés ne peuvent être inscrits à l'ordre sauf s'ils sont employés par d'autres architectes ; s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Moreau. **Article 9** : accepte l'amendement n° 149 de M. Claudius-Petit ; indique qu'il n'y a aucune crainte sur la directive à prendre dans le cadre du traité de Rome ; (p. 9718) : s'oppose aux amendements n° 100 de M. Mesmin et n° 139 de M. Bourson qui ne sont pas de forme. **Article 10** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement n° 140 de M. Bourson. **Article 11** (p. 9720) : s'oppose aux amendements n° 74 de Mme Constans, n° 101 de M. Mesmin et n° 141 de M. Bourson ; l'absence de discrimination entre les différentes formes de société ; la responsabilité de l'architecte, conséquence des termes du code civil et de la forme libérale de l'exercice ; le patrimoine personnel, base de la responsabilité des actes professionnels ; s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Constans. **Article 12** (p. 9721) : l'absence de réalisme de l'amendement n° 75 de M. Chambaz ; est favorable aux amendements n° 50 de M. Bolo, n° 18 de M. Valleix et n° 102 de M. Mesmin. **Article 13** (p. 9723) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Valleix ; la question posée par l'exercice de la profession d'architecte en qualité de salarié ; l'importance intellectuelle de l'architecte ; la portée discriminatoire de l'amendement n° 19 ; le tableau d'annexes ; la procédure permettant d'être agréé sans diplômes ; la possibilité pour l'architecte d'entrer ou de sortir de l'Ordre ; (p. 9724) : rappelle que rien dans la loi n'interdit à un architecte salarié d'exercer autre part sa profession pour son compte à titre libéral ; est favorable à l'amendement n° 51 de M. Bolo ; (p. 9725) : s'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Moreau ; (p. 9726) : s'oppose aux amendements n° 116 et n° 118 de M. Gantier ; s'oppose à l'amendement n° 114 de M. Briane ; s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Mesmin ; (p. 9727) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 158 de M. Valleix ; s'oppose à l'amendement n° 105 de M. Mesmin ; les inconvénients d'un cumul de tâches ; la nécessité d'un décret en Conseil d'Etat ; s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Andrieu. **Après l'Article 13** (p. 9728) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 125 de M. Bolo et n° 106 rectifié de M. Mesmin ; préciser que tout projet architectural doit comporter la signature de tous les architectes ayant contribué à son élaboration. **Article 14** (p. 9729) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Baillot ; accepte l'amendement n° 107 modifié de M. Mesmin. **Article 15** (p. 9730) : refuse l'amendement n° 121 de M. Mesmin ; indique que les déclarations des architectes seront faites au conseil régional et à l'administration ; l'information nécessaire du ministère de tutelle. **Article 16** (p. 9731) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Ralite ; est opposée aux amendements n° 109 de M. Mesmin, n° 21 de M. Valleix et n° 52 de M. Bolo ; accepte l'amendement n° 21. **Article 17** (p. 9732) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Andrieu ; s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Chambaz ; propose de s'en tenir à la consultation des organisations syndicales sur l'amendement n° 54 de M. Bolo ; s'oppose à cet amendement n° 54 par crainte d'un contentieux ; son sous-amendement à l'amendement n° 54 de M. Bolo supprimant les mots « professionnelle », adopté. **Article 19** (p. 9753) : le droit des architectes de s'organiser comme ils le désirent ; une organisation professionnelle souhaitable ; s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Andrieu et n° 81 de M. Ralite. **Article 19** (p. 9734) : l'ambiguïté de la rédaction de l'amendement n° 56 de M. Bolo ; le problème de la personnalité morale. **Article 20** : accepterait un représentant de l'assemblée régionale au conseil de l'Ordre ; (p. 9735) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Claudius-Petit ; n'a aucune objection à la représentation proportionnelle ; s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Andrieu ; le problème des quotients ; rejette l'amendement n° 10 de M. Andrieu non pour une question de principe mais pour une question d'application pra-

tique. **Article 21** (p. 9736) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Dupuy. **Article 22** : ne soutient pas l'amendement n° 152 de M. Claudius-Petit ; s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Andrieu ; l'amendement n° 11 d'un perfectionnisme dangereux. **Article 25** (p. 9737) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Constans. **Article 29** (p. 9739) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Andrieu. **Article 29** *bis* (p. 9740) : la réduction du nombre des exemptions promises par le ministre de l'équipement : son amendement n° 137 indiquant que le maître d'ouvrage sollicite l'aide du maire sur des travaux exemptés du permis de construire au moins un mois avant le commencement des travaux, à l'exception des constructions couvertes par le secret de la défense nationale ; s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Bolo ; les recours du maire ; est prête à accepter un délai de deux mois pour les cas prévus au paragraphe *a* ; les deux textes contradictoires votés par le Parlement ; (p. 9741) : l'imprécision de la formule de M. Gantier ; accepte de remplacer « un mois » par « trois mois » dans son amendement n° 137 ; prend l'engagement de communiquer au rapporteur le décret d'application dès qu'il sera prêt ; demande à M. Bolo de supprimer le paragraphe *b* de son amendement n° 157 ; le mot « bâtiments » trop vague ; amendement n° 137 devenu sans objet. **Article 32** (p. 9742) : souhaite le retrait de l'amendement n° 64 de M. Bolo. **Article 34** (p. 9743) : son amendement n° 133 précisant que la personne qui demande à être agréée en architecture doit avoir exercé sous sa responsabilité personnelle ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 87 repris par M. Bourson ; (p. 9744) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Claudius-Petit ; s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Ferretti. **Article 35** (p. 9745) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Mesmin. **Article 36** : son amendement n° 134 de coordination ; adopté. **Article 37** : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Bolo ; (p. 9746) : s'oppose à nouveau à l'amendement n° 143 de M. Bolo. **Après l'Article 42** : s'oppose aux amendements n° 65 de M. Bolo et n° 23 de M. Valleix ; indique que la loi d'orientation était déjà votée ; (p. 9747) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Bolo ; la réforme de la commande publique. **Titre** : soutient l'intitulé « Projet de loi sur l'architecture ». **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9781) : regrette que la période transitoire prévue à l'article 5 ne dure que deux ans à partir de la promulgation de la loi ; un accord quasi total sur le texte d'une loi sur l'architecture ; ses remarques sur l'article 29 *bis* ; (p. 9782) : les négociations avec les comédiens de la télévision ; (p. 9785) : son amendement n° 1 portant sur l'article 29 *bis* ; adopté.

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
(RI).

Ministre de l'économie et des finances, du 5 avril 1973 au 24 mai 1974.

Président de la République.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre de l'économie et des finances (Deuxième gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'économie et des finances (Deuxième gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de l'économie et des finances (Troisième gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974. [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Est candidat à l'élection à la Présidence de la République, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 19 avril 1974] (p. 4219). Proclamation des résultats du scrutin du 5 mai 1974 [*J.O.* du 8 mai 1974] (p. 4899). Proclamation des résultats du scrutin du 19 mai 1974 [*J.O.* du 25 mai 1974] (p. 5669).

Est proclamé Président de la République française [*J.O.* du 25 mai 1974] (p. 5669).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

En qualité de ministre de l'économie et des finances :

— **Projet de loi** approuvant une **convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° 461) [13 juin 1973].

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496) [15 juin 1973].

— **Projet de loi** habilitant le Gouvernement à **proroger la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **510**) [21 juin 1973].

— **Projet de loi** modifiant le **code des pensions civiles et militaires de retraite** (n° **627**) [30 juin 1973].

— **Projet de loi** sur la **modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi** relatif aux **placements des sociétés d'investissement et modifiant l'article 8 modifié de l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945** (n° **638**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France et approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **748**) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**) [27 novembre 1973].

— **Projet de loi** portant **règlement définitif du budget de 1972** (n° **851**) [18 décembre 1973].

— **Déclaration** sur la **politique monétaire** (n° **928**) [22 janvier 1974).

— **Projet de loi supprimant la patente** et instituant la **taxe professionnelle** (n° **931**) [2 avril 1974].

— **Projet de loi** sur la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux **impositions directes locales** (n° **935**) [2 avril 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** portant ratification d'un décret d'avance (n° **948**) [26 avril 1974].

En qualité de Président de la République :

— **Message** à l'Assemblée nationale, lu par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale (n° **955**) [30 mai 1974].

— **Projet de loi constitutionnelle** portant **révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi constitutionnelle** portant **révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**) [2 octobre 1974].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'économie et des finances :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **MM. Debré** (n° **4911**), **Lelong** (n° **6907**), **Abelin** (n° **6909**), **Baillot** (n° **6945**), suppléé par **MM. Vizet** et **Boulloche** (n° **7039**) : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7193 à 7196) : position du Gouvernement français attaché à la fixité des parités, à la convertibilité des monnaies et aux règles strictes pour les D.T.S. ; droit de la Banque de France d'acheter de l'or ; efforts des Neuf pour rapprocher leurs vues ; valeur du franc ; (p. 7200, 7201) : nécessité de l'union économique et monétaire de l'Europe ; développement des échanges de la France avec les pays de l'Est et avec les pays en voie de développement ; achats et ventes d'or par les banques centrales ; question de la convertibilité ; surveillance des mouvements de capitaux ; évolution de la pensée internationale sur le système des taux de change fixes mais « ajustables ».

INTERVENTIONS

1973

En qualité de ministre de l'économie et des finances :

— **Déclaration sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1523) : les objectifs de cette politique ; (p. 1524) : le poids des problèmes économiques lors de la dernière consultation électorale ; le choix de l'opinion publique ; expose la philosophie de l'action gouvernementale en matière économique, ses buts et ses ressorts ; fixe comme échéance 1974 ; rappelle que la préparation du budget de 1974 est en cours ; précise ses trois objectifs : faire franchir une nouvelle étape à la puissance économique de la France, mettre cette puissance au service de la transformation de la société et contribuer à un ordre international meilleur ; souligne que la puissance économique est la liberté de choisir notre organisation de la société et la capacité d'agir; le caractère temporaire de l'objectif de puissance économique ; la capacité de croissance de la France ; rappelle notre effort d'équipement et l'augmentation de nos exportations (p. 1525) : analyse la situation économique mondiale, l'expansion et l'inflation qui la caractérisent ; l'augmentation des prix ; les causes de l'inflation internationale ; les éléments laissant espérer une amélioration, la possibilité également d'une modération de l'expansion ; souligne l'essor de notre produc-

tion ; son rythme exceptionnellement élevé ; la nécessité d'investir avant que l'expansion mondiale s'annonce ; le développement de nos exportations ; le ralentissement de la hausse des prix ; le caractère toujours menaçant de l'inflation ; les facteurs d'inflation de l'environnement international ; la volonté de franchir une nouvelle étape vers la puissance ; l'objectif d'augmentation de la production de 12 % en deux ans ; (p. 1526) : le rôle d'entraînement de la production industrielle ; l'objectif de 400.000 emplois nouveaux en deux ans, d'une augmentation d'au moins 30 % en deux ans de la valeur de nos exportations ; le maintien des équilibres économiques fondamentaux ; condition d'une politique de croissance ; la nécessité d'assurer le réglage monétaire, de contrôler les entrées de devises, de poursuivre la politique d'équilibre budgétaire, de ramener la croissance de la masse monétaire au niveau de celle de la production intérieure brute en valeur et de limiter le crédit ; évoque la bonne situation de l'épargne ; (p. 1527) : rappelle la nécessité de conserver l'équilibre budgétaire, et de poursuivre l'action pour freiner la hausse des prix ; indique que le budget de 1974 sera équilibré ; la mise en place de la programmation annuelle contrôlée des prix ; les critiques exprimées à l'encontre de cette programmation ; demande aux entreprises de respecter les impératifs fixés ; constate que les prix des services publics n'ont pas joué le rôle d'accélérateur dans la hausse des prix ; rappelle la nécessité de poursuivre la revalorisation des basses rémunérations ; le fait que la moyenne des rémunérations de toute nature augmente trop vite ; le risque que les pouvoirs publics soient contraints de ralentir délibérément l'activité économique ; (p. 1528) : en appelle au bon sens des Français ; souligne la nécessité de moderniser l'économie ; évoque les propositions de l'opposition pendant la campagne électorale ; la nécessité de renforcer les infrastructures ; notre approvisionnement en énergie ; les communications et les télécommunications ; la volonté du Gouvernement de dégager les moyens financiers nécessaires ; l'appel fait à l'épargne volontaire des Français ; la nécessité de développer notre appareil de production tant industriel qu'agricole ; les perspectives d'accroissement de notre productivité agricole ; la nécessité pour notre industrie de développer son autonomie ; sa vitalité et son rayonnement ; faire en sorte que les entreprises industrielles d'une réelle importance demeurent dans le domaine français ; l'encouragement donné aux groupes français de taille internationale permettant de faire face à la concurrence mondiale ; la priorité qui sera accordée au développement des entreprises moyennes ; l'accroissement des moyens de l'Institut de développement industriel ; (p. 1529) : la nécessité d'améliorer la structure de nos exportations et de développer l'exportation nette de capitaux ; les implantations industrielles et commerciales à l'étranger ; les efforts pour moderniser le secteur public financier ; annonce une modernisation des moyens des caisses d'épargne ; le caractère exemplaire de la gestion du secteur public bancaire ; l'instrument d'orientation que doit constituer ce secteur ; le développement de la Bourse de Paris ; annonce un décret sur le fractionnement des titres devenus trop lourds ; la modernisation des techniques ; le but de l'économie ; l'objectif : une économie au service d'une société plus juste ; la nécessité de réduire les inégalités ; (p. 1530) : rappelle les efforts entrepris ; évoque la forme française de modèle de société ; l'attachement des Français à leurs privilèges ; le rôle et les moyens des pouvoirs publics dans la recherche de la justice ; l'orientation du Gouvernement vers un régime de protection sociale unique pour tous les Français ; rappelle les principes de la politique fiscale ; condamne les violences exercées à l'encontre des agents du fisc ; indique que la mensualisation de l'impôt sera étendue ; se prononce pour la retenue à la source de l'impôt sur le revenu ; (p. 1531) : annonce la mise en place expérimentale de centres de gestion pouvant passer des conventions avec l'administration des impôts ; le dépôt d'un projet de loi sur les finances locales ; la suppression de la patente ; les solutions de remplacement possibles ; ses projets de réforme des finances locales ; la nécessité de maintenir le taux de prélèvement fiscal global mais de mieux le répartir et de réconcilier les Français avec leur système fiscal ; demande le soutien du Parlement ; l'objectif d'une nouvelle morale de l'entreprise ; la nécessité pour l'individu d'exercer sa liberté et sa responsabilité ; le devoir de l'entreprise d'être efficace ; ses obligations à l'égard des travailleurs et des cadres ; évoque le malaise des cadres ; (p. 1532) : la nécessité de développer l'accès aux emplois supérieurs ; annonce des expériences dans le secteur financier public concernant l'amélioration des conditions de travail : la mise en œuvre avant le 1er juillet du décret relatif à l'actionnariat du personnel dans les banques et les compagnies d'assurances ; évoque la responsabilité de l'entreprise envers la collectivité ; le problème de l'environnement et de la protection des consommateurs ; la volonté du Gouvernement de favoriser l'organisation des consommateurs ; l'engagement de créer une section de la consommation au Conseil économique et social ; l'entreprise, instrument d'une économie plus responsable et plus solidaire ; la contribution de notre politique économique à un ordre international meilleur ;

la nécessité d'organiser un nouveau système monétaire mondial ; le caractère provisoire des mesures prises à Washington et à Paris ; les trois conditions de la stabilité monétaire : la définition d'un processus d'ajustement des balances des paiements ; la mise en œuvre effective de la convertibilité des principales monnaies ; le respect de parités fixes ; (p. 1533) ; la prochaine négociation de Tokyo ; l'inégalité du développement économique entre les nations : l'initiative française ayant abouti à la Journée mondiale d'information prévue pour octobre 1973 ; les efforts de la France pour lutter contre le sous-développement ; sa volonté de poursuivre ses efforts en faveur de l'Union économique et monétaire européenne ; l'existence d'un modèle monétaire européen adapté aux incertitudes de ce temps ; les progrès de la coordination des politiques économiques ; la nécessité de promouvoir la transformation libérale de la société française. **Réponses aux interventions dans le débat de politique économique, financière et monétaire** [24 mai 1973] (p. 1570) : son opinion sur l'exposé de M. Mitterrand ; l'importance de la négociation monétaire ; la négociation commerciale de Tokyo ; la nécessité pour les autorités américaines de recevoir du congrès le pouvoir de négocier ; le souhait du Gouvernement d'informer l'Assemblée nationale sur la manière dont se présente cette négociation ; l'intérêt attaché par la France au problème monétaire ; ses déclarations pendant la campagne électorale ; (p. 1571) : sa volonté de continuer à parler clairement aux Français ; sa réponse à M. Chalandon sur le problème du contrôle des prix et sur la question monétaire ; le problème des investissements publics en réponse à M. Servan-Schreiber ; le caractère fondamental de la réalisation du complexe de Fos ; son objectif d'intérêt national ; les dépenses militaires ; exécution d'un plan à long terme débattu et voté par le Parlement ; indique à M. d'Ornano que les investissements publics connaîtront en 1974 une progression très sensible ; l'inopportunité d'un déblocage des crédits du FAC ; l'examen d'avancement du VI[e] Plan par les commissions de modernisation ; (p. 1572) : la situation fiscale des cadres ; l'imposition des sociétés ; sa réponse à M. Gosnat sur la qualité de l'indice de l'INSEE ; le débat du conseil économique et social sur cette question ; indique à Mme Moreau qu'un nouvel indice de l'INSEE permettra à partir du 1[er] janvier 1974 de mieux tenir compte des charges de loyer pour les locataires ; estime que la politique des prix ne favorise pas les grandes entreprises ; sa réponse à M. Lelong sur l'équilibre budgétaire ; son opposition au déséquilibre budgétaire et à l'accroissement du prélèvement fiscal ; la réduction du poids de la TVA ; sa réponse à M. Icart sur les dépenses prioritaires ; la priorité accordée par le Gouvernement aux personnes âgées ; sa réponse à M. Vivien sur la politique des prix et sur la nature de notre commerce extérieur ; (p. 1573) : le caractère équilibré du dispositif actuel de contrôle des prix ; sa réponse à M. Benoist sur la fiscalité locale ; le problème de remplacement de la patente et de l'affectation du nouvel impôt au département ; l'opportunité de mettre fin à l'enchevêtrement des finances communales et départementales ; ses réponses à M. Ansart sur la part des salaires dans la production intérieure brute ; à M. Julia sur l'impôt unique ; à Mme Moreau sur les écarts de revenus ; à M. Cousté sur les ajustements de parité ; (p. 1575) : à M. Chevènement sur les hausses des tarifs publics, sur le prix du lait, sur les causes de l'inflation et les contradictions du système capitaliste, sur sa suggestion d'utiliser les dollars dont dispose la France ; sa réponse à M. Inchauspé sur sa suggestion de placer en bons du Trésor le montant des réserves obligatoires ; à M. Roger sur la situation de l'emploi ; à M. Leenhardt sur l'allégement de la fiscalité, sur le prix des services publics, sur la politique des prix et l'hypothèse de la création d'une commission, hypothèse écartée par le Gouvernement, le problème de sa composition et de ses compétences ; sa position sur la nationalisation du crédit ; indique à M. Leenhardt que le financement de la première tranche des engagements de Provins sera inclus dans le projet de budget pour 1974.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496). Discussion générale** [4 octobre 1973] (p. 4052) : introduction de dispositions de caractère financier dans les lois de finances ; son opposition à l'insertion des dispositions financières dans les lois d'orientation ; action du Gouvernement visant à l'égalité et à l'unité de l'impôt sur le revenu ; principe « à revenu égal connu, impôt égal » ; progression depuis des années dans cette direction ; retrace cette évolution nouvelle, étape nouvelle prévue dans la loi de finances pour 1974 ; son refus d'une réforme fiscale catégorielle alors que se fait un effort général de justice fiscale ; élévation par le Gouvernement de la limite d'exonération ; bénéfice tiré par les contribuables les plus modestes ; amélioration de la connaissance des revenus ; nécessité de procéder par étapes en faisant progresser parallèlement la connaissance des revenus et l'extension des abattements ; (p. 4053) : inclusion dans cet effort de l'ensemble de ces catégories fiscales concernées ; sens donné à l'alignement des régimes fiscaux ; adaptation du droit de mutation ; la nécessité du remodelage ou de la réadaptation du com-

merce et de l'artisanat ; intention du Gouvernement de réduire les droits d'enregistrement ; possibilité d'une exonération pure et simple des ventes de fonds réalisées par les bénéficiaires de l'aide compensatrice ; disparition et remplacement de la patente ; indique que le Gouvernement déposera un projet de loi portant suppression de la patente à partir du 1er janvier 1975 ; remplacement de l'impôt indiciaire par un impôt partiellement assis sur des valeurs comptables ; débat relatif à l'affectation de cet impôt ; dispositions de transition à prévoir pour 1974 ; intention du Gouvernement de procéder à l'égalisation de l'impôt sur le revenu. **Discussion des articles : Article 5** (p. 4053) : sa réponse à M. Bardol concernant l'abaissement des droits de mutation ; rappelle qu'il n'était pas ministre des finances lorsque la majoration de ces droits a été décidée ; (p. 4054) : amendement de la commission relatif à l'alignement des systèmes d'imposition ; sa demande de précision ; précise que le Gouvernement ne veut pas laisser croire qu'on l'invite à opérer une majoration sur la fiscalité des salariés ; son opposition à la fixation d'une échéance ; (p. 4056) : ses observations sur l'amendement de M. Foyer ; estime que le problème posé n'est pas lié à la loi d'orientation ; complexité du problème de la neutralité fiscale ; [5 octobre 1973] : **Après l'Article 5** (p. 4113) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale des impôts ; faculté pour le contribuable de demander que l'un des commissaires soit remplacé par un représentant de l'une des organisations professionnelles dont il fait partie ; (p. 4114) : son sous-amendement relatif à l'évaluation du forfait ; la possibilité de communiquer les monographies aux organisations professionnelles ; (p. 4115) : sa réponse aux propos de M. Bardol ; rappelle que le Gouvernement a procédé à une réduction sensible du taux de la TVA ; taux minimal ramené de 23,456 % à 20 % ; ses observations sur la proposition de taxation du caviar et des produits pharmaceutiques ; position des associations représentatives des assurés sociaux ; estime que la seule solution serait de changer les taux en s'efforçant de baisser progressivement le taux normal pour se rapprocher du taux intermédiaire ; précise que l'intention du Gouvernement est d'aller dans cette direction : baisse du taux normal pour aboutir à un taux unique ; (p. 4116) : son opposition à l'amendement de M. Bardol ; majoration des ressources fiscales qui désorganiserait profondément l'économie ; sa perspective de favoriser le développement du « réel simplifié » ; centres de gestion devant faciliter les tâches comptables des commerçants et artisans. **Article 6** (p. 4118) : engagement du Gouvernement de déposer dans un délai très court un projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une ressource de remplacement au profit des collectivités locales ; suppression effective de la patente à partir du 1er janvier 1975 ; mesures transitoires nécessaires pour 1974 ; n'envisage pas de déplacement de charges de la collectivité de ceux qui paient actuellement la patente vers ceux qui sont actuellement assujettis aux trois autres impositions locales ; possibilité d'extension du nouvel impôt ; maintient l'exonération de certains artisans ; nouvel impôt établissant une relation des trois éléments : montant des salaires payés, valeur locative de l'outillage et profit de l'entreprise ; appréciation des collectivités locales pour l'affectation des coefficients ; problème de l'inégalité de la patente suivant les collectivités locales ; (p. 4119) : ses observations sur les amendements de MM. Neuwirth et Gissinger ; n'a pas l'intention de modifier le dispositif existant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. **Après l'Article 6** (p. 4120) : ses observations sur l'amendement défendu par M. Capdeville ; l'estime indéfendable du point de vue technique et sans justification du point de vue économique ; suppression de la règle du butoir par la majorité en faveur du petit commerce et de l'agriculture ; (p. 4121) : ses observations sur l'amendement de M. Brocard ; estime que cet amendement n'a pas de rapport avec le texte en discussion en ce qui concerne le régime fiscal de la construction ; suggère à M. Brocard de renvoyer la discussion de ce point jusqu'à l'examen de la loi de finances ; sa crainte d'une grande perturbation dans le secteur sensible de la construction si l'amendement est adopté. **Après l'Article 12** (p. 4121) : demande la réserve de l'amendement de M. Brocard ; estime qu'une autre solution doit être préférée pour le régime des droits de mutation sur les fonds de commerce ; possibilité de relever l'abattement qui peut être pratiqué sur la valeur des fonds ; (p. 4122) : souhaite que la commission spéciale puisse examiner cette formule : volonté du Gouvernement d'examiner à la fin de la discussion, s'il convient de procéder à une deuxième délibération. **Avant l'Article 29** (p. 4122) : ses observations sur l'amendement de M. Bardol ; estime l'amendement inapplicable (difficultés d'investigation, de contrôle et de sanction) ; mise à l'étude des conditions dans lesquelles le commerçant isolé pourra obtenir des conditions de crédit. **Article 29** (p. 4123) : ses observations sur l'amendement de M. Brocard : problèmes des prix et de la concurrence ; objectifs de la législation française : favoriser l'exercice de la concurrence effective, s'assurer que cette concurrence est saine et loyale ; dispositions en vigueur per-

mettant d'atteindre ces objectifs ; nécessité de prescrire les pratiques qui dénaturent l'exercice de la concurrence : l'interdiction des ventes à perte, l'adaptation de la loi à la réalité des situations ; mise à jour des règles de concurrence dans la loi d'orientation ; assainissement des techniques de promotion des ventes ; interdiction du don gratuit ; inclusion d'une part des frais généraux, compte tenu de la situation particulière de chaque secteur ; répression plus précise de la publicité mensongère et des « pratiques commerciales discriminatoires » ; réforme des moyens juridiques ouverts aux victimes ; constitution de partie civile ; novation dans notre droit économique constituée par la possibilité d'action en justice des organisations de consommateurs ; principe de l'économie concurrentielle et libérale ; (p. 4125) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; estime que l'objet de cet amendement est étranger au débat, problème de la sous-traitance ; difficultés de son application ; limite aux activités des producteurs résultant de l'adoption d'une semblable disposition.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux** (n° 687). **Discussion générale** [11 octobre 1973] (p. 4274) : lutte contre l'inflation et justice fiscale ; répond aux questions du rapporteur général ; précise les intentions du Gouvernement ; (p. 4275) : respect par le Trésor de ses obligations ; échéance de 1970 et opportunité pour le Trésor de prendre le risque du remboursement ; rapport confidentiel fait en 1971 sur les conditions et les modalités de remboursement de l'emprunt Pinay ; taux du remboursement ; estime que les porteurs ne sont aucunement lésés ; taux d'intérêt du nouvel emprunt ; perte d'attrait du nouvel emprunt pour les gros porteurs ; garanties offertes aux anciens porteurs de l'emprunt ; option offerte aux épargnants ; (p. 4276) : régime des titres du nouvel emprunt ; paiement déclaré par relevé des coupons ; répond à M. Bernard Marie sur la reprise des anciens titres ; préoccupation de justice fiscale du Gouvernement ; répond à M. Abelin : exonération fiscale et plus-value ; nouvel emprunt et droit commun fiscal ; (p. 4277) : répond aux propos de M. Boulloche.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4664) : objectifs de la politique économique du Gouvernement ; estime que l'année 1974 sera une année difficile du point de vue économique ; ses observations sur la politique bipartisane pratiquée sur le plan européen ; estime qu'il ne serait pas réaliste de prévoir dans le détail l'évolution économique de la France jusqu'à la fin de 1974 ; rappelle que l'année 1973 est une année de croissance forte et exceptionnelle, marquée par une forte inflation ; augmentation de tous les éléments de la demande ; (p. 4665) : croissance réalisée dans le respect des grands équilibres : budgétaire, financier et de l'emploi; distribution dans le sens d'une plus grande justice sociale ; accroissement du pouvoir d'achat général des ménages ; augmentation du SMIC de 21 % en un an ; mesures de lutte contre l'inflation prises au début de 1973 ; continuité en 1974 et environnement international ; perturbation de l'environnement extérieur et cours des matières premières ; hypothèse retenue selon laquelle la croissance économique et aussi l'inflation connaîtront certain ralentissement ; variante correspondant à une certaine accélération de l'inflation en 1974 ; variante d'un ralentissement plus marqué de l'activité économique mondiale ; estime que l'inflation en France ne serait pas modérée par le ralentissement de la croissance ; nature de l'inflation dans notre pays ; ses causes externes : inflation par la pénurie mondiale ; (p. 4666) : inflation par la contagion extérieure ; effets des incertitudes du système monétaire international ; l'absence de moyens pour agir sur ces causes ; forte réévaluation du franc techniquement irréalisable ; ses observations sur la situation monétaire ; causes internes de l'inflation ; liquidité excessive dans notre économie ; progression des revenus ; cause de l'inflation par les coûts objectifs envisagés pour 1974 : croissance de 5,5 % en volume ; possibilité d'une certaine modification en ce qui concerne les prix et les rémunérations ; politique économique pour 1974 ; risque de stagflation ; caractère fondamental du choix d'une forte croissance (5,5 %) ; rattrapage du retard historique de la France ; (p. 4667) : problème de l'emploi ; réduction des inégalités sociales ; poursuite d'une politique économique à variantes ; moyens supplémentaires de soutien de la croissance : inflexion de la politique du crédit, fonds d'action conjoncturelle ; stratégie du changement économique ; adaptations et mobilité de notre économie ; transformation des entreprises par les investissements et amélioration de leurs conditions de gestion ; capacité de vendre et de gérer ; moyens des entreprises en France et en Allemagne ; très faible présence de l'économie française sur les marchés lointains ; évolution de l'administration ; modifications à apporter à notre technique de mise en place des crédits ; stratégie du changement social ; nécessité de définir une stratégorie du revenu social, le minimum des ressources calculé en fonction des besoins globaux du foyer ; stratégie du minimum de ressources; principe :

« à besoins égaux, contributions sociales égales » ; stratégie de la sécurité du revenu ; « impôt négatif et crédit d'impôt » ; études entreprises aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; moyens de lutte contre l'inflation ; politique budgétaire française ; son caractère exemplaire en Europe ; (p. 4668) : nécessité de l'équilibre du budget de 1974 ; équilibre sur le versant de l'excédent ; politique du crédit ; son rappel des mesures prises ; resserrement du crédit ; politique normative du crédit ; taux de l'escompte et taux du marché à court terme ; effets de la politique monétaire internationale ; les directives sur la formation des prix et des revenus ; augmentation des prix et hausse des revenus ; « auto-inflation » ; mesures prises par le Gouvernement pour briser le mouvement de cette auto-inflation ; réduction du taux de la TVA ; contrôle administratif des prix ; « programmation annuelle des prix » ; discipline des tarifs publics ; caractère décevant des résultats ; débat sur la formation des revenus entre les partenaires sociaux ; perspectives des prix pour les mois prochains ; (p. 4669) : principe d'un dispositif d'action du Gouvernement : ensemble des revenus concernés ; non-pénalisation des secteurs ayant réalisé un effort de modération ; impératifs de justice sociale ; évoque la réforme du système monétaire international ; attention du Président de la République à cette question, initiatives françaises ; position de la France sur la méthode de la réforme et sur son contenu ; adoption de positions respectant un certain nombre de principes et pouvant rassembler suffisamment de partenaires ; nécessité d'éviter à la politique monétaire de la France « la solitude de Jérémie » ; caractère essentiel de la décision de la dévaluation du dollar ; décision faisant suite à une rencontre franco-américaine ; ralliement de la communauté monétaire internationale au principe de la fixité des parités ; positions à obtenir ou à défendre : rétablissement de la convertibilité obligatoire des principales monnaies ; système de droits de tirages spéciaux étroitement contrôlés ; présence de la France dans ce débat mondial en tant qu'interlocutrice privilégiée ; analyse les conséquences des derniers événements sur l'approvisionnement de notre économie en produits pétroliers ; renchérissement des prix du pétrole ; structure du marché énergétique européen ; (p. 4670) : révision en hausse sensible des produits pétroliers ; budget de 1974 ; estime que ce budget, s'il est banal par ses qualités, est audacieux par ses innovations et qu'il se compare dans des conditions très favorables aux budgets de nos partenaires européens ; son caractère exemplaire du point de vue européen ; forte progression des dépenses publiques ; charges de la dette publique ; fonctionnement des services ; créations d'emplois ; interventions économiques et sociales ; budget militaire ; ambitions supplémentaires que le budget s'efforce de servir ; progression des équipements collectifs ; télécommunications, situation antérieure à la Ve République ; (p. 4671) : montant des crédits consacrés au téléphone en 1957 égal à 8 % des crédits consacrés à l'heure actuelle à l'effort d'équipement téléphonique ; efforts en faveur de l'équipement intéressant la qualité de la vie ; transports en commun ; équipement sanitaire et social ; priorités sociales du budget ; revalorisation des prestations vieillesse ; effort en faveur des familles, des rentiers viagers et des rapatriés ; progression du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; nationalisation de CES et de CEG ; suite des engagements du Gouvernement en matière de justice fiscale ; problème des recettes pour le budget de 1974 ; mise à jour des droits sur l'alcool ; haut degré d'élasticité atteint par le système fiscal français à l'égard des fluctuations économiques ; droits d'enregistrement ; contradiction entre le problème du rendement fiscal et celui de la justice ; séparation complète de l'équilibre du budget et de l'amendement de justice fiscale ; effort de justice fiscale équilibrée, nullité de son impact budgétaire ; allégement des contribuables les plus modestes ; modernisation du barème ; intégration dans le barème de l'ensemble des minorations dégressives et des mesures telles que les décotes qui faisaient l'objet de dipositions législatives particulières ; augmentation de la déduction en faveur des contribuables modestes âgés de plus de soixante-cinq ans ; (p. 4672) : unification de l'impôt sur le revenu ; ses réserves sur la proposition de la commission des finances de supprimer les frais professionnels au-delà d'un certain chiffre de rémunération ; se propose d'aligner en deux étapes la limite d'exonération des non-salariés sur celle des salariés elle-même fortement revalorisée ; taxation plus lourde de certains revenus du capital lorsqu'ils sont imposés forfaitairement ; mesures ayant pour objet de normaliser la fiscalité sur les plus-values ; adoption de normes anglo-saxonnes ; normalisation de nos impôts sur les successions ; remboursement de la rente Pinay ; révision de l'exonération portant sur les logements construits depuis 1948 ; règlement du problème des sociétés immobilières d'investissement ; relèvement pour les contribuables modestes des abattements à la base des droits de succession ; absence de préoccupation du rendement fiscal ; opérations de normalisation en ce qui concerne la mise à la charge des entreprises d'une partie des frais de la participation, ses explications sur ce point ; la retenue à la source élément décisif de moderni-

sation de notre système fiscal ; application par tous les Etats modernes ; (p. 4673) : lutte contre la fraude fiscale ; mesures prises en ce sens dans les années 1971, 1972, 1973 ; précise que cette action sera poursuivie avec fermeté mais dans le respect du droit des personnes avec modération et souci d'humanité ; ses réflexions et sa distinction entre les « valeurs de substance » et les « valeurs de représentation » ; confusion de ces dernières ; souhaite rapprocher ces valeurs de représentation des valeurs de substance ; [24 octobre 1973] (p. 4717) : répond à M. Boulloche sur son vote lors de la suppression du privilège fiscal de l'emprunt Pinay ; (p. 4724) : ses réponses à MM. Grussenmeyer : caisse de crédit mutuel ; Le Foll : évaluation des comptes économiques ; Combrisson et Boulloche : amendement de justice fiscale ; Duffaut et Boulloche : sous-estimation des recettes ; Rabreau : provision au titre de la participation ; Rabreau et Barrot : revenu familial garanti ; Frédéric-Dupont : porteur de rente Pinay ; (p. 4725) : Muller : finances locales ; Icart : rôle du Parlement dans l'examen du budget ; Debré : position du Gouvernement sur le système monétaire international ; dispositif de lutte contre l'inflation ; (p. 4726) : Barrot : perspectives d'ensemble, place du VI[e] Plan ; Abelin : équilibre du budget ; impôt forfaitaire sur les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices ; Mario Bénard : majoration du prélèvement fiscal, incertitude sur les recettes ; (p. 4727) : Boulloche : sous-évaluation des recettes, négociations de Nairobi et Tokyo, lutte contre l'inflation, politique des revenus ; d'Ornano : situation des cadres, réformes du système monétaire ; Combrisson : mesures de justice fiscale, retenue à la source ; (p. 4728) : choix des Français lors des dernières élections législatives ; [25 octobre 1973] (p. 4733) : sa réponse à l'intervention de M. Alain Bonnet, le reproche fait par l'orateur à la majorité d'avoir supprimé depuis 1959 l'indexation des prix agricoles ; rappelle que depuis 1959 la fixation des prix agricoles est une affaire de décision européenne ; vote du groupe auquel appartient l'orateur en faveur du traité de Rome qui confiait au Marché commun le soin de fixer les prix agricoles ; indexation des prix agricoles sur les fluctuations des monnaies européennes depuis 1967 ; rappelle que le taux de l'escompte a été fixé à 11 %.

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4735) : ses observations sur l'amendement de M. Boulay relatif à la perception de la taxe régionale additionnelle aux contributions directes locales ; indique que le problème sera étudié par l'Assemblée nationale à l'occasion de l'examen du projet de loi portant révision des évaluations des anciennes contributions locales directes et du projet de loi portant suppression de l'impôt des patentes ; nécessité de décider avant le 1[er] janvier 1974 sur quelles bases seront calculés les éléments additionnels aux taxes locales ; prend l'engagement que ce point sera tranché avant la fin de la présente session ; (p. 4736) : ses observations sur l'amendement de M. Mesmin tendant au dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant réforme des finances locales ; caractère anticonstitutionnel de la disposition prévue dans l'amendement ; estime qu'il s'agit en fait d'une proposition de résolution ; inutilité de ce vœu dans la perspective des prochains débats relatifs au problème des finances locales. **Après l'Article premier** (p. 4739) : s'oppose à l'amendement de M. Boulloche pour les mêmes motifs que ceux invoqués par le rapporteur général ; remise en cause par ailleurs du principe du quotient familial, élément fondamental de notre fiscalité directe ; sa réponse à M. Boulloche ; estime que la limitation de l'avantage du quotient signifie sa suppression, abattement familial et quotient familial. **Article 2** (p. 4742) : son amendement reprenant l'ensemble des dispositions de l'amendement de justice fiscale ; sa réponse au rapporteur général et à M. Sallé sur le nouveau barème ; signification de la tranche de 5 % ; problème de son élargissement ; (p. 4743) : sa réponse à M. Wagner sur les abattements et les déductions bénéficiant aux personnes âgées ; (p. 4744) : à M. Lauriol sur l'alignement de la fiscalité des non-salariés sur celle des salariés ; ses réserves sur l'extension de l'abattement de 20 % dont bénéficient les traitements et salaires ; choix de la formule consistant à aligner la limite d'exonération ; éloignement actuel de ces limites ; son objectif d'un alignement en deux ans de la limite d'exonération des travailleurs indépendants sur celle des salariés ; caractère prioritaire de cette action ; situation des célibataires et des veufs ; étape suivante à définir après que cette égalisation sera effectuée ; attire l'attention de l'Assemblée sur le fait que, s'agissant des revenus modestes, la France est, de tous les pays comparables, celui qui effectue le prélèvement direct le plus faible ; s'oppose au sous-amendement de M. Gosnat ; (p. 4745) : ses observations sur le sous-amendement du rapporteur général à l'article 2-c proposé par l'amendement du Gouvernement ; crainte que la commission des finances n'ait commis une erreur ; rappelle l'objectif du Gouvernement d'aboutir à un système d'imposition unique pour tous les Français ; réfaction de 20 % sur les traitements et salaires ; extension progressive de cet abattement en partant des revenus les plus modestes ; nécessité d'une

harmonisation à l'autre extrémité des revenus ; proposition de suppression des frais professionnels ; ses arguments contre la suppression des 10 % forfaitaires à titre de frais professionnels ; (p. 4746) : sa réponse à MM. Guermeur et Sallé sur les modalités de l'alignement du système fiscal des salariés et des non-salariés ; opposition du Gouvernement à une ponction supplémentaire sur les cadres ; indique à M. Sallé que son intention n'est pas de retirer la réfaction de 20 % sur les traitements et salaires à ceux qui en bénéficient ; caractère sans objet de cette discussion au terme de l'unification de l'impôt sur le revenu ; impôt sur le revenu et normes internationales ; taux applicable aux revenus gagnés, « earned income », en Allemagne et aux Etats-Unis ; rappelle que le taux de 60 % appliqué en France à des revenus professionnels est supérieur à la moyenne nationale ; ses explications sur ce point ; opportunité pour les tranches les plus élevées des traitements et des salaires de passer du taux réel de 43,2 % à celui de 48,6 % ; rapprochement avec le taux appliqué chez nos principaux partenaires ; sa réponse à M. Guermeur sur le coût de l'allégement réalisé par la première étape de l'alignement des limites d'exonération ; financement de la deuxième étape dans le cadre du réexamen annuel du barème. **Article 2 c** (p. 4754) : proposé par son amendement ; en réponse à M. Bonhomme sur le quotient familial, opposition du Gouvernement à la remise en cause de ce système ; sa réponse à M. Fanton sur les abattements supplémentaires; rappelle que l'Assemblée a voté une disposition plafonnant à 50.000 F le total des abattements supplémentaires ; prise en considération des suggestions du conseil national des impôts ; (p. 4755) : sa réponse à M. Sallé sur les conditions de réalisation de l'alignement du régime fiscal des salariés sur celui des non-salariés ; catégories sociologiques de salariés et notion de salaire en tant que technique de paiement ; ses observations sur le système proposé par M. Lamps ; application de la proposition du Gouvernement seulement aux revenus supérieurs de 50 % au montant de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; ses contacts avec les représentants des cadres sur ce point ; (p. 4757) : ses observations sur le sous-amendement de M. Papon à l'article 2 d proposé par l'amendement du Gouvernement ; son accord sur la fixation au 20 septembre du seuil d'application de la majoration ; régime d'imposition des cessions de droits sociaux ; (p. 4758) : ses observations sur l'article 2 e proposé par l'amendement du Gouvernement ; souhaite que ne soit pas déformée la notion de non-rétroactivité des lois qui n'est pas applicable en l'espèce ; modération du taux retenu : 15 % pour la taxation des plus-values ; ses réserves sur les conséquences de la réévaluation des bilans. **Article 2 f** (p. 4759) : proposé par l'amendement du Gouvernement ; sa réponse à M. Schloesing ; revente du logement principal ; cas des fonctionnaires occupant un appartement de fonction ; ses observations sur les sous-amendements à l'article 2 f proposé par l'amendement du Gouvernement : majoration annuelle du prix d'acquisition des immeubles ; ses réserves sur la référence à l'indice des prix à la construction ; complexité du système ; suggère l'adoption d'un taux simple de 5 % ; (p. 4761) : son sous-amendement proposant une nouvelle rédaction de l'article 2 h ; exonération des droits de succession pour la première mutation à titre gratuit ; propose que cette disposition cesse de s'appliquer pour les logements acquis ou achevés à partir du 20 septembre 1973 ; opportunité de cette date pour éviter les spéculations ; précise que l'immeuble doit avoir été acquis par acte authentique avant le 20 septembre et que les fondations doivent avoir été effectivement entreprises pour les constructions individuelles édifiées sans le recours à un maître d'œuvre ; intérêt que porte le Gouvernement au développement des sociétés immobilières d'investissement ; sa lettre à ces sociétés indiquant leur régime de développement ; ses arguments à l'encontre de la proposition de la commission des finances de prévoir des dispositions concernant l'exonération des droits de succession pour le logement principal neuf ; propose de relever davantage l'abattement à la base du droit commun pour tous les contribuables ; propose de porter cet abattement à la base de droit commun pour tous les contribuables, propose de porter cet abattement à 175.000 F par part ; propose le plafonnement de la réduction des droits de mutation pour les baux agricoles à long terme ; dispositions ne s'appliquant qu'à partir d'une superficie évaluée à une fois et demie la superficie minimale d'installation ; (p. 4765) : ses observations sur l'article 2 n proposé par l'amendement du Gouvernement tendant au recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source ; conservatisme des commentateurs ; avantages du système pour les contribuables ; suppression des conflits ; sa référence à l'application du système en RFA ; régularisation de la trésorerie des contribuables ; rapprochement du paiement de l'impôt de la formation du revenu ; estime que la mensualisation de l'impôt n'a pas échoué ; conciliation entre retenue à la source et « familiarisation » de l'impôt ; défend la rédaction du texte du Gouvernement ; retenue à la source et imposition des salariés ; ambiguïté du terme « salarié » en matière fiscale ; estime que tout le monde est acquis à l'idée de cette réforme ; situation dans les autres pays européens ; sa référence à un sondage effectué pour

le journal *Sud-Ouest*, caractère positif de la formule retenue par la commission des finances invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi instituant la retenue à la source, discussion par l'Assemblée nationale des modalités particulières de cette réforme ; (p. 4775) : répond aux orateurs sur l'article 2 h proposé par l'amendement du Gouvernement, caractère de droit personnel de l'exonération des droits de mutation, dispositions applicables selon qu'il s'agit de la vente d'immeubles par des professionnels de la construction lorsque ces immeubles sont achetés par des particuliers ou de la construction d'habitations individuelles par les particuliers eux-mêmes ; (p. 4775) : répond aux arguments de M. Cazenave : critère du permis de construire à retenir pour la date d'application de l'exonération des droits de mutation ; défend la notion d'ouverture de chantier pour les constructions individuelles ; maintient la date du 20 septembre 1973 pour les immeubles construits par les promoteurs, suggère la date du 25 octobre pour les maisons individuelles ; (p. 4778) : s'oppose au sous-amendement de M. Frelaut à l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement ; (p. 4779) : répond aux orateurs sur l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement (réduction de l'exemption fiscale sur la provision pour l'investissement destiné à la participation dans les entreprises), attachement du Gouvernement à la participation, estime qu'il ne faut pas confondre l'œuvre de participation et une disposition fiscale risquant d'affaiblir psychologiquement le contenu de la participation, dispositions prévues par les ordonnances de 1967, leur justification à l'époque où elles ont été prises, leurs inconvénients technique et psychologique, souhait du Gouvernement de mettre en trois ans à la charge des entreprises le quart de l'effort de participation, son opposition au financement de l'effort de participation par le biais de la fiscalité indirecte, problème des accords dérogatoires du droit commun ; sous-amendement du Gouvernement décalant d'un an pour ces accords l'application du dispositif en question, participation des entreprises à l'effort d'harmonisation des charges fiscales ; (p. 4780) : caractère indispensable d'une contribution des entreprises ; (p. 4781) : conséquences de l'extension éventuelle du système de la participation ; régime de croisière atteint par la participation, problème des sociétés ne réalisant pas de bénéfices ; impossibilité pour une entreprise d'organiser à moyen terme son déficit, son accord de principe avec la disposition proposée par M. Marette (assujettissement des sociétés ne déclarant pas de bénéfices à un impôt basé sur leurs fonds propres), problème posé par les sociétés en déficit économique, ses réserves sur le principe d'un impôt additionnel qui frapperait ces entreprises, rappelle que la provision pour participation reste intégralement disponible pour les entreprises, que la seule provision dont le montant doit être modifié est la provision pour investissement, caractère modéré du rythme de l'évolution, développement des actions de participation et contribution des entreprises elles-mêmes ; (p. 4782) : sa réponse à M. Hector Rolland : avantages dont bénéficieraient les petites entreprises en cas d'extension de la participation ; se rallie aux propositions de la commission des finances ; (p. 4783) : suggère à M. Bizet de déposer à nouveau son sous-amendement en deuxième lecture : non-application aux coopératives ouvrières de production de la réduction de la provision pour investissement ; (p. 4784) : après le vote, souligne l'adoption de l'amendement du Gouvernement à l'unanimité ou de la quasi-unanimité des groupes. **Après l'Article 2** (p. 4784) : ses observations sur l'amendement de la commission des finances : modification du barème de l'impôt sur le revenu ; estime plus souhaitable l'élargissement des premières tranches du barème, ses réserves sur le caractère prioritaire de l'option proposée par l'amendement pour 1975 ; (p. 4785) : forme de proposition de résolution contraire à la constitution que revêt l'amendement ; son objection au fait de fixer une échéance pour l'année prochaine, conditions d'établissement d'un barème comprenant des tranches de cinq points, problème à traiter dans le cadre d'une politique générale d'aménagement et de modération du barème. **Après l'Article 6** (p. 4798) : sa surprise devant la nature des amendements ; s'étonne que l'on propose de revenir sur les avantages fiscaux accordés à ceux qui ont effectué un effort de promotion hôtelière ; ses réserves sur de telles dispositions ; (p. 4801) : ses observations sur les amendements de MM. Pranchère et Vivien : augmentation des droits fiscaux sur les achats de terrains et d'exploitations agricoles par des ressortissants étrangers) ; obligation de non-discrimination sur le plan fiscal à l'égard de nos partenaires de la Communauté, éventualité d'un recours devant la cour de justice des Communautés ; (p. 4805) : dispositions des conventions fiscales bilatérales ratifiées par l'Assemblée, absence d'effet pratique des dispositions proposées ; nécessité d'opérer par le biais de la réglementation foncière. **Article 13** : s'oppose à l'amendement de suppression de M. Papon ; préoccupations du Gouvernement à l'égard des rentiers viagers, dispositions prises en leur faveur ; dépose un nouvel amendement à l'article 13 tendant à élever le taux de la majoration des rentes viagères.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section II. — Jeunesse, sports et loisirs : Etat B - Titre III

[20 novembre 1973] (p. 6169) : ses assurances à M. Corrèze quant à la situation des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Seconde délibération [20 novembre 1973] (p. 6171) : prélèvement légal du PMU et financement des actions d'équipement sportif et socio-éducatif ; taux de la taxe de formation professionnelle ; rétablissement des crédits de la marine marchande ; mesures en faveur des anciens combattants ; majoration des crédits d'indemnisation des rapatriés ; gratuité des livres scolaires ; tourisme social ; jeunesse et sports. **Après l'Article 8** : son amendement : prélèvement PMU pour la jeunesse et les sports. **Après l'Article 13** : son amendement : fixation du taux de 1 % pour la taxe de formation professionnelle ; s'oppose à l'amendement de M. Rieubon tendant à fixer le taux à 1,50 % ; sa demande de scrutin public. **Article 15** (p. 6173) : son amendement de totalisation. **Article 17** : ses amendements : crédits pour les anciens combattants, les rapajeunesse et des sports et de la marine marchande. **Après l'Article 43** (p. 6175) : son amendement relatif au régime des pensions des veuves : conditions d'âge. **Article 18** (p. 6174) : ses amendements tendant à majorer les crédits du tourisme, de la jeunesse et des sports et de la marine marchande. **Après l'Article 43** (p. 6175) : son amendement relatif au régime des pensions des veuves ; son amendement : conditions d'âge. **Après l'Article 45** : son amendement : cotisations versées à la caisse nationale militaire de sécurité sociale. **Article 15** : son amendement ; sa réponse à M. Brocard : cotisation de l'Etat au budget des armées en faveur des personnels en activité ; (p. 6180) : budget en équilibre et lutte contre l'inflation ; conformité à l'action commune de lutte contre l'inflation ; budget et justice fiscale ; amendement de justice fiscale ; (p. 6181) : répond aux observations faites par M. Ballanger sur son voyage en Inde ; budget et développement économique et social ; progrès dans les équipements d'infrastructure ; mesures sociales ; budget d'équilibre, de justice et de progrès.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7114) : répond à M. Marchais : rappelle qu'il a saisi lui-même la commission technique des ententes : politique menée par les compagnies pétrolières ; son approbation des conclusions de la commission ; (p. 7119) : répond au rapporteur général sur les mesures décidées par le Gouvernement ; ses réponses à M. Marchais : hausse des prix et inflation ; progression des salaires ; (p. 7120) : la situation pétrolière de la France et hausse du prix du carburant ; sa réponse à M. Servan-Schreiber sur les prévisions pour 1974 et sur les mesures qu'il propose ; (p. 7121) : thème du « redéploiement de la croissance économique de la France » ; croissance exceptionnelle de la France au cours des trois dernières années ; conduite responsable de la politique.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781). Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6637) : ralentissement de l'activité économique mondiale ; crise mondiale du pétrole et de l'énergie et ses conséquences ; nécessité d'une politique économique rapidement adaptable ; dépassement des considérations de doctrine ; objectif tendant à assurer l'emploi ; crise énergétique et inflation ; impulsion vers la stabilité et impulsion pour l'emploi ; (p. 6638) : politique des finances publiques ; amendements du projet de loi de finances concernant les recettes ; renforcement du caractère anti-inflationniste du budget au niveau des dépenses ; ralentissement de la progression du crédit ; rémunération de l'épargne ; émission de bons du Trésor ; approvisionnement du marché français ; politique de contingents ; mesures tendant à faciliter l'adaptation de l'économie à la situation nouvelle en matière d'énergie ; (p. 6639) : décélération des prix et des revenus ; programmation contrôlée des prix ; taxation dans certains secteurs ; tarifs publics ; loyers ; évolution des revenus salariaux et non salariaux ; ses observations sur l'appel à la grève contre la hausse des prix lancée pour le 6 décembre.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [22 janvier 1974] (p. 308) : la mesure de suspension des interventions de la Banque de France est une mesure de précaution ; elle se limite à la sortie du franc du serpent communautaire ; (p. 309) : le maintien du dispositif monétaire intra-européen pouvait conduire à des tensions excessives sur le marché des changes ; une parenthèse regrettable dans la construction de l'union économique et monétaire ; ce n'est pas une dévaluation déguisée ; (p. 310) : la décision du 19 janvier ne revient pas à accepter le désordre sur le marché des changes ; les prix ressentent l'action persévérante de lutte contre l'inflation ; notre déficit commercial peut être estimé à 18 milliards pour 1974 ; le treizième mois d'exportation ; (p. 311) : réexaminer les techniques d'assurances et de garantie à l'exportation ; le Gouvernement reportera sur le deuxième semestre une fraction des dépenses publiques ; (p. 312) : discipline dans l'application de la politique du crédit ; le Gouvernement proposera des mesures fiscales appropriées si les sociétés pétrolières connaissent des plus-values importantes du fait de la hausse des prix ; (p. 313) : les mesures à prendre pour alléger la charge du chauffage ;

[23 janvier 1974] (p. 365) : en réponse à M. Ballanger indique que le budget n'enregistrera pas de plus-value à l'occasion des événements pétroliers ; (p. 372) : répond aux orateurs.

En qualité de Président de la République :

1974

— **Message à l'Assemblée nationale** (n° **955**) lu par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale [30 mai 1974] (p. 2336) : le Premier ministre demandera un vote sur son programme ; la France maintiendra l'indépendance de sa politique, participera à l'organisation progressive et rapide de l'union de l'Europe, recherchera la coopération internationale sur la base de l'égalité des droits, renforcera la solidarité des continents privilégiés à l'égard des pays les plus pauvres du monde, accentuera la mission libérale de sa diplomatie, rétablira l'équilibre de ses échanges ; sur le plan intérieur, lutte énergique contre l'inflation ; transformation de la société française pour que chacun reçoive sa juste part de croissance dans une société plus égale ; épanouissement des aptitudes par une éducation totalement démocratique et le recours à la formation continue ; société plus fraternelle, plus ouverte, plus tolérante ; la France de Diderot, de Michelet, de Waldeck-Rousseau, de Léon Blum ; la possibilité de l'alternance suppose que l'opposition puisse exercer ses responsabilités ; initiatives parlementaires nécessaires ; renforcement de la vie démocratique par abaissement de l'âge du vote, modification des conditions de candidatures à l'élection présidentielle et possibilité pour les ministres de retrouver leur siège de parlementaires ; extension des attributions du Conseil constitutionnel, droit de saisine d'office ; règlement de l'Assemblée nationale aménagé pour réserver chaque mercredi une heure aux questions d'actualité, présence des ministres afin de répondre personnellement ; la France veut devenir autre ; ardeur à la servir des deux premiers présidents de la V[e] République ; changer le dessin du monde.

GISSINGER (Antoine)

Député du Haut-Rhin
(5[e] circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [14 janvier 1973] (p. 2128).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [2 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du conseil supérieur de la coopération [28 novembre 1974] (p. 7240).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du chapitre III du titre IV du livre premier du code du travail relatives au paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens [20 décembre 1975] (p. 10183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [2 décembre 1976] (p. 8940), [3 décembre 1976] (p. 9001).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L 511 du code de la santé publique relatif à la définition de la qualité de médicament** (n° **208**) [25 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 198), relatif au **statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **280**) [9 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 444) relatif **à l'extension des accords de retraite et de prévoyance concernant les salariés des professions agricoles** (n° **514**) [21 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 499) modifiant la **loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au code du travail** (n° **528**) [22 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 527), modifié par le Sénat, relatif au **statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **531**) [26 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif **au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **610**) [29 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 601), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, relative au **statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **613**) [29 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 617), modifié par le Sénat, en troisième lecture, relatif au **statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricole** (n° **619**) [30 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1106), adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du **code du travail** relatives à la **formation professionnelle continue** (n° **1183**) [2 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1339), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, modifiant certaines dispositions du **code du travail** relatives à la **formation professionnelle continue** (n° **1349**) [4 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 872) relatif à la **situation des détenus au regard de l'assurance vieillesse** (n° **1689**) [29 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 1412), fixant à dix-huit ans l'âge pour être élu en qualité de **délégué du personnel** ou de **membre du comité d'entreprise** et pour être désigné en qualité de **délégué syndical** (n° **1698**) [4 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 678) modifiant les articles L 412-12, L 420-9, L 433-4 du **code du travail** en ce qui concerne les conditions d'éligibilité aux fonctions de **membre de comité d'entreprise** et de **délégué du personnel** et les conditions de désignation des **délégués syndicaux** (n° **1699**) [4 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1841), modifiant le **code du travail** afin de renforcer les droits des **travailleurs étrangers** (n° **1845**) [30 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 1842), fixant à dix-huit ans l'âge pour être élu en qualité de **délégué du personnel** ou de membre du comité d'entreprise (n° **1846**) [30 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2092), relatif à la **situation des détenus** au regard de l'assurance vieillesse (n° **2095**) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2132) complétant la **loi n° 73-548** du 27 juin 1973 relative **à l'hébergement collectif** (n° **2184**) [14 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2133) tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de **main-d'œuvre étrangère** (n° **2185**) [14 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2244) modifiant l'article L 119-3 du **code du travail** relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'**apprentissage** (n° **2369**) [9 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2344), complétant la **loi n° 73-548** du 27 juin 1973 relative à l'**hébergement collectif** (n° **2370**) [9 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2345), tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de **main-d'œuvre étrangère** (n° **2371**) [9 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2272), portant dispositions diverses relatives aux **assurances sociales** et **aux accidents en agriculture** (n° **2395**) [1er juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2553), relatif à la situation au regard de la **sécurité sociale,** des **travailleurs salariés à l'étranger** (n° **2660**) [1er décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 2871) portant diverses mesures en faveur de **l'emploi** (n° **2905**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à interdire la **vente au déballage** à l'occasion de voyages organisés en France et à l'étranger (n° **3244**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 3164) complémentaire à la **loi n° 60-791 du 2 août 1960** et relative aux rapports entre l'Etat et l'**enseignement agricole privé** (n° **3299**) [13 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 3306) relative à l'intégration dans la **fonction publique** de certaines catégories de personnels en fonction auprès des **écoles nationales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° **3381**) [19 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Mines de potasse d'Alsace** [11 mai 1973] (p. 1213) : sa crainte devant les importations de potasse en provenance des autres pays de la CEE.

• *questions au Gouvernement :*

— **Maîtres auxiliaires de l'éducation nationale** [16 octobre 1974] (p. 5085).

— **Situation financière du centre d'études supérieures industrielles** [18 décembre 1974] (p. 8047).

— **Conditions de sécurité à la centrale nucléaire de Fessenheim** [7 mai 1975] (p. 2459).

— **Situation des mines de potasse d'Alsace** [5 novembre 1975] (p. 7886) : les problèmes de la mévente et du stockage ; les risques de chômage partiel.

— **Société commerciale des potasses et de l'azote** [12 mai 1976] (p. 2931) : gravité du problème posé à la société commerciale des potasses et de l'azote par l'accord signé entre l'EMC (Entreprise minière et chimique) et le groupe Gardinier.

— **Situation de la faculté de droit de Nanterre** [17 novembre 1976] (p. 8162).

— **Application de la réforme de l'éducation** [1er juin 1977] (p. 3260) : campagne entreprise par la fédération Cornec ; mesures de sélection en vigueur dans les pays de l'Est.

— **Application de la réforme de l'éducation** [7 décembre 1977] (p. 8339) : le refus de certains enseignants d'appliquer la réforme malgré l'avis favorable de 75 % des parents d'élèves de sixième ; le boycott des comités de parents par le SNI et la fédération Cornec.

— **Directeurs d'écoles** [14 décembre 1977] (p. 8708) : responsabilité des chefs d'établissements ; création d'un grade spécial pour eux ; nécessité de les décharger de service.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion des articles** [9 mai 1973]. **Article premier** (p. 1091) : ses observations sur la notion de cadre familial.

— **Projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **198**), rapporteur. **Discussion générale** [15 mai 1973] (p. 1250) : vœu du CNJA de mettre un terme à l'exode rural ; mesures prises par le Gouvernement ; création de la nouvelle caté- aides familiaux ; propositions du CNJA ; statut des associés d'exploitation ; intéressement aux résultats de l'exploitation ; création d'un fonds d'assurance formation ; activités des centres de formation professionnelle ; bénéfice du congé de formation ; protection sociale des

associés d'exploitation ; exclusion du régime de retraite complémentaire ; avantages fiscaux ; prêts bonifiés du crédit agricole ; retraite de base ; (p. 1251) : modification apportée par la commission concernant les conditions d'âge ; mesures d'incitation fiscale ; garanties sociales ; suppression de l'obligation d'installation faite à l'associé d'exploitation marié; caractère d'incitation du projet. **Discussion des articles : Article premier** (p. 1255) : ses observations sur les conditions d'âge, différence entre aides familiaux et associés d'exploitation, cas des descendants handicapés, nécessité du maintien de la catégorie des aides familiaux. **Article 2** (p. 1257) : son opposition à l'amendement de M. Dutard : critère de représentativité des organisations professionnelles ; son amendement sur le caractère obligatoire des dispositions de la convention type ; (p. 1258) : ses amendements sur le congé de formation, retrait ; (p. 1259) : leur financement ; (p. 1260) : son opposition à l'amendement de M. Bertrand Denis ; (p. 1261) : ses observations sur l'amendement de M. Brugnon. **Après l'Article 2** (p. 1260) : son opposition à l'amendement de M. Brugnon, tendant à définir la rémunération des associés d'exploitation. **Article 3** (p. 1261) : son amendement ; (p. 1262) : ses observations sur l'amendement de M. Brugnon. **Article 4** (p. 1264) : son amendement. **Article 5** (p. 1265) : son amendement. **Après l'Article 5** (p. 1265) : son amendement tendant à défendre les droits de l'associé d'exploitation. **Article 6** (p. 1266) : ses observations sur les amendements de MM. Becam et Dutard; ses amendements de forme. **Après l'Article 6** (p. 1267) : ses observations sur l'amendement de M. Cointat. **Article 8** (p. 1268) : son amendement tendant à la suppression du délai de deux ans prévu pour l'installation des associés mariés ; (p. 1270) : ses observations sur l'amendement de M. Dutard ; son amendement transactionnel. **Après l'Article 10** (p. 1270) : son amendement précisant la date d'entrée en vigueur de la loi. **Seconde délibération. Article premier** (p. 1271) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Article 2** (p. 1272) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2561) : modifications apportées par le Sénat ; bénéfice de la loi pendant un an pour les aides familiaux âgés de trente-cinq à quarante ans : congé de formation des associés d'exploitation ; dates d'entrée en vigueur de la loi. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2745) : propose à l'Assemblée de revenir au texte qu'elle avait initialement retenu ; problème du droit au congé de formation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2745) : répond à M. Brugnon, son amendement. **Articles 4 et 5** (p. 2746) : ses amendements : rétablissement du texte de l'Assemblée nationale ; (p. 2760) : demande l'adoption sans modification du texte voté par l'Assemblée nationale en troisième lecture.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1827) : réforme de 1968 ; conseils d'établissement du second degré ; jugement porté par les chefs d'établissement sur l'application de la réforme ; remise en cause de leur tâche par le fonctionnement de ces organismes collégiaux ; participation de représentants des élèves aux conseils de discipline ; dilution des pouvoirs des chefs d'établissement ; situation des conseillers d'éducation ; modalités de titularisation ; situation des auxiliaires dans le second degré ; malaise interne de notre enseignement ; (p. 1828) : démission de l'autorité ; propagande pour l'éducation sexuelle ; absence de tout enseignement civique ; problème de l'apprentissage ; situation des apprentis dans les entreprises et des élèves dans les CET ; système des temps réduits ; ses conséquences sur l'artisanat dans l'Est ; carte scolaire dans le Haut-Rhin ; constructions scolaires ; incidences de la réforme de 1970 relative à la déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics ; freinage tenant au contrôle financier local ; retards dans les constructions scolaires.

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° **344**). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2373) : termes de la loi du 3 janvier 1972 relative au travail temporaire ; difficultés de codification des mesures concernant le travail temporaire ; remise en cause de l'article 37 de la loi ; immigration sauvage ; sa question écrite sur ce problème ; transferts de main-d'œuvre étrangère et française vers l'Allemagne et la Suisse ; sévérité des mesures prises dans ces pays ; éventualité d'une coordination avec les mesures prises en Allemagne ; moyens de l'office fédéral allemand ; politique de regroupements familiaux ; immigration clandestine ; (p. 2374) : situation dans le Haut-Rhin ; implantation d'usines à l'étranger ; nécessité d'une politique européenne ; travaux du BIT à Genève.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au code du travail** (n° **499**). **Discussion générale** [26 juin 1973] (p. 2514) : modification de la loi du 2 janvier 1973 relative au code du travail ; travaux de codification et rectifications indispensables ; réaménagement du chapitre relatif à l'inspec-

tion du travail ; ses réserves sur une réforme par la voie réglementaire des différents corps chargés de l'inspection du travail ; contrôle des dispositions du code du travail à Rungis ; (p. 2515) : ses réserves sur la codification formelle par voie de procédure législative. **Discussion des articles : Article 2** (p. 2513) : son amendement tendant à inclure la terminologie « salariés et apprentis ». **Article 3** (p. 2516) : son amendement de forme ; **Article 9** (p. 2517) : son amendement ayant pour objet de surseoir à la réforme par voie réglementaire de différents corps de contrôle assimilés à l'inspection du travail ; son amendement relatif à la compétence des inspecteurs du travail ; son sous-amendement et ses amendements résultant de l'adoption de l'amendement n° 7 : procédure législative adoptée pour la réforme des corps de l'inspection du travail. **Article 13** (p. 2518) : son amendement de coordination ; (p. 2519) : son amendement de forme.

— **Projet de loi relatif à l'extension des accords de retraite et de prévoyance concernant les salariés des professions agricoles** (n° **444**), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2565) : remise en cause des textes en vigueur par un arrêt du Conseil d'Etat ; historique de la procédure d'extension des conventions collectives ; nouvelle procédure d'extension des accords. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2565) : son amendement.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Article 6** (p. 4119) : son amendement concernant la situation particulière des commerçants et artisans des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; prend acte des propos du ministre de l'économie et des finances ; souhaite cependant que les dispositions en question soient inscrites dans la loi ; retrait de son amendement ; [18 octobre 1973] : **Avant l'Article 41** (p. 4543) : artisanat et société libérale, nécessité d'instituer en droit et en fait une égalité de traitement entre les apprentis formés dans les entreprises et les élèves des CET. **Après l'Article 41** (p. 4552) : son sous-amendement tendant au maintien du système d'apprentissage propre aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; (p. 4553) : retrait après assurances du ministre ; [19 octobre 1973] : Après l'Article 44 (p. 4596) : ses observations sur les fonds destinés à la formation permanente.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale, Services divers, Journaux officiels, Conseil économique et social, Secrétariat général de la défense nationale [29 octobre 1973] (p. 4963) : progression des crédits de la formation professionnelle de 1971 à 1974 ; produit de la participation des employeurs ; rôle spécifique de l'intervention publique ; souhaite un système libéral décentralisé et conventionnel ; action en faveur des jeunes ; programmation des stages ; élévation du pourcentage des stages agréés ouvrant droit au paiement des salaires ; nécessité d'obtenir une participation plus élevée des salariés à ces stages de formation ; couverture sociale et revalorisation des indemnités pour les stagiaires dont la rémunération est fonction du SMIC ; travailleurs victimes d'un licenciement collectif et stagiaires rémunérés par l'Etat ; ses observations sur la documentation jointe au rapport de la commission sur le mémorandum de la CGT ; donne un bilan de la formation continue en 1972 ; son rôle et son fonctionnement ; difficultés soulevées par l'établissement des plans de formation ; mise en place progressive des structures ; création d'un état d'esprit capable de faire vivre ces structures ; rôle de l'éducation nationale ; politique sociale de la Ve République ; rôle du Conservatoire national des arts et métiers ; collaboration des classes et société de participation.

Services du Premier ministre. — Section II : de l'érosion monétaire ; régression des dépenses d'équipement ; exécution réelle de la troisième loi de programme ; conditions d'application du tiers temps pédagogique ; situation dans le second degré ; centre d'animation sportive de Strasbourg ; sa valeur d'exemple ; obligations de service des professeurs d'éducation physique et sportive ; ASSU ; situation des inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports ; aide aux sociétés sportives ; souhaite que leur soit allouée une subvention forfaitaire.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5653) : situation des surveillants faisant fonction de conseillers d'éducation ; auxiliaires ; situation des chefs d'établissement du second degré ; (p. 5654) : enseignement spécialisé ; programmes et examens ; constructions scolaires et normes de sécurité ; charges des communes ; déconcentration et contrôle financier local ; classes maternelles de la zone bilingue ; situation dans le Haut-Rhin.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5937, 5938) : évolution du budget social de la nation ; maintien du droit d'option pour le régime local des départements du Rhin et de la Moselle ; situation de l'hôpital civil de Pfastatt ; allocations aux handicapés adultes ; frais d'hospitalisation des assu-

rés volontaires ; régime fiscal du handicapé célibataire.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7125) : modification apportée à l'article 13 *bis* par le Sénat (taux de participation des employeurs à la formation continue) ; limitation à 1 % de ce taux ; ses arguments en faveur de la politique de formation professionnelle ; (p. 7126) : demande le respect de l'esprit de la loi du 16 juillet 1971 (objectif pour 1976 : 2 % des salaires comme montant du taux de participation des employeurs).

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article 2** (p. 6245) : ses observations sur le sous-amendement de M. Berthelot. **Article 5** (p. 6249) : ses observations sur l'amendement de M. Baudouin.

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la formation professionnelle continue** (n° **1106**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5255) : rappel des grandes lignes du système de formation professionnelle continue ; la loi de juillet 1971 ne fait aucune allusion au stage suivi à l'initiative de l'entreprise ; le projet de loi tend à reprendre les dispositions de l'accord de 1970 ; l'annulation par le Conseil d'Etat du décret du 10 décembre 1971 ; les modalités de calcul de la participation financière des entreprises ; l'affiliation des stagiaires à la sécurité sociale ; le critère d'activité ; travailleur privé d'emploi ; cotisation forfaitaire. **Discussion des articles. Article 6 : Article 980-1 du code du travail** (p. 5260) : son amendement n° 2 : affiliation des stagiaires à la sécurité sociale ; adopté. **Article 980-2** : son amendement n° 3 : cotisation de l'Etat s'il rémunère les stagiaires ; adopté après modification par un sous-amendement du Gouvernement. **Après l'Article 6** (p. 5262) : son amendement n° 8 : prise en compte pour moitié des stages de formation à l'initiative des employeurs et obligation par le Gouvernement de déposer un projet de loi avant le 1er juin 1975 ; (p. 5264) : adopté. **Deuxième lecture** (n° **1106**). **Discussion générale** [20 décembre 1974], rapporteur (p. 8251) : présente les modifications apportées par le Sénat au texte voté par l'Assemblée nationale ; le secrétaire d'Etat s'est engagé à déposer un projet de loi qui tendra à réglementer le droit à la rémunération des salariés en formation.

— **Proposition de loi tendant à l'application de la législation sur les quarante heures et à la rémunération des heures supplémentaires aux salariés de l'agriculture** (n° **540**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5268) : l'évolution des techniques agricoles rend la spécialisation des ouvriers indispensable ; les progrès qui restent à faire en matière d'accident du travail et dans le domaine des maladies professionnelles.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 19** (p. 5429) : son amendement n° 46: porter à 1,2 % la taxe de formation professionnelle ; repoussé.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5567) : la situation des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ; les CEMEA ; le prix de journée des hôpitaux ; la lutte contre les toxicomanies ; les problèmes des handicapés et des familles d'enfants handicapés ; le principe ; un enfant handicapé compte pour deux.

Qualité de la vie. — I. **Environnement** [30 octobre 1974] (p. 5654) : définir une politique de contrôle de la quantité et de la qualité des eaux ; (p. 5655) : les résultats positifs obtenus par l'agence financière du bassin Rhin-Meuse ; le bilan des agences financières de bassin ; contrôler le fonctionnement des stations d'épuration et la qualité des effluents ; définir une politique européenne de protection des eaux douces, en particulier des eaux du Rhin et de la nappe phréatique ; réviser la loi de 1919 sur les établissements insalubres.

Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5700) : l'accentuation du retard dans l'exécution du VIe plan ; les difficultés des municipalités à financer l'équipement et le financement des Cosec ; le retard dans la création de centres d'animation sportive ; l'encouragement au développement des centres de sports optionnels ; les subventions aux associations sportives qui s'équipent : l'exemple de l'Avant-Garde du Rhin ; (p. 5701) : le devenir de l'opération « 100.000 arbres ».

Travail [4 novembre 1974] (p. 5792) : se demande si les mouvements de grève visent à défendre les salariés ou à préparer la démolition de notre société ; le problème des frontaliers ; le projet de convention franco-suisse doit régler la question de l'assurance invalidité maladie ; (p. 5793) : l'amicale des parlementaires des régions frontalières ; les

difficultés d'alphabétisation des travailleurs immigrés et de scolarisation de leurs enfants ; l'arrêt temporaire de l'immigration devrait être mis à profit pour améliorer les conditions de vie des travailleurs étrangers ; exercer un contrôle plus sévère au passage des frontières et réprimer les trafics de main-d'œuvre ; leur attribuer un logement décent ; exercer un contrôle sérieux sur les fonds collectés pour éviter gaspillages et détournements ; lien entre santé, logement et hygiène ; le service social d'aide aux immigrés : la formation et l'insertion ; les stages dispensés par l'office national d'immigration dans les pays d'origine ; favoriser le rapprochement des familles ; informer les populations du pays d'accueil.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5853) : ses observations relatives aux disciplines artistiques et aux cultures régionales ; (p. 5854) : l'enseignement à distance ; bilan de la transformation des classes pratiques en classes préprofessionnelles de niveau et en classes préparatoires à l'apprentissage ; les centres de formation des apprentis ; CAP par unités capitalisables ; les 10 % pédagogiques.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 18** (p. 7613) : le régime particulier des départements de l'Est en matière de chasse. **Deuxième délibération** (p. 7635) : le statut des départements alsaciens et mosellans.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Article premier** (p. 7760) : son amendement n° 50 : cas d'absence des délégués du personnel ; retiré. **Article L 321-31 du code du travail** : le rôle des syndics.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article 4** (p. 2576) : sur les amendements n° 14 de M. Boulloche et n° 17 du Gouvernement estime anormale une subvention aux journaux d'opposition.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion des articles. Article 17** (p. 4105) : voudrait que des dispositions soient prises pour que les débiteurs de pension alimentaire travaillant à l'étranger soient contraints d'acquitter leurs obligations.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **678**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4241) : les buts visés par le projet de loi ; l'importance des travailleurs immigrés dans notre économie ; assurer l'égalité des droits entre salariés nationaux et étrangers ; la suppression de toute condition de nationalité pour bénéficier de la plénitude des droits syndicaux ; le remplacement des mots : « sachant lire et écrire en français », par les mots : « s'exprimant en français » ; les problèmes de l'élection au conseil des prud'hommes et des délégués mineurs. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4244) : déclare que le problème soulevé par l'amendement n° 14 de M. Fontaine est trop important pour qu'il puisse être réglé par le texte en discussion. **Article premier** : son amendement n° 1 : substituer aux mots : « vingt ans accomplis », les mots : « dix-huit ans accomplis » ; adopté ; son amendement n° 2 : supprimer la seconde phrase du second alinéa de l'article premier ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 3 : supprimer les mots : « sachant lire et écrire » ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 4245) : son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 4 du Gouvernement : préciser que les ressortissants étrangers doivent être âgés d'au moins dix-huit ans ; adopté ; (p. 4246) : indique que l'amendement n° 7 pourra s'appliquer aux délégués de surface à défaut de délégués des mineurs puisque les jeunes de moins de dix-huit ans ne peuvent être ouvriers du fonds. **Titre** : son amendement n° 12 : modification du titre ; adopté. **Deuxième lecture** [30 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 5071, 5072) : rappelle les dispositions contenues dans les différents articles ; invite l'Assemblée nationale à voter le texte adopté par le Sénat.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'âge d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **1412**), rapporteur. **Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4249) : le but de la proposition : fixer à dix-huit ans, l'âge requis pour être élu délégué du personnel, membre du comité d'entreprise ou délégué syndical ; une proposition qui est la conséquence de la loi du 5 juillet 1974 fixant la majorité civile et électorale à dix-huit ans ; l'extension à d'autres fonctions de représentation et de défense des salariés ; harmoniser les conditions d'âge de l'éligibilité pour l'ensemble des élections professionnelles. **Discussion de l'Article unique** (p. 4251) : son amendement de séance : supprimer dans l'article unique la mention « L 412-12 » ; adopté. **Après l'Article unique** (p. 4251) : son amendement n° 3 : éviter certaines difficultés d'interprétation des textes ; adopté. **Titre** (p. 4252) : son amendement n° 4 : modification du titre ; adopté. **Deuxième lecture** [30 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 5071) : invite l'Assemblée à adopter le texte voté par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4380) : une opinion publique réticente face au bouleversement des structures ; la valeur de la société libérale ; la défense de la pluralité de l'enseignement ; les principes fondamentaux que constituent les relations entre l'école et la famille ; la formation de l'homme et du citoyen ; la place et le rôle de la formation technologique ; le fonctionnement de la communauté scolaire ; un projet qui répond aux besoins de réforme ; le problème du tronc commun ; (p. 4381) : l'avenir de l'artisanat. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 2** (p. 4423) : souligne la valeur des classes maternelles et infantiles ; (p. 4424) : souhaite que l'on n'oblige pas les enfants à apprendre trop précocement la lecture et l'écriture ; (p. 4427) : son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 24 de M. Legendre : affectation par l'Etat du personnel enseignant nécessaire pour le bon fonctionnement de ces classes ; adopté ; (p. 4429) : conteste les observations de M. Mexandeau faites à l'occasion du débat sur l'amendement n° 70 de M. Gayraud. **Article 3** (p. 4443) : s'oppose au sous-amendement n° 27 présenté par M. Legendre. **Article 4** (p. 4447) : demande au Gouvernement de veiller que le programme commun de formation n'aboutisse pas à l'élimination des élites. **Article 6** (p. 4458) : insiste sur l'importance des mesures que le Gouvernement entend prendre en faveur de ceux qui ont subi un échec au baccalauréat. **Après l'Article 11** (p. 4466) : estime qu'en matière de langues régionales, c'est aux régions qu'il appartient de définir leur politique. **Article 13** (p. 4468) : son amendement n° 103 : remplacer le mot : « veille », par les mots : « doit veiller » ; adopté. **Article 15** (p. 4473) : ses observations sur les propos de M. Ralite. **Titre** (p. 4481) : reprend l'amendement n° 88 de M. Mexandeau ; renonce à cet amendement. **Explications de vote** (p. 4482, 4483) : les aspects positifs du projet ; le vote favorable du groupe UDR.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article premier : Article L 761-10 du code de la santé publique** (p. 4901) : ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Bichat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6126) : la grave situation de l'emploi ; l'insuffisance des dispositions retenues en faveur des petites et moyennes entreprises ; le soutien que mérite l'artisanat ; le cas des régions frontalières.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 24** (p. 7311) : son amendement n° 106 : rédactionnel ; repoussé.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8089) : les résultats positifs obtenus dans la production de la qualité de la vie ; la pollution persistante de la nappe phréatique alsacienne ; (p. 8090) : la pollution du Rhin ; mener en cette matière une action internationale ; donner des moyens accrus au service de l'inspection des établissements classés ; relancer sérieusement la politique de l'eau au cours du VII[e] Plan. **II. Jeunesse et sports** [7 novembre 1975] (p. 8115) : le retard pris dans l'exécution du VI[e] Plan ; les constructions de piscines ; développer le caractère polyvalent des installations sportives ; l'activité des centres d'animation sportive ; le sport optionnel ; l'insuffisance des effectifs des enseignants d'éducation physique ; le refus par les professeurs de faire des heures supplémentaires ; relancer l'activité de l'office franco-allemand.

Education [12 novembre 1975] (p. 8191) : l'important effort en matière d'éducation ; la trop grande multiplication des réformes ; (p. 8192) : la mauvaise coordination entre les différents degrés d'enseignement ; les négligences qui caractérisent l'enseignement élémentaire ; la volonté de certains maîtres de former des générations de révolutionnaires ; l'application de la loi sur l'enseignement technique ; la résorption de l'auxiliariat ; les inégalités entre départements en matière de transports scolaires ; les besoins du Haut-Rhin dans le domaine des constructions scolaires.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [p. 8635] : les progrès accomplis en matière de formation professionnelle ; la dotation accordée à l'Alsace ; la nécessité d'une aide accrue pour les centres ouverts par les chambres de commerce et d'industrie ; la finalité culturelle que doit avoir la formation professionnelle ; son rôle dans la vie économique et l'essor qu'elle a pris depuis la loi de 1971.

— **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse des détenus** (n° **872**), rapporteur. **Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8919) : par ce texte, le détenu se verra reconnaître un droit social ; le travail pénal va être considéré officiellement comme une activité professionnelle ; (p. 8920) : s'interroge sur les possibilités de mieux organiser le travail pénal ; l'assurance vieillesse bénéficiera aux ayants droit des détenus. **Discus-**

sion des articles. Article premier : son amendement n° 1 assimilant les stages de formation professionnelle au travail pénal ; adopté ; (p. 8922) : son amendement qui met à la charge de l'Etat les cotisations forfaitaires dues par les détenus employés au service général ; adopté ; son amendement n° 3 qui fait prendre en charge par le fonds national de l'emploi les cotisations des détenus en stage de formation professionnelle ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 4 qui évite de pénaliser les détenus qui, au cours de la détention provisoire, ne pouvaient travailler ; adopté. **Après l'Article 4** : son amendement n° 7 qui tend à accélérer l'application de la loi dans les départements d'outre-mer ; adopté. **Deuxième lecture** [20 décembre 1975] (p. 10168) : invite l'Assemblée à adopter le texte du Sénat.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article premier** (p. 9031) : rappel au règlement ; demande si un article adopté par les deux assemblées doit être mis aux voix en deuxième lecture.

— **Projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article premier** (p. 10142) : sur l'amendement n° 2 de M. Delong, préfère suivre la position adoptée par le Sénat.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article 5** (p. 2081) : ses observations sur l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc.

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° **2132**), rapporteur. **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2387) : rappelle la politique suivie en matière de logement des immigrés et de leurs familles ; l'aide au financement du logement, le rôle de la commission nationale interministérielle pour le logement des immigrés ; examine le mécanisme de la loi du 27 juin 1973 ; (p. 2388) : analyse les dispositions du projet de loi ; conclut à son adoption afin de mener une politique efficace ; considère que la France a lieu d'être fière de sa politique par rapport à la politique menée par certains pays étrangers. **Discussion de l'Article unique** [29 avril 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 2391) : son amendement n° 3 : fermeture partielle du local en cas de non-exécution de la mise en demeure ; adopté ; (p. 2392) : son amendement n° 4 : personnes ayant à assumer la charge financière du relogement ; adopté. **Article unique** : son amendement n° 5 : possibilité de réquitionner le local en cas de fermeture par le propritéaire ou l'exploitant ; adopté ; son amendement n° 6 : période pendant laquelle peut intervenir la réquisition du local ; retiré ; son amendement n° 7 : attribution d'une priorité de relogement au précédent occupant ; adopté ; (p. 2393) : se déclare défavorable à l'amendement n° 10 défendu par M. Foyer ; (p. 2394) : se déclare défavorable à l'amendement n° 12 défendu par M. Foyer ; (p. 2395) : se prononce à nouveau contre l'amendement n° 12 défendu par M. Foyer ; (p. 2396) : son amendement n° 8 : indemnité d'expropriation en cas de fermeture définitive du local ; adopté ; son amendement n° 9, de forme ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4751) : indique que le Sénat tenant compte des opinions exprimées en première lecture a apporté quelques modifications heureuses au projet. **Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 2** (p. 4752) : son amendement n° 1 de forme ; adopté. **Article 3** : émet un avis favorable sur l'amendement n° 4 du Gouvernement ; (p. 4753) : son amendement n° 2 concernant les frais entraînés par le relogement proposé par le préfet ; adopté ; son amendement n° 3 concernant la réduction des indemnités d'expropriation ou de réduction et prévoyant des intérêts de retard ; adopté.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafic et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**), rapporteur. **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2374) : un projet qui tend à établir une répression plus efficace de l'immigration clandestine ; le maintien du caractère exceptionnel de la procédure de régularisation ; la mansuétude excessive des tribunaux ; le rôle de la mission interministérielle pour la répression de l'immigration irrégulière ; (p. 2375) : l'affectation de quinze inspecteurs au contrôle d'emploi des immigrés ; la nécessité d'une réglementation claire et de sanctions adaptées à la situation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2382) : son amendement n° 1 : permettre au tribunal de prononcer l'interdiction de séjour de personnes en infraction ; adopté après adoption du sous-amendement n° 12 de M. Foyer. **Article 2** (p. 2384) : son amendement n° 2, de forme ; adopté. **Article 3** (p. 2385) : son amendement n° 3, de forme ; adopté ; (p. 2386) : estime dangereux l'amendement n° 9 de M. Charles Bignon défendu par M. Foyer ; son amendement n° 4, de forme ; adopté ; son amendement n° 5 : montant minimum de la contribution spéciale ;

adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4753) : indique que le projet permettra un meilleur contrôle de l'immigration ; renforcement de la répression ; indique que le Sénat a peu modifié le texte voté par l'Assemblée ; demande à l'Assemblée de voter le projet du texte revenant du Sénat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 2** (p. 2642) : sur les amendements n°s 16, 43 et 44 en discussion, demande que le Gouvernement laisse les élus locaux libres de prendre leurs responsabilités. **Article 9** (p. 2670, 2671) : demande qu'il soit tenu compte de la situation spéciale des mines de potasse d'Alsace et que soit retenu pour cette entreprise un pourcentage plus important de la dotation globale de l'entreprise chimique et minière.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2953) : les chiffres ; la préférence pour la prévention ; les accidents de trajet ; les mesures concrètes : l'amélioration des circuits utilisés ; la vérification des véhicules ; la prévention dans le cadre régional ; le rôle de la médecine du travail ; la fonction des caisses régionales d'assurance maladie ; l'exemple de la caisse de Strasbourg ; le renforcement des organismes existants ; leur coordination ; la création d'une nouvelle mentalité de responsabilité ; le problème spécifique des mineurs de potasse. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Après l'Article 5** (p. 2981) : sur l'amendement n° 72 de M. Limouzy, souhaite que l'Assemblée ne soit pas en retrait par rapport à la loi du 5 juillet 1972.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 17** (p. 3231) : défend l'amendement n° 53 de Mme Missoffe tendant à supprimer l'article 17 ; se félicite de l'adoption de l'amendement n° 52 rectifié de Mme Missoffe qui fait disparaître l'automaticité de la suppression du service militaire inscrite dans l'article 17 ; souligne que l'automaticité aurait favorisé à terme l'apparition de l'armée de métier ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2245**). **Discussion de l'Article unique** [25 juin 1976] (p. 4750) : indique que M. Briane accepte de retirer son amendement n° 4.

— **Projet de loi relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'apprentissage** (n° **2244**), rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4754) : indique que le projet tend à apporter de légères modifications à la loi de 1971 ; le véritable statut donné à l'apprenti par la loi de 1971 ; la loi de 1971 qui a redonné ses lettres de noblesse à l'apprentissage ; la collaboration entre l'enseignement technique et l'apprentissage ; la nécessité de l'artisanat ; les éléments positifs du bilan ; ses aspects négatifs : des crédits insuffisants, une formation générale qui laisse à désirer, l'insuffisance du contrôle de l'apprentissage ; le présent projet de loi concerne seulement le report de la date d'expiration des mesures provisoires d'adaptation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7291) : la situation du service de santé scolaire ; les cliniques privées à but non lucratif ; la mise en œuvre de la loi d'orientation en faveur des handicapés ; le groupe de travail Grégoire sur la médecine scolaire ; le décret permettant aux cliniques privées à but non lucratif de participer au service public hospitalier ; l'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés ; la rémunération des handicapés travaillant dans les entreprises ; les difficultés rencontrès par les élus locaux pour faire face aux dépenses sociales imposées par le conseil général ; les charges sociales : 75 % du budget des conseils généraux ; le point de rupture.

Qualité de la vie. — **I. Environnement** [3 novembre 1976] (p. 7477) : le PAP n° 24 ; l'eau ; la protection des eaux du bassin Rhin-Meuse et de la nappe phréatique ; la lutte contre la pollution chimique du Rhin ; l'accord signé à Paris le 1er avril 1976 ; la vulnérabilité de la nappe phréatique d'Alsace ; une véritable connaissance de nos ressources en eau. **II. Jeunesse et sports** (p. 7453) : le bilan de la troisième loi de programme des années 1971-la troisième loi de programme des années 1971-1975 ; le fonctionnement des BAM ; les COS SEC trop coûteux ; leur remplacement dans les zones rurales par des salles polyvalentes ; le sport à l'école ; la désaffection à l'égard de l'éducation physique ; le primaire ; l'information pédagogique ; la situation dans le second degré ; les professeurs d'éducation physique ; les centres d'animation sportive ; (p. 7454) : le congrès de l'avant-garde du Rhin ; le résultat du bénévolat.

Services du Premier ministre. — **Section I. — Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers** [15 novembre 1976] : ses observations en tant que vice-président de la com-

mission des affaires culturelles ; (p. 7958, 7959, 7960) : demande à M. Juquin de respecter le règlement applicable à un rapporteur ; précise que la commission, dans son ensemble, a rejeté le rapport de M. Juquin ; le « rapport du programme commun » ; l'avenant de 1976 ; la loi de 1971 ; l'attaque portée par M. Juquin contre le président Berger ; estime que M. Juqui aurait dû se démettre de ses fonctions de rapporteur ; (p. 7973) : l'application de la loi du 16 juillet 1971 ; (p. 7974) : l'application de la loi du 16 juillet 1971 ; (p. 7974) : fait le bilan du VI[e] Plan quant aux stages de formation ; le plafonnement du nombre des stagiaires ; la dégradation de notre économie ; les actions en faveur des jeunes ; l'emploi ; la formation scolaire, initiale ou continue : un ensemble permettant de meilleures chances de réussites ; les droits et les attributions des comités d'entreprises renforcés par l'avenant de juillet 1976 ; le taux de participation des entreprises ; les crédits ; les CFA ; l'apprentissage ; (p. 7975) : les fonds d'action de formation ; le CNAM ; l'Etat ; le salarié ; l'employeur ; le formateur.

Travail [15 novembre 1976] (p. 7991) : rappelle à l'ordre, en tant que vice-président de la commission des affaires culturelles, le rapporteur qui doit rapporter dans le sens voulu par la commission ; le rapport de M. Franceschi, un rapport personnel ; (p. 8021) : une politique d'immigration ; la politique en faveur des travailleurs immigrés ; la situation des étrangers et leurs devoirs à l'égard du pays qui les accueille; le contrôle de l'immigration ; (p. 8022) : la politique de l'immigration familiale ; la prochaine journée d'action destinée à sensibiliser l'opinion publique ; le logement des familles ; la simplification de la réglementation des cartes de travail ; les droits sociaux des immigrés ; le FAS ; l'alphabétisation ; l'adaptation des enfants étrangers à notre système scolaire ; la promotion sociale des travailleurs immigrés.

Education [17 novembre 1976] (p. 8195) : le cas du conseiller général socialiste du Haut-Rhin qui avait demandé sa mutation ; sa réponse politique sur le cas Weber ; la croissance du budget ; les besoins spécifiques dans l'académie de Strasbourg ; le manque de crédits d'entretien ; l'explosion de gaz dans un établissement du Haut-Rhin ; la titularisation de milliers d'auxiliaires ; demande l'augmentation du budget de l'éducation ; le personnel auxiliaire administratif d'intendance ; les psychologues scolaires ; les conditions de recrutement des professeurs techniques d'enseignement professionnel; (p. 9196) : l'enseignement musical ; l'enseignement sportif ; le préapprentissage dans les centres de formation des apprentis.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger** (n° **2553**), rapporteur. **Discussion générale** [8 décembre 1976] (p. 9077) : un texte expérimental ; les résidents temporaires ; les expatriés et la couverture sociale ; le critère de la nationalité ; les trois catégories de détachés ; définition des expatriés ; leurs assurances ; (p. 9078) : les insuffisances du projet de loi vis-à-vis des salariés non agricoles, des pensionnés, des coopérants non fonctionnaires ; le non-versement des prestations familiales ; les problèmes pouvant être résolus par voie d'amendement ; les quarante amendements de la commission ; les salariés agricoles. **Discussion des articles. Article premier** (p. **9080**) : son amendement n° 3 supprimant le mot « conservé » à la fin du texte proposé pour l'article L 768 du code de la sécurité sociale ; adopté ; son amendement n° 4 indiquant que les salariés détachés à l'étranger dont c'est le premier emploi ne peuvent avoir conservé leur lieu de travail en France ; adopté ; (p. 9081) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gau ; les fonctionnaires régis par la circulaire de 1946 ; son amendement n° 5 précisant que les coopérants non fonctionnaires bénéficient des dispositions de l'article L 770 du code de la sécurité sociale ; adopté ; son amendement n° 6 : conséquence de l'amendement n° 5 ; adopté ; son amendement n° 7 : profession des détachés du secteur public et semi-public ; adopté ; (p. 9082) : son amendement n° 8 indiquant que les prestations sont applicables aux fonctionnaires détachés en activité à l'étranger ; adopté ; son amendement n° 9 soutenu par M. Hamel ; adopté ; (p. 9083) : son amendement n° 10 tendant à éviter que certains expatriés ne se trouvent dans une situation défavorable ; adopté ; son amendement n° 11 tendant à permettre la transformation de la pension d'invalidité en pension de vieillesse lorsque l'expatrié s'est acquis des droits à l'assurance vieillesse obligatoire pendant au moins cinq ans ; adopté ; son amendement n° 12 introduisant la notion d'assurance volontaire ; adopté ; son amendement n° 13 : droits après interruption de travail consécutive à un accident ou une maladie invalidante ou une usure prématurée de l'organisme ; adopté ; son amendement n° 14 : mention d'une période de cinq ans parallèle à l'amendement n° 11 ; adopté ; son amendement n° 15 : problème de l'assurance vieillesse volontaire ; adopté ; (p. 9084) : son amendement n° 16 prévoyant qu'il est dérogé à l'article L 322 et à l'article L 316 du code de la sécurité sociale ; adopté ; son sous-amendement n° 35 : de coordination ; adopté ; son amendement n° 36 : d'harmonisation ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Legrand ; (p. 9085): les droits des expatriés employés par une so-

ciété française ; s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Legrand ; son amendement n° 17 tendant à garantir le remboursement des soins aux ayants droit restant en France ; adopté ; son amendement n° 18 : de précision ; adopté ; (p. 9086) : son amendement n° 19 : modalités de remboursement des soins dans le pays de résidence ; adopté ; son amendement n° 20 indiquant que la caisse compétente peut demander le concours à la fois des organismes de sécurité sociale du pays dans lequel les soins sont dispensés et des autorités consulaires françaises ; adopté. **Article 5** : la substitution dans tout l'article à la notion d'assurance sociale de celle de législation sociale agricole ; indique que la commission prévoit pour les salariés agricoles des dispositions semblables à celles prises en faveur des salariés de l'industrie ; la difficulté d'appréhender le nombre de travailleurs à l'étranger concernés par la législation ; (p. 9087) : ses amendements n° 21 et n° 22 ; adoptés ; la nécessité de se soumettre à l'article 40 de la Constitution ; ses amendements n° 23 et n° 24 ; adoptés ; son amendement n° 25 ; adopté ; son amendement n° 26 : de conséquence ; adopté ; (p. 9088) : son amendement n° 27 ; adopté ; son amendement n° 28 ; adopté ; son amendement n° 29 : de conséquence ; adopté.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° **2693**). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2033) : la non-conformité des lois de validation au principe de la séparation des pouvoirs ; les articles 34 et 37 de la Constitution ; l'insuffisance du contrôle assuré par le Gouvernement pour ce service ; la non-application de la loi de juillet 1971 par certaines universités.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° **2751**). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2039) : le problème de la formation des préparateurs en pharmacie ; le rapport Peyssard, l'unicité des diverses voies d'accès à la filière du brevet professionnel ; les formations de préparateur en pharmacie dispensées en Alsace ; le CAP ; l'apprentissage sous contrat ; l'insuffisance des postes d'inspecteurs des pharmacies ; les prérogatives accordées aux étudiants de quatrième année de pharmacie. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2042) : la représentation au sein de la commission des préparateurs en pharmacie et des préparateurs en officine ; son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 1 de M. Delaneau : représentation des préparateurs d'officine et hospitaliers ; devenu sans objet ; son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 1 de M. Delaneau : suppression des dispositions relatives à la représentation des syndicats de préparateurs en pharmacie et à l'appréciation périodique de la représentativité des représentants ; devenu sans objet. **Article 4** (p. 2045) : son amendement n° 16 : exécution par les étudiants inscrits en quatrième année des fonctions de préparateur en pharmacie sous réserve de l'accomplissement du premier stage obligatoire ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier *bis*** (p. 3007) : l'insuffisance des crédits affectés à l'éducation et à la santé ; la faiblesse des subventions d'équipement, notamment pour les établissements du second degré ; (p. 3008) : l'insuffisance des subventions d'équipement du ministère de la santé.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**), rapporteur. **Discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3014) : le rapport de l'OCDE sur l'insertion des jeunes dans la vie active ; les mesures prises par les pays membres de l'OCDE ; les mesures prises par le gouvernement social-démocrate d'Allemagne fédérale ; l'aggravation de la crise de l'emploi en France ; les dispositifs du projet de loi ; l'incitation à la création d'emplois ; l'encouragement de l'apprentissage ; l'amélioration de la formation des jeunes ; l'octroi de la prime de mobilité aux jeunes ; le financement des mesures de formation professionnelle des jeunes ; la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales ; (p. 3015) : les conditions du bénéfice de l'exonération des employeurs des cotisations sociales ; le critère du maintien du « niveau moyen de l'effectif des salariés » ; l'ouverture de crédits aux centres de formation des apprentis leur permettant de faire face aux nouvelles dépenses de fonctionnement ; l'application de la prise en charge par l'Etat des cotisations sociales aux contrats d'une durée de trois ans ; l'ajournement de la réforme de l'apprentissage ; les freins à l'embauche constitués par le système des seuils ; le caractère incitatif de l'exonération possible des charges ; le bénéfice de stages de formation professionnelle ; l'exclusion des collectivités locales du bénéfice de ces stages ; la nécessité de conférer l'habilitation dans des formes simples à l'échelon départemental ; le financement de la formation professionnelle ; l'extension du droit à la prime de mobilité aux jeunes embauchés par une entreprise étrangère ; éviter que la

prime se transforme abusivement en prime de voyage ; les amendements proposés par la commission ; la nécessité de donner aux cadres la possibilité de créer de nouvelles entreprises ; (p. 3016) : renforcer la prospection des marchés étrangers afin de favoriser l'exportation des PME. **Exception d'irrecevabilité** (p. 3018) : le droit des salariés au travail ; la fixation par les ordonnances de 1945 et 1946 de seuils d'application des modalités de participation des travailleurs dans l'entreprise ; (p. 3019) : demande à titre personnel à l'Assemblée de rejeter l'exception d'irrecevabilité présentée par M. Delehedde. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3031) : l'introduction de la notion de taux de droit commun ; son amendement n° 1 : cotisations de sécurité sociale prises en charge par l'Etat ; retiré ; son amendement n° 2 : application de la loi dès sa promulgation ; adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 24 de M. Delehedde ; (p. 3032) : son amendement n° 3 : réalisation du calcul du niveau moyen de l'effectif sur l'année ; adopté ; demande la réserve de l'amendement n° 25 de M. Delehedde ; son amendement n° 18 : calcul de l'effectif compte tenu des apprentis ; adopté ; son amendement n° 21 : modalités d'imposition des majorations de retard en cas de retrait du bénéfice de la prise en charge par l'Etat ; adopté ; son amendement n° 4 : fixation du seuil de la durée d'emploi à six mois ; (p. 3033) : accepte de retirer son amendement n° 4 ; retiré ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 32 du Gouvernement ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 38 de M. Besson. **Article 2** : son amendement n° 5 : assurances sociales prises en charge par l'Etat ; retiré ; son amendement n° 6 : application de la loi dès sa date de promulgation ; adopté ; (p. 3033, 3034) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Delehedde. **Après l'Article 2** : son amendement n° 8 : modalités de dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi modifiant les dispositions du code du travail relatives à l'apprentissage ; la réforme de l'apprentissage ; le choix du nombre des contrats d'apprentissage ; retiré ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 28 soutenu par M. Besson ; (p. 3035) : demande à ce que l'amendement n° 42 du Gouvernement soit déposé devant le Sénat ; la modification de l'article L 242-4 du code de la sécurité sociale. **Article 3** (p. 3036) : la limitation des dérogations dans le temps ; les amendements auxquels l'article 40 de la Constitution a été opposé ; demande au Gouvernement de reprendre les amendements déposés par la commission. **Article 4** (p. 3037) : l'imposition d'une nouvelle surcharge aux entreprises qui résulterait de l'adoption de l'amendement n° 30 de M. Delehedde ; l'acceptation par la commission de l'amendement n° 34 du Gouvernement ; son amendement n° 9 : modalités de prise en charge par l'Etat des cotisations des stagiaires dans les conditions prévues par l'article L 980-3 du code du travail ; devenu sans objet ; (p. 3038) : soutient l'amendement n° 41 de M. Ginoux : modalités d'acquittement de la majoration exceptionnelle de la contribution des employeurs à la formation professionnelle ; la subordination de l'habilitation à un simple arrêté préfectoral ; retiré ; son amendement n° 10 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 11 : modalités de report des charges nouvelles au-delà de 1977 ; son accord sur le sous-amendement proposé par le Gouvernement à son amendement n° 11 ; adopté ; (p. 3038, 3039) : son amendement n° 12 : non-exigibilité des cotisations inférieures à 100 F ; l'augmentation du montant de l'emprunt Barre ; adopté ; son amendement n° 13 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 23 : non-application des dispositions relatives à la majoration de la taxe d'apprentissage aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; la dispense des DOM du versement de la cotisation exceptionnelle ; l'application de la loi aux DOM ; repoussé ; son amendement n° 14 : suppression de la non-exigibilité des cotisations inférieures à 50 F ; adopté. **Article 5** (p. 3040) : son amendement n° 19 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 15 : exclusion du bénéfice de la prime d'expatriation des étrangers tenus de posséder un titre les autorisant à exercer une activité salariée en France ; adopté. **Explications de vote** (p. 3041) : l'adoption de mesures similaires par le Gouvernement social-démocrate d'Allemagne fédérale ; les mesures relatives à l'embauchage réel de nouveaux salariés ; la nécessité de faire paraître des instructions claires et précises ; prendre des mesures à moyen terme ; le soutien de la majorité.

— **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2431**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 2 : Article 76 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4015) : son amendement n° 6 soutenu par M. Caille ; repoussé ; (p. 4016) : son amendement n° 7 soutenu par M. Caille ; retiré. **Article 76-1 de la loi du 24 juillet 1867** : son amendement n° 8 soutenu par M. Caille ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre I du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° **2686**), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4233) : est suppléé dans son rapport par M. Aubert.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 6401) : l'intervention de M. Ralite en son nom personnel et non en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; le sort de cinq dissidents praguois.

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6435) : l'effort important en faveur de l'investissement dont témoigne le budget ; la politique du remembrement ; la politique des deux-roues ; la politique en faveur de la bicyclette ; le problème de la protection de l'eau potable ; la dépollution de l'eau superficielle ; les objectifs en matière de qualité de l'eau définis par les responsables régionaux ; les résultats de la surveillance des eaux d'alimentation ; l'insuffisance de la qualité bactériologique de l'eau ; la protection de la nappe phréatique d'Alsace ; le Rhin, fleuve malade de l'Europe ; la réduction des rejets de chlorure ; la pollution de la nappe de la Dollern ; la préservation de l'emploi des Soudières de Lorraine ; (p. 6436) : l'élaboration d'une charte de la qualité de la vie.

Education [27 octobre 1977] (p. 6728) : l'introduction du bilinguisme en Alsace ; l'introduction de l'enseignement volontaire de la langue allemande dans les cours moyens de première et deuxième année ; permettre à l'Alsace de devenir une région pilote pour l'enseignement musical ; la formation musicale ; le regroupement pédagogique en milieu rural ; la situation des sous-directeurs de CES ; les méthodes pédagogiques ; l'introduction de l'enseignement technologique dans le premier cycle du second degré ; la faiblesse des crédits d'équipement ; les mesures en faveur de l'apprentissage ; la circulaire du 11 octobre 1971 permettant aux élèves de CET de préparer à l'âge de quatorze ans un CAP en trois ans ; (p. 6729) : le droit des parents dans l'éducation de leurs enfants ; les décisions de certaines municipalités à direction socialo-communiste en matière d'éducation ; la position du parti communiste et du parti socialiste sur l'éducation ; la rentrée scolaire ; la mise en œuvre de la réforme.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6968) : la mise en œuvre de la loi d'orientation en faveur des handicapés ; 1981, année internationale des handicapés ; les constructions de foyers ; l'insertion en milieu ordinaire de travail ; reconnaître le handicap pour la fonction postulée ; la mise en place d'une campagne de sensibilisation du public à l'égard des handicapés ; la politique de l'âge de la retraite ; les modalités de prise en compte des périodes de service militaire légal ; les difficultés des salariés frontaliers travaillant en Suisse ; l'insuffisance du système de couverture sociale ; la protection en matière de retraite ; (p. 6969) : le poids des charges sociales des entreprises françaises ; la politique de la vieillesse ; le vote du projet de budget par la majorité.

Universités [8 novembre 1977] (p. 7138) : l'extension de l'université de Strasbourg ; (p. 7139) : la situation de l'université de Mulhouse ; la politique du secrétariat d'Etat à l'égard des IUT ; le renouvellement des matériels d'instruction ; la formation dispensée par les sections génie et mécanique des IUT ; l'augmentation de l'effectif des groupes de travaux dirigés à la suite d'une circulaire du secrétaire d'Etat ; le lien qui unit l'université à l'économie du pays ; la sélection avant l'entrée à l'université ; le cas de l'URSS et des Etats-Unis ; la valeur des diplômes universitaires ; la qualité de l'enseignement dispensé par les universités.

Travail [14 novembre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 7334) : proteste, au nom de la majorité de la commission des affaires culturelles, contre la manière de rapporter de M. Juquin ; l'absence de mise en valeur de l'aspect positif de la politique gouvernementale ; la distribution tardive du rapport ; (p. 7349) : la situation des travailleurs immigrés ; la politique gouvernementale en matière d'immigration ; la nature des mesures prises en RFA à l'encontre des immigrés ; (p. 7350) : l'accès au marché de l'emploi ; l'immigration familiale ; la politique d'aide au retour dans le pays d'origine ; améliorer les conditions de vie des travailleurs immigrés ; la scolarisation ; les actions de formation et de perfectionnement ; la formation professionnelle des travailleurs migrants ; le problème du logement des travailleurs immigrés ; l'application de l'aide personnalisée au logement-foyer ; le fonctionnement des foyers des immigrés ; le financement du FAS ; le problème du travail clandestin ; le travail noir ; les textes législatifs relatifs au travail à temps partiel ; envisager l'extension au secteur privé de certaines dispositions de la loi du 19 juin 1970 ; le travail à mi-temps ; l'application des dispositions législatives relatives au travail des handicapés ; (p. 7351) : le problème de l'indemnisation du chômage des frontaliers travaillant en Suisse ; les crédits de la formation professionnelle ; les crédits destinés aux actions de formation mises en œuvre par la loi du 5 juillet 1977 ; le bilan de cette loi ; la nature spécifique de la formation des jeunes ; l'utilisation des moyens de la formation professionnelle ; le taux de participation des entreprises ; l'efficacité de la formation professionnelle ; les lacunes du rapport de la commission ; les centres de formation d'apprentis ; le problème de la

couverture sociale de certains stagiaires pour les risques d'accidents, maladie ou maternité ; la journée de la formation continue organisée à Colmar.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1977] (p. 7434) : l'explication et les conséquences de la distribution tardive du rapport pour avis de M. Juquin sur le budget du travail.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article 2** (p. 8347) : le problème des travailleurs frontaliers travaillant en Suisse ; l'affiliation à l'assurance personnelle ; le régime social des travailleurs frontaliers ; le paiement des cotisations patronales par les employeurs suisses.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 et L 477 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° **2795**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8358) : son amendement n° 1 : suppression des dispositions relatives à la prise en considération de la qualité de salarié ou de l'exercice libéral de la profession ; adopté.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**), rapporteur. **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8806) : la responsabilité de la famille dans l'éducation des enfants ; la liberté d'éducation ; le choix entre l'école publique ou privée ; ne pas pénaliser financièrement les établissements privés ; la situation actuelle de l'enseignement agricole ; les fédérations regroupant l'ensemble des établissements privés ; la qualité de l'enseignement agricole ; les raisons de la relative faiblesse du taux de réussite de l'enseignement privé ; (p. 8807) : les écarts de rémunération des enseignants entre le secteur public et le secteur privé ; le fonctionnement de l'enseignement privé agricole ; la loi n° 60-791 du 2 août 1960 ; les conventions signées entre le ministère de l'agriculture et les représentants des trois fédérations représentatives ; l'évolution des crédits de fonctionnement alloués aux établissements privés à plein temps ; la proposition de loi Guermeur ; la clarification des rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; la reconnaissance des maisons familiales rurales ; le rôle et l'importance des organisations représentatives de l'enseignement privé agricole ; l'instauration d'un nouveau régime d'agrément ; la situation financière difficile de l'enseignement agricole privé. **Discussion des articles** [16 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8901) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 9 de M. Mexandeau ; le développement de l'agriculture française sous la V[e] République ; (p. 8902) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 17 de M. Guermeur à l'amendement n° 1. **Après l'Article premier** : la définition des dépenses de personnels d'enseignement ; la nature des frais de fonctionnement pris en considération ; la possibilité pour les établissements de réduire les frais entraînés par le contrôle de l'Etat sur la qualité pédagogique. **Article 4** (p. 8903) : l'accord de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement.

— **Proposition de loi relative à l'intégration dans la fonction publique de certaines catégories de personnels en fonction auprès des écoles nationales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° **3306**), rapporteur. **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9090) : l'érection en université de plein exercice du centre universitaire de Mulhouse ; (p. 9091) : les cinq unités d'enseignement et de recherche composant l'université ; la transformation du statut juridique de l'école supérieure de chimie de Mulhouse et de l'école nationale supérieure des industries textiles de Mulhouse ; l'historique du statut des deux écoles ; le problème de l'intégration des personnels ; l'adoption du texte par la commission ; les conditions d'intégration des personnels.

GLON (André)

Député des Côtes-du-Nord
(*3[e] circonscription*)
(*App. UDR, puis App. RPR*).

En remplacement, le 13 mai 1973, de Mlle Marie-Madeleine Dienesch, nommée membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission de production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044].

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **amélioration des ressources des personnes âgées** (n° **592**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réglementer la situation juridique des franchisés et concessionnaires** (n° **891**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** instituant une **procédure d'assistance de gestion aux entreprises** (n° **1148**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer l'état de tous véhicules empruntant la voie publique dans le but de la sécurité de la circulation et à **normaliser les transactions sur les véhicules automobiles** (n° **1160**) [11 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **développement de l'emploi** et la **promotion de l'entreprise** (n° **1367**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi du **30 décembre 1921** relative au **rapprochement des fonctionnaires** afin d'accorder, sous certaines conditions, une priorité d'affectation aux fonctionnaires veufs ou veuves (n° **2488**) [9 juillet 1976].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3684) : la crise née dans la hausse du prix de l'énergie ; déblocage de certains seuils dans le domaine de l'artisanat ; nécessité d'une réforme soulageant les industries de main-d'œuvre ; simplification de la perception des cotisations sociales ; réforme de l'entreprise ; modification de la fiscalité sur les transports ; les prêts aux étudiants ; (p. 3699) : rappel au règlement : organisation du débat.

• *questions au Gouvernement :*

— **Aides aux étudiants** [8 octobre 1975] (p. 6654) : études entreprises en vue de réformer l'aide aux étudiants.

— **Difficultés des chefs d'entreprise** [17 décembre 1975] (p. 9911, 9912) : complexité de la législation.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **31547**) : **Revalorisation des allocations familiales** [8 octobre 1976] (p. 6486, 6487) : insuffisance de cette revalorisation.

— (n° **34270**) : **Prix des aliments du bétail** [17 décembre 1976] (p. 9609, 9610, 9611) : nécessité d'assurer les approvisionnements et d'éviter une majoration écrasante des coûts de production.

— (n° **38193**) : **Conditions d'application de la loi sur l'architecture** [27 mai 1977] (p. 3182, 3183) : conditions posées à la délivrance du titre d'agréé en architecture ; dispositions de l'article 37 de la loi du 3 janvier 1977.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi concernant le droit de licenciement** (n° 197). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 s du code du travail** (p. 1663) : ses observations sur l'article.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3985) : progrès techniques favorisant l'industrialisation dans tous les domaines ; devoir de l'Etat d'agir pour empêcher l'écrasement des plus faibles ; égalité des charges et des chances ; commerce et artisanat et animation de la vie rurale ; richesse que constitue l'artisanat ; remplacement de la patente ; estime possible d'utiliser des critères à la fois équitables et positifs ; définition de l'artisanat ; critère essentiel du nombre des salariés ; différents seuils relatifs au nombre de salariés ; avantages attachés à la création d'emplois ; cours de formation professionnelle ; formation de jeunes capables de rendre d'importants services à temps partiel aux petites entreprises ; études prévisionnelles indispensables à l'expansion des petites activités commerciales et artisanales. **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 33** (p. 4134) : ses observations sur l'amendement de M. Guillermin et sur les propos de M. Claudius-Petit ; nécessité du maintien de l'économie libérale ; ses réserves sur la publication

des barèmes ; [19 octobre 1973] : **Article 45** (p. 4597) : soutient l'amendement de M. Meunier : financement des fonds d'assurance-formation. **Avant l'Article 49** (p. 4609) : soutient l'amendement de M. Meunier : financement des fonds d'assurance-formation concernant les entreprises du secteur des métiers occupant moins de dix salariés.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4680) : programme social réalisé par le Gouvernement ; (p. 4681) : ses observations sur la prospérité, assauts contre la petite et moyenne entreprise ; sa question sur l'avenir de la libre entreprise ; son opinion sur la fiscalité ; demande une nouvelle politique fiscale fondée sur l'équité, dépenses des administrations, esprit d'entreprise, politique du crédit lutte contre l'inflation ; souhaite un climat de confiance.

Deuxième partie :

Justice [31 octobre 1973] (p. 5138) : ses questions au nom de M. Alain Terrenoire, conditions d'application de la loi de juillet 1970 ; détention provisoire, détention des mineurs de moins de seize ans et effet dépressif du milieu pénitentiaire ; services de l'éducation surveillée ; problèmes de la sécurité des personnes âgées et des personnes seules face aux agressions ; accidents de la route ; manque de logique et d'efficacité des sanctions administratives et judiciaires frappant les conducteurs fautifs (dispositions favorisant un étalement des sanctions éventuelles) ; souhaite l'ouverture d'un grand débat devant l'Assemblée sur ce sujet.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6069) : rénovation des forêts ; action de l'Office national des forêts ; risques tenant à la plantation de résineux en Bretagne ; pollution des eaux et difficultés de réalisation des stations d'épuration ; pollution des rivières dans les régions d'élevage ; (p. 6070) : associations de pêche et de pisciculture.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7127) : son inquiétude quant aux ressources nécessaires pour faire face aux programmes ; problèmes des productions bovines dans les régions de l'Ouest ; ses réflexions sur l'action de l'Etat à travers le budget ; répond à M. Marchais sur la défense des travailleurs ; nécessité de réviser la fiscalité et l'attribution de certaines aides.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6241, 6242) : ses observations en faveur de l'adoption du projet ; participation et actions de promotion et d'assainissement de l'économie.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Après l'Article 3** (p. 6376) : s'oppose aux amendements de MM. Simon-Lorière et Le Meur : sanctions en cas d'entraves au fonctionnement de la commission spéciale. **Article 15** (p. 6390) : horaires spéciaux et travail à temps réduit ; situation des handicapés physiques, des mères de famille ; intérêt du travail à temps réduit sur le plan social ; souhaite la coordination des problèmes du travail à temps réduit et de ceux de la préretraite. **Article 17** (p. 6393) : s'oppose aux amendements de suppression de l'article.

— **Projet de loi concernant l'indemnité viagère de départ et l'aménagement du régime des cumuls** (n° **275**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article premier B** (p. 6882) : situation des veuves ne conservant qu'une parcelle de l'exploitation au regard de l'IVD ; cas de ventes forcées ou de ventes judiciaires.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7220) : ses observations sur le réexamen du problème de la patente.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Discussion des articles** [13 juin 1974]. **Article 2 : Article L 607 du code de la santé publique** (p. 2646) : présente un amendement n° 79 relatif au régime fiscal des aliments d'adaptation ; retiré. **Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2646) : présente un amendement n° 80 relatif aux aliments supplémentés ; retiré. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2650) : ses observations sur l'article : situation des vétérinaires salariés des groupements de producteurs. **Article L 617-14 du code de la santé publique** (p. 2675) : son amendement n° 82 relatif à la reconversion des professionnels ; adopté.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 22** (p. 2859) : demande l'amnistie des infractions en matière d'affichage.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juil-

let 1974]. **Article premier** (p. 3338) : son amendement n° 20 fixant la contribution minimum des sociétés à 1 % du montant des capitaux propres ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Commission mixte paritaire** [17 octobre 1974] (p. 5183) : demande au Gouvernement de préciser ce que signifie les mots « une période déterminée ».

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 8** (p. 5410) : le système prévu pour les déductions des dépenses de chauffage est injuste.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [28 octobre 1974] (p. 5526) : intervention lue par M. Hector Rolland.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5872) : l'organisation de l'année scolaire est telle que 40 % de nos investissements et de nos moyens demeurent inutilisés ; laïcité et neutralité ; (p. 5873) : le système des bourses et ses conséquences sur certains budgets familiaux ; rechercher l'allongement de la période de gratuité.

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6830) : rappelle certaines des initiatives du secrétaire d'Etat : l'assurance prospection, l'assistance technique et financière, l'assurance crédit, la simplification des procédures ; demande une plus large ouverture de nos ports sur les exportations ; (p. 6831) : déplore l'absence de publicité à l'étranger en faveur du tourisme en France ; la nécessité d'assurer une présence française constante à l'étranger dans l'intérêt des acheteurs ; votera le budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**) [4 décembre 1974] (p. 7393) : opportunité du projet ; l'emploi ; la productivité ; les critères de classement des entreprises ; sa proposition de loi sur l'assistance-gestion aux entreprises en difficulté ; l'esprit d'entreprise ; (p. 7394) — ne votera pas le texte — (p. 7406) : son amendement n° 77 à l'article 4 : application aux professions non commerciales ; retiré.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7759) : l'impossibilité d'un reclassement préalable ; son amendement n° 14 de forme ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7826) : proteste contre certains propos tenus par M. Claude Weber à l'égard de ceux qui se dévouent auprès des déshérités de la société ; (p. 7843) : demande pour les handicapés l'exercice d'une activité professionnelle rémunérée ; (p. 7844) : propose de promouvoir un mécanisme d'assurance invalidité concernant les enfants ; demande que les familles soient consultées par les commissions d'éducation spéciale et les commissions d'orientation ; propose que la direction des affaires sociales centralise l'ensemble des ressources financières de toutes origines pour rétrocéder les fonds à chaque établissement en fonction de ses droits — votera le projet. **Article 5** (p. 7868) : défend l'amendement n° 217 de M. Donnadieu sur l'hospitalisation à domicile ; adopté.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 18** (p. 1531) : ses observations ; correspondance de l'indemnité avec un investissement précis et chiffrable.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° 946). **Discussion des articles** [11 avril 1975]. **Article premier** (p. 1605) : ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Cot. **Article 7** (p. 1613) : ses observations sur l'article ; concilier nécessités économiques et impératifs de la protection de la nature.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 612 du code de la santé publique** (p. 1780) : ses observations sur l'article ; (p. 1781) : nécessaires précisions à la notion de « groupement de défense sanitaire ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2569) : situation des petites et moyennes entreprises ; emploi dans les zones rurales ; créer des aides directes à la création d'emplois ; utiliser notre potentiel de technicité ; cas des industries de main-d'œuvre. **Commission mixte paritaire** [28 mai 1975] (p. 3293) : insiste sur la situation financière des agriculteurs ; demande au Gouvernement de rembourser aux groupements de producteurs les crédits venant de la TVA pour l'année 1975.

— **Proposition de loi relative à l'industrie de l'équarrissage** (n° **282**). **Discussion des articles** [22 mai 1975]. **Article premier**

(p. 3100) : ses observations ; nécessité d'activer l'enlèvement des cadavres.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **1509**). **Discussion des articles** [23 mai 1975]. **Article premier** (p. 3167) : ses observations sur l'article ; la pénalisation des régions rurales ; le critère du nombre de salariés, obstacle à la création d'emploi.

— **Rappel au règlement** [5 juin 1975] (p. 3707, 3708) : signale une erreur de transcription de ses propos dans le compte rendu analytique de son rappel au règlement du 4 juin 1975 fait à l'occasion des questions orales avec débat sur la situation de l'emploi.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Discussion de l'Article unique** [5 juin 1975] (p. 3751) : apporte son soutien à l'amendement n° 10 de M. Simon ; les difficultés supportées par les régions excentriques ; réduire les coûts des transports.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**). **Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3827) : les risques de pollution de nos rivières ; dresser l'inventaire des cours d'eau. **Discussion des articles. Article 2** : (p. 3829) : le problème des litiers ; aider les agriculteurs à acquérir les matériels de transformation nécessaires. **Article 6** (p. 3830) : son amendement n° 26 : suspension de la vente de produits générateurs de déchets après avis de l'agence nationale pour la récupération ; délivrance d'autorisation préalable de diffusion pour les nouveaux produits ; retiré.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article premier** (p. 3979) : souligne la nécessité d'une meilleure répartition des charges ; faire place à la notion de chiffre d'affaires ; (p. 3980) : prendre en compte le montant global des salaires plutôt que le nombre des salariés ; associer prospérité économique et intérêt des collectivités locales. **Article 3** (p. 4000) : demande que soit pris en considération la situation des apprentis et des handicapés ; (p. 4003) : son amendement n° 29 : ne pas inclure dans l'assiette les salaires versés aux apprentis et aux handicapés ; adopté. **Article 6** (p. 4016) : son amendement n° 38 : porter l'abattement prévu de 25.000 F à 80.000 F ; retiré ; [12 juin 1975] : **Article 11** (p. 4046) : son amendement n° 43 : réduire les écarts constatés entre les taux de taxes dans une même commune ; retiré. **Article 12** (p. 4049) : son amendement n° 44 : supprimer l'article 12 ; retiré. **Article 16** (p. 4058) : remercie le Gouvernement d'avoir accepté son amendement n° 127 ; (p. 4065) : manifeste sa crainte de distorsions entre conseils généraux ; adopté. **Article 17** (p. 4069) : insiste sur la nécessité de ne pas freiner le dynamisme des entreprises. **Seconde délibération. Article 4** (p. 4075) : rappelle les handicaps des ports français par rapport à leurs concurrents étrangers. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 5002) : demande des éclaircissements sur l'article 3 ; insiste sur la nécessité de ne pas taxer trop lourdement les transports.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 19** (p. 4907, 4908) : souhaite que les automobilistes ne soient frappés de sanction qu'avec mesure. **Article 19 : Article 43-3 du code pénal** (p. 4910) : son amendement n° 25 : appliquer les dispositions du premier paragraphe de l'article aux sanctions concernant les infractions au code de la route ; retiré. **Article 58** *bis* (p. 4916) : son sous-amendement n° 21 à l'amendement n° 19 de M. Gerbet : inciter les conducteurs atteints d'éthylisme à faire des cures de désintoxication ; repoussé. **Article 58** *ter* (p. 4916) : retire son amendement n° 22.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5019) : ses observations relatives à l'assistance-gestion des entreprises ; [5 décembre 1975] (p. 9462) : l'importance d'un texte qui concerne des petites et moyennes entreprises dont le maintien est indispensable à l'économie du pays ; (p. 9463) : souhaite l'élargissement du texte ; s'oppose à une éventuelle parafiscalité.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6124) : à propos de l'intervention de M. Cousté souligne la nécessaire simplification de la procédure de l'octroi des primes aux entreprises. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 6176) : s'étonne de voir l'opposition défendre un allégement des charges des entreprises.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1975] (p. 7853) : réviser le système des régimes de retraite ; revoir les rythmes du travail ; (p. 7854) : la revalorisation du travail manuel.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8510) : se félicite des mesures prises par le Gouvernement pour accorder des prêts spéciaux aux étudiants.

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8548) : l'action positive du ministre ; développer les exportations des produits agricoles; la difficile situation des ardoisières de l'Ouest ; mieux aménager la façade atlantique.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9683) : souhaite l'assouplissement et l'élargissement du projet ; suggère de recourir à des formules de mi-temps pour certaines catégories de travailleurs et de favoriser le départ à la retraite simultanée des conjoints.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138 rectifié**). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Article 2** (p. 1379) : prend la défense des entreprises qui ont à faire face à la concurrence internationale.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Avant l'Article 5** (p. 1457) : son amendement n° 329 : association obligatoire des chambres d'agriculture à l'élaboration des POS ; (p. 1457) : attache de l'importance à la phrase de son amendement relative à la liaison entre chambres consulaires et organismes professionnels intéressés ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 217 de M. Bertrand Denis. **Article 11** (p. 1476) : en matière de terrains réservés, estime indispensable de rechercher une solution au problème des délais trop courts pour la collectivité et trop longs pour les particuliers ; [8 avril 1976] : **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1502) : son rappel au règlement : demande que les amendements soient distribués dans l'ordre des articles.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2883) : la complexité, le caractère vaste et délicat du problème de la réforme de l'entreprise ; se garder d'imposer aux entreprises des organes trop spécialisés ou des règles trop rigides ; rappelle ses propositions de loi visant à assurer la promotion dans l'entreprise et à instituer une procédure d'assistance et de gestion aux entreprises en difficulté ; prévoir des dispositifs permettant que l'entrée dans la vie active s'opère de façon progressive ; harmoniser les dates d'abandon de la vie active ; échelonner sur toute l'année civile l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2977) : soutient l'amendement n° 149 de M. Pujol tendant à redresser par une modification de la loi la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation ; repoussé ; (p. 2980) : soutient l'amendement n° 150 de M. Pujol modifiant l'article L 263-2 du code du travail ; retire l'amendement n° 150. **Article 6** (p. 2983) : son amendement n° 151 tendant à préciser le mot « conception » ; retiré ; **Article 9** (p. 2986) : est favorable à l'amendement n° 101 de M. Porelli. **Article 14** (p. 3000) : son amendement n° 152 tendant à rendre incumulable une sanction pour l'entreprise avec une sanction pénale personnelle ; repoussé ; soutient l'amendement n° 153 de M. Pujol qui prévoit que l'avis motivé sur le plan de sécurité sera donnée par le CHS ; (p. 3001) : retiré ; (p. 3002) : sur l'amendement n° 145 note qu'il n'existe pas forcément un lien entre le chiffre d'affaires ou les investissements et la réserve. **Article 18** (p. 3006) : son amendement n° 162 concernant l'affectation du produit des ristournes ; (p. 3007) : indique que son amendement va dans le sens de la participation ; laisse à M. Vauclair le soin de retirer l'amendement n° 162 ; retiré. **Article 23** (p. 3011) : soutient l'amendement n° 157 de M. Pujol limitant le nombre des personnes pouvant prétendre à l'action en justice ; repoussé ; (p. 3012) : argumente en faveur de l'amendement n° 158. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 9** (p. 4814) : son amendement n° 28 indiquant que le procès-verbal doit spécifier l'inobservation des prescriptions réglementaires qu'il contaste ; adopté.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Première lecture. Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3710) : parle en son nom et en celui de M. Blas ; quelle est l'opportunité d'une telle réforme dans le climat actuel ? Le texte assimile aux spéculateurs des citoyens qui ont constitué un patrimoine par le travail ; il faut tenir compte des effets psychologiques du texte ; (p. 3711) : veut-on systématiquement niveler la société ; mieux vaudrait chercher ailleurs des ressources nouvelles ; le faible rendement de cet impôt ; il faut encourager les petits porteurs de titres et la liberté d'entreprendre ; votera en fonction du sort de certains amendements. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article 2**

(p. 3920) : son amendement n° 236 : tendant à réduire de deux ans à un an la période réputée spéculative ; repoussé ; [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3953) : demande par son amendement n° 237 que l'inflation soit prise en compte pour les reventes rapides nécessitées par des situations familiales douloureuses ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4101) : le principe de l'article 5 qui énumère des cas d'exonération est mauvais ; mieux aurait valu faire de l'exonération la règle et de la taxation l'exception ; les familles de condition moyenne ne doivent pas être frappées ; (p. 4102) : son amendement proposant l'exonération en cas de réemploi dans des biens de même nature a été déclaré irrecevable ; (p. 4125) : son amendement n° 239 : souhaitant éviter les pénalisations des familles obligées de céder leur résidence secondaire ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4285) : s'étonne que M. Fourcade s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Bas mettant ainsi obstacle au développement de la Bourse des marchandises. **Article 10** (p. 4311) : sur l'article 10 déplore que l'on persiste à décourager l'esprit d'initiative. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [9 juillet 1976] (p. 5239) : les inconvénients du délai trop court d'une année civile fixé par l'article 8.

— **Rappel au règlement** [18 juin 1976] (p. 4380) : demande la mise à la disposition des parlementaires d'une récapitulation générale des textes votés du projet de loi portant imposition des plus-values.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4877) : son amendement n° 16 rectifié concernant des études sur les aménagements tarifaires indispensables au désenclavement des régions excentrées ou défavorisées ; (p. 4883) : indique qu'à titre transitoire, des modifications de tarifs seraient souhaitables ; reconnaît que la solution définitive est celle des investissements ; vote sur l'amendement n° 16 rectifié réservé ; (p. 4884) : sur l'amendement n° 17 de M. Hamel, souhaiterait compléter le programme d'action prioritaire n° 2 par des dispositions selon lesquelles les Pouvoirs publics seraient autorisés à moderniser les petites et moyennes entreprises du bâtiment.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6567) : l'accord de tous les parlementaires sur les dangers de l'inflation et sur les dégâts causés par la sécheresse ; l'acceptation de la solidarité envers les agriculteurs ; critique du choix du chiffre d'affaires comme fondement de cet effort de solidarité ; parler d'équité plutôt que d'injustice et d'inégalité ; le plan Barre, un indispensable « pansement d'urgence » ; (p. 6568) : le problème des entreprises déficitaires ; se prononce en faveur de la libre entreprise ; des possibilités d'économie ; la taxe sur les carburants ; l'exode rural ; le changement d'habitudes fiscales. **Discussion des articles** [4 octobre 1976]. **Article 4** (p. 6645) : défend l'amendement n° 34 de M. Vauclair : modification du barème tenant compte des conséquences de la taxation des matériels de transport et des carburants sur la politique d'aménagement du territoire ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Article 2** (p. 6887) : la surcharge de travail pour les perceptions ; serait favorable à la consultation des listes d'imposition dans les centres des impôts ; [22 octobre 1976] : **Article 4** (p. 6935) : la logique apparente de l'article 4 ; la différence des formes et des dimensions des sociétés ; l'article 4 concerne plutôt les sociétés à caractère familial ; (p. 6936) : le risque assumé par une société familiale. **Après l'Article 5** (p. 6947) : souhaite que l'Assemblée adopte le sous-amendement n° 192 de M. Turco. **Article 8** (p. 6951) : un article aggravant fortement les dispositions du prélèvement conjoncturel ; le « rabot » de la trésorerie des entreprises ; demande à M. Durafour d'accepter des aménagement atténuant les conséquences de l'article.

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7174) : la complémentarité des transports publics et privés ; la dénaturation de l'outil de transport ; (p. 7175) : le pétrole, un outil de travail ; l'action de la « pompe fiscale » ; la surtaxation des carburants ; les obstacles à la décentralisation et au transfert des usines à la campagne ; les tarifs de la SNCF ; les compensations ; l'insuffisance des installations portuaires.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7906) : favoriser la création des petites activités commerciales et artisanales ; les communes rurales ; les lourdes charges de la fiscalité ; la taxe professionnelle ; aménager le temps partiel permettant aux commerçants et artisans de confier certaines tâches administratives aux jeunes.

Education [17 novembre 1976] (p. 8197) : des télégrammes d'enseignants ; les problè-

mes de l'emploi et des diplômes ; nécessité de la fermeté, de l'ordre et de la sérénité ; (p. 8198) : revoir les aides individualisées en matière d'enseignement ; les bourses ; les prêts sociaux.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 61** (p. 8534) : son amendement n° 193 non soutenu.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8879) : le radio-téléphone, un facteur de progrès. **Article 2** (p. 8881) : le caractère restrictif de l'article 2. **Explications de vote** [1er décembre 1976] (p. 8884) : indique qu'il s'abstiendra sur l'ensemble de la proposition de loi.

1977

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3028) : le caractère déprimant de la situation de chômage des jeunes ; faciliter les départs en préretraite pendant la période s'étendant du mois de juillet au mois d'octobre ; l'importance des écarts d'âge de la prise de la retraite ; développer le travail à temps partiel et apporter un mieux être dans la vie de tous les jours ; les formulaires auxquels sont soumis les artisans et commerçants ; s'orienter vers une sorte de salaire « tout compris » ; l'importance du travail noir. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 3034, 3035) : le problème des charges pesant sur les industries de main-d'œuvre ; son étonnement devant la proposition présentée par l'opposition.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3456) : les transports maritimes et les installations portuaires ; l'inégale répartition des installations portuaires ; les difficultés d'approvisionnement de la France agricole de l'Ouest ; le détournement du trafic vers les ports étrangers du nord de l'Europe ; la situation maritime de la France ; développer nos approvisionnements en ressources maritimes ; l'agriculture.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° **2844**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3889) : examiner l'ensemble des problèmes que pose l'alcoolisme à notre pays ; l'action de l'association de la Croix d'or ; l'appréciation objective de l'ensemble des faits délictueux par le juge ; l'efficacité des mesures préventives ; donner au juge la possibilité d'interdire à des conducteurs d'emprunter leur véhicule à certaines heures de la journée ; (p. 3890) : l'avantage d'une telle disposition. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3895) : son amendement n° 4 : suppression du caractère obligatoire de l'annulation du permis de conduire en cas d'application simultanée des articles L 1er et 319 ou 320 du code pénal ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° **2877**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4141) : la suffisance des compétences des cadres de cinquante ans ; le bénéfice que pourrait retirer l'administration de l'emploi de personnes expérimentées.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Article 19** (p. 6145) : les conséquences de l'alourdissement des charges pesant sur les transports routiers ; (p. 6146) : l'opposition des dispositions de l'article 19 au principe de neutralité de la fiscalité indirecte ; la compétitivité des producteurs agricoles ou industriels ; la déductibilité de la TVA sur le gazole utilisé par les transporteurs routiers ; les conséquences de l'adoption de l'article sur le transport des personnes.

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisant. — II. **Commerce et artisanat. Examen des crédits** [19 octobre 1977]. **Après l'Article 68** (p. 6379) : son sous-amendement n° 157 à l'amendement n° 42 de M. Mayoud : affectation du supplément de ressources à des actions spécifiques de formation professionnelle ; retiré.

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
(4e circonscription)
(App. UDR, puis App. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [29 mai 1973] (p. 1642).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 4 : Agriculture et développement rural** (n° **681**) [10 octobre 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2804) : prix du lait.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [6 novembre 1973] (p. 5225) : dispersion des crédits destinés à l'agriculture ; juge convenable le budget pour 1974 ; processus d'intégration des activités agricoles ; revenu agricole ; Europe des Neuf ; degré d'autoapprovisionnement en viande ; parité économique et parité technique dans la CEE ; crédits de l'Institut de la recherche agronomique ; sélection animale ; crédits destinés à la prophylaxie ; enseignement agricole ; subventions à l'enseignement privé ; carte scolaire ; bourses ; calamités agricoles ; contribution française au budget du FEOGA ; aide à l'agriculture de montagne ; (p. 5226) : négociations entre les USA et la CEE et respect de la politique agricole commune.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7126) : suppression des « primes sans prêt » ; situation des familles rurales ; caractère injuste de la suppression brutale des crédits affectés à cette prime en 1974 ; demande le maintien des crédits et des mesures efficaces de compensation.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5981) : l'Europe de l'Atlantique à l'Oural.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6115) : les cotisations à l'AMEXA des veuves d'exploitants ; la prime à la vache ; les pommes à cidre ; les ventes de calvados ; les indemnités relatives aux calamités agricoles.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1501) : son amendement n° 146 : prévoir l'avis conforme des commissions consultatives ; demander leur avis aux professionnels ; cherté des fermages du département de la Manche due à la densité démographique ; repoussé ; (p. 1513) : son amendement n° 13 : prévoir une autorisation préfectorale pour le retournement des parcelles ou leur mise en herbe par le preneur ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 147 de M. Méhaignerie.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 8** (p. 7274, 7275) : conteste le bienfondé de la décision du Gouvernement relative à la majoration des droits indirects sur les boissons alcoolisées ; (p. 7276) : demande pour le calvados les mêmes bénéfices que ceux dont bénéficie l'armagnac.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7921) : attire l'attention sur les difficultés que le stock de poudre de lait va causer aux entreprises ainsi qu'aux agri-

culteurs ; souligne le rôle irremplaçable des maisons familiales dont la subvention devrait être augmentée de 20 %.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7605) : les difficultés des maisons familiales rurales ; la Manche ; la diminution des crédits des établissements scolaires ; le collège agricole mixte de Saint-Hilaire.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA (26 octobre 1977] (p. 6680) : la situation laitière ; la taxation des matières grasses d'origine végétale ; le franc vert ; l'institution de la taxe de coresponsabilité ; le désavantage auquel sont soumis les producteurs laitiers en raison du prélèvement mensuel de la retenue au titre des frais fixes.

GODON (Gérard)

Député des Yvelines
(3e circonscription)
(UC, puis NI, puis UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

N'appartient à aucun groupe [10 juillet 1974] (p. 3489).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République (*J.O.* du 28 mars 1975, p. 3339) [2 avril 1975] (p. 1200).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de loi d'orientation du troisième âge** (n° **987**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** visant à la création d'un **plan d'épargne de croissance « troisième âge »** (n° **988**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à affecter à la construction d'**immeubles destinés au tourisme social** une fraction des sommes investies au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction (n° **1594**) [29 avril 1975].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Conflit de la batellerie** [8 juin 1973] (p. 2000, 2001) : constitution d'une commission de techniciens chargée de définir l'avenir de la batellerie française.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [4 octobre 1973] (p. 4037) : groupement d'union interprofessionnelle dans le département des Yvelines ; grandes surfaces ; égalité des chances ; progression marquée par ce texte ; lacunes au niveau de l'intégration des commerçants et artisans dans le développement économique ; mesures renforçant leur aptitude à répondre aux besoins des consommateurs ; crédits privilégiés accordés par le Crédit hôtelier ; (p. 4038) : prêts aux jeunes artisans ; prêts privilégiés pour l'aménagement des parkings de stationnement ; rôle des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers ; propose l'élargissement de la compétence des chambres consulaires aux zones d'aménagement concerté ; adaptation des commerçants et artisans aux nouvelles formes de la concurrence ; sociétés de promotion-construction ; sociétés d'économie mixte ; droit de priorité dans l'acquisition du terrain ; conditions de paiement privilégiées aux commerçants ; application des dispositions annoncées dans un avenir indéterminé ; absen-

ce d'aide privilégiée aux plus défavorisés ; absence de calendrier pour le rattrapage des retraites ; harmonisation du régime de l'assurance maladie ; préconise l'exonération du paiement des cotisations selon que les revenus sont inférieurs aux trois quarts du SMIC, un allégement de la fiscalité ; taux de l'abattement concernant les droits de mutation ; abattement d'assiette pour l'imposition sur le revenu ; délai d'application des lois en Union soviétique. **Discussion des articles** [19 octobre 1973]. **Après l'Article 51** (p. 4619) : son amendement (dispositions applicables aux demandes de permis de construire en instance). **Article 10** (p. 4621) : son amendement tendant à l'application immédiate de la loi. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4625) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1973] (p. 5010) : concrétisation des orientations décidées en faveur du commerce et de l'artisanat ; sort des commerçants et artisans âgés ; mesures facilitant leur départ à la retraite ; aide spéciale compensatrice et mesures votées en vue d'assouplir la loi du 13 juillet 1972 ; accroissement du montant des dépenses dans ce secteur ; produit de la taxe d'entraide et de la taxe additionnelle ; risques encourus par une baisse inopinée de la conjoncture ; ses inquiétudes quant à la protection sociale des commerçants et artisans ; régime de retraite ; coût du rattrapage ; écart avec les pensions du régime des salariés ; insuffisance du prochain rajustement de 7 % ; exonération des cotisations d'assurance maladie ; prestations unitaires du fonds national de solidarité ; exprime sa confiance au ministre.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5334) : situation des agriculteurs de la région parisienne ; réforme de l'expropriation ; impératif d'urbanisation et équilibre des exploitations agricoles ; délais d'expropriation ; procédure d'indemnisation ; expropriation dans les zones péri-urbaines ; (p. 5335) : fiscalité sur les terres agricoles dans les zones péri-urbaines ; mesures souhaitables pour compenser les expropriations en zone péri-urbaine ; prêts d'équipement ; généralisation de l'exemption de la taxe d'urbanisation ; exonération des droits de succession ; difficultés de l'enseignement agricole ; établissements privés.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5946) : organisation des services d'accueil dépendant du ministère de la santé publique ; (p. 5947) : rôle des assistantes sociales ; droits des personnes âgées et nécessité de la présence d'agents spécialisés ; conseils juridiques gratuits pour les personnes âgées ; système des retraites et prestations ; principe de solidarité et ses conséquences ; gestion démocratique ; objectifs à poursuivre en ce qui concerne les prestations.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5675) : gratuité des transports et des fournitures scolaires ; difficultés de l'enseignement privé ; formation permanente des maîtres contractuels et agréés ; forfait d'externat ; crédits des établissements d'enseignement agricole.

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5837) : souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur la possibilité de candidature au premier tour des élections professionnelles ; problèmes du « premier âge » ; moyens de formation des jeunes ; solidarité ; charte du premier âge ; droit du jeune au travail ; organismes paritaires patronat-jeunes ; formation et orientation ; (p. 5838) : privilège de l'embauche et de la formation des jeunes chômeurs ; intéressement ; actions de travail ; accords d'intéressement et modulation de la part accordée au jeune ; solutions financières incitatives ; financement de la formation des jeunes par le régime des allocations familiales ; suggère le reversement aux employeurs de l'allocation de chômage à charge pour eux de verser au jeune le surplus du salaire et de lui assurer une formation.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6060) : morale de l'environnement ; associations de défense et organismes traditionnels ; avenir de la forêt française ; stagnation des crédits de la forêt ; rôle social de la forêt et conséquences à en tirer ; complémentarité « homme - forêt » ; moyens d'une politique forestière d'acquisition et d'aménagement ; secteur des carrières et financement privé.

1974

— **Rappel au règlement** [30 octobre 1974] (p. 5645) : les incidences des grèves à la Caisse des dépôts et aux PTT.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Culture [30 octobre 1974] (p. 5627) : suggère que le Gouvernement propose la suppression du droit de timbre frappant les billets d'entrée dans les cinémas ; demande la modification de perception de la taxe additionnelle au prix des places.

Travail [4 novembre 1974] (p. 5788) : la place de l'entreprise dans la société ; les structures de participation dans les entrepri-

ses : comité d'entreprise, délégués du personnel, section syndicale ; le monopole des syndicats sur les candidatures aux élections professionnelles ne se justifie plus ; pour la liberté de candidature dès le premier tour.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6584) : ses observations relatives au logement des personnes du troisième âge.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7093) : l'interruption de la grossesse ne peut être libéralisée que si en même temps sont assurés le développement de la contraception et la revalorisation d'une véritable politique de la famille.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres** [14 novembre 1975] (p. 8404) : les problèmes de la batellerie ; la multiplication des désarmements ; mettre au point un plan de sauvegarde de la flotte ; les difficultés causées par la grève de la batellerie belge ; créer un fonds de régularisation ; prendre des mesures en faveur du déchirage des bateaux anciens.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [15 juin 1976]. **Article 5** (p. 4124) : son amendement n° 5 de précision ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — III. **Tourisme** [8 novembre 1976] (p. 7697) : le droit aux vacances pour tous ; la politique du tourisme mal définie ; (p. 7698) : les Français et les vacances ; l'action menée en faveur du tourisme social ; élargir nos possibilités d'hébergement au profit du plus grand nombre ; la programmation des équipements d'accueil ; le logement chez l'habitant ; développer l'hébergement touristique des jeunes pendant les grandes vacances ; la création d'une association européenne de villages de vacances ; la diffusion du tourisme social en milieu rural et la participation d'activités traditionnelles au développement du tourisme ; la politique de rénovation rurale ; (p. 7699) : le FEOGA et les opérations de formation et d'information des populations agricoles ; les « gens de la mer » ; l'aménagement touristique des arrière-pays ; les opérations d'aménagement du Languedoc-Roussillon et de l'Aquitaine ; un financement complémentaire du tourisme social ; un douzième du versement patronal obligatoire pour la construction de logements.

1977

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° **2830**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3863) : l'impossibilité pour les employeurs de supporter une indemnisation du congé ; amener les employeurs à faire un effort pour accorder aux mères la faculté de travailler à mi-temps ; la conciliation des responsabilités familiales avec certains souhaits personnels des mères ; le problème du remplacement des postes rendus temporairement vacants ; le bénéfice qui en résulterait pour les agences de travail par intérim ; accorder une priorité aux demandeurs d'emploi ; le champ d'application des contrats emploi-formation ; intituler les nouveaux contrats « contrats de remplacement-formation ».

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n^{os} **2845, 1223, 1863, 2282, 2328**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4144) : l'urgence de la nécessité d'aménagement du système des retraites des anciens déportés et internés ; les mesures prises en 1965 par les pouvoirs publics ; l'accord de tous les groupes parlementaires ; l'abaissement du taux d'invalidité à 60 %.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4324) : les conséquences de l'abaissement du seuil ; l'application du bilan social ; propose qu'on en revienne au seuil d'application initialement prévu par le projet de loi ; le contenu des informations devant être présentées dans le cadre du bilan social ; (p. 4325) : la compétence du Conseil d'Etat.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° **2980**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4387) : la défense de la liberté ; permettre aux écoles privées de réaliser les investissements nécessaires ; faire cesser la discrimination entre les maîtres de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé ; l'égalisation des subventions de fonctionnement ; les décrets d'application de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — III. **Tourisme** [21 octobre 1977] (p. 6491) : la proportion

des Français ne partant pas encore en vacances ; la nécessité d'une action de réduction des inégalités d'accès aux loisirs et aux vacances ; le droit aux vacances pour tous ; les quatre thèmes principaux du plan de relance du droit aux vacances ; l'existence d'un besoin effectif en vacances bon marché ; la formule du logement chez l'habitant ; l'affectation des résidences universitaires au tourisme des jeunes pendant les grandes vacances ; la création d'une association européenne de villages de vacances ; l'affectation à un fonds d'orientation de vacances du douzième du versement patronal obligatoire pour la construction de logements.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8015) : apporter une solution définitive au problème des rapatriés ; le projet de loi ; le drame humain ressenti par les rapatriés ; (p. 8016) : la nécessité d'un règlement définitif du problème des rapatriés ; la limitation de la capacité d'amendement du Parlement ; les propositions du RPR.

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
(10e circonscription)
(UDR).

Ministre du travail, de l'emploi et de la population du 5 avril 1973 au 27 février 1974, du 2 mars 1974 au 28 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre du travail, de l'emploi et de la population (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre du travail, de l'emploi et de la population (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre du travail, de l'emploi et de la population (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre du travail, de l'emploi et de la population (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

DÉPOTS

— **Projet de loi** modifiant le **code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° **197**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** relatif à la **répression des trafics de main-d'œuvre** (n° **344**) [10 mai 1973].

— **Projet de loi** modifiant la loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au **code du travail** (n° **499**) [15 juin 1973].

— **Projet de loi** relatif à l'**amélioration des conditions de travail** (n° **636**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi** portant **modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, et de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° **641**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi** relatif à la **souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi** modifiant les **articles L 412-12, L 420-9, L 433-4 du code du travail en ce qui concerne les conditions d'éligibilité aux fonctions de membre de comité d'entreprise et de délégué du personnel et les conditions de désignation des délégués syndicaux** (n° **678**) [4 octobre 1973].

— **Projet de loi** tendant à **assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**) [17 octobre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre du travail, de l'emploi et de la population :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Fillioud : Revendications des travailleurs de la régie Renault** [2 mai 1973] (p. 964, 965).

— **M. Ducoloné : Ouverture des négociations chez Renault** [2 mai 1973] (p. 966).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Porelli (n° 374) : Emploi à Fos-sur-Mer** [2 mai 1973] (p. 972, 973).

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Porelli : Crise de l'emploi dans les Bouches-du-Rhône** [29 juin 1973] (p. 2717, 2718) : réemploi des travailleurs des chantiers de Fos ; situation des établissements Coder.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion générale** [9 mai 1973] (p. 1085) : initiative de M. Edgar Faure ; exploitation systématique des travailleurs immigrés ; marchands de sommeil et marchands d'hommes ; (p. 1086) : répression des trafics de main-d'œuvre ; protection sociale des travailleurs immigrés ; travaux du Sénat et de la commission ; caractère répressif du texte ; caractère également préventif et dissuasif ; accroissement du nombre de foyers et de logements ; groupe interministériel permanent pour la résorption de l'habitat insalubre ; fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrants ; convention entre le FAS et l'union nationale des organismes collecteurs de la contribution patronale pour le logement ; accroissement des crédits du FAS ; meilleur contrôle des flux migratoires ; immigration « sauvage » ; (p. 1090) : ses réponses aux orateurs ; action du Gouvernement en faveur des travailleurs immigrés ; prise en considération des aspects humains du problème ; orientations pour assurer un meilleur contrôle des migrations ; développement de l'action sociale ; association des partenaires sociaux à la politique d'immigration ; création d'une section spéciale au comité supérieur pour l'emploi ; construction de logements par la SONACOTRA ; circulaire Fontanet ; situation des travailleurs tunisiens ; obligations des travailleurs étrangers à l'égard du pays hôte ; amendement de M. Fillioud à l'article 6 ; application de la loi du 10 juillet 1970 ; conseil départemental d'hygiène ; caractère d'infraction de l'exploitation de locaux insalubres ; effet répressif et dissuasif du texte ; construction de logements ; crédits du FAS et du ministère de l'équipement ; participation financière des immigrés à leur logement ; efforts déployés par les pouvoirs publics ; (p. 1091) : crédits consacrés au logement des travailleurs étrangers. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1092) : ses observations sur la notion de cadre familial. **Article 2** : acceptation de l'amendement de M. Delong. **Article 4** (p. 1092, 1093) : ses observations sur l'intervention des autorités pour constater les infractions. **Après l'Article 6** (p. 1093) : son sous-amendement sur les obligations tenant au relogement ; (p. 1095) : retrait de son amendement sur proposition du président. **Après l'Article 7** ; (p. 1097) : ses observations sur l'amendement de M. Fillioud, nature réglementaire de la proposition de création d'une commission chargée d'assister le préfet ; comité d'hygiène départemental ; concertation dans le cadre des comités départementaux d'action sociale. **Article 8** (p. 1098) : sa réponse à M. Gau, renforcement des effectifs de l'inspection du travail.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (droit de licenciement)** (n° **197**). **Première lecture. Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1444) : avis du Conseil économique et social ; travaux de la commission ; protection des salariés contre les licenciements abusifs ; (p. 1445) : expansion économique et protection sociale ; mouvement de personnel découlant de la transformation des entreprises ; caractère anachronique de notre droit du travail ; conséquences de l'ordonnance de 1967 sur l'intéressement ; caractère d'associé du salarié ; cas de maintien de la règle classique du contrat de travail ; économie de participation ; droit discrétionnaire de licenciement ; évolution du contrat de travail vers l'autonomie ; obligation faite à l'employeur de motiver le licenciement ; nécessité d'une cause réelle et sérieuse ; contrôle du conseil des prud'hommes ; charge de la preuve supportée par le salarié ; abolition de cette règle de procédure ; mission d'établir la preuve confiée au juge ; substitution d'une procédure inquisitoire à une procédure accusatoire ; (p. 1446) : caractère novateur de cette procédure ; sanctions en cas de licenciement abusif ; rejet de la réintégration pure et simple ; indemnité de licenciement ; dommages-intérêts ; taux de l'indemnité minimale ; phase préliminaire de conciliation ; cohérence des mesures proposées ; conformité du projet à la recommandation de l'OIT ; sa participation à l'élaboration du programme social européen ; (p. 1451) : sa réponse à M. Abelin ; possibi-

lité d'assistance du salarié par un membre de l'entreprise ; (p. 1457) : ses réponses aux orateurs ; protection des salariés ; situation des entreprises marginales ; motivation du licenciement ; mutation de la jurisprudence ; réforme de la procédure des conseils des prud'hommes ; demande à l'opposition de s'associer aux progrès marqués par le projet de loi ; pression exercée par les employeurs ; équilibre du projet ; (p. 1458) : fonctionnarisation de l'appareil économique et système totalitaire ; ses observations sur le programme commun de la gauche ; (p. 1459) : son intervention dans le débat sur la motion de renvoi ; son opposition à la motion ; consultations préalables entre experts gouvernementaux et représentants des syndicats ; examen par le Conseil économique et social et par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; amendements déposés ; caractère d'artifice de procédure de la motion de renvoi. **Discussion des articles** [29 mai 1973. **Article 5** (p. 1607) : **article 24 c du code du travail :** s'oppose à l'amendement de M. Le Pensec : délai de réflexion du salarié qui a usé de son droit de résiliation. **Article 24 d ;** (p. 1608) : s'oppose à l'amendement de M. Legrand (durée du délai-congé) ; s'oppose à l'amendement de M. Bonhomme : introduction de la notion de faute lourde ; (p. 1609) : répond aux arguments de M. Foyer ; (p. 1610) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant aux amendements de MM. Bonhomme et Gerbet : délai-congé de deux mois pour les salariés ayant deux ans d'ancienneté. **Article 24 g** (p. 1611) : son amendement : non-exécution du délai de préavis et garantie des salaires et avantages du salarié. **Article 24 h** (p. 1612) : s'oppose à l'amendement de M. Legrand : taux des indemnités de licenciement ; s'oppose à l'amendement de M. Gerbet : fixation de l'indemnité de licenciement par le juge. **Article 24 m** (p. 1614) : s'oppose à l'amendement de M. Boudet : modalités de convocation au salarié licencié ; (p. 1615) : s'oppose aux amendements de MM. Gau et Berthelot : procédure du licenciement ; accepte l'amendement de M. Bonhomme ; s'oppose à l'amendement de M. Berthelot : modalités de convocation du travailleur licencié ; (p. 1616) : s'oppose à l'amendement de M. Berthelot : modalités d'assistance du travailleur licencié ; (p. 1617) : ses réserves sur l'amendement de M. Le Pensec : modalités d'assistance des salariés licenciés de nationalité étrangère ; s'oppose à l'amendement de M. Schwartz : modalités de suspension de la mesure de licenciement jusqu'à ce que la juridiction compétente ait statué. **Après l'Article 24 m** (p. 1617) : s'oppose à l'amendement de M. Schwartz : suspension de la mesure de licenciement ; s'oppose à l'amendement de M. Andrieux : reclassement des salariés par l'employeur en cas de compression d'effectifs. **Article 24 n** (p. 1618) : s'oppose à l'amendement de M. Schwartz ; son amendement : procédure visant la lettre de licenciement. **Article 24 o** (p. 1619) : s'oppose à l'amendement de M. Schwartz : énonciation dans la lettre recommandée des causes réelles et justifiées du licenciement. **Article 24 p** (p. 1621) : ses arguments à l'encontre des amendements de MM. Schwartz et Gau : charge pour l'employeur de faire la preuve du bien-fondé du licenciement ; (p. 1627) : accepte l'amendement de M. Briane sous réserve d'une modification de forme ; ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Zuccarelli. **Article 24 q** (p. 1629) : ses arguments à l'encontre des amendements de MM. Le Meur et Gau ; est sensible à certains des arguments de M. Gau ; son accord avec un amendement de MM. Briane et Abelin sur l'indemnité de chômage ; (p. 1630) : ses observations sur l'amendement de M. Boudet : distinction entre les faits de l'employeur — fond et forme — dans la procédure de licenciement ; se rallie à l'amendement de M. Bonhomme ; (p. 1631) : accepte l'amendement de MM. Briane et Abelin : réintégration du salarié ou versement d'une indemnité ; ses réserves sur l'amendement de MM. Bonhomme et Gau : remboursement des indemnités de chômage par l'employeur. **Article 24 r** (p. 1632) : répond aux observations de MM. Andrieux et Gau. **Article 24 s** (p. 1633) : s'oppose aux amendements de suppression ; (p. 1635) : s'oppose aux amendements de MM. Rolland et Boudet tendant à élever le seuil prévu à l'article ; défend le texte du Gouvernement. **Article 24 v** (p. 1636) : s'oppose à l'amendement de M. Berthelot : conditions de rupture d'un contrat de travail à durée déterminée conclu avec un salarié étranger. **Article 24 w** (p. 1636) : s'oppose à l'amendement de M. Le Meur : définition des peines susceptibles de frapper l'employeur. **Après l'Article 9** (p. 1636) : accepte l'amendement de M. Bonhomme : codification. **Seconde délibération : Article 5 : Article 24 l** (p. 1637) : son amendement de suppression. **Article 24 h** : son amendement : reprise du texte initial du Gouvernement. **Article 24 i** : son amendement : reprise du texte initial du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 5** (p. 2510) : son amendement tendant à fixer à deux ans l'ancienneté nécessaire pour que jouent l'indemnité de licenciement, le délai-congé de deux mois et l'indemnité de rupture abusive du contrat de travail ; (p. 2511) : son amendement reprenant le texte initial du Gouvernement ; pouvoirs d'investigation du juge l'obligeant à rechercher lui-même les preuves ; ses obser-

vations sur le texte adopté par le Sénat : charge de la preuve incombant à l'employeur ; nécessité d'une règle de preuve équilibrée qui mette les parties à égalité. **Article 24 s du code du travail** (p. 2513) : son amendement : critères requis pour l'application des règles de procédure et pour l'octroi de l'indemnité de rupture abusive. **Article 9 bis** (p. 2513) : son amendement : situation au regard du droit de licenciement des salariés mis par les entreprises à la disposition de filiales étrangères. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2747) : s'associe à la position du rapporteur : rétablissement du texte adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture. **Discussion des articles. Article 5** : accepte les amendements en ce sens de M. Bonhomme. **Quatrième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2759) : demande l'adoption du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° **344**). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2160) : modestie du projet ; politique d'ensemble intéressant les travailleurs immigrés ; concertation dans le cadre du conseil supérieur de l'emploi ; commission spéciale créée en son sein ; immigrants en situation irrégulière ; exploiteurs de main-d'œuvre ; données du problème ; situation chez nos partenaires européens ; évolution des courants d'immigration ; (p. 2161) : baisse du nombre des travailleurs étrangers entrés en France ; facilités accordées aux regroupements familiaux ; problèmes qui en découlent ; concentration de la population étrangère ; dépassement du seuil de tolérabilité fixé pour les apports étrangers ; difficultés d'insertion ; nécessité de l'immigration au regard de la croissance ; contrôle et organisation de l'immigration ; dangers de l'appel à la main-d'œuvre étrangère au-delà d'un certain seuil ; obstacle à la politique de revalorisation de l'emploi industriel ; perte d'efficacité de l'action sociale ; principes du contrôle de l'Etat sur les courants migratoires ; ordonnance du 2 novembre 1945 ; monopole de l'office national d'immigration ; contrat de travail ; renforcement du contrôle aux frontières ; admission en qualité de visiteur temporaire ; contrôle dans les pays de forte émigration ; circulaire Fontanet du 22 juillet 1972 ; modification de cette circulaire ; suppression de la coïncidence de la durée des titres de séjour et des titres de travail ; question dite du « guichet unique » ; pouvoirs des directions départementales du travail et de la main-d'œuvre ; régularisation à titre exceptionnel de la situation des travailleurs entrés en France avant le 1er juin et se trouvant dans une situation irrégulière ; cartes de travail accordées à ceux qui travaillent effectivement depuis un an ; (p. 2162) : développement de l'action sociale ; égalité des droits sociaux ; prochain projet de loi sur l'accession des travailleurs étrangers aux fonctions de délégués syndicaux ; conditions plus faciles d'éligibilité dans les comités d'entreprises et comme délégués du personnel ; carte de réduction sur les transports en commun ; bourses d'études ; carte de priorité pour les femmes enceintes ; réseau national pour l'accueil ; subventions du FAS ; mesures en faveur du logement des travailleurs immigrés ; foyers ; HLM, taxe perçue par l'union nationale interprofessionnelle du logement ; formation des adultes étrangers ; contribution des entreprises ; action de l'AFPA ; association de l'opinion publique ; concertation avec les partenaires sociaux ; commissions de la main-d'œuvre étrangère ; projets de modification du conseil d'administration du FAS, d'institution d'un comité consultatif auprès de l'office national d'immigration ; répression rendue impossible par la jurisprudence ; nouvelle définition du marchandage ; devoirs réciproques découlant de la présence des travailleurs étrangers.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 73-4 du 2 janvier 1973, relative au code du travail** (n° **499**). **Discussion des articles** [26 juin 1973] (p. 2517) : ses observations sur les travaux de codification en matière de droit du travail ; décrets complétant la codification. **Articles 2 et 3** : accepte les amendements de forme de M. Gissinger. **Article 9** : son désaccord avec les amendements de MM. Gissinger et Ducoloné tendant à surseoir à la réforme par voie réglementaire des corps chargés de l'inspection du travail ; nature réglementaire de l'organisation du contrôle des conditions du travail ; est disposé à soumettre le projet de décret à la commission.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5326) : ses remerciements aux rapporteurs ; (p. 5827) : situe le budget dans le cadre du budget social de la nation ; renforcement des moyens de l'administration centrale ; ses observations sur l'augmentation des crédits : crédits de l'ANPE et de l'AFPA ; déconcentration des responsabilités administratives ; renforcement de l'inspection du travail ; (p. 5828) : mise à l'étude de la création d'un institut national du travail, à Lyon ; indique que les crédits nécessaires pour cette dépense d'équipement seront demandés en 1975 ; écart entre les emplois budgétairement autorisés et ceux qui sont réellement occupés ; situation en ce qui concerne les inspecteurs du travail ; reclassement des travailleurs handicapés ; commissions départementales d'orientation des infirmes ; primes et subventions ; projet de

loi d'orientation sur les handicapés ; livre blanc sur l'immigration ; dotation pour l'accueil des immigrés ; logement des immigrés ; formation professionnelle et action sociale en faveur des migrants ; crédits du fonds d'action sociale ; postes supplémentaires des services chargés de la main-d'œuvre étrangère ; (p. 5829) : situation des anciens harkis ; agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; analyse l'évolution récente de l'emploi ; placement et mobilité des travailleurs ; action de l'ANPE ; examen des modalités d'une coopération possible avec l'association pour l'emploi des cadres ; donne l'assurance à M. Simon-Lorière que le programme finalisé sera prolongé en 1975 et 1976 ; aide publique aux travailleurs privés d'emploi ; revalorisation de l'allocation chômage ; décret permettant d'accorder l'allocation publique de chômage aux veuves qui cherchent un emploi ; crédit du fonds national pour l'emploi ; (p. 5830) : politique contractuelle ; formation professionnelle ; AFPA ; centres de formation professionnelle du secteur privé ; programme d'investissement ; centres nouveaux ; sa réponse à M. Frelaut sur l'éventualité d'un collectif budgétaire ; AFPA et formation continue ; (p. 5831) : politique de la famille ; rapport sur la situation démographique de la France ; travaux de l'INED et du comité international de coordination des recherches nationales en démographie ; relations avec les employeurs et statut des entreprises ; participation ; (p. 5843) : sa réponse à M. Gau sur la situation des personnels de l'AFPA, sur le recrutement dans le corps des inspecteurs du travail, la politique d'immigration, sur le rôle du ministère du travail à l'égard de certains conflits, conflit de Romans et affaire Lip ; sa réponse à M. Goulet sur l'action de l'AFPA et l'ANPE et les problèmes de la participation, politique sociale européenne, fondation européenne pour la participation ; sa réponse à M. Boudet sur sur la formation professionnelle des conducteurs de poids lourds ; sa réponse à M. Godon sur la liberté de candidature au premier tour des élections professionnelles, sur la situation des jeunes du « premier âge » ; **Etat B - Titre III** (p. 5844) : répond à M. Simon-Lorière sur son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; mise en place de dispositions relatives au recrutement des personnels de l'ANPE ; confirme sa demande d'un complément au programme finalisé du VI[e] plan ; diversification des actions de l'agence ; (p. 5845) : répond à M. Simon-Lorière sur son deuxième amendement de réduction des crédits du titre ; son intention d'insérer l'effort d'accroissement des effectifs des services extérieurs dans une programmation précise.

— **Introduction à la discussion des projets sociaux : projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat du travail** (n° **719**) **; projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**) **; projet de loi tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise** (n° **641**) **; projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° 642) [21 novembre 1973] (p. 6209) : rôle du ministère du travail ; gestion et réflexion fondamentale sur la situation de l'homme au travail ; mieux-être des travailleurs et mesures concrètes et irréversibles ; problème des salaires et exigence de la qualité de la vie ; effets sociaux du système d'organisation du travail ; (p. 6210) : rappelle l'action des pouvoirs publics ; rapports de l'homme et du travail et systèmes économiques ou politiques ; construction d'une économie de participation ; ordonnance de 1945 ; programme social du CNR ; succès de l'ordonnance du 17 août 1967 et aménagement des procédures ; acquisition d'action par les salariés ; amélioration des conditions de travail et rôle des partenaires sociaux ; négociations CNPF-syndicats sur le maintien du travail « management » et qualité des rapports sociaux ; (p. 6212) : groupes de travail du ministère ; étude des conséquences de l'automatisation ; formation des ingénieurs et des cadres supérieurs sur les problèmes modernes de l'organisation du travail ; ses observations sur le projet de loi portant amélioration des conditions de travail ; répartition du temps consacré au travail ; groupe d'étude présidé par M. de Chalendar ; situation des femmes qui travaillent ; projet de loi tendant à assurer en cas de règlement judiciaire le paiement des créances résultant du temps de travail ; impératif de l'emploi ; licenciements collectifs ; sécurité et mobilité de l'emploi ; politique sociale européenne ; représentation du personnel dans les holdings ; projet tendant à accorder aux représentants du personnel voix délibérative dans les conseils d'administration ou de surveillance des sociétés ; sa référence à Proudhon.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Première lecture. Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6213) : garantie des salaires ; complexité ou inefficacité des dispositions actuelles ; indemnité de licenciement ; (p. 6214) : indemnité de congés payés ; limitations à la portée du privilège attaché aux créances salariales ; nécessité d'améliorer les mécanismes juridiques destinés à garantir le paiement des salaires ;

solidarité des employeurs et assurance contre le risque de non-paiement des salaires ; participation de l'Etat à cette garantie ; champ d'application du projet ; ses observations sur l'amendement de la commission des affaires culturelles et sociales tendant à l'extension de la garantie ; Unedic et Assedic ; ses observations sur l'amendement de la commission des affaires sociales : distinction entre la mise en œuvre du régime d'assurance et sa gestion ; règles de fonctionnement du régime d'assurance ; intervention de l'Assedic ; limitation de garantie ; (p. 6219) : répond aux orateurs : ses réponses à M. Lelong sur l'extension du champ d'application de certaines dispositions de l'ordonnance du 29 septembre 1967, à M. Donnez sur les syndics liquidateurs, à M. Berthelot sur l'affaire Lip et l'élaboration du projet de loi, à M. Vacant sur le champ d'application du projet de loi et sur l'application du système aux entreprises dont le patron est défaillant ; (p. 6220) : en appelle à l'unanimité de l'Assemblée. **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6243) : s'oppose aux amendements de MM. Berthelot et Besson tendant à élargir le champ d'application du texte à l'ensemble des salariés ; (p. 6244) : son sous-amendement à l'amendement de M. Caille tendant à éliminer de la garantie les arrérages de préretraite à échoir ; après le rejet du sous-amendement, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement de M. Caille. **Article 2** (p. 6245) : accepte l'amendement de M. Caille : association pour la gestion du régime d'assurance ; s'oppose aux sous-amendements de M. Berthelot ; s'oppose aux amendements de M. Berthelot : paiement rapide des sommes dues au salarié. **Article 5** (p. 6246) : accepte l'amendement de M. Caille : superprivilège des marins de commerce et VRP ; (p. 6247) : accepte l'amendement de M. Caille : relevé des créances ; accepte l'amendement de M. Baudouin : contestation des créances ; accepte l'amendement de M. Baudouin : délai de règlement des créances ; accepte les amendements complémentaires de M. Caille ; (p. 6248) : accepte l'amendement de M. Caille : procédure de paiement des créances ; (p. 6249) : ses arguments contre le sous-amendement de M. Baudouin : procédure de vérification des créances non superprivilégiées ; (p. 6251) : ses réserves sur l'amendement de M. Baudouin : règlement des créances contestées limité à une provision ; (p. 6253) : s'oppose à l'amendement de M. Caille et au sous-amendement de M. Legrand : consultation du comité d'entreprise par le syndic ; s'oppose à l'amendement de M. Legrand : réduction du délai de suspension des ressources. **Après l'Article 5** (p. 6253) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement de M. Marcus : procédure du licenciement ; personnels protégés. **Article 6** (p. 6255) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement de suppression de M. Caille. **Article 7** : accepte l'amendement de M. Baudouin ; s'oppose à l'amendement de M. Berthelot : créances détenues par les caisses de congés payés. **Après l'Article 7** (p. 6256) : s'oppose à l'amendement de M. Legrand relatif aux sanctions. **Article 8** (p. 6256) : accepte l'amendement de forme de M. Baudouin. **Après l'Article 8** (p. 6256) : accepte l'amendement de M. Caille : plafond des sommes versées dans le cadre du superprivilège ; s'oppose à l'amendement de M. Baudouin relatif aux sanctions. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7213) : accepte le texte élaboré par la commission mixte paritaire ; répond à M. Hamel.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6447) : ses arguments contre l'adoption de la question préalable défendue par M. Claude Michel : attitude de l'opposition face aux projets sociaux du Gouvernement ; propos de Clemenceau sur Jean Jaurès.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 29 n du livre premier du code du travail, sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service** (n° **209**). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6471) : réparation d'une injustice ; conditions d'exercice du droit sur les commissions ; proposition de loi tendant à éviter que le démarcheur ne soit victime des lenteurs des entreprises ou des administrations publiques ; accord du Gouvernement sous réserve d'un amendement. **Discussion de l'Article unique** (p. 6472) : son amendement tendant à fixer un délai maximum de deux ans au-delà duquel les réclamations ne pourraient plus être présentées ; accepte les propositions de M. Neuwirth : délai maximum porté à trois ans ; accepte le changement de titre de la proposition de loi.

GOSNAT (Georges)

Député du Val-de-Marne
(3e *circonscription*)
(*C*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454) ; [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à soixante ans l'âge du droit à une pension de vieillesse pour les anciens prisonniers de guerre** (n° **410**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **permettre la réception normale des émissions de télévision** (n° **585**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** relative au **régime fiscal des sociétés pétrolières** et des produits pétroliers (n° **1456**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la création de syndicats de **copropriété** (en location attribution, en vente à terme) (n° **3084**) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à garantir le **pluralisme** et à assurer l'égal accès des partis et groupements à la **télévision** et à la radio durant la **campagne électorale** (n° **3314**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activités des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8078) : la fiscalité pétrolière ; (p. 8079) : la société Algeco, filiale de l'Omnium français des pétroles ; la proposition de loi du groupe communiste relative au régime fiscal des sociétés pétrolières.

• *question au Gouvernement :*

— **Baisse du prix du fuel** [16 avril 1975] (p. 1735) : nécessité de mettre fin aux scandales pétroliers ; dépose aux bancs du Gouvernement des « pétitions » exigeant une baisse substantielle des produits pétroliers.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**), **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1754) : situation de l'entreprise Chaufour à Vitry-sur-Seine.

• *questions orales sans débat de :*

— (n° **28060**) : **Financement de partis politiques par des compagnies pétrolières** [23 avril 1976] (p. 2144, 2145, 2146) : les pots de vin versés en Italie par la filiale italienne de la Compagnie française des pétroles ; la nécessité de créer une nouvelle commission d'enquête sur le scandale pétrolier.

— (n° **28483**) : **Apports de l'ERAP à la SNPA** [7 mai 1976] (p. 2817, 2818, 2819) : son inquiétude sur les conditions dans lesquelles l'actif de l'ERAP, société pétrolière publique, sera transféré à la SNPA où les intérêts privés seront prédominants ; la menace d'une hausse du prix des carburants ; les affaires de corruption récemment dénoncées ; la création nécessaire d'une nouvelle commission d'enquête.

• *question au Gouvernement :*

— **Hôpital privé d'Ivry** [27 octobre 1976] (p. 7101) : nécessité d'assurer le sauvetage de cet hôpital en l'intégrant dans le secteur public.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [11 mai 1973] (p. 1204) : souligne l'urgence de la fixation à soixante ans de l'âge de la retraite professionnelle pour les anciens prisonniers de guerre ; rappelle la diminution du nombre des intéressés ; les travaux sur la pathologie de la captivité ; (p. 1205) : rappelle le refus de la majorité d'inscrire la proposition de loi concernant ce problème à l'ordre du jour de l'Assemblée ; annonce que son groupe déposera une nouvelle proposition de loi ; demande la prise en compte des années de guerre et de captivité par la sécurité sociale ; l'égalité des droits à la retraite du combattant ; évoque la situation des victimes de la déportation du travail.

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1542) : évoque le problème de la hausse des prix et de l'inflation ; les contradictions dans les statistiques officielles ; le refus

des pouvoirs publics de faire connaître la gravité de la hausse ; souhaite un débat sérieux sur les indices officiels ; souligne les critiques du Conseil économique et social à l'encontre de l'indice officiel ; cite les chiffres de la CGT ; évoque la hausse des produits alimentaires ; la politique agricole qui défavorise les petits et moyens exploitants ; la hausse des tarifs publics ; (p. 1543) : demande au Gouvernement de préciser ses intentions sur ces augmentations ; dénonce le report sur les collectivités régionales et départementales d'une partie croissante des recettes de la RATP ; évoque la hausse des prix industriels, les profits qu'en retire le grand patronat ; la soumission de la France aux lois du marché international capitaliste ; la politique du Gouvernement qui place la France dans le sillage de l'inflation mondiale ; accuse le Gouvernement de faire de l'inflation et de la hausse des prix un moyen de sa politique ; (p. 1544) : l'attitude du Gouvernement face aux revendications salariales ; compare les coûts salariaux en France et dans les autres pays ; cite une étude de la CEE ; la comparaison entre les durées hebdomadaires du travail dans ces pays ; estime que c'est en France que l'ouvrier coûte le moins cher à l'employeur et qu'il effectue la semaine de travail la plus longue ; cite les comptes de la nation ; une enquête de l'INSEE sur les salaires du commerce et de l'industrie en 1972 ; la non-responsabilité des salariés dans le développement de l'inflation ; les charges indirectes qui pèsent sur eux ; la mise en cause de la qualité de la vie ; estime que l'inflation trouve sa source dans les conditions actuelles de la rentabilisation du capital monopoliste ; les privilèges dont bénéficient les groupes monopolistes ; la perte d'efficacité et la mauvaise orientation des investissements ; (p. 1546) : le développement des dépenses parasitaires ; l'accaparement des marchés publics par les monopoles ; le gaspillage des ressources ; l'inflation, manifestation de la crise de la société française, moyen moderne pour les grands monopoles d'accroître leur exploitation ; la crise des rapports entre les sociétés capitalistes ; la fragilité de la position française illustrée par l'orientation et la structure de nos exportations ; le privilège de la République fédérale allemande dans nos exportations ; la prise de contrôle de secteurs de pointe par des capitaux étrangers ; le risque pour la France d'être affaiblie par rapport à ses partenaires ; les rapports commerciaux avec l'Est ; la position du Gouvernement sur les problèmes monétaires mondiaux ; les reculs du Gouvernement ; la dépendance du franc vis-à-vis du dollar et du mark ; le caractère proatlantique de la politique monétaire ; rappelle les mesures préconisées par le programme commun de la gauche.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n°s **137, 164, 381, 410 et 513**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2636) : proposition de loi de son groupe déposée à trois reprises ; fixation à soixante ans du droit à la retraite professionnelle pour tous les anciens prisonniers de guerre ; vieillissement prématuré ; prise en compte des années de guerre et de captivité pour ceux qui n'étaient pas affiliés au régime général avant la mobilisation ; son inquiétude quant aux intentions du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973] (p. 4721) : conditions de télévision du débat. **Article 2** (p. 4743) : son sous-amendement à l'article 2 B à l'amendement du Gouvernement et visant à exonérer de l'impôt sur le revenu toutes les personnes dont le revenu net de frais professionnels est inférieur à 1.000 F par mois ; mesures proposées pour compenser la perte de recettes ; fin de l'assimilation aux salariés des dirigeants de sociétés ; suppression de l'avoir fiscal ; économie de 700 millions de francs ; réponse du ministre de l'économie et des finances à une question écrite de M. Combrisson ; demande que la limite d'exonération soit portée de 10.000 à 12.000 F ; (p. 4744) : sa réponse au rapporteur général et au ministre de l'économie et des finances ; défense de l'ensemble des travailleurs français par le groupe communiste ; ses observations sur l'argumentation du ministre de l'économie et des finances ; rappelle le poids de la fiscalité indirecte ; (p. 4747) : son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement : suppression de l'abattement de 20 % à partir du niveau de revenus fixé par le texte du Gouvernement ; [25 octobre 1973] (p. 4756) : son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement relatif à la taxation des plus-values nettes réalisées par la vente de valeurs mobilières ; (p. 4757) : son sous-amendement à l'amendement du Gouvernement : élévation de 10 à 50 % du taux d'imposition des plus-values à long terme ; son sous-amendement au même article : étalement suivant les règles normales d'amortissement.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme. — Equipement : Etat C - Titre VI [14 novembre 1973] (p. 5750) : son amendement tendant à la réduction des crédits de ce titre ; souhaite obtenir du Gouvernement un engagement précis sur le transfert de l'imprimerie de l'Institut géographique national dans les installations de Saint-Mandé ;

projet de transfert de l'IGN à Bordeaux et protestations du personnel ; achat d'un deuxième avion Mystère 20 ; sa proposition contre tout ce qui aboutirait au démantèlement de l'institut ; situation de l'emploi dans le département du Val-de-Marne ; (p. 5752) : projet de transfert de l'IGN à Bordeaux ; son caractère de manœuvre électorale ; tentative de démantèlement de l'entreprise ; maintient son amendement.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6379) : les conclusions très graves du rapport de la commission d'enquête sur les sociétés pétrolières nécessitent un débat approfondi ; (p. 6380) : les privilèges fiscaux de ces sociétés.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2673) : l'absence de proposition en vue d'une réforme du système fiscal des sociétés pétrolières ; les bénéfices fiscaux réalisés grâce à la hausse du prix du pétrole ; (p. 2674) : la proposition de M. Marchais de baisser de 25 % le prix du fuel domestique ; les privilèges fiscaux des sociétés pétrolières ; la situation scandaleuse des filiales françaises des sociétés étrangères ; le penchant « atlantique » du Gouvernement ; la proposition du groupe communiste visant à l'extension du secteur public dans le domaine pétrolier ; l'échec de la réunion entre les pays du tiers monde et les pays industrialisés ; l'ambiguïté de la position française.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6168) : le cadeau injustifié donné aux sociétés grâce au report d'impôt de 9 milliards 600 millions ; (p. 6169) : la relance par le Gouvernement de la concentration capitaliste ; la satisfaction du grand patronat ; la lutte des communistes contre les conséquences funestes du plan proposé par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 9** (p. 7278) : son amendement n° 30 : refuser toute augmentation des impôts indirects sur les produits pétroliers ; ne pas prendre une mesure pénalisant les consommateurs alors que les compagnies pétrolières augmentent leurs bénéfices ; repoussé ; (p. 7281) : juge intolérable la fiscalité indirecte sur les produits pétroliers ; considère que la recherche doit être contrôlée par l'Etat ; reproche au Gouvernement et au rapporteur général de la commission des finances de vouloir étouffer le scandale pétrolier. **Article 14** (p. 7294) : s'élève contre les privilèges fiscaux dont jouissent les sociétés pétrolières ; son amendement n° 34 : supprimer les privilèges fiscaux des sociétés pétrolières ; repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8686) : l'information, victime du capitalisme ; la situation critique de l'imprimerie ; la sous-consommation de livres et de journaux ; (p. 8687) : le « coup de force » du directeur du *Parisien libéré ;* la solidarité du groupe communiste avec les travailleurs de cette entreprise ; la responsabilité des monopoles dans la crise du papier ; la crise de la presse d'opinion ; la presse, marchandise aux yeux des pouvoirs publics ; les déclarations de M. Giscard d'Estaing lorsqu'il était candidat à la Présidence de la République ; (p. 8688) : l'étranglement de la liberté de la presse par les pouvoirs publics ; l'anticommunisme dont font preuve les autres moyens d'information ; la volonté du Parti communiste d'instaurer une véritable pluralité de l'information ; (p. 8689) : sa réponse à M. Robert-André Vivien sur les impressions confiées par le Parti communiste à des entreprises étrangères.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3910) : son amendement n° 10 défendu par M. Duroméa ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 5** (p. 6648) : son amendement n° 43 défendu par M. Lamps.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 10** (p. 6983) : son amendement n° 18 soutenu par M. Lamps ; repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. **Services généraux : Information** [17 novembre 1976] (p. 8163) : la grève de *France-Soir ; Paris-Normandie ;* (p. 8164) : les conditions de travail du personnel de la presse ; *Paris-Match ;* la concentration ; la crise de l'information malade du pouvoir et de l'argent ; la Résistance

et la presse ; l'ordonnance du 26 août 1944 ; la TVA ; les travailleurs du livre ; *le Parisien libéré.*

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 61** (p. 8533) : son sous-amendement n° 66 à l'amendement n° 173 de M. Papon soutenu par M. Lamps ; (p. 8534) : son sous-amendement repris sous forme d'amendement n° 66 par M. Lamps ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° **2298**). **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8661) : son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 11 du Gouvernement ; l'autoritarisme et la duplicité du Gouvernement ; son sous-amendement n° 22 tendant à assimiler aux quotidiens les hebdomadaires publiés par les quotidiens ainsi que les périodiques d'information politique et les publications destinées à la jeunesse ; (p. 8664) : les organisations représentatives de la profession ; sous-amendement n° 22 repoussé ; son amendement n° 7 devenant sans objet ; (p. 8665) : indique que le groupe communiste vote contre l'article 2 modifié par les amendements ; **Article 7** (p. 8668) : son amendement n° 8 qui tombe. **Explications de vote** (p. 8669) : indique que le groupe communiste votera contre le projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Avant l'Article 4** (p. 9167) : son amendement n° 2 défendu par M. Lamps ; repoussé. **Après l'Article 4** (p. 9169) : son amendement n° 3 défendu par M. Garcin ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 2 *bis*** (p. 3013) : son amendement n° 11 soutenu par M. Rieubon ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3621) : l'indemnité complète d'intérêts et de politique qui existe entre le Gouvernement et les groupes financiers et économiques ; la signification exacte du texte ; l'action de la commission technique des ententes et des positions dominantes ; les affaires relatives aux ententes pétrolières ; les déclarations du Premier ministre sur la nécessité d'examiner les concentrations en tenant compte de la concurrence internationale ; les limitations auxquelles est soumis le contrôle de la concentration économique ; la composition de la commission de la concurrence ; l'ignorance du recours à l'action pénale par la commission ; la commission technique des ententes et des positions dominantes ; le caractère structurel de la réforme ; (p. 3622) : la commission de la monopolisation ; la contradiction dans laquelle se débat la pseudo-société libérale avancée ; une économie de plus en plus monopoliste et étatisée ; les perspectives du programme commun. **Discussion des articles. Article 20** (p. 3643) : la violation des prérogatives des élus que constituerait l'adoption de l'amendement n° 28 de M. Le Theule. **Explications de vote** (p. 3648) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [13 octobre 1977]. **Article 19** (p. 6146) : son amendement n° 64 : suppression de la déductibilité du bénéfice imposable des provisions pour reconstitution de gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux et suppression du pétrole brut de la liste des matières donnant droit à provision pour fluctuation des cours ; l'augmentation des prix des carburants ; la situation favorable dont bénéficient les sociétés pétrolières ; le « racket » réalisé par ces sociétés ; les profits des sociétés pétrolières ; le taux d'expansion des sociétés pétrolières françaises ; les privilèges fiscaux mis en évidence par le résultat des travaux de la commission d'enquête parlementaire ; (p. 6147) : la suppression de ces privilèges ; amendement n° 64 repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information [9 novembre 1977] (p. 7208) : la discussion budgétaire ; la situation de la presse écrite ; (p. 7209) : son pluralisme ; l'application des lois du système capitaliste ; l'ordonnance du 26 août 1944 ; la nécessité d'une réforme profonde de la situation de la presse écrite ; faire cesser l'assimilation de la presse à une marchandise ; l'adaptation de la presse aux techniques modernes ; l'opposition du groupe communiste à la généralisation de l'application de la TVA à la presse ; la place abusive et discriminatoire occupée par la publicité dans la gestion des journaux ; réviser l'infrastructure matérielle de la presse ; la crise de l'industrie papetière ; le problème des industries graphiques ; la concurrence à l'intérieur du marché commun ; le monopole du trust Hachette dans le domaine des messageries ; la gravité de la situation des journalistes ; la solidarité du parti communiste français avec les travailleurs du livre ; la proposition de loi du

groupe communiste sur le pluralisme de la presse.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 8** (p. 8446) : son amendement n° 17 soutenu par M. Canacos : interdiction de l'augmentation du prix de l'essence et des produits pétroliers en 1978 et réintégration dans le bénéfice imposable des sociétés pétrolières de certaines provisions ; repoussé.

GOUHIER (Roger)

Député de la Seine-Saint-Denis
(5e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [31 octobre 1973] (p. 5155).

Membre de la commission de la production et des échanges [31 octobre 1973] (p. 5155), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion [15 novembre 1974] (p. 6463).

Démissionnaire du conseil d'administration de l'établissement public de diffusion [2 octobre 1976] (p. 6304).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la **formation professionnelle pour les jeunes filles et les femmes** (n° 1132) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la protection et à l'extension des **jardins familiaux** (n° 2176) [7 avril 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prix des produits pharmaceutiques** [23 avril 1975] (p. 1995).

— **Conflits sociaux dans le secteur public et nationalisé** [5 novembre 1975] (p. 7884) : les revendications justifiées des salariés défendant leurs emplois, leur niveau de vie et le service public auquel ils appartiennent ; les négociations nécessaires.

• *question orale sans débat :*

— (n° 30160) : **Sanctions consécutives à une grève à la SNCF** [25 juin 1976] (p. 4723, 4724) : grève de mars 1976 ; la poursuite de la lutte par les cheminots ; l'utilisation des forces de police.

• *questions au Gouvernement :*

— **Grève des détaillants de fruits et légumes** [20 octobre 1976] (p. 6776) : responsabilité du Gouvernement dans la hausse des prix ; suppression de la TVA sur les produits de première nécessité (fruits et légumes).

— **Gratuité des transports pour les chômeurs** [11 mai 1977] (p. 2642, 2643) : 7 % des chômeurs seulement touchent 90 % de leur salaire ; impossibilité pour les chômeurs de supporter les frais croissants nécessités par les transports.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° 344). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2372) : situation des travailleurs immigrés ; proposition de loi du groupe communiste instituant un véritable statut des travailleurs immigrés ; opposition des communistes à la loi du 3 janvier 1972 relative au travail temporaire ; source de profit des entreprises de fourniture de main-d'œuvre ; forme moderne de marché aux esclaves ; rôle de l'Agence nationale de l'emploi ; nécessité de mettre fin aux activités des entreprises de travail temporaire, de transférer aux organismes publics la responsabilité du placement des travailleurs et de développer les moyens de l'Agence ; insuffisances de la législation ; régression du droit du travail ; articles 2 et 3 de la loi relative au travail temporaire ; limitation de la durée du contrat de mission ; impossibilité pour le salarié de bénéficier du droit au préavis ; entraves à la durée pendant laquelle un même salarié intérimaire peut être occupé de façon continue ; refus de l'exercice des droits syndicaux ; moyen de division des travailleurs par la disparité des conditions d'emploi ; préjudices causés en cas de maladie

ou d'accident du travail ; absence de contrôle sur la venue des immigrés ; (p. 2373) : avantages retirés par le CNPF ; insuffisance des mesures sociales en faveur des immigrés ; discrimination quant aux prestations prévues par la législation française ; participation des représentants des partenaires sociaux au conseil d'administration du fonds d'action sociale ; refus du Gouvernement d'admettre au conseil d'administration de l'office national d'immigration des représentants des travailleurs français et immigrés désignés par les organisations syndicales ouvrières ; nécessité d'une autre politique définie par le programme commun de gouvernement de la gauche.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4931) : ses observations sur le montant du budget ; (p. 4932) : insuffisance des crédits ; départ des jeunes ; crédits d'investissement ; chômage ; licenciements ; situation sociale à la Guadeloupe ; taux du SMIC dans les DOM ; revenu par habitant à la Réunion ; progression démographique ; disparité des avantages sociaux avec la métropole ; répression ; installation à la Réunion de troupes françaises évacuées de Diégo-Suarez ; installation de la Légion étrangère en Guyane ; programme commun de la gauche.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5052) : budget de la SNCF ; estime que les prévisions budgétaires pour 1974 ne régleront pas les vrais problèmes qui se posent pour l'avenir et le développement de la SNCF ; problème de l'amélioration des transports de la masse des usagers ; revendications des cheminots ; sa référence au rapport de la commission des transports du VI[e] Plan ; retard pris dans les investissements à la SNCF ; sa question relative au financement de la nouvelle ligne Paris-Lyon ; dégradation des conditions de transport ; cas des trains de banlieue ; garantie des profits des grandes entreprises monopolistes dans tous les secteurs d'activité ; ses observations sur le déficit et sur les tarifs préférentiels ; statut des cheminots ; transports de marchandises effectués pour les grandes entreprises à des tarifs inférieurs au coût réel ; gaspillage voulu dans l'organisation des transports au plan national ; nécessité d'organiser la complémentarité des techniques de transport ; rôle de pivot de la SNCF ; politique de fermeture des lignes et ses conséquences pour les régions ; avis des élus locaux ; prise en charge du déficit par l'Etat ; actions des cheminots en 1973 ; préoccupations du Gouvernement d'opposer les diverses catégories de travailleurs ; politique aboutissant à l'insécurité donc accroissant les risques d'accident ; situation inquiétante de la SNCF ; intentions du Gouvernement quant au renouvellement du contrat de programme ; (p. 5053) : estime que le budget ne peut répondre aux préoccupations nées de la crise actuelle de la SNCF ; votera contre le budget.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [18 novembre 1974] (p. 6635) : le démantèlement de la SNCF ; l'absence de politique volontariste ; les moyens de transports au service des grandes sociétés industrielles ; les fermetures de lignes ; les capacités insuffisantes de la SNCF ; l'anarchie des transports ; les tarifs préférentiels pour les grandes sociétés industrielles ; les revendications des cheminots ; le droit de grève ; (p. 6636) : les travailleurs des transports routiers ; la dépendance des petites et moyennes entreprises de transport à l'égard des trusts industriels et bancaires ; la plate-forme commune CGT-CFDT-CGC de février 1974 ; les tarifs de la SNCF ; les schémas régionaux de transports ; la concertation ; la notion de complémentarité des transports ; ne votera pas le budget.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7750) : les déclarations gouvernementales sur l'emploi ; la réalité du chômage ; la crise du système ; l'insécurité de l'emploi et le développement des luttes pour la défense de l'emploi; les revendications des grandes organisations syndicales ; le droit au travail ; le gaspillage des ressources humaines ; les propositions du programme commun ; la garantie contre les décisions arbitraires de licenciements ; (p. 7751) : la garantie d'un reclassement préalable ; la garantie des ressources ; le retard pris par l'aide publique sur l'assurance chômage ; la généralisation de l'accord du 14 octobre 1974 ; l'extension aux entreprises de moins de dix salariés ; la proposition de loi du groupe communiste. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 7758) : son amendement n° 1 : pas de licenciement pour motif économique sans reclassement préalable ; rejeté ; (p. 7759) : son amendement n° 4 à l'article premier : consultation obligatoire des délégués du personnel même si le nombre de licenciements est inférieur à dix en trente jours ; rejeté ; (p. 7760) : son amendement n° 6 : garantie des salariés en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens. **Explications de vote** (p. 7771) : le groupe

communiste s'abstiendra sur un texte qui n'apporte pas de garanties réelles aux travailleurs et risque de créer des illusions.

1975

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (nos **1588** et **1881**). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6678) : fait part de ses doutes quant aux réelles extensions de pouvoirs des collectivités locales mises en œuvre par le texte ; caractère anti-démocratique du district de la région parisienne ; (p. 6679) : les rapports entre l'Etat et les collectivités locales continuent d'être marqués par la centralisation et le caractère technocratique de l'élaboration des projets. **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 8** (p. 6837) : son amendement n° 7 : supprimer l'alinéa 6 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7368) : l'austérité du budget pour 1976 ; le souci manifesté pour les intérêts des concessionnaires privés en matière d'autoroute ; la mauvaise solution que constitue le péage ; (p. 7369) : le sacrifice du cadre de vie et de l'environnement ; la domination de l'urbanisme par le grand capital ; l'impossibilité pour les collectivités locales de mener des opérations de rénovation ; la nécessaire réforme de la fiscalité locale ; le vote hostile du groupe communiste.

Transports. — I. **Section commune.** — II. **Transports terrestres** [14 novembre 1975] (p. 8399) : l'immense décalage existant entre les besoins en transport et les moyens offerts par le projet de budget ; l'aggravation de la situation ; la mise à la disposition des grandes sociétés des entreprises publiques de transport; l'avenir inquiétant de la SNCF et de la RATP; une politique de gaspillage ; (p. 8400) : la charge des emprunts qui pèse sur la RATP et le problème des investissements de cette société ; les prolongations de lignes de métro ; la dégradation du service public que constitue la SNCF ; cesser de mettre la SNCF au service des grandes sociétés ; les mesures propres à assurer la sécurité en matière de transports routiers ; les conditions propres à développer les transports en commun.

IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8442) : la dégradation catastrophique des pêches maritimes ; (p. 8443) : les causes de la situation ; établir des prix justes garantis ; égaliser les conditions de concurrence dans la CEE ; donner aux marins des rémunérations décentes.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 20** (p. 9999) : son amendement n° 65 : contrôle annuel par la région de l'exécution de la partie nationale du plan inscrite dans ses limites ; repoussé. **Article 23** (p. 10001) : son amendement n° 68 : désignation au sein du comité économique et social des représentants qui le composent ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Avant l'Article 5** (p. 1455) : son amendement n° 333 : prorogation d'un délai de deux ans de la date limite de présentation des plans d'occupation des sols aux conseils municipaux ; souligne l'importance de l'élaboration des POS pour la population des villes ; souhaite que cette élaboration se fasse avec la participation de tous ; repoussé ; [13 avril 1976] : **Article 5** (p. 1461) : rappelle que son groupe a déposé une proposition de loi en faveur des jardins familiaux. **Après l'Article 25** (p. 1648) : son amendement n° 318 : assimilation du régime des jardins familiaux à celui des espaces verts ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 3** (p. 2075) : défend l'amendement n° 118 de M. Porelli : interdiction de détruire des stratotypes ainsi que des sites contenant des richesses minéralogiques ; retiré. **Article 6** (p. 2082) : défend l'amendement n° 121 de M. Porelli : prise en considération de la préservation des formations géologiques ; adopté ; retire l'amendement n° 122 de M. Porelli.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la police des chemins de fer** (n° **1993**). **Explications de vote** [7 mai 1976] (p. 2836) : considère que la SNCF devrait mettre à la disposition de ses usagers des parcs de stationnement gratuit ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976] **Article 6** (p. 2982) : son amendement n° 97 défendu par M. Porelli ; repoussé ; (p. 2983) : son amendement n° 98 étendant la liste des personnes physiques et morales consultées pour avis ; maintient son amendement ; repoussé ; son amendement n° 99 permettant aux CHS d'effectuer les contrôles nécessaires sur l'hygiène et la sécurité et de disposer d'un droit de veto ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la répression de certaines infractions à la réglementation de la coordination des transports** (n° **2256**). **Discussion générale** [4 juin

1976] (p. 3810) : un projet favorable au patronat favorisant les transports privés au détriment des transports publics, aboutissant à la multiplication des infractions ; opposition des communistes.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4659) : le bénéfice économique résultant du développement harmonieux des divers modes de transport ; la faible réponse du VII^e Plan aux besoins ; les transports considérés uniquement sous l'angle du profit ; les augmentations de tarif du métro ; le péage sur les autoroutes de la proche banlieue parisienne ; les charges des transports publics ; la nécessité d'un programme ambitieux pour la région parisienne ; (p. 4660) : demande la création de délégués à la sécurité dans les transports routiers ; la nécessité de s'attaquer aux véritables problèmes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7169) : un budget au profit des grands groupes financiers, inquiétant pour l'avenir ; la réduction du programme de la RATP ; le prolongement de certaines lignes de métro ; les investissements de la RATP ; (p. 7170) : le transfert de charges ; le gaspillage ; la remise en service possible de lignes SNCF ; les requins immobiliers ; le réseau de grande ceinture ; une véritable coordination rail-route ; les possibilités de développement économique d'une région ; la suppression de la TVA sur les transports en commun ; un personnel plus important ; (p. 7175) : demande des précisions sur la date à laquelle seront prolongées les lignes RATP. **Examen des crédits** (p. 7177) : le groupe communiste vote contre l'ensemble des crédits.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles** (n° **2385**). **Discussion des articles** [13 avril 1977]. **Article 3** *bis* (p. 1770) : son amendement n° 12 : instauration d'une redevance obligatoire sur les titulaires de concessions d'exploration ou d'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux et affectation des fonds à des actions de lutte et de recherche contre les problèmes de pollution marine ; repoussé. **Article 4** (p. 1774) : son sous-amendement n° 14 à l'amendement n° 9 de M. Billoux : augmentation du montant des amendes prévues en cas d'infraction aux dispositions de l'article 28 de la loi du 30 décembre 1968 ; repoussé ; (p. 1775) : son amendement n° 13 : augmentation du montant des amendes prévues en cas d'infraction aux dispositions de l'article 28 de la loi du 30 décembre 1968 ; devenu sans objet ; son amendement n° 16 : responsabilité des sociétés titulaires de concessions de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux en cas de processus de pollution touchant les communes côtières ; repoussé. **Explications de vote** (p. 1777) : l'abstention du groupe communiste en raison de la non-prise en considération des amendements présentés par les groupes de l'opposition.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977]. **Article 23** (p. 2373) : la déclaration d'irrecevabilité d'un amendement tendant à mettre fin aux saisies et aux expulsions ; l'inefficacité et l'injustice des expulsions ; son amendement n° 25 de suppression ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes** (n° **2707**). **Discussion générale** [5 mai 1977] (p. 2468) : l'insuffisance de la loi de 1969 relative à l'exercice d'activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes ; la situation juridique et le problème de l'insertion des nomades ; (p. 2469) : le caractère inadmissible des contrôles vexatoires que subissent les nomades ; les dispositions propres à améliorer l'insertion des nomades.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [24 mai 1977]. **Article premier** (p. 2946) : l'affectation de crédits au fonds national d'aide au logement ; les témoignages recueillis par les députés communistes sur les difficultés de logement des familles ; l'arrêt des expulsions et des saisies ; les dispositions de la loi sur l'aide personnalisée au logement ; (p. 2947) : la diminution de l'aide à la pierre ; la construction d'HLM ; les mesures à prendre.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3083) : la non-prise en compte par le projet de loi de l'aspect quantitatif des substances chimiques mises en circulation ; les rejets de produits chimiques réalisés par Pechiney-Ugine-Kuhlmann dans le Rhône ; la pollution du Rhône ; la santé des travailleurs ; la limitation du champ d'appli-

cation du projet de loi ; la non-prise en compte des procédés de fabrication ; le contrôle des produits commercialisés ; le rôle des associations chargées de la défense des consommateurs. **Discussion des articles. Article 3** (p. 3088) : son amendement n° 41 : intégration dans la déclaration de l'ensemble des recherches engagées par le fabricant ou l'importateur ; les décrets d'application des lois ; repoussé ; son amendement n° 42 : suppression de la notion de changement important ; devenu sans objet ; son amendement n° 43 corrigé : prise en compte des modifications du procédé de fabrication ; adopté. **Article 2** (*suite*) (p. 3091) : son amendement n° 39 : possibilité offerte aux pouvoirs publics de vérifier la nature des activités de recherches ; repoussé ; (p. 3093) : son amendement n° 40 : non-application de la loi aux substances radioactives ; repoussé. **Article 5** (p. 3096) : son amendement n° 44 : conditions auxquelles est subordonné l'ensemble des substances chimiques nouvellement commercialisées ; repoussé. **Article 6** (p. 3099) : son amendement n° 45 : accession du public aux données autres que celles relatives aux procédés de fabrication des substances ; repoussé. **Explications de vote** (p. 3106) : le vote positif du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — II. Section commune. — III. Transports terrestres [17 novembre 1977] (p. 7608) : le projet de budget pour 1978 ; la réalisation du PAP n° 21 ; les conditions de transport ; la nécessité de moyens de transports économiques, modernes et diversifiés ; les subventions versées par l'Etat à la SNCF et à la RATP ; la notion de profits ; le déséquilibre financier de la SNCF ; l'évolution des investissements ; (p. 7609) : la construction de la ligne Paris-Sud-Est à grande vitesse ; l'amélioration des liaisons transversales ; l'endettement de la SNCF vis-à-vis des pays étrangers ; la politique des personnels menée par la SNCF ; les progrès de la productivité ; les travaux d'interconnexion de la RATP ; lutter contre la déshumanisation du métro ; les intentions du Gouvernement en matière de transports de marchandises par voie d'eau ; les caractéristiques d'une autre politique des transports ; le vote hostile du groupe communiste. **Examen des crédits. — Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 7610) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7892) : l'opinion du groupe communiste sur la politique du Gouvernement en matière de prix ; les véritables buts du plan Barre ; le rôle « inflationniste » des salaires ; le bénéfice des grandes sociétés ; la non-relance des investissements ; le chômage ; la progression des prix ; les causes de l'inflation ; le gaspillage des investissements ; la limitation de la hausse des loyers ; conduire une autre politique ; le contre-budget proposé par M. Georges Marchais ; (p. 7893) : le réalisme des propositions communistes ; l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés et des retraités ; la nécessité d'un véritable blocage des loyers ; la journée de grève organisée par les syndicats CGT et CFDT. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7898) : l'amendement déposé par le groupe communiste, déclaré irrecevable, relatif à l'évolution du montant des loyers et redevances ou des indemnités d'occupation dus pendant l'année 1978 ; la charge du logement pour les personnes de conditions modestes ; reconnaître le droit au logement ; la politique de construction.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article 24** (p. 8587) : son amendement n° 2 soutenu par Mme Moreau : choix des personnels du laboratoire national d'essais entre leur statut de personnels du Conservatoire national des arts et métiers et le nouveau statut ; repoussé. **Article 29** (p. 8593) : son amendement n° 15 soutenu par M. Jarosz : modification de la composition de la commission des clauses abusives ; devenu sans objet.

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450), [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier le régime des **exonérations de la taxe** pour droit d'usage des **postes de radiodiffusion et de télévision** (n° **992**) [6 juin 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commision d'enquête parlementaire** sur l'organisation et les pratiques du **commerce de la viande** (n° **1168**) [2 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à exclure les **pensions militaires d'invalidité** du plafond des ressources ouvrant droit à **l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité** (n° **1212**) [9 octobre 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Suppression de certaines administrations locales** [19 juin 1974] (p. 2784) : postes et télécommunications ; recettes buralistes et perceptions.

— **Prêts aux jeunes ménages** [26 novembre 1975] (p. 8959, 8960) : le nombre de dossiers en attente ; le déblocage de crédits nécessaires.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28979**) **: Orientation scolaire** [21 mai 1976] (p. 3386, 3387) : demande que les propositions d'orientation des conseils de classe ne soient faites qu'au début du mois de juin ; le réaménagement du travail scolaire.

• *question au Gouvernement :*

— **Prix des produits alimentaires et implantations de grandes surfaces** [9 novembre 1977] (p. 7217) : respect de la loi Royer ; nécessité d'une concertation avec les représentants des petits commerçants permettant d'amender les mesures de taxation.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1822) : importance capitale du débat ; information du pays à l'occasion de la campagne électorale ; tique suivie en matière d'éducation nationale ; enseignement primaire en milieu rural ; dépeuplement scolaire des campagnes ; commissions chargées d'examiner les possibilités d'améliorer l'accueil ; carte scolaire ; déconcentration des grands ensembles scolaires ; circulaire ministérielle de juin 1972 concernant les effectifs ; services de ramassage ; participation financière de l'Etat ; réforme des classes pratiques ; échec de ces classes ; classes préprofessionnelles ; ses réserves sur cette formule ; dérogations à l'obligation scolaire ; bourses d'études ; (p. 1823) : modalités d'attribution ; suggère l'avis d'une commission communale compétente ; indexation du montant des bourses sur le SMIC ; enseignement public et enseignement privé ; paix scolaire ; règlement des problèmes en suspens ; parité ; attitude du ministre de l'éducation nationale ; éducation morale ; devoirs des parents ; son hommage aux enseignants.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5671) : ses observations sur l'enseignement privé ; bourses ; suggère la révision du barème d'attribution ; maîtres auxiliaires et remplaçants ; formation permanente ; loi Debré de 1959 ; revalorisation des forfaits d'externat ; suppression de l'allocation scolaire ; (p. 5672): éducation spécialisée ; préscolarisation en milieu rural.

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5835) : son intervention au nom de M. Alain Terrenoire ; déplore l'absence d'un véritable budget d'incitation à la participation ; situation du Français-citoyen et du Français-salarié ; dispositions de l'article 11 de l'inspection du travail ; formation et perfectionnement du travail ; (p. 5836) : effectifs et tâches de l'inspection du travail, formation et perfectionnement de ces personnels ; participation au sein de l'entreprise ; suggère la négociation de conventions de participation au niveau régional ; rôle de l'agence nationale pour l'emploi, et des comités d'entreprise ; création de comités de concertation pour les cadres et représentation des salariés aux conseils de surveillance et aux conseils d'administration ; contexte européen occidental ; crédits du service interministériel de l'intéressement et de la participation ; sa question relative au bilan d'application de la loi du 3 janvier 1972 sur les entreprises de travail temporaire.

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4525) : pressions exercées sur les parlementaires lors de la discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; demande que le Gouvernement agisse vite et sévèrement en application des dispositions du code pénal.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5563) : effort pour la protection sanitaire et l'action sociale ; crédits des services ; les pharmaciens-inspecteurs ; le contrôle des médicaments ; (p. 5564) : le personnel hospitalier ; les handicapés ; le rôle des associations familiales ; le statut de la famille.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5878) : ses observations relatives à la situation des effectifs ; les expériences de préscolarisation en milieu rural et spécialement dans l'Orne ; autoriser un assouplissement des normes d'encadrement ; permettre à chaque inspecteur d'académie de disposer d'un volant de sécurité en personnel.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6113) : les difficultés de l'agriculture ; la réorganisation de l'administration centrale ; l'Orne parmi les régions les plus défavorisées ; (p. 6114) : les adductions d'eau ; retard dans le paiement des indemnités à la suite de calamités ; le classement en zone de rénovation rurale.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3919) : l'inquiétude et la perplexité des élus locaux ; (p. 3920) : une réforme de caractère limité ; donner aux collectivités locales des ressources indispensables ; les réserves formulées par les contribuables ; faire jouer la solidarité entre contribuables ; la progression que constitue le projet ; les amendements nécessaires ; vérifier le bien-fondé des valeurs locatives ; un texte complexe. **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3992) : retire son amendement n° 99 au profit de l'amendement n° 7 de M. Burckel. **Article 3** (p. 4001) : son amendement n° 63 : prendre en compte pour l'établissement de l'assiette un dixième des recettes annuelles des entreprises ; retiré ; (p. 4005) : son amendement n° 100 : réduction de 10 à 50 % de la base pour les artisans, la variation de la réduction étant fonction du nombre de salariés employés ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 4** (p. 4012) : son amendement n° 101 : réévaluation des limites prévues lors du vote de chaque loi de finances ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 146 de M. Bardol. **Article 9** (p. 4021) : son amendement n° 102 : prévoir un versement d'acompte facultatif pour les entreprises artisanales ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 2** (p. 4425) : son amendement n° 105 : mise en place de la préscolarisation en milieu rural ; retiré. **Article 15** (p. 4473) : son amendement n° 108 : associer le législateur à l'élaboration des textes qui compléteront la présente loi ; retiré. **Article 16** (p. 4475) : son amendement n° 109 : dérogations en vue de la réalisation d'expériences pédagogiques ; retiré. **Après l'Article 16** (p. 4476) : son amendement n° 110 : recyclage des enseignants ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7517) : la modicité des prévisions budgétaires ; les mesures prises dans les zones sensibles ; les services rendus par le petit commerce ; (p. 7518) : la formation professionnelle ; la protection sociale des travailleurs non salariés ; l'injustice de la fiscalité ; la non-publication des décrets d'application de la loi d'orientation ; (p. 7519) : encourager les efforts des artisans et des commerçants.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7692) : les mesures prises en faveur des anciens combattants ; l'œuvre du ministre ; la parité des retraites ; l'application du rapport constant ; l'aide à l'office national des anciens combattants ; (p. 7693) : sa proposition de loi relative à l'exclusion de la pension d'ancien combattant des ressources donnant droit à l'allocation de solidarité.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8569) : la progression exceptionnelle du budget des PTT ; les problèmes de personnels ; la situation des receveurs et des chefs de centre ; le problème des primes de rendement ; assurer le reclassement des auxiliaires ; (p. 8570) : améliorer les conditions de travail ; rapprocher l'administration des usagers ; donner la priorité aux personnes âgées en matière de téléphone.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2265) : la situation particulière et préoccupante des producteurs de lait ; (p. 2266) : faire l'effort de prospective nécessaire pour imaginer l'agriculture française de demain ; rédiger une sorte de charte de l'agriculture ; définir des objectifs et considérer comme prioritaire leur réalisation.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4674) : le drame de la sécheresse ; la nécessité d'un effort considérable en faveur d'une meilleure utilisation des ressources en

eau ; le désenclavement des régions de l'Ouest ; l'amélioration des liaisons routières et ferroviaires ; une meilleure répartition des responsabilités en faveur des régions ; se félicite des dispositions retenues pour le commerce et l'artisanat ; souhaite que les assemblées consulaires soient plus étroitement associées à leur exécution.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6530) : la répartition de l'effort proportionnellement aux possibilités réelles de chaque individu ; une réalité différente ; le faible accroissement de la contribution des plus fortunés ; s'interroge sur l'intention de M. Barre de remettre en cause les privilèges ; les injustices flagrantes dont sont victimes les travailleurs et les citoyens animés d'un esprit de civisme ; l'absence d'un chapitre relatif aux économies à réaliser ; l'impossibilité de réaliser des économies ; la coupure entre les Français ; une procédure budgétaire psychologiquement mauvaise ; la diminution du revenu agricole pour la troisième année consécutive ; l'importance du secteur agricole ; la discrimination frappant les exploitants à temps partiel ; la substitution d'un autre critère de répartition à la notion de revenu cadastral ; les plafonds UGB d'attribution ; refus de mesures allant à l'encontre du but souhaitable ; nécessité de mettre en œuvre des mesures d'aide très rapidement ; défense d'une simplification de la procédure. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6620) : son amendement n° 76 : assiette de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu sur la moyenne des cotisations des trois dernières années ; la situation particulière des salariés ayant cessé toute activité en 1976 ; son amendement n° 77 : modification des fourchettes d'imposition ; amendement n° 76 repoussé ; amendement n° 77 retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 3** (p. 6932) : son amendement n° 111 soutenu par M. Ribes ; adopté.

Deuxième partie :

Education [17 novembre 1976] (p. 8188) : la rentrée scolaire ; (p. 8189) : l'effort d'éducation ; les conditions d'accueil des élèves ; les CEG ; les CES ; les problèmes des zones rurales ; le département de l'Orne ; conseils généraux et dépenses scolaires ; les CEG ruraux vétustes ; le patrimoine immobilier scolaire et son entretien ; l'auxiliariat ; le statut des personnels ; l'enseignement privé ; la promotion des individus et le maintien de leurs connaissances ; le curriculum des enseignants ; (p. 8190) : les personnels administratifs de service, d'entretien, d'intendance ; critique de l'audio-visuel, du syndicalisme politisé et de l'anarchie organisée ; l'inquiétude des Français devant certaines démissions et devant la crise de l'autorité.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8421) : le financement des nouveaux centres de tri automatique ; les conditions de travail ; la durée du travail ; la titularisation des auxiliaires ; le déficit de la poste et des services financiers ; le service postal en milieu rural et en zone urbaine ; faire de la poste un service polyvalent ; limiter la désertification ; la répartition entre postes et télécommunications ; la crainte d'une scission au sein du secrétariat d'Etat ; (p. 8422) : l'administration et le public.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6666) : la position de l'opinion publique vis-à-vis de l'agriculture ; l'insuffisance de l'information des Français sur l'agriculture ; l'effort budgétaire ; l'incohérence des décisions communautaires ; la taxe de coresponsabilité ; (p. 6667) : l'abandon des promesses du Gouvernement en matière de prêts et de financement des installations des jeunes agriculteurs ; la garantie du revenu ; la préoccupation de sécurité ; la politique des structures ; le maintien des exploitations à caractère familial ; la promotion de la femme en sa qualité de coexploitante ; la formation des hommes ; la reconnaissance de l'alternance et des méthodes pédagogiques des maisons familiales ; les crédits affectés à l'école nationale vétérinaire d'Alfort ; redéfinir les nouvelles orientations de l'agriculture française.

Education. Examen des crédits [27 octobre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 6753, 6754) : la ténacité et la compétence dont a fait preuve le ministre ; sa lucidité ; la paix scolaire.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7075) : le projet de budget ; l'action gouvernementale en matière sportive ; son opposition au recours à des ressources extra-budgétaires ; l'effort de la France en matière d'éducation et de formation intellectuelle de la jeunesse ; les grandes lignes du projet de budget ; l'insuffisance des crédits affectés aux équipements lourds et industrialisés ; la situation de la Basse-Normandie ; l'établissement de plans d'équipement dans le cadre des offices municipaux ; les inégalités régionales en matière d'équipement ; (p. 7076) : l'aide aux associations ; augmenter les créations de postes d'enseignement physique et sportif ; la suppression de la taxe sur les salaires des animateurs et du personnel administratif des associations.

GOURAULT (Robert)

Député de la Vienne
(2e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

En remplacement le 29 juin 1974 de M. Abelin (Pierre) nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 juillet 1974] (p. 3248).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Décédé le 30 août 1975 (*J.O.* du 2 septembre 1975, p. 9070) ; [9 septembre 1975] (p. 6056, 6074).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1975] (p. 6411).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [23 juillet 1974] (p. 3663).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202).

GRANDCOLAS (Pierre)

Député de l'Ardèche
(2e circonscription)
(UDR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Torre, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [11 juillet 1974] (p. 3513).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Cesse d'appartenir à cette commission [20 juin 1973] (p. 2342).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [20 juin 1973] (p. 2342), [2 avril 1974] (p. 1453).

GRANET (Paul)

Député de l'Aube
(3e circonscription)
(App. UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) du 8 juin 1974 au 12 janvier 1976.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

QUESTIONS

Question en qualité de député :

• *question d'actualité :*

— **Personnel non titulaire de l'éducation nationale** [16 mai 1973] (p. 1300, 1302) : problème de l'auxiliariat dans d'autres ministères que l'éducation nationale ; élaboration d'un plan général de résorption des auxiliaires permanents ou temporaires ; création de corps de remplaçants.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Maurice Blanc : Installation d'une antenne du médiateur à Grenoble** [11 décembre 1974] (p. 7678).

— **M. Gissinger : Situation financière du centre d'études supérieures industrielles** [18 décembre 1974] (p. 8047).

• *à la question orale de :*

— **M. Briane** (n° **2443**) : **Coordination des activités gouvernementales et parlementaires** [5 décembre 1975] (p. 9442, 9443) : le souci du Premier ministre de faciliter les travaux du Parlement ; limitation des déplacements des membres du Gouvernement pendant les périodes de session.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Dousset : Obtention du permis de chasser** [5 mai 1976] (p. 2624) : modalités et date de l'examen imposé ; report de la date d'inscription au 15 mai.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Hamel** (n° **29745**) : **Pollution dans le département du Rhône** [11 juin 1976] (p. 4048, 4049) : le coût des investissements nécessaires contre la pollution est négligeable dans le total des investissements français ; la régression de la pollution des cours d'eau et de l'atmosphère ; la situation du canton de Condrieu ; la pollution atmosphérique due aux usines Rhône-Poulenc et Péchiney-Ugine-Kuhlmann ; l'installation du centre de traitement de la société Plafora à Givors ; les améliorations apportées à l'exploitation des carrières du Garon.

— **M. Xavier Deniau** (n° **30016**) : **Usage des nappes d'eaux souterraines** [25 juin 1976] (p. 4728, 4729) : l'eau doit devenir propriété de la collectivité ; les dispositions du décret du 8 août 1935 appliquées dans les cas de sur-exploitation des nappes souterraines ; nécessité de prendre rapidement des décrets d'extension géographique du champ d'application de ce décret.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4776) : ses observations sur l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement : réduction de l'exemption fiscale sur la prévision pour investissement destinées à la participation ; caractère essentiellement politique de ce problème ; (p. 4777) : remise en cause de la politique de participation ; analyse des conséquences de la mesure proposée ; accroissement des charges des entreprises qui mettent en œuvre la doctrine de la participation ; caractère anti-inflationniste de la participation ; souhaite que soit maintenue l'exonération fiscale attachée à la provision pour investissement grâce à la création de recettes nouvelles ; son accord avec le sous-amendement de la commission des finances (non-application de l'article 2 i aux sociétés qui, en matière de participation, sont allées au-delà de ce qui leur était légalement imposé) ; (p. 4780) : répond aux arguments du ministre de l'économie et des finances, demande que les fonds prélevés sur la substance des entreprises soient nullement affectés à un fonds de participation et redistribués aux salariés.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7048) : rectification d'un vote (motion de renvoi du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse).

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (formation professionnelle) :

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la formation professionnelle continue** (n° **1106**). **Première lecture. Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5256) : le calcul du pourcentage d'absents au-delà duquel le congé peut être différé ; la prise en compte des dépenses des entreprises ; l'amélioration du système de couverture sociale des travailleurs bénéficiant d'un congé de formation ; (p. 5259) : importance de la dimension culturelle de la formation professionnelle ; dépôt d'un projet de loi relatif au crédit d'heures et à l'exercice par les représentants syndicaux du contrôle

sur la formation professionnelle. **Discussion des articles. Article 6** (p. 5261) : sur l'amendement n° 3 de M. Gissinger : marque sa préférence pour un système qui fait de l'Etat pour partie sa propre assurance en matière de couverture sociale des stagiaires ; (p. 5261) : amendement n° 10 du Gouvernement : cotisations de l'Etat fixées forfaitairement sur la base de taux déterminés par décret ; adopté. **Après l'Article 6** : ses observations sur l'amendement n° 7 de Mme Moreau : le problème du congé individuel de formation fera l'objet d'un débat au printemps ; (p. 5263) : sur l'amendement n° 8 de M. Gissinger : ses observations sur le congé individuel de formation, sa finalité, son caractère actuellement trop limité, la portée de l'accord de 1970 ; le Gouvernement accepte de déposer un projet de loi avant le 1er juin 1975. **Deuxième lecture** [20 décembre 1974] (p. 8252) : approuve la rédaction du Sénat.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 10** (p. 6560) : sur l'amendement n° 68 de M. Bernard Marie, précise que le Gouvernement a adopté un projet prévoyant un contrôle rigoureux des sommes relatives à la formation permanente ; impossibilité de revenir sur les dispositions relatives à la formation permanente sans une nouvelle consultation des partenaires sociaux.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [19 novembre 1975] (p. 8630) : la coordination interministérielle en matière de formation professionnelle ; l'accroissement du rôle des comités départementaux ; la participation financière des employeurs ; le respect de la loi en matière du taux de la contribution obligatoire ; le dépôt d'un projet de loi tendant au renforcement du contrôle de la fromation professionnelle dispensée par les organismes privés ; (p. 8631) : l'accroissement du rôle des comités d'entreprise en matière de formation professionnelle ; la faible extension du congé individuel de formation ; l'étude de la réforme de l'apprentissage ; le nombre des travailleurs ayant bénéficié d'un stage de formation ; l'intérêt de la politique de formation reconnu par les chefs d'entreprise ; l'organisation des stages au bénéfice des ouvriers et des employés ; (p. 8632) : les actions spécifiques engagées en faveur des jeunes ; l'augmentation des crédits de fonctionnement affectés à la formation ; le relèvement de la rémunération des stages ; les crédits d'équipement et l'utilisation des installations existantes ; le caractère suffisant des crédits ; (p. 8637) : remercie M. Feit de ses suggestions ; (p. 8638) : les listes d'attente qui existent dans certains secteurs de la formation professionnelle des adultes ; « l'opération 50.000 jeunes » ; les emplois que trouvent les bénéficiaires de ce type de formation ; l'effort fait par la société française en matière de formation professionnelle ; l'action menée dans les ZUP ; la réforme du CNIPE ; l'aide de l'Etat aux chambres de métiers ; (p. 8639) : la participation des chômeurs au stage de formation professionnelle. **Section V. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité** (p. 8650) : le budget pour 1976 : budget de reconduction ; l'accroissement des crédits de recherche ; le rapport d'exécution du VIe Plan ; les objectifs du VIIe Plan : amélioration de la qualité de la vie, réduction des inégalités, recherche d'une nouvelle croissance ; les objectifs concrets qui seront proposés ; la mise en place d'indicateurs sociaux et écologiques ; le renforcement de l'efficacité des commissions ; (p. 8651) : les rapports d'orientation établis par ces dernières ; la redéfinition des responsabilités de chacune des commissions ; le CNIPE ; les nouvelles orientations du CREDOC ; (p. 8653) : sa réponse à M. Hamel relative à la politique familiale ; sa réponse à M. Josselin sur la possibilité d'une planification en économie de marché et l'effort du Gouvernement pour « populariser » le débat sur la préparation du Plan.

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1975] (p. 9115) : le caractère libéral du système mis en place en 1971 ; (p. 9116) : limiter les petits abus ; la fidélité du projet à l'esprit de la loi initiale ; les sanctions à l'encontre de l'organisme formateur lorsque les dépenses engagées ne pourront se rattacher à l'exécution d'une convention de formation ; la possibilité de déboucher progressivement sur un contrôle qualitatif, qui s'accompagnerait d'un accroissement du rôle des représentants du personnel ; (p. 9119) : répond aux orateurs ; si les dispositions du présent projet s'avèrent insuffisantes, le Gouvernement sera conduit à revoir sa position très libérale et à recourir à la procédure de l'agrément. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9120) : les structures administratives actuelles ne permettent pas d'envisager l'octroi d'agréments aux organismes de formation et aux stages ; le Gou-

vernement n'est pas hostile à la mise en place d'un conseil de perfectionnement dans chaque organisme de formation ; (p. 9121) : marque son hostilité à toute publicité excessive des résultats des contrôles effectués par les autorités administratives ; (p. 9124) : ses observations sur l'étendue de l'interdiction du démarchage ; (p. 9126) : fait observer que la substitution au reversement au Trésor d'un versement au profit de fonds d'assurance-formation viderait les sanctions de toute portée et de toute substance, compte tenu de la disparition des sûretés, pénalités et garanties de nature fiscale jusqu'ici mise en œuvre. **Article 2** (p. 9129) : les problèmes du contrôle qualitatif de la formation professionnelle devront être abordés au moment de la réforme de l'entreprise. **Article 3** (p. 9130) : ses observations relatives au développement de l'appareil régional de formation professionnelle. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10141) : annonce qu'il interviendra dans la discussion des articles. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 10141) : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Delong. **Article premier** : décline l'invitation faite au Gouvernement de fixer par la voie réglementaire le « prix normal » des actions de formation ; estime qu'il vaut mieux laisser compétence au juge pour l'apprécier cas par cas ; (p. 10142) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Delong. **Seconde délibération. Article premier** (p. 10144) : son amendement n° 1 : supprimer la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 920-5 du code du travail ; adopté ; son amendement n° 2 : supprimer dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 920-8 du code du travail les mots « ou l'une de ces deux peines seulement » ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10173) : accepte le texte de la commission mixte paritaire.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (environnement) :

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 1831) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Garcin ; juge inutile d'introduire une instance supplémentaire dans la procédure concernant les installations classées. **Article 2** (p. 1832) : son sous-amendement n° 84 : suppression de la consultation du conseil supérieur d'hygiène publique en France ; son sous-amendement n° 85 de forme ; son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 10 de M. Bignon : caractère réglementaire des dispositions relatives aux installations de chauffage particulier ; adopté. **Article 5** (p. 1834) : s'oppose aux sous-amendements n[os] 99 et 53 de M. Deprez ; ne pas allonger considérablement les délais d'octroi du permis de construire ; demande le retrait du sous-amendement n° 110 de M. Delong. **Article 6** (p. 1836) : considère que l'amendement n° 66 de M. Forni est du domaine réglementaire ; se déclare prêt à aller dans le sens souhaité par M. Forni ; est favorable à l'amendement n° 14 de M. Charles Bignon ; son sous-amendement n° 90 : bien limiter, dans le cas du champ d'application de la loi, l'objectif de l'enquête publique ; adopté ; (p. 1836, 1837) : ses observations sur les amendements n[os] 77 et 56 soutenus par M. Deprez. **Après l'Article 9** (p. 1840) : estime que les amendements en discussion sont du domaine réglementaire ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 10** (p. 1841) : accepte l'amendement n °17 de M. Bignon ; considère l'amendement n° 102 comme étant de nature réglementaire. **Article 13** (p. 1843) : son amendement n° 91 de coordination ; adopté ; son amendement n° 92 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 108 de M. Forni ; son amendement n° 93 : ouverture des recours aux groupements de communes ; adopté après adoption du sous-amendement n° 106 défendu par M. Bignon ; (p. 1844) : son amendement n° 94 : supprimer le dernier alinéa de l'article 13 ; retiré ; (p. 1845) : sur l'amendement n° 6 de M. Delong, considère qu'il n'est pas possible d'introduire des dispositions novatrices par rapport à la législation du permis de construire ; en réponse à MM. Hamel et Delong, considère que l'amendement n° 6 de M. Delong est déjà satisfait. **Article 23** (p. 1850) : son amendement n° 96 : conditions dans lesquelles le fonctionnement d'une installation peut être suspendu ; adopté. **Article 25** (p. 1851) : juge particulièrement pertinent l'amendement n° 39 de M. Charles Bignon ; (p. 1852) : sa réponse aux observations de MM. Deprez et Claudius-Petit. **Article 27** (p. 1853) : son amendement n° 97 : prévoir une législation particulière pour certaines installations qui relèvent du ministère de la défense ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4738) : annonce qu'il s'expliquera sur ses amendements. **Discussion des articles** [25 juin 1976). **Article 5** : accepte l'amendement n° 1 de la commission. **Article 6** (p. 4738) : approuve l'amendement n° 1 de la commission. **Article 6** (p. 4738) : approuve l'amendement n° 2 de la commission ; (p. 4739) : son amendement n° 6 concernant la consultation du conseil général ;

accepte la suggestion de M. Hamel sur son amendement n° 6 ; adopté ; propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 3 de la commission ; indique à M. Fontaine que le conseil général est consulté sur les projets intéressant le département dans la mesure où le préfet le juge opportun et qu'il en fait la demande ; souligne l'unité du Gouvernement ; (p. 4740) : son amendement n° 7 ; adopté. **Article 13** : accepte l'amendement n° 5 de M. Lauriol. **Article 24** (p. 4740) : est favorable à l'amendement n° 4 de la commission. **Explications de vote** (p. 4741) : un projet de loi qui est un pas en avant dans la protection de l'environnement ; est étonné que les partis de l'opposition ne votent pas ce projet, que les sénateurs socialistes et communistes ont d'ailleurs voté ; prend acte qu'à l'Assemblée il n'y a que la majorité pour protéger la nature et donner des droits aux associations. **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4989) : se félicite de la collaboration entre Parlement et Gouvernement ; estime que l'article 6 nouveau peut être adopté ; indique que la détermination de l'autorité ministérielle qui doit acorder l'autorisation prévue à l'article 3 est du domaine réglementaire ; demande à l'Assemblée d'adopter ce projet, élément fondamental de la lutte contre les pollutions.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° 1502). **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article premier** (p. 1939) : est d'accord quant au fond avec l'amendement n° 25 de M. Crépeau ; estime qu'il reprend des dispositions déjà prévues dans les articles suivants ; (p. 1990) : sur l'amendement n° 1 défendu par M. Baudouin, estime que le juge peut toujours prononcer la confiscation et que cet amendement va à l'encontre de l'attitude de la France dans la conférence internationale ; (p. 1991) : estime que le code de la procédure pénale répond déjà à l'objectif de l'amendement n° 17 défendu par M. Porelli ; sa réponse aux observations de M. Delaneau sur l'amendement n° 17. **Article 3** (p. 1992) : considère que l'article 3 est plus sévère que l'amendement n° 27 de M. Le Pensec ; son amendement n° 20 : application des deux premiers alinéas de l'article à toute personne assumant la direction d'un navire, d'un aéronef, etc. ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 2 de M. Baudouin. **Article 4** (p. 1993) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Darinot. **Article 5** (p. 1994) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 1995) : se rallie à l'amendement n° 6 de M. Baudouin. **Après l'Article 10** (p. 1996) : son amendement n° 22 : contrôle des immersions effectuées par les aéronefs, navires militaires ; adopté ; (p. 1996, 1997) : estime que l'amendement n° 13 de M. Guermeur n'est pas acceptable car il propose une mesure prise en dehors du cadre international ; s'engage à poser le problème dans ce cadre ; (p. 1997) : répète, à l'intention de M. Guermeur, qu'il ne saurait accepter son amendement sans consultation internationale ; se déclare de nouveau défavorable à l'amendement n° 13 de M. Guermeur ; (p. 1998, 1999) : estime que les préoccupations de M. Guermeur manifestées dans ses amendements n^{os} 14 et 15, rejoignent celles du Gouvernement ; son amendement n° 24 : en cas d'avaries ou d'accidents en mer, survenus à des navires, aéronefs, possibilité de mettre le propriétaire en demeure de prendre des mesures pour mettre fin au danger ; dépôt par le Gouvernement avant le 1er janvier 1977 d'un rapport sur les dispositions arrêtées pour mettre en œuvre en cas de pollution marine accidentelle, des plans d'intervention d'urgence ; adopté ; (p. 1999) : son amendement n° 23 : après l'article 10, insérer un nouvel intitulé : « Chapitre 2 : Dispositions relatives à la lutte contre la pollution marine accidentelle » ; adopté. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 1999) : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 11 de M. Guermeur : supprimer le mot « volontaire » dans les dispositions relatives aux opérations d'immersion volontaire ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 2000) : sur l'amendement n° 19 de M. Zuccarelli, observe que le déversement ne relève pas du projet de loi et que les démarches internationales souhaitées par M. Zuccarelli ont été accomplies. **Explications de vote** [21 avril 1976] : en réponse à M. Mexandeau, s'inscrit en faux contre l'affirmation selon laquelle la pollution augmenterait. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1976] (p. 4387) : se félicite des améliorations du projet. **Discussion des articles** [18 juin 1976]. **Article premier** (p. 4388) : son amendement n° 3 supprimant le dernier alinéa de l'article premier pour le reprendre à l'article 8 ; amendement réservé. **Article 3** : retire son amendement n° 4 ; (p. 4389) : accepte l'amendement n° 1 de M. Baudouin ; propose de le sous-amender en le complétant ; sous-amendement adopté. **Article 4** : accepte l'amendement n° 2 de M. Baudouin ; accepte l'amendement n° 7 de M. Darinot. **Après l'Article 8** (p. 4390) : son amendement n° 5 accentuant la sévérité de l'article 3 ; (p. 4391) : souligne que la rédaction du dernier alinéa de son amendement n° 5 donne satisfaction à M. Guermeur ; amendement n° 5 adopté. **Article premier** (*suite*) : amendement n° 3 adopté. **Article 12** (p. 4392) : considère que l'amendement n° 8 de M. Darinot est inutile, le Gouvernement

italien ayant demandé aux sociétés en cause de neutraliser leurs rejets, les négociations engagées après la signature de la convention de Barcelone se poursuivant. **Seconde délibération** [18 juin 1976]. **Article 4** (p. 4392) : son amendement n° 1 tendant à supprimer le premier alinéa de l'article 4 ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution de la mer par les opérations d'incinération** (n° **1923**). **Première lecture. Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 12** (p. 2034) : son amendement n° 8 : élargissement des sanctions applicables au capitaine ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Porelli. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 juin 1976]. **Après l'Article 10** (p. 4394) : son amendement n° 1 reprenant les dispositions insérées dans la loi relative à la pollution marine par immersion de manière à mettre en harmonie les deux projets de loi ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2052) : indique à M. Legendre que le Gouvernement est favorable à la mise à l'étude de variantes en matière électronucléaire ; accepte les amendements portant sur la protection des animaux ; la politique en matière de parcs nationaux ; indique à M. Juquin que ses propositions vont dans le sens de l'action du Gouvernement ; pense que l'amendement du Gouvernement, à l'article 2, devrait apporter satisfaction à M. Mesmin ; (p. 2053) : fait valoir que le droit de se pourvoir devant les tribunaux administratis est reconnu à toutes les associations ; rappelle à M. Bastide l'existence du FIANE ; la politique volontariste du Gouvernement. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2062) : son amendement n° 69 : prise en compte de la protection des paysages naturels ; repoussé ; sur l'amendement n° 115 défendu par M. Dutard, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 2063) : est favorable à l'amendement n° 96 de M. Jacques Blanc. **Après l'Article premier** (p. 2064) : considère que l'amendement n° 1 défendu par M. Dutard est de nature réglementaire ; demande à M. Mesmin de retirer l'amendement n° 58 ; demande à M. Mesmin de retirer l'amendement n° 59 (p. 2065) : considère l'amendement n° 111 de M. Corrèze comme prématuré. **Article 2** (p. 2069) : en réponse à M. Josselin, juge que la solution proposée par le Gouvernement va plus loin que celle contenue dans l'amendement n° 12 soutenu par M. Nungesser ; (p. 2073) : déclare à l'intention de M. Mesmin qu'il ne peut être sursis à exécution pour un simple vice de procédure. **Article 5** (p. 2076) : son sous-amendement n° 75 à l'amendement n° 21 de M. Nungesser : autorités habilitées à établir la liste des espèces ; adopté. **Après l'Article 5 :** son sous-amendement n° 74 à l'amendement n° 22 de M. Nungesser : régime des établissements exploités avant la promulgation de la loi ; adopté ; (p. 2077) : son amendement n° 75 à l'amendement n° 23 de M. Nungesser : rédactionnel ; adopté ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 23 de M. Nungesser : prescriptions des mesures administratives ; adopté ; (p. 2077, 2078) : fait valoir à Mme Thome-Patenôtre que les dispositions contenues dans son amendement n° 103 figurent à l'article 393 du code rural ; (p. 2078) : son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 27 de M. Nungesser : rédactionnel ; adopté ; (p. 2079) : son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 29 de M. Nungesser : régime des interventions et expériences justifiées ; retiré ; (p. 2080) : son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 31 de M. Nungesser : application des peines prévues à l'article 453 du code pénal en cas d'abandon volontaire d'un animal ; adopté ; (p. 2081) : son amendement n° 79 : abrogation de certaines dispositions de la loi n° 63-1143 du 19 novembre 1963 ; adopté ; sur l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc, considère qu'il n'est pas possible, dans de brefs délais, de généraliser l'identification des chiens par tatouage. **Article 7** (p. 2083) : souhaite que M. Nungesser retire son amendement n° 36. **Article 8** (p. 2084) : rappelle à l'intention de M. Jacques Blanc que plusieurs gouvernements ont mis en place des réserves, des parcs nationaux, sans que surgissent des difficultés avec les populations. **Article 9 :** son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 37 de M. Nungesser : définition commune entrant dans le champ d'application de l'amendement ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 2086) : son amendement n° 84 : agrément des réserves naturelles ; adopté après adoption des sous-amendements n° 129 et n° 130 de M. Nungesser. **Après l'Article 15** (p. 2088) : demande à MM. Labbé et Gantier le retrait des amendements n^{os} 61 et 110 au profit de son amendement n° 128 : modalités de changement d'affectation de certains espaces boisés ; sa réponse aux observations de M. Hamel ; adopté. **Article 16** (p. 2090) : ses sous-amendement n^{os} 86 et 87 à l'amendement n° 44 de M. Nungesser : de forme ; adoptés. **Article 19 :** son amendement n° 88 : de forme ; adopté. **Après l'Article 19** (p. 2091) : son amendement n° 89 : application des articles 529 à 530-1 du code de procédure pénale ; adopté. **Après l'Article 20 :** son amendement n° 90 : modalités de mise en œuvre d'un plan de chasse pour certaines espèces d'animaux ; adopté après adoption du sous-amendement n° 131 de M. Nungesser. **Deuxième lecture. Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4059) : se félicite de la concertation qui a eu lieu entre

le Gouvernement et le Parlement ; l'amélioration du projet de loi par les deux Assemblées. **Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 2** (p. 4060) : accepte l'amendement n° 9 de M. Mesmin bien qu'il n'en voie pas l'opportunité ; accepte l'amendement n° 2 de M. Nungesser ; sur l'amendement n° 3 de M. Nungesser, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quoique l'amendement lui paraisse ne rien ajouter au texte ; sur l'amendement n° 4 de M. Nungesser, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 5** (p. 4061) : se rallie à l'amendement n° 12 de M. Gabriel et retire son amendement n° 15 : modification rédactionnelle ; propose une nouvelle version de l'amendement n° 24 de M. Bertrand Denis. **Article 5** *bis* (p. 4062) : son amendement n° 16 : supprimer les mots de « toilettage » ; adopté. **Article 5** *quater* : accepte l'amendement n° 1 de M. Bécam. **Article 5** *sexies* : accepte l'amendement n° 5 de M. Nungesser. **Article 5** *octies* (p. 4063) : son amendement n° 17 soulignant le caractère impératif de la lutte contre la rage ; sur son amendement n° 17 s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; amendement n° 17 ; repoussé ; accepte l'amendement n° 6 de M. Nungesser ; (p. 4064) : se rallie à la proposition de M. Nungesser. **Article 5** *nonies* (p. 4066) : redoute les cas particuliers qui pourraient surgir ; demande à l'Assemblée d'en rester au texte du Sénat sur l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre. **Article 8** (p. 4067) : considère que l'amendement n° 14 de M. Gabriel aurait des conséquences graves, condamnant les parcs marins ; s'y oppose ; juge excessive l'énumération à l'article 8 ; amendement adopté. **Article 13** *bis* (p. 4068) : ses remarques sur son amendement n° 18 ; amendement adopté ; s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Richomme car tout le dossier de la chasse serait ouvert par ce biais ; (p. 4069) : sur l'amendement n° 11 de M. Richomme, déclare qu'un projet de loi est en cours ; s'engage à consulter les parlementaires intéressés. **Article 15** : accepte l'amendement n° 8 de M. Nungesser. **Article 15** *ter* (p. 4070) : déclare qu'il y aura un décret en Conseil d'Etat pour les classements et déclassements des espaces verts dans la périphérie des grandes villes ; déclare que la définition « de la périphérie des grandes villes » dépendra des cas. **Article 19** *bis* (p. 4071) : son amendement n° 19 : l'amende forfaitaire pourra n'être acquittée qu'au moyen d'un timbre amende dans un souci de simplification ; adopté. **Article 21** : son amendement n° 20 : dispositions de la loi s'appliquant aux réserves naturelles ; adopté. **Article 22 A** (p. 4072) : estime que l'amendement n° 21 de M. Corrèze, défendu par M. Bécam, a bien sa place dans le projet sous réserve de la correction apportée par M. Bécam ; accepte le sous-amendement n° 27 de M. de Poulpiquet concernant les oiseaux d'élevage ; indique que le décret en Conseil d'Etat précisera les modalités du contrôle. **Troisième lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4737) : se réjouit de l'adoption du projet qui, amélioré, va constituer une sorte de révolution et mettre la France à l'avant-garde des pays européens.

GRAVELLE (André)

Député de l'Aube
(1re circonscription)
(PSRG)

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission du contrôle de la gestion du service public du téléphone [22 novembre 1973] (p. 6284).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Crédits à court terme pour l'agriculture** [12 juin 1974] (p. 2610).

— **Prêts de campagne et prêts à court terme du Crédit agricole** [16 octobre 1974] (p. 5089).

— **Situation de la Société Lebocey** [10 décembre 1975] (p. 9619) : le paradoxe que constituerait la fermeture de cette entreprise de fabrication de métiers à bonneterie alors que son plan de charge est favorable.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2550) : non-discussion des propositions de loi sur l'abaissement de la majorité civile à dix-neuf ans, sur l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre et sur l'attribution de la carte de combattants aux anciens d'AFN.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5320) : insuffisance des dotations ; précarité des revenus ; réduction des superficies proposée par la commission de Bruxelles et situation des planteurs de betteraves dans les petites et moyennes exploitations ; cas de la Champagne-Ardennes et de l'Aube ; cadence du remembrement ; programmes d'alimentation en eau potable ; retards enregistrés dans son département ; nécessité d'un effort de financement exceptionnel de l'Etat ; conditions d'indemnisation des dégâts causés aux cultures par le gros gibier.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5991) : démantèlement des PTT ; rend hommage aux agents des PTT ; inexistence de mesure en leur faveur ; situation des agents de la catégorie A contractuels ; recrutement d'inspecteurs sur titres et protestations parmi l'ensemble des cadres ; situation des agents de la catégorie B ; receveurs et chefs de centre, receveurs-distributeurs de la catégorie C ; commission Lecarpentier ; statut des techniciens des PTT ; (p. 5992) : personnels des lignes et de la distribution ; dessinateurs et agents d'exploitation ; automatisation et ses conséquences sur la situation des personnels ; situation des agents féminins ; sa question relative à un accord-cadre pour pallier les conséquences sociales de la modernisation ; mesures indemnitaires ; succès des grèves dans le secteur des PTT ; bas salaires et difficultés de recrutement ; féminisation de la fonction de préposé et impossibilité pour les femmes d'accéder à des emplois de maîtrise ; personnalisation des primes ; insuffisance des effectifs et retard sur les prévisions du VI[e] Plan ; (p. 5993) : vote de son groupe contre le budget.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie, jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5701) : le prélèvement légal du PMU ; exécution des lois de programme depuis 1960 ; abandon de la troisième loi de programme et du VI[e] Plan ; le classement indiciaire des directeurs régionaux et départementaux ; l'accélération des carrières des inspecteurs ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche votera contre le budget.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6039) : les équipements productifs ; la réalisation du Plan ; le remembrement ; l'équipement des bâtiments d'exploitation ; l'aide du FASASA ; les mutations ; les SAFER ; les plans d'aménagement rural ; l'hydraulique ; l'électrification rurale ; les adductions d'eau et l'assainissement ; la protection de l'espace naturel et des forêts ; les industries agro-alimentaires ; le téléphone ; la concentration de l'agriculture ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas le budget.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6800) : l'insuffisance des autorisations de programme et des créations d'emplois ; l'exigence d'avances remboursables ; le gaspillage des crédits ; la mauvaise gestion ; le refus par le groupe socialiste de voter le budget des PTT.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6529) : préparer l'homme à la maîtrise de sa propre personne, but essentiel du sport ; la nécessaire insertion du sport dans le système éducatif français ; condamne le culte des champions et rend hommage aux animateurs bénévoles que le projet ignore ; accuse le secrétaire d'Etat d'asphyxier le sport populaire ; les amendements proposés par le groupe socialiste.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7930) : ses observations relatives aux difficultés des petits producteurs de céréales et de betteraves.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8128) : un budget qui se caractérise par la continuité dans la pénurie ; les conditions du versement de la taxe sur le PMU ; les excès du sport professionnel ; faire un effort en faveur du bénévolat ; (p. 8129) : former des hommes et non des champions ; un budget qui ne permet pas l'épanouissement de la jeunesse.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration des structures forestières et concernant la tutelle des groupements syndicaux forestiers** (n° **1506**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2408) : précise qu'il s'agit de réparer une omission de la loi n° 71-384 du 22 mai 1971 relative à l'amélioration des structures selon lesquelles s'exerce la tutelle de l'autorité administrative sur la décision des groupements syndicaux forestiers ; demande au Gouver-

nement qu'il dépose, dans les meilleurs délais, le projet de loi visé par l'article 25 de ladite loi.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6680) : l'insuffisance et le caractère fallacieux du projet de budget de l'agriculture ; la pérennisation de la situation de domination du monde rural ; l'importance des crédits affectés au BAPSA ; l'augmentation de la masse des cotisations ; l'insuffisance des prestations agricoles vieillesse ; la régression des autorisations de programme en matière d'équipement ; l'insuffisance des crédits d'équipement ; l'évolution des revenus agricoles ; (p. 6681) : la nécessité de rétablir la rentabilité des exploitations agricoles ; la spéculation foncière ; le vote hostile du groupe du PSRG.

GRAZIANI (Paul)

Député des Hauts-de-Seine
(10e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Georges Gorse, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [27 juillet 1974] (p. 3909).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [27 juillet 1974] (p. 3909), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire entrer la totalité des **immeubles HLM** construits par les offices départementaux des départements créés par la loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne dans le patrimoine des offices départementaux d'HLM des nouveaux départements (n° **1531**) [11 avril 1975].

GRIMAUD (Jean)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Raymond Marcellin, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
(7e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre du comité de contrôle du fonds forestier national [29 juin 1973] (p. 2705).

Membre du conseil supérieur de la coopération [28 novembre 1974] (p. 7240) ; [17 juin 1976] (p. 4318) ; [18 juin 1976] (p. 4372).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2361) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **instituer une pension de veuve** (n° **107**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier certaines dispositions de la loi n° 57-298 du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique** (n° **108**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **distillation, en franchise de droits,** d'une partie de la production des **récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle** (n° **3181**) [3 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat de :*

— **M. Boulloche** (n° **11295**) [18 octobre 1974] (p. 5280, 5281) : **Epargne populaire :** déplore que le prélèvement fiscal ait été porté de 25 à 33,33 % : inconvénients de l'indexation de l'épargne ; versement par l'Etat d'une prime mettant les épargnants à l'abri des effets de l'inflation.

• *questions au Gouvernement :*

— **Corps technique forestier alsacien** [27 novembre 1974] (p. 7098, 7099).

— **Taux de TVA applicable aux spectacles organisés par certaines associations (sportives, culturelles ou folkloriques)** [7 mai 1975] (p. 2460).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3699) : dégradation de la situation de l'emploi en Alsace ; sort des travailleurs frontaliers français ; harmonisation nécessaire des législations fiscale et sociale au sein du Marché commun.

• *Questions au Gouvernement :*

— **Exclusion des travailleurs frontaliers de l'attribution d'une prime exceptionnelle** [15 octobre 1975] (p. 6912) : prime de 250 F par enfant aux allocataires de prestations familiales.

— **Liberté d'information à la télévision** [15 décembre 1976] (p. 9417) : émission du samedi 11 décembre relative aux bouilleurs de cru ; déclarations sur l'Alsace.

— **Réalisation des programmes de routes et d'autoroutes en Alsace** [4 mai 1977] (p. 2422, 2423) : la réduction éventuelle des crédits ; nécessité de respecter les engagements pris pour assurer le désenclavement de l'Alsace (axe Nord-Sud alsacien).

• *question orale sans débat :*

—(n° **38562**) : **Indemnisation des Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans l'armée allemande** [24 juin 1977] (p. 4202, 4203) : recherche d'une solution à ce contentieux douloureux.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [11 mai 1973] (p. 1202) : évoque la situation des veuves de guerre, notamment des veuves de grands invalides ; souhaite la suppression de la condition de ressources pour l'octroi de la pension au taux exceptionnel ; demande, à défaut de cette solution, la fixation d'un plafond spécial de ressources, la levée rapide des forclusions ; évoque l'application des dispositions du décret du 23 avril 1955 concernant les pensions des anciens déportés et internés ; le problème de l'indemnisation par l'Allemagne (RFA et RDA) ; les revendications des incorporés de force et des anciens prisonniers de Tombow.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**). [6 juin 1973] (p. 1829) : conditions d'application de la loi du 16 juillet 1971 sur l'apprentissage ; scolarité obligatoire jusqu'à seize

ans ; enseignement technique ; centres interprofessionnels de formation d'apprentis ; artisanat alsacien, conséquences pour certains métiers de la suppression de dérogations à la durée légale de la scolarité ; liens entre l'école et l'entreprise ; (p. 1830) : CAP ; sa demande de réexamen de la loi de 1959 sur la prolongation de la scolarité obligatoire ; vœux des associations de parents d'élèves et de la chambre de commerce et d'industrie du Bas-Rhin ; programme de Provins ; gratuité des transports et des fournitures scolaires ; nationalisation des CES, dotation budgétaire de l'éducation nationale.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [18 octobre 1973]. **Avant l'Article 41** (p. 4542) : dispositions relatives aux apprentis dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; ses observations sur le décret du 27 décembre 1972 portant application de la loi du 16 juillet 1971 ; regrette que ce décret n'ait pas été rectifié en fonction des suggestions faites ; mesures d'assouplissement de la loi de 1971 en Alsace ; (p. 4543) : conception du ministre quant à l'apprentissage et système appliqué dans les départements de l'Est.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4678) : ses réflexions sur l'épargne ; (p. 4679) : stagnation de l'épargne ; épargne et investissements ; demande que la fiscalité frappant l'épargne soit reconsidérée dans un sens plus libéral ; épargne populaire ; construction ; programme HLM et aide de l'Etat ; épargne-logement et Crédit agricole ; critères des prêts bonifiés ; crédits pour la prime sans prêt ; difficultés des régions frontalières de l'Est ; travailleurs frontaliers en Alsace ; sa proposition de création d'un fonds alimenté par les employeurs des frontaliers et dont les ressources seraient reversées à un organisme européen à l'intention des collectivités locales et des organismes sociaux ; désenclavement de l'Alsace.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5776) : migration des populations rurales vers les villes ; nombre croissant de jeunes ménages ; franchissement du seuil de 500.000 logements ; accroissement des coûts de la construction ; non-variation des plafonds fixés pour bénéficier des prêts du Crédit foncier ; déplore la suppression des primes sans prêt ; conséquence de cette mesure dans les zones rurales ; retard en matière de primes ; sa référence à un rapport de la commission des finances du Sénat (suppression des primes sans prêt) ; épargne-logement et prêts bonifiés du Crédit agricole ; financement d'habitations par le Crédit mutuel en Alsace ; lourdeur des rouages administratifs ; délais d'instruction des dossiers ; propose l'instruction par le maire des demandes de permis de construire dans les communes dotées d'un service technique suffisant ; assistance architecturale gratuite au niveau des arrondissements ; notification de la décision concernant les primes et délivrance du permis de construire ; maison individuelle et épanouissement de la famille.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5942) : situation des veuves civiles ; sa demande de modification de l'article L 323 du code de la sécurité sociale ; allocation aux orphelins ; se prononce pour l'institution d'une allocation temporaire aux veuves ; problème du non-cumul d'un droit personnel et d'un droit dérivé ; taux des pensions de réversion ; harmonisation du régime local d'invalidité vieillesse des assurés des départements du Rhin et de la Moselle avec le régime général ; réforme des critères relatifs à l'inaptitude au travail ; années d'assurance supplémentaire par enfant ; (p. 5943) : situation des veuves dans le régime local d'Alsace ; sa question écrite du 9 mai 1973 sur ce point ; nécessité de maintenir le régime local ; code européen de la sécurité sociale.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5101) : son sous-amendement n° 31 : droits acquis dans le Haut-Rhin ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5321) : propose le versement d'une prime d'épargne ; évoque les problèmes que pose la TVA appliquée aux frais de viabilité des terrains destinés à la construction ; le sort des sapeurs-pompiers volontaires.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5405) : son amendement n° 19 : préserver la situation des petits bouilleurs de cru ; repoussé par scrutin.

Deuxième partie :

Travail [4 novembre 1974] (p. 5805) : demande l'inscription à l'ordre du jour prioritaire des quatorze propositions de loi relatives à la situation des veuves ; en dépit des améliorations intervenues depuis cinq ans des mesures encore en suspens ; l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité dès cinquante-cinq ans ; majoration de la

pension de réversion et suppression du cumul avec les droits propres à pension ; l'association nationale des veuves civiles ; (p. 5806) : l'application trop rigide de la loi du 12 juillet 1966 relative à la détermination de l'activité principale lors de l'exercice simultané d'activités agricole et salariée ; le régime local d'assurance sociale d'Alsace-Lorraine ; les ouvriers frontaliers : mouvements de retour du fait de la récession ; assurer une garantie d'emploi par des accords avec les pays voisins ; faire bénéficier les frontaliers de l'aide aux travailleurs privés d'emploi.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6048) : la progression du BAPSA ; les cotisations professionnelles ; le FORMA ; les contrats d'élevage ; les prêts de consolidation, ou à court terme hors quota ; l'agriculture alsacienne ; (p. 6049) : l'enseignement et la formation : les collèges agricoles d'Haguenau et d'Altkirch ; l'assainissement et les stations d'épuration ; le remembrement ; l'incidence des montants compensatoires dans les régions frontalières ; l'achat de terres par les étrangers ; les caisses d'assurance accidents agricoles d'Alsace ; le risque invalidité ; l'indemnité spéciale de montagne ; l'aide exceptionnelle aux éleveurs étendue aux ouvriers paysans et invalides ; les producteurs de fruits du Bas-Rhin ; l'indemnité des exploitations forestières en régie.

1975

— Projet de loi de finances pour 1976 (n° 1880) :

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7234) : les difficultés des régions frontalières ; (p. 7235) : mener à bien la liaison Rhin - Rhône - Méditerranée et l'axe routier Nord-Sud ; favoriser l'épargne ; l'effort fait par la majorité en faveur des rentes viagères ; l'exonération du versement de la TVA des sociétés à but non lucratif et à caractère culturel et sportif.

Deuxième partie :

Equipement, logement [28 octobre 1975] (p. 7413) : le logement individuel est compatible avec l'expansion des villes ; l'accession à la propriété ; le coût de la construction ; la réhabilitation des logements ruraux.

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7570) : le contentieux franco-allemand de la région de Wissenbourg ; les enrôlés de force dans l'armée allemande ; mettre tout en œuvre pour que les Alsaciens et les Mosellans victimes du nazisme soient indemnisés.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7846) : le fléau que constitue le chômage ; (p. 7847) : la situation de l'Alsace et le problème des travailleurs frontaliers ; l'action dynamique du secrétaire d'Etat aux immigrés ; le problème des veuves ; le plan de soutien et le problème des personnes âgées du Rhin et de la Moselle ; le problème de l'abaissement de l'âge de la retraite.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7904) : déplore qu'une fois de plus les équipements productifs soient à nouveau sacrifiés ; souligne l'urgence de la réalisation d'une unité d'enseignement dans le nord de l'Alsace ; attire l'attention sur l'incohérence de la situation de certains retraités du régime vieillesse agricole ; demande que la participation financière de l'Etat dans les caisses agricoles d'Alsace soit enfin institutionnalisée ; les bouilleurs de cru.

1976

— Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2269) : la situation particulière de l'agriculture alsacienne ; restaurer l'équilibre financier de la caisse d'assurance contre les accidents agricoles ; la progression spectaculaire de la qualité des vins d'Alsace qui a fait suite à la loi du 5 juillet 1972 imposant la mise en bouteilles dans la région de production ; la nécessité d'une meilleure organisation du marché des vins d'Alsace ; assurer aux agriculteurs non seulement une protection sociale mais aussi et surtout une formation professionnelle de qualité ; (p. 2270) : créer une deuxième filière d'enseignement agricole dans le nord de l'Alsace ; ne pas accepter que les terres agricoles soient détournées de leur usage.

— Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale [23 juin 1976] (p. 4570) : voudrait que le VII^e^ Plan crée des certitudes et ne se borne pas à réduire les incertitudes ; approuve les vingt-cinq programmes d'action prioritaire ; souhait de l'Alsace de devenir une vitrine de la France sur le Rhin ; (p. 4571) : l'insuffisance du réseau de transports alsaciens ; le manque d'entreprises nouvelles ; l'amélioration de la formation professionnelle ; la décentralisation du secteur tertiaire en Alsace. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4885) : soutient l'amendement n° 12 de M. Sprauer visant les incitations à la moyenne et petite entreprise qui seraient poursuivies dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat ; amendement n° 12 réservé.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2523). Discussion générale [13 octobre 1976] (p. 6561) : des mesures qui doivent répondre aux préoccupations de

justice sociale, de progrès et de développement économique ; le blocage des loyers et des prix ; la réduction du taux normal de TVA ; le blocage des hauts salaires ; le plafond des ressources fiscales reçues par les établissements publics régionaux ; les mesures en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse ; (p. 6562) : la hausse du prix de l'essence ; critique de la limitation du crédit ; inquiétude devant l'offensive japonaise en automobile ; crainte d'une stagnation dans la morosité ; l'augmentation du chômage conjoncturel ; l'emploi ; des formules plus offensives de contrat « emploi-formation » ; les conséquences du crédit à la consommation ; l'érosion de l'épargne ; la spoliation des vieillards et des petites gens ; nécessité d'un programme en faveur de la famille ; la retraite à soixante ans ; la politique du logement ; le caractère impérieux de la relance de ce secteur.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6994) : son amendement n° 34 indiquant que les nouveaux tarifs ne concernent pas les petits bouilleurs de cru ; l'injustice choquante des décrets Mendès France ; l'examen de la situation des bouilleurs ; (p. 6995) : souligne que son amendement ne s'appliquerait qu'à environ 400.000 personnes ; sa région très attachée aux privilèges des bouilleurs de cru ; l'intérêt des propriétaires de petits vergers ; maintient son amendement n° 34 ; indique que l'article 40 de la Constitution n'est pas applicable à son amendement n° 34, déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

Deuxième partie :

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7137) : un effort financier de grande ampleur consacré à la politique du logement ; l'effort en faveur de l'habitat ancien ; l'amélioration de l'habitat existant ; l'insuffisance des crédits consacrés à la résorption de l'habitat insalubre et à la rénovation urbaine ; la maison individuelle souhaitée par les Français ; l'activité du bâtiment et des travaux publics en Alsace ; préoccupation devant les logements aidés ; (p. 7138) : une action offensive en faveur des logements aidés en Alsace ; l'Alsace, un champ d'expériences.

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7381) : un débat emprunt d'une haute dignité ; les améliorations substantielles intervenues depuis 1958 ; les pensions ; la prise en compte des années de guerre, de déportation, d'internement ou de captivité ; la suppression des forclusions ; les injustices choquantes ; les conditions de ressources ; la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; le contentieux alsacien et mosellan ; les incorporés de force ; l'admission des fonctionnaires au bénéfice de majorations de service ou d'ancienneté ; le droit à réparation aux incorporés de force ; (p. 7382) : le contentieux ; l'incorporation de force, crime de guerre ; l'importance qu'y attachent les Mosellans et les Alsaciens.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7831) : l'erreur de refuser à la diplomatie française les moyens nécessaires pour faire rayonner à l'étranger le prestige de notre pays ; le régime frontalier dans la région de Wissembourg ; l'indemnisation des victimes du nazisme.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8013) : la nécessité d'une politique de justice sociale et de droit au travail ; les mesures à prendre pour la sécurité sociale ; le contenu du budget du travail ; la gravité du chômage dans les pays industrialisés ; le projet de la commission sociale du Conseil de l'Europe ; les problèmes propres à l'Alsace ; (p. 8014) : le cas des frontaliers ; le cas des assurés d'Alsace-Lorraine ; la situation des veuves ; sa référence au Président Georges Pompidou.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Discussion générale** [12 octobre 1977] (p. 6091) : la rectitude de la politique gouvernementale ; la faiblesse de la progression des dépenses d'équipement ; le « Mal français » ; le caractère préoccupant du devenir financier des collectivités locales ; l'impossibilité pour les petites communes de programmer leurs dépenses ; l'augmentation des crédits du fonds d'équipement des collectivités locales ; l'évolution du montant de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ; les allégements fiscaux prévus en faveur des personnes âgées et des retraités ; la stimulation des investissements industriels ; le niveau des taux d'intérêt ; (p. 6092) : la nécessaire extension de l'institution de l'abattement sur le bénéfice imposable des entreprises industrielles nouvelles aux entreprises artisanales ; la politique de lutte contre le chômage ; le nombre de chômeurs en Alsace ; l'éventualité d'un reflux des travailleurs frontaliers ; la situation du secteur du bâtiment et des travaux publics.

Première partie :

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 30** (*suite*) (p. 6256) : les dispositions de l'amendement n° 123 de M. Bertrand Denis relatives au rétablissement du droit pour les récoltants de fruits de distiller en franchise 10 litres d'alcool ; l'injustice cho-

quante des décrets Mendès France ; l'abolition du droit de disposer librement des fruits provenant de ses propres récoltes ; le développement des importations d'alcool ; l'amélioration de la balance commerciale ; (p. 6257) : les propositions de loi émanant de l'ensemble des groupes politiques en vue du rétablissement du droit de distiller en franchise 10 litres d'alcool ; l'engagement formel du Gouvernement de discuter des propositions de loi ; l'opposition de la réglementation de la CEE au maintien de la franchise ; la position actuelle des instances de la CEE.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6629) : l'évolution des crédits de paiement ; l'importante part des crédits affectés au BAPSA ; le maintien du revenu des exploitants agricoles ; le franc vert ; la faiblesse des crédits affectés au remembrement en Alsace ; (p. 6630) : les conséquences de la mise en œuvre de deux OGAF ; l'inscription au VII[e] Plan de l'opération de régénération des eaux et de protection de la nappe phréatique en Alsace ; la distorsion de concurrence dans le secteur laitier entre la République fédérale d'Allemagne et l'Alsace ; l'institutionnalisation de l'aide financière à la caisse d'assurances accidents agricoles ; les aspirations des agriculteurs.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6800) : rend hommage à M. André Bord ; la parité des retraites des anciens combattants ; la participation de l'Etat aux dépenses sociales ; la politique du Gouvernement en matière d'appareillage ; le règlement du contentieux alsacien et mosellan ; (p. 6801) : la reconnaissance par l'Allemagne démocratique de l'incorporation de force dans la Wermacht.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6966) : le maintien de l'effort social en 1978 ; l'absence d'une politique contraignante en faveur de la famille ; concilier le travail des femmes et les obligations familiales ; (p. 6967) : l'application d'un quotient familial plus favorable aux familles ; les transferts directs et indirects en faveur des familles ; l'action en faveur des personnes âgées ; le phénomène des frontaliers alsaciens ; la position de l'administration sur l'octroi à ces travailleurs de certaines allocations ; la situation des cliniques privées à but non lucratif de la région Alsace ; le régime local d'assurance vieillesse en application dans les départements du Rhin et de la Moselle.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7165) : le caractère prioritaire du budget des affaires étrangères ; la progression du budget ; les relations franco-allemandes ; le contentieux relatif à la forêt du Mundat ; (p. 7166) : le problème de l'indemnisation des incorporés de force alsaciens et mosellans ; la vocation européenne de Strasbourg ; le terrorisme international ; la solidarité européenne.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7580) : le projet de budget ; les difficultés de construction des logements ; l'obligation de recours à un architecte ; la variation du mode de calcul du montant de la taxe locale d'équipement ; les modalités d'obtention du permis de construire ; la situation du secteur du bâtiment et des travaux publics en Alsace ; les perspectives de la construction du logement ; le volume global des autorisations de construire ; les raisons qui militent en faveur de la construction de maisons individuelles.

GUÉNA (Yves)

Député de la Dordogne
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

Ministre des transports du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du 1er mars 1974 au 27 mai 1974, puis député de la Dordogne.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre des transports (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des transports (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

L'Assemblée prend acte de son élection (1) [8 octobre 1974] (p. 4857, 4871).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [8 octobre 1974] (p. 4871).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission de la production et des échanges [9 octobre 1974] (p. 4920), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

En qualité de ministre des transports :

— **Projet de loi** autorisant **certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun** (n° 447) [6 juin 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des transports :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Labarrère** (n° 298) : **Société nationale des pétroles d'Aquitaine** [2 mai 1973] (p. 968).

— **M. La Combe** (n° 406) : **Ardoisières et mines de Segré** [2 mai 1973] (p. 970).

— **M. Rossi** (n° 300) : **Catastrophe de Vierzy** [2 mai 1973] (p. 971, 972).

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Weber : Aérotrain La Défense - Cergy** [15 juin 1973] (p. 2220).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **MM. Philibert** (n° 410), **Partrat** (n° 1400) : **Contrôleurs aériens** [15 juin 1973] (p. 2225) : dispositions de la loi du 2 juillet 1964 ; grève de février dernier ; nouveau projet de protocole soumis aux syndicats.

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° 14998), **Carpentier** (n° 15162), **Berthelot** (n° 15168), **Bégault** (n° 15297), **Cabanel** (n° 15345) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7692) : l'accord sur les licenciements collectifs ; (p. 7693) : le fonds de garantie de ressources ; les difficultés des jeunes cherchant un emploi ; modulation de l'âge de départ à la retraite ; nécessité d'accroître les moyens de l'agence de l'emploi.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre des transports :

1973

— **Proposition de loi tendant à réglementer la location du droit de pêche aux groupements de marins-pêcheurs professionnels dans certains étangs salés privés du littoral** (n° 537). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2626) : proposition de loi de M. Couveinhes ; obtention à titre préférentiel du bail relatif au droit de pêche ; (p. 2627) : extension du bénéfice de la proposition de loi aux exploitations d'aquaculture et de conchyliculture ; son approbation du texte au Sénat sous réserve d'un amendement. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2628) : son opposition à l'amendement de M. Cermolacce et aux sous-amendements de M. de Gastines ; définition de la notion d' « anciens marins ». **Article 5** (p. 2629) : son opposition à l'amendement de M. Cermolacce, demande à l'Assemblée le maintien du texte du Sénat. **Article 6 :** son opposition à l'amendement de M. Cermolacce, demande le maintien du texte du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5046) : ses remerciements aux rapporteurs ; tient à marquer l'unité réelle du ministère des transports ; (p. 5047) : prise de conscience des problèmes communs aux différents modes de transports ; notion de « fonction de transports » ; les services des transports, éléments déterminants du cadre de vie des citoyens; envisager de doter le ministère de services communs ; création en 1973 au plan budgétaire de la section commune ; forte augmentation des crédits de cette section ; crédits gérés par l'Institut de recherche des transports ; accroissement de l'enveloppe « recherche » des transports ; mise au point de systèmes à coussins d'air et des systèmes de transport urbain ; budget de programmes ; politique et objectifs fixés dans le secteur des transports ; caractère expérimental de cette présentation.

(1) Election partielle, en remplacement de M. Lovato, démissionnaire.

Transports. — III. **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5058) : avenir de la construction aéronautique ; état des projets d'aménagement du territoire en aérodromes et problèmes de la circulation aérienne ; aide importante de l'Etat aux trois grands programmes civils : Concorde, Airbus et Mercure ; diminution des inscriptions budgétaires tenant au fait qu'est atteint le stade de la commercialisation des avions qui commence à prendre le pas sur les études ; rappelle l'intérêt du Gouvernement pour la construction aéronautique civile ; phase finale du développement du Concorde ; succès technique de cet appareil ; problème commercial ; un pari final sur la concurrence du Concorde lorsqu'il volera à partir de 1975 sur les lignes d'Air France et des British Airways ; un espoir fondé sur l'existence d'une clientèle potentielle de passagers ; un signe constitué par le succès obtenu aux Etats-Unis lors du vol de Concorde ; état de la commercialisation du Concorde ; sa réponse à M. Baudis sur le rythme de production du Concorde ; (p. 5059) : poids des répercussions sur l'emploi dans la décision que prendra le Gouvernement, sa réponse à M. Labbé sur la commercialisation du Concorde ; prix du Boeing 727 et du Mercure ; communiquera aux rapporteurs les résultats des études concernant la formule de crédit-bail ; crédits consacrés à Airbus ; programme Mercure et difficultés d'Air Inter en raison du retard des livraisons ; crédits pour les études préliminaires d'un « Super-Mercure » ; programme du moteur de dix tonnes ; place de la France en ce qui concerne l'industrie des hélicoptères ; crédits d'études plus générales ; équipement du territoire en aéroports ; adaptation de l'infrastructure aéroportuaire à la croissance du trafic ; le transport aérien en tant qu'outil de l'aménagement du territoire ; crédits d'équipement de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France ; situation financière de l'aéroport de Paris ; desserte du nouvel aéroport ; accélération des travaux de l'autoroute B 3 ; construction de la voie ferrée Aulnay-Roissy qui sera opérationnelle en 1976 ; nouvel aéroport de Satolas à Lyon ; extension sur la mer de l'aéroport de Nice ; aménagements prévus à Marseille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg et Toulouse ; développement des aérodromes régionaux et des liaisons entre les villes de province ; (p. 5060) : équipement des aérodromes de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre ; efforts engagés à Djibouti et à la Réunion ; aéroport de Moroni ; problèmes de la navigation aérienne ; obligations de la France imposées par sa situation géographique ; priorité aux mesures destinées à assurer un meilleur écoulement du trafic aérien ; différend entre les personnels du contrôle aérien et le Gouvernement ; sanctions prises en raison des violations de la loi portant statut de ces personnels ; indique que le dialogue a été renoué ; engagement pris de constituer un organisme de concertation ; relèvement des primes et augmentation des effectifs ; accélération de la formation pour combler le déficit en personnel qualifié ; fragilité du secteur de pointe que constitue l'aviation civile ; [3 octobre 1973] (p. 5070) : ses réponses à M. Valleix ; équipements au sol ; conditions de transport de bagages dans l'Airbus ; (p. 5071) : accord Air France ; Air Inter ; coopération franco-américaine ; perspectives de la coopération européenne ; nécessité de concertation entre les pays européens ; priorité à donner au matériel européen ; normes de certification ; ses réponses à M. Brocard sur les moyens de formation des contrôleurs, à M. Alex Raymond sur la réforme des structures internes de la SNIAS, le transfert des services de la météorologie nationale à Toulouse, la commercialisation de Concorde et le rythme de production ; à M. Cermolacce sur l'effort consenti pour Concorde ; ses réponses à M. Commenay sur la desserte du territoire, à M. Stehlin sur la concertation entre compagnies et personnels navigants, à M. Frédéric-Dupont sur la desserte des aéroports, à M. Maujoüan du Gasset sur l'aérodrome international de Nantes ; (p. 5072) : sa réponse à M. Stehlin sur les problèmes de l'avion Mercure et d'Air Inter.

Transports. — IV. **Marine marchande** (p. 5077) : sa réponse à M. Porelli ; non-communication d'un rapport de l'inspection des finances concernant les compagnies d'économie mixte ; sa référence au paragraphe IV de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 ; n'est pas disposé à communiquer le rapport car il s'agit d'un document interne et non d'un « document de service » ; naufrage de la drague *Cap-de-La Hague ;* précisions données à l'Assemblée sur ce sinistre ; ouverture d'une enquête réglementaire ; répond aux critiques concernant les opérations de sauvetage de l'équipage ; (p. 5078) : répond à M. Guermeur sur le naufrage du thonier *Pell-Euz-An-Neiz* ; grève de la fonction publique le 11 octobre et assistance météorologique ; développement de notre flotte de commerce ; situation et perspectives ; capacité de chargement et capacité de transport ; déficit de la balance des frets et passages ; éléments d'une politique de la flotte de commerce ; (p. 5079) : objectif de croissance pour le prochain plan ; maintien d'une industrie moderne de la construction navale ; sévérité de la concurrence internationale ; restructuration progressive du secteur ; contrôle du niveau de la production ; allégement de la charge budgétaire de l'aide à la construction navale ; résultats obtenus ces dernières années ; industrie des

pêches maritimes ; modernisation de l'outil de production ; action commune en faveur de la flotte morutière ; pêche thonière et pêche au chalut ; aide aux investissements et situation dans le domaine des prêts ; aide à la pêche artisanale ; sociétés interprofessionnelles artisanales ; préparation de l'action commune « pêche artisanale » ; formation professionnelle et protection sociale des gens de mer ; rattrapage Forner ; situation des veuves de marins victimes d'accidents du travail ; son accord sur la tenue d'un grand débat sur la marine marchande ; (p. 5080) : sa réponse au rappel au règlement de M. Hamel (au sujet de son refus de communiquer une note au rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges) ; (p. 5093) : ses réponses à M. Denvers ; amélioration de l'armement français ; maintien du secrétariat général à la marine marchande ; armements trans-Manche ; dément que la CGT et les Messageries soient en train de négocier la vente de leurs bateaux ; pensionnés de la marine ; rétroactivité du décret du 7 octobre 1968 ; recours de la commission de Bruxelles contre le Gouvernement français ; interprétation de certains articles du times ; contact avec les organisations syndicales de marins ; pêche industrielle et suppression du FDES ; pavillons de complaisance ; mesures prises à l'encontre des pavillons de complaisance ; sa réponse à M. Ollivro sur l'école maritime de Paimpol ; marins retraités ; conférence sur le droit de la mer ; négociations sur les îles Féroé ; sa réponse au sujet d'un débat sur les problèmes de la marine marchande ; sa réponse à MM. Bécam, Guermeur et à Mme Stéphan sur la pêche artisanale, la fiscalité frappant les marins pêcheurs ; difficultés d'approvisionnement des pêcheurs en filets de nylon ; crédits de recherche ; prix du poisson ; formation professionnelle ; assistance médicale aux marins sur les lieux de pêche ; sa réponse à M. Cazenave sur les zones de cantonnement et les zones de tir ; le problème des 80 % du salaire forfaitaire des marins ; sa réponse à M. de Rocca Serra sur les liaisons maritimes entre la Corse et le continents et sur les surfrets ; rappelle à l'opposition les résultats de la politique maritime ; opposition systématique qui s'est manifestée dans le débat. **Etat B** : sa demande de seconde délibération et de scrutin public. **Etat C** : sa demande de seconde délibération et de scrutin public.

En qualité de député :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6046) : l'effort de solidarité nationale ; la modernisation de l'agriculture ; l'Europe agricole ; le malaise des agriculteurs ; la mutualité agricole ; la prime à la vache ; le remembrement ; les adductions d'eau ; l'assainissement ; les zones de rénovation rurale ; l'indexation des prix agricoles.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Coopération [30 octobre 1975] (p. 7595) : réussite de la décolonisation ; (p. 7596) : la trop faible progression des crédits ; insuffisance en matière culturelle ; l'augmentation des prêts bonifiés ; le rôle véhiculaire de notre langue.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7898) : tout en récusant le terme d'exode rural, fait part de sa crainte de ne pas voir la relève assurée ; si une agriculture industrielle supplante l'agriculture familiale, l'environnement sera encore plus menacé ; réclame une politique de soutien des cours complétée au besoin par des aides directes et le développement des équipements ruraux.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2870) : la nécessité de compléter les réformes dans l'entreprise par la réforme de l'entreprise ; le véritable besoin constitué par les améliorations dans les rapports de travail au sein des entreprises ; augmenter davantage la sécurité dans l'entreprise ; (p. 2871) : poursuivre avec plus de rigueur l'effort de mensualisation ; l'intervention de la puissance publique pour égaliser les charges des différentes entreprises ; se déclare partisan de la rigueur et de la sévérité pour réduire les accidents du travail ; l'articulation de la réforme de l'entreprise autour de l'idée de participation ; la participation sur les résultats, au capital, aux responsabilités et à la gestion ; le caractère indispensable de l'institution de la cosurveillance dans toutes les entreprises ; les problèmes du pluralisme et du monopole syndical ; (p. 2872) : maintien de l'initiative et du goût d'entreprendre ; limites de la réforme de l'entreprise.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Explications de vote** [25 mai 1976] (p. 3462) : indique que les membres de l'UDR sont d'accord sur le principe de la définition d'objectifs à moyen terme concernant les dépenses militaires ; (p. 3463) : une loi qui n'est pas véritablement une loi de programme ; l'augmentation régulière du budget de la défense jusqu'à ce qu'il représente 20 % du

budget de l'Etat ; la prééminence de la dissuasion des armements nucléaires, fondement de la défense nationale ; la nécessité de renforcer la crédibilité de la dissuasion ; donner au corps de bataille les moyens d'être engagé ; l'impossibilité d'éluder longtemps le débat sur le maintien du service militaire ; le vote positif du groupe UDR.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4855) : la nécessité d'un plan pour soustendre les grandes ambitions politiques ; éviter que les industries deviennent des sous-traitances ; la confirmation de la reprise ; la nécessité du rétablissement de l'emploi grâce à une croissance forte et à la politique de formation ; le combat contre l'inflation par l'équilibre des finances publiques, le contrôle du budget social et celui de la création monétaire ; une politique des revenus différente d'une police des salaires ; une répartition plus égalitaire des richesses ; (p. 4856) : la réduction des inégalités et des revenus ; le relèvement des salaires les plus bas ; une politique globale de la famille ; les liaisons positives entre le plan et le budget ; le rôle du Parlement ; la nécessité d'une mobilisation des volontés.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). **Discussion générale** [20 octobre 1976] (p. 6788) : un budget difficile du fait de l'accroissement des charges de l'Etat ; (p. 6789) : l'accroissement des dépenses de fonctionnement ; la politique à longue échéance inscrite dans le budget ; satisfaction devant le budget militaire ; la priorité à la dissuasion, à la poursuite de l'effort nucléaire ; critique du budget des affaires étrangères ; le budget de la coopération préoccupant ; inquiétude devant le budget du ministère de l'intérieur ; le problème de la réforme des carrières de la police nationale ; la justice et la sécurité civile ; le développement à long terme de l'économie, des industries de pointe, des grands équipements d'infrastructure ; (p. 6790) : désillusion devant le plan-calcul ; le problème de souveraineté ; l'aéronautique : *Concorde, Airbus, Mercure ;* la recherche des créations d'emplois ; l'effort des PTT ; les autoroutes ; le TGV ; les transferts sociaux ; la non-apparition de la compensation dans le budget ; les subventions « petits régimes » ; nécessité de la clarté en matière de solidarité.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° 2809) [19 avril 1977] (p. 1900) : l'ampleur des menaces pesant sur les licenciements des travailleurs de la sidérurgie ; les temps d'indifférence et les temps forts des relations entre les pouvoirs publics et la sidérurgie ; le plan professionnel lancé en 1966 par M. Michel Debré ; ses résultats ; la déclaration du Gouvernement du 23 février 1977 ; l'application à la profession d'un plan pluriannuel ; les conditions des financements des mesures proposées ; l'effort d'aménagement régional ; l'utilisation de l'argent public ; (p. 1901) : le contrôle de l'utilité de l'effort consenti en faveur de la sidérurgie ; les modalités du contrôle de l'emploi des fonds publics ; le pragmatisme de la position des gaullistes sur la question des nationalisations ; l'attribution des prêts aux holdings financiers ; la comparution de la mission de contrôle interministérielle devant les commissions compétentes du Parlement ; indique son scepticisme quant à l'aide des institutions communautaires ; l'insuffisance et le retard des mesures décidées par la commission de Bruxelles ; les problèmes humains consécutifs à la crise de la sidérurgie ; la position du groupe gaulliste sur la question de l'emploi ; (p. 1902) : la priorité à accorder à la lutte contre le chômage par rapport à celle de l'inflation ; l'association des travailleurs à l'élaboration et à l'application des mesures de reclassement ; la création de nouveaux emplois ; les débouchés des CET de Lorraine ; l'aménagement de la Lorraine ; les conditions relatives à l'acceptation du plan gouvernemental.

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823). **Explications de vote** [28 avril 1977] (p. 2280) : l'acceptation par le RPR des mesures de caractère économique et social proposées par le Gouvernement ; la situation politique de la majorité au lendemain d'élections perdues mais à la veille d'une échéance électorale difficile ; la nécessité d'un combat et d'une action politique ; l'action à mener ; la confiance ; (p. 2281) : parler à la majorité un langage entraînant.

GUERLIN (André)

Député des Hautes-Pyrénées
(1^re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973]

(p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de l'assemblée parlementaire des communautés européennes [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre de l'assemblée parlementaire des communautés européennes [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome IX : Equipement : logement, problème social** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome IX : Equipement : logement, problème social** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **42258**) : **Difficultés des lycées d'enseignement professionnel** [25 novembre 1977] (p. 7955, 7956, 7957) : situation des proviseurs ; création de postes certifiés ; qualité de l'enseignement.

— (n° **42787**) : **Affirmations du ministre de l'agriculture sur les positions socialistes en matière de politique agricole européenne** [9 décembre 1977] (p. 8535, 8536, 8537) : le vote des socialistes n'a nullement réduit les possibilités d'intervention du FEOGA (transfert d'une partie des crédits de la section « Garantie » à la section « Orientation » pour donner une impulsion nouvelle à la politique des structures).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5503) : évoque la politique musicale de la France ; les progrès accomplis ; l'orchestre de Paris ; les orchestres régionaux et l'Opéra ; déplore que plus de la moitié du budget soit absorbé par Paris ; (p. 5504) : demande un effort considérable en faveur de l'enseignement musical et le recrutement des professeurs plus nombreux dans le plus grand nombre de spécialités possible ; demande que l'Etat encourage les associations comme « les Amis de la musique » et les festivals.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement, rapporteur pour avis [16 novembre 1974] (p. 6572) : le logement social est en danger ; (p. 6573) : face à une demande incompressible estimée à 350.000 logements sociaux par an on assiste paradoxalement à une non-consommation des crédits ; l'ANAH ; le pouvoir s'est toujours refusé les moyens juridiques et financiers d'une véritable maîtrise des sols ; le financement du logement social dénote des insuffisances graves ; (p. 6574) : les mesures indispensables.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 5** (p. 4456) : son amendement n° 113 : préciser que le baccalauréat ouvre l'accès aux établissements d'enseignement supérieur ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9012) : rappelle qu'une spéculation avide s'est emparée de la réhabilitation de l'habitat ancien comme d'une nouvelle occasion de profit ; le groupe du parti socialiste reconnaît l'effort accompli pour améliorer le dispositif de protection contre la vague spéculative par le dépôt de ce texte ; les précisions en matière de congé ; le problème cependant ne peut être résolu par une simple protection juridique ; un véritable système de protection suppose un rééquilibrage des villes ; (p. 9013) : la notion de « juste loyer ».

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement, rapporteur pour avis [27 octobre 1976] (p. 7120) : la politique générale du logement social ; les causes de la crise ; l'augmentation des logements en accession au détriment des logements locatifs au sein du secteur aidé ; éviter la revente des

maisons construites en vue de l'accession à la propriété ; les revendications relatives à la qualité ; la maîtrise des conditions de logement ; la crise du financement, le rejaillissement du coût de la construction ; les conditions de financement du logement social ; un renversement de l'équilibre entre les deux formes d'aide ; (p. 7121) : le problème de l'indexation ; l'aide à la pierre ; les prix plafonds ; la maîtrise du foncier, de l'urbanisme, des équipements ; l'acceptation d'engagements financiers par l'Etat ; un mauvais budget ; le logement social, parent pauvre.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9380) : la priorité de l'accession à la propriété ; le secteur du logement social ; les sociétés de crédit immobilier ; les coopératives de construction ; les causes de la crise du secteur de l'accession à la propriété ; (p. 9381) : la hausse des prix à la construction en France ; le désengagement de l'Etat ; la dégradation de la quotité des prêts ; la portée de l'allocation-logement ; les objectifs du projet ; sa portée sociale ; la charge foncière ; les différents prêts ; les ménages modestes ; la méconnaissance du rôle de l'apport personnel dans le financement de la construction ; (p. 9382) : les exonérations fiscales ; le financement d'une politique de progrès en matière de logement ; les difficultés du secteur locatif.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1588**). **Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Après l'Article 7** (p. 1728) : demande un scrutin public sur le sous-amendement n° 47 de M. Poperen.

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 3** (p. 2455) : l'inévitabilité des contentieux en raison des chevauchements des responsabilités.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion des articles** [9 décembre 1977]. **Article 3** *bis* (p. 8554) : soutient l'amendement n° 100 de M. Huguet : qualification des inspecteurs du travail pour procéder à la recherche ou à la constatation des infractions ; adopté. **Avant l'Article 19** (p. 8561) : soutient l'amendement n° 79 de M. Claude Michel : possibilité donnée au Gouvernement de rendre obligatoire par décret le dépôt par le producteur ou l'importateur d'une fiche descriptive des caractéristiques des produits ; repoussé.

GUERMEUR (Guy)

Député du Finistère
(7e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [18 octobre 1977] (p. 6211, 6274).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [11 mai 1973] (p. 1202), [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [25 octobre 1974] (p. 5474).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XVI : Aménagement du territoire** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XVI : Aménagement du territoire** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur les problèmes posés par l'**accession des salariés à la propriété des locaux d'habitation** destinés à leur usage personnel (n° **1796**) [24 juin 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XVI : Aménagement du territoire** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XVI : Aménagement du territoire** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** relative à la déontologie des **sondages d'opinion à caractère politique** (n° **2896**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** complémentaire à la **loi n° 60-791** du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et **l'enseignement agricole privé** (n° **2978**) [15 juin 1977] ; retrait de cette proposition [21 octobre 1977] (p. 6525).

— **Proposition de loi** complémentaire à la **loi n° 59-1557** du 31 décembre 1959, modifiée par la **loi n° 71-400** du 1er juin 1971 et relative à la **liberté de l'enseignement** (n° **2980**) [15 juin 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3007), modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux **économies d'énergie** (n° **3027**) [23 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux **économies d'énergie** (n° **3069**) [30 juin 1977].

— **Avis**, présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XVI : Aménagement du territoire** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** complémentaire à la **loi n° 60-791** du 2 août 1960 et relative aux **rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**) [19 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Prix des jeunes bovins** [8 juin 1973] (p. 1996, 1997) : prix des aliments du bétail.

— **Anciens combattants d'Afrique du Nord** [15 juin 1973] (p. 2218, 2219) : nécessité de maintenir l'unité du monde combattant.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2804, 2805) : situation des jeunes éleveurs ; intérêts du stockage, de l'exportation et du développement des industries agro-alimentaires ; aide aux producteurs d'artichauts de Bretagne.

• *question au Gouvernement :*

— **Rappel au règlement** [9 octobre 1974] (p. 4901) : procédure des questions au Gouvernement ; transmission de sa question au sujet de la société Laïta.

— **Situation de la société Laïta** [23 octobre 1974] (p. 5350).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7708) : l'attachement des travailleurs à la sécurité de leur emploi : nécessité de ventiler les demandes d'emploi entre régions, métiers, sexes et classes d'âge ; développement et diversification de la formation professionnelle.

• *questions au Gouvernement :*

— **Marché du thon** [30 avril 1975] (p. 2272) : difficultés des pêches maritimes.

— **Exonération de l'impôt foncier des terrains situés sur le littoral** [18 juin 1975] (p. 4366).

• *question orale sans débat :*

— (n° **24994**) : **Inscrits maritimes** [19 décembre 1975] (p. 10081, 10082) : édition d'un

guide pratique des assurés et retraités de l'ENIM (Etablissement national des invalides de la marine) ; mise en place d'une procédure d'avance sur pension et sur remboursement des dépenses maladies.

• *questions au Gouvernement :*

— **Naufrages de navires pétroliers** [7 avril 1976] (p. 1444) : les moyens juridiques, techniques et financiers d'éviter le renouvellement de l'affaire du pétrolier échoué sur les côtes d'Ouessant.

— **Troubles dans les universités et délivrance des diplômes** [12 mai 1976] (p. 2928) : la nécessité de sauvegarder pour les étudiants sérieux le droit d'obtenir des diplômes nationaux normaux.

— **Approvisionnement en eau** [30 juin 1976] (p. 4950, 4951) : situation du canton de Douarnenez ; le problème des sondages profonds.

— **Pollution pétrolière** [20 octobre 1976] (p. 6779) : naufrage du *Boehlen* à proximité de l'île de Sein ; nécessité de prévoir, sur le plan international, des moyens de prévention efficaces ; indemnisation des pêcheurs atteints par la marée noire ; renforcement des moyens de sauvetage.

— **Boycottage d'un navire français** [17 novembre 1976] (p. 8163) : la création de lignes entre Roscoff, Saint-Malo et Plymouth ; les raisons de l'intervention des dockers britanniques ; le respect des règlements communautaires.

— **Épave du pétrolier** *Boehlen* [24 novembre 1976] (p. 8635) : nécessité de faire effectuer immédiatement le pompage de la totalité du pétrole restant dans les soutes.

— **Prix du lait et situation des marins pêcheurs** [20 avril 1977] (p. 1951, 1952) : assurer la sauvegarde des agriculteurs et des marins pêcheurs lors des prochaines négociations sur les prix agricoles à Bruxelles.

— **Introduction de la presse dans les établissements scolaires** [30 novembre 1977] (p. 8053) : respect du pluralisme ; définition des conditions de choix ; organisation d'un contrôle par une commission mixte.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1067) : rôle du prix préservé comme moyen de progrès des exploitations ; soutiens à la viande et au lait, non dissociables ; caractère de chefs d'entreprise des éleveurs ; principe de la sauvegarde de la garantie des prix de la viande ; aspect cyclique du marché ; insuffisance de l'augmentation du prix du lait ; souhaite une action à long terme pour garantir le niveau de vie des producteurs ; (p. 1068) : la limitation du prix des céréales entrant dans la fabrication des aliments du bétail ; un effort de la CEE pour les aides à l'amélioration du cheptel ; l'attribution rapide des prêts bonifiés pour les bâtiments d'élevage ; insuffisance du rythme de l'électrification rurale ; dates d'octroi des prêts-calamités ; l'exemple du maïs ; aide de la CEE pour la publicité en faveur des produits laitiers ; élargissement des critères de détermination des zones défavorisées.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [19 juin 1973] (p. 2276) : attribution de la carte du combattant aux Français ayant combattu en Afrique du Nord ; préparation d'un projet de loi par le Gouvernement ; sa question d'actualité au ministre des anciens combattants ; manœuvres du groupe communiste faisant fi des explications du ministre.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3978) : situation économique et sociale héritée par la V^e^ République ; (p. 3979) : progrès accomplis depuis quinze ans ; dignité des professions refusant l'assistance ; estime que le projet constitue autant une charte du commerce et de l'artisanat qu'un statut des commerçants et artisans ; propositions de loi déposées par la majorité ; environnement économique du projet ; les réserves de son groupe à l'égard de l'article 21 relatif aux pouvoirs de la commission départementale d'urbanisme commercial ; dérogations aux principes de notre droit public ; ses réserves sur la fixation par décret de la composition de la commission ; pari sur l'avenir ; environnement social du projet ; imprécision des mesures prévues sur le plan social ; précisions à apporter quant à la réduction des charges sociales annoncées par le ministre ; mesures prises sur le plan fiscal ; sa demande d'examen de la situation des commerçants et artisans au regard de la TVA ; rattrapage du retard de 26 % sur les retraites ; problème du non-paiement des cotisations de retraite dans certains départements ; amendement présenté par la commission en vue de régler cette affaire ; son rejet au titre de l'article 40 de la Constitution ; sa demande au Gouvernement de revenir sur cette décision. **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 31** (p. 4127) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Brocard ; cas des entreprises de vente par correspondance ; en appelle au Gouvernement pour rechercher les moyens de préserver les moyens

d'action de ces entreprises. **Article 33** (p. 4130) : son amendement, adopté par la commission, tendant à inciter le consommateur à consulter un catalogue de vente saisonnière ; (p. 4132) : précise les raisons de son abstention dans le vote sur l'article. **Après l'Article 33** (p. 4133) : ses observations sur les amendements de MM. Bignon et Guillermin ; (p. 4134) : demande au Gouvernement des assurances sur sa volonté de supprimer cette discrimination non seulement en matière de prix mais aussi des conditions de vente ; (p. 4144) : ses observations sur l'amendement de M. Bardol : fait des réserves sur l'opportunité d'étudier les conditions de travail dans les magasins à l'occasion de ce projet. **Article 34** (p. 4145) : ses observations sur la publicité mensongère, procédé nuisant à la fois aux consommateurs et aux commerçants et artisans ; sévérité de la commission ; (p. 4147) : obligation faite au juge d'interdire la diffusion des annonces rectificatives ; estime que l'article 34 tend plus encore à protéger le consommateur qu'à punir celui qui agit de mauvaise foi ; (p. 4149) : sa réponse à M. Boudet sur les conditions de mise en boîte des sardines ; moyens de la répression des fraudes ; caractère superflu de l'amendement de M. Boudet ; (p. 4152) : les effets d'une publicité mensongère : dissuader les producteurs ou les revendeurs d'y recourir ; (p. 4153) : dissuasion des annonceurs à l'égard de la publicité mensongère ; protection des consommateurs ; [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4238) : caractère fondamental de la question de la solidarité nationale ou professionnelle ; prestations maladie et leur alignement sur celles du régime général ; sa satisfaction devant l'effort accompli ; mesures restant à prendre ; remboursement des frais de transport par ambulance des malades revenant d'un hôpital ; rattrapage des retraites ; souhaite que l'opération soit réalisée dans un certain délai et avec continuité ; non-paiement des cotisations de retraite par certains commerçants ; son amendement déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution ; souhaite une mesure d'amnistie ; charge résultant des cotisations d'assurance maladie des retraités ; souhaite connaître les étapes retenues pour alléger cette charge (p. 4239) : son amendement relatif aux structures propres à chaque régime de sécurité sociale ; [11 octobre 1973] : **Article 21** (p. 4299) : ses observations sur les dangers que peut présenter la procédure proposée ; (p. 4307) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Article 23** : soutient le texte du Gouvernement ; (p. 4310) : s'oppose à l'article après l'adoption de l'amendement de M. Poperen ; [12 octobre 1973] : **Après l'Article 23** (p. 4359) : ses sous-amendements : procédure de la commission départementale. **Article 24** (p. 4369) : son amendement ; retrait ; [18 octobre 1973] : **Article 28** (p. 4371) : son amendement : priorité des prêts de la CAECL pour les communes de 20.000 à 100.000 habitants ; (p. 4526) : son rappel au règlement ; pressions exercées sur les parlementaires à l'occasion du débat ; ses observations sur le projet et sur l'article 23 ; [19 octobre 1973] : **Avant l'Article 41** (p. 4545) : ses observations sur l'apprentissage et les métiers manuels ; votera la disposition proposée par le Gouvernement. **Après l'Article 36** (p. 4618) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; sort fait aux veuves. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4624) : ses observations sur la portée de l'article, ses observations sur le texte proposé par le Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973] : **Article 13** (p. 6709) : son amendement déclaré irrecevable ; problème du refus de paiement des cotisations ; mesures d'apaisement prises ; demande au Gouvernement d'autoriser les caisses à servir les prestations au bénéfice des débiteurs de cotisations arriérées avant la date de promulgation de la loi en discussion sous réserve de l'engagement des débiteurs à régler leurs dettes suivant un plan de paiement ; [7 décembre 1973] : **Article 15** *quinquies* **A** (p. 6712) : problème des arriérés de cotisation d'assurance vieillesse ; souhaite une circulaire ministérielle quant aux conditions d'application du décret du 9 novembre 1973. **Article 34** (p. 6725) : son amendement : répression de la publicité mensongère ; conditions de publication des annonces rectificatives ; (p. 6726) : répond au Gouvernement. **Article 22** (p. 6768) : son amendement ; répond au Gouvernement. **Article 23** (p. 6771) : ses observations (pressions de la rue sur les députés). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7228) : sa rectification : rejet par la commission mixte de son amendement transactionnel.

— **Rappel au règlement** [11 octobre 1973] (p. 4298) : déplore vivement les conditions de travail qui sont imposées aux députés.

— **Rappel au règlement** [26 octobre 1973] (p. 4862) : suggère qu'une salle de l'Assemblée porte le nom de Robert Sans.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4745) : ses observations sur l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement ; demande d'aller plus vite dès l'exercice 1974 dans la voie de l'alignement des impositions des non-salariés et des salariés ; (p. 4746) : s'interroge sur les ressources permettant de pour-

suivre la réforme l'an prochain ; [25 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4778) : s'étonne de l'attitude du groupe communiste à propos de l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement : dispositions fiscales relatives à la participation. **Après l'Article 6** (p. 4796) : ses observations sur l'attitude du Gouvernement vis-à-vis des amendements touchant à un sujet important ; [25 octobre 1973] : **Après l'Article 6** (p. 4798) : inégalité des traitements réservés aux plus hautes catégories de l'hôtellerie et au tourisme social ; (p. 4799) : problème des hôtels moyens ; moyens d'encourager l'hôtellerie sociale et d'aider les hôtels de préfecture ; [26 octobre 1973] : **Avant l'Article 12** (p. 4875) : défend l'amendement de M. Peyret traduisant de la part de son groupe une volonté poltique et une continuité ; modernisation d'un système inadapté à notre époque ; refus de mettre le financement de la compensation à la seule charge du régime général des salariés du commerce et de l'industrie ; volonté d'assurer l'égalité entre tous les Français ; attribution aux régimes déficitaires de recettes fiscales de l'Etat ; dépôt par le Gouvernement avant le 1er juillet 1974 d'un projet de loi qui établira une compensation entre les régimes de base obligatoires ; document annexé chaque année au projet de loi de finances ; droit de regard du Parlement sur le budget social de la nation ; (p. 4877) : se rallie au sous-amendement de M. Papon : dépôt par le Gouvernement avant le 1er mai 1974 du projet de loi définissant le cadre de présentation annuelle du budget social de la nation.

Deuxième partie :

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5090) : ses observations sur les propos de M. Crépeau ; naufrage du *Pell-Euz-an-Neiz ;* salue la mémoire des disparus ; gratitude exprimée aux sauveteurs par la population de Douarnenez ; fonctionnement des stations du Conquet et de Guipavas ; demande le contrôle de l'existence des services de sécurité dès l'annonce d'une grève ; décalage entre notre flotte de transport et les besoins du commerce extérieur ; problème du libre embarquement des marins de la CEE sur les bateaux français ; harmonisation des législations sociales européennes ; problèmes de la pêche ; maintien de la population côtière française dans cette activité ; conditions de vie des marins ; nécessité de prévoir des avantages sérieux ; apaisements apportés par le Premier ministre lors de sa visite en Cornouaille ; droit de pêche ; insuffisance des accords intervenus avec le Maroc et la Mauritanie ; garantie d'un prix minimum du poisson; coordination sous l'égide d'un groupement interministériel ; écoles d'apprentissage maritime ; maintien de l'école de l'Aber-Vrac'h ; assistance médicale sur les lieux de pêche au thon ; accord du Premier ministre sur cette revendication des marins ; allégements fiscaux en faveur des marins ; (p. 5091) : rétroactivité du décret du 7 octobre 1968 ; alignement des pensions des veuves de marins décédés par suite d'accident du travail ; (p. 5094) : son rappel au règlement ; réponse du ministre des transports aux orateurs de l'opposition ; réponse à M. Denvers.

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5303) : objectifs et moyens de la politique agricole de la Ve République ; agriculture au service de l'homme ; taux d'accroissement du budget pour 1974 ; nécessité d'investir dans l'enseignement ; aide de l'Etat à l'enseignement privé ; (p. 5304) : maisons familiales rurales ; remembrement ; conséquences de l'inclusion de terrains constructibles dans le périmètre de remembrement ; associations foncières de remembrement ; inquiétudes relatives à l'INRA ; prêts à la construction d'étables et de porcheries ; suggère la conclusion de contrats entre l'éleveur et les entrepreneurs ; garantie du revenu des éleveurs ; assurance-groupe permettant aux agriculteurs de pouvoir investir dans l'agriculture ; chance pour le pays.

Dépenses militaires (art. 20 et 21), budgets annexes du Service des essences et du Service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5426) : mise en cause de l'armée et de la défense ; attitude des partis de gauche à l'égard des militaires et ses motivations ; son amendement sur l'affaire du 1 % indûment versé par les retraités militaires ; revalorisation de la condition militaire ; retraites militaires ; non-rétroactivité des lois relatives aux pensions civiles et militaires ; situation des jeunes gens soutiens de la famille en zone rurale.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5522) : évoque la ségrégation du monde combattant et la nécessité d'une véritable solidarité nationale ; (p. 5523) : rapport constant ; anciens combattants d'Afrique du Nord ; la retraite à soixante ans pour les anciens combattants ; se félicite du progrès en ce qui concerne les pensions d'ascendants ; approuvera ce budget.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5668) : égalité des chances ; gratuité ; bourses ; transport scolaire ; allocation de rentrée scolaire ; égalité entre l'enseignement privé et l'enseignement public ; sa question sur le rétablissement de l'allocation scolaire pour les enfants qui fréquentent des établissements placés sous contrat simple ; inégalités entre zones rurales et zones urbaines. **Etat B - Titre IV** [14 novembre 1973] (p. 5700) : ses observations sur la laïcité.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme, rapporteur pour avis [14 novembre 1973 (p. 5705) : missions de la DATAR ; (p. 5706) : évolution des dotations budgétaires ; crédits du FIAT ; fonds de décentralisation administrative ; estime nécessaire une certaine contrainte à l'égard des administrations ; suggère qu'une part des crédits d'équipement des administrations soit bloquée dans une enveloppe unique ; instruction des dossiers par le secrétaire général du Gouvernement et par la DATAR ; ses observations sur les primes de développement régional ; crédits des missions régionales ; résultats de l'action menée par la DATAR ; mise en place des institutions régionales et politiques d'aménagement du territoire ; nécessité d'une concertation au niveau administratif et politique ; fonds européen de développement régional ; (p. 5707) : estime que les crédits du fonds devraient s'ajouter aux dotations budgétaires ; souhaite un engagement ferme sur ce point ; marchés de travaux publics et marchés de fournitures ; Crédit agricole et aménagement du territoire ; fonds de gestion des crédits permettant d'accorder des prêts bonifiés ; préorientation du plan.

— Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962 (n° 723). Après déclaration d'urgence, discussion générale [11 décembre 1973] (p. 6827) : intervention de M. Duvillard au Sénat le 11 décembre 1968 ; (p. 6828) : carte du combattant et revendications du moment ; hommage de la nation ; commission d'examen des modalités d'attribution de la carte ; attitude des groupes de l'opposition ; proposition de loi adoptée par le Sénat et propos de M. Darou, rapporteur ; ses observations sur le projet de loi ; dispositions de l'article 4 et coût financier d'une mesure générale ; sa demande de mesures dérogatoires ; (p. 6829) : campagne de dénigrement menée contre le projet.

1974

— Projet de loi d'amnistie (n° 1058). Discussion générale [20 juin 1974] (p. 2825) : sort des commerçants et artisans rebelles aux cotisations de retraite ; nécessité de donner des instructions pour que les paiements puissent reprendre. **Discussion des articles. Article 13** (p. 2848) : reprise des prestations sociales en faveur des commerçants et artisans. **Explications de vote** (p. 2867) : le groupe UDR votera le projet d'amnistie.

— Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord (n° 943). Discussion générale [28 juin 1974] (p. 3202) : ses observations relatives aux anciens harkis ; demande qu'il soit tenu compte du caractère spécifique des opérations en Afrique du Nord.

— Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5522) : examine l'application de la loi d'orientation ; égalité sociale ; aide spéciale compensatrice ; l'urbanisme commercial soulève peu de réactions ; les commerçants et artisans savent gré au ministre des efforts déployés ; inquiétude devant la modestie des crédits.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5838) : retrace l'effort de la Ve République en faveur de l'enseignement ; la titularisation des auxiliaires ; (p. 5839) : les dangers de « l'hypersyndicalisation » des personnels de l'éducation nationale ; les parents manifestent un besoin accru de tolérance ; les besoins de formation continue des maîtres ; le forfait d'externat ; la situation des établissements privés et l'application des dispositions de la loi Barangé ; (p. 5840) : les associations de parents d'élèves doivent recevoir une aide pour construire des établissements privés dans les nouvelles agglomérations ; rétablir l'allocation scolaire aux établissements privés sous contrat simple.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6124) : diminution du revenu agricole ; protection et cours du porc ; abattage de bovins ; les prêts à court terme hors quota ; les bâtiments d'élevage ; le prix des aliments pour le bétail ; la sélection animale ; les organisations de marché ; l'enseignement agricole et les établissements privés.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6589) : la programmation en valeur permet plus de clarté et plus de souplesse dans l'adaptation de l'aide de l'Etat aux objectifs essentiels ; (p. 6590) : construire de nouveaux villages dans les villes moyennes ; la population exige que toute la procédure administrative et financière voit ses délais raccourcis ; il est urgent d'intervenir pour maintenir l'activité du bâtiment.

Transports. — IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6663) : la pêche maritime ; le désintérêt de l'Etat ; la rentabilité de la flotte de pêche ; l'âge de la flotte artisanale ; (p. 6664) : la production de poisson frais ; la balance commerciale du poisson ; l'absence de volonté politique ; l'exemple du Japon ; les organismes de recherche : le CNEXO, l'ORSTOM et l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; la pollution de la mer ; la conférence de Caracas sur le droit de la mer ; la limite des eaux territoriales ; la pêche en mer du Nord et en mer d'Irlande : menaces pour la pêche artisanale et indus-

trielle ; (p. 6665) : la modernisation de la flotte de pêche industrielle ; le taux des primes ; les prêts bonifiés ; l'aide à la pêche artisanale ; la formation des marins ; la révision des prix européens ; l'organisation des marchés ; le revenu des pêcheurs ; l'aide compensatrice du prix du carburant ; l'indemnisation du chômage technique et l'assurance contre les intempéries ; la conférence annuelle des pêches maritimes.

Intérieur, rapporteur pour avis [19 novembre 1974] (p. 6720) : les missions d'aménagement du territoire ; les crédits ; les fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT) ; le bilan de la politique depuis dix ans ; le développement de Paris ; la décentralisation industrielle et la décentralisation tertiaire ; (p. 6721) : la décentralisation administrative ; les nouveaux axes de l'aménagement du territoire ; la région ; les contrats des petites villes ; la prospective ; la commission de la production recommande l'adoption des crédits.

Economie et finances. — Services financiers [20 novembre 1974]. **Discussion générale. Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération** (p. 6884) : le crédit destiné à la couverture des besoins des écoles primaires privées liées à l'Etat par contrat simple ; le rétablissement de l'allocation aux établissements d'enseignement privé sous contrat simple.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant suppression de la carte d'importateur des produits de la pêche maritime** (n° **1505**). **Explications de vote** [6 mai 1975] (p. 2368) : engager un large débat sur les problèmes des pêches maritimes ; (p. 2369) : organiser un marché commun des produits de la mer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Crédit maritime mutuel** (n° **1289**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2371) : une réforme nécessaire ; la modernisation des pêches maritimes et l'extension des zones de pêche ; le développement de la coopération ; l'interdépendance entre les pêches et les activités industrielles et artisanales ; la crise douloureuse qui accompagne le développement ; mettre en place les moyens d'un marché européen ; la nécessaire poursuite de l'effort de l'Etat ; l'inadaptation du Crédit maritime mutuel ; donner à cet organisme une dimension suffisante ; aboutir à une banque de développement maritime ; (p. 2372) : le maintien de l'autonomie des caisses régionales par rapport au contrôle de la caisse centrale de crédit coopératif ; le maintien du caractère mutualiste et de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2381) : son amendement n° 8 : substituer aux mots « qui s'y rattachent » le mot « connexes » ; préciser et élargir le champ de compétence du Crédit maritime mutuel ; repoussé ; son amendement n° 9, après : « financement des opérations », ajouter : « relatives à l'extraction et à la récolte des produits végétaux ou minéraux, à l'exception de ceux visés à l'article 2 du code minier » ; (p. 2382) : préciser les opérations industrielles entrant dans le champ des compétences des caisses du Crédit maritime mutuel ; adopté ; son amendement n° 11 : répondre aux besoins particuliers individuels ou collectifs des sociétaires ; adopté. **Après l'Article 3** : son amendement n° 12 : la commission supérieure du Crédit maritime mutuel peut se saisir de toute question intéressant le Crédit maritime ; (p. 2383) : réaffirmer la volonté de coopération entre les professionnels et l'Etat ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 13 : consultation de la commission sur les orientations définies par le ministre ; repoussé. **Article 6** (p. 2384) : son amendement n° 14 et son sous-amendement n° 18 : contrôle des caisses régionales par la caisse de crédit coopératif ; respect de l'autonomie juridique et financière ; adoptés. **Article 12** (p. 2388) : son amendement n° 16 : prévoir expressément l'octroi de crédits dans les attributions du conseil d'administration ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 17 : outre la dissolution du conseil, prévoir une possible suspension de six mois ; (p. 2389) : accepte que le délai de six mois soit ramené à un mois ; adopté.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 12** (p. 3984) : souhaite que le texte en discussion soit modifié pour exonérer les établissements privés d'enseignement au même titre que les établissements publics.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4382) : le choix fondamental que constitue l'éducation ; la condamnation par le ministre de la fausse laïcité abritant la politisation des jeunes ; (p. 4383) : les efforts immenses déployés par la V^e^ République ; faire une école ouverte sur la vie ; la communauté scolaire ; construire une école conçue plus pour l'enfant que pour le maître. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Après l'Article 18** (p. 4477, 4478) : son amendement n° 91 : application de la présente loi aux établissements privés sous contrat en même temps qu'aux établissements publics ; (p. 4478) : constate que l'amendement n° 139 du Gouvernement a une portée moindre que son propre amendement ; (p. 4479) : présente une nouvelle rédaction de son amendement n° 91 ; adopté.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [9 octobre 1975]. **Article 2** (p. 6730) : sur l'amendement n° 365 de M. Bas, souhaite que soient retenues les propositions de M. Fanton relatives à l'exonération des écoles et des établissements du culte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**). **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7086) : félicite le ministre pour l'ampleur de la réforme et la méthode de concertation employée ; (p. 7087) : soulève le problème des retraités ; appelle l'attention du ministre sur le sort de certaines catégories ; l'exemple des adjudants et adjudants-chefs à l'échelle 3 ; répond à M. Voilquin, président de la commission de la défense nationale ; remercie le Gouvernement pour l'effort fait en faveur des veuves ; insiste pour que les mesures soient appliquées plus rapidement ; (p. 7088) : un projet qui consacre la reconnaissance du pays pour les cadres de l'armée. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7098) : sur l'amendement n° 40 de M. Allainmat, fait observer que le projet en discussion prouve que les militaires peuvent faire prendre en considération leurs intérêts sans l'existence de groupements professionnels.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7937) : demande un allégement des charges d'exploitation, une plus grande facilité d'installation pour les jeunes et une aide plus énergique à l'enseignement agricole.

Education [12 novembre 1975] (p. 8207) : les apports positifs du budget pour 1976 ; ses insuffisances ; transports scolaires ; enseignement à la campagne ; structures régionales ; le droit pour les écoles libres d'exister ; la contribution de l'enseignement privé à l'œuvre nationale ; rattraper le retard en matière de forfaits d'externat.

Intérieur, rapporteur pour avis [13 novembre 1975] (p. 8275) : les crédits affectés au fonds de rénovation rurale ; (p. 8276) : les crédits du fonds européen de développement régional ; l'efficacité de l'action de l'aménagement du territoire ; les orientations qu'implique la crise ; les souhaits de la commission de la production. **Examen des crédits. Article 71** (p. 8316) : demande qu'il ne soit pas tenu compte de la diminution de la population communale au-delà de l'année 1976.

Transports. — IV. Marine marchande [14 novembre 1975] (p. 8435) : le compte d'exploitation déficitaire des navires et leur désarmement ; abaisser le prix de revient de la pêche en agissant notamment sur le coût du carburant ; venir en aide à l'armement de la pêche et organiser le marché du poisson.

— **Rappel au règlement** [14 novembre 1975] (p. 8431) : conclusions du rapporteur de la commission de la production et des échanges sur le budget de la marine marchande contraires aux positions prises par la commission.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9539) : fait état de la difficulté de la protection des sites en Bretagne ; se demande s'il est possible de présenter des permis de construire sans information préalable ; (p. 9540) : souhaite une solution donnant satisfaction aux collectivités locales et aux particuliers ; souhaite le vote de l'amendement n° 3 du Gouvernement. **Après l'Article 9** (p. 9542) : sur l'amendement n° 25 du Gouvernement, demande si le Crédit mutuel aura liberté de choisir la collectivité locale destinataire de ses fonds ; considère que le Crédit maritime mutuel devrait bénéficier des mêmes avantages.

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accession des salariés à la propriété des locaux destinés à leur usage personnel et à la construction d'immeubles locatifs d'entreprises** (n° **1534**). **Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10146) : juge nécessaire de lever les blocages tenant à l'information et au financement afin de satisfaire les nouvelles aspirations en matière de logement ; le choix judicieux de l'entreprise ; (p. 10147) : l'accession à la propriété grâce à la mise à la disposition des travailleurs des sommes considérables de l'intéressement.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1985, 1986) : relate l'accident de l'*Olympic Bravery* et la catastrophe du *Torrey Canyon ;* la nécessité pour les pouvoirs publics de disposer de moyens adéquats ; réglementer la navigation des bateaux dans les parages difficiles ; l'absence de capacité financière des pouvoirs publics ; contrôler la navigation dans une zone de 20 milles au large des secteurs côtiers réputés dangereux ; mettre en place un dispositif permettant d'assurer la surveillance constante des pétroliers ; (p. 1987) : fournir aux pouvoirs publics les moyens d'agir sur les plans juridique, administratif, matériel, tech-

nique et financier ; les amendements déposés par l'orateur. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Après l'Article 10** (p. 1996) : son amendement n° 13 : obligation pour tout navire transportant des substances visées aux annexes 1 et 2 de la convention d'Oslo, ou transportant des hydrocarbures, de prendre un pilote agréé dès lors qu'il entre dans la zone de 20 milles des côtes ; (p. 1997) : rappelle que la France ne serait pas la première à faire obligation de prendre un pilote dans certains secteurs géographiques ; accepterait que l'obligation ne vaille que pour les navires passant dans les eaux territoriales ; suggère que son amendement soit adopté et qu'en fonction de cette adoption, le Gouvernement mène sa négociation sur le plan international ; amendement n° 13 repoussé ; (p. 1998) : son amendement n° 14 : dans le cas d'avaries ou d'accidents d'un navire ou d'un aéronef transportant des substances nocives ou dangereuses, mise en demeure immédiate du propriétaire par le préfet pour faire cesser le péril ; son amendement n° 15 : étude par le Gouvernement des mesures de nature à prévenir la pollution marine due aux immersions par accident ; estime que son amendement n° 14 éviterait les atermoiements que l'on a pu déplorer lors de l'accident de l'*Olympic Bravery* ; (p. 1999) : suite aux explications de M. Granet, secrétaire d'Etat, retire ses amendements nos 14 et 15 ; son amendement n° 12 : retiré. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 1999) : son amendement n° 11 : rédactionnel ; adopté après adoption du sous-amendement n° 19 du Gouvernement. **Titre** (p. 2001) : son amendement n° 16 : compléter le titre par les mots « et à la lutte contre la pollution marine accidentelle » ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1976] (p. 4387) : souligne l'importance de la lutte contre la pollution marine ; se félicite de la réflexion engagée par une autre personnalité sur l'ensemble des moyens de lutte contre la pollution pétrolière ; souhaite que le Gouvernement dépose un projet sur le dégazage. **Discussion des articles** [18 juin 1976]. **Après l'Article 8** (p. 4391) : apprécie la valeur de dissuasion que représente l'amendement n° 5 ; souhaiterait que le cautionnement soit fixé à un niveau suffisant pour couvrir les pénalités et les dommages.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [27 avril 1976] (p 2204) : estime que les résultats obtenus dans le domaine de l'agriculture sont à la mesure des efforts soutenus depuis quinze ans ; juge qu'il faut se donner pour objectif la progression régulière du revenu agricole, le développement des zones rurales et l'amélioration de la qualité de la vie des agriculteurs ; déplore que le rapport de la valeur ajoutée à la valeur du produit fini aille en se dégradant ; souhaite le développement des industries agricoles alimentaires et l'extension des exportations.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2732) : regrette que le Gouvernement n'ait pas fait siennes ses propositions concernant la protection des côtes françaises contre la pollution pétrolière ; demande qu'on impose à la navigation des pétroliers des règles très strictes et impératives ; (p. 2733) : demande que la France engage des conversations pour aboutir à une convention internationale dans ce domaine ; souhaite que des instructions soient données à la délégation française à la conférence du droit de la mer à New York en vue de faire adopter une réglementation de la navigation des navires pétroliers.

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accession des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel** (n° 1534). **Deuxième lecture. Discussion générale** [13 mai 1976] (p. 2966) : souhaite expliquer son vote ; souligne que le texte proposé constituera une contribution importante à la réforme de l'entreprise ; l'importance du problème du logement dans la vie quoditienne des Français ; les commissions d'information et d'aide au logement ; innovation importante du texte ; les effets heureux de la mise à la disposition des salariés décidant d'accéder à la propriété ; les sommes bloquées au titre de la participation aux fruits de l'expansion ; annonce le vote favorable du groupe UDR.

— **Projet de loi portant approbation du VIIe Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4612) : un débat important pour le pays et chaque région ; les choix concernant la place de la France dans le monde ; (p. 4613) : la qualité de la vie ; la réduction des inégalités ; l'existence économique et culturelle des provinces ; le Plan décentralisé, un instrument de démocratie ; un taux de croissance raisonnablement optimiste et réaliste ; l'exigence d'adaptation de la formation à l'emploi ; la carence de l'opposition qui n'a pas présenté un contre-plan ; le Plan et la Bretagne, la nécessité du désenclavement breton, de l'industrialisation, d'une centrale de production d'électricité nucléaire ; (p. 4614) : les pêches maritimes ; la formation des hommes ; l'assainissement ; la lutte contre la pollution marine ; le contrôle concerté de l'exécution du Plan.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° 2410). **Discussion générale** [1er juillet 1976] (p. 5004) : la mutation du

droit de la mer, une étape capitale dans l'histoire économique du monde ; des conséquences très variables selon la façon dont nous réagirons à une orientation économique et géographique nouvelle ; l'importance des mesures pratiques ; le rapport du Conseil économique et social ; l'attitude de la France dans le champ diplomatique nouveau ; une exploitation rationnelle et communautaire des eaux européennes ; une préservation efficace de ses fonds contre l'intrusion de flottes non communautaires ; des négociations bilatérales vis-à-vis des pays extra-européens pour consolider le droit traditionnel ; attire l'attention du Gouvernement sur l'exploitation des ressources minérales des océans ; (p. 5005) : des chances nouvelles de développement économique et de mise en valeur rationnelle des immenses richesses de la mer. **Discussion des articles** [1er juillet 1976]. **Article 3** (p. 5009) : insiste pour que des mesures soient prises mettant fin au pillage de la langouste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6528) : un langage rude et franc ; exigence envers le plan Barre ; le vote du collectif budgétaire, un acte de politique économique et de solidarité nationale envers les agriculteurs ; ne pas diviser les agriculteurs et les autres Français ; la règle de l'entraide ; souhait d'une transparence des revenus ; (p. 6529) : propose de substituer le revenu au chiffre d'affaires comme assiette de la taxe sur les gros agriculteurs ; le blocage du prix de l'eau, une mesure dangereuse. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6631) : son amendement n° 8 : substitution de la notion de bénéfice à celle de chiffre d'affaires ; (p. 6632) : les défauts de l'amendement n° 67 du Gouvernement ; (p. 6634) : retire son amendement n° 8 ; critique la manière dont serait atteint le seuil de 100 millions de francs.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7201) : le temps consacré au budget de la marine marchande ; la pollution de l'île de Sein et du cap Sizun ; les problèmes sociaux relatifs à la marine marchande ; les problèmes des pêches maritimes et de la pollution pétrolière ; la situation des retraités et des veuves ; la pension de réversion ; les conditions futures d'accès aux ressources de la mer ; la nécessité d'une politique européenne commune ; la prévision de la conversion des navires ; les gros navires ; les navires congélateurs ; le salut dans l'utilisation de navires polyvalents ; l'aide à la pêche artisanale ; l'assurance contre la perte des engins de pêche ; la réduction du prix du gas-oil pour la pêche maritime ; la pollution ; les dangers représentés par les énormes navires transporteurs de pétrole ; les obliger à passer au large ; (p. 7202) : rechercher un produit neutralisant du pétrole, sans danger pour les fonds ; la pollution de l'île de Sein et de la pointe du Raz ; les inquiétudes des marins ; l'utilisation du *Pélican* ; l'indemnisation du chômage technique pour le temps que durera l'impossibilité de pêcher ; le prix de l'indemnisation sans commune mesure avec le danger que l'on doit prévenir. **Examen des crédits. Explications de vote** (p. 7211) : une situation économique internationale difficile ; vote positif de l'UDR ; est satisfait par le doublement des crédits initialement prévus pour le gas-oil ; les moyens de sauvetage en mer ; les moyens de lutte contre la pollution ; la fermeté du Gouvernement à Bruxelles concernant les eaux communautaires ; les veuves de marins.

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7387) : les pensionnés ; les veuves ; les ascendants victimes de l'inflation ; les anciens d'AFN ; la pension « hors guerre » ; l'attribution de la carte du combattant ; la campagne double ; la rente mutualiste avec participation de 25 % de l'Etat ; les dates à prendre en compte pour la fin des conflits en Tunisie, au Maroc et en Algérie.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [4 novembre 1976] (p. 7518) : la forêt provençale ; son examen sous un éclairage particulier ; (p. 7519) : le dérèglement de la politique agricole commune ; l'incapacité des Etats membres à maintenir des parités fixes ; les montants compensatoires ; une taxation au profit du fonds européen ; la réduction des excédents laitiers ; ne pas bloquer la modernisation des petites et moyennes exploitations ; s'éloigner du libre échange ; avoir une agriculture plus compétitive et exportatrice ; avoir l'assurance d'une rentabilité normale du travail et des capitaux engagés ; l'enseignement agricole ; la convention du 2 février 1976 sur l'enseignement agricole privé ; (p. 7520) : l'ANDA ; la productivité du secteur de l'élevage ; la prophylaxie ; la brucellose ; l'identification des animaux ; le déficit en protéagineux ; la concurrence américaine ; aider l'élevage dans une perspective régionale ; les trois critères de répartition des crédits ; les PAP ; les zones de montagne ; la situation des familles au plan fiscal et social ; l'AMEXA ; un budget de pause ; (p. 7521) : la nécessité de « traduire le programme commun ». **Examen des crédits** [5 novembre 1976]. **Etat B - Titre IV** (p. 7617) : l'effort en faveur de l'enseignement agricole privé ; (p. 7618) : indique qu'il votera le budget de l'agriculture ; son vote conditionnel. **Article 69** (p. 7620) : le développement rural ; la rationalisation de la répartition des points

d'abattage en France ; les petites villes ; (p. 7621) : explique son abstention ; indique qu'après l'explication de M. Bonnet il aurait pu modifier son vote.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 (*J.O.* Débats du 5 novembre 1976) (p. 7634) : l'enseignement agricole ; rétablir un équilibre convenable.

Universités. Examen des crédits [10 novembre 1976]. **Après l'Article 72** (p. 7887) : son amendement n° 256 autorisant l'Etat à souscrire des conventions de coopération avec les établissements supérieurs privés à but non lucratif ; le complément de la législation existante ; (p. 7888) : le moyen de mieux suivre l'usage fait de l'argent public ; adopté.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7905) : l'application de la loi d'orientation ; l'alignement des conditions d'imposition du revenu avec celles des salariés ; les centres de gestion agréés ; le régime des forfaits ; la correction trop lente du régime de protection sociale des travailleurs indépendants ; les cotisations patronales d'assurances sociales ; l'installation des jeunes artisans en milieu rural ; les chambres de métiers ; la taxe professionnelle ; les travailleurs indépendants, fauteurs d'inflation ; (p. 7906) : les contrôles ; les consommateurs et leurs associations. **Examen des crédits** [10 novembre 1976]. **Après l'Article 62** (p. 7908) : son amendement n° 254 permettant aux chambres de métiers de demander un dépassement de la limite de 50 % fixée par le III de l'article 13 de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 ; les dépenses ordinaires des chambres de métiers ; des budgets trop faibles pour accomplir les tâches de formation professionnelle et permanente ; le dépassement de la taxe autorisé par décret ; faire confiance aux professionnels dans l'évaluation des budgets nécessaires à leur action de formation des hommes ; propose de voter son texte et d'attendre le verdict du Sénat ; amendement n° 254 adopté.

Education. Examen des crédits [18 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 8246) : la suppression de la liberté ; le choix de l'école dans le projet socialiste ; (p. 8247) : la tolérance ; l'enseignement privé ; l'anticléricalisme.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire, rapporteur pour avis [18 novembre 1976] (p. 8251) : une année difficile pour l'aménagement du territoire ; les intentions des responsables politiques ; les régions de l'Ouest ; la régression des autorisations de programmes ; l'inflation et l'aménagement du territoire ; la diminution des crédits ; le saupoudrage des interventions ; l'Ouest ; le Massif central ; « l'écharpe » Sud-Ouest - Nord-Est ; les zones frontalières ; les zones de conversion ; (p. 8252) : le rôle des régions ; le fonds européen de développement régional ; la DATAR ; le nouveau ministère ; lutte contre l'inflation et aménagement du territoire ; le FAC ; la répartition des PAP ; les erreurs du budget ; avis favorable de la commission ; (p. 8271) : le programme de décentralisation des administrations ; (p. 8272) : demande que l'Assemblée soit informée de l'usage fait du quota français obtenu du FEDER.

Commission mixte paritaire [15 décembre 1976] (p. 9443) : ses observations sur l'amendement n° 5 du Gouvernement ; les moyens financiers nécessaires aux chambres de métiers ; (p. 9444) : les recettes attendues ; les risques de licenciements ; son amendement tendant à porter de 25 à 40 % la limite de dépassement des droits fixes repris par le Gouvernement sous la forme de l'amendement n° 5.

1977

— Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3432) : la France, un peuple qui tourne le dos à la mer ; (p. 3433) : la marine ; l'absence de politique maritime globale et à long terme ; l'enseignement maritime ; les revendications des pays en voie de développement ; les déclarations du général de Gaulle sur la lutte des Etats pour l'exploitation de la mer ; l'objet du débat ; les préoccupations du groupe RPR ; la sauvegarde de l'indépendance nationale ; la conférence de Bruxelles ; l'exclusion des prédateurs ; les dangers de l'extension à deux cents milles de la zone économique ; l'application du traité de Rome ; la garantie de l'indépendance alimentaire ; la conférence de New York ; l'accès aux richesses minérales ; le problème de l'exploitation des nodules polymétalliques ; (p. 3434) : la monopolisation par les Etats-Unis de l'exploitation de ces nodules ; le droit de passage dans les détroits ; la protection des côtes ; les forces de contrôle ; renforcer la défense des côtes ; les moyens navals à constituer ; faciliter l'exploitation des richesses maritimes ; la prospérité de la pêche ; l'aide annoncée par M. Jacques Chirac aux activités de pêche ; les dotations de l'aide au carburant ; le caractère anarchique du marché de la pêche ; les importations de poissons réalisées à Saint-Guénolé ; l'action du FEOGA ; les dotations affectées à la restructuration de la flotte et à la réalisation d'une nouvelle flottille artisanale ; l'action du FIOM ; (p. 3435) : aider constamment et structurellement la pêche ; conclure des accords de coopération avec

d'autres pays, hors de la Communauté économique européenne ; le niveau des prises ; le développement de l'aquaculture ; la participation à l'exploitation des fonds marins ; le pétrole off shore ; les nodules polymétalliques ; l'uranium ; le calcaire ; le dessalement de l'eau de mer ; le développement de la flotte marchande et de la construction navale ; les efforts entrepris en matière de construction navale ; orienter la construction navale dans d'autres directions ; les industries de construction de bateaux de plaisance ; le sauvetage de la mer ; la lutte contre la pollution ; (p. 3436) : le compartimentage des navires pétroliers ; l'absence d'éléments financiers et budgétaires correspondant aux engagements du Gouvernement ; la protection des zones sensibles ; l'absence de contrôle de la navigation des navires ; l'avenir des hommes ; le danger de désertification des zones rurales et maritimes ; la nécessité d'une politique maritime à long terme ; la signature de contrats avec les régions et les groupes de régions ; la création d'un commissaire à la rénovation maritime ; prévoir des aides à l'installation des jeunes ; les avantages dont doit bénéficier le crédit maritime mutuel ; mettre en place une indemnité viagère de départ ; créer une sorte de SAFER qui rachèterait les navires, les gérerait et les revendrait à des patrons de pêche ; renforcer la protection sociale ; (p. 3437) : la nécessité du dépôt d'une loi d'orientation maritime et de la définition d'une charte des affaires maritimes.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Titre** (p. 4135) : demande au nom du groupe RPR un scrutin public sur le projet de loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° 3007), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4263) : la crise internationale de 1974 ; le choix des dirigeants français sur l'éventualité du déclenchement d'une mobilisation économique ; la loi de 1974 ; la prise de mesure réglementaire ; les objectifs définis par le VII[e] Plan en matière d'économie d'énergie ; la politique d'économie d'énergie mise en œuvre par le Gouvernement ; le refus d'une modification en profondeur des habitudes des Français ; la lutte contre l'inflation ; la prise de mesures ponctuelles ; l'élaboration d'un schéma de développement de l'industrie nucléaire ; la non-incitation à l'utilisation des rejets d'eau chaude pour chauffer les serres ou les villes ; le peu d'ambition du projet ; le report du débat du mois d'octobre ; le dépôt par le Gouvernement d'un nouveau projet de loi à la dimension de l'enjeu ; l'objet des amendements de la commission ; les dispositions du projet relatives au contrat de chauffage et de climatisation ; la durée du contrat ; (p. 4264) : le dispositif du projet ; le maintien de la formule du contrat forfaitaire ; l'obligation d'indiquer les consommations réelles ; la durée des contrats retenus par la commission ; la faculté pour les usagers de demander une renégociation du contrat ; le respect des principes généraux du droit français garantissant la libre discussion des contrats et le respect de la volonté des parties ; l'absence de contrôles portant sur les contrats d'exploitation de chauffage ; le réglage de l'appareillage de chauffage ; la répercussion du coût de l'isolation thermique dans les charges locatives ; l'amendement de M. Turco relatif au taux d'actualisation des investissements lourds pour les économies d'énergie ; les pressions exercées sur l'Assemblée ; demande à l'Assemblée de voter le texte et les amendements déposés par la commission. **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4288) : son amendement n° 7 : dépôt par le Gouvernement avant le 1[er] octobre 1977 d'un projet de loi complémentaire relatif aux économies d'énergie ; (p. 4289) : l'émission de vœux par l'Assemblée ; les effets de ces vœux ; le non-examen par la commission du sous-amendement n° 52 de M. Raymond à l'amendement n° 7 ; adopté ; son amendement n° 8 : création d'un comité national interprofessionnel pour les économies d'énergie; l'objet et la composition du comité consultatif des utilisations d'énergie ; (p. 5290) : les objectifs des comités ou conseils ayant trait au problème de l'utilisation de l'énergie ; l'objet du comité national inter-professionnel pour les économies d'énergie ; le caractère consultatif de ce comité ; le pouvoir et la nature de l'agence pour les économies d'énergie ; amendement n° 8 adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 29 de M. Canacos ; son amendement n° 53 ; dotation de l'agence pour les économies d'énergie d'un statut public à caractère industriel et commercial ; (p. 4291) : l'amélioration des structures et du fonctionnement de l'agence ; l'adaptation de l'outil aux conditions économiques, financières et techniques du moment ; amendement n° 53 adopté ; son amendement n° 54 : création d'une redevance de 1 % de la valeur de l'énergie mise à la consommation sur le marché national ; doter l'agence pour les économies d'énergie de moyens financiers ; (p. 4292) : le caractère de redevance de la mesure proposée par la commission ; le produit de la taxe parafiscale étendu au pétrole ; (p. 4393) : changer la nature de l'agence pour les économies d'énergie ; l'expérience des agences de bassin ; amendement n° 54 repoussé. **Article premier A** (p. 4293) : son avis

favorable sur l'amendement n° 38 du Gouvernement ; son amendement n° 10 : modification rédactionnelle ; devenu sans objet. **Article premier** (p. 4293) : son amendement n° 11 : imposition aux constructeurs de la mention de la consommation réelle des appareils ; adopté. **Article 2 : Article 3 *bis* de la loi du 2 octobre 1974** (p. 4295) : l'ambiguïté du débat ; les objectifs de la commission de la production et de la commission des lois ; le bouleversement du régime des contrats signés à l'avenir et ceux qui sont déjà en cours ; les contrats vicieux ; l'opportunité d'une modification des règles de représentation des HLM, des locataires et des copropriétaires ; la proposition par la commission d'une modification tendant à permettre la renégociation des contrats et à assurer une certaine permanence ; (p. 4297) : la structure des contrats forfaitaires à garantie totale ; les conséquences de l'augmentation du prix des combustibles ; les conditions de renégociation des contrats ; les critères de la fixation de la durée ; l'examen préalable des amendements n° 39 et n° 40 de M. Claudius-Petit ; l'accord de la commission sur l'amendement n° 40 de M. Claudius-Petit ; (p. 4298) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 47 de M. Canacos ; la validité des contrats signés en 1976 ; les conséquences sur l'amortissement de certains investissements industriels de la révision des contrats ; l'équilibre de l'énergie ; l'opposition de la commission à l'amendement n° 1 de M. Raymond ; se déclare hostile, à titre personnel, à l'amendement n° 55 de M. Julien Schvartz ; (p. 4299) : la prise en compte des délais en matière de décision d'investissement ; son amendement n° 12 : conditions de renégociation des contrats ; demande à ce que la deuxième partie de l'amendement soit prise sous la forme d'un sous-amendement à l'amendement n° 55 de M. Julien Schvartz ; les conditions d'examen du texte ; amendement n° 12 réservé ; (p. 4305) : son accord sur les deux premiers alinéas de l'amendement n° 59 du Gouvernement ; les inégales facultés de renégociation des contrats selon la durée de ceux-ci ; (p. 4306) : la précision par la commission de la production des cas où une révision sera possible ; les inégales conséquences des renégociations des contrats de durée différente ; (p. 4307) : le renvoi de la discussion du projet de loi en octobre ; amendement n° 12 devenu sans objet ; (p. 4308) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 49 de M. Canacos ; les différentes parties des contrats ; (p. 4309) : la nature de l'amendement n° 49 de M. Canacos ; ses amendements n° 13 et n° 14 : atténuation du caractère contraignant et obligatoire des dispositions de l'article ; son amendement n° 15 : fourniture aux cocontractants à la fin de la période précédant la moitié de la durée du contrat et à la fin de la période précédant le renouvellement du contrat, des informations relatives aux quantités de combustibles ou d'énergie consommées année par année ; le principe de la transparence des contrats ; amendements n° 13, n° 14 et n° 15 adoptés ; (p. 4310) : le caractère raisonnable du taux de 10 % ; son amendement n° 16 : résiliation du contrat en cas de substitution à l'énergie précédemment utilisée d'une énergie nouvelle ou de récupération ; amendement n° 16 adopté après adoption du sous-amendement n° 45 de M. Claudius-Petit ; (p. 4311) : son amendement n° 27 : intégration dans le champ d'application de la loi de la partie des contrats relative à l'exploitation ; l'exclusion du champ d'application de la loi des contrats de concession et d'affermage ; leur subdivision en deux parties : fournitures et exploitation ; l'avis défavorable de la commission sur les sous-amendements n° 36 et n° 37 de M. Wagner et n° 46 de M. Claudius-Petit ; la modification de la portée de l'amendement n° 27 en cas d'adoption des sous-amendements n° 36 et n° 37 de M. Wagner ; (p. 4312) : amendement n° 27 adopté après adoption des sous-amendements n° 36 et n° 37 de M. Wagner ; son amendement n° 18 : suppression du paragraphe VIII du texte proposé pour l'article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974 ; adopté. **Article 2 : Après l'Article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4312) : son amendement n° 19 : non-application des articles 3 et 3 *bis* aux contrats passés entre une collectivité publique ou une société d'aménagement et un exploitant de chauffage urbain ou d'installations de production et de distribution de fluides thermiques ou industriels ; adopté. **Article 2 : Article 3 *ter* de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4312) : son amendement n° 20 de pure forme ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 4313) : son amendement n° 21 : dispositions favorables à la construction de centrales calogènes ; demande à M. Weisenhorn de retirer son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 21 ; amendement n° 21 adopté ; (p. 4314) : son amendement n° 22 : modification du régime d'autorisation de création de centrales hydrauliques et addition au prix actuellement versé par EDF aux producteurs autonomes d'électricité d'une prime forfaitaire fixée selon la puissance installée ; les possibilités d'installation de petites centrales électriques ; paragraphe 1 de l'amendement n° 22, complété par le sous-amendement n° 50 du Gouvernement adopté ; paragraphe 2 de l'amendement n° 22 repoussé ; ensemble de l'amendement n° 22 adopté ; son amendement n° 23 : faculté de répercussion des dépenses engagées par un propriétaire de locaux en vue de réaliser des économies de chauffage sur le loyer ou sur les charges locatives proportionnellement aux économies de chauffage obtenues ; les obstacles apportés à la répercussion des

dépenses dans les charges locatives par la loi du 1er septembre 1948 ; la limitation de l'application de la mesure aux investissements profitant aux locataires ; (p. 4315) : l'absence d'augmentation des dépenses des locataires ; amendement n° 23 retiré ; son amendement n° 28 : modalités de mise en conformité des exploitations de chauffage collectif aux normes prévues par l'article 5 de la loi du 29 octobre 1974 ; repoussé. **Article 3** (p. 4316) : son amendement n° 25 : définition par les services de l'équipement, en cas de locaux neufs, des normes des appareils de chauffage dans le but d'obtenir un maximum d'économie d'énergie ; repoussé. **Article 4** (p. 4316) : son amendement n° 26 : champ d'application de l'alinéa g de l'article 25 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 ; la limitation aux seuls travaux amortissables sur une période inférieure à cinq ans de la règle de la majorité simple ; amendement n° 26 adopté. **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4528) : les dispositions examinées par la commission mixte paritaire ; les points sur lesquels le texte de l'Assemblée a été maintenu et ceux sur lesquels il a été modifié ; (p. 4529) : les conditions de réalisation des rencontres pour renégociation des contrats ; les préoccupations économiques de la commission de la production ; (p. 4530) : les risques d'une renégociation annuelle des contrats ; (p. 4531) : l'appréciation de la durée des contrats eu égard à leur renégociation ; la proposition du Gouvernement d'un délai unique de quatre ans ; demande à l'Assemblée de se rallier au texte de la commission mixte paritaire ; (p. 4532) : ne pas se contenter de constater la déperdition d'énergie constituée par les rejets d'eau chaude des centrales ; les conséquences de l'installation d'une centrale dans la circonscription de Plogoff ; (p. 4533) : l'exemple de l'usine Eurodif ; (p. 4534) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 4 du Gouvernement ; s'abstient lors du vote de l'ensemble du projet.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (nos **267, 2790, 2791, 2864, 2896**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4357) : l'origine des propositions de loi soumises à l'Assemblée ; la constitution d'un groupe de travail ; les dangers menaçant les citoyens ; la mauvaise qualité des sondages ; la diffusion incomplète ou infidèle des résultats ; l'excès des sondages publiés ; les exigences auxquelles devraient obéir les sondages ; (p. 4358) : la création d'une commission nationale des sondages ; la limitation de l'interdiction de publication au minimum. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4360) : son amendement n° 35 : objet de la loi ; repoussé ; (p. 4361) : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 2 de M. Lauriol : champ d'application de la loi ; (p. 4362) : l'exclusion des dispositions adoptées par la commission ; la cote des hommes politiques ; la formation et la réalisation des sondages ; la fixation de la réalisation des sondages par une commission interprofessionnelle ; la moralisation des sondages ; amendement n° 35 repoussé ; (p. 4364) : son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 4 de M. Lauriol : publication du nom de la ou des personnes physiques ou morales ayant commandé le sondage et de celles qui l'ont payé ; repoussé ; son sous-amendement n° 38 à l'amendement n° 4 de M. Lauriol : éléments devant être publiés en cas de diffusion de sondages ; repoussé ; (p. 4366) : son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 6 de M. Lauriol : dépôt des documents sur la base desquels les sondages ont été publiés ou diffusés à la commission des sondages en vue notamment de leur consultation par toute personne ; repoussé ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 6 de M. Lauriol : obligation des membres de la commission et de leurs préposés au secret professionnel ; retiré ; l'attitude systématiquement hostile de la commission des lois aux amendements déposés ; (p. 4367) : ses sous-amendements n° 41 et n° 42 à l'amendement n° 8 de M. Lauriol : attributions de la commission des sondages ; retirés ; son amendement n° 43 : composition de la commission des sondages ; retiré ; (p. 4368) : son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 11 rectifié de M. Lauriol : vérification de la publication et de la diffusion des sondages dans le respect des règles édictées par la commission des sondages et des dispositions prévues par la loi ; retiré ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 12 rectifié de M. Lauriol : publication des mises au point en cas de publication de sondages en violation des dispositions de la loi ; retiré. **Article premier** (p. 4370) : son amendement n° 46 : modalités d'interdiction de la réalisation de la publication et de la diffusion des sondages d'opinion ; retiré ; (p. 4371) : l'absence de vote d'un texte ; rappelle qu'il avait proposé un délai de trois jours par amendement. **Après l'Article premier** (p. 4371) : son amendement n° 47 : interdiction de la réalisation et de la publication et de la diffusion, avant le premier tour de scrutin, de tout sondage portant sur les résultats du second tour ; retiré. **Titre** (p. 4372) : son amendement n° 48 : modification du titre ; retiré ; la mise en place d'un système administratif et contraignant ; l'absence de promotion de la participation.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° **2980**). **Discussion générale** [28 juin 1977]. **Question préalable** (p. 4383) : les arguments employés pour opposer la question préalable ; le rapport Mexandeau ; la gêne régnant parmi les signataires du programme commun ; la préparation de la proposition de loi ; (p. 4384) : le travail de l'association parlementaire ; l'objet de la proposition de loi ; la non-atteinte à l'enseignement public et à l'égalité devant les charges fiscales ; les moyens accordés à l'enseignement privé ; les objectifs de la loi ; la liberté de pluralisme ; une loi de justice sociale ; une loi d'indépendance de l'enseignement privé ; la paix scolaire.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4535) : la situation du crédit maritime mutuel ; ses activités ; la surveillance des relations de la caisse centrale de crédit coopératif avec son réseau national ; (p. 4536) : la décentralisation du crédit maritime mutuel.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6679) : la remise en question de la rémunération des agriculteurs par le prix des marchés ; la mission et les ressources du FEOGA ; la taxe de coresponsabilité ; la taxation des huiles végétales ; l'aménagement de l'espace rural ; la disproportion entre les aides affectées à l'enseignement agricole public et au secteur privé.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6816) : la mise à parité de la retraite du combattant ; l'attribution de la carte aux anciens d'Afrique du Nord ; (p. 6817) : le niveau des pensions ; l'aide en faveur des veuves de guerre ; la publication des listes des unités combattantes ayant servi en Algérie ; les moyens des offices départementaux des anciens combattants ; la suppression de la mention sur la carte du combattant ; le paramètre de rattrapage ; la date de commémoration de la guerre d'Algérie.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7269) : les missions de la marine nationale ; la dissuasion nucléaire ; les conséquences de la création de la zone économique des 200 milles ; les menaces de pollution ; le problème du sixième SNLE ; doter les préfectures maritimes des moyens financiers et matériels adéquats pour lutter contre la pollution ; la situation des officiers et officiers mariniers retraités ; le problème de la rétroactivité des lois sociales ; l'intégration des officiers mariniers à l'échelle 4 ; le droit au travail des militaires en retraite. **Examen des crédits. Après l'Article 38** (p. 7277) : l'insuffisance des moyens de la France pour assurer sa mission de surveillance de la zone économique des deux cents milles ; la création éventuelle du corps des garde-côtes ; le parc naval existant ; les incursions des chalutiers étrangers dans les eaux françaises ; les problèmes de coordination au niveau ministériel.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme, rapporteur pour avis [16 novembre 1977] (p. 7521) : la politique d'aménagement du territoire ; l'avis favorable de la commission ; le ralentissement de la croissance de la région parisienne ; les résultats de la décentralisation industrielle tertiaire ou administrative ; le rééquilibrage de la structure urbaine ; les grandes villes ; les villes moyennes ; (p. 7522) : les contrats de « pays » ; la séparation de la France en deux ; les déséquilibres intra-régionaux ; les conséquences de la crise économique ; le rôle de l'Europe ; la politique de l'énergie ; la politique gouvernementale en matière de construction en zone rurale ; la responsabilité de l'Etat en matière d'aménagement du territoire ; (p. 7537) : son intervention à titre personnel ; les problèmes des constructions en zone rurale ; le « mitage » de la zone agricole ; (p. 7538) : les conditions d'attribution du permis de construire en zone rurale ; l'équilibre entre exploitations agricoles et autres formes d'activité ; l'assouplissement des règles d'urbanisme en zone rurale.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7634) : les problèmes de la mer ; la structure du budget ; les propositions du RPR relative à la situation des gens de mer ; la construction navale ; l'armement de commerce ; le problème posé par le trafic trans-Manche ; le problème des pêches maritimes ; l'accès à la ressource ; adopter un statut juridique interne de la mer communautaire ; la nécessité d'une politique des pêches communautaires ; le choix de la France pour ses pêcheurs ; (p. 7635) : les mesures à prendre ; la détaxe du « gazole-pêche » sous douane ; le régime de bonification d'intérêts pour la construction des navires ; mettre en place un nouveau plan d'incitation au renouvellement de la flotte ; la coopération avec les pays africains ; la sécurité en mer ; l'action de la SNSM ; la lutte contre la pollution marine ; (p. 7636) : l'élaboration du plan de sauvetage mis en place dans le Finistère.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole relatif au droit de préemption des sociétés**

d'aménagement foncier et d'établissement rural (n° 3116). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8389) : son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : droit de priorité des fermiers évincés et des exploitants expropriés pour cause d'utilité publique ; non soutenu ; (p. 8391) : son sous-amendement n° 83 soutenu par M. Quinebretière à l'amendement n° 9 de M. Bizet : droit de priorité auprès de la SAFER des fermiers évincés ou des exploitants expropriés pour cause d'utilité publique ; repoussé. **Article 4** (p. 8397) : son amendement n° 57 soutenu par M. Limouzy : impossibilité pour les SAFER d'avoir des activités afférentes à l'urbanisme en milieu rural ; repoussé.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion générale** [15 décembre 1977 (p. 8810) : le deuxième volet de la proposition de loi de liberté scolaire ; la décision du Conseil constitutionnel sur la loi relative à l'enseignement privé ; les intentions du PSRG ; la nécessité d'un débat approfondi après une large consultation des organisations concernées sur le problème de l'enseignement agricole ; (p. 8811) : l'aide de l'Etat à l'équipement de l'enseignement agricole ; le problème de la carte scolaire ; la liberté d'enseignement ; les déclarations de M. Mitterrand ; l'organisation de la coopération et l'entente entre l'Etat et les fédérations nationales représentatives de l'enseignement agricole privé ; la concertation entre les députés et les sénateurs ; l'inégalité profonde de situation entre les écoles privées et les établissements publics d'enseignement agricole ; la situation financière dramatique des établissements de l'enseignement agricole privé ; la sous-rémunération des maîtres et des éducateurs ; les dispositifs du programme socialiste pour l'éducation ; l'évolution au jour le jour des positions du parti socialiste ; (p. 8812) : la caractéristique des positions technocratiques sur le problème de l'enseignement ; l'intérêt consistant à reconsidérer la situation économique de l'enseignement privé agricole ; le calcul de l'aide à l'école privée sur la base du coût pour l'Etat de l'enseignement public de même nature ; les domaines d'application de l'aide de l'Etat ; la défense de la liberté. Ses observations sur le rappel au règlement de M. Daillet (p. 8819) : les conditions d'examen de la proposition de loi ; l'utilisation par l'opinion de manœuvres de procédure pour retarder l'adoption du texte ; [16 décembre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 8898) : l'opposition de l'article 40 de la Constitution sur la proposition de loi relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; l'immixtion des membres de l'opposition dans le fonctionnement interne du bureau de la commission des finances ; (p. 8899) : la volonté de l'opposition de faire reculer la discussion du texte en vue de l'annulation de son examen par le Parlement ; la recevabilité de l'article premier de la proposition de loi ; le rapport de M. Charbonnel ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Mexandeau : la nature de la procédure adoptée par le bureau de la commission des finances ; la conformité à la Constitution de la proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement ; (p. 8900) : l'absence de création de charges nouvelles pour l'Etat ; l'impossibilité d'opposer l'article 40 de la Constitution à l'article premier de la proposition de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8901) : son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement : contrôle par l'Etat de la qualité pédagogique de l'enseignement ; (p. 8902) : les conditions d'élaboration des modalités de contrôle de l'Etat ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 8903) : les moyens de l'exercice de la liberté des établissements d'enseignement agricole privé ; le développement d'une autre manière d'assurer le service public ; le principe « à service public égal, aide publique égale ».

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
(7e circonscription)
(UDR).

Ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (deuxième gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

L'Assemblée prend acte de son élection (1) [2 octobre 1974] (p. 4662, 4674).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 octobre 1974] (p. 4675).

Est nommé ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice (premier gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 27 septembre 1976 de son mandat de député [*J.O.* du 29 septembre 1976] (p. 5764), [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 octobre 1974] (p. 4675), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

En qualité de ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° **448**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi** instituant une **taxe locale d'urbanisation et modifiant le code de l'urbanisme et l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation** (n° **864**) [18 décembre 1973].

En qualité de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi** modifiant la **loi n° 67-523** du 23 juillet 1967 relative à la **Cour de cassation** (n° **2619**) [17 novembre 1976].

— **Projet de loi** modifiant l'alinéa 4 de **l'article 175 du code pénal** (n° **2653**) [30 novembre 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Lagorce : Transports routiers de produits dangereux** [2 mai 1973] (p. 960).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Baumel** (n° **943**) **: Accidents de la route** [16 mai 1973] (p. 1311, 1312) : utilisation des ceintures de sécurité ; effort de surveillance sur la route comme en ville ; examen technique des véhicules d'un certain âge.

— **M. Daillet** (n° **6612**) **: Protection des candidats à la construction de logements** [14 décembre 1973] (p. 7070, 7071) : projet de loi relatif à la normalisation de la publicité immobilière.

— **M. Poperen** (n° **5302**) **: Taux du crédit immobilier** [14 décembre 1973] (p. 7071, 7072) : possibilité de reporter la charge supplémentaire due à la hausse du taux de l'escompte en fin de prêt ; avantages fiscaux accordés aux emprunteurs.

Questions en qualité de député :

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais**

(1) Election partielle, en remplacement de M. Rabreau, démissionnaire.

(n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8070, 8071) : la légèreté avec laquelle le rapport de la commission d'enquête a été élaboré et discuté ; la politique pétrolière de la France ; l'essor de la production pétrolière, fruit de l'accord du Gouvernement et des compagnies françaises (exemple de l'Irak).

Réponses en qualité de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Boudet : Jugement plus rapide de certains crimes** [6 octobre 1976] (p. 6385) : rapts d'enfants ; prises d'otages.

— **M. Frédéric-Dupont : Extradition des terroristes** [20 octobre 1976] (p. 6780) : les nouvelles propositions de la France.

— **Mme Chonavel : Expulsions et saisies à domicile** [3 novembre 1976] (p. 7418) : nécessité de modifier et de simplifier les procédures de saisie ; préparation d'un décret tendant à modifier les articles 592 et 593 du code de procédure civile.

— **M. Gerbet : Contestation par les syndicats de la magistrature d'un arrêt de la cour d'appel de Paris** [8 décembre 1976] (p. 9071) : l'arrêt relatif à l'évacuation des locaux du *Parisien libéré ;* l'ouverture de poursuites envisagée par la Chancellerie en vertu de l'article 226 du code pénal.

— **M. Foyer : Avoués des cours d'appel** [8 décembre 1976] (p. 9072) : le Gouvernement entend appliquer la loi fondamentale du 27 Ventôse, An VIII, et le statut des avoués d'appel tel qu'il résulte de l'ordonnance du 2 novembre 1945 et du décret du 28 décembre 1973.

— **M. Gau : Exécution des décisions de justice** [8 décembre 1976] (p. 9076) : cas où les décisions de justice sont exécutoires.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1327) : caractère politique et non pas technique du débat ; (p. 1328) : définition d'un cadre qui doit refléter l'unité sociale ; vigoureux redressement de notre politique urbaine qui s'impose ; divorce entre notre société et la ville ; idéologie et conception de la ville ; meilleurs ferments de civilisation et de culture constitués par les villes ; nécessité de ne pas détruire la confiance dans les villes ; ses observations à l'opposition sur ce point ; nécessité du redressement de l'urbanisme sur le plan technique ; ses observations sur l'aménagement urbain ; autres voies ouvertes par la maison individuelle ; diversité des formes du nouvel urbanisme ; quartier de la Défense ; nécessité d'un ordre, imposé par l'autorité publique, de laisser vivre ce qui est neuf mais de faire vivre aussi ce qui est ancien ; aspect géographique du redressement ; transformation générale de l'établissement humain sur le territoire ; caractère généralisé et multiforme de l'urbanisation ; défi de l'urbanisation s'adressant à toute la Nation ; ses conséquences sociales ; caractère communautaire de la société française ; (p. 1329) : distorsions dans la représentation de la Nation par les villes ; ségrégation sociale par l'habitat ; nécessité d'intervention de l'Etat pour corriger ce processus ; exigence d'un nouvel urbanisme du point de vue politique ; communauté politique vivante et démocratie locale ; obstacles que constituent les pratiques actuelles de l'urbanisme ; conditions d'exercice de leurs responsabilités par les municipalités ; « droit à la ville » ; les trois axes de l'action de l'Etat ; développement de la responsabilité municipale ; instructions du permis de construire ; responsabilité des DUP ; ses observations sur les comités de défense ; lutte contre la ségrégation sociale : rééquilibrage des opérations d'urbanisation nouvelle ; sa directive du 21 mars 1973 sur les ZAC ; liaison du logement aux équipements de qualité : meilleur contrôle des municipalités sur les équipements ; ses observations sur le développement de l'agglomération parisienne ; problème de la lutte contre la ségrégation par l'habitat ; son intention de constituer un groupe de travail avec les élus parisiens sur la construction de logements sociaux, prix des terrains, pénalisation des constructions de bureaux et réduction des valeurs foncières, grands ensembles, remise en cause de certaines opérations, villes nouvelles ; leur rôle pour structurer une banlieue préexistante ; (p. 1330) : politique des métropoles d'équilibre, villes moyennes, politique contractuelle définie pour leur promotion ; capacité à se situer dans un réseau de villes ; interdiction des grands ensembles ; ses commentaires sur les seuils choisis ; développement de la maison individuelle ; action sur le centre des villes ; action en faveur d'une architecture de qualité ; problème de la maîtrise des sols ; taxe d'urbanisation, problème foncier ; ZAD, instruments de la maîtrise foncière ; révision de certaines limites territoriales de communes urbaines ; (p. 1331) : complexité des attributions respectives de l'Etat et des collectivités locales en matière d'équipement ; manière de vivre à la française ; propos de Rodenbach, poète de Bruges, nécessité d'un

réseau de villes fortes ; (p. 1350) : répond à l'intervention de M. Dubedout ; lui indique qu'il fera part au ministre de l'économie et des finances, notamment, de sa contribution personnelle et doctrinale à la politique économique de la France ; (p. 1359) : sa réponse à M. Soustelle ; précise que le programme du Rhône sera terminé en 1977 ; que la liaison fluviale Rhin-Rhône sera achevée en 1982 ; opération de grande envergure ; rappelle les engagements pris pour cette programmation ; sa réponse à M. Coulais sur la liaison Moselle-Saône ; priorité à la branche alsacienne, ce qui ne signifie nullement que la branche lorraine soit écartée ; [18 mai 1973] (p. 1422) : sa réponse à M. Claudius-Petit sur la conception de l'urbanisme ; à M. Denvers sur la doctrine de l'urbanisme ; à M. Coulais sur la politique des villes ; à MM. Ligot et Feït sur les villes moyennes ; à M. Alain Vivien sur les villes nouvelles ; (p. 1423) : ses réponses à M. Josselin sur le développement urbain ; à MM. Sudreau, Labbé, Soustelle, Denvers et Mermaz sur la responsabilité des collectivités locales ; à MM. Burckel, Ligot, Coulais et Dubedout sur les moyens qu'il conviendrait de donner sur le plan administratif aux collectivités locales ; sa réponse à MM. Labbé, Sudreau et Denvers sur la formation des personnels chargés de l'urbanisme ; à MM. Sudreau et Claudius-Petit sur l'esthétique en matière d'urbanisme ; (p. 1424) : sa réponse à MM. Cornette, Bouvard et Boudon sur l'urbanisation de l'espace rural ; à MM. Ginoux, Donnez et Soustelle sur les transports ; à M. Donnez sur la situation du trafic à Saint-Amand-les-Eaux ; à MM. Tiberi, Burckel et Frédéric-Dupont sur les centres urbains ; ses observations sur la suggestion de M. Frédéric-Dupont d'organiser un plan de relogement satisfaisant avant toute opération d'aménagement ; sa réponse à M. Mesmin sur les coefficients d'occupation des sols ; sa réponse à MM. Montagne, Coulais, Denvers, Boscher, Andrieux et Mermaz sur les questions foncières et la taxe d'urbanisation ; à M. Burckel sur les réserves foncières ; mission de M. Ansquer ; (p. 1425) : sa réponse à M. Rieubon sur le complexe de Fos ; à MM. Billoux, Jans et Canacos sur la politique d'urbanisation du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5716) : unité d'inspiration des différentes actions du ministère, aménagement et construction de la puissance économique, moyens de renforcement de l'unité sociale ; (p. 5717) : décentralisation des responsabilités, diversité d'origine des moyens financiers du ministère de l'équipement ; son analyse des crédits budgétaires, « budget de programmes » et rapport d'activités 1969-1972, croissance sensible des crédits, structure et contenu du budget ; nécessité d'une analyse pluriannuelle ; (p. 5718) : politique des infrastructures, développement d'un outillage économique, infrastructures routières, ports maritimes et voies navigables, politique des infrastructures en tant que levier essentiel de l'aménagement du territoire, cas des domaines routiers et autoroutiers et des pôles industriels portuaires, service assuré par les infrastructures, sécurité routière, fluidité de la circulation et équipement routier ; notion de discipline en matière d'automobile, croissance des villes, priorité de l'imagination et de l'action ; (p. 5719) : ses observations sur les unités urbaines, vie sociale dans les villes, dotations affectées aux espaces verts, contrats avec les villes moyennes, crédits d'études de planification urbaine, maîtrise foncière, projet de taxe locale d'urbanisme, aménagement du territoire, diffusion industrielle, décentralisation des activités de services, relèvement du niveau des primes pour la création d'emplois de recherche et d'informatique, comité de décentralisation chargé du contrôle du développement des bureaux à Paris, politique des points forts et des zones fortes ; projet de loi créant un conservatoire du littoral, mesures concernant la montagne ; insiste sur le caractère national de ces politiques ; (p. 5720) : arbitrage de l'Etat entre les régions, rôle de la DATAR ; moyens institutionnels et financiers de la région, l'Europe niveau de responsabilité où s'exerce la responsabilité des Etats, rééquilibrage de la France et problèmes communs du déséquilibre de l'Europe ; fonds européen de développement régional, règles et objectifs d'une discipline européenne ; exprime sa confiance dans les ressources du pays et dans la ligne politique suivie depuis quinze ans ; (p. 5747) : ses réflexions à l'issue du débat ; ses réponses à M. Lamps sur les autoroutes en direction de Paris, à M. Briane sur les travaux de la route nationale 9 vers le Sud, à M. Benoist sur l'autoroute Paris - Clermont-Ferrand, à M. Caro sur l'autoroute A 35 entre Strasbourg et Mulhouse ; à M. Barberot sur la route nationale 83 ; confirme à M. Kiffer la mise en service avant 1980 de l'autoroute Thionville-Luxembourg ; ses réponses à M. Le Theule sur la desserte de Sablé par des échangeurs, à M. Nungesser sur l'autoroute et la ville, à M. Boudet sur les crédits consacrés aux déviations, transfert de réseaux aux départements ; sa réponse à M. Lemaire sur la sécurité routière ; (p. 5748) : sur la liaison rail-route ; sa réponse à M. Plantier sur les problèmes d'équipement, sur le personnel auxiliaire du ministère de l'équipement et sur la mise au grand gabarit de grands tronçons de voies navigables ; sa réponse à M. Narquin

sur sa proposition de création de schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme départementaux ; ses réponses à M. Mermaz sur la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau, à M. Crépeau sur la politique de qualité en matière d'urbanisme, à M. Longequeue sur les subventions aux espaces verts, à M. Sainte-Marie sur les zones bruyantes des aérodromes, à M. Canacos sur les crédits destinés à l'élaboration des schémas d'aménagement et des plans d'occupation des sols, à M. Paul Laurent sur les nouveaux quartiers urbains de La Villette, à MM. Boudon et Le Foll sur la politique contractuelle à l'égard des villes moyennes ; sa réponse à M. Montagné sur l'information des élus locaux en matière d'urbanisme, la politique foncière des communes, la concession d'usage des sols (application du rapport Barton), les crédits des rénovations urbaines ; (p. 5749) : circulaire sur les grands ensembles ; sa réponse à M. Méhaignerie sur le contrôle de la croissance des activités tertiaires dans la région parisienne, villes nouvelles et décentralisation en province ; décentralisation des administrations centrales ; sa réponse à MM. Guermeur et Goulais sur les crédits de primes, à M. Guermeur sur sa suggestion de blocage dans une enveloppe unique de tous les crédits de la décentralisation administrative ; sa réponse à M. Le Theule sur le classement du Mans au titre de la prime de localisation des activités tertiaires ; ses réponses à M. Ansquer sur les liaisons aériennes régionales, à MM. Boudon et Ligot sur l'aide aux zones rurales et aux petites villes, à MM. Offroy et Crépeau sur la politique à l'égard des ports autres que les grands ports, à MM. Cornet et Barrot sur les problèmes de la montagne, à M. Kiffer sur les problèmes frontaliers, à M. Porelli sur Fos (prix des terrains vendus à la société Solmer, privatisation des quais) ; (p. 5750) : sa réponse à MM. Ansquer, Guermeur et Caro sur la politique régionale européenne ; sa réponse à MM. Mauroy et Josselin sur sa politique d'aménagement du territoire et sur la planification socialiste ; (p. 5751) : ses observations sur les amendements de MM. Gosnat et Robert-André Vivien : transfert des installations de l'Institut géographique national ; précise que le problème sera réglé dans le cadre général des divers projets qui concernent l'IGN ; demande le retrait des amendements ; (p. 5752) : amendement de M. Neuwirth : politique du Gouvernement à l'égard des utilisateurs des « deux roues » ; son engagement d'affecter en 1974 un crédit de 500.000 F à l'aménagement de pistes cyclables ; demande le retrait de l'amendement.

En qualité de député :

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion des articles** [4 octobre 1974]. **Article 7** (p. 4836) : amendement n° 19 : les travaux de régulation thermique ; adopté.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article 4** (p. 2159) : son intervention sur la composition du conseil d'administration du conservatoire ; son opposition à l'amendement n° 30 de M. Baudoin.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 3** (p. 4442) : retire ses amendements n° 41 et n° 55 au profit de l'amendement n° 130 du Gouvernement.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Après l'Article 25** (p. 6992) : la dénaturation du débat par le spectre de l'impôt foncier ; l'absence de renseignements sur son rendement ; le difficile calcul de l'impôt foncier ; l'embouteillage permanent à attendre du système qui ne sera qu'une fiction ; la vente des terrains par les moins fortunés ; (p. 6993) : la concentration de la propriété, conséquence à attendre de l'impôt foncier.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion générale** [21 novembre 1975] (p. 8871) : demande au Gouvernement de ne pas revenir sur la limite d'âge des inspecteurs généraux de l'instruction publique, déjà modifiée par décret alors qu'il était ministre de l'éducation nationale.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [14 avril 1976]. **Article 34** (*suite*) (p. 1724) : l'importance de l'action des associations ne peut justifier le droit d'attaquer devant les tribunaux civils n'importe quelle décision ; sur la valeur de l'amendement n° 390 de M. Fanton qui maintient la participation des associations à la vie municipale mais assure le respect de la représentation démocratique.

En qualité de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7329) : la place de la justice dans la société ; la désadministration de la justice ; le rôle de l'Etat dans le fonctionnement de la justice ; son rôle de ministre : assister les juges dans leur mission ; (p. 7330) : l'autorité du garde des sceaux sur le parquet ; l'action publique ; la justice rendue au nom du peuple français ; le ministère de la loi ; poursuivre l'œuvre de codification ; la justice entre Français ; les droits du citoyen ; le rôle des juges ; la conciliation des parties ; la création d'antennes cantonales ou intercantonales du tribunal d'instance ; un juge de conciliation ; (p. 7331) : le fonctionnement des juridictions de prud'hommes ; la justice civile plus présente ; l'adaptation de la justice pénale à la criminalité ; la répression de la grande criminalité, de la délinquance « à col blanc », de la délinquance classique ; l'évolution de la criminalité ; l'application de la loi du 11 juillet 1975 à la petite et moyenne délinquance ; les victimes ; la gestion administrative en justice ; une progression fictive des crédits ; (p. 7332) : la tâche des personnels des services judiciaires, pénitentiaires et de l'éducation surveillée ; la création d'emplois ; la gestion de corps de magistrats ; la pyramide des âges et des grades ; la revalorisation indiciaire ; l'allégement de la tâche des greffes ; la répartition géographique des moyens ; le problème des prisons ; le recrutement ; le patrimoine immobilier ; l'éducation surveillée ; la politique d'équipements ; la coordination entre le privé et le public en matière d'éducation surveillée ; le plan ; le budget de programme ; l'expérience de déconcentration administrative ; l'informatisation des services judiciaires ; (p. 7347) : la modicité du budget ; la situation de Thionville ; la deuxième chambre civile de Chartres ; l'école nationale de la magistrature ; (p. 7348) : le problème de Versailles ; l'unité du corps judiciaire ; un nouvel examen approfondi ; la création expérimentale de postes de suppléants de juges de paix ; les infractions en matière de circulation ; les avocats ; le gouvernement des juges ; le problème de la fiscalité, part du malaise ; les avocats ; leur retraite ; les personnels de l'administration pénitentiaire ; la majoration de la prime de sujétion spéciale ; (p. 7349) : la situation des greffes ; l'informatique dans le domaine de la justice ; la justice, l'indépendance des pouvoirs politiques ; l'image de la justice ; la justice contribuant à fortifier une unité sociale.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération [2 novembre 1976] (p. 7324) : le musée de la Libération ; (p. 7325) : les problèmes de l'ordre de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite ; la revalorisation des rémunérations des fonctionnaires ; les maisons d'éducation ; les dispositions en faveur des anciens combattants de 1914-1918 ; le problème des maires.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice [2 novembre 1976] (p. 7351) : les grandes lignes du budget du ministère de la justice ; (p. 7352) : la prise en charge des pensions civiles ; l'évolution générale ; les PAP ; les différents chapitres ; les services judiciaires ; les effectifs des juridictions dans la rénovation de l'équipement immobilier ; subventions aux collectivités locales ; la formation des personnels ; les secrétariats-greffes ; les services pénitentiaires ; les différents personnels ; l'éducation surveillée ; le budget d'équipement de l'éducation surveillée. **Service judiciaire** (p. 7353) : la progression impressionnante des subventions aux collectivités locales pour le fonctionnement de la justice ; (p. 7355) : la cour d'appel de Versailles ; sortir d'une situation difficile ; un texte tendant à modifier la loi organique ; les nouveaux principes ; les bâtiments de la cour d'appel de Versailles ; l'inscription hors hiérarchie des présidents et des procureurs ; les avoués ; la retraite des avocats ; les commissions d'office et l'aide judiciaire ; les greffes ; (p. 7356) : les départements entrant dans le ressort de la cour d'appel de Versailles ; (p. 7357) : la création de deux nouvelles cours d'appel en région parisienne ; l'amélioration du système existant ; une situation qui n'est pas désavantageuse pour les magistrats ; les 80 postes de greffiers attribués ; la formation des magistrats ; le problème du concours et de la carrière des jeunes magistrats ; (p. 7358) : ne souhaite pas supprimer la cour de sûreté de l'Etat ; moderniser la liste des objets mobiliers indispensables pour résoudre le problème des saisies ; le projet de réforme des conseils de prud'hommes ; l'extension de leurs juridictions ; la création de juridictions prud'homales ; ses négociations avec le ministère des finances concernant l'aide judiciaire ; ne pas augmenter le coût de la justice ; (p. 7359) : la décentralisation des normes à faire dans tous les secteurs de l'activité administrative française ; la difficulté d'organiser le travail à mi-temps ; les contacts avec les avocats ; les possibilités de faire deux affectations par an au lieu d'une seule pour les magistrats sortant de l'ENM ; indique que le juge d'instance de Cagnes-sur-Mer sera nommé le 3 novembre 1976 ; (p. 7360) : le peu d'échec des mesures d'application des peines ; évaluation du résultat de l'application des peines ; le caractère obligatoire du cumul des ordonnances pénales ; le service informatique de la Chancellerie ; (p. 7361) : les statistiques sur la délinquance juvénile ; l'absence de chasse aux sorcières à la Chancellerie ;

l'exercice du droit syndical ; Dassault ; le manque de rapidité de la justice ; (p. 7362) : le vote des avocats stagiaires ; le problème du *Parisien libéré ;* les renvois de l'affaire du *Parisien libéré ;* indique qu'il n'y a pas eu d'instructions données à l'affaire du *Parisien libéré ;* le renfort provisoire accordé aux tribunaux de Paris pour appliquer la loi ; (p. 7363) : la position de M. Ceccaldi ; le cas de M. Jéol ; l'obligation de réserve ; ne saurait s'attribuer la qualité de « grand juge » ; le suivi des dossiers ; la qualification des crimes ; la peine de mort ; le problème des sondages ; l'extradition ; (p. 7364) : la secte politico-religieuse Melchior; la révision du code pénal ; l'internement administratif ; les campagnes contre les juges ; la défense des magistrats ; les mesures d'éloignement et les mesures d'internement administratif ; les mesures d'internement, corollaire du droit d'asile ; les sectes religieuses. **Services pénitentiaires et éducation surveillée** (p. 7365) : la maison d'arrêt de Chartres ; la prison de Saint-Nazaire; les personnels sociaux; la parité avec les personnels de police ; l'accroissement de la population pénale ; les surveillants ; les greffiers ; (p. 7366) : est navré de la pénurie de crédits en matière d'administration pénitentaire ; la prison de Strasbourg ; la prison de Draguignan ; les éducateurs ; les problèmes récents d'éducation surveillée ; (p. 7367) : la situation de l'élève éducateur ; rend hommage aux qualités de Mme Dorlhac ; le caractère déplorable des conditions actuelles de détention et de concentration ; (p. 7368) : les mineurs en éducation surveillée ; les détenus ; les responsabilités des chefs d'entreprise industrielle, ou agricole en matière d'infraction à la réglementation de l'hygiène et de la sécurité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° **2353**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8683) : les difficultés concernant l'articulation des poursuites pénales et la procédure d'indemnisation ; la séparation de l'intervention des commissions d'indemnisation et de l'action publique du point de vue de l'infraction, de son auteur, de la victime ; le respect des principes fondamentaux du droit pénal. **Discussion des articles** [25 novembre 1976]. **Article premier** (p. 8684) : accepte l'amendement n° 2 de M. Gerbet ; accepte les amendements n°s 3, 1 et 4 de M. Gerbet ; (p. 8686) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 5 de M. Gerbet ; accepte les amendements n°s 6, 7, 12 et 13 de M. Gerbet ; (p. 8687) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Gerbet ; (p. 8688) : un système d'indemnisation qui fonctionne devant les tribunaux administratifs ; les difficultés de crédits ; accepte l'amendement n° 8 de M. Gerbet ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 9 de M. Gerbet ; accepte l'amendement n° 10 de M. Gerbet ; (p. 8689) : son sous-amendement à l'amendement n° 14 de M. Gerbet : supprimant les mots « et à peine de nullité des dispositions civiles du jugement » ; adopté. **Article 2** : accepte l'amendement n° 15 de M. Gerbet ; sur l'amendement n° 16 de M. Gerbet, considère comme difficile de prévoir la compensation du préjudice exceptionnel qu'ont subi les personnes se trouvant dans un véritable état de détresse ou de misère ; (p. 8690) : l'impossibilité de définir l'état de misère. **Après l'Article 2** : est favorable à l'amendement n° 17 de M. Gerbet personnellement ; observe qu'il met en cause l'équilibre financier du fonds de garantie automobile. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9638) : déplore la divergence de vues entre les deux assemblées. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9639) : le caractère inacceptable de la limitation du maintien de la provision ; s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Gerbet ; (p. 9640) : assurer une juste indemnisation des personnes blessées en accomplissant un acte de courage ou de dévouement ; s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gerbet ; la distinction injustifiée entre divers collaborateurs du service public ; l'incohérence sur le plan de la technique législative ; un problème d'équité ; (p. 9641) : la procédure amiable ; les possibilités de recours. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9769) : la question non traitée de l'indemnisation des collaborateurs bénévoles du service public ; le projet de loi en préparation sur ce thème.

— **Projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents** (n° **2180**). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8692) : la permanence et l'extension de la violence ; prévention et répression ; les armes ; le port d'insignes ou de documents réservé à la police ou à la gendarmerie ; adapter nos textes répressifs aux nouveaux visages de la violence et de la délinquance ; incriminer de nouveaux faits ; (p. 8694) : la double question préalable exposée par M. Forni ; le refus de légiférer ; l'opportunité du texte ; la nuance devant les discours sur la montée de la criminalité. **Discussion des articles** [25 novembre 1976]. **Article 5** (p. 8696) : accepte l'amendement n° 1 de M. Baudouin. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9763) : son accord sur le texte qui constitue un moyen efficace de lutte contre la délinquance.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° **2183**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8698) : le rôle de l'automobile ; l'action des agents des contributions indirectes ; conférer aux agents de la force publique un pouvoir semblable à ceux dont bénéficient d'autres fonctionnaires ; le souci de la commission d'éviter toute possibilité d'arbitraire ; (p. 8699) : le cas d'inviolabilité des caravanes, des roulottes et des maisons mobiles ; (p. 8700) : un texte qui ne porte pas atteinte à la liberté d'aller et de venir, au secret de la vie privée, au secret de la correspondance, au droit de manifestation pacifique ; demande à l'Assemblée de repousser l'exception d'irrecevabilité de M. Kalinsky. **Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8704) : accepte les amendements n[os] 1 (p. 8705), 2 et 3 de M. Gerbet ; (p. 8706) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Bérard qui rendrait le système inapplicable ; s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gerbet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9764) : autoriser les officiers de police et sur leur ordre les agents de police judiciaire à procéder à la visite des véhicules. **Discussion de l'Article unique** (p. 9768) : un texte utile ; souhaite le retrait de l'amendement n° 1 de M. Gerbet.

— **Projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **1872**). **Première lecture. Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8707) : les droits des avocats stagiaires ; l'augmentation du nombre des stagiaires ; le critère de l'année d'expérience. **Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8708) : les conditions d'éligibilité, domaine du règlement ; s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Forni ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9642, 9643) : le vote des avocats honoraires, une nouveauté ; souhaite que ne soit pas adopté l'amendement n° 2 de M. Massot. **Discussion de l'article unique** (p. 9643, 9644) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Gerbet; éligibilité; domaines réglementaire et législatif ; critique la fixation des conditions d'éligibilité par les seuls barreaux ; l'article 6 du décret du 9 juin 1972 ; l'ouvrage du bâtonnier Lemaire.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° **1892**). **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8903) : tenir compte de l'expérience des trois années d'application ; son opposition à toute interférence entre une réclamation adressée au médiateur et une instance contentieuse ; s'oppose au pouvoir d'injonction du médiateur à l'égard de l'administration. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article premier** (p. 8904) : demande la réserve de l'amendement n° 2 de M. Gerbet. **Après l'Article premier** (p. 8905) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Gerbet ; la confusion entre la réclamation présentée au médiateur et le contentieux ; (p. 8906) : délai de recours contentieux et protection des citoyens ; ne souhaite pas que soit donnée à chaque citoyen la possibilité d'envoyer une lettre recommandée à un parlementaire pour provoquer un report de délai ; souhaite une application large de l'article 540 du nouveau code de procédure civile dans le domaine judiciaire. **Article 4** (p. 8907) : son amendement n° 9 substituant le verbe « recommander » au verbe « enjoindre » ; des rapports de bonne compagnie entre le médiateur et l'administration ; repoussé. **Article 5** (p. 8908) : son amendement n° 10 remplaçant le verbe « enjoindre » par l'expression « être tenu d'autoriser » ; son amendement n° 11 supprimant le paragraphe 2 de l'article 5 disposant que les ministres ou les autorités publiques veillent à ce que les injonctions soient suivies d'effet ; comparaison des expressions : « ils sont tenus d'autoriser », « ils enjoignent », « ils ordonnent » ; amendement n° 10 adopté ; amendement n° 11 retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° **2197**). **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8911) : un problème humain des plus délicats à traiter ; les conflits dûs à l'adoption ; ne pas remettre en cause la législation de 1966 mais l'aménager ; la mission de M. Riviérez : examiner les conditions dans lesquelles a été appliquée la législation actuelle sur l'adoption et faire toutes propositions utiles sur ce sujet ; (p. 8912) : l'avis du conseil supérieur de l'adoption ; l'article 350 du code civil ; sa modification ; supprimer la nécessité d'autorisation préalable du Président de la République ; remédier à quelques difficultés juridiques d'application de la loi du 11 juillet 1966 ; l'harmoniser avec d'autres réformes législatives. **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8915) : n'accepte pas la remise en cause du délai de cinq ans de mariage ; s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Dronne ; estime que la durée de mariage exigée ne concerne que l'adoption demandée conjointement par les deux époux ; (p. 8916) : son amendement n° 5 supprimant la condition suivant laquelle une personne qui veut adopter l'enfant de son conjoint doit être âgée de trente ans au moins ; adopté. **Article 4** (p. 8918) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Constans ; s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Riviérez. **Article 5** (p. 8922) : s'oppose à l'amendement n° 13

de M. Kalinsky ; s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Forni.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision (n° 262). Commission mixte paritaire** [16 décembre 1976] (p. 9530) : son amendement n° 1 précisant expressément que les règles prescrites par le troisième alinéa de l'article 115 du code civil ne devraient être appliquées que s'il subsiste une indivision après désintéressement de l'indiviseur qui a demandé le partage ; adopté ; son amendement n° 2 mettant les articles 832-1 et 832-2 du code civil en harmonie avec les nouvelles dispositions de la loi ; adopté.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, modifiant l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature (n° 2705). Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9770) : les deux préoccupations du Gouvernement : achever la réforme judiciaire de la région parisienne et réorganiser parallèlement la juridiction d'appel ; ses amendements au texte du Gouvernement ; sa position en tant qu'ancien responsable de l'aménagement du territoire.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 189 *bis* du code du commerce concernant la prescription en matière commerciale (n° 446). Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9771) : indique que le travail de réécriture du titre de la prescription dans le code civil sera entrepris ; le caractère anachronique et peu indispensable de la prescription trentenaire en matière d'opérations commerciales ; l'harmonisation avec l'article L 27 du code du domaine de l'Etat ; ses amendements techniques. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9772) : accepte l'amendement n° 3 rectifié de M. Baudouin à condition de l'amender par le sous-amendement n° 4 du Gouvernement. **Après l'Article 2** (p. 9773) : son sous-amendement n° 4 rectifié à l'amendement n° 3 rectifié de M. Baudouin ; ne pas laisser en dehors du champ d'application de l'article 2 les valeurs mobilières ; adopté ; son amendement n° 5 précisant le sort des prescriptions en cours ; adopté.

GUILLERMIN (Henri)

Député du Rhône
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° **496**) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de loi tendant à répartir les pensions de réversion prévues par les différentes législations de sécurité sociale et le code des pensions civiles et militaires de retraite entre la veuve et la femme divorcée des assurés décédés** (n° **481**) [14 juin 1973].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3982) : fiscalité sur le revenu ; problème des 20 % d'abattement refusé jusqu'à maintenant aux non-salariés ; sa critique du système actuellement en vigueur ; découragement de l'honnêteté fiscale ; incitation à la fraude ; intérêt à établir paritairement les monographies professionnelles et à les diffuser largement ; sur le plan social, nécessité de se rapprocher d'un régime de base unique pour tous les Français ; s'oppose à l'intégration ; souhaite une structure propre à chaque branche suscitant l'émulation et permettant la comparaison des gestions ; problème des artisans et commerçants âgés ; priorité absolue à donner à l'amélioration du sort des retraités ; (p. 3983) : estime que le jeu de l'offre et de la demande est complètement faussé, que

l'égalité des chances des différentes sortes de commerce n'est pas assurée ; nécessité de revenir à la vérité des prix ; contrôle de l'application ; publication du barème des prix par quantité ; cessation de la pratique des prix d'appel ; prolifération des grandes surfaces ; souligne que les prix consentis par ces grands établissements ne sont pas des prix réels car une partie des charges qu'ils occasionnent est transférée à la solidarité nationale, donc à l'impôt ou à la solidarité professionnelle, donc à l'ensemble des consommateurs ; son désaccord avec le texte du Gouvernement relatif aux commissions départementales d'urbanisme commercial ; ses craintes quant à la représentation du petit commerce ; ne croit pas que ces nouvelles commissions soient bien équilibrées ; note que les commerçants traditionnels n'ont pas le droit d'appel ; grave défaillance du projet sur ce point ; souhaite que soit accordé le pouvoir d'appel aux commerçants. **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 33** (p. 4132) : son amendement tendant à préciser les articles 29 et 30 et tendant à interdire de garder secret le barème des prix, tendant à faire supporter par le bénéficiaire les frais occasionnés par les longs délais de paiement ; éventualité d'une augmentation des prix consentis par les magasins à grande surface, entraînée par la publication de ces barèmes d'écart ; sa démonstration prouvant que le barème des prix n'aurait aucune répercussion sur les prix de vente des grandes surfaces mais aurait une heureuse influence sur la concurrence ; (p. 4133) : rappelle que toutes les maisons sérieuses ont un barème des prix et le communiquent aux acheteurs ; sa réfutation des arguments exposés par le secrétaire d'Etat au budget concernant le caractère anti-économique de la mesure et le risque d'incitation à la hausse des prix ; estime que la publication des barèmes aurait l'avantage de réduire les prix des denrées achetées par petites quantités ; (p. 4134) : sa réponse aux arguments de M. Claudius-Petit ; rappelle que toutes les entreprises sérieuses de France ont un barème des prix ; (p. 4142) : son amendement tendant à la réglementation des jours et heures d'ouverture des établissements commerciaux ; la réunion d'une table ronde permettant de la définir ; (p. 4144) : son amendement sur l'imposition des coopératives d'administration ou d'entreprise ; [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4239) : son amendement : évolution des structures des régimes d'assurance vieillesse ; encaissement direct des cotisations et paiement des prestations par les caisses qui en expriment la volonté. **Après l'Article 7** (p. 4241) : son amendement tendant à la modification de l'assiette des cotisations sociales des artisans et commerçants. **Après l'Article 15** (p. 4245) : son amendement tendant à aligner l'assiette des cotisations maladie sur celles des cotisations vieillesse ; [10 octobre 1973] : **Après l'Article 3** (p. 4253) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement. **Article 16** (p. 4286) : son amendement rédactionnel ; (p. 4287) : répond au Gouvernement. **Article 19** (p. 4293) : ses observations sur l'accession à la propriété du fonds ; (p. 4296) : répond au Gouvernement. **Article 23** (p. 4306) : son amendement relatif à la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4355) : son amendement tendant à la réglementation des augmentations de surface. **Article 24** (p. 4365) : son amendement prévoyant la possibilité d'appel pour le tiers des membres de la commission ; (p. 4366) : répond au Gouvernement ; (p. 4364) : son amendement tendant à la connaissance préalable des dossiers par les commissaires. **Article 28** (p. 4371) : son amendement : priorité des prêts de la CAECL pour les communes « de 30.000 habitants et plus » ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4618) : votera l'amendement du Gouvernement ; sa demande de précision concernant le nombre de dossiers relatifs à l'aide spéciale compensatrice; handicapés; taxe d'entraide. **En deuxième lecture** [6 décembre 1973] : **Article 15** *bis* (p. 6710) : défend l'amendement de M. Peyret : statut des médecins conseils des caisses locales et contrôle médical. **Article 15** *ter* : défend l'amendement de M. Peyret : rôle de la caisse nationale d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés. **Article 29** (p. 6720) : défend l'amendement de M. Peyret : barème des prix et conditions de vente. **Article 31** (p. 6721) : soutient l'amendement de M. Neuwirth : conditions de ventes à prime ; (p. 6723) : soutient l'amendement du Gouvernement : réglementation des jeux, concours et loteries. **Article 33** *bis* (p. 6724) : son amendement : réglementation des ventes à perte et des prix d'appel.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier** (*suite*) : **Article 237 du code civil** (p. 3381) : rappelle qu'il a déposé une proposition de loi tendant à ce que la pension de réversion soit proportionnelle à la durée du mariage.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**). **Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9845, 9846) : juge incontestable le caractère inapplicable du décret du 30 septembre 1953 ; relève que les parties se contentent d'appliquer les coefficients du décret de 1972 ; l'accroissement massif des

charges qui résulte de l'application de ces coefficients. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9847) : son amendement n° 1 : fixer à 1,7 le coefficient prévu par le décret du 30 septembre 1953 ; (p. 9848) : conteste l'argumentation développée par le Gouvernement à l'encontre de son amendement n° 1 ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 9851) : son amendement n° 2 : dépôt avant le 15 avril 1976 d'un projet de loi relatif à la fixation des baux ; retiré.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Article premier** (p. 3917) : indique qu'il est l'auteur du sous-amendement n° 297 défendu par M. Bernard Marie ; observe que les intérêts d'emprunts peuvent représenter jusqu'à 80 % de la dépense, qu'il faut les inclure dans le prix de revient et tenir compte de la plus-value « effective » et non effectivement réalisée; [10 juin 1976] : **Article 4** (p. 3979) : pense que l'amendement n° 129 de M. Papon va plus loin que l'amendement n° 280 de M. Zeller.

GUILLIOD (Raymond)

Député de la Guadeloupe
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [9 novembre 1973] (p. 5542).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1600) portant extension de l'**allocation de logement** aux départements d'outre-mer (n° **1640**) [14 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1762), portant extension de l'**allocation de logement aux départements d'outre-mer** (n° **1770**) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi** relative aux forclusions encourues et aux obligations contractées ou à la charge des **populations de la Guadeloupe** qui ont fait l'objet de mesures d'**évacuation** en raison des menaces d'explosion du volcan de « **La Soufrière** » (n° **2669**) [8 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2554), portant dérogation en ce qui concerne certains **marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française** à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938 (n°**2694**) [15 décembre 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Conteneurisation du trafic bananier** [30 octobre 1974] (p. 5621, 5622) : trafic des ports de Basse-Terre et de Dieppe.

— **Financement de la construction de l'UER de droit de la Guadeloupe** [12 novembre 1975] (p. 8163) : prise en charge du financement des travaux de voirie.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28031**) : **menaces d'éruption volcanique en Guadeloupe** [23 avril 1976] (p. 2139, 2140) : le manque de personnel et de matériel du laboratoire de Saint-Claude ; l'insuffisance des moyens permettant d'assurer l'évacuation des populations ; la construction d'un pont sur la rivière Saint-Louis assurant la liaison entre Matouba et Baillif.

• *question au Gouvernement :*

— **Evacuation de Basse-Terre** [3 novembre 1976] (p. 7420) : retour de la population évacuée ; reprise de l'activité du port bananier de Basse-Terre ; aide aux agriculteurs, commerçants et artisans pour permettre la ranimation de l'économie.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38037**) : **Trafic bananier sur la ligne des Antilles** [3 juin 1977] (p. 3401, 3402, 3403) : proteste contre la commande par la Compagnie générale maritime de trois gros porte-conteneurs bananiers ; ses conséquences néfastes sur le coût du fret, l'emploi des dockers et l'avenir des exploitations bananières.

• *question au Gouvernement :*

— **Importations de riz dans les départements d'outre-mer** [22 juin 1977] (p. 4056) : prix des importations pour la Guadeloupe du riz du Surinam.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4936) : transformation des DOM depuis vingt-cinq ans ; mise en place d'infrastructures sociales et économie sacrifiée; tourisme et ressources naturelles ; difficultés de l'agriculture ; stagnation de l'industrialisation ; insuffisance des efforts de développement économique ; déficit de la balance commerciale des DOM ; écart des revenus moyens par habitant avec la métropole.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels n°s 1, 3, 4 et 5** (n° **743**). **Discussion de l'Article unique** [20 décembre 1973] (p. 7283) : son explication de vote ; intervient au nom de ses amis des départements d'outre-mer en faveur du projet de loi ; droits et libertés en France et dans les DOM.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6262) : l'aggravation des problèmes économiques et sociaux ; l'irrigation à la Guadeloupe ; les conséquences de la fermeture envisagée du port de Basse-Terre ; apprécie les méthodes de travail du secrétaire d'Etat.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3168) : les déclarations du Président de la République aux Antilles ; supprimer une discrimination à l'égard des populations d'outre-mer et encourager l'amélioration de l'habitat ; le rôle primordial de la salubrité des logements dans la lutte contre les parasitoses ; (p. 3169) : le caractère restrictif du projet par rapport aux dispositions en vigueur en métropole ; instaurer dans les DOM l'allocation de logement à caractère social et la prime de déménagement ; l'exclusion de certaines catégories de l'allocation logement du fait de son octroi aux seules personnes bénéficiaires de prestations familiales ; l'exclusion des personnes ne pouvant exercer une activité professionnelle ; le nécessaire assouplissement des modalités de calcul de l'allocation ; (p. 3170) : le coût de l'extension de l'allocation ; la nécessaire rapidité de l'application de la loi. **Discussion des articles** (p. 3179) : **Après l'Article 2 :** son amendement n° 5 : entrée en application de la loi au plus tard le 1er janvier 1976 ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4958) : souligne l'aide importante que le projet apportera aux familles de ces départements ; recommande de voter le texte adopté par le Sénat.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3201) : l'accroissement des dépenses d'investissement dans les DOM ; les subventions accordées par les conseils généraux aux sociétés d'économie mixte ; les prêts de la caisse centrale de coopération économique et les subventions du FIDOM ; la nationalisation dans le cadre de la politique de départementalisation économique ; le chômage qui frappe les populations d'outre-mer ; la longueur du délai de sept années pour aboutir à l'unification des tarifs ; la politique du Gouvernement en matière de recherche géothermique en Guadeloupe ; la découverte du puits BO 2 à Bouillante.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8262) : le renforcement de l'aide de l'Etat aux DOM ; (p. 8263) : la départementalisation économique ; la situation de l'agriculture et la convention de Lomé ; les conditions du développement du tourisme ; le développement de l'industrialisation ; les mesures en faveur de la Guyane.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté** [Bruxelles, 11 juillet 1975] (n° **1990**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (9801) : s'inquiète des effets de la convention sur l'écoulement des produits agricoles des départements d'outre-mer ; le mémorandum du secrétaire d'Etat aux DOM

contenant des réserves formulées à l'égard de la convention ; le caractère dangereux des dispositions contenues dans celle-ci.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6665) : l'extension de l'aide exceptionnelle concernant les agriculteurs atteints par la sécheresse aux Antilles ; les bananes de la Guadeloupe et de la Martinique ; la circonscription de Basse-Terre ; la Soufrière ; la ruine des commerçants et artisans ; l'extension souhaitable de l'aide exceptionnelle en faveur des artisans et commerçants des zones évacuées ; indique que le crédit de 10 millions de francs, inscrit dans le collectif budgétaire au profit des Guadeloupéens, concernera les mesures de protection civile et non l'indemnisation des agriculteurs, des artisans et des commerçants ; (p. 6666) : les sommes pour nourrir les 25.000 réfugiés ; les problèmes particuliers des agriculteurs, artisans et commerçants ruinés.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8388) : les difficultés des DOM ; l'emploi ; la Soufrière ; l'historique du drame ; (p. 8389) : les déclarations de M. Tazieff ; les réfugiés ; les difficultés de Basse-Terre ; l'état de l'économie ; les exploitants agricoles ; les producteurs de bananes ; la production maraîchère ; le retour des populations évacuées dans leur foyer ; les fournisseurs ; les hôpitaux ; la protection civile ; la solidarité ; les scientifiques ; une aide exceptionnelle de l'Etat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 5** (p. 9171) : son amendement n° 35 : moratoire tenant compte de la situation exceptionnelle qu'a connue la Guadeloupe à la suite de l'évacuation de Basse-Terre ; le gage peu satisfaisant de son amendement ; adopté ; (p. 9172) : son amendement qui a été écarté en vertu de l'article 40 de la Constitution ; la Guyane, premier département forestier ; le plan vert.

1977

— **Projet de loi portant dérogation en ce qui concerne certains marins des départements d'outre-mer et du territoire d'outre-mer de la Polynésie française à diverses dispositions du code des pensions de retraite des marins et du décret-loi du 17 juin 1938** (n° **2554**), rapporteur. **Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1707) : l'annonce par le Président de la République de mesures en faveur des marins-pêcheurs ne pouvant s'acquitter de leurs cotisations à l'ENIM ; le régime social des marins ; (p. 1708) : les prestations des caisses de l'ENIM ; les ressources de l'ENIM ; la difficulté des marins pratiquant une pêche artisanale à s'acquitter de leurs cotisations ; la réduction du taux des cotisations ; le choix libre des taux ; le problème de l'extension des dispositions prévues pour les marins-pêcheurs des DOM et de la Polynésie aux marins-pêcheurs métropolitains. **Discussion des articles. Article 2** (p. 1714) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 4 de M. Alain Vivien.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6930) : les conséquences de l'éruption du volcan de la Soufrière en Guadeloupe ; les menaces de fermeture du port de Basse-Terre aux navires bananiers ; l'érection en départements distincts des îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy ; le cas de l'île de Saint-Martin ; le projet de budget pour 1978 ; le trafic de drogue pratiqué par les Dominicains ; (p. 6931) : les conséquences de la conteneurisation de la banane sur la situation de Basse-Terre ; l'extension des mesures sociales votées par le Parlement aux DOM ; la départementalisation économique.

GUINEBRETIÈRE (Jacques)

Député du Finistère
(1re circonscription)
(RPR).

En remplacement de M. Marc Bécam, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1977] (p. 2360, 2388).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [3 mai 1977] (p. 2388).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [4 mai 1977] (p. 2460).

Démissionnaire de cette commission [27 mai 1977] (p. 3195).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [27 mai 1977] (p. 3195).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi [21 juin 1977] (p. 4020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise [30 juin 1977] (p. 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3223), instituant une compensation entre le régime général de **sécurité sociale** des travailleurs salariés du commerce et de l'industrie et le régime des salariés agricoles pour les rentes de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles (n° **3263**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 3210) modifiant et complétant certaines dispositions de la **loi n° 75-535** du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière** et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° **3289**) [8 décembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la **loi n° 75-535** du 30 juin 1975 relative aux **institutions sociales et médico-sociales** et de la **loi n° 70-1318** du 31 décembre 1970 portant **réforme hospitalière** et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge (n° **3434**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **42519**) : **Crise du cinéma français** [2 décembre 1977] (p. 8217) : la baisse de fréquentation des salles ; la chute des investissements français dans ce domaine.

INTERVENTIONS

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [8 juin 1977] (p. 3508) : la crise de la pêche maritime en France ; la modernisation de sa flotte ; les résultats du quartier du Guilvinec ; le plan de financement d'un bateau de pêche ; les modalités de la réduction de l'apport initial ; le paiement de l'impôt sur les bénéfices et l'acquittement de la taxe professionnelle par le crédit maritime.

— **Propositions de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° **2844**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3892) : la sévérité des peines encourues par les automobilistes ; la suppression d'un permis de conduire dont a fait l'objet un médecin de Saint-Etienne ; les retraits administratifs de permis de conduire ; la nécessité d'un débat sur la prévention d'alcoolisme ; l'évolution des politiques administratives de répression de l'ivresse dans son département ; (p. 3893) : l'inutilité d'aggraver les sanctions ; la lutte contre l'alcoolisme ; les conséquences sur l'emploi du retrait du permis de conduire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3895) : son amendement n° 3 non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6972) : les orientations du Gouvernement en matière de santé ; l'absorption progressive du secteur privé par le secteur public ; le respect de la carte sanitaire ; la situation défavorisée des praticiens du secteur public ; le déblocage des prix de journée des cliniques rentables ; le contrôle du nombre des médecins ; la saturation du nombre des infirmières ; le gaspillage en matière d'hospitalisation ; (p. 6973) : la prévention ; la prévention en milieu scolaire ; l'alcoolisme ; la distribution de lait ; l'exonération du ticket modérateur des cures de désintoxication.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8391) : soutient le sous-amendement n° 83 de M. Guermeur à l'amendement n° 9 de M. Bizet : droit de priorité auprès de la SAFER des fermiers évincés ou des exploitants expropriés pour cause d'utilité publique ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant une compensation entre le régime général de sécurité sociale des travailleurs salariés du commerce et de l'industrie et le régime des salariés agricoles pour les rentes de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles** (n° 3223), rapporteur. **Discussion générale** [9 décembre 1977] (p. 8546) : l'application de la solidarité nationale et et du principe de la redistribution au régime des salariés agricoles ; l'harmonisation et la compensation des régimes ; les réalisations en matière d'assurance maladie, d'assurance vieillesse et de prestations familiales ; (p. 8547) : les charges indues supportées par le régime général ; l'harmonisation des taux ; l'harmonisation des prestations versées au titre de l'assurance contre les accidents du travail ; l'extension au régime d'assurance contre les accidents du travail et des maladies professionnelles de la compensation entre les régimes de base de sécurité sociale obligatoires ; les problèmes posés par la proportionnalité entre les transferts et l'effort consenti ; les amendements adoptés par la commission ; la compensation démographique et la compensation économique ; l'article 40 de la Constitution ; le déficit démographique de l'agriculture. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8549) : l'article 40 de la Constitution ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. **Article 2** : son amendement n° 2 de suppression ; retiré. **Article 6** : son amendement n° 3 de suppression ; l'absence de régime propre aux salariés agricoles dans les départements d'outre-mer ; adopté.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers, publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**), rapporteur **Première lecture. Discussion générale** [14 décembre 1977] (p. 8709) : l'institution d'un forfait-soins pour les personnes âgées ; la réforme de la tarification hospitalière; les conditions de travail de l'Assemblée; la notion de solidarité nationale; le problème du quatrième âge; le souci de maintenir à leur domicile les personnes âgées ; (p. 8710) : les conditions d'hébergement ; la prise en charge du remboursement des services de longs séjours ; la légalisation relative aux soins à domicile ; l'ins-

titution d'un forfait-soins dans les établissements sociaux ; les mesures de simplification du remboursement ; le coût de la réforme ; la coordination de l'organisation médico-sociale de soins à domicile ; les propositions de la commission relatives à la soumission de la création et de l'extension des organismes de soins à domicile aux règles applicables à tous les établissements médico-sociaux ; les dangers contenus dans le forfait individuel ; la réforme de la tarification hospitalière ; l'expérimentation du « prix de journée éclaté » ; l'expérimentation de la procédure du « budget global » ; (p. 8711) : le remplacement du ticket modérateur hospitalier par un forfait uniforme sur une partie de l'hébergement ; l'alourdissement des frais de gestion ; le recours obligatoire à l'informatique ; la suppression de la gestion du dossier de facturation du malade en cas d'adoption de la procédure du budget global. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 8715) : son amendement n° 1 : avis des commissions consultatives nationales et régionales des institutions sociales et médico-sociales sur toute création ou extension importante d'un organisme de soins paramédicaux à domicile ; repoussé par scrutin public ; (p. 8716) : son amendement n° 2 : modification du quatrième alinéa de l'article 6 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 ; devenu sans objet ; son amendement n° 3 : modalités de publicité des décisions de création ou d'extension des établissements et des organismes de soins paramédicaux ; devenu sans objet ; son amendement n° 4 : conditions d'autorisation de la création de l'extension des établissements et organismes des soins paramédicaux à domicile ; devenu sans objet ; son amendement n° 6 : prise en charge sur des bases forfaitaires, suivant des modalités fixées par voie réglementaire, des dépenses afférentes aux soins dispensés aux assurés sociaux bénéficiaires de l'aide sociale par les établissements et les organismes de soins paramédicaux à domicile ; (p. 8717) : son sous-amendement précisant le caractère éventuel de la prise en charge sur des bases forfaitaires ; sous-amendement n° 6 rectifié repoussé par scrutin public. **Article 3** (p. 8718) : son amendement n° 7 : détermination par arrêté préfectoral du forfait applicable aux organismes publics de soins à domicile ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 7 : détermination annuelle et globale du versement forfaitaire ; sous-amendement n° 31 repoussé ; amendement n° 7 repoussé ; (p. 8719) : son amendement n° 45 : consultation des organismes d'assurance maladie lors de la détermination du forfait; adopté; son amendement n° 43 : fixation du forfait, par établissement, en fonction des personnes employées ; adopté ; son amendement n° 8 : conclusion de conventions entre les organismes d'assurance maladie et les organismes privés de soins paramédicaux ; devenu sans objet ; son amendement n° 9 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles les conventions conclues sont homologuées par l'autorité administrative ; adopté ; son amendement n° 11 : versement des sommes dues aux établissements de leur circonscription territoriale par les caisses de régimes d'assurance maladie des travailleurs salariés au titre des assurés sociaux ; adopté ; son amendement n° 12 : principe de répartition des dépenses ; adopté après adoption du sous-amendement n° 32 du Gouvernement. **Article 4** : son amendement n° 13 de suppression ; devenu sans objet ; son amendement n° 44 : extension des dispositions de l'article aux professionnels de statut libéral ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 8720) : soutient l'amendement n° 5 de M. Bonhomme : allégement de la procédure de transformation des hospices publics ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 14 : différenciation des unités ou centres de long séjour, des unités ou centres de moyen séjour et conditions d'implantation d'unités de géronto-psychiatrie dans les hôpitaux psychiatriques ; (p. 8721) : le non-examen par la commission des sous-amendements n° 33, n° 34 et n° 35 du Gouvernement à son amendement n° 14 ; son avis favorable, à titre personnel, sur le sous-amendement n° 34 du Gouvernement ; l'absence de portée du sous-amendement n° 33 du Gouvernement ; la nécessité du rejet du sous-amendement n° 35 du Gouvernement ; la création de sections et non d'établissements spécialisés ; (p. 8722) : la population des personnes âgées soignées dans les hospices psychiatriques ; le nombre de lits offerts par les établissements de long séjour ; amendement n° 14 adopté après adoption des sous-amendements n° 33, n° 34 et n° 35 du Gouvernement. **Après l'Article 6** : son amendement n° 15 : modification du champ d'application des dispositions relatives à la double tarification ; adopté après adoption du sous-amendement n° 36 du Gouvernement ; (p. 8723) : son amendement n° 16 : dispositions relatives au remboursement forfaitaire des soins dispensés dans les services ou centres de long séjour publics ou privés participant au service public hospitalier ; la détermination annuelle du forfait par malade et par jour ; le problème de la conformité des textes réglementaires à l'esprit de la loi ; les discriminations du remboursement qui pourraient résulter de l'adoption de l'amendement n° 37 du Gouvernement ; amendement n° 16 repoussé ; son amendement n° 17 : dispositions relatives au mode de fixation du forfait applicable aux établissements privés ; repoussé ; (p. 8724) : son amendement n° 18 : dispositions relatives à l'exonération éventuelle du

ticket modérateur au tiers payant et à la caisse du régime d'assurance maladie et critère de répartition des dépenses entre les différents régimes de sécurité sociale ; adopté ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 39 du Gouvernement. **Article 7** : son amendement n° 20 : fixation à quatre ans de la durée maximum d'expérimentation des systèmes relatifs à l'élaboration et à l'exécution du budget et à la tarification des frais de séjour dans les établissements d'hospitalisation publics ; repoussé ; son amendement n° 21 : fixation à deux du nombre des systèmes de tarification expérimentés ; adopté ; son amendement n° 22 : application de l'expérimentation au système du prix à la journée éclatée et à celui du budget global ; adopté. **Article 8** (p. 8725) : son amendement n° 23 de coordination ; adopté ; son amendement n° 24 : principe de répartition des sommes mises à la charge des organismes d'assurance maladie ; adopté ; son amendement n° 25 : détermination du montant du budget global par arrêté préfectoral après consultation des organismes d'assurance maladie ; son avis favorable, à titre personnel, sur les sous-amendements n° 40 et n° 41 du Gouvernement à son amendement n° 25 ; amendement n° 25 adopté après adoption des sous-amendements n° 40 et n° 41 du Gouvernement ; son amendement n° 26 : extension de l'application du système de la dues à l'établissement par l'ensemble des « caisse pivot » à la totalité des sommes dues à l'établissement par l'ensemble des régimes d'assurance maladie ; repoussé ; son amendement n° 27 : suppression des dispositions relatives à l'habilitation de certains organismes à verser aux établissements désignés le montant des prestations dues ; devenu sans objet. **Après l'Article 8** (p. 8726) : son amendement n° 28 : compétence de la section permanente du conseil supérieur de l'aide sociale sur les recours contre les arrêtés préfectoraux fixant les tarifs de facturation ou le montant du budget global ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 42 du Gouvernement à son amendement n° 28 ; amendement n° 28 adopté après adoption du sous-amendement n° 42 du Gouvernement ; son amendement n° 29 : fixation forfaitaire de la participation journalière due par toute personne hospitalisée ; la suppression du ticket modérateur pour l'hospitalisation ; l'objet du ticket modérateur ; repoussé ; son sous-amendement relatif au remplacement du ticket modérateur par un forfait journalier unique dans le cadre de l'expérience du budget global ; (p. 8727) : son amendement n° 30 rectifié : conditions de délégation des pouvoirs du président de la commission médicale consultative ; adopté. **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9151) : demande à l'Assemblée d'adopter le texte de la CMP.

GUIRINGAUD (Louis de)

Ministre des affaires étrangères du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé ministre des affaires étrangères (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre des affaires étrangères (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre des affaires étrangères (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre des affaires étrangères (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

— **Projet de loi** autorisant la ratification du **traité** portant **modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes** et du **traité** instituant un **conseil unique** et une **commission unique** des Communautés européennes (n° **2571**) [2 novembre 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'adhésion de la République française à l'**accord constitutif de la Banque interaméricaine de développement,** signé à Washington le 8 avril 1959 (n° **2590**) [3 novembre 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** en matière de **pêches maritimes** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Sénégal,** ensemble un échange de lettres, signée à Dakar le 16 septembre 1974 (n° **2652**) [30 novembre 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'adhésion à la **convention internationale** portant création d'un **fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures,** faite à Bruxelles le 18 décembre 1971 (n° **2750**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant la ratification du **traité** portant modification de certaines dispositions du **protocole sur les statuts de la Ban-**

que européenne d'investissement, signé à Bruxelles le 10 juillet 1975 (n° **2752**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de l'**Australie** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signé à Canberra le 13 avril 1976 (n° **2753**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord international de 1975 sur l'étain,** ensemble six annexes, fait à Genève, le 21 juin 1975 (n° **2763**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Malte** sur l'**encouragement et la protection réciproque des investissements** (ensemble un protocole), signé à La Valette le 11 août 1976 (n° **2764**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant la ratification de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun **(convention sur le brevet communautaire),** ensemble un règlement d'exécution, faite à Luxembourg le 15 décembre 1975 (n° **2766**) [2 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République Unie du Cameroun** relative à la **circulation des personnes,** signée à Yaoundé le 26 juin 1976 (n° **2813**) [20 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Côte-d'Ivoire** relative à la **circulation des personnes,** signée à Paris le 8 octobre 1976 (n° **2814**) [20 avril 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** portant création du **fonds de solidarité africain,** ensemble une annexe, signé à Paris le 21 décembre 1976 (n° **2876**) [13 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique,** ensemble une annexe, entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad,** signés à N'Djaména les 6 mars et 19 juin 1976 et de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad fixant les règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des forces armées de la République du Tchad, signée à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° **2880**) [17 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad** relative au **concours en personnel** apporté par la République française au fonctionnement des services publics de la République du Tchad, ensemble trois conventions annexes, un protocole annexe et un protocole d'application, signés à N'Djaména le 6 mars 1976 ainsi que les lettres en date des 6 et 19 octobre 1976 relatives à l'article 12 de la convention (n° **2881**) [17 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention d'assistance administrative mutuelle en matière de douane** entre le Gouvernement de la **République française** et la **République du Tchad,** signée à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° **2882**) [17 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord en matière judiciaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Tchad,** signé à N'Djaména le 6 mars 1976 (n° **2883**) [17 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste de Roumanie** sur l'encouragement, la protection et la **garantie réciproque des investissements,** signés à Paris le 16 décembre 1976 (n° **2911**) [24 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérative du Brésil,** signé à Paris le 15 juillet 1975 (n° **2912**) [24 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérative du Brésil,** signé à Paris le 24 octobre 1975 (n° **2913**) [24 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**échange de lettres** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de l'**Etat espagnol,** relatif au **statut fiscal et douanier des établissements culturels et d'enseignement,** signé à Madrid le 28 février 1974 (n° **2914**) [24 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du **Conseil des Communautés européennes** du 20 septembre 1976 et relatives à l'**élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**) [25 mai 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre les Gouvernements de la **République française,** de la **République fédérale d'Allemagne** et de l'**Etat espagnol,** relatif à

l'extension de certaines dispositions de **sécurité sociale**, signé à Paris le 1er mars 1977 (n° **2946**) [1er juin 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention sur la sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste de Roumanie**, signée à Paris le 16 décembre 1976 (n° **2947**) [1er juin 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée** relatif au **règlement du contentieux financier** entre les deux pays, consigné dans le procès-verbal signé à Paris le 26 janvier 1977 (n° **3114**) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** relative à la **protection du Rhin contre la pollution** par les **chlorures**, signée à Bonn le 3 décembre 1976 (n° **3122**) [3 octobre 1977].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République des Philippines**, tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble un protocole, signé à Kingston (Jamaïque), le 9 janvier 1976 (n° **3204**) [7 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des affaires étrangères :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. G. Mathieu : Enlèvement de Français en Mauritanie** [4 mai 1977] (p. 2424) : les civils travaillant pour une société mauritanienne victimes de l'action du Polisario ; le Gouvernement utilisera toutes les voies possibles pour obtenir la libération de nos compatriotes ; application du plan d'évacuation français.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Debré** (n°37082) : **Financement de la propagande en faveur de l'élection d'une assemblée multinationale européenne** [6 mai 1977] (p. 2546, 2547) : l'absence de preuve de la contribution d'un Etat ou d'intérêts étrangers au financement de la campagne politique relative à l'élection de l'Assemblée des communautés au suffrage universel ; la volonté du Gouvernement de voir le débat se dérouler démocratiquement ; le contrôle exercé dans ce sens.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Barel : Affaires Klaus Barbie et Paul Touvier** [1er juin 1977] (p. 3262) : hommage à la mémoire du fils de M. Barel ; demande d'extradition de Klaus Barbie auprès du Gouvernement bolivien.

— **M. Lejeune : Civils français retenus comme otages par le Polisario** [8 juin 1977] (p. 3498) : interventions du Gouvernement auprès du secrétariat des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge et du Gouvernement algérien pour obtenir leur libération ; position de la France dans l'affaire du Sahara occidental.

— **M. Robert-André Vivien : Sort des Juifs soviétiques** [8 juin 1977] (p. 3499) : attachement du Gouvernement au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; son souci d'efficacité.

— **M. Baumel : Civils français retenus comme otages par le Polisario** [8 juin 1977] (p. 3499) : les démarches entreprises par la France ; son indignation devant les déclarations d'un dirigeant politique français.

— **M. Gantier : Piraterie aérienne et prises d'otages** [2 novembre 1977] (p. 6839, 6840) : les mesures permettant de lutter contre la piraterie aérienne doivent intervenir à l'échelon international ; les deux conventions de Montréal et de La Haye déjà adoptées ; la signature par la France le 27 janvier 1977 d'une convention européenne sur la répression du terrorisme.

— **M. Ollivro : Otages du Polisario et situation au Proche-Orient et dans la corne de l'Afrique** [16 novembre 1977] (p. 7499) : le nouveau voyage à Alger de M. Chayet ; le refus de la France d'être entraînée dans le problème politique de la dévolution de l'ancien Sahara espagnol ; l'attention portée par le Gouvernement à la situation au Proche-Orient et en Somalie.

— **M. Claudius-Petit : Rencontre de Jérusalem** [23 novembre 1977] (p. 7834) : l'attitude de la France à l'égard de la rencontre Sadate - Begin ; le geste courageux du Président égyptien ; les risques d'une initiative des pays occidentaux en faveur de l'action du Président Sadate ; le texte adopté par le conseil des Neuf.

— **M. Girard : Embargo obligatoire sur les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud** [30 novembre 1977] (p. 8053, 8054) ; la décision du Conseil de sécurité, obligation juridique imposée à tous les membres des Nations unies ; examen des problèmes posés aux constructeurs des bâtiments de guerre commandés par l'Afrique du Sud.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Boulloche** (n° **42513**) : **Vote des Français de l'étranger** [2 décembre 1977] (p. 8221) ; sa réponse lue par M. Barrot.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Debré : Protection du Marché commun contre les importations abusives** [7 décembre 1977] (p. 8338) : les protestations de la France à l'égard des importations abusives ; le mandat reçu par le Présidentt de la commission de Bruxelles.

— **M. Virgile Barel : Demande d'extradition de Klaus Barbie** [21 décembre 1977] (p. 9146, 9147) : l'émouvant appel de M. Barel ; continuation de l'action du Gouvernement pour obtenir l'extradition de Klaus Barbie.

— **M. Odru : Attaque d'une colonne du Polisario** [21 décembre 1977] (p. 9147) : mise au point sur le rôle de l'aviation française contre les colonnes du Polisario ; les dispositions prises à la demande des autorités mauritaniennes pour protéger nos ressortissants.

— **M. Jean-Pierre Cot : Atteintes aux droits de l'homme en Argentine** [21 décembre 1977] (p. 9149, 9150) : déclaration de M. Michel Poniatowski en Argentine ; intervention du Gouvernement à la suite de l'enlèvement de deux religieuses françaises.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7811) : la politique extérieure de la France ; (p. 7812) : les objectifs de notre politique étrangère ; l'importance du rôle de la diplomatie ; trois orientations : la construction européenne, la détente et l'ouverture sur les préoccupations légitimes du Tiers-Monde ; la reprise du processus de convergence des politiques économiques ; le renforcement des politiques communes ; l'union européenne ; le rapport Tindemans ; le conseil européen ; le traité de Rome ; la souveraineté ; (p. 7813) : la politique de détente de la France, un acte de volonté ; la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; les relations de coopération et d'amitié entre la France et l'Union soviétique ; la politique de détente inséparable de l'effort de défense ; réduire les tensions et apaiser les conflits ailleurs dans le monde ; la tragédie libanaise ; (p. 7814) : les problèmes du Tiers-Monde ; nécessité de réintroduire de l'ordre dans les relations économiques mondiales ; les problèmes planétaires que pose l'inter-dépendance croissante des nations ; maintenir notre effort d'aide bilatérale; au niveau européen, par l'accord de Lomé ; engagement de la France dans une vaste coopération avec quarante-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; notre attitude aux Nations unies et dans les instances internationales compétentes ; la conférence sur la coopération économique internationale ; un budget marqué par des impératifs actuels d'économie ; le fonctionnement et les dépenses en capital ; la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; (p. 7815) : les mesures prévues pour l'amélioration de la scolarisation des enfants des Français à l'étranger : résultat des travaux de la commission présidée par M. Bettencourt ; la part que le budget des affaires étrangères représente dans le budget de l'Etat: 1,04 % ; la réforme des structures du département des affaires étrangères ; les différents objectifs de cette réforme ; mettre l'accent sur la revalorisation de la condition diplomatique; une politique extérieure vigilante et résolue, indépendante mais solidaire ; (p. 7842) : les problèmes budgétaires ; accroître de 2 millions de francs la dotation du chapitre 42-03 qui correspond à l'action de la France à l'étranger ; la politique de la construction européenne ; le projet JET ; le Conseil constitutionnel ; l'avenir de l'union économique et monétaire ; les pouvoirs budgétaires de l'assemblée européenne ; le Conseil de l'Europe ; l'Assemblée parlementaire européenne ; le problème de l'achèvement du bâtiment qui doit abriter le Conseil de l'Europe ; la détente ; (p. 7843) : la tragédie de Chypre ; la réintégration de l'OTAN ; la conférence de Colombo ; les relations de la France avec le Tiers-Monde ; le cas de Djibouti ; notre crédit à l'ONU ; les ventes d'armes à l'Afrique du Sud ; la tragédie du Cambodge ; la conférence sur la coopération économique internationale ; la francophonie ; l'association internationale des parlementaires de langue française ; le règlement satisfaisant du litige relatif à la forêt de Mundat entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ; (p. 7844) : l'incorporation de force des victimes du nazisme ; les injustices commises en ce domaine ; le cas des Alsaciens et des Lorrains, incorporés de force dans l'armée allemande ; les sommes dues par des Etats étrangers aux organismes hospitaliers français ; l'accession à certains dossiers secrets par les fonctionnaires de la CEE.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des décisions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du**

20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3728) : l'appartenance de la France à la Communauté économique européenne ; la conception exigeante de la France vis-à-vis de l'Europe ; la politique européenne de la France ; le respect du traité de Rome ; les institutions mises en place pour l'appliquer ; (p. 3729) : l'Assemblée parlementaire des communautés ; son élection au suffrage universel direct ; l'article 138 du traité ; le plan Fouchet ; la relance de l'Europe lors de la présidence par la France du conseil des ministres ; la création d'un conseil européen ; l'accord du 10 décembre 1974 ; l'acte du conseil des communautés du 20 septembre 1976 ; les caractéristiques de cet acte ; la répartition des sièges ; la procédure électorale ; l'égalité de tous les Etats-membres au regard de l'engagement pris ; les menaces qui pèsent sur l'indépendance nationale ; l'extension des pouvoirs de l'Assemblée des communautés au-delà des traités ; (p. 3730) : les différentes négociations sur les compétences de l'Assemblée ; l'opposition de la France aux orientations du rapport Tindemans ; le désaccord du Gouvernement sur l'extension des compétences de l'Assemblée des communautés au-delà des pouvoirs strictement définis par les traités ; les garanties de la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1976 ; l'engagement du Gouvernement ; la nécessité de l'unanimité ; le pouvoir de veto donné à la France ; la possibilité de sanctionner les initiatives prises par l'Assemblée ; les relations entre le conseil des communautés et l'Assemblée ; la crise traversée par la construction européenne ; la consolidation de la Communauté ; le respect de la préférence communautaire ; (p. 3731) : les méfaits de la crise ; les avantages tirés par la France du Marché commun ; les exportations agricoles ; le commerce extérieur ; l'imperfection de la Communauté ; les montants compensatoires ; l'absence de véritable organisation des marchés du vin et des fruits et légumes ; le problème de la pêche ; la politique industrielle ; l'union douanière ; la désaffection de l'opinion ; les avantages de l'élection ; [15 juin 1977] (p. 3825) : l'unanimité des intervenants en faveur de l'Europe ; le caractère confédéral de la construction européenne ; le rôle de la commission ; (p. 3826) : le suffrage universel; le rôle des représentants de la France dans l'Assemblée parlementaire européenne ; le respect des traités ; le traité de la CECA ; la recartellisation allemande ; la mise en place par la commission d'un dispositif de protection et de soutien à la sidérurgie européenne ; la nécessité de l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée européenne ; l'attention de la Communauté aux problèmes des travailleurs ; l'orientation de la construction européenne dans un sens plus conforme aux vraies préoccupations des hommes ; le rapport Tindemans ; le poids des Etats-Unis ; (p. 3827) : l'état de la Communauté ; la solidarité économique communautaire ; l'entrée de pays méditerranéens dans l'Europe ; l'influence internationale de la communauté économique ; l'exigence démocratique de la construction européenne ; le paragraphe 12 du communiqué de Paris de 1974 ; la souveraineté nationale ; les engagements du général de Gaulle relatifs au traité de Rome ; la mission de la France à guider la construction de l'Europe ; le monopole du patriotisme.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7150) : les crédits du budget pour 1977 ; les caractéristiques du budget pour 1978 ; l'amélioration de l'outil diplomatique ; la création d'un fonds de concours ; les crédits affectés aux œuvres sociales ; l'évolution des autorisations de programme et des crédits de paiement pour les immeubles diplomatiques et consulaires ; les crédits dans le domaine des interventions ; l'action en faveur des Français à l'étranger ; la contribution au PNUD ; le budget de la DGRCST ; (p. 7151) : la redéfinition des actions de la France dans le domaine culturel ; l'action en faveur des pays francophones ; la présence culturelle de la France ; le recours à l'audiovisuel ; l'effort d'expansion économique et commerciale ; le redéploiement de l'action culturelle ; la réforme du ministère des affaires étrangères ; le décret du 2 novembre 1976 ; le projet de décret relatif aux pouvoirs des ambassadeurs ; le principe de la diplomatie française ; la situation diplomatique internationale ; la poursuite de la concertation entre les responsables des pays industrialisés ; l'organisation de la liberté des échanges ; la politique vis-à-vis du Tiers-Monde ; les problèmes de l'énergie ; (p. 7152) : l'énergie nucléaire ; la prolifération de l'arme atomique ; la participation de la France aux travaux du programme international d'évaluation du cycle du combustible ; la politique de réduction des armements ; la mission de M. Pierre-Christian Taittinger ; la session spéciale de l'assemblée générale des Nations unies relative au désarmement ; la défense des droits de l'homme ; la situation au Cambodge ; la conception de la France en matière de détente ; les conférences d'Helsinki et de Belgrade ; les relations bilatérales avec les pays de l'Est ; la construction de l'Europe ; la sauvegarde de l'acquis ; la mise en place de nouvelles politiques communes ; (p. 7153) : la convergence des

politiques économiques ; l'élargissement de la CEE ; le règlement du conflit du Proche-Orient ; la politique africaine de la France ; l'indépendance de Djibouti ; le statut de Mayotte ; la situation en Namibie et en Rhodésie ; le cas de l'Afrique du Sud ; l'OUA ; l'idée « d'un pacte de solidarité entre l'Europe et l'Afrique » ; (p. 7154) : l'extension d'actions de la France vers les pays anglophones et lusophones ; l'accueil du ministre des affaires étrangères à Dar Es-Salam ; le problème des otages détenus par le Polisario ; le conflit portant sur l'ancien Sahara espagnol ; la consultation des populations locales ; la question du statut et du rôle du Polisario ; l'indépendance de la politique étrangère de la France ; les échanges de visites diplomatiques ; (p. 7181) : le sort des otages détenus par le Polisario ; les caractéristiques de la politique étrangère de la France en Afrique ; les relations avec l'Algérie ; les propositions d'interdiction des essais nucléaires ; la politique française au Proche-Orient ; la position de l'OLP sur l'existence d'Israël ; la visite du premier ministre d'Israël en France; (p. 7182) : l'enseignement et la diffusion du français en Israël ; la résolution n° 242 de l'ONU ; la politique du gouvernement en Afrique australe ; l'illégalité du gouvernement de Rhodésie ; l'aide au mouvement de libération de Rhodésie ; la situation de l'Afrique du Sud ; l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud ; les relations commerciales entre la France et l'Afrique du Sud ; l'intérêt porté par la France à l'Amérique latine ; la mission confiée à M. Poniatowski ; les relations économiques Nord-Sud ; la conférence de Paris ; la construction européenne ; (p. 7183) : la défense de la politique agricole commune ; le problème du siège des institutions européennes ; le problème de la dévolution de la forêt du Mundat et l'indemnisation des enrôlés de force ; la francophonie ; la visite du premier ministre du Québec ; l'activité du conseil de l'Europe ; l'union européennne ; les droits de l'homme ; la France, refuge politique.

GUY (Michel)

Secrétaire d'Etat à la culture du 9 juin 1974 au 25 août 1976.

Est nommé secrétaire d'Etat à la culture (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat à la culture (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif à la **validation des diplômes d'architecte** diplômé par le Gouvernement et de certaines dispositions réglementaires relatives à l'**enseignement de l'architecture** (n° **378**) [6 décembre 1974].

— **Projet de loi** relatif à la représentation et à la diffusion des **films cinématographiques** (n° **1638**) [13 mai 1975].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat à la culture :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Feït** relative à la **projection du film « Histoire d'A »** [6 novembre 1974] (p. 5940) : reportage sur l'avortement.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Burkel** (n° **18969**) : **Orchestres régionaux de l'ex-ORTF** [30 avril 1975] (p. 2293) : la recherche par le secrétariat d'Etat des solutions techniques et financières pour assurer la permanence de ces orchestres dans leur forme actuelle.

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **19390**) : **Secteurs sauvegardés** [4 juin 1975] (p. 3670) : réforme du statut de Paris et association des élus locaux à l'examen des projets de construction en secteurs sauvegardés ; avis obligatoire de l'architecte urbaniste ; publication prochaine d'un plan d'occupation des sols de Paris ; la politique d'urbanisme à Paris.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Burckel : Situation de l'orchestre de l'ex-ORTF de Strasbourg** [15 octobre 1975] (p. 6913) : conditions de maintien des trois orchestres de l'ex-ORTF de Lille, Strasbourg et Nice ; constitution de l'orchestre de Metz par les musiciens de l'orchestre de Strasbourg.

— **M. Jean-Claude Simon : Permis de construire dans les sites protégés** [29 octobre 1975] (p. 7531) : les agences des bâtiments de France ; les décisions prises à l'échelon local ; création de directions régionales.

— **M. Gantier : Gestion de l'Opéra de Paris** [26 mai 1976] (p. 3503) : le remarquable redressement artistique de l'Opéra de Paris ; la nécessité de maîtriser le coût de l'Opéra et de promouvoir une politique de diffusion (retransmissions radiodiffusées et télévisées).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Culture [30 octobre 1974] (p. 5605) : est persuadé que le développement culturel passe plus par l'action des hommes que par la construction de bâtiments, d'où la priorité aux crédits de fonctionnement ; renforcement des effectifs des services, notamment aux échelons régionaux ; développement simultané de la création et de la diffusion ; l'aide aux théâtres et la participation des départements et régions bénéficiaires ; (p. 5606) : part respective des charges supportées par l'Etat et les collectivités locales ; la politique en faveur du jeune théâtre ; les activités lyriques : démultiplication des ressources par la formule du pool des villes ; la création d'orchestres régionaux ; l'initiation à la musique dans les écoles ; le centre national des lettres : aide et protection sociale des écrivains ; la réforme de l'avance sur recettes au cinéma ; la mission confiée à l'architecte Bofill en matière d'enseignement architectural ; la politique des festivals ; création d'un festival du cinéma français à Paris et d'un festival de l'architecture ; les maisons de la culture et les centres d'animation ; les subventions du FIC ; l'office de diffusion culturelle au service de la circulation des œuvres ; la réouverture de la salle Favart à Paris pour accueillir les spectacles de la décentralisation lyrique et dramatique ; les expositions itinérantes d'art plastique ; association et définition de la politique radiodiffusée et télévisée : fixation d'un nombre minimal de spectacles lyriques, dramatiques et chorégraphiques retransmis par les sociétés de programmes ; financement éventuel d'autres retransmissions par le secrétariat d'Etat ; (p. 5607) : ces retransmissions justifient l'effort en faveur de la réunion des théâtres lyriques nationaux ; demande la co-tutelle sur l'institut audio-visuel; pour de nouvelles relations entre le cinéma et la télévision ; un effort particulier en faveur du cinéma ; assouplissement de la censure pour les adultes ; contrôle de l'affichage ; récupération des sommes dont bénéficie le cinéma de pornographie et de violence ; doublement des crédits d'avances sur recettes ; bourses de création pour les jeunes réalisateurs ; réforme de l'aide à l'exploitation ; la sauvegarde du patrimoine ; la cité interministérielle des archives de Fontainebleau ; un plan de cinq ans permettant le microfilmage généralisé des archives : progression insuffisante des fouilles ; acquisition ou protection des sites de haute importance scientifique ; l'inventaire se poursuivra à un rythme encore trop lent ; les musées seront mieux dotés, notamment en province ; l'installation du musée du XIX^e^ siècle à la gare d'Orsay ; le musée d'art moderne aura vocation à accueillir les donations ; le centre Beaubourg associera une bibliothèque, un centre de création industrielle, un institut de recherches et de création acoustique et musicale, un musée d'art moderne et une galerie expérimentale d'exposition ; rôle du centre en matière de pédagogie des arts plastiques et de la musique et de la décentralisation culturelle ; (p. 5608) : le projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou sera examiné prochainement ; le centre ouvrira ses portes dans deux ans ; en accord avec les collectivités locales le classement des centres historiques pourra concerner cent villes de plus de 20.000 habitants, ainsi sera évitée la destruction de témoignages de l'architecture des XIX^e^ et XX^e^ siècles ; 400 édifices postérieurs à 1800, sur un total de 30.000 édifices protégés, seront inscrits ou classés ; cinq agences des bâtiments de France seront créées, dont une en Corse ; la sauvegarde des cathédrales de Nantes, de Metz et de Strasbourg ; le ralentissement des crédits d'équipement en 1975 de manière à privilégier le budget de fonctionnement ; préférence pour les équipements légers, pour les maisons de la culture éclatées en plusieurs espaces ; cette conception permet des économies de construction et de gestion ; en matière de formation un budget d'attente préalable à une organisation ; mettre un terme aux difficultés de l'enseignement de l'architecture ; un projet de loi validant les diplômes délivrés depuis 1968 sera déposé avant la fin de la première session ; le secteur des enseignements sera une des priorités du budget de 1976 ; (p. 5609) : création de deux conservatoires de recyclage de haut niveau pour le théâtre et la danse ; rénovation et transfert à Lyon de l'Opéra-studio ; la régionalisation est l'option majeure de la politique culturelle actuelle ; négociations d'accords contractuels avec les collectivités locales ; articulation entre les moyens nationaux et locaux ; l'élimination des actions inutilement concurrentes ; une politique élaborée dans un esprit d'ouverture ; ouvrir les portes de ce club privé qu'est l'art ; (p. 5632) : entend poursuivre l'effort de concentration des subventions actuellement réparties sur 120 festivals ; le festival d'automne ; les festivals de Provence avec Aix, Avignon et Orange ; les festivals de Poitou-Charentes avec Royan, La Rochelle et Saintes, liés à des actions de formation, d'initiation à la musique et d'animation ; ne pas confondre élitisme et recherche ; les décisions du Fonds d'intervention culturelle sont prises par un comité interministériel en fonction de critères généraux et techniques ; (p. 5633) : les sub-

ventions sont attribuées avec libéralisme ; la charge du financement ne pèse pas particulièrement sur les collectivités locales ; répartition des crédits du FIC entre Paris et la province ; l'aide apportée dans le cadre du festival d'automne à Peter Brook ; un document détaillé sur l'activité du FIC est en cours d'élaboration ; le transfert à Lyon de l'Opéra-studio répond à une volonté de décentralisation et d'échange entre la capitale et les théâtres régionaux ; retient la proposition de rapprochement entre l'IDHEC et l'école de la rue de Vaugirard et même avec l'institut de l'audio-visuel ; l'entretien des bâtiments civils n'incombe que partiellement au secrétariat d'Etat ; la politique cinématographique tend à favoriser la création et la qualité et à établir un programme commun entre la télévision et le cinéma ; souhaite que le projet de loi sur l'architecture soit adopté dès la session de printemps ; répondra par écrit à M. Marcus ; retient deux de ses propositions : ouverture du Louvre les lundis de Pâques et de Pentecôte et création d'une commission chargée de préparer une politique culturelle du troisième âge ; envisage la réforme du 1 % et sa généralisation à l'ensemble des constructions publiques ; les consultations relatives aux Halles ; la villa Beauséjour ; l'inscription à l'inventaire des 8e, 9e, 10e et 16e arrondissements ; la mission de Ricardo Bofill ; (p. 5634) : souhaite que l'amendement de M. Godon relatif à la taxe additionnelle au prix des places de cinéma soit renvoyé à la discussion sur les comptes spéciaux du Trésor ; la réalisation du musée du XIXe siècle commencera en 1975 ; la place piétonnière devant la gare d'Orsay ; l'opération du square de la rue de Solférino et celle de l'Ecole militaire ; n'hésitera pas, dans des cas particuliers et exceptionnels, à refuser de suivre l'avis des maires en matière de classement des centres de villes ; les statuts des personnels ; les nominations au comité départemental des sites relèvent des préfets et non du secrétariat d'Etat ; le mobilier urbain et l'aménagement des espaces publics ; est prêt à soutenir une initiative européenne en matière de cinéma ; (p. 5635) : demande à l'Assemblée de ne pas adopter l'amendement n° 64.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**). **Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1974] : hommage à Georges Pompidou ; la bibliothèque publique ; le musée d'art moderne ; le centre de création industrielle ; l'institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM) confié à Pierre Boulez ; la pluri-disciplinarité ; concours international ; les travaux ; (p. 7299) : la bibliothèque ; le musée d'art moderne ; le statut des œuvres ; les donations ; les expositions ; la documentation sur l'art du XXe siècle; le centre de création industrielle ; l'IRCAM ; la cinémathèque ; (p. 7300) : l'animation : encourager et diffuser la création contemporaine ; formation et éducation artistique ; autonomie du centre ; statut d'établissement public ; œuvres inaliénables ; actes juridiques de droit privé ; l'unité du centre ; le conseil de direction ; le commissaire général ; la tutelle ; (p. 7301) : inauguration. **Discussion des articles. Article 4** (p. 7308) : représentation de la ville de Paris au conseil d'orientation ; son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 14 ; les pouvoirs du président ; retiré ; son amendement n° 14 : composition du conseil de direction ; retiré ; (p. 7309) : nouvel amendement : composition fixée par décret en Conseil d'Etat ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8151) : prend l'engagement que le département des arts plastiques et le centre de création industrielle ne disposeront pas de la personnalité morale.

— **Projet de loi portant validation de certains diplômes d'architectes** (n° **1378**) [16 décembre 1974]. **Discussion générale** (p. 7907) : les insuffisances de la loi du 11 juillet 1972 ; la mission impossible de la commission de vérification de la régularité du fonctionnement des jurys ; impossibilité de retirer leur diplôme à sept cents jeunes architectes ; les textes dont la validation est demandée ; (p. 7910) : la qualité architecturale est reconnue dans le projet de loi sur la réforme de l'architecture ; l'enseignement de l'architecture sera prioritaire dans le budget pour 1976.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Culture [3 novembre 1975] (p. 7731) : permettre à chacun de s'exprimer ; l'absence de culture sans l'existence de la liberté ; la nécessité d'une politique à long terme ; les buts que s'est fixés le secrétaire d'Etat ; (p. 7732) : le montant du budget pour 1976 ; l'importance des dépenses de fonctionnement ; les concours extérieurs tels que ceux de la DATAR ; l'accroissement des dotations des théâtres nationaux ; l'Opéra et la ville de Paris ; le financement du budget de la culture par l'emprunt ; (p. 7733) : le nombre de créations d'emplois ; la protection du patrimoine ; la création de quatorze directions régionales ; l'existence dans chaque département d'une agence des bâtiments de France ; la réforme statutaire en cours ; la politique définie en matière d'architecture ; la réforme de l'enseignement et de l'exercice de la profession d'architecte ;

(p. 7734) : donner aux architectes la possibilité de s'associer ; le cinéma ; la libéralisation de la censure ; le cas de la violence et de la pornographie ; sauvegarder le libre choix des spectateurs ; la restauration des monuments historiques ; les musées ; (p. 7735) : les arts plastiques ; la musique ; l'effort en faveur des centres dramatiques et des activités cinématographiques ; les retransmissions d'œuvres dramatiques ; le rattachement des bibliothèques au secrétariat d'Etat ; (p. 7736) : la politique du livre ; le centre Georges-Pompidou ; l'effort fait en faveur de la province ; l'établissement de nouvelles chartes culturelles ; la mise en place d'une politique contractuelle ; (p. 7751) : la politique de la DATAR et des chartes culturelles ; la fin des inégalités régionales ; les mesures prises en faveur des orchestres de l'ex-ORTF ; (p. 7752) : le cas de l'Opéra; la transformation des UP en établissements publics ; la lecture publique ; les maisons de la culture ; les mesures relatives aux monuments historiques ; le rôle de l'office national de la diffusion artistique (ONDA) ; le problème de la pornographie ; le développement de la politique culturelle locale ; (p. 7753) : l'hôtel d'Orsay, celui des Invalides ; le prix des entrées dans les musées ; la cité de Fontainebleau ; les bibliothèques ; la protection des paysages. **Examen des crédits : Etat B. Titre IV** (p. 7754) : sur l'amendement n° 117 de M. Julia répond que le fonds culturel doit aider les éditeurs français à développer leurs exportations ; (p. 7555) : précise que le fonds est géré par les éditeurs ; (p. 7756) : le financement du fonds du livre par la taxe sur la reprographie ; l'utilisation des sommes dont disposera le fonds du livre.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8895) : la neutralité qui s'impose à l'Etat dans le domaine des arts n'est pas synonyme d'abstention et son devoir était d'étendre aux créateurs une protection sociale analogue à celle dont jouissent les autres citoyens ; ainsi sera mis fin à un régime qui, par ses lacunes et ses méthodes, était de plus en plus mal supporté par la communauté des artistes. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8913) : ses précisions relatives aux organismes agréés chargés de recouvrer les cotisations ; la représentation majoritaire des intéressés.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [8 avril 1976]. **Article 15** (p. 1521) : en réponse à M. Debré, déclare que la politique de sauvegarde définie par la loi du 4 août 1962 n'est pas remise en question par l'article 15.